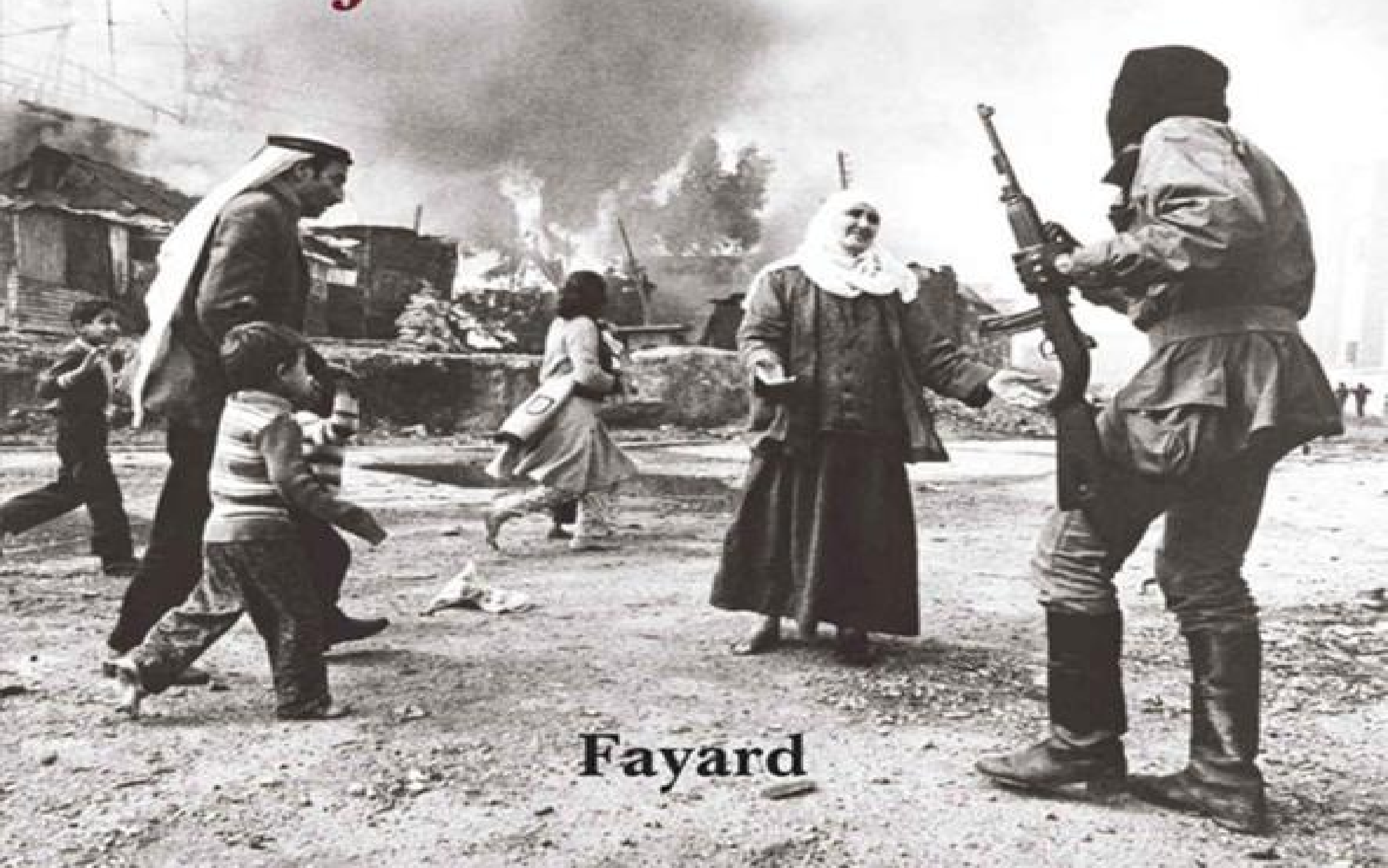
Henry Laurens

LA QUESTION DE PALESTINE

Tome quatrième

1967-1982

Le rameau d'olivier et le fusil du combattant



Fayard

Couverture : Josseline Rivière
Photo : Françoise Demulder (1976)
Les phalangistes chrétiens attaquent les Palestiniens,
réfugiés dans le quartier de la quarantaine.

ISBN : 978-2-213-66801-7

Du même auteur

L'Expédition d'Égypte, Paris, Seuil, « Points-Histoire », 1997.

Lawrence en Arabie, Paris, Gallimard, « Découvertes », 1992.

L'Orient arabe. Arabisme et islamique de 1798 à 1945, Paris, Armand Colin, 1993.

Le Retour des exilés, la lutte pour la Palestine de 1869 à 1997, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1998.

La Question de Palestine. I. *L'Invention de la Terre sainte*, Paris, Fayard, 1999 ; II. *Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002 ; III. *L'Accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007.

Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours, Paris, Armand Colin, 1999.

Orientales I. Autour de l'expédition d'Égypte ; Orientales II. La IIIe République et l'Islam ; Orientales III. Parcours et situations, Paris, CNRS Éditions, 2004.

L'Orient arabe à l'heure américaine, Paris, Armand Colin, 2005 ; « Pluriel », 2008.

L'Empire et ses ennemis. La question impériale dans l'histoire, Paris, Seuil, 2009.

L'Europe et l'Islam. Quinze siècles d'histoire (avec John Tolan et Gilles Veinstein), Paris, Odile Jacob, 2009.

Orients. Conversations avec Rita Bassil el-Ramy, Paris, CNRS Éditions, 2009.

Le Rêve méditerranéen. Grandeurs et avatars, Paris, CNRS Éditions, 2010.

À Denis Maraval sans qui ce projet n'aurait jamais été mené à bien.

Table des matières

Chapitre premier

La guerre

Le général de Gaulle : « Nous pensons, comme nous l'avons toujours fait, d'une part, qu'Israël existe. Encore une fois, ce n'est pas nous qui l'avons fait, mais nous avons accepté qu'il existe ; ses voisins doivent donc le reconnaître en tant qu'État. D'autre part, il a eu tort de commencer le feu et ses conquêtes par les armes ne sont pas valables. Quant aux Arabes, de toute manière, il ne faut pas les laisser se diviser et s'anarchiser ; ils doivent continuer leur effort de développement. […] Quant à Israël, il sera très difficile d'obtenir qu'il revienne à ses positions de départ ; cela prendra longtemps et exigera de grandes pressions. Au demeurant, tout dépend des États-Unis : si ceux-ci encouragent par en dessous Israël à rester, il restera, mais s'ils acceptent l'idée qu'Israël doit revenir, il reviendra. De toute façon, le plus grave dans cette conquête, ce n'est pas le Sinaï, qui ne représente pas une affaire importante, sinon qu'Israël ne doit pas rester sur le canal. L'important, c'est qu'il ne garde pas les territoires situés à l'ouest du Jourdain, terres fertiles, ni Jérusalem. En effet, dans ce cas, la Jordanie ne pourrait pas vivre et il faut qu'elle le puisse, à notre avis. Quant au reste, pour l'affaire des hauteurs de Kuneitra, où Israël ne devrait pas rester, il faudra qu'un jour intervienne un système qui neutralise cette région, au nord de Tibériade, afin que l'on n'y tire plus de part et d'autre. Pour en arriver là, pourtant, cela sera long et difficile et cela dépendra du soutien réel des États-Unis. […] »

Kossyguine : « Johnson m'a dit que les troupes israéliennes devraient évacuer les territoires conquis, mais qu'il fallait pour cela résoudre des questions telles que celles de la reconnaissance d'Israël, de la liberté de navigation dans le canal de Suez et dans le golfe d'Akaba, et celle des réfugiés palestiniens. Il faut bien entendu les régler, mais comment ? Cela n'est pas clair et Johnson n'a guère d'idées là-dessus. Il m'a affirmé qu'il appuierait le retrait d'Israël à condition qu'une solution fût apportée à ces différents problèmes. Nous avons proposé d'examiner séparément la question du retrait, mais Johnson n'en a pas été d'accord. Il n'y a donc pas eu de position commune sur ce point. Il est d'ailleurs naïf de vouloir résoudre la question des réfugiés comme il le propose, à savoir qu'une partie d'entre eux émigre au Canada et une autre aux États-Unis. L'Amérique, m'a-t-il dit, les accepterait. Or, les réfugiés, eux, ne l'acceptent pas car ils veulent rentrer chez eux. Johnson surestime les possibilités d'un règlement par une simple allocation de fonds.
« Sur le Vietnam, nous n'avons pu arrêter rien de concret, car nos positions de départ sont très différentes. Certes, cette question préoccupe beaucoup Johnson, et bien plus que celle du Proche-Orient, malgré l'influence exercée par les six millions de Juifs qui sont aux États-Unis, qui occupent des positions clés dans le commerce et la finance. »
Le général de Gaulle : « … et dans la presse. »
Entretien DE GAULLE/KOSSYGUINE, 1er juillet 1967[1].

L'attaque

Dans la nuit du 4 au 5 juin, pendant que les militaires mettent au point les ultimes détails des opérations, Levi Eshkol rédige les messages diplomatiques destinés aux responsables des grandes puissances. Dans la lettre destinée à Kossyguine, il insiste sur l'engagement de son pays à

survivre dans un environnement hostile : c'est un conflit pour la vie ou la mort pour empêcher Nasser de réussir à répéter les crimes de Hitler contre le peuple juif. Il plaide pour un non-engagement des forces soviétiques dans le conflit[2]. Dans le message à Johnson[3], la référence à Hitler est absente mais non celle de la volonté égyptienne de détruire Israël dans la continuité de l'assassinat de six millions de Juifs dans une époque récente. La communication adressée à de Gaulle[4] ne comprend aucune mention de la destruction des Juifs d'Europe, mais seulement de la volonté arabe de détruire Israël, « qui incarne les souvenirs, les sacrifices et les espoirs d'un vieux peuple dont les malheurs n'ont pas d'égal dans toute l'histoire de l'humanité ». Eshkol réfute l'imputation de prendre l'initiative des hostilités : « Nos voisins ont cru l'heure favorable, encouragés peut-être par les appuis de certaines puissances et les hésitations des autres pour lancer l'assaut. »

Contre l'avis de Moshe Dayan mais avec l'approbation de Yosef Allon et d'Abba Eban, le chef du gouvernement a élaboré la fable d'une attaque aérienne et terrestre égyptienne contre le territoire israélien. La lettre à Johnson se termine par un appel à un soutien politique, en particulier face à l'Union soviétique.

La désinformation d'une attaque égyptienne sera la première communication fournie par les attachés militaires israéliens aux autorités des pays où ils sont affectés.

L'opération « Moked[5] », destinée à détruire l'aviation égyptienne au sol, s'inspire du précédent de l'attaque allemande contre l'Union soviétique le 22 juin 1941. Elle a été soigneusement préparée depuis des années. Elle s'appuie sur une collecte minutieuse de renseignements sur la totalité des installations militaires arabes grâce en particulier à des survols aériens en haute altitude. L'accent a été mis sur la rapidité des équipes techniques à rééquiper les avions dès leur retour à leurs bases de départ. Le pari a été pris d'une absence de réaction de l'aviation syrienne lors de l'attaque contre l'Égypte. De ce fait, la quasi-totalité de la flotte aérienne israélienne sera engagée contre les aéroports égyptiens, d'où un dangereux battement de quelques heures avant qu'elle soit opérationnelle pour protéger le territoire israélien et reprendre les opérations sur tous les fronts.

L’étude de la routine de l’aviation égyptienne a montré qu’elle est en état d’alerte à l’aube (5 heures du matin, heure locale) et que les vols de protection sont terminés vers 8 heures, d’où la nécessité de frapper après cette heure.

À partir de 7 heures du matin, la vague d’assaut (près de 200 appareils, pratiquement tous de fabrication française) prend son envol. Pour dissimuler son parcours, elle vole à très basse altitude au-dessus de la Méditerranée ou de la mer Rouge afin de frapper les objectifs dans la vallée du Nil. Les derniers à partir sont ceux qui ont pour mission les aéroports du Sinaï.

Les radars égyptiens ne détectent rien, mais ce n’est pas le cas des radars jordaniens situés en altitude à Ajloun. Ils perçoivent pour l’essentiel des vols au-dessus de la Méditerranée, sans pouvoir déterminer s’ils proviennent d’Israël ou de porte-avions. À 8 h 15, le quartier général de l’armée jordanienne commandée par le général égyptien Riyad est prévenu. Il tente immédiatement d’informer Le Caire par radio, mais les Égyptiens ont changé leurs codes la veille sans prévenir leurs alliés jordaniens. De toute façon, les principaux responsables de l’armée égyptienne sont hors de contact, soit à leur domicile, soit partis justement en avion pour le Sinaï pour une mission d’inspection menée par le maréchal Amer en personne. Par mesure de sécurité, la défense antiaérienne du Sinaï a été neutralisée afin d’éviter un tir « amical » contre l’avion du maréchal.

Les aéroports militaires égyptiens ne disposent pas d’abris bétonnés pour protéger leurs avions, qui sont stationnés en plein air par catégories. Si l’aviation égyptienne comprend un grand nombre d’appareils dont des bombardiers modernes, elle manque de personnel navigant ou de maintenance, d’où le fait qu’elle représente une force bien plus faible qu’elle n’apparaît sur le papier. En deux heures, à partir de 8 heures du matin, l’essentiel de la force aérienne égyptienne est détruit au sol, soit 309 appareils sur 340, avec une perte additionnelle de près de 100 pilotes sur 350[6]. Les pistes sont mises hors service par l’utilisation de bombes spéciales appelées Durandales développées en coopération avec les Français. Les Israéliens perdent 19 appareils dont 2 dans des combats aériens. Il y a eu deux vagues d’assaut successives, les avions israéliens

pouvant être très rapidement ravitaillés en carburant et en munitions grâce à la qualité de leur logistique.

Il faut quelques heures pour que Amer et son entourage puissent revenir au Caire et rejoindre le siège du haut commandement où règne la confusion la plus totale. Les militaires égyptiens n'ont pas une idée précise de la situation, des informations contradictoires leur parvenant d'un peu partout. Les appareils israéliens ayant largué leurs réservoirs supplémentaires, les débris sont pris pour la preuve de leur destruction en vol.

Dès 9 heures du matin, la radio égyptienne parle de l'attaque israélienne et annonce qu'elle a été repoussée, infligeant à l'ennemi de très lourdes pertes[7]. Nasser n'est pas informé immédiatement de l'ampleur du désastre qui a frappé son armée, probablement parce qu'à ce moment personne n'a d'idée exacte de ce qui s'est passé.

Simultanément à l'attaque aérienne, les forces terrestres israéliennes pénètrent dans le Sinaï. Elles ne disposent pas de couverture aérienne et les combats au sol sont intenses. Dans l'après-midi, une double percée est obtenue, dans les régions littorales et dans le centre du Sinaï. Dans ce dernier secteur, Ariel Sharon multiplie les barrages d'artillerie et lance assaut sur assaut sur les lignes égyptiennes. Primitivement, Dayan ne voulait pas d'opérations dans le secteur de Gaza pour éviter des combats en zone urbaine, mais comme des bombardements partent de la bande, Rabin donne l'ordre à une brigade de marcher sur Gaza. Les combats, là aussi, sont très intenses, Égyptiens et Palestiniens de l'Armée de libération de la Palestine (ALP) et des groupes de fedayins résistant farouchement à la pénétration israélienne.

Au soir du 5 juin, les Israéliens ont progressé sur l'ensemble du théâtre d'opérations, mais les Égyptiens ont manifesté une forte résistance, montrant leur habituelle capacité de se battre sur des positions statiques.

Le plan initial ne concernait que le front égyptien. Quelques troupes de couverture ont été laissées pour protéger Jérusalem[8] et la ligne d'armistice avec la Jordanie. À 8 h 30, les autorités israéliennes ont convoqué le chef des observateurs de l'ONU (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, ONUST), le général Odd Bull,

pour l’informer que l’Égypte a pris l’initiative des opérations et le charger d’un message au roi Hussein l’adjurant de maintenir son pays en dehors de la guerre. Le général norvégien est outré du rôle qu’on veut lui faire jouer, d’autant plus qu’il est déjà convaincu que c’est Israël qui a attaqué le premier. Il veut d’abord contacter le siège de l’ONU à New York, puis il cède à la demande israélienne[9].

Les jours précédents, les Jordaniens ont été impressionnés par le calme et la détermination des Égyptiens ainsi que par les assurances de renforts venus des autres pays arabes[10]. Depuis les années 1950, la doctrine militaire jordanienne hésite entre une défense statique de la ligne d’armistice, au risque d’éparpiller ses forces, ou au contraire un regroupement en arrière sur les principaux axes de communication afin de faire face à l’offensive israélienne une fois cette dernière identifiée, le risque étant de perdre immédiatement une partie des régions les plus peuplées de la Cisjordanie. Le plan finalement adopté est une demi-mesure entre les deux stratégies possibles avec des offensives limitées destinées en particulier à isoler la Jérusalem juive en prenant le contrôle du mont Scopus et du corridor. Quand le général égyptien Riyad prend la direction du front, il modifie les plans en confiant à l’armée jordanienne la charge de fixer le maximum de troupes israéliennes en attendant l’arrivée de troupes syriennes et irakiennes pour prendre l’offensive. Sa tâche est difficile. Sa connaissance de la topographie et des forces qui lui sont confiées est médiocre.

Les informations venues du radar de Ajloun donnent une vision confuse des opérations aériennes. On peut en déduire qu’une partie des vagues d’assaut contre l’Égypte vient de la Méditerranée (donc de porte-avions américains) tandis que les allers-retours au-dessus du Sinaï peuvent être interprétés comme étant la contre-attaque de l’aviation égyptienne. D’autant que les informations venues du Caire ne parlent que de brillants succès égyptiens.

Dès 9 heures du matin, le haut commandement égyptien donne l’ordre aux troupes jordaniennes d’ouvrir un nouveau front. Le roi Hussein accepte et prie la Syrie d’assurer la couverture aérienne de ses forces, mais Damas demande toute une série de délais. Le général Riyad veut une offensive immédiate en direction du Néguev alors que ses subordonnés

jordaniens voudraient attendre l'arrivée des renforts arabes et concentrer les efforts sur le secteur de Jérusalem. Il l'emporte, conduisant la guerre en fonction d'informations erronées venues d'Égypte, sans véritablement connaître le théâtre d'opérations et contre l'avis des principaux officiers de l'armée jordanienne.

À 9 h 30, Nasser contacte le roi Hussein, lui confirmant les succès égyptiens et lui demandant une offensive généralisée. À 10 heures du matin, l'artillerie jordanienne ouvre le feu, causant d'importantes destructions dans le secteur de Jérusalem. À 11 h 50, la petite aviation jordanienne lance une série de raids qui font des dégâts mineurs en Israël, mais ont un certain impact psychologique. Les Syriens et les Irakiens suivent le mouvement.

À 12 h 30, l'aviation israélienne, libérée de ses missions dans le Sinaï, peut intervenir. Les appareils jordaniens sont détruits au sol au moment où ils sont en train d'être ravitaillés en carburant et munitions. Le radar d'Ajloun est détruit et le palais royal à Amman est bombardé. Le roi est persuadé que les Israéliens ont tenté de le tuer et les Américains interviendront pour éviter la répétition de tels actes[11]. Les aviations syrienne et irakienne connaissent le même sort. En raison de l'absence de surprise, les pertes israéliennes s'élèvent à une dizaine d'appareils. Dès lors, les troupes au sol sont totalement vulnérables. Les renforts irakiens et saoudiens sont systématiquement bombardés et ne peuvent rejoindre la Cisjordanie.

La question est de savoir si la Jordanie aurait pu éviter d'entrer en guerre. Le roi n'a été informé du message d'Odd Bull qu'à 11 heures du matin, au moment où la décision fatidique a déjà été prise. Les Jordaniens n'accordent aucun crédit à ce message. Ils n'y voient qu'une ruse de guerre de la part des Israéliens, destinée à gagner du temps avant de se lancer dans la conquête de la Cisjordanie. Depuis, l'année précédente, le raid sur Samu, ils ne croient plus dans les assurances israéliennes.

À ce moment, les responsables israéliens, qui n'ont pas encore pris conscience de l'ampleur de la destruction des forces aériennes égyptiennes, ne souhaitent pas une guerre sur deux fronts. Dayan ne veut que des opérations limitées destinées à neutraliser les menaces pesant sur Jérusalem, mais envoie des renforts conséquents en blindés face à la

Cisjordanie ainsi que des unités de parachutistes à Jérusalem. Ses instructions défensives se transforment rapidement en mouvements offensifs, une fois devenu clair le fait que les Israéliens disposent maintenant d'une suprématie aérienne totale.

À Jérusalem, les forces jordaniennes tentent les premiers de s'emparer de Government House, siège du quartier général de l'ONUST. Elles réussissent à en prendre le contrôle. Les Israéliens contre-attaquent immédiatement dans ce secteur. S'ensuit un combat au corps à corps qui dure toute l'après-midi. Les Jordaniens sont repoussés alors qu'en prenant le sud de la ville sainte, les Israéliens amorcent un mouvement d'encerclement.

Au nord, ils ont rassemblé suffisamment de forces pour pouvoir, en fin d'après-midi, lancer une offensive destinée à faire la jonction avec l'enclave du mont Scopus. Là aussi, les combats sont extrêmement durs. Vers minuit, la route de Ramallah est atteinte et l'accès à la Cisjordanie est coupé.

Une partie des forces disposées face à la Syrie est redéployée face à la Cisjordanie. La première mission est de s'emparer du secteur de Jenine. Les troupes jordaniennes, durement frappées par l'aviation israélienne, résistent quand même à la pression et ne cèdent que peu à peu du terrain.

Au sein du gouvernement israélien, le débat fait rage entre partisans et adversaires d'une conquête de Jérusalem et de la Cisjordanie. Eshkol craint une réaction diplomatique internationale en cas de prise de la ville sainte, forçant Israël à s'en retirer. Il s'en tient à une formule ambiguë donnant la priorité à l'élimination de la menace jordanienne. Dayan considère que la bataille essentielle est celle du Sinaï, la Cisjordanie passant après.

Après la destruction de leur aviation, les Syriens limitent leur action à un bombardement des zones frontalières[12]. Dayan se refuse à l'ouverture d'un troisième front et se satisfait de cette situation.

Le front diplomatique

L’ampleur de l’attaque aérienne, incompatible avec ce que les Égyptiens croient savoir du potentiel israélien, et le fait que la première vague d’assaut soit venue de la mer les persuadent d’une participation américaine à l’attaque, analogue à celle des Franco-Britanniques en 1956. Au-delà de l’interprétation erronée de la situation militaire, Nasser reste fidèle à sa stratégie du début de la crise : impliquer les Américains dans la guerre afin de soulever les populations du Moyen-Orient contre eux pour leur faire payer leur soutien politique et militaire à Israël. Il est d’ailleurs convaincu d’une traîtrise des États-Unis puisque Washington lui a demandé de ne pas prendre l’initiative des combats sans retenir de la même façon Israël et alors qu’une nouvelle négociation doit s’ouvrir[13]. Ce n’est qu’au milieu de l’après-midi qu’il commence à avoir une idée plus précise de la situation, tandis qu’Amer est au bord de l’effondrement psychologique. Il s’en tient à une version devenue officielle de la participation des Américains, et éventuellement des Britanniques, aux combats. Il diminue ainsi sa responsabilité dans la défaite tout en cherchant à y impliquer le plus possible les Soviétiques.

Avec le décalage horaire, c’est bien avant l’aube qu’est arrivée à Washington la nouvelle de l’ouverture des combats. Il faut quelques heures pour pouvoir déterminer qu’il s’agit d’une attaque « préventive » de la part des Israéliens. Un comité interministériel *(interdepartmental)* est mis sur pied. À partir du 7 juin, il siégera à l’intérieur du Conseil de sécurité nationale.

On est sûr de la victoire israélienne bien qu’il faille quelques heures pour qu’elle soit confirmée. Walter Rostow, conseiller du président, envisage même un Moyen-Orient plus sûr *(secure)* à l’issue de la crise. Pour Johnson et le secrétaire d’État Dean Rusk, une solution diplomatique aurait été préférable, mais on comprend la décision israélienne tout en la trouvant regrettable. Pour le moment, on est surtout préoccupé par la rumeur d’une participation américaine aux combats. En Libye, où de violentes manifestations ont éclaté, la base aérienne de Wheellus est menacée. Des démentis formels sont envoyés, aucun porte-avions américain ou occidental n’est en position d’intervenir dans la bataille.

Dès les premières heures, Moscou[14] a utilisé la fameuse ligne directe avec Washington mise en place après la crise des missiles de Cuba dite

« téléphone rouge » (un téléscripteur transférant des messages écrits codés). Elle est pour la première fois mise réellement en service. Kossyguine demande une action immédiate des grandes puissances pour mettre fin aux opérations militaires. La réponse américaine est de traiter la question au Conseil de sécurité.

La position publique affirmée par le porte-parole du Département d'État est la neutralité des États-Unis. Cette déclaration provoque un déluge de protestations des partisans d'Israël. Juridiquement, la neutralité signifierait la suspension de toute aide militaire et civile aux pays en guerre. Une correction urgente est faite par une déclaration de Rusk lui-même : les États-Unis ne sont pas belligérants sans être indifférents, ils sont engagés à soutenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de toutes les nations du Proche-Orient et feront tout pour obtenir un cessez-le-feu au Conseil de sécurité.

Walter Rostow va plus loin dans un mémorandum au président rédigé en fin de journée[15]. La guerre doit déboucher sur un règlement politique global du conflit fondé sur la supériorité écrasante des Israéliens et non sur un cessez-le-feu qui ne réglera rien.

Les instructions à la délégation américaine aux Nations unies sont rédigées dans cette perspective. La demande de cessez-le-feu doit comprendre la liberté de circulation dans le golfe d'Akaba. L'ambassadeur américain Goldberg est un partisan affirmé du sionisme. Il veut s'en tenir à un cessez-le-feu sur place tandis que l'Inde demande la restauration de la situation antérieure au commencement des hostilités (donc comprenant la fermeture du détroit de Tiran)[16]. Les Indiens sont d'autant plus militants que plusieurs de leurs casques bleus appartenant à la Force d'urgence des Nations unies (FUNU) ont été tués par les bombardements israéliens de la bande de Gaza. Égyptiens et Israéliens s'accusent réciproquement d'agression et de trahison. Devant l'absence de perspective immédiate de solution, la séance est renvoyée au lendemain.

Il se révèle déjà clairement que l'attitude belliciste des pays arabes durant les semaines précédentes se retourne contre eux. Même si l'initiative des hostilités revient à Israël, pour la communauté internationale, ils portent largement la responsabilité de la crise présente. Le gouvernement français, par une déclaration de Maurice Couve de

Murville, ministre des Affaires étrangères, à l'Assemblée nationale le 7 juin[17], est le seul à se distinguer en affirmant qu'il est impossible de régler par la force aucun des problèmes qui opposent Israël aux pays arabes. Le processus fatal ayant été déclenché, il est inévitable que le conflit s'étende : « Les données fondamentales n'ont en rien changé. Les mêmes problèmes sont devant nous, comme la nécessité de les régler, si nous voulons qu'un jour enfin, Israël et ses voisins puissent trouver les moyens d'une coexistence et établir entre eux la paix véritable qui leur échappe depuis toujours. »

Conséquent avec l'analyse faite depuis le début de la crise, Couve de Murville se félicite de la politique de modération des grandes puissances et appelle à une action concertée des membres permanents du Conseil de sécurité, en fait les « quatre grands » puisque la Chine nationaliste n'est pas vraiment concernée.

Le deuxième jour

À partir de la fin de la journée du 5 juin, l'aviation israélienne peut intervenir au-dessus du Sinaï et frapper durement les forces égyptiennes. Durant les premières heures de la matinée du 6, les combats restent intenses, le plus souvent à courte distance voire au corps à corps, en particulier à El-Arich où l'on se bat de maison en maison. Les pertes égyptiennes sont particulièrement lourdes, mais plus d'une moitié de l'armée reste en capacité de se battre. Le commandement israélien est conscient de cette situation et s'inquiète du risque de se voir imposer un cessez-le-feu sur place alors que la plupart des objectifs stratégiques n'ont pas été atteints.

L'effondrement égyptien va venir non de la base de l'armée, mais des dirigeants civils et militaires. Au lieu de s'en tenir à une défense sur place avec des contre-attaques nocturnes quand l'aviation israélienne ne peut pas opérer, l'ordre est donné vers 6 heures du matin à la première ligne de se replier, puis à 17 heures, c'est l'instruction générale de se retirer sur les cols et le canal. Ces ordres ont été donnés par Amer. Les défenseurs de Nasser affirment que le président n'en a pas été informé et qu'ultérieurement il a tenté de s'y opposer. Les hommes d'Amer

répliquent que le maréchal a agi après avoir reçu l'accord de Nasser, ce qui semble le plus probable.

Les officiers supérieurs sur le terrain sont contre cette instruction, mais doivent s'incliner. Comme on peut s'y attendre, la retraite absolument pas préparée, se transforme rapidement en débâcle, l'aviation israélienne bombardant impitoyablement tous les axes de circulation de la péninsule, qui se trouvent rapidement encombrés de carcasses de véhicules en train de brûler. Dans la bande de Gaza, les combats en zone urbaine sont particulièrement durs. À Khan Younis et à Gaza, la progression israélienne s'accompagne de massacres de prisonniers et de civils palestiniens (des jeunes gens)18. Le nombre de victimes n'est pas connu. Une fois la conquête achevée, les pillages sont systématiques. Les installations de l'ONU et de l'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees (UNRWA) sont, semble-t-il, particulièrement visées.

Faisant tout pour entraîner les Soviétiques dans la guerre, la direction égyptienne multiplie les affirmations de participation américaine et britannique dans les combats et appelle les masses à détruire les intérêts impérialistes. Les radios arabes reprennent ces informations. Ambassades et consulats américains dans le monde arabe sont pris à partie par de violentes manifestations populaires. La RAU annonce la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis puis avec la Grande-Bretagne. Elle est suivie par les États arabes « progressistes » (Algérie, Irak, Soudan, Syrie, Mauritanie, Yémen). Les États arabes producteurs de pétrole suspendent leurs exportations à destination des deux pays anglo-saxons. Partout dans la région les ressortissants américains sont en voie d'évacuation. Washington répond par l'arrêt de tous les programmes d'aide aux pays qui ont rompu les relations diplomatiques.

Nasser, conséquent avec lui-même, est ainsi en train de jouer la part politique de sa stratégie et tente de transformer la défaite militaire en victoire dans la guerre froide arabe. Il croit encore pouvoir reproduire la conjoncture diplomatique de Suez. Comme précédemment, la Jordanie reste le maillon essentiel.

Durant la nuit du 5 au 6, les forces jordaniennes ont pu contre-attaquer dans le secteur de Jenine, profitant de l'absence de l'aviation israélienne.

À l'aube, la situation se renverse. Vers midi, Jenine tombe aux mains des Israéliens.

À Jérusalem, les Israéliens ont continué leur mouvement tournant durant la nuit, réussissant la jonction avec l'enclave du mont Scopus. Les Jordaniens résistent farouchement, mais perdent le contrôle des principaux axes routiers. La dernière route ouverte vers la Cisjordanie est rendue inutilisable par les bombardements. La ville arabe est ainsi pratiquement isolée au milieu de la journée. Le roi Hussein se trouve pris dans le dilemme de demander un cessez-le-feu immédiat sur place, au risque de se voir accusé de trahison, ou de donner un ordre général de retrait de ses forces de Cisjordanie. Il tente à plusieurs reprises d'entrer en relation avec les Israéliens pour obtenir un « arrêt immédiat des combats » (mais non un cessez-le-feu), mais ces derniers ne veulent pas en entendre parler. Ils accusent le roi de ne plus avoir d'autorité sur son armée puisqu'elle est commandée par un général égyptien.

Le roi se tourne vers les États-Unis pour implorer leurs secours. Il leur fait savoir que s'ils ne font rien, son régime risque de s'effondrer. Les Américains exigent un vrai cessez-le-feu et que l'initiative vienne des Jordaniens. Ils se servent des accusations arabes contre eux pour expliquer qu'ils ne peuvent pas en faire plus.

Même les amis des Arabes à Washington sont outrés de l'accusation de collusion avec Israël. Si, le 5 juin, les États-Unis étaient prêts à pousser à un cessez-le-feu comprenant la liberté de circulation dans le détroit de Tiran mais aussi un retrait des forces israéliennes, le lendemain, en fonction même de la progression de l'armée israélienne et de leur colère contre le régime de Nasser, ils ne veulent plus parler que d'un cessez-le-feu sur place. C'est le contenu des messages échangés avec les Soviétiques et des discussions tenues à l'ONU. Walter Rostow continue, dans ses notes au président, à évoquer un règlement global fondé sur les succès israéliens. Les conditions de la paix sont une « modération » des États arabes, un rôle accru de la Turquie et de l'Iran au Moyen-Orient, le règlement de la question des réfugiés, un système de contrôle régional des armements et de coopération économique. La question territoriale ne semble pas être envisagée[19].

La principale inquiétude de Washington porte sur l'attitude soviétique. Dans le contexte de la guerre du Vietnam, il n'est pas question de se lancer dans une confrontation majeure entre les deux superpuissances, mais, en même temps, il ne faut pas que les succès militaires israéliens se payent d'une progression soviétique dans le Moyen-Orient. En Méditerranée orientale, les flottes de guerre soviétique et américaine sont dangereusement proches, chacune tentant d'analyser les mouvements de l'autre en fonction de la situation militaire et politique.

Le roi de Jordanie, ne trouvant pas de soutien américain, se rapproche de Nasser. Dans une conversation téléphonique interceptée par les Israéliens, ils se mettent d'accord pour accuser les Américains et les Britanniques de participation aux combats. Le monarque peut ainsi s'assurer du soutien de l'Égypte. À la mi-journée, il est informé de l'ampleur de la défaite égyptienne dans le Sinaï et de l'impossibilité d'obtenir des renforts arabes. Le général Riyad reconnaît qu'en l'absence de cessez-le-feu l'armée jordanienne doit se retirer de la Cisjordanie pour éviter la destruction totale. Il cherche à obtenir du Caire, qui ne répond pas, l'accord pour un cessez-le-feu.

Durant l'après-midi, l'offensive israélienne en Cisjordanie prend de l'ampleur. Naplouse est menacée par la convergence d'une colonne israélienne partie de Jenine et d'une autre qui est entrée par Qalqilya en causant de gros dégâts dans l'agglomération. Ramallah est prise dans le cadre du mouvement tournant autour de la ville sainte. En fin d'après-midi, le roi Hussein reçoit enfin la réponse de Nasser qui l'autorise à retirer ses forces de Cisjordanie et à demander un cessez-le-feu. Il faut profiter de la nuit pour pouvoir réaliser ce mouvement. Les ordres sont immédiatement donnés dans ce sens. La radio jordanienne rend publique la demande de cessez-le-feu, condition exigée par les Américains.

Les Soviétiques se sont rendu compte de l'ampleur de la défaite arabe et de l'urgence d'un cessez-le-feu pour sauver ce qui peut être sauvé. Ils veulent une résolution immédiate du Conseil de sécurité. Abba Eban s'est rendu à New York afin de retarder autant que possible tout cessez-le-feu. Il pose comme condition la fin de l'état de guerre, voire un accord général de paix. Non seulement il faut éviter la répétition de 1956-1957, mais aussi tout rétablissement des accords d'armistice.

Johnson fait porter la responsabilité de la guerre sur les Soviétiques. Il est furieux du « gros mensonge » *(big lie)* des Arabes sur la participation américaine au conflit. Il a conscience de la popularité de la cause israélienne dans l'opinion publique américaine alors que les élections sont à moins de dix-huit mois. Par son entourage direct, les Israéliens lui ont fait savoir qu'ils ont besoin d'un délai pour terminer les opérations militaires. Mais le président cherche toujours à éviter une confrontation majeure avec les Soviétiques.

En fin de journée, la délégation soviétique à l'ONU propose un cessez-le-feu sur place, prenant les Américains au dépourvu. Ils sont obligés de suivre et le Conseil de sécurité adopte à 16 h 30 la résolution 233 demandant un cessez-le-feu immédiat et la cessation de toutes les activités militaires. Le vote a eu lieu à l'unanimité et à main levée.

Les Arabes auraient pu alors sauver ce qui pouvait encore l'être. C'est ce que comprend la Jordanie, qui accepte la résolution, mais non l'Égypte, qui refuse un cessez-le-feu sans engagement de retrait israélien. La Syrie et l'Irak adoptent la même position. Sur le terrain, les Jordaniens interrompent leur retrait et tentent de revenir sur leurs positions de départ, ce qui accroît la confusion.

La débâcle arabe

À la fin du deuxième jour, le gouvernement israélien est assuré de la victoire. La priorité est donnée au Sinaï avec pour mission de s'emparer des cols de Mitla et de Giddi et de Charm el-Cheikh et de terminer l'occupation de la bande de Gaza. Comme on ne tient pas compte de l'acceptation jordanienne du cessez-le-feu, la prise de Jérusalem et la conquête du reste de la Cisjordanie sont assurées. On reste sur une ligne défensive face aux Syriens et on étudie la possibilité d'occuper le Liban-Sud jusqu'au Litani si le Liban participe effectivement aux hostilités.

Il ne reste plus de forces jordaniennes importantes à Jérusalem. De crainte de se voir imposer un cessez-le-feu, les militaires israéliens décident de prendre immédiatement la Jérusalem arabe. Des ordres sont donnés pour limiter les destructions des Lieux saints. On utilise

massivement l'artillerie et le napalm pour détruire les dernières positions jordaniennes autour de la ville et terminer ainsi l'encerclement. On lutte contre le temps puisque le gouvernement reçoit de Dean Rusk et d'Harold Wilson des messages urgents le pressant d'appliquer le cessez-le-feu avec la Jordanie. La vieille ville tombe sans aucune résistance, contrairement à l'âpreté des combats de 1948. Les soldats israéliens se précipitent au Mur des lamentations suivis peu après de leurs généraux. Le rabbin Shlomo Goren, aumônier en chef de l'armée israélienne, en pleine crise d'exaltation messianique, propose que l'on détruise les mosquées du Haram al-Sharif. Les généraux refusent.

Les parachutistes ont joué un grand rôle dans la prise de la ville sainte. Leur comportement envers la population civile semble avoir été exemplaire. Ce n'est pas le cas des réservistes qui les remplacent et des habitants de la ville juive qui commettent de nombreux pillages et destructions[20], en particulier au détriment des installations de l'ONU. Outre les vols, les déprédations sont nombreuses dont certaines sont de nature scatologique[21].

Dans la foulée, ce qui reste de l'armée jordanienne en Cisjordanie est pratiquement détruit. Les Israéliens arrivent à proximité de Naplouse vers 11 heures du matin. Les combats durent jusqu'à la fin de l'après-midi et la ville tombe aux mains des Israéliens. Bethléem, d'où se sont retirés les Jordaniens, est prise sans résistance, de même que Hébron. Les dernières forces jordaniennes prennent position pour essayer de défendre la Transjordanie en cas d'invasion israélienne. Arrivés à la nuit au bord du Jourdain, les Israéliens, sur ordre de Moshe Dayan, font sauter les quatre ponts reliant les deux rives. Ils prennent une position défensive pour faire face à une éventuelle contre-offensive jordanienne. Les jours suivants, les reliquats de l'armée jordanienne se déploient pour protéger la rive orientale. Des forces irakiennes conséquentes viennent leur porter appui.

Les agglomérations arabes sont systématiquement « ratissées » à la recherche d'armes. Les fouilles s'accompagnent de diverses brutalités et de vols. Dans un certain nombre de cas, on peut parler de harcèlement pour pousser les populations à partir.

Dans le Sinaï, la débâcle égyptienne est à peu près totale. Les éléments israéliens les plus avancés sont au bord du canal. Les cols deviennent un

piège mortel pour les forces égyptiennes en pleine retraite. La garnison de Charm el-Cheikh a évacué sa position sur ordre direct du Caire sans que les généraux sur le terrain en soient informés[22]. Certaines unités maintiennent leur cohésion et établissent des poches de résistance permettant à d'autres de se replier en plus ou moins bon ordre sur le canal.

À l'aube du 8 juin, les forces égyptiennes en retraite tentent de passer le col de Mitla où les Israéliens sont en embuscade. Elles y perdent leur matériel lourd et des milliers de morts. Dans l'ensemble du Sinaï, la confusion est totale. Les Israéliens eux-mêmes ont du mal à circuler en raison de l'ampleur des destructions. Ils font des milliers de prisonniers qu'ils n'ont pas la capacité de garder. Ils relâchent immédiatement ceux qui se trouvent à quelques kilomètres du canal.

Moshe Dayan avait donné l'ordre de ne pas aller jusqu'au canal. Il considère qu'une ligne établie sur les cols sera plus facile à défendre que la rive orientale. De surcroît, la présence de l'armée israélienne sur cette position risquerait d'accélérer la mise en place d'un cessez-le-feu par la communauté internationale, alors que la destruction des armées arabes n'est pas complète. Ses subordonnés sur le terrain ne l'entendent pas ainsi et désobéissent en multipliant les prétextes pour avancer. N'en pensant pas moins mais fidèle à sa doctrine traditionnelle de liberté d'action des hommes sur le terrain, Dayan laisse faire. Au matin du 9 juin, une bonne part de la rive asiatique du canal est contrôlée par l'armée israélienne.

Dans ce contexte se déroule l'un des épisodes les plus controversés de la guerre. L'armée israélienne a fait des prisonniers lors de la prise d'El-Arich, donc assez loin du canal de Suez. En même temps, lors du mouvement de capture de la bande de Gaza, plusieurs milliers de soldats égyptiens et palestiniens de l'Armée de libération de la Palestine (ALP) se sont trouvés rejetés vers le Sinaï. Ils ont alors été faits prisonniers.

Un témoignage publié dans la presse israélienne en 1995[23] évoque l'exécution de « fedayins de la bande de Gaza déguisés en soldats pour échapper à nos forces ». Les prisonniers ont été soumis à un bref interrogatoire pour déterminer à leur accent s'ils étaient égyptiens ou palestiniens. Ceux qui étaient dans cette dernière catégorie ont ensuite été conduits à creuser une fosse puis ont été tués et jetés dedans. Ce témoin parle d'une dizaine d'exécutions qu'il a personnellement vues et ajoute

que la rumeur a alors couru qu'il y aurait eu plusieurs centaines d'exécutions. D'autres témoignages, publiés en 1995-1996, mentionnent jusqu'à un millier d'assassinats à El-Arich le 8 juin 1967[24]. Le 11 juin, le commandement israélien édictera un rappel à l'ordre sévère interdisant ce genre d'actes[25]. Le sort des prisonniers ne s'améliorera réellement qu'après leur prise en charge par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) une fois la guerre terminée. Yitzhak Rabin, alors Premier ministre, a évoqué des « dérapages » commis par les deux camps[26] et souligné que personne n'avait intérêt à soulever de telles questions.

En mars 2007, la question a été reprise autour du rôle de l'unité de commandos commandée en 1967 par Benjamin Ben Eliezer (ministre trente ans plus tard). Son unité aurait exécuté 250 prisonniers égyptiens. L'intéressé a répondu qu'il s'agissait de Palestiniens et qu'ils étaient morts au combat.

Les forces de l'ALP à Gaza s'élevaient à environ 10 000 hommes avec un armement médiocre[27]. Elles ont perdu officiellement 122 hommes dans la bataille de Gaza du 7 juin ; 6 000 ont été faits prisonniers et ensuite expulsés en Égypte pour la plupart. Les prisonniers appartenant à une unité de fedayins (qui n'ont pas combattu depuis 1956) ont été sévèrement maltraités. Ceux qui ont été tués dans le Sinaï appartenaient pour l'essentiel à l'ALP, donc à des forces régulières portant l'uniforme égyptien.

L'exécution de Palestiniens à El-Arich est clairement attribuée à la police militaire et non à l'armée. Les autres exécutions de Palestiniens, y compris celles de civils, ont eu lieu dans la foulée des combats. L'exécution probable de prisonniers égyptiens est, semble-t-il, le fait de la marge d'improvisation des militaires israéliens d'où l'absence certaine d'instructions dans ce sens et le fait que ces actes ne se soient pas généralisés à l'ensemble du Sinaï[28]. Le schéma le plus courant renvoie à la dispersion de plusieurs milliers de soldats égyptiens dans le désert et souffrant de la soif. Des troupes israéliennes ont reçu la consigne de les poursuivre et de les liquider. Ils ont généralement été tués sans avoir le temps de se rendre[29].

Il est impossible de dresser un état exact des pertes. Selon les chiffres officiels égyptiens, le nombre de tués reconnus chez les Égyptiens et les

Palestiniens est de l'ordre de 5 000, auxquels il faut ajouter 5 000 « disparus » dans le désert, qui auraient succombé à la chaleur et à la soif[30]. D'autres sources indiquent le double de pertes pour les combats du Sinaï et de Gaza. Un bilan établi en 1971 comprend 2 000 « martyrs » (morts connus au combat) et 9 800 « disparus » pour l'armée égyptienne[31]. La disproportion entre martyrs et disparus montre qu'il s'est bien passé quelque chose dans le Sinaï sans qu'on puisse faire la répartition entre les morts de soif ou d'épuisement, ceux qui ont été tués avant de se rendre et ceux qui ont été massacrés.

L'affaire du *Liberty* [32]

À cette première affaire s'est greffée une seconde, au moins postérieurement dans l'historiographie.

Au début de la crise, la National Security Agency (NSA), agence spécialisée dans la collecte du renseignement radiophonique, a décidé d'appeler le *USS Liberty*, navire vétéran de la Seconde Guerre mondiale (un *victory ship*, série qui a suivi les fameux *liberty ships*) et complètement équipé des moyens les plus modernes d'écoute, à se rendre au Moyen-Orient à partir de sa position à proximité de l'Afrique occidentale. Du fait de l'improvisation de sa mission décidée le 23 mai, il n'a pas à son bord de spécialistes des langues du Moyen-Orient. On réussit à lui faire parvenir, durant une escale rapide en Espagne, cinq arabisants, mais, par manque de personnel, on n'a pu lui fournir d'hébraïsant. Le 5 juin, le bâtiment se trouve au large de la Sicile.

Au début des combats, la VIe flotte a reçu pour instruction de se tenir au moins à 100 milles nautiques des côtes du Moyen-Orient. Les porte-avions sont maintenus plus loin en raison de l'accusation de collusion avec Israël. Mais le *Liberty* n'appartient pas à la flotte et n'est pas concerné par ces instructions. Il continue sur sa lancée et se rapproche des côtes du Sinaï sans que le commandement naval américain en Méditerranée en soit informé. Au matin du 8, l'ordre lui est envoyé de s'éloigner à au moins 20 milles nautiques des côtes, mais, en raison d'une erreur de communication, le message ne lui parvient pas. La confusion vient du fait

qu'il dépend du réseau de communication de l'armée de terre et non de celui de la marine, d'où une série de malentendus bureaucratiques avant que l'on puisse lui donner l'ordre de se retirer à 100 milles nautiques. Il est déjà trop tard.

À l'aube du 8, le bâtiment se trouve à 13 milles au large d'El-Arich, juste à la limite des eaux territoriales. Il entame un mouvement de va-et-vient entre El-Arich et Gaza. Il arbore un large pavillon américain et est visible de la côte. C'est là que commence la controverse qui fait rage jusqu'à nos jours, en particulier sur Internet. Selon les marins américains, la visibilité est parfaite et tous les signes de reconnaissance sont clairement identifiables. Sa couverture juridique est celle d'être un navire militaire de ravitaillement. Il est bien reconnu comme tel par les services de la marine israélienne, qui perdent ensuite le contact.

Selon la version israélienne, se produit vers 11 heures du matin une forte explosion à El-Arich, probablement celle d'un dépôt de munitions. L'incident est interprété comme le début d'un bombardement venu de la mer. L'ordre, émanant du haut commandement israélien, est donné de détruire le bâtiment suspect, que l'on prend pour un destroyer égyptien. La mission est confiée à l'aviation. À 14 heures, l'attaque aérienne commence et dure une demi-heure. Le navire ne réplique pas aux tirs israéliens et aux jets de napalm (les avions sont équipés pour frapper des forces terrestres). Au bout de quelques minutes, les pilotes israéliens se rendent compte qu'il porte des marques d'identification en caractères latins et non en arabe. On craint d'avoir frappé un navire américain ou soviétique et on ordonne le rappel immédiat des avions.

Selon l'équipage du *Liberty*, un grand drapeau américain était déployé (ce que nient les aviateurs israéliens) et les avions ont attaqué immédiatement, sans procéder à une reconnaissance préalable, contrairement à la version israélienne. Tandis que le navire se retire péniblement, il est rejoint par des vedettes lance-torpilles israéliennes qui l'identifient comme un navire de ravitaillement égyptien en train de tirer. Cinq torpilles sont lancées et l'une atteint le bateau américain. Il faut attendre une demi-heure pour que le bâtiment soit identifié correctement comme américain. Pendant ce temps, les vedettes ont continué de tirer, s'en prenant en particulier aux radeaux de sauvetage (récit des marins). À

la suite de l'attaque aérienne, qui a fait 9 morts et de nombreux blessés, le *Liberty* a envoyé un appel de détresse à la VIe flotte, évoquant des avions non identifiés (s'il y avait eu un survol de reconnaissance, les avions auraient été identifiés). Selon les marins, les avions ont concentré leurs tirs sur les antennes de communication ; 861 impacts de tirs ont été ultérieurement recensés outre le napalm, d'où l'absence de messages ultérieurs du bâtiment.

À ce moment-là, l'essentiel de la VIe flotte se trouve au large de la Crète, à 450 milles nautiques. Après avoir hésité quelques minutes, la décision est prise d'envoyer des avions de combat au secours du *Liberty*.

À Washington, les premières nouvelles provoquent un vent de panique. La position du *Liberty* est mal identifiée (on le suppose à 100 milles du rivage selon l'ordre donné précédemment). L'attaque est supposée être soviétique, ce qui signifierait qu'une bataille navale entre les deux superpuissances est en train de s'engager en Méditerranée orientale. Avec soulagement, on apprend des Israéliens que ce sont eux qui ont attaqué le navire américain. Un message d'alerte est néanmoins envoyé aux Soviétiques pour les prévenir que les mouvements aériens américains dans cette zone de guerre n'ont pour but que de porter secours au bâtiment attaqué. Puis les avions sont rappelés tandis que le bateau arrive péniblement à se mettre sous la protection de la VIe flotte après avoir été un moment suivi par un destroyer soviétique.

Le bilan final sera de 34 morts et 172 blessés américains. Une commission d'enquête hâtivement constituée conclura à un malheureux concours de circonstances, donc à un accident de guerre. Après la peur d'une confrontation avec les Soviétiques, on a voulu éviter un sujet qui fâche avec les Israéliens. La quasi-totalité des survivants est convaincue que l'attaque a été délibérée et a le sentiment d'avoir été trahie par les autorités supérieures. Ils demandent une nouvelle enquête et des sanctions pour les coupables. Plusieurs personnalités américaines de haut rang, dont Dean Rusk[33] et Richard Helms[34] (chef de la CIA à l'époque), soutiennent cette thèse.

Plusieurs théories d'inspiration « conspirationniste » ont été avancées pour expliquer une attaque délibérée. Elles sont dans l'ensemble particulièrement fantaisistes. Le débat a surtout tourné sur deux

explications. Le *Liberty* aurait pu donner aux Américains des informations décisives sur la volonté israélienne de ne pas appliquer le cessez-le-feu et, dans l'immédiat, l'interception des communications à courte distance de l'armée israélienne aurait fourni la preuve des massacres en cours dans le Sinaï. Rien ne peut être définitivement prouvé, mais il est certain que Rabin a supervisé directement la dernière phase des opérations.

Selon toute probabilité, les différentes versions israéliennes atténuent les responsabilités des exécutants en parlant de reconnaissances qui n'ont pas eu lieu ou d'offres de secours alors que l'on tirait sur les radeaux de sauvetage. De même, on indique une vitesse du bâtiment américain qui l'aurait fait prendre pour un torpilleur rapide égyptien, alors que le *Liberty* croisait à petite vitesse. La divergence avec les témoignages des survivants s'explique largement de ce point de vue. Il y aurait bien eu « accident », mais cet accident se comprend largement en fonction des méthodes de guerre israéliennes et des conditions d'usage de la force, comme les casques bleus de l'ONU ont pu s'en rendre compte par eux-mêmes.

L'affaire est surtout là pour rappeler les risques induits par l'implication, même à distance, des grandes puissances dans le conflit. Les marines de guerre américaine et soviétique prennent position en Méditerranée orientale et leurs unités navales se trouvent dangereusement proches les unes des autres, d'où la possibilité d'incidents « non intentionnels » qui peuvent se transformer très rapidement en affrontements armés aux conséquences dramatiques.

Le cessez-le-feu

Durant la journée du 8 juin, les Soviétiques ont affiché une solidarité publique avec les positions arabes tout en poussant par la voie diplomatique l'Égypte et la Syrie à accepter le cessez-le-feu. En fin de journée, avec les dernières nouvelles du front, Nasser se résigne à l'inévitable[35]. Il a jusque-là espéré pouvoir maintenir une ligne de défense au Sinaï dans l'attente de renforts arabes (en particulier de l'Algérie), voire de l'implication directe de troupes soviétiques. Dans la nuit du 8 au 9, la RAU communique à l'ONU son acceptation

inconditionnelle du cessez-le-feu, mais l'armée israélienne continue ses opérations pour étendre son contrôle sur l'ensemble du Sinaï. Néanmoins, les Égyptiens conservent le contrôle de Port-Fouad, extrémité nord du canal sur la rive asiatique.

Le 9 juin, l'Union soviétique et ses alliés est-européens (Yougoslavie comprise et Roumanie exclue) adressent à Israël un ultimatum exigeant l'arrêt des opérations militaires contre les pays arabes et le retrait sur les lignes d'armistice. Dans le cas contraire[36], « les États socialistes feront tout ce qui est nécessaire pour aider les peuples arabes à administrer à l'agresseur une riposte décisive, pour protéger leurs justes droits, pour éteindre le foyer de guerre au Moyen-Orient et pour rétablir la paix dans la région ».

Ce même jour, Nasser est en train de reprendre le contrôle de la situation en Égypte. Il est persuadé que l'un des buts de guerre d'Israël et des États-Unis est de détruire son régime. Il n'est pas loin d'avoir raison, bien que ce ne soit pas le but unique. Il a pris conscience de l'ampleur de la catastrophe militaire et du désastre provoqué par les discours coupés de la réalité et les divisions intérieures du régime. La population égyptienne est en train de comprendre la gravité de la situation. Selon l'ambassadeur de France[37], « la capitale offrait, le 9 au matin, le spectacle d'un accablement d'autant plus sensible qu'il contrastait avec l'extraordinaire degré d'excitation des jours précédents ».

Nasser s'adresse à la nation dans l'un de ses plus célèbres discours. Il explique les raisons de la défaite qu'il baptise le « revers » *(naksa)*[38], terme qui s'oppose à la catastrophe *(nakba)* de 1948… L'usage de ce mot va entrer immédiatement dans le vocabulaire politique arabe pour définir les événements[39]. Il accuse toujours les États-Unis et la Grande-Bretagne d'avoir participé à l'attaque aérienne et rappelle qu'il a accepté la demande simultanée des États-Unis et de l'Union soviétique de ne pas prendre l'initiative des hostilités, son souci étant de ne pas être à l'origine d'une nouvelle guerre mondiale. Il rend hommage aux pays arabes qui ont combattu et souligne le comportement héroïque de l'armée jordanienne et l'attitude valeureuse du roi Hussein. Il remercie expressément la France et l'Union soviétique pour leur attitude au Conseil de sécurité où elles ont demandé un cessez-le-feu avec un engagement de non-expansion

territoriale. Il marque la nécessité pour les Arabes de liquider les séquelles de l'agression.

Il endosse la responsabilité de la défaite et, en conséquence, annonce sa démission de toutes ses fonctions publiques et la désignation du vice-président Zakariyya Muhiy al-Dîn (réputé plutôt favorable aux États-Unis) comme son successeur. Cette démission entraîne celle des principaux responsables de l'État. Dès la fin du discours, une foule de plusieurs millions de personnes envahit les rues du Caire et des principales agglomérations égyptiennes pour lui demander de revenir sur sa décision. Des mouvements identiques se produisent dans plusieurs villes arabes. Dans la soirée, le vice-président refuse d'assurer la succession. Le 10 juin, Nasser, cédant à la pression populaire, retire sa démission et annonce qu'il restera à son poste jusqu'à l'élimination des séquelles de l'agression.

Selon le témoignage du représentant de la France, les manifestations, « de l'avis de tous les observateurs, ont eu à l'origine un caractère absolument spontané. Il en est allé autrement le lendemain, une orchestration ayant été évidente. L'authenticité de la réaction populaire ne peut cependant être contestée ».

D'un seul coup, Nasser a rétabli sa popularité, au moins comme recours, tout en éliminant Amer et ses partisans par le biais de la démission collective. En reprenant le contrôle de l'Égypte, il redevient un acteur politique tout aussi bien pour les États-Unis que pour l'Union soviétique.

Le 9 juin, la Syrie a annoncé qu'elle acceptait elle aussi le cessez-le-feu. La nouvelle de la démission de Nasser a rempli de joie les responsables baathistes qui y voient la fin de leur principal compétiteur dans le monde arabe.

Au gouvernement israélien, Allon, soutenu par Eshkol, s'était fait l'avocat d'une conquête au moins partielle du Golan pour mettre fin aux bombardements syriens. Plusieurs ministres s'y étaient montrés hostiles en raison du risque d'intervention soviétique. Dayan avait tranché contre en invoquant, outre des raisons militaires, l'importance des gains déjà acquis (la Cisjordanie et le Sinaï). De plus, les Syriens n'accepteront jamais cette perte, d'où la perpétuation du conflit[40]. Selon son habitude,

Eshkol refuse de décider et laisse la décision, au moment approprié, à un comité composé de lui-même, Dayan et Rabin.

L'acceptation par la RAU du cessez-le-feu le 9 juin modifie la situation. Il est maintenant possible de disposer de l'essentiel des forces disponibles, tandis que les reconnaissances aériennes ont montré la faiblesse du dispositif syrien. Dans la nuit du 8 au 9, Dayan a renversé ses positions et a donné, sans en référer à Eshkol et à Rabin, l'ordre d'attaquer le Golan. Ils approuvent la décision, mais sont furieux de ne pas avoir été consultés.

La totalité de l'aviation israélienne peut se déployer contre les positions syriennes. Sous le choc, une partie des troupes syriennes se replient, mais l'essentiel demeure dans les positions fortifiées. Le premier assaut israélien se heurte à une forte résistance avec des combats à courte distance. Les pertes sont lourdes des deux côtés. En fin d'après-midi, les Syriens perdent leurs positions avancées, mais la pénétration israélienne reste limitée.

À l'ONU, c'est toujours l'impasse dans la discussion sur un cessez-le-feu définitif. Les échanges deviennent véhéments entre délégués israélien et arabes soutenus par les Soviétiques. Moscou manifeste son impatience et fait savoir qu'il est prêt à porter secours à l'Égypte et à la Syrie pour repousser l'agression et assurer leur indépendance. Au matin du 10 juin, Kossyguine transmet à Johnson un message exigeant un cessez-le-feu immédiat et évoquant un éventuel recours à des mesures militaires[41].

Depuis deux jours, l'administration Johnson envisageait les suites positives de la victoire israélienne. Les régimes radicaux arabes allaient être éliminés et des traités de paix entre Israël et les pays arabes allaient être rapidement conclus. Le contenu territorial de ces accords n'était pas très clair. Cette hypothèse supposait la disparition de la présence des Soviétiques au Moyen-Orient. Leur rôle croissant remet tout en cause. Washington fait donc savoir à Israël qu'il est urgent d'arrêter les opérations militaires.

Après un débat intense, le gouvernement israélien décide de continuer l'offensive contre la Syrie. Le front nord dispose maintenant de renforts considérables, venus des autres secteurs. C'est alors que le commandement syrien, craignant un mouvement tournant de l'armée

israélienne à travers le Liban et destiné à frapper Damas, décide le retrait des forces du Golan afin d'assurer la protection de la capitale. La confusion s'installe rapidement, la radio syrienne annonçant la chute de Kuneitra plusieurs heures avant qu'elle soit effective. La principale ville du Golan tombe en effet dans l'après-midi et elle est largement pillée au passage. Pour tous, Damas apparaît comme l'objectif suivant de l'offensive israélienne. Le gouvernement syrien entame son repli vers une ville provinciale tout en armant les fidèles du régime puis la population de la capitale[42]. Dans la tourmente, une grande partie de la population civile du Golan s'enfuit. L'exode s'étend à une partie des habitants de Damas.

C'en est trop pour l'Union soviétique. Les militaires plaident pour une intervention directe. On parle ouvertement de mise en état d'alerte des forces du pacte de Varsovie et du lancement d'un pont aérien à destination de la Syrie transportant des troupes, le tout en traversant sans autorisation l'espace aérien de la Turquie et de la Grèce. Gromyko, affolé par cette prise de risque, propose la mesure limitée d'une rupture des relations diplomatiques avec Israël. Tout le bloc de l'Est, à l'exception de la Roumanie, suit le mouvement.

À Washington, on prend conscience de la gravité de la situation. La VIe flotte reçoit l'ordre de prendre position à 100 milles nautiques de la côte israélienne. En même temps, on assure aux Soviétiques que les Américains font tout pour obtenir un cessez-le-feu effectif. Le message est passé aux Israéliens que, si la guerre se termine à la suite d'un ultimatum soviétique, on perdra l'un des principaux bénéfices de la victoire.

Officiellement, le cessez-le-feu est établi à 18 heures (heure locale), mais des unités israéliennes continuent de progresser tard dans la nuit, aucun observateur de l'ONU n'étant là pour certifier leurs positions. C'est seulement le 26 juin que l'ONUST pourra définir la ligne de cessez-le-feu. Durant ces deux semaines de confusion, une bonne partie de la population restante du Golan est poussée à fuir, en raison du comportement des soldats israéliens. Au début du mois de juillet, l'ambassade de France à Damas pourra faire la description suivante à partir du recoupement des témoignages des réfugiés et des renseignements fournis par les organisations internationales[43] :

Les témoignages sont concordants en ce qui concerne le comportement des Israéliens à l'égard des habitants. Ceux-ci auraient été soumis à un pillage systématique. Ils auraient été dépouillés non seulement de leur argent, de leurs montres, de leurs bijoux, mais les maisons auraient été vidées de tout ce qui pouvait présenter un intérêt : poste de radio, frigidaire, équipement moderne. D'autre part, l'attitude des militaires israéliens aurait été nettement plus hostile à l'égard de la population civile qu'en Jordanie, sans doute sous l'influence de l'animosité spéciale qu'éprouvent les Israéliens contre la Syrie. Les observateurs attribuent à cette attitude le nombre des réfugiés qui ont abandonné la zone occupée.

Les exagérations précédentes de la propagande syrienne, évoquant une guerre de rue à Kuneitra ou la capture de plus d'un millier de prisonniers israéliens dans les combats, font que les plaintes officielles syriennes sur cette question ne rencontrent que de l'indifférence. Le fait que le comportement des militaires explique l'exode permet de penser qu'il n'y a pas eu d'instructions systématiques d'expulsion ; elles n'étaient pas nécessaires.

Dès le lendemain de la défaite44, le régime syrien s'en tient à la thèse du complot impérialiste réunissant les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël pour supprimer les forces progressistes dans le monde arabe. En se référant à la Seconde Guerre mondiale, il appelle à la résistance contre l'agression et à l'élaboration de « plans scientifiques complets pour la grande opération de la libération ». Le fait d'avoir survécu à la crise lui paraît déjà une importante victoire. Au sein du parti Baath, la lutte des factions se poursuit.

Premières conséquences

La victoire israélienne a reposé sur la maîtrise absolue des airs obtenue dès les premières heures du conflit. Elle a été le résultat d'une préparation minutieuse et d'un entraînement de haute qualité. Dans chaque cas, les armées arabes ont soutenu le premier choc puis se sont effondrées. L'incompétence et l'impréparation du haut commandement arabe ont aggravé un rapport des forces déjà très défavorable. Durant les heures cruciales, ordres et contrordres erratiques ont accru une confusion déjà

grave. L'absence de coordination entre les différents fronts, due aux rivalités politiques des années précédentes, était compréhensible. Les fausses informations et les engagements non tenus ont conduit à des décisions désastreuses. Au-delà, la nature même des régimes politiques est en cause. Alors que ces régimes exprimaient une volonté de renouveau après le désastre de 1948, avec la volonté de construire une armée nationale capable de mener la guerre moderne, la politisation du corps des officiers, le clientélisme et les purges fréquentes ont largement diminué les capacités réelles de ces forces. C'est l'échec de l'homme nouveau arabe, qui se trouve ramené au stade de l'individu infériorisé de l'époque coloniale.

Dans la population israélienne, l'angoisse de la destruction imminente a fait place à l'exaltation de la victoire totale. On y retrouve les deux caractéristiques essentielles de la psychologie collective israélienne face à la guerre et à la paix telles qu'elles ont été définies par plusieurs chercheurs israéliens[45]. La première a été définie comme une « mentalité obsidionale » : le monde extérieur est hostile dans sa globalité et l'environnement arabe est porteur de destruction imminente. On ne peut faire confiance à personne. Le nazisme se reconstitue perpétuellement aux limites immédiates de l'État. Les Arabes ne sont que l'expression dernière d'une chaîne plurimillénaire d'ennemis mortels remontant jusqu'aux Amalécites de l'Antiquité biblique. La seconde est la « politique de l'arrogance ». L'ennemi est faible, lâche et méprisable. Il ne comprend que la force. L'armée israélienne a pour vocation non seulement de dissuader l'ennemi d'attaquer, mais aussi de le forcer à accepter un règlement défini par les intérêts fondamentaux d'Israël. Il sera bien forcé de céder un jour. La synthèse de ces deux attitudes se retrouve dans l'idée qu'Israël ne peut se permettre de perdre une guerre, mais qu'il a les moyens de les remporter toutes.

Cette double attitude se retrouve dans les communautés juives constituées de l'extérieur, en particulier aux États-Unis[46] et en France. Elles ont été plongées dans un état de grande angoisse sur le sort d'Israël et se sont mobilisées pour lui apporter le maximum de soutien. L'holocauste de la Seconde Guerre mondiale s'est trouvé brutalement réactualisé. L'euphorie de la victoire a effacé l'image des victimes faibles

et passives des persécutions au profit de celle du héros combattant, mais elle n'a pas rejeté la peur de l'extermination. Elle a donné plutôt un sens à une sorte de théologie populaire qui a fait de la victoire de juin 1967 une forme de réparation humaine ou divine de la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale. La Shoah et l'État d'Israël sont ainsi devenus les deux référents dépassant le clivage religieux/non religieux constituant l'identité juive revendiquée à la fois comme victimaire et combattante. En France, la mobilisation juive s'est déroulée dans un climat favorable de la masse de la population française exprimant à la fois une réelle sympathie pour Israël défini comme un David menacé par le Goliath arabe et un désir à peine conscient de revanche sur les Arabes après la perte de l'Algérie et des deux protectorats d'Afrique du Nord47. L'attitude du gouvernement français, qui a la perception vraie de la supériorité militaire israélienne et qui s'inquiète des risques du conflit pour la situation internationale, n'est pas comprise. Ainsi, on donne un aspect spectaculaire à l'embargo sur les livraisons d'armes destinées au Moyen-Orient décidé à la veille du conflit sans que l'on se rende compte que les États-Unis ont pris une décision similaire dès le premier jour des opérations.

Le bilan humain est lourd chez les Arabes : plusieurs milliers de soldats égyptiens morts ou disparus48, 700 soldats jordaniens tués et 6 000 blessés ou disparus, 450 soldats syriens tués et 2 500 blessés. L'Égypte et la Jordanie ont perdu la plus grande partie de leur matériel lourd. Le nombre de civils palestiniens tués ou blessés est inconnu. En Cisjordanie, les Israéliens ont fait un usage massif du napalm et les pertes civiles ont été nombreuses.

Du côté israélien, les pertes se monteraient à 800 tués (la majorité contre les forces jordaniennes) et 2 500 blessés. La distribution par fronts indique 340 tués dans le Sinaï, 300 en Cisjordanie dont 183 à Jérusalem (plus 14 civils à la suite des bombardements jordaniens) et 141 sur le Golan49. Dans tous les pays arabes, les populations juives résiduelles ont été soit internées, soit soumises à diverses violences et vexations plus ou moins tolérées par les autorités. La guerre de juin a été une nouvelle étape dans la liquidation de ces communautés plurimillénaires. Dans les pays du bloc de l'Est, la victoire israélienne a plutôt été bien reçue chez les éléments dissidents contents de voir les alliés des Soviétiques défaits. La

rupture diplomatique avec Israël va être suivie de diverses formes d'antisémitisme encouragées par les régimes en place. Ce sera en particulier le cas en Pologne. Il en résultera un désir accru d'émigrer, qui pourra se réaliser partiellement à l'époque de la « détente ».

En Cisjordanie, les combats ont été accompagnés d'un début d'exode de la population, en particulier chez les réfugiés de 1948 qui ont le souvenir des violences d'alors. Comme d'habitude, il s'agit d'abord de gens fuyant les zones de combat. Le principal contingent (environ 70 000 personnes) vient des camps de réfugiés de la vallée du Jourdain.

Durant les opérations militaires, tout a été fait pour faciliter les départs[50]. Dans un certain nombre de cas, il y a eu des « actions psychologiques » destinées à terroriser les populations afin de les pousser à partir. Une partie de la ville de Qalqilya a été détruite. Trois villages dans le corridor de Latroun ont été complètement rasés afin d'assurer la sécurité de l'accès à Jérusalem. Ultérieurement, sur le site et le terroir des trois villages détruits, sera établi un parc naturel financé par une organisation sioniste canadienne et le gouvernement canadien. Deux villages du voisinage de Hébron ont connu le même sort en punition de leur soutien supposé au Fatah. Deux autres villages arabes seront rasés dans la seconde quinzaine de juin et un en novembre 1967. Dans les jours qui suivent l'occupation, on continue de harceler la population tout en lui procurant les moyens de partir pour la Jordanie. Beaucoup de départs concernent des familles qui ont été dispersées lors des événements. Des autobus sont fournis gratuitement dans ce but, et on a souvent recours à l'usage de la force pour les remplir.

Dans la bande de Gaza, on encourage les départs vers la Cisjordanie et éventuellement de là vers l'autre rive du Jourdain. Sur le Golan, les populations qui n'ont pas fui sont expulsées dans les semaines suivantes, à l'exception de quelques villages druzes. Certains hommes politiques israéliens, comme Ygal Allon, rêvent de la constitution d'un État tampon druze entre la Syrie et Israël. De plus, il faut ménager les Druzes d'Israël. Les villages arabes du Golan sont systématiquement rasés dans les mois qui suivent. La distribution géographique de l'exode de 1967 montre qu'il a surtout concerné les régions proches de la nouvelle ligne de cessez-le-

feu. La vallée du Jourdain a perdu 88 % de sa population, le Golan plus encore.

L'analogie avec 1948 se retrouve dans les consignes données d'interdire tout retour. Les militaires israéliens tirent à vue sur toute personne tentant de traverser le Jourdain pour rejoindre la Cisjordanie. Le nombre de victimes, qui comprennent des femmes et des enfants, est inconnu.

Le nombre de « déplacés » palestiniens de 1967 (on ne leur reconnaît pas la qualité de réfugiés sauf pour ceux qui avaient déjà ce statut) s'élèverait à 250 000, voire à 320 000 si l'on prend en compte les « déplacements » à l'intérieur des territoires occupés. Il faut y ajouter une centaine de milliers de Syriens.

La résolution 237 du Conseil de sécurité, adoptée le 14 juin à l'unanimité, rappelle à toutes les parties les obligations de la convention de Genève du 12 août 1949 concernant le traitement des prisonniers de guerre et de la population civile, et demande au gouvernement israélien de faciliter le retour des populations qui ont fui. Les Américains ne veulent pas d'une déstabilisation supplémentaire du régime du roi Hussein et redoutent la création d'un problème supplémentaire, celui des réfugiés, qui rendrait encore plus difficile toute solution politique.

Même si l'état-major israélien a établi des plans d'administration militaire de territoires occupés plusieurs années avant le conflit, tout a été en fait improvisé au cours des événements. Dans un certain nombre de cas, les militaires et les civils sur le terrain ont pris des initiatives sans en référer plus haut. Il s'agissait de profiter d'une conjoncture unique qui risquait de ne pas se reproduire. Le but premier de la guerre était d'assurer la survie de l'État et du peuple juif avec une référence explicite à une identification des régimes voire des populations arabes au nazisme et à l'ensemble des persécuteurs durant plus de deux mille ans d'histoire, voire plus de trois mille si l'on prend en compte certaines références bibliques, en particulier aux Amalécites, ennemi archétypique depuis le temps de l'Exode.

Six mois avant la guerre, lors de la crise intérieure jordanienne qui a suivi l'opération de Samu, une commission gouvernementale a étudié la question du sort de la Cisjordanie[51]. Certains ont plaidé pour la

constitution d'un protectorat israélien en cas d'effondrement de la monarchie jordanienne. L'hypothèse de l'annexion a été rejetée en raison de ses conséquences démographiques qui feraient d'Israël un État binational et un régime policier. Le maintien du *statu quo* a été trouvé préférable.

C'est au deuxième jour de la guerre[52], quand la victoire est assurée, que le gouvernement israélien commence à aborder la question de l'avenir. Allon est partisan d'une occupation durable dans l'attente d'une normalisation politique qui permettrait de conserver une partie des gains territoriaux. Menahem Begin refuse de parler de « conquête » de la Cisjordanie, mais évoque sa « libération ». Il faut tout faire pour que « les Arabes s'en aillent mais avec toute l'humanité requise ». Aucune décision n'est prise ce jour-là.

Dès la prise de la Jérusalem arabe, la population juive s'est précipitée au Mur des lamentations. L'espace disponible est en fait un passage relativement étroit entre le mur et le quartier maghrébin qui fait partie d'une fondation religieuse *(waqf)* pluriséculaire. Teddy Kollek, le maire de la Jérusalem juive, après avoir conféré rapidement avec les militaires, prend la décision de raser immédiatement le quartier maghrébin décrit pour les besoins de la cause comme une série de taudis[53]. Si l'on n'agit pas maintenant, rien ne sera possible ensuite[54].

Le 11 juin 1967, le millier d'habitants du quartier ont trois heures pour quitter les lieux puis les bulldozers passent immédiatement à l'action. Dans les ruines, on retrouvera le corps d'une vieille femme qui soit avait refusé de partir, soit n'avait pas entendu les avertissements. Les habitants sont réinstallés dans les localités voisines de Jérusalem et recevront l'année suivante une très faible somme destinée à servir, en théorie, d'indemnisation. La plus grande partie la refusera.

La destruction de cet ensemble appartenant à une fondation religieuse et comprenant plusieurs mosquées et lieux de culte ne peut qu'aviver les craintes déjà anciennes pour le Haram al-Sharif, l'esplanade des deux mosquées. La rapidité et la brutalité de l'acte contredisent les assurances de respect israélien des lieux saints de l'islam. Pourtant, les Israéliens enlèvent le drapeau qu'ils avaient planté sur les deux mosquées et le rabbinat interdit aux Juifs religieux de se rendre sur l'esplanade, de peur

de marcher sur le lieu où le saint des saints s'était trouvé dans l'Antiquité. Les Palestiniens et les musulmans voient surtout le danger d'un fait accompli sans annonce préalable. Le discours du grand rabbinat israélien[55] n'est pas rassurant à cet égard. Dans une déclaration, il fait allusion au troisième Temple à venir : « Puisse votre Divine présence revenir à votre cité de Sion et puisse le service du Temple être restauré à Jérusalem, ainsi qu'il est écrit : "Je reviendrai à Jérusalem rempli de miséricorde. Ma maison y sera reconstruite." » Certes, ce texte est avant tout une allusion à la fin des temps et au retour du Messie et non à l'œuvre des hommes, mais toutes les religions monothéistes connaissent des hommes prêts à accélérer la fin des temps.

Le 14 juin, un quart de million d'Israéliens se rend au Mur pour la fête de Shaouvot, remplissant la vaste esplanade constituée des décombres des maisons arabes. Selon la personnalité des uns ou des autres, l'émotion est de nature religieuse ou nationale.

L'exaltation des Israéliens qui succède à la période d'angoisse d'avant le conflit ne concerne pas le seul Mur des lamentations, mais s'étend à l'ensemble de Jérusalem, voire à la totalité de la Cisjordanie. Dans les cercles dirigeants, on discute sur la façon de procéder juridiquement pour annexer la ville sainte, et de la limite à choisir en fonction de la présence plus ou moins dense de populations arabes. Après une étude en commission, on décide de passer par la voie parlementaire la plus discrète, en refusant d'utiliser le mot « annexion ». On dote la législation israélienne d'une loi permettant à l'État d'étendre sa législation, juridiction et administration à toute zone de la terre d'Israël désignée par ordre du gouvernement et une autre permettant d'étendre par proclamation le territoire d'une commune en y incorporant une région désignée par ordre. Officiellement, c'est un texte purement technique, destiné à assurer les services publics, qui est adopté par la Knesset le 27 juin avec l'annonce d'un futur statut des Lieux saints. Les limites de l'agglomération sont considérablement élargies pour comprendre une part de la Cisjordanie.

Le 29 juin, les limites entre les deux parties de la ville sont abolies, et les habitants reçoivent le droit de se rendre dans la partie juive de la ville. En même temps, la municipalité arabe est dissoute et ses archives confisquées, en particulier le cadastre.

Lors de ses réunions du 15 juin et des jours suivants, le gouvernement israélien discute des perspectives prochaines. L'avis général est que les États arabes n'accepteront pas la paix. Seule la Jordanie pourrait accepter d'entrer dans la voie de discussions. La conservation des conquêtes s'impose. Mais l'annexion de la Cisjordanie impliquerait un renversement du rapport des forces démographique et donc à moyen terme la création d'un État binational. Néanmoins, les frontières de sécurité ne peuvent qu'être sur le Jourdain. Avec l'Égypte et la Syrie, où la possibilité de négociations est nettement plus hypothétique qu'avec la Jordanie, on envisage d'importantes rétrocessions territoriales sans y croire vraiment. La bande de Gaza restera à Israël mais avec des transferts de population en Cisjordanie ou dans le Sinaï.

Dès le 9 juin, pour marquer l'irréversibilité des événements, le porte-parole du gouvernement israélien a dénoncé toutes les conventions d'armistice, y compris celle avec le Liban, qui n'a pas combattu durant les Six Jours[56]. Les observateurs de l'ONU ne sont acceptés que dans le cadre du cessez-le-feu, aucune référence aux armistices n'est admise. Les indications sont claires, il n'y aura pas retour aux conventions, aux régimes et aux lignes d'armistice[57].

Le roi Hussein a fait savoir qu'il souhaitait reprendre ses entretiens secrets avec les émissaires israéliens. Rendez-vous a été pris à Londres le 2 juillet[58]. La conversation porte en grande partie sur l'historique des derniers événements. Le roi propose une « paix dans l'honneur ». Dans cette reprise de contact, aucune indication du statut définitif, territorial ou politique, n'est définie par les intéressés. Comme aucune décision n'a été prise du côté israélien sur le sort de la Cisjordanie, il est difficile d'avancer des propositions. Certains veulent simplement gagner du temps en discutant avec le monarque hachémite tandis que d'autres veulent explorer la possibilité d'une solution jordanienne.

Premières initiatives diplomatiques

À l'ONU, l'Union soviétique se pose en défenseur des Arabes. Elle tente en vain, au Conseil de sécurité, de faire adopter une résolution demandant le retour aux lignes d'armistice, mais obtient la tenue d'une Assemblée

générale extraordinaire à partir du 17 juin. En revanche, l'unanimité s'est faite sur le vote de la résolution 237 dite humanitaire. Les Occidentaux se sont résignés sans enthousiasme à cette réunion. Paris veille à ce qu'elle n'empiète pas sur les compétences du Conseil de sécurité. L'Union soviétique, qui a toujours été hostile à la résolution « Union pour le maintien de la paix » autorisant l'Assemblée générale à se substituer au Conseil de sécurité en cas de veto d'un membre permanent lors d'une menace contre la paix – résolution utilisée par les États-Unis lors de la crise de Suez – ne l'invoque pas dans sa convocation. Pour les États-Unis, il faut une démarche globale comprenant l'ouverture de discussions en vue de l'établissement d'arrangements viables englobant le retrait et le désengagement du personnel armé, la renonciation à la force, le maintien des droits internationaux vitaux et l'établissement d'une paix durable et stable dans le Proche-Orient.

Le maintien de Nasser au pouvoir éloigne la possibilité d'une recomposition politique de la région. Les régimes arabes dits modérés, c'est-à-dire alliés des États-Unis, restent toujours menacés par la vague d'hostilité populaire contre la politique américaine. Il est probable que les radicaux domineront le prochain sommet arabe qui doit se réunir à Khartoum à la demande de l'Algérie. Les compagnies pétrolières américaines sont très inquiètes. Le discours de tous les pays arabes n'évoque que la « liquidation des séquelles de l'agression ». Les « progressistes » y ajoutent la nécessité d'éliminer l'impérialisme dans tout le monde arabe.

Israël ne donne pas d'indications claires sur sa vision de l'avenir en dehors du refus de revenir à la situation précédente. Eban évoque des discussions directes et bilatérales avec chaque État concerné pour définir la paix à venir et son contenu territorial59.

Le 13 juin, dans une conférence de presse, le président Johnson a réaffirmé l'engagement de son pays au maintien de l'intégrité territoriale de toutes les nations du Moyen-Orient, mais de façon embarrassée. C'est aux intéressés de dire quelles sont leurs intentions et d'énoncer des propositions de paix. Les États-Unis soutiendront tout règlement négocié. Comme l'explique Dean Rusk à l'ambassadeur soviétique à Washington,

Dobrynine, le 16 juin[60], un retrait sur les lignes d'armistice n'est possible que si les États arabes reconnaissent Israël.

La notion de règlement négocié est particulièrement ambiguë. Si elle traduit le nouveau rapport de force créé par la victoire israélienne, il y a peu de chances pour que les Arabes acceptent une telle solution. Si l'on revient aux définitions territoriales antérieures au 5 juin et qu'on y ajoute un règlement de la question des réfugiés impliquant un recours au moins partiel au droit au retour, il est peu probable que les Israéliens s'y montrent favorables. La vision française, exprimée par Couve de Murville le 15 juin[61], pose bien le dilemme. Le règlement doit tenir compte des réalités de toutes sortes, mais doit aussi être consenti. Or rien, pour le moment, ne peut être raisonnablement espéré de la part des belligérants. La prolongation de la situation présente le risque d'entraîner au fil des mois et des années une dégradation, un pourrissement dont les conséquences seraient redoutables. La solution ne peut venir que d'une concertation à quatre : « On peut penser que les grandes puissances joueront plus tard leur rôle, et de toute manière nous savons bien que rien ne se fera durablement contre l'une d'entre elles. Ce sont donc ces puissances en définitive, qu'on le veuille ou non, qui orienteront l'avenir, même, encore une fois, s'il ne s'agit en aucune manière de régler comme elles l'entendent les problèmes des autres. »

Si Couve de Murville fait une analyse raisonnée de la situation, de Gaulle en reste à ses positions d'avant le conflit, comme en témoigne sa déclaration du 21 juin[62] : un conflit contribue à en susciter un autre, la guerre du Vietnam, due à l'intervention américaine, a produit le processus psychologique et politique qui a abouti à la guerre au Moyen-Orient. La France a pris position contre les deux conflits : « Aujourd'hui, elle ne tient pour acquis aucun des changements réalisés sur le terrain par l'action militaire. Mais, dès lors que la guerre s'est étendue au Moyen-Orient, la France considère qu'il n'y a aucune chance d'aboutir à un règlement pacifique dans l'actuelle situation mondiale, à moins que n'apparaisse un élément mondial nouveau. Cet élément pourrait et devrait être la fin de la guerre au Vietnam, par le terme qui serait mis à l'intervention étrangère. »

Cette déclaration provoque la fureur des Américains. Une campagne est lancée pour dénier à la France tout rôle de médiateur. De toute façon,

Johnson est tout à fait hostile à l'idée de concertation à quatre. Il l'a expliqué par télégramme au Premier ministre britannique Wilson le 16 juin[63]. C'est une illusion de croire que les grandes puissances ont la capacité d'imposer un plan de paix au Moyen-Orient. Les États de la région viennent justement de montrer combien ils échappent à la tutelle des grandes puissances.

Il n'en reste pas moins qu'il faut créer un climat favorable. De plus, les Arabes ont déjà commencé leur réarmement. Enfin, la tenue de l'Assemblée générale implique que les États-Unis définissent publiquement leurs positions. Johnson le fait le 19 juin dans le cadre de la définition de cinq principes : droit pour chaque nation du Moyen-Orient de vivre respectée par ses voisins, justice pour les réfugiés, respect du droit international maritime, fin de la course aux armements, respect de l'intégrité territoriale de chaque État. Sur ce dernier point, il s'exprime de façon particulièrement ambiguë[64] : ce principe ne peut être appliqué que dans le cadre d'une paix entre les parties. Il faut des frontières reconnues et des arrangements qui apportent de la sécurité face à la terreur, la destruction et la guerre, et non ces lignes d'armistice fragiles qui ont été violées pendant vingt ans. On doit reconnaître l'intérêt particulier de chacune des trois religions pour les lieux saints de Jérusalem.

En dépit d'une rhétorique appelant à la paix et à la coopération, le point fondamental est que le respect de l'intégrité territoriale semble concerner la situation d'après le règlement et non celle qui le précède. Il s'agit d'un tournant fondamental de la politique américaine, sans qu'aucune réflexion collective préalable ait eu lieu et sans que les principaux responsables s'en soient rendu compte.

Le même jour, Kossyguine, premier orateur inscrit au débat de l'Assemblée générale, s'en prend particulièrement aux États-Unis qui imposent une guerre au peuple vietnamien et à Israël, lequel poursuit une politique agressive en dépit des résolutions du Conseil de sécurité : une grande partie des territoires occupés l'ont été après les cessez-le-feu. Il invite les grandes puissances à trouver un « langage commun » pour rétablir la paix au Proche-Orient. Le projet de résolution qu'il dépose est beaucoup plus dur puisque, outre la condamnation de l'agression israélienne et le retour aux lignes d'armistice, il comprend une exigence

de réparations des dommages causés ; mais il renvoie le pouvoir de décision au Conseil de sécurité.

Le 20 juin, George Brown, ministre britannique des Affaires étrangères, fait une prestation remarquée devant l'Assemblée générale. Après avoir condamné vertement le « mensonge » d'une participation de son pays à la guerre, il invoque la Charte des Nations unies pour affirmer que la guerre ne peut pas conduire à un agrandissement territorial et, en parallèle, le droit de tout État à vivre en paix et en sécurité. Cette déclaration provoque l'intérêt des Arabes et la fureur des Israéliens. Elle permet une amélioration rapide des relations de la Grande-Bretagne avec le monde arabe.

Rusk et Goldberg reçoivent Eban le 21 juin[65]. Ils veulent s'assurer des intentions israéliennes. Eban affirme que, dans le cadre d'un traité de paix, son pays est prêt à évacuer le Sinaï sur la base de sa démilitarisation et de la liberté de passage par le golfe d'Akaba et le canal de Suez. En ce qui concerne la Syrie, le retrait se ferait sur la frontière internationale (sous-entendu : pas sur les lignes du 4 juin). Il est plus vague sur Gaza, qu'Israël n'a pas l'intention d'annexer. Il évoque la possibilité de transférer une partie de ses habitants dans le Sinaï ou en Cisjordanie. En ce qui concerne cette dernière, aucune décision n'a été prise ; soit on maintient ses liens avec la Jordanie, soit on établit un régime d'autonomie avec union économique avec Israël. Rusk demande si l'on ne peut pas prendre en compte le souhait de ses habitants. Eban évoque des « sondages » de notables par les services de renseignements[66]. Il se refuse à évoquer le statut de Jérusalem et n'entend parler que de la gestion des Lieux saints.

Les premiers contacts entre Américains et Soviétiques ont permis de préciser les vues de Moscou. Les Soviétiques n'entendent pas remettre en cause l'existence de l'État d'Israël et sont prêts à envisager un accord international sur les voies de navigation analogue à la convention de Montreux sur les détroits reliant la mer Noire à la Méditerranée. En revanche, ils donnent la priorité à l'évacuation des territoires occupés sur le règlement.

On décide rapidement de la tenue d'un sommet Johnson-Kossyguine. Pour diverses raisons protocolaires, on décide de le tenir à Glassboro dans le New Jersey, à mi-chemin entre New York et Washington. Ce sera la

seule rencontre au sommet de la présidence Johnson et elle est largement improvisée. L'ordre du jour comprend toutes les questions internationales dont le Vietnam et le désarmement. Le Moyen-Orient occupe une part importante de ces conversations qui s'échelonnent du 22 au 25 juin[67].

Kossyguine insiste sur la nécessité du retrait israélien, sinon inévitablement les Arabes reprendront la guerre. D'un côté, il y a 100 millions d'Arabes qui vivent encore au XIXe siècle et de l'autre 3 millions de Juifs, hommes du XXe siècle, qui ont attaqué les Arabes et se sont emparés de territoires leur appartenant. Le retrait est indispensable pour qu'il y ait un règlement pacifique[68]. Johnson évoque ses cinq principes. Le Soviétique répond que si une partie du territoire des États-Unis était envahie, ces derniers n'accepteraient pas de négocier avant une évacuation.

Johnson rappelle que les États-Unis ne peuvent rien imposer à Israël, de même que les Soviétiques avec l'Égypte. Le désaccord est cordial. On s'entend cependant pour poursuivre les discussions au niveau du ministère des Affaires étrangères afin d'arriver à une résolution au Conseil de sécurité.

C'est l'objet des entretiens Rusk-Gromyko du 27 juin à l'ONU[69]. Les Américains énumèrent les points d'accord – droit d'Israël à exister, fin de l'état de guerre, nécessaire règlement de la question des réfugiés –, mais Gromyko rappelle le point fondamental pour les Soviétiques qu'est le retrait des Israéliens des territoires occupés. Sinon, il n'y aura pas de paix ni de règlement possibles. Rusk réplique qu'il ne peut y avoir de retour aux lignes d'armistice puisque cela signifierait le maintien de l'état de guerre. Si retrait il y a, il doit être sur des frontières « nationales », expression particulièrement ambiguë permettant des annexions de territoires par Israël.

Le roi Hussein est reçu par Johnson le 28 juin[70]. Le monarque insiste sur la nécessité d'un retrait israélien de Cisjordanie et se montre prêt à se faire le promoteur d'un règlement avec Israël auprès des Arabes. Pour ses interlocuteurs, une solution pacifique, pour être durable, doit être « juste[71] ». Il n'y aura pas de paix imposée de l'extérieur, tout règlement entre Israël et les Arabes sera par nature bilatéral, même si l'on peut concevoir l'intervention de médiateurs. La garantie américaine de

préservation de l'intégrité territoriale concerne davantage les frontières « finales » que les actuelles lignes d'armistice[72]. Quant aux demandes d'armement de la Jordanie, les Américains sont conscients des besoins de son armée, mais il est encore trop tôt pour qu'on puisse lui donner une réponse positive.

À l'Assemblée générale, les délégations arabes cherchent à obtenir une résolution analogue à celle votée lors de la crise de Suez, c'est-à-dire une condamnation de l'agression israélienne et un retrait inconditionnel. Une version atténuée est proposée par la Yougoslavie au nom des non-alignés. Elle est centrée sur l'évacuation des forces israéliennes suivie d'une médiation de l'ONU. Dix-huit pays latino-américains proposent un autre texte invitant instamment Israël à retirer ses forces et demandant à tous la fin de l'état de belligérance avec une étude des possibilités d'un statut international de Jérusalem. Les États-Unis, l'Union soviétique et l'Albanie proposent d'autres textes. Il s'ensuit une série de tractations entre les diverses délégations. La France soutient le projet yougoslave tandis que les États-Unis travaillent à empêcher le vote de toute résolution (il lui faut, pour passer, la majorité des deux tiers). Goldberg l'explique au représentant français le 2 juillet 1967[73] :

> Cette assemblée, qui n'aurait jamais dû se réunir et qui avait été pour les Soviétiques l'occasion d'une nouvelle campagne de propagande antioccidentale, ne devait produire aucun résultat. Il ne fallait surtout pas chercher à récompenser les Russes de s'être mal conduits. Il ne fallait pas non plus songer à donner la moindre satisfaction aux Arabes, car ce serait faire le jeu soviétique. Il fallait au contraire que les Égyptiens, les Jordaniens et les Syriens parlent directement avec les Israéliens : le plus tôt serait le mieux.

Le 4 juillet, la résolution yougoslave obtient 53 voix contre 46 (dont les États-Unis) et 20 abstentions, donc loin de la majorité des deux tiers. La résolution latino-américaine fait un peu mieux : 57 contre 43 et 20 abstentions. En revanche, une résolution pakistanaise déclarant nulle et non avenue l'annexion de Jérusalem est adoptée par 99 voix et 20 abstentions. Officiellement, les États-Unis ont condamné l'annexion, mais se sont abstenus lors du vote, prenant au mot le caractère « technique » des mesures israéliennes considérées comme intérimaires.

Pour Washington, Israël reste une puissance « occupante » selon la loi internationale[74]. Le 10 juillet, Abba Eban réaffirme à l'ONU que les mesures sont purement administratives et que le mot annexion est impropre.

Robert Anderson, se faisant le porte-parole des compagnies pétrolières, a prévenu le Département d'État que si les différents territoires occupés constituaient des problèmes, Jérusalem avait la capacité de mettre en danger les alliés arabes des États-Unis et de susciter une guerre sainte. Le roi Faysal d'Arabie saoudite est particulièrement préoccupé par cette affaire[75].

L'Assemblée interrompt ses travaux pour une semaine. Dans les couloirs, les tractations reprennent. Les Américains laissent entendre qu'ils accepteraient l'idée de retrait contre la fin de l'état de belligérance, mais les délégations arabes ne veulent pas en entendre parler. Le 12 juillet, l'Assemblée reprend sa session. Le 14, par 99 voix et 18 abstentions (dont celle des États-Unis), elle invite le gouvernement israélien à rapporter toutes les mesures prises à l'égard de la ville sainte et à s'abstenir de toute action qui changerait le statut de Jérusalem.

Les réactions arabes[76]

Durant les discussions de Glassboro, Kossyguine a insisté sur la nécessité pour les Américains de comprendre Nasser, voire de le soutenir. Sans lui, la situation serait bien pire au Moyen-Orient[77].

L'esprit dominant dans le monde arabe n'est pas à l'abattement, mais à la lutte anti-impérialiste. Le vocabulaire politique, influencé plus ou moins consciemment par la propagande soviétique qui a parlé d'« hitlérisme » à propos du comportement israélien, évoque le comportement « nazi » des Israéliens dans les territoires occupés[78]. Le 1er juillet, Anwar al-Sadate, alors président du Parlement de la RAU, utilise devant le congrès extraordinaire du mouvement de solidarité afro-asiatique la référence au fascisme à propos du militarisme israélien[79]. On est moins d'un quart de siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale, période de formation des élites politiques arabes au pouvoir, et on

renverse l'accusation de nazisme lancée par les Israéliens contre les Arabes. Les autorités religieuses islamiques, dans les pays dits modérés parce que alignés sur l'Occident, s'en tiennent à la référence, classique mais destinée à un grand avenir, d'appel au *jihad* et à la guerre sainte contre Israël[80]. Qu'il soit antifasciste ou islamique, le discours de combat est omniprésent dans les déclarations adressées aux peuples arabes et musulmans. Il ne s'agit pas d'un vocabulaire adressé aux Occidentaux. Devant les audiences internationales, les responsables arabes refusent tout accord de paix et insistent sur la liquidation préalable des conséquences de l'agression du 5 juin. On converge, devant toutes les instances, sur le mot d'ordre de « liquidation des séquelles de l'agression ».

Les Soviétiques ont pris conscience du mécontentement arabe à leur égard. On les accuse de ne pas avoir apporté de soutien direct lors de la guerre et de ne pas avoir adressé d'ultimatum[81]. Leur préoccupation immédiate est d'apporter une aide rapide à leurs alliés afin de renforcer leurs positions et d'éviter de voir basculer toute la région dans le camp américain. Leur analyse est symétrique de celle des Américains : l'enjeu du conflit israélo-arabe est de savoir lequel des deux blocs aura une position hégémonique au Moyen-Orient. La marge de manœuvre de Moscou est particulièrement réduite, et les responsables soviétiques se trouvent en position de dépendance par rapport à leurs alliés qui risquent de basculer dans le camp américain. En dehors de l'aide militaire directe, ils conseillent à leurs alliés arabes progressistes d'adopter une voie plus franchement socialiste dans l'orientation de leurs régimes politiques. En ce qui concerne l'absence de réactions militaires soviétiques à l'attaque israélienne[82], Moscou fait savoir par différents canaux que, depuis le début des années 1960, l'effort d'armement a été consacré au domaine des engins balistiques porteurs de têtes nucléaires au détriment des capacités de projection extérieure. Il n'est pas question de se lancer dans une confrontation nucléaire avec les États-Unis à propos du Moyen-Orient. On fait comprendre en particulier que la faiblesse soviétique vient du manque de bases navales en Méditerranée alors que la VIe flotte y dispose d'une formidable infrastructure logistique. Le message est explicite : c'est aux Arabes de changer cette situation dommageable…

Dès la fin des combats dans le Sinaï, l'attaché militaire soviétique au Caire a demandé aux responsables militaires égyptiens quels étaient leurs besoins en matériel de guerre afin de combler les pertes[83]. À partir du 11 juin, un pont aérien a commencé le rééquipement de l'armée égyptienne.

Quand Nasser est revenu sur sa démission, Amer a tenté de faire de même. Sa clientèle d'officiers exige son retour au commandement de l'armée et multiplie les manifestations publiques dans ce sens. Nasser se montre intransigeant et nomme Muhammad Fawzi au commandement de l'armée. Il s'ensuit une purge sévère qui élimine les hommes de Amer des fonctions de responsabilité. Pendant plusieurs semaines, la tension demeure forte avec des rumeurs de tentative de coup d'État. Amer et ses principaux partisans sont mis en résidence surveillée. La crise se dénouera par le suicide du maréchal le 14 septembre (un assassinat, selon certains de ses partisans).

La nouvelle direction militaire se lance immédiatement dans la reconstruction de l'armée égyptienne. Les unités débandées sont reconstituées. Les orientations nassériennes sont claires : recouvrer les territoires perdus par une combinaison d'actions militaires et d'initiatives diplomatiques. Dans les deux domaines, le soutien de l'Union soviétique est indispensable. Nasser s'est rapidement convaincu qu'il ne peut rien attendre des États-Unis et qu'il faut impliquer directement les Soviétiques dans la lutte pour la libération.

Plus que jamais, il doit apparaître comme la personnalité prépondérante dans le monde arabe. L'Égypte a reçu le soutien inconditionnel de l'Algérie, qui lui a envoyé une quarantaine d'avions Mig 17. La conférence des ministres arabes des Affaires étrangères au Koweït le 17 juin a marqué la solidarité agissante des États arabes et le maintien du boycott pétrolier des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Ostensiblement, Nasser a multiplié les signes de gratitude envers le roi Hussein, compagnon dans ces jours d'épreuves. Le roi a reçu la mission de maintenir la communication avec les États-Unis à condition de refuser toute paix séparée avec Israël. Contre le retour de la Cisjordanie, il peut proposer avec l'aval de Nasser la fin de l'état de belligérance et un accord

de défense avec les États-Unis[84]. Il est mandaté pour représenter l'ensemble des Arabes à l'Assemblée générale des Nations unies.

Le 16 juin arrive au Caire une mission militaire soviétique chargée d'étudier les besoins égyptiens. Au moment même où Kossyguine se trouve à New York, un autre représentant de la direction collective, Podgorny, est envoyé au Caire avec une délégation de haut rang. Les discussions commencent dès l'accueil officiel à l'aéroport, le 21 juin. Nasser demande immédiatement une aide en défense antiaérienne ainsi qu'une présence navale soviétique en Méditerranée orientale.

La réunion entre Nasser et Podgorny, le 22 juin, se déroule dans une atmosphère particulièrement cordiale, chacun se comprenant à demi-mot[85]. Nasser marque que le non-alignement n'est plus à l'ordre du jour puisque les États-Unis sont clairement les ennemis de l'Égypte. Il est prêt à déclarer que son pays est du côté de l'Union soviétique, ce qui forcera l'Arabie saoudite, la Tunisie et le Maroc à dévoiler leur dépendance envers les États-Unis et l'impérialisme. Son premier geste est d'ouvrir tous les ports égyptiens à la marine de guerre soviétique, ce qui influe considérablement sur les rapports de force en Méditerranée, les Soviétiques ne disposant plus de « facilités navales » dans cette mer entre les terres depuis la perte de l'Albanie. Le président égyptien demande des conseillers soviétiques pour contribuer à la remise à niveau de l'armée égyptienne, en particulier dans la défense antiaérienne, étant bien entendu que la reconquête du Sinaï sera la mission exclusive des militaires égyptiens. Outre l'aide militaire, l'Égypte a besoin d'une importante aide économique.

Le lendemain, Podgorny est en mesure de confirmer les engagements soviétiques. Il demande des précisions sur les buts de l'Égypte : le but ultime est-il la destruction d'Israël ? Nasser esquive la question. La priorité est à la défense. Une fois qu'Israël et les États-Unis auront compris que l'Égypte ne capitulera pas, ils reprendront les hostilités.

Manifestement, Nasser joue la carte soviétique qui permettra le réarmement accéléré de l'Égypte. La présence de navires soviétiques dans les ports égyptiens « sanctuarisera » ces derniers et les protégera du risque d'une attaque aérienne israélienne. En même temps, Nasser fait payer aux

États-Unis leur engagement en faveur d'Israël tout en se dotant d'une possibilité ultérieure de marchandage avec eux.

Dans les jours qui suivent, Podgorny se rend en Syrie et en Irak et multiplie les engagements d'aide soviétique. Au début de juillet 1967, la politique soviétique est clairement définie[86]. Le bloc de l'Est aidera les pays arabes à éliminer les séquelles de l'agression, mais, en même temps, il fera passer le message que la guerre n'est pas la meilleure solution et que l'existence d'Israël ne peut être remise en cause. En conséquence, le règlement politique à venir doit comprendre l'évacuation de la totalité des territoires occupés contre la fin de l'état de guerre. Cela ne signifie ni la reconnaissance ni la paix avec Israël. Sur cette base, les Soviétiques ont travaillé activement à trouver une formule de compromis avec les Américains, au grand dam de leurs alliés arabes.

Ils se sont inquiétés de la violence des incidents qui ont eu lieu sur le canal de Suez entre Égyptiens et Israéliens (huit tués, deux disparus et plusieurs blessés dans leurs rangs, des pertes plus importantes du côté égyptien). Ils veulent bien réarmer l'Égypte mais n'entendent pas être impliqués dans une nouvelle guerre. La première confrontation se termine par un cessez-le-feu cette fois contrôlée par les observateurs de l'ONUST. La raison avancée pour ces affrontements serait la volonté israélienne de disposer d'embarcations sur le canal. Au-delà se pose la question du statut du canal. Il a été question de le rouvrir à la circulation maritime et les Israéliens exigent un droit de navigation, ce que refusent les Égyptiens. Les violentes escarmouches de la mi-juillet éloignent la perspective d'une reprise de la circulation au grand dam de la Grande-Bretagne dont l'économie souffre grandement de la fermeture du canal.

Pour le chef d'état-major de l'armée israélienne, Rabin, les Arabes n'ont pas seulement perdu la bataille, mais aussi la guerre[87] : « Je suis convaincu que la capacité même de l'armée égyptienne de se réorganiser et de mettre en place une force sérieuse a été brisée. Tout cela, bien entendu, n'est valable qu'aussi longtemps qu'il s'agit des Arabes seulement, sans aucune aide de l'étranger. » Mais il ne semble pas que l'Union soviétique soit disposée à envoyer des troupes combattantes en Égypte.

Après avoir conféré avec Nasser, les présidents algérien et irakien, Boumediene et Abdel Rahman Arif, se rendent secrètement à Moscou pour demander des éclaircissements sur la position soviétique. Ils sont reçus par Brejnev les 17 et 18 juillet 1967[88]. Leurs priorités sont les livraisons d'armes et l'aide économique. Le leader soviétique leur répond qu'il est bien conscient qu'Israël n'est qu'un instrument de l'impérialisme américain pour contrôler le pétrole du Moyen-Orient et soumettre à sa domination les peuples arabes. L'enjeu immédiat est la survie des régimes progressistes arabes. La solution passe par un compromis comprenant la fin de l'état de guerre. Mais la politique arabe manque de flexibilité. La discussion se déroule dans une atmosphère tendue, les Soviétiques insistant lourdement sur les multiples déficiences des armées arabes et soupçonnant l'Algérie d'avoir des sympathies trop prononcées pour la Chine populaire. Selon Moscou, tout doit être négociable pour obtenir le retrait, sauf la reconnaissance de l'État d'Israël, ce qui comprend la liberté de circulation sur les voies d'eau. La question des réfugiés palestiniens est à traiter à part. Le bloc de l'Est ne peut livrer une guerre au profit des États arabes même si ces derniers sont envahis par les Israéliens, car cela signifierait une guerre contre l'Occident, donc une guerre nucléaire. Il ne faut pas que les Arabes provoquent inutilement les Israéliens.

Les responsables soviétiques ont à l'esprit une sorte de Brest-Litovsk arabe et Brejnev va jusqu'à citer Lénine – un bon commandant est celui qui sait quand il doit avancer et quand il doit reculer. La solidarité internationaliste et les contraintes de la géopolitique font que l'Union soviétique se retrouve face aux pays arabes « progressistes » dans la même situation qu'avec le Vietnam du Nord. Elle doit fournir une aide massive sans avoir un réel pouvoir d'influence sur les choix politiques primordiaux[89]. Les États-Unis sont dans la même position par rapport à Israël. Dans les deux blocs, la phraséologie politique et les pièges de l'idéologie dissimulent ces contraintes et font croire que les alliés de l'autre camp ne sont que des instruments dociles de l'adversaire, alors que ce sont eux qui disposent des cartes maîtresses.

Les deux présidents reviennent directement au Caire où ils tiennent conférence avec Nasser et deux représentants de la Syrie et du Soudan. Les « progressistes » posent clairement que le règlement politique qu'on leur

propose signifie une « capitulation ». Ils acceptent de prendre la voie politique, persuadés qu'elle échouera, ce qui permettra de faire de la lutte armée la seule option possible, les Soviétiques étant alors obligés de s'y rallier. La priorité doit être donnée à l'unité des rangs arabes, ce qui suppose de mettre de côté l'opposition entre progressistes et conservateurs.

Ce contexte explique l'échec final de l'Assemblée générale des Nations unies. Dobrynine a été mandaté par Moscou pour trouver un compromis avec les États-Unis. Contre le retrait, il propose non pas la fin de l'état de guerre inacceptable pour les Arabes, mais une formule plus vague comprenant la non-utilisation de la force et la nécessité d'une solution pacifique[90]. Dean Rusk lui répond que ce serait échanger un cheval contre un lapin. Néanmoins, des discussions intensives sont entreprises entre Dobrynine et Goldberg pour harmoniser les positions des deux superpuissances. De son côté, Hussein fait savoir qu'il a l'aval de Nasser pour arriver à un arrangement avec Israël par l'intermédiaire des Américains sur la base du retrait de la totalité de la Cisjordanie et de Jérusalem. Interrogés, Eshkol et Eban répondent qu'il est exclu de revenir sur l'unification de Jérusalem et qu'il n'y a toujours pas de doctrine israélienne sur l'avenir de la Cisjordanie. Les Américains leur répliquent que l'annexion de la Cisjordanie remettrait en cause le caractère juif de l'État d'Israël.

Eban explique à Walter Rostow les différentes alternatives[91] : si Israël annexe la Cisjordanie, il deviendra un État binational ; s'il établit un protectorat, ce sera quelque chose d'analogue à l'Algérie sous domination française. S'il n'y a pas annexion ou protectorat, il reste soit le rétablissement de l'autorité jordanienne, soit la constitution d'un État arabe autonome. Eban préfère l'option jordanienne. La difficulté de ces choix explique l'absence de consensus.

Du côté de Dobrynine, les choses progressent. On se sert du précédent russo-japonais : en 1956, les deux pays ont mis fin à l'état de belligérance sans avoir eu recours à un traité de paix en bonne et due forme. Le 20 juillet, Gromyko participe à la discussion avec Goldberg. On cherche une formule acceptable pour tous. Le lendemain, on en arrive à deux versions possibles[92] autour du thème du rappel de la Charte de l'ONU

avec l’inadmissibilité de la conquête de territoires par la force et le droit de chaque État national à vivre en paix et en sécurité, d’où la nécessité de trouver une solution juste et appropriée comprenant la liberté de circulation dans les voies d’eau internationales et le règlement de la question des réfugiés.

Le texte est transmis aux Arabes et aux Israéliens non sans une certaine confusion dans la rédaction. Il stipule clairement que la Charte de l’ONU interdit toute conquête de territoires par la force et le droit de tout pays de la région à vivre en paix et en sécurité. Comme on peut s’y attendre, on se retrouve devant une opposition résolue de tous les intéressés. Les premiers ne veulent pas entendre parler de paix, les seconds de retrait. Les Syriens et les Algériens ont été les plus militants tandis que les Égyptiens se sont montrés plus hésitants[93]. Eban s’en prend très vivement à Goldberg, qui se défend en disant que le texte en question forcerait les États arabes à prendre clairement position sur la question de la reconnaissance de l’État d’Israël[94]. Goldberg, penaud, se retourne contre les Soviétiques en parlant de « malentendus », à la grande surprise de Dobrynine[95].

Dès lors, l’Assemblée générale décide le 21 juillet de suspendre ses travaux dont le contenu sera transmis au Conseil de sécurité. Les Israéliens ont craint de voir passer la résolution américano-soviétique, d’autant plus que Dobrynine reprend ses discussions avec ses interlocuteurs américains. Parallèlement, le roi Hussein cherche à obtenir des assurances des Américains. Ces derniers refusent de s’engager sur Jérusalem, rappelant que leur position a toujours été celle du *corpus separatum*[96]. Les États-Unis ne forceront pas Israël à évacuer la Cisjordanie, mais soutiendront tout règlement juste et durable entre la Jordanie et Israël. Le roi exprime sa déception. Il est trop en position de faiblesse pour pouvoir discuter avec les Israéliens et se méfie de Nasser et des autres progressistes arabes – ils le laisseront s’engager sur cette voie pour pouvoir ensuite le dénoncer. Il prévient qu’un règlement qui ne comprendrait pas Jérusalem serait impossible à obtenir et que, sans espoir de succès, il vaut mieux ne pas s’engager dans la voie des négociations.

Les Israéliens multiplient les pressions sur l’administration Johnson et obtiennent le principe de consultation préalable avant toute nouvelle initiative américaine[97]. Ils font admettre le principe d’une négociation

avant tout retrait et le non-retour aux conventions d'armistice, ce que les Israéliens traduisent par le non-retour aux lignes d'armistice. Ils argumentent sur la non-admissibilité de l'acquisition de territoires par la force en affirmant qu'elle ne s'applique pas au cas d'une guerre de résistance à une agression, en oubliant qu'aucune des parties n'a été condamnée pour agression, contrairement à ce qui s'était passé en 1956. Le 14 août, Eban exprime publiquement la position de son pays : il n'existe que deux cartes du Moyen-Orient, celle définie par les cessez-le-feu actuels et celle qui sortira de négociations de paix. La carte du 5 juin est irrévocablement détruite[98].

Nasser a envoyé quelques émissaires reprendre contact avec les Américains. Comprenant que l'on ne reviendra pas à la situation de 1957, il s'en prend publiquement à la collusion entre les États-Unis et Israël lors du discours anniversaire de la révolution, le 23 juillet[99]. Il reconnaît qu'il ne peut faire la guerre aux États-Unis, la première puissance mondiale, qui s'est engagée à défendre l'intégrité territoriale d'Israël et non celle des États arabes, mais il déclare que l'Égypte ne capitulera pas. Le peuple arabe égyptien a toujours chassé ses envahisseurs, de Cambyse à Napoléon et aux Anglais. Le but de l'agression impérialiste sioniste n'est pas seulement d'occuper des terres arabes, il est de liquider la révolution arabe. Le président appelle à la mobilisation populaire et au soutien des forces armées, avant-garde du peuple dans la bataille. Il remercie chaleureusement l'Union soviétique pour son aide et rend hommage à l'attitude de la France.

En ce qui concerne le pétrole arabe, Nasser est parfaitement conscient des pertes que cause le boycott arabe des États-Unis et de la Grande-Bretagne à ses alliés politiques producteurs de pétrole (Koweït, Irak, Algérie). À la fin de juillet, envisageant une guerre longue, il leur fait proposer de reprendre leurs exportations contre un engagement de verser 10 % de leurs revenus pétroliers aux pays directement engagés dans la confrontation militaire avec Israël[100]. Les premières réactions sont peu enthousiastes.

Mahmoud Riyad se fait l'avocat de cette position[101]. Il sait que les Israéliens et les Américains s'attendent à ce que la RAU cède en raison de la détérioration de sa situation économique. Privée des revenus du canal de

Suez et du pétrole du Sinaï, l’Égypte n’a pas les moyens de maintenir un effort de guerre prolongé. Par ailleurs, les États producteurs ne peuvent se priver longtemps des recettes d’exportation. Obtenir 10 % de celles-ci pour les pays de la confrontation permettra de sortir de cette position impossible. Nasser y est au départ très hostile. Il est conscient que cela créera pour son pays une dangereuse dépendance. Mais il tire progressivement les conséquences de la situation. Il peut établir une solidarité arabe effective pour financer l’effort de guerre au prix de l’abandon de la rhétorique de la guerre froide arabe.

À la réunion des ministres des Affaires étrangères arabes à Khartoum le 1er août, la colère est grande contre les États-Unis et le mot d’ordre est à la liquidation des séquelles de l’agression. Aucune décision effective n’est prise sauf la réunion à Bagdad des ministres arabes des Finances et du Pétrole, préalable à la convocation du prochain sommet arabe[102]. Seule la Syrie refuse l’invitation au nom de ses différends avec la Jordanie et l’Arabie saoudite. Cette réunion marque une ligne maximaliste mais irréaliste d’utilisation de l’arme pétrolière. Clairement, la diplomatie égyptienne s’oriente vers une réconciliation avec l’Arabie saoudite pour mettre fin à la guerre du Yémen et obtenir le financement de l’effort de guerre, d’où son manque d’insistance dans l’usage de l’arme pétrolière.

Plus ou moins encouragé par les États-Unis, le président Tito se lance alors dans une tentative de médiation. Il propose des changements rhétoriques aux cinq principes de Johnson évoquant la nécessité de ne pas humilier les Arabes dans le cadre du règlement, mais il ne peut pas dévier davantage de la position officielle américaine.

Le président yougoslave se rend en Égypte le 10 août, puis en Syrie et en Irak avant de revenir au Caire. Il conclut de sa mission que la paix juste doit comprendre le retrait complet des forces israéliennes, la liberté de circulation pour Israël dans le golfe d’Akaba et le passage de marchandises israéliennes (mais non de bateaux) par le canal de Suez. Toute annexion créerait un précédent dangereux pour le reste du monde. Les États arabes affirmeraient leur attachement à la charte des Nations unies, ce qui toucherait implicitement au droit d’Israël à l’existence.

Chapitre II

La résolution 242

« “Embarras de richesses, me dit avec un sourire ambigu un des dirigeants de la République israélienne. Jérusalem, la zone de Gaza, le Sinaï, la rive occidentale du Jourdain. Cette fois nous avons les meilleures cartes ; c’est aux autres à s’interroger sur la conduite à suivre.”

« J’interrompis le ministre : “Mettez-vous l’accent sur l’embarras ou sur les richesses ? S’il s’agit de cartes en vue d’une négociation, vous n’en manquez pas. Si vous gardez vos conquêtes, seraient-elles des richesses ?”

« Le ministre reconnut volontiers que ces richesses risqueraient d’être demain une cause d’embarras. Mais il se garda de spéculer sur ce qui se passerait au cas où “les conséquences de l’agression ne seraient pas éliminées”, pour user du langage de diplomatie soviétique. Il esquissa les thèses connues de diplomatie israélienne en insistant sur les garanties de sécurité.

« Ce dialogue, qui n’est ni fictif ni symbolique, est révélateur de la conjoncture présente. Les Israéliens savent toujours qu’ils doivent dire. Ils savent parfois ce qu’ils souhaitent obtenir. Ils ne savent pas ce qu’ils feront s’ils ne l’obtiennent pas. Peut-être même ne savent-ils pas toujours ce qu’ils souhaitent au fond d’eux-mêmes ? »

Raymond ARON, *Le Figaro*, 29 août 1967[103].

Le sort des territoires occupés[104]

La rhétorique israélienne identifie la terre d'Israël à l'ensemble de la Palestine mandataire dont l'État d'Israël est le seul héritier. La présence égyptienne à Gaza et jordanienne en Cisjordanie est illégale, et on ne mentionne pas l'idée de laisser leurs habitants définir leur destin. Si l'on s'est doté des moyens juridiques de l'annexion, elle se révèle impossible en raison de l'importance de la population arabe. On a donc immédiatement envisagé un protectorat israélien sur une autonomie palestinienne ou bien un éventuel partage territorial ou de compétence avec la Jordanie.

En dépit des études préalables, l'occupation s'est accompagnée d'une vaste improvisation. Par nature, l'autorité est militaire et dépend de la distribution des forces d'occupation. Du côté arabe, il ne subsiste que les autorités municipales, le reste de l'administration jordanienne ayant été aboli. Passé les ratissages des premiers jours accompagnés de couvre-feu, une vie plus ou moins normale a repris.

Pendant les premières semaines, l'exode de la population vers la Jordanie a continué avec l'aide, voire l'encouragement des Israéliens. Le nombre des personnes déplacées sera finalement compris entre 200 000 et 250 000 personnes. Mais très vite se dessine un mouvement de retour. En raison des débats à l'ONU, le gouvernement israélien en accepte le principe le 2 juillet en fixant des conditions précises et une date butoir au 10 août. Eban ne veut pas de la constitution d'une seconde question des réfugiés qui s'ajouterait à celle de 1948. Le CICR est chargé de l'organisation ; 120 000 demandes sont collectées, mais peu de retours effectifs sont enregistrés. Le 13 août, le gouvernement israélien donne une nouvelle date butoir au 31 août avec priorité à la réunification des familles puis aux résidents de Cisjordanie et enfin aux réfugiés de 1948. Le 27 août, le délai est prolongé de quinze jours pour les seules réunifications de familles. Le CICR est chargé de l'ensemble de l'opération, mais les personnes déplacées doivent remplir des formulaires sur papier à en-tête du gouvernement israélien, ce qui est considéré par les Jordaniens et par les intéressés comme une volonté d'imposer la reconnaissance de l'État d'Israël ou pour le moins sa souveraineté sur la Cisjordanie. Finalement,

on se met d'accord pour un papier à en-tête portant le sigle d'Israël, de la Jordanie et de la Croix-Rouge.

Les Israéliens accusent les Jordaniens de ne pas vouloir coopérer à cette mission « humanitaire » de peur d'avoir à traiter directement avec eux, et ils imposent de leur côté des conditions strictes de sécurité. De surcroît, ils les accusent de vouloir forcer les réfugiés à revenir en Cisjordanie alors qu'ils préféreraient rester en Transjordanie 105 : « Cette attitude du gouvernement jordanien a causé de graves préoccupations au gouvernement israélien qui considère avec sévérité cette tentative de la Jordanie d'exploiter la détresse humaine pour promouvoir ses objectifs politiques hostiles. »

Il en résultera que les retours ne concerneront qu'une petite fraction des nouveaux réfugiés (environ 17 000 personnes sur 170 000 demandes transmises par le CICR au début du mois de septembre sur formulaires adéquats) et que l'on a bien créé un nouveau problème de « personnes déplacées », nom accordé à ceux qui n'ont pas la qualité de « réfugiés de 1948 » enregistrés à l'UNRWA.

Si par nature l'occupation est militaire, elle a pour vocation d'accomplir des missions d'administration civile. Cela implique que le gouvernement militaire coopère avec l'ensemble des ministères israéliens. Enfin, dès le départ, Moshe Dayan, en tant que ministre de la Défense, a décidé de faire de l'administration des territoires son domaine réservé et s'oppose à toute gestion directe de la part des autres ministres avec lesquels il a le plus souvent des relations exécrables. Il s'ensuit toute une complexification bureaucratique et de nombreux conflits de compétences qui aboutissent à des remaniements périodiques de l'organisation administrative. En principe, l'armée est responsable de la sécurité et les ministères israéliens de la gestion des affaires civiles. Mais cette gestion interfère directement avec les questions de sécurité et Moshe Dayan s'intéresse à tout ce qui se passe. Pour assurer la coordination entre les différents intervenants – le ministère de la Défense, l'armée, les ministères civils et le bureau du Premier ministre –, il faut multiplier les comités *ad hoc*. À cette confusion bureaucratique s'ajoute l'absence de définition d'une ligne politique à long terme sur l'avenir des territoires alors que les décisions prises sur le terrain l'affectent grandement.

Dès le début, des orientations définitives sont prises. Le conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères a été consulté pour savoir si les conventions de Genève s'appliquent aux territoires occupés, y compris la Cisjordanie. Il a donné le 14 septembre une réponse positive au gouvernement israélien[106]. Il s'agit en particulier de la convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre dans sa section concernant les territoires occupés, qui stipule entre autres :

ARTICLE 49

Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la puissance occupante ou dans celui de tout autre État, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif.

Toutefois, la puissance occupante pourra procéder à l'évacuation totale ou partielle d'une région occupée déterminée si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent. Les évacuations ne pourront entraîner le déplacement de personnes protégées qu'à l'intérieur du territoire occupé, sauf en cas d'impossibilité matérielle. La population ainsi évacuée sera ramenée dans ses foyers aussitôt que les hostilités dans ce secteur auront pris fin.

La puissance occupante, en procédant à ces transferts ou à ces évacuations, devra faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que les personnes protégées soient accueillies dans des installations convenables, que les déplacements soient effectués dans des conditions satisfaisantes de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation et que les membres d'une même famille ne soient pas séparés les uns des autres.

La puissance protectrice sera informée des transferts et évacuations dès qu'ils auront eu lieu.

La puissance occupante ne pourra retenir les personnes protégées dans une région particulièrement exposée aux dangers de la guerre, sauf si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent.

La puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire

occupé par elle.

Il a immédiatement été décidé de passer outre, la question se posant des relations avec le CICR qui a commencé à opérer sur le terrain depuis le premier jour de la guerre en demandant l'application de la convention, y compris à Jérusalem dont il ne reconnaît pas l'annexion. Des compromis sont trouvés en ce qui concerne les questions strictement humanitaires comme la visite des prisonniers ou la réunification des familles, mais, après avoir évoqué les conventions dans ses premières proclamations, l'armée israélienne en refuse l'application complète. Ultérieurement, le gouvernement israélien avancera toute une série d'arguments plutôt spécieux : il n'y a pas de territoires occupés, mais seulement des territoires « administrés » ou « disputés » ; Israël n'est engagé que par les clauses « humanitaires » de la convention, la question de transfert de population est « politique » ; la IVe convention n'a jusque-là jamais été appliquée (et pour cause, depuis 1950, date d'entrée en vigueur de la convention, il n'y a pas eu d'occupation de territoires sur le plan juridique), elle ne s'applique pas en cas d'occupation de longue durée.

En ce qui concerne l'UNRWA, le gouvernement israélien a rapidement décidé de la laisser continuer ses activités. Son rôle est irremplaçable comme fournisseur de services aux réfugiés. À Gaza, les fonctionnaires égyptiens employés par l'UNRWA ou par l'ancienne administration égyptienne sont expulsés avec leurs familles (environ un millier de personnes).

Moshe Dayan, en tant que ministre de la Défense, a été le vrai concepteur de la politique à suivre, d'où la méfiance persistante d'Eshkol, qui ne lui fait aucune confiance et est toujours prêt à le soupçonner d'intentions cachées. Pour Dayan, il n'est pas question de procéder à des annexions qui augmenteraient la proportion de la population arabe dans l'État d'Israël. Il distingue ce qu'il appelle des « frontières de sécurité », qui impliquent le stationnement permanent de forces israéliennes en Cisjordanie, et des « frontières politiques » à définir lors d'un règlement établissant soit une autonomie palestinienne, soit la restauration de l'autorité jordanienne (solution qui a sa préférence).

Selon une formule attribuée à Eshkol, Israël voudrait bien avoir la dot (le territoire) mais non la fiancée (la population). Cette attitude de non-

décision conduit, par la force des choses, à la fois à un *modus vivendi* et à la création de faits accomplis. Dès le départ, Dayan a tenu à éloigner les troupes des centres-villes dans l'idée de diminuer le plus possible les occasions de friction. L'ambition originelle était de pousser le maximum de gens à partir, d'où le traitement appliqué aux personnes déplacées, ce qui aurait impliqué une grave détérioration des conditions économiques. Mais le retentissement international de la question des réfugiés a contraint les Israéliens à organiser des opérations médiatisées de retour pour une fraction d'entre eux. L'autre impératif est que l'occupation ne devienne pas une charge pour l'économie israélienne, d'où la nécessité d'organiser une vie économique viable. Il n'est pas question que les produits agricoles arabes moins chers puissent entrer sur le marché israélien. Il en résulte la politique dite des « ponts ouverts », définie d'abord par la possibilité pour les Cisjordaniens d'exporter leurs produits agricoles en Jordanie. Elle a été complétée par la faculté laissée à la Jordanie de payer les traitements des fonctionnaires locaux tandis que la monnaie jordanienne est utilisée dans les transactions au même titre que la monnaie israélienne. L'ensemble de ces mesures permet une vraie liberté de passage entre les deux rives du Jourdain, ce qui constitue l'abandon de la politique poussant les gens à partir.

Dans la même perspective, la « ligne verte » (l'ancienne ligne d'armistice jordano-israélienne) a été supprimée, créant une liberté de passage entre Gaza, Jérusalem et la Cisjordanie, tout en rouvrant les contacts avec les Arabes israéliens, d'où une sorte de réunification partielle de la population arabe palestinienne, que l'on va bientôt définir comme les « Palestiniens de l'intérieur ». Le but est de diminuer la pression démographique à Gaza et de souligner la liberté d'accès aux Lieux saints pour les musulmans et les chrétiens. Le résultat permet de rétablir l'unité de destin entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, séparées depuis une vingtaine d'années, et de reconstruire les relations entre les Arabes israéliens et les Palestiniens des territoires.

Dans le vocabulaire politique israélien, on évoque l'établissement d'une atmosphère de cohabitation permettant de mettre fin aux barrières psychologiques séparant les peuples. Une meilleure compréhension et des relations pacifiques créeraient des conditions favorables pour un

règlement politique. Plus crûment, selon les termes des concepteurs de cette politique, c’est la pratique de la « carotte et du bâton [107] ». En « donnant quelque chose à perdre », on possède de puissants moyens de pression sur la population en cas de désobéissance ou de violence.

Les municipalités deviennent les principales interlocutrices des autorités d’occupation. Elles sont là pour assurer les services sociaux auprès de la population sans devenir un gouvernement *de facto* de la population arabe. Dayan se complaît à rendre visite aux maires et aux notables et à discuter avec eux autour d’une tasse de café. Il enregistre leurs doléances et intervient pour leur compte afin de régler les problèmes. Il se donne l’illusion de « rapports vrais » d’homme à homme.

Avec son pragmatisme, le ministre de la Défense ne fait que réinventer les vieilles politiques coloniales européennes de l’association, censées préserver la tranquillité des populations conquises. Il est partisan de ce que Lyautey avait appelé la « politique des égards ». Ainsi, à la mi-août, il s’oppose vigoureusement à la tentative de l’aumônier de l’armée israélienne, le rabbin Goren, d’établir un édifice de prière sur le mont du Temple/ esplanade des Mosquées à Jérusalem. Il laisse l’institution du Waqf gérer l’esplanade tout en permettant par de nouvelles destructions l’élargissement de la place devant le Mur des lamentations.

Les premières colonies dans les territoires occupés sont le fait des mouvements de la gauche socialiste. Au sein du gouvernement, ils ont le soutien actif d’Allon. Rusant avec les mots, il propose, le 3 juillet, la possibilité d’établir des « camps de travail » dans le Golan occupé. Le 16 juillet, un premier kibboutz est fondé de façon quasi clandestine afin de prendre en charge le cheptel et les vergers abandonnés.

Dès la fin juillet, Allon peut présenter au gouvernement l’esquisse de ce qui deviendra le plan qui porte son nom. La frontière sera sur le Jourdain et Israël annexera les régions de faible peuplement arabe, laissant à l’intérieur de l’espace un certain nombre d’enclaves autonomes qui pourront éventuellement être rattachées à la Jordanie. Il a contre lui ceux qui veulent annexer toute la Cisjordanie comme étant la terre d’Israël et ceux qui, comme Dayan, sont partisans du contrôle du territoire sans colonisation.

Le 27 août, le gouvernement israélien adopte le projet d'Allon de camps de travail censés être des installations provisoires. De même, on rétablira une ferme expérimentale laissée par les Égyptiens à El-Arich dans le Sinaï. On parle de plus en plus de restaurer les colonies du Bloc Etzion, entre Bethléem et Hébron, perdues en 1948. Selon les juristes, ce rétablissement d'une situation antérieure ne peut être assimilé à une violation des conventions de Genève. Leurs anciens habitants rendent visite aux ruines et l'examen du projet est lancé dans les cercles gouvernementaux. On prend la décision de restaurer l'ancien Bloc, mais on la présente comme un acte militaire destiné à établir un « point fort » et non comme une colonie de peuplement. C'est en agissant par dénégation, aussi bien par rapport à l'opinion publique intérieure que par rapport à la communauté internationale, que sont établis les premiers centres de peuplement.

En se posant en « puissance administrante » des territoires et en réduisant les compétences arabes au niveau municipal, Israël se saisit de la totalité du domaine public. En y ajoutant les dispositions en matière de sécurité qui lui permettent d'installer des établissements militaires de diverse nature, le gouvernement israélien s'est doté des moyens d'opérer de vastes transferts fonciers à son profit.

Dayan, à qui l'opinion publique attribue, non sans injustice pour Rabin et Eshkol, le mérite de la victoire, dispose d'une liberté de parole qui lui permet d'influer directement sur le débat. Dans une interview publiée au début d'octobre 1967, il définit les nouvelles frontières comme « idéales » sans être « réalistes » : « Si nous franchissons le canal de Suez, nous sommes aux environs du Caire ; si nous franchissons le Jourdain, nous sommes pour ainsi dire à Amman, et si nous dépassons Kuneitra, cela équivaut à être à Damas[108]. »

Si une nouvelle guerre éclate, l'armée israélienne sera en mesure d'occuper une capitale arabe pour imposer un règlement. Pour conserver le caractère juif de l'État, il n'est pas possible d'annexer les territoires. Il faut les contrôler en traitant le mieux possible leurs habitants. Il ne se pose pas la question de savoir si la colonisation, plus que l'occupation, ne rend pas cette option irréalisable.

Khartoum[109]

Durant le mois de juillet, l'hostilité entre la RAU et l'Arabie saoudite est patente. Nasser a bien compris que, pour le roi Faysal, « liquider les séquelles de l'agression » commencerait par « l'agression égyptienne » au Yémen[110]. En même temps, le président égyptien n'a pas vraiment confiance dans le radicalisme verbal des baathistes syriens qui ne se sont pas vraiment battus en juin 1967. Il apprécie le soutien actif de l'Algérie de Boumediene, mais n'est pas prêt à suivre son conseil de laisser envahir les pays arabes pour pouvoir mener une épuisante guerre de guérilla contre les Israéliens. L'Arabie saoudite continue sa polémique contre la RAU, mais n'a plus le soutien des autres États arabes « modérés » (Jordanie, Libye, Koweït), dont les opinions publiques sont très hostiles à l'impérialisme américain.

Au départ, Nasser n'était pas très enthousiaste à l'idée de tenir un sommet arabe, mais le roi Hussein et le président soudanais Mahjoub militent activement dans ce sens. Les deux chefs d'État travaillent énergiquement à une réconciliation entre Nasser et Faysal. Au début du mois d'août, la RAU fait savoir qu'elle est prête à un règlement de la question du Yémen sur la base des accords de Djedda de 1965[111]. La conférence des ministres arabes des Finances et du Pétrole à Bagdad à la mi-août n'a pas permis de faire avancer les dossiers, les progressistes tentant d'imposer leur mot d'ordre d'embargo pétrolier et de retrait des fonds arabes des pays occidentaux complices de l'agression[112]. La RAU se tient dans une attitude d'expectative, déclarant se rallier à la décision de la majorité, s'il y en a une, et refusant d'avancer toute initiative. Cette apparente passivité est un message à destination des pays pétroliers conservateurs, faisant comprendre qu'un marchandage est possible.

La priorité, pour Le Caire, est le rapatriement des troupes stationnées au Yémen. Nasser a accepté la tenue du sommet de Khartoum, mais sans sa présence. Il pense y envoyer son vice-président Zakariyya Muhiy al-Dîn. Il ne veut pas s'exposer à une défaite politique après sa défaite militaire et craint la réaction de l'homme de la rue. Finalement, il cède à la pression de ses amis, qui considèrent que sa venue est indispensable pour le succès du sommet.

Le 29 août, c’est un immense accueil populaire qui attend le président égyptien, de l’ampleur des manifestations du 9 et 10 juin. Mahmoud Riyad a communiqué la somme espérée par l’Égypte des pays pétroliers pour compenser la perte de revenus du canal et du pétrole du Sinaï, 120 millions de livres sterling. Il espère que l’Arabie saoudite en couvrira le quart. Dès l’ouverture de la conférence, Faysal porte la somme à accorder à la Jordanie et à la RAU à 135 millions de livres. Il n’est pas question de la Syrie, qui a conservé son attitude agressive envers les monarchies arabes et qui s’est abstenue de participer au sommet de Khartoum. La répartition se fait sans problème avec un Nasser prêt à céder une partie de cet argent à la Jordanie : 95 millions à la RAU et 40 millions à la Jordanie, le Koweït prenant à sa charge 55 millions, l’Arabie saoudite 50 millions (12 % de ses recettes budgétaires) et la Libye 30 millions.

C’est la grande réconciliation entre Nasser et les monarchies arabes scellée sur le rôle, massif, à venir de la rente pétrolière. Contre les radicaux qui identifient Israël à l’impérialisme et exigent l’utilisation de l’arme ultime qu’est l’arrêt des exportations de pétrole, Nasser a choisi la voie du réalisme, sachant que les pays exportateurs dépendent des pays importateurs pour écouler leur production et qu’ils ne peuvent se permettre un arrêt durable des exportations. Il l’a fait en toute lucidité, comprenant que la montée de la rente pétrolière conduirait inéluctablement au déclassement de l’Égypte comme première puissance arabe, sur le plan économique puis politique. La guerre de juin a néanmoins perturbé de façon durable les données du marché mondial du pétrole. Les tentatives d’embargo ont accru l’instabilité. Les exportations de pétrole arabe à destination de la Grande-Bretagne ont chuté considérablement au profit de l’Iran[113].

Surtout, la fermeture du canal de Suez introduit la nécessité de contourner l’Afrique par le cap de Bonne-Espérance, d’où la nécessité d’avoir recours à des superpétroliers et la création d’un écart de prix entre les producteurs méditerranéens (Libye, Algérie) et ceux du Golfe. En même temps, la croissance économique s’accélère dans les pays industrialisés toujours plus dépendants du pétrole alors que le système monétaire hérité de l’après-Seconde Guerre mondiale entre en agonie. Les perturbations monétaires deviennent toujours plus fortes alors que les taux

de change fixes avec référence à l’or sont des objectifs de plus en plus difficiles à tenir. La dévaluation de la livre sterling, le 18 novembre 1967, est attribuée par Harold Wilson aux conséquences de la guerre de juin sur le commerce britannique. Elle est accompagnée de l’évacuation en catastrophe d’Aden, le 29 novembre, devant la victoire décisive des guérillas nationalistes arabes. Londres en tirera les conséquences en janvier 1968 avec l’annonce du retrait de ses positions à l’est de Suez, c’est-à-dire avant tout du Golfe, pour la fin de 1971[114]. Autre conséquence de ces événements, la livre sterling cesse d’être la monnaie de référence pour les échanges au Moyen-Orient (ironiquement, Khartoum est le dernier engagement massif en livres sterling) au profit du dollar américain. Les pays de la région seront directement touchés par les mouvements de cette dernière monnaie. Ainsi, l’Arabie saoudite réactualisera la valeur de ses versements à la Jordanie et à la RAU tandis que la Libye et le Koweït s’en tiendront à leurs engagements nominaux. Dean Rusk résumera devant un diplomate français[115] la situation en disant que le Koweït et l’Arabie saoudite entendent faire payer par les compagnies pétrolières américaines le montant des crédits qu’ils offrent à l’Égypte et à la Jordanie. Finalement, les États-Unis font les frais de l’opération.

Faysal et Nasser retrouvent leur compagnonnage amical des années 1950 quand ils luttaient ensemble contre le pacte de Bagdad. Ils scellent leur entente dans les coulisses du sommet en concluant un accord sur le retrait des troupes égyptiennes du Yémen du Nord. Le non-dit de la négociation est que l’effondrement britannique en cours au Yémen du Sud ne sera pas utilisé contre l’Arabie saoudite par la RAU.

Une fois la question économique réglée, avec celle, implicite, de la péninsule Arabique, Nasser passe à la suite de l’ordre du jour, la liquidation des séquelles de l’agression. Les États-Unis et l’Union soviétique partagent le même objectif, un retrait des territoires occupés contre la fin de l’état de guerre, voire un règlement négocié. Grâce aux sommes qu’elle vient de recevoir, l’Égypte a les moyens de résister et de reconstruire son armée. Ce n’est pas le cas de la Jordanie : la droite israélienne veut l’annexion immédiate de la Cisjordanie. L’Égypte peut se permettre d’attendre une solution militaire, mais non la Jordanie qui doit

prendre la voie de la solution politique. Seuls les États-Unis ont les moyens de forcer Israël à abandonner la Cisjordanie et Jérusalem.

Un bref silence succède à cette intervention, puis Faysal approuve la ligne directrice fixée par Nasser. Hussein reconnaît qu'il ne peut y avoir de reconquête militaire de la Cisjordanie. Il penche pour l'adoption du plan Tito et une action auprès des États-Unis. Il reçoit l'approbation de Faysal.

C'en est trop pour Shuqayri, qui a compris depuis plusieurs semaines que le mot d'ordre « liquidation des séquelles de l'agression » signifie concrètement abandon de la libération de la Palestine. Il présente toute une série de demandes au nom de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) : pas de paix ni de coexistence avec Israël, refus de toute négociation avec Israël et de tout ce qui tendrait à la liquidation de la cause palestinienne, priorité absolue au droit à l'autodétermination des Palestiniens, refus de toute concession territoriale. Le prix à payer pour toute solution politique serait la liquidation de la cause palestinienne, inacceptable pour l'OLP.

Nasser répond que la catastrophe serait la perte définitive de la Cisjordanie et de Jérusalem, d'où la nécessité de laisser la Jordanie et l'Arabie saoudite traiter avec les États-Unis sur la base des propositions yougoslaves. Bouteflika, qui représente l'Algérie en tant que ministre des Affaires étrangères, s'oppose à la solution yougoslave. Si on l'accepte pour la Cisjordanie, immanquablement on prendra la même position pour le Golan et le Sinaï.

Shuqayri répond que si la cause palestinienne est celle de tous les Arabes, seule l'OLP a le droit de décider au nom des Palestiniens. Il s'ensuit une très vive discussion pendant laquelle Nasser et Faysal n'interviennent pas.

À l'ultime séance du 1er septembre, Shuqayri s'est retiré de la conférence, accusant les chefs d'État arabes d'être prêts à trahir la cause palestinienne. En son absence, on rédige les fameuses résolutions de Khartoum dans le cadre du plan arabe de liquidation des séquelles de l'agression fondé sur la mobilisation des ressources arabes[116]. Les États arabes s'engagent à agir collectivement pour obtenir le retrait des forces israéliennes des territoires occupés après le 5 juin sur la base des principes

reconnus par tous : pas de paix *(sulh)* avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël, pas de négociations avec Israël et sauvegarde des droits du peuple palestinien sur sa patrie.

Les résolutions sont beaucoup plus modérées qu'elles ne le paraissent extérieurement avec l'abandon définitif de l'objectif de libération de la Palestine, la référence aux Palestiniens étant plus vague. Si l'option militaire n'est pas exclue, elle n'est pas mentionnée, laissant ouverte la voie d'une solution politique. L'exégèse de *sulh* est ambiguë : le terme peut signifier « réconciliation » plus que « paix » à proprement parler. La possibilité de la fin de l'état de belligérance est ainsi ouverte sans être précisée.

Le sommet de Khartoum est bien un tournant de la question de Palestine. La rente pétrolière devient un élément essentiel à prendre en compte. En assurant le financement de l'effort de guerre, elle introduit un élément d'autonomie des pays arabes par rapport aux puissances extérieures tout en faisant des pays producteurs, en particulier des monarchies arabes, des acteurs équivoques. En un certain sens, leurs contributions financières sont le prix à payer, sur la scène arabe, de leur besoin d'avoir une protection américaine et de maintenir des relations avec les pays consommateurs occidentaux. Devenus des agents d'influence, ces pays auront leur mot à dire dans la définition du règlement politique tout en se trouvant, là encore, en situation de dépendance réciproque avec les acteurs de la confrontation armée.

Ainsi, au lendemain de Khartoum, le roi Faysal peut donner son interprétation des résolutions dans une lettre au président Johnson[117]. Il se félicite de la reprise des exportations pétrolières. Il traduit *sulh* par réconciliation et définit les attitudes arabes comme constructives. Selon lui, le véritable enjeu est l'état des relations entre l'Occident et le monde arabe. Si l'on n'aboutit pas rapidement à une solution acceptable pour les Arabes, leur amertume sera telle que les amis des Américains ne seront plus en capacité d'agir. Cela ne pourra profiter qu'à l'autre partie[118].

Les Palestiniens, apparaissant encore comme une partie faible dans le dossier, leur éviction politique, comme le montre le retrait de Shuqayri, paraît possible. Là encore, Khartoum introduit une contradiction pour

l'instant encore virtuelle entre les intérêts des États arabes et les objectifs nationaux des Palestiniens.

Pour le gouvernement israélien, les résolutions sont inacceptables tant sur le fonds (absence de reconnaissance et de paix) que sur la question territoriale. Le 3 septembre[119], Eshkol donne un contenu clair à la position de son pays : « L'attitude des chefs d'État arabes renforce la décision du gouvernement israélien de ne pas permettre le retour des conditions qui rendraient possible à ceux qui cherchent la destruction d'Israël, d'affaiblir sa sécurité et son intégrité et de menacer son existence. » Il précise le 6 septembre : « Puisque les Arabes ne veulent pas la paix, il n'y a pas d'autre solution pour Israël que de viser à des frontières naturelles, et il n'y en a pas de plus naturelle que celle du canal de Suez. »

Le 22 septembre, Rabin reprend l'expression « frontières naturelles » que sont le canal de Suez, la vallée du Jourdain et les hauteurs du Golan. Eban, plus habile dans sa rhétorique, marque que son pays refusera toute solution imposée de l'extérieur et que tout règlement passera par des négociations directes. Quant aux frontières, elles seront définies d'un commun accord, expression diplomatique pour dire que c'est Israël qui les fixera.

Naissance de la résistance palestinienne

Avant la guerre de juin, le mouvement national palestinien s'était construit dans une perspective de libération nationale, à l'instar des autres mouvements nationaux du tiers-monde à l'époque de la décolonisation. Comme le but est radical – la libération de la totalité de la Palestine –, aucune solution politique ne peut émerger. Le Fatah a fait de la lutte armée son mot d'ordre principal, entraînant les autres forces dans ce discours, y compris l'OLP et le MNA (Mouvement des nationalistes arabes). Pourtant, les responsables palestiniens étaient conscients de la faiblesse dérisoire de leurs moyens, d'où leur volonté d'entraîner les pays arabes dans la confrontation armée.

Les quelques milliers de combattants de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), mal équipés en armement, ont participé au combat du côté égyptien et, on l'a vu, ont été durement éprouvés par les combats et la répression israélienne. Ceux qui ont pu échapper au désastre du Sinaï ont été regroupés de l'autre côté du canal de Suez où ils se trouvent soumis au strict contrôle des autorités militaires égyptiennes. Ces dernières refuseront tout recrutement supplémentaire, d'où un amenuisement continu de leur effectif les mois suivants.

Pour la direction du Fatah, la défaite militaire a consacré l'échec désastreux de sa ligne stratégique – provoquer une nouvelle guerre avec Israël –, mais en même temps elle a réintroduit, par le fait même de l'occupation, le facteur palestinien. Dès la mi-juin, Arafat et Khalil al-Wazir (Abu Jihad) définissent la nouvelle stratégie : reprendre la lutte armée, cette fois à partir des territoires occupés. La conjoncture leur est favorable dans la mesure où, dans leur retraite de Cisjordanie, les Jordaniens ont libéré des centaines de militants emprisonnés. La priorité la plus urgente est de reprendre le contact, d'où l'infiltration d'éléments du Fatah dès la fin juin et le début juillet. Arafat fait le pari audacieux de prendre la direction des opérations en Cisjordanie même, ce qui lui permettra de consacrer son autorité sur l'organisation en se dotant de la légitimité du combattant. Il prend le titre de « commandant en chef » et prépare l'insurrection populaire sur le modèle de la révolte de 1937. La perspective de lancer des opérations dans le Golan occupé a été rapidement abandonnée devant l'opposition résolue des militaires syriens, inquiets de la faiblesse de leur armée incapable de défendre Damas en cas de nouvelle offensive israélienne. Le premier signe encourageant est l'afflux constant de volontaires désireux de se battre, qui fait du Fatah la première organisation palestinienne combattante. Ainsi, 400 étudiants et expatriés palestiniens vivant en Allemagne partent pour l'Algérie recevoir une brève formation militaire puis passent en Syrie pour s'infiltrer en Jordanie et de là en Cisjordanie.

Du côté du MNA, le choc a été d'autant plus fort que la croyance en Nasser était affirmée. La gauche du mouvement adopte une phraséologie révolutionnaire faisant porter les causes de la défaite sur la nature « petite-bourgeoise » des régimes progressistes arabes[120]. Il faut que les forces

révolutionnaires prennent un caractère nettement plus prolétarien pour lutter contre le néoimpérialisme incarné par les États-Unis et Israël, tout en se dotant d'une compréhension théorique claire de la nature de la révolution mondiale contre le camp capitaliste mené par les États-Unis. Il va sans dire que cet appel au prolétariat est le fait d'intellectuels et que ce type de discours est commun partout dans le monde dans les différentes obédiences dites gauchistes. Le choix de la « lutte armée populaire » est accepté par tous. L'encouragement vient de Nasser, qui a fait savoir à la direction qu'il prépare un « second round ». Mais avant toute action, il faut reconstruire l'infrastructure politique et militaire. Des contacts sont pris avec le Fatah et l'on convient de retarder le lancement de la lutte armée à l'automne 1967. Le dialogue est aussi entrepris avec le Front de libération de la Palestine (FLP) d'Ahmad Jibril, qui dépend étroitement des services syriens, mais qui ne regroupe qu'à peine un demi-millier de militants.

Dans les territoires occupés, la principale force clandestine est composée de militants communistes ayant échappé à la répression jordanienne et éventuellement égyptienne. Après avoir étudié soigneusement la situation, la direction refuse la voie de la lutte armée et privilégie l'organisation politique de la population et la désobéissance civile.

L'enjeu politique immédiat est le sort de la Cisjordanie. Les autorités israéliennes ont envisagé une forme d'autonomie palestinienne ressemblant plus à un protectorat. Des ouvertures ont été faites dans ce sens à un certain nombre de notables palestiniens, provoquant une réaction immédiate de la Jordanie. La première protestation politique, dans la dernière décade de juillet 1967, contre l'occupation vient des notables projordaniens sur le double thème de l'illégalité de l'annexion de Jérusalem et du refus de la constitution d'une autonomie palestinienne sous protectorat israélien. Les communistes se joignent aux notables pour revendiquer l'appartenance de Jérusalem et de la Cisjordanie à la Jordanie. Le tombeau des Patriarches à Hébron, interdit d'accès une partie de la semaine aux croyants musulmans pour permettre aux Juifs d'y prier, devient un nouvel abcès de fixation[121].

De par sa nature de Terre sainte et en raison des actions israéliennes à Jérusalem et à Hébron, le conflit prend nettement une tournure religieuse, mais il n'en reste pas moins qu'en 1967 les références sont d'abord le droit international et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La première action lancée appartient au domaine de la désobéissance passive et de la non-coopération. Les appels sont relayés par la Jordanie. On évoque la nécessité de résister aux complots liés à l'impérialisme et au sionisme[122] ou de résister à l'occupation israélienne. Les Israéliens en tirent prétexte pour freiner les mouvements de retour des personnes déplacées.

Le 7 août, une grève générale est organisée dans la Jérusalem arabe, mais le reste de la Cisjordanie ne suit pas. En revanche, les jours suivants, les proclamations se multiplient dans les principales agglomérations de Cisjordanie. On appelle à « résister » à l'occupation israélienne. Plusieurs notables sont placés en détention administrative, c'est-à-dire sans référence à une décision de justice. Certains sont ensuite expulsés hors de leur propre pays.

L'action des notables a été néanmoins assez efficace pour faire abandonner, au moins temporairement, l'idée d'une autonomie palestinienne sous protectorat israélien. Il est bien apparu un courant « autonomiste » refusant tout aussi bien le retour de la souveraineté jordanienne que l'occupation israélienne[123]. Il affirme le caractère arabe de la Cisjordanie et appelle au respect du droit à l'autodétermination des Palestiniens fondé sur une consultation populaire. Il propose la constitution d'un État palestinien neutre, avec Jérusalem comme capitale (les Juifs ayant libre accès au Mur), sous la garantie de l'ONU et de la Ligue des États arabes, mais sans contact avec Israël. On fait même référence au plan de partage de 1947 pour définir son contenu territorial susceptible d'être modifié sur une base de compensation équivalente. Ce courant recrute surtout chez les anciens opposants à la souveraineté hachémite. Il est condamné sévèrement par la majorité des notables prohachémites, qui sont prompts à les accuser de trahison et de vouloir liquider la cause palestinienne par la constitution d'un État fantoche. Le Fatah, de son côté, menace de mort les autonomistes s'ils persévèrent dans cette attitude.

À Jérusalem, l'ancien ministre et ambassadeur Anwar Nusseibeh n'hésite pas à fréquenter les autorités israéliennes et le petit groupe d'intellectuels israéliens qui s'élèvent contre la politique d'annexion qui contribuera à rendre impossible toute paix et qui mettra en danger le caractère juif et démocratique de l'État. Mais si certains de ses interlocuteurs se font les partisans d'un État palestinien fédéré avec l'État d'Israël, lui reste ferme sur l'appartenance de Jérusalem et de la Cisjordanie à la monarchie hachémite.

Comme il n'y a pas d'interlocuteurs dociles pour accepter un protectorat israélien, on se tourne vers une option jordanienne[124]. Parallèlement, on commence à montrer l'usage du bâton économique pour briser les manifestations. On ferme pour plusieurs jours les commerces, on interdit les déplacements, en particulier au moment des récoltes. Quand on veut éviter de mentionner explicitement la raison de ces sanctions, on se sert de prétextes d'intérêt public ou de mesures sanitaires pour faire passer le message aux populations[125]. Il s'agit de faire comprendre qu'il n'y a pas de droits, mais de pures faveurs accordées par l'autorité israélienne.

En même temps, les forces d'occupation soupçonnent la présence des militants du Fatah. Si les Jordaniens ont libéré les prisonniers politiques, ils en ont aussi laissé les listes. Des arrestations préventives sont lancées et des dépôts d'armes trouvés. En matière de sécurité, les *Emergency Defence Regulations* britanniques de 1945 sont appliquées aux territoires occupés, les Israéliens les ayant conservées dans leur législation, mais pour ne les utiliser que contre la population arabe d'Israël. Elles donnent à peu près toute latitude d'action aux forces de répression à la seule condition de pouvoir justifier la référence à une nécessité de sécurité. Elles permettent ainsi le maintien indéfini en détention administrative (sans jugement) ou la destruction de maisons de personnes soupçonnées de terrorisme (il s'agit de frapper la famille).

Selon l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, le 10 août 1967 :

> Dans les territoires occupés, Cisjordanie et Gaza, d'autre part, la police militaire emploie derechef une technique éprouvée lors des deux précédents conflits israélo-arabes. Toute arme découverte et non déclarée dans une habitation entraîne automatiquement la destruction de celle-ci à la dynamite. Plusieurs maisons arabes à Jenine, Naplouse et Gaza ont

> ainsi déjà été rasées. La population a été avertie et invitée à remettre à la police militaire tout le matériel d'armement détenu illégalement, des peines sévères de prison ont été également prévues pour les détenteurs. De nombreux Arabes ont ainsi été condamnés sous cette inculpation. Sans doute les diverses mesures prises dans ce cadre n'ont-elles pas encore donné de résultats impressionnants, mais l'armée découvre chaque semaine de nouvelles caches et de nouveaux dépôts d'armes, et on peut penser raisonnablement que d'ici à quelques semaines la plupart des cellules existantes du Fatah ou de Fedayin de la bande de Gaza auront été mises hors d'état de nuire[126].

Les autorités jordaniennes se sont rapidement inquiétées des risques de débordement, d'autant plus que les Israéliens s'en servent pour réduire drastiquement le nombre de retour de personnes déplacées. Selon l'ambassadeur de France en Jordanie, le 22 août 1967 :

> L'attention du gouvernement jordanien a bientôt été retenue par les déclarations et les articles de presse en provenance de « l'autre côté » sur les incitations à la résistance qui lui ont été attribuées. Ses principaux membres ont aussitôt pris conscience de la nécessité d'éviter de fournir à l'adversaire tout prétexte de saboter les opérations de rapatriement. Des conseils de prudence auraient été communiqués aux organisateurs de la « résistance », et des instructions ont été données dans le même sens à la radio et à la presse dont le ton n'a d'ailleurs jamais été autre que modéré, compte tenu de réactions normales dans un pays amputé d'une partie de son territoire et de sa population par l'occupation ennemie. Peut-on valablement leur reprocher de publier les manifestes qui leur parviennent de Jérusalem et d'ailleurs, comme de faire état des arrestations de notables annoncées par les Israéliens eux-mêmes[127] ?

Les premiers actes de violence semblent le fait d'éléments dispersés. Arafat donne l'ordre de lancer l'« insurrection populaire » pour la fin août. Il veut établir son autorité et rendre impossible toute entente entre les pays arabes et Israël[128], d'où le synchronisme certainement volontaire avec la conférence au sommet de Khartoum. Les sabotages et attentats visent tout aussi bien les territoires occupés que l'intérieur d'Israël. Les Israéliens parlent immédiatement de terrorisme et les Palestiniens de résistance. Dès le 4 septembre[129], le roi Hussein condamne ces actes, rappelant que les

fedayins, avant le 5 juin, avaient agi sans en référer au commandement arabe unifié, que leurs résultats avaient été insignifiants tout en fournissant des prétextes aux agressions israéliennes. Leur comportement actuel est un crime qui sert les intérêts d'Israël et qui va contre l'esprit de résistance qui a éclairé le monde entier sur la nature de l'occupation israélienne.

Le 15 septembre, la voie ferrée entre Haïfa et Jérusalem est minée, provoquant le déraillement d'un train sans faire de victimes. En représailles, quatre maisons d'un village arabe voisin soupçonné d'avoir abrité des « terroristes » sont détruites. Différents attentats à l'explosif se produisent les jours suivants. Les communiqués d'*al-'asifa*, la branche militaire du Fatah, donnent des comptes rendus extravagants des actions militaires portant parfois à plus du centuple les pertes israéliennes[130]. Le 27 octobre[131], Moshe Dayan donne comme bilan des actions palestiniennes : 6 civils tués, 10 blessés, 4 soldats et 3 policiers tués et 14 blessés dans les forces armées. Pour lui, c'est un bilan négatif par rapport au nombre d'arrestations et à la propagande. Néanmoins, il est équivalent en moins de deux mois au bilan du Fatah pour la période janvier 1965-mai 1967.

Les Israéliens décident d'étendre les compétences du Shin Bet (sécurité intérieure) aux territoires occupés. Il faut un certain temps pour établir le système de sécurité et d'information, mais le Fatah lui-même a agi avec un très grand amateurisme. Les réseaux, où tout le monde se connaît, sont facilement démantelés. En septembre, 180 militants sont arrêtés, 24 en octobre, 70 en novembre et 20 en décembre pour le seul Fatah en Cisjordanie[132]. Selon l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, le 9 novembre 1967 :

> Les arrestations restent encore nombreuses et n'épargnent personne. Ainsi, la semaine passée, à Jérusalem, Fayçal Hussein [al-Husseini], fils d'Abd el Kader Husseini qui fut l'un des chefs des bandes terroristes pendant les troubles de 1947, a été écroué avec une cinquantaine d'autres individus soupçonnés de se livrer à des activités subversives dans le secteur. L'intéressé s'était infiltré depuis quelques jours en Cisjordanie et s'était installé dans la ville sainte. Il a reconnu son appartenance au

Fatah. L'on estime en ce moment à 350 le nombre de terroristes pris les armes à la main ou en possession d'armes ou d'explosifs[133].

Ayant failli être arrêté plusieurs fois, Arafat se replie sur l'autre rive du Jourdain. L'insurrection a largement échoué parce que la population s'attendait à une rapide fin de l'occupation grâce à une solution politique. Néanmoins, il est clair qu'en quelques mois le Fatah est devenu la force politique prépondérante en Cisjordanie face aux notables prohachémites. La Jérusalem arabe ayant perdu son statut de centre politique et les villes de Hébron et de Naplouse étant mieux tenues par les notables, Ramallah, avec ses habitants plus modernes et sa large composante chrétienne, devient le principal centre de protestation politique contre l'occupation.

Outre la volonté de résister et de libérer la Palestine, la rhétorique du Fatah reprend les thèmes de la lutte anti-impérialiste, de la révolution et de la guerre populaire. Dès octobre, l'expression « résistance populaire armée » *(al-muqâwama al-sha'biyyat al-musalahat)* apparaît dans les déclarations politiques sans que le terme « résistance palestinienne » n'entre encore dans l'usage courant[134]. Tout aussi important est le fait que, si l'on salue l'action héroïque des fedayins, l'audience visée est l'ensemble des masses arabes avec l'accusation de trahison lancée contre tous les éléments « réactionnaires », palestiniens et non palestiniens, qui s'opposent à la lutte populaire.

Shuqayri, totalement marginalisé, voit le basculement en cours de l'opinion publique vers le Fatah. Il tente de reprendre le contrôle de la situation en s'appropriant les actions de la résistance armée. Il essaye d'abord de créer un groupe de guérilla dans les territoires occupés, en particulier à Gaza, en s'appuyant sur les éléments dispersés de l'ALP, mais la répression israélienne rend vaine cette tentative. Il invente alors, le 9 décembre, un Conseil de commandement de la révolution pour la libération de la Palestine censé siéger à Jérusalem et organiser toutes les forces combattantes[135]. Il revendique une opération fictive ayant causé la mort de 80 soldats israéliens[136]. Le Fatah dénonce immédiatement cette usurpation de la résistance armée. Le comité exécutif de l'OLP (CE OLP) se désolidarise de cette initiative. La fronde s'étend à l'ensemble des fondateurs de l'OLP. Shuqayri, qui a perdu à Khartoum le soutien des chefs d'État arabes et avant tout de Nasser, se retrouve totalement isolé.

Après avoir tenté d'exclure les contestataires, il est contraint de démissionner de ses fonctions de direction le 24 décembre 1967. Yahia Hamuda, un membre du CE OLP appartenant à la tendance de gauche, est chargé de l'intérim de la direction dans l'attente d'un prochain Conseil national palestinien.

La destitution du premier président de l'OLP est accueillie en Israël avec un mélange de satisfaction et d'inquiétude[137]. Shuqayri incarnait tout ce que les Israéliens reprochaient aux dirigeants politiques arabes – extrémisme, verbalisme, refus de tenir compte des réalités –, mais il était aussi considéré comme un incapable, et l'on craint que son successeur soit plus efficace…

L'élimination de Shuqayri est aussi liée à la convergence entre le MNA et le Fatah. Certes, le MNA a été dupé par Arafat, qui a lancé la lutte armée plusieurs semaines avant la date convenue, mais il a eu le temps de se réorganiser. L'ensemble des Palestiniens pro-nassériens plus le Front de libération de la Palestine d'Ahmad Jibril fusionnent pour former une nouvelle organisation de résistance armée, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), dont le premier communiqué est publié le 11 décembre 1967. C'est une coalition fragile de différentes tendances, inspirées originellement par le nassérisme, mais d'inspiration de plus en plus gauchisante. Son chef, Georges Habache, a le prestige d'avoir déjà plus d'une quinzaine d'années d'activités politiques derrière lui, mais dans l'arène arabe. Le programme politique de la nouvelle organisation[138] vante la violence révolutionnaire, « seule langue que comprend l'ennemi ». La résistance armée est la seule méthode efficace à laquelle les masses populaires doivent avoir recours. C'est un aspect de la lutte révolutionnaire arabe contre l'impérialisme en liaison avec l'ensemble des luttes révolutionnaires dans le monde.

Dès le début de l'automne, le choc des rhétoriques révèle les dimensions des antinomies éthiques et juridiques – qui se poursuivent encore de nos jours. Tous les actes de résistance, violents ou non, sont définis par les Israéliens comme des atteintes terroristes à la sécurité par nature, justifiant par là toutes les mesures de répression. Les personnes arrêtées pour terrorisme sont condamnées comme des criminels. Du côté palestinien, la lutte armée est posée comme une entreprise de libération

fondée sur le droit de résistance à l'oppression, les combattants arrêtés devant être traités comme des prisonniers de guerre[139], et la répression israélienne est terroriste par nature, comme le montre le refus d'appliquer les conventions de Genève.

La référence à la Seconde Guerre mondiale se retrouve dans les deux camps. Le terme de « résistance » a émergé progressivement, comme sortant de la nature des choses, la situation d'occupation. Il est rapidement utilisé dans la correspondance diplomatique[140]. La rhétorique des premières organisations combattantes palestiniennes est dans la lignée des discours révolutionnaires du tiers-monde et, au-delà, de l'histoire européenne. Israël est une création de l'impérialisme et est de nature fasciste. Du côté israélien, le terrorisme palestinien est une nouvelle démonstration de l'hostilité radicale du monde arabe dans la continuité de la destruction des Juifs d'Europe par le nazisme. On mobilise ainsi d'anciens résistants venus de toute l'Europe, mais très majoritairement français, pour tenir un congrès à Jérusalem de l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation afin de débattre de l'influence du nazisme dans les pays arabes, en particulier dans l'enseignement[141].

Quant aux Américains, ils cherchent à déterminer quelle puissance soutient le terrorisme (la Syrie, l'Union soviétique ?) sans se demander pourquoi il émerge[142].

La résolution 242

Les diplomates américains ont bien compris que la position prise à Khartoum allait dans le sens de la modération, tout en la trouvant insuffisante puisqu'elle ne comprenait pas l'étape ultime de la renonciation à l'état de guerre[143]. La question de la reconnaissance est d'une autre nature, puisque les Arabes ont beau jeu de rappeler aux Américains que ces derniers ne reconnaissent pas la Chine populaire. De leur côté, les Israéliens exigent non seulement la fin de l'état de belligérance, mais des frontières sûres et reconnues qui ne sont pas les lignes d'avant le 5 juin 1967. Ils plaident qu'il faut mettre les Arabes au pied du mur et qu'ils céderont à la longue[144].

La stratégie diplomatique américaine va être d'insister sur la fin de l'état de belligérance tout en restant évasive sur la question des modifications de frontières qui devront être à la fois « sûres » et « acceptables » pour toutes les parties[145].

La difficulté vient de ce que les Israéliens sont prêts à accepter un retrait du Sinaï contre sa démilitarisation avec stationnement de forces internationales et liberté de passage dans les voies d'eau tout en conservant, sans savoir quoi en faire, la bande de Gaza. Ils envisagent un accord analogue avec la Syrie tout en considérant à juste titre que le gouvernement baathiste n'est pas prêt à l'accepter. Bref, les bases d'un accord sont possibles mais avec des États qui sont proches de l'Union soviétique. En revanche, ils ne sont pas prêts à lâcher Jérusalem, voire la Cisjordanie, donc à conclure un accord avec le seul État intéressé qui se trouve dans la clientèle des États-Unis et qui a entamé des négociations secrètes avec les Israéliens.

Les positions israéliennes les plus modérées sont de reconnaître une certaine forme de présence jordanienne à Jérusalem pour les lieux saints musulmans et le retour de la Cisjordanie au royaume si elle est démilitarisée du côté arabe avec stationnement permanent de forces israéliennes. La question est de savoir où poser les limites. La Jérusalem arabe étant annexée, soit on la sépare de la Cisjordanie, soit on établit la limite entre les deux rives du Jourdain, soit on crée une union économique entre Israël et la Jordanie à laquelle on rajoute généreusement le Liban (proposition d'Eban au Conseil de l'Europe le 27 septembre).

Le roi Hussein entreprend toute une série de tournées à l'étranger, y compris en Union soviétique, pour donner à ses interlocuteurs son exégèse des résolutions de Khartoum. Il en ressort un plan en cinq points[146] : reconnaissance du droit de tous les pays du Moyen-Orient, Israël inclus, à vivre en paix et en sécurité ; accord sur la fin de l'état de belligérance et de la guerre ; ouverture des voies d'eau internationales, y compris le canal de Suez, aux bâtiments de tous les pays ; retrait israélien de tous les territoires arabes occupés durant la guerre de juin ; solution finale du problème des réfugiés palestiniens comprenant la reconnaissance de leur droit au retour ou à obtenir une compensation conformément à la résolution de l'ONU. Le roi prétend avoir l'accord de Nasser.

Officieusement, les diplomates égyptiens tiennent des propos analogues à leurs interlocuteurs occidentaux[147], mais en posant comme condition préalable le retrait israélien. Ils font la distinction entre la reconnaissance politique et le droit d'Israël à exister. On mentionne que l'Égypte a déjà conclu avec l'État hébreu l'accord d'armistice et le protocole de Lausanne.

Le roi Hussein se sert aussi de son voyage à Moscou pour faire pression sur les États-Unis dans la question de la livraison de matériel militaire. Depuis le 5 juin, Washington observe un embargo de fait sur la fourniture d'armement à destination du Proche-Orient, n'acceptant de livrer à Israël que des munitions en quantités relativement limitées (pour une valeur de 3 millions de dollars). Israël s'oppose fortement à toute livraison de pièces détachées et de munitions à destination de la Jordanie, et l'administration Johnson se trouve paralysée entre l'exigence d'avoir à satisfaire les demandes de ses alliés arabes dits « modérés » et le risque de voir les groupes de pression pro-israéliens mener une campagne publique d'opposition à de telles livraisons avec un fort soutien parlementaire. La question renvoie à la stratégie globale des États-Unis au Moyen-Orient. En s'identifiant complètement à Israël, on risque de « perdre » la totalité des pays arabes au profit de l'Union soviétique. Si l'on tient compte de l'ensemble des intérêts américains dans la région, on est amené à prendre des positions contraires à ce que Israël considère comme indispensable à sa sécurité. Les Britanniques ont eux aussi imposé un embargo à destination du Proche-Orient, mais l'ont rapidement levé en invoquant les livraisons massives faites par l'Union soviétique à la RAU et à la Syrie. Ils livrent à la Jordanie quelques armements venus des stocks du Yémen du Sud en voie d'évacuation afin de pouvoir plus librement fournir les Israéliens.

À son retour de Khartoum, Nasser doit affronter l'ultime épreuve de force avec les partisans de Amer, accusés de vouloir fomenter un coup d'État. La crise se dénoue avec le « suicide » du maréchal le 14 septembre. À l'extérieur, on y voit un nouveau signe d'affaiblissement du président de la RAU alors qu'en fait il est en train d'achever la reprise en main de l'appareil militaire[148].

Dès le cessez-le-feu, il veille à la défense stricte des intérêts territoriaux de l'Égypte. Il refuse d'admettre l'existence de « droits » de navigation

israéliens sur le canal de Suez, d'où les incidents de la mi-juillet. Or Israël revendique le contrôle des eaux territoriales correspondant aux territoires qu'il occupe avec partage par moitié là où il se trouve en face de l'Égypte. Le Caire refuse absolument tout signe d'extension de la souveraineté israélienne, d'où la multiplication des incidents.

Le 4 septembre, après un tir de semonce égyptien contre une embarcation israélienne à Suez, l'artillerie riposte en tirant sur la ville, faisant, selon les chiffres officiels égyptiens, 42 tués et 161 blessés dans la population civile. Les tirs et les survols aériens des deux côtés se poursuivent pendant le reste du mois, augmentant le nombre de victimes. Le 21 septembre, toute la zone du canal est prise sous le feu des barrages d'artillerie, la responsabilité des événements étant partagée entre les deux camps. Le bilan est de 69 civils et 3 militaires tués du côté égyptien et 4 militaires et 2 civils tués du côté israélien. Les incidents deviennent presque quotidiens. À partir de début octobre, l'évacuation de la population des villes du canal commence.

À l'ouverture de l'Assemblée générale ordinaire de l'ONU à la fin septembre, les parties reprennent leurs arguments habituels. L'Égypte tient à la rédaction d'une nouvelle résolution, mais dans le cadre du Conseil de sécurité et sur la base du texte Goldberg-Gromyko du mois de juillet. En dehors de l'aspect plus contraignant des résolutions du Conseil de sécurité, les pays arabes n'auront pas à prendre position durant le débat, contrairement à ce qui se passe à l'Assemblée générale.

La réponse américaine à tous leurs interlocuteurs arabes est que les États-Unis ne peuvent rien faire tant qu'il n'y aura pas d'engagement ferme sur la question de la fin de l'état de guerre.

Les discussions américano-soviétiques aboutissent toujours au même dilemme. Soit on aboutit à un texte au contenu vague qui a toutes les chances d'être adopté et aucune d'être appliqué, soit on arrive à une définition précise des conditions de paix, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance et les frontières, mais qui se heurtera au double refus des Arabes et des Israéliens. Si l'on veut arriver à un règlement global, il faut bien prendre en compte la question des réfugiés palestiniens. Si le contenu de la résolution est trop détaillé, on passera du stade de l'énumération des principes fondamentaux à la définition complète d'un

traité de paix. Les Américains s'orientent vers une rédaction qui permettrait à chaque partie de donner son interprétation pour pouvoir ensuite entrer dans un processus de négociation par le biais d'un intermédiaire[149]. Ils pensent à l'ambassadeur suédois Jarring. La solution de facilité est de renvoyer en permanence au contenu de la Charte des Nations unies. Encore faut-il préciser le sens des mots : ainsi la fin de l'état de belligérance signifie-t-elle la liberté de passage par le canal de Suez (l'Égypte n'ayant plus de prétexte juridique pour interdire la circulation des navires israéliens) ? Le représentant britannique, Lord Caradon, qui préside le Conseil de sécurité, multiplie les consultations et les projets de rédaction. La position française est que le texte doit être sans équivoque et avoir l'accord des grandes puissances. Les membres non permanents du Conseil prouvent leur utilité en avançant de nouvelles propositions de texte, ce qui fait avancer la discussion sans impliquer directement les grandes puissances.

Il est clair que, pour l'ensemble des grandes puissances, le règlement doit comprendre la fin de l'état de belligérance, ce qui implique la cessation de tout acte hostile. Ni les relations diplomatiques ni la reconnaissance ne paraissent être un élément déterminant. En revanche, la liberté de circulation sur les voies d'eau (golfe d'Akaba, canal de Suez) est indispensable. Il faudra aussi faire référence à la solution du problème des réfugiés de 1948 et des personnes déplacées (1967). L'absence de consensus porte sur le retrait intégral sur les lignes antérieures au 5 juin – les Américains envisagent des rectifications dites mineures – et sur le calendrier et le parallélisme des obligations (le retrait et la non-belligérance). Les Britanniques, qui travaillent activement à rétablir les relations diplomatiques avec la RAU, ce qui est facilité par le désengagement égyptien de la péninsule Arabique, se montrent plus souples que les Américains. Ils se rapprochent ainsi des Français, qui prônent une solution globale (retrait total, fin de l'état de belligérance, liberté de circulation). Les Soviétiques alternent entre des accommodements raisonnables (fin de l'état de belligérance) et des positions de principe allant dans le sens arabe (retrait préalable).

Le 18 octobre, l'Assemblée générale suspend ses travaux sur le dossier israélo-arabe pour laisser le champ libre au Conseil de sécurité. La

Jordanie et l'Égypte ont poussé dans ce sens. Les deux pays savent que tout débat à l'Assemblée ferait apparaître les contradictions entre les États arabes, ce qui rendrait impossible d'arriver à une majorité des deux tiers. Les Israéliens sont hostiles à cette procédure. Ils escomptent que l'impasse sur le terrain forcera bien un jour les pays arabes à négocier directement. Si les diplomates échangent propositions et contre-propositions, on ne semble pas pouvoir progresser.

Le 21 octobre, la situation sur le canal prend un tour dangereux. Depuis plusieurs semaines, les incidents se sont multipliés autour du droit de navigation. Ce jour-là, le destroyer israélien *Eilath* est frappé successivement par deux missiles égyptiens et coule immédiatement, faisant 41 morts et disparus du côté israélien. Les Égyptiens prétendent que le navire israélien est entré dans leurs eaux territoriales, ce que rejettent avec indignation les Israéliens150. Chez eux, l'événement est une catastrophe nationale. En représailles, ils bombardent les villes du canal, détruisant l'industrie pétrolière égyptienne et causant de nombreuses pertes civiles. Les Égyptiens soulignent qu'ils ont frappé un objectif purement militaire tandis que les Israéliens s'en prennent aux installations et à la population civiles. Cette fois, les villes du canal sont totalement évacuées. Le 25 octobre, le Conseil de sécurité, par la résolution 240, condamne les violations du cessez-le-feu et rappelle la stricte obligation de le respecter. On décide de faire passer de 45 à 90 le nombre d'observateurs de l'ONUST dans la zone du canal.

La reprise des violences sur le canal de Suez s'ajoute à la situation en Cisjordanie. Israël exige que la Jordanie coordonne avec lui les opérations pour mettre fin aux infiltrations venant de son territoire. Les Jordaniens répondent que, puisque Israël a dénoncé la convention d'armistice, il n'existe plus d'organisme de contact entre les deux pays. Les Israéliens marquent qu'il ne leur restera plus que l'option militaire pour supprimer les racines du terrorisme151. Il devient clair que l'absence de solution, loin de conduire les Arabes à céder, risque d'entraîner une nouvelle explosion de violence.

Pour l'administration Johnson, tout repose sur le sens à donner à la garantie apportée par les États-Unis à « l'intégrité territoriale » des pays de la région. Harold Saunders, du Conseil de sécurité nationale, a été

chargé d'étudier la question[152]. Pour le Département d'État, il ne peut s'agir que d'un retour aux lignes du 4 juin, quelle qu'en soit la nature juridique, le retrait devant se faire dans le contexte d'une paix permanente. On est dans la logique de l'ensemble des engagements américains dans le monde, y compris au Vietnam, et on va dans le sens des demandes des « amis arabes » des États-Unis et des compagnies pétrolières. Les tenants de la thèse opposée (la garantie n'entrera en vigueur que pour les frontières définies lors du règlement à venir) soulignent qu'Israël s'opposera résolument à un retrait complet, en particulier en ce qui concerne Jérusalem. Les États-Unis n'ont pas le moyen de l'imposer. Il sera impossible au président d'exercer les pressions nécessaires sur Israël, même en cas de paix permanente, alors que l'on entre en année électorale[153] (les prochaines élections sont pour début novembre 1968). Le mieux est de continuer à utiliser la formule sans chercher à en expliciter le contenu, ce qui évite de prendre des engagements aussi bien du côté arabe que du côté israélien.

Tandis que Nasser travaille avec ses généraux à la reconstruction de l'armée égyptienne dans la perspective d'une éventuelle reconquête des territoires perdus, il fait passer par différents intermédiaires toute une série de messages aux Américains. La forme la plus directe est un entretien avec Robert Anderson, son interlocuteur américain habituel[154]. Il se déclare prêt à accepter le contenu de la déclaration présidentielle du 19 juin avec un retrait total des forces israéliennes, la liberté de passage dans les voies d'eau, la fin de l'état de belligérance et le règlement de la question des réfugiés. Accepter le principe de négociations directes avec Israël serait un suicide pour tout chef d'État arabe, mais lui, Nasser, est prêt à signer un engagement auprès de l'ONU garantissant ces points. En ce qui concerne les réfugiés, il est disposé à se contenter de droits à des compensations monétaires si le retour se révèle impossible. De même, il accepte le principe d'une démilitarisation partielle du Sinaï. Quant à Jérusalem, l'opposition à l'annexion de la partie arabe ne vient pas seulement des Arabes, mais de l'ensemble des musulmans. L'Algérie et la Syrie lui reprochent d'accepter une résolution qui implique le droit à l'existence d'Israël, mais ne se rendent pas compte que c'est le droit des Arabes à vivre qui est en jeu[155].

En bon stratège politique, Nasser maintient ouvertes toutes les options. Ces propositions confirment celles faites par le roi Hussein. Jusqu'à la fin de sa vie, il conservera la solution politique en même temps que la voie militaire. Ce sur quoi il reste inébranlable est la récupération de la totalité des territoires perdus et le refus de relations directes avec Israël. Le reste est négociable.

De son côté, Goldberg explique au roi Hussein sa nouvelle version de l'intégrité territoriale[156]. Il ne peut y avoir de retour aux lignes du 4 juin mais des rectifications fondées sur des échanges équitables. Les États-Unis sont prêts à aider à la définition d'un « rôle approprié » de la Jordanie à Jérusalem. Le roi rappelle que la dimension palestinienne du problème est essentielle. Il est prêt à accepter des rectifications de frontières sur une base de complète réciprocité. Jérusalem n'est pas une question jordanienne ou arabe, mais musulmane.

Les propositions jordaniennes et égyptiennes sont transmises aux Israéliens par les Américains, qui travaillent à les reformuler dans le cadre d'un projet de résolution. Par rapport aux rédactions précédentes, on introduit la notion de zones démilitarisées. Eban répond[157] qu'Israël reste inébranlable sur la question des négociations directes, il ne peut y avoir de « solution politique » mais bien un accord de paix, et le retrait ne peut être total. Caradon et Goldberg travaillent à une nouvelle rédaction qui reprend les références à la Charte des Nations unies

Le 4 novembre, Goldberg avance un projet de texte allant dans le sens des orientations américaines. Il se réfère à la Charte des Nations unies pour établir la « nécessité d'une situation de paix juste et durable comprenant le retrait des forces armées de/des territoires occupés [*withdrawal from occupied territories*], la cessation des droits ou situations de belligérance, ainsi que la reconnaissance et le respect mutuel du droit de tous les États de la région à l'existence dans la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique, à des frontières sûres et reconnues ainsi que leur droit d'être à l'abri de toute menace ou emploi de la force ».

Il est aussi nécessaire de garantir la liberté de circulation dans les voies d'eau internationales, d'arriver à un juste règlement du problème des réfugiés, de garantir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de

tous les États de la région par des mesures incluant l'établissement de zones démilitarisées, d'aboutir à une limitation de la vaine et destructive course aux armements. Le secrétaire général désignera un représentant spécial pour aider à trouver une solution politique conforme à cette résolution.

Caradon, consulté, préférerait inclure l'expression « inadmissibilité de conquête territoriale par la force » *(inadmissibility of territorial conquest by force)*, mais Goldberg considère que la mention du retrait est déjà suffisamment difficile à accepter pour les Israéliens. L'ensemble constitue un cadre pour les négociations à venir.

Le texte est soumis au roi Hussein comme étant l'ultime proposition américaine[158]. C'est à prendre ou à laisser : les Arabes ont toujours commis l'erreur de rejeter d'abord des résolutions qu'ils ont ensuite cherché à imposer. En rejetant cette résolution, il ferait la même erreur[159].

Le roi demande s'il s'agit d'un engagement ferme. Il lui est répondu que c'est ce qu'il pourra entendre du secrétaire d'État ou du président. Après réflexion, les Jordaniens acceptent le texte sur la base d'une promesse du gouvernement des États-Unis. Miracle de la diplomatie, ils ne s'engagent pas fermement sur le texte tout en l'approuvant, de même que les Américains ne font pas de promesse formelle à la Jordanie.

Le texte de Goldberg a pour concurrent principal un projet indien soutenu par la RAU qui est plus précis en ce qui concerne le retrait (« de tous les territoires occupés lors du dernier conflit ») et moins en ce qui concerne les obligations de paix. Il a l'appui des Soviétiques et rencontre l'opposition résolue des Israéliens. Les Américains sont sûrs de six voix dont celles de la Grande-Bretagne et de la Chine nationaliste. Mais les Britanniques veulent à tout prix une sortie de crise au Moyen-Orient en raison de ses conséquences sur leur économie, et Taïwan a peur de s'aliéner les Afro-Asiatiques, ce qui pourrait lui coûter cher lors du vote annuel sur son remplacement par la Chine populaire au Conseil de sécurité. Le texte indien réunit six voix, dont celles de la France et de l'Union soviétique. Trois voix sont considérées comme hésitantes (Éthiopie, Argentine, Japon). Le risque pour les États-Unis est de voir le

texte indien l'emporter, les forçant soit à céder, soit à opposer leur veto, ce qui leur coûterait cher politiquement.

Le 9 novembre, le Conseil de sécurité ouvre officiellement ses travaux. Lord Caradon propose immédiatement de se charger de trouver un terrain d'entente entre les différentes propositions. Le 11, il fait savoir qu'il présentera un nouveau texte, différent des deux en compétition. Le Brésil, qui jusque-là était compté dans le camp américain, avance avec l'Argentine une nouvelle rédaction qui comprend le retrait de toutes les forces de tous les territoires.

L'ambassadeur britannique consulte toutes les parties. Il est clair que les Arabes refuseront toute résolution qui permettrait un gain territorial israélien et qu'inversement Israël n'acceptera pas la mention d'un retrait complet. Le 16 novembre, Caradon introduit son texte. Il comprend dans son préambule, en référence à la Charte, « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable » tout en conservant le « retrait des forces des territoires » et les principaux éléments du texte américain dans un ordre légèrement différent.

Les délégations prennent leur temps pour l'étudier et en conférer avec leurs gouvernements, ce qui signifie un ajournement jusqu'au 20 novembre. La France se rallie au texte britannique puisque le principe du retrait lui paraît explicite, au prix de compensations arabes en termes de règlement. Les États-Unis font de même, à condition qu'il n'y ait plus de modifications. Ils s'engagent auprès de la Jordanie et de la RAU à lui apporter le même appui qu'ils s'étaient engagés à apporter à leur propre texte. Les Latino-Américains, qui veulent déposer leurs propres textes, sont plus difficiles à convaincre.

La Jordanie est le premier État arabe à donner son accord. La RAU demande des amendements précisant le retrait. Les Israéliens s'en tiennent à leurs positions habituelles (négociations directes et pas de règlement imposé), leurs diplomates avouant que leur gouvernement est trop divisé pour prendre position sur le texte britannique. Le 20 novembre, l'Union soviétique propose un nouveau texte allant dans le sens égyptien (retrait de tous les territoires) et mentionnant un envoyé spécial de l'ONU, puis le retire, demandant un ajournement au surlendemain. Ils essayent d'obtenir

une modification du texte britannique par le biais d'une correspondance directe entre Johnson et Kossyguine. Le 21 novembre, ils s'inclinent en disant que si les Arabes acceptent le texte britannique, ils ne peuvent pas aller contre. Néanmoins, ils préviennent les Américains qu'à leur avis il n'y aura pas de paix possible si les Israéliens s'obstinent à vouloir obtenir des gains territoriaux par rapport aux lignes d'avant le 5 juin.

Le 22 novembre, le représentant syrien dénonce devant le Conseil de sécurité le caractère vague de la résolution britannique alors qu'Israël est en train d'établir des colonies de peuplement. Le représentant indien annonce le retrait du projet de son pays et donne son approbation au texte britannique sur la base qu'il ne peut y avoir de gains territoriaux par la guerre. Les représentants américain et soviétique annoncent ensuite le retrait de leurs textes respectifs. Le texte britannique, qui devient alors la résolution 242, est adopté à l'unanimité. Les représentants arabes donnent leur approbation sur la base de l'interprétation indienne. Abba Eban la conteste avec vigueur, affirmant que les imprécisions sont tout à fait volontaires et ont été soigneusement pesées lors des consultations préalables.

Exégèse de la résolution 242

Le Conseil de sécurité

Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient,

Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité,

Soulignant en outre que tous les États membres, en acceptant la Charte des Nations unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'article 2 de la Charte[160].

1°) Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

a) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ;

b) Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force ;

2°) Affirme en outre la nécessité :

a) De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;

b) De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;

c) De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées ;

3°) Prie le secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les États intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et conforme aux principes de la présente résolution ;

4°) Prie le secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial.

De par sa nature, la résolution 242 appartient au champ défini au chapitre VI de la Charte des Nations unies, le règlement pacifique des conflits[161], et non du chapitre VII, actions en cas de menaces contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression, qui permet l'usage de sanctions, voire le recours à la force. D'ailleurs, aucune résolution du Conseil de sécurité concernant la question de Palestine, en dépit de leur grand nombre, n'a eu recours à l'usage des sanctions ou au recours à la force.

La résolution a pour première ambition de contourner la question des négociations directes et de la reconnaissance politique. En affirmant le droit de vivre en paix et en sécurité et la nécessité d'une paix juste et

durable, elle ne mentionne pas l'établissement de relations diplomatiques ou une quelconque « normalisation » des rapports entre Israël et les pays arabes. Elle s'en tient à la « cessation de toute assertion de belligérance ou de tout état de belligérance », compatible avec les positions arabes définies à Khartoum. Ses rédacteurs ont à l'esprit la situation créée par la non-reconnaissance de la Chine populaire par les États-Unis.

Le second point porte sur l'ambiguïté de la question du retrait. Pour Abba Eban, qui assure avoir reçu des assurances dans ce sens de la part des Britanniques, le préambule « soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre » n'a pas de portée contraignante (ce qui pose alors la question de savoir si une résolution peut être contraire à la Charte des Nations unies…). La demande arabe de « retrait de toutes les forces de tous les territoires » a été rejetée au profit de la formule moins claire *withdrawal of Israeli armed forces from territories*, pouvant signifier « retrait de forces de territoires », « retrait des forces de territoires », « retrait des forces des territoires ». Mais Lord Caradon a aussi été le rédacteur de la version française ayant même portée juridique que le texte anglais : « retrait des forces des territoires ». Cette interprétation s'appuie sur le préambule et le fait que l'Assemblée générale a rejeté l'annexion de Jérusalem. Eban a immédiatement fait savoir qu'il ne transmettrait à son gouvernement que le texte anglais.

Un télégramme d'Armand Bérard, représentant français à l'ONU, le 2 décembre162, marque les données du problème :

> Seuls les textes anglais et français d'une résolution font foi et cela sur une base de complète égalité. Le texte français de la résolution proposée par le représentant britannique sur la question du Proche-Orient ne peut pas être modifié après adoption par le Conseil. Il a d'ailleurs été confirmé et commenté par notre délégation dans mon intervention.
>
> Il est évident qu'il embarrasse le gouvernement israélien qui aurait voulu pouvoir jouer de l'ambiguïté apparente du texte anglais. Aussi bien, dans les 24 heures qui ont précédé le vote, la délégation israélienne s'est-elle efforcée sans succès d'obtenir, par l'intermédiaire du secrétariat, la substitution de l'article défini « des » par l'article indéfini « de » dans la phrase « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés ». J'avais informé de cette démarche répétée notre

collègue britannique, rédacteur de la résolution, et celui-ci avait non seulement approuvé, mais encouragé notre refus de rien changer au texte français.

La déclaration finale de M. Eban […], indiquant qu'il ne communiquait à son gouvernement que le texte anglais qu'il croyait pouvoir qualifier de texte original, ne change rien à la situation de droit.

Lors du vote et des explications de vote, chacun a donné son interprétation du texte. Caradon et Goldberg ont rappelé que seul le texte comptait et non les interprétations. La suite du débat porte sur la notion de « frontières sûres et reconnues ». La résolution permet de dire « sûres parce que reconnues » en ajoutant à la sécurité la création de zones démilitarisées. Néanmoins, Caradon lui-même, qui a servi en Palestine mandataire sous le nom de Hugh Foot, considère que le tracé en Cisjordanie est incohérent et dangereux. Il a à l'esprit des rectifications « mineures » sur une base d'échanges de territoires sur un principe d'égalité[163]. Telle est l'interprétation alors faite par le Foreign Office et le Département d'État. La situation de Jérusalem est plus complexe puisque son statut juridique reconnu sur le plan international reste le *corpus separatum* de 1949.

Le point fondamental est que la résolution 242 introduit le principe de l'échange de territoires contre la paix destiné à servir de cadre pour toutes les négociations à venir. En ce qui concerne l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre, il faut bien comprendre qu'elle fait consensus pour la quasi-totalité des membres de l'ONU. La question n'a pas de particulière importance pour les frontières gelées par la guerre froide en Europe, mais elle est vitale pour les pays du tiers-monde qui sont amenés pour leur propre survie à faire des frontières issues de la décolonisation des réalités intangibles. Admettre les revendications israéliennes, c'est créer un précédent et ouvrir la boîte de Pandore. La sinistre guerre du Biafra, qui commence justement à ce moment-là, est là pour le marquer. Dès le 23 novembre, l'ambassadeur de Suède à Moscou, Gunnar Jarring, est désigné comme représentant spécial.

La résolution a été le résultat d'un effort diplomatique constant dans lequel les représentants arabes ont joué un grand rôle, en particulier les Jordaniens. Dès avant le vote, la délégation syrienne l'a rejetée en

dénonçant son caractère vague et non contraignant et l'absence de référence aux Palestiniens, qui ne sont mentionnés qu'en tant que réfugiés. Les autres délégations arabes ont repris le thème du retrait préalable à toute autre démarche. Les Jordaniens se sont montrés soulagés du vote de la résolution et satisfaits de ce premier résultat, quoique très imparfait.

Abba Eban, tout en annonçant qu'il transmettrait le texte à son gouvernement pour décision, a immédiatement marqué que son pays n'évacuerait les territoires occupés qu'après la fixation de frontières définitives, ce règlement ne pouvant avoir lieu qu'à la suite de négociations directes entre les parties. Il exprime ainsi clairement la nécessité de négociations et de reconnaissance bilatérales ainsi que la volonté d'annexer certains territoires non spécifiés. Pour le ministère des Affaires étrangères israélien, il s'agit d'un programme minimum non spécifié mais relativement limité. Cette « modération » est largement battue en brèche dans l'opinion publique par les divers courants annexionnistes, et le gouvernement est très divisé sur cette question.

Eshkol s'est laissé imposer au mois de septembre, sans trop de résistance, le rétablissement du Bloc Etzion, officiellement sous forme d'avant-poste militaire. En installant un premier centre de peuplement en pleine zone arabe peuplée, il va contre les conseils d'Allon et de Dayan, qui plaident pour des installations dans les régions peu habitées. Mais les deux ministres ne s'y opposent pas. En octobre, un nouvel avant-poste de ce type est établi sur le Golan. Les responsables socialistes au pouvoir retrouvent l'enthousiasme de leur jeunesse dans cette reprise de l'œuvre des pionniers, mais ils doivent rapidement se rendre compte que le rêve de constituer une nouvelle génération de kibboutzim dans les territoires occupés se heurte à la réalité du manque de candidats. Si colonisation il doit y avoir, elle devra puiser à d'autres réservoirs humains.

En ouvrant la session parlementaire, le 30 octobre, Eshkol a marqué que l'unification de Jérusalem est irrévocable, que le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem sera restauré (cela veut dire en expulser les habitants arabes et en confisquer la propriété, car si, avant 1948, les habitants étaient juifs, la majorité des propriétaires étaient arabes), en ce qui concerne le Golan et le Sinaï il n'y aura pas retour aux lignes du 5 juin. Il ne mentionne pas la Cisjordanie et appelle à des négociations directes.

En revanche, plus ou moins consciemment, on franchit de nouvelles étapes sans véritable délibération gouvernementale. En novembre, les frontières mandataires et les lignes d'armistice sont supprimées de toutes les cartes officielles, y compris celles des manuels scolaires. Il n'y a plus de séparation entre Israël et les territoires occupés. En décembre, la Cisjordanie, jusque-là définie comme « territoire administré » pour ne pas avoir à dire « territoire occupé », est appelée officiellement du nom biblique de « Judée et Samarie[164] ».

Dès le 23 novembre, dans un long discours, Nasser s'adresse au peuple égyptien et au-delà à l'opinion publique arabe. Il célèbre la reconstitution de son armée, désormais plus puissante qu'avant le 5 juin. Si les Arabes ont perdu une bataille, ils n'ont pas perdu la volonté de se battre. Il rappelle les exemples de la Grande-Bretagne en 1940, de l'Union soviétique en 1941, des États-Unis après Pearl Harbor. C'est une guerre de volonté contre volonté. L'armée égyptienne est maintenant prête à se battre pour récupérer les territoires perdus et les droits usurpés. Il évoque la « résolution britannique » qu'il trouve insuffisante. L'Égypte sera inébranlable dans son exigence d'un retrait intégral de tous les territoires arabes occupés, et il n'est pas question d'autoriser les Israéliens à utiliser le canal de Suez tant que la question palestinienne n'est pas réglée[165]. Pour les autres points, elle s'en tiendra aux résolutions de Khartoum.

Nasser appelle aussi à la tenue rapide d'un nouveau sommet arabe pour étudier ensemble la résolution 242. Il sait qu'une résolution sans la force ne sera pas appliquée. Selon ce que la situation exigera, l'action militaire et l'action politique seront utilisées. L'Égypte est maintenant sur le pied de guerre. L'évacuation des villes du canal est indispensable pour empêcher le terrorisme israélien de s'en prendre à la population civile : « Nous menons une guerre contre des militaires, eux une guerre de terrorisme. »

Pour la première fois, il salue la résistance palestinienne en plein essor. Il cite nommément l'OLP et le Fatah. Il faut que les Arabes unissent leur action comme ils l'ont fait à Khartoum. On assiste à la fin de l'impérialisme dans le monde arabe, il ne faut pas céder à la guerre psychologique menée par l'ennemi et maintenir l'unité du peuple et de l'armée dans les épreuves à venir.

Dans ce discours à la tonalité et aux références churchilliennes et gaulliennes, Nasser ne se fait pas d'illusion sur la voie politique qu'il maintient ouverte. Il pense que seule la force permettra de reprendre ce qui a été pris par la force. Il limite explicitement son ambition à la libération du territoire arabe, sans faire référence à la libération de la Palestine, mais il est déjà contraint de prendre en compte le facteur nouveau de la résistance palestinienne.

Il tient aussi à la diplomatie secrète. Il passe par un juriste américain invité au Caire pour transmettre à Johnson un message particulier dont le gouvernement égyptien n'est pas informé. Outre une brève lettre amicale au président des États-Unis, le message, de nature orale, exprime son inquiétude devant l'accroissement de la présence soviétique dans son pays. Il est prêt à un état de non-belligérance avec Israël, et même, si les réfugiés palestiniens obtiennent des compensations justes et adéquates, l'échange d'ambassadeurs[166]. Clairement, il laisse entendre qu'il est prêt à marchander l'élimination de la présence soviétique contre le retrait israélien. Reste à savoir s'il s'agit là d'une démarche tactique ou d'une orientation stratégique.

Les Américains se défient de la duplicité de Nasser et refusent d'accepter la voie des émissaires secrets. Une nouvelle fois, ils lui font dire que le seul canal de communication est le chargé d'affaires américain resté au Caire, Donald Bergus, sous le couvert de l'ambassade d'Espagne. S'il a des propositions à faire, qu'il utilise exclusivement ce moyen. Bergus transmet donc une lettre courtoise de Johnson accompagnée d'une communication orale. Nasser dément avoir voulu transmettre un message particulier aux Américains, mais se déclare prêt à recevoir Bergus à n'importe quel moment.

De Gaulle

Charles de Gaulle est le seul chef d'État occidental à avoir longuement séjourné au Proche-Orient, d'abord comme officier dans les années 1930 puis durant la Seconde Guerre mondiale. Durant cette période et celle de sa traversée du désert (1946-1958), il s'est montré peu amène envers le nationalisme arabe vu comme une création britannique destinée à ruiner la

présence française au Levant. Sa perspective initiale a été celle de la « question d'Orient » héritée du XIXe siècle. Lors de la crise de mai-juin 1945, qui consacre l'élimination de la France de Syrie, il a appelé à la restauration du concert des puissances tel qu'il était pratiqué avant la Première Guerre mondiale. Il l'indique clairement dans sa fameuse conférence de presse du 2 juin 1945 en appelant à une conférence internationale : « Pour sa part, la France n'y voit aucun inconvénient. Il y aurait alors beaucoup d'intéressés : les grandes puissances, les États arabes, d'autres encore. La question d'Orient pourrait être aussi traitée d'une manière normale et, je l'espère, pacifique, sur la base de la coopération internationale où l'auraient poussée les empiètements regrettables de la rivalité. »

Outre ses magnifiques qualités de maniement de la langue française, la rhétorique gaullienne n'hésite pas à faire des généralisations ethniques. Toujours dans cette conférence, il déclare ainsi :

> La Syrie est une vieille chose, c'est une entité antique, aussi respectable, aussi vieille que le monde et dont on entend parler depuis l'aurore des temps historiques.
>
> Dans l'Orient, dont fait partie la Syrie, on se trouve en présence d'un ensemble de populations généralement arabes qui, avec le caractère très généreux, très remuant, très mobile de leurs populations, ont toujours constitué pour le monde un problème particulièrement délicat.

Il oppose à la complexité des entités nationales syrienne et libanaise la simplicité relative de la Palestine et de l'Égypte :

> Il y a une entité égyptienne qui est formée par le Nil ; l'Égypte est une rue et cette rue s'appelle le Nil ; elle a une unité géographique et, par conséquent, politique, naturelle. Il y a une unité, une entité qui s'appelle la Palestine. Il est très difficile de réaliser une entité géographique et politique qui s'appelle la Syrie.

Dès son retour au pouvoir en 1958, s'il considère l'État d'Israël comme un allié de la France, il s'inquiète de sa volonté supposée d'expansion. Il l'a marqué dans ses différents entretiens avec des responsables israéliens, provoquant l'incompréhension ou la dénégation de ses interlocuteurs.

Sa politique depuis le début de la crise en mai 1967 s'articule autour du danger que provoquerait une guerre au Moyen-Orient, qui, s'ajoutant à la guerre du Vietnam, risquerait de déboucher sur une Troisième Guerre mondiale. Il a compris la nécessité d'interdire le passage à la violence armée, ce qu'il a intimé tout aussi bien aux Israéliens qu'aux Arabes, et ne voit de solution que dans une action des quatre grandes puissances pour fixer un cadre de règlement global, c'est-à-dire la résurrection du concert des puissances. Johnson aurait alors dit à Eban, le 26 mai : « Les quatre grandes puissances, mais qui, diable, sont les deux autres[167] ? » De Gaulle a ostensiblement proclamé un embargo sur les livraisons d'armes à destination du Moyen-Orient, mais, avec beaucoup plus de discrétion, les Américains ont fait de même. Comme l'embargo ne concerne pas les pièces détachées, vitales en matière d'aviation, et qu'il existe plusieurs moyens de le tourner avec la complicité tacite des autorités françaises, il est très probable qu'après le 5 juin, au moins en valeur monétaire, la France a livré à Israël plus de matériel militaire que les États-Unis. Le seul gel véritable concerne les pièces d'avions Mirage commandées précédemment par Israël. Cet enjeu est important puisque l'aviation israélienne n'a pu combler ses pertes durant la guerre, contrairement à l'armée de terre qui a récolté sur l'ennemi de nombreux armements.

Dès la fin des opérations militaires, la diplomatie française a marqué son inquiétude devant l'avenir. La guerre n'a rien réglé et n'a fait qu'aggraver la situation. Le 15 juin, Couve de Murville, alors ministre des Affaires étrangères et qui a été jadis ambassadeur au Caire, s'exprime sur les conséquences psychologiques du conflit : « Je pense au choc créé par les événements, au traumatisme qui frappe tous ces peuples, dont les effets n'apparaîtront qu'à la longue, qui sont difficiles à mesurer en durée et en profondeur[168]. » Au nom de la France, il demande que l'on aboutisse à une solution réelle, c'est-à-dire durable, qui ne peut être imposée par la force mais qui doit résulter de l'accord de toutes les parties. Les puissances doivent en donner les orientations.

Le 21, dans une déclaration, de Gaulle est plus explicite. Il blâme les voisins arabes d'avoir menacé de détruire Israël et fait porter la responsabilité de la crise mondiale sur la guerre du Vietnam. La France ne tient pour acquis aucun des changements réalisés sur le terrain par l'action

militaire. Le 8 juillet, lors d'une visite en Union soviétique, Georges Pompidou rappelle cette position[169] : « Il est évident que ces problèmes ne peuvent pas trouver de solution satisfaisante par la voie militaire. La France ne peut reconnaître le fait accompli de la conquête par les armes. »

Le retrait doit passer par un règlement permettant de régler tous les problèmes de la région avec le droit de tous les États à vivre en paix, le règlement de la question des réfugiés et la liberté de circulation sur les voies d'eau internationales.

Le 17 octobre, durant sa visite au Pakistan, de Gaulle donne le contenu global de sa vision des choses. La France tient « pour condamnable le fait d'avoir engagé les combats, pour inacceptable l'acquisition de territoires étrangers occupés par la force des armes, pour nécessaire un règlement fondé sur la reconnaissance mutuelle de tous les États intéressés, la fin de toute belligérance et l'établissement de la libre navigation pour tous dans une région dont le sort politique, économique et religieux touche de si près le monde entier ».

Le 7 novembre[170], Couve de Murville, devant l'Assemblée nationale, commente la situation. L'exigence de négociations directes faites par les Israéliens suppose le problème résolu. Les Arabes ont admis à Khartoum une solution politique, mais le problème ancien des réfugiés reste insoluble et on vient d'y ajouter le plus redoutable de tous, celui du sort de Jérusalem : « Les passions demeurent si vives et, pourquoi ne pas le dire, les haines apparemment si inexpiables qu'une confrontation directe serait inimaginable. » La paix sera un très long processus : « Seule une action de l'extérieur, appuyée par l'opinion internationale, peut amorcer l'évolution indispensable et lui permettre de se développer favorablement. »

Elle implique la concertation des « Grands », même si la perpétuation de la guerre du Vietnam semble en définitive l'obstacle principal à une véritable concertation. C'est un impératif parce que la prolongation de la situation ne pourrait qu'entraîner abus et résistances et le face-à-face d'armées en état de guerre qu'incidents et sentiment général d'alarme et d'insécurité.

En termes d'analyses pures, la perspective gaullienne conteste deux des positions israéliennes : la première est que la guerre de juin a introduit une

possibilité de paix. Certes, les Arabes sont prêts à une solution politique, mais la question ancienne des réfugiés et nouvelle de Jérusalem rendent très difficile le règlement. La seconde est que la guerre a permis d'assurer la sécurité d'Israël : si la situation militaire lui est nettement plus favorable, l'occupation ne peut que susciter de la violence, et les nouvelles lignes de cessez-le-feu opposent directement des armées sur le pied de guerre, ce qui n'était pas le cas des anciennes lignes d'armistice.

La très grande majorité de l'opinion publique française est pro-israélienne. La défaite arabe a été interprétée par beaucoup comme une revanche de la guerre d'Algérie. Les Juifs de France, bien au-delà de la mouvance des mouvements sionistes, se sont identifiés à Israël, ont eu peur pour sa survie et ont ressenti l'immense joie de la victoire. Une double image du Juif coexiste maintenant dans les esprits : la victime de l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale et le combattant victorieux des Arabes.

L'analyse stratégique gaullienne n'est pas comprise. Elle est définie comme une prise de position pro-arabe et une absence de neutralité dans le conflit en cours. Beaucoup y voient une nouvelle extravagance dont le vieux chef d'État est devenu coutumier.

Le hasard du calendrier fait qu'une grande conférence de presse est prévu pour le 27 novembre, cinq jours après le vote de la résolution britannique. De Gaulle s'y exprime avec un vocabulaire magnifique qui va plutôt singulièrement aggraver la situation. Il commence par un rappel historique d'événements dont il a lui-même été témoin, le foyer national juif et la création de l'État d'Israël171 : « On pouvait se demander, en effet, et on se demandait même, chez beaucoup de Juifs, si l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu des peuples arabes qui lui étaient foncièrement hostiles n'allait pas entraîner d'incessants, d'interminables, frictions et conflits. »

C'est le paragraphe suivant, où le général de Gaulle continue à utiliser l'indétermination (« on », « certains »), qui va soulever le plus de passions : « Certains même redoutaient que les Juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent,

une fois rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles. » La controverse va porter à la fois sur l'utilisation du terme « peuple », contraire à l'idée républicaine, et aux qualificatifs « élite, sûr de lui-même et dominateur, ambition ardente et conquérante ».

L'attention portera moins sur la suite du texte, sauf le début du paragraphe suivant :

> Cependant, en dépit du flot tantôt montant, tantôt descendant, des malveillances qu'ils suscitaient dans certains pays et à certaines époques, un capital considérable d'intérêt et même de sympathie s'était accumulé en leur faveur, surtout il faut bien le dire, dans la chrétienté ; un capital qui était issu de l'immense souvenir du Testament, nourri par toutes les sources d'une magnifique liturgie, entretenu par la commisération qu'inspirait leur antique malheur et que poétisait, chez nous, la légende du Juif errant, accru par les abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la Deuxième Guerre mondiale et grossi, depuis qu'ils avaient retrouvé une patrie, par leurs travaux constructifs et le courage de leurs soldats.

On a trouvé que « malveillances » pour « antisémitisme » étaient de l'ordre de l'euphémisme.

De Gaulle rappelle que la France a vu avec satisfaction la création de l'État d'Israël. Il explique que la V[e] République s'est dégagée « des liens spéciaux et très étroits que le régime précédent avait noués avec cet État » pour prêcher la modestie et la détente alors que, « à la faveur de l'expédition franco-britannique de Suez, on avait vu apparaître, en effet, un État d'Israël guerrier et résolu à s'agrandir ». Il évoque la reprise des relations avec le monde arabe :

> D'autre part, une fois mis un terme à l'affaire algérienne, nous avions repris avec les peuples arabes d'Orient la même politique d'amitié et de coopération, qui avait été pendant des siècles celle de la France dans cette partie du monde et dont la raison et le sentiment font qu'elle doit être, aujourd'hui, une des bases fondamentales de notre action extérieure. Bien entendu, nous ne laissions pas ignorer aux Arabes que, pour nous,

> l’État d’Israël était un fait accompli et que nous n’admettrions pas qu’il fût détruit.

Il décrit la position française lors de la crise et de la guerre qui la suit et passe à la situation présente :

> On sait que la voix de la France n’a pas été entendue. Israël ayant attaqué, s’est emparé, en six jours de combat, des objectifs qu’il voulait atteindre. Maintenant, il organise, sur les territoires qu’il a pris, l’occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s’y manifeste contre lui une résistance qu’à son tour il qualifie de terrorisme.

Il aborde la question du règlement final et sa position est en fait extrêmement proche des positions britanniques et américaines de l’époque :

> Il est bien évident que le conflit n’est que suspendu et qu’il ne peut pas avoir de solution, sauf par la voie internationale. Mais un règlement dans cette voie, à moins que les Nations unies ne déchirent elles-mêmes leur propre charte, un règlement doit avoir pour base l’évacuation des territoires qui ont été pris par la force, la fin de toute belligérance et la reconnaissance réciproque de chacun des États en cause par tous les autres. Après quoi, par des décisions des Nations unies, en présence et sous la garantie de leurs forces, il serait probablement possible d’arrêter le tracé précis des frontières, les conditions de la vie et de la sécurité des deux côtés, le sort des réfugiés et des minorités et les modalités de la libre navigation pour tous, notamment dans le golfe d’Akaba et dans le canal de Suez. Suivant la France, dans cette hypothèse, Jérusalem devrait recevoir un statut international.

Le fait même qu’il évoque le fait d’avoir à arrêter le tracé précis des frontières montre qu’il n’est pas hostile à la modification des lignes d’armistice, mais sur la base d’un accord mutuel non contraint par la force. Un statut international pour Jérusalem a été la position française depuis 1949. La nouveauté réside dans l’idée d’un rôle actif des Nations unies, ce qui n’est pas dans la ligne de l’orthodoxie gaulliste.

Le Général termine sur la nécessité préalable de mettre fin à la guerre du Vietnam.

Sa position n'est, en fait, pro-arabe que sur la seule question du retrait. Il va plus loin que la fin de la belligérance en demandant la reconnaissance réciproque.

Pourtant, il a été taxé d'unilatéralisme pour avoir minimisé le danger qu'Israël courait avant la guerre et avoir magnifié la dimension conquérante. Il en est de même de l'usage des mots « résistance » et « terrorisme » pour qualifier la situation des territoires occupés. Pour son biographe Jean Lacouture[172] : « Proposée par un analyste politique, cette interprétation des faits était tout à fait défendable. Mais le chef d'un État impliqué dans la recherche affaiblissait sa position diplomatique en donnant une version aussi unilatérale de l'affaire. »

Le « peuple d'élite » a provoqué un très grand scandale. Trois jours après paraît dans *Le Monde* un dessin de Tim où l'on voit, surmontant cette formule, un déporté d'Auschwitz crucifié dans les barbelés.

La réaction immédiate du gouvernement israélien est de qualifier les déclarations du président français de « déformation de l'histoire et d'insulte grave au peuple juif et au gouvernement d'Israël[173] ». Radio Le Caire salue la position impartiale et modérée de De Gaulle qui refuse de donner une prime à l'agression. Il est salué comme le grand contestataire de l'ordre international établi[174] :

> De Gaulle, en effet, empêche de danser en rond tous ceux qui n'ont pas la conscience tranquille, que ce soit au Moyen-Orient, au Vietnam, dans l'Alliance atlantique ou au sein des institutions financières et monétaires à l'échelle de notre planète. Il empêche les fauteurs de guerre et de troubles, les spéculateurs interlopes, les prétendus amis de la paix de poursuivre cette insoutenable construction de l'univers qu'ils ont bâtie sur le sable depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans un entretien avec l'ambassadeur de France au Caire, le 9 décembre 1967, Nasser se concentre sur l'aspect politique de la conférence de presse[175] :

> Le président Nasser m'a ensuite parlé de la conférence de presse du général de Gaulle. Il l'avait lue avec beaucoup d'attention. Il avait bien compris son schéma en deux étapes. Il était d'accord pour une cessation de la belligérance, concomitante à un retrait. Pour la reconnaissance, il se

demandait s'il devait comprendre qu'elle devrait avoir un caractère rigoureux ou s'il s'agissait plutôt d'admettre le droit à l'existence des différents pays du Moyen-Orient. Si cette dernière interprétation était la bonne, il n'avait pas d'objection.

François Mitterrand, alors en voyage aux États-Unis, conteste dans la presse américaine que les propos du Général soient inspirés par l'antisémitisme ; ils montrent seulement une profonde ignorance des réalités sociologiques et politiques de l'État d'Israël. Le chef de l'opposition de gauche accuse de Gaulle de manquer de principes moraux dans son approche des problèmes du Moyen-Orient. Ses vues seraient « purement matérialistes ». Il évaluerait les populations et les ressources comparées des Arabes et des Israéliens et songerait surtout au pétrole de l'Algérie et des autres pays arabes[176]. Comme pour beaucoup de partisans de l'État d'Israël, le tournant de la politique française ne peut s'expliquer que par des intérêts mercantiles.

De sa retraite politique, Ben Gourion a adressé à de Gaulle une longue lettre datée du 6 décembre 1967. Il y exprime son trouble devant le contenu de la conférence de presse et reprend tout l'historique de la notion de peuple juif et de sa relation avec sa patrie d'origine : « Ce pays ne fut jamais la seule et unique patrie d'autres peuples que le peuple juif. » Il y comprend les deux rives du Jourdain, c'est-à-dire la Palestine mandataire et la Transjordanie. C'est toute l'histoire du sionisme qu'il défend dans sa version mythologique. Le pays était désertique, seuls 10 % étaient cultivés. Ce sont les Juifs qui l'ont mis en valeur. La nature du conflit oppose le peuple juif aux habitants arabes qui sont là depuis le VIIe siècle (*sic*)[177]. Le projet du sionisme n'a jamais été de déposséder les Arabes de leurs terres, ni de les transférer ailleurs. Seulement les Arabes ont pour eux des territoires immenses en dehors de la terre d'Israël. La Palestine, au sens géographique le plus étendu, ne représente que 0,5 % des pays habités par les Arabes.

Les sionistes ont accepté le partage de 1947 et les Arabes l'ont refusé. C'est la guerre qui a conduit à la « libération » de nouveaux territoires et au départ des habitants arabes sans qu'il y ait eu expulsion :

> Aucun de nous n'aurait songé à attaquer nos voisins dans le but de changer nos frontières et d'étendre notre pays. J'ai déclaré à plus d'une

reprise, et c'était là notre opinion à tous, que nous sommes prêts à signer un accord de paix pour les cent années à venir sur base du *statu quo*. Parmi les membres de notre droite, certains réclamaient « la totalité du pays », mais même eux ne proposèrent jamais de faire la guerre pour nous étendre, et ceci en dépit du fait que le monde entier, en tout cas le monde chrétien et tout le monde juif, considérait que les deux rives du Jourdain formaient une seule et même Palestine, et espérait qu'elle serait à nouveau la patrie des Juifs promise par la Bible et les Prophètes.

Le peuple juif, comme tous les autres peuples, a droit à sa patrie :

> Je sais que pendant des centaines d'années le monde chrétien était convaincu que le peuple juif avait cessé d'exister il y a deux mille ans, et je sais aussi qu'il y a des Juifs qui pensent de la même manière ; nous avons pitié de ces Juifs, mais nous ne sommes pas fâchés contre eux. Ils veulent cesser d'être juifs, c'est leur affaire personnelle. Mais ils ne parlent pas en notre nom, tout comme ce n'était pas Pétain qui parlait au nom de la France, mais bien Charles de Gaulle qui était, à l'époque, isolé et solitaire.

Loin d'être dominateur et conquérant, le peuple juif n'aspire qu'à la paix avec ses voisins. Dans ce texte, Ben Gourion n'a abordé que la période où il a été au pouvoir. Il n'évoque pas la situation présente.

De Gaulle lui répond par une lettre plus courte datée du 30 décembre 1967. Elle commence par un rappel de l'estime que le Général porte à Ben Gourion et à son peuple :

> Je sais ce que la restauration d'Israël en Palestine, telle que vous la décrivez après y avoir éminemment participé, a comporté de foi, d'audace et de difficultés, et combien a été méritoire la mise en valeur de régions semi-désertiques par le nouvel État grâce à l'afflux de tant de Juifs venus de partout et à l'aide de tant de leurs communautés réparties à travers le monde. Vous rappelez, à juste titre, que mon pays et moi-même n'avons pas, depuis l'origine, ménagé notre sympathie à cette construction nationale et vous ne pouvez douter que, le cas échéant, nous nous serions opposés à ce qu'elle fût anéantie, comme le garantissaient nos entretiens officiels de naguère et le fait que j'y avais publiquement qualifié Israël d'« État ami et allié ».

Ces conditions mêmes imposent à Israël une stricte modération dans ses rapports avec ses voisins et dans ses ambitions territoriales :

> Cela d'autant plus que les terres initialement reconnues à votre État par les puissances sont considérées par les Arabes comme leur bien, que ceux-ci, au milieu desquels s'installait Israël, sont, de leur côté, fiers et respectables, que la France éprouve à leur égard une amitié ancienne et naturelle, et qu'ils méritent eux aussi de se développer en dépit de tous les obstacles que leur opposent la nature, les graves et humiliants retards qu'ils ont souvent subis depuis des siècles du fait de leurs occupants successifs, enfin leur propre dispersion.

La lecture même de la lettre de Ben Gourion, avec ce qui est écrit à propos des deux rives du Jourdain, montre la nécessité de s'en tenir à la modération que doit imposer une saine politique :

> Je demeure convaincu que, en passant outre aux avertissements donnés en temps voulu à votre gouvernement par celui de la République française, en entamant les hostilités, en prenant par la force des armes possession de Jérusalem et de maints territoires jordaniens, égyptiens et syriens, en y pratiquant la répression et les expulsions qui sont inévitablement les conséquences d'une occupation dont tout indique qu'elle tend à l'annexion, en affirmant devant le monde que le règlement du conflit ne peut être réalisé que sur la base des conquêtes acquises et non pas à condition que celles-ci soient évacuées, Israël dépasse les bornes de la modération nécessaire.

La position française est bien, contre un retrait, un règlement comprenant la reconnaissance d'Israël par ses voisins, des garanties de sécurité pour des frontières qui pourraient être fixées par arbitrage international, la liberté de navigation et un sort digne pour les réfugiés. La France est prête à y participer, y compris sur le terrain. De Gaulle revient sur son jugement controversé sur le peuple juif pour en revenir à l'essence de sa vision du problème, la primauté du politique sur la mystique :

> Il ne saurait y avoir rien de désobligeant à souligner le caractère grâce auquel ce peuple fort a pu survivre et rester lui-même après dix-neuf siècles passés dans des conditions inouïes. Mais quoi ? Voici qu'Israël, au lieu de promener partout dans l'univers son exil émouvant et

bimillénaire, est devenu, bel et bien, un État parmi les autres et dont, suivant la loi commune, la vie et la durée dépendent de sa politique. Or celle-ci, combien de peuples l'ont, tour à tour, éprouvé !, ne vaut qu'à la condition d'être adaptée aux réalités.

L'échange de correspondances est rendu public au début de janvier 1968. La presse arabe retient surtout la nécessité pour Israël d'évacuer les territoires occupés. Certains membres du gouvernement israélien expriment leur irritation pour l'initiative prise par Ben Gourion sans consultation des autorités tout en approuvant la teneur de ses propos. Quant à la réponse du président français, selon l'ambassadeur de France à Tel-Aviv178, on se rend compte que la France pourrait faciliter un règlement avantageux pour Israël : « Mais on veut plus. On désire par exemple des aménagements frontaliers qui dépassent nettement de simples rectifications de frontières et on espère à la longue les obtenir avec l'appui américain, quitte à vivre dangereusement dans l'intervalle, mais on pense en avoir l'habitude. »

Les intellectuels français et le conflit

La conférence du général de Gaulle a eu un immense impact en raison du prestige immense, dû à l'histoire, du personnage.

Raymond Aron a été particulièrement choqué par la conférence. Sa réponse a été publiée quelques semaines après sous la forme d'un court livre écrit sous le coup de l'émotion, *De Gaulle, Israël et les Juifs*179. Son indignation vient du fait d'avoir qualifié le « peuple des ghettos » de « sûr de lui et dominateur ». Sans accuser le Général d'antisémitisme, il lui reproche d'autoriser solennellement un nouvel antisémitisme :

> Définir un peuple par deux adjectifs : un homme d'État s'abaisse lui-même lorsqu'il recourt à un pareil procédé, celui des stéréotypes nationaux, des préjugés raciaux, celui dont les habitués du café du Commerce ne se lassent pas et dont psychologues et psychiatres analysent infatigablement les mécanismes. Le général de Gaulle s'est abaissé parce qu'il voulait porter un coup bas : expliquer l'impérialisme israélien par la nature éternelle, l'instinct dominateur du peuple juif.

Selon Aron, les mots utilisés n'appartiennent pas au style du nazisme, mais à la tradition française de Maurras et de Drumont. Il l'explique par la colère de De Gaulle devant un Israël qui a refusé de lui obéir en juin 1967. Il passe ensuite à la discussion des événements de 1956 à 1967, estimant que la principale responsabilité de la guerre revient au camp arabe. Il demeure réaliste : Israël est une citadelle assiégée qui ne peut se permettre de perdre une guerre : « La garnison assiégée a mené à bien une sortie victorieuse, elle a élargi son périmètre de défense. Elle continue et continuera de l'être pour des années, sinon des décennies. »

Il aborde la question de la « communauté juive ». Elle n'existe pas en tant que telle, elle n'a pas d'organisation, elle ne peut ni ne doit en avoir. Les Juifs de France sont multiples. Ils appartiennent à toutes les nuances de l'opinion et à tous les milieux sociaux :

> Je veux bien que l'on use du concept de peuple juif puisque les sionistes s'accordent sur ce point avec le général de Gaulle. Mais, appliqué aux juifs, le concept de peuple revêt une signification singulière ; les juifs de la Diaspora ne descendent pas de ceux qui vivaient en Palestine au temps biblique ; ils constituent un quasi-peuple par le fait d'une tradition religieuse et du destin imposé au long des siècles.

C'est la question du destin qui hante Raymond Aron :

> Aussi longtemps que je raisonne, je ne trouve aucun motif décisif de reprocher au Français juif le détachement radical à l'égard de ses « coreligionnaires » puisqu'il ne croit plus ou des Israéliens puisqu'il se veut exclusivement français, ou gaulliste, ou communiste. *À une condition* : qu'il ne pousse pas le souci du confort intellectuel jusqu'à nier l'évidence ; aux yeux des autres, il appartient, lui aussi, « à ce peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ».

Avec nos références d'aujourd'hui, on doit noter qu'Aron aborde la question de l'essentialisme, c'est-à-dire la définition de peuple en tant qu'essence immuable à un moment où, à la suite de la Seconde Guerre mondiale et de la décolonisation, l'usage de la notion de race a été condamné dans les sciences sociales à défaut de l'être dans l'usage courant. L'Unesco a particulièrement milité dans ce sens. Il n'en reste pas

moins qu'il existe des catégories produites par le « sens commun », liées à l'altérité perçue des groupes, aussi bien dans le regard extérieur que dans la perception de soi[180].

Dans ses Mémoires publiés quinze ans plus tard[181], Raymond Aron a repris la discussion sur la question de la double allégeance posée dès l'émergence du sionisme. La notion de peuple n'est pas univoquement définie et se prête à des usages divers. S'il existe un peuple juif, il n'existe pas d'autre peuple de même type que lui. Il existe une nation israélienne extrêmement diverse et les Juifs de la Diaspora font partie des nations dans lesquelles ils vivent. Dans un régime démocratique, l'allégeance nationale ne revêt pas un caractère totalitaire et ne le doit pas. Pour des raisons d'origine géographique, religieuse ou idéologique, un citoyen a le droit d'avoir un intérêt particulier pour tel ou tel autre État : les catholiques français du XIXe siècle pour la papauté romaine, les communistes pour l'Union soviétique, « patrie du socialisme », etc. Il oublie de noter que, dans ces deux cas, ils ont alors été traités de « séparatistes » par les courants dominants de la société française.

S'étant rendu en Israël durant l'été 1967, Aron a pu se rendre compte de la complexité de la situation. Sa vision réaliste des relations internationales l'emporte, comme le montrent ses articles publiés dans *Le Figaro* durant le reste de l'année 1967[182]. La guerre de juin n'a été qu'une « péripétie ». Les territoires occupés sont bien une « richesse », c'est-à-dire un atout maître dans une négociation, mais à condition de vouloir les échanger contre la paix et la reconnaissance. Si l'on veut les conserver, ils deviendront un « embarras ». Reconnaître l'État d'Israël, c'est aux yeux des non-Arabes admettre un fait ; aux yeux des Arabes, c'est accepter une injustice et une défaite. La recherche de la sécurité militaire à tout prix comporte en elle-même contradiction et malédiction. La sécurité de l'un entraîne l'insécurité de l'autre et tous connaîtraient le martyre de Sisyphe. Si le conflit se prolonge, il risque de prendre un jour ou l'autre une dimension nouvelle : au-dessus des armes classiques, il y a les armes atomiques et les engins balistiques ; au-dessous, les bombes ou les mitraillettes des partisans. Les Soviétiques ne peuvent contraindre Nasser à capituler, et les Américains ne peuvent imposer à Israël des concessions. L'occupation crée une situation de « qui perd gagne ». Israël

ne peut donner aux populations des territoires occupés la citoyenneté, ce serait remettre en cause sa nature de « nation hébraïque ». La minorité arabe est inassimilable et sera peut-être un jour révoltée.

Raymond Aron et l'école de pensée qu'il a inspirée ont puissamment contribué à refonder la démocratie libérale européenne après la Seconde Guerre mondiale et face au marxisme, mais ils n'ont pas été capables d'interpréter la question de la décolonisation et de l'émergence du tiers-monde, sauf en termes géopolitiques de gains et de pertes. Implicitement, pour ce courant, les Occidentaux n'ont dans le monde arabe que des intérêts, mais non des sympathies ou des amitiés. Claude Lévi-Strauss le lui a reproché aimablement dans une lettre qu'avec sa grande honnêteté Aron a publiée dans ses Mémoires. L'anthropologue n'a jamais caché l'antipathie que lui inspiraient l'islam et le monde arabe :

> Ma perception de la conjoncture israélienne reste subordonnée à une autre, à laquelle je suis encore plus sensibilisé : celle qui se produisit il y a quelques siècles de l'autre côté du monde, quand d'autres persécutés et opprimés vinrent s'établir dans des terres occupés depuis des millénaires par des peuples plus faibles encore, et qu'ils s'empressent d'évincer. Je ne puis évidemment pas ressentir comme une blessure fraîche à mon flanc la destruction des Peaux-Rouges, et réagir à l'inverse quand des Arabes palestiniens sont en cause.

Dans son texte de 1967, Aron adresse aussi un petit coup de patte à Simone de Beauvoir et à Jean-Paul Sartre, « généreux et emportés, toujours en quête d'une discrimination simple entre des anges et des démons ». On sait combien Sartre, dans sa préface aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon, a justifié l'usage de la violence chez le colonisé – elle est le retournement de l'agression coloniale :

> Cette violence irrépressible […] n'est pas une absurde tempête, ni la résurrection d'instincts sauvages, ni même un effet du ressentiment : c'est l'homme lui-même se recomposant. Cette vérité, nous l'avons sue, je crois, et nous l'avons oubliée : les marques de la violence, nulle douceur ne les effacera : c'est la violence qui peut seule les détruire. Et le colonisé se guérit de la névrose coloniale en chassant le colon par les armes. Quand sa rage éclate, il retrouve sa transparence perdue, il se connaît dans la mesure même où il se fait ; de loin, nous tenons sa guerre

comme le triomphe de la barbarie ; mais elle procède par elle-même à l'émancipation progressive du combattant, elle liquide en lui et hors de lui, progressivement, les ténèbres coloniales. Dès qu'elle commence, elle est sans merci. Il faut rester terrifié ou devenir terrible ; cela veut dire : s'abandonner aux dissociations d'une vie truquée ou conquérir l'unité natale.

Dès 1947, Sartre a été un partisan avéré de l'État d'Israël, d'où son malaise quand il aborde la question. Quelques mois avant le conflit de juin 1967, il a eu le projet, avec Claude Lanzmann, de faire un numéro spécial de sa revue *Les Temps modernes* consacré au conflit israélo-arabe[183]. Pour une fois, au lieu de trancher la question, il s'informe et laisse parler les intéressés sous forme de contributions d'intellectuels de gauche israéliens et arabes. Dans des lignes qu'il dit avoir écrites le 27 mai 1967, il affirme qu'il ne peut entériner une guerre d'extermination et condamne d'avance l'agression d'où qu'elle vienne et tout autant la provocation qui rend la guerre inévitable. Il exprime son déchirement. Il a été témoin de l'extermination des Juifs sous l'Occupation et a bien vu qu'elle n'aurait pas été possible en France sans la complicité de nombreux Français. Aux Arabes qui disent qu'ils ne sont pas antisémites mais anti-israéliens, il répond : « Peuvent-ils empêcher que ces Israéliens, pour nous, soient aussi des Juifs ? » En même temps, il reconnaît qu'il y a un certain fondement dans les accusations arabes de collusion entre Israël et l'impérialisme, impérialisme qu'il faut combattre partout, d'où la nécessité de chercher patiemment, dans sa complexité et ses contradictions, la vérité.

Les contributions arabes sont toutes axées sur l'illégitimité d'Israël aussi bien du point de vue des droits historiques qu'en raison des torts commis envers la population indigène. Le sionisme est un mouvement colonialiste, une création de l'impérialisme, il est militariste et raciste. C'est un cancer qui menace l'ensemble de la région proche-orientale. Les points de vue israéliens vont bien évidemment strictement à l'inverse : droits historiques, processus d'émancipation des Juifs, droit des Juifs à se définir en nation dotée d'un territoire, réparation de l'Holocauste ; le conflit avec les Arabes est une tragédie, le sort des Palestiniens est un effet collatéral de la nécessité de créer l'État d'Israël. Les revendications

arabes ont pour conséquence la destruction de l'État, voire le génocide de ses habitants.

Ce gros ouvrage n'apporte pas grand-chose aux familiers du dossier. La rédaction des *Temps modernes* avait demandé une contribution à l'orientaliste Maxime Rodinson, la question étant de savoir où mettre ce texte : dans la partie israélienne ou dans la partie arabe[184] ? Rodinson affirmait parfaitement son ascendance juive, mais refusait toute appartenance juive de nature politique. De même, il n'acceptait pas d'être assimilé totalement à la cause arabe. On a transigé et mis son grand article, « Israël, fait colonial ? », en introduction du numéro.

Ce texte, très critique, lui a valu une avalanche d'attaques virulentes de la part des sionistes avec l'accusation habituelle de « haine de soi » commune à ce genre de circonstance. On en trouve l'écho dans l'appréciation louangeuse que fait Aron de Rodinson en 1967 : « Le meilleur article favorable à la cause arabe avait été écrit par un juif dont je respecte la solitude (les juifs le renient, les Arabes ne l'adoptent pas et les Français, pro-israéliens ou anti-israéliens, le regardent avec soupçon : Christ ou Judas ?). » Dans les *Mémoires*, Aron affirme qu'il refuse de se joindre à ceux, trop nombreux, qui accablent de leurs injures ou de leur mépris un intellectuel juif, tel Maxime Rodinson, qui prend parti contre Israël.

Ce texte de Rodinson, outre qu'il est devenu le bréviaire de générations de militants progressistes, a été traduit intégralement et publié à plusieurs reprises en arabe. C'est une critique historique du sionisme et de l'État d'Israël et une explication raisonnée des réactions arabes, mais en même temps l'auteur multiplie les « garde-fous[185] ». Quand il traite de l'impérialisme, du sionisme et des conflits, Rodinson pense toujours en termes de processus sociologique et non d'essence historique. Sa conclusion reste toujours d'une très grande actualité :

> Il est possible que la guerre soit la seule issue à la situation créée par le sionisme. Je laisse à d'autres le soin de s'en réjouir. Mais s'il y a quelque chance de voir un jour une solution pacifique, on n'y arrivera pas en disant aux Arabes qu'ils ont le devoir d'applaudir leurs conquérants parce que ceux-ci sont européens ou en voie d'européanisation, parce qu'ils sont « développés », parce qu'ils sont

révolutionnaires ou socialistes (virtuellement !), encore moins parce qu'ils sont tout simplement juifs ! Le maximum qu'on peut demander d'eux est qu'ils se résignent à une situation désagréable et qu'en se résignant ils tirent parti de leur résignation. Obtenir d'un vaincu qu'il se résigne à sa défaite n'est pas facile et on ne facilite pas cette démarche en claironnant combien on a eu raison de le rosser. Il est plus judicieux en général de lui offrir des compensations. Et ceux qui n'ont pas souffert de la bagarre peuvent (et même doivent, je crois) prêcher le pardon des injures. Ils ont peu de titres à l'exiger.

Chapitre III

Solution politique
ou révolution palestinienne

« Quoi qu'il en soit, et les organisations terroristes pourraient recruter des milliers d'hommes, cela ne peut en aucune manière être pire que la guerre totale engagée contre nous dans le passé : la force des organisations terroristes ne peut excéder celle des armées arabes réunies et nous en viendrons à bout de façon décisive. Je ne prétends pas que nous le ferons sans verser notre sang et en un seul jour. Mais quoi que les États arabes entreprennent dans le cadre des activités terroristes, cela ne peut être pire, ni plus dangereux pour nous que la guerre totale classique qu'ils ont déjà menée. Dans ce combat, je n'ai pas le moindre doute que non seulement nous vaincrons, mais que nous taillerons en pièces, aussi bien ensemble que séparément les pays qui engageraient une guerre de terreur contre nous ! »
Moshe DAYAN à la radio militaire israélienne le 28 mai 1968[186].

Loin d'introduire une clarification, la résolution 242 entraîne de nouvelles incertitudes qui se fondent sur l'absence de volonté politique des acteurs de définir leurs véritables positions.

Les incertitudes politiques

Dans son discours du 23 novembre 1967, Nasser a appelé à la tenue d'un nouveau sommet arabe consacré à l'étude de la résolution 242. Hassan II propose qu'il se tienne au Maroc. Une réunion préliminaire des ministres

des Affaires étrangères a lieu au Caire le 9 décembre[187]. La Jordanie soutient activement l'idée d'un sommet tandis que la Tunisie et l'Arabie saoudite demandent que l'on attende les résultats de la première mission Jarring. La Syrie s'y oppose, marquant que le sommet ne pourrait qu'avaliser une politique d'abandon des droits des Palestiniens. La réunion propose bien la tenue d'un sommet à Rabat le 17 janvier, mais avec un ordre du jour particulièrement vague destiné à couvrir des positions inconciliables.

L'Arabie saoudite multiplie les réticences tandis que sa presse exalte les activités des fedayins palestiniens[188]. Le roi Faysal ne veut pas d'un sommet qui confirmerait la position prédominante de Nasser et qui traiterait aussi de la question du Yémen où, après le départ des troupes égyptiennes, les républicains résistent de façon inattendue aux offensives des royalistes grâce en particulier à l'aide directe qu'ils reçoivent des Soviétiques. Enfin, il craint de nouvelles demandes de financement des pays de la confrontation.

La diplomatie égyptienne prend acte de l'opposition saoudienne et syrienne et accepte l'ajournement du sommet (8 janvier 1968). En dépit des appels réguliers de la Jordanie soutenue mollement par la RAU, il devient impossible de tenir un sommet destiné à définir une position arabe unifiée sur le sens à donner à la résolution.

La Transjordanie sert dès le début de base arrière aux activités de la résistance armée en Cisjordanie occupée. Celle-ci bénéficie de l'attitude complaisante des militaires jordaniens, en dépit des instructions contraires de leur gouvernement. Dès l'automne 1967, les organisations combattantes s'implantent dans les camps de réfugiés. Les 20 et 21 novembre, au moment où se discutait au Conseil de sécurité la résolution 242, l'armée israélienne a lancé sa première opération d'envergure contre le camp de Karameh, dans la vallée du Jourdain, faisant plusieurs victimes chez ses habitants[189]. Ce camp proche du Jourdain avait perdu une grande partie de sa population durant la panique du mois de juin et l'UNRWA y avait installé des personnes déplacées en juin 1967 pour qu'ils puissent quitter les tentes au moment où l'hiver arrivait[190]. L'attaque s'est heurtée à une forte résistance de l'armée jordanienne. Les Israéliens ont perdu un avion Mystère 4 dans les

combats. Le pilote a été, semble-t-il, tué par les habitants d'un village arabe avant l'arrivée des soldats jordaniens. La justification donnée en Israël est de faire comprendre aux Jordaniens que la protection accordée aux saboteurs est trop coûteuse pour être prolongée191.

Le calme relatif dure environ un mois, puis la tension reprend à la suite de nouvelles incursions de fedayins à partir de la Jordanie. À partir du début janvier 1968, les incidents deviennent de plus en plus violents sur la ligne du Jourdain avec des échanges de tirs entre Israéliens et Jordaniens. Si la répression israélienne a réussi à démanteler les mouvements armés en Cisjordanie, il n'en est pas de même dans la bande de Gaza où les attentats contre les forces d'occupation deviennent de plus en plus fréquents. La monarchie jordanienne tente de supprimer l'action des organisations de résistance tout en évitant une insurrection de la population très majoritairement favorable aux mouvements palestiniens192. Dans ce but, elle demande une coopération sécuritaire aux États-Unis qui concernerait l'armée américaine et la CIA. En même temps, elle menace de se tourner vers l'Union soviétique si les Américains ne fournissent pas une aide civile et militaire conséquente.

Gunnar Jarring a pris rapidement ses fonctions. Il établit, le 10 décembre, le quartier général de la MONUMO (Mission de l'Organisation des Nations unies au Moyen-Orient) à Chypre puis entame sa première tournée régionale le 12 décembre. Cette prise de contact lui permet d'avoir connaissance en détail des positions des gouvernements égyptien, jordanien, libanais et israélien. Dans la seconde tournée qu'il entame immédiatement après la première, il transmet ces positions aux autres gouvernements.

Il réussit à obtenir la libération de 5 000 prisonniers égyptiens par les Israéliens contre 10 prisonniers israéliens193. Les autorités israéliennes ont demandé aussi celle de six « espions » (quatre condamnés pour l'affaire de 1954, deux pour les années 1960). Les Égyptiens ont refusé pour des raisons juridiques – ne pas assimiler des espions à des militaires, les prisonniers n'ayant pas la nationalité israélienne. Les Israéliens n'ont pas insisté, la coalition au pouvoir ne souhaitant pas voir l'affaire Lavon revenir à l'ordre du jour et les Égyptiens ont évoqué la possibilité d'expulser les intéressés à une date indéterminée. Les dix prisonniers

israéliens ont bénéficié d’un traitement de luxe (chambre individuelle avec tout le confort moderne et communication postale illimitée). Les 5 000 Égyptiens ont eu un sort nettement plus sévère. Pour l’essentiel des paysans, ils se sont d’ailleurs mutinés au mois de novembre contre leurs officiers et leurs gardes. On a échappé de peu à un bain de sang (1 mort et plusieurs blessés). En ce qui concerne les navires bloqués dans le canal de Suez (plus précisément dans le secteur des lacs), les engagements sont plus vagues.

Mais personne n’a bougé des positions officielles. Toutes les parties, sauf la Syrie qui a refusé de recevoir l’envoyé des Nations unies, parlent de paix, mais leurs positions sur le règlement sont complètement inconciliables.

L’embargo français sur les livraisons d’avions Mirage pénalise gravement les Israéliens. Ils ont rejeté avec dédain les propositions britanniques de leur vendre des Hunter et veulent obtenir des Américains la livraison de Phantom F-4 en plus des Skyhawk déjà commandés et livrables en 1968. L’administration Johnson est réticente à s’engager dans cette voie qui ferait des États-Unis le principal pourvoyeur d’armes d’Israël et entretiendrait la tension avec les pays arabes. Comme précédemment, on explore la possibilité de conditionner ces livraisons à des progrès dans la négociation politique, mais on y renonce rapidement. Avec l’aggravation continue de la situation au Vietnam, l’administration démocrate ne peut pas se permettre d’ouvrir un nouveau débat controversé devant l’opinion publique et le Congrès. Au contraire, Johnson se met à espérer qu’une attitude généreuse envers Israël lui permettrait d’obtenir le soutien de la communauté juive américaine dans la poursuite de la guerre du Vietnam.

À la fin de 1967, il est acquis que l’embargo américain sera levé en 1968. Les 48 Skyhawk déjà commandés seront livrés. La question porte sur les demandes israéliennes supplémentaires de 27 Skyhawk A-4Hs et 50 Phantom F-4 à livrer à partir de 1969. Les Israéliens insistent sur le poids croissant de la présence soviétique dans la région et acceptent le principe de la reprise des livraisons d’armes américaines à la Jordanie.

Les 7 et 8 janvier 1968, Johnson reçoit Eshkol dans son ranch du Texas[194]. Le Premier ministre insiste sur la menace croissante que

représente le réarmement des Arabes par l'Union soviétique. La livraison des Phantom est vitale pour la sécurité d'Israël. Johnson lui répond que la sécurité d'Israël repose avant tout sur une formule permettant la cohabitation pacifique entre Arabes et Israéliens. Dean Rusk marque qu'une course aux armements ne serait profitable qu'aux Soviétiques, qui pourraient se poser en seuls amis des Arabes. La question territoriale est fondamentale, d'autant plus que les Soviétiques en ont fait l'enjeu essentiel à l'ONU.

Eshkol est sur la défensive. Israël ne retournera pas à la carte du 4 juin 1967. La discussion se poursuit à la fois au niveau des politiques et au niveau des experts militaires. Les Américains tentent toujours d'aborder une perspective de règlement politique, mais les Israéliens reviennent toujours à la question des Phantom. Johnson multiplie les assurances en faveur de la sécurité d'Israël. Il ne veut pas prendre alors la décision de livrer les F-4 à Israël, mais accepte le principe d'un programme de formation de pilotes israéliens à ce type d'avions, de telle sorte qu'ils soient prêts pour janvier 1970, date minimum pour la fourniture éventuelle des premiers avions. En revanche, la livraison des 27 Skyhawk supplémentaires pour 1969 est acquise, le rythme dépendant des capacités de production. En dépit des demandes réitérées d'Eshkol, il n'est pas possible de modifier la date du 1er janvier 1970. Le communiqué officiel du 8 janvier traduit ces engagements en langue diplomatique :

> Le président et le Premier ministre ont réaffirmé leur souci d'établir une paix juste et durable au Proche-Orient en conformité avec l'esprit de la résolution du Conseil de sécurité en date du 22 novembre 1967. […]
>
> Le président et le Premier ministre ont examiné les incidences du rythme du réarmement au Proche-Orient, ainsi que les voies et moyens de contrôler cette situation. Le président a accepté de continuer à suivre attentivement et avec sympathie la capacité israélienne de défense militaire à la lumière de tous les facteurs permanents, notamment l'envoi par d'autres nations d'équipements militaires dans cette région.

Au Caire[195], où l'on avait espéré un infléchissement de la position américaine, le communiqué est interprété comme un alignement total de Washington sur la politique israélienne. Signe que les préoccupations

israéliennes de sécurité sont réelles, la durée du service militaire passe, le 10 janvier, de trente à trente-six mois.

Les Américains adjurent les Soviétiques de ne pas alimenter la course aux armements. La réponse soviétique est que tout repose sur l'évacuation des territoires occupés et que les deux grandes puissances doivent agir dans ce sens[196]. On ne doit pas traiter le problème dans ses symptômes, mais à sa racine.

La position américaine devient essentiellement réactive. En raison de l'ampleur prise par la guerre du Vietnam, il n'est pas question de s'engager dans une entreprise destinée à assurer la paix au Moyen-Orient. On se réfugie derrière la mission Jarring et on fournit une aide civile et militaire à Israël et, dans une bien moindre mesure, à la Jordanie. Il s'agit, dans ce dernier cas, non pas de donner aux Jordaniens les moyens de combattre Israël, mais d'assurer la survie de la monarchie en lui assurant les moyens de conserver la fidélité de son armée. Une action conjointe avec l'Union soviétique est impensable, elle consacrerait sa présence dans cette région du monde considérée comme vitale.

À la fin de l'année 1967 Yitzhak Rabin a terminé son temps comme chef d'état-major et par là même sa vie militaire. Haïm Bar Lev a été désigné pour lui succéder. Selon ses Mémoires[197], Rabin aurait dès avant la guerre demandé à Eshkol d'être désigné comme ambassadeur à Washington, convaincu qu'il était que les relations avec les États-Unis étaient d'une importance primordiale, en particulier dans le domaine militaire. Eban, à qui il s'est régulièrement opposé sur la définition de la politique israélienne, y est plutôt hostile, mais le général obtient le soutien de la vieille garde socialiste, en particulier Golda Meir et Ygal Allon. À la fin de l'été, Eban cède, considérant qu'en dépit de son inexpérience diplomatique, le prestige du général victorieux sera un atout considérable dans la fonction[198]. Rabin, comme Eban, peut être considéré comme un annexionniste modéré. Il a déclaré en privé que la supériorité militaire comptait plus que la conservation de la totalité des conquêtes et que la création de colonies de peuplement en Cisjordanie n'apporterait rien à la sécurité d'Israël[199]. Cette dernière ne pourra être assurée qu'en faisant de l'État hébreu un partenaire essentiel de la politique américaine au Moyen-

Orient. Il obtient son agrément des autorités américaines à la mi-janvier 1968 et arrive à Washington à la fin de février.

Il retarde ainsi son entrée dans la vie politique à un moment où les trois formations socialistes (Mapai, Rafi, Ahdut Avoda) fusionnent pour former le Parti travailliste. Golda Meir en devient le secrétaire général (janvier-février 1968), mais dans les esprits les identités politiques précédentes demeurent, en particulier le clivage entre les anciens ben-gourionistes du Rafi et la vieille garde du Mapai soutenue par l'Ahdut Avoda.

Le nouvel ambassadeur a bien compris que la principale préoccupation de Washington n'est pas l'établissement de la paix, mais les progrès de la présence soviétique dans les pays arabes. L'Égypte, la Syrie et l'Irak sont devenus des alliés privilégiés de Moscou, qui soutient directement les républicains yéménites, tandis que les Britanniques, à la suite de la dévaluation de la livre sterling, viennent d'annoncer leur retrait de leurs positions « à l'est de Suez » pour 1971, c'est-à-dire, en ce qui concerne le Moyen-Orient, du golfe Persique.

Dès sa prise de fonction[200], Rabin insiste sur la menace soviétique. Moscou ne veut ni d'un règlement ni d'une reprise de la guerre. Son intérêt est de profiter de la situation présente pour accroître son influence. Il faut qu'Israël et les États-Unis coordonnent étroitement leurs actions, forcent les Arabes à négocier, et tout sera possible. La supériorité militaire israélienne est indispensable, d'où la nécessité d'accélérer la livraison des avions demandés par Eshkol.

En avril[201], il déclare à l'ambassadeur de France que c'est l'Union soviétique qui entretient la tension au Moyen-Orient en livrant cinq fois plus de matériel de guerre aux Arabes qu'ils ne l'ont fait au Vietnam. Ils leur ont ainsi fourni des avions de combat, ce qui ne s'est pas vu au Vietnam. La menace russe se situe donc au Moyen-Orient.

Les relations entre Rabin et les diplomates américains sont loin d'être bonnes, son ton tranchant passant pour de l'arrogance. En revanche, son prestige est très grand auprès des militaires américains englués dans la guerre du Vietnam. Leur interlocuteur a été l'artisan d'une victoire totale remportée en six jours… Quant au général israélien[202], il va être atterré par les convulsions américaines de l'année 1968 : assassinats de Martin

Luther King et de Robert Kennedy, émeutes raciales, manifestations imposantes du mouvement antiguerre. Les Américains ont perdu leur détermination morale. Bien que proclamant son appartenance au monde occidental, Israël échappe largement à l'esprit de 1968…

La poursuite de la mission Jarring

Jarring a conclu de ses premières tournées que la question des frontières sûres était l'élément essentiel du règlement. Selon les confidences de U Thant à l'ambassadeur de France à l'ONU203 :

> Le Sinaï ne suscite pas d'ambitions de la part des Israéliens, pour Gaza le secrétaire général a suggéré à son envoyé spécial que cette bande de territoires soit placée sous l'autorité des Nations unies jusqu'à ce que puisse être élaborée une solution définitive. En ce qui concerne la Cisjordanie, des rectifications de frontières, pour le moins, paraissent inévitables. Les hauteurs syriennes devront faire l'objet de mesures de démilitarisation, mais ne poseront pas de réel problème. La question véritablement difficile reste celle de Jérusalem et M. Thant pense qu'une forte pression devra être exercée sur le gouvernement israélien pour l'amener à se montrer raisonnable.

Nasser est hostile à une démilitarisation totale du Sinaï, mais peut accepter une démilitarisation partielle et réciproque de la région frontalière. En ce qui concerne Gaza, il admet la solution d'une administration qui ne soit ni égyptienne ni israélienne204.

Jarring reprend sa mission au cours de la dernière décade de janvier 1968 dans un climat troublé par les menaces de représailles israéliennes en Jordanie à la suite d'action de fedayins, en particulier dans la région d'Eilath. De nouveaux incidents violents opposent les deux armées, faisant des victimes des deux côtés. L'opinion publique israélienne est par ailleurs marquée par le naufrage accidentel le 27 janvier d'un sous-marin, le *Dakar*, avec 69 hommes à bord205. L'entreprise de déblocage des quinze navires pris dans le canal de Suez (14 dans le lac Amer, 1 dans le lac Timsah) se conclut par un échange de tirs entre les deux armées. Les Israéliens refusent toute remise en état du canal

qui ne passerait pas par une négociation préalable aboutissant à la reconnaissance de leur droit à utiliser la voie d'eau. Ils s'opposent par la force à tout mouvement de navires égyptiens destinés à inspecter les voies d'évacuation. L'Égypte reporte *sine die* toute nouvelle entreprise de désengagement. L'intransigeance des deux parties s'explique par le caractère politique pris par une entreprise définie auparavant comme simplement « technique[206] ». Comme il est de règle dans ce conflit, l'espoir d'établir des relations de confiance et un climat favorable aux négociations par des mesures considérées comme apolitiques se heurte à la difficile réalité que rien ne peut être défini comme tel puisque tout peut être posé comme produisant des droits.

Si l'on cumule les incidents sur le canal, sur la ligne de cessez-le-feu avec la Jordanie et les actions des fedayins, les violences sont quasi quotidiennes durant le mois de février, avec mort d'hommes.

Seule la Jordanie a publiquement accepté la totalité de la résolution 242. Les Arabes ont bien noté que le communiqué israélo-américain du 8 janvier ne parlait que de l'esprit de la résolution. Ils en exigent aussi la lettre. Quand Eban indique à Jarring le 1er février[207] : « Je peux affirmer que nous sommes prêts à chercher un accord pour établir la paix par une négociation comprenant toutes les questions comprises dans la résolution 242 que chaque partie pourrait vouloir évoquer », cela est considéré comme un grand progrès.

Les deux questions de forme – négociations directes et traités de paix au lieu de fin de l'état de belligérance – dominent les discussions. Eban montre une certaine souplesse en évoquant la possibilité d'avoir recours à la « formule de Rhodes », allusion à l'armistice égypto-israélien de 1949 (discussion séparée entre chaque partie et Jarring dans une même ville, suivie, une fois le dossier bien avancé, de discussions tripartites). L'Égypte s'en tient au texte de la résolution 242 et exige qu'Israël accepte publiquement de l'appliquer. Elle refuse toute négociation directe et menace de mettre fin à la mission Jarring et de se retourner vers le Conseil de sécurité, ce dont les Américains ne veulent absolument pas. Ceux-ci ont conscience que l'image d'Israël devant l'opinion internationale est en train de se dégrader. L'Organisation de l'unité africaine (OUA), lors de sa réunion à Addis-Abeba le 29 février 1968, a adopté une motion demandant

le retrait inconditionnel des troupes israéliennes. La déconvenue est grande en Israël, même si l'on compte sur la solidité des relations de coopération avec les pays d'Afrique noire[208]. Tous les postes diplomatiques américains dans le monde arabe rapportent la montée d'un puissant antiaméricanisme dans les opinions publiques, y compris chez les alliés arabes. Prendre publiquement la défense d'Israël ne ferait qu'aggraver la situation.

Au gouvernement israélien, Menahem Begin, ministre sans portefeuille mais non sans influence, profite de sa culture juridique pour s'opposer à l'acceptation et à l'application de la résolution 242, d'où toutes les ruses de vocabulaire d'Eban tournant autour de la volonté de son pays de négocier sur toutes les questions incluses dans la 242. Les diplomates israéliens en font l'équivalent de l'acceptation de la résolution, tandis que le gouvernement l'interprète comme la liste des sujets à discuter[209].

L'avantage rhétorique reste aux Arabes, mais les Américains marquent leur exaspération : l'application de la résolution 242 dans son intégralité implique nécessairement des négociations entre les parties intéressées. Les Égyptiens répondent qu'ils discuteront et négocieront par l'intermédiaire de Jarring. Ce dernier consacre le mois de février à des variations sémantiques sur le texte anglais de ses propositions. Le fond du problème reste toujours le même. Les Égyptiens veulent un retrait total contre une simple déclaration de non-belligérance. Les Jordaniens sont prêts à aller un peu plus loin en ce qui concerne les relations futures avec Israël. Les Israéliens exigent une normalisation complète des relations et des annexions territoriales qu'ils refusent de préciser. Ils font remarquer à juste titre qu'un règlement juste de la question des réfugiés impose l'établissement de relations entre les acteurs. Les Américains les soutiennent dans une large mesure : le retrait des territoires occupés implique un accord préalable des intéressés et ne peut se faire automatiquement sur la base de la résolution 242. La réponse égyptienne est que celle-ci constitue un plan complet de règlement et qu'il n'y a donc pas matière à négocier. Il reste au Conseil de sécurité à définir un ordre de priorité des différents points de la résolution.

L'autre difficulté qui émerge est celle des Palestiniens. La RAU juge qu'elle n'a pas compétence pour traiter de ce sujet qui les concerne

directement[210]. Quand on aura régler la première partie des problèmes (retrait, fin de l'état de belligérance), on pourra aborder les autres, notamment ceux des Palestiniens et de la Palestine. La formulation est des plus ambiguës puisque les Égyptiens ont toujours lié la question de la liberté de passage dans le canal de Suez au règlement de la question des réfugiés.

La définition des enjeux

Dayan s'oppose au langage conciliant d'Eban et conserve une totale liberté de parole. Le 6 février 1968, il fixe les nouveaux enjeux et leurs conséquences[211] : « Cette génération a pour tâche de fixer la configuration territoriale du peuple juif dans sa patrie », de même que la précédente avait fondé son indépendance politique. Les Arabes dépendent des Soviétiques pour déclencher une nouvelle guerre tandis que les États-Unis seuls peuvent imposer des négociations. Le terrorisme n'a aucune chance d'aboutir, mais il sera impossible d'en venir à bout. Israël est contraint de se maintenir en état permanent de guerre, ce qui implique de lourds sacrifices financiers, mais il a la capacité de battre les Arabes s'ils reprennent le combat. Quant à la question territoriale : « Il y a une profonde identité entre la Bible et le pays de la Bible. Je pense qu'il est inconcevable que l'on puisse morceler cette terre dans la conscience du peuple d'Israël. Cet attachement ne se mesure pas en kilomètres carrés, et il est aussi valable pour la Judée et la Samarie que pour le reste du pays. »

Eshkol n'est pas loin de dire la même chose quand il déclare le 14 février que le Jourdain constitue la frontière naturelle d'Israël tout en concédant qu'il ne convient pas de diviser la population arabe et que la nouvelle frontière devrait rester ouverte. La rhétorique utilisée par Eshkol parle d'une « paix juste et honorable », mais dans le même temps le gouvernement officialise la création d'implantations de peuplement dans les territoires occupés. À la fin de février, ces territoires ont cessé d'être considérés comme territoires ennemis, ce qui est indispensable pour refuser l'application intégrale des conventions de Genève et constituer une étape préliminaire à l'annexion. Le gouvernement dément avoir de telles intentions et parle de mesures purement techniques.

Si Dayan se montre prudemment optimiste, il doit reconnaître le 13 février[212] devant la Knesset la montée de la tension avec la Jordanie où les fedayins sont en train de s'implanter solidement :

> Il a précisé que c'est à partir des bases situées le long du Jourdain dans les camps de réfugiés de Kureima et de Karameh ainsi que de Shuna plus au nord, délibérément installées dans des zones de forte densité de population, que se font les infiltrations. L'armée jordanienne, d'autre part, leur fournirait aide, renseignements et transports aussi bien qu'une couverture de feu. Enfin il a dressé le bilan du terrorisme et des incidents de frontières depuis l'arrêt des hostilités : Israël a eu 15 tués et 39 blessés ; les pertes jordaniennes sont estimées à 200 tués et 700 blessés ; sur la ligne de cessez-le-feu on a noté 41 échanges de tirs, 22 sabotages et 27 opérations de minage.

Le 15 février, à la suite d'échanges de feu le long de la vallée du Jourdain, l'artillerie israélienne bombarde les camps de réfugiés cités. Le bilan officiel jordanien est de 10 morts chez les militaires et de 46 morts dans la population civile, dont des femmes et des enfants. Les bombardements israéliens ont particulièrement visé les infrastructures civiles – bâtiments scolaires, administratifs et hospitaliers. Le grand canal d'irrigation du Ghor, vital pour l'irrigation de la vallée du Jourdain, a été systématiquement endommagé[213], en particulier le réseau d'aqueducs. La stratégie israélienne est de s'en prendre aux infrastructures collectives pour détacher la population des fedayins. Les attachés militaires américains à Tel-Aviv et à Amman servent de canal de communication entre les deux pays pour arriver à un cessez-le-feu. L'ONUST, non mandaté par une résolution du Conseil de sécurité, n'est pas présente sur la ligne de cessez-le-feu entre Israël et la Jordanie, contrairement au Golan et au canal de Suez[214].

Des milliers de réfugiés se précipitent vers l'agglomération d'Amman déjà surpeuplée. Les Occidentaux s'inquiètent du risque d'effondrement de la monarchie hachémite en cas de nouvelles représailles israéliennes. D'impressionnantes manifestations populaires accompagnent l'inhumation des victimes militaires : la foule exige des armes et la reprise de la guerre. Dans un discours radiophonique, le roi fustige le 17 février l'action des éléments qui, sous couvert de patriotisme, adoptent

une attitude contraire à l'intérêt supérieur arabe en fournissant à Israël le prétexte à des représailles et au maintien de son refus de composer. Cette déclaration est très mal reçue par l'opinion publique.

Nasser se pose toujours en défenseur des intérêts arabes et égyptiens. Dans son discours du 3 mars 1968, il jure d'œuvrer à la libération complète des territoires occupés par Israël, quel qu'en soit le prix et quels qu'en soient les sacrifices. En même temps, par l'intermédiaire d'un entretien publié dans la revue *Look*[215], il adresse au gouvernement américain le signal exigé pour la reprise des relations diplomatiques et négocié avec le représentant américain au Caire, Donald Bergus[216] : l'accusation de collusion militaire entre Israël et les États-Unis le 5 juin 1967 résultait d'un malentendu fondé sur la suspicion et une information défectueuse. Il n'est pas responsable de ce qu'ont pu dire un commentateur de la radio ou les Syriens. Les Arabes n'ont ni préparé ni désiré la guerre contre Israël. Le problème de la paix ne sera pas réglé tant que les Palestiniens seront négligés et vivront dans des camps. Il est impossible de créer un État palestinien qui pourrait vivre en paix et coopérer avec Israël. Les Palestiniens n'en voudront jamais. Ils savent qu'un tel État sera très faible et sous domination d'Israël. Aucun chef d'État arabe ne se risquerait à des négociations directes avec Israël. Si l'État juif était sérieux à ce sujet, il n'aurait qu'à rétablir les conventions d'armistice. Le devoir de l'Égypte est de libérer son territoire comme le devoir des Palestiniens est de résister, exactement comme les populations ont résisté à l'occupation allemande en Europe. Ce droit à la résistance pour les habitants de n'importe quel territoire occupé est tout simplement humain.

À Washington[217], on hésite sur la ligne politique à suivre, d'autant plus que le signal de Nasser n'est pas repris dans la presse égyptienne[218]. Rétablir les relations diplomatiques permettrait de limiter l'influence soviétique en Égypte et de la pousser vers la paix, mais cela signifierait aussi s'accommoder du maintien de Nasser au pouvoir. L'autre école de pensée considère que le régime nassérien est au bord de l'effondrement et que l'on ne doit rien faire pour le renforcer.

Les événements récents semblent confirmer cette seconde interprétation. Au mois de février se déroule le procès des responsables de

la défaite. Un certain nombre de militaires sont condamnés le 20 février à diverses peines de prison pour « négligences ». Dès le lendemain, de violentes manifestations populaires menées par les étudiants éclatent contre la clémence des verdicts. Le pouvoir est obligé de casser les jugements et de reprendre les procès. La contestation s'étend à l'autoritarisme du régime. On exige la liberté d'opinion et de presse et un Parlement libre vraiment démocratique. Au début du mois de mars, Nasser reprend la situation en main en s'en prenant à la contre-révolution qui s'est infiltrée dans le mouvement populaire. Le rétablissement du pluripartisme signifierait l'instauration de la dictature d'une classe sur une autre… Il promet l'élimination des « centres de pouvoir » responsables de la défaite. Des réformes politiques et institutionnelles sont annoncées. Il laisse entendre que si les étudiants veulent vraiment combattre Israël, il est prêt à les mobiliser tous dans l'armée égyptienne.

Ces mesures provoquent l'inquiétude des Soviétiques. Le correspondant de la *Pravda* au Caire, Evgueni Primakov, les critique vivement dans une série d'articles à la fin d'avril 1968, marquant en particulier le danger de voir donner au secteur privé un rôle accru dans l'économie. Il appelle à une réforme profonde de l'administration égyptienne et à la liquidation des éléments féodaux encore puissants. Le 2 mai 1968, un référendum consacre le programme de changements institutionnels.

Depuis l'éviction de Shuqayri, la direction par intérim de l'OLP travaille à l'unification du mouvement national palestinien[219]. Le comité exécutif désigne Yahya Hammuda pour représenter l'OLP à la Ligue des États arabes et appelle le Fatah et le FPLP à ouvrir des négociations afin de participer au prochain conseil national. Les discussions commencent dès janvier 1968. L'OLP adopte le discours de la résistance, expression fondamentale de la volonté palestinienne et moyen de contenir l'ennemi ; il n'y a pas de substitut (déclaration du 22 février 1968). Elle multiplie les apologies de la lutte armée. Le Fatah refuse d'être subordonné à l'OLP et de reconnaître sa représentativité, cherchant à limiter son rôle à la levée de fonds et à la propagande. Le mouvement cherche à fédérer sous sa direction l'ensemble des organisations palestiniennes, ce que refuse le FPLP. Au contraire, ce dernier insiste sur le rôle de l'OLP comme cadre pour les organisations palestiniennes armées avec rôle de représentation

officielle du peuple palestinien et de soutien à la lutte armée. L'OLP doit être la structure dans laquelle existe l'ensemble des composantes palestiniennes. La Syrie refuse de reconnaître l'OLP comme le représentant unique du peuple palestinien, et ne voit en elle qu'une émanation des décisions prises lors des sommets arabes.

Le Fatah renonce à concurrencer l'OLP et accepte le principe de la tenue d'un prochain conseil national, ce qui était probablement son objectif premier. Reste à se mettre d'accord sur sa composition. Le 17 mars 1968, lors d'une réunion tenue à Beyrouth à la demande d'Abd al-Majid Shuman, président du Fonds national palestinien et fondateur de l'Arab Bank, on arrive à un accord de principe : la moitié des délégués viendrait des organisations de fedayins, l'autre moitié des institutions existantes de l'OLP. On met en place un comité préparatoire tripartite (OLP, Fatah, FPLP).

La position palestinienne est maximaliste : la liquidation des séquelles de l'agression n'est qu'une part de la stratégie de libération de la Palestine, ou encore l'agression n'est pas seulement celle de juin 1967, mais celle commençant avec la déclaration Balfour. Autrement dit, le projet palestinien est totalement antagoniste avec les décisions prises à Khartoum (évacuation contre fin de l'état de belligérance). Tant qu'aucune démarche concrète n'est entreprise, la contradiction demeure latente. De même, en Israël, si l'ensemble de la classe politique s'accorde sur le principe d'annexions territoriales, les divergences sont considérables sur leur ampleur et sur le statut à donner aux populations arabes concernées. Tant que l'on n'aborde pas le vif du sujet, le gouvernement d'union nationale peut continuer à fonctionner, et Eshkol est réputé expert en atermoiements.

L'attentisme triomphe dans les deux camps. Aucun n'a intérêt à procéder à des révisions déchirantes, et tous préfèrent la continuation d'une mission Jarring à laquelle ils ne croient pas. Il s'agit de faire porter sur l'autre la responsabilité de l'impasse afin d'obtenir une modification des positions des grands acteurs internationaux, au premier chef les États-Unis.

Karameh

Au début du mois de mars 1968, les activités de fedayins venus de Jordanie s'intensifient. La répression israélienne est toujours impitoyable – les immeubles ayant abrité les personnes arrêtées ou leurs complices sont immédiatement dynamités. Les militants nationalistes et les notables qui s'opposent à l'occupation sont expulsés de l'autre côté du Jourdain. C'est ce qui arrive à l'ancien maire arabe de Jérusalem. Les autorités israéliennes minimisent d'abord les incidents en insistant sur la réussite des interceptions de commandos, mais doivent reconnaître qu'attentats et combats sont devenus quotidiens. Elles ne veulent pas avouer que si la sécurité de l'État d'Israël a été assurée par la victoire de juin 1967 en ce qui concerne tout affrontement avec les armées arabes, celle de sa population s'est nettement dégradée.

Le 17 mars, deux soldats israéliens sont tués lors d'un échange de tirs sur la ligne de cessez-le-feu. Le 18, dans le Néguev, à proximité d'Eilath, un car d'enfants faisant une excursion scolaire saute sur une mine ; deux adultes sont tués et 28 personnes blessées. L'opinion publique demande de vives représailles contre la Jordanie.

Le 20 mars, le gouvernement jordanien s'affole devant l'ampleur des concentrations militaires israéliennes le long du Jourdain. Des appels sont adressés aux différentes ambassades arabes et étrangères. Parallèlement, le roi Hussein prend les choses en main et met en état d'alerte les forces jordaniennes tout en veillant à éviter les provocations. L'objectif le plus probable des Israéliens est le camp palestinien de Karameh, considéré comme une base forte du Fatah. Johnson envoie un message urgent à Eshkol lui affirmant qu'une attaque contre la Jordanie serait une erreur de calcul majeur et ne ferait que renforcer le terrorisme. Il arrive trop tard puisque l'opération a déjà commencé depuis trois heures au matin du 21 mars.

Contrairement aux avis des différentes parties, Arafat, présent sur place, a décidé de maintenir à Karameh les combattants du Fatah rejoints par ceux de l'ALP, soit environ 400 hommes[220]. Le FPLP, se fondant sur les principes élémentaires de la guérilla, retire ses maigres contingents. Arafat est conscient de l'énorme disproportion des forces, mais sa

perspective est essentiellement politique : faire un coup d'éclat destiné à donner un nouvel élan à la résistance palestinienne. Sur place, il galvanise ses hommes en parlant d'un Stalingrad arabe tout en maintenant un contact étroit avec les forces jordaniennes voisines.

Les Israéliens engagent plusieurs milliers d'hommes, de l'aviation et des blindés. Une tentative d'encerclement du camp par des parachutistes échoue à l'aube devant la présence inattendue de fedayins sur les collines proches. Le plan doit être modifié et transformé en une attaque frontale ayant pour but de s'emparer du camp et de détruire les habitations, ce qui est fait. Mais, durant toute la journée, les assaillants se trouvent pris sous le feu continu de l'artillerie jordanienne. Ils se retirent à la fin de l'après-midi.

Les pertes sont lourdes. Du côté israélien, 28 morts, 90 blessés, 4 blindés et un avion détruit. Le Fatah a 92 morts et l'ALP 24. L'armée jordanienne a 61 morts, 108 blessés et de nombreux véhicules détruits ou endommagés. Dix-sept combattants palestiniens se sont enterrés et ont combattu à bout portant les Israéliens, il n'y a qu'un seul survivant. Cet exploit sera célébré plus tard par le nom donné à la garde personnelle d'Arafat, la Force 17.

Le jour même, le Conseil de sécurité se réunit d'urgence[221]. Les propos tenus par les représentants jordanien et israélien sont particulièrement vifs. L'ambassadeur israélien rappelle les souffrances infligées aux Juifs par les nazis, et le Jordanien lui répond que la population de son pays n'a pas à payer pour les crimes nazis. Les Américains tentent de calmer le jeu en condamnant le terrorisme et l'usage disproportionné de la force. Les représentants du tiers-monde se solidarisent avec les Arabes. Le débat dure plusieurs jours et aboutit, à la suite de discussions laborieuses, à la résolution 248 du 24 mars 1968 par laquelle le Conseil de sécurité considère que tous les incidents violents et autres violations du cessez-le-feu doivent être empêchés et il condamne l'action militaire israélienne. Ce vote montre la dégradation rapide de la situation diplomatique israélienne par rapport à ses succès de l'année précédente.

Israéliens, Jordaniens et Palestiniens proclament leur victoire. Pour les premiers, qui ont occupé le terrain et montré leur supériorité militaire, l'échec politique est flagrant. Le but avancé de l'opération, en dehors de

son aspect réactif, était d'affaiblir les fedayins et de les séparer de l'armée jordanienne. Le contraire se produit. Les communiqués arabes multiplient au moins par dix les pertes israéliennes222. Les véhicules abandonnés par les forces israéliennes font l'objet d'une véritable parade populaire à laquelle participe le roi.

Cette image permet de briser l'image d'invincibilité acquise par l'armée israélienne. Les fedayins sont les principaux gagnants de la « bataille de la dignité ». Le roi Hussein doit déclarer en public, le 23 mars : « Nous sommes tous des fedayins, moi le premier. » L'impact est important en Cisjordanie, d'autant plus que les habitants ont assisté aux préparatifs militaires israéliens223.

Le fait que l'armée jordanienne se trouve en partie privée du mérite du combat alors qu'elle a joué le rôle principal introduit de l'amertume dans ses relations avec les commandos. De plus, les autorités jordaniennes s'inquiètent de l'apparition dans la capitale d'hommes en armes. La tension demeure particulièrement forte les jours suivants où Israéliens et Jordaniens multiplient les échanges de tirs. Le 29 mars, l'affrontement devient frontal avec des victimes des deux côtés. Les opérations israéliennes conduisent à un nouvel exode des populations proches des lignes de cessez-le-feu qui viennent se réfugier à Amman. La violence se maintient à un niveau élevé durant la première quinzaine d'avril. On discute, au Conseil de sécurité, de la possibilité d'établir des observateurs, mais la Jordanie comme Israël s'y opposent. La première ne veut pas donner un caractère définitif à la ligne de cessez-le-feu, le second estime que les observateurs ne verront pas les actions des fedayins mais seulement les opérations de représailles.

En Israël, on justifie l'action de l'armée en insistant sur le danger croissant que représentent les fedayins. Karameh a été une opération préventive réussie qui les a empêchés de lancer une vaste offensive. Mais cela signifie aussi qu'on les reconnaît comme les vrais adversaires d'Israël. On s'interroge sur le succès des représailles et on évoque d'autres formes de contre-terrorisme dont le contenu n'est pas défini. Un premier exemple est un raid héliporté en Jordanie, le 8 avril, contre un centre de recherches agricoles qui aurait été utilisé par les fedayins. Les routes

avoisinantes sont minées, ce qui provoque la mort de plusieurs civils les jours suivants[224].

Le Fatah est le principal bénéficiaire de Karameh. Le FPLP ne s'est pas associé à la bataille et il se trouve pris dans ses divisions intestines entre son aile gauche et son aile droite. Par son efficace propagande, le Fatah s'attribue tous les mérites tandis qu'affluent des milliers de volontaires pour faire partie de sa branche armée. C'est au printemps 1968 que le mouvement réussit à capter à son profit la population des camps et à se transformer en organisation de masse. Sa direction reste officiellement collégiale, mais, le 15 avril 1968, Arafat est désigné comme porte-parole et quitte l'anonymat révolutionnaire pour devenir une personnalité publique[225]. Il utilise tout aussi bien son nom de guerre d'Abu Ammar que celui de Yasser Arafat. Il devient très rapidement un personnage connu sur la scène internationale, incarnant au choix la résistance palestinienne ou le terrorisme. Il adopte le keffieh à damiers blanc et noir qui deviendra le symbole du Fatah (le keffieh à losanges rouge et blanc est le propre des Transjordaniens)[226].

L'Arabie saoudite manifeste son intérêt en invitant une délégation du Fatah. Celle-ci est reçue par le roi Faysal, qui s'engage à accorder une aide financière conséquente au mouvement. Outre le soutien à la cause, le royaume veut s'assurer un moyen de contrôle et éviter une dérive gauchisante de la principale force palestinienne. La presse égyptienne couvre maintenant les activités des fedayins et rapportent en bonne place les communiqués du Fatah. Le contraste est flagrant avec l'inactivité apparente de l'armée égyptienne durant toute cette période[227].

La révolution palestinienne en cours (à côté de celui de résistance, le terme devient courant dans les proclamations) bénéficie du déclin du nassérisme. La politique nassérienne est en phase de recueillement[228]. L'armée a récupéré son potentiel grâce au réarmement par les Soviétiques, mais elle est encore incapable d'entreprendre une reconquête du Sinaï. La hantise de Nasser est de se voir imposer une solution politique par l'action conjointe des États-Unis et de l'Union soviétique. Négocier directement avec les Israéliens dans le rapport de force actuel serait une capitulation et non une négociation. La mission Jarring n'aboutira à rien puisque les

Israéliens refuseront tout retrait sur les lignes du 4 juin, mais elle permet de gagner du temps.

Il est indispensable pour l'Égypte de bénéficier d'un front oriental qui détournera du canal de Suez une partie de l'armée israélienne. Or le dispositif arabe y est faible. La Syrie n'a pas les moyens de faire face à Israël et la Jordanie n'a plus d'aviation. Il faut que la Jordanie, la Syrie et l'Irak mobilisent l'ensemble de leurs ressources229. De plus, la Syrie refuse toute coopération militaire avec ses voisins tout en se posant comme garante de l'intransigeance arabe que les autres seraient perpétuellement prêtes à trahir. Nasser surestime l'importance militaire des fedayins230. Après s'être longtemps méfié du Fatah qu'il prend pour une émanation des Frères musulmans, ses ennemis mortels, il est entré en contact avec l'organisation à la fin de 1967. Auprès du roi Hussein, il plaide pour une coopération entre les fedayins et l'armée jordanienne231. Après Karameh, il reçoit secrètement Abou Iyad et Farouk Kaddoumi pour s'enquérir des buts et des orientations du Fatah232. Le 11 avril 1968, il fait pour la première fois une apologie publique de la résistance palestinienne assimilée à la résistance européenne contre le nazisme. Le 19 avril, il cite nommément le Fatah. Dès lors, la presse égyptienne se fait l'écho des activités du mouvement et salue le rôle public de Yasser Arafat, les autres mouvements étant passés sous silence233.

En mai, il accorde un poste émetteur au Fatah à partir du Caire. À partir de juin, des militants reçoivent une formation de commandos et à la guerre clandestine en Égypte. L'Irak fait de même. Les troupes irakiennes stationnées en Jordanie apportent leur soutien aux fedayins et leur donnent une protection politique face aux autorités jordaniennes.

Pour Nasser, la résistance palestinienne semble représenter plus un facteur militaire qu'une force politique panarabe. La coopération est particulièrement active dans le domaine du renseignement. Le problème essentiel est la question du temps. Il lui faut dix-huit mois encore pour que son armée soit prête à reprendre la guerre. Or, dans cet intervalle, les Jordaniens se retrouveraient seuls face aux Israéliens. Une invasion israélienne de la Jordanie le mettrait dans une position impossible : soit il serait contraint d'agir alors que son armée n'est pas prête, soit il serait obligé de laisser faire, soulignant son impuissance devant l'effondrement

de l'indispensable front oriental. Il est donc contraint de faire quelques concessions formelles pour faciliter la poursuite de la mission Jarring. On propose ainsi de tenir une consultation sous les auspices de Jarring à New York avec les Israéliens si ces derniers se déclarent prêts à appliquer la résolution 242 dans son ensemble, mais c'est pour repartir dans les questions de procédure et d'interprétation, sans compter les interprétations des interprétations. Le plus que les Égyptiens soient prêts à accepter est que les Arabes se tiennent dans une pièce et les Israéliens dans l'autre (éventuellement dans le même appartement), tandis que Jarring ferait la navette portant les propositions d'éclaircissement des uns et des autres du contenu de la résolution 242[234]. Néanmoins, sur le plan diplomatique, Nasser se montre prêt à abandonner la revendication du préalable de l'évacuation et évoque une possible concomitance entre l'évacuation et la fin de l'état de belligérance. Il mentionne un « calendrier » d'application de la résolution en refusant toujours les négociations directes[235].

Sur le plan arabe, Hussein et Nasser demandent la tenue immédiate d'un sommet, mais c'est pour retrouver l'habituel refus de la Syrie et la condition préalable posée par l'Arabie saoudite, reconnaître l'échec de la mission Jarring. Quand Damas propose de tenir un sommet limité aux seuls pays progressistes arabes, Nasser répond sèchement qu'il faut d'abord que le Baath représente vraiment le peuple syrien, ce qui implique un élargissement de la base du régime avec participation des éléments pro-nassériens[236]. En revanche, Le Caire reprend le mot d'ordre syrien de guerre de libération populaire tout en insistant sur le fait qu'il est inapplicable au Sinaï occupé.

Au mois de juillet 1968, Nasser peut considérer que la capacité défensive de l'armée égyptienne a été restaurée. Pour pouvoir penser à passer à l'offensive, il a besoin d'un nouvel afflux d'armement. Dans ce but, le président de la RAU se rend en Union soviétique[237]. Il emmène avec lui Yasser Arafat pour l'initier aux arcanes de la diplomatie internationale et lui faire comprendre que les Soviétiques n'iront pas plus loin que la résolution 242[238]. Le 5 juillet, devant la direction soviétique, Nasser dresse un tableau complet de la situation militaire et politique. Il place ses interlocuteurs devant leurs responsabilités : la défaite arabe est aussi leur défaite. Grâce à la politique nassérienne, ils ont eu accès à la

Méditerranée, la mer Rouge, l'Afrique et l'océan Indien. Tout sera remis en cause si l'impérialisme réussit à maintenir l'état de choses créé par la guerre de juin 1967. Devant ce chantage implicite, Kossyguine l'interroge sur la possibilité d'une solution pacifique. L'Égyptien lui répond qu'elle n'est possible que si elle ne débouche pas sur une capitulation complète. Les Américains sont totalement alignés sur la politique israélienne. La discussion porte sur l'étrangeté de la conduite américaine dont les intérêts sont dans le pétrole arabe alors que leur alliance va du côté d'Israël. Il n'y a rien à attendre de Johnson et des États-Unis en campagne électorale. Les Soviétiques pensent que Nixon remportera l'élection et aura une vue plus réaliste des intérêts américains. Brejnev insiste sur la solution pacifique qui doit respecter la dignité arabe. Il concède qu'il n'est pas possible de négocier avec une puissance occupante et que tout abandon de territoires serait inacceptable, puis il reprend le projet gaullien d'un règlement qui, sous le couvert de Jarring, impliquerait les quatre Grands. Nasser accepte que les Soviétiques traitent directement du sujet avec les Américains et obtient en contrepartie de nouveaux engagements de livraisons d'armes. Ses concessions verbales en faveur d'une « solution politique » inquiètent le régime syrien, qui se console en disant que l'ampleur des obstacles ramènera nécessairement les Égyptiens à l'option militaire[239]. Damas s'en tient à son discours de « guerre populaire de libération », mais l'armement donné à une fraction de la population sert d'abord à la constitution de milices de défense du pouvoir face à ses opposants intérieurs.

Le coup d'État du 17 juillet 1968 en Irak, mené par le général Bakr, souligne la division du monde arabe. Après une brève lutte, le Baath monopolise le pouvoir. Se posant comme gardien de l'orthodoxie du parti, la branche irakienne condamne la dissidence syrienne, et l'un de ses premiers gestes est d'accueillir un grand nombre d'opposants au régime de Damas. La nouvelle équipe confirme tous les engagements panarabes du pays, mais il est certain que, pour Nasser, qui entretenait des relations cordiales avec le régime renversé, c'est un nouveau signe d'affaiblissement. Néanmoins, les déclarations irakiennes de solidarité arabe rassurent le gouvernement du Caire[240].

Le discours du 23 juillet (date anniversaire de la révolution) marque la résolution de Nasser[241]. Il a accepté la voie de la solution politique, analogue à celle de 1957, mais Israël l'a refusée. Il reprend les engagements de Khartoum en insistant qu'aucun marché ne peut se conclure au détriment du territoire et du peuple palestiniens. Clairement, ce qui a été pris par la force ne peut être repris que par la force. Il n'y aura de paix au Moyen-Orient qu'avec la restitution de la totalité des territoires occupés. Il s'adresse au monde puisque Israël n'est que l'instrument de l'impérialisme mondial. L'Union soviétique apporte son soutien aux Arabes parce qu'ils ont un ennemi commun, l'impérialisme. La marine soviétique protège les Arabes de la VIe flotte. Il faut se préparer à la bataille à venir.

La principale préoccupation de la politique américaine est le risque d'effondrement de la monarchie hachémite. Sa chute risquerait de compromettre l'ensemble des positions américaines dans la région. Le risque est de voir les Israéliens jouer la carte du renversement du roi Hussein. Le 8 avril 1968, Rusk envoie un message au gouvernement israélien rappelant qu'Israël se doit de prendre en compte les intérêts majeurs des États-Unis[242].

Il est vrai que les Israéliens déplorent la « mollesse » des Américains envers les Arabes. Comme Johnson vient de renoncer à se représenter à l'élection présidentielle de novembre 1968 – officiellement pour faciliter une négociation sur le Vietnam, mais aussi parce que son état de santé ne lui permet pas d'envisager un second mandat –, il pourrait avoir une plus grande marge de manœuvre par rapport aux contingences électorales en ce qui concerne le conflit israélo-arabe, tout en jouant sur son amitié sincère et connue de tous pour l'État d'Israël. Certains de ses conseillers envisagent une telle initiative. Des sondages exploratoires sont engagés du côté israélien[243]. Il en ressort que, pour les interlocuteurs des Américains, le terrorisme est une grave nuisance, sans plus. Un règlement avec la Jordanie pourrait se faire sur la base de l'annexion d'environ un quart de la Cisjordanie et le maintien d'une présence « religieuse » de la Jordanie à Jérusalem. L'ennemi principal reste Nasser, qui n'acceptera jamais de négocier.

Le sort des territoires

L’impossibilité pour le gouvernement israélien de déterminer une ligne politique claire vient de la confusion entre le sécuritaire, le national et le religieux. Le discours de Dayan est de maintenir une séparation claire entre les zones peuplées par les Arabes de Cisjordanie et les nouvelles implantations israéliennes afin d’éviter de devoir annexer des populations arabes. Allon, avec une autre interprétation de la carte géographique, a une vision similaire. Mais la victoire de juin 1967 a suscité l’émergence d’un mouvement pour la constitution d’un « Grand Israël ». Pour les laïcs, il s’agit de l’application des droits historiques du peuple juif, pour les religieux, la victoire de juin 1967 est un signe envoyé par Dieu de la prochaine venue du Messie, et tout retrait israélien serait contraire au plan divin. Si les perspectives philosophiques sont totalement différentes, les deux tendances coopèrent dans l’accomplissement sur le terrain.

Un jeune rabbin de 32 ans, issu du Parti national religieux et qui participe au gouvernement d’union nationale, Moshe Levinger, s’est donné comme mission de rétablir la présence juive à Hébron, qui a disparu après les émeutes de 1929 et la révolte arabe des années 1930[244]. Il obtient le soutien d’Allon qui, sur cette question, préfère les droits historiques à la perspective stratégique. Allon plaide auprès d’Eshkol l’établissement d’une école religieuse dans cette ville considérée comme sainte en raison de la présence du tombeau des Patriarches. Ce bâtiment, qui date de l’époque d’Hérode, a ensuite été une église chrétienne puis une mosquée. Depuis le XIIIe siècle, les Juifs ne pouvaient accéder qu’au seuil du monument. Dayan impose un droit d’accès au sanctuaire pour les Juifs. Le maire d’Hébron, le cheikh Jaabari, qui tient cette fonction depuis la fin du mandat, est un politicien retors qui s’est fait le collaborateur des Jordaniens puis s’est prêté à la gesticulation orientalisante de Dayan, n’hésitant pas à condamner les attentats contre les Israéliens.

Le Premier ministre refuse de répondre à Allon. Levinger se propose alors de créer un fait accompli. Il loue à Hébron un hôtel pour y célébrer les fêtes de la Pâque 1968 et obtient l’autorisation des militaires pour la durée de la fête religieuse. Il transforme le bâtiment en implantation juive permanente, profitant de l’absence d’autorités compétentes en raison de la

fête (12 avril 1968). Jaabari proteste vivement auprès du gouvernement israélien : les descendants des anciens habitants juifs d'Hébron peuvent revenir à condition que les anciens habitants arabes de Jaffa puissent en faire de même. La présence des nouveaux colons ne pourra que susciter des violences et empêchera toute coexistence entre Juifs et Arabes.

Le gouvernement israélien est totalement divisé. Begin, Allon et les ministres religieux soutiennent les colons tandis qu'Eban et les autres colombes s'opposent par principe. Le débat devient national tandis qu'Eshkol refuse de prendre une décision. Le 12 mai, les militaires reçoivent l'instruction d'assurer la sécurité des intéressés sans préciser la nature de leur statut. Dayan pense trouver une solution de compromis en déplaçant les colons de leur hôtel squatté au quartier général des forces israéliennes dans la ville, un ancien bâtiment militaire britannique. Le coup de force a réussi, créant un précédent particulièrement dangereux.

Parallèlement, le gouvernement israélien procède à des confiscations de terrains à Jérusalem-Est. Pour éviter des protestations internationales, elles ne sont pas rendues publiques. Le but est d'établir la liaison entre le mont Scopus et les quartiers juifs, puis de rétablir l'ancien quartier juif de la vieille ville en en chassant les habitants arabes et en confisquant les titres de propriété. La plupart des habitants juifs d'avant 1948 étaient locataires de propriétaires arabes : sur 700 immeubles concernés, 595 appartenaient à des Arabes, la plus grande partie en *waqf*, et 105 à des Juifs245. L'esplanade devant le Mur des lamentations est encore agrandie avec comme corollaire de nouvelles destructions de bâtiments arabes appartenant à des *waqfs* musulmans afin de faciliter les travaux des archéologues israéliens246.

La parade militaire organisée pour le 2 mai, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'État, traverse délibérément les quartiers arabes afin d'en marquer la possession, ce qui provoque de véhémentes protestations arabes et une résolution du Conseil de sécurité (250) votée à l'unanimité, le 27 avril, qui déclare que l'organisation d'un tel défilé « aggraverait les tensions dans la région et aurait des répercussions néfastes sur le règlement pacifique des problèmes dans la région. » Comme les Israéliens passent outre, la résolution suivante, le 2 mai, déplore le non-respect de la décision unanime du Conseil de sécurité. Un corps diplomatique très

limité a assisté au défilé et les habitants arabes se sont recueillis devant les tombes des soldats jordaniens tués en juin 1967 et généralement enterrés sur place, d'où des heurts avec la police.

Le débat se poursuit pour aboutir à la résolution 252 du 21 mai 1968 qui, dans ses attendus, rappelle les deux résolutions précédentes et réaffirme que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible et « considère que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël, y compris l'expropriation de terres et de biens immobiliers, qui tend à modifier le statut juridique de Jérusalem, sont non valides et ne peuvent modifier ce statut ».

Les États-Unis se sont abstenus, considérant que la résolution ne fait pas référence à la 242 qui doit servir de cadre général au règlement. Pour le représentant israélien, cette résolution qui va contre l'unité de Jérusalem n'est « ni juste, ni pratique, ni raisonnable[247] ». Les puissances catholiques ayant un intérêt traditionnel dans la question des Lieux saints sont plus sensibles aux aspects religieux du problème tandis que les États-Unis et la Grande-Bretagne, de culture protestante et peu impliqués dans la gestion des Lieux saints, ne perçoivent la question de Jérusalem que comme une question politique touchant à la souveraineté et aux droits des gens[248].

Les Israéliens tentent des ouvertures politiques auprès des notables arabes de Jérusalem, en leur proposant d'être associés de façon informelle aux décisions concernant le secteur arabe de la ville[249]. Ils répondent en demandant la réinstallation de la municipalité arabe avec la mise en place d'un comité de coordination entre les deux municipalités, ce qui est totalement inacceptable pour les Israéliens.

Le maire israélien, Teddy Kollek, met au service de sa cause ses grands talents de communicateur. Son action de relations publiques tend à faire croire que la ville est réellement unifiée alors que le développement des deux secteurs est toujours séparé et inégal, les nouveaux investissements allant dans le sens de l'installation de Juifs dans le secteur arabe de la ville par la création de nouveaux quartiers et non dans la mise à niveau des quartiers arabes.

Le contraste physique est ainsi très fort entre quartiers juifs et arabes et démontre l'absence de véritable unification. Les habitants arabes de la municipalité élargie ne sont pas citoyens israéliens, mais simplement des « résidents » de la ville. Ils ont le droit de participer aux élections municipales, mais s'en abstiendront pour la plus grande part et aucun ne se présentera comme candidat. Le fait d'être résident de Jérusalem n'est pas nécessairement une chance. La loi sur la propriété des absents arabes s'applique, ce qui fait que toute personne expulsée peut voir ses biens confisqués. En ce qui concerne les propriétés que les Arabes de Jérusalem pourraient avoir eu avant 1948 de l'autre côté de la ligne verte, toute restitution est naturellement exclue, contrairement aux biens juifs dans les territoires occupés. Ces « absents » ne sont toujours pas présents ou, selon la terminologie israélienne, reste des « absents-présents ». La « normalisation » du statut des habitants passe par l'application progressive de la législation israélienne en ce qui concerne les professions et le commerce, et la suppression correspondante de la législation jordanienne. Il en résulte la question épineuse dans les questions de statut personnel de savoir si Jérusalem dépend des tribunaux islamiques israéliens.

L'aspect positif et non négligeable pour les habitants arabes de cette normalisation est l'extension, au moins partielle, de la Sécurité sociale israélienne à leur profit. Mais elle implique d'adhérer aux institutions sociales. De même, les Israéliens ont autorisé la publication de plusieurs journaux arabes dans la ville sainte. Leur liberté d'expression est plus grande qu'à l'époque jordanienne et l'inspiration générale est nationaliste. Un tel privilège n'est pas accordé dans les territoires occupés, et la presse de Jérusalem y devient le principal vecteur de l'opinion publique. Les autorités d'occupation conservent évidemment le droit d'interdire la diffusion au cas par cas, ce qui est un puissant moyen de pression de nature économique. Les habitants des territoires occupés doivent avoir un « permis spécial » pour se rendre à Jérusalem, nouvel élément de la panoplie de la « carotte et du bâton ».

Sur le plan économique[250], le tourisme religieux était, avec l'agriculture, la principale ressource de la Cisjordanie et de la Jérusalem arabe. Le tourisme musulman à Jérusalem, le plus souvent lié au

pèlerinage à La Mecque, a totalement disparu. Le tourisme chrétien est accaparé par les entreprises israéliennes, qui bénéficient des très fortes pressions exercées par les autorités en leur faveur. Un grand nombre de guides arabes sont mis au chômage. Dans les premiers temps, les commerçants arabes qui disposaient de stocks importants ont bénéficié du fait qu'ils les avaient acquis à des prix très inférieurs à ceux pratiqués en Israël. Mais ils ont dû les renouveler aux prix israéliens au fur et à mesure que l'espace douanier israélien est étendu à l'ensemble des territoires. En quelques mois, le niveau des prix israéliens s'est imposé à l'ensemble des territoires occupés, entraînant une perte de pouvoir d'achat pour les habitants. Quand les produits arabes sont compétitifs par rapport aux produits israéliens, ils sont soumis à des mesures unilatérales de protection douanière. Les militaires tentent de prendre la défense de leurs « administrés arabes » au nom des intérêts de l'occupation éclairée, mais l'administration est vigilante dans sa préservation des intérêts économiques du territoire israélien proprement dit et s'oppose à tout ce qui pourrait aller dans le sens d'une industrialisation concurrente. De même, les produits agricoles arabes ne peuvent plus accéder à Jérusalem en raison de son « unification ». Il en résulte que l'économie des territoires entre dans une situation de dépendance croissante envers les transferts financiers venus de la Jordanie et des pays arabes (financement partiel de l'administration, secours familiaux divers) et l'utilisation de la main-d'œuvre arabe dans l'économie israélienne. Les travailleurs arabes employés légalement reçoivent en théorie des salaires identiques à ceux des travailleurs israéliens, mais l'État et les services sociaux prélèvent une partie du salaire sans donner de contrepartie équivalente. De plus, l'emploi légal ne représente qu'une fraction – de l'ordre du quart – de l'emploi réel.

Eshkol a cherché à favoriser le départ des Arabes des territoires en leur offrant des incitations financières secrètes. L'opération est largement un échec. La dégradation de la situation en Transjordanie, avec les raids israéliens, n'incite guère à partir, et un certain nombre de ceux qui ont profité de ces offres se sont ensuite engagés dans le Fatah… Les réfugiés de Gaza voulant passer en Jordanie sont brutalement refoulés par les militaires jordaniens. Quant à les envoyer ailleurs et plus loin, comme en Amérique latine ou en Australie, cela se révèle impossible, les

gouvernements concernés marquant leur opposition résolue à recevoir ce type d'immigrants.

Durant l'été, le gouvernement israélien a songé à remplacer l'administration militaire de la Cisjordanie par une administration civile avec participation palestinienne. Les notables consultés ont répondu qu'ils conditionnaient leur acceptation à l'intégration de la Jérusalem arabe dans l'ensemble[251]. Ils savent que Nasser comme le roi Hussein s'opposeront à tout ce qui pourrait ressembler à une autonomie palestinienne sous protectorat israélien[252]. Seul le shaykh Jaabari accepte, mais à condition d'être nommé gouverneur de l'ensemble de la Cisjordanie. Les Israéliens proposent alors une autonomie sur une base locale, par la division des territoires occupés en plusieurs secteurs, en quelque sorte un élargissement des compétences municipales. La procédure à suivre est déjà en soi objet de contentieux. Les Israéliens voudraient que la demande vienne des notables, tandis que ces derniers préféreraient que l'autonomie leur soit imposée par l'autorité militaire. Jaabari accepte un moment une autonomie limitée au district d'Hébron qui servirait de modèle pour les autres, puis se ravise, de peur, probablement, des réactions jordaniennes et de celles des organisations de résistance. Les municipalités, comme celle de Naplouse, qui se sont opposées au projet israélien sont soumises à diverses mesures de rétorsion comme la suspension des autorisations de se rendre en Jordanie[253].

L'ancien homme politique du mandat, Musa al-Alami, une personnalité respectée par tous, propose à son retour d'exil un plan de mise en tutelle de la Cisjordanie et de Gaza pour cinq ans[254]. Ils seraient confiés à un État neutre par délégation de l'ONU. Pendant ce temps, les habitants auraient la possibilité de déterminer librement leur avenir dans un climat apaisé par l'évacuation des forces israéliennes. Ce projet reçoit peu d'échos aussi bien chez les pro-jordaniens que dans les milieux proches de la résistance armée.

Le transfert à New York des activités de la mission Jarring a provoqué une crise gouvernementale en Israël[255]. La lettre d'invitation du diplomate suédois comprend dans son premier paragraphe les précisions suivantes :

> Les gouvernements d’Israël et de la RAU avaient informé le représentant personnel du secrétaire général qu’ils acceptaient la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 pour parvenir à un arrangement dans un esprit de paix du problème du Moyen-Orient, et se proposaient d’appliquer, sous son patronage, les dispositions requises pour l’exécution des clauses de la résolution.

Pour les représentants de la droite au gouvernement national, c’est une rupture de l’accord conclu entre les partis. Ils considèrent que, comme le gouvernement n’a jamais délibéré et voté sur l’acceptation de la 242, une telle affirmation est contraire aux engagements pris. Eban, soutenu par Eshkol, doit multiplier les explications. La position officielle du gouvernement israélien est qu’il est prêt à chercher un accord avec chaque pays arabe sur tous les sujets compris dans la résolution, formule qui implique qu’Israël accepte la résolution mais sur la base de négociations bilatérales directes.

Publiquement, devant la Knesset, le 27 mai 1968, Eshkol répète qu’Israël entend garder pour les négociations directes le détail de ses revendications territoriales tout en insistant sur l’idée de frontières naturelles. Une déclaration complémentaire est faite par Eban le 29 mai devant cette même assemblée. La marche à suivre doit comprendre quatre phases : négociations directes face à face entre chaque pays arabe et Israël, accords sur la détermination des frontières sûres et reconnues, la fin de la belligérance et l’ensemble des sujets compris dans la résolution 242, conclusion d’un traité de paix, application des accords. Des clarifications sont données ultérieurement aux diplomates occidentaux : l’application des accords se ferait par étapes comportant une évacuation partielle à chaque fois[256]. La diplomatie israélienne est consciente de l’avantage pris par l’Égypte, qui a reconnu sans condition la résolution et a proposé un calendrier d’application. On reporte le débat sur la question des négociations directes et des annexions de territoires.

Allon est conduit à reformuler son plan[257]. L’autonomie palestinienne sous souveraineté israélienne qu’il avait initialement proposée serait interprétée comme une sorte de Bantoustan à la sud-africaine (territoires autonomes réservés aux Noirs créés en 1951 en Afrique du Sud dans le cadre du système de l’apartheid afin de les priver de la nationalité sud-

africaine). Il propose de confier les régions peuplées de la Cisjordanie à l'administration jordanienne avec un étroit corridor reliant Ramallah à Jéricho puis à l'autre rive du Jourdain, le reste étant annexé à Israël. Dayan propose une sorte de condominium israélo-jordanien. Les Israéliens auraient la juridiction sur leurs citoyens installés en Cisjordanie, et les Jordaniens sur les Arabes. Concrètement, l'armée israélienne aurait le contrôle permanent de la région. Eban préfère la solution du partage territorial proposé par Allon et Dayan ne s'y oppose pas, tout en conservant sa liberté de parole, n'hésitant pas à dire en public qu'il est persuadé que le plan Allon n'aboutira pas. Sans vote ni décision prise, le plan Allon ou option jordanienne devient la doctrine officieuse des travaillistes. Officiellement, il n'est défini que comme une simple étude. L'opposition entre Allon et Dayan n'est pas seulement celle de programmes, elle recouvre la rivalité des deux hommes pour la succession à venir d'Eshkol. Dayan est l'homme le plus populaire d'Israël tandis qu'Allon a le soutien de la vieille garde du Parti travailliste qui a réussi à lui obtenir le titre honorifique de vice-Premier ministre.

Le 4 mai 1968, Eban rencontre secrètement le roi Hussein à Londres258. Il lui communique la teneur générale du plan Allon. Il s'ensuit une série de rencontres toujours secrètes qui se terminent par celle réunissant le chef d'état-major de l'armée jordanienne, Khammash, et son homologue israélien, Bar Lev, le 16 mai. Les Jordaniens manifestent leur hostilité aux principes développés par leurs interlocuteurs, mais comme il s'agit d'échanges de vues et non de propositions fermes, le dialogue peut continuer. Le roi Hussein a précisé, en ce qui concerne Jérusalem, qu'il aura besoin de l'accord des autres pays arabes, cette question dépassant les compétences de la Jordanie, mais qu'il est prêt à accepter une formule qui maintiendrait l'unité administrative de la ville tout en assurant la nature jordanienne de sa population arabe, c'est-à-dire une sorte de condominium259. Espérant plus dans cette négociation secrète, la diplomatie israélienne ne s'intéresse pas à la proposition de Jarring de rencontre à New York.

Le 27 septembre 1968 a lieu l'entretien décisif. Eban, Yacoov Herzog et Allon présentent cette fois une offre au nom du gouvernement israélien. Eban utilise de nouveau l'épouvantail de l'autonomie palestinienne. Une

carte précise les données : outre Jérusalem dans sa définition agrandie, Israël annexera le tiers de la Cisjordanie. Le refus du roi Hussein est ferme et irrévocable, à la grande indignation d'Eban, qui ne comprend pas pourquoi son interlocuteur n'accepte pas ces « modifications territoriales mineures[260] ». Les contre-propositions jordaniennes rejettent toute annexion et n'envisagent que des échanges de territoires sur une base de stricte réciprocité. Si les contacts secrets se continueront les années suivantes, le roi Hussein restera ferme sur ses positions. Comme il l'expliquera peu d'années avant sa mort : même si on lui avait proposé 98 % de la Cisjordanie sans Jérusalem, il aurait rejeté une telle offre. Il est responsable devant son peuple de la totalité des territoires concernés.

Le discours officiel jordanien marque toutes les ambiguïtés et toutes les contradictions de la politique de la monarchie hachémite. Dans une lettre datée du 13 septembre 1968 destinée à son Premier ministre et rendue publique[261], le roi Hussein marque que le combat des Palestiniens est celui de son royaume où ils sont chez eux, la Jordanie est la première ligne de défense de la patrie arabe, la cause hachémite et la cause palestinienne sont indissociables, le roi est le premier serviteur de la patrie et de l'État, il ne faut pas qu'Israël transforme le conflit qui l'oppose aux Arabes en conflit Est-Ouest, sinon les Arabes seraient rejetés dans les bras des puissances de l'Est. Le plus intéressant est son rejet de ce que l'on pourrait appeler « l'option palestinienne » :

> Israël se présente à nous parfois sous un deuxième aspect, celui d'un pays qui cherche à persuader les Palestiniens et le monde extérieur que le problème se réduit purement et simplement à un débat palestino-israélien et que, par conséquent, les États arabes n'ont nullement leur mot à dire dans l'affaire. C'est ce visage que présente Israël lorsqu'il multiplie aux Palestiniens les promesses séductrices, visant à entraîner la création d'un semblant d'État qui lui serait entièrement soumis et avec lequel il entreprendrait de régler le problème. C'est également pour ce motif qu'Israël cherche à nous détruire.

En insistant sur les différents rapports de force, Hussein travaille à montrer que la survie de la Jordanie est vitale pour la cause arabe, d'où la nécessité pour la résistance de coordonner ses actions avec les autorités légitimes.

Fin août-début septembre, Jarring se rend une nouvelle fois dans la région pour l'habituel dialogue de sourds par son intermédiaire sur les négociations directes et l'évacuation des territoires. Le diplomate suédois explore du côté de l'Égypte[262] une nouvelle piste : un retrait israélien à 30 kilomètres du canal suivi de la réouverture de ce dernier. L'Égypte en accepte le principe, à condition que ce soit une étape temporaire d'un retrait total. Eban, lui, exige une liberté totale d'utilisation du canal dès sa réouverture (passage de bâtiments israéliens arborant le drapeau et non uniquement de simples marchandises).

Dans un mémorandum distribué à l'automne 1968 aux ambassades étrangères, le Mouvement pour la terre d'Israël rode ses arguments[263] :

> Au terme de dix-neuf années de propagande arabe hostile, de haine, de guerre économique et de violences sporadiques, la guerre des Six Jours a donné son sens au sentiment que la souveraineté juive sur l'ensemble des territoires contrôlés par Israël était un élément essentiel de la sécurité de l'État, mais qui plus est de son existence même.
>
> C'est également l'intérêt indivisible du monde démocratique, de la liberté et de l'indépendance de ses peuples.

Une victoire arabe donnerait à l'Union soviétique la maîtrise totale du Moyen-Orient. Israël est le meilleur moyen de défense des États pétroliers du golfe Persique. Le Jourdain, le canal de Suez et le Golan sont les barrières naturelles de la défense d'Israël, qui établira un climat de coexistence israélo-arabe en établissant sa souveraineté et ses institutions libérales sur les territoires occupés ainsi qu'en créant des centres de peuplement et en développant l'économie. L'Occident doit comprendre qu'un retrait israélien ne profiterait qu'à l'Union soviétique.

> C'est en résistant à cette pression de l'Occident et en poussant à l'établissement de la souveraineté israélienne à l'intérieur des frontières atteintes après la guerre des Six Jours que le Mouvement de la terre d'Israël renforce la cause de la paix dans la région, de même que celle de la liberté et de la démocratie dans le monde entier.

Comme le note l'ambassade de France, l'opposition entre « faucons » et « colombes » dans les cercles dirigeants israéliens est superficielle. Ils ne diffèrent que sur l'ampleur des annexions et non sur le principe.

L'impossibilité de trancher cette question paralyse la prise de décision israélienne et rend impossible toute définition d'une solution politique. La diplomatie a beau avoir un esprit aussi brillant qu'Abba Eban à sa tête, elle ne réussit à convaincre que les convaincus. Henry Kissinger en fera dans ses Mémoires[264] un portrait assez mordant : « Il était toujours préparé à tout et savait ce qu'il voulait. Il appliquait à la lettre sa maxime selon laquelle quiconque n'acceptait pas à 100 pour 100 le point de vue d'Israël manquait d'objectivité : même une position des plus compréhensibles – disons à 90 pour 100 – se voyait qualifier d'"érosion", d'"affaiblissement" ou de perte de sang-froid. »

En inventant ultérieurement la formule « frontière d'Auschwitz » pour définir les lignes du 4 juin 1967, Abba Eban a certainement rendu le plus mauvais service possible à la cause de la paix au Proche-Orient. À cette époque, seuls des esprits marginaux comme le journaliste député Uri Avnery ou l'ancien chef du groupe Stern Yalin Mor envisagent les vraies possibilités d'un dialogue d'égal à égal avec les Arabes.

Phantom et non-prolifération nucléaire[265]

La doctrine militaire israélienne repose toujours sur la dissuasion. Le terrorisme est une nuisance difficile à éliminer complètement, mais qui ne menace pas la survie de l'État d'Israël. La supériorité acquise en juin 1967 permet d'attendre, autant qu'il est nécessaire, un règlement politique et autorise dans l'intervalle l'intégration croissante des territoires occupés. En cas de reprise de la guerre, les armées arabes seront de nouveau écrasées. Néanmoins, l'aviation reste le facteur fondamental du rapport de force. Si les livraisons de matériel de guerre français ont discrètement repris, il est hors de question de pouvoir obtenir les Mirage commandés avant juin 1967. L'élément crucial demeure les Phantom demandés en janvier 1968. Les Américains refusent toujours d'annoncer leur décision définitive, se donnant comme date limite décembre 1968 (après l'élection présidentielle) et ne s'engageant à commencer la formation des pilotes israéliens qu'à partir de janvier 1969 pour d'éventuelles livraisons à partir de janvier 1970. Rabin fait de la fourniture de ces Phantom son affaire personnelle. Il demande aux Américains[266] de raccourcir les délais et

d’augmenter le nombre d’exemplaires à destination d’Israël. C’est le seul moyen de dissuader Nasser de reprendre la guerre et donc de le contraindre à la paix.

La négociation secrète avec Hussein a eu pour fonction principale de persuader les Américains de la bonne foi des Israéliens sur le règlement politique. Ils ont laissé entendre que, si les Américains s’engageaient à livrer les avions, ils pourraient faire des concessions supplémentaires au roi de Jordanie. En même temps, ils rassurent les Américains : ils ne veulent pas renverser la monarchie hachémite267.

Cette question des Phantom est le seul moyen de pression à la disposition de l’administration Johnson. Or, au printemps de 1968, le traité de non-prolifération nucléaire est à l’ordre du jour de l’ONU. Le 28 avril268, Dean Rusk informe Eban de la nécessité pour Israël d’y adhérer. Après tout, Israël est l’État scientifiquement le plus avancé du Moyen-Orient et il s’est engagé à ne pas être le premier pays à « introduire » ce type d’armement dans la région. La réponse israélienne est encourageante sans être un engagement ferme, Eban se déclarant partisan de la signature mais doutant d’obtenir l’accord de son gouvernement. De fait, le 12 juin, Israël approuve à l’Assemblée générale de l’ONU le traité, ce qui ne l’oblige pas à y adhérer. Le 1er juillet, soixante-cinq pays le font. L’invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, le 20 août, dissuade un grand nombre de signataires de donner leur ratification, ce qui retarde sa mise en vigueur (il faut pour cela 43 ratifications). Dès le début, Rabin a exprimé ses réticences. La menace nucléaire, fondée ou non, est un facteur de la dissuasion israélienne et donc un moyen de pression en faveur de la paix269.

Dans l’attente d’une prise de décision israélienne claire sur la non-prolifération, l’administration Johnson, sans faire de lien explicite, s’en tient à son calendrier déclaré en ce qui concerne les Phantom. Goldberg vient de quitter ses fonctions au Conseil de sécurité en laissant un testament politique allant dans le sens d’une initiative américaine directe dans le dossier du conflit israélo-arabe. Son successeur, George Ball270, paraît l’homme de la situation. Il faut que les Israéliens s’expriment plus clairement sur ce qu’ils considèrent comme les frontières sûres271. En

juillet, il est chargé d'une mission d'information auprès des pays concernés (Grande-Bretagne, France, Israël, Jordanie, Liban, Arabie saoudite). Il est accompagné d'un diplomate de carrière, Joseph Sisco, qui est en train de devenir le spécialiste du conflit au Département d'État.

Les Britanniques se montrent particulièrement pressés de voir la navigation reprendre dans le canal de Suez. Il est vrai que quatre des quinze navires bloqués sont britanniques et que la grande majorité des autres sont assurés à Londres[272]. De façon générale, l'économie britannique est pénalisée par la fermeture du canal. Les États-Unis sont nettement moins pressés, considérant que cette fermeture rallonge les voies de ravitaillement soviétiques à destination du Vietnam du Nord. Les Français considèrent comme irréaliste la possibilité de négociations bilatérales et penchent pour un règlement imposé par le Conseil de sécurité avec des garanties des quatre Grands qui pourraient comprendre l'envoi de forces de la paix[273].

Du côté israélien, on convient de la nécessité d'un règlement négocié entre les parties marquant la volonté de faire la paix[274]. On accepte de passer par Jarring avant d'accéder au stade des négociations bilatérales. La question du traité de paix est secondaire, on peut se contenter d'une déclaration conjointe sur le modèle de celle signée entre l'Union soviétique et le Japon le 19 octobre 1956 mettant fin à l'état de belligérance datant de la Seconde Guerre mondiale. L'essentiel est que l'Égypte accepte contractuellement l'existence d'Israël. Si l'on montre de la souplesse dans les questions de procédure, on reste ferme sur le fond. Le temps travaille en faveur d'Israël. Il n'y a pas de risque d'une nouvelle guerre israélo-arabe en raison de la supériorité militaire israélienne, le terrorisme n'est qu'une nuisance, les Arabes seront contraints progressivement à accepter l'existence de l'État d'Israël tandis qu'Israéliens et Palestiniens apprennent à vivre ensemble de façon irréversible dans les territoires occupés. En revanche, Eban étant incapable de définir les revendications territoriales de son pays, elles se définiront d'elles-mêmes du fait même du processus de négociation. Ball exprime sa satisfaction sur les progrès en matière de procédure, la clarification des positions des parties par le biais d'intermédiaires, en particulier Jarring, et exprime l'accord de son pays sur l'objectif final, un règlement négocié et

durable. Il souligne néanmoins le risque que crée le maintien d'ambiguïtés au début de la négociation. Les Jordaniens n'accepteront d'entrer dans le processus que s'ils ont une idée claire des conditions finales du règlement (euphémisme pour la question territoriale). Eban insinue que le plan Allon n'a qu'une valeur indicative et que lui-même n'y adhère pas.

Sur la question du nucléaire, Eshkol insiste sur les exigences de la sécurité d'Israël. Il laisse entendre que son pays pourrait se montrer plus accommodant si la question des Phantom était réglée de façon satisfaisante. Ball répond que, loin de dissuader les Arabes, le nucléaire israélien pourrait les pousser plus encore du côté soviétique afin d'assurer leur sécurité. Sisco et lui ne sont pas dupes en ce qui concerne les Phantom : c'est une manœuvre purement tactique qui n'influera en rien sur la position définitive d'Israël[275].

En Jordanie, les deux diplomates insistent sur l'opportunité offerte par l'assouplissement israélien en matière de procédure. Il faut que les Arabes en profitent pour obtenir des clarifications sur les positions respectives et montrer leur bonne foi en ce qui concerne le but final, la paix au Proche-Orient. Le roi Hussein répond que, depuis Khartoum, il a tout fait pour connaître les vraies positions d'Israël, mais en vain. Selon lui[276], Israël a trois composantes contradictoires : un groupe religieux, un groupe expansionniste dur et un groupe réaliste modéré. Comme ils n'arrivent pas à s'entendre, les Arabes n'ont pas en face d'eux de politique israélienne sérieuse.

De retour à Washington, les deux émissaires considèrent qu'une étape importante a été franchie. Par l'intermédiaire de Jarring, on pourra aborder les questions essentielles. Des messages sont envoyés à Nasser dans ce sens pour que l'Égypte entre dans cette procédure. Cependant, George Ball démissionne rapidement de ses fonctions d'ambassadeur pour participer à la campagne électorale du candidat démocrate. Il sera ultérieurement un critique vigoureux de la politique israélienne, ce qui lui interdira d'occuper des positions officielles sous les administrations démocrates suivantes.

Les candidats à l'élection présidentielle, républicain ou démocrate, font tous référence à la nécessité de maintenir l'assistance militaire à Israël et en particulier de lui fournir des appareils à réaction – le candidat

démocrate Humphrey parle explicitement de Phantom. Le républicain Nixon se déclare en faveur de l'établissement d'une supériorité militaire israélienne permanente préalable à toute paix. La marge de manœuvre de l'administration Johnson se trouve du coup limitée. De toute façon, la perspective américaine[277] privilégie toujours la nécessité de négociations directes entre Israéliens et Arabes sur celle du retrait des territoires, même si les Américains n'envisagent pas des annexions de l'ampleur prévue par le plan Allon.

Au lendemain de la mission Ball, Eshkol réitère dans une lettre à Johnson la position israélienne[278] : Nasser ne recherche pas la paix et refuse de se confronter avec la réalité, d'où la nécessité de lui faire comprendre qu'il ne peut pas remporter la course aux armements en livrant à Israël les fameux Phantom. L'invasion de la Tchécoslovaquie sert de nouvel argument. Selon Allon, de passage à Washington et reçu par le président, les Phantom seraient la meilleure réponse à l'agressivité soviétique et forceraient les Arabes à accepter l'existence d'Israël[279]. Dans le même entretien, le vice-Premier ministre introduit un argument nouveau : aucun gouvernement israélien ne survivrait à un changement de statut de Jérusalem, qui risquerait même de conduire le pays à la guerre civile. Enfin, il nie toute intention israélienne de se doter d'un armement nucléaire.

La politique soviétique

Au début de septembre, les Soviétiques font des propositions relativement précises aux Américains[280] : acceptation par tous de la résolution 242 et engagement de l'appliquer, consultations directes ou indirectes des parties intéressées pour l'appliquer, retrait par étapes des territoires occupés par l'armée israélienne, déclaration simultanée des États arabes concernés mettant fin à l'état de guerre et s'engageant à reconnaître et à accepter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région et leur droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

L'ensemble doit prendre un mois et comprend la réouverture immédiate du canal de Suez. La RAU s'engage à accepter le stationnement permanent

de troupes de l'ONU sur leurs positions antérieures à juin 1967. Le Conseil de sécurité ou les membres permanents s'engagent à garantir les frontières puis à travailler avec les intéressés à régler la question de liberté de circulation sur les voies d'eau, celle des réfugiés et celle de Jérusalem.

Le plan soviétique se veut réaliste et se targue d'avoir le soutien de la RAU. Il correspond aux engagements pris lors du récent voyage de Nasser en Union soviétique. Il est fondé sur la simultanéité et l'interdépendance des actions. Oralement, Dobrynine évoque l'ouverture de discussions sur la limitation des armements dans le cadre de ce plan. Quelques jours après, l'ambassadeur évoque même la possibilité de la tenue d'un sommet américano-soviétique sur le Moyen-Orient. Il insiste sur l'importance de la garantie des quatre Grands dont il attribue la paternité à Nahum Goldman, président du Congrès juif mondial et franc-tireur permanent du sionisme. Cela lui paraît même plus important qu'un traité entre Israël et ses voisins arabes[281].

La démarche soviétique est analysée comme une diversion par rapport à l'impact de l'invasion de la Tchécoslovaquie, dans le but de redonner à Moscou un rôle positif dans le domaine des relations internationales. Cette dimension existe certainement, mais la politique moyen-orientale de l'URSS n'est pas nouvelle et est de nature conservatrice[282]. La progression soviétique dans cette région du monde a été considérée comme le grand succès des successeurs de Staline, leur ouvrant la porte du tiers-monde au prix de l'abandon du rôle moteur des communistes locaux dans la lutte pour la libération nationale. La chute de Sukarno en Indonésie, suivie de la guerre des Six Jours, a été un revers majeur semblant annoncer l'effondrement de l'influence soviétique dans le tiers-monde. La guerre froide a pour moteur la perception symétrique par les deux camps des progrès de l'adversaire tout en considérant comme acquises les alliances établies. À Moscou comme à Washington, on est hanté par la « théorie des dominos » qui ferait que la « perte » d'un pays clé entraînerait l'effondrement de l'ensemble. On a le sentiment d'agir « défensivement » alors que l'autre partie y voit une progression agressive. La réaction soviétique a été d'augmenter l'aide au Vietnam du Nord afin de contenir ce qui est vécu comme une offensive américaine

dans l'ensemble du tiers-monde, mais sans pouvoir réellement influencer la politique suivie par Hanoi.

De toute façon, les dirigeants soviétiques ne peuvent pas dépasser leur cadre de formation idéologique – la solidarité internationaliste aux forces révolutionnaires et anti-impérialistes – et la Chine populaire leur fait une dangereuse concurrence dans ce domaine. Ils doivent tenir compte de la puissance prise par le nouvel anti-impérialisme issu du tiers-monde lui-même et qui a un impact puissant à l'intérieur du monde occidental. Il est syncrétiste puisqu'il réunit à la fois les partis communistes orthodoxes, leurs rivaux idéologiques traditionnels comme les trotskistes, les concurrents maoïstes et les différents tiers-mondistes, nouvelle incarnation des « compagnons de route » d'antan. La configuration idéologique de la fin des années 1960 associe ainsi comme combats exemplaires la lutte du peuple vietnamien et celle du peuple palestinien.

La politique de Moscou dans le conflit israélo-arabe est d'abord celle d'une consolidation des positions acquises, qui passe par le réarmement des alliés arabes avec pour principale anxiété le risque d'une nouvelle guerre provoquée soit par l'expansionnisme israélien, soit par l'aventurisme arabe qui remettrait tout en cause, d'où, durant toute cette période, la persévérance soviétique à obtenir une solution politique. Cette solution passe par la consolidation des relations avec les États-Unis, mais il ne faut pas aller trop loin, car on risquerait de s'aliéner les pays arabes et de perdre l'élan révolutionnaire anti-impérialisme, moteur de l'influence soviétique dans le monde. Dans cette situation, Moscou est finalement beaucoup plus dépendant de ses alliés arabes que l'inverse, puisqu'il faut à la fois les empêcher d'aller à la guerre et leur interdire un retournement des alliances au profit des États-Unis, tout en craignant l'attraction du radicalisme chinois sur les forces proprement révolutionnaires. La solidité interne des régimes arabes progressistes et autoritaires rend impossible de susciter ou de favoriser une faction qui, une fois au pouvoir, suivrait aveuglément les consignes de Moscou, puisque justement les partis communistes arabes sont au mieux marginalisés, au pis interdits et durement réprimés. L'esquisse de système tripartite (États-Unis, Union soviétique, Chine populaire) donne ainsi une certaine marge de manœuvre aux acteurs proprement régionaux.

L'ensemble de ces contraintes explique l'apparence désordonnée de la politique soviétique, oscillant entre une sorte de condominium avec les États-Unis et la voie de la confrontation et de l'implication militaire directe.

La conjoncture de l'été 1968 est aussi celle de la marche au pouvoir de Leonid Brejnev et de son rôle croissant dans la formulation de la politique étrangère. Son but est d'amener son pays à la parité stratégique avec les États-Unis avec comme instrument l'accroissement constant de sa puissance militaire en armement classique et nucléaire. Loin de rechercher la lutte finale, son ambition est de faire reconnaître cette égalité de statut pouvant déboucher sur une forme de gestion commune des affaires internationales avec les États-Unis. En ce sens, l'initiative de paix est aussi une offre de partenariat américano-soviétique dans les affaires du Moyen-Orient avec reconnaissance des intérêts réciproques des deux puissances.

La principale faiblesse de cette perspective est que ni Washington ni Moscou n'ont réellement les moyens de dicter la conduite à suivre à leurs alliés respectifs, qui, au nom de leurs intérêts nationaux, sont plutôt prêts à attiser les conflits.

Le plan soviétique est jugé intéressant par l'administration Johnson. En ce qui concerne les Phantom, il n'est pas question d'en conditionner la livraison à l'adhésion au traité de non-prolifération, mais il n'est pas possible non plus d'annoncer une décision positive dans un contexte de tension accrue. Il faut au préalable qu'Israël fasse un geste tangible vers la paix.

Dans l'immédiat, la priorité est de répondre à l'initiative soviétique et aux débats de la campagne présidentielle.

Le 10 septembre[283], Johnson rappelle publiquement ses positions du 19 juin 1967. La résolution 242 fournit un cadre pour des négociations directes. Le droit à l'existence de chaque nation doit être reconnu. En ce qui concerne la question territoriale, les formulations sont particulièrement contournées : l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de tous les États de la région doivent être assurées. Ce n'est pas aux États-Unis qu'il appartient de dire où doivent être fixées les limites

assurant à chacun le maximum de sécurité. Il est clair, néanmoins, que le retour à la situation du 4 juin 1967 n'apportera pas la paix, cependant les frontières sûres et reconnues ne doivent pas être l'expression de la conquête mais le fruit d'un compromis raisonnable[284]. Les parties ont à se mettre d'accord sur le tracé de ces frontières. Toute modification territoriale doit avoir un motif que l'autre partie puisse accepter dans le cadre de négociations honnêtes comme élément d'un compromis équitable.

La transition de l'armistice à la paix passe par là : les parties doivent faire preuve d'imagination afin de trouver une solution qui permette de maintenir l'unité de Jérusalem. De même, tous doivent participer à un programme d'aide massive destiné à régler la question des réfugiés. En ce qui concerne la course aux armements, les États-Unis agiront avec modération afin de maintenir l'équilibre et de rechercher un accord international de limitation.

Les déclarations du président américain sont considérées comme allant dans le sens de rectifications minimes des frontières par rapport aux lignes de juin 1967. Sujet supplémentaire d'inquiétude pour les Israéliens, il s'est refusé à se prononcer sur la question des Phantom. Rabin et Allon, présents lors du discours, ne cachent pas leur déception. Les représentants arabes à Washington trouvent positives les propositions américaines bien que le terme de « retrait » ne soit pas utilisé. Réalistes, ils savent que c'est l'œuvre d'une administration sortante et les prises de position des candidats ne les rendent guère optimistes.

Les enjeux palestiniens

Si Nasser voit avant tout dans la résistance palestinienne un atout militaire dans la perspective de fixer le maximum de forces israéliennes sur le front oriental, l'effervescence palestinienne qui suit Karameh en fait un enjeu et un facteur essentiels dans la politique interarabe.

Inquiet de la popularité croissante du Fatah qui s'ouvre à des volontaires non palestiniens et qui risque de se poser en mouvement panarabe, le Baath syrien décide de lancer sa propre organisation de

guérilla à partir de mouvements déjà affiliés et contrôlés par le parti. La nouvelle force prend le nom d'Avant-garde de l'organisation de la guerre de la libération populaire-Forces la foudre, plus connue sous le nom de *Sa'iqa*. Sa direction appartient au commandement baathiste palestinien d'obédience syrienne. Tous les membres baathistes du parti sont enrôlés d'office dans l'organisation. On encourage vivement les membres de l'ALP présents en Syrie à passer dans la nouvelle force.

Dans la lutte pour le pouvoir en Syrie, la *Sa'iqa* dépend de la faction de Salah Jadîd. Le ministre de la Défense, Hafiz al-Assad, et son allié, le chef de l'armée Mustafa Tlass, qui dirigent l'autre faction, s'appuient alors sur l'ALP. Le FPLP, issu de la fusion de plusieurs tendances, a du mal à maintenir sa fragile unité. Habache est considéré comme un pro-nassérien et susceptible de soutenir les mouvements nassériens en Syrie. Le 19 mars 1968, il est arrêté avec plusieurs de ses compagnons et restera en prison pendant huit mois. L'absence forcée du chef accentue la rivalité entre les tendances de gauche et de droite, et paralyse l'organisation, au grand profit du Fatah, principal bénéficiaire de Karameh. La lutte confuse des factions aboutira en octobre à une première scission donnant naissance au Front populaire-Commandement général d'Ahmad Jibril d'obédience pro-syrienne.

La cause palestinienne reçoit un grand écho au Liban, qui bénéficie du régime politique arabe le plus ouvert. Les forces de gauche, les nationalistes arabes et les partis musulmans lui accordent un soutien ostensible. La jeunesse politisée, particulièrement nombreuse, se solidarise avec les Palestiniens et souligne l'impuissance des forces politiques traditionnelles. En avril, mai et juin 1968, d'imposantes manifestations réunissent plusieurs dizaines de milliers de personnes sur ces thèmes. Grâce à la liberté d'expression, les différents mouvements palestiniens publient leurs communiqués à partir de Beyrouth. La population des camps et la bourgeoisie palestinienne constituent un enjeu et un vivier de recrutement essentiel. Le « deuxième bureau » de l'armée arrive encore à contrôler la situation et va jusqu'à accorder quelques facilités de recrutement. À la fin avril 1968, une action contre Israël à partir du Liban-Sud revendiquée par la *Sa'iqa* constitue un avertissement, mais il n'existe pas encore de véritable implantation de fedayins.

Néanmoins, la radio israélienne en arabe menace de représailles le Liban pour son aide apporté aux fedayins. Ces menaces ne font que radicaliser les positions publiques[285]. Dans une audience du 9 mai[286] accordée à l'ambassadeur de France, le président Charles Helou exprime ses inquiétudes à propos « des agissements des fedayins, venus de Syrie et d'ailleurs, et qui transitaient par le sud du Liban. Il s'attendait au cours des prochaines semaines à une recrudescence de ces activités que les autorités libanaises s'efforcent de contrer ».

Dans la première quinzaine de mai, les incidents se multiplient. Le 13 mai, un tir de représailles israélien contre un village libanais fait trois victimes civiles dont une femme. Comme les Israéliens ont dénoncé unilatéralement la convention d'armistice avec le Liban, ce que l'ONU refuse de reconnaître, il n'existe plus de canal de communication directe alors que le Liban demande une réunion de la commission d'armistice. Les observateurs de l'ONUST ne sont que quatre, et le poids des tâches administratives fait qu'il n'y en a qu'un pour couvrir en permanence les 80 kilomètres de la frontière. Pour Charles Helou[287], le refus israélien de retourner à la commission d'armistice signifie qu'Israël est prêt à envahir le Liban-Sud pour s'emparer des eaux du Litani. Il en veut comme preuve des déclarations de Dayan (Israël a des frontières idéales avec ses voisins arabes, sauf dans le cas du Liban) ou d'Eshkol (le Liban n'utilise pas les eaux du Litani, les frontières naturelles…). Son pays se trouve pris entre les ambitions territoriales d'Israël et les actions de déstabilisation de la part de la Syrie, alors que son système politique est particulièrement fragile en raison du confessionnalisme.

Le chef des progressistes libanais, le chef druze Kamal Joumblatt tient un discours sensiblement différent[288]. Selon lui, il existe un plan israélo-américain de division confessionnelle de la « Syrie naturelle » en États à base communautaire – chrétiens, druzes, alaouites – qui permettrait d'étendre le territoire israélien jusqu'à Saïda. Israël cherche à déstabiliser le Liban pour arriver à cet objectif en poussant à une « internationalisation » du pays. Le clivage entre Libanais se fait sur les rôles respectifs de la Syrie et d'Israël dans la déstabilisation de leur pays. Raymond Eddé, au nom de son parti, le Boc national, prône l'établissement d'une « force de police internationale » le long de la

frontière avec Israël, officiellement pour préserver le Liban des manœuvres israéliennes, officieusement contre les actions des fedayins[289]. Le Parti socialiste progressiste de Joumblatt condamne ce projet comme une première étape vers l'internationalisation[290].

Les Israéliens acceptent une réunion « officieuse » avec la présence « en tiers » du colonel français président en titre de la commission d'armistice (14 mai 1968). Les assurances reçues calment provisoirement la situation. Les officiers israéliens se montrent « compréhensifs » à l'égard des problèmes posés au gouvernement libanais. Ils reconnaissent que les représailles ont été motivées plus par les déclarations des hommes politiques et les manifestations populaires que par les activités des fedayins dans la zone frontière et que l'armée libanaise fait de son mieux pour empêcher le passage des commandos sur son territoire[291]. La diplomatie française est d'ailleurs intervenue auprès des Israéliens pour calmer la situation[292].

Le 12 juin, cinq jeunes Israéliens « égarés » en territoire libanais sont immédiatement remis aux autorités de leur pays. Mais en même temps, les Israéliens semblent vouloir jouer une sorte de stratégie de la tension[293]. Leur aviation survole régulièrement le Liban-Sud, leurs navires de guerre se positionnent à proximité de la côte libanaise, et des incursions de soldats israéliens sont notées par les observateurs de l'ONU. Dans la nuit du 14 au 15 juin, un village libanais est bombardé par l'artillerie israélienne sous prétexte qu'il y aurait eu des tirs contre une agglomération israélienne, ce que démentent les autorités libanaises. La politique israélienne est celle de la démonstration de force à visées dissuasives. Les résultats sont contre-productifs puisque la réaction des populations facilite plutôt l'implantation des fedayins venant de Jordanie. Les hommes politiques sunnites se solidarisent avec les Palestiniens, d'où des menaces israéliennes de traiter le Liban aussi durement que la Jordanie[294].

Il est vrai que les incidents sur la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne et dans la bande de Gaza sont pratiquement quotidiens, créant une sorte de routine de la violence, tandis qu'à la mi-juin le front du canal de Suez semble se réveiller. La violence s'étend aux régions du sud de la mer Morte. Les fedayins passent par ce secteur désertique pour entrer dans

le Néguev tandis que les Israéliens lancent des raids héliportés en territoire jordanien, tirant à vue sur des véhicules civils et enlevant des habitants et les menaçant de mort s'ils ne donnent pas d'informations sur les commandos arabes[295]. Pour contrer la menace des infiltrations, les Israéliens mettent en place une « clôture » le long de la vallée du Jourdain et en minent les approches.

L'efficacité de la lutte contre les infiltrations est soulignée par le grand nombre d'interceptions réussies. Il en résulte aussi que pour cette période, la très grande majorité des pertes israéliennes, tués ou blessés, est composée de militaires.

Dans le second semestre de 1968, on sent un glissement vers un plus grand nombre d'attaques de civils, plus vulnérables, dans une logique de représailles aux représailles israéliennes qui ont lourdement frappé la population civile en Jordanie.

La tension monte à l'occasion du premier anniversaire de la guerre de juin 1967. Jordaniens et Israéliens massent des troupes à proximité de la ligne de cessez-le-feu. La nervosité des uns et des autres suffit à provoquer des heurts puis des bombardements. Après la mort de trois paysans israéliens pris sous le feu jordanien, les 3 et 4 juin, les Israéliens répliquent en s'en prenant à la ville d'Irbid. Le bilan officiel jordanien fait état de 3 militaires et 36 civils tués dont des femmes et des enfants.

Alors que le Conseil de sécurité se réunit le 5 juin, on apprend l'assassinat du sénateur Robert Kennedy, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, par un Américain d'origine palestinienne, Sirhan Bishara Sirhan.

Sirhan est né en 1944 à Jérusalem dans une famille chrétienne maronite. Il a vécu dans sa plus tendre enfance à la guerre de 1947-1949. Sa famille a émigré aux États-Unis en 1956. Son milieu familial est resté passionnément arabe et lui-même s'est très tôt identifié comme Arabe palestinien. Il a développé une véritable haine pour les classes dirigeantes américaines jugées coupables de collusion avec les Juifs américains dans la dépossession des Palestiniens de leurs terres. L'atmosphère ardemment pro-israélienne et violemment antiarabe qui prédomine aux États-Unis en 1967 ne fait qu'attiser sa fureur. Il présente un schéma classique de

mauvaise adaptation en situation d'émigration lié à l'âge au moment du voyage et à la réaction face au racisme ordinaire. Le personnage est aussi représentatif de l'atmosphère particulièrement trouble des États-Unis de la fin des années 1960. En dehors de son militantisme pro-arabe, il est passé par plusieurs conversions religieuses, quittant l'Église maronite pour devenir baptiste puis adventiste du septième jour. Il a aussi fréquenté les milieux occultistes rosicruciens.

Lors de l'enquête, Sirhan donne pour motif principal de son acte le symbole politique que représentent Robert Kennedy et ses déclarations pro-israéliennes durant la campagne électorale. Il plaide coupable pour éviter la peine de mort tandis que ses avocats invoquent l'instabilité mentale. Il est néanmoins condamné à la peine capitale en avril 1969 par un tribunal californien[296], mais bénéficie de l'annulation temporaire de la peine de mort en Californie en 1972. Sa peine est commuée en prison à vie. Dans les années 1990, il invoquera la thèse de la manipulation mentale : on l'aurait hypnotisé pour assassiner Kennedy. Les théories conspirationnistes se sont multipliées à ce sujet, bénéficiant d'une enquête policière bâclée. On a parlé du crime organisé, de la CIA, d'un armateur grec, d'une organisation palestinienne. Aucune indication sérieuse ne corrobore ces fantaisies. La dernière demande de libération conditionnelle de Sirhan Sirhan a été rejetée en 2006 et la prochaine aura lieu en 2011.

À la demande même des délégués arabes, la session du Conseil de sécurité est provisoirement ajournée. Les diplomates arabes à New York reçoivent une protection policière. Gouvernements arabes et israélien envoient des messages de condoléances. Abba Eban émet une protestation véhémente à propos d'un éditorial du *Monde* mettant en relation l'assassinat et la question des réfugiés.

Grâce à Karameh, le Fatah occupe maintenant une position de force et demande une nouvelle répartition des sièges du Congrès national palestinien (CNP) qui lui donnerait le contrôle de l'OLP. Le FPLP résiste. Une solution de compromis est trouvée le 30 mai 1968 : 50 membres de l'OLP, 38 du Fatah, 10 du FPLP et 2 indépendants.

Le 4e CNP se tient au Caire du 10 au 17 juillet 1968. Les débats vont dans le sens de la radicalisation, comme le montrent les amendements de la charte votés le 17 juillet. Ainsi, ce texte est maintenant appelé *mithaq al*

watani (national au sens de peuple) au lieu de *mithaq al-qawmi* (national au sens de panarabe). Il s'agit désormais de défendre l'intégrité de la Palestine mandataire sans plus faire mention de la Jordanie ou de l'Égypte et d'affirmer la compatibilité de la revendication palestinienne avec le nationalisme arabe unitaire tout en n'évoquant pas la question de la création d'un État palestinien :

> 1. La Palestine, patrie du peuple arabe palestinien, constitue une partie inséparable de la grande patrie arabe, et le peuple palestinien fait partie de la nation arabe.
>
> 2. La Palestine, dans les frontières du mandat britannique, constitue une unité territoriale indivisible.
>
> 3. Seul le peuple palestinien a des droits légitimes sur sa patrie. Après l'avoir libérée, il exercera son droit à l'autodétermination, selon ses vœux et sa seule volonté.

Les Juifs considérés comme palestiniens sont les descendants de ceux présents avant la déclaration Balfour. Il n'est pas question de règlement politique mais de lutte armée :

> 7. L'identité palestinienne et les liens matériels, spirituels et historiques avec la Palestine sont des réalités immuables. C'est un devoir national que de faire de chaque Palestinien un révolutionnaire arabe, de lui donner une connaissance spirituelle et matérielle approfondie de sa patrie, et de le préparer à la lutte armée et au sacrifice de ses biens et de sa vie pour la récupération de sa patrie. Tous les moyens disponibles d'éducation et d'information doivent être employés à cette fin, jusqu'à la libération totale.

Le congrès est avant tout le triomphe des organisations de lutte armée :

> 9. La lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine. Il s'agit d'une ligne stratégique et non pas d'une ligne tactique. Le peuple arabe palestinien affirme sa détermination totale à mener la lutte armée et à lancer la révolution populaire pour la libération et le retour dans sa patrie. Il affirme également son droit à mener une vie normale en Palestine et à y exercer le droit à l'autodétermination ainsi que sa souveraineté.

10. L’action des commandos constitue le noyau de la guerre populaire palestinienne de libération. Cela exige que l’action des commandos soit intensifiée, développée et protégée et que tout le potentiel disponible palestinien, humain et technique, soit mobilisé et organisé afin qu’il joue son rôle dans la révolution palestinienne armée. Cela requiert également l’unité entre les différents groupes qui existent au sein du peuple palestinien, de même que l’unité entre le peuple palestinien et les masses arabes, afin d’assurer un renforcement continuel, puis la victoire, de la révolution.

L’horizon arabe est bien marqué :

13. L’unité arabe et la libération de la Palestine sont deux objectifs complémentaires. Chacun d’eux conduit à la réalisation de l’autre. L’unité arabe mènera à la libération de la Palestine, et la libération de la Palestine conduira à l’unité arabe. Œuvrer en faveur de l’une revient à agir pour la réalisation des deux.

14. Le destin de la nation arabe, et à vrai dire l’existence même des Arabes, dépend du destin de la cause palestinienne. Cette interdépendance est à l’origine des efforts arabes pour la libération de la Palestine. Le peuple palestinien est à l’avant-garde du mouvement visant à atteindre cet objectif national sacré.

15. La libération de la Palestine est une obligation nationale pour les Arabes. Leur devoir est de repousser l’invasion sioniste et impérialiste dans la grande patrie arabe et de liquider la présence sioniste en Palestine. À cet égard, l’entière responsabilité incombe aux peuples et aux gouvernements arabes, et en premier lieu au peuple palestinien.

Pour cette raison, la nation arabe doit mobiliser tout son potentiel militaire, humain, moral et matériel pour jouer un rôle effectif, aux côtés du peuple palestinien, dans la libération de la Palestine. En outre, elle doit, notamment dans la phase actuelle de la révolution palestinienne armée, fournir au peuple palestinien toute l’aide matérielle et humaine possible, et mettre à sa disposition les moyens et les facilités qui lui permettront de continuer à jouer son rôle de premier plan dans sa révolution armée jusqu’à ce que sa patrie soit libérée.

16. Sur le plan spirituel, la libération de la Palestine créera en Terre sainte une atmosphère de paix et de tranquillité, assurant la sauvegarde de toutes les institutions religieuses, et la garantie de la liberté de culte et du droit de visite à tous, sans discrimination et sans distinction de race, de couleur, de langue ou de religion. C'est pourquoi le peuple palestinien attend le soutien de toutes les forces spirituelles dans le monde.

L'illégitimité du sionisme et de l'État d'Israël est rappelée ainsi que sa relation organique avec l'impérialisme. On retourne contre eux les imputations de fascisme, voire de nazisme :

19. Le partage de la Palestine, en 1947, et la création d'Israël n'ont aucune validité, quel que soit le temps écoulé depuis cette date, car ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie. Ils sont en contradiction avec les principes de la charte des Nations unies, notamment en ce qui concerne le droit à l'autodétermination.

20. La déclaration Balfour, le mandat, et tout ce qui en résulte, sont déclarés nuls et non avenus. L'affirmation selon laquelle des liens historiques ou spirituels unissent les juifs à la Palestine n'est pas conforme aux faits historiques et ne répond pas aux conditions requises pour constituer un État. Le judaïsme est une religion révélée. Il n'est pas une nationalité particulière. Les juifs ne forment pas un peuple ayant son identité propre mais ils sont citoyens de leurs pays respectifs.

21. Le peuple arabe palestinien, s'exprimant par sa révolution armée, rejette toute solution de remplacement à la libération totale de la Palestine. Il rejette également toutes les propositions visant à la liquidation ou à l'internationalisation du problème palestinien.

22. Le sionisme est un mouvement politique, organiquement lié à l'impérialisme mondial et opposé à tous les mouvements de libération ou de progrès dans le monde. Le sionisme est, par nature, fanatique et raciste. Ses objectifs sont agressifs, expansionnistes et coloniaux. Ses méthodes sont celles des fascistes et des nazis. Israël est l'instrument du mouvement sioniste. C'est une base géographique et humaine de l'impérialisme mondial qui, de ce tremplin, peut porter des coups à la patrie arabe pour combattre les aspirations de celle-ci à la libération, à

l'unité et au progrès. Israël est une menace permanente pour la paix au Proche-Orient et dans le monde entier.

Le rôle de l'OLP est redéfini :

26. L'Organisation de libération de la Palestine, en sa qualité de représentant des forces de la révolution palestinienne, est responsable de la lutte du peuple arabe palestinien pour recouvrer, libérer et retourner dans sa patrie, et pour exercer le droit à l'autodétermination dans celle-ci. Cette responsabilité s'étend aux domaines militaire, politique et financier, et à tout ce que la cause palestinienne pourrait exiger sur les plans arabe et international.

27. L'Organisation de libération de la Palestine coopérera avec tous les pays arabes, selon les possibilités de chacun. Elle adoptera une attitude neutre à l'égard de ces pays, selon les nécessités de la bataille de libération, et sur la base de ce facteur. L'organisation n'interviendra dans les affaires intérieures d'aucun État arabe.

28. Le peuple arabe palestinien affirme que sa révolution nationale est authentique et indépendante. Il rejette toute forme d'intervention, de tutelle ou de dépendance.

La charte ne pourra être amendée que par une majorité des deux tiers à l'occasion d'un CNP convoqué spécialement à ce sujet.

Parallèlement à la charte, une constitution est adoptée, faisant de tout Palestinien un membre de l'OLP électeur du conseil national [297]. Le comité exécutif élu par le CNP sera l'organe permanent de décision. Les différents départements et institutions sont redéfinis.

Le programme politique définit un ennemi tripartite : Israël, le sionisme mondial et l'impérialisme mondial dirigé par les États-Unis. Il faut entraîner les masses arabes dans le combat. On rejette tout projet d'entité palestinienne dans les territoires occupés – ce serait une colonie israélienne au service de la liquidation de la cause. Il en est de même pour tout projet de tutelle internationale, même temporaire. Tout individu ou parti, palestinien ou non palestinien, qui soutiendrait un tel projet sera proclamé ennemi du peuple palestinien et de la nation arabe. La résolution 242 et toute solution politique de même nature sont radicalement rejetées. Le mot d'ordre « Éliminer les séquelles de l'agression » doit être compris

en faisant remonter l’agression non à juin 1967, mais à la déclaration Balfour de 1917. Il vaut mieux dire « La destruction de l’instrument de l’agression ».

En dépit de la radicalisation, on n’arrive pas à se mettre d’accord sur la composition d’un comité exécutif. On préfère maintenir provisoirement la direction par intérim désignée lors de la chute de Shuqayri.

Le radicalisme est absolu par rapport à l’État d’Israël, voire à la présence juive en Palestine. Ce programme de mobilisation populaire est aussi tourné contre les positions officielles des États arabes, qui ont tous accepté, à l’exception de la Syrie, la perspective d’une solution politique définie par la résolution 242. Cette contradiction reste néanmoins latente tant on semble encore loin de l’application concrète de la résolution. Dans son discours du 23 juillet, Nasser a salué la résistance palestinienne et le peuple palestinien[298] qui a pris en charge sa cause et la défense de ses droits, mais il n’a pas mentionné la libération de la Palestine.

Chapitre IV

La reprise des combats

Entretien avec Ben Gourion[299]
« Je lui ai demandé ce que devaient être les frontières d'Israël aujourd'hui après trois guerres. Il a dit : "Je suis un citoyen privé Je parle seulement pour moi. Mais regardez bien : après la guerre des Six Jours, deux groupes se sont formés. L'un veut la paix avec les Arabes, sur une base raisonnable. L'autre veut toute la Palestine, telle que je l'avais décrite dans ma lettre au Parti travailliste. À mon avis, et à l'heure actuelle, s'il faut choisir entre la paix et les frontières obtenues grâce à notre victoire dans la guerre des Six Jours, la paix étant nos frontières d'avant 1967, je préfère la paix.
« "Mais je ne parle pas seulement d'un document signé. Les Arabes ne respectent pas les papiers. Je parle d'une paix réelle. Je parle d'une coopération entre Israël et les Arabes, une coopération économique, politique, culturelle. En échange d'une telle paix, je suis prêt à céder tout le territoire conquis l'année dernière."
« J'ai demandé : "Y compris Jérusalem ?" Sa réponse a ressemblé à celle d'un oracle de Delphes : "Ce serait très difficile d'abandonner l'est de Jérusalem." Il a continué : "Je sais qu'il n'y a aucun espoir véritable d'avoir une telle paix dans les années qui viendront. La seule possibilité véritable de paix proviendrait d'une entente de la Russie et de l'Amérique dans ce monde. Il n'y a qu'elles qui peuvent fonder une paix réelle. Les

deux grandes puissances pourraient obliger les Arabes à conclure la paix. Et il faudrait qu’elles contresignent cette paix, qu’elles la garantissent.
« “Mais parler d’un grand Israël, celui que j’ai décrit il y a presque cinquante ans, est absurde sans une population juive qui peuple en partie cette région.” »

Nouvelles escalades

La distinction entre liquidation des séquelles de l’agression et libération de la Palestine est d’autant moins perçue que l’attention est immédiatement tournée vers la première opération de terrorisme international commise au nom de la résistance palestinienne. Le 23 juillet 1968, un commando de deux hommes du FPLP détourne sur Alger un avion de la compagnie nationale israélienne lors d’un vol Rome-Tel-Aviv. Le détournement a lieu dans l’espace aérien italien. Le but proclamé de l’opération est de faire entendre à l’opinion publique mondiale la voix de la résistance palestinienne[300] : l’objectif n’est pas civil en soi puisque les avions d’El Al sont aussi utilisés à des fins militaires et que les équipages sont formés de réservistes de l’armée de l’air israélienne. Dans le cadre interpalestinien, le FPLP est alors en perte de vitesse devant l’essor du Fatah, tandis que son chef Georges Habache se trouve dans une prison syrienne. Le coup d’éclat a pour but de restaurer son prestige et d’attirer de nouveaux militants.

Ce type d’opération s’inspire de l’exemple cubain, en référence aux nombreux détournements d’avions de ligne sur Cuba. Dans ces cas, l’avion, l’équipage et les passagers étaient immédiatement libérés. C’est ce que souhaitent les autorités algériennes, mais le FPLP refuse. Les premières obtiennent néanmoins rapidement la libération des femmes et des enfants, mais invoquent l’état de guerre entre Israël et l’Algérie pour refuser de rendre les hommes et l’appareil. Menacée de se voir accuser d’encourager la piraterie aérienne, l’Algérie fait savoir que des « gestes humanitaires » israéliens lui faciliteraient la tâche. Discrètement, Air France assure la maintenance de l’appareil.

Tout en menaçant d'un recours à la force, le gouvernement israélien préfère la voie diplomatique qui lui permet d'avoir le soutien des pays occidentaux. On exerce ainsi une pression croissante sur Alger, qui multiplie les manœuvres dilatoires. En même temps, un bombardement aérien, le 4 août, contre des installations palestiniennes en Jordanie dans la région de Salt fait près d'une centaine de morts, pour l'essentiel des civils selon les autorités jordaniennes. Le bilan définitif dressé au bout de quelques jours sera de 43 civils, 5 militaires et une cinquantaine de fedayins tués[301] (les pertes civiles ont été causées surtout dans la seconde vague de bombardements qui a frappé entre autres les ambulances et les véhicules sanitaires venus apporter des secours). Comme le note le représentant de la France à Amman[302], « le choc a été très vivement ressenti par l'opinion où circulent aujourd'hui de nombreux commentaires hostiles au roi et à l'armée, accusés de s'être montrés impuissants face à cette nouvelle agression israélienne ».

Publiquement, Levi Eshkol[303] met sur le même plan les activités terroristes aux frontières et l'immobilisation de l'avion d'El Al. La responsabilité du monde entier est en cause, et dans l'hypothèse d'une carence internationale, Israël fera le nécessaire pour sauvegarder la vie, la liberté et la propriété. Au Conseil de sécurité, c'est l'habituel échange d'arguments sur le terrorisme, la résistance, les représailles et la proportionnalité des moyens employés. Après de longues discussions, on en arrive à la résolution 256 du 16 août 1968 qui se veut équilibrée puisqu'elle condamne toutes les violations du cessez-le-feu et, sans les nommer, les opérations de représailles.

Eshkol la trouve « partiale et injuste » puisqu'elle ne prend pas en compte le terrorisme[304]. Elle ne contribue en rien à pacifier la situation, la violence s'intensifiant les jours suivants. Il en est de même des tracts jetés par l'aviation israélienne au-dessus des villes jordaniennes, enjoignant la population civile à ne pas apporter de l'aide aux terroristes « corrompus, divisés et félons[305] ». L'armée israélienne peut frapper où et quand elle veut, comme le montrent les affaires de Karameh ou de Salt. Les civils doivent « chasser les fedayins avant que ceux-ci ne provoquent leur propre destruction ».

Le 18 août, l'explosion de grenades dans la partie juive de Jérusalem est suivie d'une manifestation spontanée d'Israéliens s'en prenant aux habitants et aux commerces de la partie arabe. Il faut un certain temps pour que la police puisse reprendre le contrôle de la situation. Dayan qualifie ces actes d'hooliganisme qui font le jeu du Fatah. On craint l'extension du terrorisme urbain et on multiplie les mesures de contrôle des colis suspects dans les principales agglomérations israéliennes, phénomène inexistant avant la guerre de juin 1967. L'ambiance générale est rendue encore plus morose par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie qui atténue les espoirs de détente politique. La diplomatie israélienne y voit la preuve que la communauté internationale est incapable de protéger les petits États et donc que la politique de force d'Israël est légitime.

En ce qui concerne le détournement aérien, la situation semble se débloquer le 12 août à la suite de la décision du syndicat international des pilotes de ligne de boycotter l'aéroport d'Alger, mais le syndicat, cédant aux pressions de diverses compagnies aériennes, est obligé quelques jours après de revenir sur sa décision. Finalement, grâce à diverses médiations, en particulier celle de l'Italie, directement intéressée, l'avion, l'équipage et les passagers sont délivrés le 31 août, Air France assurant le transfert de tous vers l'Italie. Israël procède ensuite à des « gestes humanitaires » comprenant la libération de détenus arabes tout en démentant qu'il s'agisse d'un marchandage, ce qui ne va pas sans polémique306. L'affaire a considérablement embarrassé les gouvernements arabes alors qu'elle a enthousiasmé les opinions publiques.

À la fin d'août, on soupçonne Israël de vouloir envahir la Jordanie à un moment où les affrontements entre les deux armées sont quotidiens307. Un curieux *modus vivendi* s'est établi le long de la vallée du Jourdain : les deux parties s'abstiennent de tirer entre 6 h 30 et 14 heures, une fois ce moment passé tout mouvement est interprété comme un acte hostile et entraîne l'ouverture du feu308.

Parallèlement, le front du canal se réveille avec l'action de commandos égyptiens qui posent des mines dans les secteurs contrôlés par l'armée israélienne, ce qui cause la mort de deux soldats israéliens tandis qu'un troisième est enlevé309. Les autorités égyptiennes nient toute

responsabilité dans cette affaire ainsi que la détention d'un prisonnier israélien[310]. En même temps, dans le secteur du Golan, des échanges de tirs causent la mort de deux soldats syriens. Il semble que l'initiative des tirs vienne du côté israélien (rapport des observateurs de l'ONUST). Les spécialistes de la région spéculent sur les conséquences de l'affaire tchèque : pour les uns, les Israéliens profiteraient que l'intérêt soit porté ailleurs pour frapper la Jordanie, pour les autres, la réactivation du canal est une diversion demandée par Moscou. Toujours est-il que ce sont les Israéliens qui saisissent le Conseil de sécurité, qui interrompt ses travaux sur l'affaire tchèque. Les Égyptiens parlent de mise en scène israélienne, les Israéliens veulent mettre les membres du Conseil de sécurité au pied du mur sur la question de l'égalité de traitement avec les Arabes. George Ball s'oppose vivement à son homologue soviétique, qui compare la politique israélienne dans les territoires occupés à celle de l'Afrique du Sud. Soit on rédige une résolution limitée à la condamnation des violations du cessez-le-feu, ce dont les Israéliens ne veulent pas, soit on cherche à condamner l'Égypte, au risque de ne pas pouvoir rassembler de majorité sur ce sujet (6 pays dont l'Union soviétique soutiendront automatiquement la RAU). Aucune décision n'est prise.

Le 4 septembre, un attentat à la gare routière de Tel-Aviv fait un mort et 51 blessés. La police israélienne doit intervenir pour protéger les Arabes pris à parti par la foule en colère. La répression frappe ensuite les membres supposés du réseau qui a placé des bombes ainsi que leurs familles. Leurs maisons sont dynamitées à Hébron et à Naplouse. Le même jour, trois soldats israéliens sont tués sur le Golan par une mine d'avant juin 1967.

La tension monte d'un cran avec la découverte de nouvelles mines dans le Sinaï puis, le 8 septembre, par un duel d'artillerie le long du canal qui cause la mort de 10 soldats israéliens ainsi que 18 blessés. Les dégâts matériels sont considérables dans les villes du canal. Le bilan officiel évoque 300 habitations détruites, 17 morts et 89 blessés dans la population civile[311]. Les positions sont asymétriques le long de la voie d'eau. Les Égyptiens, qui ont la ressource en hommes nécessaire, ont établi une ligne de défense continue et dense alors que les Israéliens n'ont qu'un dispositif assez lâche couvert par des patrouilles. Ils sont vulnérables aux actions des

commandos poseurs de mines ainsi qu'aux tireurs d'élite que leurs adversaires commencent à utiliser. À force de bombarder les villes du canal, ils perdent le gage dissuasif qu'elles constituent, les Égyptiens entreprenant de nouvelles évacuations de population. Parallèlement au renforcement de leurs positions sur le canal, ces derniers entreprennent d'établir un vaste réseau de défense anti-aérienne destinée à protéger le territoire égyptien. Ils ont pris conscience que leur aviation ne peut pas contester la suprématie aérienne israélienne et que la solution réside dans le déploiement de DCA et de missiles sol-air. Là encore, le Vietnam du Nord montre l'exemple avec les pertes infligées à l'aviation américaine.

Pendant que le Conseil de sécurité reprend ses débats, la violence devient quotidienne sur le canal, le long du Jourdain, dans la bande de Gaza avec, de temps à autre, des tirs sur le Golan. À la mi-septembre, les infiltrations venues de Jordanie obtiennent de véritables succès (trois gardiens druzes de matériel israélien et un soldat israélien tués le 15, six soldats tués le 19 septembre). Du côté israélien, on procède à des bombardements de représailles et à la destruction de maisons dans les territoires occupés. Dans ce contexte, la résolution 258 du 18 septembre, qui insiste pour que le cessez-le-feu soit rigoureusement respecté, paraît dérisoire. Seul élément nouveau, la résolution demande aux « parties d'apporter leur plus entière coopération au représentant spécial dans l'accomplissement rapide du mandat qui lui a été confié » par la résolution 242. La mission Jarring se survit du fait que ni les grandes puissances ni les parties intéressées ne souhaitent y mettre fin, ce qui les mettrait devant leurs responsabilités. La résolution 259 du 28 septembre décide l'envoi d'un représentant spécial du secrétaire général chargé d'enquêter sur la situation à Jérusalem et dans les territoires occupés. Elle ne change en rien la situation, Allon déclarant que ce représentant sera reçu en « simple touriste ». La réponse israélienne est d'ignorer la résolution 259 et de relancer la question du sort des minorités juives dans le monde arabe.

Le 9 octobre 1968, un attentat à la grenade vise les pèlerins juifs venus à Hébron pour la fête des Tabernacles, faisant de nombreux blessés ; il est suivi de représailles desdits pèlerins contre la population arabe de la ville. L'opération est attribuée au FPLP. Les autorités israéliennes minimisent la

situation tout en procédant à des arrestations et à des destructions de maisons et en annonçant l'intensification de la colonisation juive[312]. Hébron, qui avait plutôt joué la carte d'une certaine autonomie palestinienne sous protectorat israélien, est en train de devenir, en raison même de son lieu saint, l'un des plus importants foyers de violence et de haine comme le note le consul général de France à Jérusalem le 18 octobre[313] :

> La démolition par les autorités israéliennes de l'escalier de la façade est de la mosquée d'Abraham et les travaux de fouilles et de déblaiement entrepris au pied de la façade nord et menés à l'aide de puissants bulldozers ont suscité une grande irritation dans cette population dont les sentiments religieux, déjà très vifs, se sont encore trouvés exacerbés par des entreprises qui, à leurs yeux, prennent un caractère sacrilège et profanatoire.

Les travaux menés dans le sanctuaire d'Hébron exacerbent les craintes pour l'ensemble des lieux saints chrétiens et musulmans, en premier lieu celui du Haram al-Sharif à Jérusalem (mont du Temple pour les Juifs). Les nationalistes de diverses obédiences laïques prennent pour mot d'ordre la défense des lieux saints tout en faisant acclamer Nasser ou la résistance palestinienne. Les manifestations du mois d'octobre, plus ou moins bien habilement réprimées par la puissance occupante, minent l'autorité des notables, collaborateurs forcés de l'armée israélienne. Les slogans prennent aussi pour cible le roi Hussein, qui, « comme son grand-père, est prêt à vendre la Palestine aux Israéliens et aux Américains ».

Les manifestations, durement réprimées, reprennent le 2 novembre à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration Balfour. Il devient clair que le prestige du roi Hussein est très affaibli au profit de celui de Nasser et de la résistance, étroitement associés dans l'esprit des manifestants. La répression israélienne souligne cette désaffection quand elle vise en priorité les cadres de gauche se reconnaissant dans le FPLP. Le mythe d'une occupation apaisée n'est plus qu'un souvenir, comme le montre le témoignage du consul de France à Jérusalem[314] :

> La répression israélienne a été dure et sévère : interdiction a été faite aux habitants non seulement de sortir de leurs maisons mais de se tenir à leurs fenêtres. Pour effrayer les populations, des tanks ont circulé jour et

nuit à Naplouse et à Ramallah où les forces israéliennes ne cessaient de tirer en l'air, tandis que des patrouilles procédaient à des perquisitions dans les écoles.

À Jérusalem, dix-sept commerçants arabes qui ont participé à la grève générale de protestation voient leurs commerces confisqués au nom de la législation d'urgence héritée des Britanniques. Ils font appel à la Cour suprême israélienne.

Dans la même dépêche, le consul rappelle que les habitants de la Cisjordanie ne connaissent de la démocratie israélienne que des militaires et des colons religieux qui, en général, réussissent à imposer leurs vues à un gouvernement israélien réticent :

> Le général Dayan a beau assurer ses interlocuteurs arabes du caractère profondément démocratique du régime israélien, ces derniers ne peuvent, dans les circonstances actuelles, se défendre de penser que tôt ou tard ce régime laissera place à une théocratie militaire et policière et cela explique l'aide que les Palestiniens apportent aujourd'hui à des groupements extrémistes radicalement opposés à un arrangement avec Israël, ou tout au moins à tout arrangement qui stipulerait l'abandon de Jérusalem et d'une grande partie de la Cisjordanie.

Dans un premier temps, la radicalisation en cours va dans le sens d'un glissement vers la gauche nationaliste. Les islamistes sont alors pratiquement absents de la scène politique palestinienne.

Nouvelles manœuvres diplomatiques

Avant l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU, les Américains communiquent le plan soviétique aux Israéliens. Rabin en a la primeur. L'ambassadeur israélien n'y voit qu'une manœuvre soviétique et s'inquiète du risque d'un règlement imposé et d'une modification de la politique américaine. Il introduit une référence nouvelle dans la discussion. Israël ne peut se contenter d'un règlement où l'Égypte continuerait de l'ignorer. Il faut un traité de paix et des frontières ouvertes, sinon la guerre reprendra immanquablement[315]. Ses interlocuteurs tentent de le rassurer, mais lui marquent que l'absence de propositions

israéliennes détaillées constitue un élément de faiblesse dans les débats à venir. Rabin répond que ce qui compte, c'est la paix ; ensuite on pourra parler des frontières.

Cette question est essentielle. Tel est l'avis de Jarring, consulté par les Américains. L'atout principal des Arabes est la reconnaissance. Ils ne le sacrifieront pas sans connaître l'ampleur du retrait israélien316. Rostow en arrive à imaginer de troquer les Phantom contre la connaissance claire du programme territorial israélien. La question est reprise dans un entretien entre Rusk et Rabin. Ce dernier se dérobe toujours sur la question territoriale, exigeant tout d'abord la paix, ajoutant la réconciliation aux frontières ouvertes, tout en affirmant qui ni l'Égypte ni l'Union soviétique ne la veulent et que le roi Hussein est dans l'incapacité de la conclure. Le secrétaire d'État marque son exaspération : il ne suffit pas de psalmodier le mot paix, c'est le mot d'ordre d'Hanoi et de Washington. Pour arriver à la paix, il faut en définir le contenu317.

Selon l'analyse de Rostow, les Israéliens semblent attendre une brusque conversion des Arabes tandis que les Américains comptent plutôt sur une progression grâce à des arrangements pratiques318. Dans une nouvelle discussion avec Rabin319, il aborde la question de Jérusalem. L'ambassadeur envisage de donner un rôle à la Jordanie dans la gestion des Lieux saints. On peut aussi penser à une passerelle ou à un tunnel permettant aux Jordaniens d'accéder à Jérusalem. Rostow répond que c'est insuffisant et qu'il faudra un plus grand effort d'imagination pour arriver à la paix.

Eban, à son arrivée aux États-Unis, reprend la discussion. Il n'évoque que des « engagements contractuels » entre Israël et l'Égypte, ce qui semble montrer que les mots « réconciliation » et « frontières ouvertes » sont des innovations de Rabin320. À ses interlocuteurs américains, il donne l'impression de s'en tenir au plan Allon. Il se sert de l'affaire tchécoslovaque pour discréditer toute action commune entre les États-Unis et l'Union soviétique321.

L'entretien entre Rusk et Mahmoud Riyad, le lendemain 2 octobre, n'apporte rien de nouveau322. Le ministre égyptien des Affaires étrangères rappelle que, pour son pays, Israël, en envahissant le Néguev, n'a respecté ni l'armistice de Rhodes ni le protocole de Lausanne. Un

accord avec Israël est sans valeur. Il s'en tient au contenu de la résolution 242 qui ne stipule pas de négociations directes mais seulement la fin de l'état de guerre. La liberté de navigation dans le canal de Suez est liée au règlement de la question des réfugiés, même s'il affirme qu'ils sont peu nombreux à souhaiter s'installer en Israël.

Le 8 octobre, Eban fait un très beau discours à l'Assemblée générale, montrant une nouvelle fois sa parfaite maîtrise de la rhétorique anglaise. Il critique vivement l'ONU, incapable de traiter des affaires vietnamienne et tchécoslovaque et impuissante à protéger les petits pays. Il s'en tient aux exigences de négociations bilatérales avec les pays arabes et propose une conférence internationale sur les réfugiés. Il met en garde les gouvernements arabes du risque d'une solution imposée par une conférence internationale cautionnée par les grandes puissances. Le Moyen-Orient ne doit pas être placé sous protectorat international, et c'est à ses États de déterminer les conditions de paix. Comme il s'est refusé à évoquer la question territoriale, l'avis général est que la démonstration de ses talents oratoires ne permet aucune avancée vers une solution. Le discours de Mahmoud Riyad va dans le sens du plan soviétique en proposant un calendrier d'application de la résolution 242 sous la supervision et la garantie du Conseil de sécurité. Il refuse tout traité de paix qui serait l'équivalent d'une capitulation.

Ne voyant aucune perspective de progrès dans la voie diplomatique, l'administration Johnson cède sur la question des Phantom à moins d'un mois des élections présidentielle et parlementaires[323]. Le 9 octobre est annoncée officiellement l'ouverture de discussions à ce sujet avec Israël. La décision est motivée par la course aux armements lancée par l'Union soviétique dans la région. La presse arabe y voit une nouvelle démonstration de la collusion impérialiste entre les États-Unis et Israël dans leur agression contre la nation arabe. L'Arabie saoudite, qui s'active à fédérer sous son égide les principales organisations islamiques mondiales en dépit des réticences avouées des régimes « progressistes », laisse ces dernières se déchaîner contre la politique américaine tout en conservant la plus grande discrétion sur les intérêts américains dans la péninsule Arabique. Le roi Faysal mène une politique prudente tout en restant obsédé par la mainmise sur Jérusalem. Il ira jusqu'à suggérer aux

ambassadeurs occidentaux une « croisade » commune des chrétiens et des musulmans pour libérer la ville sainte[324]. Il ne veut pas d'un sommet arabe où Nasser mènerait le jeu et fait évoquer régulièrement la tenue d'un sommet islamique. Dans les dossiers africains, il soutient les États musulmans contre les tentatives de séparatisme organisées en sous-main par les sionistes et les impérialistes chrétiens (Nigeria-Biafra, Sud-Soudan). Le wahhabisme saoudien, renouvelé par les Frères musulmans en exil dans le royaume, interprète les jeux politiques internationaux en termes de conflits religieux, ce qui, à l'époque, fait sourire les rares experts qui s'intéressent à ce type de discours apparemment complètement dépassés.

Durant tout le mois d'octobre, Jarring attend toujours la communication israélienne définissant les « frontières sûres et reconnues ». Il ne reçoit que des assurances orales particulièrement évasives n'évoquant pas les lignes d'armistice de 1949. Jarring, découragé, envisage de mettre fin à sa mission, ce dont ni les grandes puissances ni les parties intéressées ne veulent[325]. La diplomatie égyptienne en profite pour montrer que les revendications israéliennes sont contraires au principe de « non-admissibilité d'acquisition de territoire par la force » et qu'Israël, contrairement à la RAU, n'accepte toujours pas la résolution 242.

Dès lors, la seconde option nassérienne, le recours à la force, reprend sa crédibilité. Le 26 octobre 1968, un duel d'artillerie sur le canal dure plusieurs heures et fait 15 morts et 34 blessés chez les militaires israéliens, tandis que les incidents se multiplient dans la bande de Gaza, à Jérusalem et en Cisjordanie. En deux mois, les Israéliens perdent 25 soldats et environ 50 blessés sur le canal. Les militaires égyptiens adoptent un vocabulaire à l'israélienne en parlant de « défense préventive[326] ». La dissuasion constituée par les menaces de bombardement des villes du canal ne joue plus. Il faut trouver un autre moyen pour « donner à Nasser une leçon[327] ». Le choix est fait d'un raid aéroporté, le 31 octobre, en Haute-Égypte, frappant à Nag Hammadi une centrale électrique, un pont et un barrage sur le Nil. Ces destructions d'infrastructures civiles ont pour but de montrer aux dirigeants égyptiens la vulnérabilité de leur territoire. L'exploit technique que constitue ce raid audacieux a aussi pour motivation de dissimuler la faiblesse israélienne

sur le canal. Face à cette menace, le gouvernement égyptien décide de constituer une « armée populaire », sorte de garde nationale destinée à protéger l'ensemble du pays[328]. Pendant le renforcement du dispositif, il s'abstient de lancer de nouvelles opérations majeures.

En même temps, Bar Lev, chef d'état-major de l'armée, lance des études pour établir un réseau de fortifications à proximité du canal. Le premier motif est d'assurer une meilleure protection aux soldats et ensuite d'interdire toute traversée du canal par l'armée égyptienne. Dès le mois de novembre, la construction de ce qui va prendre le nom de ligne Bar Lev est entreprise. Il n'est pas question d'établir une ligne continue en raison du manque d'hommes : ce sera un réseau de petits forts placés tous les dix kilomètres et couvrant la rive du canal. En arrière, les forces motorisées israéliennes seront disposées afin d'intervenir rapidement en cas de besoin. Cette disposition provoque les protestations des généraux des forces blindées, Amos Tal, Ariel Sharon et Raphael Eitan, qui considèrent qu'un tel dispositif est pour les Égyptiens une invitation à attaquer. Ils proposent de s'en tenir à une défense mobile avec les forces blindées installées à une dizaine de kilomètres du canal, hors de portée de l'artillerie égyptienne et contre-attaquant immédiatement à une traversée du canal. Bar Lev rejette cette « tankomanie » qui ne prend pas en compte la possibilité pour les Égyptiens de s'établir solidement derrière un réseau de champs de mines, une fois la traversée effectuée. D'autre part, le déplacement constant des blindés imposerait un coût d'usure et de maintenance du matériel insupportable.

L'argument politique est le plus important : il faut tenir coûte que coûte les lignes de cessez-le-feu. L'absence de défense statique permettrait aux Égyptiens d'établir une tête de pont et de la conserver grâce à un cessez-le-feu sur place imposé par le Conseil de sécurité.

En même temps, il faut dissuader les gouvernements arabes de soutenir les opérations des fedayins. Les 26 et 27 octobre, plusieurs villages du Liban-Sud sont bombardés par les Israéliens en absence de provocations évidentes[329]. D'ailleurs, le 29 octobre, une patrouille libanaise intercepte un commando palestinien. Les deux groupes s'opposent « par erreur », faisant des morts et des blessés selon le communiqué officiel. Il semble bien qu'il s'agisse d'un acte délibéré des militaires libanais[330].

Du côté jordanien, à partir de la mi-octobre, la tension monte entre le gouvernement et les organisations de résistance. Le commandement de l'armée cherche à interdire aux fedayins de circuler en armes et en uniforme dans les grandes agglomérations et exige une coordination des opérations avec les militaires[331]. Les raids palestiniens dans le secteur d'Eilat provoquent une vive inquiétude. Les Israéliens menacent de s'en prendre au secteur d'Akaba, ce qui provoquerait l'effondrement de l'économie jordanienne. Les choses se calment provisoirement en dépit des émissions de la radio palestinienne du Caire qui dénoncent avec vigueur ceux qui veulent pactiser avec Israël. D'ailleurs, sur le terrain, les jeunes officiers de l'armée jordanienne collaborent volontiers avec les fedayins et procèdent même à des manœuvres conjointes[332]. Les autorités jordaniennes tentent aussi de tarir le recrutement des organisations en imposant le service militaire obligatoire, mais le résultat est contraire[333] :

> Les mesures d'enrôlement autoritaire se sont retournées contre leurs initiateurs en provoquant une vague d'engagements dans les commandos de jeunes gens décidés à échapper aux levées, et en suscitant la panique et l'indignation dans la population à Amman et dans les principales agglomérations : les camions de l'armée, en effet, parcouraient les rues en ramassant d'office tous les jeunes gens en âge de porter les armes pour les conduire dans les camps d'entraînement, et les équipes de recrutement ont visité bureaux, ateliers et échoppes pour y effectuer des rafles.

Le 2 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration Balfour, une manifestation populaire saccage les abords de l'ambassade américaine à Amman. Le 3, l'armée jordanienne se lance dans une confrontation armée avec le groupuscule palestinien jugé responsable de l'incident. Le Fatah se désolidarise des intéressés et se déclare prêt à adopter un code de bonne conduite avec l'armée jordanienne[334], mais les militants pourchassés par les forces de l'ordre font croire à la population qu'il s'agit d'une tentative de liquidation de Yasser Arafat[335]. Les camps de la capitale basculent dans la révolte et le calme n'est restauré qu'après que le Fatah eut dénoncé les « provocateurs ». Si le régime hachémite paraît avoir remporté cette première manche, il a en fait perdu le contrôle des camps de la capitale. Le bilan humain s'élèverait à une trentaine de morts

et une centaine de blessés, pour l'essentiel des civils pris dans les tirs croisés entre les militaires et les commandos[336]. Si la résistance reste très populaire, la population s'inquiète du risque de guerre civile. Arafat a montré pour la première fois ses qualités de modérateur et de temporisateur, rôle qu'il aura à jouer de nombreuses fois durant sa longue carrière.

Les événements de Jordanie et de Palestine se répercutent au Liban. Le pays connaît au mois de novembre une vague d'agitation dans les secteurs scolaire et universitaire. Le mot d'ordre est la solidarité avec la résistance palestinienne. Ces actions provoquent des contre-manifestations des jeunesses issues des mouvements politiques chrétiens, qui mettent en avant la défense de la patrie libanaise au détriment de la révolution palestinienne. Le jeune Bachir Gemayel, fils du ministre de l'Intérieur Pierre Gemayel, le fondateur du parti des Phalanges, prend part aux bagarres, ce qui est exploité par les chefs dits « progressistes ». Le pouvoir, pris entre les deux camps, est incapable de rétablir la concorde entre les communautés. Avec prescience, l'ambassadeur de France s'interroge sur les conséquences de cette impuissance[337] :

> Cette constatation est d'autant plus inquiétante que, dans ce pays où l'on vit le doigt sur la gâchette, où certains députés sont armés sous leurs vestons ou leur soutane, il suffit de bien peu de chose pour déclencher un processus auquel le pouvoir s'avère incapable de mettre fin.

Le gouvernement ayant menacé de démissionner si le calme n'était pas rétabli, la fin du mois connaît un vrai apaisement, hâtivement défini comme la victoire du « libanisme » sur le confessionnalisme. Tout en proclamant publiquement son attachement à la cause palestinienne, le gouvernement travaille à interdire les actions des fedayins au Liban-Sud. Il tolère l'installation à Beyrouth des bureaux des principales organisations palestiniennes[338]. Le secteur le plus dangereux est la région proche de l'Hermon à proximité de la Syrie et du Golan occupé, où, avec l'encouragement de la Syrie, les fedayins tentent de s'implanter de façon durable. À partir de la fin d'octobre 1968, militaires libanais et commandos palestiniens se font face sans vouloir aller jusqu'à l'affrontement armé[339]. Le 9 décembre[340], l'ouverture du feu sera évitée de peu grâce à un entretien téléphonique entre Yasser Arafat et le Premier

ministre libanais. Le deuxième bureau libanais tente alors de trouver un *modus vivendi* entre l'armée et les fedayins. Pendant ce temps, Kamal Joumblatt, avec son parti, le Parti socialiste progressiste (PSP), tente de fédérer un front de soutien aux fedayins.

Les dernières semaines précédant les élections américaines voient un ultime effort de l'administration Johnson. Le Département d'État et le Pentagone mènent un combat d'arrière-garde dans la question des Phantom en demandant de nouvelles justifications pour leurs livraisons[341]. Ils insistent lourdement sur la nécessité d'une adhésion israélienne au traité de non-prolifération et demandent un accord sur les inspections par les Américains des installations nucléaires israéliennes. La rhétorique est fondée sur la répétition de la non-décision : le gouvernement n'a rien décidé sur l'arme atomique, l'adhésion au traité de non-prolifération et la définition des frontières sûres et reconnues. Ses interlocuteurs américains n'établissent aucune relation entre ces dossiers et les Phantom, mais souhaitent discuter simultanément de ces sujets. L'argument essentiel des Américains est que si Israël se dote de l'armement nucléaire, l'Union soviétique offrira aux Arabes son « parapluie nucléaire », ce qui pérennisera sa présence au Moyen-Orient. Une confrontation nucléaire dans cette région mettrait les deux superpuissances au bord de la guerre nucléaire[342] et la sécurité même des États-Unis serait mise en cause[343]. Rabin exprime sa fureur et refuse, pour quelques avions de plus, de livrer la souveraineté israélienne aux États-Unis. Au lendemain de l'élection présidentielle, il fait savoir « aux partisans d'Israël » au sein du Parti démocrate que la future administration républicaine livrera les avions et en retirera les mérites[344].

Parallèlement, le ballet diplomatique continue à l'ONU. Les ministres égyptien et jordanien veulent partir au moment où Eban arrive, puis le dialogue de sourds reprend, les Israéliens parlant de traité de paix et les Arabes de retrait sur les lignes du 4 juin. Jarring, qui a menacé de mettre fin à sa mission, accepte de la prolonger pour voir ce qu'apportera le nouveau contexte politique américain.

Rusk, à la toute veille des élections[345], sans en avoir discuté préalablement avec ses services, suggère une clarification en 7 points de la résolution 242 : retrait israélien du territoire de la RAU, fin officielle de

l'état de guerre, ouverture à tous du canal de Suez, libre choix pour les réfugiés du lieu du retour ou de la réinstallation, présence internationale à Charm el-Cheikh, limitation de la course aux armements, document cosigné par Israël et l'Égypte. Mahmud Riyad lui répond que le règlement doit comprendre la totalité des territoires occupés et qu'une aspirine ne guérit pas le cancer. Si les Israéliens renoncent aux annexions territoriales, tout est possible346.

Quand la discussion reprend avec Eban et Rabin, les intéressés insistent sur le maintien d'un contrôle israélien sur Charm el-Cheikh avec « continuité territoriale » avec Eilat, c'est-à-dire toute la côte égyptienne du golfe d'Akaba.

Le testament de l'administration Johnson

Nixon dispose d'une réputation relativement bonne chez les dirigeants arabes. Il a été le vice-président d'Eisenhower dont on se rappelle le rôle, en particulier lors de la crise de Suez. En tant que républicain, il est moins dépendant de l'électorat juif que les démocrates. Si, dans la campagne électorale, il s'est prononcé en faveur d'Israël, ses positions ont été plus modérées (ou plus vagues) que celles de Humphrey. Nasser a fait le geste remarqué de lui adresser un message de félicitations à l'occasion de son élection. Pressé par le Département d'État, Nixon a répondu que son administration accorderait une priorité élevée à la recherche d'une paix juste et de relations amicales au Moyen-Orient comme ailleurs347. La presse du Caire donne une large place à cette déclaration.

Rabin, largement déçu par l'attitude de l'administration Johnson sur le dossier crucial des Phantom, a très tôt parié sur Nixon. Au mois d'août, le candidat lui a exprimé sa vision stratégique dans les affaires mondiales. Il est nécessaire d'arriver à un accord avec les Soviétiques, ce qui implique d'être en position de force. L'ambassadeur lui a répondu dans les mêmes termes : Israël doit être en position de force pour pouvoir faire la paix avec ses voisins348.

Dans la période de transition durant laquelle il constitue son administration, le président élu, informé des affaires courantes par

l'administration sortante, refuse de s'y associer afin de laisser la pleine responsabilité à l'administration Johnson. Le 11 novembre[349], le président reçoit son successeur à la Maison-Blanche pour un tour d'horizon des questions internationales. Celle de l'adhésion d'Israël au traité de non-prolifération est évoquée. Le même jour, Johnson adresse à Eshkol une lettre personnelle dans laquelle il l'adjure de ne pas lancer le Moyen-Orient dans une course aux armements nucléaires. Quelques jours après, il demande le soutien de Nixon pour la tenue d'une session extraordinaire du Congrès consacrée au traité de non-prolifération, moyen de pression sur les alliés des États-Unis qui refusent d'y adhérer. Nixon, fidèle à sa ligne de conduite, refuse toute action avant sa prise de fonction.

Finalement, on arrive à un texte imprécis sur les Phantom, sous la forme d'un échange de correspondances entre Rabin, au nom de son gouvernement, et le gouvernement des États-Unis. Israël reprend la formule qu'il ne sera pas le premier pays de la région à introduire des armes nucléaires et s'engage à ne pas utiliser d'avions livrés par les États-Unis au transport d'armes nucléaires[350]. Le commentaire oral de Rabin est que le mot « introduction » signifie ne pas expérimenter et ne pas rendre publique l'existence d'armes nucléaires, alors que pour ses interlocuteurs la « possession » signifie « introduction[351] ». La discussion porte ensuite sur le financement. Le marché est de l'ordre de 275 à 300 millions de dollars pour 50 appareils et le Pentagone propose un crédit de 60 millions alors que l'Iran en a récemment reçu un de 100 millions pour une transaction moins importante. Les Israéliens acceptent pour le moment le principe d'un crédit de 60 millions et l'administration Johnson est prête à monter à 75 millions. La livraison de 50 Phantom à partir de la fin 1969 est annoncée le 26 décembre 1968.

C'est un grand succès pour le général-ambassadeur dont l'influence grandit sur la prise de décision israélienne. Comme le montrent ses Mémoires, il tend à magnifier le rôle des partisans d'Israël en liaison avec son ambassade à Washington. Pourtant, le lobby pro-israélien n'a joué qu'un rôle secondaire durant toute l'administration Johnson[352]. Le président était depuis le début un « ami » d'Israël ainsi qu'une bonne part de l'entourage présidentiel, officiels ou proches intervenant dans la prise de décision. Ce qui comptait le plus pour Johnson était l'attitude du

Congrès, où il avait passé l'essentiel de sa vie politique. Il lui était impossible voire inenvisageable de se lancer dans une confrontation analogue à celle d'Eisenhower en 1957 avec Israël et ses partisans parlementaires, tout comme d'envoyer des troupes au Moyen-Orient, en raison de la guerre du Vietnam. La ligne la plus facile était de donner à Israël les moyens de sa supériorité militaire tout en tentant de définir les conditions d'un règlement politique.

C'est tout à la fin de l'administration Johnson que le Département d'État semble se rendre compte de l'impasse dans laquelle on est en train de s'enfermer en renonçant au principe de l'intégrité territoriale définie avant juin 1967. Sur ce point crucial, le ton monte entre l'ambassade israélienne et ses interlocuteurs américains[353]. La première les accuse de pratiquer la « tactique du salami » en poussant les Israéliens à abandonner leur exigence de négociations directes puis en exigeant d'appliquer la résolution 242, en utilisant le mot « retrait » et retour sur les lignes du 4 juin. La réponse américaine n'est pas moins ferme : les États-Unis n'ont pas changé de positions depuis le 19 juin 1967. Il n'a jamais été question d'autre chose que de rectifications minimes de frontières, toute annexion conséquente de territoires rendant la paix impossible[354]. Il serait temps que les Israéliens écoutent sérieusement ce qu'on leur dit[355]. Les 7 points de Rusk sont dans la continuité des positions précédentes et ne constituent pas une nouveauté. Les explications de texte continuent les jours suivants. Les États-Unis veulent comme Israël un vrai traité de paix mais rappellent que plus Israël s'éloignera des lignes d'armistice, plus il s'éloignera de la paix[356].

Du côté égyptien, la réponse est que la RAU ne peut entrer dans la voie d'un règlement séparé et que l'accord doit concerner la totalité des territoires occupés, y compris le Golan. En acceptant l'idée d'un règlement global, Le Caire ne pose plus comme préalable un retrait israélien, mais se montre ferme sur la question de la souveraineté égyptienne sur le Sinaï, y compris en ce qui concerne le stationnement de forces internationales. Pour les Israéliens comme pour les Américains, l'Égypte ferme toute perspective de règlement puisque, en introduisant la question du Golan, elle donne un pouvoir de veto à la Syrie.

Le 22 novembre, un attentat à Jérusalem fait 12 morts et 62 blessés, mettant fin à une période de calme très relatif. La date choisie et le matériel utilisé (voiture piégée) montrent une préparation de longue date. Le gouvernement israélien annonce l'adoption de mesures beaucoup plus sévères contre le terrorisme. Un couvre-feu est imposé sur la ville arabe. La séparation des esprits est soulignée par le maire de Jérusalem, qui déplore que notables arabes et autorités religieuses refusent de condamner l'attentat[357]. Ils justifient leur attitude en rappelant la répression récente et les bombardements israéliens meurtriers en Jordanie[358]. Dans les milieux militaires israéliens, on parle de plus en plus de contre-terrorisme qui pourrait prendre la forme d'un raid contre un pays arabe, en particulier le Liban où l'implantation des organisations palestiniennes devient de plus en plus visible.

Le consul de France marque très précisément les données du problème :

> Le terrorisme n'ayant pas dans l'esprit des deux adversaires en présence la même signification, il tend donc à rendre encore plus complexe un problème déjà redoutable. Pour les Israéliens, c'est un acte de barbarie dont seuls les nazis s'étaient jusqu'à présent rendus coupables ; pour les Palestiniens, c'est le seul moyen dont dispose un peuple faible confronté avec un voisin qui ne connaît d'autre loi que le droit du plus fort. Le caractère colonisateur de l'administration israélienne dans les territoires occupés justifie au surplus à leurs yeux une action de cette nature qui a permis au peuple algérien d'accéder à l'indépendance.

Il s'inquiète par ailleurs de la haine qu'engendrent terrorisme et répression, qui ne peuvent que retarder tout espoir de paix.

Le 1er décembre, un raid israélien détruit trois ponts de la route Akaba-Amman ; les jours suivants, les bombardements des villes jordaniennes d'Irbid et de Shuneh reprennent ainsi que des positions tenues par l'armée irakienne en Jordanie.

Dans ce contexte se déroule la mission d'information sur le Moyen-Orient dirigée par l'ancien gouverneur Scranton pour le compte du président élu. Ses entretiens avec les représentants de l'Égypte, de la Jordanie et du Liban confirment les positions déjà connues : les États

arabes sont prêts à mettre fin à l'état de belligérance contre le retour aux lignes du 4 juin. En raison de la radicalisation de la jeunesse et de l'opinion publique, on ne peut pas aller plus loin. Le roi Hussein se montre totalement découragé par les résultats des contacts, officiellement indirects, avec les Israéliens. Ces derniers rejettent toute garantie internationale et acceptent l'idée d'une paix sans relations diplomatiques. Donnant son opinion personnelle, l'émissaire de Nixon évoque une politique « plus impartiale *(evenhanded)* » de la prochaine administration. Les Soviétiques reprennent leurs propositions, pas très éloignées de celles de Rusk, mais avec une insistance marquée, sur le retour aux lignes du 4 juin 1967.

Scranton est le premier émissaire américain à vouloir rencontrer des notables de Cisjordanie. Amman a immédiatement donné instruction aux intéressés de ne pas se rendre au consulat américain à Jérusalem. Seul le cheikh Jaabari a passé outre et s'est montré partisan d'un État palestinien autonome[359]. À Beyrouth, en revanche, Scranton a reçu des représentants palestiniens, des intellectuels et des universitaires, ce qui a fait sensation. L'OLP a d'ailleurs condamné cette action[360] et Damas se félicite de l'échec de la tentative d'établir un tel État palestinien[361]. De toute façon, on ne peut s'attendre à un quelconque changement de l'attitude américaine : les milieux dirigeants sont incapables de se soustraire à l'influence déterminante du sionisme.

Peut-être pour compenser l'effet de cette mission qui a fait grand bruit, Nixon accepte de recevoir Moshe Dayan de passage aux États-Unis. Le ministre de la Défense déclare qu'il n'a décelé dans ses entretiens aucun signe de changement dans la position américaine. Le fait que Scranton ne reçoive aucun poste dans l'administration Nixon, dont la composition est annoncée à la mi-décembre, rassure les Israéliens.

Piraterie aérienne et initiatives diplomatiques

Le 26 décembre 1968, à l'aéroport d'Athènes, un commando de deux hommes ouvre le feu et lance des grenades sur un Boeing 707 d'El Al, tuant un passager et causant d'importants dégâts. Ils se rendent ensuite sans résistance à la police grecque. L'attentat est immédiatement

revendiqué à partir de Beyrouth par le FPLP, qui accuse la compagnie aérienne d'appartenir à l'armée israélienne. Il justifie l'action au nom de la lutte des peuples contre l'agression et l'occupation étrangère et rappelle qu'Israël s'en prend à des objectifs civils. Les autres organisations de lutte armée approuvent le FPLP et reprennent sa thématique[362].

Immédiatement, les autorités israéliennes mettent en cause le Liban. Les deux fedayins sont venus de Beyrouth (mais par un avion d'Air France), le FPLP a un bureau dans la capitale et la presse libanaise a dans son ensemble justifié l'opération. Le gouvernement rejette toute implication et demande aux pays occidentaux d'intervenir[363]. Il est trop tard. Le 28 décembre, l'armée israélienne lance un raid héliporté sur l'aéroport international de Beyrouth, détruisant une douzaine d'avions de ligne libanais ainsi qu'une partie des entrepôts de carburant et des installations. Le bilan des dégâts est de l'ordre de 100 millions de dollars, somme considérable pour l'époque.

Le gouvernement israélien justifie l'opération au nom de la lutte contre le terrorisme. En détruisant les infrastructures civiles, on punit les gouvernements et les sociétés qui l'abritent. La menace porte globalement contre l'ensemble de l'aviation civile arabe si les attaques continuent contre les avions israéliens. Néanmoins, le raid a visé l'État arabe le plus faible, sans aucune capacité de répliquer par la force, contrairement aux autres États de la ligne de front. L'armée libanaise est restée totalement inerte en dépit des avertissements répétés du risque d'une attaque israélienne, ce qui lui vaut d'être prise à partie par les partis musulmans. Dès le mois de janvier 1969[364], il devient clair qu'un dangereux clivage est en train de se former entre les partis progressistes et musulmans, qui se solidarisent avec la résistance palestinienne, et les partis chrétiens, qui voient dans la présence palestinienne une menace dangereuse pour la sécurité du pays. On parle du risque de voir le pays « se jordaniser[365] ». Le gouvernement doit démissionner. Le leader sunnite de Tripoli, Rachid Karamé, est pressenti pour devenir Premier ministre, mais il rencontre des difficultés considérables pour réunir une majorité. Le nouveau gouvernement est formé le 23 janvier 1969. L'alliance de Pierre Gemayel, Camille Chamoun et Raymond Éddé forme la principale opposition.

Il ne semble pas que le raid sur l'aéroport de Beyrouth fasse partie d'un plan général de déstabilisation du Liban par Israël. Ce serait plutôt d'une étape dans l'escalade en cours visant l'ensemble des pays arabes et inspiré par la pratique de la guerre des frontières des premières années 1950. C'est le message que l'on essaye de faire passer par la voie diplomatique et que résume ainsi l'ambassadeur de France à Tel-Aviv[366].

> On estime que, solidement attachés à leurs intérêts matériels, les Libanais sauront tirer les conclusions logiques de l'action de l'armée israélienne. Leurs dirigeants ont suffisamment montré dans le passé qu'ils étaient capables de réagir quand les circonstances l'imposaient. Même des gouvernements moins réalistes, tels que ceux de l'Égypte, de la Jordanie et de l'Irak, ont d'ailleurs tenu compte des dernières opérations israéliennes puisqu'un plus grand calme règne actuellement, aussi bien sur le canal de Suez que dans le secteur irakien et dans la région d'Eilat.

Comme pour Karameh, le résultat du raid a été essentiellement contreproductif. Il n'a pas mis fin à la piraterie aérienne et a renforcé la position des Palestiniens au Liban et la radicalisation des opinions publiques arabes. Son but premier, semble-t-il, visait surtout, par une action audacieuse et spectaculaire, à remonter le moral de la population israélienne. La rapidité et la force des condamnations internationales a ravivé les inquiétudes. Au-delà, Menahem Begin, alors ministre sans portefeuille, exprime un sentiment répandu dans la population israélienne en déclarant qu'il importe peu qu'Israël ait perdu des sympathies dans le monde[367] :

> Les millions de Juifs conduits aux massacres hitlériens ont été l'objet de sympathies, mais personne n'a levé un doigt pour les sauver. Nous n'avons pas besoin de sympathie pour des Juifs assassinés, mais de compréhension à l'égard de ceux qui combattent pour leur existence nationale.

Le raid a provoqué une forte réprobation internationale, en particulier dans les opinions publiques occidentales en général favorables aux thèses israéliennes. Le Conseil de sécurité a été immédiatement saisi. L'unanimité se dessine rapidement pour définir l'action israélienne comme disproportionnée et contraire aux principes de la Charte. Il est très

facile d'arriver à un texte voté à l'unanimité qui constate que l'action militaire israélienne a été préméditée, de grande ampleur et soigneusement préparée. La résolution 262

> condamne Israël pour son action militaire préméditée en violation de ses obligations aux termes de la Charte et des résolutions relatives au cessez-le-feu ;
>
> considère que de tels actes prémédités de violence mettent en danger le maintien de la paix ;
>
> adresse à Israël l'avertissement solennel que si de tels actes se répétaient, le Conseil devrait envisager d'autres mesures pour donner effet à ses décisions ;
>
> considère que le Liban a droit à une réparation appropriée pour les destructions qu'il a subies et dont Israël a reconnu être responsable.

La quasi-simultanéité entre le raid sur Beyrouth et la conclusion du contrat sur la livraison des Phantom a considérablement gêné la diplomatie de l'administration Johnson finissante. Aucune justification n'a été trouvée à cette opération qui ne fait qu'affaiblir le gouvernement libanais et renforcer le radicalisme arabe à un moment où toutes les capitales protestent contre la décision américaine, y compris les meilleurs « amis » arabes des États-Unis. Cela permet de comprendre l'attitude inhabituelle des Américains au Conseil de sécurité.

La première réaction française, exprimée par Michel Debré alors ministre des Affaires étrangères le 29 décembre, est considérée comme modérée. Elle renvoie à l'engrenage de la violence, qui rend inévitables de tels incidents, et condamne l'usage de représailles. Elle reprend le thème d'une concertation indispensable des quatre Grands, d'autant plus d'actualité qu'en ces derniers jours de décembre l'Union soviétique a contacté les trois autres puissances pour leur présenter une nouvelle mouture de son plan de règlement du conflit. Il invite Israël et les pays arabes concernés à confirmer leur consentement à la résolution 242 et à la mettre en application368. En échange du retrait israélien, ce plan implique un accord entre les parties sur l'ensemble des dispositions de la résolution. Sur bien des points, il représente des concessions importantes aux thèses israéliennes, à l'exception notable des annexions territoriales. Même si la

mission Jarring joue un rôle essentiel, il comprend une concertation active des quatre puissances chargées entre autres de définir les garanties de sécurité. Il existe une vraie convergence d'analyse entre la France et l'Union soviétique : les Quatre pourraient se mettre d'accord sur un texte interprétatif de la résolution 242 qui serait ensuite soumis au Conseil de sécurité[369]. Le plan soviétique, quoique par endroits lacunaire et ambigu, est considéré comme un bon point de départ. Avec lucidité, Michel Debré explique le 4 janvier[370] à l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Sargeant Shriver, la nécessité d'un règlement imposé sur la base de la 242 :

> Si l'on veut que la résolution soit appliquée, il faut – et ce n'est pas à dire en public – qu'à un moment donné le règlement puisse être imposé. Une entente entre Israël et les Arabes est en effet du domaine de la théorie. Si l'on en reste au dogme du caractère indispensable d'une entente librement consentie, il y aura toujours quelqu'un pour le faire échouer. Il convient donc que les grandes puissances soient conscientes de la nécessité d'admettre l'éventualité d'un règlement imposé.

Le gouvernement libanais est plutôt déçu de cette première réaction, jugée moins chaleureuse que celle du gouvernement américain[371].

De Gaulle a ressenti le raid sur Beyrouth comme une attaque personnelle[372]. Il était déjà irrité par « l'absence de mesure » de la politique israélienne, qui propage la violence dans l'ensemble du Proche-Orient voire au-delà, et exaspéré par la campagne menée en France par les « amis d'Israël » contre sa politique. La stratégie de la tension menée par Israël a pour but de faire avorter le plan soviétique et la concertation à quatre. La préservation du Liban est un axe majeur de la politique française depuis 1945 et elle a été assurée par l'alliance informelle entre Israël et la France. L'opération contre la capitale libanaise vise donc directement la France. De surcroît, des hélicoptères de fabrication française ont été utilisés pour détruire des avions d'origine française, les Israéliens n'ayant pas voulu utiliser du matériel de guerre d'origine américaine afin de ne pas compromettre la livraison des Phantom.

Le 31 décembre, des fedayins bombardent le territoire israélien à partir du Liban-Sud, faisant 3 morts dans la ville israélienne de Kyriat Shmoneh, événement suivi d'un échange de tirs entre militaires libanais et israéliens le 2 janvier. Inévitablement, Israël profère de nouvelles menaces contre le

Liban, sommé d'expulser les commandos palestiniens s'il veut vivre en paix. Les ambassadeurs occidentaux à Beyrouth demandent une intervention de leurs gouvernements respectifs pour dissuader Israël de lancer une nouvelle opération en territoire libanais.

Dans ce contexte, le 3 janvier 1969, le général de Gaulle annonce un embargo général sur les livraisons de matériel militaire à Israël. Cette décision provoque un déluge de protestations. On souligne la mollesse de la réaction française lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie et la dureté de la décision qui vient d'être prise. Cela accentue la colère du Général, comme le montre le communiqué du porte-parole du gouvernement le 8 janvier 1969.

Il rappelle d'abord les raisons de cette décision :

> L'opération lancée contre le terrain d'aviation de Beyrouth, opération qui a été condamnée à l'unanimité par le Conseil de sécurité et par le monde entier, est apparue au gouvernement français comme inqualifiable et inacceptable.
>
> On a fait la comparaison entre l'attentat d'Athènes contre un avion israélien et l'opération contre l'aéroport de Beyrouth : en fait, ces deux opérations n'étaient pas comparables. À Athènes, il s'agissait d'un coup de main organisé par des hommes appartenant à une organisation clandestine. À Beyrouth, l'opération a été montée par un État avec son matériel militaire, en particulier des Super-Frelon et des Alouette de fabrication française, contre des installations civiles d'un autre État.

D'où la décision d'embargo :

> Ce fait a amené la France à prendre une décision d'urgence, immédiate, celle de l'embargo total.
>
> Pourquoi avons-nous fait cela ? Parce que nous ne voulons pas que le conflit s'étende et qu'un chaos sanglant s'installe au Moyen-Orient.

Le communiqué s'en prend aux amis d'Israël dans le monde de l'information :

> La position française a été très discutée à l'intérieur du pays. Il est remarquable, et il a été remarqué, que les influences israéliennes se font sentir d'une certaine façon dans des milieux proches de l'information.

Le reste de la déclaration est une sorte de testament politique :

Pour l'avenir, la politique française, c'est l'installation d'une paix durable au Moyen-Orient, et cette paix ne peut être fondée que sur l'application de la résolution unanime du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité. Cette résolution prévoit l'évacuation des territoires conquis, l'établissement de frontières telles qu'elles soient sûres et reconnues, la liberté de navigation pour tous et partout, un statut pour les réfugiés et des garanties pour tout cet ensemble.

Cette résolution n'est pas négligeable pour Israël, puisqu'elle assure sa reconnaissance, lui procure des garanties liées à son existence et la liberté de navigation.

Le « mémorandum soviétique » est jugé acceptable dans ses grandes lignes : « Il est susceptible de modifications au cours de conversations. »

Le gouvernement français souhaite que les quatre Grands se mettent d'accord, que le Conseil de sécurité adopte un plan d'application de sa résolution, en prévoie les moyens, et la France y prêtera son concours.

Sinon, le risque est de voir un pourrissement de la situation :

Tout est sujet à changement au Moyen-Orient. Il existe un danger d'extension, de pourrissement, et des dangers liés au développement de la résistance palestinienne qui font qu'on peut revenir à cette résolution.

Bien que choqué par ce coup inattendu, le gouvernement israélien tend à minimiser l'impact de cet embargo qu'il refuse de mettre en relation avec « l'acte d'autodéfense » que constitue le raid sur l'aéroport de Beyrouth. L'industrie israélienne de l'armement est en plein développement et les États-Unis fourniront le reste. Il y aura évidemment un important contentieux commercial avec la France. De fait, la valeur des livraisons de matériel militaire français à Israël en 1968 s'est élevée à 135 millions de dollars – s'y ajoutent 40 millions de produits destinés au ministère de la Défense. Ces chiffres sont à comparer aux exportations de produits civils qui se montent à 50 millions de dollars[373].

L'atmosphère est aussi assombrie par la campagne menée par le nouveau régime baathiste en Irak contre « l'espionnage sioniste », qui aboutit à la pendaison publique de 14 personnes dont 9 Juifs irakiens, le tout dans une hystérie populaire organisée par Saddam Hussein. La

campagne contre les espions sionistes n'est que le prélude à toute une série de liquidations, publiques ou non, d'adversaires supposés du régime de toute obédience ethnique, religieuse ou politique. L'antisionisme n'a été qu'un prétexte pour établir une atmosphère de terreur politique[374]. La diplomatie française est intervenue en vain pour éviter cette issue tragique, ce dont le gouvernement israélien lui est reconnaissant. En revanche, les médias arabes sont partagés sur le soutien au gouvernement irakien. Le journal officieux égyptien *Al-Ahram* a condamné explicitement les pendaisons qui portent tort à l'image du monde arabe. Les baathistes syriens ont pris leurs distances avec le régime concurrent de Bagdad. D'autres, au contraire, prennent sa défense.

La priorité immédiate est de faire barrage au plan soviétique défini comme un nouveau « Munich au Moyen-Orient » par le représentant israélien aux Nations unies : Israël n'acceptera pas de « devenir la Tchécoslovaquie du Moyen-Orient[375] ». Aux États-Unis, Rabin mène une vigoureuse campagne contre tout projet de règlement imposé, campagne à laquelle il associe la politique française. Selon l'ambassadeur de France, il multiplie les « déclarations antifrançaises qui ne sont guère compatibles avec le statut d'un ambassadeur représentant un pays avec lequel nous sommes en relation diplomatique[376] ». Le militaire-diplomate est étroitement associé à la montée en puissance du « lobby israélien » qui s'en prend avec véhémence aux intérêts français aux États-Unis.

Il est vrai que la France a proposé, le 15 janvier, la tenue de conversations à quatre, immédiatement acceptée par l'Union soviétique. Les États-Unis, en période de transition politique, restent réservés et s'en tiennent à la poursuite de la mission Jarring et à la condamnation du terrorisme. Ils laissent même entendre que Charm el-Cheikh pourrait rester aux Israéliens dans le cadre du règlement final. La Grande-Bretagne, après avoir un peu tardé dans l'attente probablement de la réaction américaine, approuve le principe des conversations tout en donnant la priorité à la mission Jarring. L'ambassadeur suédois devrait passer du rôle de conciliateur (passeur de messages) à celui de médiateur ayant pouvoir de formuler des propositions.

L'Égypte insiste sur le refus israélien. Dans son discours du 20 janvier 1969, Nasser réaffirme la primauté de l'action militaire en l'absence de

solution politique. Il appelle au renforcement de l'unité d'action arabe, à la tenue d'un sommet arabe et au renforcement du front oriental. Il salue les réussites de la résistance palestinienne, qui doit chercher à s'unir. Il reconnaît le droit des Palestiniens, à rejeter la résolution 242 qui ne mentionne pas leur existence. La question des réfugiés ne peut être limitée à son seul aspect humanitaire, c'est le problème d'un peuple et d'une patrie.

Dans ce contexte, la longue interview d'Abba Eban publiée dans le magazine allemand *Der Spiegel* du 27 janvier constitue une réponse israélienne rejetant les conversations à quatre, deux des puissances concernées, la France et l'Union soviétique, étant presque par nature hostiles à Israël. Il ne comprend pas le refus des États arabes de négocier directement alors que c'est seulement dans ce cas qu'Israël pourrait définir publiquement son programme territorial :

> Nous ne pensons pas que les lignes de cessez-le-feu actuelles se confondent avec les frontières d'Israël. Ces lignes correspondent à nos exigences de sécurité en cas de guerre. Dans la paix, elles devraient être remplacées par des frontières sûres et durables, que nous voulons déterminer par des négociations avec les États arabes… La carte ne ressemblera jamais plus à celle du 4 juin 1967. Je n'exagère pas si je dis que pour nous elle est un peu comme un souvenir d'Auschwitz.

C'est de là, semble-t-il, que vient la célèbre expression « frontière d'Auschwitz »

Le projet d'État palestinien unitaire et démocratique

Quand Nasser appelle la résistance palestinienne à s'unir, il a à l'esprit la prochaine tenue du 5e CNP qui doit régler la question du contrôle de l'OLP. Il a fait le choix stratégique de reconnaître le Fatah comme force dominante et l'a encouragé à prendre le contrôle de l'OLP. La popularité de la résistance dans l'opinion publique arabe en a fait un enjeu essentiel de la scène politique arabe, et le président de la RAU a tout à craindre des activités baathistes dans ce domaine. Il aurait pu soutenir le FPLP issu du Mouvement des nationalistes arabes considéré traditionnellement comme

d'obédience nassérienne, mais son adoption d'un discours de plus en plus gauchiste ne lui paraît pas adaptée aux circonstances de l'heure. De toute façon, le Fatah est la force la plus importante et sa relative plasticité idéologique correspond le mieux aux nouvelles exigences de la politique de la RAU.

Sur le plan militaire, Nasser ne se fait pas d'illusions sur les capacités de la résistance. Elle peut être un facteur de fixation d'un certain nombre d'unités militaires israéliennes sur le front oriental, mais pas plus. Si option militaire il y a, elle sera le fait des armées régulières arabes en voie de réorganisation. En revanche, il ne sera pas possible d'arriver à un quelconque règlement sans y intégrer une dimension palestinienne.

Soutenir le Fatah, c'est aller dans le sens des options définies lors du premier sommet arabe de janvier 1964, la reconnaissance des identités « régionales » arabes et l'abandon de la perspective de création d'un grand ensemble unitaire. La libération de la Palestine signifiera alors la création d'un État palestinien spécifique et non son intégration dans un grand ensemble unitaire. Un tel programme est inacceptable pour le FPLP et pour les baathistes.

Nasser est conscient du dommage causé par les déclarations inconsidérées de la propagande arabe et palestinienne avant la guerre de juin 1967, résumées par l'expression « jeter les Juifs à la mer ». Il va mettre tout son poids politique[377] pour soutenir le programme énoncé, semble-t-il pour la première fois, par Abou Iyad (Salah Khalaf) au nom du Fatah en octobre 1968[378] : la révolution palestinienne rejette toute idée de fanatisme, de sectarisme (confessionnalisme) et de racisme, qui sont les fondements du mouvement sioniste. Elle ne combat pas les Juifs en tant que membres d'une religion, mais le sionisme qui est un mouvement impérialiste, expression du néonazisme, qui cherche à occuper toujours plus de territoire arabe et à en chasser la population. L'entité sioniste doit être éradiquée pour que la paix et la sécurité puissent être établies dans la région arabe. Le combat palestinien a pour but de libérer les Juifs de l'emprise du terrorisme intellectuel et de l'orientation raciste que représente le sionisme. Les Juifs pourront vivre de façon digne dans un État et dans une société arabes. Si l'État est arabe, il n'est pas alors dit qu'il est palestinien.

Cette prise de position pourrait être contraire à la charte adoptée l'année précédente par l'OLP. Si la question du sort des Juifs après la libération de la Palestine reste virtuelle, puisque c'est un but à long terme, l'orientation prise par le Fatah de devenir un acteur politique reconnu sur la scène internationale – et au moins dans un premier temps dans l'audience des forces progressistes – implique d'avoir une réponse prête à ce genre d'interrogations. On affirme donc à de nombreuses reprises que l'on combat le sionisme mais non les Juifs (à qui l'on ne reconnaît pas la qualité de peuple).

Soutenue par Nasser et le roi Faysal, la direction du Fatah est maintenant en position de force pour négocier avec la direction intérimaire de l'OLP. Un accord est trouvé. Le Fatah, tout en conservant son existence distincte, prendra la direction de l'OLP et en deviendra « la colonne vertébrale ». On distribuera les sièges du CNP en fonction de cette orientation. La dualité permet de maintenir en place les institutions et les cadres de l'OLP, organisation toujours considérée comme émanant de la Ligue des États arabes, tout en conservant l'indépendance politique du Fatah et sa liberté de décision. Ce choix permet aussi de rejeter « l'option algérienne » d'un Front de libération nationale prêt à liquider par la force tout compétiteur. L'hégémonie du Fatah assure le maintien du pluralisme des mouvements dont plusieurs ont des protecteurs arabes puissants. C'est une garantie contre le risque de guerre civile. Le FPLP et les pro-syriens décident alors de boycotter le prochain CNP.

Le programme du Fatah, rendu public le 20 janvier 1969[379], assure la présence de toutes les forces palestiniennes à l'intérieur de l'OLP. Il maintient la voie révolutionnaire armée et rejette toutes les tentatives de liquidation de la cause palestinienne s'appuyant sur la résolution 242 comme le projet soviétique et d'autres qui veulent établir un pseudo-État palestinien. Il revendique la totalité de la Palestine.

Le 25 janvier, Nasser reprend la parole à l'occasion du second congrès international de soutien des peuples arabes. Il salue la cause palestinienne devant l'opinion publique mondiale : est-il raisonnable de se fonder sur des histoires datant de plusieurs milliers d'années pour chasser un peuple de sa terre et menacer du même sort tous les Arabes entre le Nil et l'Euphrate ? En réalité, c'est un projet de l'impérialisme pour imposer sa

base *(qa'ida)* dans cette région du monde. Est-ce aux Arabes de payer les conséquences de la persécution des Juifs par les nazis ? Est-il normal que le racisme sioniste suive la voie du racisme nazi ? Les victimes doivent-elles devenir pire que leurs bourreaux ? Cette rhétorique ne doit pas dissimuler qu'il s'en tient à la résolution 242, même si les Palestiniens la rejettent.

À l'instar de Nasser, la représentation du Fatah utilise un discours qui marie antifascisme et antinazisme[380] et rejette projets américain ou soviétique de règlement politique. Pour la première fois, semble-t-il, elle utilise en public l'expression « État démocratique ». Le but de la révolution populaire palestinienne est « la liquidation de l'entité sioniste et l'établissement d'un État palestinien démocratique dans lequel vivront des Palestiniens de toute confession, musulmans, chrétiens et juifs, dans une société démocratique progressiste ».

L'un des buts de la révolution est de libérer les Juifs du sionisme. Le peuple palestinien a toujours vécu avec les Juifs qu'il a protégés de la persécution européenne comme il l'a fait pour d'autres confessions, ainsi les Arméniens persécutés par la Turquie musulmane.

Les résolutions du congrès sont moins ambitieuses puisqu'elles doivent concilier les demandes égyptiennes et palestiniennes. Pour établir une paix durable et la justice au Moyen-Orient, il faut obtenir le retrait des forces israéliennes des territoires occupés et la restauration des droits des Arabes palestiniens[381].

Le 29 janvier, devant le congrès des syndicats arabes, Nasser poursuit son argumentation en comparant le sionisme au racisme dont l'Europe a souffert et au colonialisme qui a déraciné les peuples de l'Afrique.

Le 1er février, Nasser inaugure le 5e CNP. Il martèle que le sionisme n'est pas l'ennemi des seuls Palestiniens mais de l'ensemble du monde arabe. La guerre de juin a eu pour mérite de faire réapparaître l'entité palestinienne. Il exalte les actes de la résistance palestinienne et annonce que son pays lui apporte une aide sans réserve. Il reconnaît le droit de la résistance à rejeter la 242 que la RAU a acceptée. Le lendemain, dans une interview à *Newsweek*, il précise sa pensée. Une solution durable serait qu'Israël cesse d'être un pays fondé sur la religion et accepte une totale

égalité entre Juifs, musulmans et chrétiens. Il endosse ainsi, sans le dire explicitement, le programme d'un État démocratique en Palestine. C'est d'ailleurs parfaitement dans la continuité de ses prises de position antérieures à juin 1967.

L'ordre du jour officiel est l'unification du mouvement palestinien382, en clair la prise de contrôle de l'OLP par le Fatah, ce qui passe par l'élection d'un nouvel exécutif avec Arafat à sa tête. On ne discute donc pas de l'élaboration d'un nouveau programme politique et l'on s'en tient à la charte amendée de l'année précédente. La déclaration politique du 4 février 1969383 reste à l'idée-force de la lutte armée et rejette tout projet fondé sur la résolution 242, y compris le plan soviétique, de même que toute liquidation de la cause palestinienne par l'acceptation d'une pseudo-entité palestinienne qui ne serait qu'un instrument au service de l'impérialisme et du sionisme. Le sionisme est défini comme un mouvement colonialiste au service des grands États impérialistes, en premier lieu les États-Unis ; il est raciste et fasciste par nature. Le terme d'État est soigneusement évité. L'objectif du peuple palestinien, outre la libération de sa patrie, est l'édification d'une société démocratique libre en Palestine, au bénéfice de tous les Palestiniens, musulmans, chrétiens et juifs. C'est déjà trop pour les éléments palestiniens les plus radicaux384.

L'une des raisons de l'absence du FPLP à la réunion du Caire est sa division interne entre droite plutôt nationaliste et gauche marxisante. Déjà, en octobre 1968, Ahmad Jibril, accusant la direction de suivre une ligne trop proche du Fatah, avait repris sa liberté et formé le Front populaire-Commandement général basé en Syrie et réputé très lié avec les services syriens. Après l'évasion de Georges Habache, une réconciliation générale échoue. Finalement, la gauche fait scission, le 22 février 1968, pour former le Front démocratique et populaire de la Palestine (FDLP) sous la direction de Nayef Hawatmeh, alors âgé de 32 ans. Le nombre de militants de la nouvelle organisation, qui se veut être à l'avant-garde politique, est réduit. Son discours se nourrit de toutes les formes de gauchisme de l'époque (castrisme, trotskisme, maoïsme) et son programme est particulièrement radical, appelant à la révolution dans tous les pays arabes et refusant toute tutelle extérieure sur la résistance palestinienne.

En dépit de la scission, le FPLP s'inscrit aussi résolument à gauche, adoptant un discours fortement marxiste. Il dispose d'un « appareil spécial » chargé des opérations à l'extérieur du monde arabe et dirigé par l'activiste Wadi Haddad, l'un des fondateurs du MNA. Ce dernier ne croit pas à la « guerre populaire » de guérilla et prône des actions spectaculaires de terrorisme international afin de frapper Israël et ses alliés là où ils sont faibles.

Coupé de la Syrie, le FPLP obtient le soutien matériel de l'Irak baathiste. Néanmoins, Bagdad cherche aussi à établir son influence sur la résistance en créant en avril 1969 une organisation dépendant du Baath irakien, le Front de libération arabe.

La fragmentation de la résistance palestinienne s'explique par les différentes options idéologiques, les rivalités pour le pouvoir et la reproduction à l'intérieur du champ palestinien des divisions internes du monde arabe. On se trouve ainsi dans la triste réalité qu'à chaque fois qu'un espace politique arabe prend un caractère pluraliste, il reproduit les clivages et les luttes d'influence aussi bien arabes, moyen-orientaux qu'internationaux.

Il est à noter que si toutes les composantes de la résistance se définissent comme anti-impérialistes, aucune n'a vraiment des relations de dépendance envers l'Union soviétique. Le Fatah, qui dispose maintenant d'un trésor de guerre grâce aux subventions des pays arabes et aux impôts levés sur la diaspora palestinienne du Golfe, a une vraie marge d'autonomie et ne cherche que la reconnaissance politique de l'Union soviétique. Les autres sont financées soit par la Syrie, soit par l'Irak. Toutes se tournent vers la Chine maoïste au moment où son prestige révolutionnaire est au plus haut, ce qui ne peut qu'agacer Moscou. Il semble même qu'au début de 1969, l'Union soviétique ait menacé ses alliés arabes d'interrompre ses livraisons d'armes s'ils continuaient d'en transférer une partie aux organisations palestiniennes. Seul l'appareil spécial du FPLP aurait eu des relations organiques avec les services secrets soviétiques, Wadi Haddad pouvant être considéré, selon certaines sources, comme un agent du KGB[385]. Il s'agirait plus d'une alliance que d'un contrôle, et les relations auraient été établies en 1974. De plus, par de

véritables opérations de racket international, l'appareil spécial du FPLP avait alors acquis son indépendance financière.

En tout état de cause, le FPLP continue sa campagne de terrorisme international en attaquant un avion d'El Al à l'aéroport de Zurich le 18 février 1969. Le FPLP reprend ses arguments sur la nature militaire des avions israéliens[386]. Habache théorise ce genre d'opération en affirmant qu'elles ont pour but de faire comprendre au monde que les Palestiniens ont été chassés de chez eux en dépit de la justice et du droit international et qu'ils sont prêts à tous les moyens pour faire entendre leur droit[387]. Le caractère spectaculaire de ces opérations se comprend aussi à l'intérieur des luttes de faction de l'extrême gauche palestinienne. La lutte contre l'impérialisme ne connaît pas de frontières, d'où la légitimité de ce type d'action. Au contraire, le FDLP les condamne en affirmant que le recours à l'action individuelle démobilise les masses, qui doivent être les acteurs premiers de la lutte. Arafat, qui a déjà à l'esprit la recherche d'une certaine forme de respectabilité internationale[388], condamne à son tour l'opération comme dommageable aux gains de la résistance dans l'opinion publique mondiale.

Le gouvernement israélien voit dans les déclarations de Nasser et dans le programme de l'OLP un plan d'extermination d'Israël : dans une première étape l'évacuation des territoires occupés, puis un règlement comprenant les Palestiniens. Ce retour aux discours alarmistes de mai 1967 sert à justifier les projets d'annexion sans qu'un consensus puisse être obtenu sur leur étendue. Il exprime aussi les inquiétudes nées de l'échec de la mission Jarring. Loin de renforcer le *statu quo*, cet échec pourrait conduire à un règlement imposé par les Quatre. Les positions française et soviétique sont bien connues. La Grande-Bretagne suivra les États-Unis. Il reste à connaître les orientations de la nouvelle administration américaine.

Dans les territoires occupés, les manifestations des élèves des écoles, en particulier de jeunes filles, devenues presque quotidiennes au début de 1969, sont assimilées à des actions « terroristes » puisqu'elles sont inspirées par des organisations « terroristes » et donc traitées comme telles ; une quarantaine de jeunes filles de Gaza sont hospitalisées à la suite des coups portés par les forces de l'ordre israéliennes.

La politique suivie reste celle de la carotte et du bâton[389]. Les mesures de détention administrative (sans jugement) se multiplient et, au moindre soupçon, on détruit la maison d'une personne suspecte. Les prisonniers palestiniens libérés accusent les Israéliens de pratiquer couramment la torture. Environ un millier d'individus sont détenus en permanence. Le CICR a le droit d'intervenir en ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza puisque leurs ressortissants sont des « personnes protégées » par les conventions de Genève et il considère qu'il y a plus de mauvais traitements (« passages à tabac poussés ») que de sévices systématiques. Les Israéliens lui refusent l'accès aux détenus de Jérusalem puisqu'il s'agit de ressortissants israéliens, ce qui est contraire à la IVe convention de Genève, laquelle stipule :

> Les personnes protégées qui se trouvent dans un territoire occupé ne seront privées en aucun cas ni en aucune manière du bénéfice de la présente convention soit en vertu d'un changement quelconque intervenu du fait de l'occupation dans les institutions ou le gouvernement du territoire […], soit en raison de l'annexion.

Les Israéliens répondent aussi en se référant à la même convention dont les stipulations ne s'appliquent pas à ceux qui font « individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une action préjudiciable à la sécurité de l'État ».

On retombe sur le problème de l'opposition entre le terrorisme et la résistance puisque la IIIe convention relative aux prisonniers de guerre inclut dans sa définition des prisonniers les membres « des mouvements de résistance organisés appartenant à une partie au conflit et agissant au-dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire ». Selon l'avis du grand juriste René Cassin, par ailleurs partisan affirmé de l'État d'Israël, si la IVe convention ne s'applique pas à ceux qui ont participé aux hostilités, ces derniers sont protégés par la convention sur les prisonniers de guerre. La justice militaire israélienne ne reconnaît pas ce statut pour les personnes ne portant pas d'uniforme, ne faisant pas partie d'un groupe militaire reconnu et dont les buts sont bien différents de ceux admis par la guerre.

Si la vallée du Jourdain et le canal de Suez sont relativement calmes dans cette période, on s'inquiète publiquement de l'accroissement du

nombre de fedayins infiltrés au Liban-Sud, en dépit des dénégations du gouvernement libanais. Ils sont regroupés dans le secteur du mont Hermon à proximité du Golan occupé. Le dilemme israélien est que plus on insiste sur le danger représenté par les fedayins, plus on les rend populaires dans l'opinion publique arabe.

Cela explique la retenue observée à la suite de l'attentat de Zurich puis d'un attentat à Jérusalem, le 21 février, qui fait 2 morts et une dizaine de blessés civils. On évoque des « réactions d'autodéfense » et le châtiment des coupables, sans plus de précision. Le 24 février, un raid aérien est lancé contre « deux bases terroristes » à proximité de Damas. Deux avions syriens qui tentaient d'intercepter le raid sont abattus. Le communiqué syrien évoque des pertes essentiellement civiles (6 morts dont 2 enfants et une jeune fille). Les bilans suivants portent le nombre de morts à 15. Les avions israéliens se seraient trompés d'objectifs et auraient frappé un poste douanier et des véhicules sur la route Beyrouth-Damas. La mort des suites d'une crise cardiaque de Levi Eshkol, le 26 février 1969, paralyse temporairement le processus de décision israélien.

Les débuts de l'administration Nixon

Richard Nixon était surtout connu comme un combattant de la guerre froide *(Cold Warrior)* et comme l'ancien vice-président d'Eisenhower, le président des États-Unis le moins engagé envers Israël, essentiellement pour des raisons géopolitiques. Il n'avait pas de sympathie marquée pour Israël et la communauté juive américaine, contrairement à Truman ou à Johnson dont l'entourage immédiat comprenait des gens ayant des relations directes avec les autorités israéliennes. Dans son cercle privé, il pouvait s'exprimer de façon très crue par rapport aux Juifs, américains ou autres, mais, comme le révéleront plus tard les bandes magnétiques de la Maison-Blanche, cette crudité de vocabulaire couvrait un spectre bien plus large de sujets.

La véritable passion du nouveau président des États-Unis est la politique étrangère et il est bien décidé à en avoir le contrôle. Il se méfie profondément du Département d'État, qu'il soupçonne de ne pas vouloir appliquer les directives présidentielles. Il choisit comme secrétaire d'État

son ami William P. Rogers, un juriste qui n'a aucune pratique des relations internationales. Comme il veut que la politique soit menée par la Maison-Blanche, il s'appuie sur le Conseil de sécurité nationale confié à la forte personnalité de Henry Kissinger, un professeur d'université assoiffé de pouvoir. Nixon et Kissinger sont des solitaires ayant un penchant certain pour la diplomatie secrète et hostiles à la délibération publique.

La priorité absolue est la guerre du Vietnam, qui implique à la fois les relations avec l'Union soviétique et une éventuelle ouverture vers la Chine. Dès le début, Kissinger entame une guerre privée contre Rogers, qu'il cherche à tenir éloigné de la prise de décision. Il fait ainsi comprendre à l'ambassadeur soviétique à Washington, Dobrynine, que c'est lui l'interlocuteur et non le secrétaire d'État.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, l'approche de Nixon est essentiellement d'ordre géopolitique. Il cherche à contrer l'expansion de l'Union soviétique dans cette région du monde à la suite de la guerre de juin 1967. Selon la théorie du « lien » *(linkage)*, il est prêt à associer la question du Moyen-Orient à celles du Vietnam et du contrôle des armements. Il n'a aucune sympathie pour la communauté juive américaine qu'il juge majoritairement favorable au Parti démocrate et hostile depuis le début de sa carrière politique. Il l'identifie aux « libéraux » de la côte est. De surcroît, il considère que le lobby pro-israélien trahit les intérêts fondamentaux de la politique étrangère américaine, mais qu'il doit en tenir compte en raison de son influence directe sur les médias et sur le Congrès. Certains historiens sont allés jusqu'à dire que Nixon partageait les préjugés antisémites de la classe moyenne américaine dont il est issu. Il faut aussi y voir le fruit de son expérience politique au temps de la présidence d'Eisenhower, en particulier lors de l'épreuve de force du début de l'année 1957. S'il a des collaborateurs directs d'origine juive comme Henry Kissinger ou William Safire, il se méfie de leur influence supposée sur la gestion du dossier moyen-oriental. Plus que du vote juif, qu'il considère acquis à ses adversaires politiques, il s'inquiète du poids du lobby pro-israélien au Congrès, qui s'est déjà manifesté en février 1969 pour condamner le principe des conversations à quatre.

Pour cette raison, il a décidé, au début de sa présidence, de confier la gestion de ce dossier à Rogers. Ainsi, un échec, tout à fait probable,

retombera sur le Département d'État et non sur la Maison-Blanche. Kissinger ne peut accepter cette situation et est prêt à mener une impitoyable guerre bureaucratique pour éliminer le secrétaire d'État. Chaque fois qu'il y aura une crise majeure au Moyen-Orient, inévitablement le dossier reviendra à la Maison-Blanche. De surcroît, le conseiller du président, en ramenant les dossiers de la région à la confrontation avec l'Union soviétique, réimpose sa place.

Dans sa perspective de théoricien, la guerre froide, au Moyen-Orient comme ailleurs, est un jeu à somme nulle où tout progrès de l'une des parties ne peut se faire qu'au détriment de l'autre[390], d'où la méfiance à avoir face à chaque proposition de Moscou. Toute solution imposée serait interprétée comme un condominium américano-soviétique et risquerait de faire du tort aux systèmes d'alliances partout dans le monde, sans parler de la redéfinition des relations avec Israël. Il faut éviter une situation où les Soviétiques parleraient au nom des Arabes et les Américains au nom des Israéliens. Cela consacrerait la place de Moscou dans cette partie du monde. Le dialogue avec l'Union soviétique ne peut avoir d'intérêt que dans une perspective de limitation des conflits locaux, c'est-à-dire une réduction des livraisons d'armements. La priorité absolue est d'éviter une confrontation israélo-arabe où les deux superpuissances seraient directement impliquées. La précarité de son influence dans le monde arabe ne poussera pas Moscou à exercer de véritables pressions sur ses alliés arabes. Après tout, la démarche diplomatique engagée ne traduit-elle pas sa préoccupation devant le développement d'un terrorisme que même ses alliés ne contrôlent pas[391] ?

En ce qui concerne le règlement lui-même, Kissinger estime que les Américains n'ont pas à tracer les futures frontières d'Israël, ce qui laisse bien entendre que, pour lui, des annexions substantielles sont tout à fait possibles. Il trouve un puissant secours dans la décision de Nixon de traiter directement avec les Soviétiques sans passer par le Département d'État, c'est-à-dire par un canal composé de Kissinger et de Dobrynine.

Face au plan soviétique, Nixon et Kissinger sont décidés à retarder toute prise de décision à l'issue de la tournée européenne du président prévue pour fin février-début mars 1969[392]. On se montre favorable à la tenue de discussions préliminaires sur les conversations à quatre. Elles prendront

un caractère bilatéral avec chacune des trois autres parties afin de pouvoir dégager des positions communes. À Washington, on affirme que l'on veut préserver l'indépendance de la mission Jarring qui émane du Conseil de sécurité et non des quatre. Mais l'intéressé, qui considère que l'immobilisme israélien constitue le principal obstacle, n'envisage de se rendre dans la région qu'après avoir reçu un « encouragement » des quatre[393]. Finalement, il se décide quand même à partir puisqu'il s'était engagé à le faire. Eban y voit la preuve de l'échec des conversations à quatre.

Les entretiens franco-américains commencent le 28 février au niveau ministériel puis par un premier entretien en tête à tête entre Nixon et de Gaulle[394]. Les relations sont excellentes entre les deux hommes – ce sont probablement les meilleures que le Général ait entretenues avec un président américain. Le Français l'avait reçu durant sa traversée du désert après son échec à l'élection présidentielle de 1960 et l'Américain lui en était reconnaissant. Ils font le tour de l'actualité mondiale. De Gaulle exprime pour la dernière fois ses vues sur le Moyen-Orient : il ne faut pas faire semblant de chercher la paix, ce que signifierait la poursuite de la mission Jarring. Les Quatre doivent se mettre d'accord sur l'application de la résolution 242 :

> C'est-à-dire que les troupes israéliennes se retirent, que la sécurité et les frontières d'Israël soient garanties, que la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba et dans le canal de Suez soit assurée, y compris pour Israël, et que les réfugiés puissent retourner chez eux s'ils le désirent. Un arrangement pourra intervenir ensuite sur le tracé des frontières, éventuellement amélioré. Si les puissances en sont d'accord, cela pourra se faire rapidement ; sinon, cela ne se fera jamais et alors la situation au Moyen-Orient deviendra de plus en mauvaise.

Le Général se lance alors dans une prédiction qui impressionne considérablement ses interlocuteurs américains (et les lecteurs d'aujourd'hui) :

> En effet, Israël devient de plus en plus impérialiste, Dayan risque de devenir le maître : il veut aller vers le Nil, vers l'Euphrate, aller à Beyrouth, à Damas ; et il le peut car il en a les moyens ; les Arabes sont dispersés et moins bien armés. Seulement, il se trouvera parmi des

populations arabes en Égypte, en Irak, en Syrie ; les accidents, les assassinats, les camps de concentration vont se multiplier, les oléoducs, les puits de pétrole vont sauter. Les gouvernements arabes s'effondreront au Caire, à Amman, à Beyrouth, et leur place sera prise par des enragés qui seront conduits on ne sait par qui, en tout cas pas par vous ni même par les Soviétiques.

Nixon accepte le cadre de la concertation à quatre mais veut la doubler de contacts bilatéraux entre Américains et Soviétiques. Il cherche à obtenir l'approbation de De Gaulle. Ce dernier trouve cela normal, puisque la France aura ses propres contacts bilatéraux avec les Soviétiques, mais considère qu'une proposition américano-soviétique aura moins d'impact qu'une proposition avancée par les Quatre. Nixon reconnaît qu'il ne faut pas chercher un « Yalta » du Moyen-Orient et que l'Union soviétique ne doit pas apparaître comme la seule « amie » des Arabes (sous-entendu : rôle que la France pourrait occuper).

Nixon affirme qu'il ne sera pas influencé par des considérations de politique intérieure :

> À propos d'Israël, je voudrais vous éclairer sur deux aspects. D'abord, il y en a qui pensent qu'aucun président des États-Unis ne peut prendre une décision quelconque au sujet d'Israël sans tenir compte du vote juif. Ce n'est pas mon cas.
>
> *Le général de Gaulle* : Je le sais.
>
> *M. Nixon* : La décision que je prendrai au sujet du Moyen-Orient, ainsi que celle que je serai amené à prendre sur l'armement stratégique ne seront pas fondées sur des considérations de politique intérieure.

Il ne faut pas que le règlement puisse paraître être imposé à Israël, d'où l'importance des garanties de sécurité à lui accorder. De Gaulle est d'accord pour la question de forme :

> D'ailleurs, « imposer » n'est qu'un mot : en fait, il s'agit bien de cela, autrement Israël n'acceptera jamais de revenir sur ses lignes de départ. Il comprendra qu'il vaut mieux pour lui d'accepter la solution que de subir éventuellement des pressions, puis des sanctions du Conseil de sécurité.

Nixon exprime son inquiétude devant l'action des « forces radicales » dans le monde arabe. L'Occident doit soutenir les « forces stables du

monde arabe » – et « conservatrices ». Le Général l'approuve.

Les entretiens des deux jours suivants sont consacrés aux questions européennes et de sécurité ainsi qu'à la guerre du Vietnam. Nixon laisse entendre qu'à long terme il faudra bien avoir une politique d'ouverture vers la Chine populaire.

À son retour aux États-Unis, le 5 mars 1969, Nixon déclare que si les contacts bilatéraux donnent des résultats satisfaisants, on pourra alors passer aux conversations à quatre. Le Département d'État pousse dans le sens d'une recherche d'un règlement par le biais des contacts bilatéraux et des conversations à quatre. Kissinger y est hostile, à la fois pour des raisons de fond – les oppositions entre les parties sont trop fortes et la priorité doit être donnée aux questions du Vietnam et du contrôle des armements, l'opinion publique américaine est trop divisée sur la question du Vietnam, un règlement imposé au Moyen-Orient accroîtrait encore le trouble – et pour des raisons bureaucratiques : il n'a pas encore pris définitivement l'ascendant sur Rogers et ne peut lui permettre d'obtenir un succès éclatant. Si l'on a accepté le principe de discussions bilatérales, il reste à savoir qui sera l'interlocuteur de Dobrynine : le Département d'État ou Kissinger ?

Joseph Sisco[395], l'expert sur le Moyen-Orient au Département d'État, est ainsi contraint de mener une double diplomatie, la première, peut-être la plus facile, entre les Arabes et les Israéliens, la seconde, plus ardue, entre Rogers et Kissinger. Il transmet ainsi toutes les informations sur le Moyen-Orient arrivant au Département d'État au Conseil de sécurité nationale alors que Kissinger est loin d'en faire de même. Il obtient ainsi la charge de mener les conversations bilatérales du côté américain.

Tout le monde s'accorde sur le diagnostic – l'influence croissante de l'Union soviétique au Moyen-Orient – et diffère sur le traitement. Pour le Département d'État, un règlement politique où l'Union soviétique aurait son rôle à jouer conduirait inévitablement à la diminution de sa place au Moyen-Orient puisque, tout simplement, les Arabes auraient moins besoin d'elle. Pour Kissinger, un tel règlement profiterait essentiellement aux clients de l'Union soviétique, qui verrait sa place régionale consacrée. Il faut d'abord réduire l'influence soviétique pour que les progrès réalisés apparaissent comme une récompense de l'éloignement pris à l'égard de

Moscou. En quelque sorte, Israël doit manier le bâton et les États-Unis arriver ensuite avec la carotte.

La question du temps est essentielle. Pour les tenants de la première thèse, faute de solution politique, le conflit va s'aggraver et porter tort aux intérêts vitaux des États-Unis. Pour la seconde école, il faut jouer sur la durée afin de faire comprendre aux Arabes qu'ils n'obtiendront rien par la force et par l'aide soviétique. C'est seulement à ce moment-là qu'il faudra agir.

La question territoriale est un non-dit de la controverse. Une solution imposée passe par le retour aux lignes du 4 juin 1967 ou à leur équivalent. Kissinger, dont plusieurs membres de la famille sont morts dans la Shoah, admet la légitimité des revendications territoriales aussi bien pour des raisons sécuritaires que par acceptation des principes du sionisme. Dans ses Mémoires, il laisse clairement entendre que les résolutions de l'ONU ne sont pour lui qu'un brouillard de mots. En tant que théoricien d'une approche réaliste des relations internationales, il accorde peu de poids à des principes comme le respect de l'intégrité territoriale, l'intangibilité des frontières ou le respect des traités. Ce qui compte est le rapport des forces et leur éventuelle neutralisation réciproque.

Pour le moment, Kissinger voudrait bien passer par une option jordanienne avec un accord partiel, sans se rendre compte que l'administration Johnson est allée jusqu'au bout dans cette voie infructueuse et que c'est justement la Cisjordanie et Jérusalem qui constituent le dossier le plus difficile à traiter. Comme rien ne peut se faire dans ce domaine, il reste à temporiser en faisant semblant de donner de l'importance aux concertations en cours.

L'idée est de faire comprendre aux Soviétiques, par le biais des contacts bilatéraux, que des progrès au Moyen-Orient sont conditionnés par des avancées dans le dossier vietnamien.

La question du temps est donc essentielle. Pour le Département d'État, il est urgent d'agir ; pour Kissinger, il faut jouer sur la durée pour amener les Arabes à négocier selon des conditions acceptables pour l'Occident. Reste à savoir qui est le maître du calendrier.

Chapitre V

La guerre du canal

« Certes les contradictions et les faiblesses du monde arabe demeurent et apparaissent aux points de tension que sont l'impossibilité d'adopter une attitude claire et commune à l'égard des Palestiniens ainsi que l'opposition persistante bien qu'assourdie entre républiques et monarchies. En dépit de ces antagonismes persistants, tant que la République arabe unie oppose la principale résistance militaire à Israël tout en incarnant la volonté de lutte arabe, le personnage quasi mythique que Nasser a su se créer persiste dans son être et dans un rayonnement qui parvient presque à faire oublier à un peuple humilié mais décidé à goûter aux fruits de la revanche, une défaite dont le souvenir s'estompe déjà pour faire place à une lente reconstitution d'un potentiel militaire et politique progressivement mobilisé dans une bataille contre Israël, perçu comme une injustice radicale et un corps étranger inassimilable pour le Moyen-Orient arabe. »
Ambassade de France en Égypte, Le Caire, le 5 septembre 1969[396].
« M. Jarring est triste, M. Jarring s'ennuie. Le représentant spécial du secrétaire général en est réduit à promener sa longue silhouette désabusée dans des cocktails insipides, avide de se distraire avec tout ce qui ne concerne pas le Proche-Orient. "Venez déjeuner avec moi, a-t-il dit à M. Warner, nous parlerons des Turkmènes d'Asie centrale." Entre-temps, l'ambassadeur du Chili, non sans

perfidie, répand le bruit que M. Jarring est candidat à la succession d'U Thant. Telles sont les Nations unies.
« Pour la première fois, le diplomate suédois, que j'ai revu hier jeudi 3, a laissé percer quelque impatience. Il est inquiet de la situation à Amman et de l'ingérence irakienne. Il est manifestement irrité du jeu israélien qui favorise les menées des extrémistes arabes. Il se considère lui aussi, selon le mot de l'ambassadeur de la RAU, comme "une victime de la paix". Il n'en continue pas moins sa tâche, mais son optimisme initial est quelque peu altéré. "Je maintiens les choses en l'état, m'a-t-il dit, je vois aussi souvent que possible El-Zayyat pour lui remonter le moral." À vrai dire, je ne sais lequel remonte le moral de l'autre. »
L'ambassadeur de France à l'ONU, le 4 septembre 1970[397].

Transition politique en Israël

La succession de Levi Eshkol ne fournit pas l'occasion d'un débat sur les fondements de la politique israélienne, elle exprime les rapports de force à l'intérieur du mouvement socialiste israélien en voie d'unification (le Mapam vient de rejoindre l'alliance électorale réunissant déjà les autres composantes historiques du mouvement). Moshe Dayan est de loin le personnage le plus populaire d'Israël, mais il a contre lui l'opposition de la majorité des cadres du parti. La « vieille garde » n'est pas prête à lui céder la place et a pour favori Igal Allon. Le risque est de voir se produire une nouvelle scission puisque les deux compétiteurs ne sont pas prêts à travailler ensemble et qu'ils représentent deux composantes minoritaires du parti. Après de longs conciliabules, la direction du parti désigne Golda Meir comme candidate de compromis. Elle a pour elle d'apparaître comme le meilleur obstacle aux ambitions de Dayan tout en le conservant dans le parti et de représenter la composante majoritaire du mouvement, le Mapai. Le 7 mars 1969, elle est élue par le comité central du Parti travailliste par 287 voix contre 45 abstentions (les partisans de Dayan). Elle conserve pour l'essentiel la composition de l'ancien gouvernement d'union nationale et

reçoit un vote d'investiture de la Knesset le 17 mars par 84 voix contre 12 et une abstention.

Présentée comme candidate de transition avant les élections prochaines (elle est âgée de 71 ans), elle réussit à s'installer durablement au pouvoir. Elle est réputée dure, énergique et particulièrement vigilante en ce qui concerne la sécurité d'Israël. Mais ce qui était refus de choisir chez son prédécesseur devient une ligne politique d'immobilisme total représentée par le refus de toute initiative politique. Dès le 9 mars, elle déclare son intention de « ne pas bouger » avant l'établissement de la paix et critique les idées de Dayan d'intégration des territoires occupés à Israël. En même temps, elle ne s'oppose pas aux projets d'établissement de colonies de peuplement dans les territoires. Une des premières décisions prises est le lancement d'un emprunt de la défense destiné à couvrir partiellement les coûts d'acquisition des Phantom et de mobiliser la population face aux nouvelles épreuves qui l'attendent à la suite du réarmement arabe.

Elle doit immédiatement faire face à une réactivation du front du canal. Les semaines précédentes, les incidents ont commencé à se multiplier. Le commandement égyptien a pris conscience de la construction de la ligne Bar Lev, qui confirme aux yeux des responsables la volonté d'Israël de conserver la totalité du Sinaï et donc la légitimité du recours à la force. Le 8 mars 1969, l'artillerie égyptienne ouvre le feu le long de l'ensemble du canal, montrant sa supériorité de feu sur l'ennemi. Le 9 mars, le barrage d'artillerie est encore plus intense, mais le chef d'état-major de l'armée égyptienne, le numéro 2 de la hiérarchie militaire, le général Abdel Munim Riyad, est tué lors de la réplique israélienne. L'ancien chef de l'armée jordanienne en juin 1967 était particulièrement populaire chez les soldats et le coup est particulièrement sévère pour le moral des troupes398.

Nasser décide d'interrompre temporairement l'escalade tout en maintenant un certain niveau d'hostilités sur le canal. Avec une certaine ironie, les responsables égyptiens adoptent maintenant le discours de la « défense préventive » habituellement utilisé par les Israéliens. Son argumentation est ainsi résumée par l'ambassadeur de France399 :

> Elle repose sur le fait qu'Israël, en violation de la résolution 242, n'a pas évacué les territoires en juin 1967. En conséquence, tout renforcement de son dispositif militaire – et plus particulièrement la construction de

fortifications le long du canal, qui selon des renseignements de source américaine devrait être achevée dans une quinzaine de jours – constituerait une violation du cessez-le-feu. Bien plus, la poursuite de l'occupation du Sinaï serait une agression permanente, qui autoriserait la RAU à se considérer à tout instant en situation de légitime défense.

Les bombardements israéliens ont une nouvelle fois visé les villes du canal et les raffineries de Suez. Les agglomérations sont en train de perdre le peu d'habitants qui leur restait.

La discussion quadripartite

Le rapprochement franco-américain a considérablement inquiété les responsables israéliens. Ils sont décidés à ne pas accorder publiquement une trop grande importance aux incidents du canal et à la poursuite des attentats des fedayins. Une trop grande insistance pourrait justement justifier une intervention des grandes puissances allant dans le sens d'une solution imposée. Abba Eban est envoyé à Washington pour contrer ces tendances dangereuses. Il reprend devant la presse ses thèmes habituels : la question doit être réglée par les parties intéressées sans intervention extérieure, cela passe par la conclusion préalable d'un traité de paix dont les stipulations seraient ensuite appliquées par étapes, le retour aux lignes du 4 juin serait un suicide pour Israël.

Rogers lui présente les idées de compromis issues de l'opposition des divergences entre le Département d'État et le Conseil de sécurité nationale400. On a repris un terme déjà utilisé par Johnson, les modifications de frontières ne « devraient pas porter la marque du vainqueur 401 », ce qui signifie qu'elles devraient être négligeables et éventuellement réciproques. Pour Kissinger, cette déclaration de principe ne rime à rien, puisque, pour les appliquer, il faudrait que les États-Unis exercent de fortes pressions sur Israël au profit des alliés des Soviétiques, ce qui est impensable. Des garanties internationales donnant un rôle aux Soviétiques feraient d'eux les arbitres de la situation.

Eban exprime bien devant ses interlocuteurs un désir d'arriver à un règlement, mais il rejette toute intervention extérieure. Sa préférence va clairement au maintien de la situation actuelle, qui permet de multiplier les

faits accomplis. De ce fait, sa rencontre avec le secrétaire général des Nations unies se passe mal[402]. Il vient lui demander la poursuite de la mission Jarring alors que, pour U Thant, sans soutien des Quatre, la mission n'a plus d'intérêt. Le Birman prévient que vouloir le maintien du *statu quo* conduirait à une détérioration continue de la situation avec la multiplication des violences qui rendraient toujours plus difficile le règlement politique.

Eban proclame partout que la politique américaine n'a pas changé et que la France, mise sur le même plan que l'Union soviétique, étant hostile à Israël, n'a pas voix au chapitre. Les interlocuteurs d'Eban ne comprennent pas la rationalité de la politique israélienne, qui préfère un traité bilatéral avec chaque État arabe à un accord multilatéral comprenant des garanties internationales. Comme le dit Henry Kissinger, les guerres du passé ont généralement eu lieu entre des pays qui avaient précédemment conclu des traités de paix[403].

Le droit international moderne tend à considérer comme nul tout traité dont la signature a été extorquée par une violence qui ne s'est pas exercé conformément aux principes de la Charte des Nations unies[404]. Autrement dit, si Israël se réfère à la pratique du droit antérieur à la Seconde Guerre mondiale, il peut obtenir un traité qui consacre ses conquêtes territoriales, mais les autres parties auront la légitimité de reprendre ultérieurement la guerre. Si l'État hébreu demande des garanties fondées sur le principe de l'intangibilité des frontières, il lui faut renoncer à ses conquêtes pour les obtenir.

Toujours est-il que la note américaine transmise à Jarring[405] comprend la référence suivante :

> Les frontières à établir dans une paix juste et durable sont étroitement liées des deux côtés à d'importantes considérations de sécurité. Des rectifications par rapport aux lignes existantes devraient se limiter à celles qui sont requises pour la sécurité mutuelle et ne devraient pas refléter le poids de la conquête.

La mission de Jarring est exploratoire, les accords à obtenir seront de nature contractuelle et pourront comprendre « une participation internationale en tant qu'élément d'une garantie d'ensemble de ses dispositions ».

Le grand mérite de ce texte est de mécontenter tout le monde en rappelant aux uns la nécessité d'un traité de paix et aux autres le retour sur les lignes du 4 juin 1967 ou leur équivalent. C'est sur cette base que doivent démarrer les conversations quadripartites dont la première séance est fixée au 3 avril 1969, mais dans l'attente les intéressés durcissent leurs positions[406].

Israël veut bien accepter des garanties internationales, mais en complément d'un traité bilatéral préalablement conclu. L'Égypte semble laisser entendre que les vraies frontières d'Israël ne sont pas les lignes du 4 juin mais celles fixées par le plan de partage. Nasser proclame son attachement inébranlable aux résolutions de Khartoum. À ses interlocuteurs français, il explique qu'il y a un « problème » du côté des organisations de résistance que personne ne peut plus contrôler et que l'armée égyptienne veut sa revanche, mais qu'il en garde le contrôle. Il dissocie la résolution 242 (pour lui le retrait des territoires occupés) du règlement de la question de Palestine à venir après. Cette dissociation provoque l'indignation de la Jordanie, qui s'estime trahie. La Syrie rejoint Israël dans son opposition absolue aux discussions quadripartites.

Le 26 mars, le bombardement par l'armée israélienne, intentionnel ou non, d'un relais routier à proximité de la ville de Salt fait 18 morts civils. La Jordanie saisit le Conseil de sécurité. Pour le délégué israélien à l'ONU, l'opération a été menée contre une base d'Al-Fatah, force terroristes de type nazi. Le Jordanien lui répond que vouloir s'emparer de territoires est une politique de type nazi. On continue par l'habituelle opposition entre résistance et terrorisme. Les Américains veulent la condamnation de toute forme de violences et s'abstiennent avec les Britanniques lors du vote de la résolution 265 du 1er avril 1969 qui réaffirme les résolutions précédentes et condamne les « attaques aériennes préméditées lancées récemment par Israël ».

Parallèlement, à l'occasion des funérailles du président Eisenhower, décédé le 28 mars, Nasser envoie son proche conseiller Mahmoud Fawzi à Washington. C'est un dialogue de sourds entre les deux parties, qui aboutit à rejeter à une date lointaine la reprise des relations diplomatiques. Hussein, qui lui succède, n'a pas plus de succès, même s'il se montre plus accommodant : si le retrait israélien, y compris de Jérusalem, n'est pas

négociable, la Jordanie est prête à discuter des modalités du retrait. Le roi est le premier gouvernant arabe à utiliser explicitement la formule des « territoires contre la paix[407] ». Il laisse entendre que la Jordanie pourrait prendre le contrôle de la bande de Gaza, ce qui permettrait de régler la question sans avoir recours à un retour de l'administration égyptienne ou à une administration internationale.

Les discussions bilatérales de la fin mars entre Sisco et Dobrynine se composent de demandes de clarification des positions réciproques, c'est-à-dire des interprétations des membres de phrases de la résolution 242[408]. Dès que la question devient difficile, on en revient aux principes généraux. Les Américains veulent une vraie paix, ce qui implique que les fedayins doivent être éliminés. Il en est de même sur la nature des garanties internationales à apporter : concrètement, quel sera le degré d'implication sur le terrain de forces extérieures à la région ? Face à la position soviétique de retrait complet, les Américains sont impuissants à définir le contenu territorial du règlement. Ils considèrent qu'il leur sera impossible de demander aux Israéliens d'abandonner la Jérusalem arabe, voire certaines parties de la Cisjordanie. Ils préfèrent rester vagues sur ces questions, mais dès lors on ne progresse guère… Ces entretiens inquiètent les Égyptiens, qui craignent de faire les frais d'un grand marchandage planétaire et qui n'arrivent pas à croire qu'il n'y a rien de particulier à signaler à Washington[409].

La première réunion quadripartite, qui a un caractère « informel » (discussion sans procès-verbal dans un local privé), se déroule le 3 avril dans un esprit constructif. On prend comme bases de discussion le plan soviétique et la note américaine[410]. La deuxième séance, le 8 avril, décide que la résolution 242 doit être appliquée « dans toutes ses parties et dispositions ». Il faudra donc commencer à l'étudier paragraphe par paragraphe…, ce qui est l'objet des séances suivantes. C'est là, évidemment, où les choses se compliquent puisque l'on aborde les questions délicates : nature de la paix et ampleur du retrait israélien. Lord Caradon, qui représente la Grande-Bretagne, rappelle le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la force et propose de définir les modifications mineures des frontières comme étant des « améliorations » *(improvement)*, terme dont la paternité revient au roi

Hussein[411]. L'ambassadeur américain Yost explique qu'il faut un accord réciproque contractuel et obligatoire signé par toutes les parties dans un document unique pour qu'Israël puisse accepter un retrait[412]. Les Russes en restent à leur position d'un document accepté par les parties, comprenant des engagements obligatoires et irrévocables et déposé auprès des Nations unies.

Tout le monde est d'accord sur l'urgence de la situation, d'autant plus que, le 4 puis le 8 avril, l'armée égyptienne a repris ses tirs de barrage le long du canal. Le 8 aussi, l'aviation israélienne a bombardé le port d'Akaba en représailles à un tir de roquettes contre le port israélien d'Eilat. Les Jordaniens comprennent le message. L'armée ratisse la région d'Akaba pour en éliminer les fedayins. S'ajoutant aux différentes déclarations du roi Hussein sur le principe d'une solution politique, l'affaire fait craindre un nouvel affrontement entre la monarchie et les organisations de résistance. Au-delà de la question importante de la liberté d'action des fedayins dans le Sud du royaume, l'enjeu du contrôle des activités des commandos se confond avec celui d'un règlement politique du conflit israélo-arabe. Il est déjà clair que, si l'on s'oriente dans cette voie, l'épreuve de force sera inévitable entre la résistance et la monarchie, chacune mettant en cause sa propre existence[413].

Les forces royales contrôlent les voies d'accès de la capitale, mais les fedayins disposent du soutien de l'opinion publique et de la protection du contingent irakien stationné dans le Nord du royaume. Ils exercent un contrôle total des camps dont ils arment la population sous forme de milices populaires. Comme les Israéliens rejettent les propositions du roi Hussein, l'affrontement est provisoirement différé. La reprise des raids et des bombardements israéliens permet de revenir à un climat d'union sacrée, d'autant plus que, au mois de mai, les Israéliens reprennent l'utilisation des méthodes dites de contre-terrorisme, c'est-à-dire l'utilisation de méthodes identiques à celles des terroristes, comme le minage de routes utilisées par des véhicules civils, ce qui cause plusieurs morts dans la population jordanienne[414]. En mai et juin 1969, la pratique la plus courante reste néanmoins les bombardements aériens aussi bien contre les installations présumées des fedayins que contre les positions de

l'artillerie jordanienne et irakienne. Le réseau d'irrigation jordanien est directement visé, en particulier les stations de pompage.

Chaque coup porté aux infrastructures civiles détériore encore plus la situation économique du royaume, mais cet appauvrissement profite au recrutement des organisations palestiniennes, à la fois par volonté de revanche patriotique et par accès aux financements dont elles disposent. Grâce aux aides extérieures, ces organisations apportent un certain nombre de ressources au prix d'une bureaucratisation croissante de leurs services à la population. Face au ralliement de la population d'origine palestinienne à la résistance, la monarchie s'appuie de plus en plus ouvertement sur les Transjordaniens, tout aussi bien les composantes tribales rurales et bédouines qui constituent la base du recrutement de l'armée que sur l'étroite classe dirigeante prête à mener une politique autoritaire pour sauver le pays et le régime. L'ancien Premier ministre Wasfi al-Tall se fait le défenseur des intérêts nationaux jordaniens et l'impitoyable critique du comportement des fedayins. Il est maintenu en réserve du pouvoir par le roi, qui le consulte régulièrement[415]. L'attitude de fermeté est marquée par la désignation de l'oncle du roi, le sharif Nasser Bin Jamil, au commandement de l'armée à la fin du mois de juin. Il a pour mission de la reprendre en main, car certains cadres sont jugés trop complaisants avec les fedayins. En même temps, le roi, dans des conversations privées puis dans des déclarations publiques, se déclare favorable au droit à l'autodétermination des populations de la Cisjordanie dans le cadre d'un règlement politique. On pourrait ainsi envisager une forme d'autonomie et de personnalité palestinienne à l'intérieur du royaume restauré. C'est aussi une forme de chantage laissant entendre que le royaume pourrait revenir à sa forme purement transjordanienne et transférer la question palestinienne aux autres Arabes.

Le Fatah s'en tient à une position d'expectative tout en tentant d'organiser une unité d'action des différents mouvements par la création du Commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) censé regrouper toutes les forces palestiniennes. Il lui est difficile de discuter avec le FPLP en raison des scissions successives qui ébranlent le mouvement rival[416]. Il faut déjà interdire aux factions rivales de se combattre les armes à la main.

Le début de la guerre d’usure

La violence tend à devenir quotidienne sur le canal. À la mi-avril, on se demande si la stratégie égyptienne ne viserait pas à « user » l’armée israélienne par un harcèlement systématique de ses positions le long du canal[417]. Après un barrage d’artillerie égyptien dans la soirée du 17 avril, le général Bar Lev, chef d’état-major de l’armée israélienne, déclare que la « guerre d’usure » menée par les Arabes n’atteindra pas son but, ce qui montre que le terme est devenu d’usage courant. De fait, les jours suivants, on note des tirs de diverse importance sur l’ensemble des lignes de cessez-le-feu. À partir du 20 avril, les Égyptiens lancent des actions de commandos dans le Sinaï. Si la Cisjordanie reste bien tenue par les forces d’occupation, la bande de Gaza voit les activités de la résistance s’intensifier.

Le discours des parties se radicalise. Nasser se montre intransigeant en tout ce qui concerne la souveraineté égyptienne sur le Sinaï, ce qui implique le rejet de toute cession territoriale, le refus de donner un caractère permanent au stationnement éventuel de forces de l’ONU et l’acceptation d’une démilitarisation partielle sur la base d’une vraie réciprocité israélienne. Il n’est pas question d’établir des relations, diplomatiques ou autres, avec l’État d’Israël. Dayan plaide pour l’annexion des territoires sans leurs populations, avec lesquelles on établirait pourtant des relations de coexistence. Eban répond que de telles propositions ne font que saboter les efforts de paix d’Israël puisqu’elles laissent entendre qu’il n’y a rien à négocier. Mais lui-même est partisan du plan Allon censé laisser de côté la plus grande partie de la population des territoires occupés. L’un comme l’autre semblent ne pas s’interroger sur le sort de cette population qui disposerait d’une sorte d’autonomie de personnes, ou serait concentrée dans de petits cantons que les Arabes assimilent aux bantoustans sud-africains.

Le travail de « clarification » des Quatre à New York se heurte aux mêmes difficultés que la mission Jarring et les discussions bilatérales : définition des frontières sûres et reconnues ; nature de la paix et de la sécurité ; priorité du retrait ou du traité ; question des réfugiés avec l’exégèse de la résolution 194 (III) de décembre 1949, qui stipule : « Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le

plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins », et le fait de savoir si la « juste solution du problème des réfugiés » y fait référence ; suppression de l'activité des fedayins qui ne peut être le fait que des seuls États arabes. Le retrait de De Gaulle de la vie politique le 28 avril 1969 diminue l'importance accordée à ce forum. Les groupes de travail destinés à aborder les points concrets se rendent compte que le diable est dans les détails et que les positions de principe s'opposent aux aménagements réalistes.

Les discussions bilatérales entre Sisco et Dobrynine ne donnent pas de meilleurs résultats418. Les Américains refusent de parler du cas syrien, puisque Damas rejette la résolution 242, et de la Jordanie, puisqu'ils n'ont pas besoin des Soviétiques pour traiter avec le roi Hussein. Ils restent toujours aussi vagues sur le contenu territorial de la paix tout en consacrant leurs efforts au volet égyptien. Les Soviétiques veulent un règlement global mais sont incapables d'obtenir des Égyptiens l'engagement d'en arriver à un moment ou à un autre à des négociations directes avec les Israéliens. En coulisse, Kissinger fait tout pour saboter les conversations à deux ou à quatre qui ont le tort d'échapper à son domaine de compétences. Il cherche à imposer un lien entre des concessions soviétiques sur le Vietnam et des concessions américaines au Moyen-Orient, sans y croire vraiment. Il trouve dans ce domaine un allié précieux en Rabin, qui le fréquente assidûment. Le conseiller à la sécurité nationale lui explique qu'Israël n'a rien à craindre de la politique du Département d'État. Seule compte la Maison-Blanche, qui a une position différente.

L'armée israélienne se trouve en position d'infériorité dans une bataille statique le long du canal. Les 475 « incidents » du mois d'avril lui ont coûté 21 morts. On reprend donc les raids aéroportés d'avertissement contre les infrastructures civiles de la Haute-Égypte. Le 29 avril, le secteur de Nag Hammadi est de nouveau frappé. Plusieurs pylônes de ligne électrique à haute tension sont détruits, un pont en construction sur le Nil est endommagé ainsi qu'un barrage servant à l'irrigation. Cela ne diminue que faiblement la pression égyptienne sur le canal. Les tirs deviennent moins nombreux durant le mois de mai, mais sont en général plus précis. Les raids israéliens suivants conservent leur caractère « sportif » destiné à remonter le moral de l'armée et de la population, mais révèlent rapidement

qu'ils ont perdu tout caractère dissuasif. Au contraire, dans son discours du 1er mai, Nasser marque explicitement son intention de détruire la ligne Bar Lev. Il prévient Israël que toute attaque contre des objectifs civils égyptiens justifierait le recours à des attaques du même genre de la part de l'Égypte, qui a maintenant la capacité d'exercer des représailles.

Nasser refuse l'opposition entre une solution pacifique et une solution militaire. Pour lui, au contraire, il faut mener conjointement les deux aspects pour arriver au même but, la liquidation des séquelles de l'agression. Désormais, le thème des droits du peuple palestinien devient important dans son discours. Néanmoins, il n'évoque que le respect des résolutions de l'ONU, c'est-à-dire la résolution 194 III fondant le droit au retour. Il évoque contre le « racisme » israélien une Palestine où Juifs, musulmans et chrétiens vivraient en paix, donc, sans le définir explicitement, le programme de l'État démocratique. Il s'exprime plus clairement dans un entretien à *Time Magazine* le 12 mai 1969[419] : le règlement doit comprendre le retrait de tous les territoires occupés et le choix pour les réfugiés palestiniens de pouvoir rentrer dans leurs foyers. Il sera alors prêt à reconnaître la nouvelle réalité, qu'elle s'appelle ou non Israël[420].

Plus ou moins symétriquement, le 15 juin 1969, Golda Meir fait au *Sunday Times* une déclaration qui restera célèbre :

> Quand y a-t-il eu un peuple palestinien indépendant avec un État palestinien ? Il y a eu la Syrie du Sud avant la Première Guerre mondiale, puis la Palestine englobant la Jordanie. Ce n'est pas comme s'il y avait eu un peuple palestinien en Palestine, se considérant lui-même comme un peuple palestinien, que nous aurions expulsé après notre arrivée et dont nous aurions pris le pays. Ils n'existaient pas.

Elle reprend là la thématique traditionnelle du sionisme affirmant qu'il n'y a que des habitants arabes dans la terre d'Israël et qu'ils n'ont pas de droits de souveraineté.

Un coup d'État militaire au Soudan, le 25 mai 1969, amène au pouvoir le général Nimeiri qui renforce son soutien à l'Égypte. Comme le nouveau pouvoir s'appuie aussi sur le Parti communiste soudanais, cela apparaît comme un nouveau succès de la politique soviétique. Mais pendant que les Occidentaux se préoccupent de la pénétration soviétique au Moyen-Orient,

Moscou a une vision plutôt conservatrice de la situation et souhaite surtout consolider ses positions dans la région. Sa modération s'explique aussi par les surenchères chinoises qui ne font que compliquer la situation. À de très nombreuses reprises, les diplomates soviétiques expriment cette préoccupation à leurs interlocuteurs occidentaux. Cela explique la distance prise envers les organisations palestiniennes considérées comme beaucoup trop radicales. Le FPLP est particulièrement mal vu en raison de ses relations avec la Chine populaire. L'opinion soviétique commune est ainsi résumée à un représentant français au Caire en juillet 1969[421] :

> La République arabe unie entretenait des relations plus cordiales avec le Fatah dont elle soutenait officiellement l'action. Il ne fallait pas cependant exagérer la portée de ce soutien. En fait, les dirigeants égyptiens avaient modelé leur attitude sur celle des pays arabes (Arabie saoudite, Koweït, Libye) qui finançaient le Fatah… et dont la République arabe unie elle-même était tributaire depuis la conférence de Khartoum.
>
> En conclusion, notre interlocuteur a paru estimer que les mouvements tendant à la libération de la Palestine n'arriveraient à aucun résultat tant qu'ils agiraient en ordre dispersé et que du reste les conditions d'une guerre populaire, du genre vietnamien, n'étaient pas réunies. En revanche, la prise de conscience palestinienne risquait de constituer un sérieux obstacle sur la voie d'un règlement politique.

Gromyko se rend en Égypte du 10 au 13 juin 1969 pour conférer avec Nasser. La presse soviétique a multiplié les avertissements : les forces qui appellent à une action offensive ne cherchent en réalité qu'à détruire les changements sociaux positifs en Égypte. Les partisans de la reprise de la guerre ne sont en fait que des ennemis du socialisme dont le but est de renverser le régime nassérien[422]. Le même discours est tenu directement aux responsables égyptiens : le potentiel industriel égyptien risque d'être détruit par les raids israéliens[423]. Nasser répond en laissant toute latitude aux Soviétiques de traiter dans les conversations à deux et à quatre. Il est persuadé qu'elles ne donneront rien et que Moscou sera ensuite contraint de lui apporter l'aide militaire requise. Durant le séjour du ministre soviétique, il a intensifié les tirs sur le canal[424]. Le 17 juin[425], les Soviétiques présentent au secrétaire d'État américain une nouvelle mouture de leurs propositions dans laquelle les belligérants s'engageraient à un

accord définitif ayant un caractère d'obligation réciproque d'application de la résolution 242 et de la Charte de l'ONU, et ce, avant tout retrait. L'état de non-belligérance est défini de façon plus extensive puisqu'il comprend la fin de toute hostilité, la démilitarisation des zones frontières et l'installation de troupes de l'ONU. Le document reste ferme sur le retrait intégral et sur la question des réfugiés.

Pour le Département d'État, ce document présente un progrès incontestable, même s'il reste des divergences fondamentales. L'ambition immédiate est de gagner du temps. Sisco est envoyé en juillet à Moscou pour répéter les positions américaines et demander aux Soviétiques de ne pas pousser les Arabes à faire usage de la force, c'est-à-dire ne pas leur fournir d'armements supplémentaires. Ses interlocuteurs sont très déçus, voire inquiets de l'évolution d'une situation qu'ils ne contrôlent pas[426]. Ils reprochent aux Américains de n'envisager qu'un accord partiel, concernant exclusivement l'Égypte. Les Soviétiques sont allés le plus loin possible dans les positions de négociation autorisées par la RAU et ne peuvent plus faire de propositions supplémentaires. Ils envisagent la reprise de l'action diplomatique en septembre lors de la nouvelle Assemblée générale de l'ONU.

Le 20 juillet 1969, à l'occasion du retour des astronautes américains, les premiers à avoir marché sur la Lune, Nixon s'est rendu dans le Pacifique. Lors de son passage à Guam, le président a annoncé une inflexion majeure de sa politique étrangère : il n'y aura pas de retrait américain majeur d'Asie à l'occasion de la fin de la guerre du Vietnam, mais il n'y aura plus d'implication directe dans les conflits régionaux. C'est aux Asiatiques d'assurer en première ligne leur sécurité, avec le soutien matériel des États-Unis. Cette « doctrine de Guam », ou « doctrine des archipels », ou tout simplement « doctrine Nixon », signifie l'émergence de « gendarmes régionaux » équipés et soutenus par les États-Unis, qui se tiendront en retrait en cas de conflit. Même si le Moyen-Orient n'est pas mentionné, on s'interroge pour savoir quels seront les éventuels gendarmes pour cette région.

La fin de l'été 1969 est marquée par la montée des tensions entre l'Union soviétique et la Chine populaire avec le risque d'une guerre préventive soviétique (opération chirurgicale, selon le terme euphémistique utilisé)

destinée à détruire le nucléaire chinois avant qu'il ne soit pleinement opérationnel[427]. L'administration Nixon se réjouit de cette configuration tripolaire et reprend ses tentatives secrètes pour ouvrir des canaux de communication avec la Chine populaire.

Les dirigeants israéliens ont alterné les déclarations optimistes sur le fait qu'il n'y aurait pas de guerre ni cette année ni les suivantes grâce aux frontières de sécurité obtenues en juin 1967 et les annonces d'un nouveau coup de pouce fiscal pour financer l'effort de guerre ou la possibilité de prolonger le temps de service militaire – qui est déjà de trois ans. Lors du deuxième anniversaire de la victoire de juin, ils doivent reconnaître qu'Israël a perdu autant d'hommes (de l'ordre de 700) depuis le cessez-le-feu que durant la guerre. Au début de juin 1969, devant la multiplication des pertes, Dayan s'interroge publiquement sur le fait de savoir si le canal de Suez constitue une ligne de cessez-le-feu ou le front de départ d'une nouvelle guerre[428]. Le nouveau plan soviétique est rejeté sans appel puisqu'il comprend un retrait sur les lignes du 4 juin, l'application de la 194 (III) et l'absence de paix véritable. La propagande israélienne se concentre sur l'idée qu'il s'agit d'un piège, d'une manipulation de la part de Moscou. Toute action internationale, même de la part des Américains, ne fait que renforcer l'intransigeance arabe et donc détériorer la situation avec les risques de guerre que cela comprend[429]. Seul un dialogue direct entre Israéliens et Arabes peut permettre d'arriver à une situation pacifique. Moshe Dayan rappelle les positions, à peu près partagées par tous en Israël : le Golan n'est pas négociable, Charm el-Cheikh et la moitié du Sinaï doivent rester sous contrôle israélien, les changements ne peuvent être mineurs en Cisjordanie[430]. Quant à Jérusalem, la résolution 267 du Conseil de sécurité votée le 3 juillet 1969 sur plainte jordanienne réaffirme l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et l'invalidation de toutes les mesures administratives et législatives prises par Israël et ayant pour effet d'altérer le statut de la ville. La réponse immédiate du représentant de l'État hébreu est de dire que ce genre de résolution ne saurait affecter la vie de Jérusalem, son unification et son développement.

La tension sur les lignes de cessez-le-feu engendre la violence. Les Syriens, inquiets du risque d'une attaque israélienne, concentrent des forces à proximité du Golan, ce qui est pris par les Israéliens comme une volonté

d'imiter la conduite de l'Égypte sur le canal. Une sévère « correction » est donnée le 8 juillet, lors d'un combat aérien au-dessus du Golan, qui se conclut par la destruction de 7 Mig-21 syriens alors que, la veille, 2 Mig-21 égyptiens avaient été abattus au-dessus du Sinaï. Ces succès réconfortent le moral des Israéliens dans un contexte où les incidents armés sont devenus quotidiens.

Les Israéliens sont aussi préoccupés par l'évolution des différents mouvements gauchistes en Europe pour qui le soutien de la révolution palestinienne est devenu un article de leurs programmes. Les gauchistes allemands sont traités par l'ambassadeur d'Israël à Bonn de « néonazis » qui réclament avec les Arabes une nouvelle extermination du peuple juif431. De fait, certains militants destinés à devenir la mouvance de l'ultragauche partent pour la Jordanie dès l'été 1969 pour recevoir un entraînement militaire. Venant du pacifisme, ils n'ont pas de formation dans ce domaine. Andreas Baader et Ulrike Meinhof auraient été les premiers Allemands à avoir contacté le FPLP, mais ils sont venus en reconnaissance avec plusieurs membres de leur groupe et n'ont pas été recrutés432. Ils se seraient très largement comportés en touristes ignorant les particularités locales lors de leur séjour dans un camp du Fatah durant l'été 1970 consacré à une formation militaire de base : pas de séparation des sexes, bain de soleil des femmes presque nues, etc. Ils sont quasiment expulsés par leurs hôtes durant le mois d'août 1970 – heureusement pour eux, d'ailleurs, vu la suite des événements433.

Se définissant comme anti-impérialistes et antisionistes, ces militants, qui se retrouveront dans la Fraction armée rouge, rejettent l'imputation d'antisémitisme434. Pour eux, la Palestine est pour l'Allemagne fédérale et l'Europe l'équivalent de la guerre du Vietnam. Un groupuscule ira jusqu'à commettre, le 9 novembre 1969, jour anniversaire de la « Nuit de cristal », un attentat (manqué) contre des locaux de la communauté juive de Berlin. Cette coïncidence est pour le moins malheureuse.

Le FPLP reçoit aussi dans ses camps d'entraînement en session d'été quelques étudiants anglais et surtout des Italiens qui appartiendront ensuite à la mouvance des Brigades rouges. On y trouve aussi le futur fameux Carlos. Progressivement, Wadi Haddad constitue de vastes réseaux qui s'étendent sur plusieurs continents.

Les prodromes de la crise libanaise[435]

La stratégie de confrontation armée adoptée ouvertement par l'Égypte implique l'activation du « front oriental » indispensable pour diminuer la pression sur l'Égypte. Or Nasser sait bien que la Syrie baathiste, avec laquelle il maintient des relations exécrables, tiendra toujours une position de maximalisme verbal accompagnée de prudence militaire. La prudence qui avait suivi à Damas la prise du pouvoir par le Baath en Irak n'a pas duré longtemps. Dans les premiers mois de 1969[436], c'est de nouveau un déluge d'imprécations contre « les tyrans et les bourreaux de Bagdad » qui remplit les colonnes de la presse syrienne. On appelle les progressistes irakiens à lutter contre « la clique des conspirateurs, renégats et lâches tyrans de Bagdad » prête à basculer dans le camp de la réaction et de l'impérialisme. Un tel climat rend vain tout espoir de coopération militaire syro-irakienne. De plus, Damas s'en tient à son discours de guerre populaire révolutionnaire « de type vietnamien », ce qui laisse plutôt entendre le maintien d'une relative inaction. Enfin, la lutte des factions baathistes a repris. Celle dirigée par le ministre de la Défense, Hafiz al-Assad, semble prendre l'ascendant. Il a la réputation d'être un réaliste et un partisan d'une coopération avec l'Irak, mais le IVe congrès extraordinaire du parti, à la fin de mars 1969, semble marquer un coup d'arrêt à son ascension politique[437].

Quant au roi Hussein, il n'est pas prêt à se lancer dans une nouvelle entreprise catastrophique pour son royaume. Dans les faits et pour le moment, seule la résistance palestinienne entretient une activité combattante contre Israël. Si le discours nassérien laisse entendre que la résistance palestinienne n'agit qu'à partir des territoires occupés, le président de la RAU sait très bien qu'elle agit surtout à partir des pays de la ligne de front. Il maintient une position équivoque, à la fois partenaire des États établis et promoteur des activités de la résistance qui les déstabilisent.

C'est ainsi que se situent les prodromes de la crise libanaise. Le mandat de Charles Helou s'est voulu la continuation de l'expérience de Fouad Chéhab qui avait cherché à construire un État fort et réformateur. Si les progrès sociaux ont été incontestables dans cette période, amorçant un rattrapage entre les niveaux sociaux et économiques des différentes

communautés libanaises, le renforcement de l'appareil d'État est passé par la constitution d'un pouvoir militaire, celui dit du deuxième bureau de l'armée, opposé aux partis politiques traditionnels. En réaction, les grands chefs politiques chrétiens, Camille Chamoun, Pierre Gemayel et Raymond Éddé, ont formé une alliance politique, le *Hilf*, tout en ayant une vision contradictoire des problèmes. Éddé est l'adversaire du pouvoir militaire qu'il veut démanteler, d'où son projet de neutraliser le Liban en le mettant sous la protection des casques bleus. Chamoun, maintenu dans l'opposition depuis 1958, cherche avant tout sa revanche. Il prône une armée de métier solide et bien entraînée pour protéger le pays. Gemayel, qui a participé à l'expérience chéhabiste, est hostile aux réformes sociales qui ouvrent, selon lui, la voie au communisme. Il n'est pas hostile aux militaires, mais est sensible à l'irritation croissante provoquée dans la population chrétienne par les activités des fedayins.

L'ensemble des débats politiques est dominé par l'élection présidentielle, prévue pour l'année suivante, qui pourrait voir Fouad Chéhab revenir au pouvoir. Ce dernier, sans prendre parti publiquement sur le sujet, semble favorable à une sorte de *modus vivendi* avec les organisations de fedayins[438], et les militaires du deuxième bureau, ses partisans les plus affirmés, le savent. C'est conforme aux orientations favorables à l'arabisme qui ont été l'un des éléments essentiels de sa politique durant son mandat présidentiel.

Charles Helou et le Premier ministre Rachid Karamé tentent de s'opposer aux activités des commandos tout en proposant à la résistance une liberté d'action en termes de propagande et de collecte de fonds. La population musulmane sunnite et les différents courants progressistes recrutés dans toutes les communautés s'enthousiasment pour la cause palestinienne, ce qui suscite la surenchère des différents groupes politiques concernés.

L'armée libanaise a tenté de cantonner les fedayins dans le secteur du mont Hermon et de s'opposer à toute traversée de la frontière, d'où la multiplication des incidents. Dans ce contexte, les mouvements palestiniens et leurs soutiens libanais (PSP, communistes, nationalistes arabes, baathistes) organisent une grande manifestation populaire à partir des camps pour le 23 avril (anniversaire de la création d'Israël selon le

calendrier juif). La veille, le gouvernement interdit la manifestation, mais les organisateurs refusent d'obtempérer[439]. À Saïda, le matin du 23, les manifestants débordent les forces de l'ordre et le mouvement se transforme en émeute. Les autorités font appel à l'armée. À Beyrouth, la tension est très forte durant la manifestation. Les nouvelles de Saïda provoquent l'explosion de violence dans l'après-midi. Le bilan de la journée s'établit à une vingtaine de morts et de nombreux blessés (les chiffres diffèrent). On évoque le rôle trouble d'agents provocateurs. L'état d'urgence et le couvre-feu sont proclamés tandis que les désordres se poursuivent le lendemain.

Le 24 au soir, n'arrivant pas à réunir une majorité parlementaire, Rachid Karamé démissionne. Aucun responsable sunnite n'accepte de prendre la responsabilité d'imposer l'autorité de l'État aux fedayins. Karamé exige la définition d'un consensus national sur ce sujet, Joumblatt nie que les fedayins représentent un danger pour l'État, Éddé réclame une fois de plus une garantie internationale. Les autres refusent toute ingérence étrangère. Charles Helou, tout en condamnant les immixtions syriennes représentées par les activités de la *Sa'iqa*, demande le soutien des pays arabes sans saisir la réalité de la politique nassérienne. L'ambassadeur d'Algérie à Beyrouth sert de médiateur. Au sud, les fedayins amorcent un glissement vers la frontière tandis que dans les grandes agglomérations, les camps palestiniens basculent du côté de l'insoumission. Le deuxième bureau est en train de perdre le contrôle étroit et tatillon qu'il y exerçait. Le 7 mai, Golda Meir déclare que la frontière libanaise est le nouveau problème d'Israël.

Nasser envoie à Beyrouth un émissaire qui organise des réunions entre Arafat, Helou et Karamé. En dépit de l'échec des pourparlers, Arafat apparaît ainsi, avec la bénédiction de l'Égypte, comme le principal responsable palestinien. Chamoun, Éddé et Gemayel condamnent l'activité des fedayins, le chef phalangiste étant le plus modéré des trois. Parallèlement, le chef de l'armée négocie secrètement avec Arafat sans en référer aux autorités civiles. Il parvient, le 9 mai, à un accord en quinze points établissant une coopération entre l'armée et les fedayins, mais il est immédiatement désavoué par Helou et par Karamé. Le deuxième bureau tente à son tour de désamorcer la crise en obtenant un accord, plus restreint, gelant la situation à son niveau actuel, mais sans résultat effectif[440].

La pensée des militaires est de limiter la présence des commandos à des zones peu peuplées entre la Syrie et le Liban d'où ils pourront lancer des opérations en profondeur à l'intérieur du territoire israélien. Cela n'est possible que si l'objectif des fedayins est bien celui de porter le combat dans ces secteurs et non de créer un front oriental fixant d'importantes troupes israéliennes le long des frontières du Liban. Le dilemme, pour les responsables libanais, est entre une confrontation armée majeure avec les Palestiniens, qui isolerait le Liban à l'intérieur du monde arabe, provoquerait sa division interne, risquerait de déclencher une invasion israélienne, et la défense de la souveraineté libanaise, de son autonomie de décision et de la sécurité du pays.

Dans la seconde quinzaine de mai 1969, le Liban s'installe durablement dans cette crise qui donne un répit au roi Hussein.

Le 31 mai, Charles Helou s'adresse à la nation. S'il exprime la fidélité de son pays à l'arabisme et à la cause palestinienne, il rappelle que la résistance n'a pas à imposer des faits accomplis à l'État libanais. Son devoir n'est pas de donner à l'ennemi, sous prétexte de représailles, un alibi pour ses plans d'expansion territoriale. Rachid Karamé, soumis à la surenchère de Kamal Joumblatt et des autres forces politiques sunnites, se désolidarise du président en contestant cette déclaration qui aurait dû lui être soumise au préalable (nécessité d'un contreseing ministériel pour un acte du président, mais cela ne concerne pas, en droit, les déclarations). Joumblatt, qui travaille à réunir les progressistes autour de lui, appelle à l'établissement d'une coordination *(tansîq)* entre la résistance et les autorités libanaises. La crise évolue en conflit de compétences entre le président de la République et le président du Conseil.

À la fin de juin, l'ambassadeur de France fait le tableau de la situation gouvernementale au bout de deux mois de crise[441] :

> Ce qui est malheureusement certain, c'est que l'administration est gagnée progressivement par la paralysie des sphères politiques. Il n'y a eu ni Conseil des ministres ni Conseil de cabinet depuis plus de deux mois, et seules les décisions de routine sont prises par le président du Conseil démissionnaire avec le ministre intéressé. Cette situation ne peut se prolonger indéfiniment, elle met le fantôme gouvernemental à la merci du

moindre incident, les ministres ayant en fait cessé de se considérer comme responsables de la marche de leurs départements respectifs.

Charles Helou tente de mettre les parlementaires devant leurs responsabilités en leur adressant un questionnaire sur la politique à tenir par rapport aux activités des organisations palestiniennes. En substance, il leur demande si l'action des fedayins est en contradiction avec les véritables intérêts de la résistance palestinienne, si le refus du fait accompli doit être opposé à toutes les organisations implantées au Liban puisqu'elles se déclarent toutes solidaires et s'il est impossible, dans ces conditions, pour le président de la République de se libérer des obligations que lui impose son serment constitutionnel.

L'alliance des trois leaders chrétiens *(Hilf)* soutient la position du président. En revanche, les chéhabistes sont divisés. Les chrétiens et les chiites ont tendance à approuver Charles Helou, tandis que les sunnites, les Druzes et les progressistes ne ménagent pas leurs critiques en faisant de la cause palestinienne un absolu. Certains vont jusqu'à dire qu'elle passe devant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité du Liban.

Rachid Karamé se désolidarise du président sur qui il fait porter exclusivement la responsabilité de la crise. Tout en se déclarant attaché à la défense de la souveraineté libanaise, il se refuse à prendre des mesures conduisant à l'usage de la force contre les commandos palestiniens. Il faut parvenir avec la résistance palestinienne à un accord de coordination qui ménagerait les intérêts de tous.

Comme l'explique Elias Sarkis, un chéhabiste affirmé alors conseiller du président, à l'ambassadeur de France[442], l'essence de la politique libanaise est fondée sur l'imprécision. On ne doit jamais poser les problèmes politiques trop clairement, car on suscite alors l'opposition d'une communauté et le blocage des institutions. Le but du *Hilf* est de conduire le président à démissionner ; or il faut l'intervalle d'un mandat complet de six ans pour qu'un ancien président puisse se représenter. L'enjeu est d'interdire à Fouad Chéhab de se porter de nouveau candidat.

Tout en demandant le raffermissement du contrôle des Palestiniens, les chefs politiques chrétiens exigent pour la plupart le démantèlement de l'appareil sécuritaire hérité du mandat de Fouad Chéhab, ce qui est plutôt

contradictoire. Ils forment une alliance politique plus homogène que celle des chéhabistes, profondément divisés sur la question palestinienne.

Certains soupçonnent le chef de l'armée, le général Boustany, de mener un jeu personnel. En limitant les heurts avec les fedayins, il préserve l'unité de ses troupes à recrutement pluriconfessionnel, mais il pourrait aussi avoir des ambitions présidentielles au cas où Chéhab renoncerait à se présenter, d'où le choix d'une orientation plus « arabiste » destinée à lui assurer une certaine audience chez les sunnites. À plusieurs reprises, en dépit des consignes du président, il s'est montré prêt à conclure un accord de coordination avec les Palestiniens. La presse égyptienne soutient la résistance et évoque un vaste plan impérialo-sioniste tendant à démanteler le front oriental afin de mieux réduire l'Égypte à merci, ce qui marque quels sont les véritables intérêts de Nasser dans la crise. Paradoxalement, celle-ci a pour effet de calmer la tension sur la frontière avec Israël, les fedayins ne souhaitant pas, au moins provisoirement, provoquer d'incident avec l'armée ou des représailles.

De son côté, la Syrie se pose ostensiblement en défenseur des Palestiniens au Liban443. La résistance armée au Liban-Sud est un fait irréversible. La « réaction libanaise » combat tout aussi bien les Palestiniens que les forces progressistes arabes (allusion aux exilés politiques syriens au Liban).

L'intensification de la guerre d'usure

Les responsables israéliens ont conclu de la conduite égyptienne qu'elle ne se limitera pas à une simple guerre de positions et qu'elle aboutira inévitablement à une tentative de traversée du canal, ne serait-ce que pour créer une simple tête de pont et par là accélérer une intervention internationale444. La ligne Bar Lev, incomplètement terminée, ne constitue pas un véritable obstacle. Les Égyptiens ont bien les moyens de remettre en cause le *statu quo*.

Ezer Weizman, alors chef des opérations à l'État-Major général, s'est fait l'avocat d'une intervention massive de l'aviation israélienne portant des « coups mortels » à l'armée égyptienne et la forçant à abandonner la guerre d'usure. Dayan et Bar Lev s'y sont opposés, voulant conserver le

recours de l'aviation pour le cas d'une escalade majeure de la part des Égyptiens. Les aviateurs eux-mêmes sont très préoccupés par l'importance croissante de la DCA ennemie et exigent d'abord la neutralisation des missiles sol-air et des radars égyptiens.

Au début de juillet 1969, le choix se limite à une opération israélienne « préventive » pouvant aller jusqu'à la traversée du canal ou au recours à l'arme aérienne. La deuxième option est prise. Elle conduit nécessairement à une intensification des combats et donc à des pertes. Comme il se doit, on utilise des euphémismes pour faire dire le contraire. Ainsi, Bar Lev, commentant l'usage de l'aviation, évoque une escalade destinée à obtenir une désescalade, une augmentation de l'activité pour en obtenir une diminution.

Le 8 juillet, une première attaque est lancée sur une île du golfe de Suez pour y détruire une position importante du réseau de radars. Ensuite, la défense antiaérienne égyptienne est systématiquement prise pour cible. Une action massive est lancée le 20 juillet au prix de 12 morts israéliens et de la perte de deux avions de combat au-dessus du canal. Dans son allocution pour l'anniversaire de la révolution le 23 juillet, Nasser radicalise son discours et s'en prend aux États-Unis qui soutiennent Israël dans le but d'imposer leur domination à l'ensemble de la nation arabe ; la Grande-Bretagne n'est pas épargnée. En revanche, la poursuite de la politique gaullienne par Georges Pompidou est saluée chaleureusement. L'Union soviétique est remerciée pour son soutien politique et son aide matérielle. Nasser affirme que la nation arabe doit mettre toute son énergie pour reprendre la totalité des territoires occupés et pas seulement le Sinaï. Il marque que le conflit s'inscrit dans la durée ; après les Six Jours, il y a maintenant une guerre de deux ans, de trois ans, de quatre ans… C'est une longue guerre d'usure qui a commencé. Il n'y aura plus de guerre éclair comme en juin 1967. C'est le devoir de tous de contribuer à la libération du territoire.

Le double activisme égyptien et israélien alimente maintenant des escarmouches quotidiennes sur le canal. Golda Meir déclare que « si Nasser pense qu'il peut gagner une guerre d'usure, c'est qu'il ignore la capacité de nos forces de défense et du peuple qui se tient derrière elles », mais dans le même temps elle demande un accroissement des livraisons d'armes des

pays amis d'Israël[445]. Au début du mois d'août, le congrès travailliste dote le parti d'un programme politique très annexionniste que l'on fait semblant de désavouer à l'extérieur en disant qu'Israël est prêt à négocier sans condition.

Les derniers jours de juillet et les premiers jours d'août sont marqués par une relative accalmie sur le canal, mais c'est alors le front oriental qui se réveille (Liban, Jordanie et même Syrie). Les fedayins reprennent les opérations contre le territoire israélien à partir du Liban-Sud avec les habituelles représailles israéliennes comprenant des bombardements au napalm des villages libanais frontaliers. Israël dément avoir visé des agglomérations civiles, affirmant avoir frappé des positions des commandos. C'est probablement durant cette période, pour protéger le Golan occupé des infiltrations venues du Liban, que les Israéliens prennent position sur le tronçon concerné de la frontière syro-libanaise, occupant le secteur ultérieurement très contesté des hameaux de Chebaa[446].

Le Liban, au grand mécontentement des États-Unis, saisit le Conseil de sécurité. On en revient aux arguments habituels concernant la validité de la convention d'armistice et le refus des Israéliens d'admettre des observateurs de l'ONU sur son territoire (mais s'il y a des observateurs du côté libanais de la frontière avec Israël, ce n'est pas le cas de la zone frontalière du Golan occupé…). Au Liban, les partis chrétiens insistent sur la nécessité de former un gouvernement pour assumer les responsabilités nationales. Les « progressistes » les accusent de vouloir profiter de l'agression pour mettre à exécution les projets défaitistes d'internationalisation du Liban et de recours à une force internationale[447]. Après de longues tractations, le Conseil de sécurité parvient finalement à un texte de compromis voté à l'unanimité. La résolution 270 du 26 août 1969 rappelle à la fois la convention d'armistice et le cessez-le-feu de juin 1967, évitant donc de trancher pour savoir quelle est la bonne référence ; elle condamne l'attaque aérienne israélienne préméditée et déplore tous les actes de violence. Elle déclare :

> De telles actions de représailles militaires et autres graves violations du cessez-le-feu ne peuvent pas être tolérées et [que] le Conseil de sécurité aurait à étudier des dispositions nouvelles et plus efficaces, telles

qu'envisagées dans la Charte, pour s'assurer contre la répétition de pareils actes.

L'efficacité d'une telle résolution est soulignée lors de la reprise, le 3 septembre, des bombardements israéliens sur l'Arkoub, zone où sont concentrés les fedayins, à la suite d'un tir de roquettes contre la ville israélienne de Kyriat Shmoneh qui a fait 2 morts dont un enfant de 9 ans.

Au Liban, la tension monte à la fin d'août. Un incident banal provoque un échange de tirs entre fedayins et forces de l'ordre à proximité du grand camp palestinien de Nahr al-Bared à Tripoli. Les militaires libanais ont un mort et 4 blessés. Le 5 septembre, l'armée encercle le camp et exige qu'on lui livre les responsables des tirs. Il en résulte des négociations contradictoires entre les émissaires de la résistance, le général Boustany et Rachid Karamé, inquiet de voir la violence s'étendre à son fief politique de Tripoli.

Le 12 septembre, l'ambassadeur de France résume ainsi la situation[448] :

> Il s'agit cette fois d'une tentative de l'OLP et du Fatah de faire reconnaître leur autorité politique exclusive sur les camps de réfugiés, la question du passage des commandos ne se posant qu'en second lieu. Dans les deux cas cependant, souligne la presse chrétienne et conservatrice, le problème est de savoir si l'autorité de l'État peut encore s'imposer à la résistance palestinienne et à ses alliés. Le Liban est en danger, écrivait le 5 septembre l'éditorialiste du *Jour*. Les détracteurs du régime ne dissimulent plus leurs intentions : « Votre pays libéral et démocrate n'a pas sa place dans la nouvelle société arabe et la route de Tel-Aviv risque désormais de passer par Beyrouth. »

La confrontation s'éternise à Nahr al-Bared tandis que les autres camps palestiniens se solidarisent et deviennent indépendants de fait.

Des troupes syriennes prennent position en Jordanie et se retrouvent sous le feu meurtrier de l'aviation israélienne. De nouveau, les Israéliens s'en prennent au réseau d'irrigation jordanien après des tirs sur des kibboutzim frontaliers. En dépit des déclarations rassurantes des autorités israéliennes, les activités de la résistance s'amplifient dans les territoires. Les réseaux, soumis à une très dure répression, se sont « professionnalisés ». Dans la

bande de Gaza, on est proche d'une situation de guérilla, comme l'indique l'ambassade de France[449] :

> Certes, l'armée israélienne conserve le contrôle de la situation mais elle a dû appliquer de strictes mesures de sécurité pour limiter le nombre des victimes. C'est ainsi que sur la route qui traverse le territoire de Gaza dans toute sa longueur, du poste de contrôle d'Eretz à Rafah, la circulation est interdite aux véhicules israéliens militaires et civils. Des convois sont désormais organisés, ou encore la circulation vers le Sinaï est détournée vers d'autres routes plus au sud du territoire israélien. D'autre part, depuis dimanche dernier, le couvre-feu est établi chaque nuit dans la ville de Gaza de 17 heures à 5 heures du matin.

En Cisjordanie, les attentats ont été particulièrement nombreux contre les colons, les autorités d'occupation et les informateurs de la police israélienne. Les tribunaux religieux musulmans, qui ont refusé de reconnaître les autorités d'occupation et d'appliquer leurs consignes, voient leurs décisions invalidées par les occupants. L'enjeu réel est de faire cesser la subordination des tribunaux de Cisjordanie à ceux de Jérusalem et d'intégrer ces derniers à l'organisation religieuse islamique israélienne.

L'incendie de la mosquée al-Aqsa

Dans ce contexte particulièrement tendu se produit une véritable catastrophe. Depuis le début de l'occupation, les musulmans soupçonnent les Israéliens de vouloir s'emparer de l'esplanade des Mosquées et de détruire les sanctuaires de l'islam, en particulier la mosquée al-Aqsa[450]. La destruction du quartier maghrébin puis les fouilles archéologiques à proximité de l'esplanade ont ancré cette conviction.

Le matin du 21 août 1969, un incendie éclate à la mosquée al-Aqsa. Les dégâts sont importants, certains irréparables, comme la destruction d'une chaire de prédication datant de huit siècles. Les musulmans accusent immédiatement les Israéliens d'avoir organisé l'incendie. Des manifestations populaires sont réprimées sans qu'il y ait mort d'hommes. Les autorités israéliennes évoquent d'abord un incendie accidentel, puis arrêtent le 23 août un jeune Australien, Michael Dennis William Rohan, membre d'une secte chrétienne évangélique. Il avoue les faits.

L'incendiaire aurait reçu de Dieu la mission de détruire les mosquées afin que l'on puisse rebâtir le Temple juif. Une commission d'enquête comprenant deux Arabes israéliens (un musulman et un chrétien) est rapidement formée pour apaiser les passions et éviter une enquête internationale. Les autorités israéliennes mettent en avant le manque de contrôle exercé par le *waqf* (l'institution chargée de gérer l'esplanade) sur l'accès des visiteurs. Les musulmans répondent qu'en sept cent cinquante ans de présence continue d'une souveraineté musulmane (depuis Saladin), aucun incident de ce genre ne s'est produit, alors qu'en deux ans d'occupation israélienne… Le rapport de la commission d'enquête, publié au début du mois d'octobre, insiste sur les négligences de l'administration du *waqf*, ne pouvant aborder le reste du dossier en raison de l'action judiciaire en cours. Il est immédiatement récusé par les milieux arabes de Jérusalem. Leur propre commission indépendante n'a pas accès aux sources judiciaires. Elle s'en tient à la dénonciation documentée des visées juives sur l'esplanade des Mosquées et exige l'interruption des travaux archéologiques considérés comme le début d'une mainmise sur l'espace sacré. Lors du procès de William Rohan en octobre, ses avocats plaideront l'irresponsabilité, d'où sa non-culpabilité.

L'émotion est générale dans l'ensemble du monde musulman. Seule la Syrie n'organise pas de protestations collectives, du moins dans un premier temps. Le gouvernement refuse toute référence religieuse et s'en tient à la défense du patrimoine arabe. Les partisans de la tenue d'un sommet arabe appellent à sa réunion immédiate. Embarrassé, le roi Faysal reprend son vieux projet de réunion d'un sommet islamique et appelle l'ensemble des musulmans au djihad puisque toutes les voies pacifiques ont échoué. La Ligue des États arabes se réunit au niveau ministériel au Caire et accepte le principe d'un sommet islamique. Nasser convoque ensuite pour le 1er septembre un mini-sommet avec les chefs d'État de la Jordanie, de la Syrie, et le vice-président irakien. S'y adjoint ensuite le président soudanais. Ils ne progressent pas vraiment dans la mise en place d'un véritable front oriental.

En même temps se tient au Caire le VIe CNP[451], qui adopte comme programme la création d'un État démocratique excluant toute ségrégation religieuse. Il rejette toute tutelle d'un pays arabe sur les actions de la

résistance, c'est-à-dire la volonté du Liban d'exercer un contrôle sur les fedayins.

Vingt-sept pays musulmans menés par le Pakistan déposent une plainte collective au Conseil de sécurité à la suite de l'incendie d'al-Aqsa. Elle aboutit, après les discussions habituelles, à la résolution 271 du 15 septembre 1969, votée par 11 voix contre 4 abstentions (États-Unis, Colombie, Finlande, Paraguay). Sans se prononcer sur la cause de l'incendie, la résolution rappelle l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et la nécessaire application des conventions de Genève à Jérusalem.

Les monarchies arabes militent activement pour la tenue du sommet islamique. Finalement, Nasser cède et la réunion est fixée au 22 septembre à Rabat. Pour raison de santé, Nasser, qui devait aller en Union soviétique, renonce à se rendre dans ce pays comme au Maroc. Cette double absence est prise pour une maladie diplomatique alors qu'il s'agit d'une première indication de l'aggravation de son état de santé due au diabète et au surmenage. Anwar al-Sadate le remplace au sommet.

Vingt-cinq États sont représentés à Rabat. Les pays arabes progressistes sont sur la défensive et tiennent à réaffirmer les compétences de la Ligue des États arabes. En même temps, ils exigent de la Turquie, de l'Iran et de plusieurs pays africains la rupture de leurs relations diplomatiques avec Israël. Ils imposent à l'ordre du jour la question de Jérusalem et de la résistance palestinienne. Hassan II réussit, par une active diplomatie, à concilier les antagonismes.

La déclaration finale du 25 septembre se compose de deux volets. Le premier s'appuie sur les valeurs et les préceptes de l'islam mélangés avec la Charte de l'ONU pour appeler à une coopération des États musulmans[452]. Il en sortira l'Organisation de la conférence islamique (OCI), largement d'inspiration saoudienne. Le second volet condamne la politique israélienne :

> Les chefs d'État et de gouvernement et les représentants déclarent que les menaces qui continuent de peser sur les sanctuaires de l'Islam à Jérusalem sont la conséquence de l'occupation de cette ville par les forces israéliennes. La préservation de leur caractère sacré et le libre accès à ces

lieux saints exigent que la ville sainte recouvre le statut antérieur à juin 1967 et consacré par 1 300 ans d'histoire.

En conséquence, leurs gouvernements et leurs peuples sont fermement résolus à rejeter toute solution du problème palestinien qui refuserait à Jérusalem son statut antérieur.

Un appel est adressé aux grandes puissances pour faire respecter les différentes résolutions internationales concernant Jérusalem. Le texte s'achève par la question palestinienne proprement dite :

Devant la gravité de cette situation, les chefs d'État et de gouvernement et les représentants lancent un appel pressant et angoissé à tous les membres de la communauté internationale et plus particulièrement aux grandes puissances auxquelles incombe la responsabilité spéciale de maintenir et de restaurer la paix internationale, pour renouveler et intensifier leurs efforts tant sur le plan collectif que sur le plan individuel pour assurer le prompt retrait des forces militaires israéliennes de tous les territoires qu'elles ont occupés à la suite de la guerre du mois de juin 1967. Conformément au principe selon lequel l'acquisition de territoires par la conquête militaire est inadmissible.

Émus par la tragédie de la Palestine, ils apportent leur plein appui au peuple palestinien pour le rétablissement de ses droits spoliés et dans sa lutte pour la libération nationale.

Ils réaffirment leur attachement à la paix mais dans l'honneur et la justice.

Ce texte relativement modéré renvoie plus au droit international qu'à l'appel au djihad. L'OLP n'a eu qu'un statut d'observateur d'où le refus d'Arafat d'être présent à Rabat. Il n'est pas fait explicitement référence à la résistance palestinienne aussi bien en tant que principe que comme organisation. La référence au statut de Jérusalem marque un refus de tout projet d'internationalisation.

Golda Meir à Washington

Durant les mêmes jours, les violences ont été quotidiennes sur les lignes de cessez-le-feu et dans les territoires (253 incidents recensés entre le 24 et

le 31 août). Dans la nuit du 26 au 27 août, les Israéliens lancent un raid de représailles en Haute-Égypte, dans la région d'Assiout, contre une base militaire. Les destructions sont minimes, mais le but est de montrer à Nasser que la totalité de son territoire est vulnérable. L'opération manifeste aussi l'échec de l'escalade destinée à obtenir une désescalade théorisée par Bar Lev. C'est ce que révèlent les statistiques officielles israéliennes.

*Incidents et pertes israéliennes dus à des initiatives égyptiennes (les représailles israéliennes ne sont pas prises en compte)*453

	Nombre d'incidents	Moyenne quotidienne	Tués israéliens	Blessés israéliens	Pertes israéliennes
Mars 1969	84	2,7	7	29	36
Avril 1969	475	15,8	21	34	55
Mai 1969	231	7,5	15	30	45
Juin 1969	404	13,5	7	34	41
Juillet 1969	355	11,5	25	68	93
Août 1969	515	16,6	13	55	68

Une incursion israélienne armée de l'autre côté du canal le 9 septembre est censée représenter un nouvel avertissement à Nasser pour le forcer à « désescalader ». Elle aboutit à un remaniement du haut commandement égyptien.

Le discours du FPLP confond maintenant dans un même ensemble les Israéliens, les Juifs du monde entier et les Américains. Le 29 août, un avion de la compagnie américaine TWA se rendant de Rome à Tel-Aviv est détourné par le FPLP sur Damas. C'est l'action du « Commando Che Guevara du FPLP ». La participation d'une jeune Palestinienne de 25 ans, Leïla Khaled, frappera l'imagination de la presse arabe et internationale454.

Les passagers non israéliens et l'équipage sont immédiatement libérés tandis que l'avion est saboté. Six passagers israéliens dont quatre femmes sont retenus en otage par les Syriens. Les femmes sont rapidement libérées. Les deux membres du commando sont retenus dans le cadre de

l'« hospitalité » syrienne, puis relâchés par Hafiz al-Assad en même temps que les deux derniers Israéliens.

Le terrorisme frappe aussi en Europe puisque les représentations israéliennes à Bonn, Munich et La Haye ainsi que les bureaux d'El Al à Bruxelles sont victimes d'attentats le 8 septembre 1969.

Les craintes américaines sur la stabilité du monde arabe sont exacerbées par le coup d'État du colonel Kadhafi en Libye, qui met fin au régime monarchique pro-occidental, le 1er septembre 1969. Les nouveaux dirigeants se déclarent nassériens passionnés. L'Égypte dispose d'une profondeur stratégique nouvelle grâce au soutien actif du Soudan et de la Libye. La livraison des premiers Phantom à Israël le 5 septembre déclenche une vague d'antiaméricanisme dans toute la région. La propagande soviétique s'en sert pour montrer que Washington est opposé au retrait israélien des territoires occupés. L'abstention américaine lors du vote de la résolution 271 accentue la mauvaise image des États-Unis dans le monde arabe.

Pour Rabin, l'ensemble de ces événements – la guerre d'usure, les conversations à deux ou à quatre, les progrès des fedayins au Liban et en Jordanie, la chute de la monarchie libyenne – n'est qu'un élément d'un vaste plan soviétique destiné à chasser les Occidentaux du Moyen-Orient et à s'emparer de ses réserves pétrolières. Quand Sisco lui déclare – une banalité – que les Américains ont d'autres intérêts qu'Israël dans la région, d'où la nécessité d'une solution politique, Rabin réplique qu'il faut laisser Israël faire le sale boulot et porter un coup définitif à l'Égypte nassérienne, ce qui mettrait fin à l'intransigeance arabe et à la pénétration soviétique[455].

Prenant largement ses attentes pour la réalité, l'ambassadeur israélien informe son gouvernement que Washington souhaite que les Israéliens intensifient leurs attaques contre l'Égypte afin de faire tomber le régime nassérien. Seuls « un aveugle, un sourd et un idiot » ne percevraient pas que les États-Unis sont intéressés à la poursuite de la politique d'escalade, voire à la destruction de l'armée égyptienne[456].

Sisco voudrait un rappel de la politique officielle qui n'admet que des rectifications mineures de frontières lors du règlement politique du conflit, alors que Kissinger y voit une concession gratuite aux thèses arabes et

soviétiques. Le conseiller à la sécurité nationale plaide pour la poursuite de la politique de l'impasse qui forcera les Soviétiques à payer le prix soit au Moyen-Orient, soit ailleurs. Nixon sympathise plutôt avec les idées de Sisco, mais ne veut pas se lancer dans une confrontation directe avec Israël ou avec le lobby pro-sioniste sans espérance d'un gain politique substantiel.

Si l'administration Nixon au début de son mandat était passablement hostile au traité de non-prolifération nucléaire, elle n'avait pas été insensible aux informations alarmistes du Département d'État et du Pentagone sur les progrès du nucléaire israélien457. Il est maintenant clair que l'État hébreu est sur le point d'arriver au stade de la fabrication d'armes de ce type et qu'il dispose des vecteurs comme le missile Jericho et les Phantom livrés par les États-Unis. Nixon et Kissinger ont été un moment tentés d'exercer des pressions en jouant sur la fourniture des Phantom, puis y ont renoncé.

Depuis son accession au pouvoir, Golda Meir a demandé à venir en visite officielle aux États-Unis. Peu enthousiaste, Nixon, prétextant un emploi du temps chargé, a remis la visite à la fin septembre. Le Premier ministre israélien arrive à Washington le 25 septembre. Selon les mots de Kissinger, elle traite Rogers comme si ce qu'elle avait entendu dire sur ses idées ne pouvait simplement pas être vrai. Avec habileté, elle fait publiquement de Nixon un vieil ami du peuple juif, ce qui surprend son entourage direct mais lui est très utile en politique intérieure. Grand réaliste, le président voit en un Israël fort le moyen d'éviter aux États-Unis de s'engager militairement dans le conflit. Il lui garantit le soutien de son pays en cas d'attaque soviétique. Mais il veut laisser une marge à l'action diplomatique et utilise une métaphore empruntée à l'informatique en voie de généralisation : échanger du *hardware* (de l'armement) contre du *software* (des négociations). Golda Meir opine, tout en n'en pensant pas moins. Comme la formule transpire dans la presse avec une interprétation beaucoup plus rigide (conditionnalité de la livraison à l'action diplomatique), elle concentre ses attaques contre le Département d'État. Quant à Nixon, il est exaspéré par ces fuites qui prennent pour lui la dimension d'un complot contre sa présidence.

Le 26 septembre, Golda Meir a un entretien en tête à tête avec le président sur la question du nucléaire. Il semble qu'il n'en existe pas de compte rendu, du moins du côté américain. Golda Meir aurait admis qu'Israël se trouve déjà en capacité de posséder l'arme nucléaire, ce qui veut dire qu'il serait absurde de mettre sur le même plan la non-possession et la non-introduction. C'est une arme de dernier recours indispensable pour les survivants de l'Holocauste. Pour Nixon et Kissinger, l'affaire est réglée, à condition qu'Israël ne révèle pas publiquement qu'il possède l'arme nucléaire. Cela va devenir la règle constante de la politique américaine jusqu'à nos jours.

En marge, Golda Meir et Richard Nixon se mettent d'accord pour ouvrir un canal de communication sans passer par leurs ministres des Affaires étrangères. Rabin sera l'intermédiaire avec Simha Dinitz, l'assistant personnel de Golda Meir. Il en résultera une brouille durable entre Eban et Rabin, mais le premier aurait dû se rappeler que lorsqu'il occupait les mêmes fonctions il était en contact direct avec Ben Gourion, sans passer par Golda Meir, alors ministre des Affaires étrangères.

Le Premier ministre israélien reste plusieurs jours aux États-Unis pour faire la tournée des communautés juives et lever des fonds. Dans ses discussions avec la presse, elle insiste sur le fait que l'Union soviétique ne cherche pas vraiment la paix, mais seulement à éviter une nouvelle guerre catastrophique pour les Arabes. Pour préserver son influence, elle a besoin d'une situation de « ni paix ni guerre ».

Parallèlement, les conversations continuent sans progresser vraiment entre Sisco, Dobrynine, Gromyko et Rogers. Sur la question des relations directes entre Arabes et Israéliens, on en revient à la « formule de Rhodes » sous les auspices de Jarring, mais Rabin et Mahmoud Riyad ont des souvenirs personnels très différents des procédures alors suivies. Ainsi, l'Égypte veut bien de cette formule mais sans contact direct avec les Israéliens… Ces derniers rappellent que Ralph Bunch avait la fonction de médiateur (par intérim), ce qui n'est pas le cas de Gunnar Jarring, d'où l'impossibilité pour lui de formuler des propositions, et donc la nécessité de négociations directes. Le Fatah et les autres organisations palestiniennes dénoncent « cette nouvelle conspiration contre les masses arabes[458] ».

Toute la négociation américano-soviétique a tourné autour de l'Égypte, le cas jordanien étant mis à part sauf pour une éventuelle administration de la bande de Gaza par les Jordaniens. Il faut que les Égyptiens rappellent avec insistance qu'ils refusent toute paix séparée, ce qui veut dire réintroduire dans le débat Jérusalem et la Cisjordanie sans parler du Golan.

Les débats à l'Assemblée générale marquent un net infléchissement par rapport à l'année précédente où l'on s'intéressait essentiellement à la liquidation de la situation résultant de la guerre de juin 1967. Cette fois, les porte-parole du tiers-monde soulignent principalement la nécessité de rendre justice aux Palestiniens[459]. Les Soviétiques, probablement déçus par l'échec de leur initiative diplomatique, leur emboîtent le pas. Alors qu'au début de l'année ils ont condamné l'aventurisme des mouvements palestiniens qui agissent comme des maoïstes mettant la charrue avant les bœufs, leurs combats sont maintenant définis comme des combats anti-impérialistes de libération nationale[460]. Ce geste symbolique de légitimation ne signifie pas que l'Union soviétique endosse le programme de l'OLP et lui apporte un soutien matériel, mais qu'elle se prépare à une aggravation brutale de la situation proche-orientale.

De fait, inquiet de l'ampleur des raids israéliens en Égypte, le commandement soviétique a décidé d'activer le « plan Caucase » destiné à envoyer des unités de défense antiaériennes complètes en Égypte[461]. À partir d'octobre 1969, la sélection du matériel et du personnel (on élimine ceux qui ont des origines juives ou des parents à l'étranger) a commencé sans que l'on indique aux intéressés le pays de destination (des unités du même genre ont été envoyées au Nord-Vietnam). En décembre, les trois brigades concernées sont concentrées dans le Sud de l'Union soviétique et servent à des actions de formation de soldats égyptiens envoyés dans ce but.

Les accords du Caire

Au début d'octobre, un groupe de jeunes officiers jordaniens et d'origine palestinienne, inspirés par l'exemple libyen, tente d'organiser un coup d'État, mais la tentative est déjouée avant d'être mise à exécution[462]. L'enquête de police incrimine le Hizb al-tahrir, d'inspiration islamiste[463],

et non la résistance palestinienne qui s'en est tenue à l'écart. Comme il se doit, les autorités jordaniennes, tout en procédant à une sévère purge des milieux militaires, mettent en cause les sionistes, voire les Américains, rappelant leur soutien bien connu aux mouvements islamistes traditionalistes. Le roi ne cache pas son amertume envers les États-Unis[464] : « Les Américains s'intéressent encore à ma survie, déclare-t-il à l'un de ses familiers, mais ils souhaitent que je sois aussi faible que possible pour m'imposer ce qu'ils entendent. »

La tension demeure forte entre la monarchie et les fedayins[465]. Le roi laisse entendre qu'il pourrait faire appel à Wasfi al-Tall comme Premier ministre, ce qui serait une véritable déclaration de guerre. Il exige d'Arafat un strict respect des engagements pris par la résistance. Le chef palestinien rejette cette demande et s'élève par avance contre toute mesure de rigueur contre les organisations palestiniennes. Le dispositif de l'OLP et du Fatah en Jordanie est modifié. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), membre du comité central du Fatah, se voit confier la responsabilité de l'organisation générale du mouvement en Jordanie. Il opère une véritable purge des cadres supérieurs, trop indépendants. Abou Daoud, qui était jusque-là responsable du contre-espionnage, reçoit la charge de l'entraînement et du commandement des milices populaires des camps palestiniens. Les deux hommes sont plutôt partisans de l'épreuve de force avec la monarchie hachémite.

Durant le même mois, la violence se maintient à un niveau élevé aussi bien sur les lignes de cessez-le-feu que dans les territoires occupés. Les Israéliens font leurs premières incursions terrestres de représailles en territoire libanais avec la destruction de maisons dans les villages arabes frontaliers. Le 12 octobre[466], Sisco marque au nom de son gouvernement que les États-Unis sont « profondément préoccupés par les récents incidents à la frontière du Liban, car ils attachent une grande importance à l'indépendance nationale du Liban et considéreraient avec la plus grande gravité toute menace à l'intégrité de son territoire ». Cette déclaration, destinée à tranquilliser le gouvernement libanais sur les intentions israéliennes, a un effet contreproductif. Les forces progressistes y voient la volonté de Washington de se doter d'une sorte de droit d'ingérence au Liban, rappelant la doctrine Eisenhower et l'intervention militaire de 1958.

On accuse les Américains de vouloir isoler le Liban du reste du monde arabe et internationaliser la protection du pays, comme le demandent certains chefs chrétiens. Le Caire et Damas tiennent des positions analogues : on ne peut pas à la fois armer Israël et prétendre défendre l'intégrité territoriale des pays arabes. On évoque ouvertement un complot américano-israélien destiné à supprimer la résistance palestinienne tout aussi bien en Jordanie qu'au Liban. Les deux dossiers paraissent maintenant étroitement liés.

Le 15 octobre, un attentat à la roquette est commis contre le siège de l'OLP à Beyrouth. Si les locaux sont dévastés, il n'y a que des blessés légers dans l'équipe du représentant de l'OLP, Shafiq al-Hut[467]. L'attentat est universellement attribué aux services israéliens, d'autant plus que les principaux suspects sont un Autrichien d'origine irakienne et un Argentin qui ont quitté précipitamment le pays[468]. Ce serait alors le premier attentat commis à l'extérieur contre un responsable de l'OLP.

Le 18 octobre, de violents incidents opposent l'armée aux fedayins de la *Sa'iqa* qui viennent d'installer une base dans une zone peuplée. Il y aurait eu 2 soldats et 5 fedayins tués. Le 21 octobre, les combats s'étendent à la région de Tripoli tandis que la Syrie ferme ses frontières avec le Liban. Le 22, Rachid Karamé cesse d'expédier les affaires courantes et refuse d'assumer la responsabilité « de ce qui est contre [ses] opinions politiques et [ses] croyances religieuses ». Les leaders sunnites se concertent pour refuser toute participation à un gouvernement qui ne prendrait pas position en faveur des Palestiniens. Dans les capitales arabes, on manifeste bruyamment la solidarité avec les fedayins. Le 23, des postes de police sont occupés à Beyrouth par des manifestants tandis que la *Sa'iqa* s'empare de trois postes-frontières. Des concentrations de troupes syriennes se forment ostensiblement à proximité du territoire libanais. Le couvre-feu est proclamé dans les grandes villes, tandis que les combats redoublent de violence à Tripoli entre les militants dits progressistes et les forces de l'ordre. Les combattants palestiniens restent retranchés dans le camp de Nahr al-Bared et ne participent pas aux événements.

Nasser rend public le même jour un message adressé au président Helou[469] :

> Nous avons toujours considéré et nous considérons encore que l'attitude de chaque État arabe à l'égard du conflit où notre nation est engagée est conditionnée par son comportement à l'égard de la résistance palestinienne.
>
> Tout en appréciant pleinement les conditions et les circonstances propres au Liban, nous ne pouvons concevoir que la résistance palestinienne puisse affronter ce à quoi elle a à faire face à l'heure actuelle au Liban, alors qu'elle est exposée au feu et à la terreur de l'ennemi.
>
> Je vous demande donc instamment d'intervenir personnellement pour mettre fin aux événements qui se déroulent actuellement avant que le danger et ses conséquences néfastes ne s'aggravent.
>
> Je suis convaincu que votre intervention sera en mesure de prévenir des complications dont nous n'avons tous, y compris le grand peuple du Liban, nullement besoin.
>
> J'ai la conviction inébranlable que l'armée du Liban constituera une réserve pour les instants décisifs de la bataille, car elle sait que le danger n'est pas loin du Liban et qu'il n'existe pas de garanties en dehors de la nation arabe et de ses potentialités qui puissent protéger et défendre son territoire.

Assez clairement, Nasser met tout son poids politique en faveur de l'obtention d'un accord entre la résistance et l'État libanais. La complexité de la situation réside dans le fait que la Syrie tente d'exploiter la crise pour à la fois mettre en avant les fedayins de son obédience (la Sa'iqa) face au Fatah et imposer au pouvoir à Beyrouth des forces dites progressistes considérées comme favorables au pouvoir baathiste syrien. Dans le même temps, le régime de Bagdad fait assaut de surenchères par rapport à celui de Damas. Le Fatah et la *Sa'iqa* renforcent leurs effectifs au Liban-Sud tandis que l'armée libanaise maintient ses positions tout en refusant de se lancer dans une confrontation généralisée qui risquerait de déboucher sur une guerre civile.

Le président Helou comprend qu'il n'a pas les moyens politiques d'éliminer la résistance palestinienne. Un compromis permettrait de gagner du temps. Après tout, la mission Jarring pourrait prochainement aboutir, et,

dans le cas contraire, une guerre avec Israël nécessiterait une meilleure coordination arabe. Dans les deux cas, la crise cesserait d'être une affaire intérieure libanaise, ce qui diminuerait son aspect confessionnel. Face à l'axe Damas-*Sa'iqa*, Helou préfère traiter avec l'OLP et Nasser tout en demandant une intervention de Paris auprès du gouvernement de la RAU470. La diplomatie française obtient des Américains qu'ils ne fassent pas de nouvelles déclarations intempestives et prêche la modération auprès des différentes capitales arabes. En Israël, Allon déclare que son pays ne saurait rester indifférent à ce qui se passe au Liban et ne resterait pas les bras croisés en cas de changement du *statu quo* dans les pays voisins. Israël est immédiatement rappelé à l'ordre par Washington et Allon est désavoué471.

Le 27 octobre, Helou prend la décision d'envoyer Rachid Karamé au Caire avec le général Boustany comme conseiller militaire472. Mais, le lendemain, le général se retrouve seul à l'aéroport avec la délégation militaire, Rachid Karamé trouvant plus urgent de se rendre à Tripoli pour faire face à la situation locale. Les premières discussions ont lieu avec les chefs de l'armée égyptienne. Boustany s'en tient au contenu de projet d'accord du 9 avec Arafat que Helou avait rejeté. Il est totalement seul, sans diplomate ni homme politique libanais pour le seconder. Au Liban, les organisations palestiniennes prennent des positions maximalistes, exigeant une totale liberté de circulation et le châtiment des responsables de la crise, ce qui conduit à un durcissement des positions des chrétiens avec le ralliement d'une fraction des musulmans à leurs points de vue. La position de Charles Helou se trouve légèrement renforcée. Beaucoup craignent qu'en cas de poursuite des combats, les Israéliens ne se lancent dans une invasion du Liban-Sud.

La position de Boustany est d'autant plus délicate qu'on le soupçonne d'être prêt à transiger en contrepartie d'un soutien de Nasser à son éventuelle candidature à l'élection présidentielle libanaise. Il semble d'ailleurs que le président égyptien lui ait fait des ouvertures voilées dans ce sens. Ne recevant toujours aucune caution politique et comprenant que les Égyptiens trouvent satisfaisant le projet d'accord du 9 mai, il décide de passer l'obstacle et se déclare prêt à négocier. Les Égyptiens convoquent Arafat au Caire le 2 novembre et lui font comprendre qu'il doit s'en tenir

au contenu de l'accord du 9 mai. Les négociations peuvent alors se dérouler extrêmement rapidement, les Égyptiens menant le jeu. L'accord est signé le 3 novembre, accompagné d'un cessez-le-feu, sans que Boustany en réfère à Charles Helou. Le général se défendra en rappelant qu'il s'est trouvé seul au Caire sans diplomate ni politique pour prendre des responsabilités, mais refusera de donner des explications écrites.

Le contenu de l'accord est théoriquement secret. Il sera publié le 20 avril 1970 par la presse libanaise sans avoir reçu de démenti du gouvernement libanais ou de l'OLP. Il comprend deux volets, la présence palestinienne et l'action des fedayins, et il est rempli de précautions verbales :

> En raison de leurs liens fraternels et de leur destinée commune, le Liban et la révolution palestinienne ne peuvent avoir que des relations empreintes de confiance, de franchise et de coopération positive, et cela dans l'intérêt des deux parties et dans le respect de la souveraineté et de la sécurité du Liban.
>
> Les deux délégations ont conclu un accord sur les principes et les mesures suivants :
>
> *La présence palestinienne*
>
> Il a été décidé de réorganiser la présence palestinienne au Liban sur les bases suivantes :
>
> 1. Droits de travail, de résidence et de déplacement reconnus aux Palestiniens résidant actuellement au Liban.
>
> 2. Création de commissions palestiniennes locales à l'intérieur des camps afin d'assurer la sauvegarde de leurs habitants, en coopération avec les autorités locales et dans le respect de la souveraineté libanaise.
>
> 3. Création d'unités du Commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) dans les camps. Ces unités, en collaboration avec les commissions locales, maintiendront de bonnes relations avec les autorités. Les unités du CLAP veilleront à la répartition et à la limitation des armes dans les camps, dans le respect de la sécurité du Liban et de l'intérêt de la Révolution palestinienne.
>
> 4. Les Palestiniens résidant au Liban seront autorisés à participer à la Révolution palestinienne, dans le respect des principes de la souveraineté et de la sécurité du Liban.

Les Palestiniens obtiennent ainsi une sorte d'égalité des droits sociaux et une quasi-autonomie militaire des camps, en dépit des références à la souveraineté libanaise.

L'action des fedayins

Il a été décidé de faciliter l'action de la Résistance par les moyens suivants :

1. Facilités de passage pour les fedayins, et délimitation des points de passage et de reconnaissance dans les régions frontalières.

2. Assurer la sécurité de la route jusqu'à la région de l'Arkoub.

3. Le CLAP se chargera de la discipline des membres des organisations qui en font partie, et s'assurera qu'ils ne s'ingèrent pas dans les affaires libanaises.

4. Création d'unités mixtes de police constituées par le CLAP et l'armée libanaise.

5. Arrêt des campagnes de propagande de la part des deux parties.

6. Recensement, par le Commandement de la lutte armée palestinienne, des membres du CLAP se trouvant au Liban.

7. Désignation de représentants du CLAP auprès de l'état-major libanais afin d'aider au règlement des problèmes urgents.

8. Étude de l'emplacement des points de rassemblement appropriés, le long de la frontière, avec l'accord de l'état-major libanais.

9. Réglementation des entrées, des sorties et des déplacements des éléments du CLAP.

10. Suppression de la base de Jeyroun (Nord-Liban).

11. L'armée libanaise offrira des facilités aux centres hospitaliers ainsi qu'aux positions de repli et de ravitaillement des fedayins.

12. Libération des prisonniers et remise des armes saisies.

13. Il est entendu que les autorités civiles et militaires libanaises continuent à exercer pleinement leur autorité et leurs responsabilités sur l'ensemble du territoire libanais et en toutes circonstances.

14. Les deux délégations réaffirment que la lutte armée du peuple palestinien répond aussi bien à l'intérêt du Liban qu'à celui de la Révolution palestinienne et de tous les Arabes.

15. Le texte de cet accord est ultra-secret et ne sera accessible qu'aux autorités intéressées.

L'accord met fin à la crise même s'il faut plusieurs jours pour revenir au calme. Raymond Éddé mène l'assaut contre ce texte qu'il juge inconstitutionnel. De fait, il instaure une sorte de double pouvoir au Liban. Sa principale faiblesse vient du côté palestinien ; la « révolution palestinienne » n'a pas de pouvoir centralisé et reproduit en son sein l'ensemble des forces politiques progressistes du monde arabe, fort enclines à l'indiscipline et à la surenchère.

Damas accueille mal l'accord du Caire conclu avec un pouvoir « vil instrument de l'impérialisme américain473 ». Arafat a récolté les bénéfices d'une crise où la *Sa'iqa* a joué un rôle majeur. Il faut attendre la mi-novembre pour que la Syrie rouvre progressivement la frontière avec le Liban. Damas justifie son soutien aux forces progressistes libanaises et aux fedayins par ses responsabilités nationales (panarabes), ce qui lui donne un droit de regard dès qu'il s'agit de révolution arabe ou de la résistance palestinienne.

Rachid Karamé peut former un gouvernement d'union nationale le 25 novembre 1969, où seul le Bloc national de Raymond Éddé n'est pas représenté. Kamal Joumblatt reçoit le ministère de l'Intérieur avec pour charge de faire appliquer l'accord du Caire. Le 3 décembre, le Parlement vote la confiance par 58 voix contre 30 et 3 abstentions. Raymond Éddé ironise sur le contenu d'un accord que personne n'est censé connaître474 : « La dactylo qui l'a tapé, le chauffeur d'Arafat le savent comme le général Boustany, Arafat, Mahmoud Riyad, le général Fawzi, les Syriens, les Palestiniens… Nous seuls n'avons pas le droit d'en connaître le contenu. » Il prévient que les Israéliens utiliseront l'accord pour occuper le Liban-Sud et reprend sa demande d'envoi de forces internationales.

De fait, dès le début décembre, Israël lance une première opération importante dans le secteur du Hermon, après un raid de fedayins dans le Golan occupé. Les semaines suivantes, il multiplie les avertissements en direction du Liban.

Le premier plan Rogers

En Jordanie, la tension demeure toujours aussi forte entre la monarchie et les fedayins. Le roi Hussein, dans un discours au Parlement le 3 novembre 1969[475], n'hésite pas à les défier en marquant qu'Israël doit choisir entre la paix et les territoires. Il ne saurait avoir les deux en même temps. En même temps, il critique sévèrement les États-Unis et marque qu'en absence de solution politique, seule la lutte commune arabe fera avancer les choses. Par ailleurs, ses contacts secrets avec les Israéliens continuent.

En Israël, les élections du 28 octobre 1969 ont été un succès personnel pour Golda Meir, qui conforte sa position. Le rassemblement travailliste obtient 46,2 % des voix et 57 sièges sur 120, le plus grand succès de son histoire (mais aux élections précédentes, les quatre partis avaient recueilli 51,2 % des voix). La coalition d'union nationale avec le centre, la droite et les religieux est maintenue. Il faut plusieurs semaines pour former le nouveau gouvernement où la droite voit sa position renforcée.

L'accord du Caire inquiète les Israéliens[476]. Ils considèrent que les fedayins ne respecteront pas le compromis et tenteront de transformer le Liban-Sud en base d'opérations contre Israël. Il n'est pas question d'agir sur le moment. Il ne faut pas précipiter la crise alors que les concertations à deux et à quatre semblent progresser, ce qui préoccupe fort Israël. La stratégie israélienne est de refuser d'admettre que le dossier libanais fait partie du conflit israélo-arabe et de tenter de faire accepter par Washington que la pénétration palestinienne au Liban répond en réalité à un complot fomenté par Moscou, en vue de disloquer un État conservateur et multiconfessionnel et de lui substituer un régime progressiste et panarabe.

Dans les territoires occupés, le gouvernement israélien doit reconnaître les progrès de la résistance, en particulier du Fatah[477]. Il refuse d'admettre le parallélisme avec la colonisation européenne ou avec la Seconde Guerre mondiale, puisque Israël ne cherche pas d'agrandissement territorial, mais sa propre sécurité, et qu'il n'existe pas de personnalité nationale palestinienne. Dayan, le 12 novembre 1969, est obligé de définir une sorte de responsabilité collective : « Israël ne considérera pas comme seuls responsables d'actes de terrorisme leurs auteurs directs, mais également

ceux qui auraient eu une connaissance préalable et n'auraient rien fait pour les éviter. »

Mais il considère que la répression est proportionnée aux actes commis. Depuis le 1er avril 1969, 43 maisons ayant servi de base à des actes de terrorisme ont été démolies dans la bande de Gaza et 97 en « Judée-Samarie » ; 71 personnes ont été expulsées depuis la guerre de juin (essentiellement des personnalités politiques).

Les rapports des organisations humanitaires comme Amnesty International sont accusés de « partialité » anti-israélienne.

Les discussions bilatérales Sisco-Dobrynine se heurtent à la question du retrait israélien[478]. Sisco propose une nouvelle perspective : si les Soviétiques acceptent les propositions de garanties et arrangements de sécurité concernant Charm el-Cheikh, les zones démilitarisées et la bande de Gaza, alors les Américains pourraient aborder plus concrètement *(more specific language)* la question des frontières n'excluant pas le retour à l'ancienne frontière internationale. Il n'est pas question que les Américains discutent avec les Soviétiques du sort de la Jordanie, et la Syrie refuse toute possibilité d'accord. De toute façon, pour Nixon, ce sont les Arabes qui ont perdu la guerre et doivent donc s'attendre à en payer les conséquences. Il l'a déclaré à Dobrynine le 20 octobre[479], et la diplomatie soviétique exploite ces propos pour montrer que les Américains soutiennent l'expansionnisme israélien[480]. Elle transmet aux Arabes le contenu des propositions en marquant combien elles sont inacceptables. Les Américains sont indignés de ce comportement.

Les Égyptiens[481] rejettent tout règlement fractionné et donnent la priorité au retrait israélien de Cisjordanie et de Jérusalem sur celui du Sinaï. Ils ajoutent que le règlement doit aussi comprendre l'évacuation du Golan conditionnée à une acceptation par la Syrie de la résolution 242. Sisco est assez amer[482]. Il est allé au maximum de ce qu'il pouvait faire devant le refus prévisible des Israéliens. Il demande le soutien diplomatique de la Grande-Bretagne et de la France :

> Ces propositions, si elles étaient acceptées par l'URSS et par l'Égypte, mettraient un terme aux espoirs israéliens d'annexion territoriale dans le Sinaï. Pour y arriver, il faut faire violence à Israël… Le gouvernement américain n'espère y parvenir que s'il est en mesure d'accorder à ce pays

ce à quoi il tient le plus, c'est-à-dire le principe de la négociation sur d'autres questions.

La diplomatie française considère que la politique américaine de ménagement d'Israël fait le jeu des Soviétiques dans la région en augmentant les ressentiments contre Israël et les États-Unis. Elle plaide toujours pour un accord des Quatre. Le temps presse, les modérés perdent régulièrement du terrain face au défi de la résistance et à la tentation de l'extrémisme. Plus la résistance palestinienne montera en puissance, plus la paix sera difficile à obtenir[483]. Les Britanniques ont une position proche de celle des Français et insistent sur la nécessité d'accorder la priorité au cas jordanien afin de ne pas donner l'impression de chercher un règlement séparé avec l'Égypte.

Parallèlement aux manœuvres diplomatiques, les combats sur le canal reprennent après un calme relatif en octobre. Chaque partie proclame sa victoire. Les Égyptiens ont vu leurs bases de départ bouleversées par les bombardements de l'aviation israélienne, mais leurs tirs deviennent plus efficaces. Dayan attribue ces progrès à la participation des techniciens soviétiques qui guideraient les opérations[484]. L'aviation israélienne exécute régulièrement des « bang supersoniques » au-dessus du Caire pour bien montrer à qui appartient la maîtrise du ciel. En tout cas, Nasser maintient un ton particulièrement belliqueux dans ses déclarations publiques. La presse israélienne le compare régulièrement à Hitler[485].

Le président égyptien prend comme argument la révolution palestinienne, la guerre d'usure et les propositions américaines pour appeler à la tenue d'un sommet arabe. Cette fois, l'Arabie saoudite est contrainte d'accepter. Il est vrai que Nasser a apporté son soutien au roi Faysal dans la crise qui oppose le royaume au régime révolutionnaire du Yémen du Sud. La décision est entérinée par un conseil de défense arabe tenu au Caire le 10 novembre et réunissant les ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Il est fixé pour le 20 décembre à Rabat.

Nasser mène une vive campagne antiaméricaine, accusant les États-Unis d'armer Israël, d'organiser des manœuvres aéronavales communes en Méditerranée, de permettre à des citoyens américains de servir dans l'armée israélienne et d'autoriser des compagnies américaines à exploiter le pétrole du Sinaï occupé. Comme avant juin 1967, il s'emploie à

discréditer les États-Unis dans le monde arabe pour leur faire payer leur appui à Israël. Il compte sur l'impact provoqué par les révolutions soudanaise et libyenne pour faire comprendre aux Américains où se trouvent leurs intérêts ainsi que sur l'accroissement continu de la présence soviétique dans la région[486].

Les chiffres des pertes israéliennes depuis la guerre de juin 1967 jusqu'à la fin janvier 1970[487] montrent une montée progressive de la part des armées arabes dans les combats par rapport à l'armée israélienne :

Pertes dues à des opérations militaires régulières :

(les blessés légers ne sont pas pris en compte)

Tués militaires : 294

Tués civils : 15

Blessés militaires : 870

Blessés civils : 28

Pertes dues à des actions terroristes

Tués militaires : 141

Tués civils : 76

Blessés militaires : 599

Blessés civils : 526

Total : 526 tués et 2 026 blessés graves

Le FPLP reprend ses activités de terrorisme international en commettant le 27 novembre un attentat à Athènes contre les bureaux d'El Al, qui fait 15 blessés (3 Américains, 1 Britannique, 11 Grecs) et 1 mort (un enfant grec de 11 ans). L'organisation palestinienne exprime ses regrets et envoie un message de condoléances à la famille.

Le 2 décembre, les conversations à quatre reprennent à New York. On décide de mettre le dossier jordanien à l'ordre du jour. Les désaccords sont nets entre les trois Occidentaux et les Soviétiques sur le contenu de la paix

à venir, des progrès sensibles sont néanmoins enregistrés à la réunion du 9 décembre.

À Washington, la lutte bureaucratique entre le Département d'État et le Conseil de sécurité national réserve des surprises. Nixon considère que rien ne peut être obtenu dans les circonstances actuelles, mais, obsédé par les « fuites », il se refuse à donner pour instruction à Rogers de mettre fin aux conversations avec les Soviétiques. Il va même jusqu'à demander à son agent de liaison avec les organisations juives de les pousser à protester contre l'attitude du Département d'État au Moyen-Orient…

Reste l'attitude à adopter devant la dégradation de la situation. Kissinger suggère de faire porter la responsabilité sur l'héritage impossible qu'a reçu l'administration Nixon. N'ayant toujours aucune instruction contraire, Rogers a accepté la reprise des conversations à quatre. Nixon, ne voulant pas d'affrontement public, décide de traiter le dossier à la réunion du Conseil de sécurité nationale prévue pour le 10 décembre. Rogers cherche alors à occuper le terrain en faisant une déclaration publique la veille[488].

Il reprend l'essentiel des conclusions tirées des conversations à deux et à quatre[489]. Un accord de paix doit impliquer des changements d'attitude de la part de toutes les parties. La sécurité sera assurée par l'établissement de zones démilitarisées et des arrangements de même nature. Si les lignes d'armistice de 1948 ne sont pas des frontières politiques, le principe de non-acquisition de territoires par la guerre s'applique. Si les frontières doivent être négociées, les changements ne peuvent refléter le poids de la force et doivent être minimes. Ils doivent assurer la sécurité pour toutes les parties. L'essentiel repose sur un engagement de la RAU et d'Israël de vivre en paix, les arrangements de sécurité doivent être discutés sous les auspices de Jarring en s'inspirant de la formule de Rhodes. Israël doit se retirer sur la frontière internationale.

Cette déclaration, qui ne fait que reprendre le contenu des prises de position antérieures des administrations Johnson et Nixon, leur donne de la force en étant réunies en un seul texte. Elle va entrer dans l'histoire sous le nom de premier plan Rogers.

Au Conseil de sécurité nationale du lendemain, la discussion porte sur la sincérité de la position soviétique. Kissinger ne voit pas l'intérêt de favoriser un client de l'Union soviétique sans aucune contrepartie. Nixon

s'interroge sur la possibilité d'ouvrir un canal de communication direct avec l'Égypte. Rogers pense que Moscou est très inquiet de la dégradation de la situation au Moyen-Orient, qui risque de conduire à une nouvelle guerre et à une nouvelle catastrophe pour eux. Kissinger juge que tant qu'Israël détient les territoires arabes, les Soviétiques ne pourront pas fournir aux Arabes ce qu'ils désirent. Ces derniers doivent être amenés à comprendre qu'ils ne peuvent rien attendre de Moscou. Nixon, refusant la confrontation, donne son accord à la poursuite des conversations à quatre sur le dossier jordanien.

En Israël, le refus est immédiat, d'autant plus que, le 10 décembre, l'Assemblée générale de l'ONU a voté la résolution 2535 (XXIV) qui reconnaît que le problème des réfugiés palestiniens est né du rejet des droits inaliénables du peuple de Palestine selon la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce qui est, pour l'ambassadeur israélien à l'ONU, un « déni de justice ». La réponse détaillée vient après la formation du nouveau gouvernement, le 15 décembre. Dans son discours du 14 décembre490, Golda Meir soutient que la volonté des Arabes est d'exterminer Israël. La question ne porte pas sur des frontières et des droits de navigation, mais sur le territoire entier :

> Aussi longtemps que telle est la politique arabe, il est inutile de jouer avec des formules, avec des tentatives de médiation, avec des suggestions de compromis. Entre l'existence et la non-existence, il ne saurait y avoir de compromis, entre la vie et la mort, on ne peut pas trouver une formule qui permette un peu de ceci, un peu de cela.

Elle rejette les conversations à quatre, l'Union soviétique, la France et même la Grande-Bretagne étant hostiles à Israël. Quant aux propositions Rogers :

> Il faut souligner avec regret que l'on ne peut recommander des conversations directes entre les intéressés et faire simultanément des propositions précises sur les frontières futures. De même, nous rejetons des termes tels que « expansion » ou « occupation », lorsqu'il s'agit de l'établissement de frontières sûres.
>
> Dès le début des conversations entre les puissances, nous n'avons pas dissimulé que cette procédure risquait de conduire à une situation où nous

serions contraints, en raison des impératifs de notre sécurité, de rejeter les recommandations acceptées par les quatre, y compris Washington.

Il ne saurait y avoir d'alternative à des négociations directes entre les parties intéressées à un traité de paix. La tâche des États pacifiques et des puissances est d'user de leur influence pour favoriser une libre négociation entre les États de cette région. Il faut éviter de cristalliser des positions et des solutions, ce qui gêne la liberté de négociations entre les parties en cause, et il ne convient pas de substituer à une paix authentique et durable des artifices de procédure.

À la veille du sommet arabe, les États-Unis transmettent au roi Hussein une version du plan Rogers adapté à la Jordanie, version qui est en même temps transmise aux trois autres puissances à New York.

Contre un accord de paix formel, les deux pays s'engageraient à interdire toute activité hostile à partir de leurs territoires respectifs. La paix comprendrait l'établissement de zones démilitarisées et autres arrangements de sécurité. La frontière sûre et reconnue devrait approximativement suivre la ligne d'armistice de 1949, sauf en ce qui concerne Jérusalem. Ces modifications seraient celles acceptées par les parties pour des raisons de sécurité et de commodité d'ordre administratif et économique. Jérusalem serait une ville unifiée dans laquelle le mouvement des personnes et des biens ne serait pas soumis à restriction, les personnes de toutes confessions et nationalités auraient pleine liberté d'accès à la ville sainte. Israël et la Jordanie définiraient d'un commun accord leurs compétences sur la ville. Les réfugiés de 1948 auraient le choix entre le rapatriement en Israël et la réinstallation-compensation. Les deux pays se mettraient d'accord sur l'application progressive de ces principes sous les auspices des Nations unies. L'accord israélo-jordanien est indissolublement lié à un accord israélo-égyptien qui serait appliqué simultanément.

Quand Golda Meir prend connaissance du document américain, elle accorde à la presse américaine une interview où elle parle d'une dangereuse érosion de l'appui des États-Unis à Israël en raison de la politique d'apaisement menée par le Département d'État envers les États arabes. La même référence à l'apaisement est utilisée dans un communiqué gouvernemental le 22 décembre[491]. Rogers répond publiquement, le

23 décembre[492], que les États arabes ne sont pas les ennemis des États-Unis, qui n'ont donc pas besoin de chercher à les « apaiser ». Les propositions américaines sont conformes aux résolutions des Nations unies, et c'est le devoir d'un membre permanent du Conseil de sécurité de chercher à les appliquer. La politique des États-Unis est fondée sur leurs intérêts nationaux. Les déclarations de Rogers provoquent de vives protestations de la part des organisations communautaires juives.

Dans toutes ces déclarations israéliennes, il n'est jamais question de la résolution 242[493]. Le nouveau gouvernement israélien a une orientation « faucon » nettement plus marquée[494]. Eban perd la responsabilité de l'Information. Ezer Weizman, qui s'est fait le promoteur d'une politique active de représailles et de l'annexion des territoires occupés, passe directement de la vie militaire à la carrière ministérielle en devenant ministre des Transports en tant que second représentant du parti de droite Gahal de Begin, lequel reste ministre sans portefeuille. La propagande israélienne définit le plan Rogers comme une demande à l'État d'Israël de se suicider.

Le seul homme politique majeur israélien à avoir une perspective politique claire à cette époque est Shimon Peres, qui rejoint alors le gouvernement. Il a la réputation d'être un technocrate « faucon » proche de Dayan. Dans un article[495], il explique qu'Israël dispose d'une supériorité militaire permanente et Nasser sera incapable de modifier cette situation. Il finira par tomber, et ses successeurs seront forcés par la situation économique de l'Égypte à privilégier les intérêts de leur pays sur ceux du monde arabe et donc de négocier avec Israël. Les fedayins ne réussiront pas à ébranler la position israélienne, mais il faut entamer des discussions avec les Palestiniens, y compris, le moment venu, avec le Fatah, pour arriver à une fédération israélo-palestinienne dominée par les Israéliens qui représenteront les deux tiers de la population totale. Il envisage un partage du Sinaï avec les Égyptiens et un contrôle permanent du Golan, Jérusalem étant israélienne.

À cette époque, même s'il démontre toujours son esprit ingénieux, Peres est proche de Dayan, qui l'influence directement.

Le cinquième sommet arabe de Rabat

Si, bien évidemment, la Syrie rejette totalement le plan Rogers, la Jordanie le voit avec sympathie et l'Égypte préfère ne pas prendre position officiellement avant le sommet de Rabat. Au Caire, les propositions de Rogers sont interprétées comme le signe d'un fléchissement de la position américaine[496]. On pense qu'il n'y a qu'à attendre le refus israélien pour marquer la bonne volonté de l'Égypte. De plus, on est sûr que les protestations des groupes de pression pro-israéliens rendront ces propositions vides de sens dans un délai assez court.

Mahmoud Riyad et Anwar al-Sadate ont été envoyés à Moscou pour obtenir des précisions sur la politique soviétique. Les deux envoyés se rendent compte de la très vive inquiétude de la direction soviétique face au risque de voir leur pays directement impliqué sur le champ de bataille, en particulier en cas de tentative de traversée du canal de Suez. Brejnev promet un renforcement de l'aide militaire, mais adjure les Égyptiens de rechercher une solution politique. Il s'engage à fournir de nouvelles batteries de missiles sol-air pour protéger les villes égyptiennes avec un millier de techniciens soviétiques pour les faire fonctionner dans l'attente de leur remplacement par des Égyptiens formés à cet effet.

Le roi Faysal se rend au Caire pour préparer le sommet de Rabat[497]. Il se montre particulièrement ulcéré par le soutien américain à Israël et comprend la position égyptienne de refus de tout règlement séparé. Il accepte d'augmenter la contribution des pays pétroliers arabes à l'effort de guerre de 12 à 14 %. Les deux chefs d'État partent en même temps, mais dans des avions distincts, pour Rabat. Arafat, qui participe pour la première fois à un sommet, monte dans l'avion de Nasser. Celui-ci est ainsi redevenu clairement le maître du jeu, d'autant plus qu'il coordonne aussi ses mouvements avec le roi Hussein.

La question de la participation au sommet de Rabat a suscité d'intenses débats à l'intérieur de la direction politique syrienne. Finalement, les pragmatiques l'emportent. Damas sera représenté par une délégation de niveau ministériel[498].

Le roi Hussein escompte une augmentation de l'aide arabe, qui couvre déjà 60 % du budget de l'État jordanien, et une sorte de charte fixant les

droits et devoirs des fedayins dans les pays où ils sont installés.

Le 21 décembre, le sommet commence ses travaux. Après la cérémonie d'ouverture, les débats se déroulent à huis clos. Le consensus est rapidement obtenu en ce qui concerne les Palestiniens : la résistance est définie comme un mouvement de libération auquel les États arabes doivent apporter tout l'appui nécessaire. Le second point à l'ordre du jour – le renforcement du potentiel militaire arabe – est plus délicat, tandis que la question du rapport des deux Yémen avec l'Arabie saoudite est écartée. Les Égyptiens présentent toute une série de demandes contraignantes, y compris aux États non pétroliers. Ils ont besoin de trois ans pour terminer leur préparation militaire. Les débats sont confus499. Kadhafi s'en prend à l'Arabie saoudite. Le roi Faysal lui répond que son pays fournit 12 % de son revenu national à l'effort de guerre arabe tandis que la Libye ne consacre que 4 % du sien. L'OLP demande à recevoir sa part de l'aide arabe. Boumediene se fait le défenseur des États devant les demandes excessives de l'Égypte et traite Kadhafi d'inexpérimenté. Il n'est prêt à aider l'Égypte que si celle-ci s'engage sérieusement à faire la guerre, mais, en attendant ce jour improbable, il ne donnera rien. Il a derrière lui le Maroc et la Tunisie, formant ainsi une sorte de bloc maghrébin ayant le soutien discret des pays arabes « modérés » de l'Orient arabe.

Nasser fait une sortie théâtrale et menace de rendre publique l'absence d'aide arabe conséquente alors que son pays porte le poids essentiel de la guerre. Il s'en prend à la carence de ceux qui ne veulent combattre que par Palestiniens interposés. Il laisse entendre que, faute d'aide arabe, il se tournera exclusivement vers l'Union soviétique. Il faut qu'Arafat intervienne pour parvenir à faire revenir les délégations de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak. Aucun communiqué final n'est rédigé.

La désunion arabe est suffisamment grande pour que l'on s'abstienne d'aborder le plan Rogers. Le document adressé à la Jordanie est considéré comme une manœuvre destinée à faire échouer le sommet. Le principal gagnant du sommet est Arafat, qui a obtenu le rang de chef d'État et la promesse non chiffrée d'une aide substantielle. L'absence de décision permet de maintenir l'option politique chère au roi Hussein et l'option militaire que défendent l'Égypte et les radicaux. Au-delà, on reste dans la même ambiguïté entre la ligne de liquidation des séquelles de l'agression

et celle d'un soutien total à l'Organisation de libération de la Palestine. Les clivages régionaux reposant sur de vieilles rancunes (les équipes dirigeantes des trois pays maghrébins en veulent à Nasser du soutien qu'il a apporté à leurs rivaux lors de la lutte pour l'indépendance) ont joué.

À son retour de Rabat, Nasser s'arrête à Tripoli en Libye pour tenir un mini-sommet avec Kadhafi et le président soudanais Nimeiri. L'enthousiasme populaire est délirant. Les trois régimes « révolutionnaires » considèrent comme leur devoir de former un front commun pour réaliser leurs idéaux et faire échec au sionisme, et ils invitent tous les pays arabes à mobiliser leurs ressources pour la « bataille du destin ». Ils proclament leur appui total à la révolution palestinienne et à la lutte menée par le peuple arabe dans les territoires occupés.

Israël, la France et le sionisme

Le départ du général de Gaulle de la vie politique et l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République avaient donné à Israël l'espérance d'un changement de politique. En fait, le nouveau gouvernement français a maintenu la ligne précédente, en particulier le rôle essentiel des conversations à quatre, tout en souhaitant apurer les contentieux financiers liés aux deux embargos. On évoque ainsi le retour à un « embargo sélectif » permettant la livraison d'abondantes « pièces de rechange » tout en se montrant intransigeant sur la question des Mirage bloqués depuis 1967. Cette décision est appliquée dans les faits sans être annoncée publiquement. On utilise aussi des subterfuges en passant par des prête-noms et des pays étrangers. Kissinger a fait passer au gouvernement français un message faisant savoir que la reprise de la livraison des avions à Israël faciliterait un règlement à quatre comprenant un retour aux lignes du 4 juin devenues frontières définitives500. Les Français y ont vu une volonté d'exercer des pressions.

En ce qui concerne les négociations portant sur l'association d'Israël au Marché commun européen, la diplomatie française s'est montrée très ouverte. En revanche, sa position faisant porter la responsabilité de la crise libanaise sur la poursuite du conflit israélo-arabe a été mal reçue du côté

israélien, qui veut en faire un élément de la lutte entre conservateurs et progressistes, un champ de bataille de la guerre froide.

Parallèlement, l'Irak a demandé à faire l'acquisition de Mirage, ce qui pose de nouveau la question de l'embargo puisqu'il porte sur les pays dits « du champ de bataille ». Pompidou a hérité de la politique « franco-arabe » de De Gaulle fondée sur une offre de coopération avec l'ensemble du monde arabe. Son vocabulaire le porte davantage à utiliser l'expression « politique méditerranéenne » à un moment où se prépare le premier élargissement du Marché commun à l'Europe du Nord (Grande-Bretagne, Irlande, Danemark et Norvège). L'idée est de permettre aux pays arabes de disposer d'une solution alternative aux États-Unis et à l'Union soviétique. Plus des « progressistes arabes » se tourneront vers la France, plus la position soviétique sera affaiblie.

Nasser a justement conseillé à Kadhafi de solliciter la France pour son armement aérien, moyen de la remercier pour son attitude et de faire pression sur les Soviétiques. La Libye ne fait pas partie du champ de bataille et n'est donc pas concernée par les embargos. La demande a été adressée à Paris, qui donne un accord de principe au début du mois de décembre 1969 pour la livraison de Mirage ainsi que d'armements terrestres. La presse américaine en fait état à partir du 19 décembre et les groupes de pression pro-israéliens lancent une campagne contre la France. L'hostilité de la presse anglo-saxonne à ce contrat ne doit pas dissimuler le fait que les Britanniques négocient parallèlement la vente de blindés à la Libye et que les États-Unis ont déjà livré 10 avions de combat F-5 au régime[501].

Douze vedettes lance-missiles avaient été commandées par Israël, dont sept avaient été livrées avant juin 1967. Les cinq autres étaient restées à Cherbourg. Une offre est faite par une société pétrolière norvégienne de les racheter pour les utiliser pour la prospection en mer du Nord. La France demande l'autorisation à Israël de procéder à cette transaction, ce qui est accordé. Dans la nuit du 24 au 25 décembre, les vedettes appareillent discrètement avec leurs équipages « norvégiens », mais prennent la direction de la Méditerranée. L'affaire est rendue publique le 26 par l'agence France-Presse et connaît un retentissement mondial. Le ministre français de la Défense, Michel Debré, furieux, demande à la marine

française de s'opposer à leur passage, mais cela se révèle militairement et juridiquement impossible. On laisse donc faire, d'autant plus que Pompidou souhaite limiter les dégâts. Il est difficile de savoir si les responsables français ont été dupes ou s'ils ont fermé volontairement les yeux. On ne sait pas à quel niveau la transaction a été décidée et si le gouvernement français a été consulté. Debré se lancera ensuite dans une sévère épuration de ses services, et ordre sera donné de rompre tout contact avec les représentants israéliens. Pour essayer de calmer le jeu, Eban affirme sans rire qu'Israël s'engage à ne pas utiliser militairement ces vedettes et s'en servira pour surveiller les forages pétroliers. Durant le mois de janvier 1970, le ton monte du côté israélien ; Eban parle d'une politique française « caractérisée par un manque total de conscience morale, de respect des droits internationaux et d'intérêt pour la paix ».

Georges Pompidou se montre particulièrement ulcéré. Son image internationale a été atteinte. L'affaire des vedettes se confond avec celle des Mirage libyens. Il y voit une volonté israélienne d'exercer une pression sur le gouvernement américain pour le forcer à lui livrer des Phantom supplémentaires, si possible gratuitement. De plus, la campagne contre la Libye ne peut que profiter à l'Union soviétique si la France cède. Enfin, Pompidou est préoccupé par les conséquences sur les relations franco-américaines.

Il veut poursuivre le rapprochement avec les États-Unis entamé durant les derniers mois de la présidence de De Gaulle. Un voyage officiel aux États-Unis est prévu pour la fin février. Une partie de son entourage tente de le convaincre de reporter cette visite d'État en raison de la virulence de la campagne antifrançaise menée dans la communauté juive américaine, mais on s'en tient au programme annoncé en raison de l'importance des enjeux502. L'accueil du président Nixon le 24 février 1970 est particulièrement cordial. Incontestablement, les deux hommes se plaisent en dépit des nombreuses différences d'appréciation sur les affaires internationales et économiques. En ce qui concerne le Moyen-Orient, ils abordent la question du nucléaire israélien puis des rapports de force entre Israéliens et Arabes. C'est la progression soviétique qui les préoccupe :

Nixon : Le problème qui se pose est donc pratique : les Juifs vont continuer à haïr les Arabes et les Soviétiques à s'imposer en

Méditerranée, quel que soit le règlement. Il est donc dans notre intérêt de rafraîchir l'atmosphère pour ne pas être entraînés dans ce conflit. Il est non moins important de ne pas permettre aux Soviétiques de s'assurer une position dominante en Méditerranée. C'est bien pourquoi j'accueille favorablement (plus que ne le font certains membres de notre bureaucratie) les initiatives françaises dans le bassin méditerranéen, auprès du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et même de la Libye. La seule question critique est de savoir comment le gouvernement français pourrait empêcher les Libyens de passer leurs armes à autrui, c'est-à-dire à Nasser, et d'accentuer ainsi la crise. Cette question nous inquiète et nous n'y avons pas de réponse.

Pompidou : Ces objectifs sont identiques aux nôtres. Ce que je regrette c'est que les dirigeants israéliens, dont j'apprécie au demeurant la grande valeur, n'aient pas une réaction semblable à celle qu'avait eue le président Kennedy lors de l'affaire de Cuba : dès que les Russes eurent reculé, il s'est efforcé de leur sauver la face. Il faudrait que les Israéliens en fissent autant à l'endroit de Nasser, alors qu'ils font tout pour le ridiculiser. Or, si Nasser tombait, la situation n'en deviendrait que pire.

Pompidou a l'assurance de la Libye que ses avions ne quitteront pas son territoire. Ils sont trop loin du champ de bataille. Certes, Kadhafi peut violer cet engagement, mais le président français ne croit pas en la durée de l'amitié égypto-libyenne. De toute façon, les livraisons seront très échelonnées et la formation du personnel libyen prendra du temps. Nixon reconnaît le rôle de la France pour empêcher la Libye de devenir une marionnette de l'Égypte et le fait que, comme les États-Unis avec Israël, il y a toujours la possibilité d'interrompre à tout moment les livraisons.

Les premiers jours de la visite se passent bien, mais à Chicago, le 28 février 1970, le couple présidentiel est très violemment pris à partie par une manifestation alors que le service d'ordre était inexplicablement absent. Mme Pompidou repart immédiatement pour la France tandis que son époux décide d'arrêter la visite. Nixon lui adresse immédiatement des excuses officielles et le reçoit à New York.

Il n'en reste pas moins que Pompidou, au-delà de l'insulte personnelle et des attaques qu'a subies sa femme, considère l'affaire comme un affront fait à la France, et il en gardera une rancune durable tout aussi bien envers

les États-Unis qu'envers Israël. Il n'est plus question d'une amélioration des relations avec l'État juif.

Chapitre VI

Septembre noir

Nasser devant l'exécutif de l'Union socialiste arabe le 20 juillet 1970[503] :

Bergus, le chargé d'affaires américain au Caire, a demandé à me voir le soir du 28 juin, la nuit de mon départ pour Moscou, mais je ne l'ai pas rencontré. Il a vu Mahmoud Riyad à ma place et l'a informé que le moment était maintenant très favorable pour rechercher une solution pacifique, que les États-Unis étaient le seul pays à pouvoir exercer des pressions sur Israël et qu'il espérait que nous permettrions aux États-Unis d'avoir la liberté de choisir la méthode la mieux appropriée. Il a dit que, si cette occasion était perdue, cela créerait des complications dans leurs relations avec l'ensemble de la région et avec l'Union soviétique. Il a aussi ajouté que leurs plans n'excluaient pas la Syrie et qu'il suffirait que la Syrie déclare accepter la résolution du Conseil de sécurité à inclure dans le règlement. En ce qui concerne ce que nous avons toujours demandé du côté des droits des Palestiniens, il ne serait pas difficile d'inclure d'une façon ou d'une autre les Palestiniens dans le processus de paix ; quant à la question du retrait des territoires occupés, l'opinion américaine sur cette question était fondamentalement basée sur le principe de la non-acquisition de territoires par la force, comme l'a stipulé la résolution du Conseil de sécurité. C'était pourquoi ils cherchaient avec Israël une formule appropriée pour concrétiser d'une façon ou d'une autre ce principe, avec probablement une place donnée à Israël dans le règlement de la situation à Gaza et à Jérusalem. Quant à Jérusalem, ils ont déjà proposé qu'il reste non divisé, du moment qu'Israël et la Jordanie puissent avoir part à son administration. Pour la Cisjordanie, ils croient que des changements mineurs pourraient avoir lieu pour ses frontières.

En s'appuyant sur ces informations, je crois que je pourrais faire face au peuple le 23 juillet et lui expliquer la situation politique dans tous ses aspects, en marquant que les Américains sont maintenant en train de demander l'application de la résolution du Conseil de sécurité que nous avons approuvée en 1967. Les Américains ont aussi déclaré leur désaveu de l'annexion de territoires par la force et par l'agression. Cette initiative ne comprend pas de nouvelles conditions qui différeraient de la résolution du Conseil de sécurité qui appelle à la constitution d'une paix juste et durable. J'insisterai sur le fait que notre Charte appelle à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient et que, pour cette raison, je propose d'approuver cette initiative sans ignorer la question des droits des Palestiniens, du moment que l'application des initiatives comprend les points suivants : d'abord il doit y avoir un retrait des forces israéliennes des territoires occupés durant le dernier conflit ; secondement, il doit y avoir la fin de tout recours à la guerre et la reconnaissance de la souveraineté et l'indépendance de chaque État de la région. […]

Je crois que le plan a été originellement présenté dans la région surtout pour des buts de propagande. Mais nous les surprendrons en l'approuvant. J'expliquerai aux gens, aux Arabes en particulier, pourquoi nous l'approuvons, spécialement pour les pays arabes qui décriront ce plan comme « une solution liquidatrice et capitulationniste ». À mon avis, de telles expressions ne peuvent conduire qu'à une impasse. Ce qui les forcera [les Américains et les Israéliens] à chercher une solution positive est autre : c'est le degré de participation russe dans nos forces militaires en Égypte. Cela signifie que la probabilité d'atteindre une solution juste et pacifique correspondra toujours à notre capacité d'impliquer les Russes sur le front égyptien « à la limite de leurs engagements » [expression en anglais de la part de Nasser].

Le rejet du plan Rogers

À l'automne 1969, l'aile gauche de la « révolution » palestinienne se rallie au programme du Fatah. Hawatmeh[504] va le plus loin en parlant explicitement d'un État palestinien démocratique où les Juifs auraient leur place, à condition qu'ils admettent que le judaïsme n'est qu'une religion et

non le fondement d'une existence nationale. Il appelle même à une participation des éléments juifs progressistes à la lutte palestinienne. Habache[505] refuse de faire référence à un État palestinien, conformément à sa vision unitaire du monde arabe. Tous les deux évitent de mentionner le mot laïcité et parlent d'égalité des droits dans le cadre de la construction du socialisme. Arafat[506] parle maintenant explicitement d'un État palestinien démocratique, mais sans évoquer le socialisme. Ce programme est entériné par la première Conférence internationale des comités de solidarité avec le peuple palestinien tenue à Alger à la fin décembre. Les comités représentés viennent essentiellement d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

La question principale de la révolution palestinienne est celle de l'unité. Englué dans sa phraséologie marxiste, Habache pose que sa ligne d'action est définie par des « critères scientifiques » et que l'unité doit se faire autour d'un programme national accepté par tous. L'escalade des combats aboutira à une guerre populaire de libération qui mettra fin à l'existence d'Israël[507]. Arafat justifie son programme d'État démocratique[508] par le rejet de la formule « Jeter les juifs à la mer » attribuée à Shuqayri, inacceptable pour la communauté internationale comme pour les Palestiniens, mais cela ne veut pas dire accepter le vol de sa patrie, de sa terre, de ses foyers et l'expulsion des habitants. Il refuse les propositions, qui lui ont été faites des douzaines de fois, de constituer un État palestinien vivant à côté de l'État d'Israël. Il rejette la formule « algérienne » de liquidation par la force des organisations concurrentes. Outre la question de principe, ces organisations sont rattachées à des États arabes, un conflit armé avec eux signifierait un conflit avec ces États. Le Fatah occupe la position du centre puisqu'il n'est ni de gauche ni de droite.

Si la gauche palestinienne marxisante continue d'assimiler la lutte contre l'impérialisme et le sionisme à celle contre la réaction arabe alors que le Fatah, tout en se posant en mouvement révolutionnaire, se refuse à ce type d'opposition, tous sont d'accord pour s'en tenir au rejet de toute solution pacifique et à la voie unique de la lutte armée. Ils s'opposent donc à toutes les actions diplomatiques menées par les États arabes. L'Égypte nassérienne semble explorer cette voie sans trop y croire, la Jordanie hachémite y voit son seul moyen de salut et la Syrie baathiste ne parle que d'une guerre populaire qu'elle ne mène pas sur son propre territoire.

La hantise du Fatah comme de tous les autres mouvements palestiniens serait la constitution d'un État palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, dirigé par les notables traditionnels et qui serait plus ou moins sous tutelle israélienne[509]. Dans un discours le 16 mars au Caire, Abou Iyad dénonce ces projets impérialistes et accuse Musa al-Alami d'en être l'inspirateur :

> Nous aurions été remis aux mains de personnes telles que l'initiateur de ce projet, ce qui signifie qu'après vingt ans d'exil et de persécutions, nous serions gouvernés indirectement par Israël.
>
> On voudrait que les Palestiniens signent leur propre acte de reddition. Mais nous qui avons pris les armes pour nous libérer et obtenir la reconnaissance de nos droits, nous ne sommes pas prêts à les déposer avant la victoire ou la mort, et nous ne sommes pas satisfaits de cet État en carton-pâte.

L'OLP se pose comme ayant seule la capacité d'incarner et de représenter le peuple palestinien dans sa totalité et rejette toute légitimité aux notables qui seraient prêts à pactiser avec Israël. Ces mêmes notables doivent faire face aux encouragements donnés par le nouveau gouvernement Meir à la colonisation des territoires occupés. Du côté israélien, on est de moins en moins tenté de faire émerger une entité palestinienne sous tutelle, car elle constituerait une reconnaissance même imparfaite de l'existence d'un peuple palestinien. Le cheikh Jaabari, le maire d'Hébron, se voit sommer de s'abstenir de toute « activité politique ». La conférence des notables qu'il avait l'intention de réunir est interdite[510]. Dans la foulée, Allon annonce l'installation de 250 familles juives à Hébron. Jaabari répond qu'en équité les réfugiés arabes de 1948 devraient avoir le droit de rentrer dans leurs foyers. Abba Eban[511] tend à minimiser l'affaire en affirmant qu'il ne faut pas y voir une démarche d'annexion. Quand il y aura un règlement de paix, il ne comprendra pas de « zones interdites », les frontières resteront ouvertes sur le modèle du Benelux en Europe de l'Ouest, « des limites territoriales qui ne sont pas faites pour isoler et séparer les peuples, mais pour les rapprocher ». Un peu plus tard[512], Eban propose bien, au cours d'un entretien à la radio israélienne, la coexistence de deux États, l'un arabe, l'autre juif, dans le cadre de la Palestine « historique », mais cette déclaration est interprétée

du côté arabe comme un jeu pervers sur les mots, puisque « Palestine historique » comprend au minimum la totalité de la Jordanie et éventuellement une partie du Liban et de la Syrie. La monarchie hachémite y voit la volonté de la remplacer par un État palestinien.

Devant l'absence de réponse israélienne et les pressions de la résistance palestinienne[513], les notables abandonnent toute tentative d'aller dans le sens d'une autonomie palestinienne. Jaabari se rallie lui-même publiquement à l'idée de mettre les territoires occupés sous tutelle de l'ONU pour une période de cinq ans en attendant que les grandes puissances se mettent d'accord pour une solution au conflit. Il sait qu'il n'a plus rien à attendre des Israéliens, qui viennent de confisquer 300 hectares à la périphérie d'Hébron pour, officiellement, y établir un campement militaire destiné à faciliter la lutte contre les fedayins. Personne n'est dupe de cette duplicité de vocabulaire destinée à dissimuler la création d'une ville juive.

Le gouvernement d'union nationale est incapable de définir un consensus sur les conditions territoriales d'une paix avec les Arabes, et l'absence de référence à la résolution 242 est la condition indispensable pour maintenir l'unité gouvernementale. Golda Meir fait de l'absence de programme l'élément essentiel du maintien de sa coalition. En mars 1970, elle déclarera à un journaliste américain[514] : « Aussi longtemps que le problème des négociations en vue de la paix demeure théorique, il serait de mauvaise politique de vouloir en prévoir les conditions au sein du cabinet dont l'opinion à cet égard est partagée. »

Outre la division de sa majorité, Golda Meir est influencée par la position du haut commandement[515]. Contrairement à ses prédécesseurs, elle ne s'estime pas compétente en matière de défense nationale. Elle considère que sa mission est de fournir les équipements demandés par les militaires. C'est sous son gouvernement que le chef d'état-major commence à participer aux réunions ministérielles concernant la sécurité. L'armée dispose d'un quasi-monopole de l'expertise, qui est toujours définie comme « technique » et non « politique ». Si au départ les gains de juin 1967 étaient considérés comme des éléments de marchandage, ils deviennent des atouts stratégiques vitaux pour la sécurité et il n'est pas

question de les abandonner. Du coup, il ne reste plus vraiment grand-chose à négocier.

À l'absolu que constitue la sécurité d'Israël s'ajoute la négation de l'existence d'un peuple palestinien516. En cela comme dans beaucoup d'autres domaines, Golda Meir reste attachée à ses convictions et à sa vision du monde acquises durant ses années de formation, maintenant bien lointaines. Elle s'en tient au discours selon lequel les Arabes constituent un peuple unique, comme les Juifs, et que l'on ne peut parler d'un « peuple palestinien » de même que l'on ne parlerait pas d'un « peuple juif marocain ». Le nationalisme palestinien n'existe pas, il n'est qu'un instrument utilisé pour détruire Israël. Cela se résume dans sa célèbre formule : « Les Palestiniens n'existent pas » puisqu'il n'y a jamais eu de peuple palestinien indépendant doté d'un État. De ce fait, on ne peut pas dire qu'à l'arrivée des sionistes il y aurait eu un peuple que l'on a chassé et dont on a pris la terre. Au nom des droits historiques renforcés par deux millénaires de persécution, elle ne peut pas admettre l'idée d'un droit à l'autodétermination des habitants arabes de la Palestine. Elle s'en tient à l'existence de réfugiés palestiniens qui doivent être réinstallés ailleurs.

Quand le secrétaire général du Parti travailliste, à la carrière sioniste impeccable (combattant de la Seconde Guerre mondiale et dans la guerre de 1948, organisateur de l'immigration durant les premières années de l'État et collaborateur direct de Eshkol), Arie Eliav, tente de lui faire comprendre qu'il existe bien un mouvement national palestinien avec lequel il faudra bien s'entendre pour arriver à la paix, elle le considère au bord de la déraison et l'éloigne des cercles du pouvoir.

Au moment même du sommet de Rabat, le 23 décembre 1969, l'Union soviétique, mandatée par l'Égypte, a rejeté le plan Rogers sous la forme d'une communication orale de Dobrynine à Rogers517 : la formule de Rhodes n'est pas utilisable, il faudra trouver quelque chose de similaire. En ce qui concerne le contenu des propositions, des formulations beaucoup plus précises doivent être trouvées pour les questions relatives aux zones démilitarisées, à la circulation sur les voies d'eau et aux garanties de sécurité. En dehors de l'opposition égyptienne, il est probable que le raidissement soviétique vient du fait que le plan Rogers a été présenté comme une initiative américaine, même s'il s'appuie sur les discussions à

deux et à quatre. L'Union soviétique a bien intérêt à une paix au Moyen-Orient, mais à condition d'en être un garant actif, ce qui pérennisera son influence. Dobrynine l'a exprimé clairement à Kissinger dès le 22 décembre[518] : la question du Moyen-Orient doit être traitée au plus haut niveau, sous-entendu entre la direction soviétique et la présidence américaine. Lors de la réunion suivante[519], Kissinger fait l'exégèse d'une phrase de Nixon qui a fortement troublé les Soviétiques : « Après tout, c'est Israël qui a gagné la guerre. » Cela veut-il dire que c'est à l'Égypte de supporter l'intégralité du fardeau des sacrifices indispensables pour arriver à la paix ? Dans ce cas, les perspectives de réussite des négociations sont minimes. Kissinger répond que le président n'a fait que mentionner une réalité et que l'Égypte devra porter au moins une part du fardeau.

Le refus de Nasser se fonde sur l'absence de contrainte des propositions américaines qui ne sont que des principes destinés à encadrer des négociations directes, même si elles se font sous les auspices de l'ONU. De plus, les statuts de la bande de Gaza et de Jérusalem devront être négociés par les parties concernées. Les garanties de sécurité exigées sont considérées comme exorbitantes pour la souveraineté égyptienne dans le Sinaï. Il est assez clair que la ligne radicale adoptée par Nasser interdit toute confrontation avec la résistance palestinienne au zénith de sa popularité dans l'opinion publique arabe.

Les conversations à quatre du mois de janvier 1970 ne donnent rien, bien que les Soviétiques admettent l'interdiction des activités des fedayins dans les territoires que les Israéliens auront évacués (personne ne semble se demander comment une telle interdiction sera applicable en cas de démilitarisation). Les Américains répètent que les propositions de Rogers représentent le maximum de ce qu'ils peuvent faire et qu'il n'est pas question d'aller plus loin. Ils exigent des Soviétiques un engagement ferme dans la recherche de la paix.

La fermeté proclamée du nouveau gouvernement israélien se traduit immédiatement par une reprise de l'activité militaire sur l'ensemble des fronts, à l'exception de celui du Golan où les Syriens se tiennent tranquilles. Outre les bombardements aériens des positions d'artillerie égyptiennes, trois raids terrestres sont lancés entre le 18 et le 31 décembre.

Le plus spectaculaire permet la capture d'un radar de fabrication soviétique le 23 décembre.

L'application de l'accord du Caire a permis la reprise des activités des fedayins à partir du Liban-Sud qui font un prisonnier israélien. Un raid de représailles est lancé dans la nuit du 2 au 3 janvier 1970 ; 11 civils et 10 militaires libanais sont enlevés. Arafat propose de procéder à un échange de prisonniers, ce qui le poserait en interlocuteur politique. Le gouvernement israélien ne veut entendre parler que de négociations *via* le CICR avec le gouvernement libanais. Celui-ci profite de la crise pour révoquer le général Boustany de ses fonctions (7 janvier). On lui fait ainsi payer l'accord du Caire et ses ambitions politiques soupçonnées – il risquerait de faire concurrence à Fouad Chéhab. La question est de savoir si l'accord du Caire est respecté. Comme il est secret, le gouvernement libanais refuse officiellement d'en prendre connaissance et de le communiquer au Parlement (12 janvier). En revanche, Kamal Joumblatt annonce que les fedayins se sont engagés à cesser les tirs à partir du Liban, à arrêter l'entraînement dans les camps et à s'éloigner des zones habitées. Le 15 janvier, la population de Hasbaya attaque et brûle un poste de la *Sa'iqa* installé à proximité d'une école. Joumblatt somme les fedayins de respecter leurs engagements. Les partis chrétiens commencent à contester un accord dont ils n'ont pas eu communication. C'est l'un des buts recherchés par la stratégie israélienne, selon l'analyse de l'ambassadeur de France en Israël520 :

> La presse se plaît à comparer la situation des chrétiens du Liban à celle des Juifs, menacés sans cesse d'être submergés par la masse islamique. À plusieurs reprises, les représentants du ministère des Affaires étrangères se sont étonnés auprès de mes collaborateurs de ce que les puissances occidentales, et la France en particulier, ne manifestent pas une solidarité plus agissante envers leurs coreligionnaires. Des questions nous ont été notamment posées sur ce que pensait le patriarche maronite de la liberté d'action consentie aux fedayins par le compromis du Caire.
>
> Il est donc vraisemblable que les initiatives de Tsahal ou tout au moins celles qui dépassent l'échelon des « représailles de routine », ne répondent pas seulement à des desseins militaires mais visent également à peser sur l'élection présidentielle de cet été. La nomination d'un dirigeant

> chrétien déterminé à résister à toute nouvelle exigence palestinienne répondrait aux vœux d'Israël. Sans doute réalise-t-on ici la possibilité d'une réaction d'extrême gauche. Mais il n'est pas aisé de définir la dose permettant de favoriser ceci et d'éviter cela. J'ajoute que le sens de la mesure n'est pas en ce moment le propre d'Israël.

De nouveaux incidents se produisent dans la seconde quinzaine du mois. La *Sa'iqa* accuse Joumblatt de favoriser le Fatah à son détriment, en particulier en ce qui concerne la liberté de mouvement. Les organisations de la gauche palestinienne participent aux conflits du travail alors que le Fatah s'en abstient. Un attentat contre la synagogue de Beyrouth, qui ne fait que des dégâts matériels, provoque l'indignation générale, y compris celle d'Arafat (18 janvier 1970). À cette date, il ne reste plus que 4 000 Juifs au Liban sur 18 000 à l'origine. Les mois suivants, les agressions non revendiquées se poursuivent contre les Juifs libanais. Finalement, Karamé se rend au Caire le 31 janvier pour discuter du problème des fedayins.

En février, Joumblatt réussit à conclure de nouveaux arrangements avec la résistance. Les camps disposeront d'une sorte d'autonomie municipale. Il sera interdit de circuler en armes à l'intérieur des camps et dans les zones à forte densité de population. L'autorité de l'État libanais ne s'exerce plus sur les camps puisque les forces de l'ordre ne peuvent y pénétrer qu'en accord avec les Palestiniens. À la fin février et au début mars, les commandos palestiniens intensifient leurs opérations à partir du Liban-Sud tandis qu'Israël multiplie les avertissements et les représailles contre les villages frontaliers.

Dans la seconde quinzaine de mars, les heurts reprennent entre la population, surtout chrétienne, et les fedayins. Le bilan officieux est de 37 tués dont 24 fedayins. Parmi les événements, on note l'enlèvement du jeune Bachir Gemayel par des fedayins et l'encerclement du camp de Tall el-Za'tar par les Phalanges.

Joumblatt négocie de nouveaux arrangements avec Pierre Gemayel, l'état-major et les dirigeants palestiniens. Le 31 mars, un accord confirme les engagements du Caire. Le rétablissement du calme est précaire, d'autant plus que les fedayins imposent leur contrôle armé sur la population libanaise dans les secteurs tombés sous leur autorité, et que dans les camps des « incidents » opposent les différentes factions palestiniennes.

Pour Pierre Gemayel, les Palestiniens sont devenus une milice armée au service de la gauche libanaise. Il prend la défense de l'armée, « cuirasse qui protège le système libanais ».

Sur le Jourdain, bombardements et raids aériens sont redevenus pratiquement quotidiens, causant de nombreuses victimes. Les Jordaniens distribuent à l'ONU des photos des destructions et surtout des victimes civiles des bombardements, en particulier celles d'enfants blessés ou tués. L'utilisation de bombes au napalm est particulièrement soulignée.

L'offensive aéro-psychologique israélienne

À Washington, le général-ambassadeur Rabin s'inquiète de l'érosion de la position israélienne que signifie pour lui le plan Rogers521. Il l'analyse depuis plusieurs mois en fonction de l'accroissement supposé de l'influence soviétique dans la région et plaide pour des raids aériens frappant des « objectifs militaires » sur l'ensemble du territoire égyptien. Ils dissuaderont l'armée égyptienne de tenter la traversée du canal et la forceront à revenir au cessez-le-feu. Le *statu quo* sera ainsi rétabli. Le régime nassérien ainsi que l'alliance soviétique seront déconsidérés. Nasser éliminé, l'Égypte sera forcée de traiter selon les conditions israéliennes.

Au sein du gouvernement israélien, Ezer Weizman, auréolé de la prouesse aérienne de juin 1967 dont il a été le principal concepteur, soutient la même ligne, persuadé que l'aviation peut remporter tous les conflits armés. Dayan suit et, avec sa franchise habituelle, exprime clairement ce que dissimulent les euphémismes de la rhétorique militaire : répandre la terreur au sein des populations urbaines arabes et détruire la volonté de combattre522. Eban exprime la même idée en termes plus diplomatiques le 2 janvier 1970 : si l'Égypte échoue à maintenir sa sécurité et si le régime nassérien s'effondre, alors la paix sera possible. En général, la rhétorique gouvernementale insiste sur les exigences de la sécurité israélienne pour justifier les raids en profondeur tout en marquant qu'il serait tout à fait positif de voir la chute du régime de Nasser.

Rabin organise à partir de son ambassade à Washington une vaste campagne d'opinion contre le plan Rogers et se rend dans les derniers jours de décembre en Israël pour discuter avec son gouvernement. De retour aux

États-Unis, il s'entretient directement avec Kissinger et Nixon. Il en reçoit l'assurance d'un accroissement de l'aide militaire et économique à Israël. Pour le moins, il prend le désaveu de Rogers et du Département d'État pour une approbation tacite de sa doctrine de raids aériens en profondeur utilisant les Phantom récemment livrés. Sa perspective est celle de Kissinger : interpréter le conflit en cours comme un épisode de la guerre contre l'Union soviétique et non comme un conflit israélo-arabe. Ce nouveau « feu orange clignotant » est transmis au gouvernement israélien. Selon toute probabilité, le médiocre diplomate qu'est Rabin a pris les approbations verbales de ses interlocuteurs américains pour des engagements fermes et a inconsciemment éliminé tout ce qui pourrait aller en sens contraire 523.

L'offensive « aéro-psychologique » débute le 7 janvier 1970. Les bombardements visent des installations militaires beaucoup plus proches du Caire que du canal de Suez. Après une semaine de répit consacrée à des raids contre la Jordanie et le Liban, les opérations reprennent. À la fin du mois, ils visent directement l'agglomération du Caire.

Les intentions israéliennes ont été parfaitement comprises par le gouvernement égyptien, y compris dans son volet antisoviétique. En dehors de la réorganisation de la défense civile, la réaction égyptienne va consister en un voyage secret de Nasser à Moscou du 22 au 25 janvier524. Il met les responsables soviétiques au pied du mur : le destin de tout le Moyen-Orient se joue dans la capacité de l'Égypte à résister à l'offensive israélienne. Or les batteries anti-aériennes Sam-2 sont insuffisantes pour protéger les agglomérations égyptiennes. Si Alexandrie est bombardée, le pays se trouvera complètement isolé. Il menace clairement de démissionner et de laisser la place à un président pro-américain si Moscou ne fait rien.

Les responsables soviétiques décident d'accélérer l'application de l'opération « Caucase » et d'envoyer les trois brigades déjà rassemblées dans le sud de l'Union soviétique. Il s'agit essentiellement de batteries antiaériennes Sam-3 (qui n'ont pas encore été fournies au Nord-Vietnam), servies par un personnel soviétique dans l'attente de la formation d'Égyptiens. On y ajoute des pilotes soviétiques dont la mission sera de protéger le territoire égyptien et non de participer aux combats du canal de Suez. L'effectif des conseillers soviétiques sera aussi renforcé. Ces renforts

doivent commencer à arriver dans un délai de trente jours. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Soviétiques s'impliquent directement dans un conflit armé en dehors du camp socialiste (ils ont envoyé des forces de même genre dans les guerres de Corée et du Vietnam). Ils ont pris au sérieux le plan aéro-psychologique israélien et ne veulent pas d'un renversement du régime nassérien ni d'une nouvelle défaite de leur matériel militaire. Habilement, ils laissent croire à leurs interlocuteurs égyptiens qu'ils cèdent à leurs pressions anxieuses alors que les préparatifs ont déjà commencé depuis octobre. Ils complètent ainsi leur imposant dispositif militaire en Égypte : « facilités navales », conseillers militaires, forces antiaériennes, aviation de combat et même missiles « Scud » placés directement sous leur commandement.

Immédiatement, la presse soviétique prend un ton plus menaçant. La *Pravda* du 27 janvier[525] commente que la solution politique du conflit moyen-oriental passera par la suppression de l'avantage militaire israélien, le renforcement des armées arabes, en particulier celle de la RAU, qui dissipera l'illusion israélienne de pouvoir se comporter librement à l'intérieur des territoires arabes. Le 31 janvier[526], Kossyguine adresse un avertissement ferme à Nixon : les opérations israéliennes contre les États arabes, en particulier contre les populations civiles, ont clairement pour but de les forcer à accepter les exigences israéliennes. Elles ne peuvent avoir lieu qu'avec l'aveu des États-Unis. Si elles se poursuivent, elles auront des conséquences hautement dangereuses tout aussi bien pour le Moyen-Orient que pour l'ensemble des relations internationales. L'Union soviétique sera contrainte de faire le nécessaire pour assurer aux États arabes les moyens de repousser l'agresseur arrogant. Des messages au ton plus amical mais au contenu identique sont adressés au président français et au Premier ministre britannique.

Kissinger[527] interprète le message comme un signe de faiblesse de la part des Soviétiques, enfermés dans un dilemme : s'ils n'acceptent pas les propositions américaines, ils n'auront rien et porteront le poids de la responsabilité de l'escalade ; s'ils acceptent, ils seront forcés d'imposer les conditions américaines à leurs clients arabes. Le Conseil de sécurité national et le Département d'État, se fondant sur l'expérience passée, considèrent que l'on doit s'attendre à une augmentation des livraisons

d'armes soviétiques, mais non à l'implication directe de militaires soviétiques dans les combats[528]. On est devant d'un bluff. Kissinger trouve la manœuvre inepte quoique troublante. La réponse de Nixon, le 4 février 1970[529], rejette donc les accusations soviétiques et fait porter la responsabilité de la crise sur les deux parties, qui ne respectent pas le cessez-le-feu. La priorité doit être donnée au rétablissement de ce dernier suivi de l'application du plan Rogers. En fait, Nixon est plutôt de mauvaise foi puisqu'il a renoncé à appliquer les propositions de son secrétaire d'État. Néanmoins, Kissinger commence à s'inquiéter et fait étudier l'éventualité d'une intervention soviétique dans le conflit. Il profite de la demande de discussion « au plus haut niveau » faite par les Soviétiques pour proposer que la question soit traitée par le canal « Kissinger-Dobrynine[530] », c'est-à-dire déposséder le Département d'État de son dernier grand dossier important. Ne se sentant pas responsable de l'offensive aéro-psychologique israélienne, l'administration Nixon fait porter la responsabilité de l'escalade sur l'Union soviétique.

Dans ses déclarations publiques, Nasser s'en prend vivement aux Américains et célèbre le courage de son peuple. De fait, l'opinion publique tend à s'unir derrière son président durant l'épreuve. L'aviation égyptienne tente courageusement de faire face à l'offensive israélienne, au prix de lourdes pertes. Le porte-parole militaire israélien admet qu'elle montre « plus de mordant ». Nasser appelle à la constitution du front oriental, et de fait les Syriens montrent plus d'activité dans leur secteur. La question centrale est le rétablissement du cessez-le-feu. Pour l'Égypte, il n'est acceptable que s'il s'accompagne immédiatement du retrait israélien, tandis que les Américains n'envisagent dans ce cas que des négociations sur la base des propositions Rogers.

Après avoir consulté Nasser, le roi Hussein tente d'explorer la voie d'une application du plan Rogers limité à la Jordanie. Un raid réussi, égyptien ou palestinien, sur la base militaire israélienne d'Eilat l'inquiète puisqu'un compromis tacite avait fait d'Eilat et d'Akaba des secteurs préservés. Arafat est alors en Union soviétique, invité par le Comité soviétique de solidarité des pays d'Asie et d'Afrique. Cette première visite officielle ne comprend pas d'entretiens politiques à haut niveau, mais plutôt une

« initiation à la vie du peuple soviétique et à ses réalisations ». Néanmoins, c'est bien une prise de contact directe entre l'OLP et l'Union soviétique.

Le 10 février, le monarque rappelle à l'ordre les fedayins et exige le respect des engagements de ne pas circuler en armes[531], ce qui provoque une nouvelle série d'affrontements dans la région d'Amman. Abu Jihad, qui dirige le Fatah en l'absence d'Arafat, tente de trouver un compromis tandis que la *Sa'iqa*, le FPLP et le FDLP, fidèles à leur ligne révolutionnaire sociale, recherchent plutôt l'affrontement. Georges Habache se pose en adversaire direct de la monarchie hachémite et évoque son possible renversement[532]. Sa ligne révolutionnaire radicale le pose en concurrent direct d'Arafat. Il maintient son discours militant contre la « réaction arabe ». Il est brouillé avec la Syrie et Nasser le tient à distance tout en maintenant des contacts avec lui. Son seul soutien étatique est l'Irak baathiste, qui se fait le champion de la radicalité arabe et qui compte sur lui pour s'opposer à l'influence syrienne au sein de la résistance palestinienne.

Au bout de deux jours de violences, le roi cède en apparence. Il s'est assuré de la fidélité de son armée et se met en position de négocier un accord équivalent à celui du Caire. Par ailleurs, il a demandé aux Israéliens, par l'intermédiaire des Américains, d'éviter de profiter du retrait des forces jordaniennes de la ligne de front pour lancer une attaque sur son territoire, voire de lui venir en aide au cas où les militaires syriens ou irakiens interviendraient en faveur des Palestiniens. L'utilisation du canal de communication américain a pour but d'obtenir une garantie des États-Unis. En dépit de l'opposition de Moshe Dayan, le gouvernement israélien donne une réponse plutôt positive[533].

Après son retour, le 20 février, Arafat demande à la résistance de faire preuve de vigilance pour prévenir les « conspirations locales », mais il repousse la perspective de formation d'un gouvernement en exil, ce qui constituerait une déclaration de guerre à la monarchie. Le roi Hussein marque qu'il aurait les moyens de briser les commandos s'il le voulait, mais que tant qu'il n'y aura pas de solution politique au conflit, il ne se sent pas habilité à le faire. Les deux hommes partagent le même intérêt de maintenir, contre les radicaux de leurs camps respectifs, l'équilibre précaire formé par les deux pouvoirs antagonistes en Jordanie. Dans

l'immédiat, les fedayins s'engagent à ne pas circuler en armes dans les lieux publics et à respecter les autorités.

Du côté israélien, la menace d'intervention soviétique est minimisée. On y voit un signe d'impuissance et on craint surtout une relance de la diplomatie dans le sens du plan Rogers534. L'intensification des combats se traduit par une augmentation des pertes.

Pertes israéliennes sur le front égyptien535

	pertes	tués	blessés
Octobre 1969	58	11	47
Novembre 1969	41	12	29
Décembre 1969	32	13	19
Janvier 1970	30	4	26
Février 1970	57	19	38

Le 12 février, un raid israélien frappe une usine à Abu Zaabal, à proximité du Caire, faisant plusieurs dizaines de morts civils. L'erreur est plus que probable, mais inévitable en raison de la densité de la population dans cette région de la vallée du Nil. Le bilan officiel est de 70 morts. L'affaire provoque une vague de protestations internationales, d'autant plus que la presse étrangère a été immédiatement conviée sur les lieux.

Un communiqué américain appelant à un cessez-le-feu immédiat est très mal reçu par les Égyptiens, qui y voient une collusion avec les Israéliens. De toute façon, les Américains sont mis en accusation partout dans le monde arabe en raison de l'utilisation des avions Phantom : « Un crime américano-israélien dont Nixon est le complice. » Au Caire, une manifestation populaire géante rassemblant des centaines de milliers de personnes appelle à venger le sang des martyrs. Le vice-président de la République, Anwar al-Sadate536, se distingue dans les attaques contre la politique américaine accusée d'avoir poussé Israël à lancer ses attaques en

profondeur afin de faire tomber le régime nassérien. Il affirme qu'en raison de la détermination du peuple égyptien à résister, le raid d'Abu Zaabal a été commandité par Washington « pour faire bouger le peuple égyptien ».

Loin de s'effondrer, le régime nassérien se renforce alors que l'ensemble des positions américaines dans l'Orient arabe se trouve menacé. L'échéance prochaine est l'annonce de nouvelles livraisons d'avions de combat à Israël au moment même où tout permet de penser que les Soviétiques sont en train de renforcer leur aide militaire. Le discours devient volontairement imprécis en évoquant la nécessité d'assurer un équilibre des forces dans la région, sans spécifier le volume et le rythme des futures livraisons d'armes à Israël.

Une tentative de détournement d'un avion de ligne israélien à Munich échoue, mais fait un mort israélien. L'affaire a moins d'impact que les précédentes en raison du retentissement du bombardement d'Abu Zaabal. Le 21 février 1970, un avion de la Swissair à destination de Tel-Aviv est victime d'une explosion un quart d'heure après son décollage et s'écrase à proximité de Zurich, faisant 47 morts, tandis qu'un avion autrichien ayant la même destination est aussi victime d'une explosion en plein vol, mais peut atterrir en urgence. Les deux explosions sont dues à des bombes dissimulées dans des colis postaux avec un détonateur dépendant d'un baromètre/altimètre. Un communiqué de revendication est émis à Beyrouth au nom du FPLP-Commandement général d'Ahmad Jibril, mais, devant la déferlante de condamnations, l'organisation retire la revendication. Israël accuse les Palestiniens. Les enquêtes ultérieures insisteront bien sur le rôle de cette organisation qui aurait agi en coopération avec les services secrets d'Allemagne de l'Est et de Bulgarie537. Le mode opératoire de ces deux attentats ne correspond pas à celui du FPLP, qui cherche avant tout le bruit médiatique, et non à faire des victimes civiles. L'imputation à l'organisation d'Ahmad Jibril semble fondée. La liaison avec les services secrets d'Europe de l'Est a été démontrée pour Wadi Haddad.

De Jordanie538, Arafat condamne cette action au nom de l'OLP, qui rejette les attaques contre les avions de ligne et, de façon plus générale, les actions contre les civils où qu'ils soient. Habache539 nie toute responsabilité palestinienne, mais refuse de renoncer aux détournements aériens : « C'est le terrorisme de l'Irgoun qui a fait Israël. » En apparence,

l’ensemble des forces de la résistance se regroupe au sein du Commandement de la lutte armée palestinienne, mais Arafat n’a pas les moyens d’imposer son autorité aux mouvements radicaux qui font de la surenchère sur le Fatah. L’affaire de Zurich compense sur le plan médiatique le retentissement de celle d’Abu Zaabal. La presse arabe admet l’existence d’une action criminelle, mais rejette la participation palestinienne pour laisser entendre qu’il s’agit là d’une conspiration montée par Washington et Tel-Aviv.

À partir du 25 février, les Américains et les Israéliens se rendent compte des livraisons massives de matériel de guerre soviétique à l’Égypte. Ils identifient rapidement les batteries de Sam-3 et les avions Mig-21. Les premières actions consistent à établir une protection antiaérienne des grandes villes égyptiennes, puis, à partir de début mars, les Égyptiens se mettent à construire une seconde ligne de défense à 15 ou 20 kilomètres du canal. À la mi-mars, les Israéliens comprennent la stratégie en cours : une fois protégées par de puissantes fortifications, les batteries de Sam-2 et Sam-3 commenceront à être déplacées vers le canal.

Parallèlement, le front syrien s’active avec des bombardements syriens sur le Golan destinés à détourner un peu la pression du front égyptien et des représailles israéliennes ayant pour but de dissuader la Syrie d’entrer dans cette voie. Dans la nuit du 15 au 16 mars, un raid aéroporté israélien – avec survol du Liban – frappe un camp militaire à proximité de Damas. Des installations civiles sont aussi visées, comme des lignes à haute tension.

Un accord conclu au début du mois de mars entre le gouvernement irakien et les Kurdes est censé mettre fin à la dissidence. Les forces armées irakiennes pourraient venir renforcer le front oriental, mais les relations restent exécrables entre les deux régimes baathistes de Bagdad et de Damas.

Durant la rencontre Kissinger-Dobrynine du 10 mars[540] puis celle entre Rogers et Dobrynine le lendemain, le Soviétique marque clairement l’exigence de Moscou d’un arrêt de l’offensive aérienne israélienne. L’Union soviétique est prête à agir « pour une paix juste et durable » et non plus la « simple cessation de l’état de guerre ». Elle admet la présence permanente de forces de l’ONU dans le Sinaï dépendant directement du Conseil de sécurité (ce qui veut dire que les États-Unis disposeront d’un

droit de veto si la question de son retrait est posée). La diplomatie américaine est satisfaite de voir la position soviétique fléchir, mais préfère rester sur ses positions pour l'instant. Dans les conversations à quatre, on tente d'établir un inventaire des points de convergence et de divergence dans la recherche d'une solution politique. Les Soviétiques insistent sur la nécessité d'un accord clair à propos du retrait de la totalité des territoires occupés, y compris Gaza, qui, tout en n'étant pas égyptien, est néanmoins arabe, tandis que les Américains s'en tiennent aux « dispositions constructives » des propositions de Rogers.

La diplomatie américaine veut marquer sa disponibilité en rendant publique, le 23 mars, par une déclaration de William Rogers, sa position en ce qui concerne la question des livraisons d'armes à Israël. Les États-Unis considèrent qu'Israël dispose d'une supériorité militaire suffisante. Dans l'immédiat, il n'y aura pas de livraisons de nouveaux avions, en particulier de Phantom. Si la situation l'exige, on pourra fournir rapidement des appareils supplémentaires aussi bien que des appareils de remplacement. Une aide économique et des nouvelles facilités de paiement seront accordées. Le renforcement de l'aide soviétique à l'Égypte est mentionné. On appelle toutes les parties intéressées à limiter leurs fournitures d'armements. En dehors de la recherche d'un accord de ce type et de la volonté de ne pas apparaître comme l'ennemi de tous les Arabes en faisant des livraisons d'armes à Israël des réactions aux entreprises de l'autre camp, la décision de Nixon constitue aussi une sorte de sanction destinée à faire comprendre le mécontentement du président à la suite des manifestations antifrançaises lors de la visite d'État de Georges Pompidou.

À Washington[541], Rabin est complètement stupéfait par ces décisions qui contredisent tout ce qu'il dit à son gouvernement depuis des mois. Il passe brutalement de son discours de victoire assurée aux risques qu'Israël encourt pour sa survie. Il a eu un entretien extrêmement tendu avec Nixon et a obtenu que les États-Unis ne demandent pas un cessez-le-feu temporaire qui permettrait aux Égyptiens d'installer les Sam-3 à proximité du canal. Au gouvernement israélien, Allon et Weizman minimisent le risque représenté par l'intervention soviétique, mais Dayan refuse la perspective d'un affrontement direct avec l'armée d'une grande puissance. Il annonce publiquement le rôle accru des Soviétiques en Égypte, la

« soviétisation de sa machine de guerre » et limite les raids en profondeur. En revanche, il prévient clairement qu'Israël concentrera ses efforts sur la zone du canal. Il veut faire passer le message que, si les Soviétiques restreignent leur action à la défense des agglomérations égyptiennes, il n'y aura pas de risque de confrontation directe.

Le gouvernement est pris au piège de sa propre rhétorique. Soit il admet que la menace soviéto-égyptienne constitue un vrai danger pour l'État d'Israël, démontrant l'échec de la politique suivie depuis juin 1967 et l'affaiblissement de sa capacité de dissuasion par rapport aux armées arabes, les encourageant à entrer dans la bataille ; soit il en minimise la portée et se trouve en mauvaise situation pour demander aux Américains du matériel de guerre supplémentaire. Les militaires israéliens tiennent le même discours contradictoire542 : l'armée égyptienne prépare une traversée du canal sous protection des Sam-3, elle ne constitue pas une vraie menace en raison de la médiocrité de ses militaires et de son manque d'esprit de sacrifice. Mais lorsque l'armée israélienne lance son opération la plus importante sur le front syrien depuis juin 1967, l'aviation syrienne se porte en avant. Elle perd trois avions, mais les Israéliens enregistrent la perte de leur premier Phantom et la capture de son équipage.

Le 8 avril, l'aviation israélienne bombarde « par erreur » une école dans une agglomération agricole à 30 kilomètres du canal, faisant 47 morts dont 38 enfants, et un grand nombre de blessés. Les Israéliens affirment qu'il y avait là des installations militaires, mais l'enquête de la presse internationale montre qu'il ne s'en trouvait pas à proximité (ce qui n'interdit pas la possibilité de la présence de véhicules militaires à ce moment-là)543. Il s'ensuit une bataille de photos, les Égyptiens montrant des destructions de bâtiments scolaires et les Israéliens des vues aériennes d'installations militaires.

Le 13 avril, il devient clair que des pilotes soviétiques volant sur des avions à cocarde égyptienne participent à la défense de la vallée du Nil544. Dayan prend la décision de suspendre complètement les raids en profondeur. Les Égyptiens peuvent alors intensifier leurs actions dans la zone du canal. Les 18 et 21 avril, l'aviation égyptienne bombarde les positions israéliennes du canal tandis que les pilotes soviétiques participent

aux opérations d'interception. Le 28 avril, les Israéliens rendent publique cette information que Moscou dément immédiatement.

Dans la même période, une affaire diplomatique complexe rend moins lisibles les intentions des belligérants[545]. Au sein du mouvement sioniste, Nahum Goldman, fondateur et président du Congrès juif mondial qui représente les intérêts spécifiques de la Diaspora, s'était fait depuis longtemps le critique de Ben Gourion et de ses successeurs qu'il trouve trop activistes. Depuis la révolution égyptienne de 1952, il avait tenté d'entrer en contact direct avec Nasser. Après de multiples médiations, dont celle de Nehru, il avait obtenu le principe d'une rencontre secrète pour la fin d'octobre 1956. L'invasion israélienne du Sinaï fit échouer le projet, mais Nasser avait accepté l'idée que Goldman n'était pas au courant des intentions de Ben Gourion. Les années suivantes, Goldman reprit ses démarches par de nombreux intermédiaires. Il considère que l'une des conditions de la paix serait la « neutralisation » d'Israël, ce qui éliminerait les répercussions de la guerre froide sur le conflit.

À partir de 1967, Tito l'a encouragé dans cette voie. Il semble que le président yougoslave en ait parlé directement à Nasser lors d'une visite en Égypte, les 23 et 24 février 1970. L'Égyptien aurait accepté le principe d'une rencontre qui lui aurait permis de créer une diversion politique, voire, peut-être, d'ouvrir un canal direct de communication avec Israël. En mars, les Égyptiens adressent bien une invitation à Goldman par l'intermédiaire des Yougoslaves, puis d'un ancien officier libre égyptien proche de Nasser[546], mais soulignent que, Goldman étant citoyen israélien, il lui faut l'autorisation du gouvernement de Tel-Aviv pour se rendre en Égypte. Ils ajoutent qu'ils doutent que Golda Meir donne son accord. En tout état de cause, l'affaire doit être secrète et ce sera à Nasser d'en parler le premier.

Le hasard fait que la revue américaine *Foreign Affairs* publie au même moment un article écrit deux ans plus tôt où Goldman dit que le destin d'Israël dépend à la fois de ses relations avec les États arabes et avec la Diaspora. Un Israël militarisé et en guerre permanente ne pourrait pas attirer à lui les éléments les plus dynamiques de la Diaspora. La solution repose sur un règlement de paix qui comprendrait une neutralisation de l'État juif et de solides garanties internationales. Cet article provoque la

colère des milieux dirigeants israéliens, qui y voient presque un acte de trahison.

Goldman arrive en Israël le 23 mars 1970. Il contacte immédiatement Golda Meir et lui fait connaître l'invitation de Nasser, lui demandant l'autorisation d'accepter – et non un mandat de négociation. Golda Meir convoque alors le gouvernement israélien pour en discuter, ce qui revient à rendre publique l'invitation. C'est évidemment ce qui se produit, d'autant plus que le gouvernement, afin de maintenir l'union nationale, donne une réponse négative.

Au début avril, le débat fait rage dans la presse et dans la classe politique sur le bien-fondé du comportement de Golda Meir. Pour les uns, le Premier ministre a gâché une occasion unique d'ouvrir une communication directe avec Nasser ; pour les autres, elle a déjoué un piège dangereux destiné à montrer à l'opinion publique internationale que l'État hébreu ne veut pas la paix. En cette occasion apparaît pour la première fois une rupture dans le consensus israélien avec l'émergence d'un mouvement pacifiste encore peu organisé qui accuse Golda Meir de ne pas rechercher la paix.

L'Égypte dément avoir adressé une quelconque invitation à Goldman, tout en continuant les communications secrètes. Au début de septembre 1970, une nouvelle invitation lui est adressée, mais cette fois en tant que président du Congrès juif mondial avec pour ordre du jour les relations entre les Arabes et les Juifs dans le monde. Nasser et Goldman devraient participer ensemble à un service religieux à la synagogue du Caire. Cet ordre du jour permet de se dispenser de l'autorisation israélienne. Goldman demande un délai afin de pouvoir consulter la direction du Congrès. Le sort a fait que la mort de Nasser a mis fin à cette initiative.

Dans la suite de sa carrière, Goldman s'est élevé contre la colonisation juive des territoires occupés et pour la constitution d'un État palestinien en union économique avec Israël. En revanche, il s'est toujours opposé au retour des réfugiés[547].

Comme dans beaucoup d'épisodes de cette année 1970, il reste difficile de déterminer les intentions réelles de Nasser : une opération tactique destinée à semer la confusion dans l'autre camp, ou une vraie démarche

exploratoire ? Il est même possible qu'il ait envisagé les deux options à la fois, sans vraiment trancher.

À la mi-avril 1970, Sisco a été envoyé au Moyen-Orient pour sonder les gouvernements sur les conditions d'un règlement politique. Il rencontre Nasser, qui, tout en acceptant le principe d'un règlement politique, se montre déçu par l'absence de nouvelles propositions. L'émissaire américain insiste sur l'aspect psychologique du règlement548 :

> M. Sisco n'avait pas abordé la question d'un cessez-le-feu, sachant ce qu'en pensait son interlocuteur, il s'était inspiré de l'idée que l'Amérique était la seule puissance capable d'amener Israël à l'examen de sacrifices indispensables pour obtenir la paix. Il avait donc prêché la nécessité d'abandonner les positions maximalistes auxquelles les deux adversaires se tenaient. Il avait déclaré à Nasser qu'il ne devait pas sous-estimer l'impact psychologique qu'aurait sur Israël le fait de voir l'Égypte accepter un contact, une forme de dialogue. Les Juifs souffraient de tout ce qu'impliquait, sur un plan très profond, le refus arabe de les reconnaître comme interlocuteurs. Sans ce refus, bien des choses seraient possibles. Il y avait là un atout sérieux dans la main du raïs, s'il voulait en user, pour fléchir Israël.

Pendant que Sisco est à Jérusalem, où les Israéliens refusent toute référence à un « retrait » ou à un terme équivalent, les organisations palestiniennes organisent à Amman des manifestations massives de protestation avec des pancartes portant des inscriptions comme « Les Phantom américains tuent les enfants arabes ». La foule s'en prend aux bâtiments de l'ambassade américaine. La bibliothèque du centre d'information est incendiée, tandis que le drapeau américain est remplacé par le drapeau palestinien. Sisco décide de « différer » sa visite en Jordanie et part pour Beyrouth où il doit faire face à des manifestations étudiantes. L'ambassadeur américain, qui transmet une note énergique de protestation, voit son rappel demandé par les autorités jordaniennes. Le roi Hussein prend comme une offense personnelle l'annulation de la visite du secrétaire d'État adjoint alors qu'il a pris des risques en acceptant de le recevoir. De surcroît, des écoutes téléphoniques ont montré que l'ambassadeur est entré en contact avec certains responsables palestiniens, le Département d'État ayant des doutes sur la survie du régime hachémite. D'ici l'arrivée d'un

nouvel ambassadeur, la CIA assure la liaison avec le roi. Son représentant sur place est convaincu que le monarque a les moyens et la détermination d'écraser la résistance palestinienne et le fait savoir à Washington[549].

Tout en conservant un contrôle étroit du pouvoir, Hussein, à l'occasion d'un remaniement ministériel, semble donner un poids plus important aux partisans d'une entente avec les fedayins.

Terminant sa tournée par une visite à Téhéran, Sisco utilise une formule contournée qui mentionne les Palestiniens pour la première fois :

> Les États-Unis réalisent parfaitement qu'il ne peut y avoir au Moyen-Orient de paix durable, stable et juste, si une telle paix ne répond pas aux exigences légitimes des multiples populations dont la vie dépend de ce qu'on appelle le problème palestinien.

Cette déclaration ne provoque qu'un profond scepticisme aussi bien chez les Arabes que chez les Israéliens. De fait, Nixon autorise Kissinger à dire à Rabin que les États-Unis reprendront leurs livraisons d'avions de combat, mais dans la plus grande discrétion afin de ne pas provoquer de protestations arabes. Le conseiller à la sécurité nationale trouve que cela a pour inconvénient de faire perdre son aspect dissuasif à la décision[550]. Les semaines suivantes, la diplomatie américaine se trouve paralysée par la crise que provoque la révélation de l'intervention au Cambodge.

Le discours nassérien par rapport aux États-Unis oscille entre des accusations véhémentes contre l'aide à Israël, qui fait que tout progrès égyptien face à l'ennemi se trouve contré par l'intervention de Washington, et des appels à un changement de politique. Dans son discours du 1er mai, Nasser adjure Nixon, qu'il a rencontré en 1963 et dont il a apprécié la franchise, de cesser d'agir contre le monde arabe pour que la dégradation n'affecte pas, pour des dizaines voire des centaines d'années, les relations entre Américains et Arabes. En focalisant ses interventions sur le rôle des États-Unis, il excuse l'intervention soviétique et montre que le véritable rapport de force n'est pas entre l'Égypte et Israël, mais entre les Arabes et les Américains. S'il y a là un fondement de vérité, cela lui permet de faire porter la responsabilité des « revers arabes » sur la puissance américaine. Au-delà, cela montre combien le facteur américain joue un rôle essentiel dans l'appréhension de la situation chez les décideurs égyptiens. Nasser travaille activement à se poser comme chef du monde arabe et envoie des

émissaires auprès des autres gouvernements arabes pour réaliser l'unité d'action autour de sa personne. L'échec est inévitable en raison des divisions anciennes, bien que le refroidissement des relations entre le roi Hussein et les Américains serve son but.

La base réelle du pouvoir de Nasser est le bloc formé par l'Égypte, le Soudan et la Libye. Leurs trois chefs d'État tiennent des sommets réguliers et annoncent des mesures diverses de coopération à chacune de ces occasions. Lors du sommet du 28 mai 1970, ils annoncent que les Soviétiques resteront sur place jusqu'à ce que les Israéliens évacuent les territoires occupés. Radicalisation arabe et implication soviétique deviennent leur principale stratégie politique.

Symétriquement, les Israéliens insistent sur le rôle des Soviétiques dont ils dramatisent l'importance. Ils vont jusqu'au bout de leur logique d'explication qui fait du conflit israélo-arabe un élément essentiel de la guerre froide. Après tout, sans aide soviétique, les Arabes auraient sans doute capitulé depuis longtemps. En ce qui concerne la résolution 242, Golda Meir reprend le discours habile d'Abba Eban : la résolution 242 n'est qu'une énumération de sujets qui doivent être traités par des négociations directes. En conséquence, elle ne comprend aucune obligation, en particulier en matière de retraits. La paix doit être totale, comprenant la reconnaissance, l'établissement de relations diplomatiques et des relations amicales de coopération (ce qui n'est pas présent dans la résolution 242). Au sein du gouvernement israélien, la divergence entre « colombes » et « faucons » est très superficielle. Elle porte davantage sur des différences de rhétorique, de style et de comportement (et aussi sur des animosités personnelles) et appartient largement au domaine des relations publiques. Les plus « modérés », comme Eban, en restent au plan Allon ou à des projets équivalents. Dans la population, il y a parfois un certain sentiment de lassitude, mais pas de véritable contestation de la politique suivie. De l'avis général, « il n'y a pas d'autre choix » en l'absence d'offre arabe de paix véritable.

Kissinger suit la vision israélienne d'une vaste progression soviétique dans la région et enrage des obstacles mis par la bureaucratie gouvernementale à la reprise des livraisons d'armes à Israël. Nixon n'a pas défini les quantités et les modalités de financement et est trop accaparé par

la crise cambodgienne pour intervenir vigoureusement dans le conflit bureaucratique. Le Département d'État espère que la crise forcera Israël à accepter le plan Rogers et considère qu'il ne faut pas entrer dans une escalade de fournitures d'armes entre les deux superpuissances. De son côté, le Pentagone est hostile à des livraisons qui se feront nécessairement au détriment de l'effort de guerre au Vietnam. Les groupes de pression pro-israéliens rédigent une lettre signée par 76 sénateurs, républicains et démocrates, demandant la livraison sans tarder de chasseurs-bombardiers à Israël pour faire face à la menace soviétique. Il est à noter que les « colombes » de la guerre du Vietnam, comme le sénateur McGovern, sont parmi les plus engagés dans ces demandes de livraisons d'armement à Israël. Ils sont relayés par 86 représentants, qui adoptent un texte analogue.

Dans les discussions bilatérales, Dobrynine insiste sur le fait que ce sont les raids aériens israéliens en profondeur qui ont bouleversé la situation et que l'intervention soviétique, de nature « défensive », a eu pour mérite d'y mettre fin. Dans les discussions à deux et à quatre, on enregistre des progrès sur l'aspect procédural du règlement de paix (articulation des différentes étapes et des déclarations concomitantes), mais le blocage demeure sur la question du retrait (qui ne comprend pas Gaza et Jérusalem) et sur la nature des négociations israélo-arabes (on ne trouve pas de succédané à la « formule de Rhodes ».

Au Liban, l'armée israélienne lance un raid massif de représailles en profondeur accompagné de destruction de maisons dans les villages frontaliers (9-12 mai 1970). Selon les règles élémentaires de la guérilla, les fedayins se sont immédiatement repliés, et l'estimation de leurs pertes varie entre 30 et 100 tués. L'armée libanaise a subi le choc (6 morts, 11 blessés), ce qui lui redonne un gain de popularité. L'aviation syrienne est intervenue et a perdu 3 Mig-17. Libanais et Palestiniens crient victoire.

Les violences des deux côtés reprennent dès le 14 mai. La *Sa'iqa*, accompagnée probablement de troupes syriennes, occupe l'Arkoub avec une force d'environ 3 000 hommes. Le gouvernement libanais tente d'arriver à un compromis avec la Syrie. Le 21 mai, un commando du FPLP-CG de Jibril attaque un bus scolaire israélien à 2 kilomètres de la frontière, tuant 11 enfants et 3 professeurs et faisant de nombreux blessés graves. Arafat condamne cette opération contre la population civile.

En représailles, le 22 mai, l'armée israélienne se déchaîne sur la région de Bint-Jbail, faisant 20 tués civils et de nombreuses destructions. Il ne s'agit pas de « dégâts collatéraux », les villages ayant été délibérément visés. L'intention proclamée du gouvernement israélien est de « faire regretter au Liban sa complicité avec les terroristes » (déclaration d'Allon lors des funérailles des victimes de l'attentat). Les semaines suivantes, l'armée israélienne organise régulièrement des patrouilles à l'intérieur du territoire libanais, ce qui fait craindre l'amorce d'un début d'occupation, d'autant plus que des « postes d'observation » temporaires sont établis.

Pour la première fois, une partie de la population chiite du Sud a dû fuir devant l'invasion israélienne. La classe politique appelle à la solidarité nationale avec le Sud. Une grève générale de protestation « contre la négligence et l'inconscience manifestées à l'égard du Liban-Sud, des dangers qui le menacent et de la catastrophe à laquelle il est exposé » est lancée par l'imam Moussa Sadr, le brillant chef religieux chiite. Elle est très largement suivie dans l'ensemble du pays, mais l'ambiguïté demeure sur son sens, les uns y voyant une condamnation des activités de la résistance palestinienne, les autres, un geste de solidarité envers les victimes des opérations israéliennes.

Au mois de juin, le gouvernement, sous l'inspiration de Kamal Joumblatt, cherche à imposer un strict respect de l'accord du Caire en interdisant en particulier le port d'armes aux Palestiniens en dehors des zones de combat. Habache déclare à la presse libanaise, le 14 juin[551] : « J'ai lu une seule fois l'accord du Caire et je l'ai jeté au panier. Il a pu servir pendant une période déterminée. Il serait fou de l'invoquer pour bloquer la guérilla ou pour la condamner à un arrêt de croissance. » Néanmoins, les instructions du gouvernement libanais sont provisoirement respectées.

Comme d'habitude, le Fatah semble se plier aux demandes gouvernementales tandis que le FPLP et les autres organisations radicales les contestent au nom des exigences de la révolution. Habache se pose clairement en compétiteur d'Arafat. Le FPLP exige une révision des institutions de l'OLP sur la base d'une égalité proportionnelle entre les différentes organisations de résistance, la substitution des structures révolutionnaires aux structures bureaucratiques et la réalisation de son

programme politique par des méthodes révolutionnaires. Il n'envoie qu'un délégué symbolique au 7e CNP qui se tient au Caire au début du mois de juin552. Il proteste ainsi contre le fait qu'Arafat a accordé le même nombre de sièges au FPLP et au FDLP, dans la logique de diviser pour mieux régner. Les débats sont souvent orageux.

Le conseil national insiste comme il se doit sur l'unité palestinienne et la lutte armée. On décide la création d'un comité central de 27 membres, où seront représentées toutes les organisations, et un commandement militaire unifié, qui devrait avoir une autorité complète sur les différentes forces palestiniennes. Comme on peut s'en douter, ces institutions se révéleront largement fictives. Le trait d'union reste la guerre populaire de libération et le rejet de toute solution aboutissant à la liquidation de la révolution palestinienne. On appelle à la solidarité et à la participation de tous les Arabes à la lutte anti-impérialiste, en particulier les peuples jordanien et palestinien. On soutient toutes les luttes anti-impérialistes dans le monde, notamment celles des peuples indochinois dans leur combat héroïque contre l'impérialisme américain. On salue en particulier la Chine populaire, qui a reçu Arafat avec de grands honneurs et approuve la totalité du programme politique palestinien, contrairement à l'Union soviétique, qui, en dépit de ses aides concrètes aux États arabes, recherche toujours une solution politique au conflit.

La démonstration qu'il s'agit là de vœux pieux est prouvée par la nouvelle crise qui éclate en Jordanie à partir du 7 juin553. Un incident à Zarqa entre une unité de l'armée et des commandos se transforme en embrasement général. Les affrontements à l'arme lourde commencent dans l'agglomération d'Amman, faisant une trentaine de morts. Le roi Hussein et Arafat tentent d'obtenir une trêve, mais la violence reprend à Amman le 9 juin. Habache déclare au magazine *Life* :

> Il nous faut être sincères et reconnaître que nous voulons une guerre de type vietnamien, non seulement en Palestine, mais dans l'ensemble du monde arabe. Israël est la créature du colonialisme issu de l'impérialisme qui procède du capitalisme. C'est pourquoi nos seuls amis sont les pays socialistes et particulièrement la Chine populaire qui estime nécessaire d'effacer Israël de la carte, car tant que cet État existera, il y aura une base [*qa'ida*] de l'impérialisme en terre arabe.

Le lendemain, le FPLP s'empare de deux hôtels internationaux, faisant 88 otages (dont le leader libanais chrétien Dany Chamoun). Habache justifie l'opération devant les intéressés comme le moyen de dissuader la poursuite du bombardement des camps et il oppose le dénuement dans lequel vivent les Palestiniens au luxe de la vie des touristes[554]. Clairement, il envisage une prise de pouvoir de la résistance en Jordanie. Les États arabes multiplient les médiations. L'Irak et la Syrie soutiennent les Palestiniens et appellent les militaires jordaniens à mettre en échec le complot impérialiste. Nasser condamne cette malheureuse tragédie qui relève du suicide et défend les tentatives de compromis de Hussein et d'Arafat.

Le 11 juin, le roi propose à Arafat le poste de Premier ministre et la liberté de désigner les ministres. Arafat refuse, mais obtient un changement de gouvernement avec l'installation aux postes clés de personnalités favorables à la résistance. Selon son expression, il ne veut pas gouverner la Jordanie, mais refuse de perdre la base d'opérations qu'elle constitue : « Nous voulons qu'Amman soit le Hanoi des Arabes, mais nous ne voulons pas qu'elle soit un autre Saigon. »

Les otages sont libérés. Les pertes humaines, surtout des civils, seraient de l'ordre de 200 tués et 500 blessés[555]. À Beyrouth, des manifestants ont incendié l'ambassade jordanienne, ce qui est une forme d'avertissement pour le gouvernement libanais.

La résistance se trouve au sommet de son pouvoir en Jordanie, mais reste divisée en dépit de la multiplication des comités d'organisation. Tous ont peur d'un complot américain destiné à la liquidation de la résistance, tandis qu'à Washington on interprète les événements comme une nouvelle étape de la progression soviétique au Moyen-Orient. Les Israéliens s'inquiètent de voir tomber un allié de l'Occident dans la région, ce qui montrerait aux Américains le prix à payer pour leur soutien à Israël et pourrait les pousser à rechercher une paix imposée. Encore une fois, le roi Hussein leur a demandé par le canal américain de le laisser concentrer ses forces dans la région d'Amman[556].

Dans la *Pravda*, Primakov, le spécialiste soviétique du Moyen-Orient, condamne le complot américain mais s'en prend aussi au comportement

aventuriste et irresponsable de certains éléments palestiniens qui mènent la politique du pire.

Les différents mouvements de résistance ont distribué des armes à la population et ont mobilisé les milices populaires des camps palestiniens. Mais ils n'ont pas réussi à établir une véritable alliance politique avec des forces purement jordaniennes. La stratégie de Habache a plutôt été de créer le plus grand chaos possible. Selon le commentaire de l'ambassadeur de France, le 12 juin :

> Le front de Georges Habache utilise ce trouble. Il a rompu avec Arafat, proclamé sa volonté de défaire la dynastie et distribue des armes à qui veut. Devenu maître de la rue, Habache joue sans détour la carte de la guerre civile. Il tient grâce à un désordre qu'aucun pouvoir plus ou moins constitué, du gouvernement au Fatah, n'a réussi depuis maintenant une semaine à endiguer. Toutefois, le Front populaire est fondamentalement fragile. Le nombre de ses militants est minime (un millier au grand maximum). Il déplaît à tous les gouvernements de la région car il exerce à leur détriment une concurrence idéologique. Enfin, sur le plan local, la population est lasse des exactions qu'il a couvertes.

C'est sur cette lassitude que les « durs » de l'entourage du roi comptent pour créer un rapport de force qui leur soit favorable dans le cadre d'une ultime confrontation. Les deux régimes baathistes, syrien et irakien, ont apporté un soutien verbal aux fedayins et ont condamné le complot sioniste et américain, mais ils ne veulent pas d'un effondrement de la monarchie qui aboutirait soit à la mise en place d'un régime progressiste concurrent, soit, de façon plus probable, à une anarchie complète où leurs contingents militaires seraient impliqués.

Le facteur imprévisible sur la scène jordanienne est l'attitude d'Arafat. Fidèle à sa ligne de conduite de refuser une guerre civile palestinienne, il fait des atermoiements une politique, attitude que l'on retrouvera à plusieurs reprises durant sa vie politique.

L'ambassadeur de France à Amman en fait une description sans complaisance le 21 juin 1970[557] :

> C'est un politicien et non un combattant, un intellectuel qui au dernier moment trouve toujours la bonne raison pour s'écarter du Rubicon. Il a

> l'obsession de la brouille avec tel ou tel État arabe et la crainte de perdre une source de subsides. Aussi bien accepte-t-il que les infinies variétés des passions de la zone trouvent leur expression particulière au sein de l'OLP et hausse-t-il ces ambiguïtés au niveau d'une théorie de la pluralité des tendances. Sur le plan pratique, il voudrait s'entendre avec Hussein mais refuse au même moment dernier de rompre avec Habache. À force d'atermoyer, il perd de sa crédibilité. Son organisation est de loin la plus puissante, 7 000 combattants peut-être sur 12 000. Et pourtant, le Fatah a joué ces jours derniers un rôle efficace. Le rythme des événements a été dominé par les Fronts. En principe, ils ne sont rien (chacun ne disposant que de quelques centaines d'hommes). Mais leur extrémisme et un sens aigu du coup spectaculaire leur confèrent prestige et autorité sur les foules d'Amman.

Les fêtes de l'évacuation des bases américaines de Libye, qui commencent le 21 juin 1970, donnent l'occasion de réunir les chefs d'État arabes progressistes. Outre une position de fermeté envers les États-Unis, il est envisagé la conclusion d'une unité fédérale entre la Libye, l'Égypte et la Syrie.

Le sommet décide la constitution d'une « commission de conciliation » entre la résistance et les autorités jordaniennes. Clairement, la Libye et l'Égypte soutiennent Arafat contre les « dérives gauchistes » de certains éléments. On obtient ainsi le 10 juillet la conclusion d'« arrangements » qui ne font que consacrer le *statu quo*[558]. Un comité mixte jordano-palestinien est chargé de le faire respecter. En dépit du renouvellement de l'interdiction de porter des armes dans les zones urbaines, la question des milices populaires palestiniennes, grande inquiétude pour la monarchie, n'est toujours pas réglée. Habache, qui a signé l'accord en tant que membre du comité central, le critique publiquement. Il déclare ainsi le 18 juillet[559] :

> Cet accord constitue un grave recul. Il existe un écart réel entre l'esprit révolutionnaire des masses et celui des dirigeants des mouvements de résistance. Le régime jordanien a réussi à soumettre les masses par l'intermédiaire du comité central. La question qui se pose maintenant est de savoir si dans la phase actuelle les leaders de la résistance n'ont pas échoué dans leur rôle de dirigeants.

La confrontation israélo-soviétique

La participation soviétique à la défense de l'Égypte internationalise la crise et lui donne un caractère encore plus dangereux. Si les forces soviétiques combattent directement les Israéliens, les Américains seront contraints d'intervenir avec un risque de confrontation directe des deux superpuissances. Bien évidemment, ces dernières ne veulent pas entrer dans un tel processus et travaillent à l'éviter, mais on se trouve bien dans une situation « au bord du gouffre » à un moment où la guerre du Vietnam reprend avec violence avec l'affaire cambodgienne. La stratégie égyptienne est de profiter de cette conjoncture pour placer le long du canal le rideau de missiles antiaériens ouvrant la possibilité de traverser le canal. Nasser rend hommage à l'aide des Soviétiques tout en marquant que le maintien de leur présence est conditionné à celui de l'occupation israélienne des territoires occupés et qu'il n'exclut pas d'avoir recours, s'il le faut, aux Américains pour arriver à une paix juste. La position israélienne consiste à éviter d'avoir à se battre contre les Soviétiques tout en transformant la défense des conquêtes israéliennes en opposition à l'expansion soviétique – Golda Meir traite l'Union soviétique de « plus grande puissance impérialiste de tous les temps. » Dayan déclare que l'on risque en permanence une confrontation armée avec les Soviétiques, mais que l'on peut s'en accommoder. Plus que l'État hébreu, c'est l'Occident qui est mis en danger par la pénétration soviétique au Moyen-Orient.

Les combats sont devenus quotidiens dans la zone du canal. Les Égyptiens ont recours aux barrages d'artillerie, aux opérations de commandos et même, en dépit de leur nette infériorité, aux raids aériens. Les Israéliens utilisent massivement leur supériorité aérienne pour bombarder l'ensemble de la zone. Ils veulent y couper toutes les voies d'accès afin d'isoler les forces égyptiennes et les empêcher de déployer les Sam-3.

Les pertes israéliennes enregistrent un pic en mai 1970, puis elles déclinent selon les chiffres officiels (les communiqués de guerre arabes donnent en moyenne des chiffres dix fois supérieurs).

Pertes israéliennes sur le front égyptien[560]

	pertes	tués	blessés
Mars 1970	41	7	34
Avril 1970	89	27	62
Mai 1970	99	36	63
Juin 1970	60	16	44
Juillet 1970	52	6	46

Les pertes égyptiennes pour la période correspondante s'éléveraient à plus de 2 000 tués. Néanmoins, on aurait eu tendance à les surestimer durant la totalité de la guerre d'usure561.

À la fin juin, les Syriens engagent leurs forces sur le Golan. S'ils ont des pertes importantes, leurs troupes se sont bien tenues et ont montré des capacités de combat bien supérieures à celles d'avant juin 1967. Les communiqués syriens annoncent des pertes très lourdes du côté israélien, sans commune mesure avec la réalité, mais les combats ont été réellement violents. L'effet psychologique est considérable. Cela renforce d'ailleurs la position du ministre de la Défense, Hafiz al-Assad. Selon les estimations israéliennes, les Syriens auraient eu 350 tués contre 10 de leur côté.

À partir du 29 juin, les pertes aériennes israéliennes (dont 5 Phantom) deviennent sensibles. Elles sont le fruit du déploiement des Sam-2 disposés à 30 kilomètres du canal avec certains éléments plus avancés en dépit des bombardements israéliens. Au lieu de simples tirs comme au Vietnam, les Égyptiens et leurs conseillers soviétiques pratiquent des tirs de barrage à partir de plusieurs sites à la fois, saturant l'espace aérien. Se couvrant les unes les autres, les batteries de Sam-2 et maintenant de Sam-3 avancent inexorablement vers le canal. Pour tromper l'ennemi, toutes les ressources du camouflage sont utilisées. On se sert en particulier de fausses batteries qui attirent sur elles les bombardements israéliens.

L'inquiétude israélienne devient sensible. Si la ligne Bar Lev se trouve privée de couverture aérienne, l'écrasante supériorité numérique

égyptienne permettrait une traversée du canal. Les Israéliens parviennent seulement à retarder et non à arrêter le déploiement des Sam-2 et Sam-3. Les pilotes de Phantom, engagés en permanence, sont au bord de l'épuisement. Le discours israélien devient alarmiste. Eban va jusqu'à déclarer que la bataille du canal est une bataille pour la survie même d'Israël[562]. Mais on refuse d'entendre les suggestions des hommes du front sur l'intérêt d'abandonner les positions avancées au profit d'une ligne plus en arrière dans le Sinaï. Le facteur psychologique l'emporte sur les données stratégiques.

La frustration est grande devant l'impossibilité de transformer les succès militaires en gains politiques. L'effort de guerre est bien supérieur à celui d'avant juin 1967, ainsi que les pertes humaines. Le gouvernement de Golda Meir reste populaire, mais au prix du refus d'énoncer les conditions d'une paix effective, en particulier en matière d'annexions territoriales. La montée de la tension sur le canal pousse à un regain de détermination qu'entretient le discours de la classe politique, qui passe alternativement de l'exaltation de la supériorité militaire au risque de destruction collective.

Le danger de confrontation israélo-soviétique devient tangible le 21 juillet quand, pour la première fois, des avions à cocarde égyptienne mais pilotés par des Soviétiques engagent le combat avec des avions israéliens. La poursuite s'arrête sur la ligne du canal.

Le second plan Rogers

À Washington, Nixon a beaucoup de difficultés à arbitrer entre Rogers et Kissinger[563]. Il interprète le conflit entre les deux hommes comme une rivalité personnelle avant tout. Pour Kissinger, les Soviétiques sont en train de consolider leur présence en Égypte, étape préparatoire à une expansion ultérieure destinée à détruire l'influence occidentale dans la région. Leur véritable ennemi n'est pas Israël, mais les États-Unis. Une paix israélo-arabe ne réglerait rien, puisque Moscou continuerait d'utiliser les radicaux arabes pour miner les positions occidentales. Pour Rogers, il existe pour la première fois une réelle possibilité de négociations : les Israéliens sont inquiets pour leur supériorité militaire, et les Égyptiens ne souhaitent pas la

perpétuation de la présence soviétique, la paix conduirait ainsi au départ des troupes soviétiques.

Les discussions Dobrynine-Kissinger du 10 juin[564] soulignent les contradictions de la situation. L'ambassadeur tente de montrer le sérieux des propositions soviétiques en faveur de la paix israélo-arabe en proposant que l'Union soviétique garantisse chaque élément controversé du règlement (golfe d'Akaba, canal de Suez). Il reconnaît que, dans les circonstances du moment, le gagnant politique d'un règlement serait son pays, qui en récolterait le mérite chez les Arabes. Kissinger tente d'obtenir une garantie de départ des troupes soviétiques d'Égypte en cas de règlement. Dobrynine n'a pas les instructions pour traiter de ce sujet et doit en référer à son gouvernement. Pour l'Américain, le maintien du *statu quo* comme un règlement de paix dans les conditions actuelles sont inacceptables.

Ébranlé par la crise cambodgienne qui a fait de lui un fauteur de guerre, Nixon accepte les arguments de Rogers. Une initiative de paix américaine permettra d'apparaître cette fois en pacificateur[565]. Il laisse le secrétaire d'État élaborer une nouvelle série de propositions censées servir de base pour une reprise de la mission Jarring. Ce que l'on appellera le second plan Rogers a une portée limitée : un cessez-le-feu de quatre-vingt-dix jours pendant lequel Israéliens et Égyptiens discuteraient, par l'intermédiaire de l'ambassadeur suédois, sur la conclusion d'un accord fondé sur la résolution 242. Les deux parties doivent s'engager à ne pas changer le *statu quo* militaire durant cette période dans une zone de 50 kilomètres de part et d'autre du canal, ce qui signifie interdire aux Égyptiens de déployer leur dispositif antiaérien. L'initiative est étendue à la Jordanie. Chacune des parties doit clairement s'engager à reconnaître la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des autres parties. Comme l'explique Sisco à l'ambassadeur de France à Washington, la proposition exige deux importantes concessions de la part d'Israël[566] :

> D'une part, la question de la procédure de négociation était laissée entièrement à la discrétion de M. Jarring. D'autre part, si le gouvernement israélien acceptait la proposition américaine, il se trouverait engagé effectivement, pour la première fois, à accepter le principe du retrait de ses troupes des territoires occupés. M. Sisco tenait à préciser que les

États-Unis n'avaient pas encore obtenu d'Israël ces deux importantes concessions et qu'ils allaient s'employer à rallier Tel-Aviv à leurs vues.

Du côté arabe, le document américain ne supposait rien de plus que ce qui avait été déjà accepté par les gouvernements jordanien et égyptien au titre de la résolution 242, à savoir l'acceptation du rétablissement de la paix et la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence. En d'autres termes, l'initiative américaine revenait à ne demander de concessions, en l'état actuel des choses, qu'à Israël.

Ce plan est communiqué aux représentants des trois autres grandes puissances et aux intéressés le 20 juin. Il provoque immédiatement une réaction de colère de la part du gouvernement israélien. Golda Meir affirme qu'il s'agit là de la pire formulation américaine qu'Israël ait jamais vue. Elle laisse clairement entendre qu'elle mobilisera contre l'administration Nixon tous les soutiens d'Israël aux États-Unis[567] si le président soutient les propositions de Rogers. Elle est appuyée dans ce sens par Kissinger, qui veut enlever à Rogers ses compétences sur le Moyen-Orient.

Le second plan Rogers est rendu public le 25 juin 1970 dans une conférence de presse du secrétaire d'État. Il prend un caractère plus général d'application de la résolution 242 – encouragement donné aux parties d'aller vers une paix juste et durable qui prendrait pleinement en compte les aspirations légitimes et préoccupations de tous les gouvernements et peuples de la région[568]. Sans être précisément nommés, les Palestiniens sont ainsi pris en compte.

Les gouvernements israélien et égyptien ne s'expriment pas officiellement, attendant chacun que l'autre rejette les propositions américaines. Nasser, qui travaille à un rapprochement avec la Syrie, se contente d'affirmer que l'Égypte n'entrera pas dans la voie d'un règlement séparé et qu'elle est prête à donner la priorité au Golan sur le Sinaï, et que par ailleurs tout règlement sans les Palestiniens n'a pas de sens. Il part ensuite pour l'Union soviétique tandis que son ministère des Affaires étrangères entreprend une étude détaillée du contenu du plan Rogers considéré de façon positive à la suite des assurances données par le chargé d'affaires américain au Caire, Bergus, que les États-Unis sont prêts à exercer des pressions sur Israël.

Le Liban et la Syrie font comme s'ils n'étaient pas concernés, le premier parce qu'il s'en tient à l'armistice de 1949, la seconde parce qu'elle refuse toute solution politique. Le roi Hussein se tait, car toute acceptation de sa part donnerait le signal d'une nouvelle confrontation armée avec les fedayins. Il préfère, au grand mécontentement des États-Unis, relancer la question de Jérusalem au Conseil de sécurité. La totalité des mouvements palestiniens rejette le plan Rogers qui ne les mentionne pas et annonce leur intention de s'opposer à toute tentative de l'appliquer.

Pour les États-Unis, ces propositions sont insuffisantes sur le fond en raison du maintien de l'ambiguïté sur l'ampleur du retrait israélien. On se félicite du rôle donné à Jarring, mais on déplore le refus de passer par la concertation à quatre. Les Soviétiques partagent cette perspective.

Kissinger travaille activement à saboter le plan Rogers. Il marque à Nixon que Dobrynine continue de refuser de donner une réponse en ce qui concerne le départ des troupes d'Égypte[569]. Nixon hausse le ton le 1er juillet en comparant, dans un entretien télévisé, la situation du Moyen-Orient à celle des Balkans en 1914 et évoquant le risque de confrontation directe des deux superpuissances dans cette région. Il ne laissera pas les Arabes acquérir la supériorité militaire sur Israël. Concrètement, les Américains fournissent des contre-mesures électroniques aux Israéliens pour les protéger des missiles.

Les discussions du mois de juillet 1970 entre Kissinger et Dobrynine ne marquent aucun progrès, l'Américain exigeant un engagement précis sur le retrait des troupes soviétiques après la conclusion d'un règlement politique entre Israël et les Arabes, le Soviétique demandant d'abord à connaître la nature de ce règlement et surtout les engagements politico-militaires que les Américains sont prêts à prendre à la suite dudit règlement.

Le début du séjour de Nasser en Union soviétique est marqué par les succès de la défense antiaérienne égyptienne qui abat plusieurs avions israéliens – plusieurs pilotes sont faits prisonniers (29 juin 1970)[570]. Le président égyptien décrit la montée en puissance de son armée qui atteindra 750 000 combattants pour la fin de l'année et un million l'année suivante. Il faut cependant parachever le dispositif de défense antiaérienne, et il demande donc de nouvelles livraisons de matériel dans ce sens.

Brejnev l'interroge sur le sens à donner à l'union avec la Syrie, qui a rejeté la résolution 242. Nasser explique que Damas n'a pas refusé le principe d'une solution politique, mais qu'il ne croit pas à la possibilité de son application en raison du refus israélien. L'union fédérale permettra de créer un rapport de force favorable à cette solution. Le plan Rogers fournit des perspectives intéressantes à condition de donner des orientations précises à Jarring. On s'entend pour une étude complète de la question entre ministres soviétique et égyptien.

Clairement, Nasser a mentionné successivement la possibilité d'une solution militaire puis d'une solution politique. Les deux perspectives n'enchantent guère les dirigeants soviétiques. Ils craignent une défaite militaire égyptienne et ne veulent pas d'un succès politique américain.

Le 2 juillet, Nasser entame une série d'examens médicaux et la discussion continue au niveau ministériel. La déclaration de Nixon, le même jour, sur les dangers de la situation provoque une forte inquiétude. L'intention proclamée de Kissinger de chasser les Soviétiques du Moyen-Orient et de favoriser les « modérés » arabes au détriment des « radicaux » jette la suspicion sur le sérieux de l'initiative américaine, d'autant plus que les États-Unis n'ont rien fait pour aider le « modéré » Hussein à recouvrer la Cisjordanie.

Le 11 juillet, Brejnev annonce la décision soviétique d'accéder à la plus grande partie des demandes égyptiennes. Nasser affirme qu'il accepte la solution politique sur la base d'un retrait complet des territoires occupés et du retour des réfugiés palestiniens. Il annoncera donc son acceptation du plan Rogers. Comme Israël l'a refusé, cela introduira une division entre les États-Unis et Israël. Jarring ne pourra rien faire, et, au bout de trois mois de cessez-le-feu, la reprise des combats sera considérée comme légitime. Pendant ce temps, l'Égypte aura renforcé ses positions politiques et militaires.

La dernière réunion, le 16 juillet, permet de récapituler l'ensemble des sujets. L'Union soviétique soutiendra diplomatiquement l'Égypte lorsqu'elle annoncera son acceptation du plan Rogers et lui fournira les éléments nécessaires à sa défense. On reste dans une totale ambiguïté concernant l'éventuelle solution militaire. Le communiqué commun du même jour reprend les termes habituels de la rhétorique des deux pays. Il

insiste sur la nécessité d'un règlement pacifique sur la base de la résolution 242 et du droit au retour des réfugiés. Clairement, il constitue une solution d'attente avant l'annonce officielle des décisions égyptiennes. Le 19 juillet, des sources officieuses égyptiennes font savoir qu'un plan va bientôt être communiqué. Immédiatement, les organisations palestiniennes marquent leur opposition à toute acceptation du plan américain.

Sans relation directe, le 22 juillet, un avion de ligne des Olympic Airways en provenance de Beyrouth est détourné sur Le Caire. Après une brève négociation, la libération de Palestiniens détenus en Grèce à la suite d'opérations précédentes est obtenue. L'affaire a été montée par une petite organisation radicale, le Front de la lutte armée palestinienne. Le commando est reçu avec les honneurs par les autorités égyptiennes, qui ne veulent pas, dans la conjoncture présente, heurter de front les Palestiniens.

Le cessez-le-feu

Le 22 juillet, la diplomatie égyptienne fait savoir aux quatre grands l'acceptation du plan Rogers571. L'annonce officielle est faite par Nasser lors de son discours anniversaire de la révolution le 23 juillet. On ne parle pas explicitement de reconnaissance de l'État d'Israël ni de conclusion d'un accord de paix avec ce pays, mais de mise en application des résolutions de l'ONU dans toutes leurs dispositions, y compris celles concernant les Palestiniens. Le changement essentiel est l'abandon du préalable d'une évacuation complète des territoires occupés avant toute négociation. La discussion par l'intermédiaire de la mission Jarring portera donc à la fois sur les modalités de l'évacuation et sur les garanties de sécurité.

Parallèlement, Dobrynine transmet à Rogers puis à Kissinger l'accord de l'Union soviétique à la reprise de la mission Jarring après le cessez-le-feu et à la continuation des discussions bilatérales et quadrilatérales, c'est-à-dire l'absence d'objection au plan Rogers.

Les États-Unis et Israël se trouvent ainsi mis au pied du mur. La première réaction israélienne est de dénoncer le discours de Nasser comme un piège, le contenu du plan Rogers ayant été déformé.

Arafat rejette naturellement la mission Jarring tout en refusant de s'opposer frontalement à Nasser[572]. Il pense gagner du temps dans l'attente de l'inévitable rejet par Israël du plan Rogers. Au contraire, Habache y voit une tentative de liquidation de la révolution palestinienne. Il fait la distinction entre les régimes progressistes qui n'oseront jamais combattre les Palestiniens et les régimes réactionnaires qui tenteront de le faire. Il en appelle aux masses pour faire face aux dangers présents et déclare que « la résistance palestinienne est prête, si nécessaire, à transformer la région en un enfer où seront pris pour cibles les intérêts de la réaction et de toute force qui cherche à la liquider ».

Le Baath irakien appelle à la constitution d'un front arabe de la fermeté sous sa direction pour repousser toutes les tentatives de solution défaitiste et capitulationniste. Le Baath syrien est plus modéré dans ses réactions, mais il s'exprime dans le même sens tout en faisant comme si Nasser ne s'était pas prononcé en faveur du plan Rogers.

La Jordanie est la plus exposée. Depuis 1967, le roi Hussein tient toujours à se couvrir du patronage de Nasser. Le plan Rogers correspond à ce qu'il a toujours demandé. En dépit des réactions prévisibles de la résistance palestinienne, le gouvernement jordanien accepte donc le plan Rogers avec le maximum de précautions rhétoriques, le 26 juillet 1970 : retrait total des territoires occupés, reconnaissance légitime des droits du peuple palestinien. Le cessez-le-feu concerne l'armée jordanienne mais non la résistance. Le roi Hussein dit explicitement qu'il calque son attitude sur celle de Nasser. De plus, il craint qu'avec l'accord de l'Union soviétique et des États-Unis, l'Égypte ne soit en train de préparer un règlement séparé qui laisserait la Jordanie isolée face à Israël. Nasser est contraint de multiplier les assurances contraires. L'inquiétude immédiate porte, outre les manifestations populaires organisées par les Palestiniens[573], sur l'attitude des troupes irakiennes stationnées dans le royaume. Respecteront-elles le cessez-le-feu ?

En Égypte même, la décision suscite beaucoup de critiques. Le congrès du parti unique, l'Union socialiste arabe, voit Nasser faire face à des questions parfois nettement hostiles. Il y répond avec vivacité et rend publics les échanges. Il est clairement expliqué que l'Égypte ne peut s'offrir le luxe d'apparaître comme belliciste, ce qui légitimerait du point

de vue international les livraisons d'armes américaines à Israël. L'inévitable refus israélien mettra les Arabes en position de force. On murmure que le vice-président Sadate, absent pour cause de maladie, aurait été mis à l'écart après son refus d'approuver la politique suivie574.

Il devient clair que, loin d'apparaître comme une manœuvre politique, l'acceptation par Nasser du plan Rogers révèle la contradiction profonde entre les buts des États arabes (liquider les séquelles de l'agression) et ceux de la résistance palestinienne (libération de la Palestine). La démarche réaliste du président égyptien se confronte avec la puissance symbolique représentée par la cause palestinienne qui concentre en elle tous les éléments du nationalisme arabe et de la lutte anti-impérialiste. Les concurrents traditionnels de Nasser, les deux Baath, exploitent la situation, mais sans indiquer par quels moyens ils s'opposeront à la politique égyptienne. En revanche, Nasser dispose du soutien de la Libye et surtout de l'approbation permanente de l'Union soviétique, qui s'en prend aux « éléments extrémistes » du monde arabe.

Comme les organisations palestiniennes multiplient les critiques offensantes, le gouvernement égyptien interdit, le 29 juillet, les émissions des radios palestiniennes émettant à partir de l'Égypte et appartenant toutes à la mouvance du Fatah.

Pour apaiser les Israéliens, Sisco rédige une lettre présidentielle à Golda Meir pour laquelle il consulte étroitement Rabin. Approuvée par Nixon, elle est envoyée le 24 juillet. C'est la première des « secondes déclarations Balfour » américaines575 (engagement en faveur des revendications israéliennes). Outre l'assurance de maintenir la supériorité militaire israélienne, la lettre comprend l'engagement que la détermination des frontières doit être obtenue dans le cadre de négociations sous les auspices de l'ambassadeur Jarring, que les États-Unis n'exerceront pas de pression sur Israël pour le forcer à accepter une solution à la question des réfugiés qui modifierait le caractère juif de l'État d'Israël ou mettrait en danger sa sécurité. L'accord de paix impliquera des obligations réciproques des parties. Il est ajouté qu'aucun soldat israélien ne sera retiré des lignes actuelles jusqu'à ce qu'un accord contractuel de paix satisfaisant pour Israël ne soit conclu576.

Loin d'être satisfaite, Golda Meir multiplie les exigences et obtient le principe de nouvelles livraisons d'armes. Eban, Allon et Rabin poussent depuis le début à l'acceptation du plan Rogers, de peur de voir les relations israélo-américaines irréparablement atteintes. Begin, au contraire, se pose en adversaire irréductible, tandis que Dayan exprime son intention de démissionner en cas d'acceptation.

La situation militaire impose la solution. La perte de 5 Phantom en un mois signifie que l'on ne peut tenir la ligne du canal sans aide matérielle américaine. Le 25 juillet, une seconde fois, des pilotes soviétiques engagent le combat contre des avions israéliens, endommageant un Skyhawk. En réplique, les Israéliens organisent, le 30, une embuscade aérienne où ils réussissent à descendre 5 Mig-21 pilotés par des Soviétiques. À leur tour, le 1er août, les Soviétiques utilisent leurs points forts et réussissent à attirer des avions israéliens dans une zone saturée par les missiles et abattent un Phantom et un Mirage.

Golda Meir ne veut pas donner l'impression de céder sous la contrainte et réunit tous les jours son gouvernement pour discuter de la situation. Elle cherche à maintenir l'unité nationale, c'est-à-dire à conserver Begin et la droite dans le cabinet. Mais le chef du Gahal rejette tout ce qui pourrait apparaître comme une acceptation de la résolution 242. Finalement, le 31 juillet, Israël répond positivement *(affirmatively)* aux propositions américaines. Le 3 août, Begin et la droite mettent fin au gouvernement d'union nationale.

L'acceptation par les deux parties du cessez-le-feu est le seul grand succès diplomatique de l'administration Nixon dans ses premiers dix-huit mois d'exercice. C'est la réussite personnelle de Rogers et de Sisco au détriment de Kissinger. Reste à l'appliquer.

La réponse positive israélienne ne constitue pas une acceptation des propositions américaines. La reprise de la mission Jarring est de la compétence de l'ONU. La déclaration officielle israélienne du 3 août, reprise dans une déclaration de Golda Meir le 4 et une lettre de Rabin à Rogers le même jour, définit les positions transmises à Jarring : acceptation du cessez-le-feu pour au moins trois mois, discussions sous les auspices de Jarring pour arriver à l'abandon de tout état de belligérance et à

un retrait des forces israéliennes jusqu'à des frontières sûres et reconnues à déterminer dans l'accord de paix.

Alors que les Égyptiens ont répondu aux Américains, les Israéliens s'adressent à Jarring et exigent que leurs demandes servent de bases à la négociation. Le Suédois refuse de reprendre sa mission tant qu'il n'y a pas de texte commun aux deux parties. Rogers veut imposer ses propositions comme base, mais les Israéliens refusent. S'ensuivent des échanges téléphoniques violents entre Sisco, Rabin et Meir. Les deux Israéliens tentent de faire intervenir Kissinger en leur faveur. Pour une fois, le conseiller présidentiel suit la ligne du Département d'État et demande clairement si oui ou non Israël a accepté le plan Rogers.

Pendant ce temps, les rampes de missiles continuent de progresser en direction du canal. Le risque est de voir les Israéliens entreprendre une opération massive pour les détruire. Sisco se démène pour parvenir à un accord de cessez-le-feu, téléphonant en même temps aux Israéliens et aux Égyptiens. Il arrive, le 7 août, à l'acceptation par les deux parties d'un accord leur interdisant à chacune de modifier le *statu quo* militaire dans une zone de 50 kilomètres de part et d'autre du canal. Pour Dayan, il est temps maintenant de conclure, en raison de la progression des rampes égyptiennes. Le cessez-le-feu est fixé à minuit, heure israélienne (1 heure du matin, heure égyptienne).

Dayan exige d'introduire une clause interdisant l'installation de nouvelles rampes de missiles, mais son texte n'est transmis que dans la journée du 8 aux Américains, qui le communiquent aux Égyptiens le 9. Ces derniers le refusent puisque ce n'est pas compris dans l'accord originel.

Le matin du 8 août, un respect total du cessez-le-feu est observé des deux côtés, où les soldats sortent avec précaution de leurs fortifications. Mais les avions israéliens qui volent du côté de la ligne israélienne peuvent voir qu'en fait les Égyptiens sont en train d'installer les rampes et les radars correspondants. Les Américains ont besoin de confirmer par eux-mêmes et demandent l'autorisation d'envoyer des avions U-2 au-dessus des lignes israéliennes. Dayan refuse et annonce que l'aviation israélienne s'en prendra aux U-2 s'ils survolent sans autorisation. On s'accorde finalement pour une zone de passage de 5 kilomètres de large avec les appareils photographiques tournés exclusivement du côté égyptien.

Les U-2 confirment les informations israéliennes, au grand désarroi de Rogers. Golda Meir se trouve maintenant en position de force face aux Américains, mais ses généraux renoncent à se lancer dans une nouvelle bataille, certainement très coûteuse, pour se débarrasser des missiles égyptiens. Pour sauver la situation, Nixon et Kissinger, menacés d'une visite de Golda Meir qui s'adresserait directement aux membres du Congrès, promettent de nouvelles livraisons d'armes.

Les Égyptiens démentent toute violation de l'accord, s'en tenant à leur version selon laquelle les rampes étaient déjà en place au moment du cessez-le-feu ; ils refusent de les déplacer. L'affaire dure un mois pendant lequel la mission Jarring n'est pas relancée. Les Américains s'adressent aux Soviétiques, qui leur répondent qu'à leur connaissance il n'y a pas eu d'accord de cessez-le-feu entre les deux superpuissances…

De plus, le 12 août, Dayan a adressé une protestation furibonde à l'ambassade américaine parce qu'un U-2 a légèrement dévié du corridor autorisé de 5 kilomètres. La prochaine fois, menace-t-il, l'aviation israélienne tentera une interception. Le fond de l'affaire est que les Israéliens violent aussi l'accord de cessez-le-feu en renforçant le système de fortifications de la ligne Bar Lev et qu'ils refusent tout contrôle américain de leur côté du canal. Bien évidemment, les Égyptiens ont à leur tour porté plainte contre les violations israéliennes.

Toute la question du sens du cessez-le-feu est là. Nasser a-t-il tenté ou non une ruse de guerre lui permettant d'achever la constitution du barrage antiaérien indispensable pour permettre une traversée du canal ? Les nassériens orthodoxes assurent que son intention était bien de se lancer dans une reconquête du Sinaï avec une armée de près d'un million d'hommes dont 15 000 conseillers soviétiques. L'occasion aurait été fixée lors du premier ou du second renouvellement du cessez-le-feu (novembre 1970 ou février 1971). Ils montrent, à l'appui de cette thèse, l'existence de plans militaires de reconquête préparés par l'état-major égyptien. L'argument contraire est que l'armée égyptienne n'était pas prête à effectuer la traversée du canal, opération exigeant une préparation minutieuse, équivalente à celle des grands débarquements de la Seconde Guerre mondiale. Les fameux plans en question n'étaient que de simples esquisses.

De toute façon, la suite des événements va radicalement modifier les données du problème.

Prélude à Septembre noir

Le cessez-le-feu n'existe que sur le front du canal et sur le Golan. Dans la vallée du Jourdain et au Liban-Sud, les fedayins ont intensifié leurs activités, causant des pertes relativement importantes aux Israéliens. Ces derniers multiplient les opérations de représailles. À la fin du mois d'août et au début de septembre, des raids dévastent plusieurs villages du Liban-Sud accusés d'abriter des Palestiniens. La conséquence est un nouvel exode de la population.

En acceptant le plan Rogers, Nasser a donné une vraie concrétisation à l'hypothèse d'une solution pacifique. Pourtant, il semble ne pas y croire, considérant que les Américains n'exerceront pas de pressions suffisantes sur Israël pour le forcer à évacuer la totalité des territoires occupés. Il est impensable pour lui que l'Égypte puisse se satisfaire d'une paix séparée qui l'isolerait complètement dans le monde arabe. Mais l'hypothèse militaire suppose au moins une puissante diversion des forces israéliennes sur le front oriental syro-jordanien. Or le roi Hussein ne demande que l'application du plan Rogers tandis que les Syriens ne sont pas prêts et que les Palestiniens rejettent l'autorité morale de Nasser.

La ruse de guerre qu'aurait été le cessez-le-feu se retourne contre le président égyptien. Un vaste front du refus avant la lettre, regroupant tous les « progressistes » arabes non nassériens, est en train de se former tandis que l'Égypte demande ostensiblement la reprise de la mission Jarring, afin de mettre Israël en difficulté sur le plan international. Elle désigne son représentant pour les discussions sous les auspices de Jarring.

Pour la première fois, Arafat prend la parole en public, le 31 juillet, devant une manifestation populaire de 20 000 personnes à Amman (jusque-là, il ne faisait que des conférences de presse et des discours au CNP). Tout en prenant soin de ne mentionner ni Nasser ni Hussein, il rejette toute solution politique : ceux qui acceptent les propositions américaines se rangent du côté d'Israël, l'acceptation de la résolution 242 est une trahison des aspirations du peuple palestinien, etc. Son discours finalement prudent

ne peut empêcher des heurts sanglants entre fedayins pro-nassériens du Mouvement d'action pour la libération de la Palestine d'Issam Sartawi et militants du FPLP à Irbid le 5 août. La très fragile cohésion des fedayins en Jordanie se disloque complètement.

Le roi Hussein voit dans l'attitude égyptienne la confirmation de son idée essentielle, la nécessité d'une solution politique577. Il est irrité que Nasser ait annoncé sa décision sans l'en avoir informé préalablement. Sans exprimer son ressentiment, il calquera son comportement sur celui du président égyptien :

> Le roi fait preuve d'un certain optimisme en ce qui concerne l'évolution de la résistance. Il a relevé le désarroi présent des fedayins et la médiocrité des manifestations organisées récemment à Amman pour protester contre le plan Rogers. En outre, Hussein croit pouvoir affirmer que la perspective d'un règlement politique est bien accueillie en Cisjordanie.

Il compte sur l'attitude modérée du Fatah et de la masse de ses sympathisants.

> En revanche, les problèmes posés par la *Sa'iqa* et le Front populaire restent entiers puisqu'aussi bien la première est inféodée ouvertement aux Syriens, que le second est manipulé par les Irakiens et que l'attitude des gouvernements baathistes est fort inquiétante. Hussein se refuse à minimiser l'action de Damas et de Bagdad comme la portée de leur influence respective. Il prend en particulier très au sérieux la possibilité d'une intervention de l'Irak dans les affaires jordaniennes. Un coup, un attentat sont des hypothèses qui ne lui paraissent pas invraisemblables pour les temps à venir.

Le véritable enjeu a cessé d'être un conflit de pouvoir entre la monarchie et la résistance à l'intérieur du royaume pour devenir la question du principe d'un règlement politique du conflit israélo-arabe578. Le roi tente de profiter d'une réorganisation du commandement interarabe pour imposer son autorité sur le corps expéditionnaire irakien, mais le général Bakr, chef de l'État irakien, marque publiquement que les forces irakiennes stationnées en Jordanie sont « mises à la disposition de la révolution palestinienne ». L'Égypte réplique en rétablissant les relations diplomatiques avec l'Iran, rompues dix ans auparavant, afin de montrer à

Bagdad l'ampleur de son isolement. Il est vrai aussi que l'Iran impérial a commencé à prendre ses distances avec Israël depuis la guerre de juin 1967. Les volontés annexionnistes israéliennes au nom de droits historiques inquiètent le pouvoir impérial, qui ne veut pas voir se créer de précédents alors que l'Irak revendique le Khouzistan, l'Azerbaïdjan soviétique, l'Azerbaïdjan iranien et le Pakistan, le Balouchistan. Téhéran soutient la résolution 242 et le Koweït a servi de médiateur pour le rétablissement des relations diplomatiques[579].

Au Liban, en pleine élection présidentielle, la confusion est à son comble. Les partis chrétiens se découvrent nassériens, les nationalistes arabes sunnites suivent leur chef naturel tandis que les progressistes sont en plein désarroi. Une partie d'entre eux s'alignent sur les Palestiniens radicaux dans la dénonciation de Nasser. Le gouvernement de Rachid Karamé soutient officiellement l'Égypte.

Kadhafi tente désespérément de réunifier les rangs des progressistes, mais l'Irak se pose maintenant en leader des plus radicaux. Il reçoit le soutien de la Chine populaire, au grand mécontentement de l'Union soviétique. Hussein et Nasser répliquent en dénonçant l'attitude de l'Irak qui s'est toujours dérobé à tout véritable combat contre Israël. Les Égyptiens ressortent la formule : « Ils sont toujours contre tout, sauf contre la guerre qu'ils ne veulent pas faire[580]. » Ces commentaires peu amènes peuvent être aussi compris comme la montée d'un sentiment d'exaspération en Égypte où la population paye en pertes humaines et en destructions matérielles l'essentiel de l'effort de guerre. Certains vont jusqu'à affirmer : « L'Égypte d'abord. » Ce ne sont pas les Palestiniens, mais les autres « frères » arabes, essentiellement les progressistes syriens, irakiens et algériens, qui sont visés par ce qui devient une véritable campagne de presse. En ce qui concerne les Palestiniens, on s'efforce de leur faire comprendre que la Palestine n'est pas l'Algérie ni le Vietnam, que la guerre populaire de libération est une vue de l'esprit en raison de l'exiguïté géographique et du rapport démographique. Les Palestiniens ne peuvent réaliser leurs espoirs que dans le cadre du conflit israélo-arabe où l'Égypte joue un rôle prépondérant.

Le régime syrien mobilise les « organisations de masse », qui manifestent « spontanément » contre le plan Rogers, mais on se garde

toujours d’exprimer des critiques directes envers Nasser et l’Union soviétique et l’on ne mentionne pas l’attitude irakienne. Il semble que la direction politique soit profondément divisée. Les tenants de la lutte armée et de la guerre populaire proclament leur méfiance sur les intentions réelles de Nasser tandis que la tendance dirigée par Assad se montre prête à faire crédit au chef de l’Égypte[581]. Néanmoins, à la mi-août, on commence à condamner en termes voilés l’attitude de l’Union soviétique et on vante explicitement celle de la Chine.

L’Arabie saoudite maintient une attitude réservée, souhaitant ne pas entrer dans les polémiques interarabes. Tout en acceptant le principe des discussions, elle s’inquiète des concessions qui pourraient être imposées aux Arabes. L’Algérie annonce le retrait de ses forces, une brigade de 2 000 à 2 500 hommes stationnée sur le canal, « pour la durée du cessez-le-feu ».

L’ambiguïté de la politique nassérienne reste totale. Le représentant de la RAU à l’ONU demande l’ouverture immédiate des discussions de New York sous la présidence de Jarring. Il expose à son homologue français la position de son pays[582] :

> Le problème, m’a dit M. El-Zayyat, est de savoir si les Israéliens sont capables de faire la paix, s’ils se contentent d’un État juif, d’un État comme tous les autres avec des frontières définies et des relations normales avec les autres États, un règlement est possible. S’ils maintiennent la notion d’un État sioniste, lieu d’accueil pour tous les Juifs du monde et voué par nature et par principe à l’expansion, c’est une menace permanente pour la paix.
>
> M. El-Zayyat m’a rapporté à ce propos la réponse que lui avait faite M. Yost : « L’URSS a comme objectif la révolution universelle, cela n’empêche qu’on peut s’entendre avec elle. »
>
> Mais, a poursuivi mon interlocuteur, il n’y a que quatre solutions au Moyen-Orient.
>
> La première est un État arabe, ce qui implique la destruction de l’État d’Israël.
>
> La deuxième est un État laïc englobant les deux communautés : c’est la solution de la résistance palestinienne.

La troisième est un État juif, dans des frontières définitives, celles d’avant la guerre des Six Jours.

La quatrième est un État sioniste en guerre permanente.

La seule solution pacifique est la troisième, à laquelle le président Nasser s’est rallié, pour épargner aux peuples de cette région de nouveaux sacrifices, et malgré l’opposition d’une grande partie de l’opinion arabe. Mais c’est une occasion unique à saisir, et qui ne se reproduira pas.

Le diplomate affirme qu’en 1969 l’Égypte était trop faible pour accepter une telle solution, mais qu’en 1971 son armée serait trop forte et qu’elle pourrait avoir d’autres exigences.

La presse égyptienne insiste sur la mauvaise volonté israélienne et la faiblesse américaine envers le sionisme. Le roi Hussein se rend en Égypte pour conférer avec Nasser583 (20-22 août 1970). À sa grande surprise, il découvre qu’il n’existe pas de plan défini de règlement agréé par les Américains et les Soviétiques et que le terrain n’est donc pas « déblayé ». Les deux chefs d’État conviennent que la résistance palestinienne s’est enfermée dans un verbalisme sans issue. On compte sur Arafat pour persuader les organisations palestiniennes de ne pas se livrer à des actes susceptibles de compromettre les chances d’un règlement. Nasser n’a pas répondu à l’interrogation essentielle : peut-on, doit-on, où et quand, briser les commandos ? Le souverain hachémite soupçonne Nasser de jouer pour son propre compte. Il exploite le cessez-le-feu et il acceptera sur le fond un arrangement si celui-ci lui est donné de surcroît.

Ensuite, des discussions « fraternelles » ont lieu entre Nasser et Arafat (24-26 août 1970)584. Le président égyptien souffle alternativement le chaud et le froid. Il n’existe qu’une chance sur mille pour qu’Israël restitue les territoires occupés. Le cessez-le-feu lui permet d’établir des rampes de missiles et de l’artillerie lourde le long du canal. En même temps, il doute que la lutte armée palestinienne puisse détruire l’État sioniste. Un mini-État en Cisjordanie et à Gaza vaut mieux que rien. Il met en garde contre les conséquences désastreuses d’une attitude négative et critique par rapport à la politique égyptienne tout en affirmant qu’il fait tout pour dissuader Hussein de se lancer dans une nouvelle épreuve de force avec la résistance.

Un Conseil national palestinien extraordinaire est tenu à Amman, les 27 et 28 août. Il montre le désarroi de la résistance. Comme attendu, on rejette toute solution politique, mais aucune ligne directrice n'émerge en dehors de la condamnation du complot américain qu'est le plan Rogers. La résolution demandant le renforcement de l'autorité du comité central et de son président Yasser Arafat semble tout de suite appartenir au domaine de la pure rhétorique. Le 28 août, Brejnev, au nom de son pays, s'exprime clairement en faveur du processus de paix :

> La mission du docteur Jarring doit être réalisée complètement et effectivement. La perspective de l'établissement d'une paix réelle au Moyen-Orient est un gage de développement économique et social des pays arabes, alors que la guerre est pour Israël sans perspective et particulièrement dangereuse pour son avenir.

Les tergiversations israéliennes retardent l'ouverture des discussions de New York. Finalement, le représentant israélien à l'ONU s'adresse à Jarring pour se plaindre des violations égyptiennes du cessez-le-feu puis annonce son départ immédiat pour Israël afin de consulter son gouvernement. L'ambassadeur suédois[585] constate philosophiquement que, sans le représentant israélien, il ne peut avancer mais qu'avec lui il n'est pas non plus en mesure de le faire. Il déplore l'équivoque créée par le terme de « frontières sûres » ; on aurait dû s'en tenir à celui de « frontières reconnues ». Au sein du gouvernement israélien, Dayan se fait l'avocat de la ligne la plus dure. La décision israélienne, rendue officielle le 6 septembre, est de suspendre la participation aux conversations Jarring à de « plus amples éclaircissements américains ». Il s'agit d'obtenir un engagement américain de renégociation des conditions du cessez-le-feu qui mettrait fin aux violations égyptiennes. Au-delà, les Israéliens demandent de nouvelles livraisons d'armement, en particulier des Phantom, pour rétablir leur supériorité numérique. Ils laissent entendre qu'ils sont prêts à reprendre la guerre s'ils n'obtiennent rien. Rogers et Sisco, qui savent que le premier point est difficile à obtenir, sont prêts à céder sur le second dans l'espoir de sauver les négociations. Kissinger se range du côté des Israéliens. Il ne croit pas au plan Rogers et ne veut pas de succès de son rival en politique étrangère. Golda Meir est attendue à Washington le 18 septembre pour une visite prévue de longue date.

Pour bien marquer sa fermeté et en reprenant des projets précédemment étudiés, le gouvernement israélien décide, le 13 septembre 1970, la création de deux colonies de peuplement à l'intérieur de la bande de Gaza dont Kfar Darom à l'emplacement d'un ancien kibboutz perdu durant la guerre de 1948. Il s'agit d'établir de nouveaux faits accomplis dans la perspective d'éventuelles négociations et de marquer qu'il ne sera jamais question de rétrocéder la bande de Gaza586. On utilise le prétexte habituel de création d'un avant-poste à la vocation à la fois militaire et agricole. Le même mois, les premiers appartements de la ville nouvelle juive à proximité d'Hébron sont livrés à leurs habitants.

Le roi Hussein profite de la situation pour marquer son autorité. À chaque incident avec les fedayins, l'armée et la police interviennent avec rapidité et efficacité. Le bilan pour la dernière semaine d'août est d'une dizaine de morts et d'une vingtaine de blessés. Le rapport de force est clairement en faveur de la monarchie hachémite. Le roi Hussein a aussi demandé le soutien américain. Le risque est de voir une action conjointe entre les éléments radicaux de la résistance et les principales organisations palestiniennes.

Le 1er septembre, Hussein échappe à un attentat qui visait sa voiture. L'Irak menace d'intervenir en Jordanie pour protéger les Palestiniens, mais un semblant de normalité est rétabli dans la capitale. Bagdad a maintenant adopté une position extrémiste, proposant semble-t-il à la résistance de prendre le pouvoir à Amman avec le soutien du contingent irakien.

Cette attitude provoque la confusion à Damas. Le ton y est à l'intransigeance, mais la direction politique est en fait désorientée, tiraillée entre l'idéologie, l'hostilité pour l'Irak et le désir de ne pas accentuer les divisions du monde arabe587.

Les premiers jours de septembre voient la multiplication des heurts violents entre l'armée jordanienne et les fedayins, mais rien n'interdit de penser que l'on arrivera comme les fois précédentes à un compromis boiteux, d'autant plus que les discussions de New York n'ont toujours pas commencé.

Les détournements d'avions

Wadi Haddad a préparé depuis plusieurs mois une opération d'envergure destinée à détourner plusieurs avions de ligne internationaux en même temps[588]. Un tir de roquettes contre son domicile beyrouthin, le 11 juillet 1970, ne l'a pas découragé[589]. À cette époque, il ne semble pas avoir eu de relations directes avec le KGB. Son plan consiste à détourner trois vols en direction de New York, un vol El Al en provenance d'Amsterdam, un de la Swissair partant de Zurich et un de la TWA de Francfort et de les faire atterrir en Jordanie. Le but premier et officiel est de prendre le plus grand nombre d'otages de différentes nationalités et de les utiliser pour monter les uns contre les autres les différents gouvernements concernés et les forcer à libérer les prisonniers politiques palestiniens détenus en Europe ; il s'agit aussi d'exercer des pressions sur Israël pour obtenir la libération de plusieurs centaines de militants emprisonnés[590]. Haddad dirige les opérations à partir de Beyrouth.

À la fin d'août, Georges Habache a quitté la Jordanie pour se rendre en Corée du Nord en visite officielle. C'est la première fois qu'il reçoit une telle invitation qui lui permet de concurrencer directement Arafat dans son domaine de prédilection. En outre, les pays socialistes d'Asie offrent du matériel de guerre important à la résistance palestinienne. Cette aide constitue un moyen de pression sur l'Union soviétique.

Le but réel du FPLP est de provoquer un tel désordre dans le réseau de communication international que le cessez-le-feu et le plan Rogers cesseraient d'être des questions à l'ordre du jour : « mettre fin aux conspirations politiques » en faisant une opération spectaculaire et en créant une atmosphère révolutionnaire pourrait éventuellement conduire à la chute de la monarchie hachémite[591]. Dans ce contexte, la tournée asiatique d'Habache aurait pour but de le mettre à l'abri lors de l'inévitable confrontation qui devrait suivre.

Ainsi, au moment de lancer une opération risquant de provoquer une forte conflagration en Jordanie, les deux premiers responsables du FPLP sont absents de Jordanie. Ce comportement irresponsable exaspère les chefs de la résistance présents à Amman, qui y voient une manipulation irakienne. Néanmoins, ils sont persuadés que le rapport des forces en Jordanie leur est largement favorable et que la monarchie n'osera pas avoir recours aux armes. On s'attend dans ce cas à une désertion massive des

soldats d’origine palestinienne et à un coup d’État d’officiers favorables à la cause révolutionnaire arabe.

Si Arafat est hostile à une prise de pouvoir, beaucoup de ses lieutenants pensent qu’elle est possible. En dehors d’Abou Daoud et de Bahjat Abou Gharbieh, la direction palestinienne connaît mal la Jordanie et n’a pas tiré les leçons du précédent de 1957 quand le jeune roi Hussein avait mis fin à l’expérience parlementaire et établi son gouvernement personnel.

Le 6 septembre 1970[592], le détournement du Boeing 707 de la TWA, qui vient d’Israël et qui a fait escale à Francfort, se déroule sans anicroche et l’avion est le premier à atterrir sur l’ancien aéroport militaire britannique de Dawson Field dans le désert jordanien – en fait une grande piste dans le désert. Il en est de même pour le DC-8 de la Swissair, mais il manque de peu de percuter l’avion de la TWA en se posant. Un commando de quatre personnes, dont Leïla Khaled, a été prévu pour le détournement de l’avion d’El Al. Deux des membres du commando provoquent la suspicion du service de sécurité israélien de l’escale. Non admis à bord, ils sont transférés sur le vol suivant de la Pan Am à destination de New York. La tentative de détournement échoue grâce à la promptitude de la réaction de l’équipage. Le compagnon de Leïla Khaled est tué. Le pilote décide d’atterrir à Londres, car il a un blessé à bord. Les autorités britanniques s’emparent de la Palestinienne.

Mais les deux autres membres du commando transférés sur le vol de la Pan Am détournent ce Boeing 747 sans avoir d’instructions définissant l’aéroport de destination. Ils dirigent le vol sur Beyrouth. Les autorités libanaises, craignant pour le sort des passagers et de l’équipage, acceptent de laisser monter à bord des renforts du FPLP. Après avoir été ravitaillé en carburant, l’avion repart pour se diriger sur Le Caire. À l’atterrissage, le commando fait évacuer d’urgence les passagers et l’équipage puis fait sauter l’avion. Le but revendiqué est de s’en prendre à l’Égypte pour son acceptation du plan Rogers. Les Égyptiens multiplient les prévenances pour les passagers et l’équipage, qui sont rapidement évacués du pays. La presse égyptienne condamne l’action du FPLP. Le gouvernement annonce la fermeture des aéroports égyptiens à tout nouvel avion détourné.

Des forces du Fatah et de l’armée jordanienne prennent position à proximité de Dawson Field, mais il n’est pas question d’intervention armée

en raison de la présence des otages. Le Comité international de la Croix-Rouge entreprend une médiation auprès du FPLP. La presse internationale se précipite sur le site. Le 7 septembre, la Suisse cède la première et annonce la libération prochaine de trois détenus palestiniens. Les États-Unis tentent d'imposer une coordination des principaux pays intéressés (la France n'est pas concernée, car il semble ne pas y avoir de Français dans les avions[593]). Une partie des otages, essentiellement des femmes et des enfants, est emmenée à Amman et logée dans deux hôtels gardés par les miliciens d'Abou Daoud. Quelques hommes adultes sont transférés à Irbid, au nord de la Jordanie. Le tri parmi les prisonniers permet de déterminer la présence de Juifs américains dont certains ont la double nationalité israélienne. Le FPLP peut maintenant demander la libération de prisonniers en Israël.

Environ 500 Palestiniens, des parents de membres du FPLP, sont arrêtés par les autorités israéliennes qui menacent d'exercer des représailles physiques en cas de maltraitance des prisonniers. Des combats sporadiques ont lieu un peu partout dans le pays entre l'armée et les fedayins. Toute la population d'origine transjordanienne s'est ralliée à la monarchie et l'armée est particulièrement montée contre la résistance palestinienne.

Le 8 septembre, Nixon envisage une éventuelle opération militaire américaine. Des unités en Europe et en Turquie sont mises en état d'alerte. La VIe flotte se dirige vers la Méditerranée orientale. Le roi Hussein adresse à la résistance un ultimatum : si elle ne respecte pas un cessez-le-feu, son armée bombardera les camps palestiniens. Arafat accepte, mais les deux Fronts (FPLP et FDPLP) refusent. Les blindées de l'armée jordanienne prennent position dans Amman.

Le 9, les combats s'étendent à l'ensemble de l'agglomération. La résistance comme le haut commandement militaire jordanien sont incapables de contrôler les actes de leurs forces au bord de l'exaspération. Les violences rendent difficiles les communications entre toutes les parties. La direction du Fatah, qui s'est félicitée du refus israélien de discuter à New York, cherche toujours à trouver un compromis avec Hussein tout en étant soumise à la pression du FPLP qui crie victoire. Elle apprécie la neutralité du contingent irakien, qui ne s'est pas joint aux forces du FPLP.

De l’avis général, les Irakiens ne veulent pas de confrontation avec les Israéliens ou avec les Américains.

Un VC10 de la BOAC allant de Bahreïn à Beyrouth est à son tour détourné. Il atterrit à l’aéroport de Beyrouth où il est ravitaillé en carburant puis repart pour Dawson Field devenu un véritable aéroport international. C’est l’initiative spontanée d’un militant du FPLP désireux de donner à son organisation le moyen d’exercer des pressions sur la Grande-Bretagne pour faire libérer Leïla Khaled.

Le 10 septembre, un nouvel accord est conclu entre le commandement de la résistance et le gouvernement jordanien. Une médiation de la Ligue des États arabes est annoncée. L’Égypte soutient la position du roi Hussein tant qu’il cherche un compromis avec la résistance. Le Conseil de sécurité exige la libération des otages. Les forces du Fatah prennent position à Dawson Field pour interdire tout nouveau détournement. Arafat exige le transfert de la totalité des otages à Amman. La presse irakienne, qui avait jusque-là approuvé les détournements, les condamne maintenant.

Le lendemain, le FPLP refuse le transfert puis menace de faire sauter l’avion de la BOAC avec ses occupants. Le commandement palestinien cède et accepte que le FPLP conserve une cinquantaine de prisonniers comme monnaie d’échange avec Israël et les Européens. Quelques otages d’Amman peuvent être évacués vers Chypre, le 12 septembre, mais le FPLP fait sauter les trois avions et évacue Dawson Field en utilisant ses derniers prisonniers comme boucliers humains. Il justifie la destruction comme « une atteinte aux intérêts impérialistes ». Tous ses derniers otages sont soit à Irbid, soit dans le camp de Wahdat à Amman. En guise de sanction, la représentation du FPLP dans toutes les instances palestiniennes est suspendue. Le commandement de la révolution irakienne adjure le FPLP de libérer les otages à la fois pour des raisons humanitaires et pour éviter une intervention militaire étrangère. Le FPLP répond que « le régime de Bagdad est encore plus petit bourgeois que celui de Nasser ». Le 13, la plus grande partie des prisonniers a pu quitter la Jordanie.

Le 14, on peut estimer que le plus gros de la crise est passé, même s’il reste 55 otages. Le FPLP est isolé et ne dispose plus de soutien palestinien et arabe. Les médiations arabes se multiplient.

Le 15 septembre, le roi Hussein est décidé à agir[594]. En bon praticien du jeu politique arabe, il préfère apparaître comme s'étant laissé imposer la décision plutôt que de l'avoir délibérément choisie. Il insistera donc par la suite sur les pressions venues de son entourage et de l'armée. En dehors de la prise de risque, il a une sincère répugnance à faire verser le sang, en particulier chez les civils, mais il est maintenant résolu à aller jusqu'au bout. Même si les principales organisations palestiniennes ne revendiquent pas le pouvoir, elles exigent une démilitarisation d'Amman, ce qui revient pratiquement au même. La résistance palestinienne a été éliminée du Sud du royaume où se trouvent les éléments les plus loyalistes à la monarchie. En revanche, le Nord est en pleine anarchie tandis qu'une bonne partie de la capitale est en état d'insoumission.

Le roi sait que les officiers de l'armée ne supportent plus cette situation. Ils se font fort de liquider la résistance en deux ou trois jours. Les Irakiens paraissent hors jeu et d'ailleurs, ils retirent leurs forces des zones de combat. Hussein accepte donc de se lancer dans une épreuve de force et désigne un gouvernement militaire comprenant des Palestiniens. Le maréchal Habès Majali, un fidèle parmi les fidèles, reçoit le commandement de l'armée.

La loi martiale est proclamée. L'ordre du jour est seulement de rétablir l'ordre à Amman, c'est-à-dire le retrait de tous les éléments armés de la capitale, mais le roi prévient l'ambassadeur américain qu'il pourrait se trouver dans la situation de demander l'aide des États-Unis, voire d'Israël. La position du monarque hachémite est beaucoup plus complexe qu'elle n'apparaît à première vue. Il soupçonne certains responsables israéliens de ne pas être défavorables à la disparition de sa monarchie, ce qui permettrait de créer un « État palestinien » qui aurait des frontières ouvertes avec la Cisjordanie occupée dans le cadre de la réalisation du plan Allon. Il craint aussi une intervention terrestre israélienne qui aboutirait à l'extension des territoires occupés. En s'adressant directement aux Américains, il établit à l'avance un cadre strict à une éventuelle implication israélienne dans la crise.

À Washington, on active la cellule de crise, le Washington Special Active Group (WSAG), sous la présidence de Kissinger. Les militaires ont déjà conclu qu'une intervention militaire terrestre américaine était impossible.

Seule l’aviation de la VIe flotte pourrait agir. En revanche, le positionnement de la marine permettra de dissuader les Soviétiques d’agir et donnera une protection aux Israéliens s’ils se lancent dans la bataille. La Ve Eskadra, la flotte soviétique de Méditerranée, accompagne comme d’habitude le mouvement des navires américains.

La direction palestinienne est frappée de consternation. Elle a à l’esprit les événements de 1957 quand le roi avait repris le contrôle du pays sur les progressistes. Le 16, les différentes forces palestiniennes sont mobilisées pour faire face à l’attaque imminente de l’armée royale. Arafat en prend le commandement direct. Le FPLP est réintégré dans les instances palestiniennes. Un ordre de grève générale illimitée « jusqu’au renversement des fascistes » est lancé. Si le ton est militant, l’attitude est clairement défensive. Le soir, le gouvernement exige le désarmement des milices. Deux membres du comité central du Fatah, Kamal Nasser, un ancien baathiste, et Abou Mazen, sont envoyés en Syrie. La liaison est vitale pour continuer de recevoir des hommes de l’ALP et des fedayins stationnés de l’autre côté de la frontière.

Septembre noir

Au matin du 17 septembre 1970, l’artillerie de l’armée royale pilonne les quartiers tenus par les Palestiniens à Amman, puis ses blindés tentent d’entrer dans ces secteurs de la ville. Les combats sont extrêmement intenses et les destructions nombreuses. L’armée s’empare des grands axes de communication et des hauteurs de la capitale qui s’étend sur plusieurs collines, mais les quartiers restent aux mains des fedayins. Arafat cherche à joindre le roi Hussein et les chefs d’État arabes. Les Palestiniens prennent le contrôle du Nord du pays, en particulier de toute la région frontalière avec la Syrie devenue une « zone libérée ». Les forces irakiennes ne bougent pas. Elles « n’ont pas reçu d’ordre », retrouvant l’expression utilisée en 1948 dans la guerre de Palestine quand elles restèrent immobiles alors que les autres forces arabes se battaient. On comprend combien cette réminiscence fait mal aux Palestiniens.

Le 18, l’armée se lance dans les premières opérations de « nettoyage » des quartiers établis dans les replis des vallées. Le nombre de victimes

civiles est considérable. Le roi Hussein se tient à l'écart et laisse faire les militaires tout en gardant le contact avec l'ambassadeur américain avec qui il communique par appareil radio et en langage codé. Les radios syriennes et irakiennes appellent à la défense des Palestiniens tandis que Nasser demande la fin de la lutte fratricide. Il envoie émissaire sur émissaire à Amman.

Les Américains soutiennent le roi depuis le début. Nixon craint avant tout une participation militaire extérieure, syrienne ou irakienne, dans la crise. Le 17, il s'est arrangé pour provoquer une « fuite » : des propos dans lesquels il marque que les Américains interviendraient militairement au cas où une action syrienne ou irakienne modifierait le rapport des forces595. Il transforme la crise en confrontation avec les Soviétiques : les États-Unis donneront à Israël cinq fois plus d'armement qu'ils en ont donné aux Arabes. Le roi Hussein ne doit pas tomber, il vaut mieux intervenir596.

Kissinger ne voit pas la nécessité d'une telle intervention militaire américaine : le roi a les moyens de battre seul ses ennemis. Nixon pense à une éventuelle action de l'aviation américaine. Rogers, lui, est partisan d'une intervention israélienne.

Le 18 septembre, Nixon offre à Golda Meir une aide militaire supplémentaire de 500 millions de dollars en utilisant pour la première fois un amendement voté par le Congrès au début de septembre et lui permettant d'accorder une aide militaire illimitée et à la discrétion du président des États-Unis à Israël. Peu amadouée, Golda Meir exige toujours un retrait des missiles égyptiens et s'en tient au programme d'annexions territoriales bien connu : une partie du Sinaï avec Charm el-Cheikh, le Golan et le plan Allon pour la Cisjordanie.

Sur le terrain, des contingents de la *Sa'iqa* et de l'ALP passent la frontière syrienne, et les Américains y voient le début d'une intervention syrienne qui serait encadrée par des conseillers soviétiques. L'Union soviétique condamne toute intervention étrangère et demande comme l'Égypte la fin immédiate des combats. Le roi Hussein accepte le principe d'un cessez-le-feu. Il explique sa position à l'ambassadeur de France le 19 septembre597 :

> Je devais faire ce que j'ai fait. J'en prends la responsabilité. Si je n'agissais pas, les fedayins me coinçaient. Ils bouleversaient le pays,

l'achevaient face aux Arabes, Israël et le reste du monde. Je ne pouvais plus demeurer passif, d'autant que l'armée devenait intenable et que, si je ne l'avais pas endiguée, elle fonçait d'elle-même sur Amman.

Le cessez-le-feu interviendra en fin de journée, du moins je l'espère. Je l'ai promis à l'envoyé de Nasser. Si l'on tire demain, ce ne sera pas ma faute, mais celle d'Arafat. Je suis bouleversé par les morts inutiles et innocents. J'ai fait ce qui m'appartenait pour les limiter au maximum.

Nous avons enregistré de nombreuses redditions parmi les commandos. J'ai fait arrêter des leaders. Je reprends le contrôle de la province. Quand tout sera terminé, les militaires rentreront dans leurs casernes et je ferai un gouvernement Wasfi Tall. Il faudra ensuite réapprendre aux Palestiniens à vivre avec nous. Ce pays est leur pays. Nous l'avons fait tous ensemble et nous devons continuer. Les Irakiens se tiennent tranquilles. […]

Ce sont les Syriens qui me préoccupent. À la frontière, à Ramtha, ils ont appuyé les fedayins avec des chars et de l'artillerie. Mais nous tenons tête là-bas et je suis confiant dans notre capacité de résistance.

Il se déclare hostile à toute intervention étrangère, mais reconnaît dans les déclarations américaines un important facteur de dissuasion.

Arafat et son état-major, trop exposés, se replient sur la vieille ville d'Amman. Abou Iyad et Farouk Kaddoumi ont été faits prisonniers par les Jordaniens. Nasser continue à pousser à un règlement politique. Il ne veut absolument pas d'une intervention syrienne.

Or cette question divise la direction du Baath syrien. L'aile radicale, représentée par le président Atassi et Salah Jadid, veut intervenir. Ce sont eux qui ont autorisé l'envoi des forces palestiniennes de Syrie et ont ordonné une concentration de troupes syriennes en appui à la frontière. En revanche, l'aile pragmatique, incarnée par le ministre de la Défense Hafiz al-Assad, y est hostile. En compromis, le gouvernement décide l'entrée de deux brigades blindées, le 20 septembre, pour porter secours à la résistance. Ce sera désormais la version officieuse syrienne[598] : il ne s'agissait pas de faire tomber la monarchie hachémite, mais de protéger les Palestiniens (la version officielle est qu'il n'y a pas d'intervention syrienne mais seulement l'entrée de forces palestiniennes stationnées en Syrie).

Alors que Palestiniens et Jordaniens avaient fondé leurs calculs sur le corps expéditionnaire irakien, c'est une intervention syrienne qui se produit. Si la cause révolutionnaire palestinienne est en jeu, la décision, pour autant qu'on puisse le savoir, est avant tout le produit de la lutte pour le pouvoir en Syrie. De ce fait, la confusion est grande sur ses objectifs : protéger les Palestiniens ou faire tomber la monarchie hachémite ?

Une bataille de chars s'engage entre Jordaniens et Syriens. L'aviation israélienne survole le champ de bataille, mais sans intervenir. Les Syriens progressent de quelques kilomètres en territoire jordanien. On annonce à Amman qu'ils se sont emparés de la ville d'Irbid.

L'entrée en scène des Syriens galvanise les combattants palestiniens. Arafat rejette le principe du cessez-le-feu. Pour Washington, il s'agit d'une intervention massive de troupes syriennes encadrées de Soviétiques sur ordre de Moscou pour détruire la monarchie hachémite alliée des États-Unis. Si le domino jordanien tombe, tous les autres dominos représentés par les États arabes « modérés » connaîtront le même sort. Une prise de pouvoir à Amman par les Palestiniens soutenus par les Irakiens ou les Syriens conduiraient inévitablement les Israéliens à entrer dans la bataille, créant de nouveaux problèmes territoriaux[599].

Le roi Hussein, par l'intermédiaire de l'ambassadeur britannique, demande une intervention aérienne, israélienne ou autre, contre les forces syriennes. En raison des combats, il n'a plus de relations directes avec l'ambassade américaine. Le gouvernement britannique se refuse à intervenir militairement, considérant que la monarchie hachémite est condamnée, mais il transmet quand même l'appel du roi Hussein à Washington, mais non aux Israéliens. Le monarque s'adresse aussi à l'Union soviétique pour qu'elle use de toute son influence pour obtenir le retrait des forces syriennes[600]. Moscou renvoie aux explications syriennes officielles – il ne s'agit que de contingents palestiniens stationnés en Syrie –, mais insiste néanmoins sur la nécessité pour tous les pays voisins de se tenir tranquilles.

À Washington, le WASG considère qu'il vaut mieux que ce soit les Israéliens qui interviennent, les États-Unis leur fournissant une protection contre une attaque soviétique. Nixon donne son approbation. Alors que le nouvel ambassadeur américain, Dean Brown[601], réussit à parvenir en

véhicule blindé jusqu'au roi, Kissinger appelle Rabin pour lui dire que, si les reconnaissances aériennes confirment l'ampleur de la pénétration syrienne, les États-Unis envisageraient favorablement une attaque aérienne israélienne contre les forces syriennes en Jordanie. En même temps, on exige de Moscou la fin de l'intervention syrienne, ce qui provoque la stupéfaction des dirigeants soviétiques puisqu'ils ne sont pour rien dans cette affaire et que le risque vient davantage des Américains et des Israéliens. S'ils interviennent militairement, cela mettrait fin au processus de règlement et affecterait directement la détente internationale. Philosophiquement, les Soviétiques notent que si les États arabes se brouillent souvent, ils se réconcilient très vite et qu'il faut donc chercher la solution du côté de la Ligue des États arabes. Ils sont réellement préoccupés par le risque d'une action américaine, d'où leur insistance sur une solution arabe de la crise.

Les Israéliens concentrent ostensiblement leurs forces sur le Golan et le nord de la vallée du Jourdain, tout en attendant le maximum de garanties américaines. Golda Meir, Allon, Eban et Rabin sont partisans d'intervenir en faveur de la monarchie hachémite, tandis que les représentants de la droite, Ezer Weizman au gouvernement et Ariel Sharon dans l'armée, soutiennent une prise de pouvoir à Amman par Arafat qui aurait ainsi son État palestinien. Dayan et Peres ne sont pas aussi catégoriques, mais marquent qu'ils ne verseront pas de larmes en cas de disparition de la monarchie hachémite[602].

Le 21 septembre, le roi Hussein, à peu près assuré d'une éventuelle action américaine et/ou israélienne, peut engager sa petite aviation contre les blindés syriens. Craignant l'intervention étrangère et tenant compte des enjeux de politique intérieure, Hafiz al-Assad refuse d'envoyer l'aviation syrienne pour protéger ses troupes au sol. Dès lors, les pertes au sol deviennent considérables. Après une journée de durs combats, les Syriens entament leur retrait vers la frontière. Il est à peu près terminé dans la matinée du 23 septembre. Ils auraient perdu 120 blindés et transports de troupes, et leurs pertes seraient de l'ordre de 600 tués et blessés. Ils s'en tiennent toujours à leur version officielle qu'il n'y a eu qu'une action propre de l'ALP et qu'aucun élément de leur armée n'a pénétré en territoire

jordanien. Cela leur permet aussi de justifier l'abstention de l'aviation syrienne.

Le rôle combiné de la VIe flotte américaine et de l'armée israélienne était de créer une menace dissuasive pour interdire une participation irakienne ou syrienne aux combats. Dans la mesure où les Israéliens et les Américains n'ont pas eu besoin de passer à l'acte, c'est un grand succès. En arrière-plan, les Américains et le roi Hussein ne voulaient pas d'une entrée des forces terrestres israéliennes en Jordanie, ce qui aurait aggravé l'ensemble des contentieux. Pour tous ses acteurs, il importait au premier chef de transformer un conflit interarabe en confrontation avec les Soviétiques, totalement désemparés durant toute la crise.

À partir du 20 septembre, Nasser est sorti de sa réserve. Son inertie relative depuis le début de la crise s'explique aussi par son état de santé. Extrêmement fatigué par son diabète, il a suivi les instructions de ses médecins d'aller se reposer au bord de la Méditerranée, mais l'évolution de la crise le contraint de revenir au Caire. Il ne veut ni la chute de la monarchie hachémite ni la destruction de la résistance palestinienne. Il a envoyé en Syrie des contingents de l'ALP stationnés en Égypte, mais ils sont arrivés trop tard. Il convoque au Caire un sommet arabe extraordinaire qui se réunit le 22 septembre et qui décide de l'envoi d'une mission de paix dirigée par le président du Soudan, le général Nimeiri. Si les combats continuent à Amman tandis que l'armée jordanienne reprend le contrôle de la majeure partie du Nord du pays, l'aspect politique redevient le plus important. Il faut d'abord retrouver des interlocuteurs. Nimeiri, en liaison avec les services secrets égyptiens, réussit à faire sortir Arafat de sa clandestinité et à le conduire à l'ambassade égyptienne[603], puis à le faire partir pour Le Caire le 24 septembre. Les combats continuent, mais de façon plus sporadique, les 25 et 26 septembre.

Les derniers otages prisonniers sont libérés par l'armée jordanienne et les services secrets égyptiens. Quelques jours après, en fonction d'engagements pris auparavant et pour éviter de nouveaux risques, les Britanniques libéreront Leïla Khaled. Les Suisses et les Allemands en feront de même pour leurs prisonniers palestiniens. Le fait que la vie de tous les otages a été préservée a aussi joué en faveur de cette décision.

L’arrivée d’Arafat au Caire modifie les données. Il obtient le soutien de l’essentiel des pays arabes et la Jordanie est menacée d’être mise au ban de la nation arabe. Le roi Hussein n’a plus qu’à se rendre à son tour au Caire. Après des débats orageux où Kadhafi se montre particulièrement injurieux, ses pairs organisent une réconciliation spectaculaire avec Arafat représentée par une accolade publique. L’accord, conclu le 27 septembre, comprend un cessez-le-feu, le retrait des forces armées d’Amman et la libération des prisonniers. Un comité de suivi arabe, présidé par le Premier ministre tunisien Badi Ladgham, est chargé de faire respecter cet accord.

Le bilan humain de Septembre noir serait de 3 000 à 5 000 morts, plusieurs milliers de blessés, pour la plus grande part des civils. Il faut y ajouter plusieurs dizaines de milliers de sans-abri.

Le 28 septembre, Nasser raccompagne ses invités à l’aéroport du Caire. Totalement épuisé, il meurt brusquement d’une crise cardiaque. Ses funérailles sont l’occasion d’une monstrueuse manifestation populaire qui échappe aux organisateurs officiels. Pour tous les Arabes de l’époque, la date du 28 septembre restera une date fatidique, vécue pour la plupart dans l’affliction.

Chapitre VII

Ni guerre ni paix

« Les nouvelles déclarations qu'a faites le général Dayan au cours de son interview pour la CBS nous mènent beaucoup plus loin au cœur des plans israéliens. Après les avoir entendues, aucune ambiguïté ne subsiste sur le sort que l'État hébreu réserve à ses conquêtes de 1967. De ce qu'a dit le ministre de la Défense, il ressort en effet :

« 1. qu'à l'exception du Sinaï, dont une partie, mais pas Charm el-Cheikh, pourra, sous certaines conditions, être restituée aux Égyptiens, le Golan, la Cisjordanie et Gaza demeureront intégralement sous le contrôle des forces armées d'Israël : la ligne du Jourdain, en particulier, devra être en permanence tenue militairement.

« 2. qu'Israël, et cela est vrai plus particulièrement pour la Judée et la Samarie, cadre historique du passé du peuple juif, devra se voir officiellement reconnaître par un éventuel accord et, en attendant, s'arrogera le droit d'implanter librement des villes, des colonies agricoles et des établissements de toute nature à l'intérieur des zones ainsi contrôlées. Le général Dayan a souligné qu'il ne saurait en effet être admis que la Judée et la Samarie soient interdites aux Juifs : Hébron, a-t-il ajouté, était au demeurant à ses yeux "aussi israélien que Tel-Aviv".

« 3. Si les Juifs doivent être partout chez eux en Judée-Samarie, il n'est pas question en revanche que des Arabes s'installent en territoire israélien, tel que celui-ci était constitué au 4 juin 1967 :

le mouvement doit rester en sens unique. Le général Dayan n'a fait aucune différence à cet égard entre les Palestiniens des territoires qui avaient jusqu'en 1967 échappé au contrôle d'Israël et les réfugiés originaires des zones occupées dès 1948 par les Israéliens.

« 4. S'implantant à demeure dans les territoires conquis en 1967, Israël, ajoute le ministre de la Défense, n'envisage pas pour autant de les annexer juridiquement. Certaines zones de la Cisjordanie, dont le rattachement à Israël constitue de la part de Tel-Aviv une revendication déjà ancienne, feront sans doute l'objet d'une annexion en bonne et due forme, les saillants de Latroun et de Qalqilya par exemple. Mais le reste du territoire de la rive occidentale demeurera juridiquement dans une de ces situations floues dont la pensée politique israélienne, essentiellement pragmatique, paraît n'être pas incommodée. Des villages, des lotissements, voire, selon une expression employée récemment devant un de mes collaborateurs par un ministre israélien, des « cantons » israéliens, seront juxtaposés à des zones de peuplement arabe pour constituer une sorte de mosaïque placée sous le contrôle militaire de Tsahal et bien évidemment, en définitive, sous l'autorité supérieure du gouvernement israélien. La citoyenneté israélienne ne serait cependant pas conférée aux habitants arabes de ce territoire composite, non plus qu'à ceux de Gaza et du Golan. La réglementation douanière, le régime monétaire, les transports, les communications et, en général, l'économie devant à l'évidence demeurer israéliens, la situation juridique des territoires ainsi placées sous contrôle s'apparenterait en somme d'assez près à un protectorat.

« Peut-être dira-t-on qu'il s'agit là de conceptions propres au général Dayan. […] Tout donne à penser cependant qu'à quelques nuances près, qui ne touchent pas à l'essentiel, la politique ainsi définie à l'égard de la Cisjordanie est celle

d'Israël. D'Hébron à Jérusalem et de Jérusalem au Jourdain, ce n'est plus depuis bien longtemps d'une occupation militaire qu'il s'agit, mais d'une entreprise de colonisation. Le général Dayan n'hésite pas à dire les choses. C'est sans doute en cela seulement qu'il se sépare de ses collègues. »
MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Affaires palestiniennes, 1943, Jérusalem, le 24 février, *Israël et les territoires occupés*.

Les nouvelles configurations des années 1970

Si les événements de Septembre noir et la mort de Nasser ont marqué les contemporains au point d'en faire l'un des grands éléments de référence du second XXe siècle dans l'Orient arabe, il ne semble pas qu'ils en aient tiré complètement les leçons réelles.

Ils ont bien vu que le premier nœud de l'affaire a été l'opposition de la révolution palestinienne aux visées panarabes et à la logique des États. Alors que les États « modérés » comme l'Arabie saoudite s'en sont tenus à une douloureuse réserve, le groupe des progressistes s'est tragiquement divisé. La surenchère idéologique s'est transformée en paralysie de l'action, et l'intervention syrienne a été improvisée sans ligne politique claire. Les États baathistes en tireront les leçons en politique intérieure. L'échec syrien affaiblira définitivement l'aile radicale du régime au profit de l'aile pragmatique représentée par Hafiz al-Assad. L'impuissance irakienne permettra au jeune Saddam Hussein d'éliminer certains de ses compétiteurs dans sa marche au pouvoir.

Chez les Palestiniens, le désarroi règne. Certes, tous proclament que l'une des causes de la défaite est le manque de cohésion et d'organisation centralisée. Vertueusement, tous s'engagent à unifier les milices présentes en Jordanie et à restaurer l'autorité du commandement central sur l'ensemble des forces combattantes. Ce n'est que simple rhétorique et on cherche surtout à faire porter sur les autres la responsabilité de la nouvelle catastrophe. Le Fatah marque que l'absence d'alliés locaux, d'un mouvement national jordanien, a permis à la monarchie d'isoler les Palestiniens lors de la confrontation finale. On s'accorde pour reconnaître

que l'absence de discipline et la multitude de mauvais comportements des combattants palestiniens leur ont aliéné les militaires et une bonne part de la population civile. On s'en prend aussi à l'opportunisme d'une bureaucratie envahissante qui a toléré tous les excès au nom de la révolution. Pour les radicaux de la gauche marxisante, cet opportunisme s'étend même jusqu'à la direction du Fatah et de l'OLP, c'est-à-dire à Arafat et à son entourage, ce qui correspond à leur nature de classe petite-bourgeoise. La réponse des intéressés est un catalogue d'accusations contre le comportement des extrémistes « qui ont planté des drapeaux rouges sur les mosquées » et qui se sont lancés dans un terrorisme international représenté par les détournements d'avions qui ont coûté à la révolution palestinienne plus qu'ils ne lui ont rapporté. On s'en prend à l'irresponsabilité de Habache qui n'a pas interrompu son voyage en Corée du Nord. Wadi Haddad est contesté au sein même de son organisation et doit s'engager à suspendre ses « opérations internationales ».

En Égypte, la succession de Nasser accapare l'attention générale. Aucun consensus ne peut être défini sur les intentions réelles du leader disparu : la guerre ou la paix ? Ces lignes d'action deviennent des arguments dans la lutte pour le pouvoir, ce qui ne peut qu'obscurcir le débat. Progressivement, néanmoins, on comprend que le défaut principal de la stratégie engagée durant l'été 1970 a été de vouloir répondre rhétoriquement à la contradiction entre le programme de « liquidation des séquelles de l'agression » et celui de la libération de la Palestine par la lutte armée. Dans l'avenir, il faudra intégrer un volet palestinien clair aux lignes d'action choisies.

Pour les Israéliens, Septembre noir est considéré comme un immense succès stratégique. Le front oriental arabe s'est effondré et la résistance palestinienne semble durablement affaiblie alors que les habitants de la Cisjordanie se sont détachés de leur allégeance jordanienne. Tout semble indiquer que les conditions d'application du plan Allon sont maintenant trouvées. On envisage brièvement une autonomie palestinienne sous protectorat israélien avec des frontières ouvertes sur la Jordanie, mais, fidèle à sa nature, le gouvernement de Golda Meir s'en tient à son immobilisme fondamental.

On refuse toute négociation sur la base du plan Rogers et on exige au préalable la suppression des violations égyptiennes du cessez-le-feu. Plus grave pour l'avenir, après avoir prévu le pire, on se vante d'avoir gagné la guerre d'usure. On ne veut pas tenir compte d'une simple donnée arithmétique : l'Égypte a eu de 15 000 à 20 000 tués et blessés dans la guerre d'usure alors que la montée en puissance des effectifs de son armée la porte vers le chiffre d'un million d'hommes. Les nouveaux armements soviétiques sont arrivés et sont maintenant installés sur le canal. Le mépris de l'adversaire rend impossible toute évaluation réaliste de son potentiel.

L'assurance, qui tourne à l'arrogance, se fonde aussi sur la nouvelle politique américaine. L'administration Nixon transforme le conflit moyen-oriental en opposition à l'Union soviétique. On fait porter à Moscou la responsabilité de l'échec du plan Rogers, l'accusant d'avoir tramé les violations égyptiennes du cessez-le-feu et suscité Septembre noir et l'intervention syrienne. On lui fait payer sa « duplicité », et le premier geste est la fin de la participation américaine aux conversations quadripartites de New York au niveau des adjoints. Quand les discussions reprennent au niveau des ambassadeurs, les Américains cherchent visiblement à gagner du temps et s'opposent à toute initiative. Il faut laisser faire les parties concernées. Autrement dit, on laisse Jarring se débrouiller seul sans aucun soutien des grandes puissances.

Septembre noir a été doublé d'une mini-crise avec l'Union soviétique à propos de Cuba. Les Soviétiques sont accusés d'avoir violé les engagements de 1962 en ce qui concerne leur présence militaire dans l'île des révolutionnaires. L'arrivée au pouvoir de Salvador Allende au Chili par la voie électorale concrétise la menace communiste en Amérique latine. On tente déjà des opérations clandestines meurtrières dans ce pays. Septembre noir est donc le premier grand succès de l'administration Nixon. Dans son message sur l'état de monde du 25 février 1971, il qualifiera l'affaire de plus grave menace pour la paix mondiale depuis la prise de fonction de son administration604.

De ce fait, la ligne « dure » triomphe à Washington. Israël cesse d'être considéré comme une gêne pour la politique américaine au Moyen-Orient pour devenir un « atout stratégique », comme, paraît-il, son rôle durant Septembre noir l'a montré. Une aide économique et militaire massive lui

sera accordée afin de faire comprendre aux États arabes qu'ils ne pourront rien gagner de l'alliance soviétique et qu'il faut qu'ils acceptent de revenir dans l'orbite occidentale, de devenir « modérés », pour obtenir un règlement satisfaisant du conflit israélo-arabe. Comme la question n'est pas d'immédiate actualité, on ne cherche pas à définir ce que serait ce règlement et comment obtenir les concessions israéliennes correspondantes. Pour l'instant, on présente Septembre noir comme la première grande victoire de l'administration Nixon en politique étrangère puisqu'on a empêché l'Union soviétique de s'emparer de tout le Moyen-Orient.

Cette réorientation correspond à un changement de climat intellectuel aux États-Unis. La guerre des Six Jours a accéléré l'« israélisation » de la communauté juive américaine. La marque d'appartenance passe davantage, maintenant, par l'attachement à Israël que par le respect des obligations religieuses. Dans un même mouvement, l'Holocauste, ce scandale insupportable de l'Histoire, devient plus supportable si on l'intègre dans une perspective de rédemption représentée par la création de l'État d'Israël. Inversement, l'impeccabilité d'Israël passe par la « nazification » des Palestiniens et des Arabes. Ainsi, on va présenter Hajj Amin al-Husseini, durant la Seconde Guerre mondiale, comme l'un des grands responsables de la destruction des Juifs d'Europe. Une encyclopédie de l'Holocauste lui accordera un article plus long qu'aux principaux chefs nazis, Hitler excepté. Toute une littérature académique comme populaire (voir les œuvres de Léon Uris et les films dérivés) feront des Arabes les complices et les continuateurs des nazis605.

En partant de la perception juste que la destruction des Juifs d'Europe a eu lieu dans le silence et dans l'abstention générale du monde, le thème du « Plus jamais ça » se traduit par un effort considérable d'organisation politique pour structurer les communautés juives. Le soutien à l'État d'Israël s'accompagne d'une défense vigoureuse des Juifs soviétiques que l'on encourage à émigrer en Israël plus qu'aux États-Unis. En dehors des grandes organisations traditionnelles, la fin des années 1960 voit la montée en puissance d'un « lobby » spécifique représenté par l'AIPAC (American Israel Public Committee) dont la mission essentielle est de couvrir les activités du Congrès606. Comme tous les lobbys, il fournit des

informations et étudie les votes. Sa puissance réside dans le nombre de ses correspondants, qui lui permet d'orienter des votes lors des élections au Congrès et de fournir des contributions financières aux candidats considérés comme favorables à Israël. Au contraire, un représentant ou un sénateur jugé hostile verra sa réélection menacée. Après quelques affaires ayant fait grand bruit, sa capacité de dissuasion devient considérable. Même si la défaite des personnalités considérées comme hostiles à Israël peut s'expliquer par d'autres facteurs, les parlementaires préfèrent ne pas prendre de risque.

La force de l'AIPAC réside aussi dans l'absence d'antagonisme. La cause israélienne est très populaire aux États-Unis par la double tradition biblique et pionnière. Il n'existe pas de lobby arabe important, ayant un impact électoral conséquent. Néanmoins, dans les années 1970, l'AIPAC et ses alliés vont installer un contrôle systématique des activités universitaires et seront prompts à dénoncer les enseignants considérés comme hostiles à Israël et à agir éventuellement contre leur titularisation. Un tel climat d'intimidation aboutira à la radicalisation de certains contre Israël et à un abaissement général du niveau d'expertise sur le Moyen-Orient aux États-Unis.

Par tradition historique, les Juifs américains votent plutôt démocrate. Dans le bouillonnement des années 1960, un certain nombre de militants des droits civiques étaient d'origine juive (mais ne se revendiquaient pas comme tels). En revanche, la fin des années 1960 marque le début d'une rupture avec les militants noirs. Pendant plusieurs générations, les étudiants juifs s'étaient heurtés à des quotas officieux mais implacables d'admission dans les universités américaines. L'esprit méritocratique se heurte à la mise en place de l'*affirmative action* ou discrimination positive. Il en est de même pour les mesures de déségrégation dans le logement et l'enseignement. Les relations se tendent donc avec les Noirs américains que l'on accuse, parfois avec raison, de tendances antisémites. Au-delà se pose la question de ce que l'on peut appeler le « centre gauche » américain dans ses rapports avec le tiers-monde. Alors que les militants noirs américains tendent à s'identifier au tiers-mondisme, le fait que la cause palestinienne tend à devenir la cause par excellence de ce

courant international conduit beaucoup de « libéraux » américains à s'en éloigner.

L'AIPAC n'est pas la seule organisation à agir dans la société américaine. L'Anti-Defamation League (ADL), fondée en 1913, est un mouvement qui lutte contre l'antisémitisme et pour la séparation de l'État et de la religion. Ses positions sont plutôt d'esprit libéral, au sens américain du terme (de gauche en termes européens), et ses ennemis traditionnels ont été la xénophobie raciste de droite et d'extrême droite (Ku Klux Klan, néonazisme.). Maintenant, elle assimile la critique du sionisme et d'Israël à l'antisémitisme et refuse la mise sur un même plan de l'Holocauste de la Seconde Guerre mondiale et des autres destructions de masse dans l'Histoire. Elle dénonce ce qui va bientôt devenir la concurrence des victimes et traque partout dans le monde les différentes formes d'antisémitisme avec pour cibles particulières la situation des Juifs soviétiques, le nationalisme arabe, l'islamisme et le tiers-mondisme.

Ayant recours à l'action violente, la Jewish Defence League (JDL) est fondée en 1968 par le rabbin Meir Kahane, issu de la mouvance de la droite sioniste. Luttant contre l'antisémitisme, elle a d'abord combattu les Noirs dans les conflits de voisinage à New York et a étendu ses activités aux représentations soviétique et arabes aux États-Unis. Son but explicite est de les harceler et de leur rendre la vie impossible607. Elle transpose l'image du combattant juif sûr de sa force sur le territoire américain. On lui attribue de nombreux attentats. Meir Kahane quittera les États-Unis en 1971 pour s'installer en Israël, officiellement pour accomplir son devoir sioniste, mais aussi pour échapper à des poursuites judiciaires. Les Soviétiques menacent d'exercer des représailles contre les Américains vivant en Union soviétique si les agressions contre leurs ressortissants aux États-Unis ne cessent pas.

Un certain nombre d'intellectuels juifs jusque-là très à gauche amorcent un glissement vers des positions plus conservatrices, créant une mouvance que l'on désignera plus tard comme celle des « néoconservateurs ». Outre l'attachement à Israël et un antisoviétisme souvent lié à une jeunesse trotskiste, il y a chez eux un refus du relativisme qui les détourne du monde universitaire où les études communautaires et minoritaires prennent leur essor en rejetant l'hégémonie de la culture européenne

classique. Ils ont tendance à se regrouper autour de revues et de centres de réflexion *(think tanks)* proches des milieux ayant le pouvoir de décision. Ils sont rejoints dans cette évolution par toute la mouvance démocrate et libérale anticommuniste de la guerre froide. Ce glissement vers le conservatisme s'accommode du nouveau discours de l'administration Nixon qui s'adresse à la « majorité silencieuse » contre les différents excès de la période des années 1960.

Cela coïncide avec la stratégie « sudiste » de Richard Nixon. Ce dernier a bien compris que la déségrégation raciale menée par les administrations démocrates a pour double conséquence l'effondrement de l'hégémonie démocrate dans le Sud des États-Unis, héritée de la guerre de Sécession (Lincoln était républicain) et la réintégration du protestantisme fondamentaliste dans le jeu politique américain marginalisé jusque-là par son attachement à la ségrégation. Le président travaille activement à rallier à lui les démocrates conservateurs et entreprend la conquête du Sud par le Parti républicain au prix de l'adoption de ses valeurs traditionalistes.

Ces évolutions ne se font pas en un jour, mais elles sont actives durant toutes les années 1970. Nixon sera d'ailleurs loin de dominer ce mouvement. Il a beau être un anticommuniste et un pourfendeur patenté des élites de la côte est des États-Unis, il va bientôt paraître insuffisamment conservateur. Sa politique étrangère, qui repose sur le réalisme des rapports de force qu'exprime le concept de « détente », déplaît à ces courants idéologiques fondés sur la lutte implacable du bien contre le mal. La question des Juifs soviétiques deviendra un motif de combattre la politique d'Henry Kissinger. La politique économique de lutte contre l'inflation et les variations monétaires par un contrôle des prix et des salaires sera rejetée par la nouvelle orthodoxie économique qui condamne l'interventionnisme étatique et les diverses régulations. L'affaire du Watergate arrivera trop tôt pour que la contradiction devienne manifeste.

Les différents mouvements et organisations juifs sont en liaison avec l'ambassade d'Israël à Washington (sauf la JDL, trop extrémiste) et agissent en général en coopération avec la politique israélienne. Rabin, en tant qu'ambassadeur aux États-Unis, privilégie plutôt les contacts directs

avec l'administration Nixon, en particulier Henry Kissinger, et a tendance à maintenir ses distances avec le lobby pro-israélien[608]. Clairement, ces organisations sont bien des créations de la communauté juive américaine et non des annexes du mouvement sioniste officiel et d'Israël. À l'époque des gouvernements travaillistes, la bonne entente sera la règle, mais leur tendance sera de se considérer comme des acteurs de plein droit développant un programme éventuellement différent de celui du gouvernement israélien.

Tandis que l'administration Nixon triomphe de la menace soviétique fantôme en Jordanie, le fait est que Moscou n'a pas eu l'intention, faute d'abord d'en avoir les moyens, de s'emparer du Moyen-Orient. Son but stratégique était de pérenniser son rôle dans la région en étant le coauteur et l'organisateur, avec Washington, d'un règlement de paix fondé sur la liquidation des séquelles de l'agression. Les responsables soviétiques savent parfaitement que leurs alliés arabes maintiennent leur indépendance d'action et qu'ils la soulignent périodiquement par des flirts politiques ostensibles avec la Chine populaire. Les deux moyens d'action essentiels, en dehors d'un soutien diplomatique dans les instances internationales, sont les livraisons d'armes accompagnées de conseillers militaires et l'aide économique à l'industrialisation. En dehors du gain géopolitique de la présence dans cette région du monde, les Soviétiques voient dans le conflit l'un des éléments essentiels de la lutte anti-impérialiste mondiale, qui, selon l'héritage de Lénine, permettra la victoire définitive de l'internationalisme prolétarien sur ses ennemis capitalistes. En cela, la question de Palestine est un maillon essentiel de la chaîne des luttes révolutionnaires anti-impérialistes qui se déroulent sur les trois continents du tiers-monde où Moscou joue un rôle moteur en dépit de la concurrence chinoise et des diverses contaminations gauchistes.

Néanmoins, les militaires soviétiques ne veulent pas d'une nouvelle guerre israélo-arabe, car ils n'ont pas confiance dans leurs partenaires arabes. Une nouvelle défaite risquerait de faire perdre les gains stratégiques accumulés depuis la mort de Staline. Il faut à la fois satisfaire les demandes des Arabes et éviter autant que possible qu'ils se lancent dans une nouvelle aventure militaire.

L'industrialisation des pays arabes doit conduire à l'émergence d'une classe ouvrière et donc, à moyen terme, à disposer d'un allié de classe beaucoup plus stable que les bourgeoisies révolutionnaires au pouvoir. La bonne logique marxiste-léniniste ne prend pas en compte un facteur essentiel, l'évolution du marché pétrolier. Les observateurs occidentaux sont eux aussi aveugles sur ce sujet.

La fin des années 1960 et le début des années 1970 voient une accélération de la croissance économique mondiale, concernant alors essentiellement les vieux pays industrialisés. C'est le temps dit de « l'expansion ». En même temps, le système monétaire mondial hérité du second après-guerre se dérègle, avec une montée de l'inflation et des désordres monétaires accrus. Au moment où la croissance mondiale se traduit par une hausse rapide de la consommation (19 millions de barils/jour en 1960, 44 millions en 1972 pour le monde libre), la production américaine atteint son sommet historique en 1970 (11,3 millions de barils/jour) puis commence à décliner. Le Moyen-Orient assure l'accroissement de la production mondiale au moins pour les deux tiers.

La fermeture du canal de Suez en juin 1967 a introduit un différentiel de coût du transport entre les producteurs du Golfe et ceux de Méditerranée alors que leurs productions sont enlevées au même prix. La Libye de Kadhafi exploite cette situation et exige une hausse des prix affichés par les compagnies afin que ce soit elle et non ces compagnies qui bénéficie du différentiel. Après une série d'épreuves de force où elle exploite la rivalité entre compagnies américaines et européennes, elle obtient gain de cause à l'automne 1970, entraînant à la hausse les prix fixés du pétrole. Les pays du Golfe exigent le même traitement, ce qui aboutit à l'accord de Téhéran de février 1971. La dynamique ne va pas seulement en faveur de la hausse des prix, mais aussi vers la réduction des concessions accordées aux compagnies étrangères puis tout simplement leur élimination de la production en faveur des compagnies nationales, soit par nationalisation, soit par rachat. En quelques mois, la relation historique entre les pays producteurs et les compagnies concessionnaires est totalement renversée dans les pays autoproclamés socialistes aussi bien que dans ceux fidèles à l'économie de marché. Le shah d'Iran et le roi d'Arabie saoudite, ces deux

grands alliés de l'Occident, semblent être engagés dans une course à celui qui obtiendra le plus. Le ministre saoudien des Pétroles, le cheikh Yamani, devient une personnalité connue mondialement. Le départ des Britanniques du Golfe à la fin de 1971, avec l'indépendance de leurs derniers protectorats, favorise évidemment cette évolution.

Depuis le sommet de Khartoum, la rente pétrolière finance l'effort de guerre de l'Égypte, de la Jordanie, du Fatah et de l'OLP. Le réservoir de cadres de la résistance palestinienne vient de la diaspora dans le Golfe. La prise de contrôle des compagnies concessionnaires donne une image beaucoup plus progressiste à des régimes jusque-là définis comme « réactionnaires », ainsi celui de l'Arabie saoudite. Si la Jordanie voit le financement des pays pétroliers se tarir en partie en guise de sanction pour Septembre noir, l'argent de la rente permet d'accroître la marge d'autonomie arabe par rapport aux superpuissances. Au-delà, les mouvements de main-d'œuvre et les comportements suscités par l'abondance ébranlent le modèle central de développement arabe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'industrialisation par substitution aux importations. Les cadres des régimes socialistes arabes se laissent facilement tenter par l'imitation des nouveaux riches pétroliers. Sourdement, la montée de la rente pétrolière sape les fondements de ces régimes socialistes arabes ainsi que les valeurs plus ou moins laïcisantes qui les accompagnent.

Si l'Arabie saoudite est définie par les Occidentaux comme un pays arabe modéré, c'est en raison du lien indissoluble créé par la relation entre producteurs et consommateurs de pétrole et du besoin du royaume de disposer d'une protection militaire extérieure. Le roi Faysal est violemment anti-israélien. Le sionisme est pour lui le père de l'athéisme et donc du communisme. Pendant longtemps, il a distribué à ses interlocuteurs occidentaux des exemplaires des *Protocoles des Sages de Sion*. Dans sa vision des choses, l'Union soviétique a favorisé la création de l'État d'Israël dans le cadre d'un grand complot destiné à s'emparer du monde. Les Juifs trompent les Américains en leur assurant qu'ils sont à leurs côtés, comme les Russes mentent aux Arabes en prétendant les secourir. C'est ce qu'il explique dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Newsweek* publiée le 21 décembre 1970.

Tout en remplissant ponctuellement ses engagements financiers envers les pays de la ligne de front, l'Arabie saoudite est hostile à la tenue de nouveaux sommets où on lui intimerait de payer davantage et où elle risquerait de se trouver mise au banc des accusés par les progressistes. Elle soutient le Fatah et considère la gauche palestinienne comme son ennemie. Elle se tient à l'écart des tentatives de règlement politique, tout en marquant son hostilité irréductible à tout projet qui ne comprendrait pas la libération de la Jérusalem arabe. Chaque livraison d'armes américaines à Israël est ressentie avec colère et amertume.

De façon plus générale, les pays arabes producteurs de pétrole, qu'ils soient conservateurs ou progressistes, adoptent une ligne maximaliste dès qu'il s'agit du conflit avec Israël.

Le temps des incertitudes

Pour le meilleur et pour le pire, la personnalité de Nasser était l'élément politique structurant de la politique de l'Orient arabe depuis une quinzaine d'années. Sa disparition subite, en plein Septembre noir, met la région en état de stupeur et de désarroi. Le vice-président en exercice, Anwar al-Sadate, exerce l'intérim. Dans un délai de soixante jours, la direction du parti unique doit désigner le successeur, qui sera ensuite consacré par un référendum d'approbation. Comme Nasser avait appliqué le principe « diviser pour mieux régner », des tendances antagoniques existent au sein de la direction égyptienne. Les pro-occidentaux ne semblent pas en position de force. Les prosoviétiques, dont le chef de file est Ali Sabri, paraissent avoir plus de chances. Ils détiennent les leviers essentiels du pouvoir de l'État, en particulier les commandements de l'armée, de la police et des services de renseignements. Mais ils n'ont pas de personnalités populaires et sont associés à l'image répressive du régime nassérien.

On préfère la continuité avec Sadate, un officier libre des premiers jours, l'un des derniers membres en activité du Conseil de la révolution des origines identifié avec la révolution de 1952. On pense le contrôler par une direction collégiale. Si on lui connaît un tempérament impulsif qui l'a conduit à plusieurs reprises à prendre des positions radicales, sa

personnalité est largement sous-estimée. C'est un survivant politique dont la carrière a été favorisée par la disparition progressive des compagnons de la première heure de Nasser. Il a entretenu des relations d'amitié aussi bien avec Nasser qu'avec Amer, démontrant ainsi un sens aigu des rapports de force et une capacité d'aller dans le sens du vent dominant. On l'a surnommé le « colonel oui » alors qu'il est un remarquable stratège politique qui sait dissimuler ses intentions réelles, y compris à son entourage immédiat. Il a exercé à deux reprises la charge de président du Parlement, fonction considérée comme de second ordre, mais qui lui a permis de cultiver la moyenne notabilité du régime. Il a en partage une vision du monde plus islamique et une méfiance envers la socialisation à outrance des années 1960. Si ses premiers discours sont dans la ligne de l'orthodoxie nassérienne, on note quand même une insistance nouvelle mise sur des termes religieux islamiques. Il utilise beaucoup plus souvent que son prédécesseur la référence à Dieu, ce qui correspond au sentiment plus général du pays.

Dans ses fonctions politiques précédentes, il s'est plusieurs fois rendu en Union soviétique et une fois aux États-Unis. Il a été frappé par la vitalité et la puissance américaines alors que le modèle soviétique lui est apparu peu attractif. Il est conscient du malaise des cadres moyens de l'armée qui supportent mal la tutelle tatillonne des conseillers soviétiques qui ne cachent pas leur peu d'estime pour le corps des officiers égyptiens. De plus, l'ivrognerie russe déplaît à beaucoup de ces hommes qui sont des musulmans pratiquants. Dès son accession au pouvoir, Sadate va travailler à capter à son profit ce sentiment de malaise dont les prosoviétiques n'ont pas conscience. Il s'appuie sur le chef d'état-major de l'armée, le général Sadiq, connu pour son hostilité aux Soviétiques, et sape l'autorité du chef de l'armée, Muhammad Fawzi, le réorganisateur d'après juin 1967 et fervent défenseur de l'alliance avec Moscou.

Sadate est désigné par le comité central du parti puis par l'Assemblée nationale, le 7 octobre, à l'unanimité comme il se doit. Le référendum d'approbation populaire a lieu le 15 octobre avec une forte proportion de oui (90,4 %). Comme les chiffres sont fabriqués, on doit bien voir que la direction collégiale a tenu à la fois à marquer l'approbation générale et la distance avec Nasser qui était l'homme des « 5 neuf » (99,999 %)[609]. À la

mi-novembre, Sadate prend la présidence du parti unique, l'Union socialiste arabe, à l'occasion de son cinquième congrès national. Il travaille à établir sa base personnelle de pouvoir. Le groupe des « pro-occidentaux », dont Haykal, s'est rallié à lui. Au-delà, toutes les victimes du régime policier nassérien, de droite comme de gauche, lui apportent leur soutien.

Dans ses premiers actes, Sadate se montre fidèle à l'héritage nassérien. Il n'est pas question de revenir sur les conditions du cessez-le-feu et il faut enfin commencer les discussions sous les auspices de Jarring. L'horizon politique immédiat est défini par la date limite du 7 novembre, fin du cessez-le-feu de trois mois. On hausse d'abord le ton. Alors que les Israéliens exigent le retour aux positions d'avant le cessez-le-feu, Sadate conditionne son renouvellement à la reprise de la mission Jarring. L'attention se transfère à l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Les Afro-Asiatiques, à la demande de l'Égypte, exige que la résolution 242 soit précisée dans le sens du retrait de tous les territoires occupés, Israël menace dans ce cas de se retirer de toute négociation. Les États-Unis y voient une nouvelle manœuvre soviétique destinée à les mettre en difficulté.

Sadate se rend compte que la reprise immédiate de la guerre n'est pas une bonne option. Le front oriental sur lequel comptait Nasser n'existe plus et les livraisons considérables d'armes américaines, en particulier des avions Phantom, n'établissent pas un rapport de force favorable. Il faut attendre l'éclaircissement de la situation politique en Irak, en Jordanie et en Syrie ainsi que l'affermissement de sa position intérieure. Il préfère pour l'instant explorer la voie diplomatique. Le 4 novembre, l'Assemblée générale vote la résolution afro-asiatique, amendée entre autres par la France, qui réaffirme l'inadmissibilité d'acquisition de territoires par la force, la cessation de toutes assertions de belligérance, la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force. Est aussi réaffirmée la reconnaissance que le respect des droits des Palestiniens est un élément indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Sadate profite de cette occasion pour

annoncer une reconduction pour trois mois du cessez-le-feu. La France a soutenu cette résolution et la Grande-Bretagne s'est exprimée clairement en faveur d'un retrait complet. Les États-Unis et Israël y voient un « obstacle » supplémentaire à la paix. De ce fait, les conversations à quatre sont moribondes.

Comme il se doit, la propagande égyptienne fait de cette décision une victoire. Les Israéliens répliquent par le mépris. Dayan déclare, le 5 novembre 1970, que si les forces de la RAU tentent une traversée du canal, Israël lâchera contre elles ses forces blindées : « Il faudra prendre en pitié l'armée égyptienne si elle reprend les hostilités. » Golda Meir marque que plus le cessez-le-feu durera, plus il sera difficile de le rompre. La stratégie israélienne est d'en faire un état de fait indépendant du plan Rogers. Les Égyptiens sont prêts à les suivre sur ce terrain, puisque cela signifierait qu'il n'y a plus de conditions de gel des positions à la date du cessez-le-feu et donc plus de violations égyptiennes. Ils demandent la fin des inspections aériennes américaines.

Néanmoins, le débat de l'automne 1970 a eu une conséquence importante : le gouvernement israélien, cette fois, a bien accepté la résolution 242, de peur qu'elle soit modifiée. Il ne s'agit plus de ses « principes » ou de son « esprit », mais bien de sa lettre. Reste à déterminer son interprétation.

Excédé d'attendre à New York un représentant israélien qui ne vient toujours pas et ayant perdu l'intérêt des Américains pour sa mission, Jarring décide de reprendre ses fonctions d'ambassadeur de Suède à Moscou.

Dans la continuité de la politique de Nasser, un sommet à trois (Nimeiri, Sadate, Kadhafi) proclame le 8 novembre le principe d'une union fédérale entre l'Égypte, le Soudan et la Libye. Arafat, au nom d'une Palestine libérée, se porte volontaire pour y participer.

En Jordanie, sous la supervision de la commission Ladgham, l'accord du Caire est progressivement appliqué. Les militaires et les combattants palestiniens se retirent des grandes agglomérations et les services publics essentiels sont tant bien que mal rétablis. Alors que l'armée jordanienne bénéficie d'un réarmement rapide fourni par les Américains, les effectifs

palestiniens s'effondrent. Démoralisés, beaucoup de miliciens et de commandos désertent. La tension demeure très forte en dépit de la conclusion d'un accord, le 13 octobre 1970, avec les autorités jordaniennes, qui reconnaît à la résistance, en tant que représentant du peuple palestinien, le droit de combattre Israël. Les deux parties ont tactiquement intérêt à se rapprocher pour contrer l'éventuel projet israélien d'autonomie palestinienne des territoires occupés, d'où la réaffirmation de l'unité des deux rives du Jourdain. Mais les incidents violents reprennent.

Un accord complémentaire oblige le 22 octobre les combattants à se replier sur le Nord-Ouest de la Jordanie dans des bases déterminées avec des effectifs fixes. La fermeté du roi Hussein est marquée par la désignation, le 28 octobre, comme Premier ministre, de Wasfi al-Tall, personnage connu comme représentant de la ligne dure face à la résistance palestinienne. Cette nomination est très mal prise par les autres États arabes, qui y voient une déclaration de guerre à la résistance.

Tout en proclamant sa volonté d'arriver à un accord définitif avec les Palestiniens, le gouvernement de Wasfi al-Tall agit dans le sens d'un étouffement progressif de leurs positions militaires. Si l'armée a officiellement quitté les agglomérations, elle est remplacée par la police qui prend position à proximité des camps tandis que les milices sont contraintes d'abandonner leurs armes. Cela ne va pas sans épisodes de violences, mais cette « tactique du salami » fonctionne, au grand désarroi des cadres palestiniens.

Parallèlement, les contacts secrets ont repris avec les Israéliens. Dès le 3 octobre, le roi Hussein a une entrevue, dans le désert de l'Arava, avec Ygal Allon[610]. Il remercie les Israéliens pour leur attitude durant la crise et on s'entend pour une action commune contre la résistance et l'Irak. Allon propose la constitution d'une entité palestinienne intérimaire en Cisjordanie sous double tutelle jordanienne et israélienne. Le roi se montre intéressé, mais le gouvernement de Tel-Aviv, sous l'impulsion de Moshe Dayan, rejette cette idée.

En Syrie, la dernière décade d'octobre voit l'ouverture de la lutte décisive entre les deux grandes factions baathistes. Clairement, Hafiz al-Assad est en train de l'emporter. Il impose son contrôle sur la *Sa'iqa* et en

élimine les partisans de ses adversaires. Salah Jadid tente de résister en s'appuyant sur l'appareil du parti convoqué en congrès au début de novembre. Assad répond en massant des troupes qui lui sont favorables à proximité du lieu des débats. Le congrès se termine dans la confusion le 12 novembre. Le lendemain, les principaux adversaires d'Assad sont arrêtés. Certains sont exilés, d'autres entament de très longues peines de prison.

Ce coup d'État, qui prendra le nom de « mouvement de rectification », a lieu sans effusion de sang. Il est bien accueilli par la population syrienne qui détestait le régime radical de Jadid. Certes, le Baath reste toujours au pouvoir, mais son nouveau chef en titre a la réputation d'être beaucoup plus pragmatique. Il y a pour le moins un grand soupir de soulagement. On annonce l'intention d'élargir la représentation du régime en y intégrant toutes les forces progressistes dans un front national comprenant les nassériens, mais sans naturellement remettre en cause l'hégémonie du Baath. La défaite de la ligne radicale est aussi considérée comme un éloignement de la Syrie par rapport aux positions de la résistance palestinienne.

Le nouveau pouvoir de Damas exprime immédiatement son intérêt pour une participation à la fédération arabe en gestation et regroupant déjà l'Égypte, la Libye et le Soudan, alors que l'Irak se maintient dans une position de réserve méfiante. Sadate voit immédiatement la conséquence d'une adhésion de la Syrie : l'acceptation par Damas de la résolution 242. C'est ce qu'il explique à l'ambassadeur de France, le 23 novembre 1970[611] :

> J'ai demandé au président si cela supposait un alignement de Damas sur la position égyptienne vis-à-vis de la solution pacifique. « Là est précisément le point. Je m'attends à une évolution de la Syrie dans ce sens, mais elle n'aura lieu que pas à pas. Nous ne pouvons pas les accepter dans notre union s'ils n'ont pas la même politique. C'est ce dont je discuterai avec M. Hafiz El Assad. Il ne peut pas me demander de me battre pour le Golan et ne rien faire pour m'aider.

Assad se rend au Caire à la fin novembre et annonce que la Syrie prendra « sa place naturelle » dans la fédération arabe, ce qui est fait dès le 27 du mois. La question est dès lors de savoir si la Jordanie et les

Palestiniens ont vocation à entrer dans la fédération. Comme d'habitude dans ce genre de cas, les commentaires israéliens alternent entre le danger représenté par ce regroupement arabe et, au contraire, sa totale impuissance.

Réajustements diplomatiques

Dès la mort de Nasser, Sadate considère qu'il est nécessaire d'améliorer les relations avec les États-Unis. Il a fait des ouvertures dans ce sens aux représentants américains venus assister aux funérailles du président défunt[612]. Comme il est vu comme un personnage falot qui ne restera pas longtemps au pouvoir, on ne lui a pas répondu[613]. En octobre, la perception américaine commence à changer. Sadate et son entourage direct ont fait passer le message à multiples reprises. Le nouveau président utilise aussi ses relations anciennes avec le chef des services secrets saoudiens, Kamal Adham. Le shah d'Iran le pousse aussi à jouer la carte américaine.

Dans l'ensemble des messages transmis, Sadate travaille à faire comprendre qu'il est le porte-parole des intérêts égyptiens, que son pays est indépendant et n'est pas un satellite de l'Union soviétique. Tout aussi clairement, il cherche à établir qu'il est le seul habilité à prendre les décisions essentielles, autrement dit qu'il faut ouvrir un canal de communication secret entre lui et les Américains sans passer par la diplomatie officielle, la direction collégiale n'étant pas informée de ces contacts.

Durant tout le mois de décembre, sa position publique reste ferme : il n'y aura pas de renouvellement du cessez-le-feu sans calendrier de retrait israélien. C'est plutôt considéré à l'extérieur comme une invite à reprendre la mission Jarring…

Dans son numéro daté du 23 novembre 1970, l'hebdomadaire américain *Time* évoque un entretien secret qui aurait eu lieu dans le désert de l'Arava entre le roi Hussein et Allon[614]. Les deux pays se seraient engagés à coordonner leurs actions contre les fedayins. Le roi se serait déclaré prêt à promouvoir une autonomie palestinienne, mais à l'intérieur de son

royaume et à condition que ce ne soit pas la base d'un État indépendant. Comme les fois précédentes, il a rejeté toute application du plan Allon. Le contenu de cet article et le fait même de sa publication, ce qui suppose une « fuite organisée », provoquent de multiples spéculations. Bien évidemment, les intéressés démentent l'existence même de la rencontre. Le roi Hussein y voit une manœuvre israélienne pour le discréditer, mais il déclare énigmatiquement à l'ambassadeur de France : « Rien de bien positif ne pourrait sortir d'une conversation avec les Israéliens615. »

Les jours suivants, il donne différents entretiens à la presse arabe et internationale dans lesquels il évoque une nécessaire consultation des Palestiniens sur leur avenir, mais, pour qu'elle soit libre, il faut qu'elle ait lieu après l'évacuation par les Israéliens. Par là, il somme ses partenaires arabes de prendre position sur l'avenir de la représentation palestinienne, en particulier en cas de reprise des négociations, dans l'espoir de démontrer les divergences et les confusions arabes sur ce sujet.

L'OLP s'en tient au programme de libération de toute la Palestine avec la création d'un État multiconfessionnel et démocratique dans lequel cohabiteraient Juifs, chrétiens et musulmans. Elle rejette tout « État tronqué » en Cisjordanie qui serait l'équivalent d'un « bantoustan en Afrique du Sud ».

Sadate envoie sans prévenir le général Sadiq, chef d'état-major de l'armée égyptienne, à Amman pour sommer le roi d'approuver une réorganisation du « front occidental » donnant le contrôle du Nord de la Jordanie à l'armée irakienne dans la perspective de la reprise des combats à la fin du cessez-le-feu. La réponse de Hussein est catégorique 616 :

> Je suis fermement décidé, cette fois, à rester en dehors du conflit. Celui-ci est perdu d'avance et ne pourrait que conduire les Arabes à la catastrophe. Par ailleurs, il n'est pas question une seconde que, sans autre forme de procès, je livre en fait toute la Jordanie septentrionale à l'Irak.

Le monarque s'interroge sur le sens de cette démarche qui pourrait être un élément à fournir au débat interne égyptien sur la reprise des hostilités ou une menace de guerre destinée à relancer la mission Jarring. Au début de décembre, le roi Hussein se rend au Caire pour une explication franche avec Sadate. Il accepte de renoncer à sa demande de sommet arabe pour

trancher la question de la représentation palestinienne et refuse énergiquement de donner une totale autonomie d'action aux forces irakiennes sur son territoire. Les deux pays décident de reprendre leur coordination pour la tenue de la mission Jarring. De nouveau, le souverain hachémite est chargé de présenter les thèses arabes à Washington.

Le 18 novembre 1970, Dayan, exprimant une opinion personnelle, c'est-à-dire allant dans le sens contraire des décisions du gouvernement auquel il appartient, propose un arrangement « qui serait moins qu'une paix ». Les armées égyptienne et israélienne se retireraient de la zone du canal et ce dernier serait rouvert à la circulation. Il s'agirait ainsi de créer une puissante incitation économique pour l'Égypte, de la dissuader de reprendre les armes tout en maintenant une occupation de fait de la plus grande partie du Sinaï. Cela s'inscrit parfaitement dans la logique de Dayan qui ne croit pas aux arrangements juridiques et qui voit le futur d'Israël assuré par une série d'états de fait que les Arabes n'oseront pas remettre en cause. Son interprétation du cessez-le-feu est maintenant établie617. Le 7 août, les Arabes ont abandonné la voie des armes et on n'a plus qu'à compter sur leur lassitude pour arriver un jour à un règlement politique très favorable à Israël sur le plan territorial.

Allon réplique immédiatement en affirmant que le canal constitue la meilleure ligne de défense d'Israël et que l'on ne peut l'abandonner pour moins que la paix. Dans la suite de la controverse, Dayan estime publiquement qu'Israël devra inévitablement consentir à reprendre la mission Jarring avant le second renouvellement du cessez-le-feu. On l'accuse de saper la position israélienne puisque l'acceptation israélienne est soumise à l'octroi de nouvelles garanties américaines à Israël. Ces « éclaircissements » sont l'abandon du plan Rogers et une interprétation restrictive de la résolution 242, c'est-à-dire non seulement l'absence de pressions américaines, mais encore un alignement quasi total sur la position israélienne.

Le roi Hussein est le premier à se rendre à Washington aux alentours du 10 décembre. Il fait une « excellente impression » en se montrant attaché à une solution pacifique. On lui promet l'octroi de l'aide militaire qu'il a demandée.

Dayan le suit le 11 décembre618. Il s'en tient à son rôle de ministre de la Défense et refuse d'évoquer la question de la mission Jarring. Pour lui, il faut avant tout consolider le cessez-le-feu par un accord direct entre Israéliens et Égyptiens, ce qui permettrait d'éviter tout malentendu. Éventuellement, cela pourrait passer par son idée de retrait réciproque le long du canal. Il garantit qu'Israël préfère avoir comme voisine la Jordanie plutôt qu'une entité palestinienne.

Comme la présentation du rapport Jarring est prévue pour le 5 janvier 1971, il faut quand même arriver à une décision, sinon c'est Israël qui, par son refus, sera considéré comme responsable de l'échec. De plus, le cessez-le-feu doit se terminer le 5 février, ce qui constitue une seconde date fatidique.

Le 17 décembre, la réponse américaine, signée par Nixon, aux « demandes d'éclaircissements » israéliennes est transmise aux intéressés619. Les États-Unis ne peuvent pas s'engager à utiliser automatiquement leur droit de veto au Conseil de sécurité en faveur d'Israël, mais ils peuvent offrir l'assurance plus générale que sa sécurité ne sera pas compromise. Ils livreront 12 F-4 (Phantom) et 20 A-4 (Skyhawk) à Israël dans le premier semestre de 1971.

Au moins pour le principe, Golda Meir trouve que cela constitue « un pas en arrière » et un « coup porté » à son pays. Après un délai de rigueur, le Premier ministre peut annoncer que l'État hébreu accepte la reprise de la mission Jarring le 28 décembre en affirmant en même temps que les États-Unis ont accédé à toutes les demandes israéliennes620 : pas de négociation en état de faiblesse, pas de pression, pas de retour aux lignes du 4 juin, pas de retrait israélien avant la signature d'un accord contractuel de paix.

Symétriquement, dans une interview publiée le même jour dans le *New York Times*, Sadate expose ses positions621. Elles sont dans la ligne de l'héritage nassérien, mais cette fois définies en un ensemble cohérent : Israël doit rendre tout le territoire conquis en juin 1967, l'Égypte sera alors prête à reconnaître le droit d'Israël à être un État indépendant et à accepter des garanties des quatre grandes puissances de toutes les frontières du Moyen-Orient, y compris celles d'Israël. La RAU est prête à négocier immédiatement sur le droit de passage israélien par le golfe

d'Akaba. La question de l'utilisation israélienne du canal de Suez est conditionnée au règlement de la question des réfugiés palestiniens. Indépendamment du règlement de ces questions, il n'est pas possible d'avoir des relations diplomatiques entre la RAU et Israël. Ce sont les Américains qui bloquent le règlement au Moyen-Orient en livrant de façon continue de nouveaux armements à Israël. Les déclarations suivantes reprennent ces grands thèmes accompagnés de remerciements chaleureux à l'Union soviétique. Elles rappellent que la résolution 242 ne fait pas mention de traités ni de relations diplomatiques.

Outre l'énonciation de positions « dures » en début de négociations, selon la règle de ce genre d'exercice, la stratégie de Sadate doit se comprendre à l'intérieur de la lutte pour le pouvoir en Égypte. Il adopte une posture considérée comme la plus radicale tout en lançant une procédure de levée des biens mis sous séquestre à l'époque nassérienne. Il amorce un discours de rétablissement de l'État de droit qui vise implicitement ses adversaires identifiés au régime de l'arbitraire policier. Les Frères musulmans arrêtés sous Nasser commencent à sortir de prison. Sadate conserve l'ambiguïté du dernier Nasser entre la voie militaire et la solution politique. Avec lui, cette dernière a un caractère nettement plus cohérent.

La carte principale de l'Égypte reste le renouvellement du cessez-le-feu. Le 6 janvier 1971, Mahmoud Riyad évoque pour la première fois une prolongation permanente du cessez-le-feu si Israël accepte la résolution 242. La stratégie égyptienne serait de faire enregistrer par l'ONU un refus israélien, ce qui autoriserait à demander des sanctions. La procédure permettrait d'éviter à l'Égypte de reprendre les hostilités.

La diplomatie égyptienne, dans ses rapports avec les non-Arabes, insiste sur la notion de garantie des quatre Grands, c'est-à-dire le stationnement de troupes venant de ces quatre pays. Leur départ ne pourrait être demandé qu'à la suite d'un vote du Conseil de sécurité. C'est ce qu'explique Mahmoud Riyad à Georges Pompidou le 8 janvier 1971[622]. Les garanties assureront le maintien d'une paix durable et permettront un règlement de la question palestinienne. Une fois la totalité des territoires occupés évacuée, ce sera aux Palestiniens de décider de leur avenir : soit ils

resteront avec la Jordanie, soit ils établiront leur propre État. En ce qui concerne le million et demi de réfugiés :

> Si Israël voulait coopérer et accepter qu'un certain nombre de ceux-ci rentrassent chez eux, conformément à la résolution des Nations unies, cela faciliterait la solution. Le reste des réfugiés pourrait s'installer en Jordanie, tant sur la rive occidentale du Jourdain que sur l'orientale. Israël a déclaré qu'il accepterait le départ d'un certain nombre de réfugiés, mais pas de tous.

L'entourage de Riyad est plus précis623. Le retour des réfugiés en Israël ne concernerait que 10 à 15 % d'entre eux. Assad est prêt à se joindre à la solution politique si des progrès sensibles sont enregistrés. Dans ce cas, il organiserait un référendum en Syrie qu'il est sûr de remporter… Bien évidemment, le message égyptien est transmis aux Israéliens.

L'ordre des priorités israéliennes est nettement différent : accord de paix, définition des frontières sûres et défendables en fonction du contenu de la paix, discussion des garanties si le besoin s'en fait sentir.

Ce qui donne un élément commun aux discours de Sadate et de Golda Meir, c'est la place centrale accordée au rôle des États-Unis, véritable obsession pour ces deux personnages d'État.

Jarring peut reprendre sa mission. Il se rend en Israël où il a deux jours d'entretiens (8-10 janvier 1971), puis rentre à New York où il consulte les chefs de mission égyptien et jordanien. Le 18 janvier, il dispose d'un ensemble de documents écrits représentant les positions officielles des intéressés. La position israélienne paraît maintenant plus souple parce qu'elle s'inscrit dans le cadre de la résolution 242 (négociations par l'intermédiaire de Jarring, acceptation de l'idée de retrait). L'Égypte insiste sur les garanties que constitueraient la création d'une force internationale et un plan de limitation des armements. Le représentant des Nations unies passe les semaines suivantes à demander des éclaircissements aux uns et aux autres. Il cherche à gagner du temps dans l'attente de l'échéance du 5 février.

Durant tout le mois de janvier 1971, Sadate a multiplié les références martiales. La question essentielle est l'état de préparation de l'armée égyptienne. Selon l'analyse de l'état-major de l'ONUST regroupant les

rapports des observateurs, tous des militaires de carrière, ces rumeurs de guerre ne sont qu'une manœuvre politique[624] :

> Cette conviction se fonde, pour le moment, sur le fait qu'aucun des préparatifs militaires qui seraient indispensables dans l'éventualité dont il s'agit n'a été observé jusqu'à ces derniers jours à l'ouest du canal.
>
> Elle s'appuie, de façon plus générale, sur l'état de préparation des forces égyptiennes. Celles-ci, de l'avis de l'état-major de l'ONUST, seraient encore, en dépit de progrès incontestables, très loin de pouvoir affronter avec quelques chances de succès un adversaire qui, indépendamment de la supériorité technique et morale qu'il continue d'avoir, prend appui sur un réseau d'ouvrages extrêmement puissant, échelonné en profondeur, réalisé pour l'essentiel dans les semaines qui ont suivi l'intervention du cessez-le-feu le 5 [*sic*] août dernier et constamment perfectionné depuis lors.

L'argument supplémentaire est que l'Union soviétique ne veut pas d'une reprise des hostilités.

Il faut passer à la décision. Le 2 février est réuni un conseil de défense avec les principaux responsables de l'État. Une très forte majorité se dégage pour la reprise des hostilités. Sadate marque sa volonté de prolonger de trente jours le cessez-le-feu dans le cadre d'une initiative diplomatique proposant un projet de paix destiné à embarrasser les adversaires de l'Égypte.

Le 4 février, devant le Parlement égyptien, il énonce son plan de paix. Outre le délai supplémentaire de trente jours, il est prêt à une prolongation de six mois et à la réouverture du canal si Israël se retire de la zone du canal et laisse l'armée égyptienne s'établir sur la rive occidentale. Il reprend ainsi la proposition de Dayan. Surtout, il a agi sans en référer à la direction collective. C'est une véritable déclaration de guerre à l'appareil du pouvoir.

Le jeu de Sadate

La proposition de Sadate prend au dépourvu les responsables israéliens, qui demandent du temps pour l'étudier. On y voit une manœuvre

soviétique destinée à rouvrir le canal, ce qui est dans l'intérêt de Moscou en ce qui concerne son réseau mondial de communication, ainsi qu'une incitation destinée à faire pencher les Européens en faveur de l'Égypte. La première réponse israélienne est d'insister sur la nécessité d'un traité de paix. On est prêt à accepter la réouverture du canal, mais non le retrait des forces israéliennes dont on pourrait éventuellement diluer la présence.

Sadate, par presse internationale interposée, marque que la paix doit être fondée sur l'ensemble des résolutions de l'ONU, y compris celles concernant les Palestiniens. Elles ne comprennent pas l'établissement de relations diplomatiques, qui est une question de souveraineté. Après tout, les États-Unis n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec la Chine populaire.

Jarring se saisit du contexte ainsi créé pour prendre pour la première fois l'initiative par un mémorandum daté du 8 février 1971. Puisque Israël ne veut pas discuter du retrait sans que la RAU s'engage à faire la paix avec lui, et puisque la RAU ne veut pas préciser ses engagements sans qu'Israël accepte le retrait, il leur propose de prendre simultanément devant lui ces engagements, en les assortissant des mesures propres à leur donner toute leur portée, en quelque sorte un retrait total accompagné de garanties internationales contre une paix totale sans aucune restriction.

Dans sa réponse, Sadate fait un grand pas en avant en acceptant les principes proposés par le représentant spécial avec, cette fois clairement définie, l'existence d'un accord de paix avec Israël nommément désigné, tout en insistant sur une démilitarisation réciproque des zones frontalières et la participation des quatre grands à la force internationale.

Le gouvernement israélien se trouve ainsi mis en difficulté. Il accuse Jarring d'avoir outrepassé son mandat en se comportant en médiateur et non en messager. Eban affirme que la résolution 242 n'implique pas le retrait de tous les territoires. Dayan ajoute qu'il préfère « Charm el-Cheikh sans la paix que la paix sans Charm el-Cheikh ».

La politique de Sadate préoccupe le roi Hussein, qui a peur de voir le dossier égyptien dissocié du jordanien. Il est reconnaissant aux États-Unis du réarmement de son armée et du financement de son État, mais considère qu'il ne peut avoir confiance en Washington en ce qui concerne

le processus de paix. Il s’en ouvre ainsi à l’ambassadeur de France le 25 février 1971[625] :

> Les États-Unis ont recommandé à M. Jarring de dissocier le cas égyptien du cas jordanien. Le premier étant à leurs yeux le moins malaisé à régler et recélant par ailleurs des risques majeurs pour la stabilité de la région. Le second, en revanche, impliquant une rétrocession des territoires occupés et par conséquent un choc émotionnel considérable pour les sionistes. Aussi bien, avaient-ils conseillé de parer à ce qui leur paraissait le plus pressé et le plus facile. Le premier temps passé, c’est-à-dire le différend égypto-israélien mis sur une bonne voie, il sera loisible de s’occuper de la Jordanie. On fera valoir au gouvernement hachémite qu’il ne saurait se décaler de la RAU en matière d’efforts pacifiques. Mais, au même moment, on lui demandera de consentir à des arrangements territoriaux et à la mise en place d’un État palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Chacun, à Tel-Aviv comme à Amman, sera requis de faire des sacrifices, étant entendu que ces sacrifices seraient théoriquement compensés des deux côtés par des garanties américaines, portant, pour ce qui intéresse la Jordanie, sur l’intégrité de ce qui subsistera du régime hachémite. En fait, les efforts du gouvernement de Washington tendent à instaurer deux bastions aux flancs d’Israël, celui d’un État palestinien sans consistance, celui d’une Jordanie (redevenue Transjordanie) enchaînée par une aide extérieure considérable.

Néanmoins, Amman, en dépit du fait que Sadate n’a pas informé au préalable le roi Hussein du contenu de sa réponse à Jarring, s’aligne sur la position du Caire en affirmant que la Jordanie est prête à reconnaître l’État d’Israël si les Israéliens évacuent tous les territoires occupés. Le souverain est meurtri par la désinvolture du président égyptien, qui par ailleurs condamne sa politique contre la résistance palestinienne et qui refuse de recevoir Wasfi al-Tall au Caire.

En Syrie, Hafiz al-Assad achève sa conquête du pouvoir. Après avoir réorganisé les institutions et formé le Front national progressiste sous hégémonie du Baath (ce dernier a le monopole des activités politiques dans l’armée et chez les étudiants), il devient président de la République le 22 février 1971, choix confirmé par un référendum populaire le 12 mars

(99,2 % d'approbation). Il s'associe étroitement à Sadate au sein de la fédération arabe en gestation. S'il refuse toujours d'accepter la résolution 242, il s'abstient de critiquer ses partenaires arabes et soviétiques en affirmant qu'il s'agit d'une cause perdue puisque jamais Israël ne l'appliquera.

Le 25 février, dans son discours au Congrès sur la politique étrangère, Nixon continue de définir la situation moyen-orientale en fonction de la confrontation des deux superpuissances. Il n'est pas question de tolérer une position hégémonique de l'Union soviétique qui menacerait l'Europe et mettrait en danger la paix du monde. Les États-Unis ne chercheront pas à imposer un règlement, c'est aux intéressés de définir les conditions de la paix. On précise au Département d'État qu'en ce qui concerne le retrait israélien, on admet que le retour aux lignes d'avant le 5 juin 1967 n'est pas obligatoire, mais que les changements ne devraient pas conduire à des modifications substantielles de la carte de la région telle qu'elle existait avant juin 1967[626].

L'analyse partagée par Rogers et Sisco est que la sécurité d'Israël n'est pas liée à un agrandissement territorial. Il sera toujours rejeté par l'écrasante majorité des membres des Nations unies, qui craignent de créer un précédent dangereux pour eux. Les États arabes n'accepteront jamais une telle amputation de territoire et le conflit sera sans fin. La qualité des armements fournis par les États-Unis est la vraie garantie de la sécurité d'Israël. Contrairement au précédent de 1957, le retour aux lignes d'avant la guerre sera accompagné d'un règlement de paix et de la fin de l'état de guerre. Si le Département d'État réussit à maintenir le discours sur le changement minime des lignes du 4 juin 1967, il n'a pas la capacité d'aller au-delà. De son côté, Kissinger maintient son interprétation du conflit en termes de confrontation entre l'Est et l'Ouest. Exercer des pressions sur Israël, outre son impossibilité en termes de politique intérieure américaine, serait un gain net pour l'Union soviétique sans profit pour la position mondiale des États-Unis. Nixon est profondément exaspéré par l'opposition permanente entre Rogers et Kissinger, qu'il entretient par ailleurs. Il considère que Kissinger, de par ses origines juives, n'est pas l'homme idéal pour définir la politique américaine au Moyen-Orient. Mais il voit bien que son pays ne dispose que d'incitations positives sur Israël

(aide économique et militaire) qu’il n’est pas question de transformer en moyens de pression. Sa frustration est grande face à l’impasse politique, mais il ne voit aucun moyen d’en sortir. La politique américaine est purement réactionnelle, courant au plus pressé sans avoir de claires perspectives à moyen terme.

La situation des Soviétiques se rapproche beaucoup de celle des Américains. Ils ont poussé autant qu’ils pouvaient les États arabes dans la voie d’un règlement politique fondé sur le retour aux lignes du 4 juin. Ils ont exercé dans ce sens toute une pédagogie en faveur de la résolution 242. Ils ne peuvent aller plus loin, comme le montre leur politique syrienne. Ils continuent de réarmer la Syrie et ont accueilli favorablement l’approche pragmatique de Hafiz al-Assad sans pouvoir lui imposer l’acceptation de la résolution 242. Moscou a conscience du double danger : soit une aventure militaire arabe qui l’impliquerait dans les combats encore plus qu’en Égypte en 1970, soit un renversement d’alliance de leurs partenaires arabes qu’il soupçonne en premier lieu Sadate d’envisager. Les livraisons soviétiques doivent être graduées en fonction de ce double impératif – suffisantes pour maintenir les Arabes du côté des Soviétiques, mais sans les pousser à s’engager dans une nouvelle confrontation armée.

Comme les Américains ont arrêté les conversations bilatérales et mis en veilleuse les discussions à quatre, il n’existe plus de lieu pour une approche diplomatique discrète permettant de faire émerger une solution internationale. De ce fait, la politique soviétique devient aussi réactionnelle que celle de Washington et procède comme elle par livraisons d’armements plutôt que par définition d’une solution politique.

L’attentisme des deux superpuissances et l’immobilisme israélien font de Sadate le maître du jeu puisque c’est lui qui donne le rythme des initiatives politiques.

Le 26 février, la réponse israélienne est définitive. Si l’on reconnaît des progrès de la part de l’Égypte, il n’est pas question de revenir aux lignes d’avant le 5 juin 1967. C’est la fin de la mission Jarring. Les semaines suivantes, les Israéliens proposent l’ouverture de discussions « sans préalable » à New York et les Égyptiens répondent en renvoyant aux échanges de correspondance avec le représentant spécial. À la fin de mars, l’ambassadeur suédois reprend ses fonctions à Moscou.

Devant la presse, Golda Meir précise ce que l'on appelle la « doctrine orale » du Parti travailliste : maintien des Israéliens à Charm el-Cheikh et à ses voies d'accès, démilitarisation du reste du Sinaï, occupation du Golan, impossibilité d'annexer la totalité de la Cisjordanie en raison de l'importance de sa population, mais contrôle de la vallée du Jourdain et pas d'État palestinien « trop petit pour être viable et suffisamment grand pour faire la guerre à Israël ». Les tenants du Grand Israël s'indignent de l'importance de ces abandons, mais n'arrivent pas à réunir une majorité à la Knesset pour un vote de censure. D'ailleurs, en dehors des communistes, aucune force politique constituée israélienne n'est prête à accepter un retour aux lignes du 4 juin 1967.

De nouveau se pose la question du renouvellement du cessez-le-feu. Après avoir fait un voyage éclair à Moscou, Sadate cherche toujours à impliquer les États-Unis. Le 5 mars, il envoie à Nixon une longue lettre expliquant que, cette fois, il ne renouvellera pas le cessez-le-feu et propose au président américain de lancer une initiative fondée sur son plan intérimaire de retrait partiel du 4 février. Officiellement, les Égyptiens n'ouvriront le feu qu'« en cas de provocations israéliennes ou d'échec définitif des efforts diplomatiques ». Sadate déclare qu'avril sera le « mois de la décision », mais sans indiquer laquelle.

Au sein de la direction égyptienne, la tension monte. Le groupe d'Ali Sabri fait de la reprise des hostilités son programme principal. Sadate charge Haykal d'affirmer dans son journal que l'armée n'est pas prête. On le traite de défaitiste. Sadate organise le comité de préparation à la guerre afin d'étudier la situation réelle de l'armée. Le chef de l'armée, le général Muhammad Fawzi, affirme ne plus attendre que l'ordre, mais les autres officiers généraux sont réservés. La controverse porte sur les intentions de Nasser. Pour les adversaires de Fawzi, le président défunt n'a pas matériellement pu préparer un vrai plan de traversée du canal, tout simplement parce que le réarmement de l'Égypte n'était pas terminé à sa mort. On est loin d'une reconquête du Sinaï et plus près d'un retour à la guerre d'usure.

Sadate continue sa manœuvre d'isolement de ses compétiteurs. Ils ne peuvent pas avoir le soutien de l'Union soviétique, opposée depuis le début à une aventure militaire. L'institution militaire leur devient hostile.

Il ouvre maintenant un nouveau front en appelant à une union rapide avec les partenaires de la fédération arabe. Si ce projet se réalise, il implique une recomposition des institutions et donc la démission des principaux hommes en place, soit l'éviction des rivaux de Sadate. Les chefs d'État concernés se réunissent au Caire les 13 et 14 avril. Les discussions sont difficiles. Assad est le plus militant pour l'union, inspiration baathiste oblige. Finalement, le Soudan se retire du projet, qui est surtout une union formelle. Chaque pays conserve sa souveraineté entière et le droit de définir son régime politique et social. L'« Union des républiques arabes », comprenant la Syrie, la RAU et la Libye, est proclamée à Benghazi le 17 avril.

La « déclaration de Benghazi » comprend la phrase reprise du sommet de Khartoum sur le refus de la paix et de la négociation avec Israël. La diplomatie égyptienne fournit l'exégèse habituelle sur *sulh* qui signifie plus réconciliation que « paix ». L'Égypte est prête à signer un accord de paix, et non un traité de paix. On attire d'ailleurs l'attention sur le fait que le troisième « non » (« pas de reconnaissance ») n'a pas été repris.

En avril, la diplomatie internationale, c'est-à-dire surtout américaine, tente d'explorer la voie d'un règlement intérimaire qui permettrait la réouverture du canal de Suez et éloignerait le risque de guerre. Dans une première phase, les Israéliens diminueraient leur présence militaire tandis que les Égyptiens remettraient le canal en état. Dans une seconde phase, les Israéliens se retireraient à 40 kilomètres du canal, qui serait rouvert à la circulation maritime, y compris israélienne.

Les Égyptiens précisent leurs positions. Cela doit être une étape vers un retrait total qui conditionne l'utilisation du canal par les Israéliens. Il ne peut être question d'un arrangement qui pérenniserait la présence israélienne dans le Sinaï et qui tendrait à être une paix séparée. Les Israéliens ne veulent entendre parler que d'un « allègement réciproque » des forces armées dans le cadre d'une négociation distincte de la négociation générale. Puis ils exigent une déclaration formelle de non-belligérance de la part de l'Égypte, ce qui lui interdirait tout prétexte d'interdiction de circulation sur le canal. On se fait aussi un malin plaisir de reprendre la distinction arabe entre non-belligérance et paix.

Néanmoins, on pense se montrer conciliant en proposant l'application de ce plan intérimaire dans la reprise de la mission Jarring.

Toujours par le biais des Américains, Sadate précise ses positions. Le retrait israélien doit aller jusqu'au col du Sinaï. La seconde étape, au bout de six mois, serait la frontière internationale. Les positions sont donc inconciliables, mais Rogers espère pouvoir faire bouger les choses en se rendant au Moyen-Orient. La première visite d'un secrétaire d'État américain depuis Foster Dulles en 1953 est annoncée pour le début du mois de mai.

Un mai égyptien

La déclaration de Benghazi le 17 avril s'est faite une nouvelle fois sans la consultation de la direction collective égyptienne. L'enjeu n'est pas seulement les grandes orientations politiques, mais aussi le contrôle des postes de décision de l'État et du parti. Les adversaires de Sadate sont persuadés que le président a l'intention de les éliminer de leurs fonctions. Ils se fondent sur des écoutes au domicile des diplomates américains au Caire, seul moyen pour eux d'essayer de connaître la teneur des contacts secrets entre Sadate et les Américains (Sadate a fait de Bergus l'un de ses interlocuteurs favoris). L'épreuve de force s'engage dans les derniers jours d'avril au sein de la direction de l'Union socialiste arabe et se traduit par le refus d'entériner la proclamation de Tripoli. Au lieu de chercher l'acceptation par un long débat, Sadate pousse à un vote rapide, probablement pour pouvoir compter ses adversaires et ses partisans. Il est mis en minorité et doit accepter des amendements importants au projet d'union.

Lors des manifestations du 1er mai, qui se déroulent dans une atmosphère hostile pour lui, Sadate reprend dans son discours l'expression nassérienne des « centres de pouvoir » pour flétrir ses opposants. Le soir, la presse annonce la démission d'Ali Sabri de ses fonctions exécutives. Le 3 mai, la nouvelle est confirmée. Ali Sabri reste à son domicile privé, mais y reçoit les opposants à Sadate, qui voit là l'organisation d'une conspiration.

Pendant ce temps, Rogers commence sa tournée moyen-orientale par le Liban. Il renouvelle l'attachement des États-Unis à l'intégrité territoriale du pays (qui, pour l'instant, n'est pas contestée). Puis il se rend en Jordanie. Le roi Hussein en profite pour faire la démonstration qu'il est bien le maître chez lui. Aucune manifestation n'est tolérée à Amman. Si les relations bilatérales sont excellentes, le roi ne peut néanmoins que marquer son amertume. Il a été le premier chef d'État arabe à vouloir appliquer la résolution 242 et à soutenir les efforts de paix, or les Américains l'ont tenu à l'écart des derniers déroulements de la mission Jarring et ont ensuite concentré leurs efforts sur la question du canal. Rogers s'en tient à ses déclarations de principe vides d'application pratique sur les « modifications non substantielles » des lignes du 4 juin et refuse que l'on relance la question de Jérusalem.

Le 5 mai, il est au Caire. Sadate insiste sur sa volonté d'arriver à un accord qui ne soit pas seulement intérimaire et sur la nécessité pour les Américains de préciser leurs positions. Il leur explique franchement sa volonté d'améliorer les relations de son pays avec les États-Unis. Il ne veut pas que l'Égypte soit vue comme un client de l'Union soviétique. En privé, il expose même à Rogers les luttes de pouvoir au sein de la direction égyptienne627.

Si l'atmosphère des entretiens en Égypte est cordiale, ceux qui se déroulent le lendemain en Israël sont pour le moins « animés », ce qui veut dire en langage diplomatique « orageux ». Golda Meir rejette toute perspective de retour à la frontière internationale. Néanmoins, le gouvernement israélien ne peut pas se permettre d'être perpétuellement en position d'obstruction. Dayan, avec l'accord de Golda Meir, se montre plus souple en proposant un retrait sur la ligne des cols, mais avec interdiction pour l'Égypte d'envoyer des forces de l'autre côté du canal. Sisco est chargé de transmettre le message au Caire le 9 mai. Sadate se déclare intéressé à condition d'intégrer cette proposition dans le cadre d'un règlement global.

Le 10 mai, Sadate annonce son intention de dissoudre la totalité de la direction de l'Union socialiste arabe. La véritable épreuve de force commence. Les opposants tentent de s'organiser pour contrer Sadate, qui y voit le début d'un coup d'État qui serait organisé par le général Fawzi. Le

président s'adresse directement aux cadres supérieurs de l'armée et du parti tandis que Fawzi attend toujours l'ordre de reprendre les hostilités.

Le 13 mai, le gouvernement est remanié au profit des hommes de Sadate tandis que le général Fawzi accuse celui-ci d'être vendu aux Américains. Les opposants organisent une démission collective afin de provoquer une crise de régime. Ils sont soupçonnés de vouloir provoquer des manifestations de masse rappelant ce qui s'était passé au moment de la démission de Nasser en juin 1967. Sadate prend les devants et fait arrêter tous les démissionnaires ainsi que le général Fawzi. Au soir du 14 mai, sa victoire est assurée.

Durant la crise, il a d'abord bénéficié de sa légitimité de président qui, après seize ans de régime nassérien, dispose du soutien des principales institutions de l'État. Les proches de Nasser comme Haykal et son gendre, Ashraf Marwan, se sont ralliés dès le début. Les hommes de la direction collective étaient impopulaires en raison de leur identification aux pratiques policières des années 1960 alors que Sadate promet le rétablissement de l'État de droit. Il s'en prend à ceux qui ont mis des micros partout, jusque dans son bureau. Il abolit solennellement le système d'espionnage policier. Il semble qu'il n'y ait pas eu de véritable projet de coup d'État, mais plutôt une tentative pour organiser au dernier moment une opposition, ce qui dans un régime autoritaire revient à peu près au même.

À l'automne, tous les « comploteurs » seront jugés et condamnés à de longues peines de prison. Ils seront ensuite progressivement libérés quand il sera considéré qu'ils ne constituent plus un danger.

Le « mouvement de correction » qui suit est d'abord une vaste épuration des opposants potentiels au sein des institutions de l'État et du parti. Sadate devient le maître unique du pouvoir tout en élargissant la base idéologique du régime à la gauche marxisante compensée en même temps par la sortie de prison de militants Frères musulmans. Il synthétise sa nouvelle approche par le slogan « Science et foi », c'est-à-dire à la fois le socialisme et l'islam.

Sadate a eu pour lui le soutien des officiers supérieurs. Le général Sidqi devient ministre de la Défense et le général Chazli chef d'État-Major

général le 16 mai. Dans ce contexte, le président s'en tient officiellement à ses propositions précédentes en ce qui concerne le canal, c'est-à-dire qu'il ne prend pas en compte les idées de Dayan. Il réaffirme le contenu de ses déclarations tout en sommant les États-Unis de prendre position.

Les Soviétiques ont suivi les événements sans réagir. L'élimination du groupe présenté comme prosoviétique ne leur est pas favorable tout en éloignant le risque de guerre. En revanche, ils s'inquiètent de la réception faite à Rogers et de leur mise à l'écart des négociations en cours. Enfin, Sadate ne leur paraît pas un personnage fiable. Avec seulement un préavis de deux jours, Podgorny arrive au Caire le 25 mai avec une imposante délégation. Il s'agit d'obtenir la conclusion d'un traité d'amitié soviéto-égyptien. Sadate l'accorde immédiatement, y voyant le moyen de tranquilliser les nassériens et les marxistes et de s'assurer la livraison d'armements.

La lettre du traité, signé le 27 mai 1971, est assez souple et ne fait que confirmer ce qui existait déjà entre les deux pays. Il ne donne à l'Union soviétique aucun droit d'ingérence dans les affaires égyptiennes. De toute façon, les responsables égyptiens expliquent à leurs interlocuteurs occidentaux que l'Égypte, contrairement à la Tchécoslovaquie, n'a pas de frontières communes avec le bloc de l'Est et que l'on peut dénoncer à n'importe quel moment le traité si cela se révèle nécessaire. En apparence, Sadate a abandonné le non-alignement nassérien, mais, en obtenant un traité en bonne et due forme, les Soviétiques ont rappelé à l'opinion publique égyptienne réticente les anciens traités imposés par la Grande-Bretagne, la puissance coloniale détestée.

Les Israéliens se sont inquiétés de la crise. La victoire de Sadate le met en bonne position pour obtenir les bonnes grâces des États-Unis. Le traité soviéto-égyptien leur permet de reprendre leur discours sur l'Égypte colonie soviétique, mais Washington ne partage pas cette analyse.

L'opinion publique égyptienne a certainement une meilleure perception des choses, comme le montre une plaisanterie courante à l'époque, avec de nombreuses variantes de rédaction : « Sadate conduit comme nous, il met le clignotant à gauche et tourne à droite. »

Les événements des semaines suivantes vont bien dans ce sens[628]. Le représentant américain au Caire, Donald Bergus, a entrepris de son propre chef un projet de rédaction moins abrupte des propositions égyptiennes concernant le plan intérimaire. Il a bien marqué qu'il agissait sans consultation de ses supérieurs, mais Sadate et son entourage ne l'ont pas cru. Au début du mois de juin, Sadate et Haykal reçoivent en privé Bergus et lui transmettent une formulation proche de son texte. Sadate se déclare prêt à reprendre les relations diplomatiques avec les États-Unis si l'accord intérimaire était conclu, ce qui lui permettrait de demander le départ des officiers supérieurs soviétiques, mais non des conseillers, d'Égypte. Il se plaint avec amertume des livraisons d'armes américaines à Israël. Haykal restera le canal secret de communication entre lui et les Américains. À sa grande déception, les Américains ne répondent pas immédiatement. Sadate durcit le ton et annonce le 22 juin, dans un discours public, que l'année 1971 sera « décisive ». La RAU ne peut attendre éternellement. La guerre est inéluctable, elle sera plus dure que toutes celles qui l'auront précédée et l'Égypte paiera le prix qu'il faut.

Il faut dire que l'administration Nixon vient de s'engager dans des contacts secrets avec les Nord-Vietnamiens à Paris et que Kissinger va entreprendre le 9 juillet son voyage clandestin à Pékin suivi de l'annonce d'une visite de Nixon en Chine populaire. On attend la fin de juillet pour que Sisco aille en Israël pour des discussions infructueuses, les Israéliens refusant le stationnement d'un contingent égyptien symbolique sur l'autre rive du canal. L'actualité internationale est aussi dominée par la tentative de coup d'État au Maroc, la fin de la convertibilité du dollar en or (15 août 1971) et la crise du Pakistan oriental.

On doit ajouter que les diplomaties parallèles des chefs d'État ne facilitent pas la clarté des communications. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Mahmoud Riyad, n'est pas informé du contenu intégral des discussions de Sadate avec les Américains et a tendance à exprimer une ligne plutôt « dure ». Le Département d'État essaye de maintenir une position raisonnable, mais ne dispose pas du soutien de la Maison-Blanche, ce qui fait que sa crédibilité est régulièrement mise à l'épreuve. Nixon a indiqué à Sisco d'aller le plus loin possible, mais qu'il

n'était pas question de déclencher une crise avec le gouvernement israélien. 1972 sera une année électorale.

Le 19 juillet 1971, des militaires procommunistes tentent un coup d'État au Soudan pour renverser le général Nimeiri. La Libye et l'Égypte mobilisent tous leurs moyens pour organiser un contre-coup d'État suivi d'un bain de sang où périssent de nombreux militants communistes. Moscou parle de « terreur anticommuniste ». Les Soviétiques sont furieux de l'attitude de l'Égypte, mais ne peuvent rien faire.

L'émergence de l'Europe

Jusqu'en 1970, la Communauté économique européenne (CEE), encore composée de six membres, n'a eu qu'une vocation économique. Néanmoins, il est inévitable que la conclusion, durant l'été 1970, d'un accord préférentiel entre la CEE et Israël prenne une signification politique puisque les États arabes ont émis de violentes protestations. La France a eu une attitude « constructive » sur ce dossier, ne cherchant pas à en faire un instrument de pression sur Israël.

À l'automne 1970, la CEE travaille à se doter d'une approche collective des grands problèmes internationaux. À la première session ministérielle du comité politique qui se tient à Munich le 19 novembre 1970, la France a poussé à la définition de « conceptions communes » sur le dossier israélo-arabe. Les experts sont chargés de préparer le dossier. Les sujets traités sont la liberté de circulation, la création d'une zone démilitarisée, le statut de Jérusalem, auxquels on ajoute la question des Palestiniens. Les quatre pays candidats, dont la Grande-Bretagne, sont associés à la démarche.

Les « échanges à dix » commencent au début du mois de décembre. Parallèlement, les ambassadeurs des Six en Israël se concertent pour des échanges de vues et des partages de l'information. Au sein des Six, les Pays-Bas se chargent de la liberté de circulation dans le golfe d'Akaba, l'Allemagne de celle dans le canal de Suez, la France des zones démilitarisées, l'Italie de Jérusalem et la Belgique du problème palestinien. L'accord se fait facilement sur la liberté de circulation et les

zones démilitarisées avec stationnement de forces internationales. En revanche, les Pays-Bas sont hostiles à un retrait sur les lignes du 4 juin 1967, les Allemands et les Italiens ont aussi des « réserves » sur ce sujet. Le principe de l'internationalisation de Jérusalem est accepté, mais on diffère sur son étendue et ses modalités. Tous admettent l'impossibilité de régler le conflit sans adhésion des Palestiniens et, en cas de création d'un État palestinien indépendant ou d'un régime d'autonomie, il faut l'adhésion des pays arabes et en premier lieu de la Jordanie. En ce qui concerne les réfugiés, on reprend les formules des résolutions des Nations unies. On envisage un plan de reconstruction et de développement du Moyen-Orient.

Les divergences générales d'interprétation de la résolution 242 se reproduisent au niveau européen. En mai 1971, le dossier remonte au niveau des ministres des Affaires étrangères. Après une dernière concertation avec les quatre candidats, les ministres publient leur première déclaration sur le Moyen-Orient le 19 mai 1971. Les termes sont relativement vagues : on estime qu'une paix juste au Proche-Orient est d'une grande importance pour l'Europe et on apporte un soutien public à la mission Jarring. La résolution 242, appliquée dans toutes ses parties, constitue la base du règlement. Les six gouvernements se déclarent prêts, dans la mesure de leurs moyens, à contribuer, le moment venu, à la stabilisation économique et sociale du Proche-Orient. Le contenu du rapport est transmis au secrétaire général de l'ONU.

Le « document européen » est mal reçu en Israël à cause de la référence à la mission Jarring, dossier sur lequel Israël est en difficulté. La presse y voit la main de la France, qui chercherait à « isoler Israël », et l'on s'en prend à l'Allemagne qui, en raison de passé nazi, n'a pas à prendre une telle position. On s'est procuré le contenu des travaux préparatoires, d'où la prise de conscience qu'il s'agit bien d'une œuvre collective. On y voit le signe inquiétant d'une baisse d'influence d'Israël en Europe.

Golda Meir se rend au congrès de l'Internationale socialiste, qui se tient à Helsinki à la fin du mois de mai 1971, pour obtenir un changement de position de ses partenaires européens. Par une série d'interventions énergiques, elle impose une motion qui se réfère au cessez-le-feu de juin 1967, s'inquiète de la livraison d'armes soviétiques aux pays arabes,

préconise l'équilibre des forces et surtout reprend le thème de la négociation directe.

Ce succès personnel du Premier ministre israélien ne change en rien la situation. Le « groupe de travail » et le « comité politique » reprennent leurs consultations à partir de l'été 1971. La diplomatie européenne révèle son essence particulière : elle est avant tout une diplomatie entre Européens pour aboutir à une position commune et subsidiairement une diplomatie agissant à l'extérieur de l'Europe. Ainsi, en juillet 1971, le ministre allemand des Affaires étrangères, Walter Scheel, se désolidarise non de la déclaration des Six, mais du contenu des documents de travail qui l'ont précédée, soulignant par là la divergence sur l'interprétation de la résolution 242. L'affaire provoque un net agacement de la diplomatie française et les Allemands répondent qu'il s'agit là d'un malentendu.

Catastrophes palestiniennes

Au Liban, l'été 1970 a été dominé par une élection présidentielle qui a connu de multiples rebondissements. Le général Chéhab s'est retiré de la compétition. La coalition antichéhabiste réussit à battre son candidat, Elias Sarkis, en faisant élire par une voix d'avance, le 17 août 1970, Suleiman Frangié, le grand notable maronite du Nord, au comportement « féodal ». Son premier gouvernement est d'inspiration réformiste. En même temps, on se lance dans une purge des services de renseignements militaires du « second bureau » accusé d'avoir mené une politique antidémocratique et antiparlementaire durant les deux mandats précédents. Il en résulte un grave affaiblissement de l'armée durant cette période cruciale

Les tensions demeurent fortes entre une partie de la population et les Palestiniens. Des combats opposent les fedayins et les nassériens du député Maarouf Saad à Saïda, le 24 août, à propos du plan Rogers. Frangié inaugure son mandat en se rendant au sommet du Caire du 24 septembre. La période qui suit est plus calme en raison des événements de Jordanie. L'arrivée d'Assad au pouvoir à Damas est accompagnée d'un net réchauffement des relations avec le Liban, en particulier dans le domaine économique. Néanmoins, quelques opérations de commandos sont

entreprises à partir du Liban-Sud. Les 16 et 28 décembre 1970, les Israéliens lancent des opérations de représailles contre les villages du secteur central de la zone frontalière. Selon un bilan officiel israélien, il y aurait eu 407 incidents en 1970 sur la frontière israélo-libanaise, causant la mort de 11 soldats et 18 civils israéliens et blessant 93 soldats et 47 civils ; 178 fedayins auraient été tués.

En janvier 1971, à la suite d'affrontements, les hommes du Fatah éliminent l'Organisation d'action pour la libération de la Palestine et retiennent pendant quelques jours son chef, Issam Sartawi, avant de le libérer. À la mi-janvier, les Israéliens lancent un raid aéroporté contre la base palestinienne de Sarafand à proximité de Saïda. Au début février, le village de Khiam est à son tour visé. Pendant un moment, certains chefs du Fatah plaident pour un retour à la « clandestinité » qui se traduit plutôt par une mise en sourdine des activités de la résistance avec la fermeture d'un certain nombre de bureaux des organisations palestiniennes. La *Sa'iqa* suit le mouvement à la suite de sa reprise en main par Hafiz al-Assad. On y voit le signe de l'abandon de projets d'agitation sociale et de rapprochement entre la Syrie et le Liban.

Dans les territoires occupés, la situation est contrastée entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Les coups portés à la résistance palestinienne durant Septembre noir se traduisent par une nette diminution des actions contre les forces d'occupation. La question politique a occupé les esprits. Les événements ont causé un coup terrible au prestige de la monarchie hachémite, beaucoup de familles étant établies des deux côtés du Jourdain. De nouveau, les notables ont été tentés par l'autonomie. Pour la première fois, on parle ouvertement, dans les discussions internationales, de la constitution d'un État palestinien. À l'ONU, les délégations du tiers-monde poussent à la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Le maire d'Hébron, le cheikh Jaabari, s'est montré particulièrement actif durant l'automne. Il reprend le projet déjà avancé par d'autres de mise sous tutelle internationale des territoires occupés, Jérusalem compris, pour une période de cinq ans suivie d'une consultation par référendum. Des grands notables palestiniens de la diaspora comme Abdel Majid Shuman, le milliardaire palestinien

fondateur de l'Arab Bank, poussent aussi à la solution des deux États[629]. Certains cadres supérieurs de l'OLP sont également attirés par l'idée.

Bien évidemment, les Israéliens font la sourde oreille. Au contraire, ils établissent de nouvelles colonies de peuplement. Une ville israélienne est fondée à la périphérie d'Hébron sur les terrains officiellement confisqués pour établir un campement militaire. Elle prend le nom biblique de Kyriat Arba, synonyme d'Hébron dans le livre de la Genèse. Le premier établissement dans la bande de Gaza, Kfar Darom, est créé.

L'intégration de la Cisjordanie à Israël progresse avec, en juillet 1971, l'autorisation accordée aux habitants de se rendre librement (sans permis préalable) à Jérusalem et en Israël. Il leur est interdit d'utiliser leur voiture particulière et d'y passer la nuit. Cela permet d'alléger les tâches de l'administration militaire et de montrer le libéralisme de l'occupation. Mais les Palestiniens ont toute facilité à montrer la parenté entre ces mesures et celles des *townships* de l'apartheid sud-africain.

Dans la bande de Gaza[630], la violence est quotidienne contre les forces d'occupation et les collaborateurs supposés : jets de grenades sur des véhicules civils et militaires israéliens, sabotages divers, assassinats de collaborateurs. Les arrestations sont nombreuses, et les Israéliens procèdent à des destructions de maisons « ayant abrité des terroristes ». Pour la période allant du 1er octobre au 20 décembre 1970, on peut décompter, d'après les informations rendues publiques, 36 attentats à la grenade, 5 explosions d'engins piégés, 4 explosions de mines, 36 civils arabes tués (dont 5 femmes) et 91 blessés (dont 2 femmes et 14 enfants) à la suite d'attentats et de règlements de compte, 8 « terroristes » tués et 4 blessés, aucun militaire tué mais 23 blessés.

Au début de janvier, un attentat contre un véhicule israélien provoque la mort de deux enfants, ce qui provoque une forte émotion en Israël. Des ratissages sont entrepris, mais les autorités israéliennes doivent reconnaître que la résistance domine la bande de Gaza. Ariel Sharon, qui commande le « front sud » depuis décembre 1970, se saisit directement de la question. Il est décidé à éradiquer la « présence des terroristes ». Il réorganise les services de renseignements et multiplie les arrestations. Des unités de gardes-frontières, des soldats de métier réputés pour leur brutalité et leur efficacité sont envoyés remplacer les soldats du

contingent. Toutes les méthodes d'infiltration et des agents doubles sont utilisés. C'est une véritable « bataille d'Alger » qui se déroule en 1971 avec un usage systématique de la torture et la mort de personnes « qui ont violé le couvre-feu ou qui n'ont pas obtempéré aux avertissements des gardes-frontières et des soldats ». Certains cercles de la gauche israélienne s'indignent de ces méthodes. L'armée israélienne promet une enquête sur ces allégations, mais elle n'a pas compétence sur les gardes-frontières. Dayan reconnaît néanmoins l'existence de certains « excès ».

Sharon entreprend, au sens le plus littéral du terme, le quadrillage de la bande de Gaza en unités de 1 500 sur 1 500 mètres. Il fait raser les haies des orangeraies et y ouvre de larges avenues. Il procède de même dans les camps avec la destruction de milliers de maisons et des évacuations forcées d'habitants. Certains sont relogés autoritairement dans le Sinaï égyptien, ce qui est contraire aux conventions de Genève. L'UNRWA, qui n'a pas compétence pour intervenir en territoire égyptien, refuse de fournir les rations alimentaires et les services sociaux aux familles expulsées à El-Arich.

Les nombreuses caches de la résistance sont découvertes. Les principaux chefs, qui, dans leur grande majorité, appartiennent au FPLP, sont tués ou faits prisonniers. On peut considérer que la victoire israélienne est acquise au début de l'année 1972.

Le triomphalisme des autorités et les discours sur les bons rapports entre occupants et occupés que tient Moshe Dayan en permanence ne doivent pas dissimuler la réalité tangible qu'il y a en permanence de 3 000 à 5 000 prisonniers palestiniens pour faits de résistance dans les prisons israéliennes, c'est-à-dire une fraction non négligeable de la population adulte masculine. Aucune solution politique ne peut se dégager, y compris sur le plan local. Le ministre israélien de la Police, Shlomo Hillel, montre bien le dilemme dans une interview publiée le 9 août 1971[631] : si Israël accepte de négocier avec des représentants palestiniens, il en résulterait deux situations également préjudiciables pour ses intérêts. Soit Israël se retirerait de la « Judée et Samarie », laissant aux habitants le soin de se gouverner, soit l'accord ne serait qu'une simple façade, c'est-à-dire une annexion déguisée. Dans l'un et l'autre cas, le problème ne serait pas résolu pour autant, tandis que s'évanouirait tout espoir d'un règlement

avec la Jordanie et avec « l'ensemble des Palestiniens résidant de l'autre côté du Jourdain ».

En Jordanie, les fedayins tentent de résister à la pression croissante exercée contre eux, d'où de nouvelles violences. Le 6 décembre 1970, l'armée lance une véritable offensive dans le secteur de Jerash, faisant 63 prisonniers tandis que 80 fedayins « disparaissent[632] ». Parallèlement, l'administration et l'armée sont épurées de leurs éléments palestiniens ou propalestiniens. Bahi Ladgham se rend précipitamment à Amman et réussit à conclure le 14 décembre un nouvel accord qui reprend le contenu des accords précédents mais qui insiste bien sur le désarmement des milices. Cela provoque une véritable révolte chez les combattants, qui contraignent l'OLP à désavouer sa signature.

Le FPLP, toujours intoxiqué par l'idée de guerre populaire, décide de se lancer seul dans une guérilla contre l'armée jordanienne, ce qui influe peu sur la réalité des rapports de force. À la fin de décembre 1970 et au début de janvier 1971, les militaires prennent le contrôle des dernières routes d'approvisionnement vers la Syrie et l'Irak. Quatre cents fedayins, majoritairement de la *Sa'iqa*, sont raccompagnés en Syrie. L'OLP conclut un nouvel accord avec les autorités le 13 janvier alors que le FPLP continue de faire cavalier seul, d'où un échange d'invectives entre les deux organisations. L'écrivain Ghassan Kanafani, porte-parole du FPLP, appelle de Beyrouth au renversement du régime jordanien par des sabotages et des actions de guérilla. Finalement, le FPLP, isolé, rentre dans le rang. À la fin de janvier, le corps expéditionnaire irakien entame son retrait de Jordanie.

Le 8e CNP s'ouvre au Caire le 28 février dans une atmosphère de grand désarroi. Les revers enregistrés en Jordanie et à Gaza portent un coup très dur au moral. La désunion est totale en dépit des discours sur l'unification de la résistance. On a peur de la constitution d'un mini-État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Sadate prononce le discours inaugural. S'il marque qu'il n'est pas question d'abandonner les droits légitimes des Palestiniens, il rejette toute tutelle palestinienne sur la prise de décision de l'Égypte et sur son droit de négocier. Arafat renforce sa position au sein de l'OLP en concentrant les pouvoirs sur le comité exécutif où le Fatah est majoritaire au détriment du comité central.

En février et mars, l’armée jordanienne élimine les dernières forces palestiniennes présentes dans les grands centres urbains. En avril, les fedayins ne sont plus présents que dans la région de Ajloun et dans la vallée du Jourdain en dehors de quelques poches en liaison avec certains camps palestiniens soumis à la pression de l’armée. Ils représentent encore une force de l’ordre de 5 000 hommes. Les combats ont provoqué la mort de plusieurs centaines de Palestiniens. La direction palestinienne est contrainte de se réfugier à Damas.

Après une pause au mois de mai, le refoulement des fedayins reprend inexorablement au mois de juin. Ayant rompu tout contact politique avec la résistance, le gouvernement jordanien est maintenant décidé à en finir. Le 12 juillet, il exige l’évacuation par les commandos d’un secteur stratégique dans la région d’Ajloun. Comme ils refusent, l’armée lance le 13 juillet une offensive précédée d’un bombardement intensif. Les 14 et 15, les dernières positions palestiniennes dans la vallée du Jourdain sont emportées. Les jours suivants sont consacrés au nettoyage. Les soldats et officiers jordaniens ralliés à la résistance sont exécutés immédiatement. Environ 200 à 250 fedayins sont tués (les pertes sont équivalentes du côté jordanien) et 2 300 sont faits prisonniers. Cinq cents réussissent à s’échapper en Syrie et une centaine passent le Jourdain pour se rendre à l’armée israélienne qui en tire un grand succès de propagande. La plupart seront ensuite libérés avec le choix de partir pour la Syrie ou de retourner à la vie civile en Jordanie

Le 9e CNP s’était réuni au Caire à partir du 7 juillet avec pour ordre du jour l’unification des mouvements de résistance. Le seul progrès dans ce domaine est l’intégration au Fatah de deux petites organisations, dont celle d’Issam Sartawi. Le CNP ne peut qu’enregistrer l’isolement politique de la résistance. Les Syriens ont interdit tout passage de troupes palestiniennes à partir de leur territoire pour la Jordanie.

La bataille d’Ajloun marque la fin du sanctuaire jordanien. Les fedayins sont mis hors la loi. Pendant quelques mois, le FPLP et le FDLP, toujours attachés à l’idée de guerre populaire, tenteront des opérations de guérilla urbaine, mais avec des résultats erratiques. À la fin de l’année 1971, la répression l’aura définitivement emporté.

Si les premières réactions arabes avaient été relativement modérées dans l'attente d'un nouvel accord, le ton se durcit rapidement. La Syrie, l'Irak, l'Algérie et la Libye annoncent la rupture des relations diplomatiques avec la Jordanie. Les autres pays condamnent sévèrement la politique jordanienne. L'Arabie saoudite tentera ensuite des efforts de médiation qui se révéleront infructueux. Tout ce que le roi Hussein et Wasfi al-Tall sont prêts à accepter, c'est une *Sa'iqa* à la jordanienne, c'est-à-dire des forces palestiniennes soumises au contrôle étroit de l'armée jordanienne, l'OLP conservant une « représentation politique » dans le royaume. La monarchie hachémite se veut toujours le porte-parole des « vraies » revendications palestiniennes, mais elle sous-estime le fossé créé par les événements de 1970-1971 et l'ampleur des haines suscitées par le nombre de morts palestiniens.

La catastrophe jordanienne a été suivie par l'écrasement de la résistance dans la bande de Gaza tandis qu'en Syrie Hafiz al-Assad impose son ordre et son autorité à l'ensemble des forces palestiniennes. Le bien le plus précieux, l'autonomie de décision palestinienne, est en jeu. Par un mouvement naturel, la totalité des organisations palestiniennes indépendantes décident de se replier sur le Liban et de faire du Liban-Sud et des camps palestiniens les nouveaux sanctuaires de la « révolution » palestinienne.

Le temps des incertitudes

Un an après le cessez-le-feu, l'échec de toutes les initiatives diplomatiques est devenu patent. Sisco n'a pas même rendu compte à l'Égypte du contenu de ses dernières discussions en Israël. Pour la forme, on maintient que la question du plan intérimaire est toujours ouverte, mais personne n'y croit. Le gouvernement israélien ne veut pas entendre parler de « médiateur » ayant pouvoir d'avancer des propositions, mais seulement de « messager », d'où la perpétuation du dialogue de sourds. Le 19 août, Dayan se fait remarquer par des déclarations qui font grand bruit. Les Arabes ne veulent pas négocier et tous les acquis israéliens résultent de faits accomplis. Il appartient aux Israéliens de prendre des mesures unilatérales et immédiates. Il faut considérer le rôle d'Israël dans les

territoires occupés comme celui d'un gouvernement établi et faire ce qui peut être fait sans laisser d'options ouvertes pour le jour, peut-être lointain, où la paix serait établie. Les mesures à prendre devront cependant tenir compte du point de vue et tendre à des conditions acceptables pour les intéressés. Le statut actuel de la Cisjordanie et de Gaza ne paraît pas intolérable pendant une période transitoire, même longue. La frontière avec le Liban est une frontière reconnue, mais si les autorités de Beyrouth permettent aux « terroristes » d'opérer contre Israël à partir de leur territoire, il n'y aura pas d'autre choix que de traverser la frontière. Le gouvernement israélien tient à marquer qu'il ne s'agit là que des « opinions personnelles » du ministre de la Défense.

À la fin août 1971[633], Primakov a été discrètement envoyé en Israël pour discuter des éléments concrets d'un règlement de paix. Dayan, Eban et Meir refusent toute solution qui ne comprendrait pas des gains territoriaux pour Israël. Néanmoins, Soviétiques et Israéliens s'accordent pour maintenir ouvert un canal de communication. Les discussions suivantes, tenues à Vienne, ne donnent rien.

La création de l'Union des républiques arabes le 1er septembre 1971 (Syrie, Libye, Égypte) semble marquer un durcissement du ton arabe puisque l'on reprend les « non » de Khartoum et que l'on établit une unanimité des trois chefs d'État formant le conseil présidentiel pour la définition des grandes options de politique étrangère, en particulier la guerre et la paix. Les Israéliens y voient un droit de veto accordé à la Libye et à la Syrie sur les décisions de l'Égypte. Le référendum donne 96,4 % d'approbation en Syrie, 98 % en Libye et 99,99 % en Égypte. On peut noter à cette occasion que Sadate a retrouvé les « 5 neuf » de Nasser. À cette occasion, l'Égypte abandonne l'appellation de République arabe unie pour adopter celle de République arabe d'Égypte – le terme de RAU aurait introduit une confusion au sein d'une Union des républiques arabes. Il faut une nouvelle constitution, qui est approuvée le 11 septembre avec seulement 99,98 % des voix.

L'unanimité de façade ne cache pas les divergences essentielles. Kadhafi multiplie les déclarations anticommunistes après l'affaire soudanaise et pousse en même temps à la guerre contre Israël. Assad

apparaît comme plus pragmatique mais n'a toujours pas accepté la résolution 242.

Le cessez-le-feu est dans l'ensemble bien respecté en dépit d'incidents aériens. Le 11 septembre, un avion d'observation égyptien est abattu au-dessus du Sinaï. Le 17, un missile sol-air égyptien abat un avion israélien rempli d'électronique à proximité du canal (7 morts). Le lendemain, les Israéliens bombardent en représailles des positions égyptiennes. Il s'ensuit un bref moment de tension où les deux parties évoquent le risque de guerre. Le chef d'état-major de l'armée israélienne se déclare confiant : en cas de reprise des hostilités, les Israéliens détruiront le réseau de missiles installés sur le canal.

Ensuite, la situation se calme, les Égyptiens utilisant des Mig-25 soviétiques volant à très haute altitude et hors de portée des Phantom israéliens. Les Israéliens innovent en utilisant des drones pour survoler le territoire égyptien. À la mi-octobre, Sadate se rend d'abord à Téhéran, où il marque de façon éclatante le rapprochement égypto-iranien. On évoque la constitution d'un axe régional Téhéran-Riyad-Le Caire. Le rôle de « gendarme » régional accordé par les Américains à l'Iran l'intéresse. Il commence à songer à un rôle analogue pour l'Égypte[634].

C'est avec ce genre d'arrière-pensée qu'il arrive ensuite à Moscou[635]. Il déclare publiquement que la force est le seul moyen de pression sur Israël tandis que ses interlocuteurs insistent sur la nécessité d'une solution politique. La direction soviétique lui reproche ses déclarations belliqueuses et marque qu'elle ne souhaite pas une aventure militaire dont les conséquences seraient mondiales. L'amitié de l'Union soviétique est fondée sur la lutte contre l'impérialisme et la construction du socialisme. Sadate tente de faire comprendre qu'il est le maître de la situation intérieure et que l'on n'a rien à craindre de la droite tant que l'Union soviétique apporte son aide au combat de l'Égypte. Le communiqué final parle du renforcement du potentiel militaire de l'Égypte, ce qui est interprété comme la promesse de livraison de nouveaux matériels de guerre. Sadate s'engage à lutter contre l'anticommunisme et l'antisoviétisme – un rappel de l'affaire soudanaise qui a douloureusement marqué les communistes.

Les Israéliens font des demandes similaires aux Américains au nom de l'équilibre des forces. Immédiatement, 78 sénateurs demandent une livraison de nouveaux Phantom à Israël. Cette résolution est relayée par 202 représentants sur 437. Il s'agit d'un dialogue indirect entre Israéliens et Américains puisque aucune des deux parties ne veut lier officiellement la question des livraisons d'armes à l'acceptation des propositions de Rogers. À son retour de Moscou, Sadate rappelle à Kadhafi à l'ordre : il ne faut pas heurter de front l'Union soviétique dont l'aide militaire est indispensable, et la solution politique est l'une des armes dont disposent les Arabes.

Le champ de bataille diplomatique se transporte à New York où doit se tenir l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. Les États arabes bénéficient du soutien des pays du tiers-monde avec en particulier un rapprochement des pays africains sur leurs positions en fonction d'un troc implicite, condamnation de l'Afrique du Sud contre celle d'Israël. Sur ce dossier, Israël est en mauvaise posture parce qu'il conserve d'excellentes relations avec l'Afrique du Sud où réside une importante communauté juive. La tactique arabe est de faire payer le prix aux Américains de leur soutien à Israël sur le plan international. Le 27 août 1971, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a désigné une commission de quatre chefs d'État africains, Senghor (Sénégal), Ahidjo (Cameroun), Gowon (Nigeria) et Mobutu (Zaïre[636]), chargée de proposer leurs bons offices entre Arabes et Israéliens.

Le premier débat se déroule au Conseil de sécurité où la Jordanie a demandé l'examen des « mesures illégales prises par Israël à Jérusalem au mépris des résolutions antérieures du Conseil de sécurité ». Les Américains sont gênés par un tel débat et ont tout fait pour le retarder. Quant au représentant israélien, il rejette par avance toute résolution concernant la ville sainte. La résolution 298 du 25 septembre 1971 renouvelle les résolutions précédentes et déclare que toutes les dispositions législatives et administratives prises par Israël en vue de modifier le statut de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens immeubles, le transfert de population et la législation visant à incorporer la partie occupée, sont totalement nulles et non avenues et ne peuvent modifier le statut de la ville.

Au débat général de l’Assemblée, Rogers tente une dernière fois de relancer le plan intérimaire en essayant de concilier l’inconciliable, c’est-à-dire son intégration dans un règlement général : il doit être une étape vers une mise en œuvre pleine et entière de la résolution 242 dans un délai raisonnable, et non une fin en soi. Aucune des parties ne peut, de façon réaliste, s’attendre à parvenir, dans le cadre d’un accord partiel, à un accord complet sur les termes et les conditions d’un règlement d’ensemble. Ceux-ci devront être définis au moyen de négociations sous les auspices de l’ambassadeur Jarring.

L’échec est inévitable puisqu’un tel accord interdirait à l’Égypte de disposer de moyens militaires suffisants pour inquiéter les Israéliens et les empêcher de pérenniser leur présence dans le Sinaï. La diplomatie égyptienne s’en tient au mémorandum Jarring auquel elle a répondu positivement. La position israélienne est que tout doit être négociable, y compris les frontières, et que tant que ce principe n’est pas acquis il n’est pas question de discuter. Les Jordaniens sont ulcérés d’être une nouvelle fois oubliés dans les propositions américaines. De surcroît, Kissinger s’emploie en permanence à bloquer les initiatives de Rogers. À un an de l’élection présidentielle, ce serait un suicide politique de se lancer dans une telle action à cause de ses répercussions électorales[637].

Les travaux de l’Assemblée générale se concentrent sur d’autres sujets, en particulier la désignation de la Chine populaire à la place de Taïwan pour représenter la Chine. C’est devenu inévitable après le voyage de Kissinger à Pékin, mais cela marque aussi une nouvelle érosion de l’influence américaine sur l’organisation internationale. Certains voient dans l’exclusion de Taïwan un précédent qui pourrait ensuite concerner Israël.

La diplomatie américaine tente de recourir à la mythique formule de Rhodes, mais les Israéliens exigent au préalable la livraison de Phantom supplémentaires.

Les quatre « sages » africains arrivent au début de novembre en Israël où ils sont accueillis en grande pompe. Senghor insiste sur les relations d’amitié que les Africains noirs entretiennent aussi bien avec les Arabes qu’avec les Israéliens, d’où la recherche d’une conciliation. La réception est aussi chaleureuse au Caire[638] parce que les missionnaires s’en sont

tenus à l’implantation de la résolution 242 et aux discussions sous les auspices de l’ONU – Sadate craignait qu’ils penchent pour des négociations directes. Les chefs d’État africains transmettent aux intéressés un questionnaire détaillé afin de pouvoir faire émerger les points d’accord et de désaccord. En attendant, les Égyptiens acceptent de retarder le débat sur le Moyen-Orient à l’Assemblée générale.

Déçu par les Américains, Sadate revient au questionnaire Jarring pour lequel il attend une réponse positive israélienne. Il adopte de nouveau un ton belliqueux. On organise un conseil de défense arabe pour le 28 novembre. La Jordanie a déjà fait savoir qu’elle ne voulait pas la répétition de mai 1967 et qu’elle s’abstiendrait de participer à un nouveau conflit.

Les sages africains reviennent pour une seconde tournée qui commence par l’Égypte, puis se rendent en Israël. Ils découvrent que c’est bien la question des frontières qui est l’obstacle principal. Ils en appellent à la reprise de la mission Jarring sans vouloir trancher sur ce point essentiel.

Au début de décembre, Golda Meir, en visite privée aux États-Unis, est reçue par Nixon. Elle exige un engagement à long terme sur des livraisons d’armes qui ferait comprendre aux Arabes qu’ils ne pourraient séparer les États-Unis d’Israël et qu’une solution militaire est impossible. Israël pourrait alors négocier en situation de force. Nixon et Kissinger sont d’accord avec le Premier ministre israélien sur l’essentiel. De plus, 1972 étant une année électorale, le président ne veut pas de tension publique avec Israël sur ce sujet. Il accepte la demande. Le 31 décembre, on annoncera la reprise de la livraison des Phantom à Israël.

La situation internationale est maintenant dominée par la nouvelle guerre entre l’Inde et le Pakistan, aboutissant à l’indépendance du Bangladesh (ex-Pakistan oriental). L’Inde a signé au mois d’août 1971 un traité d’amitié avec l’Union soviétique analogue à celui conclu avec l’Égypte alors que le Pakistan est un allié des États-Unis. Pour Nixon et Kissinger, c’est une nouvelle manœuvre soviétique pour éliminer les alliés de l’Occident. Ils ne peuvent éviter la déroute de l’armée pakistanaise, d’où leur colère contre l’Inde et l’Union soviétique. En revanche, l’affaire a renforcé leurs liens avec la Chine populaire.

Au Liban, les autorités sont décidées à faire respecter strictement les accords du Caire. Les fedayins doivent limiter leur présence à la région peu habitée de l'Arkoub et doivent se tenir à au moins 6 kilomètres de la frontière. Il est interdit de bombarder Israël à partir du territoire libanais. La population chiite supporte mal la présence des fedayins, qui est la cause des représailles israéliennes. C'est ce qu'explique l'imam Moussa Sadr à l'ambassadeur de France le 7 octobre 1971[639] :

> L'imam Sadre m'a dit que dans le sud du pays, où se trouvaient beaucoup de ses fidèles, les rapports entre la population et les fedayins n'avaient cessé de se dégrader. Accueillis il y a deux ans avec satisfaction, ils sont maintenant considérés comme des éléments indésirables et sévèrement critiqués pour les raids qu'ils tentent de temps à autre au-delà de la frontière.

La colère gronde chez les militants du Fatah, qui accusent Arafat de les avoir laissé écraser par le roi Hussein, trahis par Assad et ligotés par le roi Faysal et Sadate. La contestation monte au plus haut niveau de la direction où Abou Iyad (Salah Khalaf) et Abou Mazen (Mahmoud Abbas) « boudent » quelque temps Arafat. Ce dernier nomme des fidèles à la réputation peu reluisante à certains postes de direction et coupe les vivres à certains contestataires. En politicien astucieux qu'il est, il laisse toujours la porte ouverte à des réconciliations.

Les relations restent mauvaises avec la Syrie. Venu inspecter une base du Fatah en Syrie à proximité du Golan, Yasser Arafat est victime d'un mystérieux attentat dont il sort indemne (5 octobre 1971), mais son chauffeur est tué. Il s'oppose aux Syriens sur les nominations aux postes supérieures de l'ALP. Il succède ensuite à Sadate à Moscou, mais comme invité d'une association de solidarité afro-asiatique. Néanmoins, il rencontre pour la première fois des responsables soviétiques de haut rang. Selon son expression, « les neiges de Moscou étaient cette fois plus chaudes ». Ce qui compte n'est pas la promesse d'une aide, l'OLP et le Fatah ont leurs ressources propres grâce à l'argent du Golfe, mais l'échange de bons procédés. Le rôle international d'Arafat se trouve consacré tandis que Moscou paraît se positionner de nouveau du côté des mouvements de libération. Sur le plan politique, les interlocuteurs d'Arafat ont insisté sur l'unité du monde arabe face à Israël, ce qui veut

dire que l'OLP ne doit pas faire de la dénonciation de la résolution 242 sa tâche prioritaire. Pour les Soviétiques, l'idée que la lutte armée palestinienne puisse liquider l'État d'Israël paraît totalement irréaliste, voire absurde.

Dans les cercles dirigeants du Fatah, l'idée s'impose alors de lancer des opérations spectaculaires destinées à remonter le moral des troupes et à rappeler l'existence de la cause palestinienne à un moment où il n'y a plus d'opérations à partir de la Jordanie et où celles du Liban-Sud sont limitées par le contrôle de l'armée libanaise et l'efficacité des contre-mesures israéliennes. Abou Iyad a l'idée d'une sorte de « service action » totalement clandestin formé de vétérans des combats de Jordanie[640]. Il lui a trouvé un nom, « Septembre noir ». Le débat sur les actions clandestines recoupe celui de la « militarisation » des fedayins prônée par Arafat contre les partisans de la guérilla. Le président de l'OLP envisage alors de faire des fedayins des forces armées régulières, ce qui pourrait être compatible avec un retour négocié en Jordanie. En revanche, plusieurs des cadres supérieurs y sont hostiles.

Le 28 novembre 1971, Wasfi al-Tall, venu pour le conseil de défense arabe, est assassiné au Caire par un commando palestinien se revendiquant de Septembre noir. L'organisateur en a été Ali Hassan Salamé, un ancien lieutenant d'Abou Iyad. Il semble avoir agi de façon autonome, mais l'affaire reste encore confuse. Outre la vengeance, la motivation de l'assassinat aurait été de mettre fin au débat sur la militarisation. Pour cette raison, Arafat aurait été tenu à l'écart de l'affaire.

Les autorités égyptiennes se montrent particulièrement laxistes. Les membres du commando seront mis en liberté conditionnelle en février 1972 et resteront un an au Caire avant de se disperser dans plusieurs pays arabes. Ahmad al-Shuqayri, qui a retrouvé ses activités d'avocat, a été chargé de leur défense. L'indignation est grande dans les cercles du pouvoir jordanien, qui découvre en même temps l'ampleur de son isolement dans le monde arabe.

La priorité immédiate de la monarchie est d'éviter des représailles de la part des Transjordaniens sur la population palestinienne du royaume. Un strict contrôle est imposé sur les unités de l'armée. Les chefs des grandes familles accusent Arafat d'être responsable de l'assassinat. Dans un tel

contexte, il n'est plus possible d'envisager la moindre présence de la résistance palestinienne en Jordanie.

De fait, la Jordanie est maintenant désignée comme ennemie au même titre qu'Israël. Selon la radio du Fatah : « Tout dialogue avec le régime jordanien est interrompu. C'est le langage des balles et des explosifs qui va désormais prévaloir. » Une campagne d'attentats est lancée en territoire jordanien, mais ils ne font que des dégâts matériels sans gravité. On passe alors à l'international. Le 15 décembre, l'ambassadeur de Jordanie à Londres sort indemne, par miracle, d'un attentat à la mitraillette. Le lendemain, la représentation jordanienne à Genève est dévastée par un colis piégé. Ces dernières opérations sont revendiquées par Septembre noir[641]. En février 1972, 5 Jordaniens soupçonnés d'appartenir aux services secrets de la monarchie sont assassinés en Allemagne.

Le roi Hussein tire la leçon des événements. Comme il l'explique à l'ambassadeur de France[642] :

> Le choix est simple, […] il s'agit de savoir si pour ce territoire l'on préfère l'établissement d'une république palestinienne qui sera en état de lutte ouverte avec les Transjordaniens et qui constituera pour Israël un péril permanent. Ou bien, si l'on se soucie du maintien du système hachémite qui fait régner l'ordre et qui est partisan de la solution pacifique.

Il est résolument hostile à la reprise de la guerre avec Israël et trouve que les rodomontades de Sadate ridiculisent les Arabes. Il ne comprend pas pourquoi les Américains ne lui apportent pas un véritable soutien dans ses ouvertures avec Israël. S'il est prêt à reconnaître l'État hébreu, il s'en tient à la ligne arabe générale de ne rien céder en ce qui concerne les territoires occupés et Jérusalem. De ce fait, les nouvelles entrevues secrètes avec les émissaires israéliens ne donnent rien d'autre qu'une « coopération antiterroriste ».

Procédures diplomatiques

À la fin de l'année 1971, l'actualité internationale est dominée par le conflit indo-pakistanais. Les États-Unis s'engagent aux côtés du Pakistan,

mais ne peuvent éviter sa défaite qui aboutit à la naissance du Bangladesh. La victoire indienne est considérée comme un grand succès pour l'Union soviétique. En revanche, elle est l'occasion d'une nouvelle tension entre l'Égypte et l'Union soviétique. Moscou doit fournir des armements à la fois au Vietnam du Nord et à l'Inde, d'où une quasi-suspension des livraisons à l'Égypte. Les Soviétiques ne sont pas mécontents de faire sentir à Sadate sa dépendance et ne veulent pas d'un troisième conflit dans lequel ils seraient impliqués. À Sadate furieux de voir passer tant d'armes sur son territoire à destination de l'Inde, les Soviétiques expliquent que l'armée indienne, elle, est prête à faire la guerre[643]… Le président égyptien se sert de ce conflit pour justifier sa décision de retarder une nouvelle fois la reprise des combats alors que 1971 aurait dû être « l'année de la décision[644] ».

De surcroît, Moscou tient à préserver la politique de la « détente » mise à mal par la crise indo-pakistanaise. Tout en refusant de prendre des engagements formels qui empiéteraient sur sa souveraineté, l'Union soviétique augmente discrètement le nombre de ses ressortissants juifs autorisés à émigrer en Israël, au risque de mécontenter ses alliés arabes. En 1971, 10 250 visas d'immigration ont été accordés par l'ambassade de Hollande qui représente les intérêts israéliens à Moscou, soit environ 14 000 personnes en comptant les familles, avec une nette accélération à la fin de l'année (4 000 visas en novembre et décembre). L'accueil privilégié que reçoivent ces immigrants en Israël y provoque d'ailleurs une crise intérieure, les Juifs des pays arabes ayant le sentiment de ne pas recevoir un traitement équivalent. Golda Meir ne comprend pas les raisons de cette indignation. Elle n'hésite pas à exprimer sa conviction profonde héritée de sa jeunesse : un Juif qui ne parle pas le yiddish n'est pas un véritable Juif[645]. Elle met ainsi de l'huile sur le feu, ce qui provoque un violent mouvement de protestation mené par des radicaux activistes qui prennent le nom provocateur, emprunté aux Noirs américains, de « Panthères noires ». Si la crise politique est rapidement maîtrisée, elle aura pour conséquence l'éloignement définitif du Parti travailliste de la grande majorité des Juifs originaires des pays arabes.

Le débat annuel à l'Assemblée générale de l'ONU se concentre sur la question du mémorandum Jarring. Israël ne veut pas en entendre parler et

s'en tient à une reprise « sans condition préalable » des conversations. La diplomatie égyptienne a beau jeu de montrer que cela signifie ne pas tenir compte du « principe de non-acquisition de territoires par la force ». Eban évoque une « négociation de type classique » semblable à celle conduite par les États-Unis à l'époque de Theodore Roosevelt concernant la base de Guantanamo à Cuba en 1903 (location dont le terme est subordonné à un accord des deux parties)646 et le canal de Panama la même année (le canal et une zone de 8 kilomètres de part et d'autre ont été cédés aux États-Unis à perpétuité contre 10 millions de dollars et une rente annuelle de 250 000 dollars)647. Le choix de ces exemples n'est peut-être pas très heureux puisqu'ils symbolisent pour les Latino-Américains l'impérialisme des États-Unis.

Cette idée de dissocier la sécurité de la souveraineté en laissant une présence permanente israélienne dans le Sinaï théoriquement redevenu égyptien vient de Kissinger, qui, depuis décembre 1971, a pris en main le dossier israélo-arabe648.

Après de laborieuses tractations dans lesquelles les Européens tentent de trouver une position commune, la résolution 2799 (26) est adoptée par 79 voix contre 7 (Israël et 6 pays latino-américains) et 36 abstentions dont 5 pays arabes (Algérie, Maroc, Libye, Syrie, Yémen du Sud) le 13 décembre 1971. Elle souligne le contenu de la résolution 242 en insistant sur la non-admissibilité d'acquisition de territoires par la force : « Résolue à ce que le territoire d'un État ne fasse pas l'objet d'une occupation ou d'une acquisition par un autre État résultant de la menace ou de l'emploi de la force, ce qui est contraire à la Charte des Nations unies. »

On y réaffirme le soutien à la mission Jarring et l'on prend acte de la réponse positive de l'Égypte, et on appelle Israël à en faire de même. Les États-Unis se sont abstenus. Le fait notable est le ralliement des États africains à la thèse de l'évacuation complète des territoires occupés et au mémorandum de Jarring, ce qui consterne les Israéliens.

Parallèlement, Sadate, dans une interview publiée dans *Newsweek* le 6 décembre 1971, fait du retrait israélien jusqu'à la frontière internationale un point fondamental, mais se déclare prêt à en discuter les modalités d'application avec les Israéliens. Si ce passage n'est pas repris

tel quel dans la version publiée dans la presse égyptienne, il se montre néanmoins assez précis dans une déclaration à la radio égyptienne, le 14 décembre : il est prêt à rencontrer les Israéliens au Conseil de sécurité, devant les quatre grands ou en présence de Jarring afin d'appliquer la résolution 242. Ce qu'il refuse, ce sont les négociations bilatérales.

Après avoir fait un geste du côté des Arabes par l'abstention dans le vote de la résolution de l'Assemblée générale, l'administration Nixon débloque la livraison de nouveaux Phantom. Accaparée par la crise dans le sous-continent indien et l'affaire vietnamienne, elle ne désire plus s'impliquer directement dans un plan de règlement du conflit israélo-arabe. Elle se donne comme justification que, plus Israël sera armé, moins il craindra pour sa sécurité et que donc il pourra se montrer plus conciliant dans les discussions diplomatiques, ce qui est pour le moins optimiste. Le gouvernement israélien y voit le moyen de prolonger le *statu quo* qui lui apparaît comme le plus favorable à ses intérêts – un jour ou l'autre, les Arabes devront bien céder par lassitude aux principales demandes israéliennes. Dans l'intervalle, la multiplication des faits accomplis comme la création de colonies dans le Sinaï renforcera la position israélienne. De surcroît, on se trouve maintenant à la veille d'une nouvelle année électorale aux États-Unis, dont la présidentielle.

La réaction immédiate de l'Égypte est de reprendre un discours guerrier sur la guerre inévitable si l'on ne trouve pas de solution politique. Sadate théorise la « double action » : se préparer à une bataille « de longue haleine » tout en cherchant un règlement diplomatique. Cela se traduit par un durcissement du ton envers les États-Unis incapables de respecter leurs engagements, comme le montrent les vicissitudes du plan Rogers.

Sadate bénéficie du climat politique créé par les mesures de libéralisation qui se traduisent par une vraie atmosphère de liberté politique et économique. On parle de moins en moins de socialisme. Le slogan est « Science et foi », censé représenter l'alliance improbable entre des intellectuels de formation marxiste ralliés au régime et des masses populaires attachées à leurs traditions religieuses. La gauche marxisante reste très forte au sein du mouvement étudiant qui préconise le rejet de toute solution politique et le recours à la lutte armée contre Israël. Sadate y répond en encourageant le développement des associations islamistes.

Les progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation favorisent cette tendance. Même à l'époque de Nasser, l'enseignement scolaire de l'islam était resté profondément imprégné d'une lecture littéraliste des textes religieux. Ce type de lecture correspond à l'univers mental d'une première génération d'alphabétisés issue des milieux populaires en rupture avec la culture traditionnelle orale de leurs parents. La libéralisation permet aussi une reprise des activités de prédicateurs indépendants de l'appareil d'État dont les prêches rigoristes peuvent voir leur diffusion multipliée par la généralisation des magnétophones à cassettes dans toute la société. Le nassérisme s'appuyait sur la radio d'État. La réislamisation passe par une société civile qui a maintenant les moyens de dupliquer les discours. Pour l'instant, le régime y trouve son compte en exploitant un anticommunisme qui s'alimente aussi des mauvaises relations avec les « conseillers » soviétiques.

Le raidissement égyptien se traduit par l'abandon du projet de règlement intérimaire comprenant la réouverture du canal de Suez. Il n'est plus question de relancer la mission Sisco. Dans son discours du 13 janvier 1972, Sadate marque que la confrontation est inévitable, mais que c'est à l'Égypte de choisir le moment. Prenant acte des dernières évolutions du marché pétrolier, il évoque aussi une confrontation économique qui impliquera l'ensemble du monde arabe dans la bataille. Les commentateurs politiques voient surtout dans ce discours la volonté de cacher sa défaite politique puisque 1971 aurait dû être l'année de la décision. Personne ne saisit que Sadate a bien l'intention de suivre le plan qu'il a tracé en public.

Durant la seconde quinzaine de janvier, le président doit faire face à une forte contestation étudiante appelant à une intensification de l'effort de guerre. Le gouvernement a beau jeu de rappeler que l'armée est prête à recruter ces contestataires et que les bureaux de recrutement sont ouverts… Pour satisfaire l'opinion publique, des mesures d'austérité sont prises pour renforcer l'effort de guerre. Dans la crise qui a semblé un moment ébranler le régime, l'armée a apporté un soutien public à Sadate. Les officiers supérieurs ont une parfaite conscience de la réalité de la situation militaire.

Le président égyptien se rend à Moscou les 1er et 2 février 1972 pour obtenir de nouveaux armements. Il explique que l'Égypte ne veut pas de soldats soviétiques dans la bataille qui se prépare[649]. On ne lui offre que des armes « défensives » et le communiqué final insiste sur la volonté de Moscou d'arriver à un règlement pacifique dans le cadre de la résolution 242. On promet d'aborder directement la question du Moyen-Orient lors du sommet Nixon-Brejnev qui doit se tenir en mai 1972. Sadate sort très mécontent de ces entretiens, mais l'opposition de gauche se trouve prise à contrepied par la position soviétique. Dans les semaines qui suivent, on reprend les discussions sur les armements, mais les Soviétiques exigent d'être payés en devises « fortes » (convertibles) et sans remise sur les prix. Les Égyptiens espèrent que la Libye s'engagera à régler les acquisitions égyptiennes en livrant du pétrole à l'Union soviétique, mais l'accord ne peut se faire. La crise de confiance entre les deux pays se renforce.

Jarring se rend en Afrique pour consulter les « sages » africains à la demande du nouveau secrétaire général de l'ONU, l'Autrichien Kurt Waldheim. Il trouve un Senghor particulièrement mécontent des Israéliens. Le président sénégalais vient de comprendre que l'assurance de non-annexion qu'ils lui ont donnée signifie seulement : pas d'acte unilatéral. Si, dans une négociation, les Arabes cèdent du territoire, il ne s'agit plus d'acquisition par la force… La Jérusalem arabe n'a pas été annexée, la ville sainte a été seulement « réunifiée ». L'agrégé de grammaire qu'il est estime avoir été floué et le fait sentir dans un entretien au *Monde*, le 13 février 1972, au grand embarras des Israéliens : « Quand on est en position de force – le président Senghor évoque à ce propos le cas de l'Alsace-Lorraine en 1870 –, les annexions obtenues par voie de négociations n'en sont pas moins des annexions et une paix réelle et durable ne peut en résulter. »

Les Israéliens accusent Jarring d'avoir suscité ces réactions négatives de Senghor[650]. C'est la fin de la mission des « sages africains ». La position d'Israël en Afrique noire continue de se dégrader. L'Ouganda d'Amin Dada, jusque-là un allié sûr, bascule dans la « lutte contre l'impérialisme et le sionisme » à l'incitation de la Libye. En novembre, le Tchad annoncera la rupture de ses relations diplomatiques avec Israël.

Les Israéliens se déclarent prêts à une reprise de la mission Sisco, à condition que ce dernier ne se comporte pas en « médiateur », mais en messager. Ils voient finalement un intérêt dans un règlement « intérimaire » qui permettrait de consolider les faits établis dans le Sinaï. Il s'ensuit entre Sisco et Rabin des discussions tendues qui aboutissent à un compromis boiteux : les Américains se réservent le droit de « commenter » les propositions israéliennes. La diplomatie américaine propose ensuite à l'Égypte « un arrangement intérimaire en vue d'un accord intérimaire », autrement dit un accord sur la procédure à suivre avant d'aborder la question du canal. Les Égyptiens ne se montrent pas intéressés et répondent poliment afin de maintenir le contact avec le Département d'État.

Après une absence d'un an, Jarring se rend au Proche-Orient durant la seconde quinzaine de février 1972, marquée par le voyage de Nixon en Chine. Il est bien reçu par les Égyptiens et les Jordaniens. L'ambassadeur suédois refuse de s'intéresser au projet de règlement intérimaire qui est, pour lui, l'affaire des Américains. En Israël, il cherche à scinder en parties distinctes (retrait, sécurité, zones démilitarisées, liberté de navigation et même frontières) son mémorandum du 8 février pour essayer, en reconstruisant ensuite le puzzle, d'obtenir une réponse israélienne. Il est reçu particulièrement froidement. On lui demande de « prendre ses distances » par rapport à son mémorandum de l'année précédente.

Après un passage à New York, le Suédois rentre prendre ses fonctions à Moscou, se considérant toujours chargé de la négociation mais sans espoir de la faire progresser.

Le réchauffement du front libanais

Israël prend en compte l'affaiblissement de la résistance palestinienne après les événements de Jordanie et les succès de la répression dans les territoires occupés. À la fin décembre 1971, il annonce la prochaine tenue d'élections municipales en Cisjordanie, afin de marquer la « normalisation » de la situation et de profiter de l'affaiblissement des relations entre les élites palestiniennes et la Jordanie. La première réaction des notables est d'appeler au boycott. On les menace immédiatement

d’installer des administrations militaires dans les municipalités. Il est clair que s’ils n’acceptent pas la « carotte » israélienne, on aura recours au bâton.

En janvier-février 1972, Ariel Sharon entreprend d’isoler complètement la bande de Gaza du Sinaï occupé où passe néanmoins une certaine contrebande d’armes. Sans en référer au gouvernement, il expulse la population bédouine de la région de Rafah en territoire égyptien, environ 5 000 personnes. Après une plainte du CICR, le haut commandement reconnaît que cela a été décidé sans instruction supérieure, mais entérine l’action – Sharon reçoit un blâme. Les expulsés se tournent vers la Haute Cour israélienne de justice, premier cas du genre. Le tribunal supérieur israélien refuse de statuer en avançant qu’il n’est pas compétent en matière de sécurité et que les questions d’ordre militaire ou de politique étrangère sont en dehors du champ juridique[651]. Ce premier fait accompli réalisé, Sharon entreprend d’installer une conduite d’eau, première étape pour la création de colonies israéliennes. Les implantations permettront de définir les nouvelles frontières lors du règlement de paix.

Pour pouvoir continuer à exister politiquement et mobiliser leurs militants, les organisations palestiniennes intensifient leurs activités à partir du Liban. L’indiscipline des militants provoque de nouveaux heurts avec la police libanaise tandis que l’on note une recrudescence des opérations à partir du Liban-Sud. On commence à utiliser l’expression « Fatahland » pour désigner les bases palestiniennes à l’arrière de la frontière israélo-libanaise. Les Israéliens répondent par des opérations de représailles dans l’espoir qu’enfin le gouvernement libanais se décidera à assumer ses responsabilités à l’égard des commandos palestiniens. Il s’ensuit plusieurs jours de combat à partir du 10 janvier 1972.

Le 13 janvier 1972, le président Frangié dresse le tableau suivant de la situation devant l’ambassadeur de France[652] :

> Nos forces régulières stationnées dans le Sud en face de l’armée israélienne ne représentent pas plus de 5 000 hommes et elles ne disposent que de matériel ancien. Elles maintiennent de petits postes à quelque distance de la frontière, mais elles ont organisé leurs positions de résistance à environ vingt kilomètres de celle-ci. D’après des informations qui nous sont parvenues de différents pays, l’état-major

> israélien aurait l'intention de déclencher des opérations de plus grande envergure contre la zone occupée par les fedayins et il pourrait même tenter de faire pénétrer ses blindés assez profondément à l'intérieur de notre pays.
>
> La position de l'armée libanaise est extrêmement délicate puisqu'elle n'a pas le contrôle des commandos palestiniens. Si des incidents éclatent entre nos forces régulières et les groupes de fedayins (l'on peut estimer qu'ils sont au nombre de 3 000 dans les zones frontières), je crains qu'il n'y ait une vive agitation dans les camps de réfugiés et aussi parmi les fedayins clandestins répartis dans l'ensemble du pays et dont j'évalue le chiffre à environ 7 000. Je me méfie des sentiments d'une partie de la population (musulmane et gauchiste) qui pourrait être amenée à prendre parti pour les fedayins dans l'hypothèse d'un affrontement avec l'armée.
>
> Le président du Conseil [Saeb Salam] a essayé hier de convaincre Arafat de réduire l'activité de ses hommes, mais il est impossible de faire confiance au leader palestinien qui, soit ruse ou faiblesse, est incapable de donner une parole sur laquelle on puisse compter.

Le 14 janvier, les Israéliens lancent un raid aéroporté sur le village de Kafra, détruisant plusieurs maisons. Un calme précaire s'installe ensuite. L'affaire est transmise au Conseil de sécurité pour les habituelles controverses verbales tandis que des contacts discrets ont lieu entre militaires israéliens et libanais par le biais de la défunte commission d'armistice (autrement dit les observateurs de l'ONU restent à la porte du bâtiment où a lieu la discussion).

Le message israélien est un quasi-ultimatum[653] : « Ceci est un avertissement sévère ; nous demandons que l'activité des terroristes au départ du Liban en direction d'Israël soit totalement arrêtée. Dans le cas contraire, nous aurons à nous établir d'une façon permanente [*to carry permanent stay*] dans la région sous une forme ou sous une autre. Naturellement cela aurait pour conséquence de faire partir la population, ce qui est tout à fait contraire à nos désirs. »

Le gouvernement libanais, affolé, s'adresse à ses amis arabes. Damas accepte d'intervenir auprès de la *Sa'iqa* et l'Arabie saoudite auprès du Fatah. Les deux mouvements font une pause dans leurs opérations.

Habache, alors soutenu par l’Irak, se rallie à cette position. Le prix à payer est l’implication grandissante des autres États arabes dans le jeu politique intérieur libanais. Kamal Joumblatt lui-même demande à la résistance de geler ses activités dans la zone frontière. Tant que le Liban n’adoptera pas le service militaire obligatoire, il sera impossible de porter l’armée libanaise à 40 000 hommes, niveau indispensable pour assurer la protection de l’intégrité territoriale du pays. Il s’en prend aussi violemment à ses adversaires politiques. Pour faire bonne mesure, l’aviation israélienne bombarde des « bases de fedayins » en Syrie, c’est-à-dire des camps palestiniens.

Dans la nuit du 23 au 24 février, les Palestiniens reprennent leurs opérations. Deux civils israéliens sont tués lors d’un raid contre un kibboutz. Dans la poursuite qui suit, un officier israélien est tué et 7 soldats blessés. La riposte militaire israélienne vise plusieurs villages du Liban-Sud accusés d’abriter des fedayins et dure plusieurs jours.

Le Conseil de sécurité, réuni d’urgence, adopte à l’unanimité la résolution 313 du 27 février 1972 qui « exige qu’Israël renonce immédiatement à et s’abstienne de toute action militaire terrestre et aérienne contre le Liban et retire immédiatement toutes ses forces militaires du territoire libanais ».

Pour le représentant américain, « son vote ne devait cependant pas être interprété comme une approbation quelconque des initiatives qui avaient provoqué la réaction israélienne ».

Le retrait est effectif le 29 février. L’ONUST dresse le bilan des pertes humaines : 2 Libanais et 51 Palestiniens tués, 50 maisons complètement détruites. Il semble que les pertes palestiniennes soient en fait plus lourdes[654]. Les voies de communication ont été bombardées et il y a plusieurs milliers de réfugiés. Les Israéliens conservent quelques avant-postes à l’intérieur du territoire libanais et interdisent la destruction des voies d’accès qu’ils ont établies durant leur brève occupation.

L’armée libanaise occupe les positions évacuées par les Israéliens dans l’Arkoub. On envisage une renégociation de l’accord du Caire. Pour Israël, il est temps que les autorités libanaises se comportent comme le roi Hussein. Faute d’un accord entre l’armée et les chefs de la résistance, la

confusion est grande sur le terrain. La gauche libanaise organise des manifestations de soutien à la résistance et appelle à la guerre populaire contre Israël et accuse les partisans d'une révision de l'accord du Caire d'« isolationnisme », c'est-à-dire de trahison des intérêts supérieurs arabes. Frangié réplique que la gauche cherche à exploiter la résistance et qu'il n'est pas question de contester l'accord du Caire.

L'aviation israélienne bombarde le petit « Fatahland » en territoire syrien à la suite de tirs sur les colonies israéliennes du Golan. Une mise en garde est adressée par le gouvernement israélien655 : « Si les incidents se poursuivent sur la ligne de cessez-le-feu israélo-syrienne, nous n'aurons d'autre choix que de démontrer une fois de plus à Damas notre écrasante supériorité militaire. »

Dans les semaines qui suivent, la vie politique libanaise se concentre sur les élections législatives qui se déroulent en plusieurs étapes à partir de la mi-avril 1972. La campagne électorale est haute en couleur avec de nombreuses violences. Les résultats marquent un certain renouvellement de la classe politique avec l'élection de 39 nouveaux députés sur 99.

Le gouvernement libanais obtient l'augmentation du nombre d'observateurs de l'ONUST stationnés à la frontière, ce qui conduit au retrait des postes israéliens établis en territoire libanais.

Le Royaume arabe uni

Les élections municipales en Cisjordanie ont été fixées aux 28 mars et 2 mai. La réserve de la population est marquée par la quasi-inexistence de campagne électorale. Les réunions publiques autorisées ne doivent traiter que d'affaires purement locales et les réunions à huis clos de plus de 8 personnes sont interdites. On conserve la loi électorale jordanienne qui prévoit une forme de suffrage censitaire masculin. Dans la plupart des cas, il faut que les autorités d'occupation exercent des pressions pour susciter des candidatures. Ce n'est pas le cas à Hébron où le cheikh Jaabari conserve le contrôle de sa ville et à Naplouse où les familles de notables s'opposent.

Le roi Hussein a marqué son opposition à la tenue des élections, mais ne peut les empêcher. Il tente d'utiliser son isolement dans le monde arabe pour se placer de nouveau sur la ligne d'un règlement politique. Après tout, il n'a plus rien à perdre de ce côté. Il faut maintenant intégrer le facteur palestinien puisque l'on parle de plus en plus des « droits des Palestiniens ». Dans son analyse, la résistance a démontré sa stérilité en s'en tenant au mot d'ordre irréaliste de destruction de l'État d'Israël. Elle ne représente plus les Palestiniens de Cisjordanie, qui ont une claire conscience de la puissance israélienne, et de Jordanie. Dans son royaume, les Palestiniens représentent la grande majorité des élites culturelles et économiques et vivent en symbiose avec les Transjordaniens. C'est à lui de proposer une offre réaliste reconnaissant une entité palestinienne sous son autorité tout en permettant de reconstituer l'unité nationale mise à mal par les événements de 1970-1971. Son frère et prince héritier, Hassan, a la charge de préparer le dossier. Aucun contact préalable n'a été pris avec les Israéliens, mais le roi sait que cette idée peut intéresser des gens comme Allon.

Le 15 mars, le souverain hachémite fait connaître son projet de « Royaume arabe uni ». Il comprendrait, après l'évacuation israélienne, l'établissement une unité fédérale entre la Transjordanie et la Cisjordanie constituées chacune en entité autonome avec parlement et gouvernement. On pourrait éventuellement y ajouter la bande de Gaza (« tout autre territoire palestinien libéré pourrait s'y joindre »). L'exécutif fédéral, sous la direction du roi, aurait pour compétence la défense, la politique étrangère et le développement économique[656]. Il siégerait à Amman tandis que la capitale palestinienne serait la Jérusalem arabe.

L'accueil est très favorable dans la population palestinienne de Transjordanie. Bien évidemment, la résistance et les régimes « progressistes » condamnent ce projet destiné à liquider la révolution palestinienne en collusion avec les Israéliens. L'Irak se place en avant dans les dénonciations de la politique jordanienne. La Libye appelle à des sanctions immédiates. Beaucoup y voient le résultat d'une diplomatie clandestine réunissant Israéliens, Jordaniens et Américains. Le sentiment du pouvoir égyptien est mitigé. Cela permettrait de traiter le volet

palestinien du règlement de paix et rendrait ainsi plus facile la récupération du Sinaï.

Le rejet israélien est immédiat. Golda Meir l'exprime dès le 16 mars 1972 à la Knesset : « Le discours du roi Hussein ne peut servir de base à un accord de paix. Il n'en fait pas progresser les chances et ne contribue pas à favoriser un accord avec Israël. » Elle rejette la légitimité d'une revendication jordanienne sur la Cisjordanie. La monarchie hachémite n'y a exercé qu'une « tutelle de fait » et ses habitants ne veulent pas, certainement, se retrouver sous la « férule bédouine ». Il n'est pas non plus admissible de constituer un État palestinien séparé qui serait irrédentiste, instable et insatisfait. La « Judée et la Samarie » resteront à l'intérieur des « frontières de sécurité » d'Israël. Sa perspective et celle de son gouvernement restent celle du plan Allon ou de son équivalent. On s'inquiète de l'attraction possible de ce projet pour la diplomatie américaine et on considère qu'il s'agit d'abord d'une manœuvre habile permettant au roi de composer avec les élus des prochaines élections municipales. À la demande du roi, une entrevue secrète est organisée dans le désert de l'Arava, le 21 mars[657], mais c'est Dayan et non Allon qui est délégué par le Premier ministre. Le ministre de la Défense propose sa « solution fonctionnelle » : les Palestiniens géreraient leurs propres affaires avec le maintien des ponts ouverts avec la Jordanie tandis que les Israéliens conserveraient le contrôle militaire de la Cisjordanie et pourraient y établir de nouvelles colonies de peuplement. Bien évidemment, c'est totalement inacceptable pour le monarque. Golda Meir aborde le fond de la question. La Jordanie accepterait-elle de signer un traité de paix séparé qui comporterait des modifications territoriales substantielles ? Sur le premier point, Hussein donne son accord à condition de l'inscrire dans un cadre diplomatique approprié, mais il s'en tient au retour aux lignes du 4 juin 1967. Les territoires évacués, qui pourraient aussi comprendre la bande de Gaza, seraient totalement démilitarisés.

Une nouvelle rencontre aura lieu le 29 juin, sans changement des positions de part et d'autre. Lors d'une troisième rencontre, le 19 novembre, Golda Meir proposera, sans y faire de référence directe,

l'application du plan Allon, ce qui est hors de question pour le roi Hussein. L'impasse politique se révélera ainsi durable.

Aux États-Unis, les « ouvertures » du roi Hussein sont considérées avec bienveillance. Elles permettent de concevoir une solution qui éliminerait l'encombrante résistance palestinienne. À la fin du mois de mars, Hussein se rend à Washington. Nixon et Rogers approuvent son projet, mais lui expliquent qu'ils ne peuvent pas prendre position ouvertement pour ne pas provoquer une crise avec Israël. Dans un entretien avec le *New York Times* publié le 30 mars 1972, le monarque fait la proposition nouvelle de donner à Jérusalem le statut de « ville ouverte » qui serait à la fois la capitale d'Israël et de la province palestinienne du Royaume arabe Uni : « La reconnaissance par Israël de la souveraineté arabe sur Jérusalem-Est suffirait en soi à créer une situation nouvelle. » La presse israélienne se félicite de voir un chef d'État arabe accepter de voir Jérusalem capitale d'Israël tout en ajoutant que la revendication sur Jérusalem-Est est un « obstacle à la paix ».

Le ministre du Culte du gouvernement israélien a une réaction plus inquiétante[658]. Il déclare à la radio qu'aucun drapeau autre que celui d'Israël ne peut flotter sur la ville de Jérusalem. L'idée de transformer la vieille ville en une sorte de « Vatican musulman » ne doit pas être prise au sérieux. Aucune concession ne sera faite en ce qui concerne l'appartenance de Jérusalem au peuple d'Israël. Un jour viendra où le Temple sera reconstruit. C'est la première fois qu'un ministre israélien fait une déclaration de ce genre. L'Union soviétique adopte une position de réserve. Elle « étudie » le projet. En fait, elle y serait plutôt favorable, mais ne veut pas s'opposer à ses « amis » arabes.

Il faut un certain temps pour que le conseil de la Fédération des républiques arabes rejette, d'ailleurs en termes modérés, le plan jordanien. Sadate soupçonne que le monarque hachémite a le soutien des Américains qui ont dû préparer en sous-main son projet. L'Irak tente un rapprochement avec ses rivaux et Saddam Hussein se rend à Damas pour proposer une union fédérale avec l'Égypte et la Syrie, sans mentionner la Libye. Sadate est obligé de se rendre à Tripoli pour apaiser les inquiétudes de Kadhafi. La presse soviétique adopte alors les positions des amis arabes, mais le gouvernement ne s'exprime pas. Comme on peut s'y

attendre, le projet unioniste de Saddam Hussein aboutit à une rupture des relations diplomatiques entre la Libye et l'Irak. Ce dernier se rapproche ostensiblement de Moscou en concluant, dans la première quinzaine d'avril, un traité d'amitié avec l'Union soviétique alors que justement la Syrie a fait savoir tout aussi ostensiblement qu'elle refusait la présence de bases soviétiques sur son territoire…

En Cisjordanie, les opposants de toujours à la monarchie rejettent le plan. Les notables, eux, le considèrent « irréaliste ». Selon le consul général de France à Jérusalem659 :

> Pour une population qui, depuis cinq ans, subit toutes les contraintes d'une occupation étrangère, le premier problème n'est pas celui d'une réforme constitutionnelle, au demeurant sans portée pratique. C'est celui de sa libération. Devant la puissance des armes israéliennes, nul, ici, n'attend plus sérieusement celle-ci d'une victoire militaire. Seul un accord avec Israël permettra, pense-t-on, de desserrer l'étreinte. Or, aux yeux du plus grand nombre, les propositions royales n'ont pas fait avancer d'un pas sur la voie d'un tel accord. Peut-être même, en durcissant la politique israélienne, vont-elles contribuer à rendre celui-ci plus difficile. Aussi, chez plus d'un de nos interlocuteurs, la déception s'accompagne-t-elle d'un sentiment de lassitude.

Néanmoins, le plan hachémite redonne un peu d'intérêt aux élections municipales, d'où un certain nombre de candidatures de dernière minute. À Naplouse660, l'une des listes se retire après la clôture des inscriptions à la candidature, ce qui fait qu'il y a plus de postes à pourvoir que de candidats. Les Israéliens utilisent immédiatement le bâton en arrêtant un notable, en suspendant le permis de circulation d'un grand nombre de personnes, en entravant la circulation routière et en évoquant l'installation d'une administration militaire directe. Un ordre militaire permet la réouverture des listes d'inscription et on finit par avoir 25 candidats pour 12 sièges.

Le 28 mars, la participation est élevée (84 %) chez les 17 000 électeurs censitaires – pour 400 000 habitants –, et les conseils municipaux sont dans l'ensemble reconduits. Les autorités israéliennes se félicitent de cette réussite « démocratique » d'élections définies pourtant comme « apolitiques » et les Jordaniens saluent la reconduction des notables,

preuve de la faiblesse de l'implantation de la résistance. Deux tiers environ des mandats renouvelés sont allés à leurs anciens titulaires.

À ce nouveau revers, Arafat tente de répondre en donnant le maximum de solennité au Congrès national palestinien qui se tient au Caire à partir du 6 avril 1972. Sadate inaugure ses travaux en dénonçant le projet de Royaume arabe uni « élaboré par le général Allon » et en annonçant la rupture des relations diplomatiques entre l'Égypte et la Jordanie. Il donne ainsi des gages aux radicaux arabes inquiets de son projet de règlement intérimaire dans le Sinaï. La monarchie hachémite se trouve ainsi pratiquement isolée dans le monde arabe. Seule l'Arabie saoudite entretient des relations normales et lui apporte une aide matérielle.

La tonalité essentielle des discussions et des résolutions du CNP est violemment antijordanienne. On demande à l'ensemble des pays arabes de prendre des sanctions économiques et politiques contre la monarchie hachémite. On reprend en l'inversant le projet de Royaume arabe uni : il faut abattre le régime « stipendié », libérer la Palestine, instaurer un État fédéral et bureaucratique sur le sol de la Palestine et de la Jordanie où la souveraineté nationale serait exercée par les deux peuples qui auraient une évolution commune, économique, sociale et culturelle. Il faut intensifier le combat contre les projets impérialistes visant à imposer des solutions de capitulation et pour faire disparaître toutes les formes de présence impérialiste, économique, militaire et culturel. Comme à l'habitude, on évoque en vain l'unification de la résistance palestinienne, en particulier en ce qui concerne la lutte armée.

Pour la seconde phase des élections municipales prévues le 2 mai, Jaabari présente à Hébron une liste unique, ce qui le dispense d'élection. Pour l'ensemble des 13 circonscriptions, il y a 199 candidats pour 109 sièges. La participation est encore plus élevée (88 % des 11 000 électeurs inscrits). Le renouvellement des élus est un peu plus fort (66 nouveaux venus). La signification politique de l'ensemble de ces élections reste assez faible. Le corps électoral ne représente que 4 % de la population totale de la Cisjordanie. Néanmoins, le calme parfait qui a régné durant cette période constitue un échec sensible pour la résistance. Cette dernière se console du fait qu'un certain nombre d'élus sont en fait des sympathisants discrets.

Les limites de la démocratie à l’israélienne sont vite discernables. Quand Dayan fait la tournée des nouveaux élus, il rejette comme « politique » toute revendication sur le retour des personnes déplacées en 1967 ou sur les terres confisquées par Israël.

En ce qui concerne le futur de la bande de Gaza, le gouvernement israélien marque clairement qu’elle fera « partie intégrante » de l’État d’Israël, mais qu’il n’est pas question de l’annexer, ce qui veut dire absorber le territoire sans les habitants en raison des réalités démographiques. Cela provoque l’inquiétude des notables. Le maire de Gaza Rachid al-Shawa se rend en Jordanie durant le mois d’août et se rallie ostensiblement au projet de royaume arabe uni. Le 4 septembre, il échappe de peu à un attentat, avertissement adressé à tous ceux qui pourraient être enclins à jouer la carte jordanienne. Le 22 octobre, il est démis de ses fonctions par les Israéliens pour avoir refusé d’intégrer à la municipalité de Gaza le camp palestinien de Chati, première étape selon les Israéliens d’une normalisation du statut des réfugiés palestiniens.

Tout en proclamant que les relations entre Arabes et Israéliens en Cisjordanie témoignent d’une coexistence exemplaire, les autorités militaires établissent une « zone de sécurité » de 15 kilomètres de large le long de la vallée du Jourdain. Du coup, les activités agricoles arabes y sont « illégales ». Comme les paysans arabes continuent de cultiver leurs terres, des avions israéliens répandent des désherbants afin de détruire les récoltes. Il s’agit de préparer l’établissement de colonies de peuplement « pour des raisons de sécurité » sur des terres qui sont « inexploitées ». L’affaire étant rendue publique au mois de juillet, Moshe Dayan est obligé de reconnaître que les procédés sont « regrettables », mais fondés sur des « raisons parfaitement valables ». Devant les protestations internationales, il décide néanmoins de quelques « assouplissements ». Si les cultures restent interdites, les paysans arabes pourront utiliser ces terres pour le pacage de leurs troupeaux un certain nombre de jours par an.

La Ligue de défense juive du rabbin Meir Kahane tente de s’établir à Hébron, mais les autorités militaires l’en chassent. Le fait que le cheikh Jaabari ait été pris à partie par les extrémistes juifs le sert plutôt auprès de la population arabe. En revanche, les autorités d’occupation cèdent à une partie des revendications des colons orthodoxes juifs et modifient en leur

faveur les heures d'ouverture du tombeau des Patriarches. Les musulmans y voient un inexorable grignotage de leurs droits sur les lieux saints, ce qui les inquiète grandement, à Hébron comme ailleurs. La presse arabe met en relation la transformation progressive du tombeau en synagogue avec ce qui risque d'arriver au Haram al-Sharif. Les protestations de la population d'Hébron entraînent inévitablement l'usage du « bâton » israélien. Au nom de la sécurité, les habitants d'Hébron se voient interdire de se rendre en Jordanie et de recevoir des membres de leurs familles venus de l'autre rive du Jourdain. Aucune amnistie de condamnés politiques n'est accordée aux originaires de la ville, contrairement à ce qui se passe ailleurs en Cisjordanie.

Après les inquiétudes de l'été 1970, les milieux dirigeants israéliens vivent plutôt dans un sentiment d'euphorie. Caractéristiques sont les déclarations du général-ambassadeur Rabin à l'AIPAC à la fin mai 1972[661] : le rapport des forces militaires est « légèrement » favorable à Israël [il ne peut pas en dire plus pour ne pas démobiliser ses auditeurs], le monde arabe est en état de désunion sans précédent, les organisations terroristes palestiniennes ont perdu toute valeur militaire et toute influence politique, les extrémistes sont en perte de vitesse, l'influence de l'ONU a diminué, les relations entre Israël et les États-Unis témoignent « d'une compréhension fondamentale sur certains problèmes cruciaux » :

> Au surplus, les deux pays sont en plein accord sur les points suivants : un règlement de paix doit mettre un terme au conflit et ne peut être atteint que par la négociation ; un arrangement intérimaire constitue le meilleur moyen d'y parvenir ; aucun règlement imposé n'est acceptable. À côté de cette entente sur des problèmes majeurs, certaines divergences, qui seront oubliées demain, apparaissent d'importance toute secondaire : concernant le plan Hussein ou le Liban par exemple.
>
> Nous regardons l'avenir avec optimisme a conclu le général Rabin. Un règlement peut fort bien se faire attendre cinq, dix ou vingt ans. Mais après tout, nous avons vécu vingt-quatre ans sans traité de paix et cela ne nous a pas mal réussi.

Une dizaine de jours plus tard, en privé, il s'exprime de façon plus brutale devant l'ambassadeur de France[662]. Il compte sur le temps, en négociant étape par étape, pour arriver à une paix véritable assurant la

sécurité d'Israël. Pour accoutumer les Arabes à la réalité, on échangera une « portion de territoire contre une portion de paix ». Le monde arabe est en pleine convulsion et il faudra peut-être cinquante ans pour accéder à une mentalité moderne :

> À titre d'exemple et en ayant à l'esprit la sécurité d'Israël, le général Rabin a mentionné l'impuissance des Arabes, comme de tous les pays sous-développés, à se doter d'une force aérienne ou blindée digne de ce nom. Le fossé qui, en ce domaine, séparait Israël de ses adversaires ne se comblait pas avec le temps. Bien au contraire, la grande surprise des Israéliens avaient été de constater qu'entre 1948 puis 1956 et enfin 1967, il s'était incontestablement et sérieusement élargi.

Durant la campagne électorale en cours, Rabin, fait sans précédent, prend ouvertement parti pour Nixon. Il est vrai que, au moins en privé, Sadate et le roi Hussein expriment le souhait de voir sa réélection, son concurrent, le démocrate progressiste McGovern, paraissant totalement aligné sur les positions israéliennes.

Le sommet de Moscou

Sadate a pris conscience que le Département d'État n'a plus de rôle effectif dans la prise de décision américaine. Il se décide à passer par la diplomatie secrète, court-circuitant les deux ministères des Affaires étrangères, ce qui convient d'ailleurs très bien à son tempérament politique. Le contact est pris au début d'avril 1972, mais la réponse n'est donnée qu'à la fin du mois en raison de la situation au Vietnam. On propose l'envoi d'un émissaire égyptien à Washington, après le sommet de Moscou entre Nixon et Brejnev, prévu pour le 22 mai 1972. Dans l'intervalle, on échangera des messages directement entre l'entourage de Nixon et celui de Sadate.

L'impasse diplomatique dans la résolution du conflit fait que l'attention générale se concentre sur ce sommet. Les observateurs évoquent la possibilité d'une solution imposée par les deux superpuissances, ce qui inquiète grandement les Israéliens. Abba Eban se rend en « visite privée » à Washington aux alentours du 22 avril pour mobiliser l'AIPAC et obtenir

de William Rogers des assurances sur la fermeté américaine face à d'éventuelles propositions soviétiques de règlement. Naturellement, il les obtient.

Les mêmes jours, Kissinger se rend en visite secrète afin de préparer le sommet[663]. Dans ces discussions préparatoires, il refuse d'entendre parler de principes généraux pour le Moyen-Orient. Il n'est pas question de jouer la carte de l'alliance dans cette région du monde puisque le but de la stratégie américaine est d'en chasser les Soviétiques en faisant durer l'impasse que constitue la situation de ni paix ni guerre. Le conseiller à la sécurité nationale multiplie les précautions verbales et renvoient le sujet au sommet lui-même. Les Soviétiques semblent envisager un parallèle entre le retrait israélien et le retrait de leurs forces. De toute façon, la question la plus importante est celle du Vietnam où Américains et Nord-Vietnamiens sont en pleine épreuve de force.

De son côté, Sadate force les Soviétiques à l'inviter à Moscou à la fin avril 1972[664]. Il dramatise la situation en laissant entendre que l'Égypte ne peut accepter le maintien de l'impasse actuelle et qu'elle a donc besoin d'armements offensifs pour reprendre la guerre. La présence militaire soviétique en Égypte est un instrument de pression sur l'Occident, encore faut-il qu'elle constitue une menace crédible.

En raison de la supériorité aérienne israélienne, la demande porte en particulier sur des bombardiers et des chasseurs du modèle le plus récent. L'atmosphère des rencontres est assez tendue et les Soviétiques multiplient volontairement les manquements au protocole. Le maréchal Grechko explique aux Égyptiens que, pour faire la guerre, il faut trois conditions : des armes, de l'entraînement et la volonté de se battre. Or les Arabes n'ont que les deux premières[665]… De plus, les Égyptiens s'inquiètent de l'importance prise par l'émigration des Juifs soviétiques.

Pourtant, dans la première quinzaine de mai, Sadate multiplie les compliments à l'Union soviétique et les blâmes aux États-Unis. Il semble donner une orientation plus à gauche à son régime à un moment où d'anciens Officiers libres critiquent sévèrement l'alliance soviétique.

Comme on pouvait s'y attendre, la session consacrée au Moyen-Orient lors du sommet de Moscou n'apporte rien de nouveau. On réaffirme

l'attachement à un règlement pacifique en accord avec la résolution 242. Kissinger et Gromyko aboutissent néanmoins à une série de « principes généraux » dont certains ne sont que la reprise de la résolution de novembre 1967. Les points saillants sont que, si l'accord doit être global et tenir compte de toutes les parties concernées et de tous les problèmes, sa mise en œuvre peut se faire éventuellement par étapes avec priorité donnée à certains litiges et problèmes, toute modification des frontières devant résulter d'un libre accord entre les parties concernées. Les États-Unis insistent sur le fait que les accords devraient comporter, à un moment donné, des négociations entre les signataires. L'Union soviétique estime que le problème des réfugiés palestiniens devra être résolu sur une base équitable et en accord avec les décisions appropriées des Nations unies.

Kissinger multiplie les manœuvres dilatoires pour ne pas aller plus loin. Il s'agit avant tout de maintenir l'impasse politique et d'empêcher toute solution qui maintiendrait l'Union soviétique en position de force dans cette région du monde.

De Moscou, Nixon se rend à Téhéran où il accepte une proposition du shah de fournir une aide militaire clandestine conjointe américano-iranienne aux Kurdes d'Irak. Le but est de punir le régime baathiste irakien qui a conclu le mois précédent un traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique. Ultérieurement, Israël se joindra à cette opération tellement secrète que le Département d'État n'en est même pas informé, même après le commencement de son exécution en août 1972[666].

De leur côté, les autorités soviétiques décident d'imposer aux émigrants juifs soviétiques une taxe assez élevée destinée à compenser les frais de formation, en particulier pour ceux qui ont suivi des études universitaires. Le but est d'éviter une « fuite des cerveaux » et de se procurer des devises fortes puisque ce sont les organismes étrangers qui encadrent l'émigration qui payent. Les démocrates s'emparent de cette affaire lors de la campagne électorale afin de contester la politique de Nixon. Son administration, en effet, préfère adopter une attitude pragmatique dans cette affaire plutôt que de rechercher une confrontation avec les Soviétiques. Les Israéliens parlent de « rançon » et lancent une campagne internationale sur ce thème. McGovern en fait l'un de ses arguments de campagne. Le sénateur démocrate Jackson lance une campagne

parlementaire pour imposer une clause dans les accords commerciaux avec l'Union soviétique subordonnant le statut de la nation la plus favorisée à la totale liberté d'émigration des Juifs soviétiques. Le 4 octobre, il obtiendra la signature de 72 sénateurs à une motion dans ce sens. L'importance du statut de la nation la plus favorisée réside dans le fait qu'en l'absence d'accord bilatéral, les échanges entre l'Union soviétique et les États-Unis sont régis par la législation douanière ultraprotectionniste des années 1930.

La première réaction de la presse égyptienne est plutôt le soulagement puisque l'on se réfère officiellement à l'application de la révolution 242. Néanmoins, on s'inquiète du fait qu'il n'a pas été question du mémorandum Jarring de février 1971. On ne connaît toujours que le communiqué officiel. Dans le *Al-Ahram*, Haykal le critique vivement puisqu'il met sur le même plan l'Égypte, qui a accepté le mémorandum Jarring, et Israël, qui a refusé d'y répondre. Implicitement, c'est le comportement soviétique qui est mis en cause. Dans ses articles suivants, il souligne que la situation actuelle de ni paix ni guerre est insupportable.

Les 1er et 15 juin, Sadate s'adresse directement aux Soviétiques pour obtenir la réponse définitive sur ses demandes d'armements offensifs nécessaires pour contraindre les Israéliens à rendre les territoires occupés sur la base de la résolution 242. Il ne l'obtient pas. Dans l'armée, le mécontentement gronde contre les experts soviétiques et leur comportement général. Le général Sadiq est le premier à critiquer ouvertement les alliés soviétiques qui ne fournissent pas les armes demandées et qui disent aux officiers inférieurs de l'armée égyptienne qu'elle peut prendre l'offensive alors qu'aux officiers supérieurs, ils affirment le contraire[667]. Les Soviétiques répondent en s'en prenant aux « milieux droitiers » qui tentent de saper l'amitié soviéto-égyptienne.

La conviction s'ancre dans les milieux dirigeants égyptiens que les deux superpuissances se sont entendues pour éviter l'explosion de conflits régionaux dans lesquels elles seraient impliquées et qui conduiraient à une confrontation directe entre elles. L'idée d'un « gel » du conflit israélo-arabe est insupportable puisque l'Égypte en serait la première victime. On tente de faire passer le message à Washington où on fait la sourde oreille aux récriminations égyptiennes.

Prenant tout le monde par surprise, y compris son propre entourage direct, Sadate prend alors la décision d'expulser les conseillers soviétiques d'Égypte. L'ambassadeur en est informé le 8 juillet avec pour date limite d'exécution le 17 juillet[668]. En quelques jours, 21 000 experts sont rapatriés. Moscou réagit avec retenue, d'autant plus que les Égyptiens leur laissent des « facilités navales » dans les ports égyptiens d'une importance vitale pour la flotte soviétique de Méditerranée. Néanmoins, quand le Premier ministre égyptien, Aziz Sidqi est envoyé à Moscou le 17 juillet, les Soviétiques refusent toute déclaration commune, marquant ainsi que le départ des conseillers est une mesure unilatérale de l'Égypte prise sans leur accord préalable. Brejnev voit dans la décision égyptienne une étape dans le conflit entre la gauche et la droite dans le pays. Sadate, qui est un « vrai patriote », doit comprendre que l'ennemi est toujours l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

Ce n'est que le 18 juillet, une fois l'évacuation terminée, que l'affaire est rendue publique. Washington est pris totalement au dépourvu. Kissinger ne comprend pas pourquoi Sadate abandonne sans compensation cet atout important dans la négociation, mais il se rend compte qu'il a considérablement augmenté sa marge de manœuvre.

L'apparent coup de tête du président égyptien obéit à une logique profonde. Il rend beaucoup plus difficile à Israël de faire passer le conflit israélo-arabe pour un volet de la guerre froide et intéresse directement les États-Unis à soutenir son désengagement progressif par rapport à l'Union soviétique. En même temps, il se donne un moyen de pression fort sur les Soviétiques pour obtenir de nouveaux armements et il met fin à l'obstacle majeur à une reprise des opérations militaires contre Israël, la présence des militaires soviétiques dans les unités égyptiennes. Sur le plan intérieur, il renforce sa position, en particulier dans l'armée.

Dans ses discours publics, il justifie sa décision en faisant appel au patriotisme égyptien et au nationalisme arabe et il appelle à l'union nationale. Kadhafi, inquiet du progrès des Américains dans le monde arabe, somme Sadate de proclamer l'union totale entre la Libye et l'Égypte. L'Égyptien s'exécute, sachant que cela ne lui coûtera rien et qu'il n'abandonnera aucune parcelle du pouvoir. Les plus gênés sont les Français à cause des avions Mirage vendus à la Libye. De fait, Sadate tente

de sonder différents gouvernements européens, en particulier celui de la France, pour obtenir de nouveaux armements et surtout l'aider à constituer une industrie arabe de l'armement dont le principal producteur serait l'Égypte. Paris répond par la négative en se référant à sa politique officielle d'embargo. De toute façon, ce ne peut être qu'une opération à très long terme puisque les armements occidentaux sont incompatibles avec le matériel soviétique et qu'une reconversion de l'armée égyptienne serait d'abord un facteur d'affaiblissement.

À Jérusalem, on se félicite de la diminution de la présence soviétique, victoire conjointe de la politique américaine et de la fermeté israélienne. On espère que l'éloignement de l'Égypte par rapport aux grandes puissances va la conduire à accepter des contacts directs avec Israël, d'autant que l'on ne croit plus possible le recours de l'Égypte à l'option militaire. Ainsi, l'alliance israélienne fait progresser l'influence américaine dans la région.

L'un des premiers bénéficiaires des événements est Yasser Arafat. Les Soviétiques décident de renforcer leurs relations avec l'OLP. Néanmoins, la presse soviétique critique assez vivement le recours au terrorisme qui ne sert qu'à la réaction et à l'impérialisme. Il faut que tous les mouvements palestiniens s'organisent à l'intérieur d'un front national collaborant avec les gouvernements progressistes arabes dans la lutte pour la liquidation de la crise au Moyen-Orient et pour la libération des territoires occupés. Autrement dit, l'existence de l'État d'Israël ne doit pas être remise en cause.

De même, les Soviétiques se tournent vers la Syrie dont les ports sont destinés à relayer les ports égyptiens pour la logistique de la marine en Méditerranée. L'Irak bénéficie aussi de cette réorientation de la politique soviétique qui cesse d'être égypto-centrée.

Chapitre VIII

Le temps du terrorisme

« Tant par nature que par idéologie, je suis un adversaire résolu de l'assassinat politique et, d'une manière plus générale, du terrorisme. Mais je ne confonds pas – comme beaucoup à travers le monde – violence révolutionnaire et terrorisme, ce qui constitue un acte politique et ce qui ne l'est pas. Je récuse l'acte individuel commis en dehors de toute organisation et de toute vision stratégique, dicté par des motivations subjectives et qui prétend se substituer à la lutte des masses populaires. La violence révolutionnaire, en revanche, s'insère dans un large mouvement structuré, lui sert de force d'appoint et contribue, en période de reflux ou de défaite, à lui donner un nouvel élan. Elle devient superflue quand le mouvement populaire enregistre des succès politiques tant sur le plan local que sur la scène internationale.
« "Septembre noir" n'a jamais été une organisation terroriste. Elle a agi en auxiliaire de la Résistance, à un moment où cette dernière n'était plus en mesure d'assumer pleinement ses tâches militaires et politiques. Ses membres ont toujours soutenu qu'elle n'entretenait aucune relation organique avec le Fatah ou l'OLP. J'ai connu nombre d'entre eux et je peux affirmer qu'ils appartenaient pour la plupart aux diverses organisations de fedayins et, sortis du rang, ils traduisaient bien les profonds sentiments de frustration et d'indignation qui animaient tout le peuple palestinien face aux tueries de Jordanie et aux complicités qui les ont rendues possibles, comme en ont témoigné les

manifestations de joie qui ont accueilli l'exécution de Wasfi Tall. Tenant compte de la volonté populaire, les autorités égyptiennes n'ont pas tardé à libérer les auteurs de l'attentat, qui sont venus grossir les rangs des héros de la Résistance. »
Abou Iyad, *Palestinien sans patrie, Entretiens avec Éric Rouleau*, Paris, Fayolle, 1978, p. 155-156.

À partir de 1972, terrorisme et contre-terrorisme accaparent l'actualité du conflit israélo-arabe, masquant les évolutions politiques et la préparation à la guerre de l'Égypte et de la Syrie.

La voie du terrorisme

Après la défaite jordanienne, la gauche du FPLP a attaqué l'aventurisme de la direction et sa sous-estimation des rapports de force qui a conduit à la catastrophe. En octobre 1971, Habache est contraint de suspendre les détournements aériens et les attaques contre les objectifs civils. En février 1972, la gauche s'en prend directement à Wadi Haddad qui a conservé le contrôle des finances de l'organisation. En mars, Habache se solidarise avec Wadi Haddad et la gauche fait scission en créant le Front populaire révolutionnaire pour la libération de la Palestine (FPRLP). Une fraction conséquente des cadres et des militants passe au nouveau mouvement. Néanmoins, ce dernier n'existera que quelques mois en raison du manque de fonds (il est difficile d'être à la fois pur et financé).

Au sein du FPLP, la controverse continue de faire rage autour du rôle de Wadi Haddad. Habache veut toujours se poser en rival d'Arafat, ce qui implique d'avoir des relations internationales sanctionnées par des visites officielles. Or, les États socialistes critiquent durement les détournements d'avions. Moscou a délégué Primakov auprès de Habache pour le sommer d'abandonner ces méthodes[669].

Dans les derniers jours de février 1972, un avion de la Lufthansa est détourné sur Aden. Les ravisseurs exigent la libération de Palestiniens détenus en Allemagne, mais surtout une rançon de 5 millions de dollars qui est versée au Liban. Le Fatah parle d'action crapuleuse et le FPLP dément sa participation. C'est une opération de Wadi Haddad qui cherche

à se constituer un trésor de guerre. La majorité du mouvement vote alors son exclusion.

Son appareil spécial est maintenant devenu totalement autonome tout en conservant des relations avec Habache. Wadi Haddad multiplie les relations avec les différents mouvements radicaux mondiaux, surtout européens et japonais, adeptes de la lutte armée et de la guérilla urbaine. Il finance ses activités par le chantage qu'il exerce sur les compagnies aériennes internationales.

Toute une guerre secrète se déroule en Europe. Le FPLP et le Fatah y développent une grande action de propagande associant la lutte palestinienne à la guerre du Vietnam. Beaucoup de « progressistes » européens les soutiennent dans leur combat anti-impérialiste. Les associations d'étudiants palestiniens jouent aussi un grand rôle. Les services secrets israéliens, reprenant la méthode utilisée dans les territoires occupés, tentent d'utiliser ces étudiants en menaçant d'exercer des pressions sur leurs familles dans les territoires occupés et en utilisant différentes formes de chantage et d'extorsion. Ils doivent se rendre au Liban et infiltrer les mouvements palestiniens. Mais le contre-espionnage palestinien est assez efficace et un certain nombre de ces informateurs forcés sont « retournés » et donnent de faux renseignements, affirmant ainsi que Septembre noir est une organisation secrète, puissante et bien organisée.

La direction du Fatah est convaincue de l'existence d'une collusion entre le roi Hussein et les Israéliens pour appliquer le plan Allon. Abou Iyad prend en charge les actions de sabotage en Jordanie, mais les services de sécurité jordaniens les parent efficacement et répondent par des actions du même genre au Liban.

On veut frapper fort. Le 8 mai 1972, un groupe du Fatah organise un détournement d'un avion de la Sabena sur l'aéroport international de Lod en se revendiquant de Septembre noir. Il propose d'échanger les passagers et l'équipage contre 320 fedayins détenus en Israël. L'affaire semble avoir été montée par Ali Hassan Salamé, que les Israéliens vont bientôt surnommer le « prince rouge[670] ».

Les commandos israéliens lancent un assaut en profitant d'une médiation de la Croix-Rouge et libèrent la centaine d'otages en tuant 2 des 4 preneurs d'otages. Tandis que la population israélienne exulte, une vive polémique éclate entre le CICR et le gouvernement israélien. Les humanitaires parlent d'« abus de confiance ». Le Fatah rejette toute responsabilité mais se félicite que l'opération ait eu lieu sur le sol de l'ennemi. De nouveau, Israël menace le Liban, accusé non d'être impliqué, mais de laisser faire la préparation des détournements.

Wadi Haddad en fait de même le 30 mai en utilisant ses alliés de l'Armée rouge japonaise. Ils ouvrent le feu sur les passagers en attente dans le hall de l'aéroport de Lod, tuant 27 personnes et en blessant une cinquantaine avant d'être neutralisés par la police israélienne. La plupart des victimes sont des pèlerins portoricains. Le communiqué justifiant l'opération renvoie à la mort des deux fedayins lors de l'affaire de la Sabena. Il semble que le but réel de cette action suicide ait été de laver la honte due aux actes de la branche japonaise du mouvement qui s'était lancée dans de sanglantes purges internes avant d'être démantelée par la police. Les Palestiniens n'ont été que des comparses dans cette affaire, mais on fait ensuite des auteurs de l'attentat de véritables héros nationaux[671].

En Israël, les attaques du gouvernement et de la presse se concentrent sur le Liban toujours accusé de laisser faire. L'affaire est revendiquée par le FPLP dans son journal *Al-Hadaf* publié à Beyrouth le 31 mai[672]. Elle est resituée dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction. La violence contre les civils est justifiée par le fait que se trouver dans un aéroport israélien, même comme touriste, est déjà en soi une absence de neutralité politique et que le Front a prévenu depuis 1969 les touristes de ne pas se rendre dans les « territoires occupés ». On dresse aussi l'habituel catalogue des victimes civiles arabes dans les bombardements israéliens en Jordanie, en Égypte et au Liban. Le reste des organes de presse palestiniens entame le même discours, rappelant au passage les assassinats de civils par l'Irgoun et le groupe Stern.

Si ces opérations portent un grand tort à la réputation internationale de la cause palestinienne, elles redonnent du moral à une résistance palestinienne en plein abattement après ses échecs successifs. Le

sentiment est que ces actions ont au moins le mérite de faire entendre la voix des Palestiniens dans un monde qui leur est hostile.

Le survivant du commando japonais passera en jugement au mois de juillet. Devant ses juges décontenancés, il exigera la mort pour lui-même afin de devenir un héros de la révolution mondiale que rien ne peut arrêter. On se rend compte qu'il est impossible de dissuader une personne prête à se lancer dans une opération suicide. On lui inflige la peine la plus cruelle pour lui, la détention à perpétuité. Il sera relâché en 1985 dans le cadre d'un échange de prisonniers et s'installera au Liban après s'être converti à l'islam673.

Dans la première quinzaine de juin, le gouvernement israélien accroît les pressions sur le Liban et accessoirement sur l'Égypte, jugés coupables d'abriter les activités des terroristes. Le discours israélien est clair : le gouvernement libanais, à l'instar de la Jordanie précédemment, a les moyens de mettre au pas les mouvements palestiniens. Dans ces conditions, Israël ne peut trouver aucune excuse à son inaction si elle se prolonge. Au représentant français qui objecte du danger d'une radicalisation ou d'une militarisation de la société et de l'État au Liban, on répond674 :

> On souhaitait certes à Jérusalem que le voisin du Nord demeure un foyer de libéralisme et de pluralisme, mais il fallait bien constater que ce n'était ni la Syrie ni l'Irak, pays où les organisations palestiniennes sont tenues étroitement en lisière, qui mettaient actuellement en péril la sécurité d'Israël, mais bien le « démocratique » Liban.

Le gouvernement libanais est conscient de la menace. Il prend des mesures pour interdire les activités publiques du FPLP dans le pays. Seul son journal *Al-Hadaf* continue d'être publié, ses deux rédacteurs, Ghassan Kanafani et Bassam Abou-Sharif, d'origine palestinienne, ont tous les deux la nationalité libanaise.

Le 19 juin, un commando palestinien venu de Syrie ou du Liban attaque un autobus de touristes dans le secteur de l'Hermon, faisant 4 blessés. L'action est revendiquée par Ahmad Jibril. Le 21 juin, l'armée israélienne lance un raid de représailles contre le Liban-Sud, visant directement l'armée libanaise et la population civile. Cinq officiers syriens en visite

officielle dans le cadre d'échanges entre les deux armées sont faits prisonniers. Plusieurs dizaines de civils libanais sont tués dont des enfants ainsi que 4 militaires libanais.

Un premier bilan montre que, depuis l'attentat de Lod, les pertes libanaises se montent à 66 morts et 86 blessés. Comme une bonne part de ces victimes sont des Druzes libanais de la ville d'Hasbaya, les Druzes israéliens protestent. L'intention proclamée est d'exercer une coercition destinée à forcer l'État libanais et la population à mettre fin aux activités des fedayins comme cela s'est passé en Jordanie. On ne peut pas parler de dégâts collatéraux accidentels mais de « pressions » sur la société revendiquées comme telles, au moins en privé. C'est ce qui ressort d'une discussion entre l'ambassadeur de France et l'ambassadeur d'Israël à l'ONU[675] :

M. Tekoah a souligné que le gouvernement libanais ne faisait pas un effort suffisant pour contrôler les fedayins. Il devait prendre exemple sur la Jordanie. J'ai interrompu l'ambassadeur d'Israël : si c'était là l'objectif de son gouvernement, il faisait fausse route : le Liban n'était certainement pas en position de prendre à l'égard des réfugiés palestiniens les mesures radicales auxquelles le roi Hussein avait eu recours. En essayant de l'y contraindre, Tel-Aviv risquait de faire éclater le fragile équilibre politique dont dépendait l'existence même du Liban. Les conséquences pouvaient en être beaucoup plus dommageables pour Israël que la présence dans une zone limitée et l'activité sporadique des fedayins.

L'ambassadeur m'a répondu que son gouvernement était bien conscient que Beyrouth ne pouvait pas employer les mêmes moyens que le roi de Jordanie. Mais, selon lui, il y en avait d'autres et notamment la pression des populations locales sur leurs représentants au gouvernement. J'ai émis les plus grandes réserves quant aux moyens violents par lesquels Israël semblait vouloir susciter ces pressions.

En dépit des démentis ultérieurs, il est assez clair que les Druzes d'Hasbaya ont été particulièrement visés pour les monter contre les Palestiniens[676].

La Syrie propose par l'intermédiaire de la Croix-Rouge un échange : l'ensemble des prisonniers libanais et syriens en Israël (une quarantaine de personnes) contre 3 pilotes prisonniers en Syrie. Israël veut élargir l'échange à l'Égypte où 10 pilotes israéliens sont prisonniers contre 60 Égyptiens. Damas refuse de considérer que les officiers syriens concernés soient des prisonniers de guerre puisqu'ils ont été enlevés au Liban et retire sa proposition tout en saisissant le Conseil de sécurité du dossier.

La résolution 316 du Conseil de sécurité du 26 juin 1972 condamne les opérations militaires israéliennes au Liban et demande la libération du personnel militaire syrien et libanais enlevé le 21 juin. Le texte, d'inspiration « européenne », est voté par 13 voix contre 2 abstentions (États-Unis et Panama).

De nouveau, la question des relations entre l'État libanais et la résistance a été posée. Arafat conclut un nouvel accord comprenant le retrait des fedayins des zones frontalières et la formation d'une police chargée de faire respecter la discipline chez les combattants palestiniens. Comme pour tout accord conclu par Arafat, on peut se demander s'il a les moyens et la volonté de le faire respecter. De fait, la *Sa'iqa* reconnaît la « justesse » de l'accord, mais n'accepte pas de se soumettre à l'autorité d'Arafat et de se lier par un accord formel avec les autorités libanaises.

En dépit des efforts de médiation de plusieurs pays, aucun progrès n'est enregistré en ce qui concerne l'échange de prisonniers et l'affaire revient au Conseil de sécurité. La résolution 317 du 21 juillet 1972, votée par 14 voix contre une abstention – celle des États-Unis –, appelle Israël à rendre sans délai les prisonniers faits au Liban. Le but est d'opérer une disjonction entre ce cas et un échange général de prisonniers que tout le monde juge souhaitable.

Le 8 juillet, Ghassan Kanafani meurt dans l'explosion de sa voiture piégée[677] avec sa nièce, une adolescente de 16 ans qu'il accompagnait à l'université. Plusieurs dizaines milliers de personnes assistent à ses obsèques le 10 juillet à Beyrouth. Selon ses proches, l'écrivain et porte-parole du FPLP a bien été associé à l'ensemble de l'histoire de l'organisation dont il était le plus brillant propagandiste, mais n'a jamais participé à ses activités militaires, même du point de vue de leur préparation. Sans revendiquer l'assassinat, la diplomatie israélienne le

présente comme un dangereux terroriste. Elle s'appuie sur des articles de journaux européens, en particulier italiens. Peu avant sa mort, l'écrivain avait porté plainte contre la *Stampa* de Milan qu'il accusait d'avoir publié une fausse interview. Le choix de l'objectif s'explique selon toute probabilité par le fait que Ghassan Kanafani ne disposait d'aucune mesure de protection et qu'il constituait une cible facile. La campagne de presse a servi plutôt comme justification. Comme il se doit dans ce genre d'événements, le FPLP annonce une vengeance exemplaire.

Le 19 juillet, c'est le directeur du centre de documentation de l'OLP à Beyrouth, Anis Sayigh, qui est grièvement blessé par un colis piégé. La veille, un autre colis piégé a visé une banque libanaise, faisant là encore un blessé grave. On ne sait pas si cela a eu un rapport avec les autres attentats, mais le dispositif explosif était de même nature. En revanche, Ali Hassan Salamé a bien reçu un colis du même genre à son domicile, mais il s'est méfié et a fait venir un artificier.

Immédiatement, la radio israélienne annonce la mort de Sayigh « qui s'occupe de l'entraînement des terroristes palestiniens au combat en Europe ». Il survivra à ses blessures[678]. Dans les jours qui suivent, des colis visant Shafiq al-Hut, directeur du bureau de l'OLP à Beyrouth, Farouk Kaddoumi (Abou Loutf), membre du comité directeur du Fatah, un autre responsable du Fatah et Ghassan Kanafani sont interceptés (dans le dernier cas, il faut invoquer le retard de la poste libanaise, le colis ayant été posté avant le 8 juillet). La victime suivante est Bassam Abou-Sharif, le 25 juillet, grièvement blessé par un livre bourré d'explosifs[679]. Il sera sérieusement mutilé.

Cette campagne d'assassinats vise non pas des responsables militaires de la résistance palestinienne, mais des propagandistes du mouvement national. À Beyrouth, on accuse tout aussi bien les services israéliens que jordaniens, voire les deux en connivence, d'être les auteurs de ces attentats. On soupçonne aussi certaines forces libanaises hostiles aux Palestiniens. Bien que cela ne soit pas le but recherché, cela contribue à augmenter la tension et à déstabiliser un peu plus le pays.

Munich

Dans ce contexte, la direction du Fatah a décidé de réactiver Septembre noir. Le 4 août, un attentat a lieu en Italie contre des réservoirs de pétrole à Trieste. Il est revendiqué par l'organisation « dans le cadre des attaques contre les ennemis de la révolution palestinienne et des intérêts impérialistes qui soutiennent le sionisme ». C'est un avertissement adressé aux pays pétroliers jugés trop modérés qui refusent d'utiliser l'arme du pétrole. Il est dû à Ali Hassan Salamé.

Un autre projet est de mener des attentats contre les agents du Mossad en Europe. Pour cela, il faut obtenir des armes. Des contacts sont alors pris avec une mystérieuse filière bulgare qui permettrait contre finances de faire passer des armes de Bulgarie en Allemagne. La Bulgarie étant un État communiste, cela implique certainement les services secrets de ce pays.

Selon le récit d'Abou Daoud[680], ce serait après l'assassinat de Ghassan Kanafani que l'objectif aurait été changé au profit d'une opération spectaculaire en Europe. Comme le Comité international olympique n'a même pas répondu à la demande faite par l'OLP d'envoyer des athlètes palestiniens aux jeux Olympiques de Munich, le choix est fait de tenter une prise d'otages d'athlètes israéliens pour obtenir en échange la libération de prisonniers palestiniens. Abou Daoud dirige l'opération qui a été décidée par Abou Iyad avec l'accord d'Arafat et d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas). Ali Hassan Salamé est tenu complètement à l'écart.

L'opération semble très largement improvisée, avec un repérage hasardeux des lieux et l'arrivée au dernier moment des armes venues de Bulgarie. Les membres du commando issus des camps du Liban n'ont reçu aucun entraînement préalable.

Les jeux Olympiques de Munich ont été présentés comme la marque de la réintégration de l'Allemagne dans la normalité des nations après les années noires du nazisme. Les autorités se sont évertuées à faire disparaître tout ce qui pourrait rappeler l'ancienne Allemagne autoritaire et militariste. Elles vont le payer chèrement avec la faiblesse du système de sécurité. Ainsi, les gardes du village olympique ne sont pas armés et le dispositif de surveillance est particulièrement léger. Le contrôle de l'accès au village olympique a été pratiquement levé quand les journalistes de la presse internationale ont accusé la police allemande de se comporter

comme la Gestapo[681]. Ni les Allemands ni les Israéliens n'ont pris de mesures de protection particulières pour la délégation israélienne.

Le 5 septembre avant l'aube, le commando de 8 hommes réussit à s'infiltrer dans le village olympique en se faisant passer pour des athlètes faisant le mur après avoir passé la nuit dans les lieux de plaisir munichois[682]. Il prend d'assaut le bâtiment où sont installés les athlètes israéliens. Deux d'entre eux, qui tentent de résister, sont tués, 11 sont faits prisonniers, les autres réussissent à s'échapper.

Les planificateurs de l'opération affirmeront ultérieurement qu'ils ne voulaient pas verser le sang et que les deux premiers morts sont accidentels. Dès que l'alarme est donnée, le commando fait connaître ses exigences : la libération de 234 prisonniers palestiniens des prisons israéliennes et celle d'Andreas Baader et Ulrike Meinhof, de la Fraction armée rouge, des prisons allemandes. Il menace d'exécuter les otages si ces demandes ne sont pas satisfaites. Une heure limite est donnée avant le début des assassinats, qui sera régulièrement repoussée en fonction des négociations.

Pour l'opinion publique mondiale, ou en tout cas occidentale, il s'agit d'un double sacrilège : pour la première fois depuis 1945, des Juifs en tant que Juifs ont été tués sur le sol allemand et la trêve olympique a été violée.

Les autorités allemandes sont en pleine confusion, d'autant plus que les compétences du pouvoir fédéral et celles du Land de Bavière s'opposent dans la gestion de la crise. La police ne dispose pas d'une vraie force d'intervention entraînée à faire face à ce genre de situation. On tente d'ouvrir une négociation avec les preneurs d'otages, de plus en plus nerveux à fur et à mesure que le temps passe. Golda Meir fait immédiatement savoir qu'il n'est pas question de céder à une quelconque exigence des ravisseurs et que c'est aux autorités allemandes de trouver une solution bien qu'elles soient totalement dépassées par la situation. Les jeux Olympiques continuent alors qu'Israël en demande la suspension. La presse internationale et les badauds affluent dans le village, ce qui complique encore plus la tâche de la police.

Les autorités essaient de gagner du temps en tentant de faire croire aux ravisseurs que les Israéliens ont cédé, mais qu'il faut un délai important pour pouvoir réunir les prisonniers venus de différentes prisons. Le plus urgent est d'éviter les exécutions d'otages. Des personnalités allemandes proposent de prendre leur place, mais les Palestiniens refusent.

En Israël, on prépare l'envoi à Munich d'une unité d'élite de commando, le Sareyet Metkal, sous le commandement d'Ehud Barak. Aujourd'hui encore, la controverse fait rage. Les Israéliens affirment qu'ils ont proposé cette aide et que les Allemands l'ont refusée. Ces derniers répliquent que jamais cette offre ne leur a été faite. La police étudie la possibilité de lancer un assaut contre le bâtiment où se trouvent les Israéliens, mais y renonce, les fedayins dont on ne connaît pas le nombre, semblant solidement retranchés.

Le gouvernement de Bonn s'adresse alors à l'Égypte pour savoir si elle accepterait le transfert par avion du commando et des otages suivi de la libération de ces derniers. Il semble qu'il se soit alors produit un malentendu. Les Allemands exigent des garanties absolues qu'aucun mal ne sera fait aux otages, et les Égyptiens répondent qu'ils ne peuvent offrir aucune garantie de ce genre puisque Septembre noir ne dépend pas d'eux, mais qu'ils feront de leur mieux pour assurer la sécurité des otages. De plus, les Israéliens refusent cette option égyptienne, s'il n'y a pas ces garanties absolues de libération sans dommage.

En fin de journée, il est clair qu'il ne reste plus que le choix de l'opération policière. Comme il est exclu de la tenter contre le pavillon israélien, on propose au commando son transfert par deux hélicoptères jusqu'à un aéroport militaire d'où ils s'embarqueraient dans un avion à destination d'un pays arabe. À ce moment-là, on lancerait l'opération de sauvetage.

Des négociations difficiles permettent d'arriver à un accord. Peu après 22 heures, le transfert commence. Le plan primitif consiste à agir simultanément sur l'avion et les hélicoptères durant l'embarquement. On découvre brusquement que les commandos sont au nombre de 8 et non de 5, et la police considère qu'agir dans l'avion serait prendre un trop grand risque. Au dernier moment, sans avoir étudié le plan d'action, on décide de lancer l'assaut à l'arrivée des hélicoptères et en pleine obscurité. Les

fedayins se méfient et voient immédiatement le piège, d'autant plus que l'avion est vide de tout équipage.

Dès le premier tir, c'est le chaos absolu, qui dure pratiquement une heure. Le bilan est accablant : tous les sportifs israéliens sont tués, soit par le feu de leurs geôliers, soit par celui de la police allemande, 5 des 8 Palestiniens et un policier allemand connaissent le même sort. Les autorités allemandes ne transmettront aux Israéliens que plus de vingt ans après les rapports balistiques et les documents divers concernant l'affaire, et il semble que certaines pièces n'aient pas été transmises. Les trois commandos survivants sont faits prisonniers.

La responsabilité première de la catastrophe repose évidemment sur les organisateurs de la prise d'otages, quelles que soient les justifications qu'ils ont ensuite avancées. Le manque de préparation et la nervosité des membres du commando sont tout à fait caractéristiques du comportement général des fedayins de cette période. Voulant marquer le sérieux de leurs intentions, ils ont perpétuellement menacé d'exécuter leurs otages et la mort des deux premiers sportifs israéliens a rendu particulièrement crédible leur sinistre chantage.

Les autorités allemandes, avec la confusion des pouvoirs fédéral et régional, ont eu une gestion désastreuse de la crise. Leur seule excuse est leur totale impréparation à ce genre de situation, le manque de temps et l'absence de marge de manœuvre, d'autant plus qu'il n'était pas question d'arrêter les jeux Olympiques.

Ces derniers ne sont suspendus que le 6 septembre pour une cérémonie collective commémorative qui frappe l'opinion publique mondiale. La liaison entre la Shoah et les événements de Munich est généralement ressentie dans le monde occidental. L'indignation est particulièrement forte aux États-Unis où l'on s'identifie totalement avec Israël. On sait que, dans un pays comme la France, l'affaire conduira à la dissolution par sa direction du mouvement d'extrême gauche la Gauche prolétarienne, inquiète de voir une partie de ses membres s'engager dans la voie de la violence pure, à l'instar de ce qui se passe alors en Italie et en Allemagne.

Les gouvernements arabes s'abstiennent de commentaires ou déplorent plus qu'ils ne condamnent l'opération de Munich, à l'exception du roi

Hussein, qui, à la télévision, exprime ses condoléances aux familles des sportifs israéliens tués. La presse arabe donne en général une description objective des événements fondée sur des dépêches d'agences tout en donnant comme raison principale l'oppression et l'injustice dans lesquelles vivent les Palestiniens et l'absence d'espoir. La responsabilité des morts est portée sur la police allemande. Très vite, le ton se radicalise, et les commandos morts sont présentés comme des héros martyrs qui ont refusé de se rendre et qui sont morts en braves. Les sportifs sont dénoncés comme des réservistes de l'armée israélienne. À la demande du Fatah, la Libye obtient le transfert sur son territoire des dépouilles des cinq commandos arabes qui auront droit à d'imposantes funérailles populaires. La popularité de l'attentat de Munich est particulièrement forte dans la population des territoires occupés. Le discours des éléments les plus radicaux se félicite de la fin du mythe de l'invincibilité israélienne représentée par les affaires de Lod et de Munich.

Jamais le divorce n'a été aussi total entre l'opinion publique arabe, et en partie celle du tiers-monde, et une opinion publique mondiale à dominante occidentale.

Contre-terrorisme

En Israël, la colère et le désir de vengeance dominent. L'affaire est ressentie comme une répétition de la Shoah, et la volonté unanime est de montrer que le temps où les Juifs subissaient passivement de telles épreuves appartient à une époque révolue. Il faut détruire le terrorisme et tous ses soutiens. La colère est d'autant plus forte qu'elle s'accompagne d'une désillusion après l'euphorie qu'avait créée l'expulsion des conseillers soviétiques d'Égypte. On avait cru alors à la possibilité d'une paix séparée avec l'Égypte et la Jordanie comprenant d'importantes annexions dans le Sinaï et l'application du plan Allon sous une forme ou une autre.

Les services de renseignements accusent la Syrie d'avoir abrité l'organisation de l'attentat. Très rapidement, la presse israélienne, certainement informée par les mêmes services, accuse Ali Hassan Salamé d'être l'instigateur de l'opération de Munich, alors qu'il semble n'y avoir

été pour rien. D’ailleurs, à cette époque, il vient de se retirer de la carrière politique pour se lancer dans les affaires au Koweït.

Le fait est que les services de renseignements israéliens, en dépit de leur légende, souffrent de toute une série de déficiences techniques, en particulier dans la couverture du monde arabe. Ils ne disposent pas d’un réseau d’ambassades permettant de donner une couverture diplomatique aux officiers traitants et, contrairement à ce qui se passe dans la guerre froide, ils ne peuvent compter sur des défections idéologiques. La solution utilisée dans les années 1950-1960, l’infiltration d’Israéliens originaires de pays arabes et pouvant se faire passer pour des gens originaires du pays, n’est plus utilisable par épuisement de cette ressource. Le pays où les services israéliens sont le mieux implantés est le Liban en raison de son ouverture au tourisme international.

Le principal moyen utilisé à partir des années 1970 est d’exercer des pressions croissantes sur de jeunes Palestiniens par le biais de menaces contre leurs familles et par des compromissions financières et sexuelles. On procède à des recrutements par chantage et extorsion pour infiltrer par le bas les organisations palestiniennes. Les informations recueillies sont de piètre qualité, souvent de l’ordre de la rumeur et du ragot. Si l’on peut déterminer où résident un certain nombre de responsables palestiniens, on ne pénètre pas réellement les cercles dirigeants du mouvement national palestinien.

Le 8 septembre, l’aviation israélienne attaque simultanément la Syrie et le Liban avec des dégâts collatéraux en Jordanie (une vingtaine de morts).

Les principaux camps palestiniens, présentés comme des bases de fedayins, sont bombardés. Trois avions syriens sont abattus dans des combats aériens. Les pertes humaines, dont de nombreux femmes et enfants, sont considérables, de l’ordre de plus de 200 morts. La presse arabe évoque un « génocide » et condamne la totale indifférence occidentale.

À l’ONU, le Conseil de sécurité n’arrive pas à s’accorder sur une résolution, les États-Unis refusant de mettre sur le même plan les morts de Munich et les morts arabes. Le débat tourne autour de la notion de causalité. L’ambassadeur américain, George Bush, explique les

représailles israéliennes par l'affaire de Munich ; les Arabes et les progressistes justifient l'affaire de Munich par le sort des Palestiniens ; les Européens mettent plus ou moins sur le même pied les deux affaires. Finalement, Bush met le veto de son pays sur une résolution condamnant les raids israéliens.

Un projet américain de résolution qui déplore la perte de vies innocentes des deux côtés, mais qui affirme que tout acte de terrorisme et tout encouragement et soutien au terrorisme sont totalement inacceptables dans une société civilisée échoue à son tour[683]. La presse syrienne oppose la photo d'enfants syriens carbonisés par les bombardements israéliens à la déclaration américaine en marquant qu'il s'agit là d'un « certificat de civilisation » accordé par les États-Unis. Le veto américain, le deuxième dans l'histoire après celui de mars 1970 concernant la Rhodésie[684], se comprend aussi dans le contexte de la campagne électorale où McGovern accuse Nixon d'être « l'ami des Arabes ». Cette décision est très populaire dans une opinion publique de plus en plus hostile aux orientations prises par l'organisation internationale. Ce vote est aussi un tournant dans la diplomatie américaine puisque l'utilisation du veto va devenir de plus en plus systématique dans les débats concernant Israël.

La recherche américaine d'un consensus international contre le terrorisme se heurte à la solidarité du tiers-monde avec les mouvements de libération nationale tandis que la Chine populaire et l'Union soviétique marquent que la résistance à l'impérialisme et à l'occupation étrangère ne saurait être en aucun cas qualifiée de « terrorisme ». On est entré dans la circularité perverse des justifications du terrorisme et du contre-terrorisme : rien ne peut justifier le terrorisme, même comme dernier instrument de résistance à l'oppression ; le même argument se retourne contre les méthodes et les conséquences du contre-terrorisme qui fait encore plus de victimes « innocentes » que le terrorisme lui-même. Ainsi, légitimement, l'Allemagne fédérale se lance dans une campagne de contrôle des ressortissants arabes sur son territoire et est accusée de pratiques néonazies par la presse arabe.

Dans ce contexte extrêmement tendu, le 10 septembre, un « employé » de l'ambassade d'Israël en Belgique est victime d'un attentat. C'est en réalité un agent du Mossad chargé de recruter des indicateurs arabes et

palestiniens. Il a été victime d'un faux indicateur envoyé par Abou Iyad. Dans les jours qui suivent, un certain nombre d'institutions israéliennes en Europe et en Amérique sont à leur tour victimes de colis piégés. Soixante-quatre sont recensés en une semaine. Cette opération serait cette fois le fait d'Abou Jihad, l'autre lieutenant d'Arafat (il a lui-même été visé deux ans plus tôt par un colis piégé). Le 19 septembre, un diplomate israélien est tué à Londres.

Auparavant, le 16 septembre, l'armée israélienne a lancé sa plus importante opération terrestre au Liban-Sud. Toute la région au sud du Litani est atteinte. Les combats sont particulièrement intenses dans le secteur de Cana. Le but officiel est de détruire les « bases du terrorisme ». Les destructions matérielles sont considérables, les infrastructures civiles étant délibérément visées. Les pertes humaines sont essentiellement civiles (l'armée libanaise a eu 18 tués et 46 blessés et disparus). L'affaire la plus terrible s'est déroulée dans le village de Jouanna et a été rapportée par la presse internationale. Un taxi transportant une famille de sept personnes dont des enfants a été volontairement écrasé par un blindé israélien, ne laissant à ses occupants aucune chance de s'en sortir vivants. Le matin du 17 septembre, l'armée israélienne a terminé son retrait.

Le gouvernement libanais proclame l'état d'urgence et l'armée reçoit l'instruction de ne pas autoriser les fedayins à reprendre leurs positions au Liban-Sud. La censure est imposée à la presse. Immédiatement apparaissent les médiateurs arabes et l'organisation de réunions avec Yasser Arafat. Un nouvel accord est conclu qui prévoit la prolongation du gel des opérations de la guérilla et son retrait des agglomérations du Liban-Sud. On souligne la « nécessité d'éviter toute action ou propos de nature à porter atteinte à la fraternité et à l'unité de la lutte libano-palestinienne ». Un comité de coordination qui aura pour tâche de veiller à l'application des arrangements sera mis en place. La politique de fermeté a le soutien des députés chrétiens et des députés chiites du Liban-Sud. L'armée peut l'exécuter en raison de sa bonne tenue lors de l'attaque israélienne.

Officiellement, le gouvernement israélien donne la priorité à la lutte contre le terrorisme sur la recherche de la paix. Cela ne fait qu'enregistrer la paralysie totale de toutes les initiatives diplomatiques. Selon Israël, il

n’existe pas de question palestinienne puisqu’il existe déjà un État palestinien, la Jordanie. Le problème se résume à un traitement social du dossier des réfugiés et à l’éradication du terrorisme.

Le 28 septembre 1972, Sadate joue son jeu personnel en proposant la constitution d’un gouvernement palestinien en exil qui pourrait s’installer au Caire. Le but de la manœuvre peut être interprété de différentes façons : ramener l’attention à soi, affaiblir la position diplomatique de la Jordanie comme partenaire d’un accord de paix, débarrasser l’Égypte de la question en en chargeant une fantomatique autorité palestinienne, renforcer la position des « modérés » face aux extrémistes. Cette proposition provoque l’embarras dans la direction palestinienne, qui tarde à donner une réponse. Elle n’arrive que le 7 octobre et est négative : seule l’OLP, avec ses institutions, est la représentante légitime du peuple palestinien.

Officiellement, le gouvernement israélien s’est engagé à lutter contre le terrorisme palestinien en Europe en n’utilisant que des moyens légaux. Contrairement à une légende tenace entretenue par de nombreux livres, téléfilms et films, il ne semble pas qu’il y ait eu d’ordre donné par Golda Meir de venger les morts de Munich en faisant assassiner les organisateurs présumés de l’opération, mais la décision a été prise de frapper préventivement tout ce qui pourrait constituer l’infrastructure des « organisations terroristes » en Europe : leurs bureaux, leurs moyens de liaison et de transport, leurs représentants685. La définition du terrorisme est suffisamment extensive pour englober les propagandistes de la cause palestinienne, comme cela avait été le cas à Beyrouth. De toute façon, il faut compter sur la médiocre qualité du renseignement récolté, comme le montre la véritable obsession concernant Ali Hassan Salamé. Ce dernier est avant tout victime de ses vantardises qui laissent entendre qu’il joue un rôle beaucoup plus important que dans la réalité dans l’organisation des opérations terroristes en Europe.

Toutes les actions israéliennes sont par nature clandestines, donc non reconnues par les autorités. En revanche, des journalistes proches du Mossad686 et des renseignements militaires recevront des « confidences » reliant les victimes des attentats à l’affaire de Munich et à des actions similaires. Il en ressortira toute une littérature en général assez médiocre, multipliant les allusions sur la dépravation morale des victimes des

opérations. Par ailleurs, la presse israélienne de l'époque justifie ouvertement le « terrorisme personnalisé » contre les responsables palestiniens dans le monde arabe et en Europe, équivalent des raids aériens contre les bases de fedayins. L'expert militaire du journal *Haaretz*, Zeev Schiff, écrit toute une série d'articles sur ce thème dès septembre 1972[687].

Il est donc difficile d'attribuer avec une certitude absolue un ensemble d'affaires aux services israéliens, d'autant plus que certaines pourraient encore réactiver des actions de justice, même s'il est vrai que les opérations clandestines israéliennes semblent avoir elles aussi bénéficié de la mansuétude des autorités européennes, qui, comme dans le cas des Palestiniens, ont eu tendance à ne pas vouloir trop chercher les véritables réseaux. On préfère expulser discrètement les personnes soupçonnées, et non les arrêter, afin d'éviter de graves complications politiques. Les services européens de contre-espionnage et de sûreté du territoire ont plutôt pour stratégie de collaborer tout aussi bien avec les services de renseignements israéliens et arabes sous couvert d'échanges d'informations qu'avec les mouvements palestiniens à qui l'on accorde une certaine forme de reconnaissance et un dialogue minimal en échange de la préservation du territoire national des actions armées.

Le 4 octobre, une librairie palestinienne à Paris est victime d'un attentat. Il est revendiqué par un groupe inconnu, « Le mouvement d'action et de défense Massada ». Les dégâts sont relativement peu importants. Le 7 octobre, des locaux de l'OLP et du FPLP à Beyrouth sont à leur tour frappés par des bombes « de fabrication artisanale » déposées à proximité. Il n'y a pas de victimes.

Le 16 octobre, le représentant de l'OLP à Rome, Wael Zwaiter (Wâ'il Zu'aytir), est tué de douze coups de revolver. Cet intellectuel et écrivain, traducteur en italien des *Mille et Une Nuits*, gagnait sa vie comme interprète à l'ambassade de Libye et était très introduit dans les milieux de la gauche italienne. Il avait suggéré, devant la presse italienne, que les Israéliens s'étaient arrangés pour faire tuer les otages de Munich afin d'en tirer des avantages politiques. Les « confidences » ultérieures du Mossad lui imputent l'organisation d'attentat contre des avions d'El Al. Les sources palestiniennes démentent tout rôle de ce genre.

La lutte contre le terrorisme peut donner des résultats contre-productifs. Il en est ainsi des raids aériens du 15 octobre contre les bases du terrorisme (les camps palestiniens) en Syrie et au Liban. Le gouvernement libanais, qui a éloigné les fedayins de la frontière et leur a demandé de se regrouper à l'intérieur, se trouve mis en difficulté. Le ton israélien est net, comme le montrent les déclarations de Galilli, un proche de Golda Meir : si le Liban ne met pas fin à l'activité des organisations terroristes, Israël sera forcé d'agir. Ces raids aériens ont un but préventif : plus on frappe les fedayins, plus la pression s'accroît sur le gouvernement libanais. « Ces attaques construiront un mur entre la population libanaise et les fedayins, ce qui permettra d'isoler ces derniers. »

Les jours suivants, les avions israéliens multiplient les passages du mur du son au-dessus des grandes agglomérations libanaises. En même temps, plusieurs pays arabes sont visés par une nouvelle vague de colis piégés postés en Yougoslavie. Ils font trois blessés au Liban le 25 octobre, un postier et deux employés. En novembre, le flux s'inverse, ce sont des institutions israéliennes et des personnalités juives qui sont visées par ces mortels courriers souvent postés en Inde. La Grande-Bretagne est particulièrement atteinte.

Les mesures prises par l'Allemagne fédérale concernant les ressortissants arabes sur son territoire avaient provoqué la multiplication des protestations arabes. Par ailleurs, la détention des trois fedayins survivants de l'affaire de Munich lui avait valu de nombreuses menaces. Selon Abou Daoud688, les Allemands auraient contacté Kamil ‘adwan, membre du comité central du Fatah, pour lui proposer un faux détournement d'avion accompagné d'une demande de rançon aboutissant à la libération des trois commandos. Les trois dirigeants de Septembre noir, Abou Mazen, Abou Iyad et Abou Daoud, se concertent et refusent. La piraterie aérienne est contre leurs principes.

Le 29 octobre 1972, l'avion de la Lufthansa effectuant le vol Damas-Beyrouth-Francfort est détourné après l'escale de Beyrouth. Curieusement, il n'a pas pris de passager à Damas et seulement 13 à Beyrouth, tous des hommes adultes dont les auteurs du détournement. L'avion se rend à Zagreb, en Yougoslavie, où on conduit les trois fedayins de Munich. Après

les avoir embarqués, il se rend à Tripoli en Libye où tout le monde se sépare courtoisement.

L'opération aurait été le fait de Wadi Haddad, qui en aurait profité pour enrichir son trésor de guerre tout en rendant service aux Allemands… La presse arabe exprime immédiatement ses doutes sur cette « heureuse combinaison de planning germanique et d'audace palestinienne » (Marwan Hamadé). Il en résulte une série de messages virulents du gouvernement israélien à destination des autorités allemandes. Willy Brandt s'engage auprès de Golda Meir à maintenir le caractère particulier des relations de son pays avec Israël.

Toujours est-il que c'en est trop pour les Israéliens, qui, le 30 octobre, bombardent une série de positions dans la région de Damas. L'artillerie syrienne réplique sur le Golan, d'où de nouveaux bombardements israéliens en représailles des représailles des représailles. Les premiers bilans font état d'une cinquantaine de morts syriens, puis le chiffre est doublé.

Le 9 novembre, le front du Golan s'embrase de nouveau, les Syriens utilisant cette fois leur artillerie lourde. Selon les affirmations des responsables syriens, les bombardements israéliens de la fin d'octobre et du début de novembre auraient fait plus de 250 morts et plusieurs milliers de blessés, essentiellement des civils689. Le même scénario se reproduit le 21 novembre. Cette fois, les pertes aériennes syriennes sont lourdes : 6 Mig-21. Néanmoins, l'artillerie syrienne, solidement retranchée, a provoqué d'importants dégâts aux positions civiles et militaires israéliennes sur le Golan.

Ces attaques ont bien pour but de dissuader la Syrie de continuer à soutenir le « terrorisme », d'où le fait qu'elles sont appuyées par les États-Unis qui désirent que le gouvernement de Damas prenne l'exemple de celui de Beyrouth dans ce domaine690. Le pouvoir baathiste se sert des événements pour appeler à l'union nationale en Syrie à un moment où il est contesté de l'intérieur par une fraction baathiste alaouite hostile à Hafiz al-Assad. Ostensiblement, l'Égypte de Sadate apporte son soutien à la Syrie, ce qui préoccupe les Israéliens qui se rappellent l'engrenage de mai 1967. Le 27 novembre, pour la première fois, c'est l'artillerie syrienne qui prend l'initiative du feu.

La Syrie sort finalement renforcée de l'épreuve de force durant laquelle elle n'a rien cédé. Assad fait un geste notable en autorisant la réouverture de la frontière avec la Jordanie. Il faut créer « un climat qui permette à l'armée jordanienne de remplir son rôle dans la confrontation avec l'ennemi ».

Le 8 décembre, le représentant de l'OLP à Paris, Mahmoud Hamchari, est victime d'un attentat au téléphone piégé à son domicile. Il succombera un mois plus tard des suites de ses blessures. Les sources habituelles auprès des services secrets israéliens l'accuseront d'être le numéro 2 de Septembre noir en France et d'avoir fait de son appartement une base avancée, un dépôt d'armes et un centre de communication de l'organisation terroriste. Aucune source palestinienne ne confirme ces allégations et il est généralement présenté comme un propagandiste efficace de la cause palestinienne en France qui avait aussi réussi à nouer des relations avec le Quai d'Orsay. Officiellement, la France ne reconnaît ni l'OLP ni les différents mouvements palestiniens, mais autorise des contacts officieux et épisodiques avec leurs représentants.

Le même 8 décembre 1972, l'armée libanaise s'oppose au retour des fedayins dans le Liban-Sud. Les accrochages font plusieurs morts, et la tension monte rapidement en dépit de nouveaux efforts de conciliation. Dans un contexte social très troublé, le 20 décembre au soir, trois roquettes sont tirées sur l'ambassade américaine, causant des dégâts matériels considérables. L'opération est revendiquée par une organisation inconnue « Les amis du Vietnam ». Arafat dément toute participation palestinienne.

Le 28 décembre, l'ambassade israélienne à Bangkok est occupée par un commando palestinien qui détient 6 diplomates en otages. Il réclame la libération de prisonniers palestiniens en Israël. Mais le groupe se décourage très vite et accepte la proposition thaïlandaise d'un sauf-conduit pour l'Égypte. L'affaire n'a duré que dix-neuf heures et a été signée Septembre noir. L'opération montée par Abou Jihad et non par la faction Abou Iyad, Abou Daoud et Abou Mazen.

Le 11e CNP qui se tient au Caire adopte le 10 janvier 1973 un programme très langue de bois comprenant la consolidation de l'unité nationale, le renversement du régime hachémite de Jordanie (pour établir

un régime national-démocratique), la liquidation de la présence impérialiste dans le monde arabe et la coordination avec le peuple libanais. On s'en tient au rejet de toute solution défaitiste et à la lutte armée jusqu'à la libération totale de la Palestine. La référence révolutionnaire est permanente et s'associe à la lutte mondiale contre l'impérialisme.

À la fin de décembre, les incidents reprennent sur le Golan. Le 2 janvier 1973, avions israéliens et syriens s'affrontent dans l'espace aérien libanais. Deux Mig-21 syriens et un Phantom israélien sont abattus. Le 8 janvier 1973, l'aviation israélienne lance toute une série de raids aériens contre le territoire syrien. Officiellement, ce sont des positions militaires qui sont visées, mais inévitablement les pertes civiles sont considérables. Un village syrien à proximité de la frontière jordanienne, Daël, est complètement rasé. Il y aurait plusieurs centaines de morts – l'opacité du régime syrien ne permet pas de disposer d'un bilan plus précis. Parallèlement, les barrages d'artillerie sont intenses sur le Golan. L'armée israélienne parle d'informations mensongères, mais les sources diplomatiques occidentales et la presse internationale confirment l'importance des pertes civiles.

Le 9 janvier, la représentation de l'Agence juive à Paris est victime d'un attentat nocturne qui occasionne d'importants dégâts matériels. Le 24 janvier, Husein Abu al-Khayr, représentant du Fatah à Chypre, est assassiné à Nicosie. Il aurait été chargé des relations entre le Fatah et le KGB, d'où son élimination par les Israéliens[691]. Il n'avait aucune relation avec Septembre noir et semble avoir été un spécialiste des questions soviétiques plutôt qu'un agent terroriste[692].

Le 26 janvier, un agent israélien, Baruch Cohen, chargé d'infiltrer les réseaux palestiniens en Espagne, est assassiné à Madrid par un informateur qu'il avait cru « retourné ». C'est une opération du groupe d'Abou Iyad et signée « Septembre noir ».

Le même groupe s'est lancé dans la préparation d'une opération visant l'occupation de l'ambassade américaine à Amman afin d'obtenir la libération des prisonniers palestiniens dans le royaume. Abou Daoud s'infiltre clandestinement en Jordanie. Il sera arrêté le 10 février 1973 par les services secrets jordaniens ainsi que plusieurs membres de son

commando. En mars 1973, il fait des aveux publics retransmis à la télévision jordanienne où il reconnaît que Septembre noir n'est qu'un prête-nom du Fatah, qu'Abu Iyad en est le principal organisateur. L'affaire de Munich aurait été l'œuvre conjointe d'Abou Youssef (Mohamed Youssef al-Najjar) et d'Ali Hassan Salamé. Ultérieurement, Abou Daoud démentira avoir fait une telle confession et parlera de manipulation des services jordaniens. Sous la torture, il n'aurait évoqué que des secrets de Polichinelle, l'implication d'Abou Iyad dans Septembre noir et le rôle d'Ali Hassan Salamé dans l'attentat de Trieste (l'intéressé s'en vantant publiquement à Beyrouth) et dans les attentats contre des intérêts jordaniens en Europe.

L'escalade dans la violence

Les trois premières semaines de février 1973 sont relativement calmes. En revanche, le 21 février est un jour particulièrement noir. Un Boeing 727 des Libyan Arab Airlines faisant la liaison entre Benghazi et Le Caire fait une erreur de navigation en raison d'une mauvaise visibilité et d'un fonctionnement erratique de la balise de navigation de l'aéroport du Caire[693]. L'équipage est franco-libyen, à la suite d'un accord de coopération avec Air France. Croyant faire son approche vers l'aéroport du Caire par l'est, l'avion se trouve en fait au-dessus du golfe de Suez puis du Sinaï occupé. Deux Phantom israéliens partent pour l'intercepter et l'identifient comme un avion civil. À ce moment-là, le Boeing a retrouvé la bonne direction et se dirige vers Le Caire. Le pilote croit que les intercepteurs sont des Mig égyptiens et ne s'inquiète pas particulièrement, les cocardes des deux chasseurs étant en dehors de son champ de vision. Les pilotes israéliens tentent d'adresser des messages visuels demandant à l'avion de se poser alors que la tour de contrôle du Caire lui demande au contraire de prendre de l'altitude pour améliorer la liaison. Aucune tentative de prise de contact par radio n'a été enregistrée. Comme l'avion libyen n'obtempère pas à leurs instructions, les deux chasseurs israéliens ouvrent le feu et abattent l'appareil au moment où il va sortir de l'espace aérien du Sinaï. Le bilan est terrible : 100 morts – pour une bonne part des femmes et enfants – et 4 survivants.

L'ordre a été donné au plus haut niveau du commandement militaire israélien, voire du gouvernement. La décision aurait été prise directement par Golda Meir, Moshe Dayan et le ministre sans portefeuille Israël Galilli[694]. L'enquête menée par les autorités aériennes internationales, fondée sur le dépouillement des enregistreurs de vol, montre qu'aucune procédure d'interception standard n'a été suivie (les chasseurs doivent se placer en avant de l'appareil intercepté) et que ce n'est qu'au moment des tirs que l'équipage a compris qu'il s'agissait d'avions israéliens. La position de l'avion au moment où il a été abattu (deux à trois minutes avant d'entrer dans l'espace aérien égyptien) montre qu'il ne pouvait constituer une menace pour une installation civile ou militaire israélienne.

Comme plus tard pour l'avion sud-coréen abattu au-dessus de l'Union soviétique en 1983, la seule raison plausible pour donner l'ordre d'abattre un avion civil est que l'on pouvait croire qu'il était muni d'instruments prenant des photos aériennes de « zones militaires sensibles ». Comme l'appareil était sur le point d'entrer dans l'espace aérien égyptien, il n'y avait pas le temps d'effectuer des tirs de sommation. Les pilotes israéliens ont prétendu que les rideaux étaient tirés sur les hublots et qu'ils ne pouvaient pas voir qu'il s'agissait de civils, mais les témoignages des survivants contredisent totalement cette version des faits.

Les États-Unis adressent leurs condoléances et leurs regrets à la Libye sans mentionner le nom d'Israël. La famille de l'unique passager américain recevra une compensation financière à condition de renoncer à toute action en justice. Les autorités israéliennes font porter la responsabilité de la catastrophe sur l'équipage du Boeing. Seul Abba Eban aura le courage d'admettre qu'il s'agit d'une « bavure » et appellera à une remise en cause de certains comportements.

Le même jour, Israël décide de lancer une opération combinant l'aviation et la marine contre les camps palestiniens de Tripoli, Nahr al-Bared et Beddawi. Officiellement, ce sont des installations « terroristes » qui sont visées. Des commandos sont héliportés et se heurtent immédiatement aux milices de protection. Si un quartier général du FPLP est détruit, ce sont surtout des bâtiments civils de l'UNRWA et des maisons d'habitation. Il semble que l'opération ait visé une réunion de responsables de haut niveau de la résistance, réunion annulée au dernier

moment. Le bilan officiel est de 78 morts et blessés (il y aurait eu une quarantaine de tués). La gauche libanaise se solidarise avec les Palestiniens lors des imposantes funérailles des victimes. Partout dans le monde arabe, des manifestations populaires appellent à la reprise des combats.

Abou Iyad et Arafat sont décidés à obtenir la libération d'Abou Daoud. Septembre noir organise donc une nouvelle opération, cette fois au Soudan, le 1er mars[695]. Le projet est de prendre d'assaut l'ambassade d'Arabie saoudite à Khartoum lors d'une réception officielle et de s'emparer d'un certain nombre de diplomates occidentaux qui seraient échangés contre les prisonniers palestiniens en Jordanie, Sirhan Sirhan aux États-Unis et les membres du groupe Baader-Meinhoff en RFA. Le commando s'empare de l'ambassadeur et retient finalement 5 otages dont deux diplomates arabes, l'ambassadeur saoudien et le chargé d'affaires jordanien. La Jordanie refuse de céder et les Américains d'entrer dans une quelconque négociation. Arafat reste introuvable en dépit des tentatives réitérées des Saoudiens et des Soudanais pour le joindre. On demande néanmoins aux Soudanais de gagner du temps pour arriver à une solution analogue à celle de la prise d'otages de Bangkok – on proposerait aux ravisseurs de se rendre au Caire où ils libéreraient leurs otages. Mais le commando rejette immédiatement cette proposition. Une déclaration malheureuse de Nixon affirmant dans une conférence de presse que les États-Unis ne céderont pas au chantage fait échouer la tentative de prolonger les délais. À l'issue de leur dernier ultimatum, les hommes de Septembre noir exécutent les trois otages occidentaux, 2 diplomates américains, dont l'ambassadeur, et le chargé d'affaires belge. Après les assassinats, Arafat redevient disponible et demande au commando de se rendre, ce qu'il fait le 4 mars. Le même jour, Hussein montre sa fermeté en confirmant la peine de mort contre Abou Daoud et ses 16 compagnons.

Le Département d'État réclame la peine de mort pour les 8 membres du commando de Khartoum. Le gouvernement soudanais annonce qu'ils passeront en justice. Nimeiri est outré du comportement des Palestiniens après ce qu'il a fait pour eux lors des événements de Jordanie, mais il doit tenir compte des équilibres politiques interarabes. Finalement, le procès s'ouvrira à la fin septembre 1973. Les avocats des Palestiniens plaideront

l'acte révolutionnaire justifié par le soutien américain à Israël. Le procès sera suspendu en raison de la guerre d'Octobre. En juin 1974, les intéressés seront condamnés à la prison à perpétuité. Leurs peines seront ensuite commuées à sept ans de prison à effectuer à Beyrouth sous la garde de l'OLP. Nimeiri justifiera publiquement sa clémence en faisant référence aux actes commis par les Israéliens contre les Palestiniens et l'expliquera aux Américains par sa volonté d'éviter des représailles palestiniennes contre ses propres diplomates. En 1985, l'AIPAC lancera une action en justice contre Arafat pour son implication dans le meurtre des deux diplomates américains, mais aucune preuve directe ne pourra être apportée et la procédure sera arrêtée l'année suivante. Ultérieurement, la presse américaine fera allusion à plusieurs reprises à une interception radio dans laquelle Arafat aurait donné l'ordre de tuer les diplomates américains. Cette interception aurait été le fait soit du NSA, soit des services israéliens, mais elle n'a jamais été rendue publique696.

Les États arabes condamnent l'opération de Khartoum, mais une bonne part des intellectuels et de l'opinion publique arabe rejettent les accusations de terrorisme venues des États-Unis en soulignant que ce pays n'a pas condamné la destruction du Boeing libyen. Les défenseurs de la cause palestinienne parlent d'actes de désespoir dus à l'absence de prise en compte de la question palestinienne dans les négociations internationales.

Divers mouvement « progressistes » et même l'Union soviétique, « pour des raisons humanitaires », demandent la grâce pour Abou Daoud et ses compagnons. Le roi Hussein ajourne les exécutions puis les commue en peines de prison à perpétuité. D'une part, cela correspond à son style de gouvernement – l'usage de la clémence –et d'autre part, il a vu le danger de s'aliéner encore plus les Palestiniens de Cisjordanie dont les 17 condamnés sont originaires.

Le gouvernement israélien profite de l'affaire de Khartoum pour se poser en défenseur de l'antiterrorisme. Abba Eban s'en prend publiquement au Liban, « le pays le moins civilisé de la terre », qui abrite les quartiers généraux des organisations terroristes. Le 12 mars, un ressortissant israélien est tué à Nicosie par un tireur palestinien. La

victime est présentée comme un membre du Mossad, ce que dément la presse israélienne.

Dans la nuit du 5 au 6 avril 1973, un responsable du FPLP d'origine irakienne, le docteur Basil al-Qubaisi, est assassiné à Paris, action revendiquée officieusement par le Mossad. Le 9 avril, deux commandos palestiniens attaquent simultanément la résidence de l'ambassadeur d'Israël à Nicosie et tentent de s'emparer d'un avion israélien dans l'aéroport de la même ville. Un policier chypriote et un membre du commando sont tués. Les autres sont faits prisonniers.

Pendant ce temps, les Israéliens ont infiltré à Beyrouth plusieurs de leurs agents se faisant passer pour des touristes étrangers. Dans la nuit du 9 au 10 avril, ils sont rejoints par un commando d'élite venu par voie de mer commandé par Ehud Barak (déguisé en femme !) et Yoni Netanyahou. Leur mission explicite est de tuer des responsables palestiniens. Ils pénètrent dans deux immeubles de Beyrouth-Ouest et réussissent à tuer trois hauts responsables de l'OLP et du Fatah, Mohammad Youssef al-Najjar (Abou Youssef), sa femme et trois gardes du corps, Kamal Adwan et sa voisine italienne de 70 ans et Kamal Nasser. C'est à ce moment-là que commence une bataille rangée avec la police libanaise attirée par les bruits des explosions et des tirs. Le commando se retire sous la protection d'hélicoptères israéliens. Pendant ce temps, un autre commando a attaqué le camp palestinien de Sabra, faisant sauter la permanence générale du FDLP de Nayef Hawatmeh et diverses autres installations palestiniennes. Le succès de l'opération a été garanti par le fait que les cibles visées étaient assez peu protégées.

Le gouvernement israélien, par la voix de Golda Meir, présente l'opération comme le juste châtiment des crimes de Munich. Les porte-parole officiels expliquent clairement le but poursuivi. Après avoir obtenu le contrôle du Liban-Sud par l'armée libanaise, il s'agit de contraindre le Liban à expulser tous les activistes palestiniens. Le but recherché est bien de créer une crise intérieure dans le pays.

Abou Youssef était l'un des fondateurs historiques du Fatah et un moment concurrent d'Arafat pour la direction. En 1971, il était devenu chef des services de renseignements et de contre-espionnage du Fatah. C'est lui qui avait fourni les hommes ayant assassiné Wasfi al-Tall. Kamal

Adwan était responsable des opérations dans les territoires occupés et avait défendu dans la presse les opérations de Septembre noir en Europe tout en n'ayant aucune relation avec cette force. Kamal Nasser était un poète de renom d'origine chrétienne. Habitant Ramallah en 1967, il avait essayé de persuader les Israéliens d'accepter la constitution d'un État palestinien vivant à côté d'Israël. Ses protestations contre l'occupation lui avaient valu d'être expulsé en décembre 1967. Il avait alors rejoint la résistance et était devenu porte-parole de l'OLP. Il n'avait participé à aucune action violente.

Les autorités libanaises ont d'abord cru à un affrontement entre factions palestiniennes et ont envoyé des forces de sécurité sur le terrain. La confusion est totale, les Palestiniens tirant sur les policiers libanais. Le bilan officiel fait état de 2 policiers libanais tués et 9 blessés ainsi que 9 civils libanais et non libanais.

Le Premier ministre, Saeb Salam, demande le renvoi immédiat du chef de l'armée, Iskandar Ghanem, ce que refuse le président de la République, Suleiman Frangié. Salam démissionne alors pour protester.

Le 12 avril, une imposante manifestation populaire de 250 000 personnes suit les obsèques des trois responsables palestiniens. Le premier résultat de l'opération est de déstabiliser le système politique libanais et de créer un rapport de force favorable à la résistance et à ses alliés progressistes et musulmans.

Kamal Joumblatt accuse les dirigeants libanais de collusion avec les États-Unis et Israël, et affirme que l'opération israélienne a été coordonnée avec la CIA. Les organes palestiniens tiennent le même discours. Partout dans le monde arabe, la politique américaine est associée aux actions israéliennes. On est contraint de multiplier les mesures de sécurité autour des intérêts américains dans cette région du monde. Le Département d'État parle de mensonges irresponsables. Les diplomates arabes à Washington répondent qu'il est difficile de convaincre l'opinion publique arabe de l'innocence américaine dans une opération que le gouvernement de Washington n'a ni condamnée ni déplorée.

Les inquiétudes de la diplomatie américaine sont renforcées par ce que l'on commence à appeler la « crise de l'énergie » due à une très rapide

croissance de la consommation en pétrole des pays industrialisés alors que la production a du mal à suivre. Des pénuries sectorielles en produits raffinés comme l'essence se produisent aux États-Unis. Comme la production de l'« hémisphère occidental » (le continent américain dans son ensemble) ne suit pas, les États-Unis sont contraints d'importer de plus en plus de produits pétroliers du Moyen-Orient. L'administration Nixon s'inquiète de cette dépendance et annonce des plans de développement d'énergies de substitution pour y remédier (18 avril 1973). Mais cette politique doit être approuvée par un Congrès majoritairement démocrate décidé à récupérer les compétences perdues durant le premier mandat de la « présidence impériale » de Nixon. De surcroît, Nixon et Kissinger sont avant tout des géopoliticiens qui s'intéressent médiocrement aux questions économiques et énergétiques et qui se comportent comme si le marché pétrolier fonctionnait encore en faveur des pays consommateurs. Aucune politique claire n'arrive à émerger face aux actions contradictoires des compagnies et aux premières préoccupations de préservation de l'environnement et de lutte contre la pollution. Enfin, dans la seconde quinzaine d'avril 1973, les premiers impacts sérieux du scandale du Watergate sur la capacité d'action de l'administration Nixon se manifestent avec les premières démissions dans l'entourage présidentiel.

À l'ONU, les États-Unis s'opposent à tout projet de résolution qui ne soit pas « équilibré », mettant sur le même plan le « terrorisme de groupements privés et les représailles israéliennes ». Français et Britanniques cherchent à promouvoir un texte prenant en partie en compte les positions arabes. Le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Michel Jobert, veut même faire condamner l'occupation des territoires occupés depuis juin 1967. Le représentant américain menace d'utiliser son veto et le débat s'enlise en propositions et contre-propositions. Le texte franco-britannique amendé passe finalement le 21 avril 1973 et devient la résolution 332, les États-Unis et l'Union soviétique s'étant abstenus durant le vote. Elle condamne tous les actes de violence « ayant eu pour résultat de causer des pertes en vies humaines parmi les personnes innocentes et de mettre en danger l'aviation civile internationale ». Les attaques

israéliennes au Liban sont condamnées et on demande à Israël d'y renoncer.

Dans les territoires occupés, les municipalités et les différentes institutions palestiniennes se déclarent en état de deuil et s'associent à la douleur des familles des leaders assassinés à Beyrouth. Il n'y avait jamais eu jusque-là une telle prise de position en faveur de la résistance.

La seconde quinzaine d'avril est très tendue au Liban. On voit partout des « espions » israéliens. Des groupes radicaux libanais et palestiniens préparent des attentats contre divers intérêts occidentaux. Ils sont la plupart du temps interceptés avant exécution par la police et l'armée, mais des installations de la Tapline, l'oléoduc transportant le pétrole saoudien, sont sabotées. L'aviation israélienne, afin de marquer la vulnérabilité libanaise, opère des « murs du son » au-dessus de Beyrouth, en particulier dans le secteur du palais présidentiel. Frangié réussit à former un nouveau gouvernement sous la présidence d'Amin al-Hafiz (Hafiz), un politicien sunnite de second rang considéré comme plutôt favorable aux progressistes et à la résistance, mais le *leadership* sunnite traditionnel, mené par Rachid Karamé, lui est contraire. Une brève unanimité nationale est rétablie à l'occasion des funérailles du président Fouad Chéhab (27 avril 1973).

La crise tant redoutée et attendue se produit le 2 mai. Après l'arrestation de plusieurs fedayins de diverses organisations transportant des armements et des explosifs à proximité de lieux sensibles (l'ambassade des États-Unis, l'aéroport international), des éléments de la résistance enlèvent 3 militaires libanais. L'armée encercle immédiatement les camps de Sabra et Chatila et effectue plusieurs arrestations. Des échanges de tirs se produisent et on passe rapidement des deux côtés aux armes lourdes. Ghassan Tuéni et Kamal Joumblatt se posent en médiateurs pour obtenir la libération des militaires et l'arrêt des combats. Un cessez-le-feu est conclu en fin de journée. Mais Kamal Joumblatt lance aussi un appel à la grève générale, marquant que toute tentative de liquidation de la résistance palestinienne entraînera la guerre civile.

Pendant que le gouvernement libanais tente de tergiverser, les affrontements reprennent avec plus de violence et s'étendent au Liban-Sud et à la Bekaa. Un neveu de Yasser Arafat ainsi que d'autres cadres sont

tués dans un échange de tirs à proximité de Hasbaya. Selon un schéma qui devient récurrent, les médiateurs arabes accourent pour trouver une solution politique. On travaille à trouver une nouvelle interprétation aux accords du Caire.

Dans les cercles dirigeants israéliens, on se félicite de cette situation. L'armée libanaise paraît capable de mettre à la raison les fedayins et de rétablir l'ordre. On y voit la justification du raid israélien sur Beyrouth. Selon l'ambassadeur de France[697] :

> Les militaires israéliens estiment précisément qu'ils ont aidé le Liban à prendre cette détermination. L'opération de Beyrouth, il y a un mois, avait pour objectif de provoquer cette épreuve de vérité entre fedayins et armée régulière. Toutefois, ils ne comptaient pas sur un déclenchement aussi rapide.

Un accord est trouvé, mais Beyrouth connaît le 7 mai une nouvelle journée de violences. Le gouvernement de Hafiz démissionne tandis que la Syrie ferme ses frontières avec le Liban et proclame son appui à la résistance. Plusieurs centaines de combattants de l'ALP venus de Syrie prennent position dans la Bekaa. Il s'ensuit de violents combats avec l'armée libanaise. Rachid Karamé et Kamal Joumblatt exigent la formation d'un gouvernement d'union nationale. Contrairement aux événements de 1969, la résistance ne dispose pas du soutien de l'Égypte.

Finalement, une commission militaire libanaise négocie pendant trois jours à l'hôtel Melkart avec une délégation palestinienne. On arrive à un accord le 17 mai, dit accord du Melkart, qui reprend en plus détaillé l'accord du Caire. Il est plus favorable à l'autorité de l'État libanais que le texte précédent. La résistance s'engage à ne pas stationner de commandos dans les camps dont la protection sera assurée par des milices locales dotées d'armes légères. La présence armée palestinienne sera limitée au Liban-Sud et devra coordonner ses mouvements avec l'armée libanaise. Les commandos n'auront pas le droit de circuler en armes et en uniformes dans le pays. Les opérations contre Israël à partir du Liban seront suspendues.

Il ne s'agit là que d'une apparence. La résistance est beaucoup plus solidement établie qu'en 1969 et dispose d'alliés puissants. Elle n'a pas

cherché l’épreuve de force décisive, de crainte de voir l’armée israélienne intervenir. L’État libanais a démontré qu’il n’avait ni les moyens ni la volonté d’imposer un véritable contrôle des activités des Palestiniens. L’accord du Melkart n’est qu’un cessez-le-feu que les différents mouvements palestiniens ont bien l’intention de ne pas respecter. De toute façon, ils sont incapables d’imposer une vraie discipline à leurs hommes armés qui justifient leur comportement en utilisant la rhétorique de la révolution.

Le bilan humain des événements est de 35 à 40 membres de l’OLP, 37 militaires et 60 à 70 civils libanais tués[698]. Cette crise peut être considérée comme la répétition générale des événements d’avril 1975. La gauche radicale palestinienne est décidée à saboter l’accord en multipliant les harcèlements de l’armée. Cette dernière est prête à prendre sa revanche. Frangié l’encourage à aider la formation et l’entraînement des milices des partis chrétiens. La résistance fait de même avec les partis progressistes devenus ses alliés.

La vie normale reprend rapidement au Liban, bien que la Syrie mette plusieurs semaines pour lever complètement le blocus qu’elle a imposé à son voisin. Elle a même un moment menacé de fermer son espace aérien à l’aviation. Il faut que le Koweït propose sa médiation destinée à définir un nouveau *modus vivendi* entre le Liban, la résistance et la Syrie ainsi que la formation d’un nouveau gouvernement libanais sous la présidence de Takieddine Solh (al-Sulh) en juillet pour que la normalisation soit complète. Un échange de 3 pilotes israéliens détenus en Syrie contre les prisonniers syriens et libanais faits l’année précédente est aussi un signe de détente du côté d’Israël (3 juin 1973).

Mahmoud Riyad, maintenant secrétaire général de la Ligue des États arabes, se rend à la fin mai à Beyrouth et prend publiquement la défense du pays[699] : « Il est inadmissible que le Liban assume seul la charge de la résistance. » Il exprime là la ligne égyptienne de mobilisation de toutes les ressources arabes face à Israël. Il marque que les conflits interarabes sont un gaspillage dangereux de forces et ne font que profiter à Israël, qui y voit la démonstration publique de l’incapacité arabe à coexister avec les Juifs.

Cette modération et ce pragmatisme doivent être compris dans le cadre de la préparation, maintenant bien avancée, de la guerre.

Le plan Badr

Si les Arabes avaient voulu créer une diversion à leur projet de reprendre les hostilités militaires, ils n'auraient pas mieux choisi que la tentation terroriste. Dès la fin des combats de juin 1967, la question principale pour les responsables de l'armée égyptienne a été celle des conditions d'une traversée du canal de Suez. Les premières études complètes ont commencé en 1968. Elles sont fondées sur la définition théorique des moyens nécessaires pour se lancer dans une telle opération et sur la façon de combler l'écart entre ces besoins et les moyens réels de l'armée égyptienne.

Après la mort de Nasser et durant les premiers mois de la présidence de Sadate, la question a pris une importance essentielle dans la lutte pour le pouvoir. Le remaniement du commandement après mai 1971 a mis aux commandes une nouvelle équipe avec le général Sadiq au ministère de la Guerre, doté de la fonction de commandant en chef, et le général Chazli comme chef d'état-major. Parallèlement, l'arrivée de Hafiz al-Assad au pouvoir en Syrie a permis la mise en place d'une vraie coopération militaire entre les deux pays.

Le problème essentiel reste celui de l'armement qui conditionne l'ampleur des perspectives stratégiques. L'armement fourni par les Soviétiques est compensé par les livraisons américaines à Israël qui porte en priorité dans le domaine de l'aviation. Depuis 1967, l'évidence est que les Arabes ne peuvent rien faire s'ils n'arrivent pas à neutraliser la flotte aérienne israélienne. Le général Sadiq est partisan d'un vaste plan de reconquête du Sinaï qui implique de disposer d'une force aérienne équivalente à celle des Israéliens. Il faudrait pour cela que les Soviétiques fournissent un très grand nombre d'avions les plus modernes et que les Égyptiens disposent d'un nombre suffisant de pilotes formés à ce type d'opération, deux conditions impossibles à réaliser. Pour les détracteurs de Sadiq, son plan aboutit à un renvoi à un futur très lointain de la guerre de libération du territoire.

Au contraire, Chazli est partisan d'une opération plus limitée. Dans la zone du canal, la densité de la DCA, combinaison d'artillerie et de missiles sol-air, permet de neutraliser l'aviation israélienne. De ce fait, la traversée, la destruction de la ligne Bar Lev et une progression de 15 à 20 kilomètres au-delà du canal est possible. On imposera ainsi une nouvelle guerre d'usure aux Israéliens, qui permettra ensuite une avancée jusqu'aux cols du Sinaï. Inévitablement, la transformation de la situation militaire se traduira en termes politiques allant dans le sens de l'obtention de l'évacuation des territoires occupés. Outre la restauration de la dignité nationale, la guerre permettra l'application de la résolution 242 dans l'interprétation que lui donnent les Égyptiens.

Sadate ne semble rien avoir tiré de l'expulsion des conseillers soviétiques alors qu'il espérait des gestes concrets de la part des Américains. Certes, il a ouvert avec Kissinger un canal de communication secret dont la gestion est confiée à son conseiller Hafiz Ismaïl, mais on se borne à un échange de messages. Les Américains évoquent toujours un plan intérimaire, tandis que les Égyptiens veulent un engagement sur le retour à la frontière internationale, laissant entendre qu'ils sont prêts à des concessions sur les autres points (négociations, démilitarisation du Sinaï, stationnement de forces internationales). Le calendrier politique (l'élection présidentielle) et les ultimes épisodes de l'engagement au Vietnam interdisent toute initiative américaine prochaine au Moyen-Orient. Les Égyptiens ont bien vu que les Américains se montrent plus empressés chaque fois que des discussions s'ouvrent entre Égyptiens et Soviétiques. Ils ont donc recours à cette méthode.

Le 16 octobre 1972, le Premier ministre égyptien Aziz Sidqi est à Moscou[700]. Il se rend compte de la mauvaise humeur des Soviétiques après l'expulsion de juillet, mais aussi de leur volonté de maintenir leurs relations avec l'Égypte. En signe d'accommodement, les Égyptiens maintiennent les facilités navales soviétiques dans leurs ports tandis que les Soviétiques honorent les livraisons d'armements commandés précédemment. Surtout, ils s'engagent à livrer du matériel perfectionné qu'ils avaient refusé de fournir auparavant dont des avions Mig 23 et Sukhoi 20 et des missiles sol-sol d'une portée de 300 kilomètres[701]. Ces missiles jouent un rôle essentiel, car ils permettent de dissuader les

Israéliens de se lancer dans une nouvelle offensive « aéro-psychologique » contre l'ensemble du territoire égyptien, la réplique étant alors des tirs de représailles contre les agglomérations israéliennes. Néanmoins, Sadate considère que Moscou n'a pas répondu à sa demande essentielle, arriver à la parité d'armement avec Israël.

Le 26 octobre, Sadate démissionne le général Sadiq de ses fonctions de vice-Premier ministre, ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées702. Cela est considéré comme une défaite des éléments les plus antisoviétiques. Il laisse entendre que la raison du renvoi est l'impréparation de l'armée égyptienne à la guerre. En fait, Sadiq était en train de devenir trop puissant à l'intérieur du système et trop indépendant – Sadate ne veut pas d'un « nouvel Amer ». La décision a été prise dès le mois de mars, il ne manquait que le contexte favorable. L'éviction de Sadiq met fin à l'option d'une reconquête complète du Sinaï au profit de l'opération plus limitée conçue par Chazli. Clairement, le compte à rebours commence à ce moment-là.

De son côté, l'Union soviétique semble se résigner à l'inévitabilité d'un nouveau conflit armé tout en espérant toujours qu'il ne se produira pas. Elle accepte, nettement à contrecœur, de livrer les armements qu'elle refusait auparavant et la presse officielle publie maintenant les déclarations belliqueuses des gouvernants arabes, ce qu'elle ne faisait pas précédemment. On admet qu'ils sont libres d'utiliser « tous les moyens » pour libérer leurs territoires. C'est le prix à payer pour maintenir ses positions au Moyen-Orient puisqu'il n'est plus question d'un règlement de paix dont elle serait l'un des cogestionnaires. Moscou a le sentiment d'agir plutôt défensivement. Il lui faut bien faire des concessions aux Arabes à un moment où l'émigration des Juifs soviétiques atteint des chiffres sans précédent. L'année 1972 voit l'arrivée en Israël de 31 600 Juifs soviétiques, soit plus de la moitié des immigrants (57 000) dans l'État juif. Le reste vient du monde occidental et d'Amérique latine avec un important taux de retour dans le pays d'origine, ce qui n'est pas le cas pour les anciens Soviétiques. Ce libéralisme relatif rend encore plus insupportable pour les responsables soviétiques la campagne lancée aux États-Unis par le sénateur Henry Jackson et les grandes organisations juives.

En février 1973, l'Union soviétique décide d'accélérer les livraisons d'armes à l'Égypte et à la Syrie, tout en espérant toujours qu'il n'y aura pas de guerre. En même temps, elle fait savoir à Washington que s'il n'y a pas rapidement de solution politique globale, « les Arabes pourront recourir à d'autres moyens possibles[703] ».

Comme une large partie du débat sur l'armement de l'Égypte est publique, l'attention générale reste portée sur les demandes précédentes concernant la libération de la totalité du Sinaï. Le changement de plan égyptien passe inaperçu ainsi que ses besoins plus limités en particulier dans le domaine de l'aviation.

Sadiq est remplacé par le général Ahmad Ismaïl, qui entretient de meilleures relations avec les Soviétiques. Tout semble montrer que l'on va vers une normalisation des rapports entre le pays et l'Union soviétique. Le nouveau commandant en chef marque bien quel est son rôle : « La tâche de l'armée est de combattre, non de tracer la ligne politique. » Il n'y a rien à attendre des États-Unis, qui sont les amis d'Israël. L'Union soviétique comprend la position égyptienne et respecte ses engagements. Ahmad Ismaïl, qui par deux fois en 1967 et 1969 a été démis de ses fonctions par Nasser, apparaît comme un fidèle de Sadate qui l'a placé au poste suprême. Son inimitié personnelle avec le général Chazli, le chef d'état-major des forces armées, est connue de tous, mais les deux hommes se sont engagés à travailler en bonne entente.

Le nouveau réalisme au pouvoir à Damas permet la constitution d'un axe tripartite secret Syrie-Égypte-Arabie saoudite dissimulé derrière la propagande de l'Union des républiques arabes. À l'automne 1971, Assad a profité de la tenue d'un conseil arabe de défense pour exprimer son souhait d'un rapprochement avec l'Arabie saoudite jusque-là tenue comme le symbole de la réaction arabe[704]. Riyad a répondu immédiatement et les contacts au plus haut niveau reprennent entre les deux pays. Aux Syriens éberlués, le roi Faysal explique que les deux sources du mal dans le monde sont le communisme et le sionisme, et qu'en Syrie ils sont représentés par Antûn Saadé (le fondateur du PPS), Michel Aflaq et Georges Habache (ces deux derniers ne sont pas en odeur de sainteté à Damas).

Le régime baathiste syrien est toujours officiellement hostile à la résolution 242, mais Hafiz al-Assad accepte maintenant le principe de la

conjonction de l'action militaire et de l'action politique pour la libération des territoires occupés et la restauration des droits du peuple arabe de Palestine. Comme pour le canal de Suez, la neutralisation de l'aviation israélienne est vitale et ne peut être obtenue que dans le secteur du Golan.

La coopération entre les états-majors égyptien et syrien s'intensifie sous le couvert de la Fédération des républiques arabes. Le 23 janvier 1973, Ahmad Ismaïl est fait commandant en chef des armées des trois pays. La Libye est soigneusement tenue à l'écart.

Alors que le plan primitif de Chazli ne faisait intervenir l'armée syrienne qu'après la traversée du canal, on se met d'accord pour une action simultanée. En revanche, les Égyptiens font croire aux Syriens que leur progression ira jusqu'à la ligne des cols du Sinaï alors que ce n'est pour eux qu'une option en cas de succès durable, c'est-à-dire en cas d'usure suffisante de l'armée israélienne.

La ligne d'action définie, les militaires peuvent travailler à une préparation minutieuse des opérations qui constituent le plan Badr. La liste des obstacles à éliminer est dressée. Les Israéliens ont constitué un remblai de sable de plusieurs mètres de hauteur sur la rive du canal qu'ils occupent. Il est impossible de le creuser sous le feu de l'ennemi. Les ingénieurs égyptiens ont trouvé la solution : l'utilisation de puissants canons à eau prévus pour combattre les incendies. Cette méthode a déjà été utilisée lors de la construction du haut barrage d'Assouan. Les expérimentations ont commencé secrètement en 1971, et comme elles sont positives, on fait l'acquisition du matériel nécessaire. Les Israéliens ont prévu d'inonder de carburants enflammés les zones du canal attaquées. L'artillerie égyptienne détruira les réservoirs et canalisations avant leur mise en action. L'aviation ne peut affronter frontalement l'aviation israélienne, mais dispose maintenant d'abris protégés qui rendent impossible sa destruction au sol. On refusera les combats aériens tout en multipliant les raids surprises de bombardement des positions et voies de communication de l'ennemi. Le général Housni Moubarak est chargé de l'application de cette nouvelle tactique. La question essentielle est celle de la résistance à la contre-attaque israélienne, une fois la traversée faite. Les Soviétiques fournissent en abondance des armes antichars et des missiles

sol-air portatifs permettant d'affronter les blindés ennemis mis en réserve et l'aviation israélienne.

Les troupes sont soumises à un entraînement rigoureux leur permettant de manier avec efficacité ce type de matériel qui jusque-là n'a pas connu l'épreuve du feu. On multiplie la construction de routes d'accès au front du canal, on surélève en plusieurs endroits des positions d'observation le long de la voie d'eau, au contraire, à d'autres, on établit des voies d'accès à l'eau. Tous ces préparatifs ont lieu sous les yeux des Israéliens qui en tirent comme conclusion que, ces entraînements étant publics, ils démontrent l'absence d'intentions sérieuses de la part des Égyptiens[705].

Dans cette préparation à la guerre, on retrouve les forces et les faiblesses de l'Égypte contemporaine. D'un côté, un travail minutieux et méthodique capable de mobiliser un effort considérable en vue d'un objectif déterminé comme la gestion du canal de Suez après 1956 ou la construction du haut barrage. De l'autre, une organisation centralisée et hiérarchique ne laissant pas la place à l'improvisation en cas de situation imprévue, d'où la fragilité de l'organisation face aux aléas inévitables de la guerre.

Tromperies et décisions

La dimension psychologique est importante. Certes, l'armée égyptienne a été rebâtie après la défaite de 1967 et sa performance lors de la guerre d'usure lui a permis de connaître l'expérience du feu. Il n'en reste pas moins qu'affronter l'armée israélienne est une décision difficile à prendre pour un commandement qui a connu un quart de siècle de revers dans ce domaine. Tout en mobilisant les forces et les esprits, l'appréhension du combat à venir pèse très lourdement sur les responsables civils et militaires.

Tout en préparant l'option militaire, Sadate n'a pas abandonné la voie diplomatique. Il espère toujours une solution politique acceptable pour l'Égypte qui lui permettrait d'éviter d'avoir recours aux armes. Avec la réélection de Nixon et la fin de la guerre du Vietnam, il semble à tout le monde que les États-Unis ont maintenant une plus grande marge d'action.

Le premier à se rendre à Washington est le roi Hussein, le 6 février 1973. À son habitude, le monarque se dit prêt à faire la paix avec Israël, mais rejette toute annexion. Il se déclare méfiant des intentions soviétiques et des choix de Sadate.

Le 23 février, c'est le tour du conseiller de Sadate, Hafiz Ismaïl, de rencontrer Nixon[706]. Il rappelle les positions de son pays : refus de toute solution intérimaire qui affaiblirait l'Égypte et, en préalable à toute négociation, acceptation du principe du retrait total des territoires occupés. Ensuite, on établirait une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière israélo-égyptienne et la liberté de circulation serait respectée dans le golfe d'Akaba et le canal de Suez. L'établissement de relations diplomatiques attendrait un règlement équivalent pour le Golan, la Cisjordanie et Jérusalem. Ismaïl tente de faire comprendre que le cessez-le-feu ne sera pas éternel.

Nixon se déclare partisan d'une paix durable au Moyen-Orient et propose un dialogue entre les États-Unis et l'Égypte à deux niveaux, l'un public entre les ministères des Affaires étrangères, l'autre secret entre les conseillers à la sécurité nationale. Il laisse entendre qu'il faudra trouver une conciliation entre les exigences de la souveraineté égyptienne et celles de la sécurité israélienne.

Hafiz Ismaïl peut voir les complexités de la politique américaine : un président qui s'en tient à de vagues généralités, un Département d'État qui parle toujours de règlement intérimaire et de la nécessité d'une négociation directe entre les parties et un Henry Kissinger discutant d'une solution globale lors d'entretiens secrets à New York qui durent deux jours[707]. Le conseiller à la sécurité nationale, tout en marquant qu'il a le vrai pouvoir, s'en tient à une posture de simple information. Pour lui, il faut assurer la sécurité d'Israël en l'arrimant aux intérêts stratégiques américains, ce qui passe par l'élimination des Soviétiques du Moyen-Orient en persuadant les États arabes qu'ils ne pourront rien obtenir de concret en restant dans cette alliance. En revanche, les Arabes devenus « modérés » pourront arriver à un compromis « raisonnable » avec Israël sous patronage américain. Il n'est pas question que les États-Unis puissent exercer des pressions sur l'État hébreu, mais un changement substantiel des positions arabes influencera grandement les positions israéliennes.

La grande faiblesse de cette stratégie est l'incapacité de Kissinger à définir la nature de ce compromis. Implicitement, pour lui, il passe bien par des annexions territoriales au profit d'Israël. Sa solution est de distinguer entre la souveraineté et le contrôle des territoires. Ainsi, on propose aux Égyptiens la récupération de leur souveraineté sur la totalité du Sinaï tout en laissant les points stratégiques et les colonies de peuplement aux Israéliens. On s'inspire de l'exemple cubain de Guantanamo. Kissinger est très fier de cette solution qui consiste en fait à réinventer les formes classiques de l'impérialisme européen du XIXe siècle ou les clauses militaires du traité de Versailles que l'universitaire américain qu'il est a condamné dans ses travaux académiques. Le sens de sa proposition est de donner une apparence convenable aux annexions israéliennes. Poliment, Hafiz Ismaïl rejette cette option, au grand étonnement de Kissinger qui ne comprend pas pourquoi, et rappelle encore une fois que le cessez-le-feu ne saurait être éternellement accepté. De fait, à la lecture du compte rendu des entretiens de son conseiller, Sadate considère que la reprise des hostilités est la seule option qui lui reste.

Le meilleur allié arabe des États-Unis, l'État « modéré » par excellence qu'est la Jordanie, prête à conclure une paix avec Israël, ne se voit offrir que des moutures successives du plan Allon totalement inacceptables pour lui. Hussein rejette avec sa courtoisie habituelle ces propositions présentées comme des avancées

Golda Meir arrive à son tour au début mars et se déclare déçue des positions arabes. Selon elle, tout est négociable sauf Jérusalem, le Golan et Charm el-Cheikh. Elle se déclare prête à étudier l'idée de Kissinger de dissocier la souveraineté du contrôle[708]. La position militaire d'Israël est inébranlable et la seule chose à faire est d'attendre que les Arabes cèdent. Elle accepte néanmoins le principe des conversations secrètes entre Hafiz Ismaïl et Kissinger du moment qu'Israël sera informé de leur contenu. Elle est sûre que cela ne mènera à rien. Le président lui a assuré que Kissinger est un maître dans l'art de parler longtemps sans rien dire. Nixon lui donne un accord de principe pour un nouvel échéancier de livraison d'armement dont des avions en quantités encore plus importantes que ses subordonnés ne l'avaient indiqué. Cette annonce suffira à provoquer une nouvelle explosion de colère dans le monde arabe après la

destruction du Boeing libyen. Golda Meir, ayant célébré Nixon comme le « meilleur ami d'Israël », rentre triomphalement en Israël et annonce son intention de se maintenir au pouvoir après les élections prévues pour le 30 octobre 1973.

L'un des éléments essentiels pour la guerre est de disposer de la « surprise ». Les Égyptiens vont monter l'une des plus extraordinaires opérations d'intoxication de l'histoire du XXe siècle. Le premier élément est de dire au grand jour la vérité. Après les accords conclus avec les Soviétiques au mois de février 1973, ils peuvent affirmer dans des déclarations publiques que le problème de l'armement est réglé. À la fin mars, Sadate remanie le gouvernement et cumule les fonctions de président de la République et de Premier ministre. Un véritable cabinet de guerre est constitué. Le 5 avril, il approuve à l'unanimité la décision de reprendre le combat.

Sous l'impulsion du chef des opérations, le général Gamasy, l'état-major cherche à déterminer la meilleure date possible pour la traversée du canal709. Il faut prendre en compte toute une série de paramètres naturels comme l'amplitude des marées et la force des courants à divers endroits de la voie d'eau, une nuit commençant par une forte clarté lunaire (permettant ainsi d'assembler discrètement les éléments des ponts) suivie d'une forte obscurité pour la traversée, une température relativement douce, l'absence de neige sur le Sinaï. On prend aussi en compte le calendrier politique et religieux de l'ennemi. Il en ressort plusieurs dates possibles en mai, août et octobre. Le 6 octobre paraît le jour idéal qui correspond aux exigences des paramètres naturels, à la fête juive du Kippour et à la journée de Badr le 10 du mois sacré de ramadan célébrant justement la victoire de Badr, premier combat remporté par le Prophète. Gamasy transmet un mémorandum manuscrit à Ahmad Ismaïl qui le communique à son tour à Sadate. Sur cette base, Sadate discute avec Assad dans une réunion secrète au début d'avril sans lui communiquer la date définitive. Les deux présidents décident d'intensifier la coopération militaire.

Dans un entretien publié par *Newsweek* au début du mois d'avril, le président égyptien peut s'offrir le luxe d'annoncer ses intentions si une paix fondée sur la justice ne peut être conclue – alors le pire des

cauchemars se réaliserait : « Après tous les contacts que nous avons pris, la situation est maintenant devenue claire, le moment de l'affrontement est arrivé. » L'Union soviétique procure à l'Égypte tout ce qu'elle est en mesure de fournir, et les relations sont maintenant excellentes entre les deux pays. Cela est pris comme une nouvelle rodomontade et comme une manœuvre pour exercer des pressions sur le champ diplomatique.

En même temps, on multiplie les manœuvres d'entraînement des forces égyptiennes en les mettant périodiquement en position de combat (22 occurrences en 1972-1973 selon les sources soviétiques) tout en compartimentant strictement les informations, de telle manière que les chefs des unités les plus importantes ne savent pas eux-mêmes s'ils s'engagent dans des manœuvres grandeur nature ou dans des mises en position pour engager immédiatement la bataille. En tout et pour tout, il ne doit y avoir qu'une quinzaine de personnes en Syrie et en Égypte à avoir une vue complète de la situation. À l'extérieur, personne ne peut vraiment conclure quelles sont les intentions réelles de l'Égypte. On peut arriver à se procurer des plans d'opérations de traversée du canal, mais ils peuvent apparaître comme de simples exercices d'état-major.

Parallèlement, une opération d'intoxication semble avoir été menée depuis longtemps. En 1973, l'un des gendres de Nasser, Ashraf Marwan, a pris contact avec les Israéliens à Londres et offrent ses services. Après avoir hésité, les services de renseignements israéliens décident de le recruter. Comme il se doit, on le compromet définitivement en lui proposant de fortes sommes d'argent, ce qu'il accepte. Il transmet des documents particulièrement importants comme le compte rendu des entretiens entre Nasser et Brejnev. Après la mort de son beau-père, il devient un proche de Sadate et joue un rôle important lors de la crise de mai 1971. Il devient alors le secrétaire particulier du président chargé, entre autres, des relations avec l'Arabie saoudite[710] et la Libye.

À chaque passage à Londres, il donne des informations détaillées sur la politique égyptienne et reçoit 50 000 livres sterling en rétribution, ce qui lui permet de se lancer dans une carrière lucrative d'homme d'affaires. Comme les renseignements se révèlent toujours exacts, la confiance devient entière en cet agent dont le nom code est « Gendre ». Ils sont immédiatement transmis aux dirigeants israéliens[711]. La valeur de cet

informateur est d'autant plus grande qu'il semble être la seule source dont dispose le Mossad dans les milieux dirigeants arabes.

À la fin d'avril 1973, il envoie un message codé annonçant le risque de guerre. Zvi Zamir, le chef du Mossad, se précipite à Londres pour le rencontrer. Ashraf Marwan fait savoir que l'Égypte et la Syrie lanceront une attaque surprise pour le 15 mai. L'armée israélienne rappelle alors plusieurs milliers de réservistes qui sont gardés pendant trois mois dans leur unité. Le 28 avril 1973, Golda Meir s'en prend à « l'atmosphère de guerre » créée par Sadate. Israël est prêt pour le cas où la guerre éclaterait : « L'Égypte n'a rien à gagner par la guerre. Il est cependant arrivé dans le passé qu'un leader arabe, ayant des problèmes intérieurs, décide que le moyen de s'en sortir était la guerre. Sadate est d'ailleurs dans un état désespéré. » Cette fausse alerte coûte 35 millions de dollars à l'armée israélienne, mais permet de réviser les mécanismes de mobilisation.

Dans la période considérée, les armées égyptienne et syrienne ont bien mené une sorte de répétition générale qui a provoqué la perplexité des Soviétiques. Un rapport d'analyse du KGB du 7 mai 1973, demandé par son chef Andropov, le démontre712 : Syriens et Égyptiens sont sur le pied de guerre et peuvent commencer à n'importe quel moment les opérations de façon synchronisée. Les sources occidentales interprètent ces mouvements comme un moyen de pression psychologique sur les États occidentaux et Israël. Il n'est pas impossible que Sadate et Assad choisissent une option militaire limitée afin de débloquer l'impasse diplomatique.

Or les responsables soviétiques ne veulent pas d'une guerre au Moyen-Orient à moins d'un mois de la visite officielle de Brejnev aux États-Unis qui doit consacrer le rôle mondial de l'Union soviétique dans le cadre de la détente. On s'active auprès des uns et des autres pour les dissuader d'engager le combat. La presse internationale s'en fait l'écho. La panique soviétique confirme ainsi la valeur des informations d'Ashraf Marwan en donnant une raison plausible à leur non-concrétisation. Dans le même ordre d'idées, les officiers supérieurs de l'armée égyptienne auraient communiqué au mois de mars à la direction du Fatah que les hostilités commenceraient au mois de mai713. Si cette information est vraie, elle va

plutôt dans le sens d'une manœuvre d'intoxication destinée à tromper les Israéliens.

Du côté américain, on discerne bien l'ampleur du mouvement égyptien et les inquiétudes soviétiques, mais on est incapable de trancher sur les intentions de Sadate tout en reconnaissant que Moscou n'a plus de droit de veto sur les actions des armées arabes714. Les événements en cours au Liban, s'ils provoquent une intervention militaire israélienne, risquent de provoquer une escalade conduisant au déclenchement de la guerre.

Dans son discours sur la politique étrangère du 3 mai 1973715, Nixon, dont la position commence à être affaiblie par le Watergate, marque qu'il faut établir un lien direct entre tout règlement intérimaire et la solution globale du conflit. Il reconnaît que la vague de terrorisme trouve son origine dans la frustration dont a été victime toute une génération de Palestiniens716. La meilleure façon d'arriver à la paix serait de procéder pas à pas. Mais il est évident qu'une relation doit être établie entre le premier pas et ceux qui suivront vers un règlement plus étendu717. Tous les aspects importants du conflit devront être examinés, y compris les droits légitimes des Palestiniens718. Pour la première fois, le président marque sa préoccupation à propos du maintien de l'approvisionnement en pétrole venu du Golfe et en fait un enjeu concernant l'ensemble du monde occidental719.

Par le biais des hommes de l'ARAMCO, le roi Faysal fait connaître son exaspération et la nécessité urgente pour les États-Unis de changer de politique au Moyen-Orient. Il commence à laisser entendre que leur accès aux ressources pétrolières de l'Arabie saoudite pourrait être remis en cause. Mais Eban, en visite à Washington, reçoit des assurances suffisantes pour pouvoir déclarer, le 21 mai, que les États-Unis ne céderont pas au chantage pétrolier des Arabes : « Je doute que l'Amérique, qui a proclamé son indépendance il y a deux cents ans, puisse accepter de devenir une province d'Abou Dhabi ou de Koweït. »

La fausse alerte de mai 1973 consolide l'interprétation des services de renseignements américains que ces manœuvres ne sont que des « bluffs » tandis que les services israéliens ont maintenant la certitude que le « Gendre » leur donnera un préavis de deux ou trois semaines. Selon Gamasy, il n'y avait pas eu de décision de lancer les opérations en mai720.

C'était trop tôt, il fallait attendre l'arrivée des nouveaux armements soviétiques et battre le rappel des alliés arabes pour les faire participer à la bataille.

À la réunion du 2 mai 1973 entre les hauts commandements syrien et égyptien, on dresse la liste des dates possibles et on travaille à un plan conjoint d'attaques aériennes. Le lendemain, Assad se rend à Moscou et obtient une intensification des livraisons d'armes à son pays. À la fin du mois, le plan d'opérations est terminé. Le 12 juin, il est adopté lors d'une réunion entre Assad et Sadate. En raison des diverses contraintes, le jour J est maintenant placé au début de l'automne, plusieurs dates sont retenues.

Parallèlement, Sadate suit la piste diplomatique en étroite liaison avec l'Arabie saoudite tenue au courant des entretiens menés par Hafiz Ismaïl. À la grande fureur de Kissinger, les Saoudiens en informent les Britanniques, qui demandent des précisions au représentant américain au Caire, lequel n'est au courant de rien. Ce dernier alerte le Département d'État, qui exige de savoir ce qui se passe. Kissinger est obligé de céder et de faire participer Sisco et ses représentants aux discussions suivantes. Le conseiller de Nixon y voit un nouvel épisode de la lutte bureaucratique à Washington, sans saisir l'élément essentiel du dossier, l'action conjointe de l'Égypte et de l'Arabie saoudite.

Le 20 mai 1973, Hafiz Ismaïl rencontre clandestinement Kissinger en France[721]. L'Égyptien exprime sa déception devant l'absence de progrès diplomatiques. L'Américain renvoie toute possibilité d'action au lendemain des élections israéliennes de la fin d'octobre, mais reste évasif sur le contenu de cette dernière. Les Américains ne sont pas là pour dicter le contenu du règlement, ce qui veut dire clairement qu'ils ne peuvent s'engager sur un retrait complet des Israéliens du territoire égyptien. Ismaïl explique que l'Égypte est prête à passer de l'état de guerre à l'état de paix, mais dans le respect de sa souveraineté. Kissinger prétend respecter cette dernière tout en parlant d'inévitables mesures de sécurité transitoires – c'est toujours l'idée de découpler la souveraineté de la sécurité. Le conseiller de Nixon s'en tient à son approche « pas à pas » *(step by step)* qui doit aboutir à un accord égypto-israélien acceptable pour les deux parties.

Contrairement à la première rencontre, on en reste au stade des généralités[722]. Ismaïl est venu dans le dessein exclusif de connaître les intentions américaines et de marquer la volonté de son pays de se rapprocher des États-Unis dans le respect de ses intérêts essentiels. Il a clairement fait comprendre que son pays ne pourrait accepter un règlement intérimaire qui risquerait de pérenniser la situation sur le terrain et un règlement définitif qui forcerait l'Égypte à d'énormes concessions. L'Égypte veut une paix honorable qui comprendrait la restauration de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire et l'évacuation des forces israéliennes. Il laisse entendre qu'il ne resterait donc que l'option militaire mais certainement pas dans un futur immédiat. L'information essentielle qu'il transmet à Sadate est que, selon Kissinger, l'Égypte ne peut obtenir à la table des négociations ce qu'elle a perdu sur le champ de bataille[723]. Cela est d'autant plus important que le conseiller à la sécurité nationale est connu comme un partisan affirmé de la voie diplomatique plutôt que de la voie militaire. Le président égyptien en conclut que la guerre est absolument nécessaire pour changer ces termes de référence.

Au mois de juin, le scandale du Watergate devient une rubrique presque quotidienne dans les journaux. L'administration Nixon, affaiblie, s'en tient à ce qui est son point le plus fort, la politique étrangère consacrée par la détente avec l'Union soviétique. Au Congrès, l'opposition démocrate se saisit de la question de la liberté d'émigration des Juifs soviétiques comme d'une arme contre Nixon. En janvier 1973, le sénateur Henry Jackson dépose son amendement sur la loi sur les relations commerciales conditionnant l'obtention de la clause de la nation la plus favorisée par les pays n'ayant pas d'économie de marché à une totale liberté d'émigration. Il est appuyé à la Chambre des représentants par Charles Vanik. Affolée, l'administration obtient en mars la suppression de la taxe de sortie par les Soviétiques. Jackson considère que c'est insuffisant. Golda Meir résiste à la tentation d'offrir un soutien public à l'amendement Jackson-Vanik, mais fait comprendre qu'elle l'approuve. Plus important encore, l'AIPAC travaille étroitement avec Jackson. Nixon obtient l'engagement des Soviétiques de ne pas réimposer la taxe, mais le Congrès va plus loin en exigeant une garantie soviétique d'un nombre minimum de visas de sortie défini annuellement et leur extension à l'ensemble des nationalités

soviétiques. La clause de la nation la plus favorisée n'est pas accordée à l'Union soviétique. Moscou y voit une atteinte à la politique de la détente et une ingérence intolérable dans ses affaires intérieures.

L'amendement Jackson-Vanik a rassemblé une coalition comprenant les Juifs américains, les syndicats ouvriers, les défenseurs des droits de l'homme et les adversaires de la détente. Il marque l'émergence sur la scène politique d'un nouveau courant hostile au réalisme de Nixon et de Kissinger que l'on définira plus tard comme celui des néoconservateurs. À cette époque, ils sont encore solidement établis à l'intérieur du Parti démocrate et Henry Jackson leur est apparu comme l'homme providentiel capable d'arrêter les dérives du parti à la suite de la désignation de McGovern comme candidat à la présidence des États-Unis[724]. Kissinger est déjà particulièrement visé par les attaques des néoconservateurs : son « réalisme » en politique étrangère aboutit à trahir les Juifs, le conseiller de Nixon n'est qu'un « Juif de cour ». Outre la question des Juifs soviétiques, l'action des néoconservateurs porte sur le dossier du contrôle des armements nucléaires. Ils mènent une campagne vigoureuse contre la ratification des accords START.

C'est dans ce climat que se déroule la visite officielle de Brejnev aux États-Unis du 17 au 25 juin. On y discute des affaires mondiales et des relations de coopération. Le 23 juin[725], on aborde les questions du Moyen-Orient. Brejnev se montre particulièrement insistant sur l'urgence de définir des principes de paix comprenant des garanties de sécurité pour Israël et un retrait total des territoires occupés. Cette démarche conjointe est indispensable pour éviter une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Kissinger et Nixon n'y voient qu'une manœuvre destinée avant tout à apaiser Sadate pour éviter de renouveler la situation qui a suivi le sommet de 1972. Ils ne comprennent pas que Brejnev est réellement très inquiet du risque de reprise des hostilités dont il ne connaît pas la date mais dont il sait qu'elle est proche.

Se rappelant la crise de l'année précédente, Brejnev fait venir Hafiz Ismaïl dès son retour à Moscou pour l'informer du contenu des conversations[726]. La presse égyptienne marque que la détente signifie la fin du rôle de l'Union soviétique au Moyen-Orient. Brejnev insiste sur le soutien soviétique aux peuples arabes et le maintien de l'aide militaire. Il

accuse les milieux antiprogressistes de préférer la confrontation armée aux changements économiques et sociaux. L'Union soviétique a exercé le maximum de pressions sur les États-Unis, mais Nixon a renvoyé la question du règlement pacifique à l'année prochaine. C'est au commandement égyptien de décider du recours aux armes, mais il doit prendre en compte les conséquences.

À son retour au Caire, Ismaïl fait son rapport. Sadate conclut à la nécessité de s'attacher à l'amitié soviétique, mais considère que, contrairement à l'avis de Brejnev, l'action militaire permettra de débloquer la situation politique.

Nasser avait laissé ouverte la voie de la solution politique, mais sans vraiment y croire. Sadate l'a explorée jusqu'au bout pour arriver à la conclusion que le recours aux armes était indispensable[727].

Les habits neufs du terrorisme

Yasser Arafat est un pragmatique qui a su faire face à la crise d'autorité suscitée par la perte de la Jordanie. Pendant plus d'une année, il a affronté une contestation larvée ou ouverte de son autorité. Dès 1971-1972, il ne semble pas croire vraiment à l'efficacité à long terme de la guerre populaire si vantée par une extrême gauche obsédée par l'exemple vietnamien. Les opérations contre Israël sont certes nécessaires pour pouvoir maintenir l'esprit combattant, mais la priorité est de reconstruire une base politique palestinienne sur la scène arabe et de rendre impossible toute solution qui ne passerait pas par elle. Arafat a ainsi toléré sinon encouragé l'action terroriste de Septembre noir qui a servi de dérivatif lors la phase de découragement, voire de désespoir, qui a suivi les événements de Jordanie. Il en a récolté les fruits politiques, une sorte de reconnaissance internationale de l'existence des Palestiniens, comme le montrent les déclarations de Nixon. Sa priorité a été d'assurer la consolidation de la présence palestinienne au Liban, passant par une militarisation (tentative de transformer les forces de guérilla en une esquisse d'armée régulière) mal acceptée par beaucoup de militants. Tactiquement, il était prêt à limiter, voire à suspendre les opérations au Liban-Sud. Les événements d'avril-mai 1973 l'ont grandement servi. Si

l’on a parlé de double pouvoir en Jordanie, on doit plutôt dire, en ce qui concerne le Liban, de constitution d’un État parallèle à l’État officiel, déjà bien avancée au printemps 1973. L’alliance avec les progressistes libanais partageant le même discours révolutionnaire lui est utile.

Il est maintenant temps de devenir plus « respectable » alors que le mouvement national palestinien enregistre des succès grandissants sur la scène diplomatique grâce au soutien toujours plus assuré des pays du tiers-monde. Le terrorisme de Septembre noir est devenu politiquement improductif et il est temps d’y mettre fin. Abou Daoud est dans une prison jordanienne. Abou Iyad (Salah Khalaf) se réconcilie avec Arafat et se voit confier la direction de l’ensemble des services de renseignements et de contre-espionnage de l’OLP, apparaissant aux yeux de beaucoup comme le numéro 2 de l’organisation. Abou Mazen (Mahmoud Abbas) reste au département financier. Ali Hassan Salamé, rappelé du Koweït, prend la direction de la Force 17, la garde personnelle d’Arafat. C’est à ce moment qu’il a pris ou repris contact avec la CIA dont il devient l’interlocuteur privilégié chez les Palestiniens avec l’approbation d’Arafat. D’après ce que l’on peut savoir, la CIA a par deux fois depuis 1969[728] tenté de recruter Salamé en lui proposant d’importantes sommes d’argent et le Palestinien a rejeté avec colère ces propositions. Cette fois, c’est Salamé qui prend contact avec le responsable de la CIA pour le Moyen-Orient, Richard Ames, et se présente comme mandaté directement par Arafat. Il offre le même service que celui déjà offert aux Européens, une collaboration pour assurer la sécurité de leurs ressortissants dans le monde arabe et ailleurs, des renseignements d’ordre divers et un canal de communication politique.

Cet abandon du terrorisme international ne concerne que le Fatah. Wadi Haddad continue ses opérations lucratives de façon pratiquement indépendante du FPLP. Mais surgit maintenant un nouvel élément beaucoup plus dangereux. Sabri al-Banna[729] est né en 1937 à Jaffa dans une famille aisée. L’exode de 1948 a ruiné les siens et il connaît une fin d’enfance difficile à Naplouse. Il milite dès son adolescence au parti Baath jordanien puis émigre en Arabie saoudite. Il est parmi les premiers militants du Fatah et prend comme nom de guerre Abou Nidal. Après juin 1967, il entre dans l’action active en Jordanie dans le sillage d’Abou

Iyad. En 1969, il devient le représentant du Fatah au Soudan puis, l'année suivante, en Irak. Il se rapproche alors du régime baathiste et critique publiquement la direction palestinienne. Abou Iyad tolère son comportement afin de ménager le pouvoir de Bagdad.

Avec l'aide des services irakiens, Abou Nidal construit sa propre organisation indépendante qui se destine à remplacer le (maintenant) défunt Septembre noir. Il est en liaison avec un autre radical dissident, Abd al-Ghafur, basé lui en Libye et encouragé par le régime de Kadhafi désireux d'obtenir vengeance de la destruction du Boeing libyen. Il organise un attentat contre le personnel d'El Al à l'aéroport de Rome le 27 avril 1973, tuant un Israélien. L'opération est attribuée à Septembre noir, qui en réalité n'existe plus à cette date.

Le « contre-terrorisme » israélien continue de frapper. Le 28 juin 1973, Mohammed Boudia meurt dans l'explosion de sa voiture. Cet Algérien, ancien militant du FLN, s'est exilé en France en 1965 et est devenu administrateur du Théâtre de l'Ouest parisien. Il est considéré comme un grand créateur dans le domaine de la scène. C'est un opposant reconnu du régime de Boumediene et un propagandiste de la cause palestinienne, proche semble-t-il du FPLP. Les sources israéliennes[730] le présentent comme un frénétique sexuel doté d'identités multiples capable par ses déguisements d'échapper aux gens qui le surveillent. Il annonce le futur personnage de Carlos, le « Chacal », bien que cette création fantasmagorique soit essentiellement posthume. Il aurait été impliqué dans l'attentat de Septembre noir contre la raffinerie de Trieste et dans l'envoi pour sabotage en Israël d'une jeune Française. La famille de cette dernière a prévenu Pierre Vidal-Naquet que les services israéliens s'intéressaient à Boudia et l'universitaire l'en a informé[731].

Il est certainement exact que Boudia avait une vraie expérience de la lutte clandestine pratiquée en France durant la guerre d'Algérie, mais aucune source fiable ne le rattache à Septembre noir, d'autant plus qu'il était plus proche du FPLP que du Fatah. Néanmoins, les Italiens le soupçonnaient d'avoir participé à l'attentat contre la raffinerie de Trieste et il aurait été un agent de liaison du FPLP en Europe[732]. C'était avant tout un militant anti-impérialiste et un homme de culture exprimant une forme de synthèse franco-arabe au nom du progressisme. L'accusation

d'avoir participé à des actions « terroristes » en Europe vient exclusivement de sources israéliennes, sans confirmation arabe, sauf celle de son appartenance à la mouvance du FPLP.

Le reste du profil correspond à celui des autres victimes du contre-terrorisme israélien en Europe : des propagandistes plutôt que des activistes, des intellectuels connaissant la culture occidentale, souvent mariés à des Européennes, qui font la jonction entre le monde arabe et l'Europe et dont les revenus viennent essentiellement de leurs activités professionnelles et non de financements externes. N'étant pas de véritables agents, ils sont particulièrement vulnérables puisqu'ils ne disposent pas de protection particulière. Contrairement aux groupes dépendants directement de Wadi Haddad, ce ne sont pas des clandestins financés de l'extérieur et travaillant à plein temps pour l'action « révolutionnaire ». Le véritable danger qu'ils représentent est leur capacité de présenter avec succès le dossier palestinien devant les audiences européennes et éventuellement de modifier la ligne politique de l'OLP dans le sens d'une modération bien vue par l'Europe. Finalement, ce qui sert le mieux la cause israélienne est l'intransigeance des radicaux palestiniens, qui montre par là qu'« Israël n'a pas le choix ».

Deux jours plus tard, le colonel Yosef Allon, numéro 2 de la mission militaire israélienne à Washington, chargé du dossier des livraisons d'avions de combat, est abattu à bout portant de cinq balles. On soupçonne immédiatement un attentat terroriste, mais le FBI, en dépit de recherches assidues, ne trouvera aucune piste sérieuse et clôturera l'enquête en 1977[733]. Le fait est qu'en dépit de rumeurs diverses, les Palestiniens en général et « Septembre noir » en particulier n'ont jamais disposé d'une infrastructure aux États-Unis. Les Israéliens attribuent immédiatement l'assassinat à Septembre noir et à Ali Hassan Salamé.

Ils sont toujours à la recherche du « prince rouge ». Par des informateurs, ils apprennent qu'il se trouverait en Europe, mais il est signalé dans plusieurs pays à la fois. Finalement, il est localisé en Norvège où toute une équipe de tueurs israéliens se précipitent. Le 21 juillet 1973, ils assassinent un serveur de restaurant d'origine marocaine, Ahmed Bouchiki, dans la petite ville de Lillehammer, pris par erreur pour le dangereux terroriste international. Il ne lui ressemblait pas vraiment, mais

on accordait à Ali Hassan Salamé les mêmes dons de camouflage et de tromperie qu'à Mohammed Boudia… L'identification a été rendue certaine par le fait que la victime parlait le français. Il avait épousé une Norvégienne et le couple attendait un enfant. Pour se dédouaner de l'erreur, le Mossad laissera entendre qu'il était en relation avec le groupe Baader-Meinhoff qui accordait son aide à certains milieux radicaux de l'opposition marocaine734. Autant qu'on puisse le savoir, il s'agissait de gens tout à fait ordinaires. En 1996, Israël accordera des réparations financières très modiques à la famille d'Ahmed Bouchiki tout en ne reconnaissant aucune culpabilité.

La police norvégienne se montre particulièrement efficace (contrairement aux polices française et italienne) et réussit à arrêter six membres du commando dont deux au domicile d'un diplomate israélien. Ils passent rapidement aux aveux. Comme ils n'ont pas participé directement à l'assassinat, ils seront condamnés par un tribunal norvégien en 1974 à des peines de deux à huit ans de prison. Le scandale est grand et les assassinats en Europe sont provisoirement suspendus.

Parallèlement à l'affaire de Lillehammer, le 20 juillet, un Boeing 747 des Japan Airlines allant d'Amsterdam à Tokyo est détourné une demi-heure après le décollage. Les Israéliens craignent une opération suicide contre la ville d'Haïfa (Wadi Haddad avait envisagé une opération de ce genre mais avec un plus petit avion ; le volontaire s'est tué pendant son entraînement). Finalement, l'avion atterrit à Dubai, et le commando, composé d'Arabes et de Japonais, exige une rançon de plusieurs millions de dollars, signature caractéristique de Haddad. Le groupe semble assez désemparé et ne sait que faire après la mort de son chef, une jeune femme qui a fait sauter accidentellement une grenade lors de la prise de contrôle de l'appareil. Après trois jours d'attente, l'avion redécolle pour atterrir à Damas, puis, le 24 juillet, à Benghazi en Libye où l'avion est détruit après avoir été évacué. Le FPLP, par l'intermédiaire de Bassam Abou-Sharif, nie toute participation à cette affaire ainsi que toute divergence entre Habache et Haddad. Israël fait savoir qu'il aurait abattu l'appareil s'il avait pénétré dans son espace aérien.

Le 5 août, deux commandos palestiniens attaquent à la grenade des passagers en partance pour Tel-Aviv à l'aéroport d'Athènes, faisant 3

morts et 55 blessés. Arrêtés, ils se revendiquent d'un groupe inconnu, « Commando du héros Abou Youssef al-Najjar ». En fait, ils appartiennent au groupe d'Abd al-Ghafur. Cette fois, l'OLP condamne fermement l'opération, s'en prenant à des « éléments suspects » d'être à l'origine de l'attaque. Les Israéliens accusent le Fatah et le Liban.

Le 10 août 1973, l'aviation israélienne détourne une caravelle de la MEA faisant le trajet entre Beyrouth et Bagdad. Les Israéliens pensent capturer Georges Habache, mais comme le vol précédent a été annulé, le chef palestinien et sa suite n'ont pu embarquer. L'appareil est forcé d'atterrir sur une base militaire israélienne. L'identité des passagers est vérifiée puis l'avion peut repartir sur Beyrouth. La seule personnalité importante à bord est le ministre irakien du Plan[735].

Après la destruction de l'avion libyen, cet acte de « piraterie » aérienne provoque une campagne contre Israël dans les organisations de l'aviation civile, sujet de préoccupation pour la diplomatie israélienne durant les semaines suivantes, car il est question d'expulser Israël de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Le 15 août, le Conseil de sécurité, par la résolution 337 (1973) adoptée à l'unanimité, condamne l'opération israélienne et « demande à Israël de s'abstenir de tous actes qui violent la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et mettent en danger la sécurité de l'aviation civile internationale, et avertit solennellement Israël que, si de tels actes se reproduisent, le Conseil envisagera de prendre les mesures adéquates pour faire appliquer ses résolutions ».

L'OACI condamne Israël et le déclare coupable de « piraterie aérienne ». Cette condamnation pose la question de la responsabilité des États dans ce genre d'affaires. Contrairement aux groupes définis comme terroristes, ils sont tenus de respecter les normes juridiques internationales. Israël vient justement de se doter d'une législation permettant de juger devant ses tribunaux toute personne commettant à l'étranger une infraction qui serait considérée comme un crime contre l'État s'il s'était produit en Israël[736], la façon dont l'accusé est arrivé en Israël n'entrant pas en compte. L'État israélien se donne ainsi un pouvoir juridictionnel extra-territorial. Le premier à être jugé est un Turc enlevé

lors du raid dans la région de Tripoli. Il est condamné à une peine de sept ans de prison pour appartenance au Fatah, ce qui est un crime en Israël.

Le 5 septembre 1973, cinq Arabes sont arrêtés à Rome dans un appartement à proximité de l'aéroport international737. Ils ont été dénoncés à la police italienne par un officier de liaison du Mossad. On trouve à leur domicile deux lance-missiles antiaériens. Il semble qu'ils aient appartenu au groupe d'Abd al-Ghafur. Deux d'entre eux sont libérés par le juge d'instruction pour manques de preuves. Aldo Moro, alors ministre des Affaires étrangères, négociera leur départ pour la Libye par un avion des services de renseignements italiens. Les autorités américaines demanderont les numéros de série des deux missiles pour en déterminer la provenance, mais ces pièces à conviction « disparaissent » durant l'enquête. Les Israéliens prétendront qu'ils ont été laissés en Italie lors de l'échec d'une opération précédente destinée à frapper l'avion de Golda Meir alors en visite officielle. Certains estiment que toute l'affaire est une manipulation du Mossad, qui aurait même fourni les missiles à de jeunes militants arabes radicaux dans le contexte créé par les imputations de piraterie aérienne. L'affaire est d'autant plus complexe que l'on est dans l'Italie des « années de plomb » et de la stratégie de la tension avec des manipulations particulièrement complexes et des rumeurs de complot impliquant tout aussi bien Israéliens que Palestiniens.

Le même 5 septembre, 6 commandos palestiniens s'emparent de l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris et prennent en otages douze membres de son personnel. Ils exigent la libération d'Abou Daoud en Jordanie et un avion pour se rendre dans une capitale arabe. La Syrie offre sa médiation et fournit un avion. Le 6 septembre, l'appareil atterrit au Koweït après une escale au Caire. Le commando et les derniers otages sont transférés dans un avion koweïtien qui part pour Riyad. Après d'ultimes négociations, de retour au Koweït, le commando se rend le 8 septembre en libérant les otages. Cette opération est la première à avoir été planifiée par Abou Nidal en liaison avec le pouvoir irakien désireux de saboter la conférence des non-alignés qui se tient alors à Alger. Boumediene et le roi Faysal sont visés par cette opération.

L'OLP condamne ces opérations « qui ont pour but de porter atteinte au mouvement palestinien et de préparer une nouvelle campagne de

liquidation contre la Résistance ». À la mi-septembre, la presse koweïtienne est la première à révéler le rôle d'Abou Nidal dans cette entreprise. La presse internationale commence à s'interroger sur les résultats du contre-terrorisme, qui, s'il a réussi à limiter les actions des organisations les mieux établies ayant une certaine vision politique, n'a pas pu empêcher l'émergence d'éléments beaucoup plus radicaux et sanguinaires738.

Officiellement, sans qu'il y ait aucune relation avec les événements précédents, Hussein accorde le 18 septembre une amnistie générale de tous les délits politiques commis depuis septembre 1970, ce qui entraîne la libération d'Abou Daoud. Le roi l'invite même à prendre une tasse de café avant de le libérer. Il est vrai qu'il y a d'autres facteurs en jeu.

Les ultimes soubresauts de la diplomatie

À Washington, le seul à vraiment se préoccuper des évolutions en cours est William Rogers, dont la position semble renforcée puisqu'il n'est pas compromis dans le scandale du Watergate. Il est particulièrement sensible à l'implication croissante de l'Arabie saoudite dans le conflit et craint, en cas de conflit lancé par Sadate, l'utilisation de pressions pétrolières sur les États-Unis739. Il propose une médiation secrète entre Israël et l'Égypte afin de rapprocher leurs positions. Mais son temps comme secrétaire d'État est maintenant compté. Nixon est décidé à changer à la fois de secrétaire d'État et de conseiller à la sécurité nationale. Le scandale du Watergate l'oblige finalement à confier les deux charges à Kissinger dont la popularité est au plus haut. La décision est annoncée le 22 août et il faut un mois pour la rendre effective en raison des ratifications indispensables du Congrès.

Le président de Standard Oil (actuel Exxon) demande à ses actionnaires d'œuvrer pour que les États-Unis adoptent une politique plus conforme aux intérêts arabes. Devant les protestations véhémentes des organisations pro-israéliennes, il doit faire piteusement machine arrière. À l'ONU, le 26 juillet, la diplomatie américaine oppose son veto à un projet de résolution proposée par des pays non alignés qui rappelle et précise la 242 en faisant référence à la Charte, aux droits et aspirations légitimes des

Palestiniens et rejette toute modification dans les territoires occupés qui affecterait les droits politiques et autres droits fondamentaux des habitants. Dans son explication de vote, l'ambassadeur américain considère que ce projet est irréaliste et déséquilibré. Il faut plutôt s'occuper des solutions que des griefs. On parlant *des* territoires au lieu *de* territoires, on modifie l'équilibre de la résolution 242. Comme bien souvent, l'ambassadeur israélien assimile les méthodes des Arabes à celles des nazis et l'ambassadeur soviétique compare le gouvernement d'Israël à celui de Hitler.

Kissinger ne voit aucune urgence dans la situation présente. L'Égypte, qui a perdu la guerre, ne peut exiger comme précondition l'évacuation de la totalité de son territoire, c'est insensé *(senseless)* ! Il n'est pas dans les intérêts de l'Arabie saoudite de s'impliquer dans le conflit israélo-arabe[740] ! Toute initiative publique provoquera des attaques des deux camps. Il envisage bien de faire au gouvernement israélien des propositions qu'il ne peut pas refuser, mais il faut segmenter les négociations et procéder pas à pas afin d'arriver à des résultats tangibles qui permettront d'avancer vers un règlement global. La stratégie américaine est de laisser ouverte la question du règlement final en espérant que le rapprochement des positions conduira au fur et à mesure à en diminuer l'importance, les acquis récoltés par les uns et les autres créant les conditions d'élaboration de nouveaux compromis. Cette vision optimiste des choses ne prend pas vraiment en compte le facteur palestinien, en dépit d'une rhétorique mentionnant les intérêts des Palestiniens, ainsi que le statut de Jérusalem et la multiplication des faits accomplis sur le terrain. Kissinger propose à Hafiz Ismaïl une troisième rencontre secrète qui pourrait se tenir en Espagne. La partie égyptienne donne un accord de principe, mais lui laisse le soin de choisir le moment favorable[741].

Kissinger sait très bien que la solution qu'il envisage ne sera pas satisfaisante pour les Arabes. C'est une raison supplémentaire pour lui de maintenir l'Arabie saoudite en dehors du dossier, afin de ne pas provoquer un affaiblissement de la monarchie saoudienne[742]. Il cherche à épuiser les Arabes afin de les contraindre à négocier sans condition préalable. L'Égypte lui paraît prête à une paix séparée. C'est ce qu'il explique au

mois d'août aux responsables iraniens venus à Washington à l'occasion d'une visite du shah. Le gouvernement impérial est en train de prendre ses distances par rapport à Israël et se fait l'avocat de Sadate auprès des Américains.

Durant l'été 1973, le président tunisien Bourguiba lance une initiative de paix fondée sur les droits des uns et des autres, celui des Israéliens à ne pas être jetés à la mer, celui des Palestiniens à ne pas être privés de patrie, celui des Arabes à ne pas être occupés. Comme il se doit, il est rejeté par tous. Contrairement à son initiative de 1965, ce plan n'a pas un grand retentissement.

Le 25 août, le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, entreprend sa première tournée diplomatique au Moyen-Orient. Partout il explique les trois principes qui fondent l'action de l'organisation internationale dans le conflit : non-acquisition de territoires par la force, établissement de frontières sûres et reconnues, respect des droits des Palestiniens. La négociation pourrait passer soit par la « formule de Rhodes », soit par une conférence regroupant les intéressés et éventuellement les membres du Conseil de sécurité. Ses interlocuteurs restent sur leur position bien connue. On s'en tient à des généralités sur la reprise de la mission Jarring. Cependant, Waldheim semble avoir réussi à établir des relations de confiance avec les dirigeants israéliens.

La campagne électorale en Israël repose la question du sort des territoires occupés. Dayan est opposé à toute restitution de la Cisjordanie. L'amélioration des conditions de vie de la population suffira à la maintenir tranquille et il faut multiplier les faits accomplis consacrant le droit des Juifs (et non des Israéliens) de s'établir partout où ils le veulent dans leur terre historique. Il l'emporte largement dans la rédaction du programme du Parti travailliste. Le document Galilli, approuvé le 3 septembre 1973, prévoit l'accélération des acquisitions de terres et de l'intégration économique[743]. Il est ouvertement annexionniste. Allon et Eban, qui se présentent comme plus modérés, ne s'y opposent pas.

Le pays vit dans une véritable euphorie. Dayan proclame à de multiples reprises qu'il n'y aucun risque de guerre dans les dix ans à venir et que si les Arabes font la folie d'attaquer Israël, ils seront immédiatement

écrasés. L'essentiel de la classe politique tient le même discours. Les annonces du Parti travailliste sont triomphales744 :

> Sur la ligne Bar Lev règne le calme, de même que dans le Sinaï, en Cisjordanie et sur le Golan. Les frontières sont sûres, les colonies s'implantent et notre situation politique est stable. Tel est le résultat de la politique équilibrée, hardie et prévoyante du gouvernement.

Seules quelques voix dissidentes, comme celle du député travailliste Arie Eliav, dénoncent l'aveuglement du parti, mais elles ne sont pas écoutées.

Les seules inquiétudes viennent du risque créé par la pression des pays arabes producteurs de pétrole sur les États-Unis. Mais Washington multiplie les assurances. La ligne Kissinger l'a emporté. Il y aura bien le lancement d'une diplomatie des « petits pas », mais elle aura pour but une paix séparée entre l'Égypte et Israël.

La principale contradiction intellectuelle de la vision israélienne tient dans l'affirmation que jamais les Arabes n'accepteront de reconnaître l'État d'Israël, même au prix d'une évacuation totale des territoires occupés, et qu'à la longue ils seront forcés de conclure une paix qui comprendra et la reconnaissance et des annexions territoriales au profit d'Israël.

Le compte à rebours

Du 21 au 23 août 1973 se tient à Alexandrie une conférence des chefs militaires syriens et égyptiens. La préparation des plans est maintenant achevée745. Les dates proposées au pouvoir politique sont : du 6 au 11 septembre ou du 5 au 11 octobre. Les chefs militaires ont besoin de quinze jours de préavis avant le début des opérations pour réaliser les concentrations donc la première date limite est le 27 août et la dernière le 21 septembre.

Du 23 au 27 août, Sadate se rend en visite secrète en Arabie saoudite puis au Qatar et finalement en Syrie. Il informe le souverain saoudien, en termes généraux, de ses plans de guerre et obtient 500 millions de dollars d'aide supplémentaire ainsi que 650 millions de dollars de prêts à taux très

bas. Cela augmente sa liberté d'action par rapport à la Libye de Kadhafi qui a tenté de lui imposer par des manifestations populaires imposantes une union rapide entre leurs deux pays. Le roi Faysal a promis d'avoir recours à l'arme pétrolière une fois le conflit engagé. Bien entendu, les Égyptiens ne lui ont pas indiqué la date précise du début des opérations.

Selon le principe que la vérité est le meilleur instrument de la dissimulation, la radio du Caire fait savoir que ces rencontres à huis clos ont pour but « l'unification de l'action arabe dans l'emploi de l'arme du pétrole et des réserves monétaires arabes, pour l'intérêt de la lutte arabe, contre l'ennemi sioniste soutenu par les forces impérialistes mondiales ». Au début de septembre, Faysal hausse le ton et menace dans la presse américaine de réduire la production de pétrole saoudienne s'il n'y a pas de modification de la politique des États-Unis. Il fait plusieurs déclarations de ce genre durant le mois. En même temps, la Libye achève la prise de contrôle des exploitations pétrolières et pousse à un relèvement brutal du prix du brut de 4,80 à 6 dollars le baril. Nixon exprime son incompréhension de la situation du marché en rappelant que, dans les années 1950, la nationalisation du pétrole iranien avait échoué lorsque les pays consommateurs s'étaient tournés vers d'autres pays producteurs, plus amicaux. À l'époque, le marché était en situation de surproduction, alors qu'en 1973 la production a du mal à suivre l'emballement de la consommation mondiale.

Durant leur rencontre à Damas, Sadate et Assad ont fixé définitivement la date du début des opérations au 6 octobre. Les deux chefs d'État s'interrogent sur une éventuelle participation de la Jordanie à la guerre à venir ; or, depuis 1971, le roi Hussein a exprimé à de multiples reprises que son pays ne renouvellerait pas l'erreur de 1967 et qu'il se tiendrait à l'écart de toute reprise des combats qui risquerait de conduire à la disparition de ce qui reste du royaume. Le souverain hachémite est toujours préoccupé par les nombreuses déclarations de représentants politiques israéliens au plus haut niveau indiquant que la Jordanie est la Palestine. Il y voit une invitation à renverser son régime pour le remplacer par un « État palestinien » qui négocierait avec Israël.

Le 28 août, Assad a envoyé son ministre de la Défense, Mustafa Tlass, à Amman porteur d'une lettre au roi Hussein[746]. Elle lui dresse un tableau

général de la situation. Si le roi paraît intéressé, on lui donnera les détails du plan pour élaborer une coopération militaire entre les deux pays. Le roi exprime clairement sa volonté de ne pas participer : « La première bataille que nous perdrons sera notre dernière. » Il pose comme préalable la reprise de l'aide financière arabe venue du Koweït et de la Libye, suspendue depuis 1970, et estime à dix-huit mois le temps nécessaire à la réorganisation de la DCA jordanienne lui permettant d'affronter l'armée israélienne dans les mêmes conditions que les Égyptiens et les Syriens.

Pour donner le signal d'une unité d'action arabe, le roi Hussein est invité à se rendre au Caire pour participer à une rencontre au sommet avec les présidents égyptien et syrien du 10 au 12 septembre 1973. On s'en tient aux généralités sur l'impossibilité de maintenir la situation de ni paix ni guerre. Le souverain hachémite reprend ses arguments sur le délai nécessaire à la Jordanie pour être prête pour la guerre. Il lui faut deux ans. Ses interlocuteurs semblent l'approuver. En revanche, ils reposent la question des Palestiniens. Hussein comprend qu'il doit faire des concessions dans ce domaine, d'où l'amnistie accordée la semaine suivante. Il quitte Le Caire en ayant obtenu la reprise immédiate des relations diplomatiques avec l'Égypte, et probable avec la Syrie. À titre purement hypothétique, la possibilité d'envoi de troupes jordaniennes sur le front syrien en cas de conflit a été mentionnée, mais aucune étude préparatoire des états-majors n'est prévue.

La résistance palestinienne critique violemment ce rapprochement avec la Jordanie, ce qui provoque un durcissement à son égard de la part du gouvernement syrien qui suspend les émissions radiophoniques palestiniennes à partir de son territoire. La Sa'iqa plaide pour un rapprochement syro-jordanien, ce qui est un nouveau signal politique.

Le roi Hussein n'a pas été tenu informé des ultimes préparatifs de la guerre, mais il commence à avoir des doutes. Le 23 septembre[747], il fait savoir aux Israéliens son désir de tenir avec eux une réunion urgente. Elle est organisée dans la banlieue de Tel-Aviv le 25 septembre. Hussein évoque les discussions du Caire puis marque que, selon un de ses informateurs bien placés en Syrie, l'armée syrienne est en train de prendre ses positions de combat. Interrogé par Golda Meir, il reconnaît qu'il est

inconcevable que les Syriens n'agissent pas sans une coopération entière avec les Égyptiens.

Le souverain n'a pas dit que les Syriens allaient entrer en guerre et n'a mentionné qu'incidemment le rôle des Égyptiens sous forme de conjecture et non de certitude fondée. Il a raisonné à voix haute. Le roi a déjà évoqué ces informations devant les Américains748, sa source étant le commandant d'une brigade blindée syrienne, et leur a communiqué le plan général syrien. Il manque bien évidemment la décision, la date et la nature de ce plan, simple travail d'état-major ou véritable exposé des décisions syriennes. À ce niveau d'information, il n'y a aucune indication sur la coopération militaire entre l'Égypte et la Syrie. De plus, il n'apprend rien aux Israéliens. Le même informateur syrien les avait déjà approchés et leur avait proposé les mêmes informations. Les services de renseignements israéliens avaient conclu qu'il s'agissait là d'une manœuvre d'intoxication749. De plus, le « Gendre », dans sa dernière entrevue à Londres à la mi-août, n'a évoqué aucune action commune entre l'Égypte et la Syrie ni de risque de guerre imminent.

Le 13 septembre, l'aviation israélienne procède à un vol de reconnaissance au-dessus de la Méditerranée à proximité de la côte syrienne. L'aviation syrienne tente d'intercepter cette patrouille de 4 avions. À ce moment-là, les appareils se révèlent beaucoup plus nombreux (officiellement, il y aurait eu des renforts envoyés d'Israël). Treize avions syriens sont abattus contre un avion israélien (le bilan syrien parle de 8 avions syriens perdus contre 5 du côté israélien). S'il n'y a pas eu piège, il y a eu pour le moins provocation750. Les Israéliens et les Occidentaux y voient la réaffirmation de la supériorité aérienne de l'État hébreu et de sa capacité de dissuasion. C'est ce qu'affirme le général Herzog, le commentateur militaire le plus apprécié du pays :

> Israël conserve sa supériorité aérienne, ce qui au Moyen-Orient signifie une supériorité militaire. Tant qu'une telle supériorité existera, le cessez-le-feu, malgré de brèves interruptions, sera dans l'ensemble respecté. Donc, paradoxalement, le combat aérien de jeudi assurera la continuation du cessez-le-feu.

Il semble qu'à la suite de l'affaire, Assad ait pressé Sadate de donner l'ordre d'activer l'opération Badr. Si Damas refuse de se lancer dans un

processus d’escalade, la tension provoquée par l’incident du 13 septembre donne une raison plausible aux concentrations en cours des forces syriennes. Elles inquiètent les militaires israéliens sur le Golan, mais le chef des services de renseignements militaires, Eli Zeira, est catégorique : c’est un déploiement défensif à la suite du combat aérien au cas où ce dernier annoncerait une attaque israélienne.

Le 16 septembre, Chazli part secrètement pour l’Algérie puis le Maroc[751]. Il informe Boumediene et Hassan II que la guerre aura lieu dans les trois mois. Les deux chefs d’État maghrébins promettent d’envoyer en Égypte des avions de combat et des blindés. Ne voyant pas l’urgence de la situation, ils s’engagent pour le mois suivant le ramadan, soit la fin octobre. Chazli ne peut se permettre de trop insister. Quelques jours auparavant, la direction du Fatah aurait reçu de Sadate des informations de même nature[752].

Le 22 septembre, l’opération « Badr » est activée. La concentration des forces s’accompagne de multiples opérations d’« intoxication ». Les premiers mouvements s’opèrent sur le front syrien. On évoque, le 25, à Damas une crise dans les relations avec l’Union soviétique : les experts soviétiques auraient formé un véritable État dans l’État, faisant preuve d’indiscipline et échappant de ce fait au contrôle des autorités syriennes. Ce même discours est tenu depuis des semaines par la presse égyptienne, qui s’en prend régulièrement à la mauvaise volonté soviétique.

Le 27 septembre commence le mois de ramadan avec son jeûne qui conduit en général au ralentissement des activités dans les pays musulmans.

Le 28, un commando de deux Palestiniens se revendiquant d’une organisation inconnue, les Aigles de la révolution palestinienne, s’empare de 3 otages juifs et d’un otage autrichien dans un train conduisant de Tchécoslovaquie en Autriche des émigrants juifs soviétiques. Ils exigent la suppression des facilités de transit accordés aux Juifs soviétiques en Autriche. Le chancelier socialiste autrichien, Bruno Kreisky, lui-même d’origine juive mais peu favorable au sionisme, accepte cette demande et autorise le commando à partir pour la Yougoslavie. Cela provoque une crise ouverte entre l’Autriche et Israël. Golda Meir, qui se rend à Strasbourg pour le congrès de l’Internationale socialiste, décide de faire à

son retour un crochet par Vienne pour tenter de faire revenir Kreisky sur sa décision. C'est la principale préoccupation, à ce moment-là, pour le gouvernement israélien. Comme le commando appartient à la Sa'iqa, on peut légitimement conclure qu'il s'agit d'une opération de diversion commanditée par Damas. Il est vrai que l'enjeu est important. Kreisky refuse de céder, expliquant sa décision par sa volonté de ne pas faire de l'Autriche un champ de bataille entre Israéliens et Arabes. S'il est condamné par Washington, il a derrière lui l'approbation majoritaire de son opinion publique. Il fait la distinction entre le droit pour les réfugiés de transiter par son pays et la violation de la souveraineté autrichienne que constituerait le maintien d'un camp de transit israélien à proximité de Vienne. Il rejette tout particularisme en ce qui concerne l'aspect humanitaire :

> Je ne veux pas être glorifié, ni par les Juifs, ni par les Arabes, j'appartiens à l'Autriche et à l'humanité. Moi aussi j'ai été réfugié et voici pourquoi je ne cesserai jamais de demander à Mme Meir ce qu'il en sera avec les réfugiés palestiniens.

Attaqué en particulier par la presse israélienne qui l'accuse de trahison, voire de comportement nazi, Kreisky hausse le ton, il refuse une double allégeance envers son pays et envers Israël. L'affaire repose la question des relations entre Israël et la Diaspora.

Pour Israël, c'est une défaite politique grave qui apparaît comme la première vraie victoire du terrorisme. Autre revers, la rupture des relations diplomatiques entre Israël et le Zaïre annoncée au début d'octobre. Mobutu se justifie en déclarant qu'entre un frère (arabe) et un ami (juif), le choix est clair. L'isolement diplomatique d'Israël dans le tiers-monde se renforce.

À partir du 1er octobre, l'armée égyptienne commence ses manœuvres d'automne. L'ensemble de son potentiel est déployé, officiellement pour simuler la libération du Sinaï, d'où la présence du matériel lourd. Des mesures de sécurité ostensibles sont prises en raison du risque d'une opération israélienne de représailles à la suite de l'affaire autrichienne (pour rendre plausible ce prétexte, on laisse entendre que la Libye y serait impliquée). La presse annonce aussi le retour dans leurs foyers des réservistes mobilisés à partir du 7 octobre. Un peu plus tard, il est indiqué

que les officiers qui voudront se rendre à La Mecque pourront le faire dans le dernier tiers du mois de ramadan.

Toute la stratégie de la surprise repose sur le calendrier des mouvements. Il faut absolument éviter que l'aviation israélienne lance une attaque préventive. Les généraux égyptiens et syriens considèrent qu'à J -2, la partie sera gagnée : la couverture antiaérienne sera achevée et les forces terrestres protégées.

Les officiers de renseignements israéliens sur le terrain – Golan et Sinaï – s'inquiètent de l'ampleur des concentrations arabes, mais la direction du renseignement reste inébranlable dans ses convictions : rien n'indique une prochaine attaque et on ne renouvellera pas l'erreur coûteuse du mois de mai. La circularité du circuit de l'information joue un rôle pervers. L'estimation des services israéliens est transmise aux services américains. Ces derniers ont tendance à croire que les Israéliens sont plus compétents qu'eux sur ce sujet. De plus, pour des raisons budgétaires, on a limité en 1973 le nombre de lancements de satellites d'observation et aucun ne couvre le Moyen-Orient à l'automne 1973. De ce fait, les Américains dépendent essentiellement des informations transmises par les Israéliens. Les écoutes des communications égyptiennes par la NSA ne donnent rien puisque depuis quelque temps le commandement égyptien a abandonné l'utilisation de la radio au profit de lignes terrestres.

Ils adoptent donc l'estimation israélienne, en dépit des doutes exprimés par certains analystes, et les Israéliens se sentent confirmés dans leur vision des choses par l'approbation américaine. De toute façon, les uns et les autres ont reçu la même information du roi Hussein. La conviction des responsables américains et israéliens repose avant tout sur l'incapacité des Arabes à lancer la guerre en raison du déséquilibre des forces. Les mouvements de l'armée syrienne sont interprétés comme des mesures de précaution à la suite de l'incident aérien du 13 septembre. Les Syriens craindraient une attaque israélienne.

La presse arabe joue un rôle involontaire dans l'opération d'intoxication menée par la Syrie. Elle dénonce la concentration de troupes israéliennes aux frontières du Liban et de la Syrie comme autant de menaces : la défaite israélienne dans l'affaire autrichienne, le rapprochement de la Jordanie avec l'Égypte et la Syrie, la rupture des relations diplomatiques

avec le Zaïre seraient autant de facteurs qui pousseraient les dirigeants israéliens, à la veille des élections législatives, à lancer une vaste opération militaire susceptible de redorer leur blason. On ajoute qu'Israël utilise le même procédé qu'en 1967, invoquer une pseudo-agression arabe pour lancer une guerre dite préventive. Des informations du même genre sont communiquées aux Soviétiques pour expliquer les concentrations en cours.

De même, à Damas, on continue de faire passer des informations sur la dégradation des relations avec l'Union soviétique et on relance les attaques contre le régime baathiste de Bagdad coupable de vouloir construire un oléoduc passant par la Turquie pour accéder à la Méditerranée, contournant ainsi la Syrie.

Le 3 octobre, Ahmad Ismaïl se rend à Damas dans un avion-cargo pour discuter des derniers détails. Les Syriens veulent retarder de deux jours les opérations pour avoir le temps de vider les cuves de leurs raffineries, car ils pensent que les Israéliens s'en prendront à leurs installations civiles. Les Égyptiens sont inflexibles : jusque-là le secret a été préservé et on se rapproche de la marge de sécurité de deux jours. La dernière question est celle de l'heure H. Les Égyptiens ne veulent pas attaquer le matin, car ils auraient le soleil dans les yeux. Symétriquement, le soir, les Syriens se trouveraient devant la même difficulté. Après une dure discussion, on trouve un compromis : 2 heures de l'après-midi, moment où le soleil sera à son zénith.

Le même jour, Sadate reçoit l'ambassadeur soviétique en Égypte[753], Vinogradov, et l'informe que l'Égypte et la Syrie ont décidé d'entreprendre une opération militaire pour mettre fin à la situation de ni paix, ni guerre, sans lui donner de précisions supplémentaires. Le jeudi 4, l'ambassadeur soviétique à Damas reçoit des informations plus précises. Le but de l'opération du côté syrien est la libération complète du Golan. Les forces syriennes n'ont pas les moyens d'aller plus loin. Il faut que les Soviétiques obtiennent à ce moment-là une résolution du Conseil de sécurité comprenant un cessez-le-feu et un engagement d'un retrait israélien de tous les territoires occupés.

D'un ensemble d'informations parcellaires, les Soviétiques concluent que la guerre est imminente. Ils décident l'évacuation urgente de leurs

conseillers et de leurs familles. Elle débute le 4, ce qui provoque la perplexité des Israéliens et des Américains : serait-ce le signe d'une guerre imminente ou la preuve d'une nouvelle brouille soviéto-arabe, ce que laisseraient indiquer les informations de la presse arabe les jours précédents ? Le pont aérien d'évacuation s'accompagne du départ des navires soviétiques des ports égyptiens et syriens, ce dont les Israéliens prennent connaissance le matin du 5. Ceux-ci notent, sans en comprendre la signification, que les soldats égyptiens ont reçu l'ordre de rompre le jeûne du ramadan. Il en est de même de l'information selon laquelle l'Égypte est en train de fermer son espace aérien à la navigation civile. En effet, par mesure de précaution, il a été décidé au Caire de mettre à l'abri les avions civils. Quand les militaires égyptiens qui n'ont pas été informés auparavant ont compris l'erreur, ils ont immédiatement donné un contrordre. Néanmoins, les aéroports ont bien été momentanément fermés. De même, personne ne remarque l'importance du fait que l'Union soviétique lance un satellite d'observation chargé de couvrir le Moyen-Orient. C'est le premier d'une série de six lancés au mois d'octobre. Comme il faut près de deux semaines de préparation pour un lancement, cela signifie que les Soviétiques se doutaient que quelque chose d'important allait se produire.

Les militaires égyptiens prennent le départ des conseillers soviétiques comme un signe de défiance envers les capacités arabes et un geste de protestation contre la décision d'entrer en guerre.

Toujours le 4, on annonce la reprise des relations diplomatiques entre la Syrie et la Jordanie. Elle permet d'établir une communication directe entre les deux pays. Damas en a besoin pour l'éventuelle participation des troupes jordaniennes au combat, mais le roi Hussein n'est toujours pas informé de ce qui se prépare.

Le 5 octobre, les sous-marins égyptiens partent en opérations et ne sont plus joignables. Des équipes de reconnaissance déguisées en Bédouins s'infiltrent entre les lignes israéliennes et font savoir que « les Israéliens sont endormis ». La décision est maintenant irréversible. Les généraux égyptiens font une dernière tournée d'inspection du secteur du canal, puis rejoignent le poste de commandement à proximité du Caire. De leur côté, les Israéliens intensifient les vols de reconnaissance au-dessus des lignes

de cessez-le-feu. Les Arabes parlent de provocations guerrières. À l'époque pré-numérique, les photographies aériennes et satellitaires ne peuvent pas être exploitées en temps réel. Il faut les récupérer à terre puis les développer avant de pouvoir les étudier. Les informations recueillies ne sont pas concluantes en ce qui concerne le front syrien, mais elles sont particulièrement inquiétantes du côté égyptien où l'on discerne tout le matériel nécessaire pour une traversée du canal. Les analystes refusent pourtant d'y croire en raison de la disproportion des rapports de force.

Ce 4 octobre, on est à J -2. Or justement c'est le moment choisi par le « Gendre » pour envoyer du Caire un message d'alerte évoquant un risque de guerre. Il demande une rencontre urgente à Londres pour le lendemain. Le chef du Mossad s'y précipite. Les militaires israéliens commencent à s'inquiéter. Les permissions sont annulées et une brigade blindée est envoyée renforcer le front du Golan, mais il n'y a toujours pas de mesures de mobilisation à la veille du Kippour, jour où toute activité s'arrête.

Ashraf Marwan arrive en retard à son rendez-vous de Londres. Au lieu de l'après-midi, c'est en soirée que la rencontre fatidique a lieu. Il informe les Israéliens que l'attaque simultanée des Syriens et des Égyptiens aura lieu le lendemain en fin d'après-midi (ce qui correspond au plan primitif, mais non à la modification du 3 octobre). Le temps qu'il faut pour transmettre l'information en Israël plus le décalage horaire, on est maintenant à H -10.

Les raisons d'une surprise[754]

L'importance de la surprise, dans la stratégie égyptienne, réside dans la structure des forces israéliennes. En temps normal, elles ne s'élèvent qu'à environ 75 000 hommes comprenant le contingent faisant son service militaire et les soldats de métier. Pour cette raison, la priorité a été donnée à l'arme aérienne qui représente 52 % du budget militaire et la plus haute proportion de professionnels. Dans le même ordre d'idées, l'essentiel des moyens de l'armée de terre a été consacré à l'accroissement constant des blindés. Après la guerre d'usure, l'objectif a été de transformer les brigades de blindés en divisions correspondantes. Le parti pris de la mobilité a conduit à réduire l'importance consacrée aux fortins de la ligne

Bar Lev. Celle-ci n'est pas une ligne continue de fortifications, les Israéliens n'ayant pas assez d'hommes pour les tenir en permanence, mais un réseau destiné à surveiller l'ennemi en permanence et à servir de points d'appui aux forces blindées mobiles. En cas d'alerte, ils doivent être immédiatement renforcés par des troupes régulières et des réservistes.

Ariel Sharon a exercé le commandement du front sud de janvier 1970 à juillet 1973. Son tempérament offensif l'a conduit à préparer plusieurs points de passage pour une éventuelle traversée du canal. En revanche, il a négligé les fortifications existantes, qui sont incomplètement équipées. Le général Shmuel Gonen, qui lui a succédé le 15 juillet 1973, a pris conscience de la faiblesse de la ligne d'arrêt, mais il n'a eu que peu de moyens pour y remédier.

Les états-majors israéliens ont bien étudié l'option d'une attaque arabe, mais leur confiance est telle qu'ils n'ont envisagé qu'une réponse aérienne immédiate suivie d'une offensive reposant sur l'utilisation des réserves. Les forces régulières appuyées par l'aviation ont pour mission de causer de lourdes pertes à l'ennemi et de retarder la traversée du canal, les réservistes passant immédiatement à la contre-attaque.

Les stratèges israéliens ont ignoré la possibilité de se trouver en situation défensive à la suite d'une traversée réussie du canal par l'ennemi. Confiants que l'alerte serait donnée plusieurs jours, voire plusieurs semaines à l'avance, ils ne se sont pas vraiment souciés des conditions dans lesquelles les réservistes rejoindraient leurs unités, qui, en raison des réorganisations en cours, se trouvent en situation de sous-équipement. La pratique courante des forces régulières est de puiser en fonction des besoins dans les stocks destinés aux forces de réserve.

Si, en mai-juin 1967, le délai d'attente avait été psychologiquement insupportable, il avait permis d'achever l'entraînement des forces et de les doter de l'équipement nécessaire. Les frontières de sécurité acquises alors ont justement pour défaut d'être beaucoup plus éloignées des centres vitaux israéliens que les lignes du 4 juin, ce qui implique un temps de réponse bien plus long. Tous ces facteurs n'ont pas été pris en compte. Il aurait été difficile d'admettre que les frontières dites de sécurité étaient aussi vulnérables.

Une mobilisation des réserves a un impact très lourd sur l'économie du pays et ne peut être maintenue très longtemps pour des raisons budgétaires. Sans avoir l'automaticité des armées européennes de 1914, pour qui la mobilisation était quasiment synonyme de déclaration de guerre (en raison de l'utilisation des réseaux de chemins de fer), mobiliser augmente considérablement pour Israël le degré de possibilité d'entrer en guerre. La décision appartient au gouvernement sur suggestion des militaires. En cas d'urgence, c'est au Premier ministre d'en décider. Le problème est qu'Israël ne peut se permettre de mobiliser à chaque épisode de concentration de forces arabes à proximité des lignes de cessez-le-feu. Le calendrier électoral est un facteur supplémentaire : mobiliser pour rien à quelques jours des élections générales serait démontrer l'échec de la politique de dissuasion du gouvernement travailliste. Diplomatiquement, ce serait indiquer que le *statu quo* n'est pas tenable et qu'une nouvelle initiative internationale, jugée contraire aux intérêts d'Israël, est indispensable. Ces deux considérations ne sont pas expressément présentes dans les sources israéliennes, mais sont sous-jacentes dans la prise de décision.

La réussite de la surprise réside d'abord dans le fait que Syriens et Égyptiens ont réussi à maintenir le secret jusqu'au bout. Les commandants des deux armes égyptiennes engagées n'ont été informés que le 1er octobre, les généraux de division, le 3, les chefs de brigade, le 4. L'erreur de raisonnement israélienne repose sur la primauté accordée à la vision stratégique – les rapports de force interdisent aux Arabes de reprendre les hostilités ; par rapport aux informations tactiques, les armées arabes sont en position de combat. Les responsables militaires ont la conviction qu'en quelques heures ils ont les moyens de détruire le potentiel militaire de l'ennemi. Ils n'ont pas tiré les leçons, ou ils les ont oubliées, des combats du mois de juillet 1970 et ils n'ont pas conscience du fait nouveau que représentent l'introduction des missiles sol-air portables Sam-7 ainsi que de la méthode des tirs de saturation de l'espace aérien combinant les missiles et l'artillerie. Autrement dit, les militaires israéliens sous-estiment le potentiel réel des armées syrienne et égyptienne. Ils croient pouvoir détruire au sol l'aviation ennemie comme en juin 1967 alors qu'elle dispose maintenant d'abris protégés. Il faudrait

au minimum disposer de l'effet de surprise pour une telle opération préventive… De surcroît, ils restent attachés à une vision du tout ou rien et n'envisagent pas une guerre à objectifs limités (aller jusqu'aux cols du Sinaï pour les Égyptiens, libérer le Golan pour les Syriens). Ils ne comprennent pas le sens des opérations militaires pour les Arabes : mettre fin au *statu quo* présent et créer un nouveau contexte politique.

Néanmoins, du côté arabe, on n'a pas non plus une vision claire à moyen terme. Si l'on peut arriver à liquider les « séquelles de l'agression », on n'est pas encore prêt à entrer dans la démarche conduisant à une reconnaissance juridique de l'État d'Israël. La question de savoir comment transformer un succès militaire en gains politiques concrets de nature territoriale n'a pas été posée. Certes, Sadate a certainement une perspective plus claire que celle d'Assad – appliquer la résolution 242 dans l'interprétation la plus favorable aux thèses arabes –, mais la Syrie n'a toujours pas officiellement accepté cette résolution. La gestion politique de la guerre est restée le non-dit des relations égypto-syriennes.

La centralisation hiérarchique du système de renseignements israélien est aussi une des raisons de son échec. Si dans les rangs inférieurs un certain nombre d'officiers ont bien perçu le sens des mouvements militaires arabes, leurs interprétations ont été rejetées au niveau supérieur. Or la règle est de présenter au gouvernement un seul avis qui ne prend pas en compte les opinions dissidentes. On a donc transmis ce qui a été présenté comme le consensus unanime des experts sans mentionner l'existence de divergences chez les analystes. Les avis les plus inquiétants ont été censurés.

Le renseignement militaire, l'Aman, monopolise l'information brute qui n'est pas transmise aux décideurs militaires et civils. La concentration de l'expertise dans l'institution militaire et à l'intérieur de cette dernière dans le renseignement militaire fait qu'il n'existe pas d'autre instance d'évaluation, soit au Mossad, soit aux Affaires étrangères, soit au cabinet du Premier ministre. On aurait pu faire autrement, mais il aurait d'abord fallu disposer des informations nécessaires. Golda Meir a justifié ce monopole de l'information par des nécessités budgétaires. Elle n'était pas

fâchée de limiter ainsi les compétences du ministère des Affaires étrangères d'Abba Eban dont elle a réduit le personnel.

La dépendance envers le renseignement humain que représente le « Gendre » a retardé jusqu'au dernier moment l'ordre de procéder à la mobilisation des réservistes, qui est la décision la plus difficile à prendre à la fois en raison de son coût financier, mais aussi parce qu'elle revient à admettre l'échec de la théorie de la dissuasion qui est le fondement de la pensée militaire israélienne.

Le matin du 6 octobre, entre 5 et 7 heures du matin, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Eleazar, demande la mobilisation de l'ensemble des réserves (200 000 hommes) pour détruire l'armée syrienne, mais Dayan, en tant que ministre de la Défense, y est hostile. Il pense encore en termes de dissuasion et, si elle échoue, de défense. Il ne voit pas la nécessité d'une mobilisation complète pour lancer une contre-offensive dans une guerre qui n'a pas encore commencé. Il propose de ne mobiliser que la totalité des réservistes de l'armée de l'air (20 000 hommes) et 30 000 à 40 000 hommes de l'armée de terre. On l'a ultérieurement blâmé de ne pas avoir accepté dès le début le rappel de l'ensemble des réserves, mais, étant donné l'impréparation de ce mouvement, une mobilisation partielle aurait eu un effet identique du point de vue défensif.

Les deux hommes décident d'en référer à Golda Meir. Cette dernière suit l'avis d'Eleazar et donne l'ordre de mobilisation générale à 9 h 25. Eleazar et Dayan sont persuadés que la seule aviation suffira à contenir l'attaque ennemie. Les réserves ne doivent intervenir que pour la contre-offensive. Les responsables de l'aviation sont moins sûrs. Ils considèrent qu'il leur faut deux jours pour détruire la DCA ennemie et que, durant ce temps, ils ne pourront pas assurer l'appui des troupes au sol. Cette vérité n'est vraiment comprise qu'au matin du 6. Il faut choisir entre l'appui au sol dans des conditions de grande vulnérabilité et la recherche de la destruction de la DCA en laissant la mince couverture humaine présente encaisser le choc de l'attaque ennemie. On n'a pas les moyens d'une attaque aérienne préventive sur les concentrations syriennes et égyptiennes. On rejette donc cette option, qui, de plus, aurait fait passer Israël pour l'agresseur.

La décision est prise de donner la priorité à l’appui au sol des troupes israéliennes dans des conditions de totale improvisation, sans disposer du matériel de signalisation et de communication adéquat. La même improvisation caractérise la mobilisation des forces terrestres. On manque de moyens pour transporter les hommes vers les centres de rassemblement, on perd du temps dans les indispensables opérations d’enregistrement, on découvre que l’on manque de matériel et de munitions, c’est un embouteillage permanent dans les deux sens à proximité des bases militaires. Le fait que ce soit le jour du Kippour a finalement eu peu d’importance. D’un côté, la suspension des émissions radiophoniques a gêné la diffusion des ordres de mobilisation, de l’autre, il a été plus facile de joindre les hommes réunis soit à leur domicile, soit dans les synagogues, et la circulation routière est beaucoup plus fluide que les jours ordinaires.

Après avoir donné l’ordre de mobilisation, Golda Meir a immédiatement convoqué l’ambassadeur américain pour l’informer de l’imminence du conflit. L’intéressé se précipite pour en informer son gouvernement. À 11 heures, le gouvernement israélien entre en réunion. Dayan et Eleazar se montrent confiants dans la capacité de l’armée à encaisser le premier choc avant de contre-attaquer. Les décisions prises auparavant (mobiliser, ne pas lancer d’opérations aériennes préventives) sont ratifiées. On s’attend au début des combats pour la fin de la journée.

Chapitre IX

La guerre d'octobre

« M. Abba Eban fait l'historique des négociations de Genève, mettant l'accent sur les points suivants :
« a) L'organisation de la conférence s'est montrée "solide et efficace, en comparaison de tout autre existante, par exemple le Conseil de sécurité, le principe du consensus pour toute décision a été une bonne chose".
« b) Les participants à la conférence ont été vraiment les pays concernés. "Quant aux superpuissances, elles auraient été présentes, même si elles avaient été absentes." »
Abba EBAN aux ambassadeurs de la Communauté économique européenne, le 8 janvier 1974[755].

L'attaque égyptienne[756]

Le dispositif israélien sur le canal de Suez est composé de fortins couvrant directement la voie d'eau et de points d'appui en arrière. Ils ne disposent que de modestes troupes de couverture, l'essentiel devant venir de la mobilisation des forces.

À 14 heures précises, plus de 200 avions de combat égyptiens passent le canal pour bombarder des objectifs dans le Sinaï. À 14 h 05, les 1 850 bouches à feu de l'armée égyptienne déclenchent un formidable tir de barrage. À 14 h 20, les chars et les canons sans recul atteignent leurs positions en haut des rampes d'accès et se joignent au déluge de feu qui dure cinquante-trois minutes avec plus de 100 000 obus tirés. Des missiles

sol-sol Frog sont lancés sur les positions israéliennes du Sinaï, complétant l’action de l’aviation.

À 14 h 20, la première vague d’assaut composée de 4 000 commandos, protégée par des nappes de brouillard artificiel, entame la traversée du canal. Le sommet du remblai de la rive orientale est atteint dix minutes plus tard. Les commandos se mettent en position antichar tandis que les vagues suivantes arrivent. On contourne les fortins israéliens soumis au feu de l’artillerie. Ils sont maintenant totalement isolés.

Les Égyptiens attaquent sur la totalité de la voie d’eau. La deuxième armée couvre le secteur du canal proprement dit et la troisième celui des lacs. Un raid de blindés amphibies traverse le lac Amer en son point le plus étroit afin d’atteindre les cols de Mitla et de Giddi où ils arrivent vers 16 heures. Ils se heurtent à des blindés lourds israéliens et doivent se replier, mais cette action a introduit une confusion supplémentaire dans les rangs de leurs adversaires. À 18 heures, 32 000 hommes ont déjà pris position de l’autre côté du canal. À 18 h 30, les canons à eau entrent en action pour dissoudre le remblai tandis que les premiers ponts permanents sont lancés. Des commandos héliportés sont envoyés sur les arrières de l’ennemi dans la nuit et multiplient les embuscades, créant un sentiment d’insécurité. Sur les 1 700 commandos engagés, 750 seront tués ou blessés et 300 faits prisonniers. Les autres tiendront une quinzaine de jours, immobilisant une brigade parachutiste et plusieurs unités mécanisées. Si cette action n’a pas constitué un facteur décisif, elle a néanmoins créé une sévère nuisance pour l’armée israélienne.

Dans la nuit du 6 au 7, les premiers ponts sont opérationnels ainsi que les bacs permettant de faire passer 600 chars et 3 000 véhicules blindés. À l’aube, la tête de pont compte 80 000 hommes. Les combats autour des fortins sont acharnés, parfois au corps à corps. Huit sont tombés dans les premières heures du 7 octobre. Quatre sont évacués sur instruction de l’état-major. Deux se rendront les deux jours suivants. Un fortin dans le secteur de Port-Tewfik tiendra jusqu’au 13 octobre. L’autre, à proximité de la Méditerranée et plus en retrait avec pour nom de code Budapest, sera dégagé le 10 octobre par une contre-attaque israélienne. Mais les Israéliens seront contraints, pour conserver l’unique fortin à ne pas être tombé, d’immobiliser une brigade mécanisée.

Vingt-quatre heures après le début des opérations, 100 000 hommes, 1 000 chars et 13 000 véhicules sont passés de l’autre côté. Au soir du 7 octobre, la pénétration égyptienne, uniforme, atteint une profondeur d’une dizaine de kilomètres. La progression est arrêtée afin de consolider les positions dans l’attente de la contre-attaque israélienne. On se trouve toujours dans le champ de protection des missiles sol-air Sam.

L’opération « Badr » est un très grand succès stratégique dû à une préparation minutieuse. L’état-major égyptien s’attendait à des pertes de l’ordre de 10 000 tués et 15 000 blessés, le bilan final n’est que de 208 morts.

Les réactions israéliennes ont été désordonnées. Pendant que la mobilisation est en cours, les unités blindées du Sinaï ont reçu l’ordre de foncer vers le canal sans appui de l’infanterie et de l’artillerie et sans reconnaissance préalable des lieux. Ils tombent dans de multiples embuscades dressées par les commandos égyptiens qui utilisent des armes antichars et des lance-roquettes RPG-7. Une fois cet obstacle franchi, ils doivent affronter le tir des chars égyptiens placés de l’autre côté du canal. En raison de pertes importantes, les blindés israéliens sont contraints de se replier de plusieurs kilomètres. Le commandement local n’arrive pas à discerner quels sont les axes majeurs de l’offensive égyptienne et éparpille les contre-attaques infructueuses afin d’essayer, en vain, de dégager les fortins de la ligne Bar Lev. Sur les trois brigades blindées engagées, l’une perd 194 chars, soit les deux tiers de sa dotation, les deux la moitié de leur potentiel. Les Égyptiens perdent une centaine de chars seulement.

Retardée par les changements de munitions, l’aviation n’est engagée qu’à 16 heures. Elle vise les sites de franchissement, mais elle est très gênée par le brouillard artificiel et la densité de la DCA égyptienne qui combine missiles sol-air et artillerie antiaérienne. Les pilotes israéliens larguent leurs bombes à haute altitude et n’obtiennent aucun résultat significatif. Le 7 octobre au matin, les ponts sont visés, mais le génie égyptien parvient très rapidement à remplacer les parties endommagées. Les pertes sont très lourdes du côté israélien : 30 à 40 avions perdus pour un gain de faible importance.

Au soir du 7, les généraux israéliens se concertent. Sharon, qui vient d’être rappelé au service et à qui l’on a confié une division blindée,

n'assiste pas à la réunion. On abandonne l'idée de porter secours aux fortins. Après reconnaissance nocturne des lieux, la division blindée Adan doit balayer les zones entre Kantara et le Déversoir. La division Sharon doit la soutenir. Si les choses se passent bien, elle doit s'emparer des ponts ennemis et prendre à revers la 3e armée égyptienne.

Dès le début de la contre-attaque au matin du 8, la pression de l'artillerie et de l'aviation égyptiennes se fait sentir. Les différents éléments engagés du côté israélien communiquent mal. Au sol, on ignore qu'en raison de la priorité donnée au Golan on a décidé de ne pas engager l'aviation au-dessus du canal. Les erreurs de transmission augmentent la confusion. Au lieu de prendre les forces égyptiennes de flanc et de les balayer, on en arrive à un choc frontal. Les blindés israéliens subissent un véritable matraquage de la part de l'artillerie et des armes antichars de l'infanterie égyptienne. L'offensive est brisée en raison des lourdes pertes et les Égyptiens peuvent même contre-attaquer en milieu d'après-midi et avancer dans certains secteurs sur plusieurs kilomètres.

À partir du 10, même si les combats continuent, le front se stabilise dans ses grandes lignes. Chazli veut conserver une position défensive avec une réserve de blindés stationnée sur la rive africaine et pouvant intervenir à tout moment en cas de menaces israéliennes. En revanche, le général Ismaïl pousse à une offensive vers les cols du Sinaï, ce dont Chazli ne veut pas entendre parler puisqu'ils se trouvent en dehors de la zone de protection créée par la DCA égyptienne.

Durant les premiers jours des combats sur le front sud, le commandement israélien a multiplié les erreurs. Au lieu de concentrer les moyens et de faire progresser les blindés en disposant du soutien de l'artillerie et de l'infanterie, ils ont été engagés seuls de façon éparpillée. La responsabilité est partagée entre le commandement général et les divisionnaires sur le terrain qui n'ont pas réussi à coordonner leurs mouvements. La tension est forte entre les différents chefs. Le commandant du front sud, le général Gonen, accuse Sharon d'insubordination tandis que l'intéressé, qui dispose de la protection de Dayan, son vieux camarade de combat, le taxe d'incompétence.

Tous les généraux israéliens ont partagé la même sous-estimation de la valeur de l'ennemi. En dépit des avertissements de la guerre d'usure, ils

n’ont pas vraiment pris en compte le rôle de la DCA adverse et l’utilisation massive des armes antichars portatives n’a pas été prévue, probablement parce qu’elles doivent être utilisées à courte portée, ce qui implique un courage extrême.

Le front du Golan

Si les Israéliens connaissent un sérieux revers sur le canal, la situation la plus dangereuse est dans le secteur du Golan. Une percée syrienne menacerait directement des régions vitales du territoire. L’essentiel du dispositif israélien repose sur plusieurs unités blindées très bien entraînées disposées à l’arrière d’un champ de mines et d’un grand fossé antichar que les Syriens doivent franchir dans la partie nord du Golan. Ils disposent d’une très forte supériorité numérique et attaquent sur plusieurs axes parallèles. L’assaut commence par un puissant barrage d’artillerie, des raids de l’aviation et l’action de commandos, puis est suivi de la progression massive des blindés et de l’infanterie. C’est l’application à la lettre de la doctrine militaire soviétique. Les Syriens avancent ainsi en colonnes avec à l’avant les chars, puis les véhicules blindés du génie et ensuite les autres véhicules cuirassés de transport.

Dès le début des hostilités, le gouvernement israélien a ordonné l’évacuation des colonies du Golan, avouant ainsi qu’elles n’ont aucune valeur militaire.

Jusqu’à la fin de l’après-midi du 6, les blindés israéliens arrivent à contenir l’assaut en infligeant de lourdes pertes aux assaillants. Ils visent en priorité les véhicules porteurs de ponts. Vers 18 heures, la ligne israélienne est disloquée. Des combats intenses ont lieu durant la nuit où les tankistes israéliens réussissent des prodiges d’héroïsme, mais certaines forces sont détruites à plus de 90 %. Le 7, les Syriens ont réussi à passer le fossé antichar, non sans une certaine pagaille. L’arrivée de l’infanterie permet de mieux tenir la position.

Au-delà, les blindés syriens se heurtent aux derniers éléments israéliens dans la bataille de la « Vallée des larmes ». La progression est plus

importante dans la partie sud du plateau où l'on se rapproche de la vallée du Jourdain.

Les Israéliens avaient installé une station d'observation fortifiée au sommet du mont Hermon d'où l'on pouvait voir la totalité de la région, du Jourdain à Damas. Au début de l'offensive, les Syriens ont envoyé des commandos héliportés pour s'en emparer. On se bat au corps à corps et les Israéliens sont contraints de se rendre après avoir eu 18 tués et 31 blessés graves. Le 8, ils tenteront de reprendre la position, mais les commandos envoyés tomberont dans une embuscade qui leur coûtera 22 morts et 50 blessés. Les Syriens se serviront de la position pour guider leurs tirs d'artillerie. Le matériel électronique sophistiqué sera enlevé et livré aux Soviétiques, qui en seront particulièrement heureux.

Devant l'urgence stratégique, le haut commandement israélien a envoyé en priorité les renforts sur le Golan où les nouvelles troupes sont engagées, sans organisation préalable, pour freiner la progression syrienne. La priorité absolue est d'empêcher l'ennemi de passer le Jourdain.

Au soir du 7, la poussée syrienne est contenue. Contrairement à ce qui s'est passé sur le front sud, le commandement israélien a réussi à placer efficacement ses unités et l'héroïsme des soldats a fait le reste. Le 8, la bataille de la Vallée des larmes se poursuit tandis que les Israéliens lancent leur contre-offensive dans la partie sud du Golan. En dépit de la violence des combats, ils progressent de quelques kilomètres et menacent même d'encerclement les forces syriennes les plus avancées.

Le 9 est le jour décisif. Les Syriens lancent un ultime assaut dans le secteur de la Vallée des larmes. Blindés et fantassins se battent à courte distance. La confusion est grande. À plusieurs reprises, les assaillants semblent pouvoir obtenir la percée, mais après d'ultimes efforts ils renoncent. Ils ont perdu, dans ce secteur, environ 500 blindés en trois jours.

Dans le secteur sud, les Israéliens continuent d'avancer. Une partie des forces syriennes sont encerclées. Les combats du 10 octobre se concentrent sur la réduction de cette « poche ». De ce fait, les Syriens sont contraints de revenir à la ligne pourpre, c'est-à-dire leurs positions de départ. Dans l'ensemble des combats, ils ont montré un vrai courage, mais

ont souffert d'une doctrine militaire rigide qui interdit tout esprit d'initiative en dehors des consignes strictes données à l'avance. En raison du souvenir de 1967, il était interdit de procéder à des replis tactiques qui, dans certains cas, auraient été bien profitables.

L'aviation a consacré l'essentiel de ses moyens au front sud avec comme priorité la destruction de la DCA syrienne. Le 8 octobre, les bases aériennes à l'intérieur du territoire syrien sont bombardées. Les Syriens répliquent par des tirs de missiles Frog sur des objectifs militaires en territoire israélien. Le commandement israélien s'en sert comme prétexte pour lancer une offensive « aérostratégique » destinée à frapper l'infrastructure économique du pays, en particulier les centrales électriques et l'industrie pétrolière. Il s'agit en fait de punir la Syrie pour être entrée en guerre. Le 9, un raid est aussi lancé sur des objectifs militaires dans les quartiers résidentiels de Damas, causant un grand nombre de morts civils. Le centre culturel de l'URSS est atteint, il y a plusieurs morts soviétiques.

Le bilan global des combats est la destruction d'un millier de chars syriens et le double de blindés. Les Israéliens ont perdu 270 chars, soit près de la moitié de ceux engagés dans la bataille.

Les premières répercussions du conflit[757]

Les Égyptiens et les Syriens se donnent le luxe de prétendre qu'ils ne font que répondre à une attaque israélienne. Les seconds y ajoutent l'élément crédible de l'opération aérienne israélienne du 13 septembre dans le secteur de Tartous qui aurait été un signe annonciateur de l'agression à venir. La rhétorique israélienne de la dissuasion est retournée comme étant la preuve de l'agression. Bien évidemment, les observateurs de l'ONUST ont immédiatement déterminé qui avait ouvert les hostilités.

En Jordanie, le roi Hussein se montre « ulcéré et humilié » de ne pas avoir été informé par Sadate et Assad[758]. Il y voit une absence de confiance de leur part, mais ils n'ont peut-être pas eu tort… Il veut éviter toute implication de son pays dans les combats, mais sait qu'à la longue cette position ne sera pas tenable en raison du contexte arabe. Il craint que,

dans la bataille du Golan, l'un ou l'autre des belligérants, n'utilise le territoire jordanien. Il met l'armée jordanienne en position défensive le long du Jourdain et à proximité du Golan, et ferme les yeux sur les nombreuses violations de l'espace aérien jordanien par l'aviation israélienne. De toute façon, l'armée jordanienne ne dispose ni de matériel de franchissement du Jourdain, ni de la protection antiaérienne indispensable. Assad adresse à Hussein, sur un ton amical, des demandes d'aide matérielle ; le roi envoie en Syrie des officiers supérieurs pour examiner la situation. Ils rapportent qu'en raison de leurs succès, les Syriens n'ont vraiment pas besoin d'une participation jordanienne… Plus encourageant pour le monarque, Assad a envoyé à Amman Abou Daoud, récemment libéré des prisons jordaniennes, pour qu'il s'adresse aux Palestiniens et leur dise de ne rien faire qui puisse gêner le roi759.

Au Liban, le gouvernement partage les mêmes inquiétudes. Yasser Arafat a immédiatement été convoqué par le Premier ministre pour lui demander que les commandos palestiniens ne se livrent à aucune action militaire sans l'accord préalable de l'armée libanaise. Cette dernière prend position dans le Liban-Sud et s'oppose aux mouvements des commandos, allant jusqu'à confisquer de l'armement. Les Israéliens somment les Libanais de fermer tous leurs aéroports à l'aviation syrienne et de couper les transmissions radars de la Syrie. Une réunion de la commission d'armistice est organisée dès l'après-midi du 6 octobre et les Libanais donnent des assurances dans ce sens760. L'espace aérien du Liban-Sud et de la Bekaa est néanmoins utilisé par les avions syriens et israéliens dont plusieurs s'écrasent en territoire libanais.

Comme il était prévisible, les fedayins ne tiennent pas leurs engagements et multiplient les échanges de tirs avec les Israéliens, en particulier dans le secteur du doigt de Galilée. Les Palestiniens doivent montrer qu'ils ne sont pas absents dans cette guerre en dehors des contingents de l'ALP intégrés aux armées syrienne et égyptienne. Durant tout le mois d'octobre761, la résistance mènera au moins 140 attaques, bombardant 23 agglomérations israéliennes. De leur côté, les Israéliens bombarderont les villages arabes de la zone frontalière et multiplieront les sommations au gouvernement libanais. Une brigade israélienne est ainsi mobilisée pour tenir la frontière israélo-libanaise.

Le 9, l’aviation israélienne bombarde la station radar du mont Barouk, faisant 9 blessés. Il s’agit d’un « avertissement » supplémentaire à destination du Liban puisqu’il semble que le radar ait été hors service depuis le mois de juillet. L’opinion publique est évidemment solidaire des Arabes, mais comme les informations ne font que répercuter des succès arabes, la situation intérieure est relativement peu tendue.

L’Irak aussi a été tenu à l’écart de la préparation de la guerre. En dépit de la rivalité agressive entre les deux régimes baathistes, Bagdad ne peut pas ne pas intervenir. On décide l’envoi de forces aériennes et terrestres en Syrie, mais comme il n’existe aucune préparation préalable, cette arrivée se fait de façon un peu chaotique sans intégration immédiate dans le dispositif militaire syrien, d’autant plus que les Irakiens manquent de camions pour transporter leurs chars. De même, les pays du Maghreb décident l’envoi de contingents en Égypte et en Syrie, mais il leur faudra plusieurs jours pour être opérationnels.

L’opinion publique internationale est loin de condamner l’action arabe, même si la déclaration du ministre français des Affaires étrangères, Michel Jobert, paraît à certains trop extrémiste : « Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi constitue forcément une agression imprévue ? » Cela témoigne de la dégradation considérable de l’image d’Israël à la suite de l’occupation des territoires arabes.

Le discours des Israéliens est d’affirmer que s’ils avaient bien vu les concentrations arabes, ils s’étaient refusé à une action préventive afin d’éviter d’être accusés une nouvelle fois d’avoir déclenché la bataille. Ils ont laissé leurs adversaires tirer les premiers. Ils excusent ainsi le fait d’avoir été pris par surprise.

Dans la journée du 6, l’État-Major général israélien n’a eu qu’une vue très inexacte de la situation. L’ampleur de l’attaque ennemie et des pertes israéliennes a été très sous-estimée en raison de la confusion des informations disponibles. C’est sur cette base que le gouvernement a dû gérer la situation. Dayan, néanmoins, a commencé à soupçonner que les choses n’allaient pas aussi bien qu’on le disait. Mais l’optimisme reste le sentiment dominant. La priorité est de refuser tout cessez-le-feu qui ne comprendrait pas, au minimum, le retour aux lignes d’avant le conflit. Eban obtient sans problème cet engagement de la part des Américains, qui

bloquent toute initiative du Conseil de sécurité. En revanche, la France pense déjà à l'après-conflit et appelle à la réunion d'une conférence internationale.

C'est le 7 octobre, après s'être rendu sur les lieux, que Dayan saisit la gravité de la situation sur les deux fronts. Il communique son pessimisme au gouvernement et envisage un retrait sur le Jourdain et sur les cols du Sinaï. Golda Meir préfère avoir une vision plus personnelle et dépêche ses conseillers militaires, Bar Lev et Rabin, sur le terrain. Il en ressort que si la situation est grave, elle est loin d'être désespérée. Après tout, la mobilisation est en train de s'achever et on pourra bientôt reprendre l'offensive. Les batailles du 8 octobre contredisent cette perspective, particulièrement dans le Sinaï.

À Washington762, la surprise a été totale quand les Israéliens ont prévenu de l'imminence de la guerre et ajouté qu'il n'y aurait pas de leur part d'opération préventive. Kissinger s'est empressé de les adjurer de s'en tenir à cette ligne de conduite. En raison du décalage horaire, on est aux premières heures du jour quand commencent les hostilités. Nixon est allé se reposer en Floride pour s'isoler un peu de la pression créée par l'affaire du Watergate. Kissinger va jouer le rôle essentiel. Son ancien adjoint au Conseil de sécurité nationale, le général Haig, est devenu le chef d'état-major de la Maison-Blanche et est en liaison permanente avec lui. Le général Brent Scowcroft a remplacé Haig au Conseil de sécurité nationale.

Kissinger et Haig voient dans la crise le moyen de réaffirmer l'autorité présidentielle. La stratégie à suivre est d'empêcher un succès décisif des Arabes ou des Israéliens, ce qui permettrait un déblocage du processus diplomatique. Un trop grand alignement sur Israël aurait des conséquences négatives sur les relations avec le monde arabe et risquerait de créer des complications supplémentaires avec les alliés européens et japonais avec qui l'on entretient des rapports plutôt tendus.

Une cellule de crise *(crisis management group)* est mise immédiatement en place ; c'est, selon l'appellation consacrée, le Washington Special Action Group (WASG). Le secrétaire à la Défense, James Schlesinger, s'oppose à toute livraison supplémentaire de matériel de guerre à Israël. Il s'inquiète du risque d'un embargo pétrolier arabe. En compromis,

Kissinger accepte de céder des missiles et des bombes aux Israéliens, à condition qu'ils viennent eux-mêmes les chercher de nuit avec des avions d'El Al sans marque distinctive.

La priorité est de maintenir le contact avec les Soviétiques afin de ne pas compromettre la détente et d'arriver éventuellement à une action diplomatique conjointe. En même temps, le secrétaire d'État a toujours à l'esprit sa vision stratégique des années précédentes : faire comprendre aux Arabes qu'ils n'obtiendront rien de concret à cause de l'alliance soviétique. Cohérent avec lui-même mais incohérent dans sa perspective politique, il ne voit pas de contradiction entre une politique de détente fondée sur le gel des positions acquises et la volonté d'obtenir des renversements d'alliances dans l'Orient arabe au détriment des Soviétiques. Il marque ainsi, le 6 octobre, à l'ambassadeur chinois que son but est toujours de chasser les Soviétiques du Moyen-Orient[763]. Il ne veut pas non plus laisser se créer un précédent qui verrait un pays lancer une attaque surprise, remporter un gain territorial et le consolider par un cessez-le-feu. C'est pourquoi il a donné cet engagement à Eban. Il est d'ailleurs persuadé que, dans les trois jours, les Arabes, écrasés par les Israéliens, viendront mendier un cessez-le-feu. Kissinger ne s'inquiète pas de la réaction saoudienne alors que, dès le 8 octobre, le représentant saoudien à l'ONU a clairement fait entendre que son pays userait au besoin de l'influence que lui confèrent ses ressources pétrolières pour appuyer la cause de l'Égypte et de la Syrie.

À Moscou, l'inquiétude est le sentiment dominant[764]. Comme Brejnev l'a expliqué au Politburo le premier jour de la guerre, la reprise des hostilités par les Arabes est une grossière erreur de calcul. La Syrie et l'Égypte seront inévitablement battues. Pour certains membres de la direction soviétique, leurs régimes risquent même d'être renversés. Les préoccupations sont doubles : d'une part, le conflit va singulièrement compliquer les relations avec les États-Unis, d'autre part, l'Union soviétique doit être fidèle à ses engagements internationalistes et anti-impérialistes. On retrouve la même incohérence qu'à Washington : maintenir la détente tout en fournissant aux Arabes les moyens de se battre. En signe de bonne volonté, la flotte soviétique de Méditerranée s'éloigne des rivages arabes tandis que la VIe flotte américaine, au

contraire, fait mouvement vers la Méditerranée orientale. Il s'ensuit que les deux flottes se trouvent vraiment très proches l'une de l'autre.

Moscou se saisit immédiatement des suggestions implicites d'Assad lors de son entretien avec l'ambassadeur soviétique le 4 octobre. Il avait marqué que son but de guerre était d'obtenir le retrait complet et inconditionnel des Israéliens de tous les territoires arabes occupés et la restauration des droits des Palestiniens. Pour cela, il fallait provoquer un choc militaire suffisant pour ébranler la puissance israélienne par une attaque surprise suivie d'un arrêt immédiat des combats. Le rôle de l'Union soviétique serait d'obtenir un cessez-le-feu rapide sur cette base avec l'aide des non-alignés. Le 6 octobre, le président syrien a répété ces propos à l'ambassadeur. Vu l'état de leurs relations avec l'Égypte, les Soviétiques ne peuvent pas savoir quelle est la position réelle du Caire sur ce sujet.

Le cessez-le-feu immédiat apparaît à Moscou comme la meilleure solution. Le 6 au soir, l'ambassadeur soviétique au Caire obtient une audience de Sadate. L'Égyptien, fort des premiers succès de son armée, se montre intransigeant et rejette toute perspective immédiate de cessez-le-feu ; un engagement de retrait des forces israéliennes sur les lignes du 4 juin 1967 est indispensable. Brejnev est déçu par la position égyptienne et espère qu'Assad réussira à persuader Sadate de se montrer plus souple, mais c'est l'inverse qui se produit : le Syrien s'aligne sur la position égyptienne. Par ailleurs, à Moscou, les experts militaires s'étonnent des succès arabes et se mettent à avoir une vision plus optimiste de la guerre en cours. On s'en tient à une attitude attentiste tout en fournissant aux alliés arabes le matériel de guerre déjà commandé. Pour aller plus rapidement, on décide de passer par la voie aérienne. Le pont aérien soviétique commence le 9. Il a pour fonction de montrer la solidarité soviétique tout en évitant un engagement militaire direct. On cherche aussi à exploiter le succès obtenu par l'armement soviétique, mais, par rapport au projet politique, le pont aérien est contre-productif : la Syrie et surtout l'Égypte, assurées du ravitaillement, sont encore moins sensibles à la nécessité d'un pont aérien.

Les premiers messages échangés entre Moscou et Washington sont donc fondés sur une ambiguïté en dépit des engagements en faveur d'un cessez-

le-feu. Les Américains pensent à un retour aux lignes du 5 octobre 1973, les Soviétiques aux lignes du 4 juin 1967. Ainsi, le 7 octobre, le conseiller à la sécurité de Sadate, Hafiz Ismaïl, s'est adressé secrètement à Kissinger pour lui expliquer la position égyptienne bien connue765. Pour le secrétaire d'État, les lignes du 4 juin constituent une demande inadmissible. Il répond en ce sens tout en se félicitant de la réouverture du canal secret de communication entre Le Caire et Washington. S'engage ainsi un dialogue discret mais permanent entre Ismaïl et Kissinger. Le secrétaire d'État explique que l'aide fournie à Israël est le produit de pressions intérieures sur le gouvernement américain.

De plus, Téhéran fait savoir que Sadate veut une vraie paix fondée sur l'évacuation des territoires, qui, au moins provisoirement, pourraient être mis sous supervision territoriale. Le message est suffisamment confus pour que l'on puisse comprendre qu'il s'agit avant tout du Sinaï. La crise intérieure américaine continue de prendre de l'ampleur avec la démission imminente du vice-président Agnew pour corruption – elle sera effective le 10 octobre.

De son côté, Brejnev adjure ses alliés arabes d'accepter un cessez-le-feu, mais les belligérants veulent un engagement israélien de retrait des territoires occupés. Sadate menace de s'adresser à la Chine populaire pour qu'elle exerce son droit de veto au cas où une résolution dans ce sens serait présentée au Conseil de sécurité766.

Si le 9 octobre l'offensive syrienne est brisée, la préoccupation israélienne change de domaine. En trois jours, la consommation de matériel et de munitions s'est faite à un rythme affolant et l'on commence à s'inquiéter de l'état des réserves. Certes, l'armée peut continuer quelques jours à ce rythme, mais elle risque de se trouver brusquement en panne de munitions, et donc dans une situation extrêmement dangereuse. C'est avec précipitation que les responsables se tournent vers les Américains.

Au matin du 9 octobre (heure américaine), l'ambassadeur israélien Simha Dinitz donne à Kissinger un premier état des pertes, 49 avions dont 14 Phantom et 500 chars alors que l'Égypte et la Syrie commencent à recevoir les renforts venus des autres États arabes. Kissinger saisit brusquement l'urgence de la situation, d'autant plus qu'on le menace

d’une arrivée impromptue de Golda Meir à Washington. Le WSAG est immédiatement réuni. Schlesinger affronte Kissinger. Pour le secrétaire à la Défense, il faut distinguer entre la défense de la survie d’Israël à l’intérieur des lignes du 4 juin 1967 et la préservation de ses conquêtes territoriales au prix d’une grave détérioration des relations avec le monde arabe. Le secrétaire d’État, lui, voit le risque d’une grande victoire soviétique au Moyen-Orient.

Après en avoir conféré avec Nixon, Kissinger est en mesure d’annoncer le soir à Dinitz l’accélération des livraisons en cours et l’engagement de remplacer tout le matériel lourd perdu par les Israéliens, ce qui permet à ces derniers de puiser immédiatement dans leurs réserves. Schlesinger et Kissinger sont alors d’accord pour agir avec le maximum de discrétion afin de ne pas provoquer les pays arabes.

Le fait que le pont aérien soviétique a commencé le même jour à destination de la Syrie ne semble pas avoir affecté la décision américaine, qui a été prise avant que cette information soit disponible. En revanche, dès le 7 octobre, Dayan a fait mettre les missiles israéliens Jericho, capables de porter des armes nucléaires, en attente, et la CIA s’en est rendu compte. Il est difficile de savoir quelles étaient les intentions réelles des Israéliens puisqu’ils étaient censés ne pas disposer d’un tel armement. Préparation d’un dernier recours en cas de catastrophe ou chantage implicite à destination des Américains ?

Les sources américaines disponibles contestent la moindre influence du facteur nucléaire israélien sur la prise de décision. D’ailleurs, l’Égypte et la Syrie n’ont pas tenu compte de la dissuasion nucléaire parce qu’elles savaient que leurs forces ne pourraient pas remettre en cause l’existence d’Israël, que leurs objectifs politiques étaient limités et que les grandes puissances ne toléreraient pas l’usage d’un tel armement. Mais il semble aussi que les deux belligérants arabes n’aient pas soupçonné la crise de matériel israélien moins d’une semaine après le début des combats.

L’offensive israélienne contre la Syrie

L'armée syrienne a été ramenée à la ligne pourpre avec de lourdes pertes, mais elle ne s'est pas effondrée comme en 1967. Moshe Dayan et le chef d'état-major David Eleazar s'opposent sur la suite des opérations. La Syrie est en train de réorganiser ses forces et reçoit l'aide des autres États arabes, en particulier de l'Irak qui a dépêché plusieurs brigades. Dayan n'est pas partisan d'une nouvelle progression qui pourrait déplaire aux États-Unis et provoquer une intervention soviétique. Eleazar estime qu'il faut briser durablement la machine de guerre syrienne, envoyer par là un message clair au roi Hussein et obtenir de nouveaux gages territoriaux qui pourraient compenser d'éventuelles pertes dans le Sinaï. Golda Meir arbitre en faveur du chef d'état-major. Le but est aussi, comme d'habitude, de punir sévèrement les Syriens dans la lignée de la destruction de leurs infrastructures économiques. D'ailleurs, le 12, un navire soviétique est coulé lors du bombardement du port de Tartous. Certains membres du Politburo demandent des représailles contre Israël, mais Brejnev et Kossyguine s'en tiennent à des protestations véhémentes. Il s'ensuivra à l'ONU des échanges venimeux, le délégué soviétique mettant les méthodes de guerre israéliennes sur le même plan que celles des nazis, et l'Israélien comparant son collègue au docteur Goebbels. Brejnev demande aussi à ses militaires d'assurer la sécurité des Soviétiques en Syrie. Les intéressés s'exécutent en déployant des unités de DCA sous contrôle exclusivement soviétique en territoire syrien.

Le choix est fait de marcher sur Damas. Deux divisions sont engagées, l'une au nord, l'autre au sud. Elles doivent s'épauler. L'objectif est de s'arrêter à 20 kilomètres de la capitale syrienne pour la maintenir à portée de l'artillerie israélienne. Si les Israéliens disposent de la supériorité aérienne, ils ont devant eux une ligne de défense en profondeur organisée depuis longtemps.

L'attaque est lancée le 11 octobre. Les combats sont intenses et la progression est difficile, mais réelle. Le 12, les blindés irakiens sont engagés pour la première fois, d'où une bataille de chars à forces à peu près égales. Dans la nuit du 12 au 13, on a même un combat à courte portée. Les Irakiens subissent des pertes importantes et se replient sur des positions défensives, mais c'est la fin de la progression israélienne.

À partir du 14, on passe à une guerre de positions. Ce sont les Arabes qui tentent maintenant de déloger leurs ennemis de ses positions avancées. L'offensive israélienne a conduit à l'intervention des autres forces arabes (les Irakiens et les Marocains étaient déjà engagés dans les combats). Dès le 9, le roi Faysal a demandé à la Jordanie de laisser passer les troupes saoudiennes à destination de la Syrie767. Le roi Hussein a d'abord refusé. Le 10, Sadate et Assad prient instamment le roi d'envoyer ses propres troupes se battre en Syrie. Hussein tente de gagner du temps en concentrant ses forces à la frontière syrienne à proximité du Golan, mais la progression israélienne créée une situation intenable. Le 12, le monarque jordanien fait donc communiquer aux Israéliens, par le biais des Américains et des Britanniques, qu'il s'en tiendra au dispositif actuel et qu'il n'a pas l'intention de faire la guerre sur le Jourdain. Le 13, les Israéliens répondent qu'ils acceptent, mais que les Jordaniens ne doivent pas entrer en Syrie.

Le roi est politiquement contraint de le faire. Il explique aux Anglo-Saxons que son régime est indispensable à la stabilité de la région et que l'effondrement de celui d'Assad entraînerait l'arrivée au pouvoir à Damas d'une coalition radicale de communistes et de baathistes pro-irakiens. Bref, c'est l'intérêt de tout le monde, y compris des Israéliens, que les forces jordaniennes participent au combat…

Le 15 octobre, le roi Hussein informe directement Golda Meir que les Jordaniens entrent dans la bataille. Les Israéliens répondent que cette participation doit être limitée à une brigade.

À partir du 15, Irakiens, Jordaniens et Saoudiens lancent leur contre-offensive. La coordination est très médiocre avec les Syriens et entre eux. On se bat tous les jours. La dernière bataille de blindés a lieu le 19 octobre. Le 20, les Israéliens lancent une opération de commandos pour reprendre la station d'écoute du Hermon. Ils sont repoussés. Le lendemain, ils reviennent avec des moyens supérieurs. Les combats durent jusqu'au 22. Les Israéliens comptent 51 morts et 250 blessés, les Syriens 125 morts et autant de blessés. Pendant ce temps, les Syriens accumulent des forces pour la grande contre-offensive prévue pour le 25 octobre. L'arrivée des renforts arabes leur a permis de tenir bon et de réorganiser leurs forces.

Les troupes israéliennes sont à bout de souffle et le rapport des forces est en train de leur devenir contraire.

Pendant les premiers jours de l'offensive israélienne sur le front syrien, il semble que le front du Sinaï soit entré dans une phase de guerre d'usure. Les Égyptiens travaillent à consolider leurs positions et à intégrer les renforts arabes. De même, les Israéliens réorganisent leur dispositif au fur et à mesure de l'arrivée des renforts. Ils mettent au point de nouvelles tactiques pour contrer le rôle de l'infanterie égyptienne dans les combats de chars. Les forces en présence semblent de force égale.

L'impasse militaire se transforme en querelle de généraux. Du côté israélien, Sharon refuse de se plier aux instructions du commandant du front sud, le général Gonen, et lance des attaques sur les positions égyptiennes. Gonen demande que Sharon soit relevé de son commandement, mais Dayan lui maintient sa protection. Dès le 9 octobre, les généraux travaillent à un nouveau plan offensif comprenant une traversée du canal. Le 11 octobre, le secteur du Déversoir à la jonction de la IIe et de la IIIe armée égyptienne est choisi pour une telle opération. Le problème essentiel est que tant que la réserve blindée égyptienne stationne sur la rive africaine, la traversée demeure impossible.

Du côté égyptien[768], les demandes syriennes et soviétiques de lancer une nouvelle offensive afin de diminuer la pression sur le front syrien se multiplient. Sadate donne l'ordre au général Ismaïl de préparer une opération ayant pour objectif la ligne des cols. Chazly, en tant que chef d'état-major, y est farouchement opposé ; ce serait avancer à découvert sans protection de la DCA et déplacer la réserve blindée sur l'autre rive du canal. Il a pour lui les commandants sur le terrain, mais il est obligé de s'incliner devant ce qui est considéré comme une décision politique. Le 12 octobre, une partie de la réserve blindée passe sur l'autre rive du canal. L'état-major n'a pas le temps d'élaborer un plan minutieux, contrairement aux opérations précédentes. L'idée principale est une poussée générale d'une trentaine de kilomètres destinée à repousser les Israéliens à l'intérieur du Sinaï.

Le 14 octobre commence la plus grande bataille de chars depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Deux mille blindés dont 1 200 chars sont engagés sur un front de 140 kilomètres.

Dans plusieurs secteurs, les Égyptiens réussissent une avancée d'une quinzaine de kilomètres, mais ils agissent de façon éparpillée comme leurs adversaires au début de la guerre. Les Israéliens bénéficient cette fois de la position défensive et de l'appui de l'aviation. L'infanterie mécanisée a protégé efficacement les blindés. À 15 heures, l'offensive égyptienne est brisée et en fin de journée le commandement ordonne le retour sur les positions de départ. Les Égyptiens ont perdu 250 chars (soit l'équivalent de toutes leurs pertes depuis le début du conflit) contre une quarantaine du côté israélien.

Le pont aérien et l'embargo pétrolier769

Les Égyptiens continuent de transmettre des messages aux Américains, officiellement pour leur demander de presser les Israéliens de ne pas bombarder des objectifs civils en Égypte comme ils le font en Syrie. Kissinger, qui y voit à juste titre une invitation à jouer un rôle essentiel dans la négociation à venir, accepte de transmettre le message tout en faisant savoir qu'il serait inadmissible pour les États-Unis de voir des unités soviétiques participer sous n'importe quelle forme aux combats (les messages égyptiens peuvent aussi être compris comme une menace d'avoir recours aux Soviétiques). En ce qui concerne l'hypothèse de bombardements aériens israéliens contre les agglomérations civiles, l'Égypte dispose de moyens de dissuasion constitués par des missiles Scud, mais ils sont sous contrôle soviétique et Moscou a refusé à Sadate de fixer seul leurs conditions d'utilisation. Verbalement, Sadate fait allusion aux missiles égyptiens construits sous Nasser, mais c'est du bluff puisque aucun n'est véritablement opérationnel à longue portée.

Le 10 octobre, les Soviétiques font savoir qu'ils sont prêts à accepter un cessez-le-feu sur place. Pour ne pas donner l'impression de vouloir forcer leurs alliés arabes, ils s'abstiendront durant le vote. En clair, ils se positionnent à mi-chemin des uns et des autres puisqu'il ne sera pas alors question des droits des Palestiniens. C'est la pire des perspectives pour la stratégie de Kissinger, qui multiplie les manœuvres dilatoires. Il pousse les Israéliens à intensifier les combats, ce qui est l'une des raisons de l'offensive contre la Syrie.

Il n’en reste pas moins que les avions d’El Al sont insuffisants pour transporter le matériel américain à destination d’Israël. Toujours désireux de maintenir un profil bas, on tente de louer des avions charters, mais les compagnies aériennes refusent de s’impliquer dans une zone de guerre. Seuls les premiers avions de combat peuvent être fournis. Les groupes de pression pro-israéliens accusent, à tort, Kissinger de freiner les transports et mobilisent leurs alliés au Congrès alors que l’on est en pleine crise du Watergate. Le Département d’État et le Département de la Défense s’accusent mutuellement de retarder l’opération. Pour les diplomates, les militaires ont suffisamment de moyens de pression pour forcer les compagnies aériennes à céder. Pour les hommes de Schlesinger, les Israéliens ont assez de réserves pour tenir jusqu’à la fin du conflit et il est donc inutile d’aggraver la tension avec le monde arabe. Ils sont déjà inquiets de voir que la presse a mentionné les vols d’El Al. De surcroît, puiser dans les stocks de l’armée se ferait au détriment des moyens opérationnels des forces américaines.

Le 12 octobre, la pression israélienne augmente alors qu’il devient clair que le pont aérien soviétique s’intensifie, surtout à destination de la Syrie qui en a le besoin le plus urgent. À Moscou, le chef du KGB, Andropov, justifie cette ligne par des informations venues de ses services sur des livraisons secrètes d’armements à Israël de la part des Américains. Il évoque même l’envoi de militaires américains. Ce sont des volontaires, pour leur grande majorité juifs, qui ont rejoint Israël pour participer aux combats ou exercer des actions civiles.

Pour Moscou, il est vital de préserver le régime de Hafiz al-Assad, quitte à laisser entendre qu’on enverra s’il le faut des unités combattantes en Syrie. Les Soviétiques ne sont pas prêts à le faire, sauf, on l’a vu, dans le domaine de la DCA, mais c’est un moyen de pression implicite qui va aussi jouer un rôle dans l’arrêt de l’offensive israélienne sur le front syrien. La campagne de protestations « populaires spontanées » contre les atrocités israéliennes en Syrie et les victimes soviétiques va également dans ce sens. Elle peut être considérée comme un avertissement aux Israéliens de ne pas aller trop loin. Les Américains répondent qu’ils s’opposeront à toute participation de Soviétiques au combat, car ce serait aller vers une confrontation directe. L’incompréhension est au summum :

Moscou perçoit son action comme défensive, protectrice des avantages acquis ; Washington la perçoit comme offensive et contraire à la détente, mais en même temps Kissinger a bien l'intention de chasser les Soviétiques de la région.

Les responsables israéliens sont préoccupés par la réaction soviétique et de la faiblesse de l'aide américaine. Ils soupçonnent à tort Washington de laisser délibérément la position israélienne s'affaiblir. Dans l'état actuel de leurs réserves en matériel et munitions, il leur paraît difficile de lancer la grande offensive dans le Sinaï, d'autant plus que les conditions militaires ne sont pas réunies. Ils font savoir aux Américains qu'ils sont prêts à accepter le cessez-le-feu sur place, les gains en Syrie compensant les pertes dans le Sinaï.

Kissinger et l'administration Nixon ne veulent pas en entendre parler. Il n'est pas question de céder à ce qui est considéré comme des menaces soviétiques. En dehors des manœuvres dilatoires, on peut compter sur l'obstruction de l'Égypte toujours attachée à la clause sur les droits des Palestiniens. Schlesinger, cette fois convaincu, propose de fournir dix avions-cargos américains qui déposeraient le matériel à la base américaine des Açores où les Israéliens iraient le charger. Kissinger approuve. Comme Schlesinger se méfie de la politique personnelle du secrétaire d'État, il saisit directement Nixon, qui s'abstrait pour un moment de l'affaire du Watergate. Le président balaye les réticences de ses deux secrétaires. Après tout, les réactions des Arabes seront les mêmes, quelle que soit l'ampleur du ravitaillement. Il donne l'ordre de mobiliser tous les moyens disponibles et d'aller livrer directement le matériel américain en Israël afin de répondre fermement à ce qui est interprété comme un défi soviétique.

La formidable machine logistique américaine se met immédiatement en branle[770]. Il est indispensable de disposer de relais puisqu'il n'est pas possible pour les avions-cargos de faire l'aller-retour d'un seul trait (l'aller est faisable mais non le retour en raison des vents dominants). Les alliés européens de l'OTAN refusent l'utilisation de leurs bases aériennes, à l'exception du Portugal qui est autosuffisant en approvisionnement en pétrole grâce à sa colonie d'Angola. La dictature portugaise a besoin d'un soutien politique fort dans sa lutte contre les mouvements de libération

dans ses colonies. Kissinger fait ce qu'il faut de promesses et de menaces pour faire céder le gouvernement portugais pour l'utilisation de la base de Lajes aux Açores.

La guerre a introduit de nouveaux facteurs de tension entre les États-Unis et leurs alliés européens. La grande majorité d'entre eux fait porter sur Israël la responsabilité de l'impasse politique au Moyen-Orient. Ils craignent à la fois une progression soviétique dans la région et une collusion américano-soviétique régissant les affaires mondiales. Enfin, l'Europe dans son ensemble est beaucoup plus dépendante que les États-Unis du pétrole arabe.

Une fois la décision prise, Kissinger informe les Soviétiques qu'il s'agit d'une sorte de compensation à leur propre pont aérien. À Hafiz Ismaïl, il déclare que le pont aérien américain s'arrêtera dès le cessez-le-feu et que les États-Unis travailleront à un règlement de paix acceptable pour l'Égypte. Téhéran est informé que le renforcement d'Israël a pour but de prévenir les progrès soviétiques au Moyen-Orient, et le roi Faysal que la politique américaine n'est ni pro-israélienne ni pro-arabe mais pro-paix. L'Égypte répond qu'il s'agit d'actes hostiles et qu'elle ne peut se satisfaire des promesses vagues des États-Unis d'agir activement après les hostilités en faveur d'une paix juste et durable.

Des changements d'équipage sont indispensables puisque la distance est de 6 450 miles marins, soit environ une trentaine d'heures de transport avec l'escale obligatoire à Lajes. Il faut envoyer des avions ravitailleurs de pétrole aux Açores, car le stock local sera insuffisant. La route aérienne américaine coupe la voie soviétique à destination de l'Égypte, mais les avions volent à des altitudes différentes. Le premier avion-cargo atterrit en Israël le jour fatidique du 14 octobre. La priorité est donnée aux munitions et aux missiles antichars. Peu de matériel lourd, comme des blindés, est envoyé, mais on laisse entendre qu'ils sont plus nombreux.

En dépit du revers militaire du 14 octobre, Sadate pense que sa situation militaire est encore bonne et qu'il est maintenant temps d'aborder la question politique. Le 15, il fait transmettre à Kissinger une invitation à se rendre en Égypte, en marquant où se trouve le point de non-retour de la politique de son pays :

> L’Égypte sera heureuse d’accueillir le Dr Kissinger pour le remercier de ses efforts. La partie égyptienne est prête à mettre en discussion tout sujet, proposition ou projet, dans le cadre de deux principes – que le Dr Kissinger, croit-on, ne rejette pas et que personne ne rejette –, à savoir que l’Égypte ne peut faire aucune concession territoriale ni aucune concession en matière de souveraineté[771].

La réponse américaine le lendemain marque que les États-Unis feront tous les efforts possibles pour contribuer à l’instauration d’un règlement juste et définitif, une fois le cessez-le-feu entré en vigueur. Kissinger sera alors heureux d’envisager cette invitation de la façon la plus sérieuse et la plus sympathique dans le cadre d’un effort soutenu pour ramener une paix durable au Moyen-Orient.

Sadate prononce un discours « historique » le 16 devant l’Assemblée nationale égyptienne. En tenue de commandant en chef de l’armée égyptienne, il s’adresse aux députés qui l’ovationnent pour faire d’abord un historique des événements. Puis il appelle à une paix juste, manifestement sous auspices américains :

> j’adresse d’ici au président Nixon un message verbal et public, un message qui n’est dicté ni par la peur, ni par la faiblesse. Je voudrais lui dire très clairement que les motivations de notre guerre sont connues. Si vous désirez savoir comment nous réaliserons la paix, je déclare que nous sommes prêts à accepter un cessez-le-feu sur la base du retrait immédiat des forces israéliennes de tous les territoires occupés depuis juin 1967. Nous sommes prêts à mettre en application toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de l’Assemblée générale des Nations unies. Je suis prêt à assister à une conférence internationale de paix dans le cadre de l’ONU et j’essaierai de convaincre mes frères, les dirigeants arabes et les dirigeants du peuple palestinien, d’accepter une telle conférence afin d’établir une paix équitable dans cette région. Nous sommes prêts dès maintenant à entreprendre les travaux de déblaiement du canal de Suez. En fait, j’ai donné l’ordre à l’organisation du canal de Suez de se préparer à cette tâche, dès le lendemain de la libération de la voie orientale de la voie d’eau. Ces préparatifs ont déjà commencé.

Si parfois le ton peut être assez dur – ainsi : le « sionisme et sa politique d’expansion » n’est que « le pâle reflet du nazisme et du fascisme » –,

l’ouverture politique est grande. Outre l’appel aux États-Unis, le terme de paix est souligné. Il est fait mention du rétablissement des droits légitimes du peuple palestinien comme but de guerre, mais il n’est plus demandé que cette clause soit intégrée à la résolution à venir sur le cessez-le-feu.

L’accueil populaire que reçoit Sadate lui donne à ce moment-là une stature proche de celle de Nasser, mais d’un Nasser victorieux. Outre les succès militaires qui annoncent l’apparition d’un « nouvel homme arabe », il sait que l’Arabie saoudite, poussée à bout, est sur le point d’avoir recours à l’arme du pétrole.

L’envoi de renforts aux pays de la ligne de front a déjà marqué l’ampleur de la solidarité arabe. Depuis plusieurs jours, la presse arabe appelle à l’utilisation de l’arme du pétrole et accuse les États-Unis de collusion avec Israël. La dévaluation du dollar et l’inflation mondiale, de l’ordre de 7 à 8 %, ont fait perdre aux pays pétroliers une partie de leurs gains précédents. Le 8 octobre, dans une réunion à Vienne avec les représentants des grandes compagnies pétrolières, les ministres du Pétrole des pays du Golfe (Iran compris) avaient demandé un doublement du prix du baril de 3 à 6 dollars. L’Arabie saoudite est prête à transiger à 5 dollars, niveau où les producteurs méditerranéens (Algérie et Libye) se situent depuis le mois de septembre selon la logique de la différence des coûts de transport par rapport aux pays du Golfe, mais les compagnies n’acceptent qu’une hausse de 25 %. La réunion est levée le 12 sans qu’aucune décision soit prise. Les pays producteurs décident de se réunir le 16 à Koweït. Le marché pétrolier commence à être perturbé du fait des bombardements israéliens sur la Syrie. La destruction de l’infrastructure pétrolière du pays se répercute sur les capacités de transport du pétrole irakien et saoudien vers la Méditerranée. Un million de barils/jour disparaissent ainsi du marché772.

Cela fait des mois que le roi Faysal menace de plus en plus ouvertement d’utiliser l’arme du pétrole. Le 6 octobre, il a adressé à Nixon un message lui demandant d’exercer une pression sur Israël pour obtenir l’évacuation des territoires occupés. Le 12, il a haussé le ton, l’avertissant que l’Arabie saoudite serait contrainte d’agir si les États-Unis continuaient d’apporter leur aide à Israël. Il use ainsi de la rhétorique habituelle de l’Arabie saoudite : son pays agit moins qu’il n’est forcé d’agir en raison des

pressions extérieures. Le 15, il envoie son ministre des Affaires étrangères à Washington adjurer une dernière fois les Américains de ne pas trop s'engager au profit des Israéliens. Nixon et Kissinger retardent délibérément l'audience demandée par le ministre. Il ne sera reçu que le 17.

Dans la nuit du 16 au 17, les pays producteurs de pétrole de l'OPEP réunis au Koweït décident d'une hausse unilatérale du baril d'*Arabian Light* de 3,02 à 5,12 dollars. Alors que les ministres non arabes s'en vont, se tient la réunion de l'Organisation des pays arabes producteurs de pétrole (OPAEP). Les Irakiens multiplient les déclarations extrémistes, mais sont isolés et se retirent de la réunion. La décision est prise d'une réduction immédiate de 5 % de la production suivie d'une réduction mensuelle de 5 % « jusqu'à ce que les territoires occupés par Israël en 1967 soient libérés et le peuple palestinien rétabli dans ses droits » (17 octobre 1973).

Le même jour, Nixon reçoit une délégation des ministres des Affaires étrangères d'Algérie, du Koweït, du Maroc et d'Arabie saoudite venus pour l'Assemblée générale de l'ONU. Il promet une initiative diplomatique américaine forte dans le sens de l'application de la résolution 242 pour le lendemain des hostilités et qui serait directement prise en charge par Kissinger. Le 18, Faysal durcit le ton en faisant passer la réduction immédiate de 5 à 10 %. Or, le 19, pour des raisons d'ordre juridique et aussi pour gagner un certain soutien au Congrès, l'administration Nixon transmet une décision budgétaire modificative *(special appropriation request)* de 2,2 milliards de dollars pour couvrir les coûts de l'aide à Israël.

Elle est ressentie partout dans le monde comme une ultime provocation. Faysal la prend comme une injure personnelle. Le 20 au matin (heure locale), l'Arabie saoudite annonce un embargo total à destination des États-Unis. Les autres pays arabes producteurs suivent et on y ajoute les Pays-Bas, qui ont toujours mené une politique très pro-israélienne (22 octobre). C'est aussi le grand marché pétrolier de Rotterdam qui est visé.

En tant que tel, l'embargo est une mesure symbolique puisque les grandes compagnies ont toute latitude pour jouer entre leurs différentes

sources d’approvisionnement et fournir leurs clients. En revanche, les réductions jouent un rôle fondamental en introduisant une forte perturbation sur le marché mondial et des pénuries locales, en particulier aux États-Unis. Ce que personne ne peut alors prévoir, c’est qu’il est en train de se créer un écart entre le prix affiché de 5,12 dollars et le prix du marché libre qui, lui, part à la hausse, d’autant plus que certains pays producteurs haussent unilatéralement leurs prix affichés à plus de 7 dollars (Venezuela, Irak).

Mais si les décisions saoudiennes ont un impact mondial, l’actualité sur le terrain, la seconde bataille du canal, prend une dimension presque apocalyptique.

La seconde bataille du canal

Après la bataille du 14 octobre dans le Sinaï, les Israéliens se trouvent en position favorable. Le pont aérien américain a commencé, la réserve blindée égyptienne a été considérablement entamée et les Américains les garantissent contre une intervention militaire soviétique. L’imminence d’un cessez-le-feu précipite le mouvement. Le 15 octobre au soir, la division Sharon a pour objectif de prendre le contrôle du secteur à la jonction de la IIe et de la IIIe armée égyptienne par une attaque nocturne.

Sharon agit avec audace, mais selon le principe fondamental de la concentration des forces. Les combats sont intenses et confus, mais, durant la nuit, son avant-garde peut traverser le canal. Au matin, une première tête de pont est établie, cependant la voie d’accès dans le Sinaï reste étroite et soumise aux tirs égyptiens. La division Adan est envoyée prendre le contrôle du secteur dit de la « Ferme chinoise » (en fait une ancienne exploitation agricole en coopération avec les Japonais). Les combats se concentrent sur ce secteur pendant deux jours. Les Égyptiens ont près de 200 chars détruits et 2 900 hommes mis hors de combat et les Israéliens, 96 chars détruits et 950 hommes hors de combat. Ils ont réussi à élargir le couloir d’accès au nord (la Ferme chinoise) et au sud (le long du grand lac Amer).

À partir du 17 au soir, Sharon a la liberté d'élargir sa tête de pont. Un pont est établi et les premiers blindés passent sur la rive africaine. À l'aube du 18 octobre, 9 000 hommes et 200 chars sont passés.

Le système hiérarchique égyptien ne permet pas une bonne circulation de l'information. L'affaire du 16 a été traitée au niveau local sans que l'échelon supérieur soit saisi et c'est par un discours de Golda Meir destiné à remonter le moral de son peuple que Sadate apprend la traversée israélienne. Chazli comprend la gravité de la situation et propose de ramener immédiatement les blindés stationnés sur la rive asiatique pour pouvoir détruire la tête de pont, ce qui lui assurerait une supériorité de deux contre un. Le général Ismaïl refuse absolument cette perspective et s'en tient rigoureusement aux instructions politiques de Sadate : pas un char, pas un blindé ne doit retraverser le canal, d'où le choix de la bataille de la Ferme chinoise qui, pour Chazli, est un gâchis total. L'aviation égyptienne intervient massivement au-dessus du secteur contesté au prix de lourdes pertes. Les missiles sol-air sont éloignés après que trois batteries ont été détruites par un raid de blindés israéliens. L'artillerie pilonne aussi le champ de bataille, mais n'arrive pas à empêcher l'élargissement du corridor tout en causant des dégâts considérables du côté israélien.

Boumediene s'est rendu à Moscou le 14 de façon inattendue. La discussion entre les deux délégations a duré toute la nuit. L'Algérie a affirmé son soutien total aux combattants arabes, matériellement, financièrement et politiquement. Le président algérien insiste avec acharnement sur la nécessité de continuer la guerre jusqu'à ce qu'Israël cède sur le retrait des territoires occupés et la restauration des droits des Palestiniens. Brejnev y décèle une exigence arabe de voir l'Union soviétique s'impliquer totalement dans le conflit. Il est temps de passer à la solution politique avant que la situation devienne hors de contrôle. Après une longue réunion du Politburo, il est décidé d'envoyer d'urgence Kossyguine au Caire pour faire fléchir la position égyptienne, surtout après le revers du 14.

Brejnev envoie un message à Nixon explicitant la position soviétique : depuis longtemps, la direction soviétique prévient les Américains du danger de la situation au Moyen-Orient. Celle-ci confirme ce jugement. Il

faut passer au stade d'un règlement politique et il n'y aura de paix qu'avec un retrait israélien des territoires occupés. Des garanties internationales pourront assurer la sécurité de tous. La résolution du Conseil de sécurité sur le cessez-le-feu devra comprendre ces éléments. L'Union soviétique ne permettra pas la destruction de ce qu'elle a bâti à grands frais dans cette région. Moscou a toujours comme perspective un règlement politique assurant les positions acquises des deux grandes puissances. À Washington, on n'y voit que la reprise habituelle de la rhétorique soviétique et on ne répondra que le 19, de façon formelle, sans prendre d'engagements.

Kossyguine arrive au Caire le 16 au soir après le discours de Sadate qui n'a pas même pas remercié l'Union soviétique pour son aide matérielle. Les discussions commencent le jour même et durent jusqu'au surlendemain. Le Soviétique insiste de façon répétée sur la nécessité d'un cessez-le-feu sur place, ce qui est considéré comme insuffisant par Sadate parce que cela implique la continuation de l'occupation israélienne. À partir du 17, Kossyguine marque que la situation militaire est en train de se renverser au profit d'Israël. C'est un dialogue de sourds, Sadate ne comprenant visiblement pas ce qui est en train de se passer sur le terrain et les Soviétiques refusant de lui communiquer les photos de leurs satellites militaires d'observation. La seule décision que peut prendre Moscou est de relier la question du cessez-le-feu à celle du règlement politique dans les discussions avec les Américains. Au lieu de la demande d'un retrait israélien sur les lignes du 5 juin 1967, on se contentera d'une référence à une application « rapide » de la résolution 242[773].

Le 18 octobre, Adan et Sharon ont pour mission d'élargir la tête de pont et d'entamer une manœuvre d'encerclement. Toute la réserve opérationnelle est maintenant engagée dans la traversée tandis que les Égyptiens opposent une résistance acharnée. Le 19, Adan réussit la percée vers le sud et entame le contournement du grand lac Amer alors que Sharon échoue au nord dans sa marche vers Ismaïlia en dépit de violents combats au corps à corps. La DCA égyptienne est de plus en plus touchée par les raids israéliens, ce qui donne plus d'espace de manœuvre à l'aviation israélienne. Sharon reçoit l'ordre de repasser de l'autre côté du canal afin d'élargir encore le corridor, mais il refuse d'obéir, voulant

prendre Ismaïlia à tout prix. Il n’accepte d’envoyer sur la rive asiatique qu’une petite fraction de ses forces. L’attaque israélienne du 21 est un coûteux échec. Gonen veut relever Sharon de son commandement mais Dayan s’y oppose.

La manœuvre est maintenant claire : l’armée israélienne projette un encerclement des IIe et IIIe armées égyptiennes. Comme Sharon a échoué au nord, l’objectif se concentre sur la IIIe armée que l’on coupera du reste des forces égyptiennes en marchant sur Suez. Les 20 et 21 octobre, la manœuvre israélienne prend de l’ampleur malgré la résistance des forces égyptiennes.

Chazli a compris le danger et implore que l’on ramène les blindés sur la rive africaine. Il obtient un conseil de guerre le 19 au soir en présence de Sadate. On refuse de l’entendre et le président décide de le relever de son commandement et de le remplacer par Gamassi. Deux logiques antagonistes se sont opposées. Chazli a défendu une approche militaire rationnelle alors que Sadate a à l’esprit la nécessité de se maintenir dans le Sinaï pour pouvoir avoir une position assurée lors de la prochaine ouverture des négociations.

Kissinger à Moscou

Le 19 octobre, Nixon ordonne au procureur spécial chargé de l’affaire du Watergate, Archibald Cox, d’arrêter les poursuites. Cox refuse et Nixon le démet de ses fonctions. Il s’ensuit une cascade de démissions le 20. C’est le « massacre du samedi soir » *(Saturday Night Massacre)* qui paralyse encore plus le président américain. Le 22, la Chambre des représentants entame la procédure de renvoi (*impeachment*) de Nixon. Il n’est pas question pour le moment d’une démission du président, d’autant plus qu’il n’y a plus de vice-président depuis la démission d’Agnew. Il faudra attendre le 6 décembre pour que son successeur désigné, Gerald Ford, soit investi. Sinon ce serait un démocrate, président de la Chambre des représentants, qui deviendrait président, ce qui serait considéré comme une remise en cause de l’élection de 1972.

Toujours le 19, Kossyguine est rentré à Moscou. Les informations des satellites d'observation indiquent les progrès de l'armée israélienne. Il n'est plus temps de tergiverser mais d'agir, sans même consulter la Syrie. Un cessez-le-feu est indispensable pour éviter une défaite catastrophique de l'Égypte. La décision est prise d'inviter Kissinger à Moscou, ce qui marquera à la fois la place de l'Union soviétique au Moyen-Orient et perpétuera le climat de détente. Le secrétaire d'État donne immédiatement son accord et annonce son arrivée pour le lendemain. Il y voit le moyen de retarder pour encore trois jours le vote d'une résolution, ce qui permettra d'augmenter la pression militaire sur les Arabes, tout en limitant la marge d'action des Soviétiques.

Kissinger arrive à Moscou le 20 en fin de journée (heure locale). Il veut renvoyer la négociation au lendemain, mais les Soviétiques insistent. On commence par des conversations informelles qui tournent sur la question de savoir si le sujet de la visite est la rédaction d'un simple cessez-le-feu (thèse de Kissinger) ou l'élaboration d'un règlement politique. Le secrétaire d'État marque qu'il n'a pas la compétence sur ce deuxième point, mais les Soviétiques lui répondent que Nixon vient d'adresser à Brejnev un message indiquant qu'il a donné les pleins pouvoirs à Kissinger. Le Soviétique menace régulièrement d'en référer au président américain, mais ce dernier est pratiquement aux abonnés absents en raison de la crise du Watergate. Néanmoins, Kissinger se plaint devant son entourage que Nixon ait limité sa marge d'action en lui faisant perdre le prétexte de devoir se référer à Washington.

Le 21, la vraie négociation peut commencer. La dégradation de la situation militaire contraint Sadate à faire savoir aux Soviétiques qu'il a besoin d'urgence d'un cessez-le-feu sur place. Il informe Assad qu'en raison du pont aérien, ce n'est plus contre Israël mais contre les États-Unis que les Égyptiens se battent et que dès lors la victoire est impossible.

Les Israéliens ne communiquent aux Américains aucune information militaire. Un nouveau message de Nixon à Kissinger brouille la situation. Le président lui donne comme instruction d'arriver à un règlement de paix avec les Soviétiques, ce qui impliquerait d'avoir recours à des pressions sur Israël. Kissinger, qui considère que c'est impensable et que la priorité est de détacher l'Égypte de l'Union soviétique et non d'arriver à une paix,

décide de ne pas tenir compte de son supérieur avec qui, de toute façon, il ne peut plus communiquer. Il y voit une foucade à laquelle une discussion rationnelle aurait permis de mettre fin. Il s'inquiète par ailleurs de ce qui lui paraît être un renforcement du dispositif militaire soviétique en Méditerranée, alors que Moscou n'y voit que des mesures équivalentes à ce que font les Américains dans la région.

Les Soviétiques proposent deux textes, une version maximaliste comprenant leur position bien connue sur le règlement de paix, et une version minimaliste comprenant seulement un cessez-le-feu et une référence à la 242. Pour le principe, les Américains rejettent les deux textes pour en proposer un troisième qui est en pratique de même nature que la version minimaliste soviétique avec une référence à des négociations sous « auspices appropriés ». Kissinger y voit les négociations directes entre Arabes et Israéliens, et les Soviétiques un patronage américano-soviétique actif, ce qui a toujours été le but de leur politique. Selon ce qu'ils expliqueront aux Égyptiens, les deux superpuissances n'ont pas été nommément citées pour ne pas provoquer l'opposition au Conseil de sécurité de la Chine populaire[774]. Un mémorandum secret spécifie bien que, durant tout le processus de négociation, l'Union soviétique et les États-Unis seront en liaison étroite, entre eux et avec les parties en présence[775], mais pour Kissinger il s'agit avant tout d'interdire toute « intrusion » d'une troisième partie, l'ONU ou les alliés européens des États-Unis soupçonnés d'une trop grande faiblesse envers les Arabes.

La partie soviétique accepte immédiatement le texte. Ni Kissinger ni Gromyko ne s'intéressent à la question de la supervision du cessez-le-feu et de savoir qui définira les violations. On n'évoque même pas le retour des observateurs de l'ONU. Les deux ministres des Affaires étrangères sont trop dans la haute politique pour s'occuper de détails aussi triviaux en dépit de l'expérience malheureuse d'août 1970.

On envoie des instructions identiques aux deux délégations au Conseil de sécurité. Le 21 octobre au soir (heure locale)[776], les membres permanents et non permanents écoutent la dictée américano-soviétique qui transforme le conseil en simple chambre d'enregistrement. La France et la Grande-Bretagne ont eu le privilège d'en avoir communication peu de

temps avant d'entrer en séance, mais ce n'est pas vraiment une consolation. Le représentant de l'Arabie saoudite s'indigne d'une nouvelle démonstration du jeu des grandes puissances imposant leur volonté aux peuples du Moyen-Orient comme en 1917 et 1948. Il fait le procès du sionisme et de l'influence juive dans le monde. Son collègue israélien le traite de « nazi ». Le Britannique approuve le texte en marquant que les « auspices appropriés » ne peuvent être que l'ONU. Le Français précise que le Conseil de sécurité constitue les dits auspices. Le délégué israélien reprend la parole pour faire une apologie du sionisme victime de l'agression arabe. Après quelques autres interventions, on passe au vote. On est maintenant le 22 octobre. La résolution 338 est adoptée à l'unanimité, la Chine s'abstenant.

Le Conseil de sécurité,

1. Demande à toutes les parties actuellement au combat de cesser le feu et de mettre fin immédiatement à toutes activités militaires douze heures au plus tard après l'adoption de cette décision, et ceci sur les positions qu'elles occupent présentement ;

2. Demande aux parties intéressées de commencer immédiatement après le cessez-le-feu à appliquer la résolution 242 (1967) dans toutes ses dispositions ;

3. Décide que, immédiatement et concurremment avec le cessez-le-feu, des négociations s'engagent entre les parties intéressées sous les auspices appropriés et en vue d'établir une paix juste et durable dans le Proche-Orient.

Les diplomates présents à l'ONU ne peuvent que s'interroger sur le contenu d'un texte qui ne prévoit pour le cessez-le-feu aucune condition d'application et pour la négociation à venir aucune clarification de la résolution 242. Pour le représentant français, Louis de Guiringaud[777] :

Dans une telle incertitude, le sentiment général est que l'ouverture d'une véritable négociation est étroitement subordonnée à une volonté politique des deux supergrands d'en définir les conditions. Si cette volonté n'existe pas, ou si elle se heurte à des difficultés trop grandes, on risque fort, selon la plupart de nos interlocuteurs, d'assister à un

pourrissement de la situation actuelle dont rien n'interdit de penser qu'elle pourrait durer des mois ou même des années.

L'Égypte accepte très vite la résolution. Si la décision est naturellement le produit de la dégradation rapide de la situation militaire, Sadate la justifie, en particulier devant ses interlocuteurs soviétiques, par l'ampleur du pont aérien américain dont il grossit l'importance. Ce n'est plus contre Israël mais contre les États-Unis qu'il combat et il n'a pas les moyens de résister. Il interprète « auspices appropriés » comme une garantie américano-soviétique d'application de la résolution 242. Assad, de son côté, regimbe. Le cessez-le-feu est une demande égyptienne que l'on accepte immédiatement alors qu'il a été refusé à la Syrie quelques jours auparavant. Militairement, sa situation s'améliore. Grâce aux fournitures soviétiques et aux renforts arabes, une contre-offensive de grande envergure est préparée pour le 25 octobre. Elle doit non seulement réduire le saillant israélien, mais même entamer la reconquête du Golan. Assad invite Sadate à continuer la lutte, mais ne reçoit aucune réponse. Comprenant qu'il ne peut faire cavalier seul, il est contraint d'accepter la résolution 338. Le cessez-le-feu s'établira progressivement et sera effectif sur le front syrien dans la nuit du 23 au 24 octobre.

À Moscou, Kissinger s'est heurté à toute une série de problèmes techniques dus aux questions de chiffrage et de communications sûres qui font que les messages qu'il envoie à Washington et à Tel-Aviv prennent plusieurs heures de retard. De ce fait, le contenu de l'accord de Moscou est reçu en Israël non comme une consultation mais comme un ultimatum. Par ailleurs, le secrétaire d'État n'a sur la situation militaire que des informations contradictoires.

Golda Meir a fait savoir qu'elle souhaitait rencontrer Kissinger avant que ce dernier ne rentre à Washington. Il a immédiatement accepté et arrive à Tel-Aviv le 22, six heures avant l'heure fixée pour le cessez-le-feu. Il est reçu plutôt froidement. Il passe cinq heures à discuter avec les responsables israéliens sans recevoir de leur part une information précise de la situation sur le terrain. Une nouvelle fois se déroule la scène du dialogue implicite entre Américains et Israéliens, comme en 1967 et 1970. Pour le secrétaire d'État, les Israéliens ont obtenu l'essentiel de ce qu'ils demandaient : une négociation directe avec les Arabes en position de

force. Il lui semble évident que leur intérêt est de laisser basculer l'Égypte dans le camp américain. Mais du côté israélien, on veut une victoire indiscutable qui vengera les revers des premiers jours et rétablira la capacité de dissuasion de l'armée israélienne. Le gouvernement en a aussi besoin pour justifier devant son peuple les lourdes pertes de la guerre. Comme Kissinger ne semble pas insister sur la question du cessez-le-feu, on interprète ses propos comme une approbation d'un déploiement maximal de la force israélienne. Les Égyptiens ont immédiatement accepté le cessez-le-feu pour 17 heures heure égyptienne. Les Israéliens ergotent pour savoir à quelle heure cela correspond pour eux. Kissinger tranche en le fixant à 18 h 52 heure israélienne et laisse entendre qu'il fermera les yeux pour des violations mineures de l'accord.

Dès que la nouvelle de l'accord de Moscou a été connue, à l'aube du 22, instruction a été donnée aux généraux de faire tout leur possible pour achever l'encerclement de la IIIe armée égyptienne alors que les Égyptiens se lancent dans des contre-attaques désespérées. Il en résulte une situation confuse où les Israéliens dépassent un certain nombre de positions tenues par des troupes égyptiennes, palestiniennes et koweïtiennes qui constituent autant de poches derrières leurs lignes. À 18 h 52, heure fixée pour le cessez-le-feu, les Égyptiens lancent encore trois missiles Scud, opération autorisée par le commandement militaire soviétique sans en référer au gouvernement. De fait, les combats se poursuivent.

Il est clair que les Israéliens, n'ayant pas achevé l'encerclement, sont ceux qui ont intérêt à la poursuite des combats. D'ailleurs, ils ne s'en tiennent pas à des positions fixes mais continuent leur mouvement vers Suez tout en éliminant les poches de résistance. Il faut aussi consolider le front, car dès que tout mouvement sera arrêté, les Israéliens se retrouveront en situation de vulnérabilité.

L'alerte nucléaire

La crise majeure qui suit est d'abord due à l'absence complète de supervision du cessez-le-feu alors que l'Union soviétique ne veut pas une défaite arabe et que les États-Unis cherchent une victoire israélienne limitée. Au-delà, c'est la place de l'Égypte qui constitue l'enjeu et Sadate

en joue magistralement. Il a contraint l'Union soviétique à lui accorder une aide massive en utilisant le chantage implicite de passer dans le camp occidental. En même temps, il a fait clairement entendre aux Occidentaux que c'était bien son intention.

Au matin du 23, l'Égypte multiplie les appels à l'aide devant les violations du cessez-le-feu et appelle à une réunion immédiate du Conseil de sécurité. Kissinger, qui vient juste de rentrer à Washington, s'aperçoit qu'il est nécessaire d'envoyer des observateurs de l'ONU, mais Brejnev appelle à une action immédiate et hausse le ton dans ses communications au gouvernement américain. Comme pour l'instant l'objectif des deux superpuissances est le même, éviter l'encerclement de la IIIe armée, on peut arriver rapidement à un accord. Mais les Israéliens refusent tout retrait sur les lignes du 22 octobre 18 h 52 en avançant le prétexte que personne n'est capable de les déterminer.

Le débat s'ouvre au Conseil de sécurité en milieu d'après-midi heure locale. Il est marqué par des protestations véhémentes du représentant chinois qui s'en prend à l'attitude des superpuissances qui veulent régir les affaires du monde en traitant avec mépris les autres pays. On perd ainsi plusieurs heures, mais on reçoit la nouvelle importante que la Syrie accepte la résolution 338. On vote quand même en fin de journée la résolution 339 :

> Le Conseil de sécurité, se référant à sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973,
>
> 1. Confirme sa décision concernant la cessation immédiate de tous feux et de toute activité militaire, et demande instamment que les forces soient ramenées sur les positions qu'elles occupaient au moment où le cessez-le-feu a pris effet ;
>
> 2. Prie le secrétaire général de prendre des mesures pour envoyer immédiatement des observateurs de l'Organisation des Nations unies superviser l'application du cessez-le-feu entre les forces d'Israël et de la République arabe d'Égypte, en utilisant à cette fin le personnel de l'Organisation des Nations unies se trouvant actuellement au Proche-Orient et au premier chef le personnel se trouvant actuellement au Caire.

Ce texte montre que la résolution a été hâtivement rédigée car la 338 « demandait » un cessez-le-feu mais ne le « décidait » pas…

Pendant ce temps, les Israéliens contestent toute violation du cessez-le-feu, tout en refusant un retrait sur les lignes. Ils acceptent un arrêt des combats à condition de rester sur les positions qu'ils détiennent. En réalité, ils se sont lancés dans l'assaut de la ville de Suez où les Égyptiens se sont retranchés et rejettent la 339. Comme Kissinger a décidé de ne pas arrêter le pont aérien, il n'a aucun moyen de pression sur Israël autre que ses arguments, pour lui totalement rationnels.

Ainsi, il ne prend pas suffisamment en compte les appels au secours de Sadate demandant une intervention immédiate des États-Unis pour imposer le cessez-le-feu. L'Égyptien va jusqu'à demander l'usage de la force au nom d'une garantie que lui auraient donnée les deux superpuissances. Kissinger voit dans cette référence des assurances imprudentes des Soviétiques et non l'interprétation égyptienne des « auspices appropriés ». Dans ses réponses aux demandes égyptiennes, il met sur le même plan Israël et l'Égypte dans la question du non-respect du cessez-le-feu et affirme que les États-Unis n'ont pas les moyens de déterminer ce qui se passe réellement sur le terrain.

Sadate voit dans les communications américaines la démonstration que les États-Unis ne sont pas prêts à lui porter secours. Vu le caractère désespéré de la situation, l'armée israélienne pourrait bientôt être en moyen de menacer directement Le Caire. Il ne lui reste qu'à demander, à contrecœur, l'intervention soviétique. Il appelle les deux superpuissances à envoyer sur le terrain des observateurs ou des troupes pour faire respecter les deux résolutions du Conseil de sécurité. Dans les discussions informelles au Conseil de sécurité, les Soviétiques poussent à une résolution dans ce sens, mais les Américains s'y opposent fermement. Les non-alignés demandent la constitution d'une force internationale. La France et la Grande-Bretagne proposent de fournir des contingents à cette force. Leur perspective est de refuser un monopole américano-soviétique. La Chine partage le même point de vue, mais pour s'opposer à toute résolution. Les Américains menacent de toute façon d'avoir recours au veto. Kissinger en a informé les Israéliens : il n'y aura pas d'envoi

d'observateurs ou de troupes d'une grande puissance. Il leur demande d'agir avec prudence, mais eux comprennent toujours le contraire.

Dans la journée du 23 octobre, l'armée soviétique a mis en état d'alerte plusieurs divisions parachutistes, mais ce genre de mesure a déjà été pris à plusieurs reprises. Une fraction de la flotte soviétique s'est dirigée vers le littoral égyptien et le pont aérien a été arrêté ou pour le moins limité. Ces actions peuvent être comprises de façon contradictoire. Le nombre de troupes mises en état d'alerte est hors de proportion par rapport aux moyens soviétiques de projection des forces au Moyen-Orient. On peut être tout simplement face une mesure quasi automatique prise dans un contexte de forte tension internationale. Cela semble d'ailleurs être le cas et les Américains ont fait de même. Les navires envoyés près de la côte égyptienne peuvent avoir pour seule mission d'observer les événements sur le terrain. La suspension ou la limitation des livraisons d'armes par voie aérienne peuvent être comprises comme le signe que les opérations militaires doivent se terminer et que ce mode de transport, bien plus coûteux que la voie maritime, n'est plus utile. Mais une autre lecture est possible. Les avions peuvent être affectés au transport de troupes… Par ailleurs, plusieurs jours auparavant, les détecteurs américains placés dans le détroit des Dardanelles ont repéré la présence de matériels nucléaires sur des navires de guerre soviétiques se dirigeant vers la Méditerranée. Là-encore, ce n'est pas la première fois et, de toute façon, la principale fonction de la flotte soviétique de Méditerranée est d'être un élément de la dissuasion nucléaire. À Washington, on est prêt à imaginer le pire à un moment où le niveau de confiance accordé aux services de renseignements est au plus bas, à la suite de leur défaillance générale à prévoir la guerre au début du mois.

Sur le terrain, la résolution 339 n'est pas plus respectée que la précédente. L'armée israélienne s'est lancée dans l'assaut de la ville de Suez. Loin de s'effondrer, les dernières troupes égyptiennes opposent une résistance farouche. Les éléments israéliens les plus avancés se trouvent isolés et en voie d'encerclement. Il faudra une journée entière de combats, le 24 octobre, pour qu'ils puissent se retirer de la ville, au prix de 80 morts et 120 blessés.

À Moscou, l'évolution des événements est interprétée comme la démonstration de la mauvaise foi américaine. Contrairement à l'esprit de coopération du 21 octobre, Kissinger a certainement dû encourager les Israéliens à détruire l'armée égyptienne et ses réponses successives aux appels soviétiques de faire respecter le cessez-le-feu apparaissent comme des manœuvres dilatoires. Les Soviétiques, de leur côté, ont agi avec loyauté puisqu'ils ont obtenu d'Assad l'acceptation du cessez-le-feu et le renoncement à l'offensive du 25 octobre. Enfin, Sadate semble enfin se rendre compte à quel point il dépend des Soviétiques. On est décidé à hausser le ton, mais pour faire respecter le mémorandum américano-soviétique du 21 octobre.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre (en raison du décalage horaire, c'est encore le 24 à Washington et déjà le 25 à Moscou), Brejnev envoie à Nixon un message tellement urgent qu'il est transmis par téléphone. Il propose l'envoi de forces militaires soviétiques et américaines pour assurer non seulement l'exécution du cessez-le-feu, mais aussi l'imposition d'une paix globale[778] :

> Envoyons de toute urgence en Égypte, Union soviétique et États-Unis conjointement, les contingents militaires soviétiques et américaines pour assurer l'exécution de la décision du Conseil de sécurité des 22 et 23 octobre concernant la cessation des tirs et de toutes les activités militaires, ainsi que notre accord avec vous sur la garantie de mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité.
>
> Il est nécessaire d'adhérer sans délai. Je vous dis franchement que si vous estimiez impossible d'agir conjointement avec nous dans cette affaire, nous nous trouverions devant la nécessité urgente d'envisager l'éventualité de prendre unilatéralement les décisions nécessaires. Nous ne pouvons autoriser l'arbitraire de la part d'Israël.

Pour Kissinger, l'envoi de troupes soviétiques en Égypte sous couvert de l'ONU, même en coopération avec les États-Unis, est impensable. Cela ruinerait toute la politique américaine pour diminuer la présence soviétique au Moyen-Orient et apparaîtrait comme la volonté d'établir au Moyen-Orient un condominium américano-soviétique, ce qui serait intolérable pour les pays arabes « modérés » (les pays du Golfe et la

Jordanie). De surcroît, la Chine et même les alliés européens, en premier lieu la France, ont déjà marqué qu'un tel condominium serait inacceptable.

Le message de Brejnev est immédiatement interprété à Washington comme un ultimatum. On sait aujourd'hui que ce n'était pas l'intention de Moscou. Au Politburo, les 23 et 24, il n'a été envisagé que l'envoi d'un maximum de 250 observateurs soviétiques en stricte égalité avec les Américains. C'est seulement à la demande de Sadate que l'on a commencé à évoquer l'envoi unilatéral d'une mission de 50 observateurs. L'opinion générale est contre, mais en même temps l'indignation est forte contre la traîtrise américaine. La première partie du message a pour but non pas d'envoyer des troupes soviétiques en Égypte, mais d'exercer des pressions sur les Américains pour qu'ils en fassent de même sur les Israéliens afin que ceux-ci respectent enfin les résolutions du Conseil de sécurité. Le Politburo a néanmoins autorisé Brejnev à faire entendre qu'il pourrait y avoir une action unilatérale de la part des Soviétiques. Pour ne pas trop provoquer les Américains, on a utilisé le terme le plus neutre : « contingent », et non « troupe ». Par ailleurs, il n'a jamais été question d'utiliser des moyens de transport soviétiques. Les observateurs devraient utiliser des moyens aériens de pays neutres pour se rendre en Égypte.

La dernière phrase du message, considérée comme la plus menaçante par les Américains, a été ajoutée au dernier moment par Brejnev sans concertation avec les autres responsables soviétiques, toujours dans la logique d'exercer des pressions mais sans la moindre intention d'utilisation de la force. Il faut ajouter l'influence des luttes pour le pouvoir au sein de la direction soviétique. Brejnev n'est encore que le premier parmi ses pairs, il ne contrôle pas la totalité du pouvoir. Un échec au Moyen-Orient pourrait remettre en jeu sa position. Enfin, il est profondément en colère contre Kissinger, qui, pour lui, a violé les règles du jeu et lui a menti. On a comparé son attitude à celle de Kennedy lors de la crise des missiles cubains[779] : la déloyauté soviétique était un danger équivalent à l'envoi d'armement nucléaire à Cuba. Dans le cas précis, la déloyauté américaine a autant d'importance que l'encerclement de la IIIe armée égyptienne.

Le problème est que l'autre partie réagit en fonction de ses présupposés. La position de Nixon et de Kissinger a toujours été de voir dans la

politique soviétique au Moyen-Orient une volonté agressive d'expansion. Le secrétaire d'État reste dans la même perception qu'au moment de Septembre noir, une agression soviétique et non une réaction défensive. De plus, tout en vantant les mérites de la détente, il en a une vision plutôt « compétitive », c'est-à-dire travailler à éliminer les positions soviétiques au Moyen-Orient.

On est dans la situation de la double erreur de calcul *(miscalculation)*. De plus, alors que les Américains commencent à avoir une meilleure appréciation de la situation sur le terrain – on ne se bat plus que dans la ville de Suez puisque l'encerclement est achevé –, les Soviétiques n'en ont qu'une perception partielle en raison des délais de transmission et d'interprétation des observations aériennes, satellitaires et des interceptions des communications. Ce que leur ont dit les Américains dans la journée du 24 – les combats sont en train de s'achever – est interprété comme une grossière moquerie de leur part puisqu'on ne croit plus à Moscou que les deux superpuissances ont un but commun, éviter la destruction de la IIIe armée égyptienne. Sinon pourquoi Kissinger aurait-il autorisé la manœuvre israélienne ?

À Washington, Nixon est dans une totale incapacité d'agir. On décide de se passer de lui. Le WSAG se réunit avec pour principaux responsables Kissinger et Schlesinger. On envoie à Sadate, au nom de Nixon, un message le sommant de cesser de demander l'envoi d'un contingent soviétique. Si des troupes soviétiques apparaissaient, les États-Unis seraient contraints de leur résister sur le sol égyptien. De plus, Kissinger ne pourrait se rendre en Égypte à la date maintenant fixée du 7 novembre.

Le 24 à 11 h 41 heure locale, au bout d'une heure de discussion, la décision est prise de passer tout le dispositif militaire américain à Defense Condition III (DEFCON III)[780], ce qui signifie la mise en situation d'alerte comprenant la mobilisation de tout l'appareil de dissuasion nucléaire. Le Strategic Air Command vérifie la totalité du dispositif opérationnel de l'aviation stratégique, les sous-marins porteurs d'engins nucléaires prennent le large, le contrôle des missiles nucléaires est activé, les missions de routine sont annulées et tout le personnel militaire est rappelé dans les bases (DEFCON II signifie attaque imminente et DEFCON I état de guerre).

À 12 h 20, le 25, les services de renseignements rapportent que huit avions soviétiques de transport de troupes sont prêts à décoller de Roumanie à destination de l'Égypte tandis que l'armée est-allemande est mise en état d'alerte. Une division aéroportée est mise en état d'agir dans les quatre heures tandis qu'une partie de la flotte de l'Atlantique reçoit l'ordre de rallier la Méditerranée à pleine vitesse. Au WSAG, on prend au sérieux toutes les indications rassemblées les jours précédents sur les intentions soviétiques. On s'attend à un mouvement pour le début de la journée. Ceux qui considèrent que Brejnev ne fait que bluffer jugent que le recours à DEFCON III est indispensable. Personne ne prend au sérieux le contenu réel du message de Brejnev, l'offre d'une action conjointe.

Une fois l'ensemble du dispositif militaire activé, on envoie, à 5 h 40, une réponse à Brejnev, qui doit être maintenant au courant de la mise en alerte de l'armée américaine. Évidemment, on n'y fait pas allusion. On évoque une éventuelle participation minoritaire à une force de l'ONU non armée chargée de fournir des renseignements adéquats concernant le respect des conditions du cessez-le-feu. Une action unilatérale de la part de l'Union soviétique remettrait en cause tous les gains de la politique de la détente.

Kissinger a vu dans le passage à DEFCON III et, pour certains secteurs à DEFCON II, le moyen d'envoyer un signal fort à l'Union soviétique. Selon toute probabilité, il ne s'est pas rendu compte de l'ampleur du dispositif mobilisé et l'assimile à celui utilisé lors de la crise de septembre 1970 alors qu'on est à une échelle bien supérieure. D'ailleurs, certains chefs militaires américains ont par prudence freiné sur le terrain la mobilisation des forces.

Le théoricien des relations internationales à l'âge du nucléaire n'a pas vu la totale disproportion entre les moyens et l'enjeu. Selon la syntaxe des rapports entre puissances nucléaires, une mise en état d'alerte doit correspondre à une menace équivalente, comme c'était le cas pour Kennedy lors de la crise de 1962. Or l'enjeu est seulement l'éventuel envoi de militaires soviétiques dans un pays qui l'a demandé, d'ailleurs sans y croire. La dissymétrie entre le moyen et l'enjeu est telle que le recours à l'arme nucléaire est impensable pour arrêter une projection soviétique de forces au Moyen-Orient. Le risque est au contraire de laisser

les États-Unis désemparés au cas où les Soviétiques passeraient outre. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé quand on a cru savoir qu'un premier contingent soviétique allait décoller de Roumanie. Il a alors été question d'envoyer une division aéroportée au Moyen-Orient en dehors d'Israël, mais on n'a pas su où…

L'alerte nucléaire a ainsi été gérée par des gens qui, pour une bonne part, n'ont pas vraiment compris les conséquences techniques de leur choix et qui n'ont pas étudié les conséquences militaires et politiques en cas d'échec de la stratégie employée. De façon caractéristique Kissinger croyait que l'Union soviétique pourrait s'apercevoir immédiatement du passage à DEFCON III sans que la presse de son pays puisse en rendre compte.

Au matin du 25 octobre, le monde incrédule apprend que l'on est passé au stade de l'alerte nucléaire en raison du conflit au Moyen-Orient. Les alliés européens se plaignent d'avoir été tenus à l'écart de décisions aussi importantes et le font savoir. Kissinger, pour s'excuser, plaidera l'urgence tout en reconnaissant qu'une consultation n'aurait pas affecté les choix américains. Il s'ensuit toute une série de communiqués publics assez véhéments, les Européens accusant les États-Unis de ne pas les informer du contenu de leur politique moyen-orientale et les Américains insinuant que la lâcheté européenne s'explique par leur dépendance envers le pétrole arabe.

Les plus incrédules se trouvent probablement dans la direction soviétique qui ne voit pas en quoi elle aurait menacé les États-Unis. La seule explication rationnelle que l'on trouve à Moscou est qu'il s'agit en fait d'une manœuvre de politique intérieure destinée à donner une image de fermeté au président Nixon englué dans l'affaire du Watergate. Les « durs » suggèrent de ne pas paraître céder devant la menace en mobilisant à leur tour un certain nombre de forces. Les réalistes comme Kossyguine marquent les risques d'une escalade : si l'on envoie deux divisions au Moyen-Orient, les Américains en feront de même, si l'on en envoie cinq, ils en enverront cinq. Cela ne résoudra rien. Brejnev conclut qu'il faut faire comme si rien ne s'était passé et s'en tenir à la ligne, déjà adoptée, de ne pas avoir recours à des mesures militaires. Aussi le message de

réponse à Nixon est-il d'évoquer l'envoi de 70 observateurs soviétiques en Égypte.

Sadate se met en position de faciliter les choses en demandant cette fois l'envoi de forces internationales ne comprenant pas de contingents des pays membres permanents du Conseil de sécurité. On peut ainsi revenir à ce conseil pour faire passer la résolution 340 :

Le Conseil de sécurité

Rappelant ses résolutions 338 (1973) du 22 octobre 1973 et 339 (1973) du 23 octobre 1973,

Notant avec regret les violations répétées du cessez-le-feu, contrevenant aux résolutions 338 (1973) et 339 (1973), qui ont été signalées,

Notant avec inquiétude, d'après le rapport du secrétaire général, que les observateurs militaires de l'Organisation des Nations unies n'ont pas encore été mis en mesure de se poster des deux côtés de la ligne du cessez-le-feu,

1. Exige qu'un cessez-le-feu immédiat et complet soit observé et que les parties reviennent sur les positions qu'elles occupaient le 22 octobre 1973 à 16 h 50 T.U. ;

2. Prie le secrétaire général, à titre de mesure immédiate, d'augmenter le nombre des observateurs militaires de l'Organisation des Nations unies des deux côtés ;

3. Décide de créer immédiatement sous son autorité une force d'urgence des Nations unies qui sera composée de personnel provenant d'États membres de l'Organisation des Nations unies autres que les membres permanents du Conseil de sécurité et prie le secrétaire général de faire rapport dans les vingt-quatre heures sur les mesures prises à cet effet ;

4. Prie le secrétaire général de faire rapport au conseil de manière urgente et suivie sur l'état de l'application de la présente résolution, ainsi que des résolutions 338 (1973) et 339 (1973) ;

5. Prie tous les États membres de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations unies à l'application de la présente résolution,

ainsi que des résolutions 338 (1973) et 339 (1973).

Un ultime arrangement entre les États-Unis et l'Union soviétique prévoit que les deux puissances enverront chacune 36 observateurs compléter ceux des Nations unies.

Leçons du conflit

La guerre d'octobre a démontré qu'une victoire militaire écrasante est impossible en raison même de l'enchâssement du conflit dans le système international. L'ambition militaire arabe était limitée en fonction même du rapport de force, et les interventions des deux grandes puissances rendaient successivement une victoire arabe puis israélienne hors de question. De toute façon, tout progrès territorial israélien ne pouvait se traduire en gain politique. C'est ce que l'on appelle l'impuissance de la force quand elle est incapable de se transformer en droit. Celui qui a pensé le mieux cette situation est Sadate, qui a su jouer sur les deux grandes puissances et qui a pu les conduire à lui porter secours quand sa situation est devenue difficile.

L'avantage d'une telle situation, c'est qu'il n'y a pas apparemment de vaincus. L'Égypte et la Syrie ont atteint leurs objectifs minimums de restaurer leur dignité militaire et d'établir ainsi la légitimité de leurs régimes. Ils sont en meilleure position pour pouvoir accepter de négocier. Israël a sauvé sa sécurité et sa réputation militaire. L'Union soviétique a évité une défaite arabe dont elle avait grand peur et a prouvé la valeur de son matériel militaire. Les États-Unis ont démontré que rien ne pouvait se faire sans eux.

Les pertes humaines montrent la spécificité de cette guerre, qui est la seule à avoir peu touché la population civile, à l'exception de la population syrienne. Les Israéliens ont eu environ 2 200 morts et 5 600 blessés graves, soit quatre fois les pertes de 1967. Les pertes arabes seraient de l'ordre de 8 500 tués, très inférieures à celles de 1967[781]. Un bilan plus précis indique 2 552 morts israéliens contre 7 700 morts égyptiens et 3 500 morts syriens[782].

Néanmoins, si la solution militaire est hors de portée, la dangerosité du conflit a été une nouvelle fois démontrée par l'alerte nucléaire américaine. Si cette dernière repose sur une mauvaise appréciation, elle n'a rien de rassurant puisque les règles théoriques de la rationalité de la dissuasion nucléaire n'ont pas été respectées. Par son intensité, mais non par sa brièveté, cette crise s'est rapprochée de celle de 1962. Seule celle du début des années 1980, quand les Soviétiques ont cru que l'administration Reagan était prête à une frappe préventive, s'en rapproche (mais à l'époque les Américains ne s'en sont pas doutés).

L'automne 1973 a aussi été considéré comme un grand tournant historique parce que rétrospectivement on y a vu la fin des « Trente Glorieuses ». La crise pétrolière va se développer après le conflit et se greffer sur des déséquilibres monétaires et financiers qui lui étaient antérieurs, mais rien ne sera plus comme avant. Ironiquement, l'Histoire devrait faire du roi Faysal et ensuite du shah d'Iran les deux plus grands écologistes du XXe siècle, puisqu'ils ont obtenu la première grande réduction de la consommation pétrolière mondiale…

Le début du processus diplomatique

Le 25 octobre, tous les approvisionnements de la IIIe armée égyptienne sont coupés. Elle est prise au piège avec très peu de munitions et seulement quelques jours de vivres et d'eau. Mais elle continue de résister. Au matin, une nouvelle attaque israélienne sur Suez est repoussée. Puis vient la résolution 340 avec l'implication des grandes puissances. Le cessez-le-feu est effectif à 17 heures. Il reste précaire. Les Israéliens tentent d'accroître leur avantage tandis que des troupes égyptiennes prises dans les différentes poches réussissent à passer en force pour rejoindre leurs lignes.

La priorité américaine est d'éviter que les Égyptiens regroupent leurs forces pour tenter de délivrer la IIIe armée avant qu'elle ne s'effondre. Il faut leur montrer que les États-Unis peuvent mieux protéger les intérêts égyptiens que l'Union soviétique. Kissinger exerce le maximum de pression sur les Israéliens, s'exprime le plus brutalement possible pour leur faire comprendre qu'ils doivent accepter un ravitaillement en eau et

en vivres de la IIIe armée et ne pas chercher à la détruire. Golda Meir y voit une exigence inacceptable, mais Kissinger comprend que sa position est largement inspirée par des considérations de politique intérieure. Les élections israéliennes viennent d'être repoussées au 31 décembre. Le Premier ministre a besoin de paraître avoir cédé aux Américains qui ont montré l'ampleur de leurs engagements par l'alerte nucléaire.

La situation militaire est complexe. Une fois leur mouvement arrêté, les forces israéliennes redeviennent vulnérables. Les généraux veulent une reprise des hostilités qui leur permettraient de détruire la IIIe voire la IIe armée égyptienne783. De leur côté, les généraux égyptiens pensent que le coût économique de la mobilisation israélienne sera à la longue insupportable puisque aucune réduction des forces ennemies n'est possible en raison de l'étalement de leur dispositif et de l'extension de leurs voies de communication. On doit arriver soit à une reprise des hostilités, soit à un désengagement des forces.

Finalement, le 27, Sadate propose une solution qui convient à tout le monde. Il offre une rencontre entre officiers supérieurs égyptiens et israéliens au kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez contre un cessez-le-feu total et le passage de convois de ravitaillement contrôlés par la Croix-Rouge internationale. Israël accepte rapidement. La première réunion et le premier convoi ont lieu le 28 tandis que les observateurs de l'ONU arrivent sur le terrain. L'Union soviétique a dépêché au Caire ses observateurs, mais ils ne pourront pas se rendre sur place puisque leurs homologues américains n'arriveront pas et que les Égyptiens font comprendre qu'ils ne sont pas intéressés.

Les discussions du kilomètre 101 portent officiellement sur les aspects militaires. Les Égyptiens, représentés par le général Gamasy, insistent sur le retour aux lignes du 22 octobre et sur l'approvisionnement de la IIIe armée ; les Israéliens, dirigé par le général Aharon Yariv, l'ancien chef du renseignement militaire, sur la libération des prisonniers de guerre et le maintien sur les positions actuelles. Les discussions ont lieu dans une atmosphère de grande courtoisie. Le plus important, pour les Israéliens, est la libération de leurs prisonniers de guerre. Ils ont pour monnaie d'échange l'encerclement de la IIIe armée et un grand nombre de prisonniers égyptiens.

Kissinger a tout fait pour mettre les États-Unis au centre du processus diplomatique. Il en ressent immédiatement les conséquences. Le 28, il apprend l'arrivée imminente et sans préavis du ministre égyptien des Affaires étrangères, Ismaïl Fahmy, puis celle de Golda Meir pour le 31.

Le ministre égyptien[784] arrive avec déjà un plan de désengagement des forces dont la première étape serait le retour aux lignes du 22 octobre, puis le retrait israélien sur les cols du Sinaï, les Égyptiens restant en place. Des forces de l'ONU se mettraient en position de tampon tandis que le canal de Suez serait remis en état. Ensuite, les Israéliens se replieraient sur la frontière internationale et l'état de non-belligérance serait proclamé. Il faudrait aussi un désengagement du côté syrien et la convocation d'une conférence internationale. Fahmy a mis en forme par écrit les idées exposées par Sadate.

L'Égyptien expose ses thèses à ses interlocuteurs américains qui notent qu'il ne parle pas des Palestiniens. Ils en tirent probablement des conclusions erronées, car, pour Le Caire, l'urgence est d'arriver à un désengagement acceptable. Il obtient de Nixon l'assurance que les Israéliens n'attaqueront pas la IIIe armée. Sadate a communiqué ces thèses aux Britanniques, aux Français et à Gamasy pour que ce dernier en informe Yariv. Pour Kissinger, c'est une catastrophe, car il n'est pas question que les Européens interviennent dans la négociation et que les intéressés règlent leurs problèmes sans les Américains. Le secrétaire d'État adjure les alliés européens de ne pas jouer chacun pour soi, mais, tout en promettant d'améliorer la procédure de consultation, il fait clairement comprendre que, dans sa perspective, c'est aux Américains d'agir et aux Européens de suivre.

Il se montre particulièrement offusqué quand les neuf ministres des Affaires étrangères de la CEE réunis à Bruxelles le 6 novembre appellent dans une déclaration commune à un retour aux lignes du 22 octobre et à une paix juste et durable dans le cadre des Nations unies :

> Ils estiment qu'un accord de paix doit être fondé notamment sur les points suivants :
>
> 1. L'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force.

2. La nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'elle maintient depuis le conflit de 1967.

3. Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et leur droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues.

4. La reconnaissance que, dans l'établissement d'une paix juste et durable, il devra être tenu compte des droits légitimes des Palestiniens.

Le texte se poursuit par l'offre de garanties internationales pour le règlement de paix et un appel à la conclusion d'accords entre la CEE et les pays des rives est et sud de la Méditerranée. Si le contexte créé par l'embargo pétrolier explique ce texte, dont la principale nouveauté est de marquer que les frontières sûres et reconnues sont celles fixées par les lignes du 4 juin 1967 et de tenir compte des droits palestiniens, on y trouve aussi l'analyse, partagée par beaucoup, que le véritable intérêt d'Israël n'est pas dans l'occupation de territoires, mais dans une paix négociée avec l'ensemble de ses voisins et des garanties internationales. Georges Pompidou voit dans la politique américaine une tentative d'établir une paix séparée égypto-israélienne, qui loin d'assurer une stabilité régionale accroîtrait les facteurs de déstabilisation et de violence[785]. L'insistance sur le rôle de l'ONU vient en particulier de la France et de la Grande-Bretagne, membres permanents du Conseil de sécurité. Les deux pays apprécient peu de se voir ignorer par les États-Unis et éventuellement par l'Union soviétique.

Le Japon, soumis aux mêmes contraintes que l'Europe, adopte une position similaire afin d'être classé comme « pays ami du monde arabe » : retrait israélien de tous les territoires occupés et respect des droits légitimes des Palestiniens.

En Israël, on voit dans le comportement européen l'esprit de Munich et on accuse les Européens de « vouloir vendre un petit pays pour une question de chauffage central[786] ». En fait, la France de Georges Pompidou, la Grande-Bretagne d'Edward Heath et la RFA de Willy Brandt sont soucieuses de renforcer la cohésion européenne à un moment où la CEE apparaît comme la « victime » du conflit du Moyen-Orient. Michel

Jobert l'exposera avec précision lors d'un débat parlementaire le 13 novembre 1973 :

> Traitée comme une « non-personne », humiliée dans son inexistence, l'Europe, dans sa dépendance énergétique, n'en est pas moins l'objet du deuxième combat de cette guerre du Proche-Orient.
>
> Victime oubliée du conflit, mais victime tout de même alors qu'elle n'avait cessé de dénoncer les périls, son désarroi et son amertume sont évidents. Mais elle a aussi constaté qu'elle était un enjeu, plus encore qu'un instrument ou un appoint dans l'arbitrage des Grands. Elle peut, elle doit tirer une essentielle leçon.
>
> Bien des peuples attendent non son sursaut, mais sa naissance, enfin.
>
> Ces constatations sont peut-être brutales, mais il faut être réaliste et lucide. Elles renforcent notre conviction que, si nous voulons rester libres, avoir une action sur la marche du monde, participer à la détermination de notre destin, il nous faut poursuivre inlassablement à la fois la construction européenne et notre effort de défense.

En même temps, la contradiction européenne est patente[787]. La France est la première à s'opposer à une délégation de pouvoir à la Commission européenne qui permettrait une gestion intégrée, au niveau des Neuf, de la circulation des produits pétroliers, assurant ainsi le ravitaillement des Pays-Bas et du Danemark, pays considérés comme non amis par les pays arabes producteurs de pétrole. Les Hollandais soupçonnent même la France de vouloir détourner le commerce pétrolier de Rotterdam vers Dunkerque et laissent entendre qu'ils pourraient interrompre leurs livraisons de gaz naturel à la France (la moitié de la consommation française).

L'angoisse de Golda Meir est de se voir imposer un règlement. Dans ses entretiens avec les Américains, elle se lance dans un combat d'arrière-garde à propos du ravitaillement de la IIIe armée, ce qui lui permet de ne pas aborder les autres sujets. Quant au désengagement, il ne peut se faire que sur les lignes d'avant le 6 octobre, c'est-à-dire en supprimant la totalité des gains égyptiens.

Il s'agit plus d'une démonstration de fermeté destinée aux Américains que d'une position intransigeante. Golda Meir a en effet déjà autorisé ses

représentants aux discussions du kilomètre 101 à proposer une séparation des forces qui ramènerait les Israéliens sur la rive asiatique du canal. À partir du moment où Israël renonce à détruire la IIIe armée égyptienne, ses troupes, maintenues en dispositif statique, se trouvent en position vulnérable, que ce soit sur les lignes du cessez-le-feu effectif ou celles du 22 octobre. Quant à Gamasy, il s'est empressé de faire savoir que l'Égypte a pour priorité absolue la récupération du Sinaï et qu'elle ne se sentait plus concernée par le sort de la Palestine et des autres pays arabes.

La priorité pour Kissinger est de rétablir le prestige de l'administration Nixon en politique étrangère et, par là même, de raffermir sa position intérieure en pleine crise du Watergate. En même temps, connaissant l'état émotionnel où se trouve le président, il travaille avec la complicité de Scowcroft et de Haig à l'isoler de toute prise de décision. Il doit persuader ses interlocuteurs arabes de mettre fin à l'embargo pétrolier et d'accepter sa stratégie des petits pas faisant des États-Unis l'intermédiaire obligé à chaque étape et excluant les Soviétiques de toute influence sérieuse. Le secrétaire d'État va rapidement se rendre compte que les Arabes ne sont pas prêts à abandonner l'arme pétrolière, mais qu'en revanche ils sont enclins à accepter sa stratégie des petits pas. Il est vrai qu'aborder directement la question d'un règlement global les mettrait devant leurs contradictions, notamment celle d'avoir à la fois à reconnaître l'État d'Israël et à défendre les droits du peuple palestinien. Accepter des accords intérimaires passant par les Américains permet d'éviter de prendre des décisions douloureuses ou, en tout cas, de les renvoyer à une date ultérieure. En ce qui concerne le pétrole, les pays arabes exportateurs de pétrole, réunis au Koweït le 4 novembre, décident de porter immédiatement à 25 % la réduction de la production par rapport au mois de septembre, au lieu d'opérer une réduction mensuelle de 5 %. C'est plus un effet d'annonce qu'autre chose puisque l'on compte dans ces 25 % l'embargo visant les États-Unis et les Pays-Bas. Les pays « amis » du monde arabe ne seront pas touchés par les réductions, mais il est difficile de classer un pays comme ami ou comme neutre.

Le 5 novembre, Kissinger entame son premier périple dans le monde arabe par un arrêt au Maroc où Hassan II lui apporte son soutien diplomatique. Le 6 novembre, il est à Tunis où Bourguiba lui tient des

propos analogues. Le soir, il est au Caire où il est reçu par Fahmy. Le 7, a lieu sa première rencontre avec Sadate. Les deux hommes sont là pour se persuader l'un l'autre qu'ils vont devenir des alliés inséparables. Le secrétaire d'État explique qu'il faut que l'Égypte accepte plutôt un plan de désengagement qu'un retour aux lignes du 22 octobre. Le chef d'État égyptien prend le temps nécessaire pour apparaître convaincu après un débat intérieur, alors que le principe d'un tel désengagement a déjà été acquis des deux côtés dans les conversations du kilomètre 101, évidemment à l'insu de Kissinger. Le rétablissement immédiat des relations diplomatiques est accepté avec l'élévation au rang d'ambassadeur des chargés d'affaires déjà en poste. Il en est de même pour la convocation d'une conférence internationale à Genève destinée à servir de couverture diplomatique à des décisions prises ailleurs et à calmer les appréhensions soviétiques.

Kissinger dépêche immédiatement Sisco et Saunders auprès des Israéliens pour les informer du contenu des discussions du Caire. Le gouvernement israélien, en pleine campagne électorale, exige avec opiniâtreté toute une série d'éclaircissements destinée à montrer à l'opinion publique et aux Américains qu'il défendra d'arrache-pied les intérêts israéliens alors qu'il a déjà accepté le principe de l'accord.

Le 8 novembre, Kissinger est à Amman. Le roi Hussein rappelle les fondements de la politique jordanienne : retour de la Cisjordanie et de Jérusalem à son royaume contre une paix avec Israël. N'étant pas engagé dans la bataille, il n'a pas de troupes à désengager, ce qui le met de fait en dehors de la négociation en cours. On ne lui propose qu'une invitation à la conférence de Genève. Kissinger ne veut absolument pas aborder les points fondamentaux de la représentation palestinienne et du sort de la Cisjordanie et de Jérusalem.

De leur côté, les Palestiniens ont communiqué leur intérêt à une éventuelle participation aux négociations à venir. Ils ont envoyé des émissaires sonder les Occidentaux, y compris les Américains. L'OLP devrait être reconnue comme représentant valable du peuple palestinien, ce qui implique que la Jordanie soit exclue de toute négociation concernant la Cisjordanie et Jérusalem. Le roi Hassan II a organisé une rencontre secrète à Rabat entre deux émissaires de l'OLP et le directeur

adjoint de la CIA, le général Vernon Walters. Ce dernier a semble-t-il surtout parlé de représailles en cas d'attaques contre des intérêts américains alors que les Palestiniens voulaient entamer un dialogue politique par le biais de l'un de ces canaux secrets de communication qu'affectionne Kissinger. Pour ce dernier, il n'est pas question que les Palestiniens participent à la négociation à venir. On se contente de dire que les Américains ne trahissent pas leurs amis et que le roi Hussein est un ami, mais qu'il n'y a pas de raison objective pour qu'existe un antagonisme entre les Palestiniens et les Américains. Dans le cadre d'un règlement, les États-Unis s'empresseront de contribuer au bien-être des Palestiniens en leur apportant une aide technique ou économique[788]. C'est une façon polie de dire qu'ils ne sont pas considérés comme des partenaires politiques.

En revanche, Moscou ouvre un dialogue politique public avec l'OLP et pousse dans le sens de la constitution d'un État palestinien à côté d'Israël. Les plus impliqués dans cette nouvelle approche sont Salah Khalaf (Abou Iyad) et Zuhayr Muhsin, le chef de la Sa'iqa. Ils reconnaissent qu'une telle évolution implique de passer d'une vision de libération du territoire à celle de la constitution d'un État au nom de l'intérêt national palestinien. On justifie ce changement de ligne par la nécessité d'interdire le retour des Jordaniens en Cisjordanie et l'on ajoute que cela conduira nécessairement à la chute de la monarchie hachémite. Ce projet est très impopulaire chez les militants de la résistance et très tôt Habache dénonce l'illusion de pouvoir revenir dans les territoires occupés sans négocier avec les Israéliens. Accepter le retour de 22,5 % de la Palestine historique au prix de l'abandon du reste du pays serait une capitulation. À son habitude, Arafat laisse faire les uns et les autres, conservant sa position d'arbitre. Il ne se prononcera que si on lui fait des « offres concrètes et positives ». Il laisse entendre qu'il pourrait se satisfaire d'un État palestinien non dans les limites du 4 juin 1967, mais dans celles du plan de partage de 1947.

Le 9 novembre, le secrétaire d'État est à Riyad. Faysal lui tient son discours habituel d'une double conspiration juive et communiste dont l'État d'Israël est l'avant-poste établi par le bolchevisme dans le but de diviser les Américains et les Arabes. Le monarque reprend les thèmes essentiels de la vision arabe d'un règlement de paix : retrait israélien sur

les lignes du 4 juin et droit au retour des réfugiés palestiniens. Kissinger y voit plus une attitude qu'un programme, d'autant plus qu'aucune mesure précise n'est avancée. En ce qui concerne l'embargo pétrolier, le monarque demande des mesures tangibles avant tout assouplissement ou levée. De façon indirecte, il fait comprendre qu'il accepte la stratégie des petits pas, mais à condition que l'on avance rapidement.

Kissinger part ensuite pour Téhéran où le shah lui promet d'agir auprès de ses amis arabes pour la levée de l'embargo alors que c'est lui, plus que Faysal, qui pousse à la hausse du prix du pétrole en jouant sur les mécanismes du marché libre. Le secrétaire d'État se rend ensuite au Pakistan puis en Chine.

Pendant ce temps, le contenu des discussions du kilomètre 101 et des entretiens de Kissinger et de ses émissaires se transforme en un plan en cinq points : respect du cessez-le-feu ; confusion entre le retour aux lignes du 22 octobre et le désengagement des forces ; ravitaillement non militaire de la ville de Suez et de la rive orientale du canal ; contrôle des convois par des observateurs de l'ONU ; échange des prisonniers. Il devient un accord signé par Gamasy et Yariv le 11 novembre au kilomètre 101. On n'en est encore qu'aux principes. Il manque un contenu détaillé, en particulier en ce qui concerne les données géographiques du désengagement. Les Égyptiens ne veulent absolument pas entendre parler d'un retour aux lignes du 5 octobre. L'échange de prisonniers commence le 15 novembre.

La préparation de la conférence de Genève

Les discussions du kilomètre 101, sous patronage officiel de l'ONU, se déroulent sans participation des Américains, qui n'en ont qu'une connaissance tardive et confuse. Pourtant, Yariv et Gamasy progressent rapidement, risquant de priver de contenu la conférence de Genève dont l'ouverture est prévue pour le 18 décembre. Kissinger exprime ses inquiétudes auprès des deux belligérants. Obligeamment, Israël met fin aux pourparlers le 29 novembre. Les Égyptiens protestent pour la forme, mais Sadate a lui aussi besoin de la médiation américaine. Il veut faire des États-Unis un « honnête courtier », ce qui implique que Washington

prenne une certaine distance par rapport à la politique israélienne. Dans cette perspective, il travaille activement à développer des relations de confiance avec ses interlocuteurs américains, provoquant ainsi une nouvelle tension avec les Soviétiques furieux d'être tenus à l'écart. Moscou refuse toute nouvelle livraison d'armes à un allié aussi ingrat.

Assad se méfie justement de cette stratégie égyptienne qui implique l'abandon de toute coopération entre Damas et Le Caire. Sadate a beau lui faire savoir que les Égyptiens mettent sur le même plan le désengagement dans le Sinaï et celui du Golan, à juste titre il ne le croit pas. Le Syrien a pour lui la position de la fermeté, mais l'armée israélienne est toujours à 30 kilomètres de sa capitale. Son seul vrai atout est constitué par les prisonniers de guerre dont il refuse même de divulguer la liste à la Croix-Rouge internationale. Assad se considère comme le véritable porte-parole des intérêts arabes, ce qui ne lui interdit pas d'avoir une approche pragmatique. Il a ainsi toléré voire encouragé l'orientation prise par la Saʿiqa en faveur de la constitution d'un État palestinien à partir des territoires occupés. Sur le plan matériel, la population subit sans grande récrimination les multiples pénuries provoquées par les destructions israéliennes de l'infrastructure civile du pays. Néanmoins, les observateurs considèrent que si le régime n'obtient pas la satisfaction matérielle et symbolique d'une récupération au moins partielle du Golan avec la ville de Kuneitra, sa survie risquerait d'être remise en cause[789].

Tout le jeu politique consiste à donner une couverture arabe globale à un processus pour l'instant consacré exclusivement au désengagement des forces. Cela veut dire que, contrairement aux deux plans Rogers, l'aspect palestinien doit être abordé, sinon on risquerait d'être confronté à un second Septembre noir. En même temps, ni les Palestiniens ni les Soviétiques ne doivent être mis en position d'opposer un veto au processus en cours. Lors de son passage à Amman, Kissinger a reconnu au roi Hussein le droit de représenter les Palestiniens à Genève, ce qui est assez gratuit de sa part puisqu'il n'est pas question d'aborder la question de la Cisjordanie et de Jérusalem. Sadate, Assad et les autres chefs d'État arabes peuvent ainsi se donner le beau rôle de contester cette représentation. Quant au roi Hussein, il tente désespérément d'obtenir le principe d'un

troisième désengagement concernant la Cisjordanie ou au moins la vallée du Jourdain.

La très bonne tenue des armées arabes dans la bataille, l'attribution à l'aide américaine du succès militaire israélien et l'utilisation de l'arme pétrolière ont créé une atmosphère d'euphorie dans le monde arabe. On parle de l'émergence d'un « nouvel homme arabe », ultime succès d'un nationalisme que personne ne pense encore à contester ouvertement. Sur le plan international, les semaines qui ont suivi la guerre ont vu les pays d'Afrique noire manifester ostensiblement leur solidarité et rompre leurs relations diplomatiques avec Israël. En contrepartie, les pays arabes s'engagent à lutter activement contre l'Afrique du Sud, la Rhodésie et en faveur des colonies portugaises d'Afrique. L'embargo pétrolier continue de perturber gravement le marché de l'énergie, en particulier aux États-Unis et en Europe où certains pays imposent des dimanches sans voiture comme mesure de rationnement. On s'inquiète d'un hiver sans chauffage. L'administration Nixon hausse le ton et évoque des représailles économiques. Le ministre saoudien du Pétrole, le cheikh Yamani, répond en évoquant dans ce cas une réduction de 80 % de la production saoudienne. Ce que son pays perdrait en volume serait compensé par la hausse correspondante des prix. Et si les États-Unis se lançaient dans une action militaire directe, on ferait alors sauter les puits…

Si la dignité retrouvée permet de négocier publiquement avec les Israéliens, à condition d'avoir des « auspices appropriés », l'écart est très grand entre les attentes et la réalité d'un processus diplomatique exclusivement consacré aux désengagements.

Dans ce contexte, un nouveau sommet arabe a été convoqué à Alger. L'Irak et la Libye, tenants d'une ligne intransigeante, refusent de s'y rendre. La conférence se tient du 26 au 28 novembre. Si tout le monde se satisfait des résultats de la guerre, la principale question est celle de la représentation palestinienne[790]. Au grand dam des Jordaniens, Arafat est traité en véritable chef d'État. La Jordanie menace de ne pas se rendre à Genève si l'OLP se voit reconnaître l'exclusivité de la représentation palestinienne. Ce sera aux Palestiniens de se débrouiller tout seuls. Les autres États arabes passent outre et reconnaissent l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, mais, afin de ménager la Jordanie,

acceptent de ne pas intégrer la décision dans le communiqué final. Le prix à payer pour les Palestiniens est de ne pas s'opposer, voire d'intégrer la démarche par étapes prônée par Sadate.

Si le ton du communiqué final reste très militant, condamnant l'impérialisme des États-Unis et d'Israël, la rupture est considérable puisque la paix est maintenant définie comme l'objectif stratégique à atteindre :

Le cessez-le-feu n'est pas la paix et celle-ci implique, pour se réaliser, un certain nombre de conditions. Parmi ces dernières, il en est deux qui sont primordiales et intangibles :

> 1) L'évacuation par Israël de tous les territoires arabes occupés, et en premier lieu Jérusalem.
>
> 2) Le rétablissement du peuple palestinien dans la plénitude de ses droits nationaux.
>
> Aussi longtemps que ces deux conditions n'auront pas été satisfaites, il sera illusoire de s'attendre au Proche-Orient à autre chose qu'à la persistance de situations instables et explosives et à de nouveaux affrontements.

Les résolutions dites secrètes, c'est-à-dire publiées une semaine après par la presse libanaise, définissent bien l'OLP comme représentant unique du peuple palestinien. Le rapport avec les pays non arabes sera déterminé par leur attitude « devant le juste combat arabe ». Le ton est particulièrement offensif, par exemple envers l'Europe :

> Exiger des pays du Marché commun de rester fidèles à leur attitude politique, exprimée par leur déclaration du 6 novembre 1973.
>
> Exiger des pays d'Europe occidentale de mettre un terme à leur soutien militaire et économique à Israël.
>
> Veiller à ce que ces pays suppriment l'embargo imposé à l'exportation d'armements à destination des pays arabes.
>
> Veiller à ce qu'ils exercent des pressions sur les États-Unis pour obtenir la suspension de l'aide à l'ennemi.

La résistance palestinienne a ainsi obtenu un vrai succès politique. Reste à en tirer les conséquences politiques. Jusque-là, le slogan politique

de la lutte armée comme seul instrument de libération de la Palestine a permis d'échapper aux contradictions de la voie politique. Comme il n'est question pour personne de reconnaître Israël, on va faire comme si l'évacuation des territoires occupés était due à une pression internationale. Dans cette perspective, la position de Hawatmeh est la plus intéressante. Il part de l'idée que l'installation dans les territoires permettra d'éviter les confrontations inévitables entre la résistance et les pays hôtes, comme l'ont montré les exemples jordanien et libanais. Dans une conférence à Beyrouth, le 6 décembre 1973, il propose la constitution d'une autorité nationale palestinienne indépendante *(sulta wataniyya filastiniyya mustaqilla)* sur tout territoire palestinien libéré par la force ou par règlement politique. La révolution palestinienne disposera ainsi d'une totale liberté d'action pour la poursuite de la lutte. Ce sera une base *(qa'ida)* où on pourra contrecarrer les projets sionisto-jordano-américains de liquidation de la cause palestinienne.

La préparation de la conférence de Genève passe par la définition de son cadre juridique et par la question de la représentation palestinienne. Il faut définir le rôle des Nations unies alors que l'Union soviétique tient à une sorte de coprésidence avec les États-Unis. Au Conseil de sécurité, les huit pays non alignés obtiennent le soutien de l'Australie et de l'Autriche, ce qui leur permet de passer en force, les membres permanents s'abstenant. La résolution 344 du 15 décembre 1973 « exprime sa conviction que le secrétaire général jouera un rôle plein et effectif à la conférence de la paix, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et qu'il présidera ses débats si les parties le souhaitent ».

Prudent, Kurt Waldheim considère surtout son rôle comme celui d'un appui logistique aux deux Grands impliqués directement dans la tenue de la conférence.

En ce qui concerne la représentation palestinienne, la Jordanie propose toujours d'être mandatée par les Arabes, puis, une fois les territoires libérés, de laisser les Palestiniens décider de leur sort. Elle avance aussi une autre solution, la constitution d'une délégation jordanienne où seraient représentés les grands courants de la résistance palestinienne, mais l'OLP rejette tout accommodement. Israël refuse toute participation palestinienne et demande que toute adjonction aux premiers participants

passe par un vote à l'unanimité de ces derniers, c'est-à-dire donne à Israël un droit de veto sur toute participation palestinienne ultérieure. Les Israéliens refusent par ailleurs toute présence syrienne tant que Damas n'a pas donné la liste des prisonniers de guerre.

Il reste à définir la lettre d'invitation. C'est l'objet de la seconde tournée de Kissinger au Moyen-Orient. Il commence cette fois par Alger le 13 décembre afin de pouvoir préparer sa visite à Damas. On convient que le premier point de l'ordre du jour de la conférence doit être le désengagement des forces, aussi bien pour le Sinaï que pour le Golan. Le message est destiné à Assad. Kissinger est ensuite reçu par Sadate au Caire. L'Égyptien lui explique son intention de mettre fin à toute coopération militaire entre son pays et l'Union soviétique. Il fait clairement comprendre qu'il ne soulèvera pas la question de la représentation palestinienne avant la fin des négociations sur le désengagement.

Le 14 au soir, Kissinger est à Riyad. Faysal s'en tient aux résolutions du sommet d'Alger, mais laisse entendre qu'il soutient la conférence de Genève.

Le moment essentiel est la rencontre avec Assad, le 15. Le président syrien a parfaitement compris que pour Kissinger la conférence de Genève a pour but premier de donner une couverture internationale et arabe à l'accord de désengagement entre l'Égypte et Israël que les discussions du kilomètre 101 ont permis de définir. Il laisse parler le secrétaire d'État, qui lui expose que les vraies négociations se tiendront ailleurs qu'à la conférence. Il lui fait admettre que le sujet du désengagement du Golan n'a pas encore été abordé avec les Israéliens. On s'accorde sur l'établissement de sections d'intérêt diplomatique entre les deux pays, première étape avant le rétablissement des relations diplomatiques. Puis Kissinger détaille son projet de lettre d'invitation à Genève. Assad lui explique clairement que la Syrie a accepté la résolution 242, ce qu'elle n'avait pas fait auparavant, et qu'elle s'en tiendra là. Il n'y aura pas de paix sans le retour aux lignes du 4 juin 1967 et sans règlement acceptable pour le peuple palestinien. La question des frontières sûres n'a pas de validité militaire, sinon, comme la capitale syrienne n'est pas très loin de la frontière, il faudrait que les Israéliens cèdent plus de terrain…

Assad accepte toutes les propositions américaines concernant la lettre d'invitation, y compris l'absence de mention d'une participation palestinienne. C'est au moment de partir au bout de six heures de discussion que Kissinger comprend que la Syrie a décidé de ne pas venir à Genève. Assad a accepté le texte américain parce qu'il n'est tout simplement pas concerné.

Sa décision s'explique par le fait qu'il ne voit pas l'intérêt de se rendre à une conférence destinée seulement à assurer un accord de désengagement entre l'Égypte et Israël. Ainsi, son pays n'aura pas à parler directement avec Israël ni à prendre parti sur la question de la représentation palestinienne. En revanche, Kissinger a beau avoir assuré son accord de désengagement égypto-israélien, il ne pourra pas aller plus loin puisqu'il n'y aura plus de couverture internationale ou arabe pour la stratégie des petits pas. Pour pouvoir avancer, Kissinger devra prendre le chemin de Damas sans avoir un dossier préparé par l'équivalent des conversations du kilomètre 101.

Pour le moment, tout cela convient au secrétaire d'État. En l'absence de la Syrie, l'Union soviétique n'aura plus rien à jouer à Genève, puisque les deux seuls pays arabes présents seront la Jordanie et l'Égypte. Tout en refusant de se rendre à Genève, Assad a clairement fait comprendre qu'il attendait la médiation américaine.

Dans la nuit, Kissinger rejoint Amman où il est reçu chaleureusement par le roi Hussein. Mais il n'a rien à lui offrir. Le 16 décembre, il rencontre les dirigeants libanais à la base aérienne de Rayak dans la Bekaa, l'aéroport de Beyrouth n'offrant pas des conditions de sécurité suffisantes. Il leur décrit le mécanisme prévu de la conférence de Genève. Ses interlocuteurs sont surtout intéressés par un règlement qui libérerait leur pays de la présence palestinienne armée.

Il arrive ensuite en Israël, troisième pays dans la même journée. Golda Meir se montre particulièrement intransigeante en dépit du fait que la question de la représentation palestinienne a été réglée et que la Syrie a annoncé son abstention. Il est vrai que son pays est encore très meurtri par le choc de la guerre et qu'il est en pleine campagne électorale[791]. Les grandes forces politiques rejettent toute perspective de retrait sur les lignes du 4 juin 1967. Les travaillistes parlent toujours de frontières de

sécurité et de poursuite de la colonisation des territoires occupés, leur programme politique en 14 points est suffisamment vague pour satisfaire à la fois les « colombes » et les « faucons ». Pour la première fois, les Palestiniens sont mentionnés sous la forme du refus de la création d'un État palestinien à l'ouest du Jourdain et par l'affirmation que « l'identité propre des Palestiniens pourra s'exprimer dans un État jordano-palestinien ». Pour la grande majorité de la population israélienne, la guerre même gagnée signifie l'échec retentissant du gouvernement sortant. Ce dernier n'évoque que des « défaillances techniques » dans la préparation. Une commission d'enquête est chargée de reprendre le dossier, mais ne déposera ses conclusions qu'après les élections. La crainte générale est de se voir imposer un règlement par les grandes puissances. Certes, la convocation de la conférence de Genève constitue un changement majeur, mais on est loin de ce qui avait été prévu avant le 6 octobre : les Arabes, épuisés par la situation de ni guerre ni paix, auraient été contraints d'accepter un règlement défini par Israël seul et qui aurait compris, outre l'établissement de relations diplomatiques normales, l'acceptation résignée des nouvelles conquêtes israéliennes.

L'opposition de droite menée par Menahem Begin rejette les processus en cours comme la résolution 338, l'accord du kilomètre 101 et la conférence de Genève. Pour les extrémistes, Kissinger symbolise tous les dangers. On rappelle avec insistance ses origines juives et on l'attaque comme représentant d'une diaspora atteinte par la « haine de soi », c'est-à-dire par le reniement des origines et la soumission à la volonté des non-Juifs. Le 22 novembre, Begin l'a ainsi apostrophé à la Knesset792 : « Vous êtes juif. Vous n'êtes pas le premier [Juif] à être parvenu à un poste important dans son pays d'habitation. Rappelez-vous le passé. Il y avait des Juifs qui, par complexe, craignant d'être accusés d'agissements en faveur de leur peuple à cause de leur judaïsme, firent le contraire. »

La droite israélienne développe ainsi une forme d'antisémitisme à rebours dont la cible est Henry Kissinger. Pourtant, le secrétaire d'État se présente comme l'ami d'Israël. Il est là pour éviter la constitution d'une coalition mondiale contre l'État juif. Comme il se refuse à toute solution globale, qu'il considère comme impossible, il propose d'échanger du territoire, les désengagements, contre du temps. On passe ainsi un temps

considérable sur le contenu de la lettre d’invitation et les termes du futur désengagement avec l’Égypte. La conférence peut finalement être convoquée pour le 21 décembre à Genève, quatre jours après la date initialement prévue.

Kissinger n’a pas le temps de rentrer aux États-Unis. Il se rend d’abord au Portugal pour remercier le gouvernement de l’aide apportée, puis à Paris où il rencontre successivement Georges Pompidou puis Bouteflika. Avec le président français[793], il convient de l’urgence de la situation – éviter une reprise des hostilités qui ne profiterait qu’à l’Union soviétique – et sur le fait que c’est l’existence même d’Israël qui est en jeu. Pour le secrétaire d’État, la globalité de la négociation relève de la psychologie et les relations avec Israël de la psychiatrie. Si sur ces points les analyses convergent, la divergence reste totale, quoique peu exprimée lors de cette rencontre, sur la nature du règlement. Les neuf Européens, réunis à Copenhague le 16 décembre, avaient ainsi défini leurs positions : application de la résolution 242 dans toutes ses parties, prise en considération des droits légitimes des Palestiniens, garanties internationales et création de zones démilitarisées (ce qui veut implicitement dire : pas d’annexion de territoires arabes).

De fait, dans ses Mémoires, Kissinger définit systématiquement tout retour aux lignes du 4 juin 1967 comme un programme « extrémiste » arabe que les Européens, par lâcheté, ont tendance à approuver. Sa stratégie des « petits pas » consiste à refuser d’aborder cette question, laissant Arabes et Israéliens dans l’expectative sur ce point, et à faire de la lutte contre l’influence soviétique au Moyen-Orient la véritable priorité de sa politique. Il a l’impression de triompher puisque les pays arabes, à l’exception de la Libye et de l’Irak, acceptent d’entrer dans son jeu.

La conférence de Genève

La journée du 21 décembre est consacrée à la préparation matérielle de la conférence avec pour enjeu essentiel la disposition des sièges à la table officielle des négociations – qui sera assis à côté de l’Union soviétique et d’Israël ? On arrive à un compromis avec une table heptagonale ; Waldheim siégera au centre avec Eban à sa gauche et Fahmi à sa droite, à

gauche d'Eban, Gromyko et à droite de Fahmi, Kissinger. À côté de Gromyko, il y aura une place vide pour la Syrie puis le représentant de la Jordanie.

Pour la première fois, représentants arabes et israéliens siègent officiellement dans la même pièce (dans les conférences précédentes depuis 1939, ils étaient dans deux pièces différentes avec un médiateur faisant la navette). Si le progrès est considérable, ils ne s'adresseront pas la parole, parlant ostensiblement au président de séance.

Une fois le problème protocolaire réglé, on a droit à une série de discours des participants adressés essentiellement à leur propre audience intérieure. Gromyko expose la thèse soviétique habituelle, la paix contre le retour aux lignes du 4 juin 1967. Kissinger expose l'urgence des désengagements et la nécessité de négociations réalistes entre les parties elles-mêmes qui devraient en accepter l'issue. Fahmi reprend l'ensemble des thèses arabes. Rifa'i, qui représente la Jordanie, s'exprime avec le plus de fermeté dans ce sens. Eban lui répond immédiatement en insistant sur une paix fondée sur le plus grand nombre d'interactions positives entre les voisins tout en refusant d'en marquer le contenu territorial.

La journée du 22 est consacrée à une séance fermée où l'on convient de renvoyer la question du désengagement à une commission « technique » composée de militaires. C'était le plan prévu par Kissinger. De toute façon, il faut attendre les résultats des élections israéliennes du 31 décembre.

La fin de l'année marque l'urgence de la situation. Les incidents se multiplient le long des lignes de cessez-le-feu, en particulier du côté syrien. Le 3 janvier, 2 soldats israéliens sont tués et 3 blessés sur le front syrien. Dans le domaine pétrolier, l'Iran mène le jeu en ne respectant pas les prix « postés ». Il met aux enchères un lot de 109 millions de barils qui est vendu à 17 dollars le baril, ce qui permet de déterminer la valeur dite « marginale » du baril (le dernier vendu). Téhéran a d'autant plus intérêt à une hausse des prix qu'il produit au maximum de ses capacités, contrairement aux producteurs arabes qui ont une importante marge d'augmentation possible.

À la réunion du 22 décembre, l'OPEP, réunie à Téhéran, fixe le nouveau prix posté à 11,65 dollars le baril, ce qui correspond à une hausse de 470 % en un an et de 387 % en trois mois. En Irak, le vice-président Saddam Hussein critique la politique pétrolière arabe qui, au lieu de frapper les États-Unis, porte surtout tort aux pays européens et au Japon, lesquels sont des « amis » des Arabes. La hausse du prix du pétrole affaiblit ces pays et les place dans une plus grande dépendance envers les États-Unis. Il plaide pour une nationalisation des compagnies américaines et de celles des pays qui soutiennent Israël. En réalité, il profite de la situation pour augmenter et non réduire la production pétrolière de son pays afin d'accroître plus que proportionnellement ses revenus.

À la conférence de Koweït, le 26 décembre, les pays arabes producteurs de pétrole décident d'assouplir l'embargo et de relever partiellement la production. La France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Philippines, le Japon et les pays africains sont considérés comme des pays « amis ». En revanche, les États-Unis et les Pays-Bas restent sous embargo.

Les pays arabes producteurs de pétrole ont d'abord vu dans la question pétrolière une arme politique dans la question de la Palestine. Ils ont bien sûr accueilli avec joie la hausse de leurs revenus, mais les plus industrialisés y voient aussi les moyens d'établir un nouveau partenariat économique avec l'Europe et le Japon. Dans ce discours et dans le ton utilisé envers les pays européens, il y a aussi incontestablement un sentiment de revanche par rapport à la période coloniale. Mais très tôt l'Arabie saoudite et probablement aussi l'Irak se sont inquiétés d'un risque de retournement du marché dû à une trop grande baisse de la consommation mondiale. Contrairement à une légende tenace, ce n'est pas le roi Faysal mais le shah d'Iran qui a poussé à la hausse des prix du pétrole.

Comme il se doit, la question pétrolière a une large dimension psychologique, surtout dans une situation où personne ne connaît les quantités réelles circulant dans le monde. Les compagnies ont intérêt à stocker afin que la hausse en cours augmente la valeur de leurs réserves, mais en même temps elles sont pressées par les gouvernements de ravitailler leurs clients. Elles doivent par ailleurs dérouter les transports afin de livrer du pétrole non arabe aux pays sous embargo et du pétrole

arabe aux pays définis comme amis. Il semble que les réductions de la production arabe aient été plus limitées que celles annoncées. Les exportations arabes au début d'octobre étaient de 20,8 millions de barils/jour, elles seraient tombées à 15,8 millions de barils/jour en décembre, mais la diminution réelle sur le marché mondial n'est pas de 5 millions de barils/jour, mais de 4,4 en raison de la hausse de production d'autres pays.

Ces indications n'ont été connues que postérieurement. La peur de la pénurie plus une certaine spéculation ont joué un rôle majeur dans la hausse des prix. Il a existé, en particulier aux États-Unis, des pénuries sectorielles dues le plus souvent à une mauvaise répartition des produits pétroliers de différents usages. En revanche, la hausse des prix a frappé durement les consommateurs appelés aussi à réduire leur consommation de chauffage, d'où l'impression de grand froid dans cet hiver commençant.

Le quadruplement effectif du prix du pétrole en un an provoque une vraie récession économique qui entrera dans l'Histoire comme le « premier choc pétrolier ». Elle mettra fin à l'ère de croissance économique rapide qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, appelée rétrospectivement les « Trente Glorieuses ». Mais la crise de l'énergie n'est que l'un des facteurs de cet arrêt de la croissance. Elle a largement amplifié des désordres financiers et monétaires qui existaient auparavant, avec une forte inflation.

Le terrorisme reste une dimension constante de la part du camp du refus. Déjà durant le sommet arabe d'Alger, le 25 novembre, un avion de la KLM avec 288 passagers à bord a été détourné entre Beyrouth et New Delhi. L'OLP a violemment dénoncé cette opération. L'avion atterrit à Chypre et les ravisseurs demandent la libération des fedayins arrêtés lors de l'opération d'avril précédent. Les autorités chypriotes refusent et finalement l'avion repart pour Abu Dhabi où tout le monde est libéré.

L'affaire du 17 décembre est beaucoup plus grave. Un commando de 5 hommes armés attaque un Boeing 707 de la Panam à l'aéroport de Rome Léonard de Vinci, faisant 28 morts dont 10 Américains, puis s'emparent d'un avion de la Lufthansa, tuant 2 gardes de sécurité italiens et faisant 29 otages. L'avion part pour Athènes où le commando menace de commettre

un nouveau massacre. Il demande la libération des fedayins emprisonnés en Grèce et assassine l'un des otages. Finalement, l'avion repart pour le Koweït où les otages sont libérés et l'avion détruit. Ces deux affaires sont le fait du groupe d'Abd al-Ghafur, soutenu et abrité par l'Irak. Son but est de porter tort à Arafat et de mettre fin au processus de paix en gestation.

Aux élections du 31 décembre, les travaillistes perdent 6 sièges. Ils ont néanmoins 54 députés sur 120 tandis qu'une liste dissidente socialiste a 3 sièges. Rabin devient député travailliste et Yitzhak Shamir est élu dans la coalition de droite du Likoud. Dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement de coalition, le gouvernement sortant de Golda Meir reste en fonction. Aux élections municipales de Jérusalem, Kollek perd la majorité (il n'a plus que 14 sièges sur 31). La participation électorale arabe s'effondre (5 000 votes sur 43 000 électeurs contre 7 800 sur 35 000 en 1969). Une partie des votants arabes ont agi sous la contrainte, le vote étant inscrit sur les papiers d'identité nécessaires pour un ensemble de démarches. Dans l'ensemble, les travaillistes ont résisté électoralement en dépit du choc terrible de la guerre, qui signifie l'échec de l'ensemble de leur politique. Néanmoins, le mécontentement de la population est grand, même s'il ne s'est pas encore traduit électoralement.

Les 4 et 5 janvier 1974, Dayan se rend à Washington. Il présente un projet complexe de désengagement avec zone tampon contrôlée par l'ONU et limitation des armements. Le principe essentiel est que chaque armée devrait se trouver hors de portée de l'artillerie adverse et que son aviation ne serait pas exposée à la DCA de l'autre camp. Le nombre de blindés serait aussi limité dans les secteurs concernés. Le général pousse aussi Kissinger à se rendre de nouveau au Moyen-Orient. On se passera ainsi du comité militaire de Genève où les Soviétiques sont présents.

L'inconvénient du plan Dayan est qu'il restreint considérablement la présence armée égyptienne de part et d'autre du canal, annulant ainsi les gains égyptiens de la guerre. Sadate donne rapidement son accord à une nouvelle tournée de Kissinger qui prendra cette fois la forme d'une navette entre l'Égypte et Israël.

Kissinger arrive à Assouan le 11 janvier 1974 au soir. Sadate lui propose immédiatement son contre-projet qui ramène les forces israéliennes au-

delà de la ligne des cols avec une zone tampon de l'ONU et des zones d'armement limité.

Les discussions à Jérusalem, les 12 et 13 janvier, sont particulièrement âpres. Kissinger accepte de présenter les propositions israéliennes comme étant un projet américain, ce qui faciliterait les choses pour Sadate. Le 14, Kissinger est de retour à Assouan où Sadate accepte pour l'essentiel le « projet américain », au grand mécontentement de son entourage. Le 15, le secrétaire d'État repart pour Jérusalem afin de finaliser un certain nombre de détails puis retourne à Assouan. Fahmy et Gamasy trouvent que Sadate fait trop de concessions, mais doivent s'incliner. Le 17, le gouvernement israélien approuve le texte. Le 18, Golda Meir y met son paraphe. Kissinger glisse à Eban que, s'il n'y a pas d'accord de désengagement avec la Jordanie dans les six mois, Israël sera un jour contraint de traiter avec l'OLP.

L'accord entré dans l'Histoire sous le nom de « Sinaï I » reflète surtout les préoccupations de sécurité israéliennes. La présence militaire égyptienne sur la rive orientale du canal est drastiquement limitée (8 bataillons et 30 tanks) et les Israéliens restent en deçà de la ligne des cols. Il comprend un texte égypto-israélien qui doit être signé au kilomètre 101 dans le cadre de la conférence de Genève, des lettres de Nixon à Golda Meir et à Sadate contenant des assurances sur la limitation des armements, un mémorandum américano-israélien en dix points précisant certaines questions (accord nécessaire des deux parties pour le retrait des forces de l'ONU, engagement des États-Unis à répondre aux besoins d'armement d'Israël), un engagement américain envers Sadate d'user de l'influence des États-Unis pour une application intégrale de la résolution 242.

Pour Gamasy et Fahmy, l'accord semble bien en deçà de ce que l'Égypte pouvait obtenir, mais Sadate a une perspective plus générale. Il a obtenu ce qu'il avait demandé en 1971, la libération de la totalité de la région du canal, ce qui permettra sa réouverture à la navigation et la reconstruction de ses villes. L'impact sera considérable pour une économie égyptienne en voie de déliquescence. Il a construit une relation de confiance avec les Américains, qui seront conduits à le soutenir dans sa demande essentielle, la récupération de l'intégralité du Sinaï. Plus l'Égypte apparaîtra comme

un nouvel intérêt stratégique américain, plus elle aura le soutien des États-Unis.

Sadate a refusé de signer un engagement de non-belligérance, ce qui lui permet d'apparaître fidèle à la ligne générale de la politique arabe, bien qu'en pratique la reconstruction du canal en soit l'équivalent. Dans la mesure où la stratégie des petits pas définit les accords comme techniques, il n'a rien sacrifié sur le plan symbolique dans les rapports avec Israël. La limitation drastique des armements égyptiens ne le gêne pas vraiment puisque de toute façon il a abandonné la solution militaire et qu'en raison de la détérioration des relations avec l'Union soviétique, il n'a plus les moyens d'un réapprovisionnement en armements.

En Israël, l'opposition du Likoud condamne avec violence l'accord Sinaï I. Pour Begin, les Arabes veulent toujours la destruction d'Israël, l'accord est un danger pour la sécurité du pays qui va procéder à un retrait unilatéral ; pour Sharon, qui vient d'être démobilisé, « nous avons perdu la meilleure ligne de défense de tout le Sinaï ». Mais la Knesset ratifie l'accord le 22 janvier, par 76 voix contre 35. De nouvelles discussions « techniques » au kilomètre 101 permettent d'arrêter les conditions du retrait israélien qui peut commencer à partir du 24 janvier. Le 28 janvier 1974, l'encerclement de la IIIe armée est levé.

Chapitre X

Le temps des petits pas

« Puisque l'Égypte ne veut pas la paix définitive, nous devons la rencontrer à mi-chemin et arriver à un compromis aussi bien sur la paix que sur les territoires.
« En ce qui concerne la Syrie, aussi longtemps qu'elle est incapable de prononcer le mot “paix” sans ressentir de sévères “crampes d'estomac”, nous devons rester en état d'alerte sur ce front. C'est un peuple extrémiste, militariste, qui n'a pas cessé de nous attaquer au cours des dernières années et sans être provoqué, sans qu'il y ait aucune faute de notre part. Un peuple qui continue à s'équiper et à s'armer à un rythme sans précédent avec des armes d'origine soviétique. Là, nous devons nous tenir fermes et forts, préparés et résolus, ce ne sont pas des paroles vaines.
« S'agissant de la Jordanie, ce qu'il est convenu d'appeler la question palestinienne naît de ce qu'il y a deux sortes de Palestiniens : ceux représentés par le roi Hussein et ceux représentés par l'OLP. Ce problème politique auquel nous devons faire face vient de ce qu'il y a deux représentations ou deux fronts palestiniens : la Jordanie et l'OLP. Je m'attends à ce que, tôt ou tard, l'un d'eux l'emporte. Il sera alors possible d'arriver à un accord avec lui. Je crois et j'espère que ce sera avec le roi Hussein. Avec Hussein, je suis persuadé qu'un accord complet sur une vraie paix pourra être obtenu. En résumé, je

dirai : avec l'Égypte, un compromis, avec la Jordanie, un accord, avec la Syrie, la fermeté.
« Tout ceci est possible non seulement si Israël veut bien négocier, mais si les Arabes sont convaincus sans aucun doute qu'ils ont à faire face à un Israël déterminé, bien organisé, militairement déployé. »
Interview de Shimon PERES à l'hebdomadaire de l'armée *Bamahane*, début septembre 1974.
« Israël n'a pas d'autre choix que de se prêter à l'exécution de la résolution du Conseil de sécurité, à moins qu'il ne soit certain de bénéficier du soutien total des États-Unis. Pour sortir de l'impasse, je ne dis pas que l'Amérique doive exercer une pression sur Israël. Il suffirait qu'Israël s'aperçoive que l'Amérique n'est pas prête à user de son influence en sa faveur. »
Interview du président ASSAD à *Newsweek*, d'après le texte publié par la presse syrienne, le 17 septembre 1974.

La fin de la première navette de Kissinger

Dès le lendemain de l'accord du 18 janvier, Kissinger s'envole pour Akaba afin de rencontrer le roi Hussein. Le monarque hachémite n'est pas dupe de la stratégie du secrétaire d'État qui consiste à tenir la Jordanie à l'écart de la négociation en cours. Il félicite pour la forme son interlocuteur et reprend la proposition déjà avancé par son Premier ministre, Rifa'i, d'un retrait symbolique israélien du secteur de Jéricho. Le projet est même plus ambitieux puisqu'il propose un retrait symétrique des deux armées de 8 kilomètres de part et d'autre du Jourdain. L'administration jordanienne s'installerait dans la zone libérée. On pourrait l'inscrire dans le plan Allon. Mais Kissinger doit avouer que c'est hors de question puisque, dans les négociations en cours en Israël pour former une nouvelle coalition gouvernementale, l'indispensable Parti national religieux s'oppose à la restitution de tout territoire en Cisjordanie. Autrement dit, il n'est même pas question que le nouveau

gouvernement israélien étudie l'application de son propre plan, le plan Allon.

Hussein ne se décourage pas et reprend ses conversations secrètes avec les Israéliens. Il rencontre Golda Meir le 28 janvier 1974[794], dans le désert de l'Arava. Son interlocutrice lui propose non le retrait, mais le rétablissement de l'autorité jordanienne sur le secteur de Jéricho dans le cadre du maintien de l'occupation militaire. C'est un dialogue de sourds puisque le roi s'en tient à un retrait militaire avec la suppression des colonies israéliennes de la vallée du Jourdain, une première étape sur la voie d'un retour aux lignes du 4 juin 1967 contre la paix.

Le 20 janvier, Kissinger est à Damas où Sadate l'a précédé d'un jour. Assad, lors de son habituelle réunion marathon de cinq heures, expose ses griefs contre Sadate et ses propres revendications. De toute façon, Kissinger n'a que des « vues personnelles » de Dayan à transmettre, et n'en a pas l'occasion. Il comprend que les Syriens sont prêts à accepter un accord de désengagement qui n'irait pas jusqu'aux lignes du 4 juin 1967. Ces derniers conservent leur atout, ne pas communiquer la liste des prisonniers israéliens, et justifient leur comportement en rappelant qu'Israël viole aussi les conventions de Genève dans les territoires occupés, en particulier en n'autorisant pas le retour des réfugiés syriens du Golan dans leurs foyers. Leur opposition est ferme mais non véhémente à l'accord Sinaï I. Sans vouloir abandonner l'alliance soviétique, Assad essaye aussi de faire comprendre à Kissinger que le problème doit être posé comme un affrontement entre les Arabes et les Israéliens et non entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Kissinger fait ensuite une brève escale en Israël pour rapporter les résultats de ses entretiens. Les Israéliens conditionnent toute ouverture de négociations à la divulgation de la liste des prisonniers. Il est de retour à Washington le 21 janvier. Sadate n'a pu obtenir la levée de l'embargo pétrolier conditionné au minimum par la conclusion d'un accord de désengagement sur le front syrien. Le ton monte entre les États-Unis et les États pétroliers arabes qui sont déjà en train de faire retraite. Il n'est plus question de nouvelles réductions de production. On a besoin de quelque chose de tangible pour mettre fin officiellement à l'embargo, mais en pratique le déficit de production commence à être comblé. Sur le marché

libre, le prix du pétrole aux enchères s’aligne sur le prix posté (aux alentours de 12 dollars).

La question pétrolière est une pomme de discorde entre les Européens et les Américains. L’administration Nixon pousse à une coopération accrue dans les questions énergétiques afin de déboucher sur un cartel de pays consommateurs. La France, au contraire, défend l’autonomie de chaque pays dans ce domaine, avec la liberté de conclure des accords bilatéraux avec les pays producteurs. Elle obtient le lancement d’un dialogue euro-arabe et défend la thèse d’une solution globale du conflit israélo-arabe. Les États-Unis répondent par la convocation d’une conférence sur l’énergie avec leurs principaux partenaires occidentaux. Celle-ci s’ouvre le 11 février 1974 à Washington et se transforme en duel personnel entre Michel Jobert et Henry Kissinger. Il en sort un groupe de coordination en matière énergétique auquel la France refuse de participer. Il se transformera, en novembre 1974, en Agence internationale de l’énergie dépendant de l’OCDE (Organisation de la coopération et du développement économique) siégeant à Paris. C’est d’abord un organe d’information, de prévision et de coordination qui peut éventuellement prendre en charge des actions de coopération en cas de crise majeure[795]. La France n’y adhérera qu’en 1992. On n’aborde pas franchement une question essentielle : les grandes compagnies pétrolières sont en situation de concurrence, une action effective de coordination conduirait à une cartellisation sous le contrôle des gouvernements contraire aux principes de la libre entreprise.

Des deux côtés de l’Atlantique, on tient des discours vertueux sur la nécessité de mettre fin à la dépendance pétrolière et de mettre sur pied une vraie politique de réduction de la consommation d’énergie, en particulier en supprimant les multiples gaspillages. Dans l’ensemble, les Européens sont entrés dans cette voie, en particulier la France qui lance un ambitieux programme de développement de l’énergie nucléaire. Aux États-Unis, en dépit des multiples récriminations envers les Arabes, rien de vraiment sérieux n’est engagé dans cette perspective.

Ne voyant rien venir, les Syriens commencent à mener une mini-guerre d’usure sur le front du Golan. Ils ont pu se rééquiper militairement et disposent du soutien du contingent marocain. Sadate a besoin d’un accord

de désengagement sur le front syrien pour ne pas paraître agir en cavalier seul, Faysal exige de son côté un geste pour pouvoir lever l'embargo. Le ballet diplomatique passe par Alger où un mini-sommet arabe réunit le 13 février Sadate, Faysal, Assad et Boumediene. Ils décident d'envoyer à Washington les ministres saoudien et égyptien des Affaires étrangères pour demander une navette de Kissinger entre Israël et la Syrie en contrepartie de la levée formelle de l'embargo. Ils sont aussi chargés de transmettre la liste des prisonniers en Syrie. Le 19 février, l'annonce est faite de la future navette après un entretien des deux ministres avec Nixon. Le 20, la liste des prisonniers est transmise à Kissinger, qui s'engage à la tenir provisoirement secrète.

En Israël, les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement sont particulièrement laborieuses. Le coût de la guerre, la hausse des prix de l'énergie et l'inflation mondiale se répercutent sur les prix des produits de base (alimentation, énergie) qui augmentent de 25 à 100 % en quelques semaines (les pays arabes non pétroliers comme le Liban et la Jordanie connaissent d'ailleurs des problèmes analogues). Les partis religieux multiplient les exigences en matière de législation. Le retour des réservistes bouleverse la situation. Motti Ashekenazi, le commandant du seul fortin de la ligne Bar Lev à ne pas avoir succombé, lance un mouvement de contestation au début de février exigeant la démission de Golda Meir et de Moshe Dayan, responsables de l'impréparation de la guerre. Le mouvement prend de l'ampleur à partir de la mi-février. Les attaques se concentrent sur la personne de Moshe Dayan, jusque-là véritable idole pour l'opinion publique. Le 20, il annonce son intention de ne pas participer au prochain gouvernement et appelle à un gouvernement d'union nationale avec le Likoud. On évoque son remplacement au ministère de la Défense par Yitzhak Rabin, qui, du fait de son séjour aux États-Unis, n'est pas associé aux multiples négligences qui ont précédé la guerre. Golda Meir envisage alors la formation d'un gouvernement minoritaire sans les religieux.

Le 26, Kissinger est à Damas où il fait semblant de recevoir la liste des prisonniers. Assad lui fait comprendre qu'il le charge directement de la négociation. En signe de bonne volonté, il accepte que les délégués du CICR visitent les prisonniers. Il n'est pas question que les Syriens

reviennent sur les lignes du 6 octobre, il leur faut au moins une fraction des territoires occupés en 1967. Le lendemain soir, le secrétaire d'État est à Jérusalem. Il donne la liste de 65 noms à Golda Meir. Après ce moment d'émotion, on reprend la discussion sur le principe même de la négociation. Finalement, les Israéliens proposent un plan de désengagement dont le principal mérite est d'exiger un désarmement total de la capitale syrienne. Kissinger rejette ce projet et évoque la nécessité d'une rétrocession comprenant le secteur symbolique de Kuneitra sur le Golan. On se met d'accord pour gagner du temps en évoquant l'envoi d'un ministre important à Washington pour étudier la question.

Kissinger part ensuite pour l'Égypte. Sadate soutient activement l'idée d'un retrait jusqu'à Kuneitra. Le secrétaire d'État repasse ensuite en Israël où on lui demande de poursuivre la négociation sans propositions israéliennes à avancer. Dans ce contexte, il est de nouveau reçu le 1er mars par Assad, qui évoque divers sujets avant d'aborder la question essentielle. Le président syrien accepte les atermoiements adverses à condition de paraître rejeter des propositions israéliennes qui n'existent pas.

De là, Kissinger se rend à Riyad où les Saoudiens laissent entendre que la levée de l'embargo est proche. Les Libyens font tout pour retarder la décision, qui sera annoncée le 18 mars avec la suppression de toutes les réductions de production, ce qui est le plus important. Le secrétaire d'État termine par Amman où il affirme qu'il n'est pas question pour les États-Unis de traiter avec l'OLP.

Interlude violent

Rentré à Washington le 4 mars, Kissinger tente de régler la question de l'amendement Jackson-Vanik. Le sénateur démocrate refuse tout compromis et exige que l'Union soviétique s'engage formellement sur la liberté d'émigration, mais en vain. La question va durer encore plusieurs mois et peser lourdement sur les relations américano-soviétiques.

Nixon, accaparé par l'affaire du Watergate, ne peut que donner des orientations générales. Sans vouloir expressément exercer des pressions sur Israël, les deux hommes décident que l'aide d'urgence de 2,2 milliards

de dollars accordée pour acheter des armes aura provisoirement le caractère d'un prêt. Il est de la compétence du président de réclamer au moins 1,5 milliard de dollars de remboursement, mais il a le pouvoir de diminuer cette somme. C'est un moyen implicite mais tangible d'exprimer sa satisfaction ou son mécontentement du comportement israélien[796]. Les demandes budgétaires pour 1975 prévoient pour la première fois une aide de 250 millions de dollars pour l'Égypte et une somme sans précédent pour la Jordanie de 205,7 millions de dollars. La demande pour Israël est de 350 millions, mais tout le monde sait que le Congrès l'augmentera considérablement.

Chez les Palestiniens, Georges Habache forme un front du refus à toute participation palestinienne à la conférence de Genève et à la constitution d'un gouvernement palestinien en exil. Il a le soutien de l'Irak où il est reçu avec les plus grands honneurs. Il rallie à lui le petit Front de libération arabe, d'obédience irakienne, et surtout le FPLP-CG de Jibril, qui exceptionnellement prend ses distances avec la Syrie. Sadate pousse au contraire Arafat à entrer dans le processus de négociation. Une nouvelle entrevue secrète au Maroc entre Vernon Walters et une délégation palestinienne, le 7 mars, ne donne rien. Kissinger s'en sert pour diminuer la pression de Sadate au sujet des Palestiniens. Les Syriens soutiennent discrètement le projet d'une Autorité nationale palestinienne dans les territoires occupés libérés, avancé par la Sa‘iqa et le FDLP d'Hawatmeh. On évoque la possibilité de retour aux limites du plan de partage de 1947. Assad a même poussé Kissinger à traiter directement avec la Sa‘iqa plutôt qu'avec le Fatah, mais l'Américain a fait la sourde oreille. Le 22 mars, Hawatmeh accorde une interview à un grand quotidien israélien par l'intermédiaire d'un journaliste américain, dans laquelle il évoque la possibilité d'un dialogue, toujours dans la perspective de l'établissement d'un État démocratique :

> Les relations futures dépendant du développement des courants progressistes, démocratiques et antisionistes au sein de la société israélienne qui trouvent leur point de départ dans une reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. C'est cela qui déterminera les possibilités de dialogue entre les deux parties sur leur avenir commun.

Cette déclaration a un certain retentissement en Israël, surtout dans les petits groupes progressistes. Peres exprime l'opinion du gouvernement en traitant Hawatmeh de « terroriste ».

Arafat continue d'atermoyer entre des lignes différentes. En bon tacticien, il cherche à transformer l'enjeu palestinien en gain politique, au moins dans les relations interarabes.

Au Liban, les tensions sociales et politiques sont fortes. Les progressistes soutiennent la ligne dure du Front du refus. Les manifestations étudiantes sont nombreuses, exprimant à la fois des revendications corporatistes et des exigences politiques radicales. L'événement le plus important est la mobilisation politique de la communauté chiite. Le 17 mars, l'imam Moussa Sadr organise à Baalbek une manifestation monstre de 100 000 personnes dont 15 000 armées. La foule lui prête allégeance et jure de lutter jusqu'à la dernière goutte de sang pour défendre les droits de la communauté. On exige un plan de développement des régions déshéritées et abandonnées par l'État. L'imam fait l'éloge de la résistance palestinienne et de sa discipline :

> Dire qu'Israël attaque le Sud en réponse à l'activité des fedayins, c'est faire le jeu de l'ennemi qui convoite le Sud et ses eaux et n'a besoin d'aucun prétexte pour perpétrer ses agressions.

Il menace de passer à la lutte armée :

> Si l'État ne se décide pas à riposter aux attaques ennemies et à protéger les habitants du Sud, la population des villages frontaliers se battra contre les Israéliens. Nous allons aménager des camps d'entraînement dans le Hermel et les sudistes deviendront des soldats pour défendre leur terre et leurs enfants.

L'événement est un moment important dans l'histoire du Proche-Orient contemporain. Certes, ce n'est pas la première fois qu'un mouvement d'inspiration religieuse islamique entre dans le champ politique, mais jusque-là les islamistes (on n'utilise pas encore couramment ce terme) étaient considérés comme des conservateurs. Ce qu'entreprend Moussa Sadr, en reprenant la totalité des revendications sociales des populations chiites définies comme déshéritées et en adoptant le vocabulaire politique du nationalisme arabe, c'est de capter la base sociale des mouvements

progressistes. Il utilise dans ce sens toute la martyrologie chiite qui se trouve ainsi redéfinie. Il annonce ce qui deviendra la révolution islamique iranienne.

En Israël, prétextant l'accroissement de la tension avec la Syrie qui mène une petite guerre d'usure, Dayan et son allié proche Shimon Peres acceptent de participer au nouveau gouvernement de coalition comprenant le Parti national religieux. Le nouveau gouvernement de Golda Meir est formé le 9 mars et reçoit le lendemain l'investiture de la Knesset par 52 voix contre 46 et 9 abstentions. Rabin devient ministre du Travail. La presse accuse Meir, Dayan et Peres d'avoir grossi la menace syrienne pour justifier leur volte-face. Le programme du nouveau gouvernement comprend la paix avec les voisins arabes, mais un refus définitif de revenir aux lignes du 4 juin. Jérusalem est la « capitale éternelle » de l'État d'Israël, et la création de colonies de peuplement « dans le pays », c'est-à-dire Eretz Israël dans sa totalité, sera poursuivie. Il n'est pas question de négocier avec des « terroristes » et d'admettre la constitution d'un État palestinien. Aucun accord de paix ne sera conclu sans consultation préalable des électeurs. Eban, qui reste ministre des Affaires étrangères, justifie les revendications territoriales israéliennes par les besoins de la sécurité de l'État juif.

Dayan a été choisi comme émissaire à Washington pour discuter de la question du désengagement avec la Syrie. Kissinger, en visite à Moscou du 23 au 28 mars, repousse la rencontre après cette date. Les Soviétiques exigent toujours de participer au processus de négociation, mais Assad et Sadate préfèrent suivre la voie ouverte par les Américains, ce qui permet à Kissinger de résister à la pression soviétique. Au mois d'avril, Sadate multiplie les attaques contre l'Union soviétique, faisant comprendre que le traité entre les deux pays est pratiquement lettre morte et que l'Égypte se tournera vers l'Occident pour son armement. Il invite Nixon à se rendre en Égypte. De son côté, Assad insiste sur son indépendance de décision par rapport à Moscou tout en obtenant de nouveaux armements. L'Union soviétique réoriente sa politique vers l'Irak, mais le pays est accaparé par la révolte kurde qui reprend au printemps 1974. Elle est financée et armée par l'Iran (qui, en même temps, réprime ses propres Kurdes), les États-Unis et Israël. Les Soviétiques proposent en vain leur médiation. Ils

donnent aussi leur soutien politique à l'OLP, mais en insistant sur le fait qu'il n'est pas question de remettre en cause l'existence d'Israël.

Le 29 mars, Dayan propose à Washington un plan comprenant un retrait israélien limité avec retour de la population civile et démilitarisation. Israël conserverait un tiers du territoire conquis en octobre 1973. Kissinger tente de lui faire comprendre que c'est inacceptable. Il communique à Assad les points positifs que sont le retour de la population et la démilitarisation.

Le 2 avril, la commission Agranat, chargée d'étudier les responsabilités dans l'impréparation de la guerre, dépose ses conclusions provisoires. L'armée israélienne avait toutes les informations nécessaires pour prévoir une attaque imminente. Le chef d'état-major de l'armée, le général Eleazar, le commandant du front sud, Gonen, et le commandant des renseignements militaires, Zeira, sont sévèrement blâmés et sont relevés de leurs fonctions. En revanche, le gouvernement est épargné, en particulier Dayan. Les militaires payent en quelque sorte le prix de leur quasi-monopole de l'information et de l'expertise.

Cette véritable amnistie des politiques provoque la colère populaire. Dayan est le premier visé par les mouvements de protestation. Il refuse de démissionner, mais c'est Golda Meir, épuisée, qui cède. Elle décide de mettre fin à sa vie politique le 10 avril. Son gouvernement gérera les affaires jusqu'à la formation d'un nouveau ministère. C'est la fin de la génération des fondateurs de l'État d'Israël. Le Parti travailliste a deux semaines pour désigner le nouveau chef de gouvernement. La compétition oppose Rabin à Peres. Le premier l'emporte le 22 avril par un vote au comité central avec 54 % des voix contre 46 %. Il a pour lui le fait d'avoir été l'organisateur de la victoire en 1967 et de n'être pas compromis dans les responsabilités immédiates de la guerre d'octobre. Son programme est clair : il n'est pas question d'abandonner les colonies de peuplement ; il est exclu que toute localité israélienne implantée dans les territoires occupés passe un jour sous contrôle palestinien quelle que soit la nature du règlement final qui interviendra (déclaration du 10 mai 1974).

Le 13 avril, la délégation syrienne, conduite par le général Hikmat Shihabi, arrive à Washington. Elle apporte un plan de retrait fondé sur la rétrocession de Kuneitra, c'est-à-dire un gain par rapport au 6 octobre

1973, mais sans inclure des colonies israéliennes du Golan. Le but de Damas est d'obtenir la récupération de la totalité des territoires occupés sans avoir à reconnaître l'État d'Israël, celui des Israéliens est de conserver la majeure partie de leurs conquêtes tout en obtenant la reconnaissance. La proposition syrienne fait en quelque sorte l'impasse sur ces deux questions et donne ainsi à Kissinger la marge de manœuvre nécessaire. Il transmet aux Israéliens le contenu des entretiens qui restent intransigeants tout en acceptant le maintien de la négociation.

L'objectif premier de Kissinger est d'éviter une reprise de la guerre au Moyen-Orient sur le front syrien. Elle permettrait un retour offensif de l'Union soviétique dans la région, isolerait totalement l'Égypte dans le monde arabe et risquerait de faire tomber le régime de Sadate, sans parler du risque d'un nouvel embargo pétrolier. Il faut un minimum de calme pour pouvoir négocier, mais c'est compter sans l'action du Front du refus.

Le 11 avril, le FPLP-CG lance un raid à partir du Liban-Sud dans le but de mettre fin au processus de paix. Trois commandos réussissent à s'infiltrer en Israël, dans la ville de Kyriat Shmoneh, et massacrent systématiquement toutes les personnes qu'ils trouvent dans un bâtiment résidentiel. Des forces d'élite israéliennes interviennent immédiatement et réussissent à éliminer les assaillants. Le bilan est particulièrement lourd : 16 civils tués dont 8 enfants et 5 femmes, et 2 soldats. Le FPLP-CG revendique immédiatement l'opération tout en affirmant que les commandos venaient des territoires occupés. Ils auraient eu pour but de prendre des otages, et les morts ont été provoqués par l'assaut israélien. On parle de martyrs et d'action suicide. Le but clairement politique de l'opération est revendiqué :

> Le FPLP-CG rejette toute solution défaitiste au problème palestinien, refuse la création d'un mini-État palestinien et réaffirme qu'il poursuivra la lutte armée révolutionnaire jusqu'à la libération totale de la Palestine.

Le communiqué dénonce violemment « les tentatives de liquider le mouvement révolutionnaire arabe et son avant-garde, la lutte armée palestinienne, […] le désengagement sur le front égyptien, les conversations de Genève, l'ouverture des marchés arabes aux capitaux et monopoles impérialistes, la normalisation des relations avec l'impérialisme sont l'expression de ces tentatives ». On s'élève contre

« les dirigeants palestiniens qui acceptent un règlement défaitiste et la création d'un État palestinien en carton-pâte ».

Israël accuse immédiatement le Liban et Golda Meir évoque une responsabilité collective libanaise : « Nous considérons le gouvernement libanais et les habitants de ce pays comme les responsables de ce massacre qui a bouleversé la nation israélienne tout entière. »

Le 13 avril, les représailles israéliennes s'en prennent aux villages frontaliers libanais, détruisant plusieurs maisons et des installations de pompage. Deux femmes sont tuées et 13 personnes sont prises en otages.

Dayan donne explicitement le sens de l'opération :

> Le but du raid effectué la nuit dernière contre six villages du Liban-Sud est politique. Nous voulons faire comprendre au gouvernement et au peuple libanais que nous rendrons toute vie normale impossible dans cette région tant qu'il sera permis aux fedayins d'agir à partir du territoire libanais contre les agglomérations frontalières israéliennes.

Les jours suivants, les Israéliens reprennent leurs bombardements, et leur aviation multiplie les « murs du son » au-dessus du pays, y compris à Beyrouth.

À Beyrouth, les différentes forces progressistes et propalestiniennes s'en prennent vivement à l'armée et au gouvernement, incapables de défendre le pays.

C'est dans ce contexte que l'imam Moussa Sadr, lors d'un nouveau meeting à Baalbek, le 24 avril 1974, fait sa célèbre déclaration : « Les armes sont l'ornement de l'homme » *(al-silah zinat al-rijâl)*. Pour l'instant, les militants chiites coopèrent avec le Fatah, qui entraîne les villageois du Sud au maniement d'armes.

Le Liban adresse immédiatement une plainte au Conseil de sécurité. Les pays arabes se solidarisent avec le Liban, y compris l'Égypte. La majorité des membres du conseil poussent à une condamnation exclusive d'Israël, ce qui aurait entraîné un veto américain, très préjudiciable à la future navette de Kissinger. On trouve un texte de compromis qui permet un vote positif américain. C'est la résolution 347 du 24 avril 1974 qui

1) Condamne la violation par Israël de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban et demande une fois encore au gouvernement israélien de s'abstenir d'autres actions et menaces militaires contre le Liban ;

2) Condamne tous les actes de violence, en particulier ceux qui entraînent la mort tragique de civils innocents et prie instamment tous les intéressés de s'abstenir de tous autres actes de violence.

Cette résolution provoque une vive amertume en Israël, car l'affaire de Kyriat Shmoneh n'y est pas directement mentionnée. Elle n'affecte en rien la politique suivie puisque le village libanais de Chebaa est de nouveau bombardé le 27 avril, 3 écoliers sont grièvement blessés. L'armée libanaise, cette fois, réplique. En même temps, le front du Golan se réchauffe avec des combats aériens. Ces violences se poursuivent durant les premiers jours de mai, aussi bien sur le Golan qu'au Liban où les villages frontaliers sont régulièrement bombardés par l'aviation israélienne qui fait de nombreuses victimes civiles. Ainsi un bombardement sur Chebaa, le 13 mai, fait 4 morts, une femme et 3 enfants.

La seconde navette de Kissinger

Il a été convenu que la négociation israélo-syrienne prendrait la forme d'une nouvelle navette du secrétaire d'État. Il ne pouvait pas prévoir qu'elle prendrait plus d'un mois.

Elle commence, les 28 et 29 avril 1974 à Genève, par des entretiens avec Gromyko qui montrent une nouvelle fois que l'Union soviétique se trouve marginalisée. Un passage par Alger permet d'avoir la bénédiction de Boumediene. Ensuite, Kissinger se concerte avec Sadate à Alexandrie. Le 2 mai, il entre dans le vif du sujet en Israël. Il déploie tous ses talents pédagogiques pour faire comprendre les nouvelles données de la situation internationale. Il est le meilleur ami d'Israël, un désengagement améliorerait singulièrement la position de l'État hébreu, un échec américain isolerait Israël, qui serait alors soumis à des pressions extérieures beaucoup plus fortes. Les discussions des 3 et 4 mai à Damas

peuvent être considérées comme exploratoires. La navette se continue par Amman, Jérusalem, Le Caire. Tous les jours, le secrétaire d'État change de capitale. L'atmosphère générale des rapports avec les interlocuteurs arabes est meilleure qu'avec leurs homologues israéliens. L'atmosphère est lourde à Jérusalem, la méfiance permanente. Begin sonne le tocsin et crie à la trahison.

Kissinger travaille à rallier les États arabes sur des positions qu'il n'a pas officiellement avancées, un retrait jusqu'à Kuneitra. Sadate et le roi Hussein les approuvent, Faysal et Boumediene sont plus mesurés mais ne s'y opposent pas. Il peut ainsi présenter une sorte de consensus arabe à Israël. Ses interlocuteurs commencent à accepter le principe d'un tel retrait tout en chicanant sur une multitude de détails. Pour toutes les parties, Kuneitra prend une valeur symbolique bien plus importante que sa valeur réelle.

Le 13 mai, Kissinger est obligé de bien faire comprendre à Golda Meir le sens de sa stratégie des petits pas, qui est d'éviter les questions essentielles et de se perdre dans les détails797 :

> Il a toujours été entendu – d'ailleurs, nous avons toujours cru que vous le souhaitiez – que la guerre s'achèverait par quelque forme de négociation directe. Nous sommes parvenus à amortir l'impact de ces négociations sur Israël et nous avons réduit le problème à des considérations telles que nous nous trouvons maintenant amenés à défendre Assad quand nous parlons d'un demi-kilomètre pour une ligne située à un kilomètre de l'ancienne ligne de démarcation, alors que vous pourriez facilement être dans un forum international où vous vous feriez battre tous les jours à propos de la ligne de 1967, où tous les jours les États-Unis seraient priés de prendre position sur la ligne de 1967. […] Ce faisant, nous avons rompu l'embargo sur le pétrole, ridiculisé les Russes au Moyen-Orient ; si vous deviez affronter tout cela sous la pression des Russes, avec l'embargo sur le pétrole en plus, vous ne parleriez pas d'un village druze dans le secteur sud, vous parleriez d'un tas de choses bien pires.

Si le principe du retrait de Kuneitra est obtenu, la négociation passe au contrôle des accès. Kissinger envisage de rentrer aux États-Unis, mais un nouveau drame va changer sa décision.

Alors que les discussions font rage chez les responsables palestiniens, l'affaire de Kyriat Shmoneh a apporté beaucoup de prestige à Ahmad Jibril ainsi que des aides financières de la Libye. Au contraire, le projet d'Hawatmeh de constituer une « autorité nationale » est critiqué et traité de fantaisie ou de trahison. Le FDLP décide de lancer une opération afin de redorer son blason et de s'opposer à la diplomatie de Kissinger. Suivant le même mode opératoire que le mois précédent, 3 commandos s'infiltrent en Israël et prennent une centaine d'élèves en otages dans une école de la ville de Ma'alot après avoir tué 3 personnes. Ils sollicitent la libération de 25 prisonniers palestiniens. Le FDLP demande aux ambassades de France et de Roumanie de servir d'intermédiaires. L'armée israélienne encercle immédiatement l'école. Le gouvernement israélien se réunit en session d'urgence et décide de lancer l'assaut tout en donnant l'apparence d'accepter la négociation (il semblerait qu'il était prêt à accepter la négociation, mais Dayan aurait fait pencher la balance dans l'autre sens). On retarde ainsi l'arrivée sur place des deux ambassadeurs. L'assaut est donné au moment de la fin de l'ultimatum des preneurs d'otages. Le bilan final est lourd. Trois commandos et 23 Israéliens dont 16 enfants sont tués.

Dayan justifiera le 20 mai à la Knesset l'opération dans les termes suivants :

> Il est essentiel de ne jamais céder aux exigences des terroristes. Nous devons les abattre et non leur céder. C'est l'arme la plus sûre. Les terroristes ne doivent jamais ressortir vivants de chez nous. Ils doivent savoir qu'en acceptant de venir en Israël, ils acceptent aussi de se faire tuer avant d'obtenir satisfaction.

L'opinion israélienne est profondément choquée. Le drame rappelle les atrocités précédentes et accroît le sentiment d'insécurité (il y a dans la même période une recrudescence des attentats en Cisjordanie et à Jérusalem). Le camp des intransigeants en sort renforcé.

Tandis que le monde exprime son horreur, l'aviation israélienne bombarde le Liban, faisant, le 16 mai, 37 tués et 150 blessés libanais et syriens, pour l'essentiel des civils. La presse libanaise accuse Israël d'avoir jeté des jouets piégés dans les camps palestiniens afin de frapper délibérément les enfants. Les bombardements continuent les jours suivants

avec de nouvelles victimes. Le Liban parle de « terrorisme d'État ». Le 23 mai, le FDLP lance une nouvelle opération qui est un échec. Le mouvement sort gagnant de l'affaire, bénéficiant de nouveaux recrutements et d'une aide financière de la Libye.

Kissinger se saisit de la situation pour avancer une « proposition américaine » aux deux parties, déplaçant la ligne de séparation dans le secteur de Kuneitra de 200 mètres et créant une zone démilitarisée et une zone de limitation d'armements (il s'agit de répondre aux exigences de sécurité émises aussi bien par les Israéliens que par les Syriens). Il reprend son épuisante navette. Le 18 mai, après avoir fait durer le plaisir, Assad accepte la proposition américaine.

Il reste encore à définir les zones de limitation d'armements et la zone tampon sous contrôle de l'ONU. Cela prend encore une dizaine de jours. Une fois la négociation terminée, la signature a lieu à Genève au niveau des délégations militaires sans photo ni poignée de main. Une Force des Nations unies pour l'observation du désengagement (FNUOD, en anglais UNDOF) sera mise sur pied. Les membres permanents du Conseil de sécurité ne pourront pas y participer. La force originelle sera composée de 1 250 hommes – Autrichiens, Péruviens, Canadiens et Polonais. À la demande des Syriens, la partie de l'accord concernant la limitation des forces n'est pas rendue publique. Oralement, Assad s'est engagé à ne pas permettre d'infiltration de commandos palestiniens par le Golan.

L'accord prévoit deux semaines pour son application. Il en faudra en fait un peu plus, mais l'échange de prisonniers a lieu à la fin de la première semaine. On y ajoute les Libanais enlevés par les Israéliens le 13 avril. Ils se plaignent de mauvais traitements divers, voire d'actes de torture. C'étaient de simples paysans et non des militants politiques, comme l'avait d'abord prétendu l'armée israélienne. Deux aviateurs israéliens faits prisonniers au Liban sont ensuite libérés sans qu'officiellement il y ait un lien entre les deux affaires. De son côté, le gouvernement israélien portera des accusations de mauvais traitements, voire de torture des prisonniers israéliens en Syrie.

La ville de Kuneitra est rasée par les Israéliens avant son évacuation. La presse syrienne parle de méthodes nazies. Ultérieurement, le gouvernement syrien décidera de laisser la ville dans cet état, comme

témoignage de l'action israélienne. Israël s'indignera du refus syrien de repeupler la ville, y voyant la volonté de laisser possible une reprise des hostilités. Les Nations unies enverront une commission d'enquête qui conclura à une destruction intentionnelle postérieure à la guerre d'octobre. L'Assemblée générale de l'ONU votera le 29 novembre 1974 une résolution qualifiant la destruction de la ville de violation de la IVe convention de Genève.

La seconde navette dure ainsi trente-quatre jours. Kissinger paye le prix des petits pas. En refusant d'aborder les éléments fondamentaux du conflit, il a certes montré que des progrès étaient possibles, mais au prix d'une longue et épuisante négociation sur des détails extrêmement techniques. Les deux accords de désengagement n'ont été possibles que parce que les parties ne pouvaient demeurer dans une situation d'imbrication de leurs forces. L'Égypte et la Syrie ont rétabli leurs relations diplomatiques avec les États-Unis, mais n'ont entamé aucune négociation directe avec Israël.

Le 3 juin, Rabin succède à Golda Meir, qui met fin à sa carrière politique en démissionnant de son mandat de député. C'est le premier natif (Sabra) du sol israélien à devenir Premier ministre. Le nouveau gouvernement, tout en témoignant d'un rajeunissement certain, reproduit le vieux clivage du socialisme israélien. Rabin a été membre du Palmach, et son ancien chef, Allon, devient vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Peres, chef de file des anciens bengourionistes depuis l'éclipse de Dayan, devient ministre de la Défense. Abba Eban, à son grand désarroi, n'est plus que simple député. Il paye le prix de ses différends avec Rabin lorsque que ce dernier était ambassadeur à Washington.

Le nouveau trio dirigeant, Rabin, Allon, Peres, est d'accord sur l'essentiel : la paix est secondaire par rapport à la conservation des territoires et la colonisation doit être encouragée. Comme durant le mandat britannique, l'implantation fait naître de nouveaux droits sur lesquels il n'est pas question de revenir. Dans les dernières semaines du gouvernement de Golda Meir, la ville de Yamit dans le Sinaï a été créée (mars 1974). La nouvelle coalition ne dispose que de 61 voix sur 120 à la Knesset. Pour attirer les 10 voix supplémentaires du Parti national

religieux (PNR), Rabin s'est engagé à procéder à de nouvelles élections avant de conclure un accord de paix comprenant une rétrocession de territoires en Cisjordanie. En septembre 1974, le PNR rejoindra la coalition.

La faiblesse du nouveau gouvernement devant le mouvement de colonisation d'inspiration religieuse est immédiatement révélée798. Le groupe du Bloc de la foi (Goush Emounim) fonde la colonie « illégale » d'Elon Moreh à proximité de Naplouse le 3 juin 1974. Peres tolère l'entreprise. Les militaires israéliens demandent des instructions directes à Rabin. Ce dernier consulte son vieux compagnon d'armes, Ariel Sharon, qui propose le compromis habituel d'installer les colons dans une base militaire voisine qui deviendrait insensiblement une implantation. Les intéressés refusent. Il faut toute l'énergie de Sharon pour les expulser, mais personne n'est poursuivi pour avoir violé les instructions du gouvernement. Clairement, à tous les niveaux, les responsables gouvernementaux ont exprimé leur sympathie. Durant l'été, ils encouragent la construction de nouveaux quartiers juifs dans la partie arabe de Jérusalem. Il en est de même dans la vallée du Jourdain et dans le Sinaï.

Nixon s'est saisi de l'invitation de Sadate. En plein désarroi en raison de l'affaire du Watergate, il tente désespérément d'apparaître en contrôle de la situation mondiale et juge que son rôle a été complètement passé sous silence par Kissinger, d'où des relations particulièrement tendues entre les deux hommes. Il est vrai que la presse, particulièrement hostile au président, épargne totalement le secrétaire d'État, voire le couvre d'éloges.

Il a été décidé qu'il ferait une tournée du Proche-Orient, la première d'un président des États-Unis, si l'on ne compte pas les arrêts de Roosevelt au Caire au moment de Yalta. Le 12 juin, il est accueilli en Égypte par une foule en délire. Même si la mobilisation populaire a été organisée par le gouvernement, l'enthousiasme est authentique et des millions de personnes y participent. Nixon célèbre la nouvelle relation avec l'Égypte et promet une aide massive, y compris la construction d'une centrale nucléaire. Sadate le presse de prendre position sur la question du retour aux lignes du 4 juin 1967 et des droits des Palestiniens. Le président

américain s'en tient à des réponses évasives, laissant entendre que de tels objectifs pourraient être atteints grâce à la diplomatie des petits pas.

Le 14 à Djedda, Faysal s'en tient aux principes généraux de la politique américaine et donne son approbation.

À Damas, le 15, Assad se montre beaucoup plus insistant, allant jusqu'à mener une sorte de contre-interrogatoire. Puisque la Syrie a accepté les résolutions de l'ONU, il faut qu'Israël rétrocède tous les territoires occupés. Nixon, toujours mal à l'aise dans les situations de confrontation, semble céder sur ce point. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont rétablies.

Le 16, l'accueil en Israël est moins chaleureux. Rabin demande de nouvelles livraisons d'armes et Nixon le presse d'engager de nouvelles négociations avec les Arabes. Le Premier ministre israélien lui répond que la paix ne peut se borner à de simples retraits territoriaux mais doit comprendre une certaine réciprocité. Israël ne tolérerait pas d'attaques terroristes, il faut maintenir la puissance israélienne. Explicitement, Rabin demande que les États-Unis ne fournissent pas d'armements à ses nouveaux alliés arabes et, implicitement, il marque que la sécurité israélienne implique un certain nombre de gains territoriaux par rapport au 4 juin 1967. Il obtient, par réciprocité avec les Égyptiens, une promesse de centrale nucléaire.

La tournée se termine par la Jordanie où Nixon n'a rien à dire de substantiel au roi Hussein. Certes, Kissinger et lui pensent qu'il faudrait arriver à un accord de désengagement israélo-jordanien, sinon l'OLP sera reconnue comme représentante des Palestiniens. Le secrétaire d'État l'a déclaré plusieurs fois en public. Cyniquement, il considère qu'un accord de ce genre transformerait l'affaire en affrontement jordano-palestinien et non arabo-israélien. Mais il n'en est pas question du côté israélien. Le 7 mars, le roi Hussein a une nouvelle fois rencontré clandestinement Golda Meir et Dayan, et il a rappelé sa position fondamentale : il ne peut être question de « compromis » territoriaux (c'est-à-dire d'annexions) parce que le territoire appartient aux Palestiniens. On peut discuter un retrait graduel mais à la condition d'un engagement préalable de retour aux lignes du 4 juin 1967. C'est comme d'habitude un dialogue de sourds,

l'habileté du roi étant de maintenir des relations cordiales dans cette atmosphère.

Les intentions américaines ne sont que des vœux pieux. Rabin refuse toute négociation aussi bien avec les Palestiniens qu'avec les Jordaniens. La suite des pourparlers doit avoir lieu soit avec les Égyptiens, soit avec les Syriens. Sadate a fait comprendre que la priorité devait lui être accordée. Il va donc jouer sur la carte palestinienne alors que la crise intérieure américaine s'aggrave.

Le facteur palestinien

Le processus de paix entamé implique de reposer la question du sort des territoires occupés, en particulier de la Cisjordanie et de Gaza. La politique israélienne est contradictoire. Elle s'appuie sur les municipalités pour administrer la population en jouant systématiquement de la carotte et du bâton, mais elle ne veut pas voir émerger une direction nationale palestinienne issue du milieu des chefs de municipalité[799]. Toutes les tentatives en ce sens menées par le cheikh Jaabari, l'ambitieux maire d'Hébron, ont été bloquées. Il en résulte que les Israéliens n'ont pas les interlocuteurs éventuels qu'aurait constitués une direction conservatrice et pragmatique. Il faut reconnaître que, de toute façon, ces conservateurs n'auraient jamais accepté d'autre option que le retour aux lignes du 4 juin 1967.

Le 11e CNP tenu au Caire en janvier 1973 a appelé à la constitution d'un Front national palestinien en Cisjordanie. Elle doit passer par la collaboration des anciennes forces politiques clandestines de l'époque jordanienne. Le Front est constitué en août 1973, et il est d'abord animé par le Parti communiste jordanien (PCJ), l'organisation politique clandestine la plus implantée. Suivant la ligne définie par Moscou, le PCJ appelle à la réalisation des résolutions de l'ONU sans définir quel sera l'avenir des territoires. Les baathistes et le Mouvement des nationalistes arabes ont rejoint le Front avec lequel collaborent les représentants de l'OLP qui continuent à prêcher la lutte armée. Grâce à cette stratégie, l'OLP se trouve en position forte pour rejeter les revendications jordaniennes sur le territoire.

La guerre de 1973 a radicalisé la population. En dépit des difficultés logistiques dues en particulier à la collaboration policière entre la Jordanie et Israël, l'OLP renforce considérablement sa présence tandis que le nombre d'attentats augmente considérablement ainsi que les actions de désobéissance passive et les affirmations d'une appartenance nationale palestinienne interdites par la puissance occupante. Les maires sont obligés de les suivre dans ces dernières démarches. À Beyrouth, c'est Khalil al-Wazir (Abou Jihad) qui a pris la succession de Kamal Adwân, assassiné par les Israéliens en avril 1973, comme coordinateur des activités dans les territoires occupés, ce qui renforce sa position auprès d'Arafat.

Pour bloquer tout accord de désengagement israélo-jordanien immédiat, Sadate accorde son soutien à Arafat. Au-delà de la manœuvre politicienne, le président égyptien a compris la nécessité d'éviter la situation dans laquelle s'est trouvé Nasser durant l'été 1970, une confrontation directe avec la résistance palestinienne. Tout en préparant la négociation d'un nouveau retrait israélien dans le Sinaï, il s'agit aussi de rappeler que les petits pas de Kissinger ne peuvent pas durablement faire passer sous silence la dimension fondamentale du conflit.

Le 12e CNP se tient au Caire dans les deux premières semaines de juin 1974 et approuve un programme en dix points exprimant la ligne centriste d'Arafat et l'accord négocié entre le Fatah, la Sa'iqa et le FDLP. Il est défini comme un « programme de transition ». Si le ton reste militant, la principale innovation est le projet d'une autorité nationale et l'acceptation d'une démarche politique à côté de la lutte armée :

> L'OLP lutte par tous les moyens et en premier lieu la lutte armée pour libérer la terre palestinienne et édifier un pouvoir national indépendant et combattant du peuple sur toute partie de la terre palestinienne libérée. Cela nécessite un changement important dans le rapport des forces, en faveur de notre peuple et de son combat.

Tout en n'abandonnant pas la lutte armée et le projet d'une Palestine unitaire et démocratique où vivraient Juifs et Arabes, l'OLP se place en position de participer éventuellement à la conférence de Genève si celle-ci est reconvoquée. Le texte est suffisamment ambigu pour permettre une double lecture, minimaliste et maximaliste. On a pu parler de « oui-non »

(*la‘am* en arabe)[800]. Le principe fondamental que l’OLP est le seul représentant du peuple palestinien est ainsi rappelé. Les personnalités palestiniennes des territoires occupés expulsées par les Israéliens deviennent membres de droit du CNP, décision habile qui renforce considérablement l’implantation de l’OLP dans les territoires. Sur les 14 membres du nouveau comité exécutif (CE OLP), trois appartiennent ainsi au Front national palestinien (FNP). Inquiètes de voir se renforcer la position de l’OLP en Cisjordanie, les autorités israéliennes mèneront durant l’été 1974 une campagne d’arrestations des membres du FNP afin de décapiter le mouvement. L’affaire la plus célèbre sera l’arrestation de l’archevêque grec-catholique de Jérusalem, Mgr Hilarion Capucci, accusé de « terrorisme » et de trafic d’armes au profit du Fatah.

Au mois de juin[801], le Fatah intercepte une lettre d’un proche d’Abu Nidal donnant l’instruction de préparer l’assassinat de Mahmoud Abbas (Abou Mazen) à Beyrouth. Il s’ensuit une série d’arrestations de proches d’Abou Nidal qui passeront ensuite en procès. Néanmoins, Abou Daoud obtiendra une nouvelle tentative de conciliation qui échoue. Abou Nidal est alors condamné à mort par contumace par un tribunal palestinien. La rupture est maintenant définitive. Avec le soutien de l’Irak, Abou Nidal créée, en octobre 1974, une organisation dissidente, le Fatah Conseil révolutionnaire, qui domine la communauté des Palestiniens en exil en Irak.

Comme on pouvait s’y attendre, le Front du refus réplique le 13 juin par un raid en Galilée organisé par le FPLP-CG. Les quatre commandos tuent 3 femmes avant d’être abattus par l’armée israélienne. Le communiqué du FPLP-CG donne le sens de l’opération, une riposte à la tournée de Nixon, et :

> Cette opération réaffirme en outre la détermination de notre peuple à poursuivre la lutte armée populaire, seule voie pour la libération de la Palestine et que ne saurait entraver le programme en dix points.

Les Israéliens accusent immédiatement le Liban, mais attendent que Nixon ait quitté Jérusalem pour lancer les opérations de représailles. Le 18 juin, leur aviation bombarde le Liban-Sud, causant surtout d’importants dommages matériels. Les bombardements se continuent les jours suivants ; celui des camps palestiniens de Tyr et de Saïda, le 20 juin, fait

selon la presse libanaise une trentaine de morts, essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards. L'OLP, par ses différents porte-parole, accuse Israël et les États-Unis de mener une guerre d'extermination contre le peuple palestinien. En revanche, Israël affirme n'avoir visé que des quartiers généraux des organisations palestiniennes et pris toutes les mesures pour éviter de frapper des civils innocents.

Le 21, Shimon Peres adresse un « avertissement de la onzième heure » au Liban :

> Israël demande au Liban de prendre des mesures constructives pour interdire le passage à ceux qui vont commettre des meurtres en Israël, et ce pays ferait mieux d'empêcher les fedayins d'utiliser son territoire que de s'exposer à des mesures pouvant perturber sa vie et sa souveraineté.

Arafat se saisit de la situation pour mettre les pays arabes devant leurs responsabilités :

> Comme d'habitude, les Israéliens ont procédé par étapes. Ils ont traité séparément avec l'Égypte puis la Syrie pour obtenir un désengagement des forces dans le Sinaï et le Golan. Ils s'apprêtent maintenant à traiter avec la Jordanie. Alors que tous les fronts arabes se sont tus, les dirigeants de Tel-Aviv, dont le seul but était d'obtenir un cessez-le-feu en vue de maintenir le *statu quo* établi, se sont maintenant retournés contre le peuple palestinien dont les droits spoliés constituent le fond du problème dans le conflit arabo-israélien.

Tandis que Washington déplore ce nouveau cycle de violence qui compromet le règlement pacifique du conflit israélo-arabe, Moscou se taille un succès facile en prenant la défense du Liban et en accusant Israël d'utiliser « les méthodes des criminels hitlériens de la Seconde Guerre mondiale ».

Le 23, Peres annonce la suspension des raids israéliens, mais, le 25, le Fatah lance une opération dans la ville israélienne de Nahariyya, prenant une famille israélienne en otage. Les trois membres du commando tuent trois otages (une femme et ses deux enfants) et un soldat avant d'être éliminés par l'armée israélienne. Le communiqué officiel palestinien parle « d'une riposte aux attaques sauvages effectuées récemment par l'aviation israélienne contre les camps de notre peuple ».

La Knesset vote une motion faisant porter sur le Liban l'entière responsabilité de l'attentat tandis que le gouvernement délibère sur la stratégie à suivre. On décide d'abandonner la pratique de la réponse au coup par coup qui s'est révélée improductive. Les ports de pêche de Tyr, Saïda et Sarafand sont bombardés par la marine israélienne le 8 juillet, sans qu'il y ait de victimes civiles. Le commando de Nahariyya serait venu par mer et il s'agirait d'empêcher de nouvelles opérations de ce genre. Des tracts mettent en garde les pêcheurs libanais contre toute coopération avec les terroristes.

Le 4 juillet, Hajj Amin al-Husseini meurt à Beyrouth à l'âge de 77 ans. Des funérailles imposantes, avec un cortège de Jeeps chargées de miliciens armés, lui sont faites à Beyrouth le 7 et il est enterré au cimetière des martyrs palestiniens.

Alors que le général Yariv, devenu ministre, a évoqué la possibilité de négocier avec l'OLP seulement si cette organisation reconnaissait l'État d'Israël et arrêtait effectivement tout acte d'hostilité, Rabin est amené, le 13 juillet 1974, à préciser la position israélienne définie comme étant l'option jordanienne. Il n'est pas question de reconnaître une « entité palestinienne » :

> Je suis personnellement opposé à une telle idée. Je suis persuadé que le seul partenaire avec lequel une situation du problème palestinien et une avancée vers la paix puissent être envisagées est le régime hachémite.
>
> La grande majorité des Palestiniens vit soit en Jordanie, soit en Judée-Samarie, soit dans la bande de Gaza. Les Israéliens qui pressent le gouvernement de traiter avec les « Palestiniens » ne font qu'ajouter à la confusion.
>
> Toute décision israélienne dans ce sens garantirait automatiquement un statut de représentation aux pires ennemis d'Israël – à ceux qui refusent de reconnaître l'existence d'Israël et qui déclarent publiquement que l'objectif est la destruction de l'État.

Pour le Premier ministre, l'OLP ne représente pas les Palestiniens, mais il n'est pas question de les consulter pour savoir qui sont leurs représentants. Il n'envisage de négocier qu'avec des États :

Il existe un problème des Arabes qui habitaient ou habitent encore dans ce qui était la Palestine, mais ceci est une question secondaire qui sera résolue dans la mesure où les pays arabes se résigneront à admettre l'existence d'Israël et accepteront de faire la paix avec lui, en tant qu'État juif indépendant.

Dans son for intérieur, il est persuadé qu'il est impossible d'annexer la totalité des territoires occupés en raison de l'importance numérique de la population arabe. Il envisage la rétrocession des zones peuplées de la Cisjordanie à la Jordanie, qui, en quelque sorte, les administrerait pour le compte d'Israël (théorie de l'accord fonctionnel) et la conservation du reste ainsi que de Jérusalem. Il partage les vues d'Allon, mais pense qu'Israël n'est pas en position de force suffisante pour engager une telle négociation et que la priorité est ailleurs.

Rabin pense avant tout en termes de forces armées et d'États qui les soutiennent. La situation des rapports de force est sa préoccupation permanente. Durant son premier gouvernement, il s'attache à reconstruire l'armée israélienne en lui donnant une plus grande puissance de feu. Il a tiré les conséquences du conflit de 1973. Contrairement aux généraux des années 1960 prompts à concevoir des offensives destinées à détruire l'armée ennemie, il prend en compte les mérites de la défensive. Après tout, l'armée syrienne a ainsi été brisée dans son assaut du Golan. Il insiste pour qu'Israël conserve les conquêtes qui lui assurent les meilleures positions défensives. Le temps viendra où les Arabes seront forcés de céder aux conditions dictées par Israël. Il faut tenir jusque-là.

Rabin est l'incarnation de la conception sécuritaire de l'état-major israélien qui estime ne pas avoir de conceptions politiques puisque toutes les considérations avancées sont techniques. S'il rejette les actions préventives, car il ne croit pas à la capacité des services de renseignements de fournir des informations convenables sur les intentions de l'ennemi – les surprises de mai 1967 et octobre 1973 sont là pour montrer combien il a raison –, il ne se rend pas compte du piège que constituent ces conceptions sécuritaires. La dissuasion israélienne constitue une menace permanente pour les États arabes et pousse à une course aux armements. Les revendications territoriales au-delà des lignes du 4 juin 1967 consolident les contentieux et rendent la paix impossible. La définition des

impératifs stratégiques en Cisjordanie et Gaza aboutit à la constitution de cantons-réserves arabes impossibles à gérer à long terme. Rabin refuse d'admettre ce dernier point parce que pour lui les Palestiniens n'existent pas et surtout ne doivent pas exister. Il a un sentiment de forte supériorité morale envers les terroristes palestiniens, qu'il méprise, alors que dans sa longue carrière il n'a pas hésité à utiliser la violence contre les populations civiles.

Comme les Américains continuent d'évoquer un accord jordano-israélien, Sadate fait mine de le soutenir, persuadé que cela ne donnera rien. Les différents mouvements palestiniens se coalisent contre le roi Hussein, accusé de comploter une nouvelle fois contre le peuple palestinien. La Syrie apporte un soutien sans réserve à la revendication de l'OLP d'être reconnue comme seul représentant du peuple palestinien. Le sommet arabe prévu à Rabat pour le 3 septembre est ajourné de quelques semaines tandis qu'Arafat est reçu à Moscou en hôte officiel du gouvernement soviétique et traite directement avec lui et non plus par l'intermédiaire d'organes subsidiaires. Le 2 août, l'Union soviétique reconnaît l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien. Sadate n'a plus à son tour qu'à reconnaître que la Cisjordanie est un territoire palestinien et non jordanien. Il se rallie à la solution de l'autorité nationale palestinienne, ce qui lui convient parfaitement puisqu'il considère qu'il faut donner la priorité à un nouveau retrait dans le Sinaï. Cela convient aussi à Rabin, qui estime que le pays clé dans le monde arabe est l'Égypte, qui décide de la guerre ou de la paix. C'est avec elle et non avec la Jordanie qu'il faut négocier.

De ce fait, et en dépit de la poursuite de contacts secrets israélo-jordaniens, il ne peut être question d'un accord de désengagement avec la Jordanie puisque justement le maintien de l'armée israélienne dans la vallée du Jourdain est considéré comme non négociable. De toute façon, l'administration Nixon est complètement paralysée avec le lancement de la procédure de destitution du président. De surcroît, le 15 juillet, un coup d'État d'extrême droite à Chypre destitue le président Makarios. Le 19, l'armée turque envahit Chypre. Le 22, la dictature des colonels s'effondre en Grèce. Les Américains ont perdu toute maîtrise des événements en

Méditerranée orientale. Leur principale préoccupation est d'éviter une guerre entre la Grèce et la Turquie, toutes les deux membres de l'OTAN.

Dans la dernière semaine de juillet, la destitution de Nixon devient inévitable. Le 9 août, le président en tire les conclusions et démissionne. Le vice-président Gerald Ford lui succède.

Au Liban, ces mêmes jours sont marqués par des affrontements sanglants entre la résistance palestinienne et les Phalanges qui font plusieurs morts et de nombreux blessés. Toute la contradiction libanaise se révèle dans l'appel de Pierre Gemayel, le 30 juillet :

> À la lumière de l'expérience de ces trois dernières années, où la présence de la Résistance s'est intensifiée dans le pays, je demande avec insistance qu'il n'y ait sur le territoire libanais qu'une seule armée et que Libanais et Palestiniens collaborent avec cette autorité et cette armée. Nous n'acceptons pas, et la Résistance devrait partager notre point de vue, qu'il se trouve au Liban des régions échappant à toute autorité.

Cette exigence de rétablissement de l'autorité de l'État au Liban passe justement par la constitution d'une force armée milicienne qui se substitue à ce même État. Le plus caractéristique dans tout cela est que l'installation de l'ordre passe par un accord direct entre la Résistance et les Phalanges représentées par Bachir Gemayel.

La situation intérieure libanaise est de plus en plus troublée avec un mélange inextricable de vendettas locales, de conflits sociaux, de brigandages, de corruption, d'enlèvements et d'assassinats liés à cet ensemble. Kamal Joumblatt exprime le sentiment général en affirmant le 13 août que le pays va vers la catastrophe et qu'un changement radical est indispensable. Mais c'est pour tout de suite accuser les Phalanges de se comporter pratiquement en alliés d'Israël. Les partis politiques chrétiens ou musulmans montrent de plus en plus ostensiblement leurs milices armées.

La nouvelle conjoncture diplomatique[802]

Sans tenir explicitement un double discours à ses interlocuteurs, Kissinger a justifié devant les Israéliens la stratégie des petits pas par la

nécessité de gagner du temps, d'éviter une nouvelle guerre israélo-arabe, un nouvel embargo pétrolier ainsi que des pressions internationales. Devant les Arabes, il a insisté que c'était une étape vers la résolution globale du conflit sans jamais prendre d'engagements en ce qui concerne la question territoriale, la laissant en quelque sorte ouverte. Dans les différents volumes de ses Mémoires, il est assez clair que pour lui, au nom de sa sécurité, Israël doit conserver une part de ses gains territoriaux de juin 1967. La question de l'installation de colonies de peuplement dans les territoires occupés semble totalement absente de ses préoccupations. La seule chose qu'il ait demandée aux autorités israéliennes à ce sujet est d'agir avec discrétion[803]. En revanche, le retour aux lignes du 4 juin 1967 apparaît comme une exigence maximaliste des Arabes soutenus par l'Union soviétique et acceptée par couardise par les Européens. Enfin, la justification permanente de la politique kissingérienne est la réduction, voire l'élimination de la présence soviétique au Moyen-Orient, et non la recherche en soi d'une solution au conflit israélo-arabe.

Rechercher une solution globale par le biais de la conférence de Genève suppose d'accepter la consécration de l'influence régionale de l'Union soviétique, une relation de confiance entre les deux superpuissances et une position de force des États-Unis doublée d'une présidence américaine disposant d'une vraie autorité et d'une vision stratégique à long terme. Aucun de ces éléments n'existe durant l'été 1974. Le processus de dégradation de la détente a déjà commencé. Les différentes croisades du sénateur Jackson sapent les piliers de la relation avec l'Union soviétique et la politique même de Kissinger au Moyen-Orient va dans ce sens.

Les relations entre l'Égypte et l'Union soviétique se dégradent constamment[804]. L'Égypte exige le remplacement des armements utilisés durant la guerre d'octobre et un rééchelonnement de sa considérable dette. Moscou s'en tient au respect réciproque des engagements pris, aussi bien en armements qu'en matière de finances. Sadate oppose la générosité du Congrès américain envers Israël à l'attitude soviétique. Brejnev demande où se trouve l'égalité dans les relations : Moscou fournit l'armement et les finances et Le Caire ne donne rien en retour ! La direction soviétique exige la reprise de la conférence de Genève et la fin des accords partiels qui maintiennent l'Union soviétique en dehors du jeu diplomatique. L'annonce

d'une politique d'ouverture économique de l'Égypte en faveur des capitaux étrangers est considérée comme un abandon de la voie socialiste dans laquelle s'était engagée l'Égypte sous Nasser.

En octobre, l'Égypte tentera un rapprochement en proposant une visite officielle de Brejnev en Égypte pour 1975. Brejnev proposera immédiatement la seconde quinzaine de janvier, au moment où devraient commencer les discussions sur le second accord de désengagement. Les Égyptiens enverront une invitation officielle mais s'abstiendront de toute préparation bilatérale du futur sommet. À la fin décembre, la direction soviétique annoncera le report de la visite du camarade Brejnev, officiellement pour raison de santé.

La « perte de l'Égypte » constitue un véritable traumatisme pour les Soviétiques, bien décidés à ne plus voir se reproduire ce genre d'affaire (cela jouera un rôle crucial dans la décision d'intervenir en Afghanistan en 1979)805.

Pour Brejnev, l'affaire du Watergate est totalement incompréhensible, elle ne peut être qu'une machination des ennemis de la détente.

Si la guerre d'octobre semble conduire à une victoire diplomatique des États-Unis, elle constitue un énorme succès économique inattendu pour l'Union soviétique, qui, sur le plan mondial, est un important exportateur de pétrole et de gaz naturel. Les ressources en devises sont multipliées à la fois par la hausse des prix et par celle de la production. La dépendance envers les accords commerciaux conclus avec les États-Unis en ce qui concerne les produits alimentaires et la technologie diminue puisque Moscou peut s'adresser directement au marché mondial sans avoir à négocier des conditions privilégiées de crédit.

Au même moment, la révolution portugaise d'avril 1974 accélère le processus de décolonisation en Angola et au Mozambique et ouvre des perspectives d'expansion révolutionnaire en Afrique, déjà marquée par la révolution éthiopienne de février 1974 (Hailé Sélassié sera destitué le 12 septembre). Tout en se croyant fidèle aux principes de la détente, l'Union soviétique prend l'offensive en Afrique, ouvrant une nouvelle phase de la guerre froide. La contradiction soviétique consiste à laisser les démocraties populaires d'Europe de l'Est avoir recours aux crédits

occidentaux afin, au moins en théorie, de développer leurs appareils de production. En fait, les exportations attendues n'arriveront pas et l'argent occidental servira à maintenir le niveau de vie des populations des démocraties populaires qui vont ainsi progressivement s'endetter et se rendre de plus en plus vulnérables. L'expansion soviétique en Afrique et la rente pétrolière dissimulent l'affaiblissement continu du bloc de l'Est.

Les États-Unis, en revanche, paraissent affaiblis par leur crise intérieure et par la double crise de l'énergie et de l'inflation. Si tout le monde reconnaît les qualités d'honnêteté et de modestie de Gerald Ford, il est loin d'avoir la puissante personnalité de Richard Nixon et est pratiquement novice en politique étrangère.

Aller à Genève implique de poser tout de suite la question de la représentation des Palestiniens, ce dont Israël ne veut absolument pas entendre parler. Pour l'administration Ford, il faut s'en tenir à la politique des petits pas en dépit du fait que les deux accords de désengagement ont montré sa déficience essentielle, une extraordinaire débauche d'énergie pour des enjeux territoriaux de faible ampleur (quelques kilomètres carrés) dans un contexte pourtant particulièrement favorable (en fait, Israël, l'Égypte et la Syrie avaient un besoin vital d'un tel désengagement). Loin d'être au service d'une stratégie à long terme aux buts clairement définis, les petits pas deviennent une fin en soi destinée à gagner du temps et à éviter de poser les questions de fond.

Pour la première fois se révèle ce que sera le destin des stratégies successives du processus de paix, une inexorable transformation d'une vision politique en une finalité immédiate permettant théoriquement d'éviter de nouvelles explosions de violence en occupant le devant de la scène mais allant en réalité dans le sens contraire, une dégradation croissante de la situation.

Dès le 11 août 1974, à peine Ford devenu président, les émissaires proche-orientaux se précipitent à Washington. On voit ainsi se succéder le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ismaïl Fahmy, puis le roi Hussein suivi du ministre syrien des Affaires étrangères, Abd al-Halim Khaddam, du ministre saoudien des Affaires étrangères, Omar Saqqaf, et enfin, le 10 septembre, de Rabin lui-même.

L'Égyptien travaille à faire comprendre que la priorité doit être donnée au Sinaï et que l'option jordanienne est impraticable puisque maintenant plus personne dans le monde arabe ne soutient la revendication du roi Hussein à représenter les Palestiniens. Le 16 août, Hussein et Rifa'i insistent au contraire sur la nécessité de choisir l'option jordanienne. On peut même envisager d'aller dans le sens d'une application partielle du plan Allon, à condition de l'intégrer dans un processus intérimaire comprenant un retrait complet des forces israéliennes de tout territoire repris par la Jordanie. De retour chez lui, le roi aura son premier entretien secret avec Rabin, Allon et Peres, le 28 août806. Les Israéliens refuseront toute idée de retrait même partiel, s'en tenant à leurs propositions d'administration civile jordanienne qui pourrait d'abord être implantée dans le secteur de Jéricho. Aucun accord n'est possible.

Khaddam est à Washington le 21 août. Les Syriens sont parfaitement conscients que les Israéliens n'envisagent pas d'autres retraits sur le Golan, mais ils ne veulent pas être exclus du processus diplomatique et ne s'opposent pas pour l'instant à un mouvement du côté de la Jordanie ou de l'Égypte. Omar Saqqaf fait comprendre que l'Arabie saoudite n'a pas d'objection à tout progrès diplomatique du moment qu'elle n'a pas à en endosser la responsabilité.

L'isolement de la Jordanie est révélé clairement par la décision de la Ligue des États arabes au début du mois de septembre de soumettre la question palestinienne aux débats de la prochaine Assemblée générale de l'ONU. La tension remonte au Liban-Sud à la suite d'un raid palestinien intercepté par l'armée israélienne (2 fedayins et 2 soldats israéliens tués) et d'incursions de l'armée israélienne.

Durant son séjour aux États-Unis comme ambassadeur, Rabin avait bénéficié de son aura de général victorieux. Peu au fait des relations publiques, il avait concentré son effort sur les décideurs de l'administration en charge. Après avoir été quelques semaines ministre, il est devenu brusquement Premier ministre sans véritable apprentissage de la vie politique. Introverti, presque timide, homme de réflexion et d'analyse, il se prête mal aux nécessités de ses nouvelles fonctions. Même si le président Ford est comme lui arrivé presque par accident au poste suprême (aucun des deux n'a été désigné par des élections générales), le

contact passe mal entre les deux hommes. Extraverti, fonctionnant à l'instinct et au bon sens, Ford a fait l'essentiel de sa carrière comme parlementaire dans un système fondé en permanence sur la nécessité d'obtenir des compromis par le biais de marchandages. Alors que Golda Meir était certainement plus inflexible sur le fond, elle avait acquis une souplesse apparente et était capable d'humour. Rabin a une position moins assurée et se méfie de ses alliés politiques, en premier lieu de Shimon Peres, rompu à toutes les manigances d'une machine politique bureaucratique. Très lié dans sa carrière à Moshe Dayan, ce dernier incarne à ce moment la ligne dure des faucons et est prêt à dénoncer tout ce qui pourrait apparaître comme des concessions aux États-Unis.

L'entretien Ford-Rabin commence par un dialogue de sourds. Le Premier ministre veut négocier dans le détail les futures livraisons d'armes, empiétant par là sur les compétences de son ministre de la Défense, Shimon Peres, alors que le président ne veut pas s'attarder sur un sujet qui devrait être justement du ressort des ministres concernés. En ce qui concerne le processus de paix, Rabin approuve le principe des petits pas sans vraiment s'y engager. Il donne la priorité à l'Égypte.

À son retour en Israël, Rabin fait connaître publiquement sa conception des choses. Soit une négociation directe sans préalable avec les États arabes, ce qui veut dire pas d'engagement à se retirer sur les lignes du 4 juin 1967, aboutissant à un accord de paix fondé sur un compromis territorial, c'est-à-dire des annexions à Israël d'une partie des territoires occupés ; soit des progrès par étapes, c'est-à-dire un échange de territoires contre des déclarations de non-belligérance et une renonciation publique à l'usage de la force pour obtenir une solution politique, ce qui comprend la fin du boycott économique et des propagandes hostiles, et donc la consolidation définitive d'un *statu quo* territorial favorable à Israël. Assez habilement, Rabin a retourné la proposition arabe de non-belligérance faite après juin 1967. Il l'accepte mais en conservant une partie des territoires. Il semble croire que cette situation permettra un changement profond des mentalités et une réconciliation progressive. Cette solution lui paraît d'ailleurs plus favorable que celle d'une paix définitive où Israël serait contraint de céder plus de territoires. Par ailleurs, il insiste sur le

fait qu'Israël ne négociera jamais avec l'OLP, qui n'est pas un facteur à prendre en considération politique.

La réponse arabe peut être trouvée dans le sommet Égypte-Syrie-OLP qui se tient à Alexandrie. Le communiqué final confirme que l'OLP est l'unique représentant légitime du peuple palestinien. La Jordanie répond vivement en gelant toute participation à la conférence de Genève, qui de toute façon n'est pas prête à être reconvoquée.

Le mois de septembre voit une série de nouveaux épisodes terroristes. Le 8 septembre, un avion de la TWA venant d'Israël mais ayant fait escale à Athènes explose en plein vol au-dessus de la Méditerranée, causant la mort des 79 passagers et 9 membres d'équipage. L'attentat est revendiqué comme une action suicide par le groupe de Abd al-Ghafur. Arafat donne alors l'ordre de se débarrasser de Abd al-Ghafur. Khalil al-Wazir (Abou Jihad) organise l'action et l'intéressé est assassiné à Beyrouth le 12 septembre. Le but d'Abd al-Ghafur, avec le soutien de la Libye, était de bloquer la progression diplomatique d'Arafat. De surcroît, en concluant une alliance avec Abou Nidal, il aurait pu constituer un véritable danger pour la direction palestinienne. En revanche, on ménage encore Abou Nidal, qui dispose d'une vraie popularité au sein du Fatah. Sa condamnation à mort n'est pas mise en pratique.

En 1970, le jeune révolutionnaire d'origine vénézuélienne Illich Ramirez Sanchez a été recruté par le FPLP et a reçu comme nom de guerre Carlos[807]. En 1971, il est mis sous les ordres de Wadi Haddad et est placé en Europe dans un réseau en liaison avec différents mouvements révolutionnaires clandestins non arabes, en particulier l'Armée rouge japonaise qui a cherché à s'implanter en France. Il est activé à la fin 1973. Sa première mission est d'assassiner une personnalité sioniste britannique, qui est grièvement blessée. Il organise ensuite un attentat à Londres contre une banque israélienne. Sur ordre de Wadi Haddad, il s'installe à Paris au printemps 1974 où il dirige le commando Boudia en liaison avec l'Armée rouge japonaise. Des attentats sont menés au mois d'août contre les journaux *L'Aurore*, *Minute* et *L'Arche* accusés d'être trop complaisants envers Israël.

La police française réussit à arrêter un membre de l'Armée rouge japonaise venu de Beyrouth[808]. Le commando Boudia reçoit l'instruction

de mener une prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye pour obtenir la libération du prisonnier. Le 13 septembre, 11 personnes y sont prises en otages par 3 Japonais tandis que la police encercle le bâtiment. Carlos décide alors de faire une action à Paris pour augmenter la pression. Le 15 septembre, il jette une grenade dans le drugstore Saint-Germain, faisant 2 morts et 35 blessés.

Le 17 septembre, le commando de La Haye et le Japonais arrêté à Paris obtiennent un avion et une rançon de 300 000 dollars. Ils veulent rejoindre le Yémen du Sud, mais leur avion n'est pas autorisé à y atterrir. Finalement, ils arrivent à Damas. Les Syriens confisquent la rançon, qui est rendue aux Français et aux Néerlandais, et laissent partir le commando japonais.

Cette affaire montre la dérive activiste du groupe de Haddad qui mélange de plus en plus ce qu'il considère comme des actes de guerre révolutionnaire et des actions de pur gangstérisme, le tout en l'inscrivant dans la ligne d'action du Front du refus avec le soutien et le financement de l'Irak. Carlos a beau manier une rhétorique révolutionnaire, c'est aussi un noceur multipliant les conquêtes féminines et vivant plutôt confortablement. On est à l'opposé de l'ascétisme des militants de l'époque, comme ceux des Brigades rouges. Grâce au chantage exercé sur les compagnies aériennes, le groupe de Haddad s'autofinance, ce qui le rend moins dépendant d'un quelconque gouvernement. L'affaire est pour l'instant portée sur l'unique compte de l'Armée rouge japonaise, mais les polices européennes remontent vite les filières et déterminent les connections moyen-orientales. Elles ne peuvent empêcher le groupe de Carlos de monter un nouvel attentat au RPG à l'aéroport d'Orly le 13 janvier 1975. Il manque un avion d'El Al mais touche un avion yougoslave et un bâtiment administratif.

Une seconde tentative a lieu le 19 janvier à partir de la terrasse de l'aéroport. La police intervient immédiatement, d'où une grande confusion et une prise d'otages. La négociation aboutit à la libération des otages et au départ par avion du commando de 3 hommes. Mais les principaux pays du Moyen-Orient refusent d'accepter le commando. Il faudra finalement une demande officielle française pour que Bagdad soit le point final de cette odyssée aérienne. Le groupe prépare ensuite toute une série

d'attentats et d'enlèvements crapuleux, mais grâce à la coopération avec la police libanaise, l'enquête policière progresse vite et mène à l'interception du chef du commando Boudia, Michel Moukharbal. Il s'ensuit une perquisition, le 27 juin 1975, rue Toulier à Paris, qui est plus une vérification d'identité qu'une action de force (les policiers ne sont même pas armés et accompagnent Moukharbal persuadé que ses camarades ont déjà abandonné le lieu). Carlos tue 2 policiers ainsi que Moukharbal qu'il considère comme un traître, blesse grièvement un autre policier et réussit à s'enfuir. Toute l'infrastructure du commando Boudia en Europe est démantelée et le nom de Carlos est révélé publiquement. C'est le début de la légende du « chacal » comme le surnomme la presse internationale en référence à un célèbre roman de Frederick Forsyth consacré à un tueur à gages chargé d'assassiner le général de Gaulle.

Sur le plan interpalestinien, le FPLP de Habache décide de se retirer de l'OLP en raison de son programme en dix points défini comme un « complot américain » destiné à faire accepter un mini-État palestinien à côté d'Israël, c'est-à-dire la liquidation pas à pas de la cause palestinienne. La réponse d'Arafat est que le FPLP a perdu le contact avec la réalité et qu'il n'y a aucune perspective de règlement à l'horizon. Arafat encourage le factionnalisme à l'intérieur et à l'extérieur du Fatah. Contrôlant des ressources financières considérablement accrues grâce à l'argent du pétrole, il mène une action de plus en plus ouvertement clientéliste.

Le sommet de Rabat

Après la levée de l'embargo, le débat s'est déplacé sur la question du prix de pétrole. Il s'est stabilisé en 1974, l'OPEP n'augmentant plus les prix « affichés » qu'en fonction de la très forte inflation mondiale. Kissinger insiste sur la nécessité d'une baisse pour éviter le cercle vicieux où le prix de l'énergie pousse à la hausse les autres prix qui à leur tour poussent à la hausse le prix de l'énergie, l'inflation nourrissant l'inflation. S'il n'est plus question, sauf rhétoriquement, d'un nouvel embargo, la question s'est déplacée sur celle du recyclage des « pétrodollars » qui est nécessaire pour faire tourner les économies des pays industrialisés. Les pays producteurs y voient un instrument de puissance, mais en fait c'est la

dépendance réciproque des producteurs et des consommateurs qui s’amplifie. L’accroissement des liquidités financières trouve un débouché dans un recours croissant par les entreprises et les États à l’endettement. Cela permet d’atténuer les chocs économiques et les banqueroutes mais contribue aussi à la montée en puissance de la finance, déjà perceptible aux débuts des années 1970 (les eurodollars), alors que la production manufacturière des pays industriels anciens ne retrouvera plus les heures heureuses des « Trente Glorieuses ».

L’une des solutions trouvées par les pays industrialisés est d’augmenter considérablement leurs ventes d’armes aux pays du Moyen-Orient. La France, au début de la présidence de Valéry Giscard d’Estaing, a ainsi levé son embargo à destination de la région. Cela lui permet de reprendre discrètement les livraisons de « pièces détachées » d’avions, d’hélicoptères et de missiles à destination d’Israël, tout en prospectant les marchés arabes. Les États-Unis ne peuvent pas en livrer de grandes quantités aux pays arabes à cause d’Israël, mais concluent avec l’Iran impérial d’impressionnants contrats de livraisons d’armes en tout genre. Le budget militaire iranien passe ainsi de 6,1 milliards de dollars en 1973 à 12,140 en 1974. De 1972 à 1977, l’Iran représentera le tiers des ventes d’armes américaines dans le monde[809].

Henry Kissinger semble ne voir qu’une responsabilité arabe dans le maintien de prix élevés du pétrole. Il ne paraît pas se rendre compte que des pays aussi proches des États-Unis que le Venezuela et l’Iran sont encore plus militants que les pays arabes dans ce sens. Il en est de même dans l’opinion publique américaine où tout le blâme est porté sur les Arabes. L’hebdomadaire *Times* fait de Faysal « l’homme de l’année » pour 1974. La presse et certains hommes politiques spéculent ouvertement sur la possibilité d’exercer des pressions sur les Arabes. Certains parlent même d’usage de la force.

La tournée de Kissinger au Proche-Orient du 9 au 15 octobre 1974 (Le Caire, Damas, Amman, Jérusalem, Riyad, Alger, Rabat) n’apporte rien. Sadate se montre prêt à accepter certains éléments de la non-belligérance mais à condition de ne pas utiliser le terme. Les Égyptiens sont opposés à toute option jordanienne. La Syrie ne veut pas d’un second désengagement unilatéral dans le Sinaï qui l’isolerait. Le tout est d’un

intérêt purement académique puisque le gouvernement israélien n'est pas prêt à ouvrir de nouvelles négociations.

Le 14 octobre 1974, l'Assemblée générale des Nations unies adopte par 105 voix (dont la France, l'Italie et l'Irlande) contre 4 (États-Unis, Israël, Bolivie, République dominicaine) et 20 abstentions la résolution 3210 (XXIX) invitant l'OLP à participer aux débats :

> L'Assemblée générale, considérant que le peuple palestinien est la partie principale intéressée à la question de Palestine, invite l'Organisation pour la libération de la Palestine qui est le représentant du peuple palestinien, à participer aux délibérations de l'Assemblée générale sur la question de Palestine en séance plénière.

Le 21 octobre, le ministre français des Affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, en visite officielle au Liban, reçoit Yasser Arafat à la résidence des Pins pour un « petit déjeuner de travail » pendant que des avions israéliens passent des murs du son au-dessus de la capitale libanaise. C'est sa première rencontre avec un responsable occidental de ce rang. L'entretien est qualifié de « fructueux » par le ministre français. L'appui de la France est en fonction de la modération palestinienne. Pour le moment du moins, l'action directe cède la place à la diplomatie.

Dans une conférence de presse le 24 octobre, le président Giscard d'Estaing explique sa politique :

> La France indique que si l'on veut aboutir à une solution pacifique dans la zone du Proche-Orient, le problème palestinien doit être traité. Et je crois qu'en le disant, elle ne fait que précéder de quelques mois ou de quelques années une évidence, car si tous les autres problèmes étaient traités, mais si celui-ci ne l'était pas, il n'y aurait aucune chance que la paix fût durable.

Le vote de l'ONU n'est pas un vote de reconnaissance, mais de bon sens. S'il y a un débat sur la Palestine, il faut que les intéressés soient présents.

Avant même l'ouverture du sommet de Rabat, les jeux sont faits. La Jordanie est complètement isolée et le consensus se fait en faveur de l'OLP. Indépendamment des manœuvres diplomatiques et politiciennes, il faut bien comprendre que les États arabes engagés dans le processus de

paix doivent donner une contrepartie politique à l'OLP, qui ne s'est pas opposée à leurs démarches. Le Front du refus s'est trouvé dans l'incapacité de lancer un nouveau Septembre noir. Par ailleurs, les responsables arabes ne sont pas mécontents de rappeler à la diplomatie américaine les fondements du problème.

Le sous-sommet préparatoire au niveau des ministres des Affaires étrangères se heurte au problème de l'impossible conciliation entre les thèses jordaniennes et palestiniennes. La diplomatie égyptienne est la plus activiste en faveur des Palestiniens et la question de la représentation est tranchée en leur faveur. À l'ouverture du sommet, le 28 octobre, le roi Hussein tente encore d'empêcher l'inévitable en insistant sur le thème « c'est moi ou l'OLP ». Après trente-six heures de tractations ininterrompues, la diplomatie arabe arrive à une formule miracle censée concilier les contradictions : reconnaissance de l'OLP et délégation arabe unique à Genève. Les résolutions immédiatement rendues publiques définissent la nouvelle position arabe :

> La conférence est parvenue à mettre un terme aux différends confraternels dans le cadre du renforcement de la solidarité arabe. Elle a pris les décisions suivantes :
>
> 1. Le droit du peuple palestinien au retour dans sa patrie et à l'autodétermination.
>
> 2. Affirme le droit du peuple palestinien à établir une autorité nationale *(sulta wataniyya)* indépendante sous la direction de l'OLP en sa qualité de seul et légitime représentant du peuple palestinien, sur tout territoire libéré. Les pays arabes sont tenus de soutenir cette autorité, lors de son établissement, dans tous les domaines et à tous les niveaux.
>
> 3. Soutient l'OLP dans l'exercice de ses responsabilités nationales et internationales, conformément au principe de la solidarité arabe.
>
> 4. Invite le royaume de Jordanie, la Syrie, l'Égypte et l'OLP à mettre au point une formule afin d'établir leurs relations à la lumière de ces décisions et pour leur application.
>
> 5. Affirme l'obligation de tous les pays arabes de préserver l'unité palestinienne et de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires palestiniennes.

Alors que l'on évoque l'inévitable constitution d'une fédération jordano-palestinienne, le roi Hussein décide, malgré son dépit, de maintenir le rôle de la Jordanie dans les territoires occupés. Les Cisjordaniens conservent la citoyenneté jordanienne, les fonctionnaires restent payés par Amman et les ponts demeurent ouverts. Néanmoins, le roi donne une part plus grande aux Transjordaniens de souche dans les cercles du pouvoir, politique dite de « jordanisation ». Le Premier ministre jordanien Zayd al-Rifa‘i est persuadé que la décision de Rabat est le produit d'un complot américain destiné à faire sortir la Jordanie de la négociation afin de faciliter l'expansionnisme israélien[810]. Il y voit la preuve dans le rôle moteur dans la décision joué par l'Égypte, le Maroc et l'Arabie saoudite, tous proches des États-Unis. En tout cas, son souverain gèle toute participation au processus de paix.

Américains et Israéliens accusent le sommet de Rabat de bloquer la négociation, mais ils ne sont pas réellement prêts à faire quoique ce soit en ce qui concerne le dossier palestinien et cisjordanien. Pour montrer qui est le maître, un certain nombre de personnalités de Cisjordanie qui ont pris parti pour l'OLP sont expulsées en Jordanie. Kissinger entreprend du 5 au 9 novembre une nouvelle tournée au Moyen-Orient. Ses interlocuteurs arabes lui parlent surtout d'une reconvocation de la conférence de Genève. Sadate est bien partisan des petits pas, mais à condition que l'on progresse aussi en ce qui concerne le Golan et la Cisjordanie.

Arafat à l'ONU

Le grand gagnant de Rabat est Arafat. Après sa consécration sur la scène arabe, il est appelé à représenter son peuple au débat de l'Assemblée générale de l'ONU. La communauté juive américaine se mobilise et organise d'imposantes manifestations de protestation.

La préparation du voyage d'Arafat à New York a été une entreprise complexe[811]. Outre les évidentes précautions de sécurité, il a fallu faire venir de différents pays une trentaine de personnes. La plus grande partie des passeports a été fournie par le Yémen du Sud. L'équipe s'est réunie à Paris sous protection renforcée de la police française. Nabil Shaath rédige le discours d'Arafat, révisé par une commission comprenant Shafiq al-

Hut, Walid al-Khalidi, Salah Dabbagh et Mahmud Darwish. Le texte est ensuite traduit en anglais par Edward Saïd et Randa al-Khalidi.

En blouson et portant keffieh, Arafat est reçu par une formidable ovation à l'Assemblée générale de l'ONU le mercredi 13 novembre 1974. C'est un des grands moments du tiers-mondisme sur la scène politique internationale. Le discours est d'abord là pour marquer l'existence du peuple palestinien812 :

> Si nous parlons des racines de notre problème, c'est parce qu'il y a parmi ceux qui sont présents ici des gens qui occupent nos maisons, cueillent les fruits de nos arbres, cultivent nos champs et prétendent que nous sommes des fantômes, sans patrimoine et sans avenir. Il en est qui, tout récemment encore et même jusqu'à aujourd'hui, s'imaginaient que notre problème est uniquement un problème de réfugiés et que le conflit du Moyen-Orient est simplement un différend à propos des frontières entre les pays arabes et le sionisme. Il en est qui pensent que notre peuple revendique des droits qui ne lui appartiennent pas et lutte sans aucune raison logique ou valable, mais pour troubler la paix et à des fins terroristes.

Il s'accompagne d'une dénonciation véhémente du sionisme dont les Juifs seraient eux-mêmes victimes :

> L'idéologie sioniste a été employée contre le peuple palestinien. Il ne s'agissait pas seulement d'installer des colonies à la mode occidentale, mais également de déraciner les Juifs de leurs différents pays et de les séparer des autres nations. Le sionisme est une idéologie impérialiste, colonialiste et discriminatoire, elle peut être comparée à l'antisémitisme par ses aspects les plus rétrogrades et, partant, elle en constitue l'autre volet. Lorsqu'on propose que les Juifs, quels que soient leurs foyers nationaux, ne portent pas allégeance à leurs pays et ne vivent pas sur un pied d'égalité avec les citoyens non juifs, cela va dans le sens de l'antisémitisme. Lorsqu'on dit que la seule solution au problème juif serait que les Juifs abandonnent des communautés ou des nations auxquelles ils ont appartenu pendant des centaines d'années et lorsqu'on dit que les Juifs devraient régler le problème juif en émigrant par la force sur le territoire d'un autre peuple, on adopte, ce faisant, la même position qu'adoptent les antisémites à l'égard des Juifs.

Le programme reste celui de la Palestine unitaire et démocratique où coexisteraient Juifs et Arabes :

> En ma qualité de président de l'OLP et de chef de la révolution palestinienne, je proclame que, lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain, nos perspectives englobent tous les Juifs vivant actuellement en Palestine qui acceptent de coexister avec nous de manière pacifique et sans discrimination.
>
> Nous les invitons à quitter l'isolement moral dans lequel ils se trouvent pour un royaume plus ouvert, un royaume de libres choix, et écarter le complexe de Massada dans lequel leurs dirigeants actuels s'efforcent de les enfermer.

Pour la première fois, la paix est posée comme alternative à la lutte armée :

> Je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. Je le répète : ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. La guerre embrase la Palestine, mais c'est aussi en Palestine que la paix renaîtra.

Une grève générale dans les territoires occupés, durement réprimée, exprime le ralliement de l'opinion publique palestinienne à l'OLP. Des « meneurs » sont expulsés en Jordanie. Des sanctions sont prises contre les agglomérations frondeuses, dont l'interdiction d'exporter leurs produits de l'autre côté du Jourdain. Pendant ce temps, les Israéliens bombardent durement le Liban-Sud, faisant plusieurs victimes civiles. La tension régionale est particulièrement forte. On parle d'une reprise des hostilités entre Israël et la Syrie. Les grandes puissances interviennent pour réduire cette tension.

Arafat se rend ensuite à La Havane tandis que le débat se poursuit durant une semaine.

La réplique du représentant israélien est particulièrement violente et reprend l'argument qu'il existe des situations bien plus dramatiques que celle des Palestiniens[813] :

> Le 14 octobre, l'Assemblée générale a tourné le dos à la Charte des Nations unies, au droit et à l'humanité, et a en fait capitulé devant une organisation d'assassins qui a pour but la destruction d'un État membre

de l’ONU. Aujourd’hui, cette tribune a été souillée par le chef de cette organisation criminelle qui a proclamé que le sang juif ne cesserait de couler que le jour où les exigences des meurtriers auront été acceptées et leurs objectifs atteints.

L’Organisation des Nations unies s’intéresse beaucoup au sort des habitants arabes de Palestine. Est-ce parce que les problèmes d’autres peuples sont résolus ? Les Kurdes, toujours soumis à une guerre d’extermination par le gouvernement irakien, ont-ils jamais vu l’Organisation des Nations unies se soucier de leur sort et soutenir leurs droits ? L’Organisation a-t-elle essayé d’empêcher le massacre d’un demi-million d’Africains non musulmans au Soudan méridional ? A-t-elle garanti les droits fondamentaux et politiques de l’homme pour les centaines de millions d’êtres qui vivent sous des régimes totalitaires ?

Il n’existe que des « Arabes de Palestine ». La Jordanie est un État palestinien. L’OLP est hors la loi :

Une résolution de l’Assemblée générale ne saurait établir l’autorité d’une organisation qui n’en a aucune, qui ne représente personne, si ce n’est les quelques milliers de tueurs qu’elle emploie, qui n’a pris pied nulle part dans les territoires qu’elle cherche à dominer. L’OLP restera ce qu’elle est et où elle est, c’est-à-dire hors la loi et hors de la Palestine.

Le délégué jordanien répond en recentrant le débat :

Que l’on appelle la Jordanie la « Palestine », ou la « Syrie », ou « X », ou qu’on la désigne sous le nom d’un pays arabe, cela ne change rien aux réalités sur le terrain : en 1946-1948 Israël a expulsé un million de personnes. Leur nombre est passé depuis à un million et demi. En 1967, Israël a attaqué trois pays arabes dont l’un – appelez-le comme vous voudrez – a actuellement un million de ressortissants qui subissent l’occupation israélienne. Pourrait-on justifier l’occupation de la Jordanie et de la Syrie en disant : « C’est très bien, car il y a beaucoup d’Arabes, et il leur reste beaucoup de pays » ? Le problème ne peut pas être résolu par la sémantique. Il faut engager un dialogue, non pas entretenir l’acrimonie. Le représentant d’Israël parle de négocier avec son voisin oriental, mais c’est précisément ce qu’il s’abstient de faire depuis sept ans.

On peut toujours dire que la Cisjordanie appartient à tel ou tel État ; ce qui est certain c'est qu'elle appartient à la population qui y vit. Israël doit mettre fin à l'occupation de ce territoire et reconnaître ce qui est à l'origine du problème. Il y a dans les camps des réfugiés dont les droits ont été reconnus maintes fois par l'Assemblée durant plus de vingt-cinq ans, et qui attendent qu'elle agisse.

Le représentant soviétique appelle à une reprise de la conférence de Genève avec participation de représentants palestiniens. Le Britannique et le Français insistent sur la nécessité de prendre en compte la double réalité israélienne et palestinienne, les droits légitimes des Palestiniens et ceux de l'État d'Israël. L'Américain insiste sur la nécessité de la poursuite des négociations et s'oppose au terrorisme[814] :

Au cours du débat, des orateurs ont cherché à établir une analogie entre la terreur et la révolution ou ont professé qu'ils ne voyaient pas de différence entre le massacre d'innocents et une lutte de libération nationale. Certains ont voulu comparer la révolution américaine et les nombreuses autres guerres de libération des deux siècles écoulés à un terrorisme aveugle. S'il est arrivé, pendant la révolution américaine, que des innocents aient souffert, jamais les chefs révolutionnaires ne se sont vantés de tels crimes ou leur ont trouvé des excuses. Il n'y a eu, ni d'une part ni de l'autre, de victimes d'une politique systématique de terreur.

Les États-Unis espèrent que tous les États membres réaffirmeront leur soutien à un règlement négocié au Moyen-Orient et aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Chercher à les modifier n'entraîne pas seulement le risque de retards dangereux mais pourrait détruire les perspectives de paix dans un avenir prévisible.

Il ne mentionne que l'existence d'« intérêts palestiniens » :

Ce n'est pas en adoptant de nouvelles résolutions ou en recourant à des manœuvres parlementaires théâtrales mais en tenant compte des intérêts palestiniens dans les concessions mutuellement consenties pendant les négociations que l'on aboutira à une situation qui réponde le mieux à ces intérêts. La contribution la plus importante que l'Assemblée générale puisse apporter à la solution du problème du Moyen-Orient est d'aider à la création d'un climat international dans lequel les parties seront

encouragées à maintenir le mouvement vers la paix. Ce processus de négociation servira les intérêts légitimes du peuple de Palestine et ces négociations aboutiront à une paix juste et durable pour tous les peuples du Moyen-Orient.

La résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale de l'ONU du 22 novembre 1974 reconnaît le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté et affirme le droit inaliénable au retour des réfugiés. Israël n'est pas mentionné. Les pays membres de la CEE se sont abstenus durant le vote. La résolution 3237 (XXIX) du même jour confère à l'OLP le statut d'observateur à l'ONU. La résolution 3246 (XXIX) du 29 novembre 1974 réaffirme le droit universel des peuples à l'autodétermination par rapport aux puissances coloniales et cite nommément les peuples colonisés par le Portugal, l'Afrique du Sud, la Rhodésie et le peuple palestinien. La résolution 3240 du même jour rappelle que les conventions de Genève s'appliquent aux territoires occupés et condamne les pratiques israéliennes, en particulier l'implantation de population. Toutes les mesures prises par Israël pour modifier le statut des territoires sont considérées comme invalides.

Au sommet de Vladivostok entre Brejnev et Ford (23-24 novembre 1974), les Soviétiques s'en tiennent à la conférence de Genève et les Américains aux petits pas. Le principal dossier est celui du contrôle du désarmement. On a d'abord l'impression d'un grand succès dans ce domaine, mais on n'arrivera pas à le concrétiser. À la fin de l'année, Moscou renonce à la clause de la nation la plus favorisée et raidit son attitude en ce qui concerne l'émigration juive, tandis que le Congrès des États-Unis, à l'instigation de Jackson, impose des réductions drastiques aux crédits commerciaux offerts à l'Union soviétique. Tout le pilier économique de la détente se trouve compromis. Il est vrai qu'avec la hausse du prix du pétrole, Moscou en a moins besoin pour importer des céréales et de la technologie.

Le 19 novembre, un commando du FDLP s'infiltre dans la ville israélienne de Beissan et prend plusieurs dizaines de personnes en otages. L'armée israélienne intervient immédiatement. Quatre fedayins sont tués ainsi que 4 Israéliens (2 hommes et 2 femmes). La population en fureur

met en morceaux les cadavres des Palestiniens et les brûle avec de l'essence. Le commando serait passé par la Jordanie, d'où l'absence, pour une fois, de représailles immédiates sur le Liban. Le 22 novembre, un avion de la British Airways est détourné à Dubai et atterrit à Tunis. L'OLP condamne l'opération et accuse le groupe Abou Nidal et l'Irak d'en être responsables. Un passager allemand est assassiné. Les preneurs d'otages obtiennent la libération de 5 Palestiniens détenus en Égypte et de 2 détenus en Hollande. Ils libèrent les passagers le 25 novembre et se rendent le lendemain. L'OLP demande la mise en jugement des responsables. L'Irak dénonce la campagne de calomnies lancée par les « milieux inféodés aux dirigeants de l'OLP ». À Beyrouth, Habache, au nom du Front du refus, rejette la « politique capitulationniste » menée par la direction de l'OLP. Le FPLP distribue des tracts violemment antisyriens. Comme il est de règle, l'espace pluraliste que constitue le champ politique palestinien répercute les clivages interarabes qui trouvent leur expression dans les lignes stratégiques à suivre face à Israël.

Difficultés israéliennes

La dévaluation de 43 % de la monnaie israélienne, le 9 novembre 1974, montre l'ampleur des difficultés économiques du pays. L'inflation annuelle atteint 35 %. Près de la moitié du budget de l'État passe dans la Défense. La stratégie économique de Rabin et de Peres est de faire de l'industrie de l'armement le secteur essentiel de l'économie, supplantant dans le domaine des exportations la taille des diamants. Si les grandes séries permettent d'abaisser les coûts unitaires, les principaux clients en haute technologie militaire sont ceux qui ne peuvent accéder aux armements occidentaux, en particulier l'Afrique du Sud815. La limite de cette politique est qu'Israël ne peut être compétitif par rapport aux grands pays industriels, qui peuvent offrir de larges conditions de crédit.

Mobilisant la référence aux temps héroïques des premières années, le gouvernement Rabin annonce un programme d'austérité sévère qui provoque des troubles sociaux dans la population originaire des pays arabes. Une nouvelle fois, le clivage entre Séfarades et Ashkénazes est

souligné. Le discours d'Arafat à l'ONU semble éloigner toute perspective de paix avec les voisins arabes.

Le pessimisme de Rabin se trouve exprimé dans une longue interview accordée à la fin du mois de novembre816. La conjoncture internationale est marquée par le déclin de l'Europe en raison de sa dépendance envers le pétrole et les prises de participation dans de grandes entreprises par des capitaux arabes. Le but essentiel d'Israël est de gagner du temps. Les sept années à venir seront des années de vaches maigres. Il faut attendre que le monde libre s'émancipe de sa dépendance économique et pétrolière envers les Arabes. La situation militaire est bonne puisque l'Égypte ne reçoit plus d'armements soviétiques et se trouve donc dans l'incapacité de reprendre les hostilités. On peut envisager un nouvel accord limité dans le Sinaï et attendre une amélioration de la situation internationale après l'élection présidentielle américaine de 1976.

Ygal Allon, qui se rend à Washington le 9 décembre, exprime bien la ligne dure et attentiste. Contre un retrait dont l'importance n'est pas spécifiée mais qui clairement ne comprend ni les cols du Sinaï ni les champs pétrolifères, Israël attend de l'Égypte un ensemble de mesures équivalant à une non-belligérance sans le nom. La diplomatie américaine en informe Le Caire, qui rejette tout abandon de territoires et de souveraineté. On laisse entendre que l'on pourrait se tourner vers l'Union soviétique, mais l'annonce de l'annulation de la visite de Brejnev en Égypte pour la fin janvier met fin à la manœuvre. Sadate retourne la situation en faisant comprendre aux Américains que leur crédibilité est en jeu. Si l'Égypte n'obtient rien, cela démontrera l'échec de la politique américaine. À la mi-janvier 1975, Allon revient aux États-Unis mais ne présente aucune nouvelle suggestion, sauf une tournée exploratoire de Kissinger dans la région.

Depuis le début du mois de décembre, la tension est très forte à la frontière israélo-libanaise. Les fedayins tentent de nouvelles infiltrations et les Israéliens bombardent régulièrement les agglomérations du Liban-Sud. Le 10 décembre, 17 roquettes sont tirées à partir de 4 voitures contre des institutions palestiniennes à Beyrouth. Les dégâts sont essentiellement matériels. Libanais et Palestiniens accusent immédiatement Israël. Des rumeurs évoquent l'existence d'une organisation contre-terroriste

israélienne, La colère de Dieu, dépendant du Premier ministre. Un vague démenti est apporté par Israël.

Le lendemain, une grenade est lancée dans un cinéma de Tel-Aviv, faisant 3 morts, dont le terroriste, et plus de 60 blessés. L'action est revendiquée par l'OLP en représailles à l'attentat de la veille, puis par le FPLP hostile à la ligne Arafat. Le 12 décembre, l'aviation israélienne bombarde le camp de Sabra à Beyrouth faisant un mort et 6 blessés. Le Liban porte plainte au Conseil de sécurité. Les Palestiniens marquent leur intention de répondre aux représailles par des représailles en bombardant le Nord d'Israël à partir du Liban-Sud. Le 20 décembre, une bombe à Jérusalem fait 3 blessés dont 2 policiers.

Après quelques jours de répit, Israël inaugure l'année 1975 par des bombardements du Liban-Sud, faisant 6 morts, 5 blessés et enlevant 6 personnes. Après deux jours de combat, un calme précaire s'installe jusqu'au 11 janvier où les Israéliens tentent de nouvelles incursions. La guerre des frontières devient pratiquement quotidienne. Le but de l'armée israélienne est de « faire partir les fedayins du Liban-Sud afin que les agglomérations israéliennes installées dans le nord du pays aient une vie tranquille, plus ou moins une vie plus normale » (déclaration du chef d'état-major, 15 janvier 1975). Le gouvernement libanais est d'autant plus impuissant que le pays est secoué par d'importants mouvements sociaux. Pierre Gemayel, au nom des Phalanges, demande un référendum sur la place de la résistance palestinienne, ce qui permettrait de mettre fin à l'anarchie qui règne dans le pays.

Les déclarations publiques des responsables israéliens correspondent à ce qu'ils disent dans le cadre de la négociation : pas de nouveau retrait dans le Sinaï sans fin de l'état de non-belligérance. De façon plus générale, Rabin affirme publiquement qu'il est prêt à des « concessions territoriales » contre la paix, mais que cette dernière ne comprend pas le retour aux lignes du 4 juin 1967. L'installation de colonies de peuplement se fait là où il ne sera pas nécessaire de les évacuer à la suite d'un accord de paix. Pour lui, la véritable question est l'acceptation de l'État d'Israël par les pays arabes. Interrogé sur l'isolement d'Israël, il l'inscrit dans le destin du monde occidental civilisé[817] :

Fondamentalement, nous assistons à une mutation dans la vie du monde. Je crois que nous voyons un phénomène unique : le destin, l'avenir, du monde industrialisé, civilisé, l'Europe, le Japon et dans une moindre mesure les États-Unis, vont devenir dépendants des pays dans lesquels l'énergie, le pétrole est trouvé. La partie la plus civilisée du globe est devenue dépendante de la partie la moins développée du globe. Cinq ou six cents millions de personnes qui vivent sous des rois, des sultans, des cheikhs, et qui sait quoi encore, qui représentent de nos jours le concept médiéval de l'humanité. Voilà le véritable problème que le monde libre, le monde civilisé, doit affronter, et ne pas traiter de façon décousue. Il faut faire face aux réalités, car si le monde civilisé ne veut pas les voir en face, il pourrait amorcer son déclin, comme celui qu'ont connu des régions développées et civilisées au fil de l'histoire de l'humanité.

L'autorité de l'administration Ford est déjà affaiblie. Le Congrès continue à exiger une plus grande part dans la conduite des Affaires étrangères, la situation se détériore rapidement au Vietnam, elle est dangereuse en Méditerranée avec la révolution portugaise et la tension gréco-turque. Le seul succès que peut attendre Kissinger est dans le dossier israélo-arabe, d'où l'inquiétude du gouvernement israélien. La tournée exploratoire commencée le 9 février n'apporte rien de concret. Ni les Égyptiens ni les Israéliens ne veulent faire le premier pas. Kissinger brandit l'épouvantail d'un retour à Genève en cas d'échec des petits pas. Assad se montre intéressé par un second désengagement sur le Golan dont les Israéliens ne veulent pas entendre parler : contre la totalité du Golan, il est prêt à conclure un accord de non-belligérance. Il met Kissinger en garde contre toute tentative de conclure un accord séparé entre Israël et l'Égypte, ce qui coaliserait le monde arabe contre elle au profit du Front du refus. Le roi Hussein se refuse à aller à Genève puisqu'il ne représente plus les Palestiniens. Le seul gain obtenu est un engagement iranien de fournir du pétrole à Israël en cas de rétrocession des puits de pétrole du Sinaï à l'Égypte.

Après le passage de Kissinger, les États arabes essayent de maintenir une apparence d'unité d'action rejetant toute action séparée. En dehors des soutiens du Front du refus, la rhétorique n'est plus celle de la lutte armée,

mais s'inscrit dans une logique dite de paix juste. Les déclarations successives d'Assad le montrent bien.

Le président syrien va même jusqu'à affirmer dans une interview à *Newsweek*, publiée le 24 février 1975, que l'on peut concevoir un traité de paix fondé sur le retrait israélien de tous les territoires occupés et la constitution d'un État palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Kissinger salue ces déclarations de « pas en avant d'importance majeure ». Le lendemain, Assad apporte des corrections devant l'Union nationale des étudiants syriens : la paix doit être fondée sur le retrait de tous les territoires occupés en juin 1967 et sur la récupération des droits du peuple palestinien. C'est à l'OLP de définir quels sont ces droits. Une nouvelle interview publiée dans le *Washington Post* du 5 mars 1975 précise sa pensée (le texte arabe publié à Damas ne présente que des variantes de style peu significatives). Il ne peut y avoir de paix qu'à la suite d'une action collective arabe ; c'est en raison même des résolutions du sommet de Rabat que l'on n'a pas le droit de s'exprimer à la place des Palestiniens. Il faut s'adresser à eux pour savoir s'ils sont prêts à reconnaître l'État d'Israël, leur principal atout dans la négociation. À l'occasion du douzième anniversaire de la révolution du 8 mars 1963, Assad appelle à l'union de la lutte arabe et de la lutte palestinienne :

> Je déclare que je suis prêt à entreprendre toute action tendant à appuyer la lutte palestinienne.
>
> Je suis même prêt à créer un commandement politique syro-palestinien unifié et un commandement militaire syro-palestinien unifié, si cela répond aux besoins de la lutte palestinienne et fortifie la lutte palestinienne et l'unité nationale palestinienne.
>
> Naturellement, tout ce qui fortifie la lutte palestinienne fortifie aussi la solidarité arabe.
>
> Je ne pense pas ici à une formule déterminée, mais j'émets des idées qui indiquent la limite jusqu'à laquelle nous pouvons aller à la lumière de l'intérêt de la lutte palestinienne. Mais je voudrais ici clarifier que toute formule à travers laquelle nous œuvrons maintenant ou à l'avenir prend fin lorsque la terre palestinienne, et que l'entité palestinienne sera

établie. Nos idées actuelles se rapportent uniquement à l'unité de la lutte pour la libération.

Une interview diffusée par la chaîne de télévision française TF1 le 21 mars va dans le même sens. Elle comprend une critique fondamentale des petits pas :

> Le pas ou les pas séparés partiels et limités ne portent pas en eux-mêmes la paix et ne peuvent aller dans ce sens. De tels petits pas partiels et séparés ne peuvent mener qu'à de nouvelles contradictions dans la région. C'est ce à quoi, très visiblement, vise ce pas séparé. Les Américains savent parfaitement notre opinion à cet égard. Ces pas tendent à créer de nouvelles contradictions dont Israël tirera profit en continuant d'occuper les territoires arabes et disperser le peuple palestinien. Bien entendu, nous ne négligerons aucun effort pour empêcher Israël de profiter de ces nouvelles contradictions au moyen de ces petits pas séparés. La marche vers la paix, pour être sérieusement entreprise et pour y conduire, doit être effectuée collectivement. Aucune action séparée ne peut mener à la paix. Bien au contraire, les petits mouvements partiels et séparés travaillent contre la paix et ne la servent pas : ils susciteront des obstacles supplémentaires sur la voie qui conduit à la paix.

Ces discours d'unité d'action doivent se comprendre dans le cadre de ce qui passe au Liban[818]. Les partis politiques chrétiens s'indignent des multiples atteintes à la souveraineté libanaise dues aux comportements des fedayins, qui, au nom de la sécurité par rapport aux attaques israéliennes et de façon plus générale au nom de la révolution, ont une présence armée de plus en plus ostensible, n'hésitant pas à opérer des arrestations de citoyens libanais. Mais la défense de l'autorité de l'État passe contradictoirement par la constitution de milices armées qui empiètent de plus en plus sur elle. L'armement provient d'achats aux Palestiniens eux-mêmes et de complicités à l'intérieur de l'appareil militaire encouragées par le président Frangié, qui, dans son fief politique du Nord, dispose de sa propre milice. Dans la communauté chiite, l'imam Moussa Sadr a appelé à l'armement des populations face aux multiples attaques israéliennes et les premiers combattants chiites s'entraînent dans les camps palestiniens en même temps que de nombreux militants progressistes de différents pays.

La solidarité des musulmans libanais avec les Palestiniens se traduit par la prise de conscience de leur force nouvelle. Ils remettent en cause le *statu quo* politique accusé de profiter aux maronites. Tout en ne rejetant pas le principe du pacte national de 1943, les musulmans exigent des réformes constitutionnelles établissant une véritable parité politique entre chrétiens et musulmans. Cette contestation ne peut qu'inquiéter les chrétiens, qui en font porter la responsabilité sur les Palestiniens, d'autant plus que le progressisme, même s'il recrute des militants chrétiens, tend à identifier sa cause à celle des communautés musulmanes.

Enfin, les mouvements sociaux disposent du soutien des forces de gauche et des Palestiniens dans une logique de discours révolutionnaire progressiste. On le voit dans l'affaire de Saïda qui commence à la fin février 1975. La corporation des pêcheurs manifeste violemment contre le monopole de la pêche accordé certaines parties de l'année à une société industrielle dirigée par l'ancien président Camille Chamoun. Les autorités font appel à l'armée, qui prend position face aux manifestants auxquels se sont joints des Palestiniens du camp d'Ayn al-Hilweh et les députés de la ville. Une fusillade éclate alors et le député nassérien Maarouf Saad est grièvement atteint. On n'a pu établir la responsabilité de l'affaire. On passe dans la foulée à une situation quasi insurrectionnelle contre l'armée qui perd le contrôle de la ville. Les chefs de partis politiques de gauche cherchent plutôt à modérer la situation, mais, le 1er mars, l'armée tente de reprendre le contrôle de la ville. Les miliciens progressistes et palestiniens s'y opposent. Les combats font 16 tués dont 5 soldats. Il faut que les responsables palestiniens interviennent pour arrêter le feu et un comité libano-palestinien est chargé de rétablir le calme.

Le 6 mars, Maarouf Saad décède de ses blessures. Le lendemain, ses funérailles se transforment en une imposante manifestation populaire. Le corps du député n'est pas enveloppé dans le drapeau libanais, mais dans le drapeau palestinien. De leur côté, les forces politiques chrétiennes manifestent leur solidarité avec l'armée. La polarisation politique est à son comble.

Arafat et les chefs de la résistance palestinienne avaient analysé les causes de la défaite palestinienne en Jordanie par l'absence d'alliances politiques avec les partis locaux. Ils avaient cultivé leurs relations avec les

forces musulmanes et progressistes en soutenant leurs revendications, mais, par là même, ils se sont aliéné les partis politiques chrétiens et ont contribué à établir un climat de guerre civile.

L’échec de Kissinger

Le 7 mars 1975, Kissinger commence sa nouvelle navette par l’Égypte dans une atmosphère de forte tension. La crédibilité américaine est en cause en raison de l’effondrement des alliés des Américains en Asie du Sud-Est. Sadate insiste sur son amitié pour les États-Unis. Il n’est pas question d’accepter une non-belligérance sans libération totale du territoire égyptien, mais on peut en appliquer certaines composantes contre la rétrocession des cols et des champs pétrolifères d’Abou Rudeis. Le 9 mars, à Damas, Assad rappelle ses positions publiques : non-belligérance contre la récupération de la totalité du Golan, traité de paix si toutes les parties arabes, spécialement les Palestiniens, sont impliquées. Le même jour, quand Kissinger arrive en Israël, la situation est particulièrement tendue, car, la nuit précédente, un commando palestinien venu par mer a réussi à débarquer à proximité de Tel-Aviv et à prendre des otages dans un hôtel. L’armée israélienne en a entrepris l’assaut. Le bilan est lourd : 7 fedayins sur 8 tués, une dizaine d’Israéliens dont 2 soldats tués.

Rabin fait rapidement comprendre à Kissinger qu’il n’a aucune offre à transmettre à Sadate, donc rien à négocier. Le 12 mars, Kissinger ne peut qu’apporter à Sadate une lettre de Rabin demandant que tout nouvel accord comprenne un engagement formel à n’avoir recours qu’à des moyens pacifiques. Si la dimension psychologique de cette demande est compréhensible – assurer définitivement la sécurité d’Israël –, elle se heurte à la réalité : un engagement de ce genre pourrait conduire à la pérennisation de l’occupation israélienne d’une grande partie du Sinaï. La réponse orale de Sadate est un engagement à ne pas avoir recours à la force dans le cadre du processus de paix. Il est prêt à rencontrer Rabin dès que l’occupation du territoire égyptien sera terminée. Il se déclare prêt à faire un certain nombre de concessions allant dans le sens de la non-belligérance.

À son retour en Israël, le 14, Kissinger trouve des interlocuteurs inflexibles qui retardent au 16 leurs réponses définitives. Le 15 à Damas, Assad, qui croit que l'accord israélo-égyptien est pratiquement rédigé, propose de le doubler d'un nouvel accord de désengagement sur le Golan. La réponse du gouvernement israélien le 16 est intransigeante : contre une déclaration formelle de non-belligérance, Israël est prêt à céder soit les cols, soit les champs pétrolifères, mais non les deux. L'atmosphère des entretiens est glaciale. Rabin considère que le non-recours à la force ne doit pas faire référence au processus de paix. Kissinger est furieux, toute sa crédibilité comme médiateur est en jeu.

La question est maintenant de savoir sur qui faire porter la responsabilité de l'échec de la négociation. Sadate, le 18 mars, accepte de supprimer la référence au processus de paix dans la déclaration de non-recours à la force et de transférer les cols non à l'Égypte mais à une force des Nations unies. Appuyé par Ford, Kissinger décide de demander officiellement au gouvernement israélien de reconsidérer sa position. Le 20 mars, ce dernier ne propose aucun changement substantiel. Après avoir conféré avec Sadate, Kissinger annonce à Rabin la fin de la médiation américaine. Le samedi 22 mars, jour de sabbat, Kissinger visite le site de Massada. Le soir, avant de rentrer aux États-Unis, il exprime sa colère à Rabin[819] :

> Les dirigeant arabes qui comptent sur les États-Unis seront discrédités… Le pas à pas a été empêché, d'abord pour la Jordanie, ensuite pour l'Égypte… Nous perdons le contrôle. Nous verrons maintenant les Arabes agir avec un front uni. Il y aura plus d'accent mis sur les Palestiniens, il y aura un lien entre les mouvements sur le Sinaï et le Golan. Les Soviétiques reviendront sur la scène. Les États-Unis perdent le contrôle des événements… Notre stratégie passée était soigneusement préparée et maintenant nous ne savons que faire. Il y aura des pressions pour enfoncer un coin entre Israël et les États-Unis, non pas que nous le voulions, mais c'est dans la dynamique de la situation. Ne nous illusionnons pas. Nous avons échoué. Un accord aurait permis aux États-Unis de conserver le contrôle du processus diplomatique. Comparée à cela, la localisation d'une ligne à huit kilomètres près ne me

> paraît pas franchement importante. Et vous aviez tous les éléments de la non-belligérance avec la non-utilisation de la force.
>
> C'est une vraie tragédie… Nous avions tenté de concilier notre soutien pour vous avec nos autres intérêts au Moyen-Orient, de telle sorte que vous n'aviez pas à prendre toutes les décisions à la fois… Notre stratégie était de vous éviter d'avoir à faire face à la fois à toutes les pressions… Si nous avions voulu les frontières de 1967, nous aurions pu les avoir avec toute l'opinion mondiale derrière nous. La stratégie avait été conçue pour vous en protéger. Nous avons évité de définir un plan d'ensemble pour un règlement global… Je vois la pression s'accroître pour vous forcer à revenir aux frontières de 1967. Comparés à cela, dix kilomètres n'ont aucune importance. Je ne suis pas en colère contre vous et je ne vous demande pas de changer votre position. C'est tragique de voir des gens se condamner eux-mêmes à s'exposer à un péril incroyable.

Toutes ces remarques définissent exactement la stratégie de Kissinger et constituent paradoxalement sa critique la plus radicale. Une paix globale aurait été possible en jouant sur des pressions analogues à celles qu'avait exercées Eisenhower dans les premiers mois de 1957. Certes, la démarche aurait été d'autant plus difficile que la crise intérieure américaine avait considérablement affaibli la présidence et que le Congrès empiétait constamment sur ses prérogatives en politique extérieure. Mais elle aurait pu apparaître comme une solution à la crise de l'énergie. Les États arabes auraient été tout de suite mis devant leurs responsabilités en étant contraints parallèlement à reconnaître l'existence de l'État d'Israël. Leur attitude devant la diplomatie kissingérienne montre combien ils étaient prêts à s'intégrer dans une démarche américaine globale et à ignorer les positions soviétiques.

Pour Kissinger, la crise démontre qu'Israël n'a pas de politique étrangère, mais un système politique intérieur conduisant à un blocage permanent. Ford va dans le même sens. Il est exaspéré par l'attitude de Rabin et par son manque de souplesse. Dès le 24 mars, il annonce un réexamen *(reassessment)* de la politique américaine au Moyen-Orient pendant lequel les nouveaux accords militaires et économiques avec Israël seront suspendus.

L'inflexibilité de Rabin se nourrit de sa faiblesse intérieure. Il a peu de sympathie pour le mouvement des colons d'inspiration de plus en plus religieuse, dont le groupe du Goush Emounim est le représentant le plus actif[820]. Mais, au sein du mouvement travailliste, le projet de colonisation des territoires occupés rappelle toute l'histoire de la conquête de la terre à l'époque du mandat britannique, avec les multiples illégalités qui l'accompagnaient.

Le Bloc de la foi est un mouvement apparu au début de 1974 dans la continuité du sionisme messianique de la période précédente qui voit dans l'établissement du peuple juif sur sa terre la marque d'un plan divin annonçant la fin des temps. La guerre d'octobre et le processus de paix vont donc contre le sens du plan divin. Ces activistes sont là pour sauver le peuple juif et l'amener à la rédemption totale. Les Arabes sont des étrangers en terre d'Israël, les représentants des forces du mal, les continuateurs des nazis, voire pire que ces derniers. Il est vrai que les attentats palestiniens, qui ont fait 82 morts et 268 blessés du 1er avril 1974 au 31 mars 1975 dans la population civile israélienne, les renforcent dans cette conviction. Avec franchise, les idéologues du mouvement admettent que cette terre n'a jamais été vide d'habitants. Si l'on admet des droits pour les habitants arabes, alors la légitimité du sionisme serait remise en cause et les sionistes deviendraient des criminels de guerre susceptibles d'être jugés pour crimes contre l'humanité.

Si l'ampleur du projet et la force de leurs convictions les conduisent à rejeter la médiocrité propre à tout système de gouvernement, ils sont aussi de redoutables manipulateurs du jeu politique. Au printemps 1975, Ariel Sharon, pourtant un proche de Rabin, s'est allié à ces activistes pour mettre en échec la diplomatie de Kissinger, traité publiquement de « Juif lâche de la diaspora prêt à trahir son peuple ». Il les pousse à créer une implantation par jour de présence de Kissinger dans la région afin de saboter la diplomatie du secrétaire d'État. Une tentative de ce type a eu lieu à Ramallah puis une autre à Jéricho le 13 mars et, le 16, l'armée a évacué la trentaine de squatteurs qui n'ont pas opposé de résistance.

Les grands thèmes du mouvement ne font qu'amplifier des traits essentiels du sionisme. L'équivalence entre les Arabes et les nazis a été cultivée tout aussi bien par la gauche que par la droite israélienne – c'était

l'un des sens du procès Eichmann. L'épuisement du socialisme israélien s'est traduit par son incapacité à fournir un nombre conséquent de nouveaux colons.

Les militants du Goush Emounim ont beau jeu de montrer qu'ils sont dans la continuité des pionniers des générations précédentes. Ils sont détenteurs de la légitimité du projet, et les pragmatiques prêts à passer des compromis apparaissent pour des traîtres. Ils disposent de beaucoup de sympathies voire de complicités à l'intérieur de l'appareil d'État et de l'armée. Ainsi, en avril 1975, ils ont pu établir une implantation sauvage à Ofra, en pleine zone à forte population palestinienne. Peres leur a accordé un soutien discret en donnant au lieu le statut de « camp de travail », première étape vers l'obtention, l'année suivante, de la reconnaissance comme agglomération juive de plein droit. La démarche est ainsi clandestine et le but est de créer des faits accomplis sur lesquels on ne peut revenir. Shimon Peres a une lourde responsabilité dans le processus qu'il tolère, sinon encourage.

Le Bloc de la foi impose sa thématique à l'intérieur des discours de l'opinion publique israélienne, ce qui est perceptible dans l'attitude de méfiance généralisée qui accompagne la dernière navette de Kissinger. Ce dernier, incapable de percevoir les changements en cours, y voit une manipulation des médias par le gouvernement israélien821. En politique d'abord, il interprète la peur israélienne comme le succès de la stratégie de Sadate. L'Égypte est en train de supplanter Israël comme meilleur allié des États-Unis dans la région, et les intérêts israéliens seront sacrifiés au profit de ceux des Égyptiens.

Rabin travaille à rallier à lui l'opinion publique en faisant porter la responsabilité de l'échec sur l'intransigeance égyptienne. Il se prépare à affronter le réexamen de la politique américaine. Ce dernier est loin de pouvoir se dérouler dans un climat serein où tout irait pour le mieux pour les États-Unis dans la région.

Boumediene a fait savoir au shah d'Iran que Saddam Hussein avait l'intention de venir à la réunion de l'OPEP qui doit se tenir à Alger au début du mois de mars 1975 et qu'il est prêt à discuter des contentieux entre l'Irak et l'Iran. Le shah arrive le 3 mars dans la capitale algérienne. Boumediene sert de médiateur et de traducteur entre les deux hommes, la

négociation se déroulant en français[822]. Le 6 mars, l'accord d'Alger est annoncé. Les deux pays s'accordent sur le tracé de leurs frontières, la question du Chatt al-Arab étant tranchée en faveur des thèses iraniennes. Ils s'engagent à ne pas interférer dans les affaires intérieures de l'autre pays, ce qui signifie en clair que l'Iran cesse de soutenir la révolte kurde. L'affaire a pris totalement par surprise Israël et les États-Unis. Les Israéliens sont obligés d'évacuer en catastrophe leurs « conseillers » présents au Kurdistan irakien alors que la résistance kurde s'effondre. L'armée irakienne se trouve libérée de l'hypothèque kurde et le poids du Front du refus se trouve considérablement renforcé. Cela se traduit immédiatement par une nouvelle crise avec la Syrie sur la question de la gestion des eaux de l'Euphrate.

Le shah se félicite d'avoir contraint l'Irak à céder sur les questions de frontière. Grâce à ses énormes contrats d'armements passés avec les États-Unis, il a assuré la sécurité de son pays. Israël et les États-Unis se rendent brusquement compte que l'Iran n'est pas qu'un instrument de leur politique moyen-orientale, un « gendarme » à leur service, mais qu'il a des intérêts distincts de ses deux alliés.

Le 25 mars, le roi Faysal d'Arabie saoudite est assassiné par un « neveu déséquilibré », histoire complexe d'une vendetta familiale et d'opposition aux réformes pourtant modérées du monarque. Son demi-frère Khaled lui succède tandis que Fahd devient prince héritier et apparaît vite comme l'homme fort du nouveau règne. Même si l'Arabie saoudite n'a pas l'intention de modifier sa prudente politique, la disparition de Faysal est une perte considérable. Depuis 1967, il avait réussi à s'imposer comme une personnalité majeure dans la région et son prestige était au plus haut depuis l'embargo pétrolier. Tout en s'en tenant aux principes, il ne s'était pas opposé à la diplomatie de Kissinger, ce qui était l'équivalent d'une approbation. Son fils Sa‘ud al-Faysal devient ministre des Affaires étrangères, ce qui est un gage de continuité. Les obsèques du monarque, le 26 mars, sont l'occasion d'un sommet impromptu qui réaffirme la nécessité d'une unité d'action arabe.

Sadate, qui apparaît maintenant comme l'atout majeur des États-Unis dans la région, joue habilement de la situation. Alors que les rumeurs de guerre s'intensifient, il annonce la réouverture du canal de Suez pour le

5 juin 1975, huitième anniversaire de la guerre qui avait conduit à sa fermeture. Washington ne peut que l'en féliciter publiquement, ce qui revient à souligner la responsabilité israélienne dans l'échec de la diplomatie américaine. En même temps, le président égyptien se prête au jeu d'une réconciliation avec la Syrie sous les auspices de l'Arabie saoudite.

Avril 1975

Le Congrès américain a réduit l'aide militaire aux alliés américains en Indochine et a interdit toute participation militaire directe aux combats. Au début du mois de janvier 1975, l'armée nord-vietnamienne a commencé son offensive victorieuse tandis que les Khmers rouges se lancent à l'assaut du régime de Phnom Penh. L'administration Ford est totalement paralysée. Le 13 avril, les Américains évacuent leurs ressortissants du Cambodge dont la capitale tombe le 17 avril. C'est le début du génocide cambodgien. L'évacuation des Américains du Sud-Vietnam commence dans la même période. Saigon tombe le 29 avril.

La défaite américaine en Indochine est totale et cela ne peut qu'affecter la crédibilité des États-Unis partout dans le monde et particulièrement au Moyen-Orient. Les Israéliens se rassurent en se disant que la guerre était restée avant tout une guerre civile vietnamienne, que le Vietnam du Sud n'a jamais montré une vraie combativité, contrairement à l'État hébreu qui lutte pour sa survie et qui n'a jamais demandé l'envoi d'un seul soldat américain. Les assurances présidentielles au gouvernement Thieu ont été abolies de fait par le Congrès, ce qui a précipité sa chute. Or, contrairement au régime de Saigon, le gouvernement israélien dispose d'un appui plus solide au Congrès qu'à la Maison-Blanche ou au Département d'État. Néanmoins, l'apparente faiblesse américaine pourrait pousser les États arabes à reprendre les hostilités.

C'est dans ce contexte que se déroule le réexamen de la politique américaine. Ford et Kissinger consultent ostensiblement toutes les grandes autorités en politique étrangère. L'opinion générale va vers un abandon de la stratégie des petits pas et un retour à une solution globale. Trois options émergent : Genève avec un plan américain détaillé ; une reprise énergique

de la politique des retraits négociés avec la priorité donnée à l'Égypte ; les petits pas. Les deux premières options supposent une bonne coopération avec l'Union soviétique, ce qui est impossible dans le contexte vietnamien, et un soutien affirmé du Congrès impensable dans la conjoncture présente où les parlementaires contestent les prérogatives présidentielles en politique étrangère.

Du côté israélien, on en reste aux positions affirmées : pas de retrait sans contrepartie constituée par une fin inconditionnelle de l'état de belligérance. On refuse de définir publiquement quel serait le programme territorial en s'en tenant à l'exigence de « frontières défendables » qui ne seront pas celles de 1967. Primakov, une nouvelle fois envoyé en Israël, ne trouve aucun changement majeur dans les positions de Rabin, Allon et Peres[823].

Au début de mai, Abba Eban critique la position du gouvernement en appelant à la tenue d'élections anticipées afin de donner mandat au gouvernement pour négocier un règlement global avec tous les voisins arabes sans exception. Son vieil adversaire, Moshe Dayan, le soutient dans cette voie, mais tous deux apparaissent comme des hommes du passé à la conversion bien tardive et douteuse au projet de règlement global. Rabin traite Eban d'irresponsable qui affaiblit l'image d'Israël aux États-Unis et dans le monde arabe. La politique israélienne est menée par le trio Rabin-Peres-Allon. Peres, alors porte-parole des « faucons », apparaît comme celui qui a le plus d'influence. Pour contrer la position de son rival, Rabin fait appel à Sharon, qui a abandonné provisoirement sa carrière politique au Likoud, et le nomme, le 1er juin, conseiller du Premier ministre pour les questions de défense nationale.

Le 22 mai, 76 sénateurs américains (25 républicains, 51 démocrates), soit les trois quarts du Sénat, adressent une lettre publique au président Ford affirmant qu'il serait dangereux de limiter l'aide économique et militaire à Israël, une aide adéquate permettrait de dissuader ses voisins de reprendre la guerre, un État israélien fort constitue la barrière la plus sûre pour prévenir une domination étrangère sur la région. Le gouvernement israélien se félicite de ce soutien ostentatoire qui renforce sa position, et les Arabes y voient une nouvelle démonstration de la puissance du « lobby

juif » dans la politique américaine. De fait, l'AIPAC a plus que largement contribué à cette action spontanée[824].

Au Liban, la tension est à son comble. Depuis le début du mois d'avril, les incidents violents se succèdent. Le 13 avril 1975 au matin, une altercation oppose des militants palestiniens à des phalangistes. Un garde du corps de Pierre Gemayel est tué. Dans l'après-midi, dans le quartier chrétien de Ayn al-Rumaneh, un autocar transportant des Palestiniens venant du camp de Sabra où ils avaient assisté à une parade militaire tombe sur des phalangistes assurant le service d'ordre d'une cérémonie célébrée en présence de Pierre Gemayel. L'autocar est pris sous des feus nourris et les 27 passagers sont tués. Immédiatement, les violences s'étendent à l'ensemble de l'agglomération de Beyrouth ainsi qu'au Nord du Liban. Elles ont lieu, en général, dans les zones de contact entre quartiers chrétiens et quartiers musulmans, en particulier à proximité des camps palestiniens. Elles durent trois jours et auraient fait 300 morts et de nombreuses destructions. Elles se caractérisent par l'apparition de tireurs embusqués à qui l'on donne immédiatement le nom de francs-tireurs[825] et par des enlèvements à caractère confessionnel.

Ce qui est incontestable, c'est le caractère non prémédité des « événements », puisque l'incident fatal est le produit du hasard et que la montée très rapide dans la violence traduit l'exaspération des acteurs. L'affaire aurait pu rester gérable à l'intérieur des pratiques boiteuses des compromis à la libanaise si, dès le 13 avril au soir, Kamal Joumblatt n'avait pas exigé la dissolution du parti phalangiste, principale force politique des communautés chrétiennes, ce qui a pour effet immédiat de souder les chrétiens autour du parti de Pierre Gemayel. Personne ne peut alors savoir que c'est le « premier round » d'une longue guerre civile de quinze ans.

La cause profonde de la crise est la présence palestinienne armée au Liban et les représailles israéliennes. Israël a pratiqué le même jeu qu'avec ses autres voisins arabes dans cette guerre des frontières commencée en 1949. En frappant les populations et les infrastructures civiles du pays hôte, on cherche à le forcer à prendre le contrôle de ses frontières et à interdire toute liberté d'action aux Palestiniens. Afin de préserver son existence, l'État doit se renforcer et devenir répressif et

autoritaire. C'est ce qui s'est passé avec l'Égypte, la Jordanie et la Syrie dont les régimes dictatoriaux ont assuré la sécurité israélienne au prix d'une course aux armements qui a transféré les enjeux en termes de rapports de force militaire. Dans une première étape, la dissuasion s'est exercée contre des actions de type guérilla puis elle est passée à des équilibres/déséquilibres définis par les capacités militaires dites « conventionnelles » (c'est-à-dire non nucléaires), avec un chantage implicite au recours aux armes de destruction massive.

Au Liban, la pression israélienne a un résultat inverse. Au lieu de se renforcer, l'État s'est effondré. En raison de l'alliance stratégique construite entre la résistance et les forces politiques dites progressistes et musulmanes, les forces chrétiennes se sont identifiées à un État déclinant, accélérant par là même sa déliquescence. L'indiscipline palestinienne, incapable de respecter la lettre et l'esprit des accords passés avec l'État libanais, a accéléré cette évolution. La rhétorique révolutionnaire a favorisé un comportement de type milicien où la présence armée n'est pas limitée à la seule défense des camps. La multiplication des éléments armés palestiniens a conduit à l'émergence symétrique des milices chrétiennes. En dernière analyse, la responsabilité de la guerre repose sur une culture dans laquelle « les armes sont l'ornement de l'homme ».

Mahmoud Riyad, secrétaire général de la Ligue des États arabes, a le privilège douteux d'être le premier médiateur de cette guerre civile qui n'en a pas encore le nom. Il obtient la fin des violences et quelques mesures symboliques, mais le consensus politique libanais est irrémédiablement brisé. Dans les semaines qui suivent, le gouvernement se trouve paralysé et est incapable de prendre la moindre décision importante. L'imam Moussa Sadr constitue un comité national d'apaisement public qui tente de dégager de nouveaux compromis tout en appelant à un pouvoir fort au Liban. Il ne peut empêcher la démission du gouvernement le 15 mai et un approfondissement des antagonismes.

Le « deuxième round » commence le 18 mai par des affrontements entre le camp palestinien de Tall al-Za‘tar et le quartier chrétien voisin. Ils s'étendent à partir du 20 aux quartiers limitrophes puis, le 23, à l'ensemble de l'agglomération de Beyrouth. Les autorités religieuses proposent en vain une médiation entre les personnalités politiques.

Le 23 mai, le président Frangié tente la solution du gouvernement militaire respectant les équilibres confessionnels. Il est immédiatement rejeté par la totalité des forces politiques musulmanes et par une grande partie de la classe politique. Damas envoie comme conciliateur son ministre des Affaires étrangères, Abd al-Halim Khaddam. Il obtient l'assentiment des principales forces politiques pour la démission du gouvernement militaire et la désignation de Rachid Karamé comme Premier ministre. Dans le même temps, l'armée israélienne procède à des incursions au Liban-Sud, faisant plusieurs morts au sein de l'armée libanaise.

La question essentielle est la participation des Phalanges au nouveau gouvernement, ce dont ne veut pas Kamal Joumblatt, qui croit toujours pouvoir isoler le premier parti politique chrétien. Le 30 mai, la violence atteint son paroxysme avec des bombardements à l'arme lourde et surtout la multiplication des enlèvements opérés de part et d'autre. Ils doivent servir de monnaie d'échange, mais on trouve aussi des cadavres atrocement mutilés. L'agence d'information palestinienne Wafa diffuse des photographies des « atrocités phalangistes » et le parti répond par des procédés analogues. Kamal Joumblatt jette de l'huile sur le feu en accusant les phalangistes de « collusion avec Israël » et d'être encadrés par des mercenaires français et allemands. La direction palestinienne reste en retrait du conflit, appelant au retour au calme, mais sur le terrain les Palestiniens fournissent un large soutien en armement et en hommes aux milices de gauche.

À partir du 4 juin, un calme relatif s'instaure, mais le recours à la violence pratiquement incontrôlée s'est maintenant imposé, ne serait-ce que par le mécanisme fatal des vendettas. Les enlèvements à base confessionnelle suscitent de nouveaux enlèvements à titre de revanche. Le bilan officiel du « deuxième round » est de 128 morts et 300 blessés et disparus. Kamal Joumblatt continue en permanence ses attaques contre les Phalanges, en utilisant la référence à Israël et à l'impérialisme (déclaration du 3 juin) :

> De la lecture de la presse étrangère et des renseignements qui nous parviennent, il apparaît que les Phalanges *(kata'ib)* sont en rapport avec Israël, en reçoivent des directives, des armes et des munitions… Ils sont

le prolongement de la CIA et des services de renseignements israéliens. […]

L'opération libanaise fait partie d'un vaste complot dont les déclarations du secrétaire d'État américain dévoilent certains aspects… Des avions ont débarqué à Beyrouth des armes destinées aux Phalanges.

La fin du réexamen

Que Kissinger et Ford aient ressenti de la colère devant le comportement israélien est évident. Ils sont avant tout des hommes politiques au service d'une stratégie globale. Le réexamen a été pour une large part du théâtre, selon l'aveu même de Kissinger bien des années après[826]. Il fallait faire comprendre au gouvernement israélien que l'on ne peut pas impunément dire non aux États-Unis. En même temps, la fermeté avec laquelle Rabin a traité avec les États-Unis a renforcé la position intérieure du Premier ministre israélien, ce qui lui permet de faire passer plus facilement un second accord de désengagement. Il profite aussi de l'inquiétude créée par l'attitude américaine dans une partie des cercles dirigeants qui considère que l'enjeu du second désengagement ne justifie pas le risque d'une brouille durable avec les États-Unis.

Le président Ford décide de mettre tout son poids dans la négociation. La priorité est à un nouvel accord intérimaire entre l'Égypte et Israël, et, en cas d'échec, à un retour à Genève. Il fait passer le message que les États-Unis sont prêts à reprendre leur médiation mais à condition que les parties concernées offrent de nouvelles idées. Il invite Sadate à le rencontrer lors de sa venue en Europe pour le sommet de l'OTAN. La rencontre a lieu à Salzbourg les 1er et 2 juin. Ford insiste sur le fait que la lettre des sénateurs n'a qu'une importance négligeable (la moitié d'entre eux ne l'a pas lu et un quart ne l'a pas comprise !). Sadate joue intelligemment son jeu en marquant combien maintenant son pays s'est éloigné de l'Union soviétique et combien il a placé sa confiance dans les États-Unis. Le discours implicite est qu'un échec de sa politique serait la démonstration de l'impuissance des États-Unis à agir dans la région. Il s'en tient à ses positions bien connues sur le retrait mais fait des concessions en acceptant une prolongation pour trois ans du mandat de la

force d'interposition de l'ONU dans le Sinaï et l'existence de « stations d'alerte » (d'observation) qui pourraient être gérées par des Américains en civil. Les relations américano-égyptiennes sont ostensiblement au plus haut, Ford et Sadate se congratulant publiquement lors de leur conférence de presse commune. L'Égyptien réussit à occuper la place médiatiquement enviable de « l'homme de la paix ».

Le 5 juin 1975, date anniversaire du conflit de 1967, le canal de Suez est rouvert à la circulation internationale. Sadate présente cette réinauguration comme le complément de la glorieuse traversée d'octobre 1973 et des batailles de la libération avec pour objectif le bonheur et la prospérité de l'humanité. Tout en vantant les victoires d'octobre 1973, il rend impossible la reprise des combats, impliquant par là qu'il ne peut y avoir que des solutions politiques, mais aussi que les États-Unis ne peuvent faire autre chose que de le soutenir dans cette voie.

Les 11 et 12 juin, Rabin rencontre Ford et les responsables américains à Washington. Les discussions sont « franches ». Rabin expose que les Israéliens ne veulent pas d'une absence de guerre mais d'une vraie paix avec normalisation des relations impliquant la circulation des personnes et des marchandises. Les lignes du 4 juin 1967 sont indéfendables. En cas d'accord de paix, Israël doit conserver le contrôle de Charm el-Cheikh avec une continuité territoriale jusqu'à Israël, la frontière internationale doit être déplacée. On peut combiner ces changements de souveraineté avec le déploiement de l'armée israélienne (euphémisme pour occupation) pour une longue période. Il en est de même pour le Golan. Un État palestinien serait un danger majeur pour la sécurité d'Israël. La solution est soit le plan Allon, soit une confédération jordano-palestinienne en Cisjordanie fondée sur une Jérusalem unifiée et israélienne, capitale de l'État d'Israël, sur le contrôle militaire de la Cisjordanie, sur une frontière ouverte au mouvement des personnes et des marchandises dans les deux sens et un droit de peuplement juif en Cisjordanie. Il faut que le prochain accord intérimaire avec l'Égypte soit un vrai progrès vers la paix.

La réponse de Ford est que le *statu quo* actuel est trop instable. Le seul moyen de maintenir une stabilité régionale est de contenter raisonnablement toutes les parties et de leur offrir des perspectives de règlement satisfaisantes. Le grand acquis de la guerre d'octobre, pour les

États-Unis, est de voir un grand nombre d'États arabes prêts à jouer la carte américaine. C'est un facteur essentiel de la sécurité israélienne. Voir les Arabes retomber dans la radicalisation serait la pire chose qui puisse arriver aux Israéliens.

On peut remarquer à la fois la lucidité des acteurs et leurs contradictions, puisque la stratégie des petits pas n'offre justement pas à toutes les parties les perspectives nécessaires. Autrement dit, si les mesures intérimaires sont censées créer un climat de confiance, par le fait même qu'elles excluent plusieurs parties prenantes elles ne leur laissent que le recours à la violence, ce qui ruine l'établissement de ladite confiance. Ainsi la Syrie et la Jordanie, tenues à l'écart de la négociation, procèdent ostensiblement à un rapprochement. Damas pousse le roi Hussein à coopérer avec l'OLP. Le 27 juin, Assad déclare publiquement que l'on ne peut plus vivre dans le « contexte de 1970 » et que la responsabilité des événements du mois de septembre de cette année est partagée entre la Jordanie, la résistance et les autres États arabes. La stratégie est clairement de réunir les exclus du processus tout en se tenant à l'écart du Front du refus. Le roi Hussein se montre réservé sur un rapprochement avec l'OLP tout en restant dans le cadre fixé par les résolutions du sommet arabe de Damas. Il dépend toujours de l'armement américain pour son armée. Les États-Unis se sont engagés à lui livrer des missiles sol-air, mais les « amis » américains d'Israël s'y opposent au Congrès, ce qui provoque la colère du monarque hachémite. Il menace de se fournir « ailleurs », le financement étant assuré par l'Arabie saoudite. Kissinger doit exprimer son mécontentement auprès de l'ambassadeur d'Israël pour que l'opposition soit levée. Son argument est que les comportements israéliens de ce type ne font que radicaliser les Arabes.

Dans la suite des discussions. Rabin accepte le retrait au-delà de la ligne des cols, la présence de forces d'interposition et la rétrocession des champs pétrolifères d'Abou Rudeis, mais demande de nouvelles aides militaires et économiques ainsi qu'un droit de veto sur les propositions américaines à Genève. Dans les jours qui suivent, le gouvernement israélien pinaille sur le dossier territorial, en particulier la définition de l'extrémité des cols, qui, selon la définition géographique israélienne, serait le point juste après la hauteur maximale du col… Ford se met en

colère et le fait savoir à Rabin. Les experts américains, qui, photos à l'appui, ont démontré la mauvaise foi israélienne, sont traités d'antisémites par Simha Dinitz[827]. Une nouvelle négociation aboutit à l'idée de l'installation d'avant-postes d'observation tenus par des Américains. L'importance militaire en est négligeable mais l'engagement américain considérable. L'idée vient de Shimon Peres, ce qui signifie que le chef des faucons au gouvernement s'est rallié au projet d'accord de désengagement.

La violence est toujours présente. Le 4 juillet, un attentat à Jérusalem fait 14 morts et 60 blessés civils. C'est un quartier commerçant juif qui a été visé. Plusieurs centaines d'arrestations ont lieu dans le secteur arabe de la ville. La tension est très forte dans la ville, et la police et l'armée contrôlent l'accès aux quartiers arabes. Ce genre d'attentat remet en cause le statut unifié de la ville et le gouvernement israélien en est conscient. En représailles, les agglomérations du Liban-Sud et le camp palestinien de Rachidiyé sont bombardés avec un nombre équivalent de victimes. C'est un quasi-automatisme puisqu'une opération à Jérusalem n'a pu être montée à partir du Liban. En Cisjordanie, la tension est forte en raison de la décision israélienne de réaménager les conditions d'accès au tombeau des Patriarches à Hébron. Des entrées séparées ont été établies pour les Juifs et les Arabes afin d'éviter les affrontements. Les musulmans y voient de nouveaux empiètements sur l'ensemble de leurs lieux saints.

Parallèlement, les États arabes, à l'exception de l'Égypte, forts du soutien attendu des pays du tiers-monde, envisagent de demander l'exclusion partielle ou totale d'Israël des travaux de la prochaine Assemblée générale de l'ONU en s'inspirant du précédent sud-africain. La conférence des ministres des Affaires étrangères de la Conférence islamique tenue à Djedda à la mi-juillet prend une résolution dans ce sens. Inquiète, la diplomatie israélienne multiplie les démarches auprès des pays occidentaux. Les Européens lui apportent leur soutien tout en soulignant que des progrès dans les efforts de paix seraient la meilleure des contre-mesures. Israël menace, en cas de rejet de ses lettres de créance, de suspendre toutes les activités de l'ONU dans les zones qu'il contrôle : UNRWA, ONUST, conférence de Genève. De son côté, Kissinger

marque que dans ce cas les États-Unis cesseront de payer leurs contributions à l'ONU.

À la fin juillet, on arrive à des propositions territoriales qui peuvent être considérées comme satisfaisantes. Pour une fois, la négociation est passée par les voies diplomatiques régulières, les ambassadeurs à Washington, au Caire et à Tel-Aviv, à part une rencontre Kissinger et Rabin à Bonn le 11 juillet.

Pendant ce temps, au Liban, aucune solution politique ne se dessine. Kamal Joumblatt, assuré de l'alliance avec la résistance palestinienne, impose son hégémonie politique sur l'ensemble des forces politiques musulmanes, en dépit des fortes réticences du leadership sunnite traditionnel, et continue d'appeler au boycott des Phalanges, sous-estimant totalement le ralliement de l'essentiel de la population chrétienne au parti des Gemayel. Inversement, les chrétiens ne peuvent compter sur un Premier ministre sunnite représentatif qui pourrait accepter d'affronter les Palestiniens. Rachid Karamé l'a déjà prouvé en 1969 et c'est lui qui a été chargé de former le nouveau gouvernement. Dans ces conditions, les multiples tractations politiques n'aboutissent à rien. Après une opération palestinienne en Haute-Galilée le 15 juin, les Israéliens reprennent leurs bombardements des agglomérations du Liban-Sud.

Le « troisième round » commence le 24 juin, toujours dans le quartier d'Ayn al-Rumaneh avant de s'étendre à l'ensemble de l'agglomération de Beyrouth puis à une partie du pays. Encore une fois, un incident mineur a déclenché l'affrontement : deux jeunes Irakiens auraient tenté d'aborder une jeune chrétienne, il s'en est suivi une altercation puis une diffusion continue de la violence. Bien entendu, ces causes immédiates ne sont que les symptômes d'une société en train de basculer dans une violence incontrôlée. Arafat proclame son soutien sans réserve à la souveraineté libanaise, les Palestiniens ne constituent pas un groupe confessionnel et refusent de le devenir (message diffusé à la télévision dans la nuit du 25 au 26 juin). Comme il se doit, il évoque un « complot visant à détruire le Liban et à donner un coup de grâce à la nation arabe, cela afin de porter atteinte à la solidarité islamo-chrétienne ». Cette déclaration est considérée comme un refus de l'OLP de s'engager dans les différends interlibanais et semble de nature à apaiser la situation.

Pierre Gemayel parle « d'une main criminelle qui est opposée à tout effort de réconciliation ». Joumblatt s'en prend aux milices chrétiennes qu'il compare à la Haganah et à l'Irgoun. L'imam Moussa Sadr entame une grève de la faim jusqu'à la constitution d'un « cabinet non partisan ». Le ministre syrien des Affaires étrangères, Khaddam, arrive à Beyrouth pour offrir sa médiation. L'action syrienne est de tenter de concilier l'unité du Liban et la sécurité de la résistance palestinienne. Contrairement aux épisodes précédents, Damas évite les mesures de coercition et discute avec toutes les parties. On vante en particulier le comportement du président Frangié, qui, il est vrai, est considéré depuis longtemps comme un ami de la famille Assad. Alors que durant les deux premiers rounds la presse syrienne avait soutenu Kamal Joumblatt et condamné les Phalanges, cette fois elle s'en est séparée. D'ailleurs, Assad, dans ses déclarations du 27 juin, a marqué que « Kamal Joumblatt est un ami qui doit être libéré de son complexe d'isolement et doit être convaincu de faciliter la tâche de son ami Rachid Karamé », claire condamnation de la logique d'affrontement dans laquelle s'est engagé le chef du Mouvement national libanais.

On arrive, le 30, à la formation d'un gouvernement de six personnes sans Joumblatt ni Gemayel. L'ancien président Camille Chamoun y représente les maronites. Le troisième round aurait fait 300 morts et 700 blessés. Toute l'ambiguïté de la situation est révélée le 5 juillet par l'explosion accidentelle d'une mine dans un camp du Fatah dans la région de Baalbek faisant une trentaine de morts parmi les partisans de l'imam Moussa Sadr. Pour justifier l'entraînement de ses hommes, l'imam révèle l'existence d'un mouvement inconnu jusqu'alors, les Bataillons de la résistance libanaise *(Afwâj al-muqâwama al-lubnâniyya)* dont l'acronyme forme le mot arabe Amal (espoir). Dans toutes les communautés, les hommes s'arment et forment des milices.

Passant à Paris à la fin du mois de juillet, l'imam montre sa lucidité lors d'un entretien au Quai d'Orsay[828]. Il analyse la question libanaise à la fois comme un problème social – il faut établir la justice sociale au profit des populations déshéritées – et comme le produit de la stratégie israélienne :

> Israël fait tout ce qui est en son pouvoir pour faire éclater la société libanaise. La politique de la « terre brûlée » dans le Sud-Liban fait refluer les populations vers Beyrouth. C'est une manière d'étrangler la capitale.
>
> J'ai déployé personnellement les plus grands efforts pour juguler la dernière crise. J'ai passé trois mois sans dormir. J'ai tout fait pour calmer les esprits dans la communauté chiite de la banlieue de Beyrouth, et, lorsque les extrémistes chiites ont dit que je ne faisais rien, alors j'ai fait la grève de la faim dans la mosquée. Cela a contribué au rétablissement du calme et facilité la solution de la crise gouvernementale. Je peux dire que tous les chefs de communautés religieuses sont animés par la même volonté de conciliation, mais le moment approche où nous serons débordés.

Le gouvernement de Rachid Karamé se révèle impuissant à affronter la situation. La gauche et les musulmans exigent des réformes constitutionnelles que le leadership maronite rejette en bloc. On évoque une déconfessionnalisation du système politique qui aurait pour premier effet de donner aux musulmans la majorité. Mais la fin de la répartition communautaire des postes permettrait à Kamal Joumblatt de postuler à la présidence du Conseil, ce qui ne peut qu'inquiéter les dirigeants sunnites. Les phalangistes, sans y croire vraiment, vont jusqu'à proposer une laïcisation totale, mettant fin aux statuts personnels et à l'autonomie juridique des communautés. Ils le font parce qu'ils savent que ce projet est inacceptable pour les religieux musulmans (l'Église maronite y est aussi résolument hostile). Ils veulent montrer l'inconséquence du programme de la gauche du fait de son ancrage dans les communautés musulmanes. La contestation du maronitisme politique par les musulmans est ressentie par les chrétiens comme une « coptification », c'est-à-dire un abaissement à une situation de minorité sans défense.

L'été se passe tant bien que mal, la violence diminuant mais restant néanmoins permanente. Périodiquement des enlèvements se produisent. Les Israéliens, de leur côté, lancent plusieurs raids successifs sur le Liban-Sud et la Bekaa, faisant de nombreuses victimes.

Sinaï II

À partir du début du mois d'août, la négociation devient essentiellement israélo-américaine – il s'agit de déterminer le prix que les États-Unis doivent payer à Israël pour obtenir l'accord de désengagement : une aide de 2 milliards des dollars pour compenser les pertes israéliennes dans le Sinaï, un engagement à ne pas pousser à un retrait en Cisjordanie et à une modification des lignes du Golan purement fictives *(cosmetic)* en cas d'accord ultérieur avec la Syrie, une garantie contre toute intervention militaire soviétique au Moyen-Orient.

La onzième tournée de Kissinger commence le 21 août par Jérusalem où il est reçu par une foule hostile qui s'en prend au secrétaire d'État américain, accusé d'être un traître à la cause de son peuple, voire le continuateur de Hitler. Cette fois, Rabin est décidé à obtenir un accord. D'épuisantes discussions permettent de préciser le moindre détail dans le Sinaï. Kissinger fait la navette entre l'Égypte et Israël avec quelques arrêts supplémentaires à Damas et à Amman. Ses déclarations selon lesquelles son pays travaille à une solution globale à travers une suite d'accords intérimaires sont reçues avec incrédulité.

L'accord est paraphé à Jérusalem et au Caire le 1er septembre et signé à Genève le 4 septembre. Il est accompagné d'un mémorandum d'accord entre Israéliens et Américains, composé d'engagements prenant la forme de lettres du président Ford au Premier ministre israélien, et qui seront rédigées et envoyées durant le mois de septembre.

L'accord israélo-égyptien comprend l'engagement à régler le conflit entre les deux pays par des voies pacifiques : ceux-ci sont résolus « à parvenir à un règlement de paix définitif et juste au moyen des négociations demandées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 338, le présent accord étant un pas important vers cet objectif ». Les parties s'engagent à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force ou au blocus militaire. Les cargaisons non militaires à destination ou en provenance d'Israël seront autorisées à traverser le canal de Suez. Le présent accord est considéré par les parties comme un pas important vers une paix juste et durable. Il ne constitue pas un accord de paix définitif. Il restera en vigueur tant qu'il ne sera pas remplacé par un nouvel accord.

L'annexe détaille les procédures complexes du désengagement, des forces tampon et des stations d'observation. Il sera supervisé et géré par les forces de l'ONU. Israël contrôlera encore plus de 85 % du Sinaï.

Le mémorandum israélo-américain aura des répercussions beaucoup plus longues. Il comprend toute une série d'engagements américains traitant de l'aide militaire et économique et de la fourniture éventuelle de pétrole au cas où Israël n'arriverait pas à s'en procurer sur le marché mondial. Les engagements politiques limitent sévèrement la future marge de manœuvre des États-Unis. En ce qui concerne le Golan, les États-Unis s'engagent à soutenir un règlement de paix qui assurera la sécurité d'Israël et qui sera acceptable pour les deux parties (Israël et la Syrie). Les États-Unis n'ont pas adopté de positions définitives sur le tracé des frontières, mais donneront la plus grande considération à la position israélienne qui implique de rester sur les hauteurs du Golan[829].

Un mémorandum concerne la conférence de Genève dans lequel les États-Unis s'engagent à maintenir leur politique actuelle envers l'OLP aussi longtemps que cette dernière ne reconnaît pas le droit d'Israël à exister et n'accepte pas les résolutions 242 et 338. Les deux pays se consulteront et agiront de concert lors de la conférence. L'addition de tout nouveau participant, État, groupe ou organisation, nécessitera l'accord de toutes les parties. Les États-Unis feront tout pour que les négociations importantes se déroulent sur une base bilatérale. Ils s'opposeront et voteront contre toute résolution du Conseil de sécurité qui modifierait les termes de référence de la conférence de Genève et des résolutions 242 et 338.

Du côté de l'Égypte, les États-Unis s'engagent à arriver à un second accord de désengagement avec la Syrie tandis que l'Égypte n'attaquera pas Israël en cas d'action syrienne contre l'État hébreu. Pour la forme, Rabin s'engage à ce que son pays n'attaque pas la Syrie.

Le coût financier de Sinaï II élève au minimum l'aide américaine à Israël pour l'année fiscale 1976 à 2,25 milliards de dollars sur les 3 milliards affectés au Moyen-Orient. Ces lourds engagements se font au détriment des aides consacrées aux autres régions du monde. Les membres du Congrès acceptent assez mal l'envoi de techniciens américains dans le Sinaï, quelques mois à peine après la débâcle vietnamienne. Il faut que

Kissinger, très critiqué, fasse une nouvelle navette, cette fois entre le siège du Département d'État et le Capitole, pour obtenir l'accord des parlementaires. On s'inquiète aussi de l'éventuelle livraison à Israël de missiles Pershing qui peuvent être des vecteurs d'armes nucléaires. L'administration Ford affirme que cette question est seulement « étudiée » et qu'aucun engagement n'a été pris à ce sujet. Peres défend cette demande par la nécessité de créer un équilibre dissuasif à la suite de la fourniture de missiles Scud par l'Union soviétique à l'Irak, la Syrie et l'Égypte. Finalement, Israël retire sa demande controversée au mois de décembre.

En Israël, l'opposition de droite s'oppose à l'accord. Rabin le justifie essentiellement en fonction des relations avec les États-Unis et par la nécessité d'agir en direction de l'Égypte, pays essentiel du monde arabe. Selon ses propres termes, la sécurité d'Israël passe par un renforcement de l'influence américaine dans les pays arabes. Certes, cela crée pour Israël un risque « politique », mais la présence soviétique, elle, est un risque « militaire ». L'accord est une sorte de mise à l'épreuve, son maintien pendant quelques années créera un changement d'attitude et de réalités dans les relations entre Israël et l'Égypte. La dynamique de la paix ne se compte pas en mois mais en années. Le comportement des peuples ne peut être changé en l'espace de semaines ou de mois. Il n'est pas question d'envisager de retrait en ce qui concerne la Syrie et la Jordanie.

Ariel Sharon le critique tout en conservant son poste de conseiller militaire du Premier ministre. Le Likoud et le Parti national religieux organisent à Jérusalem une manifestation de 25 000 personnes devant la présidence du Conseil. Ils ne peuvent empêcher la Knesset de ratifier l'accord par 70 voix contre 43, le 3 septembre. Dayan s'est désolidarisé de son parti et a voté contre.

La Syrie a immédiatement condamné l'accord Sinaï II qui affaiblit et disloque le front arabe. Il va à l'encontre des résolutions de l'ONU et est contraire à la paix. Assad a même refusé de recevoir le vice-président égyptien chargé de lui commenter l'accord. Le président syrien a compris qu'on ne lui adresserait pas de proposition de ce genre et est décidé à ne pas se prêter à une comédie diplomatique. La réception de la Jordanie a aussi été froide, d'autant plus que le Congrès lui a imposé que le système

de défense antiaérienne livré par les États-Unis soit installé en position statique, ce qui ne lui donne qu'une valeur purement défensive. Le roi Hussein est surtout humilié devant ses pairs par la façon dont les Américains l'ont traité. La position de l'Arabie saoudite, plutôt tiède, souligne qu'il faut une suite pour le Golan et Jérusalem. Quant à Arafat, il marque qu'il ne peut y avoir de paix sans les Palestiniens et que tant qu'ils ne seront pas pris en compte, la guerre se poursuivra, voire s'intensifiera. Comme en 1970, les autorités égyptiennes suspendent les émissions de la « Voix de la Palestine » émettant à partir du Caire. Une prise d'otages a lieu le 15 septembre contre l'ambassade d'Égypte en Espagne. Sadate somme Arafat de désavouer l'action, ce qu'il fait. La médiation des ambassadeurs arabes réussit. Les otages sont libérés tandis que le commando est évacué sur Alger où il est reçu avec honneur. Le FPLP dément avoir organisé l'opération, mais l'approuve. Le ton monte rapidement entre la presse des pays arabes « progressistes » et l'Égypte, accusée de tourner le dos à la nation arabe et surtout à la Palestine.

En revanche, Israël renforce ses contacts clandestins avec le Maroc. Rabin lui-même s'y rend secrètement et s'accorde avec Hassan II pour établir une présence permanente du Mossad afin d'ouvrir des canaux de communication avec les pays arabes. Il s'agit avant tout pour le Premier ministre israélien de disposer d'une source d'information sur l'Égypte indépendante des États-Unis[830].

L'Union soviétique condamne l'accord et retire ses derniers avions de reconnaissance présents en Égypte, mettant fin à sa présence militaire dans ce pays. La presse égyptienne s'en prend violemment à l'attitude soviétique, ce qui provoque une protestation officielle de Moscou[831].

La défense de la stratégie gradualiste de Kissinger impliquait qu'elle créerait un climat de confiance entre les parties et une dynamique qui conduirait à des succès croissants. Rabin, lui, avait toujours vu dans l'Égypte la force politique régionale la plus importante. Dès avant Sinaï II, il avait expliqué publiquement qu'il attendrait plusieurs années pour conclure un nouvel accord avec l'Égypte, qui serait mise pendant ce temps à l'épreuve, et qu'il n'était pas question d'un retrait avec la Syrie et avec la Jordanie. Pour le Premier ministre israélien, Sinaï II n'a pas pour but d'aller vers une réconciliation israélo-égyptienne, mais de renforcer la

coopération israélo-américaine, de consolider l'orientation pro-américaine de l'Égypte et de rompre la coalition syro-égyptienne[832].

Autrement dit, contrairement aux compliments que Kissinger s'adresse à lui-même faisant de Sinaï II son plus grand succès diplomatique, l'accord signifie la fin de la diplomatie des petits pas. Il a fallu un effort gigantesque pour aboutir à Sinaï II et les États-Unis vont bientôt entrer dans une année électorale. De surcroît, les réalignements arabes se déroulent dans le contexte d'un Liban maintenant entré en guerre civile et sans tenir compte du calendrier politique américain.

Chapitre XI

La catastrophe libanaise

« M. Kollek considère que c'est en douceur avec tact et diplomatie, "avec compréhension, bonne humeur et coopération", plutôt que par la violence et la répression que les Israéliens peuvent gagner la partie à Jérusalem. Sans doute, cette réappréciation des méthodes de Clausewitz à l'échelon urbain se veut optimiste et le maire sait véritablement s'en tenir sur les sentiments réels des Arabes de Jérusalem-Est en particulier, quand il déclare : "Il n'y a pas de doute, ils veulent se débarrasser de nous !"

« C'est par des améliorations du cadre de la vie quotidienne alliées à des manifestations bruyantes d'amitié envers les Arabes que l'on espère endormir suffisamment leurs velléités de révolte pour donner aux responsables israéliens le temps de bâtir et de consolider les cités satellites israéliennes qui encerclent Jérusalem.

« La grande idée de M. Kollek pour résoudre le problème de Jérusalem est d'accorder aux Arabes, dans une ville *sous souveraineté politique israélienne*, le droit de décider de goudronner tel ou tel trottoir ou de déplacer telle ou telle vespasienne. Ce genre de topazerie hiérosolomytaine ne mérite pas l'examen d'un observateur sérieux de la réalité locale et des réalités environnantes ou mondiales. En somme, c'est le projet d'autonomie administrative pour la rive occidentale cher à

M. Peres transposé à une échelle plus petite : un modèle réduit, une miniaturisation. […]
Indéniablement animé de bonnes intentions envers les Arabes, mais à condition, bien entendu, que ceux-ci ne s'avisent pas de remettre en question le droit divin des juifs sur la Ville sainte, M. Kollek est le produit typique, quoique vraiment attardé, d'une école de pensée européenne, parfaitement respectable au demeurant, qui a connu de beaux jours à la grande époque des entreprises coloniales ; et c'est en tant que spécimen intéressant d'une ère lointaine qu'il faut le considérer et accorder en conséquence l'importance qui convient aux idées qu'il défend, et aux solutions qu'il préconise. »
MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 285, Jérusalem le 27 novembre 1975, *à propos d'une interview du maire de Jérusalem*.
« Oui, par son attitude, Joumblatt entretient la guerre religieuse contre les chrétiens. C'est là un danger pour l'arabisme. La guerre religieuse au Liban est en train de détruire l'idéal de la Résistance palestinienne qui lutte précisément pour un État démocratique et laïque en Palestine. Comment prétendre, en effet, vivre en bonne harmonie avec les juifs en provenance de l'Union soviétique présents sur place, si le Palestinien n'arrive pas à coexister d'abord avec le chrétien arabe ? Nous accusons avec raison le sionisme d'être raciste. Mais si la guerre contre les chrétiens se prolonge, l'arabisme lui-même deviendra, à son tour, un autre racisme. Par ailleurs, Israël encourage cette guerre qui peut déboucher sur une partition du Liban, achevant le processus d'éclatement de l'État et lui permettant ainsi d'annexer un nouveau territoire arabe. »
ASSAD à Karim Pakradouni, le 16 mai 1976[833].

Le quatrième round

Le quatrième round libanais débute à la fin d'août 1975 par des incidents dans la plaine de la Bekaa entre la ville de Zahlé et son environnement, puis, dans le Nord du Liban, entre la petite ville chrétienne de Zghorta, fief politique du président Frangié, et la grande ville de Tripoli, à dominante musulmane sunnite et fief politique du Premier ministre Rachid Karamé. Là encore, on passe par des affrontements armés puis par des enlèvements. Le mécanisme pervers des vengeances personnelles attise les violences. Le 10 septembre, l'armée tente de s'interposer mais doit affronter rapidement une milice sunnite, ce qui lui fait perdre son caractère de neutralité. Néanmoins, un cessez-le-feu précaire est établi à partir du 17 septembre. Pendant ce temps, les Israéliens entreprennent de nombreuses incursions contre le Liban-Sud et les camps palestiniens.

À partir du 13 septembre la violence reprend à Beyrouth même. Le 17, les miliciens phalangistes tentent de s'emparer du centre-ville et se heurtent aux forces de gauche. La Syrie propose sa médiation. Le 24, un comité de dialogue national est établi, mais n'arrive pas à négocier un cessez-le-feu durable. Le caractère confessionnel du conflit est maintenant évident en dépit du discours contraire de la gauche libanaise.

L'influence de l'accord Sinaï II est indirecte mais certaine. Le Mouvement national libanais organise des manifestations de protestation armées devant l'ambassade d'Égypte. Les progressistes trouvent une explication des événements dans un complot destiné à détruire la résistance pour imposer une paix américaine. Khaddam donne une explication du même genre : la crise libanaise menace non seulement le Liban, mais aussi la cause palestinienne et la Syrie. Elle est la conséquence directe de l'accord du Sinaï, un complot ourdi à l'échelle de toute la région, qui vise à escamoter le conflit israélo-arabe pour en faire un conflit arabo-arabe. On détourne ainsi l'attention des plans exécutés à l'échelon régional à l'instar de l'accord du Sinaï, qui sert les intérêts des États-Unis et d'Israël. Il affirme un peu plus tard que l'Égypte fomente les troubles afin que Le Caire remplace Beyrouth comme grande place financière.

Pierre Gemayel accuse la gauche « destructrice » de faire le jeu d'Israël. Les responsables israéliens soulignent que le naufrage libanais est la démonstration que le projet de Palestine démocratique, où coexisteraient Juifs et Arabes, est impossible. Allon s'étonne du silence du monde chrétien devant les persécutions subies par la minorité chrétienne du fait des extrémistes musulmans. Israël n'a pas l'intention d'intervenir tant que les combats se déroulent entre Libanais. Il exprime l'espoir que la Syrie ne se décidera pas à intervenir. Quelques jours après, il précise sa pensée : Israël ne pourra tolérer la présence de l'armée syrienne le long de sa frontière nord.

Le roi Hussein suit attentivement la situation. À Dany Chamoun, le fils de Camille Chamoun de passage en Jordanie, il suggère durant l'été de demander une aide israélienne : l'intérêt de l'État hébreu est de maintenir la puissance de la communauté maronite libanaise. Probablement par son entremise, les contacts sont pris avec le Mossad au mois de septembre. Des armes seront vendues à la milice des Chamoun. La transaction se fait par des intermédiaires et les chrétiens payent comptant – elle se monterait à 150 millions de dollars. Les livraisons débuteront au début de 1976[834]. En même temps, le roi s'est rapproché du régime de Damas avec qui il partage une détestation certaine de Sadate. Il soutient les médiations syriennes et de fait fournit un canal de communication discret entre les Syriens et les Israéliens[835].

Arafat tente de limiter le rôle de la résistance et participe aux efforts de médiation. Il ne peut s'opposer à Kamal Joumblatt qui continue à réclamer des sanctions contre les Phalanges et une réforme du système politique. L'essentiel pour lui est de maintenir l'infrastructure politique et militaire palestinienne au Liban, indispensable pour pouvoir conserver l'autonomie d'action. La ligne suivie est de ne traiter qu'avec les autorités régulières libanaises et non avec les représentants des milices chrétiennes, de multiplier les assurances verbales de respect de la souveraineté libanaise et de marquer des « lignes rouges » à ne pas franchir. Mais la gauche palestinienne milite pour une participation plus active aux combats dans le cadre d'un soutien au Mouvement national libanais. Outre la difficulté de faire respecter ses consignes, l'OLP doit prendre en charge la défense des camps palestiniens enclavés dans les régions chrétiennes. Arafat a désigné

Ali Hassan Salamé pour servir de canal de communication avec les chefs chrétiens, mais rien ne peut empêcher les enclaves de devenir des abcès de fixation de la violence.

Au début du mois d'octobre, la violence s'intensifie puis diminue d'un cran. Les forces du Fatah et de l'ALP sont utilisées pour le maintien de l'ordre lors des tentatives d'établir des cessez-le-feu, en particulier dans la région de Tripoli. Elles le font à la demande de Rachid Karamé et contre les instructions du président Frangié. L'armée libanaise se trouve contestée par les progressistes et tend en effet à soutenir plutôt les factions chrétiennes. Les institutions, en premier lieu le gouvernement, se trouvent paralysées.

L'une des difficultés majeures du conflit est que les milices deviennent des acteurs à part entière, même si elles sont issues de mouvements politiques. Des hommes nouveaux émergent dans les combats. Le militantisme politique, la violence confessionnelle, les rancœurs sociales et culturelles, les vengeances personnelles se mélangent avec un appétit de pillage que l'on retrouve partout. Le centre-ville de Beyrouth, lieu des rencontres de tous, se trouve ainsi dévasté. Les combats se concentrent ensuite sur le secteur dit des « grands hôtels » sur le front de mer. Après un bref répit dans les premiers jours de novembre, les violences reprennent avec une intensité inégale selon les jours en dépit des nombreux efforts de médiation. Une ligne de démarcation s'installe dans les faits avant de s'imposer dans les esprits.

La logique des milices s'oppose à tout rétablissement de l'ordre public, car il ferait disparaître leurs raisons d'être. Du côté chrétien, on note cinq milices principales, celle des Phalanges, des Chamoun (les Tigres), des Frangié (les Marada), des Gardiens du Cèdre et de l'Ordre des moines maronites. De l'autre côté, on connaît un véritable éparpillement d'une trentaine de milices. Tout en étant nominalement sous le contrôle du Mouvement national, elles sont très autonomes et d'allégeances diverses. Certaines sont proches du Front du refus d'obédience irakienne et libyenne, d'autres sont dans la mouvance syrienne. Elles expriment à la fois des appartenances confessionnelles et des revendications politiques d'extrême gauche. Les Palestiniens ont eux-mêmes leurs propres divisions et clivages.

L'une des stratégies suivies par les dirigeants chrétiens est d'obtenir une « internationalisation » de la crise, c'est-à-dire une implication occidentale ou une médiation de l'ONU qui pourrait se traduire par l'envoi de forces d'interposition. La Syrie s'y oppose, mais n'est pas non plus favorable à une « arabisation » qui signifierait une implication égyptienne par le biais de la Ligue des États arabes. Le but de Damas est bien d'obtenir un règlement de la crise qui consoliderait aussi la sécurité de la Syrie et son influence sur le Liban. Mais la direction de l'OLP ne veut pas d'une paix syrienne qui limiterait sa marge d'autonomie, qui comprend un dialogue discret avec l'Égypte de Sadate. Pour des raisons différentes, le Front du refus s'oppose aussi aux buts syriens, mais ses composantes s'en prennent au monopole d'Arafat sur le Fatah et l'OLP dont ils contestent aussi la bureaucratie.

La multiplicité des conflits, des contradictions et des acteurs explique le manque de lisibilité de la crise du Liban. Les spéculations sur les buts et les projets des uns et des autres tendent naturellement à l'explication commode du complot qui permet de tout simplifier et de se dégager de toute responsabilité. Le thème dominant chez les progressistes est la volonté des chrétiens d'établir par la force une partition *(taqsîm)* du pays. De l'autre côté, on accuse les Palestiniens de vouloir s'implanter *(tawtîn)* définitivement dans le pays.

Sionisme et Palestiniens

L'accord Sinaï II marque la fin de la réputation de Kissinger d'être un magicien des relations internationales. La presse américaine l'associe de plus en plus aux différentes turpitudes de l'ère Nixon. Au sein de l'administration Ford, une nouvelle équipe est en train de le supplanter dans la définition de la politique étrangère[836]. Le chef d'état-major de la Maison-Blanche, Donald Rumsfeld, et son second, Dick Cheney, minent sourdement sa position. Ils se placent à la droite du Parti républicain et se font les critiques de la politique de détente.

À l'automne 1975, en préparation de la future élection présidentielle, Ford remanie son administration. Schlesinger quitte le secrétariat à la Défense et est remplacé par Rumsfeld. Cheney devient chef d'état-major

de la Maison-Blanche. George H. W. Bush prend la direction de la CIA. Kissinger doit abandonner sa fonction de conseiller à la sécurité nationale qui passe à son adjoint et fidèle Benjamin Scowcroft. Ce « massacre de Halloween » consacre le déclin de l'influence du secrétaire d'État, qui perd sa position privilégiée auprès du président. Le glissement à droite se trouve amplifié par la volonté de l'ancien gouverneur de Californie, Ronald Reagan, de se présenter comme compétiteur de Ford à l'investiture républicaine. Il centre sa campagne sur la politique étrangère et le trop grand nombre de concessions accordées à l'Union soviétique. La critique républicaine de la politique kissingérienne la définit comme amorale, introduisant de dangereuses confusions entre le bien et le mal. Les adversaires de la détente sont des partisans affirmés de l'État d'Israël, qui est antisoviétique et démocratique, qui défend les droits des Juifs soviétiques. Les pressions américaines sur Israël sont faites pour le bien de la détente ou pour se procurer du pétrole arabe, ce qui est déplorable. Qu'elles soient encore démocrates ou déjà républicains, les personnes concernées sont en train de former le groupe que l'on appellera ultérieurement les néoconservateurs. Contrairement à un Kissinger, qui pense en termes de rapports de force mais aussi d'équilibres et de compromis, ils font de la politique étrangère la lutte contre le mal absolu que constituent les Soviétiques et leurs alliés dont ils surestiment la puissance. En un sens, ils sont les derniers à croire à l'expansion continue et irréversible du communisme d'État.

La crise libanaise montre l'absence d'une régulation de l'ensemble des questions du Moyen-Orient. Les États-Unis sont totalement incapables d'agir. Outre la volonté de contribuer au rétablissement du calme, la principale préoccupation de Washington réside dans le risque d'une double intervention syrienne et israélienne dégénérant en guerre ouverte et ruinant tous les acquis diplomatiques précédents. La priorité immédiate est de soutenir Sadate, qui se rend aux États-Unis du 26 octobre au 5 novembre 1975. Il est reçu avec les plus grands honneurs, ce qui n'empêche pas Ford de faire l'un de ses lapsus coutumiers en saluant en lui le représentant du grand peuple d'Israël lors d'un toast officiel… Le président égyptien joue de son amitié nouvelle pour obtenir une aide indispensable à une Égypte en pleine déconfiture économique. Il plaide

pour un geste envers les Palestiniens qui démontrerait que son pays ne fait pas cavalier seul. Devant le Congrès, il souligne qu'une prise de position favorable des États-Unis aux aspirations des Palestiniens et à leur droit d'établir leur propre État contribuerait grandement à une solution du problème.

La vérification des créances des délégués à l'Assemblée générale des Nations unies s'est passée sans incident, éloignant le risque de voir Israël exclu de ses travaux à l'instar de l'Afrique du Sud. Mais les délégations arabes travaillent activement avec les autres délégations du tiers-monde à une condamnation d'Israël et du sionisme. Dans les mois précédents, ils ont fait voter des résolutions dans ce sens par les organisations régionales ou sectorielles dépendant de l'ONU. Le débat se déroule d'abord en commission, où, à la mi-octobre 1975, le texte arabe est adopté à une large majorité (70 voix contre 29 et 27 abstentions) grâce au soutien du bloc socialiste.

L'ambassadeur américain Daniel. P. Moynihan[837], un intellectuel entré en politique, mène la résistance. Ce partisan affirmé depuis longtemps de l'État d'Israël est un démocrate entré au service des administrations Nixon et Ford. Il est alors très proche du milieu des néoconservateurs. Contrairement aux mœurs diplomatiques, il s'exprime franchement et publiquement contre l'hypocrisie des pays du tiers-monde qui condamnent l'Occident au nom de ses diverses turpitudes alors que ce sont en général des dictatures policières pratiquant constamment la torture. Au nom de la défense de la démocratie, il retourne en quelque sorte l'argument du deux poids deux mesures. Si l'on attaque Israël et les États-Unis, c'est parce qu'ils sont des démocraties.

Si son comportement provoque la contrariété du Département d'État, elle le rend grandement populaire dans l'opinion publique américaine à un moment où la crise morale provoquée par la défaite vietnamienne et le Watergate est à son plus haut.

Il se fait préparer tout un argumentaire par ses amis néoconservateurs et s'appuie sur les travaux de l'universitaire Bernard Lewis faisant de l'assimilation du sionisme au racisme une arme habituelle de la propagande soviétique. Moynihan a qualifié le texte voté en commission d'obscène et d'inspiration antisémite. Après avoir hésité, les représentants

de l'Europe ont renoncé à s'abstenir lors du vote et ont voté contre en commission (l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne ont été les plus actives dans ce sens).

Les délégations occidentales multiplient les efforts pour empêcher le passage de la résolution. La difficulté est que le texte proposé recouvre toutes les formes de racisme dans le monde, en particulier l'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie[838]. Il concerne la suppression de toute forme de discrimination raciale. De plus, les Américains s'en prennent à plusieurs reprises au président de l'Organisation de l'unité africaine, Idi Amin Dada, traité de « meurtrier raciste » voire de « nazi », ce qui contribue à braquer les Africains. Ils ne peuvent empêcher le vote, le 10 novembre 1975, de la résolution 3379 (XXX) par 75 voix contre 35 et 32 abstentions. Elle condamne « en particulier l'alliance impie entre le racisme sud-africain et le sionisme ». Le sionisme est mis sur le même plan que l'apartheid, ayant « une origine impérialiste commune » et constituant un tout ayant « la même structure raciste organiquement liés dans leur politique tendant à la répression de la dignité et de l'intégrité de l'être humain ». Le sionisme est donc « une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Indépendamment du jeu diplomatique traditionnel de pressions et de contre-pressions, la résolution exprime bien l'unité de sentiment des pays du tiers-monde par rapport à la question de Palestine où ils retrouvent leur propre histoire coloniale. Moynihan exprime le sentiment général américain en disant que les États-Unis ne reconnaissent pas cet acte infâme, ne s'y conformeront pas et ne l'accepteront jamais[839]. Les Occidentaux y voient un détournement de procédure puisque le projet originel était la condamnation des politiques raciales de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. L'autorité morale de l'institution internationale est remise en cause et on souligne le vote de l'Ouganda d'Amin Dada qui vient d'expulser 50 000 Asiatiques. On ne peut confondre le racisme, qui a des prétentions biologiques, et Israël, qui est l'héritier du peuple qui en a le plus souffert. La notion de race juive est une invention des antisémites. Puisque les Juifs ne constituent pas une race, ils ne peuvent être racistes envers les autres. On se trouve là dans l'aporie de l'après-1945 où d'une part on affirme que les races n'existent pas (voir les publications de

l'Unesco) et où, d'autre part, on multiplie les législations contre toute forme de discrimination raciale.

En France, tout un groupe de personnalités allant de Jean-Paul Sartre à Pierre Mendès France et François Mitterrand déclare que « cette falsification de la vérité historique oublie le génocide de six millions de victimes et dénature l'aspiration des Juifs persécutés par le racisme à retrouver une identité nationale ».

Pour les Israéliens, remettre en cause le sionisme revient à nier l'existence de leur État. L'ambassadeur d'Israël à l'ONU, le général Haim Herzog, souligne que le vote a eu lieu le jour anniversaire de la « Nuit de cristal », symbole des persécutions nazies. L'émotion est particulièrement forte aux États-Unis pour qui ce vote est un échec considérable. Il s'ensuivra un grand discrédit de l'ONU. Tout en multipliant les déclarations de condamnation, l'administration Ford réussit à éviter des sanctions financières de l'ONU de la part du Congrès.

La résolution 3375, votée le même jour, rappelle les droits inaliénables du peuple palestinien sans lesquels il ne pourra y avoir de paix juste et durable au Moyen-Orient et demande la participation de l'OLP à toute négociation sous les auspices de l'ONU et en égalité de rang avec les autres parties.

Pendant ce temps, Kissinger a soigneusement préparé le geste demandé par Sadate en faveur des Palestiniens. Le sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, Harold Saunders, fait une déclaration, le 12 novembre 1975, devant une sous-commission de la Chambre des représentants. Le « document Saunders » se présente, comme il se doit, comme un rappel de positions déjà connues, mais les réunit en un ensemble unique. Les intérêts légitimes des Arabes palestiniens doivent être pris en compte dans la négociation pour une paix israélo-arabe. Dans bien des aspects, la dimension palestinienne constitue le cœur du problème créé par le partage de la Palestine et l'établissement de l'État d'Israël. La résolution finale du conflit implique qu'un accord doit être trouvé pour un statut juste et permanent pour les Arabes qui se considèrent eux-mêmes comme Palestiniens[840]. Il se poursuit par un tableau de la situation démographique comprenant la diaspora palestinienne. C'est un fait que les quelque trois millions de personnes qui se définissent comme

palestiniennes se voient de plus en plus comme un peuple ayant sa propre identité et désirant avoir voix au chapitre pour définir leur statut politique. C'est un facteur politique à prendre en compte pour avoir une paix entre Israël et ses voisins841. Il faut trouver un cadre de négociations acceptable pour les Israéliens et les Palestiniens. La Jordanie devrait être logiquement chargée de parler au nom des Palestiniens, mais le sommet de Rabat en a confié la mission à l'OLP. Cette dernière refuse de reconnaître Israël et n'est donc pas prête à faire la paix avec Israël. On attend de toutes les parties concernées qu'elles agissent pour résoudre ce problème.

Le document provoque de grands espoirs dans les pays arabes et des protestations véhémentes en Israël. Admettre que la question palestinienne est au cœur du problème c'est abandonner la thèse israélienne suivant laquelle le fait fondamental est le refus des pays arabes de reconnaître l'existence de l'État juif au Moyen-Orient. Rabin synthétise la position israélienne de déni de l'existence des Palestiniens lors du vingt-huitième anniversaire du vote du plan de partage de l'ONU, le 28 novembre 1975 :

> L'organisation qui a pour nom OLP a pour base essentielle la négation de l'existence même d'Israël. Elle considère que le judaïsme est une religion et que, de ce fait, les juifs n'ont pas le droit à un État. Quant à ses méthodes, elles se fondent sur le terrorisme et le meurtre. Ce serait donc une erreur fondamentale que de voir dans l'OLP un facteur susceptible de devenir un interlocuteur valable, pour Israël, dans des négociations. […]
>
> Israël commettrait une erreur de tactique en acceptant la manœuvre ennemie, et en consentant à porter le débat sur ce plan. Le problème palestinien n'est pas au cœur du conflit israélo-arabe, et il ne l'a jamais été depuis les dizaines d'années que dure ce conflit. C'est récemment qu'il y a été porté, artificiellement, pour des raisons purement tactiques.

Il ajoute qu'accepter un dialogue politique, même avec les élites de la Cisjordanie, c'est virtuellement accepter la création d'un État palestinien entre Israël et le Jourdain. Il ne peut ni ne doit y avoir un troisième État entre Israël et la Jordanie.

La déclaration de Rabin montre combien le sionisme fait une confusion totale entre le judaïsme et le projet israélien alors qu'il reproche aux

Arabes de ne pas faire la distinction.

Kissinger fait alors machine arrière et définit le document Saunders comme un exercice purement académique et non comme une inflexion de la politique américaine. Néanmoins, Saunders a libéré la parole si ce n'est la pensée des « arabisants » *(arabists)* du Département d'État qui s'étaient trouvés censurés durant les années précédentes. Faire état de la connaissance de la langue était presque devenu un danger pour faire carrière dans la diplomatie. Le réexamen puis le document Saunders rouvrent des perspectives jusque-là interdites depuis l'échec du plan Rogers. Les experts, répartis en groupes de travail, voire en *think tanks*[842], travaillent activement à préparer les dossiers au cas où la conférence de Genève reprendrait ses travaux. Le 9 novembre, l'Union soviétique a adressé une demande dans ce sens. Washington répondra le 1er décembre en proposant la tenue d'une conférence préparatoire réunissant les parties déjà invitées et ayant pour objet de définir l'ordre du jour *(agenda)*, les procédures et l'adjonction de nouveaux participants. Il s'agit ainsi de contourner la question de la participation des Palestiniens.

Parallèlement, une institution indépendante de Washington, la Brookings Institution, un centre de réflexion *(think tank)* fondé en 1916 et qui a la réputation d'être de centre gauche *(liberal centrist*[843]*)*, publie en décembre 1975 un rapport, « Vers la paix au Proche-Orient » *(Toward Peace in the Middle East)*, rédigé par des diplomates et des universitaires. Les conclusions sont qu'il est de l'intérêt national des États-Unis d'obtenir une paix stable au Moyen-Orient et qu'elle doit être globale *(comprehensive)*. Les bénéfices des accords intérimaires sont épuisés et l'on doit arriver à un règlement par étapes pouvant prendre plusieurs années mais aboutissant à l'acceptation par les Arabes de relations normales et pacifiques avec Israël, et par celui-ci d'un retrait sur les frontières de juin 1967 ou leurs équivalents. Les Palestiniens doivent pouvoir exercer leur droit à l'autodétermination, éventuellement sous forme d'un État, mais en reconnaissant la souveraineté et l'intégrité territoriale d'Israël. La question de Jérusalem doit être réglée sur une base acceptable pour tous (liberté de circulation, autonomie politique des quartiers). Les États-Unis doivent mener le processus et offrir des aides

économiques et des garanties militaires. Si l'Union soviétique veut jouer un rôle constructif, elle sera invitée à participer au processus.

Là encore, la réception israélienne au *Brookings Report* a été particulièrement froide.

Un attentat à Jérusalem, le 13 novembre, a fait 6 morts et une quarantaine de blessés. Comme le lieu est la place de Sion, la presse israélienne attribue la responsabilité de l'attentat à l'ONU qui a donné un blanc-seing aux terroristes. Dans ce contexte, le secrétaire général de l'ONU fait une navette dans les derniers jours de novembre entre Israël et la Syrie. Il s'agit d'obtenir de Damas le renouvellement de la force d'interposition sur le Golan. Assad fait durer le plaisir pour marquer la volonté de son pays de récupérer la totalité du Golan dans le cadre d'un règlement de paix comprenant le respect des droits nationaux des Palestiniens représentés par l'OLP et la libération de la totalité des territoires occupés[844]. Cela pourrait se faire « en six mois » en passant plutôt par le Conseil de sécurité que par la conférence de Genève. La fin de l'état de guerre signifie l'état de paix, la question de la reconnaissance de l'État d'Israël appartient au domaine de la souveraineté syrienne. La propagande israélienne essaye de faire croire aux gens qu'Israël ne doit pas négocier avec l'OLP parce que l'OLP ne reconnaît pas Israël et a l'intention de le détruire. Comment pouvons-nous demander à un peuple qui a été déplacé de reconnaître ceux qui l'ont déplacé[845] ?

Il refuse un retrait minime que Kissinger pourrait proposer afin de sauver la face de Sadate. Après tout, son pays peut attendre. Il bénéficie des « dividendes de la guerre » que sont les contributions des pays pétroliers aux pays de la confrontation. Elles couvriraient jusqu'au quart du budget de l'État syrien (à la même époque, l'aide américaine représente 20 % du budget israélien). Waldheim doit accepter que l'accord de la Syrie à la prolongation du mandat soit conditionnée à un débat du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient. La résolution 381 (1975) du 30 novembre enregistre le renouvellement pour six mois des forces d'interposition sur le Golan et exprime la préoccupation du Conseil de sécurité devant l'état de tension qui continue d'exister dans la région. Il décide « de se réunir de nouveau le 12 janvier 1976 pour continuer le débat sur le problème du

Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, en tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations unies ».

La suite des discussions pose la question de l'interprétation desdites résolutions, mais il est clair qu'il s'agit de la présence de l'OLP. Préventivement, le 1er décembre, le gouvernement israélien annonce son intention de ne pas participer au débat et de créer quatre nouvelles colonies sur le Golan. Le 4 décembre, un débat de procédure accepte par 9 voix pour, 3 contre (Costa Rica, États-Unis et Grande-Bretagne) et 3 abstentions (France, Italie, Japon[846]) la demande égyptienne que le représentant de l'OLP à l'Assemblée générale de l'ONU soit invité à participer aux débats du Conseil de sécurité avec « les mêmes droits de participation que ceux qui sont accordés à un État membre invité à prendre part au débat » s'il n'est pas membre du Conseil, c'est-à-dire sans droit de vote.

La question étant de nature procédurale, le vote négatif américain ne peut être considéré comme un veto. C'est un grand succès diplomatique pour l'OLP, qui se voit reconnaître une prérogative quasi étatique. Au grand mécontentement du gouvernement israélien, les États-Unis acceptent de siéger en présence du délégué palestinien. Rabin se déchaîne contre l'association extrémiste Union soviétique-Syrie-OLP qui cherche à enflammer le problème palestinien, comme si c'était la cause fondamentale du conflit israélo-arabe.

La question de la colonisation est devenue un élément essentiel de la politique israélienne. Jusque-là, les gouvernements travaillistes avaient favorisé l'installation dans la région du Grand Jérusalem afin de consolider l'emprise sur la ville, dans le Golan et la vallée du Jourdain officiellement pour mieux assurer la défense des frontières et dans la bande de Gaza et le Sinaï pour affirmer des droits territoriaux. La Cisjordanie proprement dite était considérée comme moins prioritaire.

Longtemps proche de Moshe Dayan et devenu son successeur au ministère de la Défense, Shimon Peres n'a pas l'intention de modifier la politique « libérale » suivie en Cisjordanie[847]. De plus, il est accaparé par la restructuration de l'armée israélienne après la guerre d'octobre, la constitution d'une industrie d'armement financée par l'exportation, l'application des accords de désengagement et par les luttes internes au

Parti travailliste. Il se consacre beaucoup moins à la question des territoires occupés et ne tient pas compte des avis de l'expert qu'il a désigné pour suivre le dossier, Yehoshafat Harkabi. Cet « arabisant » issu du renseignement militaire est connu pour ses études sur la volonté arabe de détruire Israël, alimentées par un grand nombre de citations de textes arabes divers. Selon lui, les Arabes vont se mobiliser autour de la défense des droits des Palestiniens pour conduire à une destruction par étapes de l'État hébreu. Il faut mobiliser l'essentiel des moyens d'Israël pour contrer cette menace. Les autres conseillers en affaires arabes, comme le colonel David Farhi et l'universitaire Amnon Cohen, émettent des opinions semblables en évoquant le ralliement à l'OLP d'une part croissante de la population occupée. Mais Shimon Peres n'entend pas changer le *statu quo*, qui lui paraît satisfaisant : une autonomie municipale arabe sous un strict contrôle militaire israélien et sans engagement précis pour l'avenir.

En même temps, tout aussi bien par engagement sioniste que par esprit de manœuvres politiques, il encourage les mouvements de colonisation. On l'a vu dans l'affaire d'Ofra, en avril 1975, où il a contourné la ligne politique officielle. La résolution de l'ONU assimilant le sionisme au racisme et le document Saunders donnent un coup de fouet aux militants du Bloc de la foi. Ils profitent du climat de réaffirmation collective du droit historique du peuple juif sur la terre d'Israël qui réunit les Israéliens et les grandes communautés de la Diaspora[848]. Une conférence des représentants de la Diaspora est prévue à Jérusalem début décembre pour montrer leur soutien à Israël et le rejet de la résolution de l'ONU. Les activistes organisent le 25 novembre une prise de possession sauvage du site de Sebastia, dans la région de Naplouse, d'où ils avaient été auparavant chassés. Les militaires les dispersent, mais, le 29 novembre, le Goush Emounim lance une action de masse pour s'emparer du site à l'occasion de la fête de Hannukkah. Les militaires en laissent passer une partie, en affirmant qu'ils n'ont pas les moyens de fermer hermétiquement la zone. Dans leurs Mémoires respectifs, Rabin et Peres s'accuseront mutuellement d'avoir laissé faire. Pour le moins, cela démontre combien l'état exécrable de leurs relations complique la gestion des affaires publiques.

Personne au gouvernement ne veut donner l'ordre de faire évacuer les colons illégaux. Le climat est encore moins favorable puisque l'on est juste au moment où le Conseil de sécurité accepte d'inviter l'OLP à participer aux débats sur le Moyen-Orient. Le gouvernement décide de ne rien décider avant la fin des fêtes et la conférence des représentants de la Diaspora. Les jours passent. Peres demande devant la Knesset aux colons de respecter les lois de l'État et de partir volontairement, mais il refuse d'évoquer une évacuation armée. Le débat devient national. La droite nationaliste encourage les colons. Rabin consulte le chef d'état-major, Mordechai Gur, qui affirme qu'il lui faudra 5 000 hommes et plusieurs jours pour opérer une évacuation de force. Il fait clairement comprendre qu'il agirait à contrecœur.

Rabin se trouve devant la même situation que Ben Gourion lors de l'affaire de l'*Altalena* en 1948 dont il avait été l'exécutant. Il n'a pas la hauteur de pensée stratégique du fondateur de l'État et ne veut pas revivre ce douloureux épisode. Il laisse Peres négocier un compromis. Les activistes évacueraient le site, mais une trentaine de familles seraient installées dans un camp militaire à proximité tandis que le gouvernement se lancerait dans une révision de la politique d'implantation. Tout le monde comprend que l'installation dans un camp militaire permettrait de passer progressivement au statut d'implantation légale. Le seul à s'opposer, au gouvernement, à ce compromis est Allon, qui voit dans une nouvelle implantation en pleine zone de peuplement arabe la ruine de son plan. La décision est appliquée le 9 décembre. Les militants exultent car ils ont bien compris qu'ils l'ont emporté.

La grande faiblesse de Rabin est qu'il n'a pas d'arguments solides à avancer. Il ne peut pas dire que la colonisation des territoires occupés est illégale. Il ne peut pas remettre en cause la logique d'implantation territoriale du sionisme au nom des droits historiques. En appeler au respect de la loi est contraire à la création des faits accomplis depuis juin 1967. Il ne peut même pas faire référence à un programme gouvernemental d'avenir des territoires occupés puisque tous les gouvernements de coalition dominés par les travaillistes ont refusé de définir publiquement un tel programme. Le Parti travailliste est incapable d'expliquer ce que veut dire « compromis territorial » et « frontières

défendables ». Rabin s'en tient à un discours public dénonçant les militants du Goush Emounim comme des dangers pour la démocratie israélienne, mais, du fait même de son immobilisme défini par lui comme la nécessité de gagner du temps, il n'a pas de solution alternative à proposer à ceux que les gens voient comme une nouvelle génération du sionisme ou sa régénération.

Jours noirs au Liban

Durant tout le mois de novembre, les tirs et les incursions israéliennes au Liban-Sud se sont déroulés sur un rythme presque quotidien. Le 21 novembre, un commando palestinien a réussi un raid sur le Golan, tuant 3 colons ayant le statut de militaires. Le climat est particulièrement tendu en Israël avec la résolution sur le sionisme, les débats au Conseil de sécurité et l'affaire de Sebastia.

Le 2 décembre, l'aviation israélienne bombarde toute une série de camps palestiniens et d'agglomérations libanaises, faisant, selon le premier bilan, 111 morts et 140 blessés dont une bonne part de civils, y compris des femmes et des enfants. Le camp de Nabatiyé est entièrement détruit et ne sera pas reconstruit. L'armée israélienne parle de « bases terroristes ». Le Liban et l'Égypte en appellent immédiatement au Conseil de sécurité et c'est à cette occasion qu'est votée la participation de l'OLP aux débats. Lors de ceux-ci, les pays du tiers-monde déposent un projet de résolution condamnant sévèrement Israël et ouvrant la voie à d'éventuelles sanctions. Les États-Unis sont les seuls à voter contre, le Costa Rica s'abstenant et les autres votant pour, y compris les Européens. La position américaine est qu'il faut condamner tous les actes de violence. On ne peut faire de distinction entre la mort d'enfants libanais, israéliens, syriens et égyptiens[849]. Moynihan ne mentionne apparemment pas le cas d'enfants palestiniens…

Durant tout le mois de novembre, les médiations se sont succédé au Liban. Les plus notables sont celles du cardinal Paolo Bertoli au nom du Saint-Siège puis des envoyés français Maurice Couve de Murville et Georges Gorse. Elles se sont toutes attachées à renouer les relations entre le président Frangié et son Premier ministre. Dans des déclarations

publiques, Karamé et Frangié ont accepté d'agir en commun pour arriver à une réconciliation nationale. De son côté, Damas, à la suite de contacts discrets, a décidé de renouer les relations avec les phalangistes.

Afin de montrer que les Syriens parlent à toutes les parties, Pierre Gemayel est invité à se rendre à Damas le samedi 6 décembre. Toute sa stratégie remise en cause, Kamal Joumblatt tente de s'opposer au voyage en faisant bloquer la route de la Bekaa. L'armée assure le passage de Gemayel à Damas par hélicoptère. Les discussions sont constructives. Les Phalanges doivent s'opposer à toute partition du pays, respecter les autorités constitutionnelles et contenir les violences. Damas s'engage à trouver un nouvel accord avec l'OLP sur la base de celui du Caire en 1969 avec la fin des excès et des ingérences palestiniennes dans les affaires libanaises et à promouvoir des réformes constitutionnelles d'ampleur limitée[850].

Cet entretien aurait pu lancer une dynamique de sortie de crise s'il n'y avait pas la logique folle des miliciens. La veille, 4 miliciens phalangistes ont été enlevés par des miliciens chiites. On retrouve leurs cadavres le lendemain. Ivres de rage, les phalangistes conduits par le père de l'une des victimes, qui a déjà perdu un de ses enfants, assassiné, se vengent en raflant dans le secteur du centre-ville et du port tous les musulmans qu'ils trouvent et les tuent. Il y aurait eu entre 200 et 300 victimes de ce sinistre « samedi noir[851] » qui n'a été prémédité par personne. Mais les responsables chrétiens ne désavouent pas les actes de leurs milices. Au minimum, ils sont devenus les prisonniers de leurs comportements.

L'affaire relance les violences, en particulier dans le secteur des grands hôtels. Joumblatt s'en sert pour exiger une nouvelle fois la condamnation des Phalanges. Le repli communautaire se renforce puisque se déplacer en dehors des zones contrôlées par les milices de sa communauté devient un risque mortel. On parle maintenant d'un Beyrouth-Ouest musulman et d'un Beyrouth-Est chrétien. Les activités économiques se relocalisent, le centre-ville devenant une marge et une frontière. Il en est de même pour les itinéraires de circulation. Les forces pro-syriennes, Sa'iqa et Baath pro-syrien, se dissocient du Mouvement national tandis que les Syriens limitent les livraisons d'armements aux Palestiniens. Plus que jamais la Syrie semble avoir la solution du problème, étant en capacité d'imposer la

réforme constitutionnelle et le contrôle des activités des Palestiniens. Les hommes politiques libanais prennent régulièrement le chemin de Damas.

Une nouvelle affaire de terrorisme international concentre l'attention des derniers jours de décembre. Durant l'été 1975, la presse a fait de Carlos un véritable mythe. Ce terroriste extrêmement imprudent et noceur invétéré est devenu une sorte de création médiatique, ce qui en modifie la valeur. Il devient une arme de propagande. En même temps, sa réputation de tueur constitue en soi un facteur d'intimidation marquant le sérieux de ses intentions.

Wadi Haddad poursuit sa dérive de révolutionnaire mercenaire, entrant ponctuellement au service de gouvernements prêts à le payer s'ils sont dans la même mouvance idéologique, c'est-à-dire, dans la conjoncture présente, la mouvance qui soutient le Front du refus, la ligne politique alors la plus radicale, autrement dit la Libye et l'Irak. La reconstruction la plus plausible serait que Saddam Hussein ait commandité à Haddad une opération contre la réunion des ministres du Pétrole de l'OPEP à Vienne. Le projet apparent est de les prendre en otages, d'obtenir un avion pour un pays arabe et de les libérer avec un engagement public de leur pays de rejeter toute négociation avec Israël sur la question palestinienne. Le programme comprend l'assassinat des ministres du Pétrole iranien et saoudien. Saddam Hussein règle ainsi ses comptes avec l'Iran pour l'avoir forcé à signer l'accord d'Alger et avec l'Arabie saoudite qui s'oppose à une nouvelle hausse du prix du pétrole. Après les deux assassinats, l'Irak se trouverait en position de dicter ses vues au cartel pétrolier. L'utilisation de Carlos brouillerait les pistes.

Wadi Haddad sélectionne un commando composé de deux Palestiniens, d'un Libanais, Anis Naccache, de deux Allemands de la Fraction armée rouge, dont une femme et un militant connu, Hans Joachim Klein, et de Carlos. Le groupe se réunit à Vienne courant décembre 1975. Le 21, ils s'emparent du siège de l'OPEP et prennent en otages les ministres du Pétrole, tuant 3 gardes et employés. Ils placent un peu partout des explosifs tandis que la police encercle le bâtiment et blesse grièvement Klein, qui est évacué sur un hôpital de la ville. Carlos dévoile alors publiquement son identité et revendique l'opération au nom d'une organisation jusque-là inconnue, le « bras de la révolution arabe ». Il

fournit un long communiqué s’en prenant au complot ourdi pour légaliser la présence sioniste en Palestine. L’OLP dénonce un complot de l’impérialisme et du sionisme destiné à entraîner le démembrement de l’OPEP. Le chancelier Kreisky mène une négociation complexe à la fois avec les ravisseurs et avec les pays concernés. On obtient un départ pour l’Algérie avec 35 otages et le terroriste blessé.

À Alger, le 22 décembre, les autorités font tout pour obtenir la libération de tous les otages. Une partie seulement est libérée. L’avion se rend ensuite en Libye. Le projet initial était d’aller en Irak puis au Yémen du Sud, mais l’avion n’a pas le rayon d’action suffisant pour effectuer un vol direct et les Libyens refusent de fournir un avion de substitution. Pendant ce temps, les gouvernements algérien et libyen exercent le maximum de pressions sur Wadi Haddad pour qu’il n’y ait pas d’assassinats de ministres, Carlos ayant révélé son intention initiale. L’avion revient à Alger après que la Tunisie lui eut interdit d’atterrir. Boumediene propose alors un asile pour Carlos et son groupe et une importante rançon, payée par l’Arabie saoudite et l’Iran (20 millions de dollars), contre la libération des dix derniers otages. Carlos, en bon mercenaire, se fait verser l’argent et abandonne ses commanditaires. Le 23 décembre au matin, l’affaire est terminée.

Furieux de l’attitude de la Libye, Carlos fera tout pour la compromettre dans l’affaire[852]. L’Égypte agit dans le même sens. Au bout de quelques jours, Carlos se rend au Yémen du Sud où il a une dure explication avec Haddad. Il s’en sort en cédant une fraction conséquente de la rançon finalement payée en totalité par l’Arabie saoudite. Klein, dégoûté par le comportement mercenaire de son chef, s’éloignera du groupe et abandonnera le terrorisme pour vivre de longues années dans la clandestinité[853].

Finalement, l’impact médiatique a été extraordinaire, le rôle de l’Irak a été ignoré, et il aurait été dommage de liquider un tel héros révolutionnaire.

La bataille des camps

La radicalisation chrétienne se traduit par l'investissement des camps palestiniens dans les régions chrétiennes. On entre dans la logique de constitution de territoires homogènes, rendant crédible l'accusation de partition du pays. Le 4 janvier 1976, les camps de Tall al-Za'tar et Jisr al-Bacha sont mis sous blocus en règle. Les assiégés tentant de sortir, on assiste à une vraie bataille rangée. Le 11 janvier, le petit camp de Dbayyeh, dont les habitants sont des Palestiniens majoritairement chrétiens, est encerclé. Les progressistes répondent en tentant d'encercler plusieurs agglomérations chrétiennes. Le 18 janvier, les phalangistes se lancent à l'assaut du bidonville de la Quarantaine qui occupe une position stratégique à l'entrée nord de Beyrouth. Le 19, le bidonville tombe et ses 30 000 habitants, en majorité des Kurdes, sont expulsés vers Beyrouth-Ouest. Les lieux sont systématiquement rasés et incendiés. Le nombre de morts serait de 600 à 1 000.

L'investissement des camps met la résistance au pied du mur. Abu Iyad déclare qu'elle n'acceptera aucune partition du Liban sur le modèle de celle de la Palestine. Les chefs maronites répondent en identifiant l'ennemi principal comme étant les Palestiniens, les progressistes n'étant que leurs alliés. Les forces palestiniennes encerclent la ville chrétienne de Damour, au sud de Beyrouth, tout aussi bien en représailles que pour assurer la communication entre Beyrouth-Ouest et le Sud. Le 20 janvier, la ville est prise. La population fuit en catastrophe. Il y aurait eu 150 tués, en majorité des civils. La ville est ensuite systématiquement pillée et dévastée.

Les affaires de la Quarantaine et de Damour désenclavent les deux parties de Beyrouth, leur donnant de la profondeur territoriale.

Le Mouvement national a appelé la Syrie à l'aide, craignant que Beyrouth-Ouest ne connaisse le sort de la Quarantaine. Damas décide d'intervenir par le biais des contingents de l'ALP qui sont sous commandement syrien. Le 19 janvier, 3 500 hommes pénètrent dans la Bekaa, permettant aux Palestiniens et aux progressistes de se concentrer sur la région de Beyrouth. Ils prennent ensuite position dans plusieurs zones musulmanes tout en évitant de pénétrer en secteur chrétien. L'intervention de l'ALP est d'abord un moyen de pression qui permet d'établir un nouveau cessez-le-feu à partir du 24 janvier 1976 et la reprise

d'un dialogue politique à travers la médiation syrienne. Dans la mesure où l'ALP peut ne pas être considérée comme une force syrienne, Israël et les États-Unis acceptent de ne pas bouger. Néanmoins, l'armée israélienne rappelle des réservistes et concentre des forces à la frontière nord alors qu'au contraire les Palestiniens diminuent leur présence armée au Liban-Sud en raison des événements.

Dans ce contexte, les phalangistes, ayant noté la nette qualité de l'armement de la milice des Chamoun, fourni par Israël, et désireux de pouvoir équilibrer le pouvoir syrien, décident d'entrer en contact avec les Israéliens. Pierre Gemayel est tout à fait hostile à ce choix politique grave, mais se laisse influencer par ses seconds tout en déclinant toute responsabilité. Les Américains, qui ne veulent pas paraître s'impliquer ouvertement avec les chrétiens, de crainte de voir leurs alliés musulmans (Égypte, Arabie saoudite, Jordanie) protester ouvertement, encouragent Israël à livrer de l'armement et à fournir des instructeurs aux milices chrétiennes.

La médiation syrienne progresse lentement. Khaddam et son équipe semblent s'installer à demeure à Beyrouth. Les appréhensions des uns et des autres compliquent la situation. Les chrétiens s'inquiètent du risque d'une hégémonie syrienne sur le pays, la résistance palestinienne et le Mouvement national ne veulent pas d'une mainmise des mêmes sur leurs affaires. Damas se déclare prêt à se porter garant de l'application de l'accord du Caire. Le Front du refus est le plus opposé à cette présence syrienne qui s'est déjà traduite par le bombardement par la Sa'iqa du siège de deux journaux pro-irakiens, faisant 7 morts.

Les Syriens travaillent à une modification du pacte national libanais de 1943 avec un nombre égal de députés pour les chrétiens et les musulmans au lieu de la formule 6 contre 5 et un accroissement des compétences du Premier ministre musulman sunnite. Le président Frangié se rend à Damas le 7 février et accepte de présenter au Parlement ce que l'on appelle le « document constitutionnel ». Il s'exécute le 14 février. Une bonne part de la classe politique traditionnelle approuve cet « accord de Damas » mais sans enthousiasme et avec réserve. Kamal Joumblatt trouve son contenu particulièrement insatisfaisant. Il voudrait une réforme plus profonde qui

lui permettrait de devenir Premier ministre. Les discussions pour la formation d'un gouvernement d'union nationale s'enlisent rapidement.

Néanmoins, de l'avis général, Damas est en train de constituer un axe rassemblant le Liban, les Palestiniens et la Jordanie et où la Syrie aurait une position hégémonique. Certains parlent même de la possibilité d'établir une confédération entre ces différents acteurs. Ce contexte permet de comprendre la première rencontre d'un responsable des Phalanges avec le ministre israélien de la Défense, Shimon Peres, le 12 mars 1976 au large des côtes libanaises sur une vedette lance-missiles. L'accord se fait immédiatement sur la livraison d'armes israéliennes aux phalangistes.

Le résultat est un attentisme général de tous les acteurs libanais alors que l'ensemble des institutions étatiques continuent de se décomposer. C'est en particulier le cas de l'armée. Les partis progressistes l'accusent d'avoir combattu du côté des milices chrétiennes lors des événements précédents. Ils ont favorisé au mois de janvier la scission d'éléments musulmans qui ont constitué l'Armée du Liban arabe (ALA). L'ALA, à partir de la Bekaa, tente de prendre le contrôle des installations militaires du Liban-Sud et le gouvernement est impuissant à l'en empêcher. Il en résulte, au début du mois de mars, une « guerre des casernes » entre militaires loyalistes majoritairement chrétiens et militaires dissidents. La désintégration de l'armée n'est que la reproduction en son sein de celle de l'État.

Le 11 mars 1976, le gouverneur militaire de Beyrouth, le général Ahdab, tente un coup de force et somme le président Frangié de démissionner. Il a été manifestement plus qu'encouragé par le Fatah[854]. Il s'ensuit une période de flottement, puis la grande majorité de la classe politique chrétienne se rallie à la défense de Frangié tandis que le mouvement militaire, qui voulait être un « choc psychologique » pour rétablir le pays, se transforme en faction supplémentaire proche des palestino-progressistes. Les militaires dissidents rejoignent le Mouvement national avec le mot d'ordre commun de démission du président Frangié, demandée aussi par la majorité des députés. Le 15 mars, ils tentent de marcher sur le palais présidentiel de Baabda, mais sont arrêtés par les forces de l'ALP. La Syrie ne peut accepter un mouvement qui s'est produit

en dehors de son accord et qui, par là même, remet en cause sa prédominance récemment acquise au Liban. Damas est ainsi amené à s'opposer pour la première fois ouvertement à ceux qui étaient considérés jusqu'alors comme ses alliés naturels.

Les affrontements armés ont repris le 14 mars tandis que les Israéliens renforcent leurs effectifs à la frontière. Kamal Joumblatt est décidé à l'emporter militairement et lance le 18 mars une double offensive des forces dites communes (palestino-progressistes) à Beyrouth et surtout dans la Montagne. Il fait le pari qu'il imposera sa décision aux Syriens. Ses hommes progressent dans Beyrouth, forçant le président Frangié à évacuer le palais présidentiel bombardé et à se replier sur Jounieh. Ils progressent aussi dans la Montagne, donnant le triste spectacle d'un mouvement qui se veut laïc mais qui déchaîne les pires violences confessionnelles. Le Fatah appuie le mouvement surtout pour lever le siège des camps qui a repris avec les hostilités, mais la gauche palestinienne recherche la victoire militaire.

Le camp chrétien appelle à la mobilisation générale et ses dirigeants forment le Front libanais. Les progrès de l'armement dans les deux camps se traduisent par l'utilisation de l'artillerie lourde, en particulier des canons de 155 mm.

Le 27 mars, Joumblatt doit se résigner à se rendre à Damas où il s'oppose orageusement à Assad qui le somme d'abandonner la revendication de démission de Frangié et d'arrêter les combats. C'est la rupture entre la Syrie et le Mouvement national. Assad en veut personnellement à Joumblatt, qu'il accuse de mener une vendetta familiale et confessionnelle contre les maronites. Arafat, lui, joue la carte du compromis et accepte le plan syrien de fin du mandat de Frangié et de la mise en place d'une force syrienne symbolique d'interposition. Mais la gauche palestinienne reste sur une position radicale. Le 28 mars, les Syriens imposent un embargo sur les armes à destination des progressistes. Le 1er avril, ils adressent un ultimatum à toutes les parties, les enjoignant de mettre fin aux combats. La gauche et l'OLP sont obligées de céder et acceptent une trêve de dix jours devant permettre la réunion du Parlement et le vote de réformes constitutionnelles.

Israël et les Arabes

Le débat à l'ONU consacré au « problème du Moyen-Orient comprenant la question palestinienne » commence le 12 janvier 1976 et est, comme annoncé, boycotté par les Israéliens. L'ambassadeur américain Moynihan conteste toujours le rang quasi étatique accordé à l'OLP. Mais, cette fois, il est peu fidèle à sa réputation de défenseur des valeurs occidentales face aux multiples hypocrisies du tiers-monde, renversant, au grand plaisir de l'opinion publique américaine, la thématique des deux poids, deux mesures. Les Européens auraient préféré que l'invitation soit adressée à titre de demande d'information. La majorité du conseil s'en tient aux décisions précédentes, conformes aux résolutions de l'Assemblée générale. Farouk Kaddoumi, « ministre des Affaires étrangères » de l'OLP, représente la centrale palestinienne. Les délégations arabes soulignent que le boycott par Israël de la session est une sorte d'aveu de la faiblesse de sa cause. Elles prononcent de longs réquisitoires faisant l'historique du conflit depuis les origines et démontrant que la question palestinienne en est le point central. Elles esquivent la question du futur de l'État hébreu. Les délégations européennes et celles des pays socialistes, avec des rhétoriques différentes, cherchent à montrer que la paix ne pourra venir que par la conciliation des droits de l'État d'Israël et de ceux du peuple palestinien.

L'enjeu diplomatique est le projet de résolution déposé par les pays du tiers-monde et la Roumanie, qui comprend l'affirmation des droits inaliénables du peuple palestinien, dont le droit au retour et celui d'avoir un État. Pour les Américains, les résolutions 242 et 338 sont intangibles, à moins de vouloir remettre en cause le processus de paix. Cette demande est donc inacceptable et il n'est pas question d'aller plus loin que l'affirmation devenue consacrée des « intérêts légitimes du peuple palestinien ». Les Européens sont prêts à voter le texte à condition de poser que les résolutions 242 et 338 ont une valeur supérieure. Quand on passe au vote, les États-Unis votent contre, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède s'abstiennent et les autres, dont la France, votent pour. Comme il y a veto américain, le treizième depuis la création de l'ONU, la résolution n'est pas approuvée.

Dans la foulée, du 26 janvier au 5 février 1976, Rabin se rend aux États-Unis. Cette fois, les deux parties travaillent à éviter les malentendus. On esquisse une stratégie comprenant de nouveaux retraits contre l'engagement par les pays arabes concernés de mettre fin à l'état de belligérance. Officiellement, ce ne serait qu'une étape vers la conclusion d'un traité de paix, mais la partie israélienne y voit la possibilité de consacrer définitivement un certain nombre d'annexions territoriales. Bien entendu, Rabin réserve sa réponse en ce qui concerne la Jordanie. La proposition de retrait faite à la Syrie sera particulièrement réduite, elle n'est qu'un faux-semblant pour permettre une nouvelle négociation avec l'Égypte. Il est même plus que probable que le Premier ministre israélien se limite à des assurances verbales, sachant parfaitement que l'on est maintenant en pleine période électorale, le moment le moins propice pour engager une nouvelle initiative au Moyen-Orient.

En ce qui concerne l'armement, Rabin réduit la liste des demandes israéliennes et attribue au ministère de la Défense le fait d'avoir confectionné une liste « exagérée », alors qu'en fait il a participé à sa rédaction. Comme il le fait en public, cela exacerbe l'animosité qui l'oppose à Peres[855].

Dans ses déclarations publiques, en particulier devant le Congrès, Rabin tient l'habituel discours de fermeté en soulignant les rapprochements entre la révolution américaine et la révolution sioniste, entre deux pays d'immigrants et de pionniers. Il insiste sur la solidarité nécessaire de la « petite famille des démocraties » au sein d'un monde hostile. Le cœur du conflit du Moyen-Orient est le refus arabe d'accepter le droit d'Israël à l'existence, la question palestinienne est un effet de ce refus et doit être réglée « dans le contexte géographique et politique de la paix avec la Jordanie ». En matière territoriale, Israël était d'ailleurs prêt à consentir des compromis, à « faire plus de la moitié du chemin », cependant les chances de la paix dépendent avant tout de sa force.

Durant ses entretiens avec les responsables américains, Rabin a évoqué la question de la livraison d'armements aux milices chrétiennes libanaises[856]. Il semble qu'il ait reçu une approbation, voire un encouragement dans ce sens.

Sadate, de son côté, dénonce le traité soviéto-égyptien de 1971, en réaction à un discours de Brejnev lors du 25e congrès du Parti communiste d'Union soviétique qui faisait de ce traité le fondement de la politique de son pays. Sadate prend ainsi, encore une fois, tout le monde par surprise (14-15 mars 1976). Il renforce sa position par rapport aux monarchies pétrolières du Golfe très anticommunistes et par rapport à l'opinion publique américaine alors que les groupes de pression pro-israéliens tentent d'empêcher des ventes d'armes à l'Égypte. Dans l'inévitable guerre d'invectives entre Le Caire et Moscou, les deux se montrent très doués.

Sur le plan intérieur, les élections législatives de la fin 1973 ont montré un décrochage de l'électorat arabe par rapport aux partis sionistes, en premier lieu le Parti travailliste, au profit du Parti communiste Rakah essentiellement arabe (46 % contre 55 en 1969 pour les travaillistes, 17 % contre 15 pour les autres partis sionistes, 38 % contre 30 pour les communistes). Au niveau des conseils municipaux, les communistes sont de plus en plus nombreux au détriment des notables inféodés aux partis gouvernementaux. À la fin de 1975, la victoire électorale du Rakah à Nazareth, première ville arabe d'Israël, a fait grand bruit. Il s'agit en fait d'une coalition entre les communistes et les intellectuels modernisateurs. Le thème essentiel est la lutte contre les multiples discriminations, officielles et officieuses, et l'affirmation de leur personnalité arabe.

À la fin de 1975, le gouvernement israélien a décidé de tenir de nouvelles élections municipales en Cisjordanie pour avril 1976. Sur la base des résultats de 1972, il veut montrer au monde les bénéfices de l'administration éclairée israélienne. La loi électorale jordanienne est amendée dans le sens d'une plus grande démocratie. Le cens est abaissé et les femmes reçoivent le droit de vote dans ce cadre. Il en résulte un triplement du nombre d'électeurs (de 31 700 en 1972 à 88 500 en 1976). Le Front du refus appelle au boycott alors que l'OLP et le Front national palestinien soutiennent la participation. Dès février 1976, il devient clair que les notables traditionnels seront supplantés. Jaabari s'affole et demande que l'on arrête ou que l'on expulse certains de ses compétiteurs. Les Israéliens cèdent en partie à ses demandes.

À la mi-mars, la Cisjordanie est secouée par une vague d'émeutes dues d'abord à une décision d'un tribunal israélien d'autoriser les Juifs à prier sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem puisqu'il s'agit d'un territoire israélien. En appel, le droit du gouvernement israélien de prohiber de telles pratiques est rappelé. Il n'en reste pas moins que cette interdiction ressortit exclusivement au gouvernement israélien et n'a donc pas un caractère irrévocable. Les manifestations sont durement réprimées dans plusieurs villes de Cisjordanie et plusieurs conseils municipaux démissionnent. La répression fait des blessés graves et 2 morts, un enfant de 11 ans et un vieillard. Peres veut agir avec souplesse tandis que Rabin exprime son comportement brutal habituel dès qu'il s'agit de manifestants arabes. Il aurait dit qu'il se moquait de savoir s'il fallait envoyer toute l'armée en Cisjordanie, du moment que le calme et l'ordre étaient immédiatement rétablis857. Cette fermeté contraste avec le laxisme lors de la confrontation avec le Goush Emounim. Ces manifestations ont un impact immédiat en Jordanie où des personnalités religieuses, des mouvements islamiques et des associations professionnelles, c'est-à-dire la part de la société civile acceptée par le régime, organisent des manifestations de solidarité. Le roi Hussein reprend rapidement la situation en main, mais cela démontre la vulnérabilité relative du régime.

La Libye et le Pakistan saisissent le Conseil de sécurité sur la situation dans les territoires. Le débat commence le 19 mars. Cette fois, le représentant israélien a accepté d'y assister en présence du représentant de l'OLP, probablement à la suite de pressions américaines. Le représentant israélien trouve injuste que l'on s'en prenne à son pays alors que les événements du Liban sont bien plus meurtriers. On a l'échange d'arguments habituels sur le non-respect par Israël des conventions de Genève, la colonisation, le racisme et le statut des Lieux saints. L'événement notable est la déclaration de William Scranton, le nouveau représentant américain, qui a remplacé Moynihan comme ambassadeur à l'ONU.

Ce dernier, qui ne s'entendait guère avec Kissinger, a préféré démissionner pour soutenir la campagne électorale de son ami le sénateur Henry Jackson qui a présenté sa candidature à la présidence. Jackson sera rapidement battu aux élections primaires démocrates et Moynihan se

présentera ensuite aux élections sénatoriales pour l'État de New York. Il sera élu de 1977 à 2001 et remplacé ensuite par Hillary Clinton. Durant son premier mandat, il apparaîtra comme l'homme des néoconservateurs, puis s'en distinguera par la suite en étant un opposant affirmé de Reagan, redevenant un démocrate « centriste » *(mainstream)*. Il sera un critique sévère de l'aveuglement idéologique des néoconservateurs envers l'Union soviétique, sa lecture des indicateurs socio-économiques lui en faisant pressentir la chute prochaine.

Scranton, qui a servi d'émissaire de Nixon au Moyen-Orient lors de la période de transition entre l'administration Johnson et celle de Nixon, réunit en quelques phrases les positions habituelles de la diplomatie américaine, ce qui leur donne une force inattendue.

La « déclaration » *(statements)* Scranton rappelle que, pour la communauté internationale, l'occupation des territoires a toujours été considérée comme une situation anormale qui doit trouver sa fin dans le cadre d'un règlement de paix[858] dont le cadre a été défini par la résolution 242. Le statut des Lieux saints est garanti par la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (la IVe convention du 12 août 1949) qui stipule en son article 27 : « Les personnes protégées ont droit, en toutes circonstances, au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs droits familiaux, de leurs convictions et pratiques religieuses, de leurs habitudes et de leurs coutumes. » Cela implique qu'un tribunal israélien n'a pas le droit de modifier le statut d'un lieu saint. Les Américains ont toujours considéré que la partie de Jérusalem tombé sous le contrôle d'Israël en juin 1967 est un territoire occupé, ce qui interdit toute mesure unilatérale. En ce qui concerne la colonisation des territoires occupés, l'article 49 de la même convention s'applique : « Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la puissance occupante ou dans celui de tout autre État, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif. » De ce fait, tout transfert de population civile israélienne dans les territoires, y compris Jérusalem, est illégal et ne peut être pris en compte dans les négociations pour la détermination des frontières[859]. Scranton pose alors la référence,

pour de longues années, que la présence des colonies est un obstacle au succès d'une paix juste et durable au Moyen-Orient[860].

Bien évidemment, cette déclaration provoque un tollé de protestations en Israël. Sur cette base, une résolution aurait pu obtenir l'accord des membres du Conseil de sécurité, et un projet est déposé dans ce sens (24 mars 1976). Néanmoins, les États-Unis imposent leur veto sur le texte accepté par les quatorze autres membres du Conseil. Kissinger a cédé devant les protestations israéliennes et la menace de voir le Congrès rejeter la vente de 6 avions-cargos C 130 à l'Égypte.

Pendant ce temps, le Rakah lance une campagne contre la décision annoncée par le gouvernement Rabin d'exproprier de nouveaux terrains en Galilée, majoritairement arabes, pour des projets d'urbanisme. On promet des compensations financières et des logements. La population arabe n'y croit pas puisque cela voudrait dire la constitution de zones d'habitation mixte, ce qui est contraire à la politique de séparation des populations menée par l'État hébreu depuis sa fondation. En ce domaine, la crédibilité du gouvernement israélien est quasi nulle. Le maire de Nazareth, Tawfiq Zayyad, appelle à une journée de protestation pour le 30 mars. Sur instructions de Rabin, l'armée et la police sont envoyées briser le mouvement. Il en résulte 6 morts dans la population arabe et de nombreux blessés. Le gouvernement en fait reposer la responsabilité sur les « agitateurs communistes ». La tonalité générale est représentée par la déclaration d'Allon : « La majorité loyale des Arabes israéliens doit être encouragée et la minorité hostile doit sentir la force de la loi de l'État. » Pour les Arabes israéliens puis pour les Palestiniens, l'événement devient une date symbolique commémorée tous les ans sous le nom de « jour de la terre ».

Les élections municipales se déroulent le 12 avril 1976. La participation est de 72,3 %. Dans les grandes agglomérations, en particulier à Naplouse et à Hébron, les partisans de l'OLP l'emportent, mettant fin à la domination des pro-hachémites. Karim Khalaf, le nouveau maire de Ramallah, déclare que la population de la Cisjordanie fait partie du peuple palestinien dont le représentant est l'OLP et non les élus. Peres fait semblant d'être beau joueur, mais prévient les maires qu'ils doivent strictement se cantonner à la gestion des affaires municipales. Rabin lui

reproche publiquement son erreur d'appréciation sur les résultats à attendre des élections.

Les manifestations reprennent à la suite d'une marche de 30 000 personnes sur Jéricho organisée par le Goush Emounim. La répression israélienne fait plusieurs morts, « par accident » selon l'armée. Au mois de mai, la répression fait 3 morts supplémentaires. L'Égypte saisit le Conseil de sécurité. Pour éviter un nouveau veto américain, on se contente, le 26 mai, d'une « déclaration » reflétant l'avis de la majorité des membres du Conseil et demandant le respect de la IVe convention de Genève : « À ce titre, ont été déplorées les mesures prises par Israël dans les territoires arabes occupés, qui sont de nature à en modifier la composition démographique ou le caractère géographique et, en particulier, la constitution de colonies de peuplement. Ces mesures, qui ne sauraient préjuger l'issue des efforts déployés dans la recherche de la paix, constituent un obstacle à celle-ci. »

Le représentant américain ne s'est pas associé à cette déclaration parce qu'elle est « déséquilibrée » et ne fait pas référence à la nécessité pour la puissance occupante de maintenir la loi et l'ordre.

Déconfites, les autorités israéliennes décident d'encourager les activités des Frères musulmans, rivaux des nationalistes arabes, en particulier dans la bande de Gaza. À la fin d'avril, elles approuvent ainsi la création de l'Association islamique du cheikh Yassin, un réfugié de 1948 paraplégique. Ces islamistes qui semblent ne se préoccuper que d'une réforme morale de la société leur paraissent peu dangereux. De plus, les militants Frères musulmans n'hésitent pas à faire le coup de poing contre les partisans de l'OLP et sapent l'autorité des structures religieuses traditionnelles considérées comme pro-égyptiennes.

Le terrorisme reste une menace permanente, mais de basse intensité. Le 25 mai, lors d'un contrôle de bagages à l'aéroport Ben Gourion, un passager allemand venant d'Autriche saute avec son bagage au moment où celui-ci est ouvert. Un Israélien est tué et 9 personnes sont blessées. L'affaire est revendiquée par le FPLP. On ignore s'il s'agit d'un attentat suicide ou si le porteur de valise ignorait l'existence d'un mécanisme de mise à feu automatique. Quelques attentats venus des territoires occupés sont déjoués au mois de juin.

L’intervention syrienne au Liban

Toute la question porte sur la possibilité d’une intervention militaire syrienne. Tant qu’elle était de faible importance et sous couvert de l’ALP et de la Sa‘iqa, Washington avait donné son accord. Le 27 mars[861], Khaddam a fait savoir à l’ambassadeur de France que « la Syrie se trouve dans l’obligation d’accentuer son intervention pour séparer les belligérants et assurer le cessez-le-feu, ce qui implique que la Syrie soit en mesure d’utiliser ses propres forces. Cette opération a l’approbation du président Frangié et du patriarche maronite ». Il demande que la France intervienne auprès de Washington pour que, dans ces conditions, les Américains lèvent leur opposition à l’intervention militaire.

Paris transmet immédiatement le message aux intéressés. La réponse américaine est plutôt négative :

> Tout mouvement des forces militaires syriennes au Liban aurait presque certainement pour effet une réaction immédiate d’Israël. Ce risque serait sans doute réduit si les forces syriennes se trouvaient mêlées à des éléments non syriens, n’excédaient pas les effectifs d’une brigade et n’étaient pas utilisées au sud d’un axe Beyrouth-Damas. Des garanties internationales seraient utiles concernant le volume des forces syriennes, les modalités de leur utilisation et la durée de leur stationnement. Washington donnerait une réponse plus précise après avoir consulté Israël.

Rabin a signifié à Washington qu’une présence militaire syrienne importante au Liban conduirait à l’occupation immédiate par l’armée israélienne de « positions stratégiques » au Liban-Sud. Les Occidentaux se concertent et font savoir à Damas qu’ils encouragent la médiation syrienne, mais qu’ils sont défavorables à une intervention militaire qui risquerait de provoquer une guerre avec Israël. Dans leurs contacts avec les Israéliens, ils ont compris que ces derniers s’opposeraient à toute présence militaire syrienne à leurs frontières, ce qui peut vouloir dire implicitement qu’une action dans le reste du pays serait moins intolérable.

L’Égypte voudrait imposer une initiative arabe qui lui permettrait de réapparaître comme jouant un rôle majeur dans les affaires régionales, mais elle se heurte à la dure réalité qu’une force d’interposition efficace

au Liban doit s'élever à plusieurs milliers d'hommes, bien plus que la brigade prévue par les Américains (3 500 hommes).

Le plan syrien consiste en une réunion du Parlement libanais appelé à voter un amendement constitutionnel étendant à six mois et non à deux la période pendant laquelle on peut élire un nouveau président de la République avant la fin du mandat en cours. Ensuite, on procéderait à cette élection et Frangié démissionnerait. L'intéressé laisse croire qu'il accepterait cet enchaînement. Il est rapidement connu que le candidat soutenu par Damas est Elias Sarkis, l'ancien candidat chéhabiste réformateur battu lors de l'élection précédente.

Au début avril, Washington dépêche à Beyrouth un envoyé spécial, l'ancien ambassadeur Dean Brown, chargé d'examiner la situation. Il n'a pas d'instructions particulières et a été choisi en fonction de son expérience d'ambassadeur à Amman lors de Septembre noir. Il connaît la guerre civile. Ce choix est malheureux car il est interprété comme la volonté claire d'éliminer la résistance palestinienne au Liban, comme elle l'a été en Jordanie. En fait, il doit faire comprendre aux dirigeants chrétiens, qui ne veulent pas le croire, qu'il n'est pas question d'une intervention militaire américaine comme en 1958. Il doit aussi travailler à dissocier le Mouvement national de l'OLP. La priorité est d'éviter une intervention militaire syrienne qui provoquerait une réaction israélienne. Dans ce but, on cherche à la rendre inutile en appuyant politiquement la médiation syrienne. Brown se rallie ainsi rapidement à la candidature Sarkis. Il en est de même pour les Français, qui ont envoyé leur émissaire, Georges Gorse. Comme le reconnaît Kissinger, d'un côté les États-Unis encouragent Israël à fournir des armes aux chrétiens et de l'autre la Syrie à se poser en protectrice des mêmes chrétiens[862]. Chaque progrès des forces syriennes se fait à la requête de dirigeants chrétiens qui demandent à chaque fois aux Israéliens de ne pas bouger. Ces derniers obtempèrent tout en commençant à s'infiltrer au Liban-Sud.

Pendant ce temps, un détachement de la VIe flotte prend position à une journée de navigation de la côte libanaise, officiellement pour procéder si besoin est à l'évacuation du millier de ressortissants américains encore présents au Liban. De même, les Syriens renforcent les effectifs de ce qui est toujours officiellement la Sa'iqa avec l'approbation tacite des

Américains et des Israéliens. Ils prennent position le long de l'axe Beyrouth-Damas. On en est à environ 8 000 hommes, ce qui se rapproche du seuil considéré inadmissible par les Israéliens. D'ailleurs, les palestino-progressistes indiquent des chiffres doubles, comme s'ils souhaitaient susciter une intervention israélienne. Il est vrai que leur seule assurance contre la Syrie réside dans la dissuasion israélienne. Ils croient aussi à une possible intervention soviétique en leur faveur. Ils ne savent pas que Moscou considère Joumblatt comme un « féodal », « socialiste d'apparence et à des fins personnelles[863] ». Les Soviétiques plaident pour la modération et la recherche d'un accord avec la Syrie.

Le 10 avril, la Chambre vote l'amendement constitutionnel à l'unanimité des membres présents. Frangié fait tout pour retarder sa promulgation. De son côté, Arafat interprète les mouvements syriens comme le signe d'une vaste collusion regroupant les maronites, la Syrie, Israël et les États-Unis. Il se rend à Damas le 16 avril et conclut un accord en 7 points avec Assad, comprenant l'arrêt des combats, le refus de l'arabisation et de l'internationalisation de la crise, la recherche d'une solution politique. Joumblatt se déclare favorable à cet accord. Pierre Gemayel se montre réservé tandis qu'il est rejeté par Camille Chamoun, qui vient de rencontrer des émissaires israéliens.

Joumblatt tente de s'opposer à l'élection de Sarkis en favorisant la candidature de Raymond Éddé, pourtant connu pour sa défense du libéralisme économique et son hostilité à la présence palestinienne au Liban. Il réussit à retarder de quelques jours l'élection puis essaye d'empêcher par des moyens militaires la réunion du quorum nécessaire de deux tiers des députés. Arafat se comporte de façon ambiguë : il ne veut pas mécontenter Damas, mais il refuse de se dissocier de Joumblatt.

En dépit des bombardements, les députés de Beyrouth-Ouest sont pour la plupart « escortés » jusqu'au siège du Parlement. Le 8 mai, Sarkis est élu au deuxième tour par 66 voix sur 69. La gauche rejette les résultats du scrutin et reprend les hostilités. Les accrochages se multiplient entre les Forces communes et l'ALP et la Sa‘iqa.

En même temps, contrairement à ce qui était entendu, Frangié refuse de démissionner. Il lance la rumeur que Dean Brown, revenu le 1er mai au Liban, lui a proposé d'évacuer tous les chrétiens du Liban à bord de la VIe

flotte pour les transporter au Canada où des tentes les attendent déjà. Les Palestiniens les remplaceraient et la question palestinienne serait ainsi réglée. En fait, l'émissaire américain avait expliqué, au mois d'avril, qu'une intervention militaire américaine était impensable, et, interrogé sur ce qui se produirait en cas de destruction des chrétiens, il aurait répondu qu'on enverrait des navires de sauvetage mais pas plus864. Ce qui rend éventuellement crédible la rumeur est que la dernière fonction diplomatique exercée par Dean Brown est d'avoir géré l'exode de 125 000 réfugiés vietnamiens et leur réinstallation aux États-Unis865. Multipliant les détails, Frangié réussit à ancrer dans la population chrétienne la conviction de ce complot américain, « élaboré avec des instruments arabes », symétrique à celui auquel croient les palestino-progressistes : détruire l'OLP pour permettre un règlement de paix favorable à Israël. Le refus de Frangié de démissionner interdit toute initiative politique gouvernementale et étatique et laisse le champ libre aux seigneurs de la guerre qui se sont révélés dans les combats. En zone chrétienne, les partis et les milices sont en train d'établir leur propre administration. Le Mouvement national ne les suit que faiblement dans cette voie. Outre la très grande hétérogénéité de cette coalition, ce serait admettre que l'on accepte une partition de fait du pays.

L'alliance entre la résistance palestinienne et le Mouvement national ne s'appuie pas seulement sur des nécessités tactiques et stratégiques. Elle est bâtie sur des valeurs communes issues du nationalisme arabe et de la gauche progressiste. C'est en fait le dernier mouvement révolutionnaire nationaliste arabe. Croyant en leur rhétorique, ses dirigeants s'attendent à ce que les « masses arabes » se soulèvent contre les régimes qui tenteraient de s'en prendre à la résistance palestinienne. De fait, l'intervention au Liban est très impopulaire en Syrie où l'opposition clandestine accuse le Baath de s'être mis au service des chrétiens libanais. Des manifestations ont lieu dans les camps palestiniens et l'on parle d'arrestations d'officiers qui auraient exprimé leur mécontentement.

On a maintenant deux guerres simultanées au Liban ; la première oppose les palestino-progressistes aux milices chrétiennes. Abou Iyad (Salah Khalaf) va même jusqu'à affirmer lors d'un meeting, le 23 mai 1976 :

On demande pourquoi nous combattons à Aïntoura, Sannin et Ouyoun el-Simane, dans ces montagnes éloignées de la Palestine. Je réponds en toute bonne foi que la route de la Palestine ne peut que passer par Aïntoura et Ouyoun el-Simane. Même, il est inévitable qu'elle arrive à Jounieh afin que nous empêchions le complot et la partition.

Les Palestiniens ont adopté le slogan radical : la libération de Jérusalem passe par Jounieh.

La seconde guerre oppose les mêmes palestino-progressistes aux forces pro-syriennes avec pour exigence un changement de politique de Damas au Liban et le départ des forces syriennes ou considérées comme telles. Les radicaux sont persuadés que les Syriens ne pourront pas s'engager dans une confrontation directe avec le mouvement révolutionnaire. Ils exigent que le conflit reste purement libanais et qu'il ne soit ni « arabisé » ni « internationalisé ». L'Égypte soutient l'OLP et le Mouvement national par pure hostilité à la Syrie alors que les Occidentaux apportent à cette dernière un soutien mesuré. On voit Sadate autoriser l'Irak à faire passer par l'Égypte des armes à destination des palestino-progressistes, y compris ceux du Front du refus.

Les tentatives de médiation se succèdent sans résultat notoire. Moussa Sadr va à Damas pour tenter d'éviter un affrontement entre le Mouvement national et la Syrie. Les Libyens envoient un émissaire pour « s'informer ». Le président Giscard d'Estaing, lors d'une visite aux États-Unis, propose le 21 mai, à partir de La Nouvelle-Orléans, l'envoi « d'une force d'intervention au Liban dans les quarante-huit heures si toutes les parties y consentent ». Cette initiative fait long feu, rejetée à la fois par les leaders musulmans, qui y voient un retour au mandat français, la gauche libanaise, l'OLP (Arafat parle de l'exécution d'un plan impérialiste destiné à créer un nouveau Vietnam) tout en étant reçu avec froideur du côté des leaders chrétiens (Pierre Gemayel l'approuve, ses deux fils, Amine et Bachir, sont beaucoup plus réticents). Israël la considère comme inopportune, voire déplacée. Selon la presse israélienne, elle ouvrirait la voie à d'autres interventions extérieures, notablement celle de l'Union soviétique. Une présence militaire française au Liban gênerait considérablement la marge de manœuvre d'Israël. On voit bien là les limites du discours blâmant l'Occident d'abandonner les chrétiens du

Liban. De toute façon, les responsables militaires informent le président que la France n'a pas les moyens d'une telle intervention puisqu'il est exclu d'utiliser des troupes venues du contingent.

Après un moment de flottement, les responsables syriens se décident à une intervention directe avec des moyens importants. À leur demande, le roi Hussein contacte l'ambassadeur israélien à Londres pour lui transmettre un message d'Assad à Rabin expliquant que le but de la politique syrienne est de protéger les chrétiens du Liban et non de porter atteinte aux intérêts israéliens[866]. Selon toute probabilité, le roi a ajouté que la Jordanie, la Syrie et Israël avaient le même intérêt commun, l'écrasement définitif de l'OLP. On irait donc vers un second Septembre noir. Rabin réunit son gouvernement, qui accepte, dans ces conditions, l'intervention syrienne. C'est alors que l'on a précisé la définition de la « ligne rouge » à ne pas dépasser. Le terme avait été utilisé publiquement par Rabin à la mi-avril mais de façon vague[867]. Il signifie limitations en effectifs et en matériels militaires et interdiction de faire pénétrer des forces syriennes au Liban-Sud.

Il semble que les Américains n'aient pas été tenus au courant de ce dernier échange de messages. Ils sont complètement pris au dépourvu par l'évolution de la situation[868].

Les militaires israéliens ont suivi avec attention l'évolution des événements au Liban-Sud. La dissidence de l'Armée du Liban arabe a provoqué la désintégration de l'armée libanaise dans cette région. Des soldats chrétiens originaires du secteur de la frontière sont entrés en relation avec des officiers de renseignements israéliens. Leurs villages sont complètement coupés du reste du pays par les secteurs contrôlés par les palestino-progressistes. Israël a alors inauguré la politique de la « bonne frontière ». Les habitants des villages chrétiens ont reçu des soins médicaux en Israël, et un certain nombre ont été autorisés à travailler en Galilée. Les soldats israéliens donnent une instruction militaire et de l'armement à des milices locales en voie de constitution. Progressivement, trois enclaves tenues par des alliés d'Israël se forment le long de la frontière. Rabin est hostile à cette politique menée par Peres et par l'état-major de l'armée israélienne, mais il laisse faire. On cherche à reproduire

la politique des « ponts ouverts » que Moshe Dayan avait inaugurée en Cisjordanie.

L'invasion syrienne

Dans la nuit du 31 mai au 1er juin 1976, 2 000 soldats syriens pénètrent dans le Nord du Liban pour « mettre fin aux massacres », désarmer les combattants et empêcher la partition du pays. Dans la journée du 1er juin, 4 000 soldats entrent dans la Bekaa appuyés par plus de 250 chars. Là encore, on mentionne l'appel au secours des populations au président Assad. Les dirigeants des partis chrétiens, en particulier Pierre Gemayel et Suleiman Frangié, approuvent chaleureusement. Camille Chamoun exprime quelques réserves.

Les réactions israéliennes sont mesurées et conditionnelles. Rabin déclare le 2 juin :

> L'intervention syrienne au Liban a pris une telle ampleur qu'on peut s'attendre dans ce pays à une réédition du « Septembre noir » jordanien. Israël ne réagirait que si cette intervention mettait sa sécurité en danger.

Peres affirme le même jour :

> Pour le moment, l'opération syrienne au Liban n'est pas considérée à Jérusalem comme une menace directe. Des changements pourraient cependant intervenir.

L'entrée de l'armée syrienne au Liban constitue un tournant essentiel de l'histoire de l'Orient arabe contemporain. On y retrouve la logique des grandes crises régionales. La Syrie s'est autant ingérée dans les affaires du Liban qu'elle y a été impliquée. Dans la guerre civile en cours, les deux coalitions se sont tournées vers Damas pour obtenir un soutien politique et militaire. La déstabilisation libanaise menace à la fois la sécurité de la Syrie, vulnérable à une attaque étrangère par la plaine de la Bekaa, ses équilibres intérieurs, en particulier confessionnels, et son économie. Le régime d'Assad, au pouvoir depuis 1970, accélère son évolution vers l'adoption d'une perspective « grande-syrienne » que la géopolitique lui impose de toute façon. Depuis la mort de Nasser puis celle de Faysal, il n'y a plus de personnalité arabe capable de réguler les affaires régionales.

L’Irak baathiste bloque toute perspective pour Assad d’exercer une telle fonction. L’Égypte de Sadate, bien malgré elle, n’est plus capable de jouer un tel rôle. Les monarchies pétrolières n’agissent que par l’arme de la redistribution de la rente. La stratégie américaine renvoie à un temps très lointain la question du règlement de la question du Golan. Pour peser sur les événements, Damas se doit de jouer sur ses deux voisins immédiats. Le roi Hussein, déçu par les Américains, considère que l’Égypte l’a trahi. Il s’est rapproché de Damas au point de parler de la possibilité d’une « confédération ».

Les multiples médiations syriennes au Liban avaient pour but de limiter les dégâts tout en établissant une certaine influence sur les affaires du pays que la classe politique libanaise, rompue depuis longtemps au jeu des ingérences et des implications, était prête à accepter, quitte à chercher une contre-assurance directe de la part d’Israël (cas des milices chrétiennes) ou indirecte (dans la perspective du Mouvement national, la dissuasion israélienne aurait dû interdire l’intervention syrienne). Le double jeu de la classe politique libanaise dans son ensemble a entraîné la Syrie dans une escalade qu’elle ne pouvait plus contrôler. En ayant obtenu l’appui mesuré des Occidentaux découragés par l’irresponsabilité libanaise, Damas se trouve aussi en position d’affronter un éventuel mécontentement soviétique qui, après la défection égyptienne, n’a plus comme relais locaux que les Palestiniens, l’Irak et la Syrie aux politiques contradictoires.

La première réaction de Kamal Joumblatt et de l’OLP est d’appeler à l’aide l’Union soviétique pour qu’elle demande à Damas de retirer ses troupes. En même temps, le chef du Mouvement national est entré en contact avec Bachir Gemayel, qui lui a fait savoir ses réserves devant l’intervention syrienne. Mais le jeune chef militaire ne représente que la minorité au sein de son parti.

Tout en multipliant les demandes de soutien politique, les palestino-progressistes se préparent à la confrontation. Dans les zones qu’ils contrôlent, ils éliminent par la force les organisations palestiniennes (ALP, Sa‘iqa) et libanaises pro-syriennes. À ce succès militaire, les Syriens répondent le 6 juin par un bombardement de Beyrouth-Ouest. Le 7, la bataille commence dans la région de Saïda où les Forces communes

repoussent une colonne syrienne. Dans la Montagne, la progression syrienne est arrêtée dans le secteur de Bhamdoun. Il faut souligner que les forces syriennes engagées sont du même ordre que celle des Forces communes (12 000 hommes au maximum) et qu'en vertu de la ligne rouge, la Syrie ne dispose pas de son aviation. Après ces premiers combats, l'armée syrienne se contente d'avancer prudemment, grignotant les positions des Forces communes.

Le 17 juin, l'ambassadeur américain Francis Meloy est assassiné à Beyrouth, sur la ligne de démarcation entre les deux secteurs de la ville, par un commando de la branche libanaise du FPLP. Le but est d'attirer les États-Unis dans le conflit libanais afin de lancer une guerre de libération qui réunirait tous les Arabes869. Mais la réaction américaine est d'évacuer tous leurs ressortissants de Beyrouth-Ouest sous la protection de l'OLP assurée par Ali Hassan Salamé. Le gouvernement américain remercie l'OLP, ce qui entraîne une protestation officielle israélienne. Les autres Occidentaux sont évacués sur Damas, toujours sous protection de l'OLP.

L'intervention syrienne permet aux milices chrétiennes de reprendre l'offensive. Le 22 juin, elles commencent l'investissement du camp de Tall al-Za'tar et des autres enclaves en secteur chrétien. On se bat maintenant sur toutes les lignes de front. Les bombardements des quartiers de Beyrouth sont permanents et l'électricité est pratiquement coupée. Le 30, le camp de Jisr al-Bacha tombe aux mains des milices chrétiennes.

Sur le plan politique, l'OLP a saisi la Ligue des États arabes, qui se réunit en urgence au Caire les 8 et 9 juin, mais Damas joue habilement de la légalité libanaise (Frangié) et du Front libanais pour empêcher une véritable « arabisation » de la crise. On décide l'envoi de forces de la paix arabe (FPA ou « casques verts »), mais elles doivent agir en coordination avec l'armée syrienne. Les pays du Golfe tentent ensuite de proposer leur médiation, mais Assad peut se permettre de répondre qu'il ne retirera ses troupes qu'à la demande du président Frangié. De toute façon, Israël marque que la présence de « casques verts » qui ne seraient pas syriens conduirait à réviser de façon plus stricte les critères définissant la « ligne rouge ». Finalement, 1 000 hommes des FPA arrivent à Beyrouth dont la moitié est composée de Syriens qui relèvent ceux qui étaient arrivés plusieurs mois auparavant sous le couvert de la Sa'iqa.

En Israël, on s'inquiète de la prolongation de l'intervention syrienne qui pourrait déboucher sur un front commun Liban-Syrie-Palestine, lequel pourrait ensuite attirer à lui l'Égypte. En revanche, Kissinger y voit la possibilité de relancer le processus de paix. C'est ce qu'il explique aux responsables français le 21 juin[870] :

> Si les choses vont bien, l'OLP sera réduite à être un gouvernement d'une partie de Beyrouth, et la Jordanie pourrait négocier au nom des Palestiniens en ce qui concerne la Cisjordanie. Un équilibre pourrait se faire malgré le kyste de l'OLP à Beyrouth, équilibre entre l'Égypte, la Syrie appuyant la Jordanie, elle-même représentant les Palestiniens modérés, un Liban neutralisé, le tout sous l'œil bienveillant de l'Arabie saoudite.

À partir du 27 juin, l'attention générale se concentre sur une affaire spectaculaire de détournement d'avion[871]. Ce jour-là, le vol d'Air France reliant l'aéroport Ben Gourion à Orly est détourné par un commando de 5 personnes qui a embarqué lors de l'escale d'Athènes où ils étaient en transit depuis Koweït. Il atterrit d'abord à l'aéroport libyen de Benghazi, puis il repart pour l'aéroport d'Entebbe en Ouganda où il arrive le 28 juin. Jusqu'en 1972, l'Ouganda avait été l'un des grands amis d'Israël en Afrique. L'armée ougandaise avait été formée et instruite par des instructeurs israéliens, qui ont d'ailleurs favorisé la carrière d'Idi Amin Dada avant sa prise de pouvoir en 1971. En mars 1972, il a expulsé les Israéliens et s'est tourné vers la Libye.

L'opération a été organisée par Wadi Haddad, le commando est composé de 3 Arabes et de 2 Allemands, ce qui en soit est une signature. En revanche, l'Armée rouge japonaise a pris ses distances avec Wadi Haddad. Les passagers sont parqués dans l'aérogare. Le commando exige la libération de 53 prisonniers palestiniens et non palestiniens dont 40 en Israël. Un ultimatum est posé avec menace de tuer les prisonniers si les demandes ne sont pas satisfaites. Le 30 juin, 47 otages sont libérés, des femmes, des enfants et des vieillards non israéliens.

Le gouvernement français maintient une ligne de fermeté. L'équipage d'Air France a refusé d'abandonner les passagers otages. On mobilise tous les amis africains de la France, mais il est assez clair que les autorités ougandaises collaborent avec les preneurs d'otages. Rabin est soumis à des

choix dramatiques. La doctrine israélienne est de ne pas négocier avec des terroristes, mais le nombre d'otages israéliens (environ 80) et la distance entre Israël et l'Ouganda (3 800 kilomètres) excluent l'option militaire. Le Premier ministre se résigne donc à l'option de la négociation par l'intermédiaire de la France. Cela permet de prolonger l'ultimatum des ravisseurs et de diminuer leur vigilance.

Pendant ce temps, les responsables militaires israéliens, sous la direction de Peres, réunissent le maximum d'informations sur l'aéroport d'Entebbe et sur l'Ouganda en rappelant les anciens instructeurs de l'armée ougandaise et en faisant un interrogatoire soigné des otages libérés. Le Kenya de Jomo Kenyatta, ennemi mortel d'Idi Amin, accepte de coopérer, ce qui permet de lever l'obstacle de la distance. Une opération militaire est donc montée avec escale à Nairobi. Une fois le plan élaboré, Peres peut le présenter à Rabin, qui donne son accord. Les unités d'élite engagées répètent la manœuvre sur un aéroport militaire israélien puis s'envolent sur des avions de transport le 3 juillet. La flottille aérienne pénètre en Afrique par l'Éthiopie puis par le Kenya complice.

Dans la nuit du 3 au 4, les soldats israéliens, jouant pleinement de l'effet de surprise, prennent d'assaut l'aérogare d'Entebbe. Les membres du commando sont tués. Sur les 93 passagers et les 12 membres d'équipage retenus, 3 sont tués et 6 blessés. Le commandant sur le terrain, Yoni Netanyahou, est tué. Il était âgé de 34 ans. Vingt soldats ougandais sont aussi victimes. La moitié de la flotte aérienne militaire ougandaise (11 avions Mig) est détruite au sol. Une passagère israélienne de 75 ans qui avait été hospitalisée sera assassinée ensuite par vengeance.

L'Ouganda porte plainte à l'ONU contre l'agression israélienne. Les Occidentaux répondent en demandant un débat sur le terrorisme. Quand il devient clair que les Africains n'obtiendront pas la majorité des voix au Conseil de sécurité, ils abandonnent leur demande de vote. En revanche, les Occidentaux, qui ont déposé leur contre-projet de condamnation du terrorisme partout dans le monde, n'arrivent pas à rassembler une majorité sur ce texte.

Le côté sportif de l'opération « à la James Bond » impressionne le monde. En Israël, en ces temps de difficultés et d'incertitudes, l'exploit fait singulièrement remonter le moral. La conception de l'opération

appartient à Shimon Peres et l'ordre d'exécution à Rabin. Il s'en suivra une pénible querelle quand Rabin, dans ses Mémoires, s'attribuera tous les mérites de l'affaire. Yoni Netanyahou devient un héros national qui reçoit des obsèques d'État.

Cela ne met pas fin au terrorisme aérien. Le 11 août, un commando de deux personnes attaque un groupe de passagers d'El Al à l'aéroport d'Istanbul, tuant 4 personnes et en blessant 28. L'affaire est toujours revendiquée par le FPLP. Le 5 septembre, la même organisation tentera un détournement d'un avion de la KLM entre de Malaga à Amsterdam. L'avion atterrit à Nicosie, et, à la suite d'une négociation, tout le monde est libéré. Israël n'a cédé à aucune exigence des ravisseurs.

Tall al-Za'tar

Pendant que les médiations arabes se succèdent, les combats s'intensifient autour de Tall al-Za'tar avec ses 17 000 habitants. Disposant d'officiers et de canons venus de l'armée libanaise en complète dissolution, les miliciens chrétiens bombardent systématiquement le camp. Des militaires israéliens, sous le commandement du colonel Ben Eliezer, leur donnent aussi des conseils. La résistance des défenseurs est acharnée. Disposant de l'avantage de la topographie, ils se sont solidement retranchés. Ils s'adossent sur le quartier chiite de Nab'a. Le CICR tente à plusieurs reprises d'obtenir des trêves afin de pouvoir évacuer les blessés, mais c'est en vain, sauf au début du mois d'août. Bachir Gemayel succède à William Haoui, tué dans les combats le 16 juillet, au commandement de la milice du parti. Il collabore étroitement avec Dany Chamoun, chef de la milice du parti de son père. On commence à parler pour l'ensemble des milices chrétiennes, à l'exception des Marada des Frangié, de « Forces libanaises ».

Les Forces communes ont perdu l'initiative des opérations. Le 28 juin, une action combinée de l'armée syrienne et des milices chrétiennes dans la Montagne a permis de faire la jonction entre les deux forces. Les Syriens contrôlent maintenant l'essentiel de la Bekaa. Dans le Nord, après l'échec d'une offensive des palestino-progressistes, les Syriens et leurs

alliés se trouvent à portée de Tripoli qu'ils bombardent, en particulier les camps palestiniens de Nahr al-Bared et Beddawi (10 juillet).

Des cessez-le-feu sont régulièrement annoncés et ne durent que fort peu de temps. Le ton se durcit. La résistance condamne le « complot américano-syro-isolationniste » et exige le retrait syrien, la levée du siège des zones encerclées et l'installation des « casques verts » aux points tenus par l'armée syrienne. Kamal Joumblatt affirme que les Américains ont accordé aux Syriens un délai d'un mois à partir de ce jour (17 juillet) pour régler le problème libanais :

> Le plan prévoit notamment le stationnement de certaines unités syriennes au sud du Liban, ce qui donnerait à Israël le prétexte d'intervenir et d'annexer le sud jusqu'au Litani. Les isolationnistes ne manqueront pas, à ce moment-là, de recourir à l'internationalisation de la crise libanaise.

Hafiz al-Assad répond à ces attaques par long discours qui comprend un historique de la situation872 :

> Certains diront : en quoi les événements du Liban nous concernent-ils, nous Syriens ? En quoi la Syrie se trouve-t-elle gênée par les événements du Liban ?
>
> Premièrement : parce que le complot, parmi les buts qu'il poursuit, a celui de s'en prendre à la cause de chaque citoyen syrien dans ce pays. Si donc le complot vise les buts que j'ai indiqués (dont celui de frapper la résistance palestinienne au Liban), comment la Syrie pourrait-elle rester spectatrice ? Nous sommes visés par le complot et nous devons nous préparer à l'affronter […] ; deuxièmement : parce que la Syrie et le Liban, tout au long de l'Histoire, ont toujours constitué un seul pays, un seul peuple, et cela implique l'existence de véritables intérêts communs, cela, tout le monde doit le comprendre, des intérêts communs, et une véritable sécurité commune, et aussi des liens de parenté très proche entre les gens des deux pays des milliers de familles en Syrie s'étendent jusqu'au Liban, et des milliers et des milliers de familles au Liban s'étendent jusqu'en Syrie.

Il évoque le projet israélien de partition du Liban :

Quant à la partition du Liban, c'est là un but historique, comme nous le savons, du sionisme mondial […]. Israël aujourd'hui ne cherche pas à partager le Liban à cause du poids militaire de ce pays […].

Non, Israël recherche la partition du Liban pour des raisons politiques et idéologiques, […] car il cherche à établir des États minuscules à base confessionnelle dans cette région, afin de rester l'État le plus puissant. Et en même temps, il veut ôter toute valeur à l'idée-force de l'État démocratique et laïque. […] Peut-être ne croyons-nous pas tous à cette idée, mais, en tout cas, c'est une idée, une formule qui est avancée, qui n'est pas admise partout dans le monde et qui, cela va de soi, est contraire à ce que certains d'entre nous, peut-être la majorité d'entre nous, ont pu dire auparavant, c'est-à-dire jeter les Juifs à la mer. Par là, nous rendions de grands services à Israël. Ce n'est pas un secret. D'aucuns diront que je parle et que les Israéliens m'entendent.

Ce n'est pas un secret, on peut en parler librement. Que nous demandons, aujourd'hui, un État démocratique où vivront ensemble les musulmans, les chrétiens et les juifs, que ceux-ci soient arabes ou non, ce qui est le cas, c'est une logique à prendre ou à laisser.

Mais, si le Liban était partagé, alors les Israéliens diraient : « Ne croyez pas à ce que disent les Arabes, si le musulman arabe n'a pas pu vivre avec le chrétien arabe, comment pourraient-ils vivre avec nous, et vivre avec les juifs non arabes venus de tous les coins de la Terre ? » Et ainsi cette idée-force perdrait toute sa validité […]. La partition du Liban serait un argument majeur contre l'idée de nationalisme arabe [*qawmiyya arabiyya*], ce serait en quelque sorte fournir la preuve que le nationalisme arabe n'est pas un lien suffisamment fort entre nous tous pour nous permettre de vivre ensemble à l'ombre de son étendard.

Il évoque sa rencontre avec Arafat en mars 1976 :

Je lui dis alors, et je le redis aujourd'hui, que je ne pouvais pas voir quel était le rapport entre le combat des Palestiniens dans les montagnes du Liban et la libération de la Palestine. Je n'arrive pas à concevoir ce rapport. Le Palestinien qui combat dans la Montagne libanaise ne lutte en rien pour la Palestine, et celui d'entre les Palestiniens qui veut libérer Jounieh ou Tripoli ne veut pas libérer la Palestine, même s'il prétend que

c’est là son but. C’était ce qu’ils disaient en 1970. Frères, rappelez-vous ce que l’on disait en Jordanie en 1970. Ils lançaient des mots d’ordre comme « Tout le pouvoir à la résistance, tout le pouvoir à la révolution » et « La libération de la Palestine passe par Amman ».

À cette réunion, Yasser Arafat a promis de se retirer du combat. Il se rendit directement au Liban pour en informer les autres. Pour l’instant, je ne veux pas discuter des détails, mais je dois dire que l’ordre n’a pas été complètement exécuté.

Il accuse l’OLP de vouloir parler au nom du Liban :

Qui se lève aujourd’hui au Liban pour dire : « Non à la présence de la Syrie au Liban » ? Chose étonnante en vérité, ceux qui disent cela sont ceux qui parlent au nom de la Palestine, ils nous disent : « N’entrez pas au Liban », et ils ont oublié ou ils feignent d’oublier ou ils veulent que nous oubliions que le Liban n’est pas la Palestine, et que Beyrouth est la capitale du Liban, et non la capitale de la Palestine. Qui se plaint de nous quand nous entrons au Liban ? Ce n’est pas le président du Liban, ni le ministre des Affaires étrangères libanais, ni le Premier ministre libanais, ni le président de la Chambre des députés, c’est le ministre des Affaires étrangères de L’OLP, ou encore le chef du Département politique de l’OLP, ou encore le chef du comité exécutif de l’OLP, ou tel autre au nom de la Palestine.

Il énumère les sacrifices faits par la Syrie pour la cause palestinienne et fait une féroce critique de la diplomatie de Kissinger :

Or qui a fait autant pour la résistance que la Syrie ? Qui a fait pour la résistance autant de sacrifices que la Syrie ? […] On nous a proposé d’ouvrir des pourparlers [avec Israël] par la médiation des États-Unis, et de récupérer ainsi une grande part de territoire. Nous avons dit « non » car nous estimions que cette politique des « petits pas » visait en fin de compte la liquidation de la cause palestinienne. Nous voyons cette politique de la façon suivante : un pas dans le Sinaï en échange de concessions, ensuite un pas en Syrie contre des concessions, un pas en Jordanie si elle accepte auparavant des concessions.

Ensuite un autre tour et de nouvelles concessions. Et un troisième tour, puis un quatrième tour et le résultat après un grand nombre de tours sera

que nous aurons tout donné à l’ennemi sans même revenir à nos droits de 1967, et, dans le meilleur des cas, nous aurons tout donné à l’ennemi pour en arriver aux droits de 1967 et à la liquidation de la question palestinienne.

C’est ainsi que nous avons vu la politique des « petits pas ». C’est pour cela que nous nous sommes opposés à cette politique parce qu’elle ne prend pas en considération le droit du peuple arabe palestinien et le rôle de ceux qui disent qu’ils incarnent le peuple palestinien, qu’ils représentent, qu’ils agissent pour son droit ; et c’est pour cela que nous avons refusé de négocier.

Encore plus que cela : quand nous avons refusé de négocier, ils nous ont proposé un retrait sans négociation : Israël se serait retiré d’une partie du Golan, d’une petite partie mais ce retrait aurait eu lieu sans négociation.

Nous avons refusé parce que nous estimions que ce retrait, même s’il s’effectuait sans négociation, constituerait un « pas » qui nous mènerait à être pris dans un engrenage que nous avons toujours refusé.

Arafat tente de se rapprocher de Damas. Ses émissaires négocient un accord de fin des combats sur la base de l’accord du Caire et du document constitutionnel, mais il refuse de condamner la politique égyptienne. De toute façon, c’est la dynamique des combats qui l’emporte sur le terrain.

Le 4 août, les milices chrétiennes lancent l’assaut contre le quartier chiite de Nab‘a. L’imam Moussa Sadr négocie la reddition du quartier, effective le 6. Ses 100 000 habitants se réfugient à Beyrouth-Ouest, en particulier dans la banlieue sud. Le quartier est totalement pillé par les miliciens. Les progressistes évoquent la « trahison » d’Amal qui a refusé de se joindre à la coalition du Mouvement national. Tall al-Za‘tar est maintenant complètement encerclé et vulnérable.

Le 10, les Forces libanaises lancent l’assaut défensif. Elles disposent d’une centaine de véhicules blindés fournis pour la plupart par les Israéliens.

Au bout de cinquante-deux jours de combats, Tall al-Za‘tar tombe le 12. Le bilan est terrible : près de 2 500 morts et plusieurs milliers de blessés parmi les habitants et défenseurs du camp, surtout victimes des

bombardements (50 000 obus seraient tombés durant le siège) et des conditions sanitaires catastrophiques. Au moment de la reddition et de l'évacuation des 15 000 survivants, près d'un millier de Palestiniens de tous âges sont sommairement abattus. Des cadavres sont mutilés et des femmes violées. Les pertes des assaillants sont considérables, plus de 500 morts et autant de blessés, ce qui témoigne de la violence des combats. Le camp est totalement rasé après un ultime pillage.

Vers le dénouement

Après la chute de Tall al-Za'tar, la bataille se déplace dans la Montagne où les Syriens et les milices chrétiennes travaillent à dégager l'ensemble de la route Beyrouth-Damas. Les deux parties de Beyrouth continuent de se bombarder et les Syriens mettent le siège sur les deux grands camps palestiniens de Tripoli. La date butoir est la passation de pouvoirs entre Frangié et Sarkis, prévue pour le 23 septembre. Sadate accuse la Syrie de continuer son complot ourdi avec les Israéliens contre la résistance palestinienne. Le roi Hussein, lui, s'en prend à l'Égypte qui, en complicité avec Israël, cherche à renverser le régime syrien. La Jordanie augmente ses subsides aux municipalités de Cisjordanie dans l'espoir de regagner du terrain sur l'OLP, mais les Cisjordaniens, au contraire, manifestent publiquement leur solidarité avec leurs frères au Liban. L'Arabie saoudite et le Koweït appellent à la tenue d'un sommet arabe pour la mi-octobre « pour arrêter l'effusion de sang et faire échec au complot de partition. ».

Kamal Joumblatt maintient un ton militant, affirmant que la lutte sera longue puisque les Syriens restent au Liban. Le camp musulman est profondément désuni. Les nationalistes arabes progressistes sont divisés entre anti-Syriens (majoritaires) et pro-Syriens (minoritaires), Amal a accepté l'intervention syrienne et prône le rétablissement de l'autorité du pouvoir central, la notabilité sunnite traditionnelle compte sur les Syriens pour se dégager de l'hégémonie du Mouvement national, la résistance cherche avant tout à conserver sa présence au Liban et son autonomie d'action. Elle renforce son potentiel militaire grâce au ravitaillement en armes venues d'Égypte et d'Irak et à l'arrivée de combattants palestiniens venus de l'extérieur et de combattants irakiens. Les hommes palestiniens

de 18 à 30 ans sont mobilisés pour renforcer les forces combattantes. L'OLP multiplie les tentatives de négociation avec toutes les parties, mais elle est prisonnière de son alliance avec le Mouvement national que Damas cherche à exclure du règlement politique.

L'implication israélienne devient toujours plus importante. Les miliciens chrétiens reçoivent une instruction militaire en Israël puis sont renvoyés au Liban avec des tanks Sherman. La marine israélienne établit un blocus des ports tenus par les palestino-progressistes. Apparemment, elle réussit davantage à intercepter les bâtiments apportant du ravitaillement civil (produits alimentaires, essence) que de l'armement. Les rencontres au plus haut niveau avec les chefs chrétiens se succèdent à bord de navires au large de Jounieh. Après avoir ainsi reçu Camille Chamoun, Rabin a un entretien avec Pierre Gemayel et ses deux fils Amine et Bachir.

À cette occasion, Pierre Gemayel aurait fait cette confession émouvante873 :

> En tant qu'Arabe, chrétien et libanais, j'éprouve une certaine gêne à devoir demander de l'aide auprès du Premier ministre israélien. Pendant des années, je me suis emporté contre Israël ; la fondation de cet État m'a fait augurer le début d'une tragédie pour mon pays ; car le Liban allait devoir absorber un grand nombre de réfugiés palestiniens qui nous menacent aujourd'hui en montant la population musulmane contre nous. J'ai toujours considéré que vous étiez, vous les Israéliens, la source de tous nos maux. C'est à cause de vous que le Liban a changé ; vous êtes responsables du déséquilibre démographique qui a causé la destruction de l'État. Mais à présent le monde chrétien nous a abandonnés. Personne ne s'intéresse plus à nous. Et comme je veux être fier de continuer à vivre au Liban, je n'ai pas d'autre choix que de solliciter votre appui ; vous êtes les seuls à pouvoir nous l'accorder si généreusement.

Celui qui apparaît rapidement comme le favori des Israéliens est Bachir Gemayel dont l'énergie et le charisme les ont fortement impressionnés. Il est vrai qu'au début de septembre il est devenu chef du commandement militaire unifié des Forces libanaises et président du conseil militaire des Phalanges.

Parallèlement, les Israéliens intensifient la politique de la « bonne frontière » et renforcent leurs positions au Liban-Sud. Les villageois chrétiens repoussent les fedayins qui tentent de s'infiltrer dans leur secteur, ce qui leur vaut les félicitations de Shimon Peres qui salue « le désir des Libanais d'éviter tout ce qui pourrait nuire aux relations de bon voisinage qui se développent à la frontière » (31 août 1976). La presse internationale est convoquée pour attester les mérites de l'aide humanitaire prodiguée par Israël. Évidemment, on en dissimule les aspects militaires.

Elias Sarkis tente d'appliquer son plan de paix qui intègre la dimension locale et la dimension régionale[874]. Il faut arriver à une réconciliation entre Kamal Joumblatt et Pierre Gemayel en même temps qu'à un accord entre la Syrie et l'Égypte. Les deux doivent être menés de pair car ils se conditionnent mutuellement. Il ne peut pas gouverner le Liban avec la moitié des Libanais en écrasant l'autre.

Le 31 août, le président élu est reçu par Hafiz al-Assad à Damas. L'entretien se déroule dans une excellente atmosphère. Le Libanais propose au Syrien : « À vous essentiellement de régler la présence armée palestinienne. Il m'incombe en priorité de trouver une solution aux problèmes internes du Liban. » Il comprend qu'Assad sera intraitable en ce qui concerne Kamal Joumblatt, mais qu'il gardera la porte ouverte à Yasser Arafat. Sarkis se rend ensuite en Égypte à la mi-septembre, au grand agacement des Syriens. Sadate tente de le persuader de présider au Caire une table ronde entre Libanais et Palestiniens – à défaut, elle pourrait se tenir en Arabie saoudite. Sarkis rejette vigoureusement tout ce qui pourrait apparaître comme un éloignement de la position syrienne.

Au début de septembre, les Syriens ont renforcé leurs effectifs et les combats reprennent avec encore plus de violence sur l'ensemble des fronts. Il s'ensuit une nouvelle ruée vers Damas des responsables politiques libanais à l'exception de Joumblatt et de Raymond Éddé. Certains passent aussi au Caire pour faire équilibre.

Le 23 septembre, Sarkis prête serment devant 67 députés réunis à Chtaura sous protection de l'armée syrienne. Dans son discours, il appelle à la fin des combats puis au dialogue politique. Les Palestiniens devront

respecter les accords conclus avec l'État. L'avenir de la présence syrienne dépendra des autorités constitutionnelles.

Pendant que Sarkis entame ses consultations avec les principaux responsables politiques, la question essentielle est le retrait des forces palestino-progressistes de la Montagne. Arafat conditionne son acceptation à l'ouverture d'un dialogue entre Joumblatt et Damas et au retrait des forces syriennes d'un certain nombre de positions. Les conditions de sécurité rendent la tâche difficile. Joumblatt échappe de peu à un attentat en sortant d'un entretien avec le président libanais qui s'est installé au Musée, lieu de passage entre les deux Beyrouth.

Le 26 septembre, un commando palestinien prend d'assaut l'hôtel Sémiramis à Damas. Les forces de l'ordre interviennent immédiatement. Le bilan est de 5 morts, dont un membre du commando, et plusieurs dizaines de blessés. Les trois autres hommes du commando sont pendus dès le lendemain. C'est un coup de l'organisation d'Abou Nidal commandité par l'Irak qui a créé le mouvement fantôme « Juin noir » à l'image de Septembre noir. Le régime syrien accuse immédiatement le Fatah, qui dément et qui fait porter l'affaire à juste titre sur le compte d'Abou Nidal.

Prenant prétexte de cet attentat, les forces syriennes lancent une vaste offensive contre les palestino-progressistes à partir du 28 septembre. Les Forces communes se replient pour éviter un choc frontal. Arafat et Joumblatt appellent les pays arabes au secours, d'où un répit de quelques jours.

Le dénouement

Répondant à l'appel d'Arafat, l'Arabie saoudite propose, le 29, une réunion de toute urgence de la Ligue des États arabes qui se tiendrait à Riyad. La diplomatie saoudienne considère comme condition indispensable à la fin des hostilités une réconciliation syro-égyptienne. Sadate exige la présence au sommet à réunir de l'OLP et du Liban, mais refuse toute présence militaire égyptienne au Liban dans les forces d'interposition. Le sommet est convoqué pour le 18 octobre à Riyad.

Soumis à des pressions arabes croissantes, qui ont une dimension matérielle certaine (suspension de l'aide des pays du Golfe), la Syrie est maintenant dans une course contre la montre. De toute façon, elle est pressée d'en finir en raison des contrecoups intérieurs de son intervention au Liban. Par ailleurs, pour accroître sa marge de manœuvre, Sarkis entame une négociation directe avec l'OLP.

De nouveaux attentats du groupe Abou Nidal contre les ambassades syriennes à Rome et à Islamabad, le 11 octobre, donnent un prétexte commode pour lancer l'ultime offensive contre les palestino-progressistes le lendemain. Les Forces communes, après de durs combats, reculent à nouveau, mais gagnent le temps nécessaire pour l'action diplomatique.

En effet, le mini-sommet arabe réunissant l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Égypte, le Liban et l'OLP se réunit au plus niveau à Riyad à partir du 16 octobre en même temps que les forces syriennes arrêtent leur offensive. À son grand dépit, le roi Hussein n'a pas été invité. La présence d'Arafat à Riyad consacre le maintien de la direction de l'OLP alors que la presse syrienne en demandait jusque-là le remplacement. Ensuite, on scelle la réconciliation entre Assad et Sadate et on annonce un cessez-le-feu général à partir du 21 octobre. La Syrie se voit promettre la reprise de l'aide économique et la prise en charge des coûts de son intervention. L'OLP conserve son rôle de seul représentant du peuple palestinien.

En ce qui concerne le Liban, la Syrie est aussi largement gagnante. Les forces de la paix arabes présentes dans le pays se transforment en Force arabe de dissuasion (FAD) de 30 000 hommes et composée dans sa grande majorité de soldats syriens, mais sous les ordres du président Sarkis. Un comité de vigilance où siègent l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Égypte et la Syrie sera chargé de surveiller l'application des accords palestino-libanais. L'accord de Riyad est entériné par un sommet arabe extraordinaire, le huitième, qui se tient au Caire les 25 et 26 octobre. En dehors de l'Irak, tout le monde se congratule et se félicite du retour de « l'esprit d'octobre » (1973).

Les derniers barouds d'honneur opposent surtout les Forces libanaises et les Forces communes au détriment essentiellement des populations civiles.

Au moment même du sommet de Riyad, les milices chrétiennes du Sud, soutenues par les Israéliens, tentent d'élargir la zone qu'elles contrôlent en s'emparant de la ville de Marjayoun tenue par l'Armée de Liban arabe. Les progressistes répondent en prenant d'assaut un village chrétien et en massacrant ceux qui n'ont pas réussi à fuir. Les habitants accusent les Israéliens de ne pas les avoir soutenus. Les milices chrétiennes proclament, le 20 octobre, la constitution de l'Armée de défense du Liban-Sud en liaison avec le commandement israélien pour le Liban-Sud qui vient d'être constitué et confié à Ben Eliezer. En même temps, des militaires chrétiens originaires de la région rejoignent les milices en s'embarquant à Jounieh pour Haïfa. Ils restent officiellement sur les listes des effectifs et sont payés par l'armée libanaise, les salaires parvenant par le biais de la Sa'iqa875 ! Le plus important est le major Saad Haddad, originaire de Marjayoun, qui, au nom de l'armée libanaise et avec le soutien des Israéliens, prend le commandement civil et militaire des enclaves au mois de novembre.

Le combat se transforme en conflit entre chrétiens et chiites. À toutes les dimensions de la guerre du Liban s'ajoute celle des hostilités anciennes entre villages. Les chrétiens bombardent ainsi la ville chiite la plus importante de la région, Bint Jbeil, et les Israéliens font de même pour d'autres agglomérations tenues par les progressistes, provoquant un nouvel exode de la population du Sud vers Beyrouth. Israël met en garde contre l'envoi de la FAD au-delà du Litani. Allon l'explique aux représentants de l'Europe des 9 à Tel-Aviv, le 6 novembre876 :

> Au Sud-Liban, M. Ygal Allon a été formel, Israël préfère voir des terroristes que l'armée syrienne. Ce sera moins dangereux à long terme et les suites qu'entraîneraient des représailles contre les Syriens seraient sans commune mesure avec des actions de rétorsion à l'encontre des terroristes.

À partir du 10 novembre, la FAD commence son déploiement dans la région de Beyrouth sans incident notoire. À la fin du mois, elle contrôle la plus grande partie du territoire libanais, de Saïda au sud à Tripoli au nord. La vie quotidienne se normalise progressivement, donnant une impression de paix. Mais les milices ne veulent pas désarmer. Elles cherchent à coexister avec le retour de l'autorité légale.

En Jordanie, le groupe « Juin noir » (Abou Nidal) tente une prise d'otages dans un hôtel de la capitale, le 17 novembre. Les forces de l'ordre lancent immédiatement l'assaut. Deux soldats et deux employés sont tués, plus trois des quatre membres du commando dont un Japonais.

Avec le rétablissement relatif de l'ordre, Sarkis essaie de lancer son dialogue national avec la composition d'un gouvernement composé de représentant de tous les partis. Les Syriens s'opposent à la présence de membres du Mouvement national877. Assad s'inquiète aussi de la situation de la presse au Liban dont le contenu peut porter atteinte au moral et à la discipline de l'armée syrienne. Khaddam rejette la perspective d'équilibre entre les parties : pour lui, c'est une vision périmée, Kamal Joumblatt est derrière tout ce qui se passe, il y a un vainqueur et un vaincu, les musulmans sont vaincus, en ce qui concerne leur alliance avec Yasser Arafat. Kamal Joumblatt a commis l'irréparable en accusant Assad de collaborer avec les Israéliens. Il faut un gouvernement fort, capable d'imposer l'état d'urgence et de rétablir l'ordre et la sécurité, de contrôler la presse et les Palestiniens, d'appliquer les accords du Caire et de rassembler les armes lourdes selon les décisions prises au Caire et à Riyad.

Elias Sarkis doit se résoudre à un gouvernement « non politique » sous la direction de Salim al-Hoss avec Fouad Boutros comme ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre (8 décembre 1976). Ce grec orthodoxe, vétéran du chéhabisme, sera le personnage essentiel du mandat d'Elias Sarkis ; les deux hommes se comprennent à demi-mot. Le nouveau gouvernement est investi par la Chambre le 24 décembre. Il reçoit des pouvoirs exceptionnels lui permettant de légiférer par décrets-lois pour une période de six mois. L'une des premières mesures adoptées est la mise en place d'une censure sur les imprimés afin de satisfaire les demandes syriennes.

Le bilan de ces vingt mois de guerre est effrayant878. En ce qui concerne les seules pertes humaines, la presse a indiqué au jour le jour des nombres considérables de victimes. Ces indications ont été, comme il se doit, réduites ultérieurement par les spécialistes. La difficulté vient des déplacements de population et de la forte émigration dans la période considérée. Les estimations basses donnent 20 000 morts. Elles sont

contestées. Pour les pertes civiles et militaires palestiniennes, il y aurait de 4 000 à 5 000 morts, mais d'autres sources indiquent le double. Les pertes militaires syriennes sont inconnues.

Dans les semaines qui suivent le déploiement de la FAD, la violence demeure à « basse intensité ». Ce qui est le plus frappant est qu'elle oppose le plus souvent des mouvements appartenant au même camp, Palestiniens de l'OLP contre Palestiniens pro-syriens, miliciens phalangistes contre miliciens appartenant au parti des Chamoun. Cela témoigne que la réalité appartient plus à l'ordre des milices qu'à celle de l'apparente normalisation. Or les milices obéissent à une double logique : elles tirent leur légitimité de leur communauté comme instrument protecteur, mais, en même temps, se financent sur elle par divers prélèvements et trafics comme par l'argent étranger. L'État n'étant plus là pour les réguler, les affrontements entre milices d'une même communauté se fondent tout aussi bien sur les luttes pour le pouvoir que sur la compétition pour le partage des dépouilles.

La fin de l'administration Ford

Durant la phase finale des « événements du Liban », la diplomatie américaine s'en est tenue à une ligne de limitation des dégâts. Il faut gérer un équilibre prudent où le roi Hussein est du côté d'Assad et Sadate du côté d'Arafat. On s'en tient à la proposition de retrait israélien supplémentaire contre la fin de l'état de belligérance, qui est écoutée poliment mais sans plus par les interlocuteurs. De toute façon, la campagne électorale américaine paralyse toute initiative. Ford a beaucoup de mal à éliminer son compétiteur républicain, Ronald Reagan, qui critique Kissinger avec véhémence. La question du Moyen-Orient apparaît peu dans la compétition entre Ford et Jimmy Carter. On s'en tient à des généralités : il faut assurer la sécurité d'Israël et travailler à établir la paix au Moyen-Orient.

Carter, pratiquement inconnu quelques mois plus tôt, l'emporte à l'élection présidentielle du début novembre 1976 en jouant sur l'hostilité du pays profond à la classe politique de Washington et sur ses nombreux scandales (en premier lieu, le Watergate).

À la fin septembre 1976, la presse israélienne rend public un rapport rédigé quelques mois plus tôt par Israël Koenig, le haut fonctionnaire chargé de la Galilée. Il s'inquiète de la croissance démographique de la population arabe dans cette région qui risque de remettre en cause la prépondérance numérique juive. Outre une augmentation de la population juive, il prône un ensemble de mesures destinées à pousser les Arabes, en particulier les diplômés, à émigrer en dehors d'Israël sans possibilité de retour. Ainsi, on devrait imposer un plafond de 20 % d'Arabes employés dans les entreprises juives de Galilée alors que les Arabes représentent au moins la moitié de la main-d'œuvre disponible. Il s'ensuit un tollé des représentants arabes. Le gouvernement israélien déclare qu'il s'agit là seulement d'un rapport et qu'il n'est pas lié par ce texte.

Dans le numéro d'octobre 1976 de la revue *Foreign Affairs*[879], Ygal Allon donne sa version des frontières « défendables » d'Israël, c'est-à-dire qu'il reprend les termes de son fameux « plan » : annexer des territoires ayant une valeur stratégique mais avec le moins possible de population, une part du Golan et du Sinaï avec Charm el-Cheikh, la vallée du Jourdain. Il en dresse une carte. Le reste de la Cisjordanie et de Gaza, démilitarisé, pourrait passer sous administration jordanienne, ces deux enclaves seraient reliées par une route sous contrôle israélien. Cet article de son ministre des Affaires étrangères embarrasse le gouvernement israélien qui s'en tient toujours à la définition la plus vague possible des frontières défendables. Les partisans du Grand Israël protestent, ainsi que les partis religieux. Shimon Peres rejette cette option et s'en tient à la vision à la Dayan d'un partage de souveraineté de la Cisjordanie avec la Jordanie sans contenu territorial.

En 1975 est formé en Israël un Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne. Il est dirigé par des hommes de gauche issus de la mouvance travailliste dont Eliav, l'ancien secrétaire général du parti écarté par Golda Meir, le général Matti Peled, l'un des fondateurs de l'armée israélienne, Uri Avnery, un journaliste et homme politique au caractère audacieux et quelques autres dissidents venant des cercles dirigeants. Le programme comporte la reconnaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens, la coexistence de deux États souverains et une forme de partage de Jérusalem. Ce sont tous des sionistes convaincus de la

légitimité de leur cause mais soucieux de trouver une solution de compromis à un conflit sans fin.

Ils sont en contact avec des intellectuels et des hommes politiques européens. En septembre 1976, Henri Curiel, l'ancien chef du Parti communiste égyptien puis dans son exil en France profondément engagé dans l'aide au FLN lors de la guerre d'Algérie, les met en relation avec un Issam Sartawi, membre du comité central de l'OLP. Ce premier dialogue politique est rapidement placé sous l'égide de Pierre Mendès France. Sartawi a pris au sérieux le programme d'une Palestine démocratique où cohabiteraient Juifs et Arabes. Mais alors, au moins dans un premier temps, les Juifs auraient la majorité… Rabin tolère ces rencontres mais s'en tient publiquement à sa ligne de refus de toute discussion avec des organisations palestiniennes. On se trouve là devant l'obstacle majeur qui se perpétuera les années suivantes. Les animateurs israéliens du dialogue ne représentent qu'eux-mêmes, même s'ils informent leur gouvernement, tandis que la partie palestinienne appartient aux cercles dirigeants de l'OLP, quitte à être désavouée par Arafat en fonction des fluctuations de la situation politique. Il en est de même de personnalités indépendantes américaines qui rencontrent des responsables de l'OLP. Ils ne représentent officiellement qu'eux-mêmes, mais tiennent informés le Département d'État ou la Maison-Blanche[880]. On échange ainsi des « non-messages » (documents non signés et n'engageant personne).

L'animosité entre Rabin et Peres ne fait que croître. Un proche du Premier ministre devenu directeur de la Banque centrale est arrêté à la mi-octobre pour malversation financière. Pour Peres et ses soutiens, c'est la démonstration des pauvres choix faits par le Premier ministre dans les nominations aux emplois supérieurs. Inversement, Rabin ignore ostensiblement son ministre de la Défense, qui n'a jamais porté l'uniforme, et s'adresse directement aux généraux en sa présence. C'est assez injuste parce que Peres a été l'homme qui a assuré l'armement d'Israël dans les années 1950 en traitant avec les Français, les Allemands et les Américains. Cette lutte fratricide affaiblit le Parti travailliste devant l'opinion publique.

Toujours affaiblis par de nouveaux scandales financiers liés au financement du parti, les travaillistes doivent faire face à la création d'un

nouveau mouvement politique, le Mouvement démocratique pour le changement dirigé par le général-archéologue Ygal Yadin qui a un programme politique analogue avec une promesse de meilleur gouvernement.

Le 10 décembre, les États-Unis livrent à Israël les trois premiers chasseurs F-15 obtenus à la suite d'une dure négociation. Des aviateurs américains pilotent les appareils jusqu'à une base militaire israélienne. Rabin organise une brève cérémonie en leur honneur réunissant 3 000 personnes et déclare : « Nous possédons maintenant les meilleurs avions du Proche-Orient », mais on est à une demi-heure du début du shabbat, un vendredi soir. Les ultra-orthodoxes multiplient les protestations contre cette violation et déposent une motion de censure au Parlement et le Parti national religieux s'abstient lors du vote. Rabin les sanctionne en présentant la démission du gouvernement, le 20 décembre. Il dirige un gouvernement intérimaire jusqu'aux élections prévues pour le 17 mai 1977.

Le sommet de Riyad a rétabli une unité arabe, au moins de façade. La perspective est maintenant une reprise de la conférence de Genève. Les chefs d'État arabes multiplient les entretiens bilatéraux pour définir une ligne commune. Ils ont été plutôt déçus par la défaite de l'administration Ford avec laquelle ils avaient établi des relations de travail. Comme pour tout le monde, Jimmy Carter leur est un parfait inconnu. Le programme officiel arabe est un retrait sur les lignes du 4 juin 1967 contre une paix posée comme un état de non-belligérance sans relations diplomatiques avec Israël et une solution satisfaisante, mais non définie de la question palestinienne. Néanmoins, Sadate et Assad laissent entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à une forme de relation institutionnelle entre Palestiniens et Jordaniens. La question de la représentation palestinienne à Genève pourrait être réglée par la composition d'une délégation arabe unifiée. L'Arabie saoudite fait savoir qu'elle travaillerait au maintien des prix du pétrole à leurs niveaux actuels, à condition que des progrès substantiels aient lieu dans la négociation. Dans leurs déclarations, les chefs d'État arabes mentionnent peu l'Union soviétique et font comprendre qu'ils attendent toujours une médiation efficace des États-

Unis. Mais il faut attendre l’arrivée au pouvoir de l’administration Carter et sa familiarisation avec la gestion des affaires.

Pour contrer les habituelles résolutions anti-israéliennes à l’Assemblée générale de l’ONU, Israël a déposé un projet de résolution demandant la convocation de la conférence de Genève dans sa composition originelle, c’est-à-dire sans les Palestiniens. Voyant qu’elle ne passerait pas, le projet est retiré. Le but était de montrer le désir de paix de l’État hébreu et l’incapacité de l’ONU à jouer un rôle positif dans le processus de paix (9 décembre). De fait, l’Assemblée générale vote une série de résolutions condamnant les pratiques israéliennes dans les territoires occupés et la destruction de la ville de Kuneitra dans le Golan.

Dans une interview à *Newsweek*, publiée le 13 décembre, Rabin affirme :

> 1977 sera l’année de la négociation. Si les Arabes refusent de conclure une paix réelle, nous sommes prêts à mettre fin à l’état de guerre. Mais naturellement nos concessions seront, dans ce cas, moins importantes… Des personnalités palestiniennes pourraient faire partie de la délégation jordanienne à la conférence de Genève.

Le problème est que l’occupant israélien a toujours interdit l’émergence d’une représentation politique autonome dans les territoires. Dès qu’une personnalité apparaissait comme indocile, elle était expulsée en Jordanie. Les maires veulent bien participer aux négociations, mais dans le cadre d’une délégation de l’OLP.

Les « documents de transition » de l’administration Ford à la nouvelle administration permettent de définir le consensus des experts du Département d’État et du Conseil de sécurité nationale. L’idée essentielle est que la situation actuelle est fondamentalement instable et qu’une politique de temporisation n’apporterait rien de bon à moyen terme. La politique des petits pas a épuisé ses effets et il faut s’orienter vers une solution globale. Elle pourrait passer par une reprise de la conférence de Genève qui servirait de cadre général à des négociations bilatérales. L’actuel consensus arabe construit par la politique saoudienne permet d’éviter des conflits interarabes qui se traduiraient par une course à la radicalisation.

La question principale reste celle du Liban-Sud. Le sommet de Riyad a réaffirmé la validité de l'accord du Caire. Cela permet aux Palestiniens de faire passer une partie de leurs forces au sud du Litani, hors de portée de la FAD grâce à la protection israélienne… C'est d'autant plus vital que la Syrie tente toujours d'obtenir un changement de la direction palestinienne ou pour le moins le retour aux instances dirigeantes des pro-Syriens, en premier lieu ceux de la Sa'iqa. Arafat multiplie les atermoiements et les fausses promesses et gagne du temps.

Le Liban-Sud devient ainsi un exemple parfait des contradictions régionales où le petit acteur local a une liberté d'action hors de proportion avec ses moyens réels. Le consul de France à Jérusalem l'explique très bien le 6 décembre 1976[881] en faisant référence à Rabelais :

> Au demeurant, ce qu'Israël voudrait être la bonne frontière, en amenant les villages chrétiens à coopérer avec lui, se révèle être un demi-échec. Ce n'est que parce que l'armement est chichement contrôlé par Tsahal, et indirectement par les Américains, que les villages se battront pour défendre Israël. Leurs intérêts sont plus terre-à-terre et immédiats. Ils seront prêts à toute trêve avec un adversaire égal en force et se soumettront, si leurs privilèges locaux sont maintenus, le jour où l'adversaire sera le plus fort, ce n'est pas la conquête de la Russie par Napoléon qui est en jeu, c'est la guerre de Picrochole avec les fouaciers de Lerne. Israël a les moyens techniques de Napoléon (voir Entebbe) pour prendre Moscou, mais il est désarmé devant les paysans de Grandgousier. Le Moyen-Orient n'est pas l'échiquier stratégique de nos états-majors, ce ne sont que quelques kilomètres carrés qui sont en jeu.
>
> Au demeurant, les États-Unis interviennent par personne interposée et très fermement pour imposer une paix qui surprend Israël. Ce qui se passe sur le terrain, pour le moment, dépasse leur immense compétence et leurs moyens d'action, comme d'ailleurs ceux d'une armée suréquipée comme celle d'Israël. On peut faire pression sur Sarkis, Assad ou Sadate, mais pas sur le chef de village local commandant une milice de quarante hommes, décidés à agir en fonction de leurs intérêts purement locaux, lesquels dépassent rarement la dizaine de kilomètres carrés.

Les Syriens font savoir à Washington que, si l'on veut obtenir le désarmement des Palestiniens, il faut laisser la FAD entrer au Liban-Sud.

Kissinger tente de persuader les Israéliens d'accepter le déploiement de l'armée syrienne au-delà du Litani[882]. Israël demande que ce soit la tâche d'une force purement libanaise composée de chrétiens et de chiites mis sous les ordres du président Sarkis. Il semble que la perspective israélienne soit en fait une sorte de FAD *bis* composée de milices locales sous leur contrôle et sous l'autorité nominale de Sarkis. Kissinger, qui a une meilleure vue de la situation, pense que c'est infaisable et que seule l'armée syrienne a les moyens de désarmer l'OLP. Les Américains soutiennent l'idée d'une progression syrienne jusqu'à Nabatiyé et Tyr, mais Israël impose son veto.

C'est peut-être la décision la plus lourde de conséquences pour l'avenir de la région. Si la Syrie avait alors réussi à prendre le contrôle de l'OLP, elle aurait eu les moyens d'un marchandage global. À cette époque, Assad laisse entendre dans des entretiens dans la presse internationale que les Palestiniens pourraient se contenter d'un État dans les territoires occupés en 1967. Surtout, l'impossibilité de rétablir l'autorité de l'État au Liban-Sud interdit toute véritable normalisation de la situation libanaise, ne serait-ce que parce que la guerre se continue au Liban-Sud.

Le 3 janvier 1977, un cadre de haut rang de l'OLP, Mahmoud Saleh, est assassiné à Paris par des tireurs inconnus. Il était le gérant d'une librairie arabe et un représentant officieux de l'OLP. C'est le quatrième assassinat de ce genre dans la capitale française. L'OLP envoie officiellement en France, pour les funérailles, Abou Daoud, sous un faux nom et avec un passeport irakien. Il est rapidement identifié par la DST qui l'interpelle pour vérification d'identité (7 janvier 1977). La République fédérale allemande, qui a demandé son arrestation, ne se précipite pas pour demander son extradition. Il faut dire que si Abou Daoud est bien soupçonné d'avoir trempé dans l'affaire de Munich, il n'existe pas de preuves formelles contre lui. Les Israéliens demandent aussi une extradition, alors que jusque-là ils attribuaient Munich à Ali Hassan Salamé et que le nom d'Abou Daoud n'apparaissait pas dans leur liste de personnes recherchées. De plus, un contentieux oppose la France à Israël en matière d'extradition depuis 1972. L'homme d'affaire Samuel Flatto-Sharon est poursuivi pour escroquerie par la justice française. Il s'est

réfugié en Israël où, en vertu de la loi du retour, il est devenu citoyen israélien non extradable.

Abou Daoud est défendu par un groupe d'avocats dont Roland Dumas. Ils plaident l'invalidité de la demande allemande et le fait que la convention d'extradition franco-israélienne ne couvre pas des actes commis dans un troisième pays, au moins pour la période considérée (non-rétroactivité). La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris suit les conclusions de ses avocats et le libère le 11 janvier. Il quitte immédiatement le territoire français pour l'Algérie.

Cela provoque un mouvement d'indignation en Israël avec de multiples protestations dans l'opinion publique, relayées par les responsables politiques. Dans cette affaire, les procédures juridiques ont été suivies et on ne disposait pas de preuves formelles contre Abou Daoud. Il est certain aussi que le pouvoir politique est intervenu dans le but de préserver l'excellence des relations franco-arabes. D'autre part, la stratégie de la police française était d'éviter que le territoire français ne devienne un champ d'affrontement israélo-arabe. Des accords, tacites ou non, ont été passés dans ce sens. Or le nouvel assassinat commis à Paris contrevenait à ces accords… La non-extradition était à la fois une sanction et le moyen d'éviter d'éventuels nouveaux attentats en France.

Chapitre XII

Genève ou Jérusalem

« Une patrie comporte non seulement un peuple, mais aussi un territoire. Il n'est pas question pour moi d'accepter la notion, qu'on tente de raviver en Israël, d'un État de substitution pour les Palestiniens. La patrie de ces derniers ne se situe pas à l'est du Jourdain mais à l'ouest, en Cisjordanie. La Jordanie n'est pas un désert inhabité mais un pays qui a un caractère national spécifique. Les Palestiniens, qui bénéficient chez nous de droits égaux à ceux des Transjordaniens, veulent à juste titre d'un territoire qui leur soit propre. »
Interview du roi Hussein publiée dans *Le Monde* du 21 avril 1977.
« J'ai essayé de le dissuader de renoncer à son projet. Je lui ai expliqué qu'Israël ne céderait sur rien en raison du déséquilibre stratégique prévalant entre l'État juif et les Arabes. J'ai parié avec lui qu'aucun résultat tangible ne sortirait de sa visite. À supposer qu'il en sorte quelque chose, ce serait au prix de dures humiliations. Ce que Sadate ne comprend pas, c'est que les affaires entre États ne se règlent pas de la même façon que les querelles de tribus. Une simple visite suffit peut-être à dénouer un différend tribal, mais le règlement des conflits entre des peuples et des nations ne relève pas du même procédé. Sadate se comporte plus en chef de tribu qu'en chef d'État. À mon sens, l'essentiel n'est pas qu'une terre nous soit restituée. Ce qui importe c'est la façon dont elle nous est rendue car c'est cela qui

a un impact sur le moral du peuple. Il est moins grave de laisser notre sol occupé que de le récupérer aux dépens de notre dignité nationale et en sacrifiant les intérêts de la nation arabe. »
HAFIZ AL-ASSAD à Karim Pakradouni[883].

L'évolution de l'Égypte

Le renversement des alliances de l'Égypte s'accompagne d'une transformation profonde de la société égyptienne. Dès 1974, Sadate mène une politique d'attraction des capitaux étrangers, en particulier les « pétrodollars », ce qui implique d'abandonner l'orthodoxie socialiste de la période précédente. On parle d'une économie « mixte » et d'ouverture *(infitah)*, mais aussi du maintien d'un fort secteur économique étatique. Il n'est pas question de privatisation.

Le résultat économique est contrasté[884]. Les années de guerre avaient établi une situation de stagnation. À partir de 1974, les capitaux publics (aide étrangère et arabe) et privés affluent en Égypte. La réouverture du canal de Suez restaure une source importante de devises, suivie de celle constituée par le pétrole du Sinaï. La fin effective de la guerre rétablit un tourisme de masse. Surtout, l'Égypte s'intègre complètement au circuit de la rente pétrolière avec pour la première fois une migration de travail massive (34 000 Égyptiens travaillant à l'extérieur en 1973, 2 millions en 1982). À partir de 1975, le pays connaît un vrai boom économique avec des taux de croissance de l'ordre de 8 à 10 %. Mais cette croissance vient plus des rentes (canal de Suez, tourisme, remises des émigrés) et des emprunts que de la production économique.

Les écarts sociaux se creusent brutalement. Les profiteurs de l'*infitah* se trouvent dans le milieu des importateurs, des représentants des compagnies étrangères, des détenteurs de contrats publics, c'est-à-dire de gens proches de la haute bureaucratie d'État et du pouvoir politique, avec les mécanismes habituels de corruption dans ce genre de situation. La nouvelle classe capitaliste apparaît, peut-être en partie injustement, comme un groupe de parasites de l'économie étatique plus que comme des entrepreneurs créateurs de richesse. Là encore, le modèle prégnant est

celui des nouveaux riches des pays du Golfe avec leur mode de vie ostentatoire.

Comme partout dans le monde des années 1970, l'inflation exerce ses ravages. Soucieux de maintenir la paix sociale, le gouvernement égyptien augmente régulièrement les salaires de la gigantesque fonction publique, mais sans arriver à compenser la hausse des prix et l'alimentant par là même. De même, les subventions aux produits de base, en particulier alimentaires, pèsent de plus en plus lourd sur le budget tout en créant des disparités entre les prix de revient et les prix de vente. Ainsi, le pain est vendu au poids moins cher que la même quantité de céréales.

Sans encore passer au multipartisme, le président autorise l'existence de tendances idéologiques distinctes au sein du parti unique, à condition bien sûr que son autorité ne soit pas remise en cause. La liberté d'expression est considérablement élargie par rapport à l'époque de la rigoureuse censure nassérienne. Face aux critiques de sa politique de négociation avec Israël par l'intermédiaire des Américains, Sadate favorise l'expression du courant « L'Égypte d'abord ». Les nationalistes arabes et la gauche marxisante deviennent des adversaires, en particulier à partir de Sinaï II. Sadate encourage alors l'expression des courants islamistes, qui, de façon générale, sont plutôt favorables au libéralisme économique.

Si le président se présente lui-même comme un homme pieux, son ouverture sur l'Occident passe aussi par une certaine émancipation féminine considérée comme une véritable provocation par les esprits religieux. L'émigration vers l'Arabie saoudite encourage l'islamisation de la société et la condamnation des écarts moraux de la classe dirigeante. Dès 1974 se constituent les premiers groupes radicaux clandestins farouchement antioccidentaux et antisocialistes. Ils sont très bien implantés dans les universités où ils ont formé des associations très militantes qui imposent les « mœurs islamiques » sur les campus (séparation des sexes, prières collectives, interdiction, souvent par la force, des activités « immorales » comme la danse).

Trois ans après la glorieuse guerre d'octobre, le malaise social est plus que perceptible alors que durant la même période l'endettement envers l'étranger a triplé et les subsides aux produits de base ont été multipliés par 13. On entre alors dans un schéma classique. Le Fonds monétaire

international (FMI) presse le pays de diminuer ses dépenses budgétaires. Le gouvernement annonce son intention de suivre le « conseil » des bailleurs de fonds internationaux. En dépit d'assurances contraires plusieurs fois répétées, les journaux annoncent le 18 janvier 1977 une baisse des subventions pour une trentaine de produits de base.

Pour une grande partie de la population vivant à un niveau proche de la misère, c'en est trop. Cela provoque une explosion de colère populaire dans l'ensemble du pays, les pires émeutes depuis l'incendie du Caire de janvier 1952. Sadate est contraint de faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Le bilan officiel est de 79 morts et 800 blessés. Sadate accuse les communistes d'avoir organisé le mouvement. Il y a évidence qu'ils y ont participé, mais le mouvement a été largement spontané. La gauche est durement frappée par une campagne, mais les islamistes sont épargnés alors que des lieux de perdition comme les cabarets ont été incendiés.

Si Sadate a réussi à reprendre rapidement le contrôle de la situation, toute sa stratégie politique intérieure et extérieure est remise en cause. Il a ressenti la crise comme une attaque personnelle. Il faut dire que certains slogans le visaient personnellement comme « héros de la traversée, où est notre petit déjeuner » *(ya battal al – 'ubur fen al-futur)*. Sa femme a aussi été particulièrement attaquée. Il met fin à la libéralisation politique et retourne à des pratiques autoritaires. Il renforce considérablement les effectifs de la police, au point qu'elle pèse autant que l'armée. L'*infitah* est poursuivie mais se heurte aux mêmes problèmes qu'auparavant, l'extrême lourdeur de la bureaucratie égyptienne, avec son corollaire la corruption indispensable pour faire avancer les choses, ne favorise pas les investissements étrangers.

En politique étrangère, Sadate durcit encore son attitude envers l'Union soviétique. Ainsi, au printemps 1977, il coopère avec la France lors d'une invasion du Zaïre par des éléments venus d'Angola et considérés comme prosoviétiques.

La nouvelle donne américaine[885]

Jusqu'en 1970, l'Union soviétique a tenté de jouer un rôle moteur dans le processus de règlement du conflit israélo-arabe, attisant les méfiances des Américains. À partir de l'acceptation du second plan Rogers par Nasser, les États-Unis ont pris le contrôle du processus diplomatique. Avec la complicité de Sadate, Kissinger en a fait un monopole américain isolant les Soviétiques. Ces derniers ne peuvent que répéter inlassablement que les initiatives partielles sont improductives et que seule une solution globale dans le cadre de la conférence de Genève permettra d'arriver à une paix durable. Leur retrait d'Égypte s'accompagne d'une relation beaucoup plus forte avec les Palestiniens qui correspond d'ailleurs à la montée en puissance de l'OLP sur la scène diplomatique internationale. Le mot d'ordre soviétique est donc Genève avec les Palestiniens, mais Moscou est dépendant, comme tous les autres, des prochaines initiatives américaines. C'est Washington qui fixe le calendrier.

Comme l'administration Carter vient juste de prendre ses fonctions, il lui faut plusieurs semaines pour arriver à maîtriser les dossiers. Le nouveau président[886] est un ingénieur militaire de formation ayant servi dans la Marine, le seul président des États-Unis d'après 1945 à avoir reçu une formation scientifique. On le sent dans l'approche des problèmes. Il lui faut une étude approfondie de la question, une planification minutieuse et une vision générale. Ce n'est pas un stratège, plutôt quelqu'un qui cherche à résoudre un problème.

Ainsi, dès le début de son mandat, il s'est lancé dans la définition d'un programme national en matière énergétique, qui conduirait à une réduction considérable de la dépendance américaine envers le pétrole importé, grâce en particulier à l'imposition de taxes sur la consommation de carburant. Il découvre avec surprise que sa vision de l'intérêt national à long terme se heurte à l'opposition d'une grande partie du Congrès inspirée par les groupes de pression des grandes compagnies pétrolières et automobiles. Son programme sera bien voté, mais en ayant perdu l'essentiel de sa substance.

N'ayant aucune expérience de Washington, Carter n'a pas la pratique de la négociation parlementaire, élément essentiel du système politique américain. Il a été élu contre Washington et ses scandales ; de ce fait même, il lui est difficile de gouverner avec. Même si les démocrates ont la

majorité dans les deux assemblées, ils sont particulièrement indociles. Certains, comme le sénateur Jackson, lui vouent une inimitié personnelle. L'aile gauche, les libéraux au sens américain du terme, n'accepte pas son orthodoxie budgétaire. La lutte contre les déficits va contre le lancement de nouveaux programmes sociaux.

Son approche de la question des droits civiques aux États-Unis et son expérience personnelle de chrétien régénéré *(born again)* le poussent à croire que les hommes d'État doués de bonne volonté, prêts à appliquer la raison et écoutant leur peuple, peuvent arriver à des solutions communes. Il se comporte en politique étrangère comme en politique intérieure, n'arrivant pas à croire à la mesquinerie des uns et au radicalisme idéologique des autres.

Manquant d'expérience des Affaires étrangères et étant loin des cercles de pouvoir de Washington, il a fait appel pour la conduite de la diplomatie à des personnalités issues du centre du Parti démocrate. Le Département d'État a été confié à Cyrus Vance[887], juriste international réputé ayant servi en 1967 comme secrétaire adjoint *(Deputy Secretary)* de la Défense. Ses vues sur le Moyen-Orient ne sont pas connues, mais on sait que c'est un homme de diplomatie tranquille, un négociateur avant tout. En revanche, le nouveau conseiller à la sécurité nationale est un universitaire d'origine polonaise, Zbigniew Brzezinski[888], connu pour son activisme et plaidant pour une attitude de confrontation avec les Soviétiques. Il a une vision géopolitique globale qui le conduit à voir dans le conflit israélo-arabe une source d'instabilités permanentes et de radicalismes profitables à l'Union soviétique. Il a été l'un des signataires du *Brookings Report*.

Le consensus des responsables est que le conflit du Moyen-Orient est une priorité urgente et que la conjoncture diplomatique est bonne puisque que toutes les parties se préparent depuis plusieurs mois à une initiative diplomatique majeure des États-Unis. Évidemment, la dynamique locale influe sur les événements. La perspective est morale et géopolitique, mais on ne peut accuser Carter de céder à un chantage pétrolier arabe, puisqu'il est le seul président des États-Unis à avoir sérieusement tenté de réduire fortement la dépendance de son pays envers le pétrole du Moyen-Orient.

À la fin janvier 1977, Washington a exprimé son mécontentement à Israël pour ses ventes d'armes à l'étranger[889]. Certains producteurs

américains s'inquiètent de la concurrence israélienne, d'autant plus qu'Israël se permet de vendre des armements à des pays soumis à des interdictions d'exportation de la part des États-Unis. De plus, ces armements comportent des composantes américaines. Ainsi, 8 Mirage avec des réacteurs américains ont été vendus au Honduras et des missiles air/air au Chili. Or la politique des États-Unis est de chercher à éviter une course aux armements en Amérique latine, leur arrière-cour. Un sévère rappel à l'ordre est adressé à Israël pour qui l'industrie d'armement est considérée comme vitale (45 % de la production israélienne est exportée). On lui interdit de vendre à l'Équateur 24 avions Kfir dérivés du Mirage français avec propulseurs américains. De plus, Carter, soucieux d'une politique générale de contrôle des armements, interdit la livraison à Israël de bombes thermobariques *(fuel-air explosive)* CBU-72 appelées aussi en français bombes à implosion (bombe créant un effet de souffle par la création d'une onde de pression considérable destinée à détruire les structures et les personnes). Pour donner l'exemple, il en prohibe l'usage dans l'arsenal militaire américain.

En février, l'envoi au Liban-Sud, dans le secteur de Nabatiyé, d'un détachement de la FAD chargé de désarmer les Palestiniens provoque le courroux des Israéliens, qui exigent son retrait sous peine d'opérations militaires. Le gouvernement libanais ne sait que par la presse et par l'opinion générale qu'il existe des lignes à ne pas franchir[890]. Le chargé d'affaires américain à Beyrouth explique au ministre libanais des Affaires étrangères qu'Israël ne suit pas obligatoirement les conseils américains et qu'il faut que les Syriens se retirent du secteur contesté comme il en a été convenu précédemment. Après consultation des Syriens et du comité quadripartite arabe, le gouvernement libanais obtempère afin d'épargner au Sud une nouvelle épreuve sans résultats garantis. Il en résulte que la milice chrétienne alliée d'Israël étend son champ d'action, n'hésitant pas à refouler des populations chiites, et que les forces palestiniennes se renforcent dans cette région. Elle réussit à s'emparer de Khiam au nord, mais elle est repoussée devant Bint Jbeil le 24 février.

Dans les milieux diplomatiques internationaux, on reprend l'idée de l'envoi d'une force internationale au Liban-Sud, mais Israël s'y oppose. Sa doctrine officielle est que la frontière doit être gardée par des forces

exclusivement libanaises. Ce discours vertueux recouvre en fait le projet de mise en place d'une milice dépendant d'Israël. On parle clairement de la constitution d'une « ceinture de sécurité ».

Israël est entré en campagne électorale pour les élections prévues pour le 17 mai 1977. Rabin est candidat à sa propre succession, mais se heurte à l'intérieur de son parti à la concurrence de Shimon Peres. La convention du Parti travailliste se tient, les 22 et 23 février, dans une atmosphère rendue difficile par des affaires de financement occulte. Rabin n'obtient qu'une très faible majorité (1 445 voix contre 1 404 à Peres) pour être la tête de file du parti aux élections. Il ne l'a emporté que grâce au soutien de la vieille garde menée par Golda Meir qui ne veut pas de Peres à la direction alors que ce dernier dispose d'une plus grande popularité dans l'électorat que chez les militants. La division publique des travaillistes les affaiblit devant l'opinion. La droite, menée par Begin, s'en prend à la sclérose du parti socialiste, révélée par la guerre de ses chefs. Begin se félicite de la victoire du maladroit Rabin sur l'habile Peres, un adversaire plus redoutable. Dans la campagne électorale, Sharon appelle ouvertement à la destruction de la monarchie hachémite pour établir un État palestinien de substitution.

C'est dans ce climat que Cyrus Vance fait sa première tournée d'information au Moyen-Orient à la mi-février. Il est là pour écouter et questionner ses interlocuteurs. Au Liban, il a expliqué qu'il n'y a pas deux politiques américaines, l'une à destination du gouvernement, l'autre à celle de Charles Malek et du Front libanais : ceux qui veulent un État chrétien croient-ils que les États-Unis sont prêts à soutenir un second Israël au Moyen-Orient ? Les États-Unis soutiennent publiquement Sarkis dans sa mission de réunification du pays. En Jordanie, le secrétaire d'État esquive les questions de la presse provoquées par la révélation publique que le roi Hussein a émargé pendant vingt ans au budget de la CIA.

Sauf au Liban, le principal sujet a été le processus de paix. Sadate propose une fédération jordano-palestinienne, ce qui pourrait apaiser les inquiétudes israéliennes, Allon explique qu'aucun gouvernement israélien n'acceptera de traiter avec l'OLP, mais admet que si l'OLP renonçait à sa charte et acceptait la résolution 242, Israël modifierait sa position.

À son retour à Washington, le 23 février, Vance tire la conclusion que toutes les parties consultées acceptent le principe d'un accord de paix et de la tenue de la conférence de Genève au mois de septembre après des discussions préalables. Les trois questions fondamentales sont la nature de la paix, le retrait israélien et la question palestinienne. Du point de vue procédural, les Arabes pourraient former une délégation unique qui comprendrait des membres de l'OLP.

Dans le cadre de la campagne électorale, le Parti travailliste est conduit à préciser son programme politique : l'objectif est de parvenir à la paix avec les États voisins et d'établir avec eux des relations de coopération. Elle implique la fixation de « frontières défendables » sur la base de « compromis territoriaux » en plus des différentes garanties de sécurité (zones démilitarisées, engagements internationaux). La notion israélienne de compromis est de ne garder qu'une partie et non la totalité des territoires occupés. Jérusalem restera la capitale unifiée d'Israël. Les Arabes doivent reconnaître le caractère juif de l'État d'Israël qui doit réaliser sa destination sioniste et ses missions concernant l'immigration et le rassemblement des exilés. L'accord de paix avec la Jordanie reposera sur l'existence de deux États indépendants : Israël avec sa capitale à Jérusalem unifiée et un État arabe à l'est d'Israël. Israël rejette l'établissement d'un État palestinien séparé supplémentaire à l'ouest du Jourdain. Dans l'État voisin jordano-palestinien, l'identité séparée des Palestiniens et des Arabes jordaniens doit pouvoir trouver son expression dans la paix et le bon voisinage avec Israël. Il ne s'agit là que d'une reformulation habile des positions traditionnelles des gouvernements travaillistes.

Dans le cadre des négociations à venir, l'administration Carter a invité les intéressés à des consultations à Washington. Le premier à venir est Rabin, le 7 mars 1977. Dans son allocution de bienvenue à la Maison-Blanche, le président mentionne des « frontières défendables », ce qui est pris pour une approbation du programme territorial israélien. Les Arabes protestent immédiatement et demandent des clarifications. Vance les apporte en indiquant que cela ne signifie aucun changement dans les positions américaines.

Dans la discussion elle-même, Rabin marque qu'Israël est prêt à céder l'essentiel du Sinaï mais doit conserver Charm el-Cheikh avec la continuité territoriale jusqu'à la frontière israélienne. Il renvoie à après les élections la question de savoir s'il s'agit d'un contrôle ou d'une souveraineté. Israël conservera les hauteurs du Golan et une partie de la Cisjordanie. Ce sera aux Jordaniens de régler la question de l'identité palestinienne. Le lendemain, Carter presse son interlocuteur d'adopter de nouvelles perspectives. Pour la première fois, il aborde la question de la colonisation, qu'il considère comme illégale. Les modifications de frontières doivent être minimes. Il faut bien qu'un jour les Israéliens traitent avec leurs ennemis, donc avec les Palestiniens. Le mieux est d'accepter une délégation arabe unifiée à Genève. C'est une occasion historique qui risque de ne pas se reproduire.

Rabin multiplie les refus et demande surtout que la divergence d'opinions ne soit pas rendue publique, au moins durant la campagne électorale. Les responsables israéliens et américains trouvent cette réunion décevante, pourtant, pour la première fois, les problèmes de fond ont été abordés directement. Mais Rabin les évoque sur la place publique, forçant les Américains à lui répondre.

Il ouvre le feu devant la presse en faisant comme si Carter avait accepté sa notion de « frontières défendables ». Carter répond en mentionnant la différence entre frontières et sécurité : les lignes de défense d'Israël pourraient s'établir au-delà des frontières légales au moins pour une période intérimaire de huit ans, on pourrait établir des zones démilitarisées et des stations d'observation électronique, ce qui conduirait à se contenter de changements minimes. La paix doit être fondée sur le règlement des trois questions fondamentales : nature de la paix, délimitation des frontières, sort des Palestiniens. Le président se présente comme un « catalyseur d'opinions ». Le néophyte réussit ainsi à la fois à inquiéter les Arabes et à affaiblir la position électorale de Rabin.

Le 16 mars, lors d'une réunion dans la ville de Clinton (Massachusetts), Carter revient sur la question du Moyen-Orient. Il insiste sur la nécessité d'engagements arabes forts et concrets, en particulier en ce qui concerne l'établissement de relations normales après la conclusion de la paix. Quant à la question des frontières, il se contente de dire qu'elles doivent être

définies dans la négociation. Mais il prend tout le monde par surprise en lançant une véritable « bombe politique » sur la troisième question. Il faut régler le problème palestinien. Il doit y avoir une patrie pour les réfugiés palestiniens qui souffrent depuis tant d'années[891].

En faisant cette déclaration, dont ni Vance ni Brzezinski n'ont été informés à l'avance, le président a eu pour intention de créer un choc capable de modifier la situation gelée dans le jeu des mots codés de la langue diplomatique. Il pense ainsi mobiliser l'opinion publique mondiale contre les intransigeants des deux bords et pratiquer un modèle de diplomatie ouverte.

Le premier résultat est d'inquiéter sérieusement les responsables jordaniens, qui voient dans cette déclaration, qui suit la révélation des liens entre le roi Hussein et la CIA, la démonstration d'un complot destiné à faire de la Jordanie la patrie de substitution pour les Palestiniens. Le roi lui-même parle de « conspiration internationale » contre son pays. On accuse Sharon et Allon d'en être les instigateurs. On cite une déclaration récente de ce dernier disant que la Jordanie représente les deux tiers de la « Palestine historique ».

Le 13e CNP

Le but stratégique essentiel de la direction de l'OLP est de conserver l'autonomie d'action palestinienne, ce qui implique dans les circonstances présentes de préserver les positions acquises au Liban[892]. Or le règlement politique arabe imposé à l'automne 1976 impose un désarmement et une limitation des actions armées, la FAD, donc la Syrie, étant l'instrument de cette décision. La direction, ne pouvant remettre en cause la légitimité arabe, doit à la fois persuader les militants d'adhérer aux accords tout en faisant tout pour ne pas les appliquer. De plus, la Syrie veut réintégrer dans le processus de décision ses alliés palestiniens. Le FPLP-CG de Jibril, sous pression de Damas, est repassé sous l'influence syrienne, abandonnant le Front du refus. Jibril explique ce retournement en prenant l'exemple des Kurdes d'Irak qui se sont effondrés quand ils ont perdu le soutien de puissances extérieures. La Sa'iqa se fait le champion de la coordination avec la politique syrienne.

Dans les camps palestiniens, le retour des pro-Syriens appuyés par la FAD provoque toute une série d'affrontements sanglants avec les militants du Front du refus, ajoutant une mini-guerre civile entre Palestiniens à l'ensemble des conflits en cours au Liban.

Sur le plan diplomatique, Arafat a encouragé les contacts avec les pacifistes israéliens puis prend position pour la première fois en faveur d'un État palestinien qui pourrait coexister avec Israël. Il reprend un dialogue politique avec la Jordanie et rencontre le roi Hussein au début du mois de mars. Il fait de la participation de l'OLP à la conférence de Genève son objectif politique. Les Égyptiens lui font passer le message que les Américains accepteraient la constitution de l'État palestinien à condition d'accepter la résolution 242 et de modifier la charte de l'OLP.

Les partisans du Front du refus multiplient les manœuvres pour bloquer cette évolution en demandant un accroissement de leur présence dans les instances dirigeantes de l'OLP. Habache, qui est victime d'une crise cardiaque en janvier 1977, marque que le FPLP s'opposera par tous les moyens à cette capitulation. La direction « centriste » de l'OLP se trouve donc prise entre les pro-Syriens et le Front du refus, qui n'hésitent pas à utiliser la violence. Mais les pro-Syriens, sur instruction de Damas, soutiennent la ligne de participation à la conférence de Genève, ce qui assure à Arafat une forte majorité dans ce sens[893].

Tel est le contexte dans lequel se tient, à partir du 12 mars 1977, le 13e CNP au Caire. Une cinquantaine de délégués des territoires occupés ont été conviés, mais les Israéliens leur ont interdit de se rendre en Égypte. Sadate inaugure la réunion en rejetant toute idée de frontières défendables, ou de sécurité. Il n'est pas question de céder un pouce de terres arabes. Il rappelle que l'OLP est l'unique représentant du peuple palestinien, mais conseille aux Palestiniens de ne pas perdre une seule occasion – c'est une invite à participer aux négociations.

Kaddoumi, chef du département politique de l'organisation, exprime la ligne officielle en marquant la volonté de l'OLP de participer à la conférence de Genève et donc de négocier avec Israël. Il évoque la constitution d'une autorité nationale palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. Si, pour Bassam Abou-Sharif du FPLP, cette autorité ne doit être

qu'une étape vers la constitution d'un État sur toute la Palestine, son mouvement refuse cette orientation et vote contre.

Depuis le début de son intervention au Liban, la Syrie travaille à marginaliser le Mouvement national libanais qui s'est trouvé exclu de la composition du nouveau gouvernement. Hafiz al-Assad a expliqué sa stratégie à Fouad Boutros, le 25 novembre 1976[894] :

> Sachez que Kamal Joumblatt est en effet à la base même de la crise du Liban et de la région pour avoir comploté contre la sécurité de son pays et de la Syrie. S'il avait réussi, il n'aurait épargné personne. Il essaie, à présent, de renouer avec nous, mais nous nous y refusons. Nous l'avons isolé et vous voulez le ressusciter ? Tant que Joumblatt maintiendra son activité, ni le Liban, ni la Syrie, ni le président Sarkis lui-même ne seront en sécurité. Joumblatt est fini.

Le quadrillage des quartiers musulmans de Beyrouth-Ouest par la FAD lui a fait perdre son assise urbaine. La notabilité sunnite traditionnelle participe au dialogue politique avec le gouvernement et le Front libanais, mais le choix d'un « apolitique », Salim al-Hoss, comme président du Conseil souligne l'effacement politique de la communauté alors que son exigence de participation accrue au pouvoir avait été l'un des enjeux de la guerre. L'imam Moussa Sadr s'était rallié à l'intervention syrienne et se fait le porte-parole et le défenseur des populations martyrisées du Liban-Sud.

Kamal Joumblatt apparaît comme le grand vaincu. Même l'OLP, sous pression syrienne, prend ses distances. Il n'est pas invité au CNP du Caire. Son assassinat, le 16 mars 1977, sur une route du Chouf, à une centaine de mètres d'un barrage de l'armée syrienne, est suivi du massacre de chrétiens dans cette région (plus de 140 victimes, en général des adhérents du PSP et leurs familles) par les Druzes en colère, bien qu'universellement l'assassinat soit attribué à la Syrie. Kamal Joumblatt a ainsi payé de sa vie son opposition frontale à la politique syrienne. C'est un signal sinistre envoyé à toutes les forces politiques libanaises. Son fils, Walid Joumblatt, lui succède à la direction du Parti socialiste progressiste et à celle du Mouvement national. Prudemment, il rentre dans le rang et aligne sa politique sur celle de la Syrie.

Il en résulte que l'ensemble des communautés musulmanes se trouve dépourvu d'une direction politique indépendante forte et tend à devenir dépendant de la Syrie. En revanche, le Front libanais maintient ses structures militaires et le contrôle des régions chrétiennes avec une présence nettement moins forte de la FAD que dans les régions musulmanes. Bachir Gemayel travaille à consolider son emprise sur les milices chrétiennes et à jouer sur la carte israélienne pour contrebalancer le facteur syrien.

Les travaux du CNP ont été encouragés par la déclaration de Carter puis assombris par l'annonce de l'assassinat de Kamal Joumblatt que l'on attribue quasiment par automatisme à l'impérialisme et au sionisme. En mémoire de l'allié disparu, la session du CNP reçoit le nom du leader disparu.

La résolution finale du conseil, votée le 20 mars 1977, mélange comme d'habitude les positions maximalistes et les ouvertures politiques. On y rappelle que la question palestinienne est le fondement et la substance du conflit arabo-sioniste. La résolution 242 du Conseil de sécurité ignore le peuple palestinien et ses droits inaliénables. C'est pourquoi le conseil réaffirme qu'il rejette cette résolution et toute action qui serait entreprise sur la base de celle-ci, tant sur le plan arabe qu'international. On réaffirme la détermination à poursuivre la lutte armée, l'opposition de l'OLP à tous les projets défaitistes américains de règlement et à tous les plans de liquidation. Le conseil réaffirme également la détermination de l'OLP à s'opposer et à mettre en échec tout règlement qui se ferait au détriment des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien.

Le point 11 est le plus important. Le CNP

> décide de poursuivre la lutte pour récupérer les droits nationaux du peuple palestinien, et avant tout son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un État national indépendant sur le sol de sa patrie.

On ne donne pas de contenu géographique à ce point.

Le point 15 évoque la participation à la conférence de Genève :

> a) réaffirme le droit de l'OLP à participer, d'une manière indépendante et sur un pied d'égalité, à toutes les conférences, réunions

et efforts internationaux ayant trait à la question palestinienne et au conflit arabo-sioniste en vue de réaliser les droits nationaux non négociables du peuple palestinien reconnus depuis 1974 par l'Assemblée générale des Nations unies, notamment dans la résolution 3236 ;

b) déclare que tout règlement ou accord préjudiciable aux droits du peuple palestinien, conclu en son absence, est nul et non avenu.

Par rapport aux résolutions des conseils précédents, il n'est plus question de la Jordanie et donc du renversement de la monarchie hachémite.

Pour le gouvernement israélien, le fait que ne soit pas non plus indiquée la suppression de l'État d'Israël ne signifie rien, puisque la charte n'a pas été modifiée. Arafat proclame publiquement sa confiance envers le président Carter. Il répond habilement aux questions de la presse internationale : comment ceux qui ne sont pas reconnus pourraient-ils reconnaître ceux qui refusent leur existence ? Tant qu'il n'y a pas d'État palestinien, on ne peut pas discuter de la constitution d'une fédération avec la Jordanie. Les Américains disent que les Palestiniens sont au cœur du problème, mais ils refusent de parler avec eux.

Kaddoumi évoque la possibilité d'ouvrir un dialogue politique avec les États-Unis. Sadate considère que la participation des Palestiniens à la conférence de Genève est indispensable et vitale et que les chances de la paix sont très grandes après les décisions du CNP. L'Égypte tente d'obtenir du Conseil de sécurité un texte déclarant que la création en Palestine d'un foyer national indépendant pour les Palestiniens doit faire partie des conditions d'une paix juste et durable. Cette démarque de la déclaration Balfour prenant au mot le président Carter se heurte à l'opposition résolue des États-Unis.

Dans l'immédiat, les forces de Saad Haddad reprennent l'offensive au Liban-Sud le 30 mars, occupant six villages supplémentaires et provoquant l'exode de leur population. Cette offensive semble liée à la reprise en main du commandement de l'armée libanaise par le président Sarkis[895] qui a éliminé les hommes du Front libanais qui soutenaient discrètement Saad Haddad. Le général Victor Khoury a été désigné comme chef de l'armée et Johny Abdo comme chef des services de

renseignements. Le Fatah réorganise ses forces et lance une contre-attaque le 6 avril, infligeant une sévère défaite à la milice. Haddad est sauvé *in extremis* par une opération de l'armée israélienne. Le terrain perdu est repris, ainsi que Khiam. Les Palestiniens ne vont pas plus loin afin de ne pas provoquer une intervention militaire israélienne. De fait, le gouvernement de Tel-Aviv a multiplié les avertissements marquant qu'il ne tolérerait pas le retour des forces palestiniennes sur la frontière.

Les affrontements se continuent entre Palestiniens pro-syriens et partisans du Front du refus soutenus par l'Irak. Damas accuse l'Irak d'organiser une campagne d'assassinats de personnalités proches du régime de Hafiz al-Assad en Syrie. L'intervention syrienne au Liban a été impopulaire et le régime doit faire face à la fois à l'action des Frères musulmans et à celle des pro-Irakiens qui tentent de déstabiliser le pouvoir par des attentats.

Il est maintenant clair que l'OLP se refuse à appliquer les engagements des sommets de Riyad et du Caire en ce qui concerne le désarmement et qu'elle dispose d'un fort soutien arabe (Égypte, Arabie saoudite, Koweït) en ce sens. L'équilibre arabe implique de ne pas laisser la Syrie prendre le contrôle du mouvement national palestinien et d'établir une sorte de confédération avec les Palestiniens, le Liban et la Jordanie, surtout à la veille de négociations importantes. Au-delà de ce fait, les Arabes et les musulmans ne veulent pas d'une victoire des chrétiens, la résistance leur apparaît comme la milice équilibrant celle du Front libanais.

Si incontestablement l'équipe Sarkis a accompli de nombreux pas en avant dans la réaffirmation de l'État libanais, elle a déjà échoué dans ce qu'il y avait de plus essentiel, le désarmement des milices et de la résistance palestinienne, et la réforme constitutionnelle. Outre la recherche d'une entente nationale qui ne peut être que vaine parce qu'elle est contraire à l'ordre milicien (ou plutôt au désordre milicien), son but est de reconstruire une armée et une gendarmerie (les Forces de sécurité intérieure) capables de peser sur les événements. Mais la partition s'installe dans les faits. Le Front libanais exige que la résistance palestinienne reconnaisse dans la pratique la souveraineté libanaise et prône une « décentralisation » ou une « régionalisation » mal définie du pays. Les musulmans, privés de porte-parole représentatif, s'en tiennent à

réclamer la déconfessionnalisation de la vie politique et administrative sans pouvoir exprimer un programme cohérent de réformes de structure.

Périodiquement, la violence reprend au Liban-Sud où les milices alliées d'Israël dépendent étroitement du soutien de l'artillerie israélienne.

Les rapports des observateurs français de l'ONUST décrivent une situation qualifiée de démentielle896 :

> Ce qui frappe le plus nos observateurs, c'est la démence qui s'est emparée de tout le pays. Des enfants de douze à quatorze ans manipulent sans complexe des armes légères perfectionnées et même des armes lourdes. Suivant leur race ou leur religion, ils se lancent joyeusement dans des opérations suicides ou dans le banditisme de grand chemin, dont les profits leur sont d'ailleurs retirés ensuite par des adultes plus avisés et plus prudents. Un village n'est plus le fief d'un groupe organisé, mais de deux, trois ou quatre alliés aujourd'hui, ennemis demain.

Carter et les Arabes

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe était apparue aux Soviétiques comme leur grande victoire diplomatique. Ils avaient obtenu ce qu'ils demandaient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la reconnaissance des nouvelles frontières établies en Europe (sauf pour les pays Baltes). Ils pouvaient espérer que ce règlement politique conduirait à une diminution de la présence américaine en Europe et conséquemment à une augmentation de leurs capacités d'influence. Mais ils ont dû céder sur la troisième « corbeille » de l'acte final d'Helsinki en 1975, qui comprend la promotion et l'encouragement des différents droits de l'homme. Comme le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États est aussi rappelé, ils ont pu considérer qu'il s'agissait là d'indications purement formelles.

Ils vont rapidement déchanter. Les dissidents des démocraties populaires se saisissent du texte. C'est en janvier 1977, par exemple, que la Charte 77 est rédigée en Tchécoslovaquie.

Le président Carter est le premier homme politique, probablement en raison de sa haute conscience morale, à se saisir de la question des droits

de l’homme de façon sérieuse. C’est à la fois le produit de la crise morale qui suit la fin de la guerre du Vietnam, et qui a largement contribué à son élection, mais aussi celui du basculement, invisible sur le moment, de la période 1975-1980 qui voit l’effacement du paradigme de la libération et du combattant qui dominait depuis le début du siècle et son remplacement par celui des droits de l’homme et de la victime.

Dès les premières semaines de son administration, il fait des droits de l’homme un des grands thèmes de sa politique étrangère, au grand effarement des alliés de l’Amérique, en particulier dans le tiers-monde. L’Union soviétique y voit immédiatement la preuve d’une vaste entreprise de subversion contraire à l’esprit de la détente. Les « réalistes » de type Kissinger dénoncent une grande naïveté. Les néoconservateurs se montrent plus concernés par un réarmement américain qui leur paraît – certainement à tort – comme le déclassement de la puissance militaire américaine par rapport à la soviétique.

Cette nouvelle confrontation s’accompagne d’un différend profond entre les deux superpuissances sur la politique à suivre dans le domaine de la réduction des armements nucléaires. Toujours inspiré par la même conscience morale, Carter prône une réduction massive et concertée des arsenaux nucléaires, allant beaucoup plus loin que ce que le complexe militaro-industriel soviétique est prêt à accepter.

Très vite le Politburo regrette le temps heureux d’Henry Kissinger, dans lequel aucun secrétaire d’État américain n’aurait pensé évoquer la question des droits de l’homme dans le bureau de Brejnev à Moscou comme l’a fait Cyrus Vance au mois de mars 1977[897].

Il en résulte que si l’Union soviétique fait toujours de la réunion de la conférence de Genève sa principale demande, la nouvelle dégradation de la détente n’est pas là pour créer un climat favorable.

Si Carter est un saint, il est aussi un calculateur. Capable d’initiative dans les questions de principe, il se laisse facilement persuader d’être pragmatique par ses collaborateurs directs qui ont une vision plus géopolitique des problèmes.

Jusqu’en avril 1977, le nouveau président n’a jamais rencontré de dirigeants arabes. Le premier à venir à Washington est Sadate le 4 avril.

Contrairement à ce qui s’est passé avec Rabin, une sympathie s’établit rapidement entre les deux hommes. L’Égyptien suit sa technique habituelle : indiquer les concessions qu’il est prêt à faire pour immédiatement demander à l’Américain d’en obtenir autant d’Israël. Il marque qu’il peut y avoir des changements mineurs de frontières en Cisjordanie et des relations entre un État palestinien et la Jordanie, mais se montre intraitable en ce qui concerne la souveraineté de l’Égypte sur le Sinaï et les relations futures entre l’Égypte et Israël qui doivent être en dehors de la négociation. Il se montre peu optimiste en ce qui concerne la conférence de Genève et indique sa préférence pour une paix sous auspices américains. Dans la suite de la discussion, il se montre prêt à céder sur la question de la normalisation des rapports avec Israël.

Les deux hommes voient la situation dans les mêmes termes, des accords substantiels avant Genève et un rôle réduit pour les Soviétiques. Il est manifeste que Sadate sera inflexible sur tout ce qui touche à la souveraineté égyptienne, mais qu’il est prêt à être plus souple pour ce qui concerne les autres Arabes, sans indiquer qu’il serait prêt à faire une paix séparée.

Durant la visite de Rabin aux États-Unis, son épouse s’est rendue dans une banque de Washington pour en retirer 2 000 dollars d’un compte datant de l’époque où son mari était ambassadeur. Or la loi israélienne interdit à des particuliers d’avoir des comptes à l’étranger, sauf autorisation spéciale. Ils ne peuvent disposer que de 450 dollars pour un voyage à l’étranger. Comme elle était accompagnée par des agents de sécurité, la nouvelle s’ébruite. La presse israélienne réussit à prouver l’existence du compte et publie l’information. Rabin se justifie en affirmant que ce compte était resté ouvert pour régler des factures résiduelles. Depuis longtemps, la rumeur non prouvée courait que Rabin s’était enrichi lors de son ambassade en se faisant payer jusqu’à 3 000 dollars pour participer à des bar-mitsva et des mariages. Cela fait plusieurs mois que l’on parle ouvertement de la corruption financière du Parti travailliste, à un moment où le pays connaît une période d’austérité et de difficultés économiques et où le Premier ministre prône l’austérité pour tout le monde.

Une enquête est ouverte. Le 7 avril, Rabin démissionne (juridiquement il n’en a pas le droit, il se met en congé jusqu’à la formation du nouveau gouvernement) et retire sa candidature au poste de chef du gouvernement. Il sera condamné à une amende de 1 600 dollars et sa femme à 27 000 dollars ou une peine de prison. Le couple empruntera l’argent auprès d’amis américains (il restait 10 000 dollars sur le compte litigieux).

Peres remplace Rabin à la tête du gouvernement (plus exactement, il exerce l’intérim de Rabin à la tête du gouvernement intérimaire) et se prépare aux élections dans les plus mauvaises conditions possible.

À Washington, Carter, qui n’a pas gardé un bon souvenir de Rabin, n’est pas mécontent de sa chute, mais il espère une victoire de Peres. On l’attendra dans la capitale américaine au mois de juin, après qu’il aura gagné les élections. Dans les discussions internes du mois d’avril, Vance se montre partisan d’un référendum en Cisjordanie pour déterminer son avenir et Brzezinski d’une acceptation par l’OLP de la résolution 242 avec une réserve concernant la question des réfugiés. Des conditions spécifiques de sécurité seraient définies pour ce territoire.

Le roi Hussein est à son tour à Washington le 25 avril. Il se déclare prêt à participer à toute négociation conduisant au retrait israélien de Jérusalem et de la Cisjordanie. Il propose même de mettre sous tutelle internationale ces territoires, le temps de permettre aux habitants de décider de leur sort. Il faut un plan détaillé avant d’aller à Genève.

Le 9 mai, Carter rencontre Assad à Genève, traitement préférentiel qui agace les autres chefs d’État arabe. Les relations entre les deux hommes sont bonnes. En dehors de son habituel et long discours consacré à l’historique du Moyen-Orient, le Syrien approuve le triptyque de Carter (nature de la paix, définition des frontières, question palestinienne). Contre un retrait total, il accepte la non-belligérance et la constitution de zones démilitarisées, à condition de ne pas remettre en cause la sécurité de sa capitale. À partir de là, les principaux obstacles psychologiques seront levés, mais il ne voit personne en Syrie acceptant de faire du commerce avec Israël (l’essentiel de l’économie est étatisé…). Il refuse de s’engager au nom des Palestiniens mais se déclare prêt à les sonder en ce qui concerne l’acceptation de la résolution 242.

Dans sa conférence de presse, Carter multiplie les appréciations louangeuses à l'égard de son homologue syrien et on parle de rencontre « euphorique ». Il réaffirme la nécessité d'une patrie *(homeland)* pour les Palestiniens.

À cette date, Carter a une bonne vue globale des problèmes. L'idéaliste qu'il est compte sur le désir de paix des populations. Il voit la possibilité d'atténuer les appréhensions israéliennes par une acceptation arabe positive d'Israël. Le retrait israélien sur les lignes du 4 juin avec des altérations mineures est possible en contrepartie de solides garanties de sécurité. Il est d'ailleurs dans la ligne des principales prises de position américaines depuis juin 1967, mais elles ont été surtout exprimées en privé. Il s'avance beaucoup plus en ce qui concerne les Palestiniens, tout en n'ayant pas de vues claires de ce qu'il faut entreprendre.

Il a pu se rendre compte que tous ses interlocuteurs arabes ne font référence à la conférence de Genève que comme un cadre formel. Plus ou moins explicitement, ils ont voulu faire comprendre que ce qui les intéressait vraiment était un plan américain qui serait imposé à Israël et non une conférence qui pourrait rapidement s'enfermer dans de longs conflits de procédure sans résultats tangibles. Le roi Hussein le dit clairement lors de ses différentes interventions publiques aux États-Unis, allant jusqu'à déclarer que les Américains doivent sauver l'État hébreu de lui-même.

Le président américain, sans l'articuler vraiment, est entré dans une logique des « territoires contre la paix » et l'a exprimé publiquement. Il cherche à apaiser les inquiétudes israéliennes, en évoquant les relations spéciales entre son pays et Israël, la nécessité de maintenir la dissuasion israélienne et l'équilibre des armes au Proche-Orient et le rôle d'honnête courtier des États-Unis dans le processus de paix. Les amis d'Israël au Congrès lui ont imposé de classer Israël dans la liste des pays pouvant recevoir les armements américains les plus modernes et éventuellement les coproduire, alors que primitivement cette liste ne concernait que les pays ayant conclu un traité d'alliance avec les États-Unis. Mais Peres, en pleine campagne électorale, reste intransigeant en ce qui concerne la « patrie palestinienne » et les frontières « défendables » d'Israël qui doivent être sur le Jourdain.

Le président américain a redonné à son pays le contrôle du processus diplomatique. Encore faut-il en assumer les conséquences.

Le Likoud au pouvoir

Tous les préparatifs diplomatiques ont eu lieu dans la perspective de la reconduction des travaillistes israéliens au pouvoir. Jusqu'au bout les sondages allaient plutôt dans ce sens, mais avec une marge d'erreur importante. Incontestablement, les petites phrases de Carter et la satisfaction affichée de ses interlocuteurs arabes ont pu jouer en défaveur des travaillistes en inquiétant l'opinion publique israélienne, mais Shimon Peres était crédité de la capacité de traiter habilement avec les Américains sans chercher la confrontation, contrairement à la réputation affichée d'intransigeance de Begin.

Or, aux élections du 17 mai, dans une Knesset de 120 membres, les travaillistes perdent 19 sièges, n'en conservant que 32, le Likoud en a 43 (quatre de plus), le petit parti d'Ariel Sharon 2, le nouveau parti centriste, le Mouvement démocratique pour le changement ou Dash en a 15, et c'est surtout lui qui est la cause du recul des socialistes. Le Parti national religieux a 12 députés dont plusieurs sont proches du Goush Emounim. Les causes de ce revers historique sont d'abord l'usure du pouvoir (le rassemblement des différents partis socialistes en une coalition unique ne doit pas cacher que d'élection en élection leur poids électoral a diminué), le choc retardé de la guerre de 1973, les scandales financiers, les zizanies internes et le combat des chefs. Au-delà de ces explications circonstancielles, il y a l'échec des socialistes à attirer à eux l'électorat séfarade. Le Parti travailliste apparaît ainsi comme le parti de l'élite ashkénaze qui a dirigé le mouvement sioniste depuis sa fondation et a bâti l'État d'Israël.

L'alternance de 1977 est la victoire des marginaux du système politique : les sionistes révisionnistes, les partisans du libéralisme économique, les religieux, les Orientaux, tandis que les travaillistes perdent la majorité dans l'électorat arabe au bénéfice des communistes. Si elle conduit à un durcissement des positions politiques ou au moins à une rhétorique moins habile que celle des travaillistes en ce qui concerne le

conflit avec les Arabes, elle met fin au monolithisme idéologique de la période travailliste.

Sur le plan parlementaire, le PNR refuse de constituer avec le Dash et les travaillistes une nouvelle coalition. Il préfère le Likoud qui lui est beaucoup plus proche aussi bien en matière de questions religieuses que pour la réalisation du Grand Israël. Begin est donc chargé de constituer le nouveau gouvernement. Il multiplie les signes forts en se rendant immédiatement à la colonie d'Eilon More, à proximité de Naplouse, considérée jusque-là comme illégale. Il annonce qu'il y aura de nombreux Eilon More sur la terre d'Israël libérée. Il fait interdire dans l'usage de l'administration et des médias officiels les termes comme Cisjordanie, remplacé par Judée-Samarie, et celui de Palestiniens, définis comme les « Arabes de la terre d'Israël » (donc des étrangers). Il déclare à la presse internationale qu'Israël n'a pas à annexer ce qui lui appartient de droit. Il peut envisager des concessions sur le Golan et le Sinaï, mais non sur la terre d'Israël.

Dès le 20 mai, il demande à Moshe Dayan de quitter le Parti travailliste pour devenir ministre des Affaires étrangères. Après trois jours de réflexion, l'intéressé accepte[898]. Il justifie sa défection par l'espoir de modérer la politique de Begin et d'avancer vers la paix. Mais il y a aussi sa revanche sur son éviction après la guerre d'octobre et le fait qu'il a toujours été partisan d'intégrer de fait la Cisjordanie et Gaza à Israël sans avoir à définir une formule juridique pour cela, en se contentant d'« arrangements fonctionnels ». Il conserve son siège à la Knesset et forme un parti dont il est le seul parlementaire. Il est considéré comme un traître par ses anciens camarades. Le discours de Begin est de constituer un gouvernement d'union nationale, mais en fait il faut établir une nouvelle coalition. En ralliant Sharon, Dayan et les partis religieux, il est assuré d'avoir une faible majorité. De là, il pourra négocier le ralliement du Dash.

La presse du monde arabe rappelle le passé terroriste de Begin et l'intransigeance de ses positions. On se montre pessimiste en ce qui concerne les perspectives de paix et on demande en général aux États-Unis de s'impliquer encore plus dans le dossier pour éviter une nouvelle explosion de violences. Le prince héritier d'Arabie saoudite, Fahd, le dit

ouvertement dans une interview. Il se rend à Washington les 24 et 25 mai. Dans ses entretiens avec les responsables américains, il marque que le désir de paix des Arabes n'a pas changé. Il s'engage à essayer de convaincre l'OLP d'accepter la résolution 242.

La position générale arabe est que la différence entre la gauche et la droite israélienne n'est que rhétorique et que tous les Israéliens mènent la même politique sous des habillages différents. Au moins, Begin parle franchement, contrairement à l'hypocrisie de ses prédécesseurs. Plus il sera provoquant, plus il facilitera une intervention américaine.

L'alternance politique en Israël a été un choc pour une administration Carter qui ne s'y attendait absolument pas. Si l'on se rend compte de la nécessité d'un réexamen de la stratégie à suivre, on ne veut pas croire à la totalité du discours de Begin. Il a pu avoir un usage électoral, l'exercice du pouvoir conduira inévitablement à la modération, ce sont ceux qui ont exprimé les positions les plus radicales qui ont les moyens de faire passer des compromis… Dans l'immédiat, il faut attendre la formation du nouveau gouvernement et sa déclaration de politique. Les conseillers du président considèrent que Carter s'est trop mis en avant sur le dossier et qu'il faut en laisser pour l'instant le traitement public à Vance et au vice-président Mondale.

Le 17 juin, Mondale, cherchant à apaiser les groupes de pression pro-israéliens, fait une déclaration publique qui, si elle reprend les éléments déjà connus de la politique, marque surtout que l'aide militaire à Israël ne sera jamais utilisée comme moyen de pression : s'il y a des différends politiques, ils seront traités politiquement. Il ne peut être question de remettre en cause la sécurité d'Israël. Cela ne suffit pas pour calmer la situation. Les lobbys s'en prennent à Brzezinski, considéré comme pro-arabe, et à son assistant William Quandt, spécialiste des affaires palestiniennes. Les membres juifs de l'administration sont considérés comme trop tièdes et n'étant pas en harmonie avec les vues de la communauté juive américaine. L'Organisation sioniste américaine et l'AIPAC lancent une vigoureuse campagne de protestation à destination du Congrès[899].

Le 20 juin, Begin forme son premier gouvernement de coalition avec les religieux et les indépendants (dont Flatto-Sharon qui s'est fait élire pour

bénéficier d'une immunité). Il dispose de 63 voix sur 120. Le Dash rejoindra un peu plus tard la majorité et entrera au gouvernement. Les anciens généraux ont la place d'honneur : Dayan aux Affaires étrangères, Ezer Weizman à la Défense, Ariel Sharon à l'Agriculture (ce qui comprend la colonisation). Pour la première fois, ceux qui sont nés dans le pays sont majoritaires (7 sur 13). Dans son discours d'investiture, Begin appelle Sadate, le roi Hussein et Assad à le rencontrer soit dans une capitale des pays concernés, soit dans un pays neutre. Tout en se déclarant prêt à aller à Genève, il rappelle le droit historique et éternel du peuple juif sur la Judée-Samarie, terre des ancêtres.

Dayan travaille à rapprocher la majorité et l'opposition en ce qui concerne la Cisjordanie. Les travaillistes annoncent qu'ils sont prêts à un compromis territorial et les autres s'y refusent, mais pour l'instant tous rejettent les exigences d'évacuation totale et les idées américaines de rectifications mineures des frontières de 1967. On n'a pas besoin de se diviser actuellement, il faut attendre le moment où il y aura vraiment des positions inconciliables, c'est-à-dire quand un État arabe acceptera l'un des plans israéliens.

Le programme affiché est une « vie en commun » entre Israéliens et Arabes sur une terre qui serait sans souveraineté proclamée, mais où les Israéliens auraient le pouvoir d'administration et donc de gestion des ressources naturelles et des droits de propriété.

La réponse américaine est presque immédiate, à l'instigation de Brzezinski, partisan d'une politique de fermeté. Il faut éviter de laisser à Begin la possibilité d'imposer son interprétation de la résolution 242 qui exclurait la Cisjordanie. Elle prend la forme d'une déclaration du Département d'État, le 27 juin 1977, répondant aux critiques des amis d'Israël au Sénat. La politique des États-Unis est fondée sur la résolution 242 qui implique des compromis difficiles aux parties en présence. On ne demande pas des concessions unilatérales. La normalisation des relations et la prise en compte du dossier palestinien comptent autant que les garanties de sécurité.

Selon la résolution, Israël doit clairement se retirer des territoires occupés, ce qui signifie les trois régions en jeu, le Sinaï, le Golan, la Cisjordanie et Gaza. Le contour précis des frontières et les arrangements

de sécurité doivent être déterminés dans les négociations. Aucune condition préalable ne peut être imposée par une des parties, ce qui signifie qu'aucun territoire, y compris la Cisjordanie, ne doit être automatiquement exclu des éléments de la négociation. Une telle exclusion serait en contradiction avec le principe de négociations sans condition préalable. Elle ne serait pas conforme non plus à l'esprit de la résolution 242 qui doit constituer le cadre de ces négociations900.

Cette déclaration provoque un tollé de protestations en Israël et des appréciations positives dans le monde arabe. Devant les manifestations des groupes de pression pro-israéliens, Carter reçoit à la Maison-Blanche les représentants de la communauté juive américaine pour monter qu'il est à leur écoute. Il réaffirme son engagement pour la sécurité d'Israël ; la paix devra comprendre une pleine normalisation des relations. La patrie palestinienne peut faire partie de la Jordanie, elle ne constitue pas nécessairement un État palestinien, perspective à laquelle il n'est pas favorable.

Deux jours après, le 29 juin, les neuf chefs d'État et de gouvernements de la Communauté européenne font une déclaration commune qui est plus précise puisque l'on y rappelle l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et la nécessité d'une patrie palestinienne :

> Les Neuf sont convaincus qu'une solution du conflit au Proche-Orient ne sera possible que si le droit légitime du peuple palestinien à donner une expression effective à son identité nationale se trouve traduit dans la réalité en tenant compte de la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien.

Ils mettent l'accent sur la nécessité d'une reconnaissance réciproque :

> Israël doit être prêt à reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien. De même la partie arabe doit être prête à reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Du côté israélien, on répond que la CEE n'a pas de rôle à jouer dans la recherche d'une solution au conflit.

Assad conclut de tous ces développements que la réunion de la conférence de Genève est peu probable. L'Égypte s'est trop éloignée de l'Union soviétique et s'est trop rapprochée des États-Unis. Le président

syrien envisage un nouveau Front du refus regroupant l'Irak, la Libye et l'Algérie avec la Syrie comme centre. Comme les Israéliens n'évacueront pas le Golan, il faut impérativement éviter de la part des Égyptiens et des Palestiniens toute action séparée qui se ferait à l'encontre des intérêts vitaux de la Syrie. Sa stratégie se fait donc au nom de l'unité d'action arabe qui passe par la constitution d'une délégation arabe unifiée dans les négociations à venir, donnant ainsi à Damas un droit de veto sur les mouvements des Égyptiens et des Syriens.

Au Liban-Sud, l'une des premières décisions du gouvernement de Begin à la fin juin est de bombarder la ville importante de Nabatiyé, faisant plusieurs dizaines de milliers de réfugiés. Puis un calme précaire s'installe.

Begin, les Américains et les Arabes

Dès la fin-mai 1977, il a été convenu que Begin se rendrait aux États-Unis à la mi-juillet. Sous la direction de Vance, le Département d'État se lance dans une étude systématique des différentes options possibles. On s'en tient fermement au principe de rectification mineure des frontières. La représentation palestinienne devrait se faire à l'intérieur d'une délégation arabe unique. La question essentielle est : comment passer de l'ambiguïté des formulations diplomatiques, dont le modèle reste la résolution 242, à des propositions concrètes ? La réaction offensive des groupes de pression pro-israéliens conduit à abandonner la voie de la diplomatie publique pour en revenir aux huis clos des entretiens avec les responsables politiques. Le 12 juillet, dans une conférence de presse, Carter insiste sur le fait qu'il ne fixe pas de conditions préalables. Il se montre plus réservé sur le dossier de la patrie palestinienne, semblant revenir à une sorte d'option jordanienne.

Begin n'est pas seulement un idéologue aux thèses radicales, c'est aussi un remarquable manœuvrier et un redoutable négociateur. Contrairement à la décontraction et au franc-parler de ses prédécesseurs travaillistes, il affecte un comportement courtois et se montre extrêmement attaché aux procédures formelles. Il est ainsi toujours en costume-cravate et non en débraillé. De formation juridique, il se caractérise aussi par une sorte de

pédanterie en matière légale. Dans l'ensemble, il se comporte bien plus comme un natif d'Europe centrale que comme un pionnier.

Sa rhétorique nationaliste est depuis toujours inspirée par une vision catastrophique de l'histoire du peuple juif. Il a perdu la plus grande partie de sa famille dans la Shoah, et les Arabes, ou au moins les « prétendus » Palestiniens, lui apparaissent comme les continuateurs des nazis. D'ailleurs, la Palestine n'existe pas. C'est une distorsion de l'Histoire, une arme contre le peuple juif et ses droits. Un État palestinien serait la poursuite de la Shoah. Il prend la défense des chrétiens du Liban menacés d'extermination. Il parle à ce moment-là de ceux du Liban-Sud sous protection israélienne.

Dès les premiers entretiens, le 19 juillet 1977, il expose ses vues procédurières. La conférence de Genève ne tiendrait qu'une session plénière d'ouverture suivie de la constitution de commissions mixtes où se dérouleraient les véritables négociations. Une fois les traités prêts, on referait une session plénière. Il s'agit bien de donner une couverture internationale à des négociations d'État à État. Il peut y avoir des Palestiniens dans la délégation jordanienne, mais ils ne doivent pas appartenir à l'OLP.

Il se montre en apparence souple face aux positions américaines, préférant ne pas répondre plutôt que de marquer son opposition à ce qui lui déplaît. Il renvoie alors à la nécessité de consulter son gouvernement. Il en est ainsi quand Vance évoque une entité palestinienne qui serait démilitarisée et qui vivrait en symbiose avec Israël.

Carter se montre très conciliant pour cette prise de contact. Il demande un gel de la colonisation, au moins jusqu'à l'ouverture de la conférence de Genève. Begin évoque la poursuite des engagements de ses prédécesseurs. En matière de retrait, il marque qu'il est prêt à en faire d'importants dans le Sinaï, mais qu'il n'en est pas question pour Gaza, la Cisjordanie et le Golan. Néanmoins, les Américains restent optimistes, les positions de Begin leur apparaissant plutôt comme celles d'un début de marchandage que comme des points d'arrêt inébranlables. Certes, il a exprimé son opposition formelle à toute souveraineté étrangère sur la terre d'Israël et Gaza, mais il a aussi accepté la présence de Palestiniens dans la délégation jordanienne, marquant que l'on n'irait pas chercher dans leurs poches s'ils

ont la carte de l'OLP. De même, il a laissé dire que l'on pourrait les laisser évoquer la question de Jérusalem et du retrait de Cisjordanie. Dans ses déclarations publiques, il a éludé les questions difficiles, donnant ainsi une apparence d'ouverture. Il n'en reste pas moins que, si l'on a progressé sur les questions de procédure, aucune avancée n'a eu lieu sur les problèmes de fond.

Begin profite de son séjour pour faire le tour des communautés juives américaines. Il réussit à rallier à la nouvelle politique israélienne les Juifs américains d'abord réticents parce que habitués aux travaillistes.

Dès son retour à Jérusalem, le gouvernement israélien légalise les implantations jusque-là considérées comme illégales par ses prédécesseurs (26 juillet 1977). L'administration Carter découvre alors l'une des méthodes de Begin, l'utilisation systématique de l'imprécision du vocabulaire de ses interlocuteurs pour trouver la faille afin de faire avancer ses projets. Autrement dit, il utilise la lettre pour aller contre l'esprit. La réaction immédiate du Département d'État est de dire que les implantations israéliennes dans les territoires sont illégales et constituent des « obstacles à la paix ».

Carter pense qu'il faut faire bouger les choses en obtenant de l'OLP qu'elle accepte la résolution 242, préalable à l'ouverture d'un dialogue avec les États-Unis et à la participation à la conférence de Genève. Il est prisonnier de l'engagement pris à Sinaï II. Kissinger, bon politique, en avait une interprétation souple : si les Palestiniens se montraient constructifs, alors les États-Unis pourraient leur parler directement en en informant préalablement les Israéliens. Vance, juriste de formation, considère que les Palestiniens doivent faire une déclaration compatible avec l'accord Sinaï II avant toute ouverture des discussions[901].

Il faut passer par des intermédiaires. On sonde dans ce sens les gouvernements arabes, s'impliquant ainsi dans le jeu complexe des relations interarabes, en particulier l'opposition croissante entre la Syrie et l'Égypte. Il faudra du temps aux Américains pour comprendre que le message n'est pas nécessairement transmis à Arafat et que ce dernier ne le communique pas obligatoirement aux cercles dirigeants de la résistance. De fait, les pro-Syriens, sur instructions de Damas, s'opposent à l'acceptation de la résolution 242, même avec réserves, parce que

justement cela pourrait conduire à une délégation palestinienne séparée à Genève. De surcroît, le chef de l'OLP n'est pas prêt à céder sur l'essentiel sans aucune contrepartie tangible. Le message en retour est que l'OLP ne peut bouger sans un engagement ferme des Américains en faveur du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

La prise de décision palestinienne doit être comprise dans le contexte libanais. La Syrie tente de renforcer son contrôle des Palestiniens en se faisant le champion de l'application de l'accord du Caire de 1969. Elle approuve le 20 juillet la conclusion de l'accord de Chtaura entre l'OLP et le gouvernement libanais, qui prévoit le retrait des armes lourdes des camps et des agglomérations urbaines ainsi que le retour de l'armée libanaise au Sud. Dès le 22 juillet, l'OLP proclame un cessez-le-feu unilatéral dans le Sud. Des gestes symboliques ont lieu dans ce sens au mois d'août tandis que l'OLP et la Syrie amorcent un rapprochement politique, contrepartie positive de l'accord pour les Palestiniens. Cela inquiète le Front libanais, qui refuse un désarmement parallèle. Du coup, la résistance palestinienne s'en sert pour ne pas désarmer dans le Sud et le Front libanais proclame son opposition à l'accord de Chtaura.

Le blocage libanais est bien là. Indépendamment des autres facteurs, personne ne peut accepter de désarmer, car cela risquerait de remettre en cause la sécurité des membres du groupe auquel on appartient (les massacres de 1975-1976 sont dans la mémoire de tous). Il faudrait un pouvoir central fort pour assurer cette sécurité sans avoir recours aux milices palestiniennes ou libanaises, mais ces dernières s'opposent énergiquement à l'émergence d'un tel pouvoir qui mettrait fin aux leurs. Dès lors, l'on ne peut pas désarmer…

Carter a fait savoir à Sadate que Begin était prêt à accepter « des retraits substantiels dans le Sinaï ». Involontairement, il lui donne l'encouragement à ouvrir un canal secret de communication avec les Israéliens qui passe par l'intermédiaire du roi Hassan du Maroc et du président roumain Ceausescu. Des contacts existaient déjà au niveau des services de renseignements et les Israéliens avaient informé les Égyptiens de la préparation d'un coup d'État contre Sadate organisé en sous-main par la Libye. En Égypte, un groupe islamiste alors inconnu, *takfir w-al-hijra*, enlève et assassine au début juillet le ministre des Waqf (Affaires

religieuses musulmanes)902. Il s'agit du premier passage à l'action armée de ce type de groupe. La presse égyptienne accuse un État du Front du refus, qui n'est autre que la Libye, d'avoir entretenu des contacts avec ce groupe. Sadate a déjà fait porter la responsabilité des émeutes de janvier sur ce même pays. Le régime applique une dure répression policière mais joue aussi la carte de l'islamisation du droit et de la société. En même temps, le parti unique est dissous et des partis sont autorisés à condition de rester sous un strict contrôle du pouvoir.

Il y aussi d'autres contentieux, en particulier les affaires tchadiennes. La Libye, qui achète massivement des armes soviétiques, s'est fait le détracteur virulent du régime de Sadate. Ce dernier, dans ses discours, met sur le même plan l'Union soviétique et la Libye comme ennemis de l'Égypte. Il est décidé à donner une leçon à Kadhafi en lançant une série d'opérations militaires en territoire libyen (21-25 juillet). Cette mini-guerre où chacun se proclame victorieux marque bien la désunion du monde arabe, même si Arafat tente de s'imposer comme médiateur.

Le 28 juillet parvient en Israël le premier message de Sadate transmis par l'intermédiaire de l'antenne du Mossad au Maroc. Il s'ensuit une première rencontre secrète au palais royal marocain d'Ifran. Un mois plus tard, Begin se rend en visite officielle en Roumanie et Ceausescu lui confirme le sérieux des intentions de Sadate en matière de paix. Begin demande au Roumain de faire savoir à Sadate qu'il voudrait le rencontrer secrètement ou publiquement. Cela pourrait avoir lieu en Roumanie.

Les Palestiniens et la résolution 242

L'étape suivante est la tournée du secrétaire d'État au Moyen-Orient avec pour instruction de préparer la conférence de Genève. L'élément essentiel est la participation des Palestiniens. Si l'OLP accepte la résolution 242 avec une réserve sur la question des réfugiés, ce qui est considéré comme une reconnaissance du droit d'Israël à exister, on pourra entamer un dialogue avec la centrale palestinienne.

La stratégie de Carter n'est plus d'arriver à des résultats tangibles avant Genève, mais de faire de la conférence le cadre des négociations puisque

l'attitude de Begin interdit d'espérer tout progrès tangible avant sa réunion. Cela ne convient pas à Sadate, qui est le premier à recevoir Vance, le 1er août, à Alexandrie. L'Égyptien rejette l'idée d'inclure les Palestiniens dans la délégation jordanienne ou dans une délégation arabe unique et propose de les intégrer dans celle de la Ligue des États arabes qui serait invitée à participer aux débats. Il ne veut pas dépendre des Jordaniens ou des Syriens et souhaite conserver sa totale liberté d'action. Il propose la constitution de « groupes de travail » destinés à préparer la conférence. Il fait comprendre qu'il est prêt à conclure un traité de paix et fournit même un avant-projet d'accord. Les Américains ne comprennent pas qu'il est de plus en plus méfiant sur les possibilités d'arriver à une solution globale et qu'il s'oriente, comme à l'époque de Kissinger, vers des négociations séparées avec Israël. L'Égypte d'abord, les autres ensuite.

Les discussions en Jordanie et en Syrie n'apportent rien de nouveau. Assad refuse tout groupe de travail et s'en tient à la délégation arabe unique. L'Arabie saoudite se fait l'intermédiaire avec l'OLP. On discute de la formule d'acceptation de la résolution 242 contre le dialogue et la participation à Genève. Pour faciliter l'action de son secrétaire d'État, Carter fait une déclaration publique dans ce sens le 8 août. De ce fait, la rencontre avec Begin, le 9 août, est particulièrement froide. Le Premier ministre assimile tout dialogue avec l'OLP à la politique d'apaisement de Chamberlain. Si elle est présente à Genève, Israël n'y participera pas. On acceptera, à la rigueur, des Palestiniens non membres de l'OLP dans la délégation jordanienne. Pour la première fois, Begin évoque son idée d'« une pleine autonomie culturelle » à proposer « aux voisins arabes de Gaza et de Judée-Samarie » avec la possibilité de demander la pleine citoyenneté israélienne. Cela implique que l'on est prêt à ne leur reconnaître que des droits individuels et aucun droit collectif. La presse internationale synthétise la position de Begin sous la forme des trois non analogues à ceux des Arabes à Khartoum : pas de négociation impliquant l'OLP, pas de retour aux lignes du 4 juin 1967, pas de souveraineté étrangère sur la Cisjordanie et Gaza.

Vance, lui, se montre partisan d'une mise sous tutelle des territoires occupés pendant une période transitoire, de façon à ce que les Palestiniens puissent démontrer qu'ils sont capables de se gouverner eux-mêmes sans

porter atteinte à la sécurité israélienne. Il voit comme coadministrateurs la Jordanie et Israël et semble ne pas comprendre que l'OLP refuse de confier son destin à ses deux pires ennemis. Si les Palestiniens envoient des messages brouillés aux Américains, ces derniers en font largement de même. De surcroît, la Jordanie encourage ses partisans en Cisjordanie à rejeter la représentativité de l'OLP.

Avant de rentrer à Washington, Vance revient en Égypte faire le bilan de sa tournée. Sadate veut savoir si Begin désire vraiment la paix et si son choix d'une ligne dure est tactique ou stratégique. Il ne se montre pas pressé d'aller à Genève. Il marque qu'une fois que l'Égypte aura signé, la Syrie sera bien forcée de suivre. Vance repasse ensuite en Jordanie et en Syrie. Il propose à tous de proposer un avant-projet de traité. La Syrie est résolument contre un protectorat de l'ONU avec participation israélienne sur les territoires occupés.

Les Américains craignent une action militaire israélienne au Liban-Sud contre l'OLP afin de l'éliminer de la scène politique. L'accord de Chtaura prévoit le retrait des milices chrétiennes et musulmanes de la zone frontalière et l'installation d'unités de l'armée régulière libanaise. C'est tout aussi inacceptable pour les Israéliens que pour les Palestiniens. Le 8 août, Begin a reconnu publiquement que l'artillerie israélienne soutenait les milices chrétiennes. Le 14 août, Carter adresse à Begin une note ferme exprimant une claire opposition américaine à une intervention israélienne au Liban. Le 16 août, Begin lui répond qu'il n'agira qu'après consultation des États-Unis.

À la fin du mois, Le Front libanais durcit le ton et exige la « répartition des réfugiés palestiniens dans tous les pays arabes », c'est-à-dire leur expulsion du Liban. De plus, l'armée libanaise rénovée ne dispose encore que de quelques centaines de soldats, et donc le détachement qu'elle peut envoyer n'est que symbolique. Pour pouvoir pénétrer dans le Sud, il faudrait avoir l'accord des milices chrétiennes et palestiniennes.

Le gouvernement libanais tente d'obtenir de la part des Américains l'engagement israélien de ne pas s'opposer au déploiement de l'armée libanaise au sud, mais les Américains veulent d'abord avoir le contenu exact de l'accord de Chtaura et ne sont en fait pas très sûrs d'obtenir des Israéliens un tel engagement. Pour la Syrie et les Palestiniens, il s'agit de

tester les capacités réelles des Américains à exercer une influence sur Israël.

Le 17 août, le gouvernement israélien annonce la création de trois nouvelles implantations en Cisjordanie. Le 18, Carter adresse à Begin un message oral transmis par l'ambassadeur des États-Unis. Les implantations sont illégales et constituent des obstacles aux négociations. Si les Israéliens continuent d'en créer, les États-Unis pourraient difficilement continuer d'affirmer publiquement leurs positions sur les frontières de 1967 avec des modifications minimes.

Dans la perspective de la conférence de Genève, la Jordanie a relancé son action en Cisjordanie. La ligne officielle du gouvernement d'Amman est de faire la distinction entre l'OLP et le peuple palestinien. S'il y a, comme le proposent les Américains, un référendum en Cisjordanie, la centrale pourrait bien le perdre… L'OLP réplique en accusant la Jordanie de soutenir la « bande de traîtres » qui conteste sa représentativité.

Comme toujours, la monarchie hachémite se trouve prise entre Israël et les Palestiniens. Elle prend très au sérieux les Israéliens qui, comme Sharon, prônent que « la Jordanie est la Palestine ». Le 22 août, un nouvel entretien secret entre le roi Hussein et Moshe Dayan a lieu à Londres, plus pour la forme que pour autre chose. Dayan interroge le roi sur un éventuel partage de la Cisjordanie entre Israël et la Jordanie, projet dont il est par ailleurs un ferme opposant. Le monarque lui répond qu'en tant que roi arabe il lui est impossible de proposer aux gens, même d'un seul village, d'être coupés de leurs frères arabes et de devenir israéliens. Il serait accusé par tous d'être un traître. Pour le gouvernement du Likoud, c'est la confirmation qu'il n'existe aucune option jordanienne, même pour une co-administration.

Le 26 août, le comité central de l'OLP rejette la résolution 242 et évoque à sa place la résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU qui reconnaît le droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale du peuple palestinien. Le vote a eu lieu à l'unanimité des quarante membres présents. L'offre américaine est considérée comme trop faible, la présence à Genève n'étant pas même garantie. Néanmoins, on décide de tenir un nouveau comité central dans un mois pour réexaminer la situation. Assad se montre brusquement plus conciliant dans un entretien accordé au *New*

York Times, le 26 août, en proposant que ce soit la Ligue des États arabes à Genève qui représente les Palestiniens à Genève du moment que leurs droits seraient garantis – les droits des Palestiniens sont plus importants que leur représentation. Surprise, l'OLP répond qu'elle doit participer sur un plan d'égalité avec les autres délégations. Begin, lui, rejette la présence de la Ligue des États arabes « qui n'est pas un État ». En ce qui concerne la paix, Assad reste intransigeant. La Syrie n'ira pas plus loin que la fin de l'état de belligérance, se voir imposer des relations contre son gré avec l'État hébreu serait une atteinte intolérable à sa souveraineté : « Qu'Israël existe est une chose, et qu'on nous propose de reconnaître son existence en est une autre. »

De toute façon, le président syrien ne croit pas à la volonté de paix d'Israël : « Israël invoque la paix, mais pour donner à la paix un visage fort différent de la paix. » L'image qu'il en donne représente la soumission des Arabes à sa volonté.

> Israël établit des colonies et veut conserver la Cisjordanie. Dans le meilleur des cas, il désire maintenir sa domination militaire sur la Cisjordanie, sur la bande de Gaza et sur une partie des territoires syriens et égyptiens. Il veut avec cela parvenir à un accord qu'il appelle paix ! Où est l'intérêt arabe dans une telle paix et comment peuvent-ils appeler cela une paix ?

Signe incontestable du durcissement syrien, la Sa‘iqa lance une campagne contre certains États arabes accusés de collaborer avec les États-Unis et de vouloir forcer l'OLP à accepter la résolution 242.

Pour marquer le consensus israélien, Begin fait passer par le Dash une motion à la Knesset rejetant l'OLP comme interlocuteur d'Israël dans toute négociation de paix au Moyen-Orient. Le vote est adopté au début de septembre par 92 voix contre 4. Ariel Sharon fait une déclaration fracassante évoquant l'installation de deux millions de Juifs dans les territoires occupés dans les deux décennies à venir.

Le 6 septembre, les États-Unis ont envoyé un émissaire « privé » à Arafat pour le pousser à faire accepter la 242 par l'OLP. Les rencontres ont lieu les 9 et 11 septembre à Beyrouth. Arafat demande des éclaircissements sur la confusion des messages envoyés. Ce qui a été

transmis par les Égyptiens est contraire à ce qui a été indiqué par les Saoudiens tandis que publiquement Vance a avancé la mise sous tutelle des territoires. Maintenant qu'il a une information plus claire, il va travailler à une nouvelle formulation concernant la 242.

Le 13 septembre, le Département d'État rend publique la position américaine. Le statut des Palestiniens est un élément essentiel de la paix que l'on ne peut mettre de côté. Pour que la paix soit durable, il faut qu'elle soit soutenue par les Palestiniens, donc qu'ils soient impliqués dans le processus de paix. Pour que la question palestinienne soit résolue, il faut que leurs représentants soient à Genève903.

Coïncidence curieuse, le jour même, l'artillerie israélienne reprend le bombardement de Nabatiyé, contrairement à l'engagement pris par Begin envers Carter. Puis, le 16 septembre, les milices chrétiennes repartent à l'offensive avec cette fois la participation directe de blindés israéliens. De l'avis des observateurs français de l'ONUST904 :

> Quant aux motifs de cette reprise des affrontements, il semblerait qu'Israël appuie à fond les chrétiens pour mettre en échec l'accord de Chtaura, conserver son glacis protecteur composé d'ailleurs des villages libanais qu'ils avaient conquis en 1948 et rendus au Liban lors des accords de Rhodes. Tout se passe comme si Israël voulait ranimer le front libanais avant l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies et s'en servir auprès de l'opinion publique américaine pour justifier son opposition à la reprise de la conférence de Genève avant la fin de la session de l'ONU, qui posera le problème de la représentation palestinienne, et aussi torpiller le retour problématique d'une force armée libanaise encore dans les limbes sur sa frontière.

Les tirs israéliens allant jusqu'à 30 kilomètres de la frontière, les troupes syriennes se trouvent atteintes. La position de Damas est de ne pas tomber dans le piège que lui tend Israël en choisissant le lieu et le moment du combat.

Les Américains protestent. Carter se saisit du fait que la présence de transports de troupes blindés de fabrication américaine au Liban-Sud est contraire à la loi américaine sur les exportations d'armements, qui ne peuvent être utilisés qu'à des fins d'autodéfense, pour indiquer qu'Israël

viole ses engagements. Les Israéliens répondent que c'est faux et que les véhicules en question ont été retirés, mais les services de renseignements américains ont la preuve de la mauvaise foi israélienne. Cela met Carter en colère et, le 24 septembre, il menace Begin d'en informer le Congrès. Cette fois, Begin cède gracieusement et accepte un cessez-le-feu qui démontre l'inexistence de la marge d'indépendance de la milice de Saad Haddad. Comme aucune des parties n'accepte de proclamer un tel cessez-le-feu, un communiqué officiel libanais le 26 septembre annonce que les combats se sont arrêtés. En fait, Begin a déjà obtenu ce qu'il cherchait.

Le comité central de l'OLP s'est réuni le 20 septembre à Damas905. Arafat se montre partisan d'accepter la proposition américaine dans le cadre défini par la déclaration du 12 septembre. Il s'ensuit un débat long et orageux. Arafat se serait même blessé en frappant du poing sur une table en verre. Il ne réussit pas à réunir une majorité. Comme l'exprime l'un des opposants, quelle crédibilité accorder aux États-Unis, qui sont incapables de persuader Israël d'accepter 700 soldats libanais au Liban-Sud, quand il s'agira d'obtenir l'évacuation de la Cisjordanie et du Golan ?

L'impasse de Genève

Le conseil de la Ligue des États arabes, qui se tient au Caire au début de septembre, marque l'ampleur des divergences. Assez clairement, la Syrie considère qu'il n'y a plus rien à espérer, au moins pour elle, du processus en cours et milite pour une attitude arabe maximaliste. L'Égypte la considère comme « démagogique » et « irréaliste ». On arrive finalement à un compromis avec l'Égypte. Le document mentionne la création par Israël de nouvelles implantations et appelle tous les pays à interdire l'émigration vers les « territoires palestiniens et arabes occupés », ce qui implicitement fait la distinction avec Israël dans les limites du 4 juin 1967.

Parallèlement, les Israéliens transmettent à Washington leur projet de traité. Il est très détaillé sur ce que l'on attend des Arabes, mais peu sur les retraits israéliens ou sur les implantations, passées sous silence. Les positions israéliennes sont manifestement maximalistes. Carter presse la Syrie de préciser ses demandes. Assad répond, le 12 septembre, en

énumérant ses positions bien connues, mais au moins il semble rester dans le processus.

Ce dernier, maintenant, s'établit sur trois niveaux non sans créer une certaine confusion. Il y a les déclarations publiques, généralement sous les formes les plus intransigeantes. Ensuite, on trouve la centralisation, autour des Américains, des positions des uns et des autres. Si elles peuvent apparaître comme irréalistes, elles ont d'abord le mérite d'exister et de pouvoir être confrontées les unes aux autres, ce qui permettra de définir ce sur quoi il faudra négocier pour arriver à des compromis. À Washington, on les considère comme des points de départ aussi bien sur les procédures que sur le fond des dossiers. Enfin, le troisième niveau est celui de la négociation secrète sans en informer les Américains. L'entretien entre le roi Hussein et Moshe Dayan n'a rien donné, comme on pouvait s'y attendre. La piste marocaine se révèle plus sérieuse.

Le 4 septembre, Dayan s'est rendu secrètement au Maroc pour s'entretenir avec Hassan II. Il lui demande d'organiser une rencontre avec un émissaire égyptien de haut rang. Le 9 septembre, par le même canal, Le Caire donne son accord : soit une entrevue entre Begin et Sadate, soit entre Dayan et le vice-Premier ministre égyptien, Hassan Tuhami. On s'accorde sur la seconde proposition. Devant se rendre en Europe, avant d'aller à Washington, Dayan fera un discret détour par le Maroc.

La rencontre a lieu dans la nuit du 16 au 17 septembre906. L'envoyé égyptien s'exprime fermement sur la nécessité d'un retrait de tous les territoires, les États arabes pouvant prendre en charge les territoires palestiniens, mais il fait aussi bien comprendre que Sadate veut négocier. Dayan répond qu'il ne peut pas prendre un tel engagement qui doit avoir l'approbation du gouvernement et de la Knesset, mais que l'on peut s'engager à discuter de la totalité de ces questions. Il laisse entendre que la priorité israélienne est la démilitarisation du Sinaï, ce qui s'accommode de la restauration de la souveraineté égyptienne. Une présence israélienne pourrait demeurer dans ce cadre. Begin a confiance dans la volonté de Sadate d'arriver à un accord de paix. Il ne pourra y avoir de décision israélienne sans vote de la Knesset. En conclusion, on transmettra le contenu de l'entretien aux intéressés et, s'ils sont d'accord, on procédera à une seconde rencontre de même type. La disparition de Dayan n'est pas

passée inaperçue et la presse internationale spécule sur la tenue d'entretiens secrets quelque part en Europe907.

Le 19 septembre, Dayan est à Washington. Il rapporte à Vance l'entrevue du Maroc. À ce moment-là, pour tous, il ne s'agit que d'une manœuvre préparatoire à Genève et non de l'amorce d'une négociation séparée. Sadate a d'ailleurs fait savoir aux Américains qu'il n'y a malheureusement rien de nouveau dans les propos tenus par Dayan.

On discute de l'avant-projet israélien. Dayan est partisan de la séparation entre la question de la souveraineté et celle du contenu de la paix. Autrement dit, on pourrait envisager la restauration de la souveraineté égyptienne sur le Sinaï avec le maintien des forces israéliennes à des points clés ainsi que celui des implantations israéliennes en territoire égyptien. En ce qui concerne les Palestiniens, Dayan évoque une autonomie qui garantirait les intérêts des deux parties.

La rencontre avec Carter et le vice-président Mondale est houleuse. Les Américains marquent leur mécontentement en ce qui concerne le Liban, les implantations et la place des Palestiniens dans la négociation. Dans ces trois domaines, les Israéliens n'ont pas tenu parole et ce sont les Arabes qui se montrent les plus souples. L'atmosphère est assez tendue, chacun restant sur ses positions. On progresse néanmoins sur les questions de procédure, Dayan se montrant apparemment plus accommodant que Begin sur un certain nombre de points. Le ministre des Affaires étrangères israélien reste quelques jours aux États-Unis et ne dissimule pas à la presse et aux communautés juives qu'il existe de vrais différends entre son gouvernement et l'administration Carter.

C'est ensuite à Ismaïl Fahmy, le ministre égyptien des Affaires étrangères, d'être reçu à Washington le 21 septembre908. L'Égyptien insiste sur la nécessité d'une invitation aux Palestiniens de participer à Genève. S'ils refusent de venir, ce sera de leur faute, et l'Égypte aura toute liberté d'action de signer un traité avec Israël. Carter est surtout là pour marquer la limite de sa marge d'action. Il ne peut pas imposer un règlement. Il doit tenir compte de la communauté juive américaine, du Congrès et de son opinion publique. Le message que Fahmy transmet à Sadate est clair : pour Carter, selon ses propres mots, exercer des pressions sur Israël serait un « suicide politique ». Les Américains n'ont pas 99 %

des cartes pour imposer la paix, contrairement à l'expression favorite de Sadate.

Le 28 septembre, c'est le tour de Khaddam. Carter lui explique la position américaine. Des membres de l'OLP pourront être à Genève dans la délégation arabe à condition d'être des personnes de second rang *(not be well known or famous)*. Le ministre syrien demande un droit de veto de son pays sur un accord séparé égypto-israélien, le président lui répond à juste titre que c'est aux Arabes de gérer leur démarche collective. Si la Syrie est mécontente, elle pourra toujours se retirer de la négociation. Il confirme ainsi les pires appréhensions de Damas.

Assez clairement du point de vue de Washington, Égyptiens et Israéliens sont prêts à travailler ensemble dans le cadre défini par Genève alors que Syriens et Palestiniens sont en situation de blocage puisque Israël n'a rien à leur proposer de convaincant. Il faut éviter ce qui pourrait apparaître comme un Sinaï III alors que l'on n'a plus d'espoir de progrès tangibles avant la réunion de la conférence. On évoque donc aux premiers une négociation bilatérale et aux autres une négociation globale. L'essentiel est de créer une dynamique de la négociation qui s'imposerait à tous. On profite de la tenue à New York de l'Assemblée générale de l'ONU pour d'ultimes concertations avec les intéressés.

Il faut aussi impliquer les Soviétiques puisqu'ils sont puissance co-invitante à Genève et qu'ils pourraient créer des troubles s'ils étaient totalement tenus à l'écart. On discute parallèlement avec Moscou, qui fait savoir que l'Union soviétique est prête à reprendre ses relations diplomatiques avec Israël le jour de l'ouverture de la conférence. Une délégation soviétique, dirigée par Evgueni Primakov, est venue secrètement en Israël porter le message, le 15 septembre 1977[909]. Begin lui a répondu que si le but du voyage était de convaincre Israël d'accepter la participation de l'OLP à la conférence de Genève, la réponse était non, à cause des crimes de cette organisation. De plus, il n'y aura pas de rapprochement entre les deux pays tant que les Juifs d'Union soviétique n'auront pas une pleine liberté d'émigration.

Diplomates américains et soviétiques discutent mot à mot ce qui doit devenir la lettre d'invitation à Genève. Il faut arriver à un texte

suffisamment engageant pour permettre la venue à Genève des Syriens et des Palestiniens.

La déclaration américano-soviétique est rendue publique le 1er octobre. Comme il est d'usage, le texte se veut équilibré en prenant en compte les demandes des deux camps. Le règlement doit être global, intégrant toutes les parties et toutes les questions : retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du conflit de juin 1967, résolution de la question palestinienne comprenant l'application des droits légitimes du peuple palestinien, fin de l'état de guerre et établissement de relations pacifiques normales sur la base de la reconnaissance mutuelle des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique[910]. On retrouve l'idée de garanties internationales, de zones démilitarisées et de troupes ou d'observateurs de l'ONU. Les représentants de toutes les parties impliquées dans le conflit doivent être présents, y compris ceux du peuple palestinien. La conférence se tiendra au plus tard en décembre 1977.

On est ainsi arrivé à un quasi-consensus qui entérine les progrès enregistrés depuis les conversations à quatre et à deux de 1969-1970. L'avancée essentielle est l'utilisation par les États-Unis de l'expression « peuple palestinien » et le principe de normalisation des rapports après la fin de l'état de guerre par l'Union soviétique. Aucune résolution de l'ONU n'est citée, afin de ne pas avoir à mentionner celles de l'Assemblée générale. On ne mentionne pas non plus l'OLP.

Le texte a été transmis aux Israéliens deux jours avant sa publication. Ils ont communiqué leur désapprobation et ont eu le temps de préparer leur riposte. Ils mobilisent tous leurs soutiens, allant des néoconservateurs, républicains comme démocrates (certains ne sont pas encore passés aux républicains), aux démocrates de gauche profondément attachés à Israël. Tel qu'il est rédigé, le communiqué laisse bien la voie ouverte à un retrait total des territoires occupés et à la constitution d'un État palestinien puisque le terme « peuple palestinien » est utilisé. Dayan, présent aux États-Unis, mobilise les communautés juives en leur expliquant qu'un retour aux lignes du 4 juin 1967 et la constitution d'un État palestinien conduiront inéluctablement à la destruction de l'État d'Israël[911]. Il fait référence, implicitement ou explicitement, à la

destruction des Juifs d’Europe. Il qualifie Carter d’homme honnête mais naïf qui ne voit pas les conséquences de ses actes. L’ampleur de l’angoisse juive est assimilée à celle connue en 1967 et 1973.

L’administration Carter souffre de sa déficience originelle, son incapacité à intégrer le Congrès dans le processus de décision. Prise dans la logique d’intenses concertations avec les parties et la mécanique d’élaboration des textes, elle ne s’est pas préoccupée de consulter les parlementaires et de préparer la presse et l’opinion publique par des déclarations officieuses. Le résultat est qu’elle se trouve dans une position défensive face à la mobilisation de tous les partisans d’Israël. La Maison-Blanche doit faire face à une avalanche de télégrammes et de coups de téléphone de protestation. Au Sénat, Jackson et Moynihan dénoncent le projet de Carter de recruter les Russes pour imposer un règlement.

Il lui faut faire immédiatement machine arrière. Le 4 octobre, dans son discours à l’Assemblée générale de l’ONU, Carter revient à la langue de bois diplomatique en n’évoquant que « les droits légitimes des Palestiniens », en assurant qu’il n’y aura pas de règlement imposé et en ne condamnant pas les implantations israéliennes.

Le même jour, il rencontre Dayan. Le ministre israélien cherche à obtenir de lui l’engagement formel qu’il n’y aura pas de pression américaine imposant la création d’un État palestinien. Carter s’y refuse, se contentant de dire qu’il n’y aura pas du tout de pression. En revanche, Dayan cède sur le principe de la présence de Palestiniens à Genève qui pourraient participer à la discussion sur l’avenir de la Cisjordanie et de Gaza ; il pourrait s’agir de représentants des municipalités. Il va beaucoup plus loin que Begin ne l’avait autorisé, mais exige un droit de veto israélien sur la composition de la représentation palestinienne. Carter résiste, mais reconnaît qu’il a besoin d’un symbole de rapprochement avec Israël pour faire face à la tempête politique en cours. Il s’ensuit un communiqué rédigé par Vance et Dayan qui rappelle que les résolutions 242 et 338 sont les éléments de référence pour la convocation de la conférence de Genève, que les États-Unis s’engagent à maintenir tous les accords précédents et que le communiqué américano-soviétique ne lie pas les parties.

Un document de travail est aussi rédigé reconnaissant le droit d'Israël de se retirer de la conférence de Genève en cas d'objection à la composition de la représentation palestinienne.

Le seul à avoir apparemment accepté le communiqué américano-soviétique est Sadate. Dans ses communications avec Carter, il cherche à faire comprendre qu'il faut avoir des négociations préalables suffisamment avancées avant d'aller à Genève. Cela signifie pour lui la nécessité d'une représentation palestinienne à la conférence, ce qui permettra à l'Égypte de ne pas paraître rechercher une paix séparée. Il aurait obtenu l'accord d'Arafat, venu au Caire, pour qu'un universitaire américain d'origine palestinienne, Edward Saïd, représente les Palestiniens à Genève[912].

Dans le monde arabe, la volte-face de Carter apparaît comme une capitulation devant Israël et le lobby juif. La crédibilité de son administration a été gravement entamée avant même que la négociation officielle soit ouverte. Pourtant, le président américain démontre sa ténacité. Le document de travail israélo-américain est soumis aux partenaires arabes le 13 octobre. Il n'est plus question maintenant de le modifier, car il est considéré comme équilibré.

Les Arabes seront représentés à la séance inaugurale par une délégation unique comprenant les Palestiniens, puis la conférence se divisera en groupes de travail, Égypte-Israël, Jordanie-Israël, Syrie-Israël, Liban-Israël (au cas où le Liban déciderait de venir à Genève). La Cisjordanie et Gaza seront traités dans un groupe de travail composé d'Israël, de la Jordanie, de l'Égypte et des Arabes palestiniens. La solution du problème des réfugiés, arabes et juifs (des pays arabes), sera discutée sur la base des résolutions 242 et 338 comme pour les autres questions. De ce fait, ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne seront présents dans les groupes de travail où devra se dérouler l'essentiel de la négociation.

Sadate essaye d'obtenir des modifications, en insistant en particulier sur la présence de l'OLP, mais Carter reste inflexible. Il a déjà eu beaucoup de mal à obtenir l'approbation israélienne du texte. Néanmoins, il promet d'insister sur la dimension palestinienne du règlement de paix.

Dès qu'il est question d'une présence palestinienne à Genève et de l'application de l'accord de Chtaura, la violence reprend au Liban-Sud. Les différents camps échangent des tirs d'artillerie à partir du 5 octobre 1977, puis un calme précaire s'installe à nouveau. Il n'y a alors que Damas et le gouvernement libanais à vouloir l'application de l'accord. Israël, le Front libanais, qui agit en liaison avec lui, et les Palestiniens sont fermement opposés au retour de l'armée au Liban-Sud.

L'attention internationale est aussi captée par les événements d'Allemagne. Le 5 septembre, la Fraction armée rouge a enlevé le président du patronat allemand, Hans Martin Schleyer. Elle exige la libération des chefs du mouvement et leur départ en avion pour une destination inconnue. Le gouvernement allemand est décidé à avoir une attitude de fermeté tout en cherchant à gagner du temps pour permettre à l'enquête policière de progresser. Des intermédiaires servent de médiateurs, mais aucun pays n'accepte de recevoir les fugitifs. Pendant ce temps, la Fraction armée rouge a repris contact avec le groupe de Wadi Haddad à Bagdad. On décide d'une opération conjointe de détournement aérien pour augmenter la pression sur le gouvernement allemand. Un commando composé d'Allemands et d'Arabes détourne un avion de la Lufthansa au départ de Majorque le 13 octobre. Les aéroports du Moyen-Orient refusent de le recevoir et le commando force un atterrissage à Dubai. Les négociations échouent à obtenir la libération des otages. L'avion part pour Aden, le 17, pour reprendre du carburant, mais les autorités yéménites refusent de faire plus. Finalement, il repart pour Mogadiscio en Somalie. Le commandant de bord est assassiné. Le gouvernement somalien coopère avec les Allemands, qui envoient un groupe d'intervention. L'assaut est donné dans la nuit du 17 au 18 octobre. Les terroristes sont tués, sauf un, grièvement blessé, et les otages libérés. Apprenant l'échec de l'opération, les chefs de la FAR se suicident dans la prison où ils sont enfermés, puis Schleyer est assassiné par ses ravisseurs.

Après Entebbe, c'est le deuxième échec grave pour le groupe de Wadi Haddad et ses connexions européennes. Dans le monde, on célèbre ce nouveau succès dans la guerre contre le terrorisme international. Il est loin d'être éradiqué. Par exemple, le groupe Abou Nidal au service de l'Irak

mène une campagne d'attentats contre la Syrie. Ainsi, Khaddam échappe à une tentative d'assassinat le 25 octobre à Abou Dhabi.

Le choix de Sadate

Ostensiblement, l'insatisfaction de Sadate est justifiée par l'absence d'invitation de l'OLP à Genève. Le président égyptien ne croit pas à la réussite de la conférence. Il lui faut du tangible tout de suite en raison de la situation intérieure de l'Égypte en pleines difficultés économiques. Sa stratégie était fondée sur des négociations préalables qui auraient permis des avancées essentielles avant la première réunion ; or, inexorablement, l'administration Carter a été conduite à réduire ses ambitions, à trouver une solution aux questions de procédure sans pouvoir aborder le fond des problèmes.

Sadate est un nationaliste égyptien soucieux de l'Égypte d'abord tout en assurant à son pays un rôle essentiel dans les affaires régionales comme à l'époque nassérienne. Or l'influence de l'Égypte tend à se réduire. L'Irak mène offensivement un front du refus auquel s'est joint la Libye. La Syrie joue son propre jeu, qui lui a donné une position hégémonique au Liban et dans une moindre mesure en Jordanie. L'OLP tente d'avoir une position d'équilibre entre les grands blocs arabes. L'Arabie saoudite a augmenté ses capacités d'influence grâce à la distribution de la rente pétrolière.

L'Égypte s'est totalement détachée du bloc soviétique et a cessé de payer sa lourde dette envers les pays socialistes. Il ne reste que l'alliance avec les États-Unis ; or l'administration Carter s'est orientée vers la voie de Genève qui semble être une impasse pour Sadate. C'est au début de l'automne 1977 qu'il paraît avoir conçu sa stratégie audacieuse destinée à la fois à assurer les intérêts propres de l'Égypte et à lui redonner un rôle essentiel dans les affaires du Proche-Orient. Si les Américains n'ont pas 99 % des cartes en main, il faut procéder à une redistribution de la donne. Ses interlocuteurs occidentaux ont insisté sur la dimension psychologique du conflit. Le refus de reconnaissance arabe alimente le sentiment d'insécurité des Israéliens, d'où leur attachement aux éléments les plus tangibles de sécurité. De toute façon, l'administration Carter a fait comprendre que le règlement de paix devra comprendre une normalisation

des rapports avec Israël, élément absent de la résolution 242. De plus, les Américains ne seront pas présents dans les groupes de travail de Genève. Un coup d'audace dans ce sens pourra aussi désarmer les groupes de pression pro-israéliens aux États-Unis dont on a vu l'importance lors de l'affaire du communiqué américano-soviétique. Des personnalités occidentales, juives et non juives, ont insisté auprès de lui sur la nécessité de contacts directs avec les Israéliens. Hassan II a transmis des messages de Nahum Goldman en ce sens[913].

Si l'aspect psychologique constitue bien une dimension essentielle, du fait même de l'absence de rapports directs avec les Israéliens, Sadate sous-estime largement l'attachement idéologique israélien, aussi bien chez les travaillistes que dans la droite, au programme d'annexions territoriales et de colonisation des territoires occupés.

À la fin d'octobre, Sadate est en visite officielle en Roumanie. Ceausescu lui confirme que Begin est prêt à vraiment négocier. Devant Fahmy et ses autres conseillers, Sadate, pour la première fois, évoque la possibilité de se rendre à Jérusalem pour s'adresser à la Knesset. Fahmy tente de l'en dissuader en lui suggérant une superconférence où tous les dirigeants d'Israël, d'Égypte, de la Syrie, de la Jordanie et de l'OLP seraient conviés à Jérusalem-Est avant l'ouverture de la conférence de Genève ainsi que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Le président égyptien se laisse tenter et décide de consulter Carter. Le message arrive à Washington le 3 novembre avec demande de réponse pour le 5. Son intention est de rendre publique cette invitation lors de son discours au Parlement égyptien le 9 novembre. Ce projet apparaît pour le moins cocasse aux responsables américains, qui répondent poliment mais négativement à la date prévue. Sadate paraît déçu, mais laisse entendre qu'il fera un geste audacieux le 9 novembre. On pense alors à une conférence des ministres des Affaires étrangères des pays intéressés dans un pays neutre. À ce moment-là, le principal obstacle à la conférence de Genève paraît être le manque d'enthousiasme de la Syrie à y participer. Le roi Hussein tente une navette entre Le Caire et Damas pour rapprocher les positions.

Le 6 novembre, Assad et Sarkis tiennent un sommet à Damas et appellent à l'application de l'accord de Chtaura, d'où l'automatique

flambée de violences au Liban-Sud sans que l'on sache qui a commencé. Des tirs de Katiouchas (lance-roquettes) palestiniens tuent 3 civils israéliens dans le secteur de Nahariyya. En représailles, et pour installer une dissuasion, le 9 novembre, l'artillerie et l'aviation israéliennes bombardent systématiquement les principales agglomérations du Liban-Sud, rasant trois villages chiites. Le bilan officiel libanais se monte à au moins 119 morts, essentiellement civils, dont de nombreux femmes et enfants.

Le chef de l'état-major de l'armée israélienne affirme qu'aucun objectif civil n'a été visé et que les tirs ont été précis alors que la presse internationale montre le contraire en se rendant sur place. Devant ces informations914, Begin convoque l'ambassadeur américain pour exprimer ses regrets, mais refuse de présenter des excuses : « Si ç'avait été tranquille de leur côté, cela aurait été absolument tranquille du nôtre. » Il n'en reste pas moins que, pour la version officielle israélienne, ce sont des « terroristes » qui ont été tués915 – en fait, ce seraient surtout des réfugiés des villages chiites proches de la frontière. Pour les observateurs à Beyrouth, la population civile a été délibérément visée pour attiser son hostilité envers les Palestiniens. Officiellement, Israël exige le retrait de tous les « terroristes » afin de laisser entrer l'armée libanaise au Sud, ce qui est compris à Beyrouth comme la volonté de faire occuper la totalité des zones évacuées par les milices alliées à Israël, avec éventuellement la participation de l'armée israélienne.

Le même jour, Sadate a fait venir Arafat au Caire pour assister à son discours. Son ton est ferme quand il évoque la solidarité arabe, la nécessité d'un retrait israélien total et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, puis il lance sa « bombe » :

> Israël craint la reprise de la conférence de Genève, et il ne faut pas qu'un Arabe, où qu'il soit, craigne cette conférence de Genève. Je suis prêt à aller jusqu'au bout du monde si cela permet de nous protéger de toute blessure, d'empêcher la mort d'un soldat ou d'un officier parmi mes fils. […] Et je déclare que je suis prêt à aller au bout de ce monde, et Israël sera surpris lorsqu'il m'entendra dire cela, je suis prêt à aller dans leur maison, à la Knesset même, pour discuter avec eux. Nous n'avons pas de temps à perdre. La décision est à nous et il n'y aura pas de

décision si ce n’est avec l’accord du peuple qui veut que nous allions de l’avant pour nous dédommager de ce que nous avons manqué dans le passé.

Sur le moment, cela est pris pour de l’outrance rhétorique, d’autant plus que la presse égyptienne n’a pas reproduit ce passage essentiel. En revanche, Arafat considère qu’on lui a tendu un piège. Il repart immédiatement pour le Liban où la priorité est d’obtenir un cessez-le-feu.

Le gouvernement israélien a été pris par surprise. Les services de renseignements n’ont rien vu venir. Ils y voient eux aussi un piège. Il est vrai qu’ils n’ont pas été informés de la rencontre au Maroc916. Begin est décidé à prendre Sadate au mot. Dans un discours radiophonique, le 11 novembre, il s’adresse au peuple égyptien et se déclare prêt à aller au Caire ou à inviter Sadate à Jérusalem. La grande majorité des observateurs interprètent les événements en cours comme une guerre de relations publiques avec un retour rapide aux positions bien connues. D’ailleurs, la conférence des ministres arabes des Affaires étrangères qui se tient à Tunis du 12 au 15 novembre réaffirme la solidarité arabe, c’est-à-dire que la Syrie se voit refuser la tenue immédiate d’un sommet arabe et que l’Irak se trouve isolé dans sa critique de tous.

La diplomatie américaine sert maintenant de canal de communication entre l’Égypte et Israël. Les ambassadeurs américains, Herman Eilts au Caire et Samuel Lewis à Tel-Aviv, sont les intermédiaires essentiels. Les Israéliens veulent une rencontre soigneusement préparée, mais Sadate les bouscule en exigeant de se rendre le plus tôt possible à Jérusalem. Le 15 novembre, la lettre officielle d’invitation, exigée par Sadate, arrive au Caire. Le 16, Sadate est à Damas pour une rencontre prévue de longue date avec Assad. Il a déclaré en quittant Le Caire qu’il espérait se rendre à Jérusalem dans la semaine. Pour la forme, il demande à son homologue syrien de participer à la démarche. Comme il s’y attendait, c’est un refus – qui le soulage, car il avait peur de la capacité d’obstruction de Assad.

L’administration Carter est complètement désemparée. Elle a peur de voir tout le travail de préparation de la conférence de Genève remis en cause, mais elle ne peut interdire à Sadate de se rendre à Jérusalem. Elle se contente de le prévenir que les intentions proclamées de Begin sur le sort des territoires occupés ne sont pas de la pure rhétorique, en particulier en

ce qui concerne la Cisjordanie, et qu'il ne faut pas laisser de côté la question palestinienne.

De retour au Caire, Sadate presse le mouvement et fait savoir qu'il partira le 19 novembre, moment de la grande fête musulmane qui suit le ramadan. Le 17, Fahmy présente sa démission. Plusieurs membres de l'équipe dirigeante égyptienne sont hostiles à la démarche, d'autres au contraire se déclarent prêts à accompagner le président. Ainsi, un professeur de science politique, Boutros Boutros-Ghali, récemment nommé ministre, est chargé par intérim des Affaires étrangères917. Il est à noter que le vice-président Hosni Moubarak a été associé depuis le début (les rencontres au Maroc) au processus de décision.

Sadate à Jérusalem

En Israël, les préparatifs sont menés sur un rythme frénétique : on ne dispose pas de la partition de l'hymne national égyptien, on doit fabriquer un grand nombre de drapeaux égyptiens et régler d'autres problèmes matériels urgents. Il faut assurer le maximum de sécurité et en même temps se préparer à un afflux sans précédent de journalistes. Grâce à l'improvisation, on arrive à faire face à des défis logistiques.

L'avion de Sadate arrive à l'aéroport Ben Gourion (ex-Lydda/Lod) le matin du 19 novembre. Après avoir été reçu par les dignitaires israéliens, la délégation égyptienne part pour Jérusalem. Un bref entretien a lieu entre Sadate et Begin. Le lendemain, Sadate se rend à la mosquée al-Aqsa puis au Saint-Sépulcre. Les réactions des Palestiniens de la ville sainte sont plutôt hostiles. Les maires de Cisjordanie adoptent une position assez critique, conseillant au président égyptien de se rendre plutôt à Genève qu'à Jérusalem. Ils le soupçonnent de vouloir rechercher une paix séparée au détriment des intérêts des Palestiniens. Les partisans des Hachémites sont plus ambivalents, d'autant plus qu'Amman tarde à prendre une position publique. Ils forment la majorité de la délégation reçue par Sadate, mais refusent de participer aux réceptions officielles. Tout en approuvant l'initiative, ils rappellent que rien ne peut être fait sans l'accord ou la participation de l'OLP.

Sadate termine son parcours par Yad Vashem où Begin lui montre la destruction des Juifs d'Europe. À cette occasion, Sadate ne manifeste aucune émotion et refuse de porter la kippa. L'après-midi est consacré aux discours à la Knesset. Sadate, parlant en anglais, se présente en homme de foi venu chercher la paix :

> Je suis venu à vous aujourd'hui sur deux pieds assurés, afin que nous puissions construire une vie nouvelle, afin que nous puissions établir la paix pour nous tous sur cette terre, la terre de Dieu – nous tous, musulmans, chrétiens et juifs, de la même façon – et afin que nous puissions adorer Dieu, un Dieu dont les enseignements et les commandements sont l'amour, la rectitude, la pureté et la paix.

Il confirme qu'il a agi de sa propre initiative sans avoir consulté personne. Il inscrit son geste dans la continuité de ses propositions précédentes, depuis 1971, dans la recherche d'une paix permanente et juste, ce qui implique de parler franchement :

> Premièrement, je ne suis pas venu chez vous pour conclure un accord séparé entre l'Égypte et Israël. Cela n'entre pas dans la politique de l'Égypte. Le problème n'est pas entre l'Égypte et Israël, et une paix séparée entre l'Égypte et Israël ou entre un quelconque des États de la confrontation et Israël n'apporterait pas une paix juste à la région tout entière. De plus, si la paix était établie entre tous les États de la confrontation et Israël sans qu'intervienne une juste solution du problème palestinien, cela ne conduirait jamais à la paix permanente et juste sur laquelle le monde entier insiste aujourd'hui.

Il ne veut pas d'un troisième accord de désengagement mais d'une paix globale entre Israël et le monde arabe. Israël y trouvera reconnaissance, sûreté et sécurité. En venant à Jérusalem, il a levé l'obstacle psychologique de la réconciliation qui compose 70 % du problème. Le règlement doit être fondé sur le principe des territoires contre la paix :

> Je vous dis, en vérité, que la paix ne sera réelle que si elle est fondée sur la justice et non sur l'occupation des terres d'autrui. Il n'est pas admissible que vous demandiez pour vous-mêmes ce que vous refusez aux autres. Franchement, dans l'esprit qui m'a poussé à venir chez vous aujourd'hui, je vous dis : vous devez abandonner une fois pour toutes vos

rêves de conquêtes. Vous devez abandonner aussi la croyance que la force est la meilleure façon de traiter avec les Arabes. Vous devez comprendre les leçons de l'affrontement entre vous et nous. L'expansion ne vous apportera aucun bénéfice.

Pour parler clairement notre terre n'est pas objet de compromis ou de marchandage. Notre sol national est, pour nous, aussi sacré que la vallée dans laquelle Dieu a parlé à Moïse. Aucun d'entre nous n'a le droit et aucun d'entre nous n'acceptera de céder un pouce de ce sol. Aucun d'entre nous n'acceptera le principe d'un marchandage ou d'un compromis sur ce point.

De surcroît, Israël pourra exiger toutes les garanties acceptables de sécurité internationale sur une base de réciprocité.

En ce qui concerne Jérusalem :

Il y a de la terre arabe qu'Israël a occupée et qu'il continue à occuper par la force des armes. Nous insistons sur un retrait complet de ce territoire arabe, y compris Jérusalem arabe, Jérusalem où je suis venu comme dans une cité de paix, la cité qui a été et qui sera toujours l'incarnation vivante de la coexistence entre les fidèles des trois religions.

Il est inacceptable que quiconque puisse penser à la position spéciale de Jérusalem en termes d'annexion ou d'expansion. Jérusalem doit être une ville libre, ouverte à tous les fidèles.

Plus important que tout cela, la ville ne doit pas être coupée de ceux qui s'y sont rendus durant des siècles.

Il en est de même pour les Palestiniens :

En ce qui concerne le problème palestinien, personne ne nie qu'il est au cœur de toute l'affaire. Personne au monde aujourd'hui n'acceptera les slogans de ceux qui, ici en Israël, ignorent l'existence du peuple palestinien et même se demandent où se trouve un tel peuple. Le problème du peuple palestinien et de ses droits légitimes n'est plus nié ni dédaigné par qui que ce soit aujourd'hui. Il est inconcevable qu'il soit ignoré ou nié. C'est une réalité à laquelle la communauté internationale, à l'Ouest comme à l'Est, a répondu par le soutien et la reconnaissance dans des documents internationaux et des déclarations officielles.

Il faut aller vers la création d’un État palestinien.

Il termine en reprenant les références religieuses du début.

Begin, dans sa réponse, rivalise de références religieuses et éthiques. Il se fait le porte-parole du reste du peuple juif retourné dans sa patrie historique et qui a toujours voulu la paix avec ses voisins arabes, l’Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban. Il invite les chefs d’État de la Syrie et de la Jordanie à se rendre à Jérusalem comme Sadate l’a fait. Il fait un cours sur la relation éternelle entre le peuple et la terre d’Israël qui est indispensable pour la survie du peuple puisque personne n’est venu à son secours durant la Seconde Guerre mondiale.

Tout est négociable, ce qui veut dire qu’il n’y a pas de conditions préalables, ce qui implicitement comprend le refus du principe des territoires contre la paix. Il parle d’une réconciliation entre la nation arabe et l’État d’Israël. Alors que Sadate a évoqué une douzaine de fois les Palestiniens, Begin ne parle qu’une fois des « Arabes de la terre d’Israël[918] » dont les authentiques porte-parole doivent parler avec les Israéliens sur leur futur commun, garantissant la liberté humaine, la justice sociale, la paix et le respect mutuel (c’est-à-dire sans droits nationaux).

Peres, en tant que chef de l’opposition, lui succède à la tribune pour dire substantiellement la même chose : oui à la paix et à la réconciliation, non au principe des territoires contre la paix, l’expression de l’identité palestinienne ne doit pas remettre en cause la sécurité d’Israël et celle de la Jordanie.

En Israël, l’euphorie est générale. On ressent intensément le discours de « Jamais plus la guerre ». On ne veut pas en voir la contrepartie : le retour des territoires, y compris Jérusalem, et la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens. Dans ses entretiens avec Sadate, Begin s’en est tenu à examiner sans engagement la question du Sinaï. Dayan marque clairement à Boutros-Ghali que la seule conclusion logique de l’initiative de Sadate est une paix séparée. Le communiqué commun du 21 novembre marque la volonté de poursuivre le dialogue pour arriver à un traité de paix signé à Genève. Il n’est pas question, pour l’instant, que Begin se rende au Caire.

L'attention mondiale s'est concentrée sur les discours de Jérusalem retransmis par les télévisions du monde entier (sauf dans les pays socialistes…). Dans le monde arabe, les réactions sont dans l'ensemble négatives. Le Front du refus demande l'exclusion de l'Égypte de la Ligue des États arabes, la Syrie proclame un jour de deuil. Assad se rend à la mosquée des Omeyyades pour prier et condamner « le traître Sadate ». La direction du Fatah condamne l'initiative, mais se divise sur la conduite à suivre. Une tendance voudrait continuer à ménager l'Égypte selon les règles de l'équilibre politique arabe, l'autre au contraire veut s'opposer franchement. Elle l'emporte. Le 22 novembre, Arafat se rend à Damas et cosigne, au nom de l'OLP, un communiqué avec Assad condamnant totalement la visite de Sadate et marquant la volonté de mettre tous les moyens en œuvre pour en effacer les conséquences. Immédiatement, Sadate ferme le bureau de l'OLP au Caire et la radio palestinienne émettant de la capitale égyptienne.

La Tunisie, le Maroc et le Soudan soutiennent l'initiative de Sadate, l'Arabie saoudite se montre très réservée. La Jordanie se montre très prudente, insistant plus sur le contenu des propositions de Sadate que sur la rupture de l'unité d'action arabe.

Premiers essais de traduction politique

La visite de Sadate à Jérusalem a incontestablement créé une nouvelle dynamique politique. Le président égyptien s'enorgueillit du prestige immense qu'il a acquis sur la scène mondiale et s'attend à un geste équivalent de la part d'Israël. Mais si la visite a établi un nouveau climat de confiance en Israël, elle n'a en rien modifié les objectifs du gouvernement Begin, d'ailleurs peu différent de ses prédécesseurs travaillistes. La dynamique de l'initiative égyptienne contraint néanmoins les responsables israéliens à étudier des propositions concrètes alors que jusque-là les conditions de la paix avaient été plutôt des hypothèses d'école qu'il était inutile voire dangereux de détailler. Il faut s'adapter rapidement à la nouvelle situation.

Si l'administration Carter a approuvé publiquement l'initiative égyptienne, elle est un peu dépitée de se retrouver mise à l'arrière-plan et

elle s'inquiète de l'avenir de la conférence de Genève. L'Europe des Neuf salue « l'initiative courageuse » du président égyptien et insiste sur la nécessité de comprendre le peuple palestinien dans le règlement politique.

Toujours est-il qu'en dehors de l'établissement d'une connexion téléphonique *via* la France entre les ministères israélien et égyptien des Affaires étrangères, rien de concret n'a été avancé. Sadate veut relancer le mouvement en invitant le 27 novembre les puissances attendues à Genève, ainsi que l'OLP, à tenir une conférence informelle au Caire le 3 décembre, pour préparer la conférence de Genève. Le niveau de représentation n'est pas fixé. Les États-Unis demandent qu'elle soit retardée de quelques jours afin de mieux préparer la réunion en vue de la conférence de Genève. Les réponses arabes sont négatives. Les opposants à Sadate appellent à la tenue d'une conférence arabe à Tripoli. De son côté, Sadate s'en prend avec violence à la Syrie et à l'OLP. En même temps, il fait organiser une nouvelle rencontre secrète à Marrakech entre Dayan et Tuhami le 2 décembre.

Dayan annonce l'intention de Begin de proposer une autonomie aux Palestiniens tout en maintenant l'occupation militaire. Le Sinaï devra être démilitarisé, mais les colonies israéliennes seront maintenues ainsi qu'une administration civile israélienne à Charm el-Cheikh. Israël devra aussi garder les trois grands aéroports militaires. Les colons israéliens conserveront le droit d'avoir des armes légères. Assez clairement, Dayan marque la volonté de son pays de conclure une paix séparée avec l'Égypte, si les autres pays arabes, comme c'est probable, refusent de participer à la négociation.

Tuhami, non moins clairement, insiste sur le fait que le maintien d'une présence israélienne, militaire ou civile, dans le Sinaï est impensable. L'accord à venir doit comprendre toutes les parties arabes et ne peut prendre un aspect purement bilatéral. Il devra comprendre au moins la garantie de deux principes : le retrait israélien des territoires occupés et un statut indépendant pour les Palestiniens.

L'ordre du jour des mois à venir est ainsi déterminé, paix séparée ou cadre général du règlement du conflit israélo-arabe avec la liquidation du dossier israélo-égyptien.

La Libye a pris la direction du mouvement anti-Sadate accusé de trahison envers l'islam, probablement pour avoir prié à Jérusalem sous protection armée israélienne. Elle réussit à réunir, du 2 au 5 décembre 1977, les États du Front du refus (Irak, Libye, Algérie, Yémen du Sud) avec l'OLP et la Syrie lors de la conférence de Tripoli. Les radicaux, menés par l'Irak, exigent la dénonciation des résolutions 242 et 338, au risque de voir la Syrie, seul État de la confrontation, se retirer. De fait, c'est la position syrienne qui l'emporte, d'où le refus de l'Irak de participer au « Front de la fermeté et de la confrontation » *(jibha al-sumûd wa-l-tassaddi)* qui vient d'être formé. La déclaration finale affirme que l'un des objectifs du « complot » ourdi par l'Égypte, Israël et les États-Unis est d'éliminer toute possibilité d'instaurer une paix honorable et juste sauvegardant les droits de la nation arabe et la libération des territoires occupés, en premier lieu de la ville de Jérusalem. Un autre objectif est de porter atteinte aux relations entre les pays arabes et les pays socialistes. Toutes les relations avec l'Égypte seront gelées. On demande aux pays de suspendre tout soutien politique et matériel à l'Égypte et de concentrer les aides sur la Syrie, devenue le principal pays de la confrontation et la principale base de la résistance à l'ennemi.

L'Irak dénonce cette politique « capitularde » fondée sur les résolutions 242 et 338, ce qui montre bien que les décisions de Tripoli ne marquent pas un refus de la conférence de Genève.

Sadate réagit en rompant les relations diplomatiques avec les pays membres du Front de la fermeté. Il ferme les consulats (sauf celui du Caire) et les centres culturels des pays socialistes en Égypte et s'en prend avec violence à l'Union soviétique. Il organise des manifestations de soutien à sa politique avec des foules de près d'un million de personnes.

Pour sauver la situation, qui risque d'être compromise par un isolement croissant de l'Égypte dans le monde arabe, Carter a envoyé Vance faire une tournée au Moyen-Orient. Le secrétaire d'État est en Égypte le 10 décembre. Sadate l'adjure d'obtenir d'Israël l'acceptation des principes des territoires contre la paix et des droits nationaux du peuple palestinien. Le lendemain, le secrétaire d'État est à Jérusalem. Begin lui promet un plan d'autonomie complet pour les Palestiniens qu'il pourrait présenter si

on l'invitait dans un court délai à Washington. Bien évidemment, Vance accepte ce sommet improvisé.

En Jordanie, le roi Hussein explique qu'il cherche à se faire le conciliateur entre Damas et Le Caire. Assad se montre évidemment très hostile à Sadate, mais ne refuse pas la perspective de négociations. Les Saoudiens restent toujours réservés sur l'initiative égyptienne. De tous les entretiens avec les représentants arabes, il est clair que tous veulent une acceptation formelle par Israël du principe du retrait des territoires occupés et que la très grande majorité doute que Sadate puisse l'obtenir.

Vance comprend que la proposition d'autonomie palestinienne de Begin est insuffisante, mais considère que si l'on obtient de lui qu'elle ne soit qu'une phase temporaire ou intérimaire, alors on pourra obtenir que l'Arabie saoudite et la Jordanie rejoignent le camp égyptien.

Pendant que Vance rentre à Washington, la conférence du Caire s'ouvre le 14 décembre à l'hôtel Mena House à proximité des Pyramides, lieu où s'est déroulée la réunion en 1943 de Roosevelt, Churchill et Tchang Kaï-chek. Seules quatre délégations d'« experts » (des diplomates de haut rang) y participent (Égypte, Israël, États-Unis, ONU). La définition des termes de référence provoque un blocage immédiat. L'Égypte veut y comprendre la Charte des Nations unies, la loi internationale (ce qui veut dire l'interdiction de l'acquisition de territoires par la force), la résolution 242 et l'ensemble des résolutions de l'ONU (ce qui comprend les droits nationaux et le droit au retour des Palestiniens). Israël s'en tient à la seule résolution 242. Il en est de même pour la question de la représentation des Palestiniens à la future conférence et de son ordre du jour (discussion de la nature de la paix avant celle du retrait et des droits des Palestiniens). On se bat sur les symboles. Les Israéliens obtiennent que l'on retire les drapeaux palestiniens présents à côté des autres drapeaux arabes. Ils donnent le maximum de publicité à leur présence dans la plus grande ville arabe. De toute façon, cela n'a pas vraiment d'importance puisque l'essentiel se passe ailleurs, bien que l'acquis d'une meilleure connaissance des uns et des autres ne soit pas négligeable.

Le but que Begin s'est donné en se faisant inviter à Washington est de prévenir la pression croissante qui risque de s'exercer sur Israël pour forcer l'État juif à répondre de façon satisfaisante à l'initiative de Sadate.

La rencontre avec Carter a lieu le 16 décembre. En ce qui concerne le Sinaï, Begin propose un retrait sur la frontière échelonné sur trois à cinq ans avec maintien des forces israéliennes et des colonies à côté des forces internationales en échange de la normalisation des relations. La nouveauté réside en un plan d'autonomie palestinienne en 21 points *(Home Rule for Palestinian Arabs, Residents of Judea, Samaria and the Gaza District)*. Begin a abandonné l'expression « Arabes de la terre d'Israël », à l'instigation de l'*attorney general* Aharon Barak, qui a souligné le risque de confusion entre les résidents des territoires et les Arabes israéliens[919]. La question de la souveraineté restera ouverte et les Arabes concernés pourront élire un conseil administratif aux pouvoirs limités. Ce projet s'inspire des idées développées avant 1914 sur les autonomies de communautés en Europe centrale et orientale, en particulier chez les premiers sionistes. Son inspiration fondamentale est de séparer la terre de ses habitants. Tous les droits accordés seront par nature non territoriaux et non souverains. Si Israël s'abstient de revendiquer sa souveraineté, il conserve la totalité de l'autorité, en particulier sa mainmise sur le domaine public.

Carter demande des précisions. Il comprend bien que l'autorité suprême restera au gouverneur militaire israélien, qui aura le pouvoir de casser les décisions du conseil administratif. Brzezinski fait directement l'analogie avec les bantoustans établis en Afrique du Sud.

Le lendemain, Carter explique qu'il trouve ces propositions « constructives » mais insuffisantes. Elles pourraient servir pour une phase de transition de cinq ans. Begin lui répond qu'il est sûr d'obtenir l'approbation du Sénat américain. Le président ne relève pas cette ingérence dans les affaires intérieures américaines. Begin continue en affirmant que le plan est modifiable et laisse entendre qu'après consultation de son gouvernement seul le domaine de la sécurité restera à la charge des Israéliens.

Il en ressort ce que les diplomates appellent poliment un malentendu. Begin affirmera que les Américains ont approuvé son plan d'autonomie alors que ces derniers s'attendent à une nouvelle mouture beaucoup plus libérale. Une nouvelle fois, l'administration Carter a cru comprendre de Begin une chose pour découvrir plus tard que le Premier ministre israélien

en entendait une autre. Le redoutable négociateur qu'il est a réussi à déplacer l'attention de la question du retrait vers celle de l'autonomie palestinienne.

L'épisode suivant est la rencontre entre Begin et Sadate à Ismaïlia, sur le canal de Suez, prévue pour le 25 décembre. C'est un geste de réciprocité pour la visite à Jérusalem. Au dernier moment, Sadate modifie son dispositif diplomatique. Un ancien compagnon de la lutte clandestine contre les Britanniques avant la révolution de 1952 devenu diplomate de carrière, Muhammad Ibrahim Kamil, est désigné ministre des Affaires étrangères920, Boutros-Ghali prenant la fonction de ministre d'État aux Affaires étrangères. De leur propre aveu, les deux hommes travailleront en bonne entente.

Sadate se réserve les décisions essentielles et délègue la gestion à ses deux ministres et à ses conseillers. Il s'occupe peu des dossiers, laisse ses assistants prendre des décisions, quitte ensuite à les désavouer. Il semble passer plus de temps à négocier avec eux qu'avec les Israéliens. Ceux-ci vont tenter systématiquement d'opposer les Égyptiens entre eux, mais Sadate s'en sert aussi pour montrer qu'il doit non seulement faire face à une opposition arabe, mais aussi à de fortes résistances intérieures. Inversement, Begin semble vouloir se plonger dans les détails et y chercher la confrontation, tandis que ses ministres essayent de dégager les principes généraux.

Begin arrive accompagné de Weizman et de Dayan. Là aussi, les Égyptiens tentent de diviser l'équipe adverse. Dès la visite à Jérusalem, Weizman, qui jusque-là était apparu comme un faucon, s'est montré ouvert et conciliateur tandis que Dayan apparaît imprévisible, prêt à des concessions mais dans le but d'obtenir une paix séparée donnant toute liberté d'action en Cisjordanie.

Après les amabilités d'usage, on aborde le fond des problèmes. Begin s'exprime en anglais et s'adresse aux Égyptiens comme s'ils étaient des enfants921 : les Israéliens maintiendront leurs implantations dans le Sinaï, qui seront considérées comme des installations civiles avec protection militaire. Les Égyptiens rappellent que la résolution 242 exige le retrait sur la frontière internationale. Begin, furieux, rappelle la crise de 1967 où l'on voulait jeter les Juifs à la mer. Cela donne à Israël le droit de

conserver les territoires qu'il a occupés pour se protéger contre l'agression, le droit autorise de conserver ce qui a été pris dans une guerre défensive. Il expose ensuite son projet d'autonomie, en fait plus restrictif que celui présenté à Carter à la suite de la consultation du gouvernement israélien[922]. Au nom de la sécurité, les implantations juives seront armées, Israël conservera un droit de veto sur l'entrée de Palestiniens de l'extérieur, les habitants des territoires pourront choisir la nationalité israélienne ou la jordanienne, les premiers auront le droit d'acheter des terres en Israël alors que les Israéliens le pourront dans les territoires. Toutes les décisions sur les questions communes devront être prises à l'unanimité d'un comité composé de représentants d'Israël, de la Jordanie et du conseil administratif.

Aucun accord de fond n'est possible. On s'en tient à la constitution d'une commission politique qui devrait regrouper les participants à la conférence du Caire et d'une commission militaire bilatérale. Aucune déclaration conjointe n'a pu être obtenue. On s'est contenté d'une conférence de presse commune.

Du côté égyptien, la déception est profonde, alors que Begin prétend que l'on est proche d'un accord. La dynamique créée par la visite de Sadate à Jérusalem perd de sa force. Le 28 décembre, la Knesset approuve par 64 voix contre 8 et 40 abstentions le plan d'autonomie des « Arabes de la terre d'Israël ». Begin se targue publiquement d'avoir le soutien des Américains pour ce projet. Le gouvernement jordanien rejette immédiatement ce plan, qui l'impliquerait, ou plutôt le compromettrait, dans la gestion israélienne des territoires occupés. Les jours suivants, à plusieurs reprises, le roi Hussein exprime son refus catégorique du « plan Begin » dans lequel il ne voit aucun élément constructif. Pourtant, l'administration Carter croit toujours pouvoir entraîner la Jordanie dans le processus en cours.

Au Liban, toutes les forces politiques, pour des motifs contradictoires, se mobilisent contre l'« implantation » *(tawtîn)* des Palestiniens dans leur pays, puisque le plan Begin ne prend pas en compte la diaspora palestinienne.

L’échec des négociations directes

Au tournant de l’année, Carter a entrepris un voyage officiel qui le conduit à Téhéran, le jour de l’An. Il s’y entretient avec le roi Hussein qui ne prend aucun engagement. Le président évoque un retrait israélien et une forme limitée d’autodétermination pour les Palestiniens qui exclut l’indépendance complète. Il reprend ses vues à Riyad le 3 janvier 1978. Les Saoudiens se montrent conciliants mais insistent sur l’autodétermination des Palestiniens. S’il doit y avoir une phase transitoire, elle doit être courte. Le président promet de favoriser la vente d’avions de combats F-15 au royaume et d’agir en ce sens auprès du Congrès.

Le lendemain, il fait une brève escale à Assouan où il est reçu par Sadate qui vient d’être désigné « l’homme de l’année » par *Time Magazine*. Dans l’esprit de ses entretiens récents, Carter déclare que le problème palestinien doit être réglé dans toutes ses dimensions. La solution doit comprendre la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien et permettre aux Palestiniens de participer à la détermination de leur propre futur[923]. Dans le lexique du conflit, cette déclaration devient la « formule d’Assouan ». Elle n’est pas bien reçue du côté des Israéliens. Leurs juristes se posent la question de l’existence de droits qui ne seraient pas légitimes… Quant aux Arabes, ils s’interrogent sur son sens exact et donc sur la nature de son application.

Toujours le 4 janvier 1978, Israël annonce la création de quatre nouvelles implantations dans le Sinaï. Sharon est l’inspirateur de cette décision destinée, comme d’habitude, à créer des faits accomplis irréversibles. Si les Égyptiens acceptent, ce sera parfait, s’ils refusent, Israël aura ainsi les moyens de faire une « concession » dans le marchandage[924]. Cette provocation suscite la colère de Sadate. La presse égyptienne se déchaîne contre Begin, traité de nouveau Shylock, et les Israéliens se plaignent de ce déluge d’antisémitisme. Sadate déclare que Begin est libre d’établir des colonies dans le Sinaï pour les brûler ensuite. Begin, en réponse, traite Sadate de Néron.

Carter n’est pas loin de partager la même émotion que Sadate. Cette décision lui semble contraire aux engagements que Dayan avait pris

devant lui de ne pas créer de nouvelles implantations dans l'année à venir. Begin explique qu'il s'agissait de l'année 1977… Néanmoins, préoccupé de la réaction du président américain, il s'abstiendra de créer de nouvelles implantations en 1978, ce qui ne veut pas dire geler les activités des implantations existantes ou ne pas tolérer la création d'implantations illégales sous des prétextes divers.

Le comité militaire est le premier à se réunir au Caire le 11 janvier. Weizman, qui dirige la délégation israélienne, est immédiatement appelé à se rendre à Assouan pour rencontrer Sadate. De tous les responsables israéliens, c'est le préféré des Égyptiens en général et de Sadate en particulier. L'entretien se déroule cordialement, mais chacun reste sur ses positions. Weizman évoque les nécessités de la sécurité israélienne et Sadate répond qu'il n'abandonnera pas un pouce de territoire égyptien.

La réunion du comité militaire ne donne pas plus de résultats. Si les implantations n'ont aucune valeur défensive, les aéroports constituent un élément essentiel du dispositif de l'armée israélienne. La solution de repli israélienne est une totale démilitarisation du Sinaï accompagnée d'un système d'alerte géré par des forces étrangères, mais il est trop tôt pour l'avancer. De toute façon, les Égyptiens demandent une démilitarisation symétrique en territoire israélien pour assurer leur propre sécurité. Pour eux, la volonté israélienne de maintenir les colonies du Sinaï ne vient pas de l'importance réelle de ces implantations, même sur le plan militaire, mais du risque de créer un précédent applicable aux autres territoires occupés. Ils n'ont d'ailleurs pas tort, comme le reconnaît Weizman[925].

L'épisode essentiel est la réunion du comité politique à Jérusalem, le 17 janvier. Déjà, la définition de l'ordre du jour s'est révélée problématique. Projets et contre-projets ont été échangés par le biais des ambassades américaines. Les Égyptiens défendent le principe du droit à l'autodétermination des Palestiniens et les Israéliens l'autonomie des « Arabes de la terre d'Israël ». Le premier jour est consacré par Cyrus Vance à trouver une formule acceptable par les deux parties, Begin croyant naïvement qu'une simple paraphrase de la résolution 242 suffirait pour une déclaration de principe servant d'excuse à l'Égypte pour conclure une paix séparée. Les incidents se multiplient. Kamil rappelle publiquement la position officielle égyptienne en ce qui concerne les Palestiniens et on lui

répond un peu plus tard qu'Israël ne négociera pas un pistolet braqué sur la tempe et qu'il refusera tout ce qui remet en cause sa sécurité. Dans les discussions politiques, on ajoute que si l'Égypte n'accepte pas le maintien des colonies israéliennes sur son territoire, le plus simple alors serait des modifications de frontière permettant leur annexion à Israël.

Begin aggrave la situation lors du dîner officiel en s'adressant au ministre égyptien des Affaires étrangères traité de « mon jeune ami » (Kamil a 51 ans, Vance 60 et Begin 64) et en lui infligeant un cours d'histoire complet. Le concept d'autodétermination a été la cause des catastrophes européennes des années 1930. Implicitement, il compare les Palestiniens aux Allemands des Sudètes au moment de Munich, ce qui, encore plus implicitement, justifierait leur expulsion, comme cela s'est passé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale… Les Égyptiens prennent très mal ce comportement considéré comme injurieux. Kamil refuse de participer au toast officiel. Les Américains le prient de ne pas le prendre mal, Begin se comporte ainsi avec tout le monde…

Le lendemain matin, alors que les conversations ont repris, Sadate, informé de la déclaration de Dayan et du comportement de Begin, ordonne à la délégation égyptienne de faire ses valises et de rentrer en Égypte en dépit de l'avis contraire d'Ibrahim Kamil. La justification officielle est qu'Israël a refusé l'offre de paix de Sadate en ne proposant qu'une paix imposée par la force.

Le président égyptien, mécontent du tour que prennent les négociations, a besoin d'une vraie dimension palestinienne au règlement. Sans elle, il n'aura pas de soutien arabe et sa position de négociation sera affaiblie par rapport aux exigences israéliennes sur le Sinaï. Il lui plaît aussi de rappeler qu'il est le champion des décisions imprévisibles et théâtrales. Les Américains se sont immédiatement interposés. Après une tentative infructueuse de Vance, Carter s'est adressé directement par téléphone à Sadate et à Begin. On convient d'un arrêt des discussions pour consultation et non de la fin du processus.

Pour débloquer la situation, Carter envisage pour la première fois de réunir Sadate et Begin à Camp David. Après consultation, le président américain considère que c'est trop prématuré. En revanche, en invitant

Sadate seul, on pourra rétablir la confiance avec lui et ébaucher une stratégie commune.

C’est la fin de la négociation bilatérale israélo-égyptienne avec les États-Unis se tenant en retrait. Le comité militaire se réunit au Caire le 31 janvier pour suspendre ses travaux le lendemain. La venue de Sadate aux États-Unis est rendue publique à la fin janvier. L’intéressé y voit le succès de sa stratégie consistant à impliquer le plus possible les États-Unis dans la négociation afin de compenser le déséquilibre des forces entre l’Égypte et Israël.

Le problème est que l’on entend parler d’un règlement global sans la Syrie et les Palestiniens, à qui on demande de s’effacer pour l’instant de la scène politique, et sans la Jordanie, qui devra s’accommoder le moment venu du rôle qu’on lui proposera.

Chapitre XIII

Camp David

« Quant à la reconnaissance de l'OLP par Israël, les Israéliens présents à la conférence y étaient dans l'ensemble totalement opposés dans les circonstances actuelles, en raison du “terrorisme” de l'organisation. Les participants palestiniens se sont, comme à l'accoutumée, retranchés derrière celle-ci, tout en finissant par admettre qu'ils n'étaient pas forcément d'accord avec sa tactique. Distinction subtile de laquelle certains conférenciers israéliens se sont vivement emparés, faisant sans doute regretter aux Palestiniens leur “modération”.
« Bien difficile aussi fut la question israélienne : vous vous dites prêts à reconnaître Israël : est-ce en droit, ou comme un fait accompli par la force *(right or might)* ? Après mûre réflexion, les Palestiniens, sur la sellette, ont dû admettre qu'il leur était impossible de répondre à cette question. Reconnaître le “droit” d'Israël, ne serait-ce pas accepter *a posteriori* tout le drame palestinien ? Tout au plus peut-on (doit-on) prendre acte de l'État d'Israël, et de sa puissance. »
MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Jérusalem, 330, Jérusalem, le 13 septembre 1978, *Colloque israélo-palestinien à Jérusalem-Est*.
« Begin est le seul leader israélien ayant la capacité de signer un tel accord, puisqu'il n'a pas un Begin dans l'opposition à son gouvernement. »
Yitzhak RABIN[926].

Les neuf points américains

L’administration Carter considère que le règlement de la question du Sinaï ne posera pas de problème insurmontable. Il faut trouver une solution concernant les territoires palestiniens qui puisse être acceptable par les parties. Un accord intérimaire est indispensable tout en offrant des perspectives d’avenir. La stratégie est de reformuler les propositions de Begin en les rendant plus attrayantes pour les Arabes. Il en sort un plan en 9 points dont la rédaction définitive date du 3 février 1978.

La période de transition serait de cinq ans, l’accord serait négocié entre des représentants de l’Égypte, d’Israël et de la Jordanie et des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. L’autonomie serait assurée par une autorité élue par les habitants. Pendant la période intérimaire, ni Israël ni la Jordanie n’invoqueront leurs revendications de souveraineté. L’armée israélienne se retirera sur des lieux précis ; des négociations s’ouvriront entre la Jordanie, l’Égypte, Israël et l’autorité pour l’application de la résolution 242. L’accord définitif devra avoir le consentement des populations gouvernées. Les parties concernées devront, durant la période intérimaire, arriver à un accord sur les questions hors de la compétence de l’autorité, la présence de forces de l’ONU ou de la Jordanie, la détermination des conditions économiquement acceptables pour une réinstallation des réfugiés palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, des droits réciproques des uns et des autres pour l’achat de terres dans les territoires et en Israël. Un plan de développement économique régional sera lancé, comprenant la Jordanie, l’autorité Gaza/Cisjordanie, Israël et l’Égypte.

Ainsi, on affirmerait le caractère transitoire de l’autonomie, l’application de la résolution 242 et un rôle pour les Jordaniens et les Palestiniens (qui n’ont pas été consultés).

Le 3 février 1978, Sadate arrive à Camp David. La cordialité de ses liens avec Carter se renforce. Sadate lui fait un historique de ses relations avec les Israéliens depuis le voyage à Jérusalem et se montre découragé. Il demande aux États-Unis de présenter un plan de sortie de l’impasse.

Carter insiste sur le fait qu’il faut du temps pour changer les positions israéliennes : les Juifs américains commencent à considérer que Begin est l’obstacle à la paix ; en cas de confrontation, ils se rallieront à lui. La

priorité est de reprendre les négociations sans les conditionner à la question des colonies. L'Égypte doit s'en tenir à la résolution 242 et à la définition des principes en ce qui concerne les droits des Palestiniens, sans aller jusqu'aux modalités d'application. Quand il y aura impasse, les Américains proposeront leur propre plan qu'il n'est pas question pour l'instant de dévoiler, afin qu'il n'y ait pas apparence de collusion entre l'Égypte et les États-Unis. Dans l'immédiat, Carter a besoin du vote au Sénat des amis d'Israël pour faire passer son traité controversé rendant à terme le canal de Panama au pays du même nom927.

Sadate pense avoir réussi à obtenir l'implication américaine indispensable. Il voit la sincérité de Carter et la puissance du lobby pro-israélien. Il ne veut pas paraître abandonner les positions arabes communes sur les droits des Palestiniens. La question fondamentale est de savoir comment lier juridiquement un accord bilatéral réglant les contentieux israélo-égyptiens et un accord définissant les principes de règlement du dossier palestinien. Sadate souhaite faire du traité égypto-israélien le modèle pour les autres : retrait sur les lignes du 4 juin 1967, reconnaissance d'Israël et garanties de sécurité. Si on déclare que ces principes s'appliquent aux autres dossiers, tout le reste suit. Carter, sur le plan des principes, est d'accord, mais le réalisme tend à l'emporter, une paix égypto-israélienne est atteignable et on ne va pas la sacrifier par l'absence de résolution de la question palestinienne. Assez clairement, Carter et Sadate sont en train de mettre le dossier palestinien au second plan.

Sadate a aussi demandé de l'armement américain. L'administration Carter décide de présenter au Congrès comme un tout indissociable, à prendre ou à laisser, la vente de 50 avions F-5s à l'Égypte, 60 F-15s à l'Arabie saoudite et 75 F-16s et 15 F-15s (*s* signifie version pour l'exportation) à Israël. Le Northrop F-5 Freedom Fighters est un avion de chasse fiable, performant et bon marché, déjà ancien mais modernisé, le McDonnell Douglas F-15 Eagle est un avion de combat de chasse tout temps, très largement supérieur au F-4 Phantom dans ce domaine, et le General Dynamic F-16 Falcon est le nouvel avion de combat et de bombardement de l'aviation américaine. F-15 et F-16 sont parmi les

avions les plus modernes de leur temps, surclassant, semble-t-il, les modèles soviétiques équivalents.

Sadate consacre le reste de son séjour à faire de la propagande auprès de l'opinion publique américaine, en particulier de la communauté juive, et à nouer des contacts avec les membres du Congrès. Le jour de son départ, le 8 février, la Maison-Blanche publie une déclaration rappelant que la résolution 242 est applicable à tous les fronts du conflit, que les implantations israéliennes dans les territoires occupés sont contraires à la loi internationale et sont des obstacles à la paix et que toute nouvelle implantation irait contre tout effort pour arriver à un règlement de paix928. La « formule d'Assouan » est reprise en ce qui concerne les Palestiniens.

Pendant ce temps, dans les premiers jours de février, s'est tenu à Alger le sommet des pays du Front de la fermeté. Ils ont surtout révélé leurs divisions avec le refus de l'Irak d'y participer. La conduite égyptienne est condamnée avec véhémence et on réaffirme le soutien à la Syrie et à l'OLP.

Après le président égyptien, c'est Dayan qui se rend aux États-Unis, très inquiet du rapprochement entre l'administration Carter et Sadate, et des progrès de ce dernier dans l'opinion publique américaine. Il tente de redresser la situation auprès de la communauté juive en rappelant que la colonisation des territoires occupés s'inscrit dans la continuation de l'action « pionnière » des premiers sionistes. En tant que sioniste, il préfère les gens du Goush Emounim à ceux qui vivent confortablement aux États-Unis tout en critiquant Israël.

Le 16 février, Dayan s'entretient avec les représentants du Département d'État puis de la Maison-Blanche. Il se montre catégorique : il ne peut être question d'un retrait de la Cisjordanie ou d'un arrêt de la colonisation. De toute façon, le roi Hussein refusera de se joindre aux discussions en cours.

À la suite de ces entretiens, Carter envoie à Sadate un message lui demandant quelle serait son attitude au cas où la Jordanie ne participerait pas à la négociation concernant les Palestiniens. La réponse du Caire est qu'une déclaration de principes suffisamment explicite sur l'avenir des territoires occupés suffirait, au moins pour une période transitoire.

À partir de la mi-février, Israël lance une campagne de mobilisation de ses amis aux États-Unis pour s'opposer à la vente d'avions de combat à l'Égypte et à l'Arabie saoudite, qui sont des pays de la confrontation et qui le menacent d'une guerre. Outre l'inquiétude, réelle du point de vue militaire, et le risque de voir se renforcer les relations entre les États-Unis et les pays arabes, cette campagne fait une excellente diversion par rapport à la question des implantations et du retrait israélien. Au Sénat, les habituels soutiens d'Israël, comme Patrick Moynihan, se font les défenseurs de la position israélienne.

Le secrétaire d'État adjoint, Roy Atherton, est chargé de faire la navette entre les parties prenantes du processus de paix. Begin lui explique sa conception juridique de la résolution 242 : les Israéliens doivent se retirer de territoires sur lesquels ils reconnaissent la souveraineté d'un autre État ; or ils n'ont jamais reconnu la souveraineté jordanienne sur la Cisjordanie… Pour Carter, c'est contraire à la lettre et à l'esprit de la recommandation.

Le 1er mars, Sadate transmet à Begin, par l'intermédiaire d'Atherton, un message au ton assez dur : il faut cesser de jouer sur les équivoques et ambiguïtés de langage et reconnaître les principes de retrait, de droits palestiniens et de sécurité mutuelle. Il accepte l'idée qu'Israël a des besoins de sécurité en Cisjordanie au-delà de la période transitoire. Begin lui répond quelques jours après en reprenant son discours habituel, qu'Israël existe depuis 3 500 ans (cet argument impressionne en général les Occidentaux, mais les Égyptiens ont déjà répondu qu'ils sont là depuis 7 000 ans…) et qu'il n'a pas besoin d'une reconnaissance arabe (ce qui rend vaine la démarche de Sadate à Jérusalem) puisque le droit d'Israël à exister vient de Dieu seul… Dans ce contexte, il n'est pas question de reprise des négociations directes.

Le 7 mars, Sadate transmet à Atherton un mémorandum sur la question palestinienne qui n'est qu'un rappel des positions égyptiennes déjà connues sur le droit à l'autodétermination après la période transitoire de cinq ans. La déception est nette à Washington, où l'on attendait des propositions se rapprochant de celles des Israéliens et permettant aux Américains de dégager des solutions de compromis. Le lendemain, Weizman est à Washington. La discussion continue de tourner autour de la

question de l'avenir de la Cisjordanie. Les Israéliens ne veulent entendre parler que de « coexistence » avec la population arabe, les Américains acceptent l'autonomie, mais à condition qu'elle débouche au bout de cinq ans sur le libre choix de la population, qui devrait être un rattachement à la Jordanie sous une forme ou une autre.

Dans tous ces débats, les perspectives des uns et des autres sont claires. Pour les Égyptiens, Sadate, en allant à Jérusalem, a fait l'essentiel en levant « l'obstacle psychologique ». Pour les Israéliens, remis de leur euphorie, le retrait des territoires constituerait une menace dangereuse pour leur sécurité. Ils s'inquiètent d'une duperie égyptienne consistant, au nom de la paix, à remettre en cause l'existence même de l'État hébreu. Si vraiment les Arabes acceptent l'existence de l'État d'Israël, ils devraient accepter ses droits historiques sur la Cisjordanie. Il n'en reste pas moins qu'il y a là une occasion historique de neutraliser l'Égypte en obtenant d'elle une paix séparée qui permettrait de consolider l'emprise sur les autres territoires occupés. Les militaires et ex-militaires comme Weizman et Dayan sont peu enchantés de la perspective d'abandonner le Sinaï pour lequel ils ont un vrai sentiment d'appropriation. En revanche, Begin pourrait, après d'âpres négociations, renoncer aux dernières revendications sur le territoire égyptien si cela permettait de contrôler définitivement la Cisjordanie qui, elle, fait partie de la « terre d'Israël ».

Carter se situe en permanence sur deux fronts. Au bout de quelques mois de mandat, il a compris sa grande vulnérabilité par rapport à un Congrès combatif et désireux, depuis les élections de novembre 1972, de jouer un rôle plus important en politique étrangère. Sa maladresse initiale s'est greffée sur une tendance plus forte du législatif de ne plus tolérer les excès des « présidences impériales » des années 1960. La ratification du traité concernant le canal de Panama destiné à une redéfinition des relations avec l'Amérique latine se heurte à l'hostilité des républicains, menés en particulier par Ronald Reagan, et d'une partie du Parti démocrate qui y voient un grave abandon. Les droites américaines, démocrate et républicaine, se sont mobilisées sur ce sujet avec un fort soutien dans l'opinion publique.

La même difficulté se rencontre dans la question de l'autorisation des ventes d'armes aux pays du Moyen-Orient. Les pro-israéliens ont mobilisé

tous leurs réseaux pour s'y opposer. Au-delà de l'aspect purement militaire, qui est important en soi, le non-dit est de savoir qui est l'allié qui compte le plus au Moyen-Orient, Israël ou les pays arabes dits modérés. Sadate travaille à faire comprendre aux Américains qu'Israël n'est d'aucune utilité pour contrer « l'expansion » soviétique. Seuls des pays arabes armés par les États-Unis ont les moyens de s'opposer aux Soviétiques. Implicitement, il revient à la géopolitique d'avant la première vente d'armes du bloc de l'Est à l'Égypte en 1955. En s'opposant aux contrats d'armements à l'Égypte et à l'Arabie saoudite au nom de la sécurité d'Israël, on démontre que ce dernier n'est pas l'atout stratégique qu'il prétend être, mais bien plutôt un handicap. La stratégie égyptienne est ressentie par les responsables israéliens comme un danger particulièrement pernicieux, car sapant la « relation stratégique » avec les États-Unis et la réduisant à un fait de pure politique intérieure américaine.

Le retour des violences

Jusqu'ici les négociations en cours ont bénéficié d'une absence relative de violences, sauf au Liban-Sud. L'Irak s'est tenu à l'écart du Front de la fermeté, considéré comme trop modéré et surtout trop d'inspiration syrienne. Le groupe Abou Nidal lui sert d'instrument contre les modérés. Ainsi, le 4 janvier 1978, Saïd Hammami, représentant de l'OLP en Grande-Bretagne, est assassiné à Londres. Il avait été l'organisateur des contacts avec la gauche israélienne. Deux jours plus tôt, deux employés de l'ambassade de Syrie dans la même ville ont été tués dans l'explosion de leurs voitures. De l'avis général, l'Irak et le groupe Abou Nidal sont les responsables de cet assassinat. L'enquête policière britannique aboutit à la même conclusion.

Le 18 février 1978, Yusuf al-Siba'i, écrivain et éditorialiste égyptien proche de Sadate, est assassiné à l'hôtel Hilton de Nicosie où se tenait le congrès de l'organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques. Le commando du groupe Abou Nidal, formé de deux hommes, prend en otages 16 congressistes et obtient du gouvernement chypriote un avion des Cyprus Airways. Aucun pays n'accepte de recevoir l'avion (la Libye et le Yémen du Sud refusent, Djibouti n'autorise qu'un ravitaillement en

kérosène), qui est obligé de revenir à son aéroport de départ. Sadate veut faire du Entebbe et du Mogadiscio et envoie des forces spéciales à l'aéroport de Larnaka. Le gouvernement chypriote refuse de les recevoir. Il s'ensuit un échange de tirs entre les militaires égyptiens et les gardes nationaux chypriotes qui fait 15 morts dans les rangs égyptiens. Ensuite, les deux membres du groupe Abou Nidal libèrent leurs derniers otages et se rendent. Sadate transforme les obsèques de son ami en manifestations populaires antipalestiniennes. Les jours suivants, les responsables égyptiens s'en prennent ouvertement à l'OLP : ceux qui prétendent diriger le peuple palestinien se sont entièrement vendus au camp du refus arabe et profitent des souffrances du peuple palestinien vivant sous occupation. On évoque le soutien des habitants des territoires occupés à la politique égyptienne pour les libérer de l'occupation.

L'évolution de la conjoncture diplomatique s'est quasi mécaniquement répercutée sur la scène politique libanaise. L'OLP et la Syrie se sont retrouvées dans le même camp, et Walid Joumblatt est conduit à se rapprocher de Damas alors que le Front libanais chrétien a joué le jeu d'Israël au Liban-Sud. Le « plan de paix » de Begin a intensifié les peurs chrétiennes puisque rien n'a été indiqué du sort des réfugiés palestiniens. Le gouvernement et la droite chrétienne ont alors lancé une campagne contre l'implantation définitive (*tawtîn*, littéralement « installation dans une patrie ») des Palestiniens au Liban. Les leaders du Front libanais ne semblent pas alors se rendre compte de la contradiction entre leur attitude et l'alliance clandestine avec Israël.

Le comportement milicien et les affrontements armés entre tendances opposées des forces palestiniennes leur ont aliéné la population civile des zones où elles sont concentrées. Ainsi, la ville de Saïda se met spontanément en grève le 28 janvier pour protester contre les violences palestiniennes. Du coup, les milices chrétiennes alliées des Israéliens et le Front libanais proclament leur solidarité avec les habitants du Sud. On tente d'entraîner les chiites contre le *tawtîn*. De fait, la ville chiite de Nabatiyé se met à son tour en grève le 8 février. Le mouvement national et les Palestiniens promettent une meilleure discipline dans leurs rangs et le respect de la population civile.

Dans ce contexte où la droite chrétienne prend ses distances avec la politique syrienne, un incident inattendu met le feu aux poudres. Le 7 février, un détachement de l'armée libanaise reconstituée attaque un convoi de l'armée syrienne à Fayadieh, sur la route de Damas. Si les causes de l'affaire sont confuses, les affrontements se généralisent entre milices chrétiennes et armée syrienne, qui bombarde les quartiers chrétiens de Beyrouth. On retrouve l'ambiance de la guerre civile avec la fermeture des voies de communication. Assad exige le châtiment exemplaire de ce qu'il perçoit comme un complot organisé par les Israéliens avec leurs alliés chrétiens. Devant le ministre libanais des Affaires étrangères, Fouad Boutros, il accuse les Gemayel d'être des « agents d'Israël[929] ». On arrive à négocier des solutions de compromis accompagnées d'un retour à un calme précaire. La justification en est que des exécutions capitales créeraient des hostilités durables entre la Syrie et le Liban, entre les peuples et les armées.

Politiquement, le tournant est essentiel. On voit un véritable renversement des alliances. Le camp chrétien tend à devenir l'ennemi de la politique syrienne. La normalisation de la vie politique tentée par le président Sarkis a échoué. La moitié du pays cherche l'alliance israélienne, l'autre, celle du front arabe du refus. La guerre est possible à n'importe quel moment, l'entente est impossible en raison de la trop grande division du pays.

Comme par hasard, au même moment, les milices alliées d'Israël reprennent l'assaut. Le 2 mars, elles tentent de s'emparer de Bint Jbeil, mais elles sont repoussées. Saad Haddad se plaint du manque de soutien israélien.

Après l'échec d'une nouvelle tentative de dialogue entre l'OLP et la Jordanie destinée à permettre aux Palestiniens d'être présents dans les négociations en cours, Arafat donne l'ordre de lancer une opération à l'intérieur du territoire israélien afin de rappeler que rien ne peut se faire sans l'OLP et le Fatah[930].

Au matin du 11 mars, un commando d'une dizaine de Palestiniens venus du Liban arrive par mer à proximité d'Haïfa. Le but primitif, semble-t-il, était de s'emparer d'un hôtel et de négocier la libération des otages contre celles de prisonniers en Israël. Mais ils ont perdu leurs points de repère et

manifestent un manque total de sang-froid. Ils tuent d'abord une photographe qui prenait des photos d'oiseaux, puis s'emparent de deux bus de vacanciers. Ils rassemblent leurs otages dans un seul véhicule. Les forces de sécurité israéliennes lancent immédiatement l'assaut. Le bilan est lourd : 37 tués, dont 6 membres du commando, et 82 blessés. C'est le coût humain le plus élevé supporté par Israël depuis des décennies.

La colère et l'indignation sont grandes en Israël. Begin assimile l'affaire à la Shoah :

> L'OLP veut nous briser moralement pour nous forcer à quitter notre terre. Mais l'ennemi ne réussira pas. Nous défendrons notre peuple par tous les moyens dont nous disposons et les responsables de ce massacre seront liquidés dans leurs bases.
>
> Ceux qui aident les assassins devront eux aussi rendre des comptes. […] L'OLP collabore avec l'URSS. Mais ce qui est le plus grave, c'est que l'URSS collabore avec l'OLP, lui fournissant des armes et entraînant ses hommes. Leur but est d'assassiner ce qui reste des survivants de l'holocauste nazi.

Les États-Unis appellent Israël à la modération et à « ne pas verser encore le sang des innocents ».

La résolution 425

Dans la nuit du 14 au 15 mars 1978, l'armée israélienne lance l'opération « Pierre de sagesse ». Elle pénètre sur plusieurs axes au Liban-Sud tandis que la marine agit sur le littoral. Afin d'assurer le minimum de pertes dans ses rangs, elle progresse lentement en faisant un usage massif de l'artillerie et de l'aviation. Au passage, les positions des observateurs de l'ONU sont détruites. Selon la déclaration du chef d'état-major de l'armée, le but est de « tuer le maximum de terroristes », mais, selon les règles les plus élémentaires de la guérilla, les forces communes ont retiré de la zone de combats l'essentiel de leurs effectifs, ne laissant que de petits groupes pour harceler les envahisseurs. En conséquence, ce sont essentiellement les populations civiles qui sont exposées au feu. Le commandement israélien n'y accorde que peu d'importance ; c'est une

punition pour la coopération avec les terroristes. Comme l'écrira Ezer Weizman, les coups portés aux civils, même non intentionnels, ont le mérite de retourner la population contre l'OLP et ses alliés[931]. Les bombardements ne sont pas les seuls à frapper la population civile, les soldats israéliens tirent à vue sur les gens qui paraissent devant eux, en particulier les véhicules, comme en témoigne la presse internationale[932]. La milice de Saad Haddad pille systématiquement les villages chiites abandonnés.

Dans la logique de l'éradication du terrorisme, l'armée israélienne ne prend que tardivement en compte l'impact médiatique du sort des populations civiles que les grands médias internationaux diffusent dans l'ensemble du monde. Elle va alors être amenée, au moins rhétoriquement, à agir avec plus de retenue. Ce schéma va se reproduire de nombreuses fois dans les décennies suivantes puisque, curieusement, les leçons de l'expérience ne semblent pas avoir été retenues.

L'objectif israélien est de châtier les Palestiniens[933], mais aussi de contrôler territorialement le Liban-Sud jusqu'à la ligne rouge où se situent les premiers éléments de la Force arabe de dissuasion. Le but est de créer un protectorat israélien défendu par des milices chrétiennes. Plus de 200 000 réfugiés s'enfuient en direction de Beyrouth alors que la banlieue sud de la capitale est aussi bombardée.

En trois jours, l'armée israélienne a pénétré en territoire libanais sur 7 à 10 kilomètres, de la Méditerranée à l'Hermon, mais ses positions avancées se trouvent harcelées par les commandos palestiniens. En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les événements provoquent des manifestations violentes des habitants en solidarité avec leurs frères du Liban. La grève générale est proclamée tandis que l'armée israélienne impose un couvre-feu drastique sur les principales agglomérations. Là encore, la brutalité de la répression israélienne, avec un acharnement contre les jeunes passés à tabac et des tirs indiscriminés de grenades lacrymogènes sur les bâtiments publics, est rapportée par la presse internationale et remet en cause devant l'opinion publique mondiale le mythe de l'occupation bienveillante.

Carter a été ému par le raid palestinien, mais refuse d'admettre la légitimité de la réponse israélienne. Elle est disproportionnée par rapport à la menace, elle engage de l'armement américain pour des buts autres que

l'autodéfense et risque de compromettre les possibilités de progrès dans les négociations avec l'Égypte. Si les États-Unis paraissent approuver l'invasion israélienne, il n'y aura plus de possibilité de faire participer au processus des Jordaniens et des Palestiniens modérés.

Dans le monde arabe, c'est la colère et l'impuissance. L'Égypte condamne tout aussi bien le raid palestinien que l'invasion israélienne. Sadate s'en prend au cercle vicieux des violences et contre-violences qui n'aboutit à rien de constructif. Il n'a que cette seule réponse, face aux accusations arabes selon lesquelles sa politique de négociation livre le reste du monde arabe aux attaques israéliennes. La presse égyptienne suit le reste de la presse arabe en accusant Israël de commettre un génocide au Liban.

Le gouvernement libanais va tenter de profiter de la catastrophe pour raffermir sa position en jouant la carte de l'internationalisation. Son but est d'obtenir l'évacuation du Sud grâce à l'envoi de forces de l'ONU, de garantir la frontière internationale et de rétablir l'autorité de l'État libanais sur la région. Dans la perspective de Beyrouth, la convergence entre les forces de l'ONU et celles de l'État libanais permettrait de mettre fin aux attaques palestiniennes et donc aux ingérences israéliennes au Liban. Les Palestiniens auraient les honneurs de la guerre mais auraient perdu le Sud. On pourrait en profiter pour abroger les accords du Caire et diminuer le poids du facteur palestinien dans la politique libanaise. La Syrie, qui n'a pas bougé, serait alors contrainte de céder. On envisage l'extension du mandat de la force des Nations unies à l'ensemble du Liban, quitte à y intégrer une FAD renouvelée934.

La diplomatie américaine soutient l'action de l'ambassadeur libanais à l'ONU, le journaliste et homme politique Ghassan Tueni. Après l'habituelle tentative pour empêcher le représentant de l'OLP de participer au débat, on arrive le 19 mars à l'adoption rapide de la résolution 425, par 12 voix et 2 abstentions (Union soviétique et Tchécoslovaquie, la Chine populaire ne participant pas au vote), destinée à devenir pour longtemps le texte de référence pour la question libanaise :

Le Conseil de sécurité,

Prenant acte des lettres du représentant permanent du Liban et du représentant permanent d'Israël,

Ayant entendu les déclarations des représentants permanents du Liban et d'Israël,

Gravement préoccupé par la détérioration de la situation au Moyen-Orient et ses conséquences pour le maintien de la paix internationale,

Convaincu que la présente situation entrave l'instauration d'une juste paix au Moyen-Orient,

1. Demande que soient strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ;

2. Demande à Israël de cesser immédiatement son action militaire contre l'intégrité territoriale du Liban et de retirer sans délai ses forces de tout le territoire libanais ;

3. Décide, compte tenu de la demande du gouvernement libanais, d'établir immédiatement sous son autorité une force intérimaire des Nations unies pour le Sud du Liban aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes, de rétablir la paix et la sécurité internationales et d'aider le gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région, cette force étant composée de personnels fournis par des États membres ;

4. Prie le secrétaire général de lui faire rapport dans les vingt-quatre heures sur l'application de la présente résolution.

Le lendemain, le Conseil de sécurité adopte la résolution 426 qui

1. Approuve le rapport du secrétaire général sur l'application de la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, contenu dans le document S/12611 en date du 19 mars 1978[935] ;

2. Décide que la Force intérimaire des Nations unies au Liban sera constituée, conformément au rapport susmentionné, pour une période initiale de six mois et qu'elle continuera par la suite à fonctionner, si besoin est, à condition que le Conseil de sécurité le décide.

Le renversement des alliances au Liban

La rapidité de la réaction internationale a pris Israël par surprise. La nouvelle légitimité internationale interdit tout espoir, d'ailleurs illusoire, d'un accord avec le gouvernement libanais ou de la mise en place d'un condominium implicite avec la Syrie sur la région. Le centre du débat est explicitement le retrait sur la frontière internationale. La première réponse est d'élargir la zone contrôlée par l'armée israélienne jusqu'au fleuve Litani et aux abords de la ville de Tyr, qui constituent maintenant une « poche » reliée au reste du pays par la route du littoral. Cette opération « Litani » est marquée entre autres par l'utilisation de bombes à fragmentation dans des zones urbaines.

Weizman proclame un cessez-le-feu unilatéral à partir du 21 mars, mais l'OLP refuse de l'accepter et continue les combats pendant encore près d'une semaine. L'armée israélienne proclame sa victoire, annonçant avoir tué 250 « terroristes » pour une vingtaine de morts dans ses rangs – l'OLP ne reconnaît la perte que de 75 hommes. Les premières estimations des pertes civiles s'élèvent à plusieurs milliers de morts, elles seront ensuite révisées à la baisse. Il est raisonnable de les estimer à plus d'un millier de morts plus les blessés et des dizaines de milliers de sans-abri.

Le coût psychologique doit aussi être considéré. Si Sadate est décidé à tout faire pour récupérer l'intégralité du territoire égyptien et si l'opinion publique égyptienne ne veut plus faire la guerre pour les Palestiniens, les événements du mois de mars 1978 éloignent pour longtemps toute possibilité de réconciliation populaire. Si paix il doit y avoir, elle sera froide voire glaciale.

Les premiers contingents de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) sont constitués dès le 23 mars. Dès le début, la faiblesse de son mandat est claire. On l'a définie comme s'il s'agissait d'une force d'interposition dont la présence est indispensable pour toutes les parties concernées (ce qui est le cas des accords de désengagement dans le Sinaï et le Golan). Or, sur le terrain, les principales forces ne sont même pas reconnues du point de vue international, la milice de Saad Haddad (appelée par l'ONU « force *de facto* » et qui prend le nom, le 26 mars, d'« Armée du Liban-Sud ou ALS) et les forces communes palestino-

progressistes. La FINUL ne peut être dotée que d'« armes défensives » et n'agir qu'en cas de « légitime défense ». Elle se trouve dans l'incapacité juridique et effective d'imposer sa mission par la force.

La France a fourni immédiatement les premiers éléments de la force internationale. Les autres pays contributeurs sont la Norvège et le Népal suivis du Nigeria, du Sénégal, des îles Fidji, de l'Iran et de l'Irlande. Le commandement a été confié au général ghanéen Emmanuel Erskine, le chef d'état-major de l'ONUST. Il entre immédiatement en contact avec Arafat qu'il rencontre à Beyrouth-Ouest le 23 mars. Le leader palestinien accepte l'entrée de la FINUL dans la poche de Tyr, mais seulement jusqu'au retrait israélien. Pour l'OLP comme pour la Syrie, Tyr, n'ayant pas été occupée par les Israéliens, n'est pas directement concernée par la résolution 426. Selon cette même interprétation, la FINUL ne peut prendre position dans la zone tampon entre la FAD et l'armée israélienne. Quant au dernier pont sur le Litani tenu par les Forces communes, Arafat, sans dire non, fait comprendre que ses alliés libanais refuseront de le transférer aux casques bleus.

Encadrés par les miliciens palestino-progressistes, les premiers militaires français entrent dans la poche de Tyr le 24 mars. Ils réussissent à s'établir dans une caserne de l'armée libanaise, puis procèdent à des patrouilles d'interposition entre les belligérants.

Si les Syriens ont refusé l'affrontement inégal avec l'armée israélienne, ils ont laissé passer des renforts à l'OLP dont des contingents de la Saʿiqa. Plus significativement, ils autorisent ensuite l'envoi de « volontaires » irakiens au Liban. Le nouveau rapport de force au Proche-Orient implique maintenant clairement un rapprochement syro-irakien sur les positions les plus radicales. Il en est de même pour le renversement d'alliances en cours au Liban. Les Syriens utilisent le Premier ministre sunnite, Salim al-Hoss, pour entraver l'envoi d'un contingent de l'armée libanaise au Liban-Sud dans le cadre du futur retrait israélien[936]. Les Américains le demandent avec insistance, mais les Israéliens le refusent de toute façon. Tous les accès au Liban-Sud sont contrôlés par les palestino-progressistes et il est exclu que le détachement de l'armée libanaise puisse s'ouvrir la voie par la force. Il est manifeste que les Syriens voient maintenant dans le Front libanais des alliés d'Israël. Ils devinent, sans en avoir la certitude absolue,

que Bachir Gemayel a vivement suggéré aux Israéliens de frapper l'armée syrienne. Le leadership traditionnel sunnite et les palestino-progressistes deviennent les nouveaux alliés de Damas tandis que les milices chrétiennes sont définies comme les ennemis.

Quant aux chiites, ils sont partisans du retour à la légalité libanaise, autrement dit la dénonciation de l'accord du Caire et l'envoi de l'armée au Sud. Tout en utilisant la phraséologie nationaliste et l'art rhétorique libanais de désigner les personnes sans les nommer, c'est bien le sens du prêche du 31 mars 1978 de l'imam Moussa Sadr sur le thème de « libérer le Sud avec l'aide de l'État[937] » :

> Nous devons aujourd'hui faire face à l'occupation israélienne. Aux ambitions annexionnistes des Israéliens sont venues s'ajouter des ambitions d'ordre confessionnel et des ambitions arabes. Ces dernières résultent du laisser-aller et de la fuite devant les responsabilités. En outre, un danger plus grave nous menace. C'est celui que nous entendons chaque jour sur les ondes des radios internationales qui font état des tentatives israéliennes visant à créer des milices collaboratrices avec l'ennemi. Je mets en garde les chiites contre ce danger après qu'il eut été notamment prouvé que personne n'est venu en aide aux chiites tout le long de l'histoire du Liban depuis l'indépendance. Je rappelle ici que le message du Liban est un message de coexistence entre les religions chrétienne et musulmane. N'oublions pas que l'histoire de l'ennemi est jalonnée de complots, à commencer par leur complot contre le Christ.
>
> À présent, nous devons libérer le Sud, une contrée qui a supporté toute seule le poids de la cause palestinienne depuis qu'Israël a installé en 1948 ses premières colonies. Ce ne sont pas les Libanais qui ont mis le feu aux poudres dans le Sud, mais les Arabes et quelques personnes qui occupaient des postes de responsabilité politique dans le passé. En particulier, c'est un responsable au sein d'un ancien gouvernement qui avait officiellement donné son accord. Donc, ce ne sont pas les habitants du Sud qui doivent être tenus pour responsables de l'explosion dans le Sud.
>
> Nous refusons d'adopter une attitude défaitiste quelle que soit l'ampleur de la tragédie. Nous retournerons dans le Sud. Pour le libérer, nous aurons recours à l'État, à son chef et à notre système politique.

> C'est à l'État d'appliquer la stratégie de la libération. Avec le concours de l'État, seuls les habitants du Sud sont appelés à déloger l'occupant en le harcelant le cas échéant. Nous ne voulons pas que les pays arabes frères et la résistance palestinienne contribuent dans l'opération de libération du Sud. Nous disons que notre terre a été occupée à cause d'un complot international facilité par un laisser-aller arabe.

Pour les progressistes, le « Sud d'abord » des chiites risque de conduire à une alliance politique entre les chiites et les chrétiens. Quant aux Israéliens, ils se rendent compte qu'ils ne peuvent compter ni sur les Syriens ni sur l'État libanais pour assurer leur tutelle sur le Liban-Sud. Ils sont censés assurer leur retrait en transférant les territoires à la FINUL dont le pouvoir de dissuasion est quasi nul (mais qui dès le départ a su s'attirer les sympathies de la population civile).

Ainsi, à la veille du premier retrait israélien prévu pour le 11 avril, des incidents opposent le quartier chiite de Chyah au quartier chrétien d'Aïn el-Rumaneh à Beyrouth. On retrouve des deux côtés francs-tireurs et bombardements. La FAD intervient immédiatement et menace de tirer à vue sur tout contrevenant. Néanmoins, les observateurs se demandent s'il n'y a pas là une manipulation politique destinée à empêcher le rapprochement entre chrétiens et chiites. Le bilan de plusieurs jours d'affrontements serait de plusieurs dizaines de morts des deux côtés.

Sarkis tente de rétablir son autorité en imposant la démission du gouvernement Hoss. Il s'agit de mettre tout le monde devant ses responsabilités. On se heurte rapidement à la difficulté principale. Si tous veulent l'application de la résolution 425, les musulmans refusent l'abrogation des accords du Caire. On se contente de la formule « arrêt de l'action armée palestinienne et autre que palestinienne sur tout le territoire libanais ». Après avoir envisagé la solution d'un « gouvernement des géants » composé des principales personnalités politiques puis celle d'un « gouvernement des enfants » (les fils des précédents), on en revient à la formule du gouvernement Hoss.

Dans le camp chrétien, les Frangié considèrent que l'alliance avec la Syrie doit prévaloir sur celle avec Israël. S'ils refusent les réformes constitutionnelles prônées par les Syriens, ils considèrent que la protection syrienne est indispensable pour les maronites. Il s'y ajoute de fructueuses

relations d'affaires entre les familles Frangié et Assad. Le 11 mai, Suleiman Frangié se retire du Front libanais et se réconcilie spectaculairement avec Rachid Karamé, le chef politique des musulmans sunnites du Nord. Il s'ensuit une montée des tensions dans le Nord du pays où Suleiman Frangié ne tolère plus la présence des partisans des Phalanges et des Forces libanaises. Il veut avoir le monopole de la représentation politique du Nord chrétien ainsi que du rançonnement milicien des populations.

Le 17 avril, le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, se rend à Beyrouth. Arafat manœuvre et obtient de le recevoir avec un protocole de chef d'État, à l'égal du président Sarkis rencontré le même jour. Le chef de l'OLP exige le maintien des accords du Caire qui doivent avoir selon lui priorité sur la résolution 425. Son but est de devenir un partenaire indispensable à tout accord sur le Liban-Sud en se faisant le garant de la sécurité de la FINUL. Le même 17 avril, les hommes d'Arafat arrêtent 120 militants de la faction d'Abou Nidal envoyés au Liban-Sud par l'Irak, d'où une crise entre la direction du Fatah et l'aile gauche de la résistance palestinienne. Comme d'habitude, Arafat l'emporte en alternant les démonstrations de force et les compromis boiteux.

Sarkis, en réponse, adresse à Waldheim un mémorandum disant que la résolution 425 doit être appliquée à la lettre sans tenir compte des accords précédents, ce qui équivaut à une répudiation implicite des accords du Caire.

Le 30 avril, l'armée israélienne entame son principal retrait destiné à permettre la constitution d'une ceinture de sécurité le long de la frontière internationale. Immédiatement, la FINUL se heurte aux Forces communes. Deux miliciens du Parti communiste libanais sont tués. Dans la nuit du 1er au 2 mai, les parachutistes français ont un nouvel affrontement avec des Palestiniens du FPLP, trois d'entre eux sont tués. La tension est très forte dans la poche de Tyr, en dépit du rôle modérateur du Fatah, qui, les jours précédents, a combattu les radicaux dans ses propres rangs. Dans la journée du 2 mai, des Palestiniens attaquent un convoi de la FINUL. Les tirs sont intenses. Le colonel français Salvan, venu s'interposer, est grièvement blessé. Trois casques bleus sont tués et 7 autres blessés. Une dizaine de Palestiniens ont aussi été tués. L'opération a été menée par des

éléments du Front du refus à l'instigation de l'Irak. Il s'agirait du Front de libération de la Palestine d'Abdul Abbas d'obédience baathiste irakienne. La Syrie fait comprendre qu'elle ne tolérera plus de tels actes qui ne profitent qu'à Israël.

Les officiers de l'OLP réussissent à prendre le contrôle de la situation tandis que le siège de l'ONU à New York donne pour instruction de ne plus procéder à des patrouilles nocturnes, ce qui permet toutes les infiltrations. L'ONUST conserve son existence administrative indépendante, mais elle est le contrôle opérationnel de l'état-major de la FINUL.

Dans les derniers jours de mai 1978, les Israéliens annoncent leur retrait final pour le 13 juin, qui devient la nouvelle échéance pour toutes les parties. L'OLP multiplie les assurances qu'elle respectera la souveraineté libanaise, ce qui laisse tout le monde sceptique. Les Palestiniens acceptent l'envoi de l'armée libanaise à condition que les accords du Caire soient réactivés. Les sunnites s'alignent de plus en plus sur les Palestiniens, moyen pour eux d'exister politiquement en dehors de la tutelle syrienne, d'où leur répugnance à envoyer l'armée dans le Sud. Le Front libanais partage la même hostilité de peur de voir un affrontement entre l'Armée du Liban-Sud et les forces légales libanaises. À la fin de mai, Sarkis se rend à Lattaquié en Syrie pour un sommet avec Assad. Le président syrien accepte l'envoi de l'armée au Liban-Sud, mais exige la rupture de tous les liens officiels entre l'ALS et l'armée libanaise. Il recommande la prudence : « La situation n'est pas favorable. Ce n'est pas le moment d'affronter l'OLP. Il ne faut pas naviguer à contre-courant. » Sarkis rentre désenchanté de cette rencontre[938]. Il refuse de condamner Saad Haddad pour trahison, ce qui lui donnerait le prétexte de proclamer un État sécessionniste. L'armée libanaise n'a pas les moyens de s'opposer à l'ALS soutenue par l'armée israélienne.

Alors que toute l'attention se porte sur le Sud, c'est au Nord que tout va se jouer. Depuis plusieurs semaines, les violences se multiplient entre les Forces libanaises de Bachir Gemayel et les Marada des Frangié. Le patriarcat maronite et les responsables politiques tentent en vain des médiations pour ramener le calme dans le camp chrétien. Le 7 juin, le responsable des Phalanges à Zghorta, fief des Frangié, est assassiné.

Le 2 juin 1978, une bombe explose dans un autobus à Jérusalem, tuant 6 jeunes gens, un Américain et 5 Israéliens. L'attentat est revendiqué de Beyrouth par la résistance palestinienne. Le 9 juin, l'armée israélienne lance une attaque contre la base navale palestinienne de Sarafand au sud de Saïda. La base est détruite, mais les Israéliens perdent 2 officiers dans l'opération. Un nombre indéterminé de Palestiniens est tué dans l'affaire. Si l'opération est justifiée comme « préventive » et destinée à empêcher les infiltrations par mer, elle sert aussi, selon l'expression d'Yigal Yadin, vice-président du Conseil, à « rappeler à tout le monde qu'aucune frontière ne saurait protéger les terroristes qui s'attaquent à notre population civile, sur la côte comme à Jérusalem, et se vantent ensuite de leurs exploits ».

Le jour même de l'évacuation israélienne, le 13 juin, un commando des Forces libanaises menées par Samir Geagea attaque la résidence des Frangié à Ehden, dans le Nord. Le bilan est terrible, Tony Frangié, fils de Suleiman Frangié et député de Zghorta, sa femme et sa fille de 3 ans sont tués ainsi qu'une trentaine de personnes. On ne sait pas s'il s'agit d'une « bavure » lors d'une action aventureuse ou si l'opération avait au minimum comme objectif d'assassiner Tony Frangié. Elle introduit une rupture durable dans le camp chrétien ainsi qu'une vendetta entre les Frangié et les Gemayel. Les militants phalangistes du Nord sont assassinés ou expulsés de leurs régions d'origine. La FAD occupe l'ensemble du Nord du pays, à l'exception de la région de Zghorta. En même temps, Bachir Gemayel s'emploie à asseoir sa domination sur le reste du pays chrétien en se montrant impitoyable envers ses rivaux.

Au Sud, la FINUL essaye de finasser entre les différentes forces en présence. De même qu'elle traite avec les forces de l'OLP, elle passe des accords avec l'ALS censée dépendre du gouvernement légitime du Liban. Le pari du gouvernement libanais est que, le moment venu, Saad Haddad rétrocédera son territoire à l'armée libanaise. Dans ce cadre, la FINUL pourrait se déployer à l'intérieur des zones contrôlées par la milice chrétienne. Le retrait israélien est largement un simulacre puisque l'ALS contrôle une « ceinture de sécurité » de 5 à 10 kilomètres sur 40 kilomètres le long de la frontière. Contrairement aux engagements pris, les forces *de facto* refusent le déploiement de la FINUL, n'acceptant finalement que l'installation des casques bleus dans quelques positions

symboliques avec des effectifs ne dépassant pas chaque fois 7 hommes. Il est évident que Saad Haddad n'agit que sous protection israélienne.

La poursuite des négociations

En pleine opération « Litani », Begin arrive à Washington le 21 mars pour une visite prévue de longue date. Carter est maintenant décidé à se montrer ferme. Il fait porter sur Israël la responsabilité du blocage de la négociation avec l'Égypte. Sur la Cisjordanie, la délégation israélienne s'efforce de faire accepter l'idée que le projet d'autonomie peut être équivalent au retrait prévu par la résolution 242[939]. Carter reconnaît un vrai changement par rapport aux gouvernements travaillistes, mais rappelle que tout règlement qui ne passe pas par une consultation des populations concernées ne pourra être durable. Le 22 mars, le président américain synthétise la position israélienne sous la forme de « six non » : pas de retrait complet, pas d'arrêt de la colonisation, pas d'abandon des implantations dans le Sinaï, pas d'abandon des revendications politiques sur la Cisjordanie, pas d'application de la résolution 242 à tous les fronts, pas de droit pour les Palestiniens de choisir leur destin, même entre Israël et la Jordanie ou la poursuite de l'autonomie.

Si le ton est brutal, on n'en reste pas moins dans le cadre défini par les Israéliens de la période transitoire d'autonomie. Carter se sert de ces « six non » pour montrer à l'opinion publique américaine et au Congrès que l'obstruction vient de Begin. Les soutiens habituels de la politique israélienne se montrent plutôt froids envers le Premier ministre.

En Israël, l'opposition travailliste accuse le gouvernement de manquer l'opportunité historique d'une paix avec l'Égypte en se montrant trop rigide. Le style de négociation de Begin conduira, sous pression internationale, à tout céder sur le Sinaï. L'obstacle cisjordanien pourra être levé en reprenant la mythique « option jordanienne ». Plus importante encore est l'apparition d'un mouvement extraparlementaire recrutant au départ chez des officiers de réserve. Leur argument est que la sécurité d'Israël sera réellement assurée par une vraie paix avec les Arabes et non par le maintien de l'occupation des territoires. Le manifeste originel publié le 7 mars reçoit une dizaine de milliers de signatures. Le

mouvement passe à des manifestations publiques devant le domicile de Begin et reçoit le nom de « La paix maintenant » tiré de l'un de leurs slogans. À la fin d'avril, il s'institutionnalise, devenant un acteur reconnu de la scène politique israélienne.

Dans l'autre camp, les partisans du Grand Israël constituent l'autre opposition extraparlementaire regroupant les militants du Goush Emounim, les colons du Sinaï et la droite du Likoud. Pour s'opposer à tout retrait, ils préparent la mise en place de 20 colonies « illégales » en Cisjordanie et éventuellement un bras de fer avec le gouvernement.

Pendant ce temps, Sadate se sert de Weizman pour maintenir un canal de communication directe avec les Israéliens. Le ministre de la Défense est invité au Caire à la fin de mars. Il comprend de son interlocuteur que l'Égypte voudrait une « feuille de vigne » couvrant le dossier palestinien afin de pouvoir conclure une paix séparée. Elle est prête à se substituer à la Jordanie comme tutrice de l'autonomie palestinienne si le roi Hussein ne veut pas de ce rôle. Comme Dayan, Weizman est prêt à accepter une vraie autonomie des Palestiniens et reproche à Begin de n'en proposer qu'une caricature. Mais, comme lui, il ne veut abandonner ni les colonies existantes ni la possibilité d'en créer de nouvelles. Les deux ministres « libéraux » du gouvernement s'accrochent à la fiction d'une occupation bienveillante qui permettrait la cohabitation harmonieuse des deux peuples. Les Israéliens conserveraient leur présence militaire et le droit de s'installer, et les Palestiniens pourraient gérer leur quotidien940. Néanmoins, Weizman et Dayan s'opposent sur la question de la fin de la période intérimaire. Le premier considère qu'au bout de cinq ans, on doit aboutir à un « règlement permanent » négocié avec l'Égypte, la Jordanie et les représentants des territoires. Le second s'imagine que ses propositions permettront d'établir un *modus vivendi* acceptable pour tous et que personne n'aura intérêt à revenir sur la situation ainsi créée. Begin s'oppose aux deux, jugeant que sa proposition d'autonomie administrative constitue la solution définitive à la question.

La visite de Weizman a provoqué le mécontentement de l'entourage de Sadate941. Recevoir le ministre israélien de la Défense alors que le Liban-Sud est toujours occupé : les pays arabes « modérés » comme l'Arabie saoudite ont fait connaître leur désapprobation.

Les discussions entre Vance et Dayan, tenues à Washington les 26 et 27 avril, ne voient pas de progrès majeurs, même si l'on obtient des « clarifications » sur un certain nombre de points. Surtout, les Américains le trouvent plus imaginatif et flexible que Begin.

Au Congrès, Carter se heurte toujours à une forte opposition sur les ventes d'armes. Les livraisons à l'Égypte d'avions d'un modèle déjà ancien ne posent pas de problème majeur. L'opposition se concentre sur les commandes saoudiennes et sur le caractère lié des trois contrats qui met les deux pays arabes sur le même rang qu'Israël. Les groupes de pression pro-israéliens déploient toute leur énergie pour s'y opposer. Les Saoudiens font comprendre que ces avions ne constituent pas une menace pour Israël, supérieurement doté de ce type d'armes. Les avions seront de toute façon dépendants en permanence des techniciens américains chargés de leur maintenance. Le but est de faire face aux arsenaux irakien et iranien. Ils engagent une agence de relations publiques pour défendre leurs positions. Un jeune prince saoudien, pilote de chasse de formation, Bandar Bin Sultan (le fils du ministre de la Défense), fait aussi ses premières armes politiques dans cette lutte d'influence. Les grandes firmes américaines liées à l'Arabie saoudite, en particulier dans l'aéronautique, le pétrole et les finances, soutiennent aussi le projet.

L'essentiel de l'activité de la Maison-Blanche durant la première quinzaine de mai est consacré à ce sujet. Finalement, le 16 mai, le Sénat vote favorablement à une forte majorité (54 contre 44), mais c'est une victoire à la Pyrrhus pour l'administration, qui ne peut plus se permettre une telle épreuve de force après le vote controversé sur le traité du canal de Panama passé à la majorité requise des deux tiers le 18 avril 1978. Elle a dû multiplier les assurances en faveur de la sécurité d'Israël, ce qui lui interdit tout moyen de pression ultérieur. De plus, le vote est passé grâce aux sénateurs républicains qui se sont prononcés en majorité positivement alors que le vote positif a été minoritaire chez les sénateurs démocrates. L'affaire des avions a permis au gouvernement israélien de retrouver ses soutiens habituels qui avaient pris leurs distances en raison de l'attitude négative de Begin.

Les États-Unis attendent une contre-proposition égyptienne sur le sort des territoires palestiniens. Quand elle arrive, le 1er mai, elle est jugée plus

que décevante : durant la période de transition, ils devraient être confiés à l'ONU, la Jordanie et l'Égypte ayant un rôle de conseiller ; Israël n'étant pas mentionné. Begin est à Washington le même jour pour les célébrations du trentième anniversaire de l'État d'Israël. Son bref entretien avec Carter se déroule cordialement mais sans avancée concrète.

Pendant tout le mois de mai, les Américains attendent de nouvelles propositions israéliennes concernant la Cisjordanie et Gaza qui ne viennent pas. Le gouvernement Begin veut montrer son mécontentement en ce qui concerne la vente d'armes à l'Arabie saoudite et sa détermination à ne pas céder sur le sort des territoires. Le 17 mai, les Égyptiens envoient de leur côté un long mémorandum maintenant leurs positions préalables et rappelant qu'il existe aussi une opinion publique égyptienne et arabe à ménager.

Le Caire renoue les contacts avec les autres capitales arabes942. Le président soudanais Nimeiri propose sa médiation. Les uns et les autres demandent que Sadate désavoue son initiative. Les Égyptiens répondent qu'il n'en est pas question : le gain est considérable auprès de l'opinion publique mondiale, les pacifistes israéliens contestent le gouvernement Begin, l'Arabie saoudite a pu obtenir le contrat d'armes américaines. L'Égypte ne reprendra les négociations que quand Israël aura cédé sur la question de la souveraineté des territoires occupés. L'Arabie saoudite apporte son soutien à cette position.

Après un long débat interne, le gouvernement israélien adopte enfin, le 18 juin, une position consacrée ensuite par un vote à la Knesset le 20 juin943. Il accepte qu'au bout de cinq ans d'autonomie des territoires, la nature des relations entre les parties soit examinée et approuvée conformément aux suggestions émises par chacune des parties. En vue d'arriver à un accord, les parties négocieront entre elles, avec la participation de représentants des résidents de Judée, Samarie et Gaza, élus conformément aux dispositions prévues dans le statut d'administration autonome. Il n'est pas fait mention de la résolution 242 ni d'un rôle quelconque de la Jordanie ou de l'Égypte. L'autonomie ne commencera qu'après la signature d'un traité de paix avec l'Égypte ou la Jordanie.

La médiation américaine

Les Américains pensent qu'il est temps de relancer les contacts directs, gelés depuis six mois, et proposent pour le mois de juillet une réunion des trois ministres des Affaires étrangères concernés, Vance, Dayan et Ibrahim Kamil. La stratégie égyptienne a réussi, les Américains sont devenus des partenaires à part entière avec la fonction de médiateur.

En préparation de la rencontre, le vice-président Mondale est envoyé en Israël puis en Égypte. On sait que cet homme politique a toujours été concerné par le risque pour le Parti démocrate de s'aliéner l'électorat juif. En Israël, il est à la fois chargé de réaffirmer publiquement les liens particuliers unissant son pays à l'État hébreu et en même temps de marquer clairement la position américaine. Dans une déclaration soigneusement préparée à l'avance, il fait l'analogie entre le Sinaï qu'Israël est près à évacuer, à l'exception de certains points dont la superficie ne dépasserait pas 2 à 3 % de l'ensemble, et les territoires palestiniens : les concepts peuvent être identiques, à savoir séparer le principe du maintien des territoires de celui de la sécurité qui pourrait être assurée notamment par des garanties de démilitarisation et des postes de contrôle électroniques (2 juillet 1978). Toute perspective d'établissement d'un État palestinien est exclue. Il est le premier responsable américain à se rendre au Mur des lamentations, donc à Jérusalem-Est, en « visite privée » certes, mais en compagnie du maire de Jérusalem, Teddy Kollek. Un nouvel attentat palestinien dans la ville est fermement condamné. Les Américains accusent directement l'OLP et son chef. Aucun contact n'a lieu avec les Palestiniens des territoires occupés, qui, depuis longtemps, ne croient plus en la politique américaine.

Dayan se montre pessimiste : tant que Sadate insistera sur des concessions importantes pour les Palestiniens, il ne pourra y avoir de paix. Mondale a une entrevue orageuse avec Sharon, qui l'accuse de vouloir renverser le gouvernement Begin et de faire trop de pressions sur Israël et trop de promesses aux Arabes.

Le lendemain, Mondale rencontre Sadate à Alexandrie. Maintenant, les Américains sont habitués à ses surprises. Le président égyptien déclare ne plus vouloir insister sur l'autodétermination des Palestiniens et propose

tout simplement de rétrocéder Gaza à l'Égypte et la Cisjordanie à la Jordanie. Au bout de cinq ans, les Palestiniens participeraient à la résolution du problème.

En maugréant, Égyptiens et Israéliens ont accepté le principe de la réunion des trois ministres des Affaires étrangères à Londres.

Sadate profite d'une invitation du chancelier Kreisky pour se rendre en Autriche, à l'occasion d'une rencontre de l'Internationale socialiste, pour tenter de déstabiliser le gouvernement Begin, voire de le remplacer par une nouvelle coalition regroupant les travaillistes et une partie du Likoud, c'est-à-dire un regroupement autour de Shimon Peres et de Weizman944. Il rencontre ainsi, le 9 juillet, le leader travailliste. Dayan exprime son mécontentement mais, pour la première fois, Peres s'est affranchi de la tutelle de son ancien ami. Begin, qui a d'abord donné son consentement, tente au dernier moment de dissuader Peres, mais ce dernier a le soutien du comité directeur de son parti. Les deux hommes font assaut de charme945. Peres se donne la réputation d'être libéral en reprenant les termes de la résolution 242 et en y ajoutant la reconnaissance de l'existence d'un problème palestinien qui doit être résolu de manière acceptable pour les Palestiniens : « La continuation du dialogue israélo-égyptien est sans nul doute la voie la plus réaliste pour arriver à une solution des problèmes en suspens, y compris le problème palestinien. »

Sadate explique à son entourage que Peres s'est déclaré prêt à des concessions pour trouver une solution médiane entre les exigences de la sécurité israélienne et les droits des Palestiniens. Au dîner officiel avec Kreisky et Brandt, le président égyptien marque son mépris pour le roi Hussein, allant jusqu'à le traiter de schizophrène.

Pendant ce temps, Peres demande à Begin l'autorisation de rencontrer Hussein, ce qui lui est refusé. Néanmoins, il peut se rendre secrètement au Maroc pour sa première audience avec Hassan II. Le monarque lui explique qu'Israël doit reconnaître l'OLP et traiter avec Arafat, le seul interlocuteur possible pour représenter les Palestiniens, y compris ceux des territoires946.

La suite de la manœuvre égyptienne consiste en une invitation de Weizman à se rendre d'urgence en Autriche. Durant l'entretien, le

13 juillet, Sadate explique qu'il ne croit pas au succès de la réunion tripartite de Londres. Si d'ici octobre, premier anniversaire de sa visite à Jérusalem, on n'enregistre pas de progrès décisifs, le président égyptien démissionnera (mais il est prêt, comme Nasser, à être rappelé par son peuple). Il tente d'obtenir de nouvelles concessions dans le Sinaï sous forme d'un retrait partiel. Il envisage de faire du monastère de Sainte-Catherine le lieu de rencontre des trois grandes religions monothéistes. Weizman le prévient qu'il est impossible de contourner Begin qui a pour lui la majorité de l'électorat israélien. La discussion porte ensuite sur le sort de la Cisjordanie. Sadate propose une force conjointe jordano-égypto-israélienne pour y assurer la sécurité après le retrait israélien. Il n'est pas question d'un État palestinien. Arafat est un homme fini et il en est de même pour son organisation. Il ajoute la proposition de faire venir l'eau du Nil pour irriguer le Néguev.

L'atmosphère est courtoise voire détendue, mais les désaccords restent entiers sur la Cisjordanie, Jérusalem, Gaza et le Sinaï. Dans la foulée, Sadate accorde une interview dans la presse israélienne où il évoque la future vie commune entre Égyptiens et Israéliens et en profite pour s'en prendre à Begin pour qui la seule chose qui compte est la signature d'un traité et non les relations ultérieures entre les peuples. Après sa rencontre avec Peres, il a constaté que « très peu de chose séparent nos thèses de celles d'Israël. J'ai accepté qu'Israël soit intégré dans la région, que nous normalisions nos relations et que satisfaction soit donnée aux préoccupations de sécurité d'Israël. Notre différend avec M. Begin est qu'il veut tout cela plus les territoires arabes ».

Pour des raisons de sécurité, les Britanniques ont déplacé le lieu de la réunion de Londres à Leeds Castle dans le Kent (rien ne vaut un château médiéval dans ce genre de considération !), les 18 et 19 juillet. Alors que l'on attend peu de cette rencontre faite de sessions plénières et de discussions bilatérales de chaque partie avec les Américains, les résultats sont plutôt productifs. On confronte une nouvelle fois les positions sur la Cisjordanie. On échange des « non-documents » *(non-paper)*, c'est-à-dire des textes n'engageant pas officiellement les gouvernements. Les Égyptiens sont prêts à tout céder en matière de sécurité, mais rien en ce qui concerne les territoires. En cas de refus jordanien ou palestinien, ils

acceptera ient de négocier sur le sort des territoires, au moins durant les premières étapes. Les Israéliens acceptent le principe d'une négociation à la fin de la période transitoire de cinq ans, mais Dayan ne veut pas aller plus loin que l'abolition du gouvernement militaire. Les Israéliens doivent conserver le droit d'avoir des positions militaires et d'installer des colons.

L'opposition travailliste, La paix maintenant et même Weizman considèrent publiquement que le gouvernement est incapable de faire la paix. Begin contre-attaque vigoureusement en accusant ses adversaires d'agir contre l'intérêt national et de limiter les perspectives d'un traité plus favorable à Israël. Tout se joue autour du retrait sur les lignes du 4 juin. Avec une redoutable habileté, il reprend devant la Knesset l'argument d'Eban sur les frontières d'Auschwitz, termes extrêmes qu'il n'avait jamais employés : il n'y aura pas d'Auschwitz, ici, pas de Massada, pas de paix qui remette en cause l'existence même de l'État d'Israël[947]. Il obtient une confortable majorité de 68 voix contre 32 le 24 juillet 1978.

Le raidissement égyptien est symétrique à celui d'Israël. Sadate attend le résultat de ses demandes à Weizman que des « fuites » ont communiquées à la presse israélienne. Furieux, il reprend dans ses déclarations publiques l'accusation que Begin est le seul obstacle à la paix. La réponse de celui-ci est sèche. Il déclare à la presse qu'il n'est pas question de gestes unilatéraux et que tout doit avoir lieu sur la base de la réciprocité. Il en informera officiellement l'Égypte (23 juillet).

La réplique de Sadate est immédiate. Il met fin à tous les canaux de communication entre Israël et l'Égypte, en particulier la mission militaire présente au Caire (27 juillet). Il fait entendre aux Américains que pour lui le processus de paix est terminé. Dans ses contacts avec les responsables égyptiens, le roi Hussein marque son incompréhension de la stratégie de Sadate : il n'y a aucune différence de fond entre la droite et la gauche israéliennes, Begin ne fait qu'exprimer tout haut ce que tous pensent[948]. La Jordanie ne participera à la négociation qu'en cas de retrait complet de la Cisjordanie et de Jérusalem. Seuls les Américains peuvent l'obtenir.

Le 30 juillet, Carter réunit ses conseillers et leur annonce sa décision de convoquer un sommet à Camp David avec Sadate et Begin. Vance est envoyé pour transmettre les invitations. Le président veut faire un geste

spectaculaire pour mettre fin à l'impasse dans le processus de paix. Sur le plan intérieur, les votes sur le canal de Panama et les contrats d'armements lui ont politiquement coûté cher. Son programme sur l'énergie a échoué devant la coalition des groupes d'intérêts. Arriver à un accord de paix au Moyen-Orient, quelle qu'en soit la nature, lui redonnerait le prestige et le dynamisme nécessaires à sa présidence.

L'équation politique est simple : Sadate veut le retour de l'intégralité du Sinaï, Begin la pérennisation de la présence israélienne à Gaza et en Cisjordanie et Carter un accord de paix. Il faut arriver dans la négociation finale à obtenir que chacun s'en tienne à ce qui est essentiel pour lui et trouver un lien diplomatique entre ces différents éléments. Si l'équation est simple, l'exécution reste toujours difficile.

Les 6 et 7 août 1978, Vance se rend à Jérusalem et à Alexandrie pour porter aux intéressés les lettres d'invitation à une rencontre au sommet à Camp David à partir du 5 septembre. Begin accepte avec enthousiasme et Sadate y voit le succès de sa stratégie de faire des États-Unis un partenaire « à part entière » du processus de paix[949].

Les semaines suivantes sont consacrées à la préparation de la conférence. Les trois parties concernées savent qu'elles ne peuvent pas se permettre d'échouer tout en devant défendre leurs intérêts essentiels. Carter, contrairement à ses conseillers, est convaincu que Sadate donnera la priorité à la récupération du territoire égyptien sur le dossier palestinien. Sadate est décidé à tout miser sur la politique américaine, seul moyen d'obtenir des concessions significatives de la part d'Israël. Ses conseillers défendent les positions de principe sur la non-acquisition de territoires par la force et le droit à l'autodétermination. Le ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Kamil, est prêt à aller à la confrontation voire à la rupture à Camp David, ce qui permettrait à l'Égypte, soutenue par l'Arabie saoudite, de réintégrer les rangs arabes en dénonçant l'intransigeance israélienne.

Les responsables israéliens s'inquiètent du risque d'une telle rupture qui mettrait fin au processus de paix et compromettrait les relations avec les États-Unis. Ils demandent que ceux-ci soient un « honnête courtier » et non un « partenaire à part entière ». Begin dispose d'un consensus national sur le maintien de la présence israélienne en Cisjordanie et à Gaza et

l'irrévocabilité de l'unification de Jérusalem. Officiellement, la colonisation des territoires occupés est gelée pour la durée des négociations à venir, mais il est vrai que le Goush Emounim vient de créer deux implantations « illégales ». Il semble que Begin ne voie en Camp David qu'une simple étape destinée à définir des principes généraux et non le moment d'élaborer un accord détaillé sur les conditions de paix.

Une remarque de Begin, faite devant Vance, a frappé ses interlocuteurs américains. Il ne sera pas le Premier ministre israélien qui abandonnera la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Peut-être que l'un de ses successeurs reviendra sur ces positions. Les négociateurs américains y voient le moyen de débloquer la situation en proposant une solution transitoire pour ces dossiers. Jordaniens et Palestiniens pourraient y participer puisque la question de souveraineté ne sera pas soulevée, et au bout de cinq ans, le successeur éventuel de Begin pourrait se montrer plus ouvert. On aurait ainsi le moyen d'établir une relation entre l'évacuation du Sinaï et le dossier palestinien, ce qui permettrait d'éviter à l'Égypte l'accusation de signer une paix séparée.

Le nouvel enfer libanais

Inexorablement, le Liban s'enfonce de plus en plus dans la violence. Le 28 juin, quatre villages de la Bekaa sous contrôle syrien sont victimes d'un massacre. Trente-deux personnes, en majorité des grecs catholiques, sont tuées, des partisans du Front libanais pour la plupart. Les partis chrétiens accusent les brigades spéciales de Rifaat al-Assad, frère du président, d'avoir commis ces atrocités pour venger la tuerie d'Ehden. Les Syriens, contre toute vraisemblance, retournent l'accusation contre les phalangistes. Les « incidents » violents se multiplient partout dans le pays, créant des mouvements de panique.

Le Front libanais organise une grève générale de protestation pour le 1er juillet, jour de deuil officiel. Une brève arrestation de Bachir Gemayel en plein cœur du quartier chrétien d'Achrafieh met le feu aux poudres. Les tirs se transforment en bombardement, l'artillerie syrienne pilonne pendant plusieurs jours les quartiers chrétiens de la capitale. Il s'agit pour les Syriens de mettre fin au complot des alliés d'Israël pour une partition

du Liban. L'ensemble des formations politiques palestino-progressistes et la plupart des leaders musulmans multiplient les déclarations hostiles au Front libanais et assurent la Syrie de leur solidarité. Le 6 juillet, une trêve précaire s'installe.

Le Front accuse Sarkis, toujours nominalement chef de la FAD, de donner une couverture juridique aux Syriens et aux bombardements[950]. Le président envoie son ministre des Affaires étrangères, Fouad Boutros, à Damas expliquer que l'on ne gouverne pas le Liban comme la Syrie. Il annonce son intention de démissionner si les bombardements continuent. Pendant ce temps, l'aviation israélienne effectue des « murs du son » à basse altitude au-dessus des quartiers musulmans de Beyrouth, occasionnant le bris d'un grand nombre de vitres et de vitrines avec les blessures correspondantes, ce qui signifie officiellement une mise en garde à la Syrie. Les responsables israéliens déclarent publiquement que le désarmement des milices chrétiennes aurait inévitablement des répercussions sur la ceinture de sécurité du Liban-Sud et donc sur la sécurité d'Israël. Il n'est pas question de tolérer la destruction de la population chrétienne du Liban. La perspective israélienne ne se limite plus à une ligne rouge isolant le Liban-Sud du reste du pays. L'État hébreu devient de plus en plus un acteur sur la scène politique libanaise.

Le scénario habituel se déroule : une double démonstration de force israélienne et syrienne sur le Golan, accompagnée de l'inévitable intervention des États-Unis appelant les deux parties à la retenue. Il faut y ajouter au Liban les traditionnelles médiations arabes dont celle du Koweït est la plus importante. Du côté palestinien, Arafat tente de remettre de l'ordre dans la région de Tyr en ordonnant l'arrestation de Palestiniens « dissidents » (des éléments du Front du refus) qui s'en étaient pris à la FINUL. Il tient à se tenir à l'écart du conflit opposant l'armée syrienne au Front libanais.

La pause ne dure que quelques jours. Le 22 juillet, les bombardements syriens reprennent et se concentrent sur la banlieue chrétienne de Hadeth au sud-est de Beyrouth. On s'installe dans une guerre larvée ponctuée par l'utilisation de l'artillerie lourde. Le Front libanais demande le retrait de la FAD et son remplacement par l'armée libanaise. Les partis progressistes exigent que cette dernière fasse d'abord ses preuves face à l'ALS. Dans

ses déclarations publiques, Begin met sur le même plan la destruction des Juifs d'Europe durant la Seconde Guerre mondiale, le Biafra, les massacres cambodgiens en cours et le sort des chrétiens du Liban. L'évacuation des résidents américains attise l'inquiétude.

À la fin du mois, un bataillon de l'armée libanaise est envoyé au Sud rejoindre la FINUL. Pour éviter les positions palestiniennes sur le littoral, il part de la Bekaa et doit passer par la bande frontalière contrôlée par l'ALS. À l'entrée de celle-ci, les 650 soldats sont soumis aux bombardements continus de la milice chrétienne appuyée par l'artillerie israélienne. Ils doivent s'arrêter. Par le biais des États-Unis, les Israéliens font savoir qu'ils ne toléreront le passage du bataillon libanais que si le mouvement se fait en petits groupes, avec une escorte des Nations unies et à la condition que l'on ne porte pas atteinte à la situation de l'ALS. Différentes tentatives de compromis boiteux échouent, comme celle de transporter les soldats libanais par hélicoptères, les militaires israéliens prenant la défense de leurs alliés chrétiens tout en affirmant vertueusement être incapables de les influencer et de les faire changer d'avis sur leur opposition à une présence de l'armée libanaise au Sud à côté de la FINUL. En clair, l'armée libanaise doit respecter la « ligne rouge » imposée à l'armée syrienne[951]. Les Américains appellent les différentes parties à la « modération », mais se révèlent impuissants à modifier l'attitude d'Israël, qui exerce un chantage implicite et parfois explicite à une nouvelle intervention militaire.

C'est la fin de la fiction faisant de l'ALS un élément de la souveraineté libanaise. Dès le 1er août, le paiement de la solde des militaires considérés désormais comme dissidents est suspendu. À l'automne, ils seront condamnés par contumace par les tribunaux militaires. Si l'ALS est maintenant considérée comme rebelle, l'armée libanaise a démontré de son côté son incapacité à rétablir l'ordre légal. On voit ainsi la convergence des différentes forces en présence, aussi bien chez les palestino-progressistes que chez les Israéliens avec leurs alliés chrétiens, pour interdire la restauration de l'autorité de l'État libanais.

Le 5 août, l'artillerie syrienne reprend son impitoyable bombardement des quartiers chrétiens de Beyrouth, utilisant en particulier les immeubles élevés de la capitale pour accroître son rayon d'action. Les milices

chrétiennes répliquent par le bombardement des quartiers musulmans. L'intensité des tirs diminue à partir du 8 août et un cessez-le-feu précaire est établi le 10. Les positions syriennes à l'intérieur de la zone chrétienne se trouvant trop vulnérables sont évacuées. Les pertes humaines ont été relativement limitées du fait de l'exode de la plus grande partie de la population hors des régions bombardées.

Là encore, Israël s'implique directement dans le conflit libanais. Le chef d'état-major Raphael Eitan peut ainsi déclarer, le 8 août 1978, devant la commission des affaires étrangères de la Knesset :

> L'objectif des Syriens est d'étendre sur la totalité du territoire libanais leur domination qui est gênée par les chrétiens. À cette fin, l'armée syrienne, sous le couvert de la FAD, est décidée à réduire la communauté chrétienne à l'impuissance. L'armée israélienne est prête à toute éventualité au Liban. Mais une intervention doit être décidée par le gouvernement car le problème est essentiellement diplomatique.

Manifestement, le but de Bachir Gemayel et de Camille Chamoun est de pousser à une intervention militaire israélienne directe, ce à quoi est hostile le reste de la direction du Front libanais, Pierre Gemayel en particulier. Les responsables israéliens ne veulent pas en entendre parler, mais la menace virtuelle qu'ils font planer influe sur la situation. Camille Chamoun, en compagnie de Bachir Gemayel, se rend secrètement à Jérusalem pour s'entretenir avec Begin. Il obtient de ce dernier l'engagement de l'aviation israélienne si les Syriens attaquent les positions chrétiennes. Les deux hommes comprennent que cet engagement signifie le début d'une nouvelle ère dans les relations entre Israël et les chrétiens libanais. Sur le départ, l'ancien président libanais conjure le Premier ministre israélien de ne pas répéter les erreurs de ses prédécesseurs : les Français nous ont imposé un Grand Liban en y rajoutant des régions de peuplement très majoritairement musulman, ce qui est la source des problèmes actuels ; n'ajoutez pas de territoires et des musulmans à votre terre, sinon vous vous retrouverez avec les mêmes problèmes[952]. Cet avertissement, qui reprend l'habituelle angoisse des chrétiens libanais, peut aussi être compris comme un conseil de ne pas chercher à prendre le contrôle du Liban-Sud.

L'armée syrienne se contente de bombardements à distance, considérés comme des punitions et des moyens de pression, mais refuse de se lancer dans une conquête méthodique des quartiers chrétiens. À la fin d'août, elle mène une vaste opération de ratissage au Liban-Nord destinée à éliminer les derniers partisans du Front libanais dans cette région du pays.

Les « pro-syriens », Walid Joumblatt, Rachid Karamé et Suleiman Frangié, appellent à une « guerre totale » contre les alliés d'Israël au Liban. Ce qui reste du Mouvement national est passé du côté de la Syrie et s'allie avec elle contre le Front libanais, qui a perdu les positions chrétiennes du Nord du pays. Grâce à ses différentes opérations militaires, la FAD contrôle maintenant une grande partie du pays et isole le « réduit chrétien » tenu par le Front libanais. De nouveau, Begin prend la défense des chrétiens du Liban et demande aux Occidentaux de s'opposer à une mainmise totale de la Syrie sur le pays. Les rumeurs de guerre entre la Syrie et Israël reprennent, mais ce n'est pas l'intérêt des deux États, surtout à la veille du sommet de Camp David.

Le terrorisme interarabe

Durant toute cette période, le terrorisme continue parallèlement aux évolutions politiques et en fonction de ces dernières. Il est en fait devenu un instrument dans les luttes politiques interarabes, renvoyant au clivage entre le Front du refus et les autres regroupements arabes, même si des opérations sont menées contre des objectifs israéliens.

L'élément le plus notable est l'annonce, à la fin de mars 1978, de la mort de Wadi Haddad. Il serait officiellement décédé des suites d'une leucémie, mais pour beaucoup, jusqu'à aujourd'hui, il aurait été victime d'un empoisonnement par les services israéliens ou même d'une utilisation de produits radioactifs dans la même logique.

La disparition du « chef d'orchestre » du « terrorisme international » amène l'éclatement de son organisation en plusieurs groupes mêlant inextricablement le discours révolutionnaire radical et un mercenariat au service de certains États arabes, avec dans certains cas une coopération

avec les services secrets du bloc de l'Est, en particulier en ce qui concerne Carlos.

Le 20 mai 1978, un commando de 3 hommes s'en prend aux passagers s'embarquant sur un avion d'El Al à l'aéroport d'Orly-Sud. La police française réussit à abattre les 3 hommes, un CRS est tué. L'opération est revendiquée par l'Organisation des habitants du Liban-Sud qui serait en fait une émanation de la branche libanaise du FPLP désireuse de maintenir la ligne de Wadi Haddad.

Au Liban, l'opposition est maintenant franche entre Arafat, qui s'est rapproché de la Syrie, et les hommes du Front du refus. Des cadres du Fatah qui avaient apporté leur soutien au groupe Abou Nidal sont arrêtés, passés en jugement et exécutés. Des membres du groupe Abou Nidal sont éliminés. Les règlements de comptes font plusieurs dizaines de morts, en particulier dans les camps du Liban-Nord.

Le 15 mai, le groupe Abou Nidal assassine au Koweït le représentant local de l'OLP.

Le ton monte rapidement entre Arafat et les Irakiens. Les publications du Fatah assimilent Saddam Hussein à Begin qui fait verser le sang des Palestiniens. Le 17 juillet, l'ambassade d'Irak à Beyrouth est victime d'un tir de roquettes. Le 24 juillet, une bombe explose à l'ambassade d'Irak à Bruxelles. Le 28 juillet, l'ambassadeur d'Irak à Londres échappe à une tentative d'assassinat. Le 31 juillet, Ahmad Hammami, le frère de Saïd, tente une prise d'otages à l'ambassade d'Irak à Paris. Au bout de huit heures, il se rend à la police française. C'est alors que les gardes irakiens, ayant le statut de diplomates, tirent sur lui et tuent un inspecteur de police français tandis que l'un de ces « diplomates » est mortellement blessé.

Le 2 août, le consulat d'Irak à Karachi est victime d'une attaque.

Le 3, le chef de la mission de l'OLP à Paris, Ezzeddinne Kalak, est assassiné ainsi qu'un autre cadre de l'OLP de passage. L'assassin, arrêté par la police française, est celui qui a déjà tué Saïd Hammami.

Le 5, le siège de l'OLP à Islamabad est à son tour attaqué ; le bilan est de 4 morts.

Le grand drame est, le 13 août, l'explosion, dans le quartier de Fakhani à Beyrouth, de l'immeuble abritant le quartier général du FLP. Le bilan est

de 135 morts civils, 37 membres du FLP et 16 du Fatah. On a jamais pu déterminer s'il s'était un accident (explosion d'un dépôt de munitions au sous-sol) ou un attentat. Selon une rumeur persistante, l'attentat aurait été conduit par la FLP-CG, repassé sous obédience syrienne.

Les différentes médiations arabes arrivent à négocier une trêve précaire entre les protagonistes. L'Irak prend ses distances envers les actions du groupe Abou Nidal.

Dans ce climat, une attaque d'un commando du FPLP contre un autobus d'El Al en plein centre de Londres passe presque inaperçue. Elle fait 2 morts dont l'un des assaillants et une hôtesse d'El Al et 8 blessés le 20 août. Il s'agirait en fait de l'action d'un des groupes issus de l'organisation de Wadi Haddad. Un raid aérien israélien de représailles fait 3 morts et 8 blessés dans deux camps palestiniens.

Sans que cela soit lié, l'attention internationale se porte aussi sur la situation en Iran où se développe un puissant mouvement de contestation du régime du shah. Les religieux chiites ont pris la tête du mouvement qui regroupe toutes les tendances de l'opposition. Le 20 août, 401 personnes périssent dans l'incendie criminel d'un cinéma à Abadan. Le pouvoir accuse l'opposition d'utiliser des « méthodes terroristes ». Les intéressés accusent le régime d'être derrière l'attentat.

La violence en Iran continue et s'aggrave durant le mois de septembre. Le chef religieux qui inspire le mouvement par la diffusion de ses cassettes audio est en exil à Najaf en Irak. Devant son importance grandissante, le gouvernement irakien, en accord avec le shah, décide de l'expulser (Saddam Hussein aurait proposé de le faire assassiner, mais le shah aurait refusé). Il reçoit l'asile diplomatique en France et peut bien plus commodément organiser le mouvement à partir de la région parisienne.

L'avis général est qu'en dépit de la contestation populaire, le régime du shah est encore solide. Il dispose du soutien de l'armée et des forces de police. Une de ses grandes vulnérabilités vient des accusations, permanentes en Occident, de violation les droits de l'homme. Reza Pahlevi s'en était ouvert à ses amis israéliens, leur demandant d'agir auprès du « lobby juif américain » pour limiter les critiques de la presse

américaine[953]. Shimon Peres avait fait des promesses creuses dans ce sens. Le programme de défense des droits de l'homme du président Carter avait ensuite été considéré par le monarque iranien comme une menace particulièrement dangereuse. Il était de plus en plus inquiet du réarmement irakien (qui se déroulait parallèlement au sien) et craignait une guerre avec l'Irak soutenu par l'Union soviétique, dans laquelle les États-Unis adopteraient une position de neutralité.

Or le président Carter avait refusé de lui vendre des missiles Pershing à moyenne portée, en marquant que ces engins pouvaient être facilement transformés en porteur de têtes nucléaires. Le shah s'était alors tourné vers Israël, habituel fournisseur des technologies prohibées par les Occidentaux. En avril 1977, un accord secret avait été conclu. Pour un milliard de dollars payables en pétrole, Israël fournirait à l'Iran la technologie des missiles Jéricho (issue de la technologie française des années 1960) ayant une portée de l'ordre de 700 kilomètres et pouvant être dotés de têtes nucléaires. Le contrat comprenait aussi différents types d'armements. Les Américains ont été tenus à l'écart. Il est vrai que les armements livrés à l'Iran comprenaient de la haute technologie américaine interdite de réexportation.

Camp David[954]

Sur le papier, les différents éléments de la négociation sont établis depuis longtemps ainsi que les points de sortie les plus probables. Les caractères essentiels d'un accord-cadre sont connus à l'avance. Il n'en reste pas moins que la dramaturgie de la négociation et l'alchimie des relations personnelles jouent tout autant pour arriver ou non à un accord. Alors que l'équipe américaine a soigneusement préparé ses dossiers, il s'avère que Sadate et Begin ont préféré prendre leurs distances par rapport à leurs conseillers. Ils connaissent leurs marges de manœuvre respectives et savent jusqu'où ils peuvent aller sans remettre en cause ce qui est pour eux essentiel.

La presse internationale assimile Camp David à un conclave, image d'autant plus vive que le pape Paul VI vient de mourir et que son successeur Jean-Paul Ier vient d'être élu. Les diplomates américains ont en

effet décidé d’isoler les négociateurs durant tout le temps de la rencontre et de limiter les informations livrées au monde extérieur. L’atmosphère campagnarde, la tenue décontractée des participants (sauf Begin), la cohabitation forcée doivent faciliter les contacts et favoriser un accord.

Les délégations arrivent le 5 septembre. En conformité avec l’accord Sinaï II qui prévoit des consultations préalables entre Américains et Israéliens, Carter s’entretient pendant deux heures avec un Begin qui se montre intransigeant sur tous les dossiers. Le soir, Égyptiens et Israéliens se tiennent à distance lors du dîner.

Le lendemain, Sadate transmet à Carter un plan détaillé tout aussi intransigeant, mais pour tout de suite faire comprendre au président américain qu’il ne s’agit là que de positions de départ. Dans un document exclusivement réservé à Carter, il énumère la liste des concessions qu’il est prêt à faire, donnant ainsi à son interlocuteur la marge de manœuvre nécessaire pour présenter des compromis. Il fait comprendre qu’il ne cédera pas sur l’évacuation totale du Sinaï et sur l’existence d’un lien avec le dossier palestinien qui peut être traité sans l’OLP. Carter transmet le document égyptien aux Israéliens.

Le 7 septembre, Begin rencontre Sadate et rejette dans sa globalité le document égyptien. Avec colère, l’Égyptien marque que pour Begin le territoire compte plus que la paix. Vance examine avec ses homologues la question de la Cisjordanie et de Gaza ainsi que celle du Sinaï. Dayan, Weizman et Aharon Barak semblent plus souples que Begin sur ces dossiers. Les Américains en concluent qu’il faut éviter les tête-à-tête entre Begin et Sadate.

Le 8, Carter laisse entendre à Begin que Sadate est prêt à faire des concessions par rapport à son document initial. Le Premier ministre israélien s’est rendu compte que, contrairement à son attente, Carter est bien décidé à obtenir un accord de paix détaillé et non la définition de principes généraux. La délégation israélienne s’inquiète de voir une sorte de collusion permanente entre Égyptiens et Américains. Le risque est de faire apparaître Israël comme le responsable de l’échec du processus de paix.

Begin rejette la totalité du document égyptien et s'en tient au seul dossier du Sinaï. Israël doit pouvoir y conserver ses colonies de peuplement et les aéroports militaires. Contrairement à Sadate, il refuse d'indiquer l'existence de positions de repli. En revanche, les Américains sont maintenant persuadés que Dayan et Weizman sont prêts à céder sur le dossier du Sinaï. Ils vont jouer sur les deux ministres afin de pousser Begin à modifier sa position.

Le 9, les Américains travaillent à la rédaction de leur projet de compromis. Durant tout le reste de la négociation, il y aura vingt-trois versions successives du projet américain. Weizman tente de négocier avec Sadate mais comprend que le président égyptien s'en tiendra au document américain comme base de négociation.

Le 10, une détente touristique est créée par la visite du champ de bataille de Gettysburg, l'un des grands affrontements de la guerre de Sécession. Dans l'après-midi, le document américain est transmis aux Israéliens. Il est exprimé clairement que la question de la souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza ne sera pas réglée à la conférence. Seuls les résidents permanents de ces territoires seront habilités à négocier le statut final, et non la totalité des Palestiniens. En revanche, la question de l'évacuation du Sinaï doit être maintenant tranchée.

Le 11, les Israéliens transmettent leurs contre-propositions écrites. Ils rejettent toute mention du préambule de la résolution 242 sur l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination. La délégation israélienne commence à comprendre que les Américains soutiennent la position égyptienne en ce qui concerne l'évacuation totale du Sinaï.

Begin refuse de céder et se montre intransigeant. Il prépare même un communiqué officiel justifiant l'échec de la conférence et proposant la poursuite des négociations. De même, les membres de la délégation égyptienne montrent leur insatisfaction sur le manque de progrès concernant la Cisjordanie et Gaza. Les 12 et 13 septembre sont consacrés à de nouvelles rédactions du document américain qui prend maintenant le nom d'accord-cadre. La référence à l'inadmissibilité d'acquisition de territoires par la force est abandonnée au profit d'une référence plus vague à la résolution 242. Comme il était prévisible dans la distribution des

rôles, les Américains jouent l'entourage de Begin contre Begin et Sadate contre son entourage.

Au bout de dix jours de négociations, il semble que l'on va vers l'échec. Pour les participants, la tension monte. Le « conclave », loin de créer une atmosphère de confiance, suscite une claustrophobie croissante chez ses acteurs.

Carter pense que le plus vital est de maintenir la coopération avec l'Égypte. Il prépare un document qu'il pourrait signer avec Sadate affirmant que l'échec est dû au refus de Begin d'évacuer les colonies du Sinaï et d'appliquer la résolution 242 à la Cisjordanie et à Gaza. Il sait qu'une confrontation directe avec Begin est un pari audacieux impliquant un appel risqué au peuple américain et au Congrès. L'autre option est d'exercer le maximum de pression sur le dossier du Sinaï et de ne pas se prononcer sur la question du retrait de la Cisjordanie et de Gaza.

Weizman est le premier à comprendre que le choix est entre un accord de paix et le maintien des colonies dans le Sinaï. Il décide de contacter Sharon en Israël pour obtenir son soutien. Le défenseur le plus affirmé des colons bascule dans son camp et téléphone à Begin pour lui affirmer que si les colonies du Sinaï sont les seuls obstacles à la paix, il faut considérer qu'elles n'ont aucune valeur militaire et donc ne contribuent en rien à la sécurité d'Israël.

Begin est surpris par cette prise de position mais reste inébranlable. Pendant ce temps, Sadate, après s'être entretenu avec Dayan qui refuse tout abandon des colonies du Sinaï, est maintenant convaincu que les Israéliens ne bougeront plus. Le roi Hussein l'a contacté par téléphone à l'instigation d'Ashraf Marwan. Sadate lui a exprimé son pessimisme et s'est déclaré prêt à mettre fin aux négociations. Le roi lui a assuré qu'il ferait tout pour l'aider à réintégrer les rangs arabes. Au matin du 15 septembre, Sadate donne l'ordre à sa délégation de faire ses valises. Comme tout le monde a en mémoire la scène du mois de janvier, la menace paraît crédible. Curieusement, l'entourage de Sadate, qui trouve que le président a trop cédé, est hostile à ce départ théâtral[955]. En revanche, son ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Kamil, considère qu'il faut se retirer.

Carter reprend vivement Sadate. Un tel départ mettrait fin à la relation américano-égyptienne, à sa propre présidence et à l'amitié des deux hommes. Sadate, apparemment ébranlé, lui répond qu'il est allé au maximum de ses concessions. Il lui est impossible de conclure un accord de paix sur une autre base. Carter le rassure : il n'est pas question de demander plus à l'Égypte.

Carter se tourne ensuite vers la délégation israélienne pour lui faire comprendre que l'évacuation des colonies du Sinaï est l'élément décisif. Dayan commence à céder en affirmant qu'une telle décision doit être prise en consultation avec l'ensemble du gouvernement et avec la Knesset. Weizman négocie avec le secrétaire à la Défense américain l'abandon des aéroports militaires du Sinaï contre le financement par les États-Unis d'aéroports de substitution en Israël. L'évacuation n'aura lieu qu'après que ces nouveaux aéroports seront opérationnels. Le coût pour le contribuable américain sera de 3 milliards de dollars.

Le 16 septembre, Begin, isolé, cède sur la question des colonies du Sinaï, qui seront évacuées avant la dernière phase du départ israélien, soit dans un délai de trois ans. Plus exactement, il soumettra cette question à la Knesset. Il est difficile de savoir si son obstination correspondait à une réelle sincérité ou si c'était pour lui un élément de marchandage. Il a le sentiment d'avoir été soumis à d'intenses pressions américaines. L'attitude de son entourage a certainement joué, ainsi que l'intervention de Sharon.

On peut se tourner vers la question de la Cisjordanie et de Gaza, jusque-là plutôt évoquée indirectement à propos du débat sur le préambule de la résolution 242. Les Égyptiens restent en retrait, laissant les Américains agir. Pour Carter, il y a là à la fois une question de fond – sans volet palestinien il n'y aura pas de paix véritable – et une nécessité politique – sans progrès décisif dans ce dossier, l'accord-cadre sera rejeté par tous les pays arabes, y compris ceux qui sont proches des États-Unis comme la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Pour la délégation israélienne, menée par Dayan et Aharon Barak, la résolution 242 ne s'applique pas à la Cisjordanie et à Gaza, et l'autonomie proposée n'a rien à voir avec la résolution des Nations unies. Comme tout le monde est épuisé et que l'on a décidé de lever la conférence dans les

deux jours, on convient implicitement d'avoir recours à des ambiguïtés de langage. Il y aura pendant la période d'autonomie une double négociation synchronisée, l'une entre la Jordanie et Israël, la seconde entre Israël et les représentants élus des habitants auxquels se joindront l'Égypte et la Jordanie. L'Égypte et les États-Unis pourront dire que cela signifie que la résolution 242 s'applique aux territoires et Israël qu'elle ne s'applique qu'à la négociation d'un accord de paix entre la Jordanie et Israël où la question du futur de la Cisjordanie ne sera pas évoquée.

Dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 septembre se déroule l'entretien décisif entre les délégations américaine et israélienne. Begin accepte de transmettre le règlement sur le Sinaï à la Knesset dans les deux semaines sans imposer une discipline de vote à sa majorité. En ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza, on traitera une partie de la question sous forme de lettres additionnelles à l'accord-cadre reprenant les positions bien connues des parties. À son habitude, Begin cherche à finasser en imposant un changement de vocabulaire entre le texte hébreu qui sera soumis à la Knesset et le texte anglais qui aura force de loi puisque accepté par les trois délégations.

Ainsi, « Cisjordanie et Gaza » devient « Judée, Samarie et district de Gaza », la « résolution du problème palestinien dans tous ses aspects » *(the resolution of the Palestinian problem in all its aspects)* se transforme en « la résolution du problème des Arabes d'Eretz Israël dans tous ses aspects », les expressions utilisées pour traduire « Arabes palestiniens » et « peuple palestinien » ignorent volontairement la notion de peuple au sens politique du terme, « droits légitimes » *(legitime rights)* devient « droits légaux », « autonomie d'autogouvernement » *(self-governing autonomy)* est défini par « autorité d'auto-administration » afin d'éviter la notion dangereuse de gouvernement quand il s'agit des Palestiniens, mais « gouvernement » reste « gouvernement » et non « administration » dans le membre de phrase « le gouvernement militaire israélien et son administration civile » *(the Israeli military government and its civil administration)*.

Ces déviations de vocabulaire ont pour but de minimiser les concessions de Begin auprès de ses électeurs, mais sont certainement aussi un moyen de présenter une version de l'autonomie plus restreinte que celle envisagée

dans l'accord lors des prochaines négociations. Sur le texte anglais lui-même, Begin obtient, en ce qui concerne le statut final de la Cisjordanie et de Gaza, qu'au lieu de dire : « Les résultats des négociations devront être fondées sur tous les principes de la résolution 242, ces principes étant ensuite énumérés et incluant le retrait », on ait seulement : « Les négociations seront fondées sur la 242 », ce qui veut dire que l'on pourra citer la 242 sans l'appliquer[956].

Les Américains ne prêtent guère attention à ces changements de vocabulaire, heureux qu'ils sont d'arriver à un accord et comptant sur une dynamique impulsée par l'accord pour aller plus loin. Il est probable que le fait que le seul juriste de la délégation américaine fût Vance alors que les délégations israélienne et égyptienne comprenaient des juristes de haut niveau a pu jouer. À cette étape de la négociation, Vance est très fatigué, et les Égyptiens se sont volontairement mis en retrait.

Plus grave dans l'immédiat et pour l'avenir est le « malentendu » qui s'installe entre Carter et Begin sur la colonisation. Carter a insisté, tout au long de la discussion, sur la nécessité de geler la colonisation durant toute la négociation à venir. Carter et Vance ont la conviction que les Israéliens ont accepté cette clause capitale. Dayan prétend qu'il y a bien eu un gel pour la période de deux à trois mois durant laquelle devraient se dérouler les discussions sur l'autonomie. Barak explique que Begin a réservé sa réponse au lendemain. Begin lui affirmera qu'il n'a accepté un gel que pour une durée de trois mois qui sera consacrée à la négociation non de l'autonomie, mais du traité de paix israélo-égyptien. Il semble là encore qu'il ait joué sur des ambiguïtés de vocabulaire en laissant croire aux Américains qu'il avait donné une réponse positive. Il est possible que le Premier ministre israélien soit de bonne foi, vu l'état de fatigue et de confusion dans lequel tout le monde se trouve.

Au matin du dimanche 17 septembre, Carter informe Sadate du résultat de la soirée fiévreuse du samedi soir. L'Égyptien, assuré de récupérer l'intégralité du Sinaï, fait peu de commentaires sur le reste de l'accord. L'équipe américaine entreprend la dernière rédaction du texte et des lettres additionnelles. La volonté américaine de rappeler la position officielle des États-Unis depuis 1967, considérant Jérusalem-Est comme un territoire occupé, provoque une nouvelle crise avec Begin, qui menace de rompre les

négociations. On arrive au compromis de mentionner les déclarations des ambassadeurs à l'ONU Yost et Goldberg sans en citer le contenu. Carter découvre la lettre de Begin sur le gel de trois mois. Il est en colère mais ne peut plus rien faire.

Le texte définitif est transmis à la délégation égyptienne. L'entourage de Sadate est profondément déçu. Ses conseillers avaient espéré une paix globale ; en fait, l'Égypte a conclu une paix séparée. Ibrahim Kamil a eu une discussion franche avec Sadate957 : l'accord-cadre n'est pas une paix globale, il ne résout que la question du Sinaï et il n'y a aucune participation palestinienne et arabe au processus. Sadate lui rétorque que les Arabes ne bougent pas et se contentent de slogans vides ; l'autonomie diminuera la pression sur les Palestiniens ; il a reçu de Carter l'assurance qu'après sa réélection il s'impliquerait directement dans le dossier ; l'échec de la conférence mettrait fin à la négociation et conduirait à une nouvelle guerre. Pour son ministre, c'est se tromper soi-même que de croire que l'autonomie est une solution juste à la question palestinienne. Le président lui répond que le succès de la conférence permettra la réélection de Carter ; on ne peut se permettre de laisser éternellement le Sinaï sous occupation israélienne, les Israéliens y ajouteraient de nouvelles colonies ; la situation économique et sociale de l'Égypte est très mauvaise, il lui faut la paix pour assurer son développement et alors elle sera en position de force pour aider les Palestiniens. Muhammad Ibrahim Kamil présente sa démission, qui ne sera rendue publique qu'à leur retour en Égypte, mais il ne signera pas l'accord-cadre.

En dépit de leurs arrière-pensées respectives, les protagonistes se rendent à la Maison-Blanche pour la signature officielle en souriant et en vantant les grands progrès vers la paix. On a hâtivement invité 400 membres du Congrès et responsables de l'administration. L'atmosphère générale est presque euphorique avec de spectaculaires accolades des différentes personnalités.

Le texte des accords

Le texte des accords de Camp David est divisé en trois parties. La première, comprenant un préambule, concerne un accord-cadre pour la

paix au Proche-Orient. Il est mis en premier afin de paraître conduire à un règlement global. On y retrouve toutes les ruses du vocabulaire diplomatique, qui préfère l'allusion à la précision :

Préambule

La recherche de la paix au Moyen-Orient doit être guidée par les principes suivants :

– Il est convenu que la résolution 242 du Conseil de sécurité considérée dans toutes ses parties servira de base à un règlement pacifique du conflit entre Israël et ses voisins.

– Après quatre guerres survenues en trente ans malgré des efforts intenses déployés par tant d'hommes, le Moyen-Orient, berceau de la civilisation et patrie de trois grandes religions, ne connaît pas encore les bienfaits de la paix. Les peuples du Moyen-Orient aspirent vivement à cette paix pour que les vastes ressources humaines et naturelles de la région puissent être consacrées à des fins pacifiques et que toute cette partie du monde puisse devenir un modèle de coexistence et de coopération entre les nations.

– L'initiative historique du président Sadate lors de sa visite à Jérusalem et la réception que lui ont réservée le Parlement, le gouvernement et le peuple d'Israël ainsi que la visite faite en retour par le Premier ministre Begin à Ismaïlia, les propositions de paix formulées par les deux dirigeants aussi bien que l'accueil chaleureux réservé par les peuples des deux pays à ces missions ont donné à la paix des chances sans précédent qu'il ne faut pas laisser passer si nous voulons que la génération actuelle et les générations futures soient épargnées par les drames de la guerre.

– Les dispositions de la Charte des Nations unies et les autres normes admises en matière de droit international et de légitimité nous fournissent désormais des règles de conduite communément acceptées dans les rapports entre États.

– Pour parvenir à des relations pacifiques dans l'esprit de l'article 2 de la Charte des Nations unies, de nouvelles négociations seront nécessaires entre Israël et tout État voisin prêt à négocier avec lui sur les questions

de la paix et de la sécurité afin de mettre en application toutes les dispositions et les principes contenus dans les déclarations 242 et 338.

– La paix exige le respect de la souveraineté, de l’intégrité territoriale et de l’indépendance politique de chacun des États de la région, ainsi que leur droit de vivre en paix à l’intérieur de frontières sûres et reconnues, à l’abri de menaces ou d’actes de force. Tout progrès réalisé en direction de ce but peut accélérer le mouvement vers une nouvelle ère de réconciliation au Moyen-Orient, marquée par une coopération destinée à promouvoir le développement économique, maintenir la stabilité et assurer la sécurité.

– La sécurité est renforcée par des relations pacifiques et la coopération entre nations qui bénéficient entre elles de relations normales. En outre, aux termes des traités de paix, les parties peuvent, sur la base de la réciprocité, conclure des accords spéciaux de sécurité concernant par exemple l’établissement de zones démilitarisées, de secteurs où les armements sont limités, de dispositifs d’alerte rapide, la présence de forces internationales, des liaisons, des mesures concertées de surveillance et autres points dont ils reconnaissent ensemble l’utilité.

L’accord-cadre lui-même comprend un volet palestinien, là encore mis en premier, et un volet égypto-israélien :

Compte tenu de tous ces facteurs, les parties sont déterminées à parvenir à un règlement durable, global et équitable du conflit du Moyen-Orient, moyennant la conclusion de traités de paix fondés en tous points sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Ils ont pour objectif l’établissement de la paix et de relations de bon voisinage. Ils reconnaissent que, pour assurer une paix durable, tous ceux qui ont été le plus profondément touchés par le conflit doivent être parties au règlement, En conséquence, ils conviennent que le présent accord-cadre, dans toute la mesure où il sera approprié, est conçu par eux comme une base sur laquelle pourrait être instaurée la paix non seulement entre l’Égypte et Israël, mais aussi entre Israël et chacun de ses voisins qui sera disposé à négocier la paix sur cette base. Dans ce but, ils sont convenus de procéder comme suit :

A. Cisjordanie et Gaza

1. L'Égypte, Israël, la Jordanie et les représentants du peuple palestinien devront participer à des négociations portant sur la solution du problème palestinien, sous tous ses aspects. À cette fin, des négociations relatives à la Cisjordanie et à Gaza devraient se dérouler en trois étapes :

a) L'Égypte et Israël sont convenus que, aux fins d'assurer un transfert des pouvoirs dans la paix et l'ordre, en prenant en considération le souci de sécurité de toutes les parties, des accords transitoires devront être conclus, concernant la Cisjordanie et Gaza, pour une période qui n'excédera pas cinq ans. Pour assurer une pleine autonomie aux populations dans le cadre de ces accords, le gouvernement militaire israélien et l'administration civile israélienne cesseront d'exercer leurs fonctions dès qu'une autorité autonome aura été librement élue par les habitants de ces régions en remplacement de l'actuel gouvernement militaire. Quand il s'agira de négocier dans le détail les dispositions d'un accord transitoire, le gouvernement jordanien sera invité à se joindre aux négociations prévues sur la base du présent accord-cadre. Ces nouveaux accords devront prendre dûment en considération d'une part le principe d'un pouvoir autonome pour les habitants de ces territoires et d'autre part les légitimes soucis de sécurité des parties concernées.

b) L'Égypte, Israël et la Jordanie devront s'entendre sur les modalités d'établissement d'une autorité autonome élue sur la Cisjordanie et à Gaza. Les délégations égyptienne et jordanienne pourront comprendre des Palestiniens de la Cisjordanie et de Gaza ou d'autres Palestiniens, comme il en sera mutuellement convenu. Les parties négocieront un accord définissant les pouvoirs et responsabilités de l'instance autonome qui exercera son autorité sur la Cisjordanie du Jourdain et à Gaza. Un retrait des forces armées israéliennes donnera lieu au redéploiement des forces restantes qui seront placées en des points spécifiés pour des raisons de sécurité. L'accord comportera aussi des dispositions propres à garantir l'ordre public, ainsi que la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur. Une importante force de police locale, qui pourra comprendre des citoyens jordaniens, sera mise en place. En outre, des soldats israéliens et jordaniens effectueront des patrouilles en commun et feront partie des

troupes chargées des postes de contrôle afin d'assurer la sécurité des frontières.

c) La période transitoire de cinq ans débutera dès l'instant où l'autorité autonome (conseil administratif) sera élue et mise en place sur la Cisjordanie et à Gaza. Dès que possible, mais au plus tard dans les trois ans à compter du début de la période transitoire, des négociations seront organisées pour définir le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza, préciser les relations de cette région avec ses voisins et conclure un traité de paix entre Israël et la Jordanie à la fin de la période transitoire. Ces négociations se dérouleront entre l'Égypte, Israël, la Jordanie et les représentants élus des populations de la Cisjordanie et de Gaza. Deux commissions séparées mais travaillant néanmoins en collaboration seront réunies ; la première comprendra des représentants des quatre parties à la négociation qui devront s'entendre sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza et sur les relations de cette région avec ses voisins ; la seconde commission comprendra des représentants israéliens et jordaniens, ainsi que les représentants élus par les populations de la Cisjordanie et de Gaza ; elle sera chargée de négocier le traité de paix entre Israël et la Jordanie en tenant compte de l'accord conclu sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza. Les négociations seront fondées sur l'ensemble des dispositions et principes contenus dans la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies. Les négociations devront, entre autres, trancher la question du tracé des frontières et définir la nature des dispositions relatives à la sécurité. Toute solution issue des négociations devra aussi reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes besoins.

De cette façon, les Palestiniens participeront à la détermination de leur propre avenir par les moyens suivants :

1) Les négociations entre l'Égypte, Israël, la Jordanie et les représentants des habitants de la Cisjordanie et de Gaza en vue d'un accord sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi que sur d'autres problèmes laissés en suspens une fois terminée la période transitoire.

2) La soumission de cet accord au vote des représentants élus des habitants de la Cisjordanie et de Gaza.

3) La faculté pour les représentants élus des habitants de la Cisjordanie et de Gaza de décider comment ils se gouverneront conformément aux clauses de leur accord.

4) La participation, comme il a été spécifié plus haut, aux travaux de la commission chargée de négocier le traité de paix entre Israël et la Jordanie.

2. Toutes les mesures de précaution nécessaires seront prises pour assurer la sécurité d'Israël et de ses voisins pendant la période transitoire et au-delà. L'autorité autonome mettra sur pied une puissante force de police locale qui contribuera à assurer cette sécurité. Elle sera composée d'habitants de la Cisjordanie et de Gaza. Cette police se tiendra en liaison constante, pour tout ce qui concerne les questions de sécurité intérieure, avec les responsables désignés par Israël, la Jordanie et l'Égypte.

3. Pendant la période transitoire, les représentants de l'Égypte, d'Israël, de la Jordanie et de l'autorité autonome constitueront une commission permanente chargée de mettre au point un accord concernant les modalités d'admission, sur la Cisjordanie et à Gaza, de personnes déplacées en 1967 : il en sera de même pour les mesures exigées par la prévention de tout trouble ou désordre. Cette commission pourra également s'occuper d'autres questions d'intérêt commun.

4. L'Égypte et Israël travailleront de concert et avec les autres parties intéressées à la mise au point de procédures convenues destinées à conduire à une solution rapide, juste et permanente du problème des réfugiés.

On voit que le texte sur l'autonomie palestinienne reprend à la fois les termes venus de la réflexion palestinienne sur l'autorité nationale à constituer et le projet israélien refusant toute existence nationale aux Palestiniens.

B. Égypte Israël

1. L'Égypte et Israël s'engagent à ne pas recourir à la menace ou à l'usage de la force pour régler leurs différends. Tout différend sera réglé par des moyens pacifiques conformément aux dispositions de l'article 33 de la Charte des Nations unies.

2. En vue d'établir la paix entre elles, les parties sont d'accord pour négocier en toute bonne foi, leur but étant de conclure, dans les trois mois qui suivront la signature du présent accord-cadre, un traité de paix qui les liera ; elles invitent les autres parties au conflit à entamer simultanément des négociations et à conclure des traités de paix similaires, afin qu'une paix générale s'établisse dans le secteur. C'est le cadre tracé pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël qui servira de fil conducteur aux négociations de paix entre ces deux pays. Les parties s'entendront sur les modalités et le calendrier d'application des obligations découlant du traité.

C. Principes connexes

1. L'Égypte et Israël déclarent que les principes et dispositions énoncés ci-dessous devront s'appliquer aux traités de paix à intervenir entre Israël et chacun de ses voisins : Égypte, Jordanie, Syrie et Liban.

2. Les signataires établiront entre eux les relations qui doivent normalement exister entre des États vivant en paix les uns avec les autres. À cette fin, ils s'engageront à se conformer à toutes les dispositions de la Charte des Nations unies. Les mesures à prendre à cet égard sont les suivantes :

a) Reconnaissance pleine et entière ;

b) Suppression des boycotts économiques ;

c) Assurance que, sous la juridiction de chacune, les citoyens des autres parties bénéficieront de la protection des procédures légales appropriées.

3. Les signataires devront explorer les possibilités de développement économique qui s'offrent dans le contexte des traités de paix définitifs, leur objectif étant de contribuer à l'atmosphère de paix, de coopération et d'amitié qui est leur idéal commun.

4. Des commissions d'indemnisation devront être créées en vue du règlement mutuel des litiges financiers.

5. Les États-Unis seront invités à participer aux négociations concernant les questions liées aux modalités d'application des accords et

portant sur la mise au point du calendrier suivant lequel les parties devront remplir leurs engagements.

6. Le Conseil de sécurité des Nations unies sera invité à donner son aval aux traités de paix et à veiller à ce que leurs dispositions ne soient pas violées. Il sera demandé aux membres permanents du Conseil de sécurité d'apposer leur signature sur les traités de paix et d'assurer le respect de leurs clauses, il leur sera également demandé de conformer leur politique et leurs actes aux engagements contenus dans cet accord-cadre.

L'accord-cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël est avant tout un calendrier des actions à mener :

Afin d'instaurer la paix entre eux, Israël et l'Égypte sont convenus de négocier de bonne foi, aux fins de conclure un traité de paix mutuel dans les trois mois qui suivront la signature du présent accord-cadre,

Il est convenu ce qui suit.

Les négociations se tiendront en un ou des lieux placés sous le drapeau des Nations unies et qui seront choisis d'un commun accord.

Tous les principes de la résolution 242 des Nations unies sont applicables dans cette solution du différend entre Israël et l'Égypte.

S'il n'en est pas décidé autrement d'un commun accord, les termes du traité de paix entreront en vigueur dans les deux ou trois ans qui suivront la signature du traité de paix.

Les parties se sont mises d'accord sur les points suivants :

a) Le plein exercice de la souveraineté égyptienne jusqu'à la frontière internationalement reconnue entre l'Égypte et la Palestine sous mandat.

b) Le retrait des forces armées israéliennes du Sinaï.

c) L'utilisation des aérodromes laissés par les Israéliens, près de El-Arich, Rafah, Ras en Naqb et Charm el-Cheikh, à des fins strictement civiles et notamment leur éventuelle utilisation commerciale par des avions de toutes les nations.

d) Le droit de libre passage pour les navires d'Israël dans le golfe et le canal de Suez sur la base de la convention de Constantinople de 1888, qui s'applique à toutes les nations. Le détroit de Tiran et le golfe d'Akaba

sont des voies maritimes internationales qui doivent être ouvertes à toutes les nations, lesquelles y exerceront un droit entier et ininterrompu de navigation et de survol.

e) La construction d'une autoroute reliant le Sinaï à la Jordanie, aux environs d'Eilat, sur laquelle l'Égypte et la Jordanie garantiront le passage libre et pacifique.

f) Le stationnement des forces militaires énumérées

Il s'agit là de la définition de la démilitarisation partielle du Sinaï après l'évacuation et des phases successives du retrait israélien.

Les lettres échangées complètent les accords et marquent les positons des uns et des autres sur les questions encore pendantes. La première, de Begin, concerne la ratification par la Knesset du retrait des colons israéliens du Sinaï, la deuxième, de Carter à Sadate, marque que cette ratification est la condition préalable à toute négociation d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël, la troisième, de Sadate à Carter, confirme cette interprétation, la quatrième, de Carter à Begin, transmet la réponse de Sadate.

La cinquième, de Sadate à Carter, réaffirme la position de l'Égypte sur Jérusalem :

1. La partie arabe de Jérusalem fait partie intégrante de la rive occidentale. Les droits juridiques et historiques des Arabes dans la ville doivent être respectés et rétablis.

2. La partie arabe de Jérusalem doit être placée sous la souveraineté arabe.

3. Les habitants palestiniens de la partie arabe de Jérusalem sont habilités à exercer leurs droits légitimes nationaux, dans la mesure où ils font partie de la population palestinienne de la rive occidentale.

4. Les résolutions appropriées du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 et 267, doivent être appliquées en ce qui concerne Jérusalem. Toutes les mesures prises par Israël pour modifier le statut de la ville sont nulles et non avenues et doivent être abrogées.

5. Les populations de toutes nationalités doivent avoir libre accès à la ville et disposer du libre exercice du culte et du droit de visiter les Lieux

saints et de s'y rendre, cela sans distinction ni discrimination.

6. Les lieux saints relevant de chaque confession doivent être placés sous l'administration et le contrôle de leurs représentants respectifs.

7. Le fonctionnement des services essentiels de la ville ne doit pas être divisé, il peut être supervisé par un conseil municipal unique composé à nombre égal de membres arabes et israéliens. De la sorte, la ville ne sera pas divisée.

Elle est suivie de la réitération de la position israélienne :

Le Premier ministre Begin au président Carter, le 17 septembre 1978

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous informer que, le 28 juin 1967, le Parlement israélien, la Knesset, a promulgué et adopté une loi aux termes de laquelle : « Le gouvernement est autorisé par décret à appliquer le droit, la juridiction et l'administration de l'État à toute partie du Grand Israël (territoire d'Israël-Palestine), ainsi qu'il est stipulé dans ce décret. »

Se fondant sur cette loi, le gouvernement d'Israël a décrété en juillet 1967 que Jérusalem, ville indivisible, est la capitale de l'État d'Israël.

Sincèrement à vous,

Menahem Begin

Puis la position américaine :

Le président Carter au président Sadate, le 22 septembre 1978

Monsieur le président,

J'ai reçu votre lettre du 17 septembre 1978 qui expose la position égyptienne à propos de Jérusalem. Je transmets un double de cette lettre au Premier ministre Begin pour son information.

La position des États-Unis à propos de Jérusalem demeure celle qui a été exposée par l'ambassadeur Goldberg à l'Assemblée générale des Nations unies le 14 juillet 1967, et ultérieurement par l'ambassadeur Yost, au Conseil de sécurité des Nations unies, le 1er juillet 1969.

Sincèrement à vous,

Jimmy Carter

La lettre suivante, de Sadate à Carter, marque la volonté de l'Égypte de se substituer à la Jordanie en cas de refus de cette dernière de participer aux discussions sur la Cisjordanie et Gaza.

La dernière, datée du 22 septembre, enregistre les questions de terminologie de la partie israélienne :

Le président Carter au Premier ministre Begin, le 22 septembre 1978

Monsieur le Premier ministre,

Par la présente, j'accuse réception des informations suivantes que vous m'avez transmises :

1. Dans chaque paragraphe de l'accord-cadre les expressions « Palestiniens » ou « le peuple palestinien » seront comprises et interprétées par vous comme désignant les « Palestiniens arabes ».

2. Dans chaque paragraphe où apparaît l'expression « Cisjordanie » le gouvernement israélien entend et entendra par là la Judée et la Samarie.

Sincèrement à vous,

Jimmy Carter

L'accueil international

Le président Carter, qui a joué un rôle essentiel de médiateur et de facilitateur, apparaît comme le grand triomphateur du sommet. Sans lui, aucun accord n'aurait été possible, ce qui montre la vanité des négociations directes. On parle d'un nouveau départ de sa présidence, une véritable renaissance *(born again)* politique. Dans l'immédiat, la polémique sur le gel de la colonisation est rendue publique. Carter insiste sur le fait qu'il porte sur la totalité de la période transitoire de cinq ans ; Begin répond qu'il ne s'est engagé que pour trois mois…

Sadate a obtenu ce qu'il voulait en priorité, la récupération intégrale du Sinaï, mais il a dû se contenter de formules vagues concernant les autres territoires occupés. En fonction du rapport de force, il a utilisé au mieux ses relations avec les États-Unis. Le risque est de voir un refus arabe isoler

l’Égypte. Lors de son retour dans son pays, il se présente en triomphateur. En raison des tensions internes dans la négociation, il modifie l’équipe dirigeante. Un nouveau gouvernement est ainsi formé au début d’octobre sous la direction de Moustafa Khalil, qui sera chargé de la suite de la négociation.

Begin a été certainement le meilleur négociateur à Camp David. Son obstination sur le dossier du Sinaï lui a permis de faire passer le dossier palestinien au second plan en multipliant les ambiguïtés et les ruses de langage. La paix avec l’Égypte élimine la première puissance arabe, qui, de plus, passe dans le camp occidental. Le rapport de force régional est maintenant de façon écrasante en faveur d’Israël. En revanche, le précédent d’un retrait intégral sur les lignes du 4 juin 1967 a été établi et il sera difficile pour les autres puissances arabes de ne pas exiger le même traitement.

Selon ce qui a été convenu, Begin fait approuver le contenu des accords par le gouvernement puis pose à la Knesset la question de l’abandon des colonies du Sinaï. Le débat est vif, la droite de la majorité critiquant vivement les « abandons » du Premier ministre. Celui-ci se pose en défenseur de la paix et insiste sur les gains stratégiques contenus dans l’accord. La paix avec l’Égypte signifie qu’il n’y aura plus de guerre israélo-arabe, du fait de la faiblesse des autres ennemis d’Israël. Il exprime sa douleur des sacrifices imposés par l’abandon des colonies du Sinaï, mais souligne que la présence israélienne est assurée en Cisjordanie et à Gaza.

Il pose ainsi le dilemme en termes clairs, la paix contre l’abandon du Sinaï, imposant aux députés de choisir entre ces deux options. Shimon Peres, au nom de l’opposition socialiste, critique vivement la façon dont Begin a conduit les négociations. Il est persuadé que lui aurait pu conserver une partie du Sinaï et les colonies et se montre très critique du projet d’autonomie qui, selon lui, aboutira inexorablement à un État palestinien tout en acceptant, au nom du principe de responsabilité, le contenu des accords. Le scrutin du 27 septembre donne une large majorité à Begin (84 oui, 19 non et 17 abstentions), les votes négatifs et les abstentions venant essentiellement de la majorité gouvernementale. Il est

vrai que les sondages d'opinion marquent une approbation des trois quarts de l'opinion publique.

L'opposition de droite extraparlementaire organise des manifestations de protestation et accuse Begin de trahison, mais ne peut en rien modifier la situation.

En Cisjordanie, les réactions de la population ont été immédiatement hostiles aux accords de Camp David. Le Front national palestinien clandestin réunit l'ensemble des forces politiques palestiniennes, allant des communistes, des marxistes (FPLP, FDLP), du Fatah jusqu'aux notables nationalistes. Il coordonne l'opposition au projet d'autonomie. Les maires y jouent un rôle essentiel.

Une grève générale est lancée dès le 20 septembre. La jeunesse des écoles est au premier rang des manifestations. L'armée israélienne réprime durement le mouvement. Les maires des principales agglomérations rejettent les accords et refusent d'entrer en contact avec les diplomates américains et répondent que l'OLP est la seule qualifiée pour mener les discussions politiques avec un gouvernement étranger. Les 1er et 2 octobre, des congrès de maires, conseillers municipaux, représentants des chambres de commerce se réunissent à Jérusalem et à Bir Zeit. Le slogan est « Non à l'autonomie, oui à l'unité nationale, oui à l'OLP ». On annonce le boycott des futures élections de l'autonomie. Les notables pro-jordaniens conservent une attitude réservée, attendant les réactions du roi Hussein.

À la suite de ces manifestations, les autorités militaires prennent de nouvelles mesures restrictives. Elles interdisent aux fonctionnaires de participer à une réunion publique sans autorisation préalable et la même condition est imposée pour toute réunion publique. Les seuls autorisés à s'exprimer publiquement seront ceux qui se déclareront favorables aux projets d'autonomie, c'est-à-dire quelques collaborateurs du gouvernement militaire. Cela dit, Weizman suit la ligne de Dayan et travaille à établir des *modus vivendi* avec les municipalités.

Dans l'ensemble du monde arabe, les réactions sont négatives. Le Front de la fermeté se réunit à Damas du 20 au 23 septembre pour condamner le « complot » américano-israélien contre la nation arabe et l'association de

Sadate à ce complot. Assad traite Sadate de lâche et de couard, mais qualifie aussi Camp David de préjudice extrêmement dangereux porté au processus de paix, ce qui, *a contrario*, marque qu'il y est toujours attaché. L'OLP tient un discours identique, condamnant la « reddition totale » de Sadate qui est « prêt à participer à la liquidation de la cause palestinienne avec l'aval de l'impérialisme israélien ». L'Arabie saoudite et la Jordanie rejettent les accords tout en s'exprimant sur un ton nettement plus modéré.

Le roi Hussein, qui a appris à la radio le contenu des accords, est en état de choc. Il considère que Sadate lui a menti. L'Égypte a conclu une paix séparée, le monde arabe est en désarroi, la Jordanie et les Palestiniens ont été ignorés. Il n'est pas prêt à légitimer l'occupation israélienne et à jouer les policiers pour le compte des Israéliens. Il n'est pas une marionnette des Américains. Il attend quand même des éclaircissements de la part de ces derniers.

Carter a immédiatement envoyé Vance au Proche-Orient pour obtenir le maximum de soutiens. Le roi Fahd et le roi Hussein lui expriment leur colère. Ils auraient soutenu une paix globale, mais personne dans le monde arabe ne peut accepter une paix séparée de la part de l'Égypte. Le monarque jordanien transmet une liste écrite de 14 questions sur l'interprétation à donner des accords et sur le rôle des États-Unis.

L'OLP, par le canal des services de renseignements (selon toute probabilité, Hassan Salamé), a adressé aux Américains une demande identique. L'administration Carter répond donc, à la mi-octobre, ostensiblement aux Jordaniens et implicitement aux Palestiniens958 en reprenant les positions bien connues des États-Unis depuis 1967. Les représentants du peuple palestinien seront ceux qui seront élus ou choisis pour les négociations dès lors qu'ils acceptent la résolution 242 et l'accord-cadre. La période transitoire permettra de démontrer que l'on peut régler les problèmes pratiques et établir la confiance, créant ainsi une dynamique permettant d'arriver à un règlement final qui concrétisera les droits légitimes du peuple palestinien et assurera la sécurité d'Israël et des autres parties959. Les Palestiniens devront participer aux négociations destinées à déterminer le statut final des territoires occupés. Jérusalem-Est est un territoire occupé dont le statut doit être négocié à part de celui de la Jordanie. Les pouvoirs de l'autorité d'autogouvernement seront définis par

la négociation sur l'autonomie. Les colonies israéliennes ont été établies en violation de la IVe convention de Genève. Les Palestiniens de l'extérieur participeront à la négociation sur le sort des réfugiés. Ce document est transmis au roi Hussein et au roi Fahd par le diplomate américain Harold Saunders, envoyé à la mi-octobre rencontrer les deux souverains.

Ces précisions sont particulièrement décevantes pour le roi Hussein et encore plus pour les Palestiniens. Il n'est pas question d'exercer de pressions sur Israël, et tous les contentieux devront être réglés par la voie de négociations directes. Le déséquilibre dans les rapports de force ne sera pas compensé. Il n'est pas question de s'engager dans un processus alors que les futures compétences de l'autonomie palestinienne n'ont pas encore été déterminées. En Israël, Begin considère que les États-Unis n'ont pas le droit de donner des interprétations unilatérales des accords dont la force réside dans leur ambigüité. Cette « trahison » crée du côté israélien un contentieux équivalent à celui établi du côté américain par la question du gel de la colonisation.

Pendant le sommet de Camp David, la violence a continué au Liban. Le Conseil de sécurité doit renouveler le mandat de la FINUL et la Ligue des États arabes celui de la FAD. Chacune des parties mène une stratégie de la tension. L'ALS cherche la confrontation avec les forces palestino-progressistes, probablement dans l'espoir de provoquer une intervention militaire israélienne. Néanmoins, le mandat de la FINUL est prolongé sans problème particulier. Le Front libanais fait du départ des forces syriennes son mot d'ordre. La Syrie, au contraire, travaille à consolider sa présence et à punir sévèrement les alliés d'Israël.

L'événement le plus porteur de conséquences à long terme est la « disparition » de l'imam Moussa Sadr lors d'une visite en Libye au début du mois de septembre. Selon les autorités libyennes, il aurait quitté le pays pour se rendre en Italie, mais les Italiens n'ont trouvé aucune indication de son arrivée sur le sol de leur pays. Les explications contradictoires fournies par le gouvernement libyen ne font qu'attiser les inquiétudes. La colère de la communauté chiite est grande. Les grandes autorités religieuses chiites dans le monde accusent Kadhafi d'assassinat.

La disparition de cette personnalité charismatique au moment où la révolution iranienne se lève renforce la position des partisans de l'ayatollah Khomeini. Moussa Sadr, qui était d'origine iranienne, avait entretenu d'excellentes relations avec le régime du shah, au moins durant les premières années de sa mission au Liban, mais en même temps il avait apporté son soutien aux partisans de Khomeini. Une partie d'entre eux avaient reçu une formation militaire au Liban, soit de la part du Fatah qui considérait l'Iran du shah comme un allié d'Israël, soit directement dans les premiers centres de formation du mouvement Amal.

À la fin du mois, les bombardements reprennent avec une forte intensité. Les deux parties de Beyrouth échangent des tirs d'artillerie lourde. Carter évoque publiquement la possibilité d'une conférence internationale sur le Liban. Des consultations sont lancées et on décide de rester dans le cadre de l'ONU. Les Américains ne veulent pas soutenir le Front libanais, ce qui risquerait d'apparaître comme une punition adressée à la Syrie pour son refus des accords de Camp David. Encore une fois, les Israéliens laissent entendre qu'ils pourraient intervenir. Le 5 octobre, ils bombardent une « base navale » de l'OLP au Liban pour marquer le sérieux de leurs intentions. Surtout, ils fournissent de façon continue des armes et des munitions aux milices chrétiennes tout en indiquant qu'ils n'iront pas plus loin. Leurs 150 conseillers militaires auprès de ces milices sont facilement identifiables par les journalistes étrangers.

Le Conseil de sécurité se contente d'appeler à un cessez-le-feu. Carter, après avoir examiné les options définies par le Département d'État, considère que les États-Unis n'ont pas vraiment les moyens d'influer sur la situation et qu'il faut laisser agir les médiations arabes et l'ONU (en jargon diplomatique « arabisation » ou « internationalisation de la crise »). La position américaine est toujours de soutenir le gouvernement légitime d'Elias Sarkis et de condamner tout aussi bien le radicalisme du Front libanais que les excès de l'armée syrienne. Il en est de même pour la France. Le ministre français des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud, s'en prend vivement dans une déclaration publique, le 16 octobre, à Camille Chamoun, coupable d'avoir provoqué la crise actuelle. Il l'accuse même d'avoir suivi les conseils d'Israël :

Je crains malheureusement que Chamoun ait reçu de très mauvais conseils d’une capitale voisine, cette même capitale dont il reçoit des armements : il a reçu encore, dans le courant du mois de septembre, des chars Sherman et super-Sherman, qui sont venus d’Israël. C’est cela l’origine.

Quelle est la motivation d’Israël dans cette affaire ?

Je crois que c’est assez facile à voir : les Israéliens poursuivent un combat contre de nombreux voisins et, alors qu’ils sont en train de négocier avec les Égyptiens, il ne leur pas désagréable que le seul autre de leurs voisins qui comptait militairement soit embourbé dans une aventure au Liban.

Finalement, une fois une trêve obtenue, les présidents Sarkis et Assad se rencontrent à Damas les 6 et 7 octobre, puis les ministres arabes des Affaires étrangères se réunissent le 15 octobre à Beiteddine. Le mandat de la FAD est renouvelé et donc la présence syrienne consacrée. On appelle à des sanctions contre les « collaborateurs d’Israël », c’est-à-dire l’ALS, mais on ménage le Front libanais. Évidemment, les violences continuent, mais à plus basse intensité. La « bataille d’Achrafieh » est terminée et chaque partie a de quoi se proclamer vainqueur : la Syrie a vu sa présence consacrée, le Front libanais a constitué un réduit homogène sans force syrienne, Israël est devenu un acteur à part entière dans le conflit libanais.

Blair House

Loin de créer une dynamique positive, Camp David engendre une nouvelle logique de crise. En Israël, Begin a été accusé, aussi bien dans sa propre majorité que par l’opposition socialiste, d’avoir fait trop de concessions. Les responsables égyptiens sont conscients de l’isolement croissant de leur pays accusé de vouloir conclure une paix séparée. Autrement dit, les Israéliens veulent réduire au maximum le volet palestinien des accords et les Égyptiens l’élargir le plus possible, l’administration Carter allant dans le même sens. Or ces accords n’ont pu être obtenus qu’en multipliant les ambiguïtés sémantiques.

L'Égypte a proposé que la rencontre suivante se tienne sur son propre sol, à Ismaïlia. Israël demande que cette fois cela se déroule chez lui, à Birsheba. Finalement, on accepte le compromis américain de tenir la conférence à Washington, à Blair House, résidence des invités étrangers du gouvernement américain. La date a été fixée au lendemain de Yom Kippour, le 12 octobre.

La réunion doit se dérouler au niveau ministériel. La diplomatie américaine suit maintenant la méthode inaugurée à Camp David : un texte américain régulièrement remanié en fonction des commentaires des uns et des autres. Les questions contentieuses sont nombreuses. Les plus importantes sont celles de la correspondance entre le calendrier des retraits israéliens et celui de la normalisation des rapports entre Israël et l'Égypte, chaque partie souhaitant avoir la priorité pour satisfaire son opinion publique. De plus, Sadate veut introduire un lien entre le calendrier du Sinaï et celui de la mise en place de l'autonomie, ce que les Israéliens refusent énergiquement. Le deuxième contentieux porte sur la question de savoir si les obligations du traité israélo-égyptien l'emportent sur celles que l'Égypte a conclues avec ses partenaires arabes, en particulier le pacte de défense commune. L'importance est plus symbolique que réelle, mais comprend implicitement la question de l'isolement de l'Égypte dans le monde arabe. Le troisième problème est celui de la levée des ambiguïtés concernant le dossier palestinien. Begin ne veut entendre parler que d'obligations vagues et Sadate d'engagements contraignants de la part des Israéliens. Une question subséquente est celle du pétrole du Sinaï. Israël entend obtenir un engagement ferme de livraisons après le retrait ou un accord des États-Unis pour suppléer ces livraisons en cas d'arrêt.

Comme on entre dans les détails, les juristes de chaque partie jouent un rôle plus important et sont prompts à dénoncer les pièges supposés des rédactions successives. On ne progresse pratiquement pas durant les premiers jours sauf dans quelques dossiers techniques. Le 17 octobre, Carter est contraint d'intervenir pour rappeler à l'ordre les parties, marquant qu'évidemment il existe un lien entre le traité de paix israélo-égyptien et le volet palestinien mais qu'il ne peut être considéré comme contraignant. Le 20 octobre, il doit faire face à la colère des Israéliens qui

viennent d'apprendre le contenu des réponses envoyées au roi Hussein et les considèrent comme des déviations par rapport à Camp David. Pour en diminuer l'importance, les Israéliens définissent les réponses comme le document Saunders, comme si le diplomate américain avait agi seul.

L'Égypte propose que l'on accorde un statut particulier à la bande de Gaza qui bénéficierait d'une « administration d'autogouvernement » immédiatement tandis que la Cisjordanie attendrait l'entrée de la Jordanie dans la négociation. Ce projet va entrer dans le jargon diplomatique sous le nom d'option « Gaza d'abord » *(Gaza first)*. Cela n'intéresse pas les Israéliens.

Si l'on a progressé dans la rédaction du traité, il faut la faire adopter par les gouvernements intéressés. Si Begin le fait passer par son gouvernement le 26 octobre, il ajoute la décision de « renforcer » les colonies existantes ; son gel de trois mois ne concerne que la création de nouvelles colonies mais non la densification de celles qui existent déjà. Cette mauvaise foi exaspère Carter, qui le fait savoir à l'intéressé.

L'annonce, le 27 octobre, que Sadate et Begin ont reçu le prix Nobel de la paix (mais non Carter) ne provoque aucun enthousiasme. À Blair House, Dayan explique à Vance, le 30, que les Égyptiens ne seront associés qu'à la détermination des procédures de désignation de l'autorité d'autogouvernement et non à celle de ses compétences. Il rejette l'option « Gaza d'abord » qui n'aura aucun soutien de la part des Palestiniens. Le lendemain, les Égyptiens sont informés de ces positions. Pour eux, des élections pour une autorité dont les compétences n'ont pas été définies par avance sont un non-sens : personne n'y participera. Dayan ajoute que la présence israélienne se poursuivra au-delà de la période de transition, qu'Israël aura le droit de créer de nouvelles colonies et de disposer d'une partie des terres domaniales.

Pour Carter, il est manifeste que les Israéliens sont en train de revenir sur leurs engagements. Il envoie Vance rencontrer Begin de passage à New York. Le Premier ministre refuse toute relation entre le retrait israélien du Sinaï et la date des élections palestiniennes, mais, en tant que juriste, il accepte le fait qu'il faut déterminer les compétences de l'autorité avant de procéder aux élections.

Le sommet de Bagdad

Si la politique d'Israël et de ses alliés libanais est d'affaiblir la position syrienne au Liban, elle a pour conséquence directe de pousser Damas à se rapprocher de Bagdad. Ce n'est pas sans une grande méfiance entre les deux régimes baathistes qu'oppose toute une série de contentieux. En ce qui concerne le processus de paix, l'Irak est le chef de file du Front du refus tandis que Damas s'en tient à l'idée d'une conférence internationale qui rétablira le droit des Arabes et des Palestiniens. Mais, au moins momentanément, les deux parties ont un intérêt commun à s'opposer à la politique arabe de Camp David. Assad justifie ainsi le rapprochement par la nécessité de « faire face au danger résultant de la défection de l'Égypte après Camp David ».

La Syrie accepte la proposition de l'Irak de tenir un sommet arabe à Bagdad. Le président syrien se rend même dans la capitale irakienne pour une réconciliation spectaculaire avec le président Ahmad Hassan al-Bakr (24-26 octobre). Une « charte d'action commune » est signée entre les deux pays. Les frontières sont ouvertes. On parle de l'envoi de forces irakiennes en Syrie pour renforcer le front face à Israël.

L'atmosphère internationale et régionale est de plus en plus marquée par les événements d'Iran. Les révolutionnaires remportent un succès essentiel en organisant une grève massive des travailleurs de l'industrie du pétrole, élément d'une grève englobant la totalité du secteur public. La production iranienne est réduite des trois quarts (de 6 millions de barils/jour à 1,5 million). L'État perd le contrôle de sa ressource essentielle tandis que l'on commence à craindre des pénuries sur le marché mondial. L'effondrement du régime ne paraît plus une hypothèse fantaisiste. Le shah alterne les concessions politiques et les mesures de force. Clairement, il est en train de perdre le contrôle de la situation.

Il faut aussi noter que la question du pétrole iranien influe également sur la négociation israélo-égyptienne : si la consommation israélienne dépend pour un quart du Sinaï, la moitié vient d'Iran.

Tous les États arabes, à l'exception de l'Égypte, ont accepté d'être représentés au sommet de Bagdad. La Jordanie est particulièrement inquiète de se sentir isolée par rapport au bloc irako-syrien qui se

constitue à ses frontières. Elle sait que la population palestinienne du royaume rejette viscéralement les accords de Camp David. Enfin, le roi Hussein considère que les Américains et les Égyptiens l'ont traité avec désinvolture, et il est fidèle à ses engagements passés en ce qui concerne la Cisjordanie. Le rapport des forces régionales ne lui permet pas de se maintenir en position d'équilibre. En allant à Bagdad, il s'aligne sur le consensus arabe dominant. Pour lui, c'est une épreuve psychologique de se rendre dans le pays qui a vu l'extermination de la branche irakienne de sa famille lors de la révolution de 1958. Mais Saddam Hussein est décidé à créer un nouvel axe jordano-irakien et mène une véritable offensive de charme auprès du monarque. C'est le début d'un partenariat politique qui durera jusqu'aux débuts des années 1990.

Il en est de même pour l'Arabie saoudite. Jusque-là elle avait pris une attitude de simple réserve par rapport aux négociations tout en faisant savoir aux Égyptiens qu'elle était prête à tout faire pour faciliter leur retour dans les rangs arabes. Elle aurait pu accepter un règlement qui aurait réellement inclus le règlement de la question palestinienne. Camp David est trop décevant. Durant ses premiers entretiens avec les émissaires américains, le roi Fahd s'en est tenu à une attitude courtoise, mais évasive. Maintenant que le consensus arabe s'est déterminé et que les alignements politiques régionaux sont clairs, il ne lui reste plus qu'à s'y intégrer. Les Arabes « modérés », c'est-à-dire proches des États-Unis, rejoignent la ligne radicale.

Après un pré-sommet des ministres des Affaires étrangères, le sommet lui-même se déroule du 2 au 5 novembre 1978. Les radicaux balayent les réticences des modérés en ce qui concerne les sanctions à exercer contre l'Égypte. La stratégie menée par les Irakiens est d'exclure l'Égypte du monde arabe et de réorienter les aides économiques vers les autres pays de la ligne de front et l'OLP. Les pays du Golfe multiplient les manœuvres dilatoires. Le 4 novembre, une délégation conduite par le Premier ministre libanais Salim al-Hoss est solennellement envoyée en Égypte pour demander à Sadate de renoncer aux accords de Camp David contre la promesse d'une aide économique substantielle. Le président égyptien refuse de recevoir la délégation et proclame : « Tous les milliards du monde n'achèteront pas la dignité de l'Égypte. » Cet épisode théâtral

permet aux radicaux de l'emporter définitivement. Ils proposent de passer à un vote pour savoir qui est avec et qui est contre la trahison et d'en porter la responsabilité. La Jordanie se réconcilie avec l'OLP pour mener une action politique conjointe.

L'appartenance de l'Égypte à la Ligue des États arabes est « gelée » et le siège de l'institution est transféré du Caire à Tunis. Les États arabes « gèleront » aussi leurs relations diplomatiques avec l'Égypte pendant un mois avant de procéder à une rupture définitive. La déclaration politique du 5 novembre rejette les accords de Camp David, invite l'Égypte à réintégrer les rangs arabes et interdit à tout pays arabe de favoriser un règlement sans l'approbation d'un sommet arabe réuni à cet effet. La question palestinienne constitue le fond du conflit israélo-arabe, les pays arabes s'engagent à lutter politiquement et militairement en vue de la récupération des droits arabes palestiniens et s'engagent à mettre à la disposition de la résistance tous les moyens et facilités pour entreprendre sa lutte sous la direction de l'OLP, seul et unique représentant du peuple palestinien, et à ne pas s'immiscer dans les affaires internes de la résistance palestinienne.

Trois milliards et demi de dollars sont attribués à la Syrie (2 milliards), à la Jordanie et à l'OLP. Les deux derniers coordonneront leur action pour aider les habitants des territoires occupés. Pour des raisons techniques, la Jordanie gérera ce dossier. Elle fait ainsi financer l'aide qu'elle apportait depuis 1967 aux fonctionnaires palestiniens. L'importante contribution financière arabe diminue la dépendance des municipalités par rapport aux autorités d'occupation et leur donne ainsi une plus grande marge de manœuvre.

L'Égypte, privée de l'aide financière des pays arabes pétroliers, devra se tourner vers les États-Unis, ce qui alourdit considérablement le coût de Camp David pour le contribuable américain. L'aide civile américaine va rapidement être portée à 2,2 milliards de dollars annuellement, plus un milliard d'aide militaire. Avec la réouverture du canal, les différents crédits ouverts par les pays occidentaux et l'essor du tourisme, l'Égypte pourra ainsi compenser la perte de l'aide arabe, d'autant plus que les pays pétroliers ne mettent pas fin à l'intense migration de travail venue de l'Égypte.

Sadate s'en prend avec violence aux chefs d'États arabes et vise en particulier la Jordanie et l'Arabie saoudite. Seuls le Maroc, le Soudan et Oman maintiennent des relations avec l'Égypte. Le gouvernement renforce sa propagande en faveur de l'Égypte d'abord, traitant les Arabes d'ingrats après tout ce que l'Égypte a fait pour eux. L'opinion publique est largement favorable à la paix et aux promesses de prospérité qu'elle contient. En revanche, une grande partie des élites politiques, sociales, culturelles et religieuses entre en dissidence. Elles admettent en général la nécessité de faire la paix, mais refusent toute forme de normalisation des relations avec les Israéliens.

Les négociations israélo-égyptiennes continuent de piétiner sur la question de la relation à établir entre le traité de paix et l'autonomie palestinienne alors que Camp David a prévu la conclusion de la paix dans les trois mois. La date butoir est le 17 décembre. Sadate, après le sommet de Bagdad, a désespérément besoin de montrer qu'il a obtenu quelque chose de concret pour les Palestiniens. L'Arabie saoudite transmet le même message. Elle ne pourra retenir les radicaux que si une vraie perspective politique est offerte aux Palestiniens.

Begin se montre intransigeant sur la question de la relation entre le volet égyptien et le volet palestinien. Il a le soutien de l'opposition travailliste. Peres continue de critiquer le projet d'autonomie palestinienne et s'en tient à son idée de condominium israélo-jordanien suivi de l'application sous une forme ou une autre du plan Allon.

Si Sadate peut déclarer que le traité est prêt à 90 %, ce sont les derniers 10 % qui posent problème. Il refuse de se rendre à Oslo pour recevoir son prix Nobel et délègue un de ses représentants. Begin est le seul à se rendre en Norvège, le 10 décembre. Il y déclare qu'Israël est prêt à reporter la date de la signature à après le 17 décembre.

La diplomatie américaine travaille inlassablement à rapprocher les positions. Carter penche du côté de Sadate puisqu'il est d'accord avec lui sur le refus de considérer les accords comme une paix séparée. Il déclare à ses collaborateurs directs qu'il est prêt à perdre les élections en s'aliénant la communauté juive, mais pense qu'il est important d'empêcher les Arabes de basculer du côté des Soviétiques. S'il y a rupture, les Américains se mettront du côté de Sadate[960].

Le roi Hussein se voit sanctionné pour son refus de céder aux vœux américains. On réduit progressivement l'aide accordée au royaume hachémite, ce qui ne fait que pousser encore plus le monarque vers l'Irak et son nouvel ami Saddam Hussein. Le risque pour les Américains est de voir une paix séparée égypto-israélienne faire passer la plus grande partie du monde arabe du côté soviétique alors que l'Iran impérial paraît au bord de l'effondrement.

Carter pense qu'il faut introduire ce fameux lien, mais considère qu'une fois la paix signée il sera en meilleure position pour obtenir des progrès sur le dossier palestinien. Il envoie Vance au Proche-Orient le 9 décembre afin de débloquer la situation. Dans ses entretiens avec Sadate, le secrétaire d'État obtient le principe de notes additionnelles interprétatives au traité en ce qui concerne les obligations de l'Égypte. Il soutient l'idée de « Gaza d'abord » pour l'autonomie et d'échange d'ambassadeurs après l'établissement de l'autorité d'autogouvernement.

Le 13 décembre, il est en Israël à l'occasion des funérailles de Golda Meir décédée le 8 décembre. Begin, qui voit partout une collusion égypto-américaine, rejette la totalité des propositions. L'atmosphère est particulièrement tendue. L'impasse est complète. Vance décide, le 15, de rentrer aux États-Unis au lieu de continuer la navette. Il est vrai que la décision qui vient d'être prise de rétablir les relations diplomatiques avec la Chine pour le 1er janvier 1979 lui permet d'avoir un prétexte commode. Israël s'inquiète d'ailleurs de ce qu'il considère comme l'abandon de Taïwan, un précédent dangereux pour l'État hébreu. Il n'est plus question d'une signature immédiate du traité de paix égypto-israélien. La Maison-Blanche fait porter la responsabilité de l'échec sur Israël. Ce dernier mobilise ses « amis » au Congrès pour faire pression sur Carter accusé de jouer le jeu de Sadate. La dimension psychologique est importante, les services de renseignements israéliens ont intercepté les communications téléphoniques entre Vance et Carter durant la tournée du premier au Moyen-Orient, et ses commentaires concernant Begin sont peu amènes[961].

Si Begin joue sur le temps, Sadate, lui, peut considérer qu'il a les États-Unis de son côté. Dans la future épreuve de force diplomatique, il peut espérer que Carter exercera de fortes pressions sur Israël. Il n'a pas pris en

compte que Carter a déjà perdu la première bataille, celle de la colonisation des territoires occupés. La question est de savoir qui cédera avant l'autre. Ainsi, chacun reste sur ses positions lors des entretiens entre Dayan et le Premier ministre égyptien Moustafa Khalil du 23 au 25 décembre 1978.

Ce schéma pourrait fonctionner si le système politique moyen-oriental restait à peu près stable. Or il est en train de connaître des bouleversements considérables. Au mois de décembre, le risque d'un effondrement du régime du shah devient de plus en plus crédible et pèse de plus en plus sur une politique américaine complètement désemparée.

Chapitre XIV

Le tournant de 1979

« Nous demandons à nos amis d'Égypte de ne pas s'embarrasser de déclarations que les colonies juives d'Eretz Israël sont illégales, qu'une partie de Jérusalem sera placée sous souveraineté arabe et que l'autonomie n'est qu'un premier pas vers un État palestinien.

« Jamais, depuis que la notion de loi s'est enracinée dans l'espèce humaine, il n'y eut d'acte plus légal que la colonisation juive en tous points de la patrie juive.

« Pas d'abandon des chrétiens libanais à des ennemis qui ont essayé à plusieurs reprises de les anéantir et auraient réalisé leurs mauvais desseins s'ils n'avaient été tenus en échec par le minuscule État d'Israël.

« Il n'y aura plus de politiques de représailles contre les terroristes odieux qui trouvent refuge au Liban. Nous les poursuivrons et les frapperons en toute occasion. Nous n'attendrons plus de bains de sang comme ceux de Nahariyya ou Tibériade. Nous ne sommes plus sans défense et sur une terre étrangère. Qui lèvera la main sur un enfant juif ne sera en sécurité ni à Beyrouth ni ailleurs.

« Un paradoxe faisant que deux millions d'Arabes dans la République islamique d'Iran doivent prendre les armes et mourir pour l'autonomie qu'ils demandent, tandis que nous-même proposons une solution humaine et progressive au problème des habitants de Judée, Samarie et Gaza. »

Discours du 5 juin 1979 de Menahem Begin à l'ouverture du congrès de son parti.
« Alors que nous échangions des vues sur l'extrême difficulté de la négociation destinée à passer de l'accord israélo-égyptien à un règlement du problème israélo-arabe, le Dr Brzezinski a fait état de nouveau des limites qu'impose la situation politique intérieure à l'action diplomatique des États-Unis. Il ne sera possible d'avancer que très progressivement, dit-il, mais quel est l'autre terme de l'alternative ? Peut-on penser qu'il faudrait substituer à cette méthode patiente une pression vigoureuse *(all out pressure)* sur le gouvernement israélien ? Qui pourrait l'exercer ? Seuls les États-Unis seraient théoriquement en mesure de le faire. Mais pratiquement le peuple américain, qui, à tort ou à raison, a mauvaise conscience pour n'être pas venu au secours des Juifs persécutés par Hitler et qui, d'autre part, vit dans un pays où une grande partie des médias sont sous influence pro-israélienne, ne permettrait pas à son gouvernement d'agir de cette manière. Cette hypothèse doit par conséquent être exclue. »
MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 299, Washington, le 8 août 1979, *Conversation avec M. Brzezinski (7 août 1979), politique à l'égard d'Israël.*

Le choc de la révolution iranienne

Depuis les années 1950, le système politique moyen-oriental était régi par l'interaction entre le conflit israélo-arabe, le nationalisme arabe et la guerre froide. Progressivement, une sorte de syntaxe des rapports s'était établie entre ces facteurs. À la fin des années 1960, la montée en puissance de la rente pétrolière avait commencé à ébranler ce système de relations. La région était devenue autosuffisante en capitaux, voire exportatrice (les pétrodollars). Le circuit de la rente pétrolière avait créé un modèle économique régional spécifique marqué non par la circulation des

marchandises, mais par celle des hommes. Les pays dépourvus d'importantes ressources pétrolières fournissaient leur main-d'œuvre qualifiée aux pays exportateurs de pétrole, créant une société très cosmopolite et très hiérarchisée. La seule exception était l'Irak, qui semblait bénéficier d'une triple bénédiction, l'eau, le pétrole et la main-d'œuvre. Le rôle des puissances étrangères était surtout défini par leur capacité à fournir des armements et par leur possibilité (virtuelle) d'y projeter leurs forces. En dehors du militaire, les pays industrialisés étaient les fournisseurs de produits manufacturés et de technologies modernes.

La guerre d'octobre 1973 avait semblé faire émerger un « nouvel homme arabe » qui aurait vengé l'humiliation de juin 1967 et accompli les promesses du nationalisme arabe. La déception ultérieure avait été profonde, la traversée du canal avait abouti à Camp David et non à la libération de la Palestine. Le dernier mouvement révolutionnaire arabe, le Mouvement national libanais, s'était perdu dans la guerre civile libanaise.

Les Frères musulmans avaient été presque éradiqués par Nasser même si son successeur les avait tolérés pour les utiliser contre les forces de gauche. Certes, beaucoup de Frères s'étaient réfugiés en Arabie saoudite où ils avaient revivifié le wahhabisme d'État en lui donnant un contenu plus moderne. Là encore, ils semblaient surtout être utilisés par la monarchie saoudienne.

La faiblesse majeure du programme islamiste était son incapacité à établir un vrai programme étatique en dépit de l'évocation du rétablissement d'un utopique califat islamique des origines fondé sur une application de la loi islamique qui ferait disparaître, du fait de sa perfection, tout besoin de politique. Cette faiblesse contribuait à limiter la capacité à s'emparer du pouvoir. Du côté chiite en revanche, le défi du communisme dans l'Irak des années 1960 ou de l'autoritarisme se voulant modernisateur de l'Iran impérial avait provoqué une intense réflexion intellectuelle et politique. Les révolutionnaires iraniens avaient à la fois un vrai programme politique et une forte direction d'inspiration cléricale. Les chiites arabes combinaient un ressentiment social et la volonté de revivifier leurs communautés. Tel avait été le sens de l'aventure de l'imam Moussa Sadr au Liban. En Irak, l'affrontement avait déjà été violent entre

les baathistes, de plus en plus identifiés aux sunnites, et le mouvement chiite.

La rupture historique de 1979 est constituée d'abord par la révolution islamique d'Iran, terme jusque-là impensable. Avec la prise de pouvoir, l'État islamique devient de l'ordre du possible. Par la révolution, les forces de contestation jusque-là contenues par les régimes autoritaires et particulièrement représentées dans les plus jeunes générations ont un vrai horizon politique devant eux.

Mais le nationalisme arabe d'État n'a perdu ni sa force ni sa légitimité. S'il n'est plus du côté de la contestation, ayant acquis l'autorité, il a pour lui la raison d'État. Ce qui commence en 1979 dans la région, c'est un nouveau cycle d'affrontements et de guerres civiles. Or il est synchrone avec un renouveau de la guerre froide sur le plan mondial. De ce fait, les puissances occidentales vont interpréter les événements en cours dans un jeu à somme nulle opposant l'Est à l'Ouest, comme le montrent les premières réactions face à la révolution islamique. La géopolitique va interdire de comprendre les nouveaux enjeux. Si Brzezinski évoque un « croissant de crises » dans une région vitale pour les États-Unis qui profitera à des éléments qui lui sont hostiles et favorables à ses ennemis[962], un Henry Kissinger voit dans les événements en cours une conspiration soviétique ou d'inspiration soviétique[963]. Il faut dire que les troubles s'étendent à la Turquie, à l'Afghanistan, où les différentes factions du régime prosoviétique s'opposent de façon sanglante, et au Pakistan.

La présence militaire américaine dans le Golfe, aérienne et navale, est renforcée afin de rassurer l'Arabie saoudite (il n'est plus question d'exercer contre elle des pressions pour la forcer à soutenir les accords de Camp David). On envisage à Washington une présence militaire permanente dans cette région du monde.

La rente pétrolière, qui crée un système économique spécifique, intégré dans la seconde mondialisation mais différent d'elle, et l'islamisme révolutionnaire permettent d'expliquer pourquoi le Moyen-Orient ne s'est pas défini comme le reste du monde après l'année symbolique de 1989, celle de la chute du mur de Berlin. En réalité, le grand tournant avait été pris dix ans plus tôt, en 1979.

À la fin de 1978, la situation en Iran a mis en désarroi l'administration Carter. Certains poussent à un coup d'État militaire qui remettrait de l'ordre, d'autres à une facilitation d'une transition en douceur qui permettrait de créer de nouveaux rapports. Finalement, on se décide pour la seconde solution. Après avoir désigné un gouvernement civil, le shah quitte son pays le 16 janvier 1979 pour des « vacances ». Il s'installe pour quelques jours en Égypte puis part en visite privée pour le Maroc.

Le 1er février, c'est le retour triomphal de Khomeini en Iran. Après une dizaine de jours d'anarchie, ce qui reste du régime impérial s'effondre. Un gouvernement provisoire désigné par l'imam Khomeini est établi. La situation reste particulièrement chaotique avec un exode massif des Américains et des exécutions sommaires de responsables de l'ancien régime. Le 14 février, l'ambassade américaine est brièvement occupée par des éléments armés puis libérée par des miliciens envoyés par le gouvernement provisoire. Khomeini condamne les groupes marxistes qui sont « des ennemis de la révolution et des bandes d'athées » alors qu'ils ont participé au renversement du régime impérial. Les autonomismes régionaux, en particulier kurde, se réveillent. Le pays semble entrer dans une nouvelle phase de guerre civile.

Le 18 février 1979, Arafat est la première personnalité étrangère à être reçue en Iran, dans une atmosphère de liesse. On lui remet solennellement l'ambassade d'Israël pour en faire le bureau de l'OLP. Mais les tensions sont immédiates. Reçu par Khomeini, Arafat se voit reprocher le manque de comportement islamique de ses hommes. Il faut qu'il adopte une orientation religieuse et se sépare des éléments marxistes et nationalistes. Les révolutionnaires iraniens trouvent que beaucoup trop de militants palestiniens boivent de l'alcool et regardent des films. En dehors de ces aspects qui ne sont pas anecdotiques, le pouvoir iranien refuse de livrer des armes à la Syrie et aux Palestiniens. L'Iran révolutionnaire n'a pas l'intention d'aller au-delà de condamnations verbales de l'État hébreu. De plus, une fraction du mouvement révolutionnaire soutient activement Amal au Liban qui prend des positions de plus en plus hostiles à l'OLP. De toute façon, pour que l'Iran puisse jouer un rôle moteur dans le conflit avec Israël, il faudrait qu'il cesse d'être une cause arabe pour devenir une cause islamique avec des acteurs islamistes. Comme, dans les mois à

venir, la tension va rapidement monter entre l'Iran révolutionnaire et les pays arabes du Golfe, l'OLP va s'aligner sur ces derniers, qui la financent depuis ses origines, et prendre ses distances avec un régime révolutionnaire qui ne lui apporte rien.

Le nouveau contexte politique régional

Au Liban, un calme précaire s'est installé, ponctué de flambées de violences. Après le sommet de Bagdad, la position syrienne s'est trouvée renforcée. Les pro-irakiens ont cessé de contester la position de l'OLP devenue partenaire de l'axe syro-irakien. Les Palestiniens ont même tenté un dialogue politique avec le Front libanais bien que personne n'y croie. Comme à chaque apaisement relatif dans le reste du pays, c'est dans le Sud que les affrontements reprennent. Appuyée par l'armée israélienne, l'ALS entreprend de grignoter les positions de la FINUL et des palestino-progressistes tandis que l'aviation et la marine israéliennes lancent périodiquement des raids contre les installations palestiniennes dans l'ensemble du Liban. Les attentats palestiniens en Israël suscitent des « ripostes » qui selon les Israéliens ne doivent pas être considérées comme des « agressions ».

Le but de ces opérations est, comme d'habitude, de provoquer la lassitude de la population et de la détacher des palestino-progressistes. Cela semble être un succès puisque, pour la première fois, à la mi-janvier 1979, le mouvement Amal, fondé par Moussa Sadr, affronte les miliciens communistes dans la région de Tyr avec plusieurs morts de chaque côté.

Le 14e CNP, qui s'ouvre à Damas le 15 janvier, est le premier à se tenir dans la capitale syrienne. Il marque l'unité retrouvée du mouvement national palestinien après le sommet de Bagdad et l'unanimité pour rejeter les accords de Camp David. Le FPLP et le FLP, qui animaient le Front du refus, ont accepté de participer aux débats. Le sujet le plus controversé, la poursuite du dialogue politique avec la Jordanie, est approuvé. On décide d'une escalade de la guérilla contre Israël. En revanche, on ne réussit pas à se mettre d'accord sur la composition d'un nouveau comité exécutif, l'instance dirigeante. L'enjeu est d'autant plus important qu'il contrôle la

distribution de l'aide promise par le sommet de Bagdad. Arafat impose que l'on maintienne l'actuel CE OLP dans l'attente d'un nouvel accord.

En réalité, il a réussi à prendre le contrôle de la quasi-totalité des fonds de l'OLP et du Fatah, ce qui lui donne la mainmise sur toutes les activités et le moyen de renforcer ses clientèles. Il s'en sert pour étendre son pouvoir par une sorte de corruption permanente. Les agences et services de l'OLP se multiplient, sont souvent redondantes et d'une médiocre efficacité. La « République de Fakhrani » (du nom du quartier de Beyrouth où sont installées les instances palestiniennes) est ainsi composée d'une bourgeoisie politique dépendant financièrement du chef. Plusieurs milliers de fonctionnaires, comprenant ceux des services sociaux, forment une sorte d'État palestinien en réduction. L'argent palestinien ainsi dépensé alimente une économie libanaise déliquescente.

Le 22 janvier 1979, Ali Hassan Salamé est victime d'un attentat à la voiture piégée qui fait une dizaine de morts dans la population civile (dont une religieuse allemande et un étudiant anglais[964]). L'attentat, non revendiqué, est attribué universellement à Israël, y compris par les auteurs israéliens eux-mêmes[965]. Il s'agirait toujours de la vengeance de Munich alors que sa participation semble très douteuse. Il est plus probable que c'est surtout l'homme chargé par Arafat des liaisons avec les Américains et avec Bachir Gemayel qui ait été visé. C'est la fin des contacts entre l'OLP et les États-Unis. Chose particulièrement rare, les responsables chrétiens rendent hommage au défunt. Pierre Gemayel le qualifie d'« adversaire valeureux », Camille Chamoun évoque l'homme sincère qui œuvrait en vue de l'établissement entre les deux parties de « relations qui préservaient à la fois les intérêts palestiniens et la souveraineté libanaise absolue », Bachir Gemayel le décrit comme l'artisan du rapprochement entre les forces libanaises et le Fatah[966]. Néanmoins, les auteurs de l'attentat ont pu rentrer en Israël en passant par Jounieh…

Le 14 mars a lieu le premier échange de prisonniers entre les Palestiniens et les Israéliens par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale. Contre un soldat fait prisonnier au Liban-Sud, 60 hommes et 6 femmes sont libérés à Genève et 10 dans les territoires occupés. C'est le FPLP-CG qui est le bénéficiaire de cet échange dont la négociation a pris plusieurs mois.

Le rapprochement entre la Syrie et l'Irak s'accélère. À la fin janvier, les deux gouvernements annoncent leur intention de procéder à l'union des deux pays et un pacte de défense est conclu. Là encore, la situation mouvante en Iran influe sur cette spectaculaire réconciliation.

La diminution de la production pétrolière iranienne a provoqué des pénuries sectorielles, en particulier sur le marché nord-américain. On sait maintenant qu'il faudra plusieurs mois pour que l'Iran, privé de ses techniciens étrangers, puisse rétablir ses anciens niveaux de production. L'OPEP a procédé à la fin de 1978 à une hausse de 5 % du prix affiché pour compenser les effets de la baisse du dollar et de la très forte inflation mondiale. Le prix affiché du baril est passé à 13,34 dollars, mais certains producteurs imposent des « surcharges » de 1 à 3 dollars. Ces chiffres couvrent les relations contractuelles à long terme. Sur le marché libre, de gré à gré *(spot)*, au début de mars 1979, le baril est déjà monté à 23 dollars. L'expérience de 1973 est là pour montrer qu'un tel écart entre le prix affiché et celui du marché n'est pas tolérable à long terme. L'Arabie saoudite a bien augmenté sa production d'un million de barils/jour pour compenser partiellement la défection iranienne, portant sa part dans l'OPEP de 26 à 34 %, mais elle demande une « prime » de 9 % sur ce million supplémentaire. Déjà, l'Iran révolutionnaire annonce son intention de porter ses prix futurs au niveau du marché *spot* et de mettre fin aux relations contractuelles établies à l'époque du shah. Pays producteurs et compagnies pétrolières se tournent de plus en plus vers le marché libre, soustrayant des quantités croissantes aux relations contractuelles.

L'administration Carter a juste la satisfaction morose de savoir qu'elle avait eu raison de proposer un plan de réorganisation de la consommation énergétique des États-Unis et d'avoir à regretter que le Congrès ait refusé de la suivre dans ce domaine.

Le traité de Washington

L'équilibre stratégique de la région ayant été bouleversé, Carter a besoin plus que jamais d'un succès diplomatique et partage la vue de Sadate que l'Égypte ne doit pas paraître isolée dans le monde arabe. Durant le mois de

janvier, les diplomates ont travaillé à rapprocher les positions, mais peu de progrès ont été enregistrés. Le 6 février, Carter décide d'inviter Moustafa Khalil et Dayan à s'entretenir avec Vance à Camp David à partir du 21 février.

« Camp David II » se montre décevant. Si Moustafa Khalil, qui a reçu en cumul les Affaires étrangères, a le pouvoir de négocier, ce n'est pas le cas de Moshe Dayan dont l'influence a considérablement décliné dans la prise de décision israélienne. Carter comprend que seul Begin a l'autorité pour traiter et l'invite à Washington. Sadate refuse de venir puisque Khalil a la compétence juridique pour prendre des décisions. Begin rejette l'idée de négocier avec un Égyptien qui ne soit pas de son rang protocolaire. Carter lui propose que la rencontre soit uniquement américano-israélienne et fait passer le message qu'en cas de nouvelle impasse, il ferait porter publiquement la responsabilité de l'échec sur la partie israélienne.

Begin vient à Washington sans Dayan ni Weizman. Les discussions commencent le 2 mars 1979. L'atmosphère est particulièrement tendue. Vance travaille à trouver de nouvelles formules de compromis. Le 4, Begin accepte la plupart des suggestions de Vance qui n'a fait qu'introduire quelques nuances par rapport aux versions précédentes. On trouve une formule compliquée sur la question de la priorité des obligations du traité par rapport aux autres traités déjà conclus par l'Égypte : il n'y a ni primauté d'autres traités sur celui-ci ni primauté de celui-ci sur d'autres.

Carter décide immédiatement de se rendre au Proche-Orient pour arriver à la rédaction définitive du traité. Il n'est pas question de laisser Sadate venir aux États-Unis pour livrer une bataille d'invectives avec Begin. Le 7 mars, le président américain arrive en Égypte où il est reçu dans un grand enthousiasme populaire. Sadate lui donne carte blanche pour traiter avec les Israéliens. Il sait que le président américain partage les mêmes appréhensions que lui sur l'isolement de l'Égypte dans le monde arabe et sur le piège politique que constituerait une autonomie palestinienne vide de pouvoirs réels. L'amitié égypto-américaine est célébrée ostensiblement.

Cela tranche avec certaines manifestations hostiles lors de son arrivée à Jérusalem, le 10 mars. Begin lui fait comprendre immédiatement qu'il n'est pas question de signer le traité lors de sa tournée au Moyen-Orient,

puisqu'il faudra préalablement l'accord du gouvernement et de la Knesset. Carter y voit une nouvelle obstruction de sa part et le fait savoir. Il reçoit l'autorisation de s'adresser directement au gouvernement israélien, mais la discussion s'enlise sur les problèmes de vocabulaire. La rencontre avec la Knesset se passe mieux. Tous les responsables israéliens rejettent l'option « Gaza d'abord ».

Begin continue sa stratégie de négociation « au bord du gouffre », exaspérant encore plus le président américain, qui annonce son intention de quitter Israël les mains vides et de le faire savoir. Dayan et Vance travaillent à trouver les moyens de sauver la situation. Israël pourra acheter du pétrole à l'Égypte sur la base du traitement accordé à tous les acheteurs. Si pour une raison quelconque, il est incapable de se procurer le pétrole nécessaire sur le marché mondial, les États-Unis garantiront son approvisionnement pour les quinze années à venir. La question de Gaza sera réglée dans le cadre des négociations sur l'autonomie. L'ouverture de celles-ci aura lieu deux mois après la signature du traité. Aucune date n'est fixée pour la tenue des élections. L'échange d'ambassadeurs se fera un mois après le premier retrait israélien du Sinaï. Finalement, Begin accepte la dernière rédaction américaine. Le 13 mars, Carter, épuisé, se rend au Caire pour recueillir l'approbation égyptienne, faisant comprendre qu'il n'est plus question de modifier une formulation.

Begin met tout son poids politique pour obtenir l'accord du gouvernement et de la Knesset, menaçant de démissionner en cas de rejet. Appuyé par Dayan, il refuse toute discussion sur le projet d'autonomie qui n'est pas encore d'actualité, tout en précisant qu'il s'agit d'« autonomie de personnes » et non de territoires, autrement dit elle sera purement administrative et ne comprendra aucun élément de souveraineté. Sharon, qui a approuvé la rétrocession du Sinaï, mène l'opposition sur ce point, mais est mis en minorité.

Carter envoie Brzezinski en Arabie saoudite et en Jordanie. Les Saoudiens rejettent le traité qui pour eux va apporter plus de troubles que de stabilité dans la région. Ils acceptent de continuer de financer les contrats d'achat d'avions de combat américains par l'Égypte, mais finalement ils y mettront un terme à la suite des diatribes de Sadate contre leur pays. Le conseiller à la sécurité nationale explique au roi Hussein que

le traité est un fait accompli auquel il doit se plier. Cette brutalité ne fait que renforcer l'opposition du monarque.

L'accord comprend le texte du traité et une série d'annexes concernant les arrangements de sécurité, les cartes et la normalisation des relations. Il s'y ajoute des notes interprétatives, des lettres complémentaires et des engagements financiers. Le débat à la Knesset, les 20 et 21 mars 1979, reproduit ceux concernant les accords de Camp David. La préoccupation principale des parlementaires est la question de l'autonomie considérée comme porteuse de risques pour l'avenir d'Israël. C'est en particulier la thèse de Shimon Peres. Le projet de traité est approuvé par 95 oui contre 18 non (essentiellement venus du parti de Begin) et 2 abstentions.

Begin s'est révélé incontestablement le meilleur négociateur. Par sa tactique de pinaillage sur certains détails détournant les esprits de questions plus importantes et de stratégie au bord du gouffre, il a obtenu le maximum de ce qu'il pouvait avoir. Son attitude de résolution intransigeante lui a permis d'apaiser les inquiétudes de sa majorité dont une partie était ouvertement hostile à l'accord. S'il a ainsi remporté un certain nombre de gains, il a cassé la dynamique de paix apparue à l'automne 1977 puisque son but essentiel était d'obtenir une paix séparée. Sadate s'est montré beaucoup plus laxiste dès que les intérêts essentiels de son pays n'étaient plus en jeu et a cherché en même temps à renforcer les relations égypto-américaines. Néanmoins, en maintenant le cadre ouvert d'une paix générale, il ne ferme pas le dossier palestinien et refuse de laisser dire qu'il a accordé les mains libres aux Israéliens dans les territoires occupés. Carter s'est voué inlassablement à la quête d'un accord, tout aussi bien par conviction morale que par intérêt politique.

Tandis que l'on prépare la cérémonie de signature qui doit se tenir à Washington, Carter reprend dans un entretien donné à l'agence de presse Mena une formule abandonnée depuis plusieurs mois. Si l'OLP accepte la résolution 242, même avec des réserves, et le droit d'Israël à l'existence, les États-Unis travailleront directement avec cette organisation. Tout en poussant activement les Palestiniens à participer aux négociations, il se refuse à commenter les déclarations de Begin sur l'autonomie des personnes et non des territoires, il reconnaît l'existence de divergences sur ce sujet entre Égyptiens et Israéliens. L'OLP répond qu'elle demande

d'abord une résolution du Conseil de sécurité reconnaissant les droits nationaux du peuple palestinien ; la 242 est insuffisante puisqu'elle n'évoque que des réfugiés anonymes.

La signature du traité de Washington a lieu le 26 mars à la Maison-Blanche. Dans son allocution, Carter célèbre la paix, mais met en garde contre toute illusion : tous les problèmes sont loin d'être réglés. Sadate remercie Carter et omet de mentionner les Palestiniens, et Begin proclame la volonté de paix de son pays mais aussi le fait que Jérusalem restera une ville unifiée. À son habitude, il évoque l'Holocauste et les six millions de Juifs qui ont été tués parce qu'ils étaient nés juifs et rappelle que personne n'est venu à leur secours.

Le traité en tant que tel ne concerne que la paix entre l'Égypte et Israël. Il est accompagné d'une lettre de Sadate et de Begin à Carter concernant l'autonomie :

> Les gouvernements d'Égypte et d'Israël rappellent qu'ils ont conclu à Camp David, et signé à la Maison-Blanche, le 17 septembre 1978, les documents annexes intitulés « Cadre pour la paix au Proche-Orient convenu à Camp David » et « Cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël ».
>
> En vue de réaliser un règlement de paix global en accord avec les documents mentionnés plus haut, l'Égypte et Israël entreprendront la mise en application des dispositions ayant trait à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. Ils sont convenus d'ouvrir des négociations dans un délai d'un mois après l'échange des instruments de ratification du traité de paix. En accord avec « le cadre pour la paix au Proche-Orient », le royaume hachémite de Jordanie est invité à se joindre aux négociations. Les délégations d'Égypte et de Jordanie pourraient comprendre des Palestiniens de Cisjordanie, de la bande de Gaza, ou tous autres Palestiniens acceptés d'un commun accord.
>
> Le but de la négociation sera de décider, avant les élections des modalités d'établissement de l'autorité de l'autogouvernement *(self-government)* élu (conseil administratif), de définir ses prérogatives et ses responsabilités et de convenir d'autres questions connexes. Au cas où la

Jordanie déciderait de ne pas participer aux négociations, celles-ci auraient lieu entre Israël et l'Égypte.

Les deux gouvernements conviennent de discuter sans interruption et en toute bonne foi, afin de conclure ces négociations à la date la plus proche possible. Ils conviennent également que le but de ces négociations est l'établissement d'une autorité d'autogouvernement sur la Cisjordanie et la bande de Gaza en vue de fournir une autonomie complète aux habitants.

L'Égypte et Israël se sont donné pour but de terminer ces négociations dans un délai d'un an, de manière que des élections puissent être tenues aussi rapidement que possible une fois l'accord conclu entre les parties

L'autorité d'autogouvernement à laquelle il est fait mention dans le « cadre pour la paix au Proche-Orient » sera établie et entrera en fonctions dans le délai d'un mois après qu'elle aura été élue. La période transitoire de cinq ans commencera à ce moment.

Le gouvernement militaire israélien et son administration civile seront retirés et seront remplacés par l'autorité d'autogouvernement tel que spécifié dans le « cadre pour la paix au Proche-Orient ». Un retrait des forces armées israéliennes aura alors lieu et les forces israéliennes restantes seront redéployées en des secteurs de sécurité précisés par ailleurs.

Cette lettre confirme également ce dont nous sommes convenus, à savoir que le gouvernement des États-Unis participera pleinement à toutes les étapes des négociations.

M. Begin a fait précéder sa signature de la phrase suivante : « Dans chaque paragraphe où l'expression "Cisjordanie" est utilisée, elle sera comprise par le gouvernement d'Israël comme désignant la Judée et la Samarie. »

Les autres lettres comportent un engagement de Sadate promettant d'envoyer un ambassadeur en Israël un mois après le premier retrait.

Les États-Unis jouent la fonction de garant de l'application du traité et des documents annexes. Carter s'engage à former une force multinationale au cas où l'ONU refuserait de fournir une force internationale pour assurer la surveillance de l'application des mesures de sécurité. Les États-Unis

soutiendront Israël en cas de violation du traité. Une abondante aide militaire sera fournie à Israël et à l'Égypte.

Le traité de Washington correspond parfaitement au schéma qui est apparu lors des différentes médiations de la période allant de la guerre de juin 1967 à celle d'octobre 1973 : retrait total du Sinaï occupé contre un système contraignant de démilitarisation et de garanties de sécurité, plus une reconnaissance d'Israël et une normalisation des rapports politiques. En cela, il constitue un modèle acceptable pour les autres parties arabes. Son défaut essentiel est qu'Israël n'est pas prêt à étendre les mêmes clauses aux autres parties arabes.

Comme on pouvait s'y attendre, le rejet arabe est pratiquement unanime. L'Irak, qui veut se placer en position de leader du monde arabe, a immédiatement convoqué une conférence des ministres arabes des Affaires étrangères à Bagdad. L'Arabie saoudite tente de ménager l'Égypte et s'oppose aux radicaux. De son côté, Sadate se déchaîne contre les États du Front du refus. Finalement, la conférence aboutit, le 31 mars, au plus petit dénominateur commun, la condamnation de l'Égypte, l'arrêt de l'aide économique et le retrait des ambassadeurs ; le reste est une suite de « recommandations » ; l'appartenance de l'Égypte à la Ligue des États arabes est « suspendue » ; le siège de cette institution est transférée provisoirement du Caire à Tunis.

L'application du traité

Le 2 avril 1979, Begin se rend au Caire pour préparer la première étape de l'application du traité. Les relations sont plutôt froides entre les deux délégations. On se met d'accord pour que l'échange des instruments de ratification se fasse à Jérusalem. Le premier retrait israélien sera terminé le 25 mai. Sadate fait d'abord ratifier le traité par l'Assemblée populaire égyptienne puis le soumet à un référendum le 19 avril. Le score obtenu est particulièrement honorable : 99,95 % des voix. Le 29 avril, un bâtiment civil israélien traverse pour la première fois le canal de Suez. Le même jour, un comité militaire égypto-israélien ouvre ses travaux consacrés à la préparation du retrait.

L'isolement de l'Égypte est à peu près achevé à la fin du mois d'avril. Sur les 21 autres membres de la Ligue des États arabes, seuls le Soudan, Oman et la Somalie ont maintenu des relations diplomatiques. L'Égypte est exclue de la plupart des institutions économiques régionales.

Sadate dispose d'un incontestable soutien populaire et joue sur la carte du nationalisme égyptien. Ses attaques contre les pays arabes, si elles aggravent l'isolement de son pays, ont un écho incontestable dans la population. Néanmoins, il commence à s'inquiéter de la contestation des Frères musulmans qui ne sont plus l'instrument utile pour combattre la gauche égyptienne. Encouragée par l'exemple de la révolution islamique iranienne, la confrérie condamne le traité de Washington. Sa presse officieuse est interdite et Sadate s'en prend à la politisation de l'islam.

L'Égypte n'est pas la seule à connaître une opposition islamiste. En Syrie, les Frères musulmans s'opposent ouvertement au régime baathiste. L'agitation devient endémique en Syrie centrale, dans la région de Hama, où les incidents violents se multiplient. En Irak, le régime baathiste se heurte aux grands religieux des villes saintes qui contestent ouvertement le régime. La répression prend un caractère d'extrême brutalité. Une véritable guerre civile s'installe dans plusieurs pays arabes entre les régimes issus de la période révolutionnaire et les nouveaux mouvements de contestation.

Finalement, l'échange des instruments de ratification a lieu le 25 avril dans la zone tampon du Sinaï avec une dispute pour savoir si la question de l'autonomie fait partie du traité. On peut commencer à envisager l'ouverture prochaine des discussions sur ce sujet. La première constatation est qu'il n'existe aucun interlocuteur palestinien. Les élus municipaux des territoires connaissent parfaitement la position de Begin, qui ne leur offre rien de concret. Ils y voient à juste titre la poursuite de l'occupation avec l'intensification de la colonisation. Ils ont devant eux les manifestations tolérées du Goush Emounim dans les territoires occupés. L'OLP et la Jordanie s'opposent par ailleurs à toute participation. Les Américains ont perdu toute crédibilité auprès des notables modérés qui considèrent que leur capacité de modifier la politique israélienne est pratiquement nulle. De ce fait, les Américains ne trouvent aucun

interlocuteur, du côté palestinien comme du côté jordanien, pour discuter de la question de l'autonomie.

Loin de créer un climat pacifié, le traité de Washington est suivi de nouvelles violences.

Le retour de l'armée libanaise dans le Sud reste toujours un grand thème de la situation libanaise, perpétuellement évoquée, mais jamais pratiquement réalisée. Le 19 avril, un détachement de 500 soldats libanais réussit à passer le Litani et à rejoindre la FINUL, mais c'est à condition de ne pas chercher à s'implanter dans les zones tenues par les différentes milices. La population a accueilli avec liesse l'arrivée de ces forces légales. En réplique, le major Saad Haddad proclame l'indépendance de l'État du Liban libre, c'est-à-dire de la ceinture de sécurité israélienne. Sa milice et l'armée israélienne bombardent les positions de l'armée libanaise.

La FINUL négocie en permanence avec les palestino-progressistes implantés dans sa zone de compétence. Les incidents sont nombreux, avec parfois mort d'hommes. Néanmoins, l'OLP agit toujours dans le sens de l'apaisement, contrairement à l'ALS qui harcèle systématiquement les forces internationales. Il est vrai que la FINUL s'oppose aux raids punitifs contre les villages musulmans soupçonnés d'aider les palestino-progressistes et aux empiètements de l'ALS qui cherche, sur instruction israélienne, à étendre sa zone de contrôle.

À la suite d'un attentat à Tel-Aviv qui a fait un mort et 35 blessés le 10 avril 1979, l'aviation israélienne bombarde en représailles des camps palestiniens au Liban. C'est au moins reconnaître que la résistance palestinienne a une vraie présence dans les territoires occupés. Il en est de même après une opération du FLP (Front de libération de la Palestine, dissidence du FPLP d'obédience irakienne) à Nahariyya qui fait 4 morts israéliens (3 civils et un policier) : le 21 avril, les Israéliens bombardent le camp de Nahr al-Bared à proximité de Tripoli. Puis c'est l'ensemble du Liban-Sud qui est visé avec un nouvel exode de la population. L'ensemble de ces bombardements aurait fait une cinquantaine de morts.

Après une brève accalmie, la violence s'accroît au début du mois de mai. Après un nouvel attentat palestinien, l'armée israélienne se lance

dans toute une série d'« opérations préventives », c'est-à-dire des bombardements systématiques des camps palestiniens dans l'ensemble du pays. Les pertes sont nombreuses dans la population civile palestinienne et libanaise. Des incursions armées ont lieu en territoire libanais avec une interposition immédiate de la FINUL.

Dans un discours à la Knesset, le 7 mai, Begin montre toute l'incohérence du discours israélien sur le Liban. Il invite le président Sarkis à Jérusalem pour traiter de la paix tout en marquant son peu de légitimité. Il exige le retrait des troupes syriennes et se pose en protecteur des chrétiens et des chiites, qui, sans les Israéliens, auraient été victimes d'un génocide. Pour la première fois, il mentionne l'existence de la population palestinienne au Liban pour en proposer l'expulsion vers les autres pays arabes. Il adhère ainsi pratiquement à toutes les idées du Front libanais et de Bachir Gemayel. Ce dernier voit d'ailleurs dans les propositions de Begin « des éléments de base nécessaires pour résoudre la crise libanaise ».

Si Peres ridiculise publiquement les idées de Begin, il est manifeste que certains milieux dirigeants israéliens envisagent une paix avec le Liban imposée par la force et comprenant l'élimination de la présence palestinienne. C'est encore trop tôt, la priorité étant l'application du traité de Washington. Durant tout le mois de mai, la violence se maintient à ce niveau élevé. L'artillerie israélienne pilonne régulièrement l'ensemble du Liban-Sud, en particulier la ville de Tyr.

En Israël, le gouvernement Begin se heurte à l'opposition des colons du Sinaï. Begin leur explique que l'évacuation du Sinaï est inévitable et qu'ils auront droit à de larges compensations. Mais le Goush Emounim établit des implantations illégales dans la péninsule. Le cas le plus urgent est constitué par un jardin maraîcher de la colonie Neot Sinaï, à proximité d'El-Arich, qui appartient à la zone qui doit être immédiatement rétrocédée à l'Égypte. Les colons, qui trouvent insuffisantes les compensations proposées, décident de s'opposer à l'évacuation par la force. Ils sont rejoints par des membres du Goush Emounim et des colons de Cisjordanie. L'épreuve de force dure plusieurs jours. Le gouvernement négocie et obtient le retrait des colons contre la promesse d'étudier avec soin leurs griefs.

Le 25 mai, la passation des pouvoirs a lieu à El-Arich. La population accueille avec enthousiasme l'armée égyptienne qui hisse le drapeau égyptien. Le même jour, Vance inaugure à Birsheba les pourparlers destinés à préparer l'autonomie palestinienne. Carter a créé le poste d'envoyé spécial du président pour les discussions sur l'autonomie et l'a confié à l'un de ses proches politiques, Robert S. Strauss. Il est arrivé plein d'énergie et décidé à faire bouger les choses. Sa déception sera rapide.

Le 26 mai, Sadate arrive à El-Arich où il est reçu par une foule en délire. Il reçoit Begin et Vance. On finalise l'accord sur l'ouverture des frontières et la mise en place d'une liaison aérienne entre les deux pays. Les trois hommes se rendent ensuite à Birsheba. Le 29 mai, trois navires de guerre israéliens empruntent à leur tour le canal de Suez.

Un Orient troublé

Pendant que l'on célèbre lyriquement la paix en train de s'établir, le Conseil de sécurité examine la question des bombardements israéliens du Liban-Sud qui se sont intensifiés depuis le premier retrait du Sinaï. Tant que l'on débat à New York dans la première quinzaine de juin, les Israéliens s'imposent une relative retenue dans leurs actions tandis que l'OLP s'engage vertueusement à mettre fin aux excès des Forces communes au détriment de la population locale.

La résolution 450 du 14 juin 1979 rappelle les résolutions antérieures et

1. déplore avec force les actes de violence contre le Liban qui ont conduit au déplacement des civils, y compris des Palestiniens et provoqué des destructions et des pertes en vies humaines innocentes ;

2. demande à Israël de cesser, en conséquence, ses actes contre l'intégrité territoriale, l'unité, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban et en particulier ses incursions à l'intérieur du territoire libanais et l'assistance qu'il continue de fournir à des groupes armées irresponsables ;

3. demande à toutes les parties concernées de s'abstenir de toute activité en contradiction avec les objectifs de la FINUL, et de coopérer à

la réalisation de ces objectifs.

La résolution réaffirme la validité de la convention d'armistice et invite les parties à réactiver la commission mixte d'armistice.

La seule action concrète est le prolongement pour six mois du mandat de la FINUL. La violence reste omniprésente dans tout le pays. En secteur chrétien, les miliciens des Chamoun se battent avec ceux des Gemayel. Les bombardements et les raids aériens israéliens se poursuivent. Le 27 juin, l'aviation syrienne tente de s'y opposer et perd 4 avions Mig-21 dans le secteur entre Saïda et Damour.

Presque toute la région semble au bord de la guerre civile. L'Irak soutient les autonomistes dans les régions majoritairement peuplées d'Arabes de l'Iran. Les troubles politiques, ethniques et sociaux maintiennent à un faible niveau la production pétrolière iranienne, d'où la poursuite de la hausse des prix sur le marché international, au grand dam des pays industrialisés. Les pays exportateurs ajoutent des surcharges conséquentes aux prix affichés qui amènent le prix effectif du baril à 20-21 dollars au début du mois de juillet, tandis que, sur le marché libre, les prix atteignent plus du double du prix officiel. Si l'on ne parle pas encore de second choc pétrolier, on évoque de plus en plus une nouvelle et sévère récession des économies des pays industrialisés. À l'automne, le ministre saoudien du Pétrole, le cheikh Yamani, doit reconnaître que les pays exportateurs ont perdu le contrôle de la fixation des prix. Ils en sont aussi largement responsables en mettant fin aux engagements contractuels de livraisons sur plusieurs années pour se tourner vers le marché *spot* de Rotterdam qui propose des prix bien plus intéressants. La seule régulation possible est maintenant celle de l'offre et de la demande, mais cette dernière, en dépit de la hausse des prix, semble vouloir continuer de progresser.

L'Iran encourage les milieux chiites irakiens entrés dans une confrontation mortelle avec le régime baathiste. En Syrie même, le 16 juin, les Frères musulmans organisent un attentat à l'académie militaire d'Alep : 32 cadets, tous alaouites, sont assassinés. Le régime accuse les Frères musulmans d'être les instruments de la politique israélienne et américaine. Une dure répression frappe les milieux islamistes. Les Occidentaux, qui considèrent que le régime de Hafiz al-Assad est un

facteur de stabilité, s'inquiètent du risque de voir les Frères musulmans accéder au pouvoir.

Le 11 juin 1979 se tient à Alexandrie la première session des discussions sur l'autonomie. Les Égyptiens ont proposé l'hôtel le plus moderne de la ville, qui a la particularité de porter le nom de Palestine. Les Israéliens ont immédiatement refusé le lieu et obtenu un hôtel nettement moins confortable, sans air conditionné, mais à l'appellation beaucoup plus neutre. Si l'on discute des questions de procédure, chacun reste sur ses positions. Pour les Égyptiens, l'autonomie est la première étape vers l'autodétermination, pour les Israéliens elle n'est qu'« administrative » et constitue un terminus. Pour bien marquer ses intentions, le gouvernement israélien créée une nouvelle implantation en Cisjordanie. Vance ne peut que reprendre, en vain, la formule consacrée : les implantations sont des obstacles à la paix.

Le gouvernement israélien doit admettre que pas un seul Arabe n'est prêt à participer aux négociations sur l'autonomie. Les seuls à ne pas avoir pris position contre le traité de Washington sont les islamistes de la bande de Gaza. Leurs activités sont, en conséquence, favorisées par l'administration militaire.

Begin a décidé de retirer la responsabilité des négociations sur l'autonomie à Weizman et Dayan considérés comme trop libéraux sur ce sujet. Les deux ministres pensent que les propositions de Begin, qui n'offrent rien de concret aux habitants des territoires, conduiront inévitablement à l'échec du projet et risquent de remettre en cause la paix avec l'Égypte. Ils font connaître leurs désaccords et se tiennent à l'écart des négociations. De plus, Dayan vient d'apprendre qu'il est atteint d'un cancer et doit être soumis à un traitement médical fatigant. Le tout se passe dans une atmosphère où Begin est régulièrement hospitalisé pour raison de santé alors que l'économie israélienne est frappée par une intense inflation liée à la situation économique mondiale.

La troisième réunion, qui se tient en Israël les 25 et 26 juin, ne donne rien. Mais les Égyptiens ont pour priorité l'évacuation du Sinaï et ne désirent pas créer une crise sur le dossier. On ne fait qu'enregistrer les désaccords, les deux parties cherchant à gagner du temps. Dans ses Mémoires, Boutros-Ghali compare les pourparlers à une scène de *Six*

personnages en quête d'auteur de Pirandello[967] : « Tout le monde jouait un rôle dans une pièce sans scénario. L'objectif était de gagner du temps et de masquer une vérité douloureuse, à savoir que l'on n'avait pas l'intention de résoudre le problème palestinien. »

Il en sera ainsi pour les réunions suivantes qui se succèdent d'abord au rythme de deux par mois puis une. Elles appartiennent au domaine des relations publiques.

Les entretiens, par ailleurs cordiaux, entre Sadate et Begin à Alexandrie, les 10 et 11 juillet, ne marquent évidemment aucune progression sur ce dossier. Si les deux hommes, en dépit des réticences de Begin toujours attaché aux formes, s'entendent pour s'appeler par leurs prénoms, ils sont d'accord pour ne pas être d'accord sur le dossier palestinien.

La résolution 452 du Conseil de sécurité, le 20 juillet 1979, qui déplore l'absence de coopération de l'État d'Israël, considère que la politique d'établir des colonies dans les territoires occupés n'a pas de validité légale et constitue une violation de la IVe convention de Genève, et demande l'arrêt immédiat de l'établissement de colonies, y compris à Jérusalem, n'a pas de conséquence sur le terrain. Les États-Unis se sont abstenus durant le vote.

Le principal est l'application du traité de Washington. Le 24 juillet, Israël évacue une zone de 6 000 km^2, essentiellement désertique, dans le Sinaï. Pour créer de nouveaux aéroports dans le Néguev, 10 000 Bédouins de nationalité israélienne sont expulsés de leurs terres. Les compensations financières proposées sont dérisoires et contrastent avec celles offertes aux colons israéliens du Sinaï. Un problème « technique » de l'application du traité se pose. Le mandat de la FUNU dans le Sinaï arrive à son terme et il n'est pas question de le renouveler en raison de l'ampleur des oppositions internationales au traité égypto-israélien. Les États-Unis, en accord avec le secrétaire général de l'ONU, propose son remplacement par l'organe de surveillance de la trêve, l'ONUST, l'institution la plus ancienne de l'ONU dans la région. Israël s'y oppose parce qu'elle dépend directement du secrétaire général de l'ONU et non du Conseil de sécurité. Son retrait pourrait être décidé, de la même façon que celui des forces de l'ONU en 1967.

La résolution de Sadate n’est pas entamée par une opération de commandos palestiniens contre l’ambassade d’Égypte à Ankara, le 13 juillet. Deux policiers turcs sont tués ainsi qu’un Égyptien. L’OLP envoie une délégation négocier avec les preneurs d’otages. Le commando des « Aigles de la révolution palestinienne » se rend sans condition le 15. Le Caire accuse Damas d’être derrière cette action sanglante.

Le 25 juillet, Zouheir Mohsen, le chef de la Sa‘iqa, est assassiné à Cannes. Comme il se doit, l’affaire est attribuée au Mossad, peut-être en coopération avec l’Égypte, en représailles de l’attaque de l’ambassade à Ankara968. L’homme était un pragmatique, aimant le confort, à la réputation financière un peu douteuse. Il n’hésitait pas à critiquer devant les diplomates occidentaux le comportement de ses patrons syriens. Le gouvernement syrien lui organise des funérailles imposantes à Damas, en présence d’Arafat et d’Assad.

Durant tout le mois de juillet, Israël a continué ses bombardements, incursions et raids aériens sur l’ensemble du territoire libanais. Ses actions s’intensifient dans les derniers jours du mois, en dépit des condamnations des États-Unis, qui appellent à la retenue. Le « matraquage » du Liban-Sud devient encore plus intense durant le mois d’août, répandant la désolation. La presse internationale rapporte les innombrables destructions civiles, démentant les affirmations israéliennes qu’il ne s’agit que d’objectifs militaires. Les condamnations internationales pleuvent, mais ne changent rien.

La tension israélo-américaine

Arafat a lancé une nouvelle offensive diplomatique à destination de l’Europe. Au début de juillet 1979, il fait sa première visite officielle dans un pays européen, l’Autriche, où il est reçu par le chancelier Kreisky et par Willy Brandt, président de l’Internationale socialiste, avec lesquels il convient de la nécessité d’une nouvelle résolution du Conseil de sécurité mentionnant le droit du peuple palestinien à l’autodétermination. Cela suffit pour relancer l’action diplomatique en faveur d’un tel texte qui conduirait à la reconnaissance de la 242, et donc implicitement d’Israël, par les Palestiniens contre l’ouverture d’un dialogue avec les Américains.

L’Arabie saoudite soutient activement cette initiative qui est prise en charge à l’ONU par l’ambassadeur du Koweït. Les Américains seraient prêts à un texte inspiré de la déclaration d’Assouan : le peuple palestinien doit être en mesure de participer à la détermination de son propre avenir. Il n’est pas question d’aller au-delà, le droit à l’autodétermination reposerait la question de la souveraineté sur les territoires occupés que le traité de Washington a mis entre parenthèses pour la durée de la période d’autonomie.

Les Israéliens s’opposent vigoureusement à toute modification de la résolution 242. Avec la question de l’ONUST, le sentiment justifié que les Américains approuvent les positions égyptiennes dans les discussions sur l’autonomie, une déclaration de Carter assimilant le combat de l’OLP à celui des droits civiques pour les Noirs américains et l’abstention des États-Unis lors d’une vote de la résolution 452, les relations se sont brutalement tendues. Le ministre de l’Intérieur israélien, chargé des discussions sur l’autonomie, déclare publiquement que les États-Unis préfèrent les puits de pétrole *(Oily Places)* aux Lieux saints *(Holy Places)*, allusion à la hausse vertigineuse des prix du pétrole et à la diplomatie pétrolière de l’Arabie saoudite.

En raison de l’interprétation restrictive de l’accord Sinaï II, il n’est pas question de relation directe entre les États-Unis et l’OLP. Des contacts ont été poursuivis par le biais de personnalités indépendantes, en particulier à Beyrouth. Néanmoins, à l’ONU, l’OLP a une représentation diplomatique qui participe aux débats du Conseil de sécurité. L’ambassadeur américain, qui a rang de ministre (membre du Cabinet), Andrew Young, est le premier Noir américain à atteindre un poste de ce rang. Il joue un rôle très efficace à destination du tiers-monde, en particulier de l’Afrique noire. Certaines de ses déclarations intempestives gênent le Département d’État.

Young rencontre discrètement le représentant de l’OLP au domicile privé de l’ambassadeur du Koweït le 26 juillet. Il n’en a pas informé préalablement Carter et Vance. Ils n’auraient parlé qu’un quart d’heure. Mais les Israéliens maintiennent une surveillance constante de la délégation palestinienne à New York (ils auraient de plus mis sur écoutes ses communications).

Au bout de quelques jours, ils divulguent l'information dans la presse américaine. Young affirme qu'il s'agissait d'une rencontre « fortuite ». Il tente de calmer les Israéliens en expliquant à leur ambassadeur qu'il n'y a pas de modification de la politique américaine envers l'OLP et les prévient du risque de s'aliéner les Noirs américains. Le gouvernement israélien en profite pour adresser une protestation officielle affirmant que Young a menti publiquement. Vance, furieux, exige de Young sa démission. Ce dernier s'exécute immédiatement (15 août 1979).

Pour l'administration Carter, le coup est dur. Young, ancien militant des droits civiques, est extrêmement populaire dans la communauté noire américaine. Toute la manœuvre diplomatique en faveur de l'OLP est paralysée. Israël paye aussi un prix assez élevé. Les Noirs américains ne pardonnent pas ce qui est arrivé à leur représentant et certains accusent les Juifs américains d'être au service d'une puissance étrangère. Au début d'octobre, le révérend Jesse Jackson fera une tournée au Proche-Orient. Begin refusera de le recevoir, contrairement aux leaders arabes. Jackson aura ainsi des entretiens avec Assad et Arafat. S'il s'identifie avec la cause des réfugiés palestiniens, il plaidera aussi auprès de l'OLP pour l'abandon de la violence et la coexistence pacifique avec Israël. Une fraction conséquente de la communauté noire développe une certaine forme d'antisémitisme alimenté aussi par des violences de voisinage dans des agglomérations comme celle de New York.

À la suite de cette affaire et face à la nouvelle crise de l'énergie, l'administration Carter choisit de moins s'impliquer publiquement dans le dossier. Robert Strauss est chargé des affaires du Proche-Orient, au grand dam de Vance, qui menace de démissionner. L'émissaire américain a beau tenter des déclarations énergiques, il n'obtient aucun progrès sur le fond. À l'ONU, les délégations arabes acceptent l'ajournement *sine die* du débat sur les droits palestiniens – ils le font « en hommage à la position d'Andrew Young ».

Assad en tire la conclusion la plus commune chez les Arabes dans un entretien accordé à la fin du mois d'août à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* : « Andrew Young est le représentant d'une grande puissance, mais il n'a pas le droit de saluer un représentant palestinien. Est-ce un si grand

crime de saluer quelqu'un ? On en est à se demander si les États-Unis n'ont perdu leur indépendance ! »

Quant à l'OLP, elle décide d'accentuer sa campagne diplomatique à destination des Européens. À la mi-septembre, Arafat fait sa première visite officielle dans un pays européen, l'Espagne, où il est reçu par le Premier ministre Adolfo Suarez (la visite en Autriche était à l'invitation de l'Internationale socialiste). C'est dans la ligne des excellentes relations entre l'Espagne et le monde arabe datant du franquisme (Israël s'était opposé à l'entrée de l'Espagne à l'ONU en 1956 alors que les pays arabes l'avaient soutenue).

L'action palestinienne reçoit un écho positif au sein de l'Europe des 9. Le traité de Washington a été reçu avec réserve, car il semblait aller dans le sens d'une paix séparée entre l'Égypte et Israël. Un consensus se dessine sur la nécessité d'accorder à l'OLP une forme de reconnaissance partielle ou non officielle afin de permettre aux autres États arabes de se joindre au processus de paix. La France de Valéry Giscard d'Estaing pousse fortement dans ce sens.

Le septième sommet Sadate-Begin se déroule à Haïfa les 4 et 5 septembre 1979[969]. L'atmosphère est toujours aussi cordiale. Si les désaccords sur l'autonomie et Jérusalem sont rappelés, on progresse dans les autres dossiers. Sadate accepte d'augmenter la quantité de pétrole du Sinaï vendu à Israël (elle est portée à 2 millions de tonnes par an), on établira des patrouilles conjointes dans le Sinaï en attendant la formation d'une force multinationale (hors ONU) dans la péninsule, Israël rétrocédera de façon anticipée le monastère de Sainte-Catherine.

Chacun reste sur ses positions. Le 16 septembre, le gouvernement israélien autorise les particuliers et les entreprises à acheter des terres en Cisjordanie. La décision est condamnée par l'Égypte, les États-Unis et le secrétaire général de l'ONU.

Les Palestiniens récoltent les premiers fruits de leur action diplomatique envers les Européens. À l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre irlandais des Affaires étrangères, parlant au nom des 9 pays de la CEE, propose d'ajouter quatre principes à la résolution 242 : l'inadmissibilité d'acquisition de territoires par la force, la nécessité de

mettre fin à la présence israélienne dans les territoires occupés depuis 1967, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et de son droit à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens, ce qui comprend « le droit à une patrie et le droit de jouer pleinement son rôle, par l'intermédiaire de ses représentants, dans la négociation d'un règlement global. Le traité égypto-israélien constitue une « application correcte des principes de la résolution 242 pour ce qui concerne les relations égypto-israéliennes ». L'OLP est l'une des « parties concernées » par le règlement. Les représentants palestiniens trouvent cette déclaration encourageante mais insuffisante, le monopole de la représentation politique des Palestiniens n'étant pas reconnu. Pour le ministre français des Affaires étrangères, Jean François-Poncet : « Il faut que, de part et d'autre, on fasse l'effort de se rendre à l'évidence : ces deux grands peuples, le peuple d'Israël et le peuple palestinien, ne pourront indéfiniment reculer le moment de leur reconnaissance mutuelle. »

En France, au début de novembre, une déclaration de l'ambassadeur d'Israël, aux termes de laquelle une éventuelle invitation d'Arafat « serait pour nous comme si on accueillait en France Hitler aujourd'hui », provoque la protestation officielle du gouvernement français pour le « caractère indécent d'un tel propos aux yeux de la France et de l'opinion publique française ».

Au Liban, la violence est omniprésente dans l'ensemble du pays avec la multiplication des petites guerres entre miliciens. Les ulémas chiites exigent l'envoi de l'armée dans le Sud pour rétablir l'ordre, mais le gouvernement n'en a pas les moyens. Dans un nouveau combat aérien avec les Israéliens, le 24 septembre, la Syrie perd de nouveau 4 avions de combat, mais a imposé son droit d'user de l'espace aérien libanais. Une trêve précaire s'est installée au Sud. La diplomatie internationale tente de la transformer en accord implicite entre Israël et l'OLP, mais les deux parties ne veulent pas en entendre parler, car cela signifierait l'amorce d'une reconnaissance réciproque. Néanmoins, les Occidentaux proposent, dans la seconde quinzaine d'octobre, un plan détaillé comprenant aussi le renforcement de la FINUL et l'envoi de l'armée libanaise dans le Sud. Un

diplomate américain de carrière d'origine libanaise, Philip Habib, est envoyé faire une tournée régionale à la fin octobre. La position israélienne est catégorique : le calme ne sera rétabli au Liban-Sud que si les forces syriennes évacuent le Liban et si les organisations palestiniennes mettent fin à la campagne de terreur déclenchée à partir de ce pays. Clairement, Israël veut profiter de l'affaiblissement de la Syrie dû à ses troubles intérieurs pour renforcer sa position et celle de ses alliés au Liban.

Au début de novembre 1979, la stratégie israélienne semble porter ses fruits. La milice Amal combat pour la première fois directement l'ALP dans les quartiers à majorité chiite de la capitale libanaise. Elle n'hésite pas à affronter l'armée syrienne venue apporter son soutien à ses alliés. Un cessez-le-feu est négocié avec le secrétaire général du mouvement, Hussein al-Husseini, successeur par intérim de Moussa Sadr. Significativement, les chiites combattants dans la Sa'iqa ont rejoint les rangs d'Amal lors des combats. Les autorités communautaires chiites exigent le déploiement de l'armée libanaise dans les quartiers chiites et dans le Sud.

La tension israélo-américaine demeure forte. À un dîner officiel donné à l'ambassade d'Israël à Washington à l'occasion de la présence de Weizman venu célébrer le premier anniversaire de Camp David[970], Harold Saunders condamne l'unilatéralisme de la politique israélienne. Weizman l'accuse de vouloir faire de son pays le « méchant » *(villain)* du Moyen-Orient en critiquant les bombardements du Liban. Saunders lui répond que « bombarder ne constitue pas une politique » *(Bombing is not a policy)*. Weizman lui hurle : « Vous êtes mou, vous montrez partout dans le monde de la faiblesse, vous avez perdu l'Éthiopie, l'Angola, l'Iran. » Saunders réplique : « Je suis désolé que vous ne compreniez pas la politique américaine. » Weizman : « Vous n'avez pas du tout de politique[971]. »

Si l'administration Carter considère que le gouvernement Begin est responsable de l'impasse dans le dossier palestinien, sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Edward Kennedy marque clairement son intention de contester à Carter l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 1980. Le chef de file de l'aile gauche du parti se montre un partisan affirmé de l'État d'Israël.

Carter souffre d'une réputation de faiblesse et de manque de caractère, ce qui est largement injuste. Avec l'aggravation continue de la situation internationale et en dépit de la mauvaise conjoncture économique – forte inflation et second choc pétrolier –, il a pris la décision de relancer l'effort militaire américain. Le réarmement débute dans la deuxième partie de son mandat tandis que l'armée se restructure en tirant les leçons de l'échec du Vietnam. Cette nouvelle orientation a le soutien du Congrès, inquiet de voir la supériorité militaire américaine contestée par les Soviétiques.

De même, sur le plan économique, avec la nomination de Paul Volker à la direction de la Réserve fédérale des États-Unis (Federal Reserve Board), Carter a décidé de briser l'inflation en menant une politique monétaire restrictive conduisant à une hausse continue des taux d'intérêt au prix d'une récession économique. Ce que l'on n'a pas compris sur le moment, c'est ce que cette politique va conduire à une grave crise de l'endettement dans les pays du tiers-monde. Le bloc de l'Est, qui, depuis le début des années 1970, dépend de plus en plus des emprunts auprès du système financier international pour continuer à faire fonctionner son économie, va être la principale victime des taux d'intérêt élevés. Le premier pays socialiste à être frappé de plein fouet est la Pologne dont la dette est passée de 6 milliards de dollars en 1975 à 20 milliards en 1979. Les restrictions imposées à la consommation provoquent en 1980 d'imposantes grèves ouvrières et la création du syndicat Solidarnosc.

La politique monétaire américaine est ainsi le premier élément de ce qui va constituer le choc final qui emportera le bloc soviétique. En Occident, on ne s'en rend pas compte et l'on reste obnubilé par la menace soviétique de cette seconde guerre froide qui débute.

L'évolution de la Cisjordanie

Au sein du gouvernement israélien, Dayan tente d'imposer sa solution à la question de l'autonomie, celle d'une autonomie « unilatérale ». Israël céderait une part des compétences administratives aux municipalités palestiniennes et son armée évacuerait les principales agglomérations des territoires. Sans avoir à négocier avec Israël, l'élite administrative palestinienne serait ainsi contrainte d'appliquer une autonomie de fait.

Dans ce but, Dayan a fait la tournée des maires des grandes villes palestiniennes, y compris ceux qui affichent leur soutien à l'OLP. Begin ne veut pas entendre parler d'une telle autonomie qui conduirait à une limitation de la colonisation. Dayan et Weizman tentent de s'opposer aux projets de Sharon d'intensifier la colonisation, mais leur importance politique s'amenuise. La droite au pouvoir n'a plus besoin de leur caution politique « libérale ». Marginalisé politiquement et n'ayant plus d'influence sur le contenu des discussions sur l'autonomie, Dayan préfère démissionner le 21 octobre 1979 pour tenter une sorte d'appel au peuple sur ce dossier. Mais il a peu d'écho dans l'opinion publique israélienne. Il lui reste encore deux ans à vivre.

La Cour suprême israélienne statue sur la légalité des confiscations de terres palestiniennes pour y établir des implantations. Elles doivent être légitimées par des raisons de sécurité solidement présentées (20 juin 1979). Le 22 octobre, elle ordonne le démantèlement de la colonie d'Elon Moreh puisque la confiscation des terres a eu des raisons « politiques » et non « de sécurité ». L'affaire fait grand bruit. Le Goush Emounim tente de s'opposer à l'évacuation. Begin tergiverse et négocie avec les colons. Finalement, la colonie est déplacée sur un site voisin dépendant du domaine public.

Begin a évité une crise majeure avec le mouvement des colons parce que tout le monde sait qu'il est favorable à la colonisation de la Cisjordanie. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 5 023 colons en 1977, 7 361 en 1978, 10 001 en 1979, 12 424 en 1980, 16 119 en 1981. L'intention proclamée est d'empêcher toute constitution d'un État palestinien. Sur suggestion de Weizman, le gouvernement israélien renonce à la tenue d'élections municipales en avril 1980 en Cisjordanie. Elles auraient certainement marqué un désaveu cinglant du projet d'autonomie. Il n'y aura plus d'élections sous le régime de l'occupation israélienne972.

Le Front national palestinien clandestin est mis hors la loi à la mi-octobre 1979. Il est remplacé par un Comité d'orientation national *(lajna al-tawjih al-watani)* beaucoup plus proche du Fatah. Les maires nationalistes le dirigent. Il regroupe les municipalités, les organisations professionnelles, les syndicats, les sociétés charitables, les mouvements

étudiants. L'implantation dans la jeunesse est particulièrement forte grâce à la multiplication des institutions d'enseignement supérieur financés par l'aide arabe.

Le but du comité est de construire les bases d'un État national palestinien à partir des territoires. L'effort éducatif est considérable. Outre la volonté ancienne des Palestiniens de développer le système éducatif, il correspond à l'évolution sociale des territoires, surtout de la Cisjordanie. Comme dans le cas des Arabes israéliens, la politique israélienne a tendu à geler les migrations internes, d'où une croissance de la population « sur place ». La part des revenus agricoles diminue constamment, d'où la recherche d'une meilleure éducation. La détermination, la volonté de tenir bon *(sumud)*, pousse à limiter les départs pour études à l'extérieur, d'où le développement des institutions d'enseignement supérieur. Mais, une fois les études terminées, il y a peu de débouchés dans l'économie des territoires, à l'exception de l'ensemble des institutions financées par l'aide jordanienne et arabe. Aussi, les diplômés rejoignent la main-d'œuvre immigrée sur une base quotidienne en Israël où ils découvrent, en même temps que le déclassement social, une société beaucoup plus ouverte que la leur. D'autres diplômés partent travailler dans la péninsule Arabique et apportent ainsi une aide financière importante à leur famille. Mais ils sont sur le qui-vive permanent et doivent revenir périodiquement dans les territoires, de peur de voir annuler par les Israéliens leur droit de résidence dans leur propre pays. Au sein des familles, il peut y avoir des sentiments de jalousie entre ceux qui doivent travailler en Israël, ceux qui ont trouvé des emplois dans les institutions palestiniennes et ceux qui ont immigré temporairement dans les pays de la péninsule.

Bien évidemment, les institutions éducatives sont les places fortes du mouvement national. Les universités de Bir Zeit (1 200 étudiants) près de Ramallah et de Najah (2 000) à Naplouse fournissent le fer de lance des manifestations contre l'occupation. Occasionnellement, les maires sont conduits à rappeler aux étudiants que la réussite des études sert aussi l'intérêt national palestinien. À Gaza, les autorités d'occupation tolèrent la prise de contrôle de la principale université, l'université islamique de Gaza, par les islamistes du cheikh Yassin. Ainsi, l'influence de la gauche palestinienne (FPLP) et du Fatah se trouvera diminuée au profit de ces

« apolitiques ». Les bagarres sont fréquentes entre étudiants nationalistes et islamistes. Les islamistes sont pratiquement épargnés par la répression israélienne, contrairement aux autres. Ainsi, en janvier 1980, les étudiants islamistes saccagent les bureaux du Croissant-Rouge palestinien, principale organisation humanitaire tenue par les nationalistes. Son président, Haïdar Abd al-Chafi, doit être protégé par l'armée israélienne tandis que les manifestants incendient des cafés, des hôtels et un cinéma.

Face aux maires nationalistes, les autorités militaires israéliennes ont encouragé la création de « ligues de village ». La première a été créée dans la région d'Hébron par un ancien ministre du Travail en Jordanie, Mustafa Dudin, qui cherche à profiter de l'effacement politique du cheikh Jaabari. Officiellement, il s'agit de permettre une représentation des villages auprès des autorités militaires et de favoriser les projets de développement. Les ligues sont « apolitiques ». Leurs budgets sont alimentés par les autorités d'occupation. Elles tirent leur recrutement de la nécessité pour les villageois de passer par elles pour obtenir les multiples autorisations qui ponctuent leur vie quotidienne. C'est avec ces « apolitiques » que les Israéliens ont l'intention de procéder aux discussions sur l'autonomie…

Le Moyen-Orient dans la tourmente

En Irak, le 16 juillet, on a annoncé la démission du président Bakr, pour raison de santé. Ce vieux nationaliste arabe s'était investi dans le rapprochement avec la Syrie. Saddam Hussein, qui le remplace, n'annonce aucun changement dans la ligne politique. Mais, à la fin du mois, on apprend l'existence d'un « complot » au sein de l'instance suprême du régime, le Conseil de commandement de la révolution. Les « conspirateurs » sont immédiatement exécutés. Ils auraient envisagé d'« inclure l'Irak dans le plan de capitulation élaboré par l'impérialisme américain au profit des sionistes et des forces de l'ombre ».

Dès la première quinzaine d'août, on commence à insinuer que la Syrie se trouverait derrière ce complot. Le régime de Hafiz al-Assad dément. En proie à de graves violences intérieures, il se rapproche ostensiblement de l'Iran révolutionnaire, provocation supplémentaire pour Bagdad. Quant au

régime révolutionnaire iranien, par l'utilisation systématique de la terreur, il est en train d'affermir son contrôle du pays en écrasant dans le sang les différents autonomismes régionaux.

Devant la dégradation rapide des relations entre l'Irak et la Syrie, l'Arabie saoudite tente en vain de proposer sa médiation.

Le shah en exil est devenu un embarras pour les pays qui l'accueillent. Le régime révolutionnaire iranien exige qu'on lui livre l'ancien monarque. Sa santé s'est détériorée, sa maladie – un cancer – est rendue publique. Ses amis américains, Henry Kissinger en tête, exigent qu'il soit autorisé à se rendre aux États-Unis pour des soins médicaux. Carter refuse plusieurs fois puis cède pour « raison humanitaire ». Le 22 octobre, Reza Pahlevi est admis dans un hôpital de New York. Le gouvernement provisoire iranien proteste.

Les étudiants radicaux, encouragés par Khomeini, organisent l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran le 4 novembre 1979. Elle tourne à la prise d'otages. Ils exigent la livraison du shah à l'Iran contre la libération des diplomates américains assimilés à des espions. C'est le début d'une crise grave qui va durer 444 jours et monopoliser toute l'administration Carter. Très vite, les partisans d'une solution diplomatique menés par Vance et ceux d'une solution militaire conduits par Brzezinski s'opposent. Le gouvernement provisoire iranien est désemparé et la lutte pour le pouvoir s'intensifie au moment où la constitution de la République islamique est en train d'être mise en place.

Les premières décisions américaines sont de mettre fin à l'achat de pétrole iranien et de geler les avoirs gouvernementaux de l'Iran aux États-Unis. Toutes les exportations vers l'Iran sont suspendues. Cela concerne en particulier les pièces détachées particulièrement vitales dans les domaines de la technologie civile et militaire. L'épreuve de force commence. Sur le marché libre, le baril de pétrole est maintenant à plus de 40 dollars, soit pratiquement le double d'un prix « affiché » de moins en moins respecté. Une flotte de guerre américaine comprenant deux porte-avions prend position dans le golfe Persique et dans l'océan Indien.

L'OLP propose sa médiation et Arafat envoie des émissaires en Iran. Ils sont mal reçus, car l'enjeu réel est la radicalisation de la révolution

iranienne et non une aide au renforcement de la stature internationale d'Arafat. Pour ses promoteurs, la révolution a vocation à s'étendre à l'ensemble du monde musulman en utilisant l'arme de l'antiaméricanisme, confondu avec l'antisionisme. Des manifestations de soutien à l'Iran ont lieu en Turquie, au Bangladesh et surtout au Pakistan. Les Américains sont surpris par l'ampleur des hostilités populaires qui combinent le nationalisme anti-impérialiste et le rejet d'une certaine forme de modernité incarnée par le mode de vie américain (qui évidemment est particulièrement tentateur). L'Union soviétique n'est pas mécontente des malheurs américains, mais s'inquiète de l'anticommunisme puissant des mouvements islamistes, tout à fait contraire au dogme marxiste où seule la gauche révolutionnaire est destinée à prendre la direction des peuples du tiers-monde. Loin de se subordonner à l'internationalisme prolétarien, les islamistes sont en train d'acquérir l'hégémonie au sein de la mouvance anti-impérialiste du monde musulman. Les responsables des deux superpuissances, prisonniers des grilles d'interprétation de la guerre froide, n'ont pas les instruments intellectuels pour comprendre les nouvelles données de la situation.

La nouvelle situation arabe doit être abordée au 10e sommet arabe à Tunis. On doit examiner l'habituel dossier libanais avec l'exigence contradictoire d'affirmer la souveraineté libanaise et les droits de la résistance palestinienne. L'Irak et l'Arabie saoudite s'opposent sur les questions pétrolières. La Syrie se solidarise avec l'Iran révolutionnaire et s'en prend à la « réaction arabe ». Le sommet s'ouvre le 20 novembre.

Le même jour, qui voit l'inauguration du XVe siècle de l'islam selon le calendrier hégirien, un groupe de mahdistes (mouvement de nature apocalyptique[973]) s'empare de la grande mosquée de La Mecque, le lieu le plus sacré de l'islam. La police et l'armée saoudiennes encerclent le lieu saint. La monarchie paraît directement remise en cause. L'Iran accuse des « agents américains » d'être derrière ce sacrilège. Il faut deux semaines pour reprendre le contrôle du sanctuaire avec la participation d'une unité d'élite de la gendarmerie française convertie à l'islam pour la cause. Les prisonniers seront ensuite exécutés.

Les travaux du sommet arabe sont éclipsés par les événements de La Mecque. Néanmoins, il devient de plus en plus clair que l'Irak de

Saddam Hussein a constitué un axe politique majeur avec la Jordanie et l'Arabie saoudite, deux alliés des États-Unis particulièrement inquiets des conséquences de la révolution iranienne, tandis qu'au contraire Damas renforce son alliance avec Téhéran tout en combattant impitoyablement les Frères musulmans syriens. En revanche, l'OLP s'aligne sur les pays arabes du Golfe, ses bailleurs de fonds, tandis que le régime révolutionnaire iranien renforce ses liens avec la communauté chiite libanaise et le mouvement Amal. À Téhéran, les autorités révolutionnaires évoquent l'envoi de combattants iraniens au Liban-Sud, ce qui suscite l'opposition du gouvernement libanais. Plus efficace, certainement, est le refus résolu des Palestiniens et des Syriens d'une telle entreprise. Néanmoins, un nombre inconnu de militants iraniens sont venus rejoindre des cadres irakiens chiites en exil déjà présents au Liban, renforçant la ligne activiste islamiste974.

En Cisjordanie, le maire de Naplouse, Bassam Shaka‘, l'un des dirigeant du comité d'orientation nationale, s'entretient, le 6 novembre, avec le coordinateur des activités israéliennes en Cisjordanie lors d'une visite de routine. Selon une indiscrétion de la presse israélienne, le maire aurait justifié les actions terroristes en Israël. Cela provoque la fureur de l'opinion publique israélienne, et Weizman, en tant que ministre de la Défense, ordonne son arrestation et son expulsion en Jordanie. Le 14 novembre, 27 maires de Cisjordanie se solidarisent avec Bassam Shaka‘ et annoncent leur décision de démissionner collectivement, ce qui forcerait les Israéliens à prendre la gestion directe des affaires municipales. Shaka‘ annonce son intention de commencer une grève de la faim.

Weizman tente de trouver une solution de conciliation. Finalement, la Cour suprême israélienne, saisie du dossier, fait réexaminer l'affaire par un tribunal militaire qui accepte l'argument que la déclaration du maire a été sortie de son contexte. La double condamnation est annulée. Le 5 décembre, Shaka‘ est libéré et reçu dans sa ville comme un héros national. Le gouvernement militaire connaît là son premier échec grave.

Robert Strauss abandonne sa mission de négociateur spécial pour se consacrer à la réélection de Carter. Il est remplacé par un autre juriste, Sol Linowitz, qui a négocié le traité sur le canal de Panama. Il est apprécié par

la communauté juive américaine, mais connaît peu de chose au dossier. Il se consacre à débloquer quelques aspects « techniques » de la question, mais se heurte aux mêmes problèmes que son prédécesseur. Les Égyptiens s'en tiennent à des principes généraux permettant d'évoluer vers une forme d'autodétermination tandis que les Israéliens veulent l'autonomie la plus limitée possible et surtout « perpétuelle », sans possibilité d'évolution.

Le 27 décembre, l'armée soviétique intervient en Afghanistan. Ce qui est considéré par les Soviétiques comme une action défensive, maintenir au pouvoir un régime client, mettre fin à ses violences factionnelles et écraser la révolte islamique, est perçu par les Occidentaux comme une nouvelle phase de l'expansion soviétique à destination des mers chaudes, le Golfe en particulier. Immédiatement, les États-Unis renforcent leur présence militaire dans l'océan Indien. La « doctrine Carter » est énoncée le 23 janvier 1980 devant le Congrès : les troupes soviétiques d'Afghanistan sont à portée d'intervention de la région du monde contenant les deux tiers des exportations mondiales de pétrole. Elles sont à moins de 300 miles de l'océan Indien et du détroit d'Ormuz, voie par laquelle transite la plus grande part du pétrole mondial. L'Union soviétique tente de consolider une position stratégique qui pose une grave menace pour une libre circulation du pétrole du Moyen-Orient. Il faut tout faire pour préserver la sécurité de cette région cruciale. Il faut que notre position soit claire : toute tentative d'une force extérieure de prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis et une telle attaque sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire[975].

Cela aboutit à la création, ou plutôt à l'officialisation, d'une force d'intervention rapide (Rapid Deployment Joint Task Force, RDJTF) capable de se projeter rapidement du territoire américain dans cette région. C'est le noyau de ce qui deviendra en janvier 1983 le Central Command ou USCENTCOM.

La détente est maintenant définitivement terminée. On entre dans la dernière phase de la guerre froide qui semble retrouver la vigueur de ses premières années. Dans les premières semaines de 1980, l'administration Carter amorce une coopération active avec le gouvernement pakistanais

pour soutenir les mujahidin afghans et obtient un puissant financement saoudien de cette guerre clandestine destinée à devenir le « Vietnam » de l'Union soviétique.

L'Égypte et Israël s'empressent de fournir leurs services à la nouvelle politique américaine de confrontation avec l'Union soviétique. La première, du fait de son caractère musulman, est nettement avantagée, ce qui n'est pas sans inquiéter le second. On voit mal, en effet, des troupes israéliennes intervenir dans le Golfe ou coopérer avec des moujahidin afghans. Le sommet d'Assouan entre Begin et Sadate, qui s'ouvre le 7 janvier 1980, est marqué par l'habituelle impasse sur le dossier de l'autonomie, les progrès de la normalisation entre les deux pays et la situation créée par l'intervention soviétique en Afghanistan. Sadate propose une nouvelle fois l'option « Gaza d'abord » que le gouvernement israélien rejette. Selon les Israéliens, les divergences des deux pays sur l'autonomie ou la normalisation ont paru moins importantes vues sous l'angle de la menace soviétique.

En revanche, les membres du Front de la fermeté (Syrie, Libye, Algérie, Yémen du Sud, OLP) se montrent réservés en ce qui concerne la condamnation de l'intervention soviétique et radicalise leur discours définissant les États-Unis comme l'ennemi. Begin en profite pour assimiler l'OLP à l'Union soviétique et un éventuel État palestinien à une « base soviétique ». Il cherche surtout à contrer l'avis dominant des experts en politique internationale selon lequel la poursuite de l'occupation israélienne entrave la tentative américaine de mobiliser les forces politiques de l'islam contre l'Union soviétique.

Arafat rappelle que le monde musulman est plus concerné par le sort de Jérusalem que par celui de l'Afghanistan. Il prévient les Américains : ils peuvent rallier momentanément les musulmans contre l'Union soviétique, mais ils se retourneront ensuite contre eux tant que la question de Palestine ne sera pas réglée. Tant qu'il n'y aura pas d'État palestinien, il ne sera pas possible de concevoir un ralliement des Arabes et des musulmans à la politique américaine.

Au début de février 1980, la Syrie annonce un redéploiement de ses forces au Liban avec l'abandon de plusieurs secteurs qu'elle contrôle, ce qui remet en cause un certain nombre des équilibres précaires du pays.

Cette décision est due à l'impact des difficultés intérieures, mais aussi à la volonté de montrer qu'elle est toujours le maître du jeu au Liban, d'autant plus que certains de ces secteurs sont cédés au Mouvement national et aux Palestiniens. Immédiatement, Begin annonce que son pays est prêt à porter secours aux chrétiens s'ils se trouvaient en danger. Ces derniers sont surtout absorbés par leurs rivalités intérieures. Périodiquement les hommes de Bachir Gemayel se confrontent avec les Marada des Frangié et à leurs alliés les chamounistes. Ayant marqué leur volonté de cesser de « jouer les policiers » au Liban, les Syriens peuvent céder gracieusement à la demande du président Sarkis de maintenir leurs troupes. Dans les semaines qui suivent, le redéploiement limité s'accompagne d'affrontements entre l'armée libanaise et l'ALP et entre Amal et le Fatah.

Normalisation égypto-israélienne et impasse diplomatique

L'événement symbolique le plus important de la fin février 1980 est l'ouverture des relations diplomatiques entre Israël et l'Égypte. Begin a choisi l'un de ses proches, Éliahu Ben Élissar pour être le premier ambassadeur israélien dans un pays arabe. Il présente ses lettres de créance le 26 février. Il est reçu avec tout le protocole et la courtoisie nécessaires, mais il se rend rapidement compte que la bonne société égyptienne refuse de répondre à ses invitations. Outre la volonté de boycotter tout ce qui représente Israël, le fait qu'il est un homme du Likoud joue. Au contraire, Sadate a choisi un diplomate de carrière, Sa'd Murtada, qui a laissé des Mémoires posthumes976. Il explique que le choix d'une personnalité non politique correspond à la volonté de marquer la normalité d'une telle nomination. Il est reçu avec chaleur en Israël où on multiplie les invitations. Il a une vraie curiosité pour tout ce qui concerne le pays (un désir correspondant n'apparaît pas dans les Mémoires de Ben Élissar) et se prête volontiers aux multiples rencontres qu'on lui demande. Si la normalisation formelle progresse, la question des territoires occupés reste le principal obstacle. S'y ajoute un contentieux secondaire lié aux Lieux saints. Après 1967, les Israéliens ont cédé l'église copte de Deir Sultan à Jérusalem aux Éthiopiens de même rite. L'Égypte exige la rétrocession du sanctuaire, mais les Israéliens tergiversent. Ils

veulent ménager le pouvoir révolutionnaire éthiopien, en particulier à cause du sort des Juifs éthiopiens (les Falachas).

Le 1er mars 1980, le Conseil de sécurité vote à l'unamité la résolution 465 qui rappelle que toutes les mesures prises par Israël pour changer le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens et arabes occupés en 1967 n'ont aucune validité, sont contraires à la IVe convention de Genève et constituent une obstruction grave à l'établissement d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. Le vote américain a provoqué la consternation en Israël. Edward Kennedy condamne l'abdication de l'administration Carter devant les pressions arabes. Le président fait machine arrière et affirme qu'il s'agit d'une « erreur de communication » : les États-Unis auraient dû s'abstenir et non voter pour la résolution, le statut des implantations doit être déterminé au cours des négociations pour l'autonomie. Avec un tel comportement, on réussit à se brouiller avec tout le monde. Pour montrer qu'il a la maîtrise de la situation, Carter invite successivement Sadate et Begin à venir séparément à Camp David avant la fin mai. Du coup, le roi Hussein renonce à se rendre aux États-Unis dans la même période afin de ne pas paraître s'associer au processus en cours qu'il rejette.

Les incohérences et les limites de la politique américaine poussent les Européens à prendre position. Giscard d'Estaing, en visite officielle dans l'Orient arabe au début de mars 1980, affirme lors de son passage au Koweït que la question palestinienne n'est pas un simple problème de réfugiés mais qu'il s'agit d'un problème de peuple, « lequel devrait jouir du droit à l'autodétermination dans le cadre d'une paix juste et globale ». En Jordanie, il ajoute le droit à une patrie palestinienne et la participation de l'OLP aux négociations. Les Européens préparent une déclaration politique commune qui devra être faite après la date limite des négociations sur l'autonomie, fixée au 26 mai 1980. L'Autriche, qui ne fait pas partie de la CEE, accorde un statut diplomatique à la représentation de l'OLP à Vienne.

Le gouvernement israélien accuse la France en particulier et les Européens en général de n'agir que pour des raisons liées au pétrole et à leurs intérêts économiques. Begin reprend son argumentaire assimilant

l'autodétermination des Palestiniens à celle des Allemands des Sudètes à la veille de la conférence de Munich. Le raidissement israélien est clair avec la nomination d'Yitzhak Shamir comme ministre des Affaires étrangères après un intérim de quatre mois et demi exercé par Begin (10 mars 1980). L'ancien chef du groupe Stern avait voté contre la ratification des accords de Camp David et du traité de Washington.

Quelques jours plus tard, le gouvernement israélien annonce la création de nouvelles institutions religieuses juives en plein centre de la ville arabe d'Hébron, véritable défi à l'Égypte et aux États-Unis, qui provoque une grève générale dans les territoires occupés. Pour la première fois, les habitants des territoires s'associent à la « journée de la terre » des Arabes israéliens (30 mars 1980). Le comité d'orientation national y ajoute la « journée du prisonnier » le 17 avril. La présence en permanence de 3 000 prisonniers arabes dans les prisons israéliennes dément l'existence d'une occupation heureuse que la presse israélienne se plaît tant à ressasser. La tension est devenue permanente en Cisjordanie. En réaction à des jets de pierre de Palestiniens, des colons israéliens saccagent des agglomérations arabes sans vraies réactions ou sanctions de la part des autorités d'occupation.

Dans la nuit du 7 avril 1980, un commando de 5 hommes du Front de libération arabe, d'obédience baathiste irakienne, réussit à passer la frontière libanaise et à prendre des enfants en otages. L'armée israélienne intervient rapidement et réussit à les libérer et à tuer les membres du commando. Du 9 au 11 avril, les soldats israéliens occupent la zone contrôlée par Saad Haddad et établissent des retranchements afin de colmater les éventuelles voies de passage. La modération de la réaction israélienne surprend tout le monde (pas de sang versé). Il est vrai que Begin doit se rendre à la mi-avril à Washington, d'où la nécessité de ne pas provoquer les Américains. Il succède à Sadate, qui a assuré tout faire pour obtenir un accord avant la date limite du 26 mai. Dans ses entretiens avec les responsables de l'administration Carter, il réussit à imposer son ordre du jour, la discussion sur les termes de l'autonomie qu'il a définis. Aucun progrès n'est enregistré, sauf sur les questions de procédure destinées à renvoyer à plus tard les véritables décisions. On aurait ainsi un accord sur les principes et la constitution d'un « comité permanent »

destiné à en fixer les modalités d'application. Les responsables américains se sentent impuissants alors qu'ils ont la conviction que, sans les Palestiniens, il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient.

Une fois Begin rentré des États-Unis, les Israéliens agissent par ALS interposée. Les hommes de Saad Haddad attaquent la FINUL et bombardent les agglomérations du Sud. Plusieurs « casques bleus » sont tués dont des Irlandais, ce qui accroît la tension entre les Européens et Israël. L'État hébreu rejette toute responsabilité dans le comportement de l'ALS. Le 18 avril, les commandos israéliens attaquent la « base navale » du FPLP-CG à Sarafand. Le bilan est de 18 tués dont 6 fedayins et 12 civils (y compris 3 enfants).

Sur le plan régional, les relations s'aggravent entre l'Irak et l'Iran et les incidents armés se multiplient. Khomeini demande un soutien international dans sa lutte contre « l'Irak sioniste et les États-Unis », la presse de Bagdad fait porter la responsabilité du comportement de l'Iran sur « les États-Unis, le sionisme international, le régime de Sadate et tous les signataires des accords de Camp David ». Immanquablement, le conflit régional se répercute sur le Liban. La milice Amal affronte les hommes du Baath pro-irakien et du Front de libération arabe dans les quartiers sud de Beyrouth.

Après plusieurs mois de tentatives de solution diplomatique dans l'affaire des otages de Téhéran, le président Carter s'est résigné à une libération par la force, solution préconisée par Brzezinski contre l'avis de Vance. La « Force Delta » se prépare en Haute-Égypte à intervenir. Elle doit être appuyée par des hélicoptères venus de la flotte de l'océan Indien. La réunion des forces doit se faire dans le désert iranien. L'opération se déroule dans la nuit du 24 au 25 avril. Une succession de problèmes techniques conduit à l'abandon de la mission. Le bilan est de 8 morts américains à la suite d'une collision entre un hélicoptère et un avion de transport.

Le président Carter endosse la responsabilité de l'échec, dû à la complexité de l'opération et au manque d'entraînement des unités engagées. Vance démissionne et est remplacé par le sénateur Muskie. Les Iraniens triomphent. Aux États-Unis, c'est plutôt l'union nationale, mais l'administration Carter n'a plus les moyens d'influencer directement la

situation au Proche-Orient. Aux primaires démocrates, Carter finit par l'emporter sur Edward Kennedy tandis que Ronald Reagan l'emporte dans le camp républicain.

Le sort de la Cisjordanie

Le 2 mai, les colons extrémistes de Hébron sont victimes d'un attentat à la grenade et à la Kalachnikov qui fait 6 morts dans leurs rangs. Le 3 mai, les autorités militaires expulsent par hélicoptère vers le Liban le maire d'Hébron, Fahed Kawasmeh, celui de la localité voisine de Khalkhoul, Mohammed Milhem, et l'imam d'Hébron, Rajah Tamimi. Cette décision n'a même pas respecté le caractère formel de la loi israélienne. Le couvre-feu est instauré dans la ville, mais les soldats israéliens laissent les colons saccager les rues de la ville arabe. Plusieurs maisons arabes sont détruites en guise de sanction. Les autres maires des villes de Cisjordanie se voient mis en résidence surveillée avec interdiction de faire des déclarations. Une bonne partie de la Cisjordanie est placée sous couvre-feu. L'OLP appelle à la révolte populaire tandis que la presse des pays arabes applaudit le fait d'armes.

L'attentat aurait été monté par une faction islamiste du Fatah, la Brigade du djihad islamique *(saraya al-jihad al-islami)*, qui a décidé de reprendre le combat armé. Ce groupe n'a que des relations distantes avec le Fatah, qui s'approprie publiquement ses opérations[977]. Les membres du commando seront arrêtés à la mi-septembre 1980 et, selon les Israéliens, auraient indiqué avoir agi sur instruction d'Abou Iyad à Beyrouth.

Comme il était attendu, Israël lance des opérations de représailles au Liban sous forme d'attaques de la route littorale reliant le Sud à Beyrouth. Selon l'armée israélienne, les objectifs ont été clairement identifiés ; seuls des fedayins ont été tués, ce qui paraît douteux puisque des bombes à retardement ont été placées.

Une fraction du Likoud a fait scission et a formé un nouveau parti, le Tehiya, pour s'opposer au retrait du Sinaï. Il lance un défi au gouvernement en déposant deux projets de loi, le premier réaffirmant la souveraineté israélienne sur la totalité de Jérusalem, le second annexant le

Golan au territoire israélien. Cela correspond au programme affirmé du gouvernement, qui ne peut s'y opposer bien qu'il trouve le moment choisi inapproprié. L'Égypte et les États-Unis demandent que la procédure législative soit gelée, ce que refuse Begin. Sadate réplique par la suspension des discussions sur l'autonomie qui n'ont plus de sens selon lui (7 mai 1980). Les Israéliens hurlent à l'incompréhension égyptienne de leurs procédures législatives, Le Caire répond que l'intention du gouvernement Begin est de multiplier les faits accomplis de toute nature afin de rendre impossible toute autodétermination palestinienne, ce que confirment quotidiennement les déclarations des responsables politiques israéliens.

Ainsi le 25 mai 1980, Weizman annonce sa démission de ses fonctions de ministre de la Défense (effective le 28 mai). S'il critique la façon désordonnée dont Begin mène les affaires, il concentre ses attaques sur la façon dont il conduit le processus de paix. Il ne sait pas profiter du traité de Washington pour établir une paix générale dans la région. Le programme de colonisation et de confiscation de terres défie l'opinion publique internationale et enferme Israël dans une nouvelle forme de ghetto. Personne, dans la majorité, ne suit Weizman dans sa contestation de Begin. Ce dernier se rend compte que la coalition au pouvoir ne voudra pas de Sharon comme successeur de Weizman et prend l'intérim du ministère de la Défense jusqu'à la tenue des élections générales prévue pour juin 1981.

La date butoir du 26 mai est ainsi dépassée sans que rien d'autre ne se passe.

Au lendemain de l'attentat d'Hébron, un petit groupe de militants venus du Goush Emounim et du parti raciste Kash a décidé de se venger. Le 2 juin, ils déposent des bombes sous le véhicule de Bassam Shaka‘, le maire de Naplouse, qui perd ses deux jambes dans l'explosion, ainsi que sous celui du maire de Ramallah, Karim Khalaf, qui est grièvement blessé. Une bombe est découverte dans le garage d'Ibrahim Tawil, le maire d'El Bireh. Un artificier de la police israélienne est à son tour blessé en tentant de la désamorcer (il deviendra aveugle). Si tout indique que les attentats viennent d'extrémistes juifs, qui d'ailleurs le revendiquent sous le nom de l'organisation des « Combattants de la liberté, terreur contre terreur », il

faudra quatre ans à la police israélienne pour arriver à les identifier et à les arrêter. Comme l'explique Shlomo Gazit avec une honnêteté bouleversante[978], c'est que l'on ne peut pas utiliser contre les colons juifs la législation antiterroriste, les détentions administratives (sans jugement), l'isolement complet de quatorze jours dans une cellule ou la destruction des maisons des suspects et autres moyens de pression. Tout cela est réservé aux Arabes.

La Cisjordanie est paralysée par une grève générale que réprime avec brutalité l'armée israélienne. Bassam Shaka' est hospitalisé en Jordanie où il est reçu avec les plus grands honneurs. Arafat puis le roi Hussein lui rendent visite.

La résolution 471 du Conseil de sécurité du 5 juin 1980 rappelle les résolutions précédentes et exige le respect de la IVe convention de Genève. Elle condamne les attentats contre les maires et réaffirme la nécessité de mettre fin à l'occupation prolongée des territoires arabes occupés par Israël en 1967, y compris Jérusalem. Les États-Unis se sont abstenus et la résolution est passée par 14 voix contre 0. Pour Begin, « cette résolution constitue un des coups les plus durs qui aient jamais été portés contre la justice, l'honnêteté élémentaire, le sens moral des nations et le Conseil de sécurité lui-même ».

Les Européens ont d'autant plus approuvé cette résolution qu'ils sont en train de préparer leur déclaration commune sur la paix au Proche-Orient[979]. Un consensus triple s'est dégagé dans les grands pays de la CEE : la paix n'est pas possible sans une intégration des Palestiniens bien au-delà de ce que prévoit le traité de Washington, en contrepartie de la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens, ces derniers seront conduits à accepter l'existence d'Israël ; si les Occidentaux ne proposent pas de solution acceptable pour les Arabes, ces derniers risquent de se retrouver du côté des Soviétiques dans la nouvelle guerre froide qui commence. La géopolitique comme l'obligation morale poussent à l'élaboration d'une initiative qui se veut équilibrée et constructive. Les grands États se partagent les rôles, la France joue celui du pays le plus audacieux, la Grande-Bretagne cherche le dialogue avec les États-Unis, la République fédérale allemande veut avoir une position d'équilibre entre Israël et le monde arabe.

Israël tente de s'opposer au projet européen en reprenant la thématique du nouvel holocauste que prépare l'OLP. Les Américains ne veulent pas d'une intervention européenne qui risque de saper le processus en cours. Les Européens répondent avec logique que, en assimilant tout ce qui se passe en dehors de Camp David à une alternative à Camp David, on donne l'impression que la négociation de Camp David est bien fragile. Par ailleurs, soit les Européens n'ont pas la capacité d'avoir une influence concrète (et donc ils n'ont pas le droit à la parole), soit ils peuvent influer sur les évolutions en cours (et ils ont le droit légitime d'agir). Leur but est de ne pas laisser le champ libre aux Soviétiques au Proche-Orient, conséquence inattendue de la politique de l'administration Carter.

Le Conseil européen réuni à Venise les 12 et 13 juin fait ainsi sa célèbre déclaration, entrée dans l'histoire sous le nom de « déclaration de Venise ». Elle est placée dans le cadre du dialogue euro-arabe et de la nécessité d'en développer la dimension politique. Une solution globale du conflit israélo-arabe est plus nécessaire et plus urgente que jamais :

> Le moment est venu de favoriser la reconnaissance et la mise en œuvre des deux principes universellement admis par la communauté internationale : le droit à l'existence et à la sécurité de tous les États de la région, y compris Israël, et de la justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.
>
> Tous les pays de la région ont le droit de vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties. Les garanties du règlement de paix devraient être fournies par les Nations unies sur décision du Conseil de sécurité et, le cas échéant, sur la base d'autres procédures mutuellement agréées. Les Neuf se déclarent disposés à participer, dans le contexte d'un règlement global, à un système de garanties internationales concrètes et contraignantes, y compris sur le terrain.
>
> Le problème palestinien, qui n'est pas un simple problème de réfugiés, doit enfin trouver une juste solution. Le peuple palestinien, qui a conscience d'exister en tant que tel, doit être mis en mesure, par un processus approprié défini dans le cadre du règlement global de paix, d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination.

La mise en œuvre de ces objectifs exige l'adhésion et le concours de toutes les parties en cause au règlement de paix que les Neuf s'efforcent de promouvoir sur la base des principes définis dans les déclarations mentionnées ci-dessus. Ces principes s'imposent à toutes les parties concernées, donc au peuple palestinien, et à l'OLP qui devra être associée à la négociation.

Les Neuf reconnaissent le rôle particulièrement important que la question de Jérusalem revêt pour toutes les parties en cause. Les Neuf soulignent qu'ils n'acceptent aucune initiative unilatérale qui ait pour but de changer le statut de Jérusalem et que tout accord sur le statut de la ville devrait garantir le droit de libre accès pour tous aux Lieux saints.

Les Neuf rappellent la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 1967, comme il l'a fait pour une partie du Sinaï. Ils sont profondément convaincus que les colonies de peuplement israéliennes représentent un obstacle grave au processus de paix au Moyen-Orient. Les Neuf considèrent que ces colonies de peuplement ainsi que les modifications démographiques et immobilières dans les territoires arabes occupés sont illégales au regard du droit international.

Soucieux de mettre fin à la violence, les Neuf considèrent que seule la renonciation à la force et à la menace de l'emploi de la force par toutes les parties peut créer un climat de confiance dans la région et constitue un élément fondamental pour un règlement global du conflit au Moyen-Orient.

Cette déclaration reprend les grands thèmes déjà définis lors des débats à l'Assemblée générale de l'ONU. Les points essentiels sont l'exigence de la double reconnaissance et l'intention de participer activement sur le terrain à un système de garanties internationales. Les États-Unis sont rassurés par le fait qu'il n'est pas question d'une reformulation de la résolution 242 et d'une implication impérative de l'OLP aux négociations. La déclaration peut même être utile pour faire bouger la position israélienne.

La réponse israélienne, sous forme de déclaration gouvernementale le 15 juin, est claire :

Il ne restera de la déclaration de Venise qu'un souvenir amer. La déclaration nous demande, et à d'autres nations, d'inclure dans le processus de paix les SS arabes connus comme l'OLP.

Elle est, comme d'habitude, assimilée à la conférence de Munich qui a reconnu le droit à l'autodétermination des Allemands des Sudètes.

La campagne diplomatique lancée en direction de l'Europe par l'OLP avait provoqué une forte opposition de la part des milieux radicaux qui y voyaient l'abandon de la lutte armée et l'acceptation à moyen terme de l'existence de l'État d'Israël. Les radicaux avaient reçu le soutien du Front du refus et de celui de la Fermeté. On n'est plus dans la conjoncture de la préparation de la conférence de Genève. L'Irak, la Syrie et la Libye ont soutenu sous diverses formes les opposants à la politique d'Arafat. Ce dernier s'en est sorti, comme d'habitude, en atermoyant, en alternant les déclarations contradictoires et en posant que la lutte armée n'est pas incompatible avec la voie politique. Dans ce contexte, la déclaration de Venise paraît insuffisante parce qu'elle refuse de reconnaître le monopole de la représentation palestinienne par l'OLP. La réaction est donc nettement négative. Pour Arafat, il n'existe pas d'initiative des Européens, mais une simple déclaration de leur part. Il propose de mettre les territoires occupés sous tutelle provisoire de l'ONU de trois à six mois, puis de les transférer à l'autorité palestinienne. Il ne se prononce pas sur la nature à venir des relations avec Israël.

Seules la Jordanie et l'Égypte approuvent, pour des raisons différentes, la déclaration, considérée comme « constructive ». Le roi Hussein, en visite à Washington, maintient son opposition ferme à toute participation au processus de Camp David.

Comme toute diplomatie européenne est d'abord une diplomatie entre Européens, la dynamique de la déclaration de Venise s'essouffle vite. Puisque les Européens n'ont ni les moyens ni la volonté d'imposer leur solution aux intéressés, ils ne peuvent que se montrer pédagogues en définissant les perspectives à venir. Or la situation régionale s'aggrave encore plus dans le second semestre de 1980. De surcroît, la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher préfère attendre la politique définie par la prochaine administration américaine. En France, Giscard d'Estaing, qui doit entrer bientôt en campagne électorale, est attaqué pour ses prises de

position considérées comme trop pro-arabes. Les Neuf se contentent donc d'envoyer un émissaire, le Luxembourgeois Gaston Thorn, faire la tournée des pays de la région. Les Israéliens lui refusent l'accès de la Cisjordanie pour des « raisons de sécurité », le risque étant de voir des manifestations de sympathie envers l'émissaire européen (2 octobre 1980).

En Israël, l'opposition travailliste est toujours aussi hostile à l'autonomie palestinienne. Elle conduirait soit à un État binational, soit à un État palestinien. Peres croit toujours en une imaginaire option jordanienne et Rabin s'en tient à un plan Allon avec une colonisation juive limitée. Cela concerne essentiellement la Cisjordanie : Israël annexerait 25 % du territoire, en particulier la vallée du Jourdain, les 75 % restants devenant une zone autonome avec une autorité élue qui coopérerait avec Israël en matière de sécurité, les implantations actuelles dans la zone autonome seraient maintenues, mais on n'en créerait pas de nouvelles, des mesures concrètes seraient adoptées concernant l'eau, la libre circulation, les douanes, etc. L'autonomie pourrait être appliquée à la zone de Gaza d'abord en tant que projet-pilote et sans condition préalable (30 septembre 1980). Sur ce dernier point, Peres est d'accord. Au sein de la majorité, Ariel Sharon plaide publiquement pour un renversement de la monarchie hachémite avec la constitution de la Jordanie en État palestinien, thème aussi repris par Shamir.

Begin, en tant que ministre de la Défense, est pratiquement absent. Il n'a ni le temps ni la compétence pour exercer cette fonction. Il est violemment critiqué par Sharon qui l'accuse de laissez-faire généralisé. Il répond que Sharon est un danger pour la démocratie, mais il a besoin de lui pour maintenir sa majorité chancelante à la Knesset.

Il laisse les mains libres au chef de l'état-major, Raphael Eitan, réputé pour sa brutalité et son extrême hostilité envers les Arabes. Il l'explique au gouverneur de Gaza quelques jours après la démission de Weizman[980] : « Les Arabes sont tous les mêmes ! À Gaza, à Jenine, et à Arabeh ! Il faut en finir avec eux ! Il faut tout faire pour leur rendre la vie difficile afin qu'ils partent ! Ne pas leur donner du travail ! Ne pas veiller à leur santé ! Ne pas réhabiliter les réfugiés ! »

Sans le formuler de la même façon, Begin donne comme orientation de briser toute opposition à la politique israélienne. Les activités des maires

doivent être placées sous un strict contrôle et ils doivent être démis à la moindre incartade. Les financements arabes extérieurs doivent être arrêtés, et comme les Israéliens ne sont pas prêts à les remplacer, cela aboutit à une réduction drastique des services à la population. Toute expression de nationalisme palestinien est prohibée. Arborer un drapeau palestinien peut conduire à une lourde peine de prison.

La diplomatie américaine s'active pour obtenir une reprise des négociations sur l'autonomie, ce qui se concrétise par des discussions à Washington entre les trois délégations, puis par une réunion au Caire. Personne n'y croit, mais il faut satisfaire le président Carter en campagne électorale. Pendant ce temps, la procédure législative israélienne concernant Jérusalem se poursuit tandis qu'a été convoquée une session d'urgence de l'Assemblée générale de l'ONU pour discuter de la Palestine. Les non-alignés veulent obtenir la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et une nouvelle demande impérative à Israël de se retirer de tous les territoires occupés avec recours à des sanctions en cas d'échec. Les Européens n'entendent pas aller au-delà de la déclaration de Venise, d'où leur abstention lors du vote de la résolution adoptée par 112 voix contre 7 et 25 abstentions, le 29 juillet.

Le 23 juillet, la loi sur la définition de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, loi fondamentale *(basic law)* ayant valeur constitutionnelle, est adoptée en première lecture par 65 voix contre 12. Après quelques amendements mineurs, elle est définitivement adoptée le 31 juillet par 69 voix contre 15. La plupart des travaillistes ont voté pour, marquant la force du consensus israélien.

Immédiatement, l'Égypte suspend de nouveau les discussions sur l'autonomie. Après un échange de lettres courtoises mais fermes entre Begin et Sadate, il est décidé d'attendre les élections américaines pour reprendre les négociations sur l'autonomie. Les réactions internationales sont pour l'essentiel négatives. Les États arabes saisissent le Conseil de sécurité. L'Arabie saoudite appelle au djihad pour libérer la ville sainte. Le 20 août, la résolution 476 du Conseil de sécurité, votée par 14 voix contre 0 (les États-Unis s'abstenant), affirme que la loi fondamentale israélienne n'a aucune valeur légale ainsi que toutes les autres mesures prises par Israël à Jérusalem. Elle appelle tous les États membres à accepter cette

décision et demande aux États qui ont des ambassades à Jérusalem de les retirer. Les 13 pays concernés, les Pays-Bas et 12 États sud-américains, s'exécutent.

Guerres libanaises et arabes

À la suite d'une nouvelle opération de fedayins venus du Liban-Sud et interceptée par l'armée israélienne, l'ALS et l'armée israélienne bombardent plusieurs secteurs de la région, causant de nombreuses pertes civiles et militaires (15-16 mai 1980). Les échanges de tirs durent plusieurs jours, la population civile du Sud en est la principale victime. L'exaspération des chiites est à son comble. La fin du mois de mai est marquée à Beyrouth par des affrontements entre Amal et les palestino-progressistes.

Le nouveau chef d'Amal, Nabih Berri, est un avocat né en Afrique noire et qui a vécu aux États-Unis. Il s'en prend particulièrement au Parti communiste libanais qui recrute, comme son mouvement, dans les masses populaires chiites. Amal joue sur la montée de l'anticommunisme à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan et bénéficie du soutien de l'Iran révolutionnaire. De surcroît, les communistes sont victimes de leur alliance avec les Palestiniens de plus en plus impopulaires chez les chiites libanais. Amal récupère le thème, venu de la droite chrétienne, du refus de l'implantation *(tawtîn)* des Palestiniens au Liban. Il faut parvenir avec l'OLP à de nouveaux accords garantissant la sécurité et la dignité des Libanais, mais l'expérience prouve que les Palestiniens ne tiennent pas leurs engagements.

La complexité libanaise se retrouve dans le fait que les plus antipalestiniens et anti-Mouvement national dans le mouvement Amal appartiennent à la mouvance laïque et réformiste, tandis que ceux qui déplorent les affrontements et font de la cause palestinienne leur cause sont les militants islamistes radicaux. Au fur et à mesure que les représentants de la tendance révolutionnaire laïque sont éliminés du pouvoir à Téhéran (Ghotzadeh, Bani Sadr) au profit de la tendance « cléricale », les relations se distendent entre Amal et l'Iran révolutionnaire, qui n'hésite pas à maintenir des relations avec la Libye de

Kadhafi, responsable pour les militants d'Amal de la disparition de Moussa Sadr.

Les Syriens se font les conciliateurs entre leurs alliés en guerre les uns contre les autres. Un comité de coordination entre Amal, le Mouvement national et la résistance palestinienne est mis en place au début du mois de juin. Le côté précaire de la situation est une nouvelle fois démontrée à Saïda où les forces du Mouvement national se heurtent à l'armée libanaise. La population de la ville se solidarise avec les représentants de la légalité. Comme il se doit, tout le monde s'en prend au complot sioniste.

De leur côté, les Israéliens continuent leurs raids « préventifs », causant des pertes sensibles aux forces palestiniennes et à leurs alliés, tandis que l'ALS et l'artillerie israélienne bombardent le Liban-Sud. Pris entre l'hostilité croissante de la population chiite et les coups israéliens, Arafat répond en renforçant la « militarisation » de ses forces, c'est-à-dire en les transformant en armée régulière dotée de matériels lourds. Cela lui vaut les critiques de la gauche palestinienne toujours imbue d'une rhétorique de la « guerre révolutionnaire » qu'elle a toujours été incapable de mener et les attaques du gouvernement israélien, qui dénonce le « danger palestinien ».

Les affrontements entre Amal et les Forces communes se reproduisent périodiquement accompagnés d'assassinats de personnalités des deux camps. Amal combat particulièrement les groupes affiliés à l'Irak baathiste, ce qui lui vaut les faveurs de Damas. En effet, la Syrie et l'Irak s'accusent mutuellement de fomenter des troubles et des attentats sur le territoire de l'autre. En secteur chrétien, les heurts opposent la milice des Gemayel à celle des Chamoun. Finalement, les 6-8 juillet 1980, Bachir Gemayel lance une offensive surprise et écrase la milice concurrente au prix d'une centaine de morts. Il devient le seul chef militaire du secteur chrétien, les Forces libanaises contrôlant maintenant l'intégralité du réduit chrétien.

Arafat dénonce le complot sioniste destiné à faire de Bachir Gemayel le prochain président du Liban dans le but d'étouffer la révolution palestinienne et le Mouvement national. Il appelle à la mobilisation des Palestiniens et de leurs alliés : « Nos armes décideront du sort de cette

région. » Le programme du jeune chef militaire (33 ans) est de libérer le pays de toutes les « forces étrangères » (les Syriens et les Palestiniens). Il ne cherche pas seulement à supprimer la présence militaire palestinienne, mais aussi à expulser la totalité des réfugiés « afin que le Liban revienne à ses légitimes propriétaires ». Il se présente en chef de guerre, mais ne tarde pas à faire comprendre que son but est aussi de rénover les institutions politiques libanaises. Il disposerait de 15 000 hommes, plus 25 000 réservistes, pour se lancer dans une guerre de libération. Arafat réplique : « Il faut que tout le monde comprenne que le fusil palestino-libanais libérera le Liban des agents du sionisme et de l'impérialisme. »

Le contraste est maintenant net entre un réduit chrétien où les Forces libanaises construisent un véritable État dans l'État assurant la sécurité, fournissant des services sociaux et disposant de l'appui de la plus grande partie de la population, et une zone musulmane soumise au désordre permanent des milices tendant à devenir une sorte de « voyoucratie ».

À Tripoli, la grande ville du Nord, la guerre civile en cours en Syrie se dédouble en affrontements de milices libanaises proches des Frères musulmans ou de l'Irak baathiste avec l'armée syrienne. L'affiliation idéologique compte moins que l'appartenance communautaire. Il s'agit de conflits entre Alaouites et sunnites.

La guerre s'intensifie au Sud avec un important raid israélien sur le château croisé de Beaufort occupé par les Palestiniens. Les combats durent du 19 au 25 août 1980 et embrasent tout le Sud avec de nombreuses destructions et l'inévitable exode de la population. Les Israéliens annoncent 60 tués dans les rangs ennemis et 3 dans les leurs. Les Forces communes reconnaissent la perte de 25 hommes. L'artillerie palestinienne (des Katiouchas) bombarde le doigt de Galilée en Israël. Les Palestiniens cherchent à se doter de capacités de représailles, donc de dissuasion, ce qui est intolérable pour les Israéliens. Un avion syrien est abattu par l'aviation israélienne.

Les Forces communes s'inquiètent d'être prises « en accordéon » entre les Forces libanaises au nord et l'armée israélienne au sud. Cela se ferait à l'occasion de l'élection présidentielle américaine. Les FL (Forces libanaises) démentent ces « élucubrations ». Arafat accuse Israël de vouloir liquider la résistance avec l'accord des États-Unis. Ces derniers

poussent l'État hébreu à imposer de la retenue aux actions de l'ALS et protestent contre l'utilisation d'armes américaines à des fins offensives au Liban-Sud, qu'Israël définit comme de l'autodéfense nationale. L'OLP se rapproche de la Syrie afin de faire face à l'éventuelle tenaille FL-Israël et le gouvernement israélien évoque une menace sur ses frontières. Périodiquement, l'ALS et l'armée israélienne bombardent les agglomérations du Liban-Sud et les Palestiniens lancent des roquettes sur la Galilée israélienne.

Le gouvernement de Damas prend au mot la Libye, qui a proposé une union entre les deux pays le 1er septembre 1980. La fusion est proclamée le 10 septembre, mais le scepticisme domine en ce qui concerne ses effets réels. Les clivages interarabes sont bien là pour révéler la vacuité du projet unitaire. La Jordanie s'est maintenant complètement alignée sur l'Irak et Damas accuse Amman de soutenir les activités terroristes en Syrie. Assad se pose en défenseur de l'OLP et accuse le roi Hussein de vouloir suivre l'exemple de Sadate et de rechercher une sorte de Camp David à son profit en sacrifiant les droits des Palestiniens.

L'Irak a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran en juin 1980. À partir des premiers jours de septembre, une véritable guerre des frontières se déroule quotidiennement. Le 17 septembre, Saddam Hussein déclare nuls les accords d'Alger et revendique la souveraineté irakienne sur l'ensemble des eaux du Chatt al-Arab.

Le 22 septembre, l'armée irakienne envahit l'Iran, c'est le début de la guerre Irak-Iran ou première guerre du Golfe. La défense iranienne, désorganisée, cède. Le matériel de guerre iranien, en particulier l'aviation, est en bonne partie hors service du fait du manque de pièces détachées américaines. Mais c'est l'union sacrée autour du pouvoir révolutionnaire, et les volontaires affluent par milliers pour se battre au front, ce qui permet d'arrêter la progression irakienne. L'Irak bénéficie du soutien des monarchies pétrolières arabes qui financent son effort de guerre. L'OLP et la Jordanie s'alignent sur Bagdad à qui l'Union soviétique apporte un soutien mesuré.

Seul Damas reste l'allié stratégique de l'Iran dans la région. Isolée au Proche-Orient, la Syrie se rapproche de l'Union soviétique et accepte ce qu'elle avait toujours refusé auparavant, la conclusion d'un traité de paix

et d’amitié (8 octobre 1980)981. Il établit une étroite coopération politique entre les deux pays. L’article 10 prévoit que les parties contractantes « continueront de développer la coopération dans le domaine militaire sur la base d’accords appropriés ». Les deux pays condamnent « le colonialisme, le racisme et le sionisme considéré comme l’une des formes et expressions du racisme et réaffirment leur détermination à mener contre eux une lutte incessante ».

Le régime syrien explique que le traité est le moyen de rétablir l’équilibre entre Israël et les pays arabes avec l’instauration au Proche-Orient d’un équilibre entre les deux grandes puissances.

Israël exprime immédiatement son inquiétude. Pour Begin : « C’est un développement extrêmement dangereux. Nous avons toutes les raisons de penser que ce traité se double d’accords secrets qui constituent un danger non seulement pour Israël mais encore pour le monde libre tout entier. »

Pour les stratèges israéliens, l’Iran, du fait de sa distance, ne constitue pas une menace, contrairement à l’Irak dont l’appareil militaire se renforce constamment et qui a toujours prôné la ligne arabe la plus radicale contre Israël. Dès les premiers jours du conflit, le gouvernement israélien propose son aide à l’Iran. Le pouvoir révolutionnaire, contraint par la nécessité, accepte. Des contacts secrets sont pris en Suisse entre émissaires des deux pays. Très tôt, Israël livre clandestinement des armes, des pièces détachées et de la technologie militaire d’origine américaine à l’Iran de Khomeini, se faisant généreusement payer au passage. L’administration Carter, toujours en pleine affaire des otages, proteste et Begin promet du bout des lèvres d’arrêter ces livraisons. Il ne fait qu’en limiter les quantités.

Le soutien israélien au régime révolutionnaire iranien se manifeste aussi par de sévères avertissements adressés à la Jordanie sommée de ne pas trop s’impliquer aux côtés de l’Irak. Begin peut ainsi déclarer au début d’octobre : « En s’empressant de sauter dans le train irakien, le roi de Jordanie a encore fait une erreur politique qui sera lourde de conséquences pour son régime. » Sharon triomphe en soulignant la vanité de « l’option jordanienne » des travaillistes et reprend son cheval de bataille selon lequel la Jordanie est l’État palestinien.

Comme à l’accoutumée, Israël doit à la fois prouver qu’il est un atout stratégique indispensable à l’Occident pour contrer la progression soviétique dans la région et en même temps ameuter les Occidentaux face à la double menace que constituent l’alliance syro-soviétique et l’axe Amman-Bagdad qui sont pourtant totalement antagonistes. Il explique qu’il dispose de la meilleure armée du Moyen-Orient et que les relations avec les autres États de la région sont par nature instables. En même temps, l’État hébreu tente de s’opposer à des livraisons d’armements ou à l’envoi de militaires américains dans les pays arabes. Toute coalition de pays arabes sous égide américaine, même dans un but purement défensif, paraît dommageable à ses intérêts.

Amman justifie son choix devant les Occidentaux par la nécessité de soutenir les États du Golfe face à la menace iranienne. En cas de défaite irakienne, ils seraient sans défense face à l’hégémonie iranienne ou contraints de se placer sous une humiliante protection américaine. Économiquement, la Jordanie profite du conflit puisque, privé par la guerre d’un débouché sûr sur le Golfe, l’Irak fait d’Akaba sur la mer Rouge son principal port de ravitaillement.

L’administration Carter apparaît comme totalement impuissante à influer sur la situation moyen-orientale. Certes, les États-Unis ont envoyé 4 avions-radar AWACS en Arabie saoudite pour assurer la sécurité du royaume et ont renforcé leur présence navale dans l’océan Indien et le Golfe, mais toute la logique du dispositif est de contrer une éventuelle invasion soviétique et n’a pas pris en compte le risque de guerres entre acteurs régionaux. Les Soviétiques paraissent mieux placés, au moins sur le plan arabe, grâce à leurs relations privilégiées avec Damas et Bagdad.

Inévitablement, la guerre Irak-Iran se déplace au Liban où les ambassades des deux pays sont victimes d’attentats au début d’octobre. Aux clivages précédents s’ajoute clairement le basculement des chiites dans le camp de Téhéran alors que les Palestiniens sont dans celui de Bagdad. Les Israéliens continuent leurs opérations en profondeur. Le porte-parole de leur armée se félicite, le 17 octobre, de ces opérations qui paralysent et démoralisent les « terroristes » tout en épargnant les populations civiles. Il marque que les populations locales sont de plus en

plus hostiles aux « terroristes palestiniens », ce qui limite encore plus leurs opérations[982] sans en donner les raisons.

À cette époque, Amal n'est pas encore un mouvement militaire structuré[983]. C'est plutôt un regroupement populiste se voulant le défenseur des intérêts sociaux et économiques de la communauté chiite. Très hétérogène, son recrutement va des militants islamistes radicaux aux réformateurs laïcs du système libanais. Au Sud, il est plutôt composé de milices locales d'autodéfense qui se reconnaissent dans le discours du mouvement sans y être nécessairement affiliées. Elles veulent chasser les Forces communes de leurs villages et mettre fin à leurs diverses déprédations. Le faible niveau d'organisation d'Amal ne lui permet pas encore d'être une force puissante, mais incontestablement les Forces communes ne disposent plus du soutien de la population. Les Israéliens peuvent se féliciter de cette situation, mais ne comprennent pas que leur matraquage systématique du Sud, avec les multiples destructions qui l'accompagnent, a engendré une haine viscérale à leur égard, haine que ravive le soutien accordé à la milice de Saad Haddad. Celle-ci tolère que les Israéliens, pour des « raisons de sécurité », procèdent à des annexions de fait de parcelles de territoire libanais en déplaçant la frontière.

Le gouvernement libanais demande toujours le rétablissement de la commission d'armistice, mais Israël exige que les contacts se situent au niveau des chefs d'état-major des deux armées et que les réunions se tiennent alternativement au siège du ministère israélien de la Défense et à celui de l'état-major libanais, ce qui revient à des contacts intergouvernementaux, d'autant qu'ils devraient avoir lieu sans les représentants de l'ONUST, troisième partie de la commission d'armistice. Finalement, une réunion a lieu le 1er décembre, mais elle est purement formelle, Israéliens et Libanais lisant des textes préparés à l'avance. Pour Israël, il est exclu de rétablir la commission d'armistice en raison du rôle d'arbitres dont disposent les observateurs de l'ONU.

Le 21 octobre, le Liban se dote d'un nouveau gouvernement dirigé par une personnalité sunnite considérée jusque-là comme de second plan, Chafik Wazzan. C'est un représentant du milieu des notables de Beyrouth. Les progressistes et Amal sont nettement hostiles au nouveau gouvernement. Elias Sarkis est le premier à ne pas se faire d'illusions. Sa

mission est de gérer les affaires et d'éviter le pire dans l'attente de l'élection présidentielle de 1982. Il se rapproche de Bachir Gemayel, qui lui apparaît clairement comme l'homme fort de la région chrétienne[984]. Dans ses entretiens avec lui, il insiste sur la nécessité de respecter la légalité. L'objectif est commun – réduire la présence des Palestiniens et leur influence sur les milieux musulmans –, et l'entente se fait sur la base de la phrase du jeune chef de guerre : « Il faut que vous preniez de notre folie et que nous prenions de votre sagesse[985]. » De ce fait, Sarkis encourage un certain nombre de responsables de son entourage à travailler directement avec Bachir Gemayel afin de l'aider à se doter d'un véritable programme de gouvernement.

Le 3 octobre a lieu à Paris un attentat contre la synagogue de la rue Copernic[986] qui fait 4 morts, 46 blessés et de nombreux dégâts matériels. Le Premier ministre, Raymond Barre, se déclare « plein d'indignation pour cet attentat odieux qui voulait frapper les Juifs se trouvant dans cette synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic ». Cette déclaration plus que malheureuse le poursuivra pendant plus de trois décennies jusqu'à sa mort[987]. Le fait est que tout le monde accuse l'extrême droite néonazie et que la gauche, en pleine campagne électorale pour la présidentielle, se mobilise contre la menace nazie (il y a eu récemment un grave attentat à Bologne en Italie, dû à l'extrême droite, et on est en pleine émergence du négationnisme). L'usage de l'affaire à des fins électorales contre le gouvernement est manifeste, mais Raymond Barre s'est ensuite braqué sur ce sujet.

En Israël, Begin affirme que « la politique inamicale de la France envers Israël alimente indirectement l'antisémitisme. […] On ne peut séparer l'antisionisme et la politique anti-israélienne de l'antisémitisme ». Shamir va plus loin en faisant le lien entre les récentes manifestations d'antisémitisme et l'attitude anti-israélienne des pays de la Communauté européenne. Il laisse entendre qu'Israël est prêt à intervenir : « L'État d'Israël est solidaire du peuple juif tout entier dans le monde et fera tout son possible pour défendre son peuple dans le monde. »

L'enquête policière se tourne rapidement vers la piste moyen-orientale. Il s'agirait d'un groupuscule issu de la nébuleuse de Wadi Haddad, le FPLP-Commandement spécial. L'action judiciaire reprendra en 1999. En

2008, un mandat d'arrêt international sera émis contre un professeur de sociologie au Canada, d'origine libanaise, qui serait l'exécutant de l'attentat. La procédure judiciaire est en cours.

Dans la campagne électorale américaine, Reagan, qui apparaît comme le favori, se présente comme l'ami d'Israël. Il définit l'OLP comme une organisation « terroriste » et trouve légitimes les implantations dans les territoires occupés. Carter obtient une session formelle à Washington des négociations sur l'autonomie pour montrer que le processus suit bien son cours, mais l'impasse demeure totale. L'isolement de l'Iran fait comprendre aux responsables du régime révolutionnaire la nécessité de mettre fin à la crise des otages américains. Il y aurait eu des contacts secrets en Europe entre l'entourage du candidat républicain et des responsables iraniens. Contre l'assurance que les otages ne seraient pas délivrés avant les élections du 4 novembre 1980, les républicains se seraient engagés à fermer les yeux sur la reprise des livraisons clandestines faites par Israël à l'Iran.

Une libération des otages avant le 4 novembre aurait certainement assuré la victoire de Carter. Rien n'a pu être prouvé, du fait que les informations sur cette affaire viennent du milieu particulièrement trouble des ex-agents secrets, des marchands d'armes et d'intermédiaires qui veulent se faire passer pour des émissaires[988]. Jusqu'au bout, la direction du Parti républicain a eu la hantise d'une « surprise d'octobre » permettant à Carter de remporter l'élection au dernier moment.

Ce qui est plus sûr, c'est qu'un Arabo-Américain a contacté l'OLP[989] et s'est présenté à Bassam Abou-Sharif comme un émissaire de Reagan proposant de fournir une lettre de celui-ci offrant aux Palestiniens de leur ouvrir la porte de la Maison-Blanche s'ils retardaient la libération des otages. On organise une rencontre avec Yasser Arafat qui se méfie, une telle lettre ne pouvant pas exister. L'émissaire reconnaît que Reagan lui a promis la lettre mais qu'il ne la lui a jamais donnée sous divers prétextes. En tout cas, l'OLP était incapable d'obtenir un tel engagement de la part de Téhéran.

L'autre élément incontestable a été la tolérance accordée ensuite par la nouvelle administration américaine à la reprise des livraisons clandestines israéliennes à l'Iran, sans que cela soit nécessairement lié à l'affaire des

otages, et le fait que ces derniers aient été libérés le jour même de la passation de pouvoir. En revanche, la négociation finale a nécessité un règlement détaillé de questions matérielles concernant les avoirs iraniens à l'étranger, ce qui, indépendamment du reste, aurait rendu difficile une « surprise d'octobre ».

Le 4 novembre 1980, Ronald Reagan remporte largement l'élection présidentielle par 51 % des votes populaires contre 41 % (l'indépendant Anderson réunit 7 %). Les raisons de l'échec de Jimmy Carter sont multiples. Les républicains ont joué sur la question économique avec la très forte inflation de la période et sur les difficultés de politique étrangère symbolisées par l'affaire des otages. Sur le plan intérieur, ils ont réussi leur stratégie sudiste, faisant passer une grande partie des évangéliques du côté républicain en insistant sur les questions de société (rejet du trop grand libéralisme des mœurs). L'insistance sur la question de l'autonomie palestinienne a fait perdre à Carter la majorité du vote juif, mais ce n'est qu'un facteur relativement marginal dans sa défaite. Comme le montrent les résultats des élections au Congrès où les démocrates perdent 12 sièges au Sénat, lui donnant pour la première fois une majorité républicaine, c'est bien un basculement vers la droite de tout le système politique qui s'opère à ce moment-là.

Néanmoins, Carter est persuadé, comme il l'explique en privé, que la défection de l'électorat juif a joué un rôle essentiel dans sa défaite. Le soutien accordé à Edward Kennedy à New York l'a dangereusement affaibli au moment des élections primaires et il n'a pas réussi à rétablir la dynamique nécessaire pour rattraper son retard initial.

Beaucoup de contemporains ont accusé Carter d'avoir eu une présidence faible. En général, les historiens sont plus indulgents. C'est lui qui a lancé le réarmement américain et engagé la seconde guerre froide. Il a tenté de réaménager les relations avec l'Amérique latine. Il a été le premier à vouloir faire des droits de l'homme l'axe principal de sa politique. Il a voulu modifier la politique de l'énergie de son pays en combattant les gaspillages. C'est sous son administration qu'a commencé la dérégulation économique.

Chapitre XV

Chronique d'une guerre annoncée

« En réponse à mes questions sur les suites possibles, M. Arafat m'a exposé avec conviction que l'OLP était maintenant trop fortement implantée pour être détruite. En cas d'opération militaire massive au Sud-Liban, les Palestiniens ne pourraient que faire payer le plus cher possible une victoire d'Israël, certaine en raison de la supériorité incontestable de ses forces armées. Mais cette opération déclencherait un processus de paix aux Nations unies et des pressions arabes sur les Occidentaux. En cas de poursuite d'une guerre d'usure, l'OLP pourrait la supporter aussi longtemps qu'il faudrait et infligerait ce faisant un échec à Israël. Dans les deux hypothèses, M. Arafat en sortait renforcé au plan arabe et international et aucune négociation sérieuse ne pourrait l'ignorer. »
MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 391, Beyrouth, le 23 juillet 1981, *Entretien avec M. Arafat*.
« Je n'ai jamais rencontré une personne au Liban qui soit un vrai admirateur d'Israël. Les Israéliens étaient vus comme des gens durs, brutaux, faisant une politique réaliste. Les Libanais méprisaient les prétentions israéliennes d'être humanitaires. Il y a un côté idéaliste en Israël, mais quand vous étiez au Liban il était très difficile de se le rappeler. Les Israéliens étaient durs et arrogants. Les Libanais qui ont été recrutés par Israël étaient également durs et brutaux. Le côté idéaliste du sionisme ou de la vie juive n'était pas montré au Liban. Même les maronites, qui

s'étaient profondément impliqués du côté des Israéliens, les ont fondamentalement détestés et s'en sont beaucoup méfiés. S'il y avait quelque chose d'idéaliste au sujet d'Israël, Bachir Gemayel, leur allié, ne s'en serait pas rendu compte. Il n'a pas vu cet aspect, bien qu'il ait admiré leur dureté. Il pensait que les Israéliens avaient raison de penser que les seuls bons Arabes étaient les Arabes morts. Sa perspective a plus tard changé, mais quand je l'ai rencontré la première fois c'était bien son point de vue. »

Entretien d'histoire orale avec l'ambassadeur américain Robert Dillon[990].

La période de transition

La victoire électorale de Reagan a été bien reçue en Israël, en particulier en raison de ses déclarations approuvant les thèses israéliennes et de la crainte de voir un Carter réélu et particulièrement monté contre le gouvernement Begin imposer une solution à la question palestinienne. On se réjouit de revoir une Amérique forte tout en s'inquiétant du risque que cela pourrait faire émerger pour Israël. La droite se félicite de la convergence des politiques économiques. Pour les mêmes raisons, cette élection provoque la méfiance des Palestiniens. Pour la majorité des analystes, la nouvelle administration appliquera la politique de Camp David, avec très probablement un style très différent.

Sadate est certainement touché par la défaite de son « ami » Carter. L'indispensable, pour lui, est de rester dans les lignes définies par Camp David. Il s'oppose à l'option jordanienne soutenue par les travaillistes israéliens et qui semble intéresser Reagan. Les Jordaniens auront un rôle à jouer, mais après l'établissement du régime d'autonomie. Néanmoins, il semble apporter dans les prochaines élections israéliennes son soutien à Peres qu'il trouve moins dogmatique que Begin.

Il est évident qu'aucune initiative politique majeure n'aura lieu avant la prise de fonction de la nouvelle administration américaine. La visite de

Begin à Washington, le 13 novembre, n’est qu’une réunion courtoise, Begin n’attendant rien durant la période de transition. De même, Carter gèle la décision de livraison d’avions de combat à l’Arabie saoudite à la demande de Reagan. Ce dernier refuse de recevoir Begin, ne voulant pas interférer avec les actions de l’administration sortante.

De toute façon, Begin est contraint de rentrer précipitamment en Israël. Sa majorité est chancelante et l’inflation dépasse 100 % pour la deuxième année consécutive. En Cisjordanie, les manifestations de jeunes sont durement réprimées. Au sein du Parti travailliste, Peres l’emporte largement avec 70 % contre 28 %. Il sera la tête de liste aux prochaines élections.

L’extrême droite parlementaire a introduit son second projet législatif portant sur l’annexion du Golan. Le gouvernement Begin n’y est pas favorable en raison du risque de répercussions internationales négatives. Le 24 décembre 1980, il bloque la procédure législative en mettant en avant l’existence d’un consensus national sur la non-rétrocession du territoire. La motion de censure déposée à ce sujet est repoussée par 56 voix contre 2 et 42 abstentions. En même temps, on instaure une procédure permettant aux habitants druzes du Golan de demander la nationalité israélienne. Ces derniers sont restés séparés des Palestiniens des territoires occupés (la presse de Jérusalem n’est pas diffusée dans le Golan) et ont été encouragés à se rapprocher des Druzes israéliens (le statut personnel druze israélien a été appliqué à la place du droit syrien). Les notables, qui constituent l’encadrement de la communauté, sont très liés à la Syrie et s’opposent efficacement au projet israélien.

Au mois de janvier 1981, la coalition gouvernementale israélienne se disloque en raison des problèmes économiques. Begin décide de tenir des élections anticipées (elles étaient prévues pour novembre). Après des hésitations, leur date est fixée au 30 juin. Les premiers sondages indiquent une victoire écrasante des travaillistes conduits par Shimon Peres.

La Syrie tente de s’opposer à la réunion du sommet arabe prévu à Amman pour le 25 novembre. Elle ne veut pas voir l’axe tripartite Irak-Jordanie-Arabie saoudite l’emporter. L’OLP tente une médiation entre les parties opposées, mais en vain. Elle doit s’incliner devant les exigences

syriennes ainsi que le Liban. L'Algérie et le Yémen du Sud adoptent la même position.

Le onzième sommet adopte le programme d'un État palestinien sur le sol de la Palestine, rejetant toute option jordanienne, et soutient l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. Israël se félicite de cette désunion arabe.

Pour marquer son mécontentement, la Syrie masse une vingtaine de milliers d'hommes le long de la frontière avec la Jordanie, qui répond par des mesures équivalentes. On parle même d'une guerre imminente entre les deux pays. L'Irak promet son soutien militaire à son allié jordanien. Le roi Hussein s'interroge sur une éventuelle volonté de Damas d'installer un pouvoir « palestinien » à Amman. En Israël, Sharon relance ce projet… Cette crise « au bord du gouffre » se calme rapidement, mais le monarque hachémite s'est inquiété de sa faiblesse militaire. Il obtient, au mois de décembre, une accélération des livraisons d'armes américaines (armes antitanks, missiles sol-air et autres matériels défensifs). Une fois rassuré, le gouvernement jordanien organise une campagne de presse relatant sur un ton factuel les troubles en Syrie et la dureté de la répression.

Un raid israélien en profondeur fait 7 morts au Liban dont 3 soldats syriens le 19 décembre. C'est la première fois que des positions au-delà de la ligne rouge se trouvent visées. L'armée syrienne réplique en bombardant les secteurs tenus par l'ALS. Les Israéliens refusent l'escalade en affirmant que les soldats syriens n'ont pas été délibérément attaqués.

Des anciens miliciens de Chamoun se sont réfugiés dans la ville chrétienne de Zahlé, dans la Bekaa, et se sont mis en relation avec les Palestiniens et les Syriens. Les Forces libanaises les chassent de la ville durant le mois de décembre. La FAD intervient en bombardant l'agglomération. Les affrontements durent plusieurs jours. Quatre soldats syriens sont tués. Le 30 décembre, l'armée syrienne lève le blocus de la ville. L'affaire n'est pas réglée pour autant, car la Bekaa est considérée comme une région vitale pour la sécurité de Damas.

La conjonction des deux événements alimente la peur syrienne d'une déstabilisation de sa présence au Liban due à la conjonction des Forces libanaises et de l'armée israélienne alors que déjà Damas accuse la

Jordanie et l'Irak d'être derrière les activités des Frères musulmans en Syrie, activités qui tournent à la guerre civile et confessionnelle. Le 31 décembre, un nouveau combat aérien au-dessus du Liban se solde par la destruction de 2 avions syriens par l'aviation israélienne.

Après son unification du camp chrétien par la force, Bachir Gemayel a repris contact avec les Israéliens pour faire expliquer par une délégation que son but politique est de prendre le pouvoir au Liban par la « voie constitutionnelle » et de chasser les Palestiniens et les Syriens du pays991. La délégation a été reçue par Yitzhak Shamir le 15 octobre 1980. Le ministre des Affaires étrangères approuve la stratégie et s'engage à modifier l'image que les Américains se font de Bachir Gemayel, un chef de gang et un terroriste. Le 17 décembre, le chef d'état-major de l'armée israélienne, Raphael Eitan, se rend à Jounieh en hélicoptère, accompagné de responsables des services secrets. Il informe Bachir Gemayel que l'armée israélienne va intensifier ses attaques pour briser le potentiel militaire des Palestiniens et s'engage à de nouvelles livraisons de matériels de guerre aux FL, dont des blindés. Dans les mois qui suivent, Bachir Gemayel devient l'un des interlocuteurs de l'ambassade américaine de Beyrouth tandis que des contacts sont pris entre lui et des proches de la CIA. Le nouvel ambassadeur américain à Beyrouth, Robert Dillon, contrairement à son prédécesseur, voit en lui plus qu'un chef de bande.

Sarkis a encouragé l'armée libanaise, dont la majorité des cadres supérieurs est chrétienne, à collaborer avec les Forces libanaises. Le lien se fait par le colonel Michel Aoun. En même temps, des émissaires désignés par Walid Joumblatt et Bachir Gemayel travaillent à un accord politique entre les Forces libanaises et le Parti socialiste progressiste. Quand Assad a vent de ces contacts, il fait clairement comprendre à Walid Joumblatt qu'il faut les rompre s'il ne veut pas connaître le sort de son père.

À l'issue de cette première crise de Zahlé, Bachir Gemayel a obtenu un nouvel engagement de la part de Begin. Les Israéliens donneront une protection aérienne à Zahlé au cas où les Syriens auraient recours à leur aviation992.

Le sommet de la Conférence islamique se tient à Taef en Arabie saoudite en l'absence de l'Égypte et de l'Iran à partir du 25 janvier 1981.

Il remplace le sommet arabe défaillant comme lieu d'expression des positions. Le roi Hussein renouvelle son opposition formelle à toute option jordanienne et son acceptation du rôle de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Sarkis parle fort, le 28 janvier : « Le Liban ne peut plus supporter les conséquences désastreuses des opérations militaires que lancent les Palestiniens contre Israël à partir de son territoire. » Les autres pays arabes voisins d'Israël ont fermé leurs portes à la résistance palestinienne. Le sommet islamique appelle au djihad pour libérer Jérusalem :

> Nous sommes déterminés à une résistance totale contre l'agression sioniste et nous refusons le complot international qui a favorisé cette agression.
>
> Nous sommes également déterminés à défendre, par des moyens pacifiques, nos patries et nos droits et à combattre les injustices que nous subissons.
>
> Nous faisons le serment de mener le djihad avec tous les moyens disponibles pour libérer Jérusalem et faire de cette lutte la plus grande cause islamique.

Ce djihad est surtout entendu comme la mobilisation des ressources et non comme une lutte armée.

Immédiatement commence un nouvel échange de tirs entre les Forces communes et l'ALS. Des roquettes tombent sur la Galilée israélienne, et l'aviation et l'artillerie israéliennes bombardent les principales agglomérations du Liban-Sud.

Durant la période de transition, Henry Kissinger se rend au Proche-Orient, laissant entendre qu'il sera écouté par l'administration Reagan. Il est reçu avec effusion par Sadate, avec honneur par le gouvernement israélien, mais le roi Hussein refuse ostensiblement de le rencontrer. Il ne se rend pas en Syrie. Le seul fait important est sa suggestion au Caire que l'OLP soit conviée dans une étape ultérieure à la table des négociations, quand des avancées auront eu lieu[993].

En dehors de son fort anticommunisme et de sa sympathie pour Israël, la pensée politique de Reagan en politique étrangère est pratiquement inconnue. À dire vrai, sa plus que médiocre connaissance du monde

extérieur ne facilite pas la tâche. Il est tributaire de ses conseillers et des fiches que ces derniers lui préparent. Durant la campagne électorale, il n'a pas parlé du processus de paix et n'a envisagé le Moyen-Orient que dans le cadre de la nouvelle guerre froide. Il semble avoir adopté les positions des néoconservateurs de son entourage qui font d'Israël, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite les alliés locaux des États-Unis contre l'Union soviétique, cause de tous les troubles dans le monde.

Ronald Reagan n'est pas la marionnette des milieux conservateurs. Le « grand communicateur » a une empathie profonde avec la vision commune du peuple américain. Il croit au « mythe américain » dont il est aussi l'expression. Il a une conviction profonde, sa répulsion envers toute possibilité d'apocalypse nucléaire, et verra très tôt le risque d'un « Armageddon » atomique ou religieux au Moyen-Orient[994]. Il ne fait d'ailleurs pas une véritable distinction entre une fin des temps nucléaire et l'accomplissement des prophéties religieuses. Si son ton est des plus combatifs, Reagan est en fait plutôt avare dans le recours aux instruments militaires.

Contrairement à son prédécesseur, il ne s'intéresse pas aux détails, s'en tenant à quelques lignes générales assez grossières. Ses nominations en politique étrangère vont dans le sens des néoconservateurs. Le nouveau secrétaire d'État, le général Alexander Haig, a été un adjoint de Kissinger puis le chef d'état-major de la Maison-Blanche de Nixon. Le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, est connu pour ses liens avec l'Arabie saoudite. Le conseiller à la sécurité nationale, Richard Allen, paraît avoir un rôle effacé. Ils ne disposent pas d'une relation directe avec le président, ce qui est un lourd handicap. Le nouveau chef de la CIA, William J. Casey, un activiste qui a servi dans le renseignement durant la Seconde Guerre mondiale, profite de cette situation pour livrer sa propre guerre secrète contre l'Union soviétique.

Haig maintient pour l'essentiel la même équipe de diplomates professionnels qui gèrent le dossier du Moyen-Orient depuis l'administration Nixon, bien qu'il soupçonne certains d'être des « arabistes », ce qui est loin d'être positif. En revanche, la nouvelle administration prend ses distances avec la politique de « Camp David » qui a pour premier tort d'être identifiée avec le président sortant. Il est

impensable de voir un Reagan s'impliquer dans ce type dossier comme l'avait fait Carter.

À la recherche d'un improbable consensus stratégique

Le mois de février 1981 est marqué par les habituelles opérations « préventives » israéliennes au Liban et par la destruction d'un avion syrien lors d'un combat aérien au-dessus du même pays (13 février). La tension entre la Jordanie et la Syrie reste forte. Ne se laissant pas intimider, Amman réplique vertement aux accusations de Damas, soulignant le caractère minoritaire et confessionnel du pouvoir en Syrie, qui ne se maintient que grâce à l'usage de la terreur. Le Premier ministre jordanien va jusqu'à dire que « le prestige de la Syrie sera rétabli après le renversement du régime au pouvoir à Damas ». Il faut dire que, de son côté, Assad affirme qu'« il est nécessaire d'abattre les dirigeants arabes qui exécutent, par le rôle qui leur est assigné, les ordres de l'impérialisme ». Il souligne la « nécessité de consolider les moyens visant à contrer les menées des protagonistes de Camp David et du régime jordanien, la liquidation de la cause palestinienne et l'affaiblissement de la fermeté arabe ». Les services secrets des deux pays mènent maintenant une guerre secrète qui rappelle celle des années 1960.

Comme les Israéliens sont en campagne électorale, il n'est pas question de recevoir Begin à Washington pour ne pas paraître chercher à influencer les électeurs. On ne peut non plus inviter Sadate pour ne pas donner l'impression d'avoir une préférence régionale.

Le président égyptien joue ostensiblement la carte européenne. Devant le Parlement européen à Luxembourg, il demande la participation de l'Europe « pour obtenir le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la dignité nationale », et pour l'aider à persuader « à la fois les Israéliens et les Palestiniens d'accepter une formule de reconnaissance mutuelle et simultanée ». Il se rend ensuite à Paris où il est reçu avec les plus grands honneurs. Les entretiens avec les responsables français sont francs et cordiaux. Si la France de Giscard d'Estaing a accueilli plutôt froidement les accords de Camp David, on est aussi en campagne électorale en France, où Sadate est très populaire. De surcroît, les deux pays coopèrent

activement dans les affaires tchadiennes avec pour ennemi commun la Libye.

Le 15 février, Sadate reçoit le chancelier Kreisky au Caire et propose la formation d'un gouvernement palestinien en exil. Palestiniens et Israéliens rejettent cette proposition. De toute façon, quand Sadate évoque les Palestiniens, il ne mentionne pas l'OLP. Il rappelle que l'application du traité de Washington est prioritaire et qu'avant toute chose il faut attendre l'application de l'accord sur l'autonomie.

La normalisation entre l'Égypte et Israël progresse. Les échanges économiques sont en faveur de l'Égypte du fait des livraisons de pétrole. En un an, 30 000 touristes israéliens sont allés en Égypte. En sens inverse, il n'y a eu que 1 500 Égyptiens pour se rendre en Israël, pour la plus grande part des fonctionnaires en mission. Indépendamment de l'hostilité politique, Israël n'est pas attractif pour l'élite égyptienne : c'est un petit pays dont aucune ville ne dépasse le million d'habitants ! Les classes supérieures préfèrent se rendre en Europe ou en Amérique du Nord. Les professions intellectuelles et économiques ne veulent pas se voir interdire l'accès aux pays du Golfe que pourrait leur coûter une visite en Israël. Il faut ajouter que les contrôles de sécurité israéliens à la frontière ne sont pas là pour inciter au tourisme et que la bureaucratie égyptienne fait tout pour dissuader les gens de se rendre en Israël.

La stratégie égyptienne est de fournir en matière de normalisation ce qui est nécessaire pour assurer l'évacuation progressive du Sinaï, mais pas plus. Après les promesses d'avenir radieux grâce à la paix, la désillusion de l'opinion publique égyptienne est certaine et se traduit par une baisse considérable de la popularité de Sadate qui prend de plus en plus ses distances par rapport à la société.

L'Égypte ne veut pas d'une reprise immédiate des négociations sur l'autonomie, du fait de la campagne électorale israélienne. Elles auraient été un dialogue de sourds. Du point de vue israélien, l'évacuation du Sinaï doit avoir pour contrepartie les mains libres pour Israël dans les autres territoires occupés. Pour Le Caire, maintenir une position ferme sur le dossier palestinien est la condition indispensable pour mettre fin à l'isolement de l'Égypte dans le monde arabe. Une fois l'évacuation du Sinaï achevée, on pourra revenir à la charge sans le moindre risque. Pour

l'instant, on s'adapte au nouveau langage américain en affirmant que seule une solution juste au problème palestinien permettrait d'endiguer la marée soviétique. Entre Israël et l'Égypte, c'est la course pour savoir qui se montrera le plus ardemment antisoviétique. Comme il se doit, cette adaptation est interprétée à Washington comme une approbation de la nouvelle analyse de la région en termes de guerre froide.

La volonté proclamée du gouvernement Begin de multiplier les faits accomplis en Cisjordanie afin de rendre irréversible la présence israélienne avant les élections du 30 juin suscite de nouvelles tensions dans les territoires avec des manifestations populaires durement réprimées.

Le 24 février, Yitzhak Shamir se rend à Washington. Haig l'informe de la décision définitive de l'administration Reagan de vendre des avions AWACS à l'Arabie saoudite ainsi qu'un renforcement de son aviation militaire. Shamir marque l'opposition résolue de son pays au renforcement du potentiel offensive de tout pays arabe. Pour l'apaiser, on lui propose la livraison à Israël de F-15 supplémentaires[995]. Haig et Reagan ont le sentiment que Shamir a accepté le compromis. En ce qui concerne l'application du traité de Washington, la partie israélienne exige avant toute chose la constitution de la force multinationale dans le Sinaï. Les Américains s'engagent à y travailler activement.

À la grande surprise de l'administration Reagan, Israël lance au mois de mars une violente campagne contre le projet de vente d'armes à l'Arabie saoudite. Les amis d'Israël aux États-Unis s'y associent immédiatement. C'est dans ce contexte que Haig se rend au Proche-Orient, juste après que le président Reagan a été victime d'un attentat. Il vient plaider pour un « consensus stratégique » entre Israël, l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Avant même son arrivée, le Liban-Sud est en feu. Durant tout le mois de mars, Israéliens et Palestiniens se sont opposés par la force à une nouvelle tentative de déployer l'armée libanaise dans cette région. À partir du 31 mars, l'ALS et l'armée israélienne bombardent tout le secteur et mènent des raids offensifs dans les zones contrôlées par la FINUL et les Forces communes. Le 1er avril, l'épreuve de force reprend à Zahlé qui se trouve bombardée par l'armée syrienne, puis, le 2 avril, les

bombardements s'étendent à l'ensemble de l'agglomération de Beyrouth. Les Syriens tentent ainsi d'imposer un retrait des Forces libanaises de Zahlé. Quand on reprend l'analyse de la séquence des événements, on est en face de trois actions séparées à l'origine : l'action conjuguée de Saad Haddad et de l'armée israélienne au sud ; une situation confuse à Zahlé où chacun peut croire de bonne foi que l'autre a pris l'initiative des combats ; une volonté syrienne d'intimider les chrétiens par un impitoyable bombardement qui a pour effet contradictoire de les rallier autour de Bachir Gemayel.

Les 4 et 5 avril, Haig est au Caire. La question libanaise s'impose au milieu des discussions sur le processus de paix et le consensus stratégique. Il rassure ses interlocuteurs égyptiens : « Ceux qui pensent que nous donnons la priorité au consensus stratégique au détriment du processus de paix ont tort. Les deux problèmes sont intimement liés et ont la même importance. »

Le 5 avril, le secrétaire d'État est en Israël. Il doit là encore aborder la question libanaise. Shamir déclare publiquement : « Israël ne saurait rester indifférent, les bras croisés, face au massacre, de l'autre côté de sa frontière, d'une population civile innocente par l'action conjuguée des Syriens et des fedayins. » La question est de savoir si Israël limitera son action au Liban-Sud, qui est d'ailleurs en cours, ou s'il portera secours au réduit chrétien. S'y ajoute un débat violent sur la question des livraisons d'armes à l'Arabie saoudite. Haig condamne l'action « brutale » des Syriens et estime qu'elle est directement liée à sa tournée dans la région. Les États-Unis entament des contacts urgents avec les capitales concernées, de près et de moins près, par la crise. Obnubilé par la guerre froide, le secrétaire d'État interprète l'action syrienne comme une nouvelle machination soviétique. Pour les Israéliens, la menace de Moscou a pour avantage de faire passer le dossier palestinien au second plan et l'inconvénient de voir les Américains procéder à un réarmement arabe.

Haig est à Amman les 6 et 7 avril. Le roi Hussein rejette toute perspective de consensus stratégique et insiste sur la priorité à donner au règlement de la question palestinienne avec participation de l'OLP. En Arabie saoudite, Haig trouve des interlocuteurs plus complaisants en ce

qui concerne la menace soviétique. Le royaume se considère menacé par le renforcement de la présence de l'URSS dans la Corne de l'Afrique. Les Saoudiens insistent sur la nécessité de conclure le contrat d'armements avec les États-Unis, d'autant plus qu'il implique la présence de nombreux « conseillers » pour la formation et l'accompagnement des militaires saoudiens, ce qui revient à rendre effective sans le dire une protection américaine. Il n'est pas question d'accepter du matériel aux capacités bridées afin de rassurer les Israéliens. Au moins rhétoriquement, les interlocuteurs du secrétaire d'État mettent sur le même plan que la menace soviétique un règlement satisfaisant de la question palestinienne. Ils préparent une initiative dans ce domaine, mais conviennent de la nécessité d'attendre le résultat des élections israéliennes.

La tournée d'Alexander Haig est révélatrice de la complexité du système politique moyen-oriental. Les acteurs régionaux sont dans l'attente d'une action américaine et se plient pour la plupart au discours de la nouvelle administration, mais pour défendre en réalité des positions complètement opposées. Les États-Unis veulent une certaine stabilité régionale afin de concentrer les énergies contre l'Union soviétique, mais Israël s'implique de plus en plus dans la question libanaise, l'Égypte a pour préoccupation première l'accomplissement du traité de Washington afin de préparer son retour dans les rangs arabes en relançant la question palestinienne, la Jordanie se fait le porte-parole de l'Irak en guerre avec l'Iran et l'Arabie saoudite veut avant tout de l'armement et une protection américaine. La question sous-jacente est de savoir qui deviendra, entre Israël, l'Égypte et l'Arabie saoudite, le partenaire le plus important des États-Unis. Le résultat inévitable est de faire de ce qui était un projet stratégique de politique étrangère un enjeu essentiel de politique intérieure américaine. La question des contrats d'armement saoudiens va devenir un débat majeur à Washington pour les mois à venir.

Ronald Reagan ne comprend pas la réaction de la communauté juive américaine[996]. Les Juifs n'ont jamais eu un meilleur ami d'Israël à la Maison-Blanche. L'Arabie saoudite est la clé du système moyen-oriental. Si elle suit la voie de l'Égypte, le reste de la région suivra. La paix israélo-arabe est la condition de la stabilité de la région indispensable pour réduire la menace d'une expansion soviétique.

Les missiles de la Bekaa

Les Syriens ont la conviction que Bachir Gemayel s'est bien engagé dans une entreprise de libération du Liban, c'est-à-dire en clair à en expulser les troupes syriennes et la population palestinienne avec l'appui ouvert et effectif d'Israël. Pour eux, c'est le jeune chef maronite qui a lancé la crise de Zahlé. Ils sont décidés à en finir en utilisant des hélicoptères pour prendre le contrôle des hauteurs par lesquelles passent les communications de la ville. À la mi-avril, Zahlé est complètement encerclée, mais les miliciens chrétiens tiennent solidement leurs positions et tentent de rouvrir les communications de la ville en passant par la montagne. Ils contrôlent le mont Sannin à partir duquel ils bombardent les forces d'encerclement syriennes. Les Américains appellent toutes les parties à la retenue, ce qui implique de cesser les attaques contre le régime syrien.

Bachir Gemayel dramatise la situation et travaille à en faire un grand sujet d'actualité internationale. Il fait savoir aux Israéliens que si le mont Sannin tombe, tout le réduit chrétien suivra jusqu'à Jounieh. Les intéressés hésitent sur la conduite à suivre et pour l'instant intensifient leurs raids contre les Palestiniens pour faire plus ou moins diversion. Les Palestiniens répondent par des tirs de roquettes sur la Galilée. Les bombardements reprennent entre les deux parties de Beyrouth. Bientôt l'aéroport international sera fermé. Il faut ajouter à cela les affrontements violents entre Amal et les pro-Irakiens. Les éléments les plus islamistes du mouvement, alignés sur Téhéran, mènent ainsi leur guerre parallèle à celle entre l'Irak et l'Iran.

Une partie de la direction chrétienne considère que sans appui israélien le rapport des forces devient trop défavorable. Certains sont prêts à prendre le chemin de Damas pour arriver à un accord direct avec Assad. Soutenu par Camille Chamoun, Bachir Gemayel se déclare prêt, le 14 avril, à entamer le dialogue avec Damas pour trouver une solution en profondeur au problème libanais. À l'ambassadeur de France, Louis Delamare[997], il exprime sa rancœur contre les Israéliens qui depuis deux jours, par des déclarations hypocrites, s'emploient à « compromettre les chrétiens après les avoir lâchés » :

De même il ressentait vivement le message à Damas du président Reagan contredisant les déclarations antisyriennes de M. Haig à Tel-Aviv. Le Liban, abandonné de tous, sombrerait dans la désintégration, comme le souhaitaient et la Syrie et Israël selon le plan prêté à M. Kissinger.

Les conditions exigées par le président syrien sont drastiques : la prise de contrôle du secteur de Zahlé par des forces inféodées à la Syrie. En Israël, les militaires sont divisés. Le chef des services de renseignements, le général Saguy, considère que les chrétiens ne sont pas menacés de génocide et que Damas ne travaille qu'à consolider son dispositif de protection. Il interprète ainsi le signal envoyé par les Syriens qui ont établi ostensiblement des emplacements pouvant recevoir des rampes de missiles Sam-6 sol-air, mais qu'ils n'ont pas encore équipés. En clair, si les Israéliens violent leur engagement de ne pas attaquer les forces syriennes au-delà de la ligne rouge, ils ne respecteront pas le leur de ne pas installer de missiles antiaériens. En revanche, le chef d'état-major, le général Eitan, est un partisan affirmé d'un soutien direct à Bachir Gemayel.

Un *statu quo* particulièrement précaire s'installe durant plusieurs jours. Le 24 avril, les hélicoptères syriens débarquent des commandos et s'emparent du mont Sannin. Tout le réduit chrétien se trouve à découvert. Bachir Gemayel envoie immédiatement en Israël une délégation chargée d'expliquer qu'en cas d'inaction de l'État hébreu il sera forcé de composer avec les Syriens. Le gouvernement israélien se trouve prisonnier de son discours de protection des chrétiens menacés de génocide et, plus pragmatiquement, risque de voir compromise son alliance avec les Forces libanaises. Dans ce cas-là, l'influence israélienne se trouverait limitée au Liban-Sud alors qu'on pouvait peu de temps auparavant espérer voir la « légalité » libanaise basculer du côté d'Israël.

Le 28 avril au matin, le gouvernement israélien se réunit en comité restreint. Saguy avertit du risque de voir les Syriens installer leurs rampes de missiles en cas d'action israélienne. Eitan, lui, se montre un partisan affirmé de l'intervention militaire. Il s'est fait communiquer par les Forces libanaises le descriptif complet du déploiement militaire syrien dans le secteur de Zahlé. Les ministres sont indécis, même ceux qui ont la réputation d'être des faucons. Begin balaye les objections en affirmant :

« Nous ne pouvons pas les laisser perpétrer un génocide au Liban. » Immédiatement Eitan transmet les ordres préparés à l'avance. Un premier hélicoptère syrien transport de troupes est abattu alors que les ministres discutent encore. Un second l'est en début d'après-midi.

Comme prévu, les Syriens répliquent à leurs lourdes pertes par l'installation dès le lendemain de trois rampes de missiles dans la Bekaa. Les Israéliens minimisent d'abord la situation dans l'attente d'un retrait immédiat des rampes, puis exigent leur suppression, sinon ils auront recours à la force. L'enjeu immédiat est le contrôle de l'espace aérien libanais : si Israël le perd, il deviendra un acteur mineur sur la scène libanaise.

Le consensus stratégique espéré par les Américains s'est transformé en risque de guerre imminente entre Israël et la Syrie, qui réunira tous les Arabes autour d'elle. Dans le contexte de la nouvelle guerre froide, Israël signifie alors les États-Unis et la Syrie l'Union soviétique. Ce qui ne trompe pas est l'arrivée simultanée des flottes soviétique et américaine de Méditerranée à proximité du rivage libanais.

Alexander Haig décide immédiatement d'envoyer un émissaire spécial pour traiter de la crise. Il désigne Philip Habib, un diplomate de haut rang à la retraite, dont la famille est, on l'a vu, d'origine maronite libanaise998. Sa nomination suspend un raid aérien israélien retardé jusque-là par les conditions météorologiques. Ni Begin ni Assad ne veulent d'une guerre et ils ont besoin de la médiation américaine. Néanmoins, l'un et l'autre vont mener une nouvelle stratégie « au bord du gouffre » pour obtenir le maximum de gains. Grâce à la crise, la Syrie est redevenue une partie avec laquelle les Américains parlent. Du fait même du risque de guerre, la question libanaise « s'internationalise ». Dans la campagne électorale israélienne, les travaillistes sont obligés de s'aligner sur les positions du gouvernement en ce qui concerne les affaires libanaises.

Begin multiplie les déclarations les plus violentes. Il s'en prend au chancelier allemand Schmidt qui, de retour d'Arabie saoudite, a fait porter sur Israël la responsabilité de l'impasse politique au Proche-Orient et exprimé la sympathie des Allemands au droit des Palestiniens à l'autodétermination, et à Valéry Giscard d'Estaing à une semaine de

l'élection présidentielle française, en leur retournant le discours antisémite (3 mai 1981)999 :

> Les détracteurs du peuple hébreu ont toujours calomnié les Juifs de leur passion du lucre. Mais si vous voulez voir une cupidité et une avarice sans frein, vous pouvez aller trouver Giscard d'Estaing en France et Helmut Schmidt en Allemagne. Les Français qui parlent comme Giscard ont oublié par opportunisme les idéaux de leur révolution et les Allemands veulent ne plus se souvenir de leurs crimes impardonnables. Ces deux-là ne voient que deux choses : comment vendre des armes au plus haut prix et comment acheter du pétrole à bon marché ? Rien d'autre ne les intéresse.

Dans la presse américaine, il compare les bombardements syriens au Liban aux massacres commis par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale1000 (apparemment, les bombardements israéliens n'appartiennent pas à la même catégorie…). Durant tout le mois de mai, il réitère ses diatribes contre l'Allemagne fédérale et son chancelier : « Je considère que l'ensemble du peuple allemand, jusqu'à la génération actuelle, est responsable de l'holocauste. » Il s'en prend aussi à la Communauté européenne : « L'Europe croit savoir ce qui est bon pour la sécurité d'Israël, en ignorant en même temps les massacres des chrétiens au Liban. »

Ce genre de déclarations et d'attitudes plus les mesures budgétaires laxistes expliquent la remontée électorale de la droite dans les sondages.

Khaddam est envoyé à Beyrouth négocier une nouvelle « entente nationale » libanaise qui passerait par l'abandon de l'alliance avec Israël des Forces libanaises et la mise en place d'une coopération intensive entre la Syrie et le Liban. Plus concrètement, l'armée libanaise régulière remplacerait les belligérants dans la région de Zahlé. Les Forces libanaises rejettent le projet d'accord, car leur intérêt réside maintenant dans l'internationalisation de la crise, qui fait de Bachir Gemayel un interlocuteur permanent des Américains.

Sur le terrain, les Syriens renforcent leur présence dans la Bekaa, exercent un sévère blocus de Zahlé et contrôlent les hauteurs du Sannin. Les bombardements se poursuivent entre les deux parties de Beyrouth et

une autre guerre oppose au sud l'ALS, l'armée israélienne et les Forces communes. Chacune des parties justifie par le droit aux représailles ses bombardements des populations civiles.

Habib et son équipe entament une navette incessante entre Israël, la Syrie et le Liban. Son plan prévoit le retrait des Forces libanaises de Zahlé contre celui des missiles syriens et une restriction imprécise des activités aériennes israéliennes au-dessus du Liban. Comme il n'enregistre aucun progrès, il se rend en Arabie saoudite pour que Riyad agisse auprès de Damas. Les Saoudiens s'exécutent, ce qui permet de gagner du temps. Une nouvelle médiation arabe commence entre les parties libanaises : le mandat de la FAD doit être renouvelé le 17 juillet par la Ligue des États arabes et c'est l'Arabie saoudite qui finance largement la présence militaire syrienne. La monarchie saoudienne montre par là qu'elle est indispensable aux Américains, au grand dam des Israéliens. Selon la syntaxe du système politique, l'arabisation s'exerce parallèlement et en liaison avec l'internationalisation. La Jordanie soutient l'initiative saoudienne, au moins pour montrer qu'elle existe politiquement, et de toute façon le roi Hussein craint toujours une extension du conflit à son royaume.

Bachir Gemayel permet la réouverture de l'aéroport de Beyrouth, ce qui lui vaut d'être invité aux États-Unis. Il ne peut s'y rendre, craignant que l'aviation syrienne n'intercepte son hélicoptère pour Chypre. Les Israéliens s'abstiennent de survoler la Bekaa, mais perdent plusieurs avions sans pilote (drones) du fait de la DCA syrienne. Les travaillistes déposent une motion de censure qui condamne « les engagements excessifs et sans base légale contractés à l'égard des chrétiens du Liban ». Le débat parlementaire, le 3 juin, définit publiquement les engagements israéliens : il n'est pas question de chasser les Syriens du Liban ni d'aider à la constitution d'un État chrétien, mais Israël s'est engagé à fournir des armes et une aide « technique » aux chrétiens. Si les chrétiens sont attaqués par air, les Israéliens leur porteront secours. La motion est repoussée par 52 voix contre 36 et 4 abstentions. Ces déclarations publiques ne peuvent que gêner Bachir Gemayel, qui a toujours nié l'évidence.

L'Égypte condamne vigoureusement la politique syrienne tout en demandant à Israël d'agir avec modération. Elle cherche à dissimuler qu'elle n'existe plus sur la scène politique arabe. Elle obtient la tenue d'un sommet Sadate-Begin à Charm el-Cheikh le 4 juin. Pour la forme, on parle du Liban avec une condamnation ferme de la politique syrienne, mais les discussions importantes portent sur l'application du traité. Le problème est posé par la constitution de la force multinationale au Sinaï. Il n'est pas question que des pays n'ayant pas de relations diplomatiques avec Israël et l'Égypte y participent. De plus, ni Israël ni les États-Unis ne veulent d'Européens en raison de la déclaration de Venise. Cela ne laisse pas grand monde… Une force essentiellement américaine n'est pas non plus possible, car elle apparaîtrait comme une armée d'occupation. L'Égypte va donc démarcher les États latino-américains. En invitant ainsi Begin, Sadate semble prendre en compte sa remontée dans les sondages et en quelque sorte voter pour le Likoud, même si, pour le principe, Peres est ensuite invité à se rendre en Égypte.

Osirak

Sadate se vante d'avoir obtenu de Begin l'engagement de ne pas précipiter un conflit avec la Syrie. Il cherche à montrer que le traité de Washington a réussi à modérer la politique israélienne. Sa colère va être grande avec l'affaire dite « Osirak ».

Depuis le début de l'été 1980, Israël a lancé une grande campagne internationale contre la volonté supposée de l'Irak de Saddam Hussein de se doter d'un armement nucléaire. La France, qui entretient une coopération forte avec l'Irak dans ce domaine, est particulièrement visée. Un accord a été conclu en 1975 par Jacques Chirac, alors Premier ministre.

Le dialogue franco-israélien sur ce sujet est particulièrement savoureux puisqu'il est fondé sur le non-dit de l'ancienne coopération nucléaire pendant laquelle les autorités françaises se sont satisfaites des affirmations vertueuses de leurs interlocuteurs selon lesquelles le programme nucléaire israélien n'avait aucune vocation militaire. Autrement dit, les Israéliens accusent les Français de se comporter avec les Irakiens comme ils se sont comportés avec eux-mêmes, alors que, cette

fois, les Français déclarent avoir pris les précautions nécessaires pour éviter un tel infléchissement du programme nucléaire irakien (ce qu'ils n'ont pas fait avec les Israéliens). Ils font aussi allusion à une déclaration de Saddam Hussein de 1975 selon laquelle l'Irak cherche à se doter de l'armement nucléaire. Selon Paris, toutes les étapes du processus nucléaire sont strictement contrôlées, en particulier en matière d'enrichissement d'uranium, et l'Irak, signataire du traité de non-prolifération nucléaire, est de surcroît soumis aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La France de Giscard s'est déclarée particulièrement soucieuse d'éviter la prolifération nucléaire et de ce fait elle a mis fin à sa coopération dans ce domaine avec le Pakistan (non signataire du traité). À la moindre déviation irakienne, elle en ferait de même. Elle ne reconnaît comme élément de prolifération que la seule diffusion des connaissances, impliquée de toute façon par les développements de la physique nucléaire.

Les Israéliens, eux, peuvent voir que la centrale nucléaire Osirak installée en Irak par la France est conçue sur le même modèle que la centrale israélienne de Dimona et que ce sont les mêmes entreprises françaises qui participent au projet. Il s'agit d'un réacteur de recherche, copie de celui installé en France à Saclay nommé « Osiris », d'où son surnom « Osirak » – les Irakiens l'appellent « Tammuz ». Ils admettent éventuellement que le programme français n'est pas en soi à vocation militaire, mais qu'il pourrait le devenir si les Irakiens disposaient d'autres coopérations.

Les premiers spécialistes irakiens du nucléaire ont été formés dans les universités britanniques et américaines[1001]. Ils ont été obligés d'apprendre intensivement le français pour pouvoir bénéficier de la formation en France sur Osiris. Peu après la conclusion du contrat, un différend est apparu. En effet, les Français refusent de livrer de l'uranium enrichi à 80 % et proposent à la place un combustible nucléaire enrichi à 17 % surnommé « caramel », ce qui rend très difficile la voie vers l'armement nucléaire. Les Irakiens ont été obligés de s'incliner et d'accepter en plus une présence permanente de techniciens français sur le site, qui est par ailleurs régulièrement inspecté par l'AIEA. Un attentat contre du matériel à destination de l'Irak revendiqué par une organisation écologique inconnue puis l'assassinat d'un expert irakien à Paris ont

alourdi l'atmosphère. Il faut ajouter un raid aérien iranien sur des installations nucléaires irakiennes en septembre 1980. L'espionite règne dans les milieux irakiens, et de surcroît plusieurs membres du programme nucléaire sont arrêtés sur la base du soupçon de sympathie pour la contestation chiite au régime de Saddam Hussein.

Dès la passation du pouvoir, le 21 mai 1981, après la victoire électorale de François Mitterrand, le nouveau gouvernement français a repris le dossier. Claude Cheysson, le ministre des Relations extérieures, a proposé l'envoi d'une délégation en Israël, chargée d'expliquer l'ampleur des précautions prises par les Français.

En Israël, les responsables des services de renseignements s'opposent sur la nature du projet nucléaire irakien. S'ils considèrent que la finalité est bien militaire, selon toute probabilité, il faudra au moins une dizaine d'années pour qu'il soit opérationnel[1002]. Néanmoins, les militaires ont reçu instruction de préparer une opération aérienne contre le site. Selon toute probabilité, ils auraient reçu au minimum des informations de la part de leurs partenaires iraniens[1003]. La prise de décision doit prendre en compte les répercussions régionales et internationales de l'opération.

Begin, obsédé comme il est par le risque d'un second holocauste, passe outre les réticences d'une partie de son gouvernement et de l'opposition. Outre le poids de l'Histoire, l'absence d'une doctrine de l'utilisation de l'arme nucléaire de la part des Israéliens du fait qu'ils ne sont pas censés l'avoir, semble avoir joué. Les responsables israéliens ne paraissent pas avoir compris les logiques de la dissuasion nucléaire développées par les stratèges de la guerre froide (la destruction mutuelle assurée, le rapport du faible au fort et du fort au faible, la différence entre une « première » et une « seconde » frappe, la taille même d'Israël qui fait qu'une attaque nucléaire contre lui provoquerait au moins autant de pertes arabes…). La date de l'opération a été retardée du fait de la crise des missiles de la Bekaa puis de la tenue du sommet Sadate-Begin. On a accusé Begin d'avoir eu des préoccupations électorales, ce qui est probable, mais il faut bien comprendre qu'il est avant tout l'homme qui évitera un second holocauste.

Le 7 juin 1981, 8 F-16 israéliens protégés par 6 F-15 passent successivement par l'espace aérien jordanien puis saoudien avant de

pénétrer en Irak. La frappe aérienne est « chirurgicale », causant la destruction des installations. L'attaque a eu lieu en fin d'après-midi afin de minimiser les pertes humaines. Un technicien français et une dizaine d'Irakiens sont tués.

Cette affaire provoque la colère du monde arabe et de vives protestations internationales. Le gouvernement français condamne ce « raid tout à fait inacceptable ». Mitterrand, deux jours après, se contente de condamner « cette violation du droit, quels que soient nos sentiments pour Israël ». Son intention était de faire sa première visite d'État à l'étranger en Israël. Elle aura lieu en Arabie saoudite. Lui qui était un ami d'Israël presque inconditionnel tout en admettant la nécessité que les Palestiniens aient le droit à une « patrie » (non spécifiée) et qui a soutenu les accords de Camp David sans en voir la contradiction et condamné la déclaration de Venise, a le sentiment que Begin l'a trahi.

Pour l'administration Reagan, c'est un nouveau revers dans l'établissement d'un consensus stratégique au Moyen-Orient, tout en constituant une sévère humiliation pour Sadate. Le président égyptien apparaît comme un complice ou comme une dupe de Begin. On suspend temporairement et pour la forme la livraison de nouveaux F-16 à Israël et le Congrès est obligé de trouver des contorsions juridiques pour ne pas avoir à condamner Israël pour l'utilisation d'armements américains dans des buts « offensifs ».

Israël invoque le droit à l'autodéfense et l'article 51 de la Charte des Nations unies, ce qui est contesté par la plus grande partie des juristes du fait même qu'il s'agit d'une opération « préventive ». Pour justifier l'urgence de l'opération, les responsables israéliens affirment que la bombe irakienne aurait été prête dans les deux ans, ce qui est contraire à toutes les informations disponibles. Begin y ajoute l'existence de fantomatiques installations secrètes qui seraient inconnues des constructeurs français, ce qui est encore confondre les installations de Dimona avec celles d'Osirak. Grâce à lui, un second holocauste a été évité. Dans les discussions avec les Français, les responsables israéliens sont obligés d'admettre que la méthodologie suivie interdisait de disposer d'uranium enrichi, mais ils accusent les Irakiens de disposer de stocks de plutonium en quantité inconnue. Les Français ont beau jeu de remarquer

que la filière d’Osirak ne permettait pas de produire d’importantes quantités de plutonium, contrairement aux installations fournie par l’Union soviétique et l’Italie ; or ces dernières n’ont pas été visées par le raid…

En 1981, le nucléaire militaire irakien n’est encore qu’une virtualité lointaine et loin d’être une priorité pour le régime de Saddam Hussein. Le bombardement d’Osirak va l’accélérer. Les négociations avec la France pour la reconstruction du site échoueront, ce qui conduira à l’abandon de la voie Dimona-Osirak. Saddam Hussein va multiplier par vingt le budget consacré au nucléaire militaire. Les atomistes irakiens vont collecter toutes les informations disponibles sur l’armement nucléaire que l’on trouve dans la très vaste littérature scientifique internationale, ce qui permettra à l’Irak de se dispenser du contrôle d’un partenaire extérieur et de mener un programme clandestin qui sera très avancé à la fin des années 1980. Loin d’arrêter ou de freiner le projet militaire, l’opération préventive israélienne l’a accéléré et intensifié tout en le rendant beaucoup moins contrôlable de l’extérieur.

Dans l’immédiat, les réactions irakiennes sont mesurées, ce qui permet au pays de disposer des sympathies internationales. Bagdad accuse l’Iran de Khomeini de collusion avec Israël, ce qui, d’après le gouvernement israélien, est une accusation antisémite. Mais, quarante jours plus tard, le 18 juillet, un avion « argentin » chargé d’armement s’écrase au-dessus du Caucase. En dépit des démentis iranien et israélien, la coopération militaire israélo-iranienne est maintenant publique. Face à la multitude des condamnations arabes, l’imam Khomeini durcit le ton en public en appelant à l’élimination d’Israël, mais n’interrompt pas les livraisons d’armes.

L’Irak a évidemment porté plainte au Conseil de sécurité. Il y a un consensus général en sa faveur et les États-Unis décident de ne pas mettre leur veto à une résolution favorable aux thèses irakiennes, afin de ne pas paraître outrageusement en faveur d’Israël. La résolution 487 du 19 juin 1981 :

> 1) condamne énergiquement l’attaque militaire menée par Israël en violation flagrante de la Charte des Nations unies et des normes de conduite internationale ;

2) demande à Israël de s'abstenir à l'avenir de perpétrer des actes de ce genre ou de menacer de le faire ;

3) estime en outre que ladite attaque constitue une grave menace pour tout le système de garanties de l'AIEA, sur lequel repose le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ; […]

5) demande à Israël de placer d'urgence ses installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA ;

6) estime que l'Irak a droit à des réparations appropriées pour la destruction dont il a été victime et dont Israël a reconnu être irresponsable.

Le vote américain a pour but de montrer la crédibilité américaine auprès des Arabes dits modérés, mais il n'est évidemment pas question d'agir dans le sens des points 5 et 6[1004].

En Israël, l'opposition travailliste a été contrainte d'applaudir l'exploit militaire tout en condamnant le principe d'une opération prématurée et irresponsable, les voies d'une solution diplomatique étant encore ouvertes. Begin accuse publiquement Peres de « trahir » les intérêts israéliens, de donner un « coup de poignard dans le dos » à la nation. Là encore, le terme est fort puisqu'il renvoie à l'accusation que les nationalistes allemands ont adressée aux démocrates et aux Juifs allemands en 1918. La prégnance de l'antisémitisme est très forte chez Begin, y compris dans l'usage de son vocabulaire. Certains militants du Likoud vont jusqu'à attaquer les réunions électorales de la gauche voire à s'en prendre physiquement à Peres traité de « lâche ». Ce dernier répond en qualifiant Begin de « menace pour la démocratie » et en assimilant le « beginisme » au fascisme. D'un commun accord, les partis acceptent de modérer leur ton, mais il est maintenant clair que la politique de force et la démagogie financière menées par Begin au Liban et en Irak payent électoralement. Dans les sondages, la droite a rattrapé son considérable retard.

Violences et cessez-le-feu au Liban

La première réaction d'Alexander Haig à l'annonce d'Osirak a été de renvoyer Philip Habib au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite abandonne sa

médiation dans la crise libanaise du fait du trop grand alignement américain sur Israël. La mission de Habib est considérée par la presse saoudienne comme « déplacée et incompréhensible ». Les acteurs libanais restent sur leurs positions. Damas affirme qu'une attaque israélienne serait l'équivalent d'une agression américaine. Begin, en pleine campagne électorale, confirme l'intention de son pays de détruire les rampes de missiles de la Bekaa si la diplomatie n'obtient pas leur éloignement.

Brusquement, le 22 juin, il modère son ton en affirmant avoir utilisé la crise des missiles pour détourner l'attention de la préparation du raid sur Osirak. Il n'en reste pas moins que la question de Zahlé n'est toujours pas réglée et avec elle l'ensemble des rapports de force au Liban. Les habituels médiateurs arabes préparent un plan de « normalisation » de la situation au Liban, d'où, comme à chaque fois dans ce genre de contexte, une résurgence des violences dans l'ensemble du pays. Un compromis est finalement trouvé pour Zahlé. Le 30 juin, 600 gendarmes libanais (Force de sécurité intérieure) pénètrent dans la ville tandis que les Forces libanaises retirent leurs combattants non originaires du lieu. Ensuite, selon le plan établi, Bachir Gemayel adresse au président Sarkis une déclaration par laquelle il s'engage à ne pas « ouvrir de collaboration » avec Israël. C'est un texte « fictif » destiné à ne pas être publié et ayant pour fonction de sauver la face de toutes les parties engagées. Bien entendu, la coopération militaire entre Israël et les Forces libanaises se poursuit, mais sur un mode plus discret. Le bilan des affrontements du 1er avril au 1er juillet aurait été de 1 120 tués et 4 500 blessés.

Les élections du 30 juin en Israël marquent l'ampleur de la radicalisation politique. Le Likoud remporte 37,11 % et 48 sièges, l'alignement (regroupement des pontes socialistes) travailliste 36,57 % des voix et 47 sièges. Plus des deux tiers des Ashkénazes ont voté travailliste, plus des deux tiers des Séfarades Likoud. La droite est en meilleure position pour former une coalition avec les partis religieux et donc conserver le pouvoir. Selon la règle, le gouvernement est reconduit dans l'attente de la constitution de la nouvelle coalition.

Tout en menant les tractations avec les petits partis religieux aux exigences disproportionnées par rapport au nombre de leurs députés, le gouvernement Begin reprend ses actions « préventives » au Liban contre

les Palestiniens. Les bombardements commencent le 10 juillet. En riposte, les Palestiniens lancent des roquettes sur Kyriat Shmoneh en Galilée. L'escalade monte très vite. Le 12 juillet, l'aviation israélienne bombarde Damour, détruisant une fabrique de réfrigérateurs (selon les Israéliens, un dépôt de munitions) alors que Philip Habib a entamé une nouvelle tournée régionale.

Le 14 juillet, les raids s'intensifient tandis que la Syrie perd un avion dans un combat aérien. Le lendemain, les Palestiniens tirent sur Kyriat Shmoneh et Nahariyya, faisant 3 morts et 28 blessés et d'importants dégâts matériels. Begin promet qu'il n'y aura plus de bombardements sur le territoire israélien. Le 16 juillet, les voies d'accès au Liban-Sud sont attaquées, six ponts sont détruits. Le bilan est de 32 tués et 92 blessés.

Le 17 juillet, l'enfer se déchaîne sur Beyrouth-Ouest. Le quartier de Fakhrani, où sont installées les principales organisations palestiniennes, est visé par l'aviation israélienne. Le bilan est de l'ordre de 200 morts et plusieurs centaines de blessés. Pour Begin, les agglomérations civiles ne sont plus des sanctuaires et c'est la faute des « terroristes » si des civils (la plus grande partie des victimes selon l'ONU) sont touchés. On se retrouve dans le paradoxe du discours israélien : les terroristes veulent tuer le plus de civils en utilisant la totalité de leurs moyens, l'armée israélienne limite l'usage de sa force mais tue en général de dix à vingt fois plus de civils que les terroristes. Entre le 1er janvier 1980 et le 1er juillet 1981, 21 Israéliens ont été tués dans des actions venant du Liban contre 400 Palestiniens et Libanais (90 % de civils selon l'ONU)[1005].

Tandis que les duels d'artillerie continuent le long de la frontière, Washington expédie d'urgence Habib en Israël. On évoque maintenant une invasion israélienne du Liban-Sud et une guerre ouverte entre Israël et les Palestiniens. Mais, en même temps, l'action israélienne se dégrade dans le monde. Même aux États-Unis, des « amis » d'Israël se dissocient de l'attitude de Begin. Selon une nouvelle règle, plus Israël frappe les Palestiniens, plus la nécessité de prendre en considération le facteur palestinien devient impérative. L'administration Reagan bloque toujours la livraison de nouveaux avions. Certains évoquent une « crise » dans les relations entre les deux pays.

Le facteur le plus important est de nature militaire. Les bombardements israéliens ne réussissent pas à liquider l'artillerie palestinienne. Même si les pertes israéliennes ne sont pas en proportion avec celles infligées au Liban, le Nord du pays est paralysé. Pour la première fois, une partie de la population quitte les agglomérations concernées. Un gouvernement exécutant les affaires courantes et non assuré d'un soutien américain ne peut se lancer dans une nouvelle invasion du Liban.

Brusquement, Begin se montre réceptif aux propositions de Habib en faveur d'un cessez-le-feu. Il n'en reste pas moins que l'affaire est difficile à mener. Ni Israël ni les États-Unis ne veulent traiter avec les Palestiniens, ce qui signifierait les reconnaître, mais en même temps il faut bien qu'ils soient engagés dans le règlement. On passe par l'intermédiaire de la Syrie, de l'Arabie saoudite et de l'ONU. Habib utilise donc la formule diplomatique d'un « cessez-le feu le long de la frontière israélo-libanaise comme premier pas pour ramener le calme dans la région ». Le 21 juillet, le Conseil de sécurité, par la résolution 490, appelle à un arrêt immédiat des attaques armées et Arafat se donne le beau rôle en étant le premier à l'accepter.

L'émissaire américain peut donc annoncer, le 24 juillet, un cessez-le-feu sans énoncer les clauses qu'il contient : « J'ai informé le président Reagan qu'à partir de 13 h 30 heure locale toute action militaire hostile entre les territoires libanais et israélien cessera de part et d'autre[1006]. »

Du fait de l'impossibilité d'évoquer les Palestiniens, il n'est même pas question d'une restriction de leur présence au Liban-Sud. Bien au contraire, ils obtiennent le moyen de renforcer leur artillerie menaçant le Nord d'Israël. En ce qui concerne les missiles de la Bekaa, les Syriens s'engagent à ne pas les utiliser et les Israéliens à se contenter de vols de surveillance au-dessus du territoire libanais. Au dernier moment, les Israéliens ont essayé d'imposer l'extension du cessez-le-feu à l'ensemble du territoire israélien, mais cela a été refusé par les médiateurs. De fait, un attentat commis à proximité de Jérusalem le 29 juillet « n'est pas considéré comme une violation du cessez-le-feu, parce que Israël n'a pas signé l'accord avec l'OLP. Israël a seulement accepté une demande des États-Unis en ce sens, à condition que le Liban s'y engage également » (communiqué du gouvernement israélien du 30 juillet).

Finalement, Arafat apparaît comme le principal vainqueur d'une crise qu'il n'a pas déclenchée. Le bilan de ces quatorze jours serait de 450 tués palestiniens et libanais et 1 600 blessés contre 6 Israéliens tués et 66 blessés. Le chef de l'OLP obtient le moyen de consolider la présence palestinienne au Liban-Sud et est redevenu un interlocuteur acceptable. D'ailleurs, dès le mois d'août 1981, il commence des entretiens discrets avec des personnalités américaines « indépendantes », non officiellement mandatées par leur gouvernement mais rapportant le contenu des discussions à la Maison-Blanche (non au Département d'État, Haig paraissant trop proche des Israéliens).

La poursuite du jeu diplomatique

De fait, certains voient dans le cessez-le-feu le début d'un processus débouchant sur une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. Le premier à le demander est Sadate, qui appelle de Londres, le 3 août, à une reconnaissance mutuelle et simultanée entre Palestiniens et Israéliens. À Washington, le 5 août, il est plus précis et appelle à l'ouverture de discussions directes entre les États-Unis et l'OLP. Alexander Haig rappelle l'exigence préalable de son pays, la reconnaissance d'Israël par l'OLP. L'administration Reagan s'engage seulement à soutenir le processus de Camp David, mais s'abstient en fait de toute initiative. Sa priorité est la question du contrat de vente d'avions à l'Arabie saoudite pour lequel Reagan s'est directement engagé auprès des membres du Congrès et évidemment la conclusion du retrait israélien du Sinaï.

Begin doit faire beaucoup de concessions aux petits partis religieux pour pouvoir former un gouvernement s'appuyant sur une frêle majorité de 61 voix sur 120 à la Knesset. La décision essentielle est de confier le ministère de la Défense à Ariel Sharon. Cette désignation inquiète beaucoup de monde en Israël comme à l'extérieur. Le roi Hussein y voit une menace directe pour son royaume, Sharon ayant appelé à maintes reprises à le transformer en « État palestinien ».

Dans le discours d'investiture du 5 août, la ligne dure est particulièrement marquée. Begin met en garde « tous ceux qui tenteraient d'empêcher l'armée de l'air israélienne d'effectuer des vols de

reconnaissance au-dessus du territoire libanais ». Il affirme que, au terme de la période d'autonomie de cinq ans, Israël demandera l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza qui font « partie intégrante de la patrie historique du peuple juif ».

Alors que Begin, Shamir et Sharon répètent un peu partout qu'Israël ne négociera jamais avec l'OLP, le pays doit faire face à une nouvelle initiative diplomatique arabe. Le 7 août, le prince héritier d'Arabie saoudite, le prince Fahd, rend public ce qui deviendra le « plan Fahd ». Adressé aux États-Unis, il marque l'échec de Camp David. Habile montage des différentes résolutions de l'ONU, ce plan comprend 8 points :

1. Retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967, y compris la Jérusalem arabe.

2. Démantèlement de toutes les colonies de peuplement établies par Israël dans les territoires arabes occupés après 1967.

3. Garantie de la liberté de culte et de la liberté d'accomplir les rites de toutes les religions dans les Lieux saints.

4. Reconnaissance du droit du peuple palestinien [au retour] et dédommagement de tout Palestinien ne désirant pas y retourner.

5. Mise de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sous la tutelle des Nations unies, pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois.

6. Création d'un État palestinien indépendant, avec pour capitale Jérusalem.

7. Reconnaissance du droit de tous les États de la région de vivre en paix.

8. Les Nations unies ou certains États membres se porteront garants de l'application de ces principes.

Le point 7 comprend implicitement la reconnaissance de l'État d'Israël.

Ce plan est immédiatement rejeté par le gouvernement Begin, qui, outre les questions de principe, s'inquiète du rôle de l'Arabie saoudite dans le contexte des discussions au Congrès sur les contrats d'armement. Les réactions arabes et occidentales sont en général prudentes.

Le 17 août, l'administration Reagan lève le gel sur les livraisons de F-16 à Israël. Elle est incapable de dire si Israël a utilisé en Irak et au Liban les avions de fabrication israélienne de façon offensive ou défensive… Il n'est ni nécessaire ni opportun de le déterminer… La priorité est de créer un climat favorable pour les futurs entretiens Begin-Reagan.

Les 25 et 26 août se tient un nouveau sommet Sadate-Begin à Alexandrie. L'atmosphère est constructive. L'Égypte s'engage à reprendre dans un mois les discussions sur l'autonomie et à supprimer tous les obstacles à la normalisation. Israël en a fait la condition pour l'exécution de la dernière phase du retrait du Sinaï. Chacune des parties a simplement confirmé ses engagements antérieurs, ce qui est considéré comme encourageant par Washington…

Le ministère de la Défense israélien a en charge les territoires occupés. Dès son accession à cette fonction, Ariel Sharon a multiplié les déclarations vertueuses. Contrairement à celle de son prédécesseur (Menahem Begin !), sa porte sera toujours ouverte aux notables arabes à qui il rendra régulièrement visite. Il va observer un véritable code de conduite distinguant les éléments séditieux des autres. Il n'y aura plus de châtiments collectifs tels que les couvre-feux. Il s'agit de tout faire pour créer un climat favorable à l'autonomie. L'armée israélienne devra se comporter avec courtoisie et considération envers la population (apparemment, ce n'était pas le cas). Ces déclarations de bonnes intentions sont reçues avec scepticisme par les intéressés.

Sharon proclame aussi son intention d'intensifier la colonisation et l'intégration des territoires à Israël en augmentant la dépendance des populations arabes. Sa première décision concrète est d'interdire l'arrivée des fonds arabes par le moyen du comité mixte palestino-jordanien. Son but est d'empêcher toute forme d'autonomie économique, comme le montre le blocage de toute aide étrangère, américaine ou européenne. Sharon explique publiquement que, dans les trente ans à venir, il y aura un million de Juifs dans un rayon de 10 à 15 miles autour de Jérusalem et 300 000 dans le reste de la Cisjordanie1007.

Sharon a réitéré ses déclarations selon lesquelles la Jordanie est le seul État palestinien. Le roi Hussein voit en lui son adversaire le plus dangereux et mobilise dans ce sens ses partisans en Cisjordanie. Les

bonnes paroles du ministre de la Défense ne doivent pas dissimuler qu'il a réussi à susciter un front uni des pro-OLP et des pro-jordaniens. Il se tourne alors vers les ligues de village, qui, dès la mi-septembre, sont condamnées par le roi Hussein comme étant des créations israéliennes.

En Israël, les religieux orthodoxes tentent d'empêcher des fouilles archéologiques à Jérusalem, car elles risqueraient de violer des sépultures juives antiques. Cela pose le conflit entre la loi religieuse et la loi de l'État. Ces fouilles, qui sont contraires aux conventions de Genève sur les territoires occupés (d'où leur condamnation par l'Unesco), permettent la découverte d'un tunnel partant du Mur des lamentations et passant sous l'esplanade des Mosquées (le Haram al-Sharif). Les autorités religieuses islamiques y voient la volonté de profaner les Lieux saints musulmans, voire de s'en emparer, d'où un grand mouvement de protestations et la montée de la tension.

Le 7 septembre, Begin commence une visite officielle aux États-Unis. Les entretiens avec les responsables américains portent sur la question des ventes d'armes. Reagan assure à son visiteur que le contrat saoudien contribuera à faire participer l'Arabie saoudite au processus de paix. Le président américain semble persuadé que le royaume sera le prochain pays arabe à conclure un accord de paix avec Israël. Il trouve en tout cas beaucoup de mérites au plan Fahd. Le Premier ministre s'oppose courtoisement au président américain et s'engage à ne pas faire campagne sur ce sujet lors de son séjour aux États-Unis. Reagan multiplie les déclarations chaleureuses envers Israël : « Soyez certain que la sécurité d'Israël est l'un des principaux objectifs de ce gouvernement et que nous considérons Israël comme un allié dans notre recherche de stabilité dans la région. »

Politiquement, cela se traduit par le projet de conclure un accord de coopération stratégique entre les deux pays, intensifiant les relations militaires avec éventuellement un pré-positionnement de matériel voire l'utilisation par les États-Unis de bases aériennes israéliennes. Begin le définit comme une collaboration contre l'expansionnisme soviétique et non contre les Arabes qu'Israël peut combattre seul. Reagan charge son secrétaire à la Défense, Weinberger, d'en discuter les détails avec Sharon.

Mais Weinberger, qui a pris ouvertement position contre le raid sur Osirak puis celui contre l'OLP, a plutôt l'intention d'en diminuer l'importance.

Begin, dans ses entretiens avec le Congrès, ne respecte pas son engagement de ne pas critiquer publiquement le contrat saoudien, ce qui met Reagan en colère. Le président est décidé à montrer qui est le chef. Le 1er octobre, dans une conférence de presse, il rappelle que ce n'est pas l'affaire des autres nations de déterminer la politique étrangère américaine[1008]. Aux sénateurs républicains, il expliquera en privé qu'ils doivent choisir entre leur loyauté envers leur président et celle envers Israël[1009].

Avec les autres responsables américains, la question du Liban a été abordée. Il semblerait que les Américains aient envisagé un plan général de règlement comprenant le redéploiement des forces syriennes dans la Bekaa, le retrait des Israéliens et des Palestiniens du Liban-Sud qui passerait sous le contrôle de l'armée libanaise, cette dernière intégrant dans ses rangs l'ALS. Une telle perspective a tout pour déplaire à Begin.

À la fin de son séjour, les responsables américains acquièrent la conviction que Begin prépare une invasion du Liban. Reagan dépêche Haig à New York pour lui demander de s'en abstenir. Begin s'y engage, à moins d'y être forcé par les circonstances[1010].

Les négociations tripartites sur l'autonomie palestinienne reprennent le 23 septembre 1981, après un an d'interruption. On se donne pour objectif d'arriver à un accord avant le 26 avril 1982, date de la fin de l'évacuation du Sinaï. En dehors de cette bonne résolution, on se félicite de la décision prise par Sharon de dissoudre le gouvernement militaire de la Cisjordanie et de le remplacer par une administration civile, ce qui, sur le terrain, ne change absolument rien. Le gouverneur civil dépendrait directement du Premier ministre israélien et serait en charge de toutes les affaires administratives gérées sous son autorité par des civils israéliens et arabes. La personne désignée est Menahem Milson, un professeur de littérature arabe à l'université hébraïque de Jérusalem et ancien conseiller du gouvernement militaire. Son rattachement au Premier ministre est fictif, il dépend essentiellement du ministre de la Défense.

Violences et guerres de l'ombre

La volonté de Saddam Hussein de devenir le chef de file des opposants à la politique de Sadate puis la guerre avec l'Iran lui imposent la nécessité d'apparaître plus « respectable », c'est-à-dire de prendre des distances avec le terrorisme comme moyen politique. Il a ainsi progressivement limité la marge de manœuvre d'Abou Nidal. Ce dernier a compris qu'il fallait retirer ses forces d'Irak. Il est entré en contact avec son ancienne cible, le régime baathiste syrien, et lui a fait des offres de service. Il est plutôt bien accueilli dans le contexte de la guerre civile qui oppose le régime aux Frères musulmans accusés de disposer du soutien clandestin de la Jordanie et de l'Irak. Tout en maintenant des contacts avec l'Irak, le mouvement reçoit l'autorisation de s'implanter en Syrie et au Liban, le tout sous une stricte surveillance du régime de Damas (second semestre 1981).

Si la Syrie offre des facilités, elle ne fournit pas de subsides. Pour alimenter ses caisses, le mouvement exerce diverses intimidations et chantages à l'attentat à destination des pays du Golfe, qui doivent payer pour assurer leur sécurité. Par ailleurs, Abou Nidal poursuit sa guerre contre la direction du Fatah et de l'OLP considérée comme trop modérée, donc traître à la cause.

Le 1er juin 1981, le représentant de l'OLP à Bruxelles, Naïm Khader, est assassiné à bout portant par un individu « de type moyen-oriental ». C'était un participant actif du dialogue euro-arabe, partisan d'une solution politique comprenant deux États et organisateur des réunions avec les pacifistes israéliens. Il aurait même tenté d'entrer en relation avec l'ambassade d'Israël pour trouver un *modus vivendi* dans les affaires libanaises. L'OLP accuse immédiatement les services israéliens d'être les auteurs de cet assassinat.

Le 2 août 1981, Abou Daoud, séjournant en Pologne, est victime d'un attentat où il est grièvement blessé de cinq balles. L'intéressé reconnaît parmi ses agresseurs un membre du groupe Abou Nidal. L'enquête ultérieure de l'OLP, fondée sur l'interrogatoire dans les années 1990 de l'assassin, aurait déterminé qu'il s'agissait d'un Palestinien recruté par les Israéliens et infiltré dans le groupe Abou Nidal. De fait, les Israéliens

n’avaient pas les moyens de mener des opérations de l’autre côté du rideau de fer. Il est à noter que la radio israélienne avait attribué les attentats contre Khader et Abou Daoud à des Palestiniens…

S’appuyant sur cet élément et d’autres indications du même genre, plusieurs responsables de l’OLP sont persuadés que, pour le moins, le groupe Abou Nidal aurait été infiltré, voire manipulé par les services israéliens après le relâchement de ses relations avec l’Irak de Saddam Hussein. Certains vont même jusqu’à dire que ces derniers auraient pu commanditer des opérations comme l’assassinat systématique des « modérés » de l’OLP dont Naïm Khader. Cela ne veut pas dire que toutes les actions du groupe à partir du début des années 1980 auraient été inspirées par Israël, en particulier les attentats contre des personnalités ou des groupes juifs en Europe. C’est le cas de l’attaque de la synagogue de Vienne, le 29 août, qui fait 2 morts et 18 blessés. Cette fois, le gouvernement israélien accuse directement l’OLP et non d’autres Arabes ou Palestiniens.

L’élément intriguant reste qu’aucune opération dite de représailles n’a été montée par les Israéliens contre le groupe Abou Nidal, mais il n’en est pas moins vrai que ce type de représailles n’ont visé que des attaques contre des Israéliens juifs et non celles visant des Juifs non-israéliens (dans la mesure où on arrive à discerner les logiques de ces guerres secrètes…).

Du côté du Liban, Bachir Gemayel a pu se rendre au début du mois d’août aux États-Unis. Il est reçu par des responsables de différents niveaux. On s’accorde sur le principe d’obtenir un retrait syrien mais sans pouvoir en déterminer les modalités. Concrètement, les États-Unis fourniront un financement et des armements aux Forces libanaises, qui ont maintenant une relation directe avec la CIA.

La conséquence du cessez-le-feu est que le Liban-Sud est la seule région à peu près calme durant un mois d’août marqué surtout par des affrontements entre Amal et le Parti communiste. Le ministre français des Affaires étrangères, Claude Cheysson, se rend à Beyrouth à la fin d’août pour marquer la solidité des relations entre la France et le Liban. À cette occasion, il rencontre Yasser Arafat, mais au domicile du Premier ministre libanais et non dans un bâtiment officiel, contrairement à Jean

Sauvagnargues sept ans auparavant. Cette entrevue n'a duré qu'une demi-heure et n'a rien apporté de nouveau, selon les mots mêmes du ministre français. Pour calmer les protestations véhémentes des Israéliens, Mitterrand reçoit ensuite l'ambassadeur d'Israël pendant une heure et demie.

Le 4 septembre, à proximité de la résidence des Pins, le véhicule de l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, est bloqué par un autre véhicule d'où sortent deux hommes armés qui tentent d'ouvrir la portière verrouillée de celui de l'ambassadeur. N'y parvenant pas, les assaillants tirent alors à bout portant 17 coups de feu. Grièvement blessé et transporté immédiatement dans un hôpital par son chauffeur, l'ambassadeur décède une heure après.

De l'avis général, il s'agit d'une tentative d'enlèvement qui a « mal tourné ». Si, pour la forme, les milieux progressistes accusent Israël, les soupçons s'orientent soit vers la Syrie voulant marquer que le Liban est devenu sa chasse gardée, soit vers un groupe chiite plus ou moins commandité par l'Iran dans le contexte où la France est devenue le lieu d'exil des principaux opposants à la République islamique (le 29 juillet, Bani Sadr et Mahmoud Radjavi se sont réfugiés en France où se trouve déjà Shapour Bakhtiar). Cette seconde hypothèse, considérée comme plus plausible, n'interdit pas une complicité tacite des Syriens (un poste de l'armée syrienne se trouvait à proximité du lieu de l'incident).

Voitures piégées et terrorisme de diverses formes, causant des dizaines de victimes, ponctuent un mois de septembre sans grand espoir au Liban. Si ces actes sont pris pour des « signaux », leur signification reste difficile à déchiffrer.

L'automne de la colère

Face aux difficultés intérieures des régimes baathistes, qui tournent à la guerre civile, Sadate s'est donné le luxe de prétendre que l'Égypte est une démocratie. Il a instauré une sorte de pluralisme organisé avec une opposition acceptée du moment qu'elle n'a pas de chances d'accéder au pouvoir. Le parti majoritaire, le Parti national démocratique, contrôle tous

les leviers de l’État et est avant tout un instrument chargé d’encadrer la société.

Les accords de Camp David et la rupture avec le monde arabe ont provoqué un grand désarroi dans les esprits auquel n’arrive pas à remédier le discours de L’Égypte d’abord. La réislamisation encouragée par le régime profite surtout aux Frères musulmans. La presse d’opposition a violemment critiqué la paix avec Israël, dépassant le rôle qui lui a été imparti. Elle se trouve soumise à une dure répression, mettant fin à une époque de relative liberté d’expression. La révolution iranienne pousse à la constitution d’une sorte de front d’opposition regroupant les nassériens, les libéraux et les islamistes, danger intolérable pour le régime. Cette coalition hétéroclite se désagrège en contrecoup de l’élimination des forces laïques en Iran, mais ce n’est pas la fin de la contestation. Les islamistes radicaux multiplient les actions violentes, en particulier au détriment des Coptes, qui protestent vigoureusement.

Les affaires Osirak puis le bombardement de Beyrouth mettent en danger un Sadate, qui au nom de la raison d’État, ne voulant rien faire qui puisse compromettre la récupération de l’intégrité du Sinaï, se trouve paralysé face aux actions israéliennes. La montée générale d’un intense sentiment nationaliste combinant l’antisionisme, l’antiaméricanisme, l’anti-impérialisme et le discours religieux peut laisser croire à la constitution d’une atmosphère semblable à celle qui a précédé la révolution iranienne. La tension confessionnelle dégénère en affrontements sanglants entre musulmans et Coptes. La diaspora copte en Occident se solidarise avec la cause des chrétiens d’Égypte. En visite officielle à Washington en août 1981, Sadate a la désagréable surprise de voir des manifestations de protestations coptes. Il a le sentiment que les États-Unis sont prêts à le laisser tomber comme ils ont abandonné le shah deux ans plus tôt. L’administration Reagan ne lui accorde pas les mêmes égards que l’administration Carter (il lui a fallu attendre huit mois pour être invité dans la capitale fédérale) et ne semble pas faire du processus de paix une priorité. L’Arabie saoudite apparaît, au grand mécontentement des responsables égyptiens et israéliens, comme le principal partenaire des États-Unis.

Ne voyant pas le fossé en train de se creuser entre l'opposition religieuse et laïque, Sadate décide de se lancer dans une épreuve de force. Le 2 septembre 1981, 1 536 opposants de toutes les tendances sont arrêtés. Le pape (patriarche) copte est mis en résidence surveillée dans un monastère. L'ensemble des mosquées passe sous contrôle gouvernemental. Si le président évoque un vaste complot fomenté par les Soviétiques alors qu'il craint plutôt un lâchage américain, sa perspective est de tout faire pour assurer la fin de l'évacuation israélienne. Son intention est de libérer les opposants après la date fatidique du 26 avril 1982. Il aurait même envisagé, une fois sa mission historique achevée, de quitter le pouvoir au profit de son vice-président, Housni Moubarak.

Un référendum est hâtivement organisé, le 10 septembre, pour approuver les mesures de répression. Selon les résultats officiels, les approbations se montent à 99,45 %. Il n'y aurait que 60 273 opposants à la politique de Sadate. Pour l'intéressé, il s'agit essentiellement de Frères musulmans qui se sont « répandus parmi les jeunes, sèment la terreur dans les universités, terrorisent le peuple et veulent voir un nouveau Khomeini en Égypte ». La véhémence avec laquelle Sadate s'en prend aux différents opposants inquiète jusqu'à ses proches. Il a donné l'impression de perdre le contrôle de soi.

C'est la répression qui a donné le signal à un groupe islamiste infiltré dans l'armée pour organiser l'assassinat de Sadate doublé d'un soulèvement populaire qui partirait de la ville d'Assiout.

Le 6 octobre, le président est assassiné lors de la parade militaire célébrant la guerre d'octobre ; le chef du commando est un jeune officier, Khalid al-Islambouli. L'état d'urgence est immédiatement proclamé dans le pays. La tentative de soulèvement d'Assiout est rapidement écrasée. Moubarak est désigné comme Premier ministre et candidat unique à la présidence par le Parlement.

Les obsèques de Sadate sont célébrées, le 10, en présence de personnalités occidentales (les anciens présidents Nixon, Ford et Carter, Kissinger, Haig, Mitterrand) avec des précautions exceptionnelles de sécurité. Les personnalités arabes (seuls Oman, la Somalie et le Soudan sont représentés) sont absentes ainsi que le peuple égyptien. Le contraste est flagrant avec les millions d'Égyptiens venus pour les funérailles de

Nasser. Begin préside la délégation israélienne (la télévision égyptienne ne la montre pas). Dans le monde arabe, la presse a plutôt célébré l'attentat et qualifié les comploteurs de héros. Les Palestiniens en particulier ont manifesté leur joie.

Alexander Haig a obtenu des parties prenantes l'engagement de respecter le calendrier prévu d'application des accords. Dans son entretien avec Begin, il a une nouvelle fois rejeté le projet israélien d'invasion du Liban. Pour les Américains, la disparition de Sadate est un coup très dur qui risque de remettre en cause toutes leurs positions dans la région. Ils vont tout faire pour consolider le régime d'Housni Moubarak et donc le soutenir dans la question du respect des engagements tenus. L'aide militaire à l'Égypte et au Soudan est considérablement augmentée. Celui qui a la vision la plus lucide et qui a le tort de l'exprimer publiquement est Claude Cheysson, qui déclare que la disparition du président Sadate lève un obstacle au rapprochement interarabe, indispensable à l'instauration d'une paix au Proche-Orient. De leur côté, les anciens présidents Carter et Ford considèrent comme inévitable l'ouverture d'un dialogue entre l'OLP et les États-Unis, ce qui contraint Haig à réaffirmer que la politique de son pays n'a pas changé. Arafat fait immédiatement savoir qu'il « apprécie » le plan Fahd et qu'il accepte le principe de la coexistence avec Israël. Il ajoute que Sadate a été assassiné parce que les États-Unis l'ont forcé à faire trop de concessions. Le parti Baath syrien (et non la Syrie) condamne le plan Fahd, et ses alliés palestiniens (Sa'iqa, FPLP, FPLP-CG) critiquent les prises de position d'Arafat.

De leur côté, les ministres des Affaires étrangères de l'Europe des Dix décident d'« explorer plus à fond les propositions saoudiennes en vue d'un règlement global de la crise au Proche-Orient ». Quelques jours après, plusieurs pays européens, dont la France, acceptent de participer à la constitution de la force multinationale dans le Sinaï, ce qui permet de lever l'un des derniers obstacles au retrait israélien. Il n'en reste pas moins que les pays européens refusent d'endosser le traité de Washington et s'en tiennent à la déclaration de Venise.

Le 13 octobre, un référendum confirme l'élection de Moubarak avec 98,46 % des suffrages. La répression s'abat sur les milieux islamistes tandis que l'armée et l'administration sont épurées. Moubarak travaille à

constituer un consensus national afin d'isoler les islamistes radicaux. Le 21 octobre, comme prévu, les discussions tripartites sur l'autonomie palestinienne reprennent. Moubarak demande à Israël de montrer plus de souplesse dans ce dossier.

L'affaire du contrat d'armements à l'Arabie saoudite, d'une valeur de 8 milliards de dollars, est devenue le principal sujet de politique intérieure[1011]. Reagan a mis tout son poids politique dans la balance. L'Arabie saoudite a chargé le prince Bandar d'organiser le *lobbying* après des responsables américains. Bien évidemment, le complexe militaro-industriel fait sentir son poids (on dit que les principales firmes de production d'armement ont établi une usine dans chaque État américain afin de peser sur les parlementaires américains). Le suspense dure jusqu'au bout.

Finalement, le 28 octobre, le Sénat donne son approbation par 52 voix contre 48. C'est une victoire majeure pour Reagan. Mais, pour l'AIPAC et les amis d'Israël, ce n'est qu'un revers. Il est peu probable que la présidence s'engage une nouvelle fois dans une telle entreprise. Pour Israël, le principal danger réside maintenant dans le plan Fahd, qui paraît très attractif dans les milieux occidentaux, au moins comme point de départ.

L'avenir des territoires occupés

Sentant le sens du vent, Hussein abandonne ses réticences à propos du plan saoudien et fait savoir son approbation à l'occasion de sa visite de prise de contact à Washington le 2 novembre. Le contact personnel avec Reagan est bon, mais le roi est atterré de la méconnaissance des affaires de la région du président. Il a tâché de lui faire comprendre que, tant qu'il n'y aura pas de solution au problème palestinien, pour les Arabes l'ennemi n° 1 sera Israël et le n° 2 les États-Unis, mais Reagan paraît plus intéressé par la question de la pêche en mer Morte (où il n'y a pas de poisson)[1012]. Au lendemain de sa visite, Reagan fait une déclaration marquant sa préférence pour une Jérusalem unifiée sous contrôle israélien. L'entourage du président doit d'urgence faire une clarification selon laquelle la

position des États-Unis n’a pas changé, mais le dommage est fait. Le monarque ne croit plus en une initiative américaine favorable aux Arabes.

L’Arabie saoudite fait campagne auprès des autres États arabes en faveur de son plan : « Ceux qui rejettent le plan Fahd se placent dans le même camp qu’Israël. » Il s’agit de préparer le sommet arabe prévu à Fès à la fin novembre. Pour apaiser les radicaux, on précise que la reconnaissance du droit d’Israël à exister n’aura lieu qu’après la constitution de l’État palestinien et la fin de l’état de belligérance – elle en est la conséquence logique. Il n’y a pas d’État palestinien sans l’OLP.

Pour Begin

> un pays médiéval du désert, fort de ses pétrodollars, avance un prétendu plan de paix. Nous disons avec vigueur que ce plan, malgré les commentaires favorables à Washington et en Europe, ne peut servir de base à un règlement de paix au Proche-Orient. Il faut appliquer les accords de Camp David.

Selon lui, ce plan rappelle les anciennes initiatives arabes destinées à détruire Israël par étapes.

Les progressistes arabes sont eux aussi hostiles au plan. L’opposition est menée par l’Algérie et la Libye tandis que la Syrie multiplie les expressions publiques de réticence. Arafat reprend ses tergiversations, il accueille favorablement mais avec des réserves. L’Iran révolutionnaire organise des manifestations de protestation, conspuant le prince Fahd et demandant l’exécution d’Arafat, « mercenaire américain ».

Le pré-sommet réunissant les ministres des Affaires étrangères montre l’intention des radicaux de s’opposer à l’adoption du plan (22-23 novembre 1981). Le sommet dure moins d’une demi-journée, le 25 novembre. Devant l’ampleur des divisions, le roi Hassan II préfère « ajourner » la reprise des débats. C’est un camouflet sans précédent pour l’Arabie saoudite, mais si les radicaux pavoisent, leurs intentions ou leurs moyens de mener la lutte armée restent avant tout du domaine de la gesticulation. Les Arabes n’ont aucune solution politique ou militaire à proposer. Quant aux Américains, ils se félicitent de l’échec de cet embarrassant plan, mais s’inquiètent du déclin de l’influence régionale de l’Arabie saoudite.

La déclaration de Venise et le plan Fahd avaient ouvert la voie à d'autres projets que celui proposé à Camp David. Pour mieux les contrer, la diplomatie israélienne s'attache à la lettre du traité de Washington et refuse toute autre éventualité. Pendant un moment, les différentes suspensions imposées par l'Égypte aux discussions sur l'autonomie allaient plutôt dans la ligne de la stratégie israélienne, céder sur le Sinaï pour avoir les mains libres en Cisjordanie et à Gaza. Mais plus on se rapproche de la date limite de l'évacuation, plus la perspective se renverse : Israël aura cédé le Sinaï sans aucune reconnaissance juridique de ses revendications sur les autres territoires occupés.

L'assassinat de Sadate a paru mettre en danger tout le processus de paix. La détermination affichée par Housni Moubarak de poursuivre la politique de son prédécesseur a tranquillisé le gouvernement israélien, mais non une partie de la classe politique. Rabin, en tant que personnalité majeure de l'opposition, appelle à un réexamen du processus de paix. Il suggère la tenue d'un sommet tripartite Reagan-Moubarak-Begin destiné à renouveler les engagements pris. Le moindre refus, égyptien ou américain, impliquerait de reconsidérer le traité de Washington.

Cette perspective révisionniste a aussi des partisans dans la majorité gouvernementale. Begin a répondu qu'il a confiance en Moubarak. À la session suivante des discussions sur l'autonomie, les 11 et 12 novembre, il a obtenu une déclaration tripartite d'adhésion au cadre fixé par les accords de Camp David.

Begin doit aussi prendre en considération qu'aussi bien à droite qu'à gauche beaucoup considèrent que le projet d'autonomie, aussi limité qu'il soit aux personnes, est trop libéral et ouvre une perspective d'autodétermination palestinienne. Après la mi-novembre 1981, il considère qu'il est préférable de ne pas avoir d'accord avec l'Égypte parce qu'un accord risquerait d'emporter sa frêle majorité parlementaire.

Les États-Unis envoient des signaux contradictoires. Haig voit dans la question palestinienne l'obstacle principal à son grand projet de coalition moyen-orientale contre l'Union soviétique. Si l'Égypte signe un accord sur l'autonomie, on pourra enfin se consacrer aux choses essentielles. Il envisage de conditionner l'évacuation du Sinaï à la conclusion préalable d'un accord sur l'autonomie. Il faut que ses subordonnés se coalisent pour

lui faire comprendre que cela risquerait de faire perdre le seul grand acquis américain dans la région, les accords de Camp David ; Reagan porterait la responsabilité d'être le président américain qui a perdu le traité égypto-israélien gagné par Carter[1013].

Le gouvernement Begin doit donc faire le pari que l'Égypte respectera l'intégralité de ses engagements après le 25 avril. A la suite des premiers retraits de 1979, l'agitation des colons du Sinaï s'était apaisée à la suite de promesses de dédommagements substantiels. De surcroît, Sharon offrait au Goush Emounim de vastes perspectives de colonisation en Cisjordanie. Aux élections de 1981, les extrémistes de droite rejetant le traité avec l'Égypte n'avaient obtenu qu'un faible score. À partir du début du mois de septembre, le mouvement « Arrêter le retrait » lance une vaste campagne d'agitation. La passivité du gouvernement laisse croire que Begin approuve leur action. En fait, il hésite entre une évacuation des colons immédiate ou au mois d'avril. L'assassinat de Sadate apparaît aux intéressés comme un signe divin que le gouvernement ne peut pas ignorer.

L'hésitation du gouvernement encourage les colons à renforcer leur nombre dans la ville colonie de Yamit. Les autorités laissent faire, voire fournissent des services sociaux aux nouveaux arrivants. Cette attitude s'explique par le désir de retarder les affrontements et de maintenir la question du retrait du Sinaï ouverte, au moins comme moyen de pression sur l'Égypte.

Pour Begin et Sharon, la Cisjordanie constitue l'essentiel. Ils ont tout fait, avant les élections, pour multiplier les faits accomplis irréversibles. La désignation d'une administration civile confiée au professeur Menahem Milson a pour corollaire de déraciner l'influence de l'OLP. Après les déclarations de bonnes intentions du début, il s'agit de mener une politique de la main de fer contre la direction terroriste de l'OLP en Judée-Samarie ; si les gens sont pro-OLP, ce sont des terroristes antisémites qui veulent la destruction de l'État d'Israël[1014].

Les hostilités commencent dès le 2 novembre, lendemain de l'intronisation de Milson et date anniversaire de la déclaration Balfour. Les manifestations menées par les étudiants sont durement réprimées, et l'université de Bir Zeit est fermée par les militaires israéliens. Les incidents se multiplient dans toute la Cisjordanie. Arborer un drapeau

palestinien devient un motif d'arrestation. Les maisons de quatre jeunes gens accusés d'avoir lancé des cocktails Molotov contre l'armée israélienne sont détruites. Les punitions collectives comme les couvre-feux et de lourdes amendes individuelles se multiplient. La presse de Jérusalem est interdite dans les territoires. Parallèlement, on procède à de nouvelles confiscations de terres.

En même temps, Menahem Milson multiplie les encouragements aux ligues de village. Mais leurs chefs passent aux yeux de tous comme des collaborateurs. Les paysans sont d'autant moins enclins à les suivre qu'ils sont inquiets des progrès de la colonisation. Enfin, les autorités jordaniennes les combattent vigoureusement, les mettant hors la loi.

Dans la bande de Gaza, la tension monte aussi. La population proteste contre l'imposition de la TVA alors qu'elle n'a aucun contrôle sur l'utilisation des revenus des impôts. Une grève générale de plusieurs jours, au début du mois de décembre, met fin à l'apathie qui avait suivi la très dure répression de 1970. L'armée israélienne brise brutalement la grève.

Si les États-Unis déplorent les événements qui se déroulent dans les territoires occupés, ils ne vont pas plus loin dans ce sens. Le 30 novembre, le Mémorandum de coopération stratégique *(Memorandum of Understanding on Strategic Cooperation)* entre les deux pays est signé par Weinberger et Sharon. Son statut juridique lui permet d'éviter la ratification parlementaire. Il est justifié par la menace contre la paix et la sécurité de la région que constitueraient l'Union soviétique ou des forces contrôlées par elle. Il ne vise pas un État ou groupe d'États de la région, il est de nature défensive contre cette menace extérieure. Il prévoit une coopération militaire avec des manœuvres militaires conjointes et périodiques ainsi que le libre accès aux infrastructures militaires de l'autre partie. Sharon a fait miroiter à ses interlocuteurs américains le prépositionnement de matériel de guerre américain en Israël, permettant d'intervenir en quarante-huit heures en Arabie saoudite en cas de menaces sur le Golfe[1015]. Cet accord a un contenu essentiellement politique : apaiser les Israéliens après le contrat saoudien et avancer dans la voie du consensus stratégique entre les alliés des États-Unis dans la région. On attend d'Israël qu'il ne prenne pas d'initiative intempestive du genre bombardement de Beyrouth ou d'une centrale nucléaire arabe. Les

demandes israéliennes essentielles, comme l'accès direct aux informations des satellites d'observation américains ou la fabrication conjointe de matériel militaire, ont été rejetées. Le dépôt de matériel militaire est renvoyé à la décision d'un conseil de coordination militaire et aux groupes de travail établis entre les deux ministères de la Défense.

Les stratèges américains savent que, du point de vue militaire, c'est un non-sens. La vraie coopération militaire est celle menée entre la Force d'action rapide et l'armée égyptienne, concrétisée par les manœuvres Bright Star dans le désert égyptien, qui d'année en année prend une ampleur croissante. Quant au prépositionnement, il est inclus implicitement dans les contrats d'armement saoudiens sous forme de conseillers américains. Surtout, les Saoudiens proportionnent leurs infrastructures en fonction d'une force armée considérablement supérieure à celle que représente leur armée. On s'en rendra compte en 1990-1991.

Bien évidemment, les radicaux arabes condamnent cet accord avec véhémence. Les alliés arabes marquent leur désenchantement et leur amertume. Ils n'ont pas obtenu ce qui leur paraissait essentiel, une prise de distance entre les États-Unis et la politique israélienne.

L'opposition travailliste rejette l'accord, qui, loin de renforcer la sécurité d'Israël, fait de l'Union soviétique un ennemi désigné de l'État hébreu. Rabin, à la Knesset, fait une critique vigoureuse du texte qui n'englobe pas la menace d'une coalition arabe contre Israël mais qui l'implique en cas de révolution prosoviétique en Arabie saoudite ou pro-occidentale en Irak. La droite nationaliste le rejette aussi du fait de la limitation de la liberté de manœuvre israélienne : pour le bombardement d'Osirak, il aurait fallu consulter préalablement les Américains. L'opinion publique, elle, est sensible au renforcement des liens avec le protecteur américain.

Inquiète du risque de dégradation de la situation au Liban avec des affrontements entre l'ALS et les Forces communes qui mettraient fin au cessez-le-feu, la diplomatie américaine a renvoyé Philip Habib faire une tournée dans la région au début du mois de décembre. Il développe un plan de retrait graduel des forces palestiniennes du Liban-Sud contre des concessions équivalentes de la part des Israéliens. En Israël, Sharon évoque la possibilité d'une intervention militaire israélienne limitée au

Liban qui ne conduirait pas à une confrontation avec les Syriens[1016]. Ce serait une action forte et rapide qui causerait de telles pertes aux 15 000 terroristes armés qu'ils cesseraient d'être un facteur militaire ou politique. Elle devrait avoir lieu à proximité de l'élection présidentielle libanaise du mois d'août 1982 afin que le Parlement libanais puisse « librement » désigner le nouveau président qui conclurait ensuite la paix avec Israël. Selon la nouvelle interprétation de Sharon, le cessez-le-feu comprend toutes les activités palestiniennes. Toute attaque contre un Juif dans le monde constituerait une violation du cessez-le-feu. Il présente cela comme sa vision personnelle, qui n'a pas encore été approuvée par le gouvernement. Habib hausse le ton : on est au XXe siècle, on ne peut envahir un pays, répandre la destruction et tuer des civils. La guerre avec la Syrie serait inévitable et mettrait en feu toute la région[1017].

À cette date, l'état-major israélien a préparé trois schémas d'opérations, le premier allant jusqu'à Saïda, le deuxième comprenant une confrontation avec les forces syriennes dans la Bekaa et le troisième une guerre contre la Syrie dans l'ensemble de l'espace libanais et une campagne d'éradication des « terroristes » à Beyrouth. À son retour à Washington, Habib prévient ses supérieurs du risque de guerre, mais leur réaction reste faible. On se contente de faire transmettre à Arafat, par l'Arabie saoudite, le pressant conseil d'éviter tout incident avec les Israéliens. En fait, la stratégie de Sharon est d'annoncer ses intentions aux Américains par des allusions répétées. Ils ne pourront pas dire qu'ils n'ont pas été informés, et la mollesse de leur réaction apparaîtra comme un acquiescement. Quant à Habib, sa mission terminée, il retourne à sa retraite.

François Mitterrand est toujours décidé à rétablir des relations de confiance avec Israël. Les 7 et 8 décembre, Claude Cheysson est en visite officielle en Israël. Il s'agit de parler à l'un comme aux autres des mêmes projets dans les mêmes termes. Les conversations sont franches. Pour Cheysson, l'avenir du peuple palestinien est une condition essentielle d'un règlement qui doit être obtenu par la voie des négociations. L'OLP doit être l'un des partenaires de cette négociation qui doit aboutir à un État palestinien. C'est aux parties intéressées de régler leurs affaires. Il n'y a pas et ne peut y avoir d'initiatives, européenne ou autre. La déclaration de Venise ne fait qu'énumérer des principes maintenant dépassés par les

développements ultérieurs. Pour Shamir, la Jordanie est l'État palestinien, Camp David assure le « statut personnel » des Arabes de Judée-Samarie. Les déclarations de Cheysson mettant fin à la déclaration de Venise permettent de lever les obstacles à la participation de pays européens à la force multinationale dans le Sinaï.

Le 9 décembre, Mitterrand, dans un entretien à la télévision, rappelle sa vision de la question palestinienne : « Il ne m'appartient pas de définir exactement sur la carte quelles sont les limites géographiques de l'entité palestinienne. On discute : Jordanie, Cisjordanie… ce sont les négociateurs qui décideront. » Cet abandon de la position française de retrait de tous les territoires occupés, voire cet appel au renversement de la monarchie hachémite, provoque la fureur des Palestiniens et l'indignation des Jordaniens. La brouille entre la France et la Jordanie va durer plusieurs années.

Devant la montée des réactions hostiles dans le monde, Cheysson essaye de sauver la situation en expliquant qu'il s'agit de malentendus, que la position française c'est Camp David plus l'OLP avec qui il faudra bien négocier. Les Israéliens font savoir qu'ils s'en tiennent aux propos du président et non à ceux de son ministre des Relations extérieures.

En Israël, Begin est hospitalisé depuis une quinzaine de jours à la suite d'une chute et a laissé au gouvernement la gestion des affaires courantes. Le 13 décembre, l'attention mondiale est concentrée sur la Pologne où l'on vient de proclamer l'état de siège et l'interdiction du mouvement Solidarité. Le lendemain, Begin convoque ses ministres et leur propose un projet de loi étendant la législation israélienne sur le Golan, c'est-à-dire l'annexant à Israël. Il passe immédiatement en procédure d'urgence à la Knesset. La loi est votée par 63 voix contre 21, la plupart des travaillistes s'abstenant (Peres et Rabin se trouvent en voyage à l'étranger). Shamir commente : « On ne peut pas annexer quelque chose qui vous appartient. »

La réprobation mondiale est immédiate. François Mitterrand, qui tient à sa visite d'État en Israël toujours retardée par la succession des événements, limite les réactions françaises. La réaction américaine est la plus ferme. Weinberger exige que l'on sanctionne Israël alors que Haig voudrait que l'on agisse avec retenue. Reagan décide un compromis entre

ses deux secrétaires. Les États-Unis votent la résolution 497 du Conseil de sécurité, le 17 décembre 1981 :

> Le Conseil de sécurité, réaffirmant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible, conformément à la Charte des Nations unies, aux principes du droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité
>
> – *décide* que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans les hauteurs du Golan syrien occupé est nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international,
>
> – *exige* qu'Israël, puissance occupante, rapporte sans délai sa décision,
>
> – *déclare* que toutes les dispositions de la convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, continuent de s'appliquer au territoire syrien occupé par Israël depuis juin 1967,
>
> – *prie* le secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution dans un délai de deux semaines et décide qu'au cas où Israël ne s'y conformerait pas, le Conseil de sécurité se réunirait d'urgence, au plus tard le 5 janvier 1982, pour envisager de prendre les mesures appropriées conformément à la Charte des Nations unies.

L'application du mémorandum de coopération stratégique est suspendue ainsi que des accords commerciaux. Furieux, Begin convoque l'ambassadeur américain Sam Lewis, un grand ami d'Israël, et déverse sa bile : les Etats-Unis, qui ont tué des milliers de civils lors de la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre du Vietnam, n'ont pas à donner de leçons à Israël qui n'est pas un État vassal, une république bananière[1018].

Les Israéliens rendent immédiatement publics ces propos repris dans la presse internationale. Reagan y voit la volonté de mobiliser la communauté juive américaine contre son administration en l'accusant d'antisémitisme et de trahison[1019], mais il est confiant dans sa popularité. De fait, la position de l'administration – les États-Unis ont un engagement historique envers Israël dont ils demeurent le plus ferme soutien et cet engagement ne saurait dispenser Israël du respect de la loi internationale

ni permettre au gouvernement israélien d'agir à l'encontre des intérêts des États-Unis – est approuvé par l'opinion publique. On ne note pas de protestation majeure, ni dans la communauté juive ni au Congrès.

La vivacité de la réaction américaine s'explique aussi par la crainte que Begin et Sharon ne profitent de la situation pour envahir le Liban-Sud. Le 20 décembre, juste après l'algarade avec Sam Lewis, Sharon présente pour la première fois au gouvernement son plan d'action au Liban. L'armée israélienne irait jusqu'aux faubourgs de Beyrouth puis coordonnerait ses opérations avec les Forces libanaises, éventuellement en débarquant des troupes à Jounieh. La majorité du gouvernement y est hostile, mais Begin est convaincu[1020].

Le 28 décembre, David Kimche, un ancien des services secrets devenu directeur général des Affaires étrangères, est envoyé secrètement en conciliation à Washington. Il explique que le plan d'invasion n'est qu'un scénario possible et non nécessairement un plan opérationnel. Israël n'agira que pour répondre à une agression. Haig rappelle son amitié pour Israël, c'est grâce à lui que les tentatives de sanctionner Israël proposées par Weinberger ont été limitées. Il laisse entendre qu'il appuierait une opération limitée au Liban dans un rayon de 40 kilomètres au nord de la frontière.

Au Liban, les violences ont repris entre Amal et les pro-irakiens. Le 15 décembre, un attentat suicide revendiqué par le « groupe du martyr Hussein » détruit l'ambassade d'Irak, faisant une trentaine de morts et plus de 110 blessés. Dans la guerre civile libanaise et dans l'histoire du Proche-Orient, c'est, semble-t-il, la première occurrence de l'attentat délibérément suicide. Les diplomates irakiens se réfugient en secteur chrétien, ce qui renforce les liens entre les Forces libanaises et l'Irak, qui devient un important fournisseur d'armements à la milice chrétienne.

Cette terrible violence n'est que l'un des épisodes d'une période particulièrement sombre ponctuée par des attentats visant la population civile des deux camps libanais. Durant tout le mois de janvier 1982, Amal continue de combattre les forces du Mouvement national. Pour les observateurs, il est évident que les chiites sont en train de devenir les alliés privilégiés de la Syrie au Liban, plutôt que les palestino-progressistes toujours plus ou moins rétifs.

Le grand dessein du général Sharon[1021]

Dans une conférence prévue au mois de décembre, mais annulée en raison des événements, le général Sharon a exposé sa doctrine de sécurité. Ce texte, publié dans la presse israélienne, a fait grand bruit. La puissance de dissuasion israélienne fait que les États arabes de la confrontation n'ont pas les moyens d'engager une guerre contre Israël, d'où leur utilisation de l'OLP, qui reste une menace latente pour l'existence même d'Israël, et un obstacle essentiel à la solution du problème palestinien. La menace soviétique pourrait constituer le danger majeur des années 1980, d'où la nécessité de la coopération stratégique avec les États-Unis et les autres États pro-occidentaux de la région. Les pays arabes qui sont au-delà des États de la confrontation sont en train de renforcer considérablement leur potentiel militaire. Ils pourraient envoyer très rapidement leurs forces dans les régions de confrontation et menacer les voies d'approvisionnement d'Israël. Au-delà de ce second cercle, un troisième est constitué par les pays comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan, les régions du Golfe et celles de l'Afrique du Nord et de l'Afrique centrale. Il faut avoir une supériorité militaire dissuasive sur la totalité des forces arabes, et si la dissuasion échoue, les moyens de détruire l'ennemi en le frappant chez lui, d'où la nécessité d'interdire toute prolifération nucléaire. L'hypothèse d'action préventive dans une logique défensive est clairement exprimée.

Ce texte, au contenu contradictoire puisque certains pays sont à la fois désignés comme alliés et comme ennemis, provoque des commentaires inquiets, y compris dans les journaux israéliens. La ligne de défense israélienne n'est plus sur ses frontières et lignes de cessez-le-feu, mais bien au-delà afin de contrer les « complots soviétiques ». On évoque même la constitution d'un « empire israélien » allant de l'Afrique du Nord aux frontières de la Chine, ou en tout cas une implication israélienne dans les conflits de cette région. En fait, cela n'a rien de nouveau, les Israéliens étant impliqués dans différentes guerres civiles du Soudan à l'Irak depuis l'époque de la stratégie « périphérique » de Ben Gourion. La pensée du général Sharon irait plus dans le sens d'une codirection avec les États-Unis des affaires de la région. En même temps, elle constitue un

avertissement aux Américains qui ne doivent pas continuer d'armer leurs alliés arabes. À Washington, l'opposition entre Weinberger, partisan d'un rééquilibrage des relations favorable aux Arabes, et Haig, le défenseur des intérêts israéliens, est devenue notoire.

Le véritable sujet de préoccupation de Sharon est le Liban. Les 12-13 janvier 1982, le ministre s'y rend secrètement en hélicoptère avec une délégation militaire pour discuter avec Bachir Gemayel. Il lui annonce son intention de lancer une opération de grande envergure à la frontière nord d'Israël. Il s'agit de déterminer la répartition des rôles. Il fait comprendre que l'armée israélienne ira jusqu'aux faubourgs de Beyrouth et que c'est aux Forces libanaises de s'emparer de Beyrouth-Ouest.

Selon les sources libanaises, il explique[1022] :

> Israël pourrait être obligé d'intervenir militairement au Liban, peut-être même avant l'été 1982, à cause de l'activisme palestinien qui viole le cessez-le-feu de juillet. *Si* Tsahal intervient, il frappera tellement fort que les terroristes ne pourront pas reprendre leurs activités comme ce fut le cas après l'opération Litani de 1978 et il ne sera pas question de se limiter à des actions de recherches et de destructions comme nous l'avons fait à l'époque. *Si* les terroristes sont définitivement battus, vous pourriez profiter de l'occasion pour investir Beyrouth-Ouest et préparer le terrain pour des élections libres. Une des conséquences pourrait être un retrait syrien par des pressions politiques, ce qui aurait les faveurs de Washington. Je ne suis pas venu finaliser un plan d'action conjoint avec vous. C'est encore trop tôt. Mais il est très important pour moi de sortir d'ici en sachant ce que vous voulez exactement, ce que vous êtes capables de faire *si et quand* Tsahal sera obligé d'intervenir au Liban et d'arriver aux alentours de Beyrouth.

Bachir Gemayel promet de préparer le plus rapidement possible un plan politico-militaire. En fait, ses conseillers et lui considèrent comme acquise son élection à la présidence de la République. Il lui faudra gouverner avec les musulmans. Les discussions avec les Israéliens continuent tout le reste du mois de janvier. La discussion sur les détails multiplie les points d'interrogation. Quelle est la position des États-Unis ? Jusqu'où exactement les Israéliens iront-ils ? Il n'est pas question qu'ils dépassent Beyrouth et pénètrent dans la Bekaa.

À la mi-février, Bachir Gemayel se rend en Israël. Begin lui confirme qu'il le veut président de la République. Il n'a pas pris d'engagement en ce qui concerne Beyrouth, mais évoque son intention de nettoyer le Liban de toute présence palestinienne. Parallèlement, il a discuté avec l'ambassadeur américain à Beyrouth qui lui a marqué l'hostilité des États-Unis au projet israélien. Si néanmoins ce dernier se concrétise, il faudrait absolument que Bachir Gemayel reste dans les limites de la légalité libanaise.

Dans ces premières semaines de 1982, le jeune leader chrétien a vu se préciser deux options claires en cas d'invasion israélienne : soit les Forces libanaises s'impliquent totalement du côté israélien et cela ne peut déboucher que sur la constitution d'un État chrétien ne couvrant pas la totalité du territoire libanais et sous tutelle de son puissant voisin, soit elles collaborent tout en maintenant une certaine distance et Bachir Gemayel devient le président de tous les Libanais.

Dans toutes ces discussions, personne ne semble vouloir expliciter ce que veut dire du côté israélien la suppression des milliers de terroristes armés et du côté des Forces libanaises, nettoyer le pays de la présence palestinienne.

Le « quand » est conditionné par le « si », c'est-à-dire l'incident qui doit servir de justification à l'invasion. Haig se rend dans la région à partir du 12 janvier pour assurer la dernière phase du retrait israélien du Sinaï. Il cherche à obtenir au moins une déclaration de principe égypto-israélienne en ce qui concerne l'autonomie palestinienne. La politique de Moubarak est de respecter scrupuleusement tous les engagements pris, mais aussi de préparer le retour de l'Égypte dans le monde arabe. Il est hors de question qu'il cède sur le dossier palestinien. Haig le comprend mais dit publiquement l'inverse.

En Israël, on lui demande de faire pression sur l'Égypte dans le dossier de l'autonomie. La discussion porte principalement sur le Liban. Begin donne l'assurance qu'Israël n'attaquera que s'il y a une provocation évidente. Les contacts pris avec les personnalités palestiniennes des territoires sont décevants. Ils rejettent totalement l'autonomie et s'en tiennent à la ligne de l'OLP. De retour aux États-Unis, Haig désigne un nouveau représentant pour les discussions sur l'autonomie, Richard

Fairbanks, un juriste sans aucune expertise dans les affaires du Moyen-Orient et même dans la diplomatie. Le secrétaire d'État est maintenant convaincu qu'il ne se passera rien avant le 26 avril ; cette désignation a pour seul but de faire croire que la négociation se poursuit.

Au Conseil de sécurité, le 20 janvier, les États-Unis opposent leur veto à un projet de résolution assimilant l'annexion du Golan à une agression et donc appelant à des sanctions. Pour le représentant américain, une telle résolution ne ferait qu'aggraver la situation.

Dans les derniers jours de janvier, la tension monte. Yasser Arafat prédit une invasion du Liban-Sud avec la complicité des États-Unis. Israël multiplie les mises en garde contre les violations du cessez-le-feu. Selon les Israéliens, il y aurait maintenant 5 000 fedayins avec des blindés et des canons à longue portée au sud du Litani. Pour les ambassades occidentales à Beyrouth, y compris l'américaine, une telle concentration de forces n'est pas dans les moyens de l'OLP. Le Liban demande un renforcement de toute urgence de la FINUL afin de mieux contrôler la zone frontalière. À la fin du mois, Haig se rend une nouvelle fois dans la région pour veiller aux dernières étapes de l'application des accords. Moubarak est parfaitement clair en ce qui concerne l'autonomie : il ne signera pas un texte qui n'a pas l'approbation des Palestiniens. L'autodétermination des Palestiniens est la meilleure garantie de sécurité d'Israël. Il renvoie à la thèse israélienne selon laquelle il n'y a pas de lien entre la rétrocession du Sinaï et la conclusion d'un accord sur l'autonomie.

Le 29 janvier, un commando palestinien passé clandestinement par la Jordanie réussit une incursion dans la vallée du Jourdain. Trois hommes sont capturés. Sharon et Begin proposent au gouvernement un bombardement aérien de positions palestiniennes au Liban. La majorité refuse ce projet qui conduirait nécessairement à des affrontements puis à la fameuse invasion. On se contente de « murs du son » au-dessus des localités du Liban-Sud et on informe Washington que l'on n'acceptera plus de nouvelle « violation » du cessez-le-feu.

Pour atténuer l'opposition à son grand dessein, Sharon présente maintenant deux options, une progression de 40-45 kilomètres à l'intérieur du Liban et une avancée jusqu'à Beyrouth. Il feint de croire que ces deux opérations n'impliquent pas un heurt frontal avec l'armée syrienne. La

majorité est prête à accepter la première option tandis que les militaires israéliens discutent de la seconde avec les Forces libanaises. Il s'ensuit que l'ambassadeur américain à Beyrouth, Robert Dillon, mis au courant par Bachir Gemayel, informe Washington du contenu de la seconde option tandis que Samuel Lewis, l'ambassadeur en Israël, lui, ne communique que sur la première. Au mois de février, la presse internationale évoque régulièrement la possibilité d'une invasion israélienne jusqu'au Litani.

En revanche, elle ne fait qu'évoquer le soulèvement de la ville de Hama mené par les Frères musulmans syriens. Les combats sont terribles et la répression impitoyable, le bilan est de plusieurs milliers de morts (à l'époque, on l'estime à 15 000 victimes). Dans ce contexte, la Syrie paraît bien affaiblie et donc particulièrement vulnérable au Liban. À Washington, on spécule sur un effondrement proche du régime de Hafiz al-Assad. Ce dernier accuse les Frères musulmans d'être manipulés et armés par les États-Unis.

Les événements de Hama se répercutent au Liban-Nord. À Tripoli, les milices sunnites s'opposent aux forces pro-syriennes composées d'Alaouites et soutenues par la Force arabe de dissuasion. Les sunnites disposent du soutien des Palestiniens et du Mouvement national qui ont offert leur médiation. Il s'agit en quelque sorte du symétrique inversé du Sud où les Syriens soutiennent Amal contre les palestino-progressistes. Les différentes parties libanaises s'échangent de sinistres « signaux » politiques par le biais de voitures piégées, marque du pourrissement accéléré de la situation. La prochaine invasion israélienne devient l'un des principaux sujets de conversation.

Fin février, Philip Habib est renvoyé dans la région afin d'obtenir la préservation du cessez-le-feu. La priorité absolue est que rien ne se passe avant le 25 avril. Il ne peut garantir à ses interlocuteurs libanais que les États-Unis puissent empêcher l'invasion israélienne[1023]. Les attaques se multiplient contre les ambassades arabes et étrangères. Les ambassades de Jordanie, du Koweït et d'Arabie saoudite sont fermées. La « guerre des ambassades » se poursuit contre les institutions françaises victimes d'attentats sanglants.

La pause relative dans les événements permet enfin à François Mitterrand de faire sa visite d'État en Israël du 3 au 5 mars. Il y attache

une très grande importance. Il a apporté un grand soin à son discours à la Knesset, qui doit avoir une portée historique. Il célèbre les liens d'amitié entre les deux pays et approuve les accords de Camp David. Il donne ensuite la synthèse de sa position en ce qui concerne l'avenir du peuple palestinien :

> Je n'ai pas plus qu'un autre à trancher qui représente ce peuple et qui ne le représente pas. Comment l'OLP, par exemple, qui parle au nom des combattants, peut-elle espérer s'asseoir à la table des négociations tant qu'elle déniera le principal à Israël, qui est le droit à exister et les moyens de sa sécurité ? Le dialogue suppose la reconnaissance préalable et mutuelle du droit des autres à l'existence, le renoncement préalable et mutuel à la guerre directe ou indirecte, étant entendu que chacun retrouvera sa liberté d'agir en cas d'échec. Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut, le moment venu, signifier un État. La France approuvera ce qui sera dialogue, comme elle observera avec inquiétude toute action unilatérale qui, de part et d'autre, retarderait l'heure de la paix. De même, nul ne peut décider des frontières et des conditions qui, à partir de la résolution 242 de l'ONU, s'imposeront aux parties en cause. Ce sera l'affaire des négociateurs et d'eux seuls.

Cette déclaration à la fois franche et subtile, qui ne parle pas du Golan, de Jérusalem et de la colonisation, lui attire une réplique cinglante de Begin qui assimile la charte de l'OLP à *Mein Kampf*. Dans les entretiens politiques, les Israéliens évoquent longuement la situation au Liban-Sud, justifiant une « opération préventive » contre les terroristes. Mitterrand reste impassible. De retour en France, il croit que sa visite a apaisé les tensions et évité une invasion du Liban. Du côté arabe, la visite est plutôt mal jugée. Elle condamne la France et l'Europe à un rôle de second plan et laisse la région aux mains des États-Unis et de l'Union soviétique.

Pendant ce temps, les émissaires des Forces libanaises arrivent en Israël pour présenter leur plan d'action. Ne connaissant pas le détail des opérations israéliennes, ils proposent que la milice chrétienne participe aux opérations d'encerclement de Beyrouth-Ouest, l'armée libanaise se chargeant ensuite de l'occupation de la ville. Puis les FL étendront leur action à l'ensemble du Liban, en particulier le Nord, avec le soutien de

l’armée libanaise. La prise de pouvoir par Bachir Gemayel se fera dans le respect de la Constitution libanaise. L’entente entre les deux parties ne devra pas être rendue publique. Quand la situation sera stabilisée, on pourra commencer les négociations pour un traité de paix.

L’évacuation du Sinaï

Le mouvement d’opposition au retrait du Sinaï intensifie sa lutte avec l’approche de la date fatidique. Beaucoup de ses membres savent qu’ils ne pourront pas l’empêcher, mais plus on le rendra difficile, plus il sera malaisé d’en faire de même dans les autres territoires occupés. Begin et Sharon marquent leur fermeté. On doit respecter les engagements pris et les colons trahissent Israël en distrayant l’armée de ses tâches et en mettant en cause l’union nationale. Au début mars, l’armée commence les premières évacuations sans résistance sérieuse des intéressés.

La résistance se concentre sur la ville de Yamit. À la fin mars, ses habitants sont partis et il n’y reste plus que les militants anti-évacuation venus de l’extérieur. Chaque partie agit avec retenue pour éviter l’irréparable, d’autant plus que le gouvernement et les colons partagent la même vision des choses.

Deux contentieux se précisent avec l’Égypte. Le président Moubarak a accepté le principe de se rendre en visite officielle en Israël, mais refuse que ce soit à Jérusalem alors que les Israéliens rejettent toute autre solution. Plus matériel, se fondant sur les conditions de la définition de la frontière lors de la crise de 1906-1907 entre la Grande-Bretagne et l’Empire ottoman, les Israéliens revendiquent la petite enclave de Taba dans la continuité de leur accès à la mer Rouge. Les Égyptiens s’en tiennent à la définition de la frontière internationale à l’époque mandataire où ils ont installé un hôtel et un centre de vacances et proposent un arbitrage international, ce qui est rejeté par l’autre partie.

Durant le mois de mars, l’armée iranienne lance une série de contre-offensives qui contraignent les Irakiens à abandonner un certain nombre de positions en territoire iranien. Les revers irakiens inquiètent les pays arabes du Golfe, qui renforcent leur solidarité avec l’Irak. Le roi Hussein

se fait l'avocat dans le monde arabe et dans les relations internationales du régime de Saddam Hussein. L'Égypte de Moubarak, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec Bagdad, exprime son soutien à l'Irak. Elle lui vend d'ailleurs son ancien matériel de guerre soviétique en voie de remplacement par du matériel américain. Seule la Syrie appuie ouvertement l'Iran.

Comme il se doit, tous ces événements – retrait du Sinaï, guerre Irak-Iran, cessez-le-feu au Liban et situation dans les territoires occupés – sont étroitement entremêlés.

La population druze du Golan refuse de prendre la nationalité israélienne et se met en grève générale. Elle est soumise à de dures sanctions collectives. Certaines personnalités israéliennes envisagent d'expulser les récalcitrants en Syrie.

À la suite de son refus de recevoir un fonctionnaire de l'administration civile israélienne, l'université de Bir Zeit se trouve une nouvelle fois fermée par ordre administratif à la mi-février. Cela provoque un fort mouvement de solidarité en Cisjordanie. Les municipalités lancent des grèves de protestation. Pendant ce temps, la Jordanie fait de l'appartenance aux ligues de village un crime de trahison punissable de mort. Cette décision, accompagnée de l'assassinat de certains militants, provoque l'effondrement du mouvement, d'autant plus qu'elle signifie dans l'immédiat l'interdiction de se rendre en Jordanie et, pour les fonctionnaires, de recevoir leur traitement payé à partir d'Amman.

Les manifestations prennent de l'ampleur dans la seconde semaine de mars et sont durement réprimées par l'armée israélienne, qui ne se comporte pas avec le ménagement qu'elle a su montrer avec les colons du Sinaï. Le maire d'El-Bireh, qui refuse tout contact avec l'administration civile, est destitué et sa municipalité est remplacée par une commission militaire israélienne. Un manifestant de 17 ans est tué par l'armée israélienne, qui, le lendemain, lance des gaz lacrymogènes contre la foule suivant ses funérailles. Les colons israéliens armés s'en prennent avec brutalité à la population palestinienne. Les médias internationaux transmettent les images des violences qui provoquent l'émoi et l'inquiétude des capitales occidentales. Trois nouveaux jeunes gens sont

tués tandis que les délégations arabes saisissent le Conseil de sécurité. Les maires élus des municipalités sont destitués les uns après les autres.

Le Jour de la terre du 30 mars marque la solidarité des Arabes israéliens avec les habitants de la Cisjordanie. L'armée israélienne limitant sa présence, il n'y a que des blessés. Sharon explique qu'après s'être débarrassé des représentants des organisations terroristes, à savoir en particulier les maires de certaines municipalités de la région, on pourra entamer des négociations pour réaliser le plan d'autonomie avec des représentants librement élus, les candidats favorables à l'OLP n'étant pas autorisés à se présenter aux élections. Mais, en même temps, les autorités israéliennes expliquent que c'est l'OLP qui fomente un soulèvement dans les territoires, ce qui, pour le moins, démontre sa représentativité. Sharon va jusqu'à se plaindre que le consulat américain œuvre intensément pour encourager des éléments extrémistes en Cisjordanie : « Il est difficile de comprendre la myopie politique des dirigeants américains. Ne se rendent-ils pas compte que les organisations terroristes sont des instruments soviétiques œuvrant pour la création d'un nouveau point d'appui soviétique au Moyen-Orient ? »

Un sondage d'opinion mené dans cette période par un institut israélien et commandité par l'hebdomadaire *Time* donne le vrai sentiment de la population de la Cisjordanie et de la bande de Gaza1024 – les autorités israéliennes ont tenté d'empêcher sa publication car une autorisation préalable n'a pas été demandée : 98 % des personnes interrogées veulent un État palestinien, 86 % qu'il soit gouverné par l'OLP, 59 % veulent qu'il recouvre l'ensemble de la Palestine, 27 % seulement la Cisjordanie et la bande de Gaza ; 56 % veulent un État démocratique et séculier, 35 % un État islamique ; 82 % considèrent que l'Union soviétique est le meilleur ami des Palestiniens contre 5 % les États-Unis… L'image des Israéliens est très négative.

Le 2 avril, les États-Unis opposent leur veto à une résolution du Conseil de sécurité exigeant le rétablissement des maires de Cisjordanie dans leurs fonctions.

Le 31 mars, le bureau d'achat du ministère israélien de la Défense est mitraillé à Paris. Les dégâts sont purement matériels. Selon le communiqué de l'ambassade d'Israël :

Il ne fait aucun doute que cette attaque menée contre une cible israélienne, était préméditée et tout semble indiquer que les auteurs de l'attentat sont des terroristes palestiniens. Après les événements sanglants de Judée et de Samarie à l'instigation de l'OLP, cette organisation exporte ses actes d'intimidation à l'extérieur des frontières d'Israël.

Le 3 avril 1982, le deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israël, Yakov Bar Simontov, est assassiné à Paris. Israël accuse immédiatement l'OLP d'être responsable de cet attentat qui est en fait revendiqué par les Fractions révolutionnaires armées libanaises, un mouvement issu de la mouvance libanaise du FPLP.

Israël dénonce ces attentats préparés à partir du Liban, centre du terrorisme. Selon Shamir : « Les terroristes, fidèles à l'enseignement des nazis qui sont leurs maîtres à penser, veulent nous tuer tous et détruire Israël. Mais Israël sait se défendre et se servira de sa force pour écraser le terrorisme, ses chefs, ses bases et ses organisations, là où nous pouvons les atteindre. »

Beyrouth appelle au secours tous ses amis sur la scène internationale pour éviter une invasion israélienne. L'affaire tombe d'autant plus mal que la diplomatie internationale est accaparée par l'invasion par l'Argentine des îles Malouines appartenant à la Grande-Bretagne. La crise menace de dégénérer en guerre ouverte entre le Royaume-Uni et l'Argentine. Dans ce contexte, Washington ne peut se permettre une crise majeure au Moyen-Orient en plein retrait israélien du Sinaï. Des appels pressants à la retenue sont adressés aux Israéliens en train de masser des troupes à la frontière libanaise. On évoque une invasion pour le dimanche de Pâques, 11 avril.

Arafat appelle les militants de l'OLP à s'abstenir de toute provocation : il vaut mieux laisser les Israéliens attaquer. Si l'on réussit à tenir une dizaine de jours, on aura le soutien de l'opinion publique internationale et des ambassades à Paris et à Londres dans le mois. Les Syriens considèrent que, s'il y a guerre, ils combattront et y impliqueront les Soviétiques. Ils sont très inquiets du risque de collusion entre les Forces libanaises et l'armée israélienne.

Le jour de Pâques, un Israélien d'origine américaine, militant du parti extrémiste du rabbin Kahane, ouvre le feu avec un fusil-mitrailleur sur les fidèles et les touristes du Haram al-Sharif puis tire sur le Dôme du Roc. Il se laisse ensuite arrêter par la police israélienne. Le bilan est de 2 morts et 9 blessés graves. Immédiatement, de violentes protestations secouent Jérusalem et les territoires occupés. Les autorités israéliennes reconnaissent que ce n'est pas le fait d'un « dément », mais affirme que c'est un acte individuel, même si le rabbin Kahane l'a ensuite justifié.

Le roi Khaled d'Arabie saoudite, au nom de l'Organisation de la conférence islamique, appelle tous les Arabes à une grève générale de solidarité. Les émeutes durent plusieurs jours. L'armée israélienne tire sur les manifestants, faisant plusieurs morts. Une nouvelle fois, les États-Unis opposent leur veto à une résolution du Conseil de sécurité condamnant les « actes atroces de sacrilège commis dans l'enceinte du Haram » (20 avril 1982). Selon le raisonnement curieux de la diplomatie américaine, c'est la condamnation des actes plus que les actes eux-mêmes qui exacerbe les passions[1025].

La préoccupation américaine est bien évidemment d'assurer la dernière phase du retrait israélien du Sinaï. Les ultimes entretiens israélo-égyptiens donnent les confirmations nécessaires. Dans la foulée, le gouvernement ordonne le bombardement de positions palestiniennes dans la région de Beyrouth. Le bilan officiel est de 80 morts et blessés. Deux avions syriens sont abattus. La diplomatie internationale se précipite pour que les Palestiniens ne réagissent pas à l'attaque israélienne, afin d'éviter de donner un prétexte à l'invasion tant redoutée. Les palestino-progressistes obtempèrent suivant la stratégie définie par Arafat.

En même temps, Sharon donne l'ordre d'évacuer par la force les colons de Yamit puis de raser toutes les implantations à proximité de la frontière israélienne. Il n'est pas question de voir s'y installer plusieurs dizaines de milliers d'Égyptiens.

Le 25 avril, la libération du Sinaï est achevée à l'exception de la petite enclave de Taba. La souveraineté égyptienne est rétablie sur la partie égyptienne de la ville de Rafah, à la frontière de la bande de Gaza, qui se trouve maintenant divisée en deux. En Israël, le sentiment dominant est celui de la frustration. On reconnaît la nécessité de l'évacuation, mais la

paix générale est toujours aussi lointaine du fait du non-règlement de la question palestinienne.

Sharon justifie sa politique et annonce sa fermeté à venir dans son ordre du jour à l'armée :

> Nous ne nous retirons pas du Sinaï, nous l'évacuons afin de démontrer notre volonté de paix. L'évacuation du Sinaï et notre départ de Yamit sont la ligne rouge signifiant qu'il n'y aura plus de concessions israéliennes.
>
> Nous devons maintenant sécher nos blessures et nous consacrer au développement du pays et notamment au peuplement du Golan, de la Cisjordanie et Gaza. Ce plan de peuplement est partie intégrante de notre sécurité.
>
> Aucune armée arabe n'a jamais réussi, ni ne réussira à détruire une ville israélienne. Nous avons détruit Yamit de nos propres mains, nous l'avons rayé de la surface de la terre et ses ruines seront un témoignage éternel de notre désir de paix pour que jamais nos fils ne puissent nous accuser de n'avoir pas tenté tous les efforts possibles en faveur de la paix.

Cette ligne de fermeté est incarnée par l'annonce de la création de nouvelles colonies de peuplement où seront réinstallés des colons du Sinaï et de nouvelles menaces à destination du Liban. Alors que les États-Unis espèrent que l'on va maintenant aborder sérieusement la question de l'autonomie, la répression israélienne fait 3 morts en Cisjordanie (30 avril).

Vers l'inévitable

L'actualité internationale du mois de mai 1982 est concentrée sur la guerre des Malouines entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. Le même mois est marqué par de nouvelles défaites irakiennes. L'armée iranienne libère la ville de Khorramshar. La plus grande partie des gains territoriaux irakiens sont repris. L'Irak paraît à son tour en danger d'être envahi. Le roi Hussein se fait l'avocat de la cause irakienne et plaide pour une réintégration de l'Égypte dans les rangs arabes afin de renforcer la

position des pays dits modérés. L'Arabie saoudite suit la situation avec prudence, appelant à une solution acceptable pour tous de la guerre Irak-Iran.

Si l'Égypte veut réintégrer les rangs arabes, elle s'en tient aussi à un strict respect de ses obligations. La reprise des négociations sur l'autonomie se heurte au refus des Égyptiens de venir en discuter à Jérusalem, ce qui serait reconnaître l'annexion de la partie est de la ville. Pour la même raison, les Israéliens en font une condition *sine qua non*.

Au Liban, la dislocation du Mouvement national se poursuit. Certains groupes, le Baath d'obédience syrienne, le Parti communiste, le Parti social national syrien (PSNS, ex-PPS) s'alignent sur Damas tandis que le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt et les milices sunnites prennent leurs distances. Amal continue sa guerre contre les pro-irakiens et remet en cause l'hégémonie du Mouvement national et des Palestiniens dans les quartiers ouest de la capitale, au Liban-Sud et dans la Bekaa. À Tripoli, les milices sunnites associées aux Palestiniens combattent les Alaouites soutenus par l'armée syrienne. La notabilité sunnite s'affranchit du contrôle du Mouvement national et veut peser de façon indépendante sur la scène politique. Les attentats et les assassinats sont permanents. Les Français sont particulièrement visés. La population musulmane, exaspérée par ces luttes intestines, rêve de la restauration de l'autorité de l'État. En secteur chrétien, les Forces libanaises s'interrogent sur les atermoiements israéliens, l'invasion tant attendue est remise à plusieurs reprises.

À Jérusalem, la tension est toujours aussi forte autour du Haram al-Sharif. Les autorités religieuses islamiques reçoivent régulièrement des menaces de destruction des sanctuaires. En dépit de leurs protestations, les autorités israéliennes ne prennent aucune mesure contre les partisans du rabbin Kahane alors que des cheikhs sont arrêtés pour propos anti-israéliens.

Les violences et la répression continuent dans les territoires occupés. L'opposition travailliste, menée par Shimon Peres, critique durement la politique du gouvernement Begin et rappelle que le calme régnait quand les travaillistes géraient les territoires en coopération avec les municipalités. On ne doit fonder des implantations que dans les zones de faible peuplement arabe, ce qui lui vaut la réplique cinglante de Begin :

Si les premiers pionniers juifs avaient adopté le point de vue de M. Shimon Peres selon lequel il faut éviter de créer des implantations juives à proximité des zones de forte densité arabe, les agglomération de Rishon-le-Zion, Zikhron Yaacov, Rosh Pina, Tel-Aviv et Haïfa n'auraient jamais vu le jour.

Si le sionisme est une idéologie morale, il est moral de s'implanter partout, y compris dans les zones à forte densité arabe.

Peres s'en tient toujours à son illusoire option palestinienne. Néanmoins, il réussit à mettre en difficulté le gouvernement, qui ne réussit à s'en sortir qu'en faisant entrer dans sa faible majorité les deux députés de l'éphémère parti fondé par Moshe Dayan.

À la suite d'un attentat à Jérusalem et de la pose de mines dans des secteurs tenus par l'armée, l'aviation israélienne bombarde, le 9 mai, des positions palestiniennes entre le Litani et Beyrouth, faisant 11 tués et 40 blessés. Les Palestiniens répliquent en tirant des roquettes Katiouchas sur la Galilée et reprennent la rhétorique israélienne : ce sont des objectifs militaires qui ont été visés… En fait, les tirs n'ont volontairement atteint que des zones inhabitées ; c'est un « signal », mais il suffit pour mettre la population du Nord d'Israël dans les abris. La diplomatie internationale s'active pour éviter une dangereuse escalade. Israël fait connaître sa nouvelle interprétation du cessez-le-feu : les Palestiniens doivent cesser toute hostilité et pas seulement à partir du Liban. Il est répété à plusieurs reprises qu'aucune attaque contre un diplomate israélien à l'extérieur ne sera pas tolérée. L'opposition israélienne rejette toute perspective d'invasion du Liban. Selon Rabin, des pressions internationales rendraient impossible de réaliser les objectifs recherchés, détruire l'infrastructure militaire des organisations terroristes, l'appui aux forces chrétiennes pour leur permettre de contrôler la plus grande partie du territoire libanais, l'expulsion de l'armée syrienne. En cas de guerre d'usure avec les forces palestiniennes, il faudra se contenter de les chasser du Liban-Sud.

Les États-Unis donnent leur propre interprétation de l'accord : le cessez-le-feu s'applique à toute action hostile partant du Liban vers Israël et *vice versa*, ainsi qu'à toute attaque d'une des deux parties transitant par la Jordanie, la Syrie, les eaux internationales ou les territoires étrangers.

On prépare l'envoi d'une nouvelle mission Habib pour le début du mois de juin. Le 15 mai, celui-ci est reçu par Reagan à qui il explique l'extrême fragilité du cessez-le-feu : un mouvement radical palestinien qui voudrait se débarrasser d'Arafat peut provoquer l'incident qui mettrait Israël en mouvement[1026]. Cela ne profitera qu'à l'Union soviétique.

Les difficultés parlementaires du gouvernement israélien ont conduit à annuler une invasion prévue le 17 mai et qui, selon Sharon, n'aurait visé que le Liban-Sud. Mais ce n'est que partie remise. Une victoire éclatante au Liban avec à la clé un second traité de paix avec un pays arabe raffermirait la majorité parlementaire. Le plan de guerre, maintenant nommé « Paix pour la Galilée », présenté par Sharon au gouvernement israélien et approuvé par celui-ci, n'évoque qu'une pénétration de 40 kilomètres à l'intérieur du Liban bien que le ministre de la Défense laisse entendre que l'opposition de l'armée syrienne ou la résistance des Palestiniens pourraient conduire à aller plus loin.

Le 25 mai, deux Mig-21 syriens sont abattus au nord de Beyrouth. L'aviation israélienne a reçu l'ordre d'interdire aux Syriens de « perturber » ses vols de reconnaissance. Le même jour, Sharon est à Washington et rencontre Haig en présence des responsables du Département d'État chargés du Moyen-Orient. Cette réunion a ultérieurement fait l'objet d'une intense polémique.

Selon le récit postérieur de Haig[1027], Sharon lui aurait exposé deux plans possibles de campagne : le premier aurait conduit à la pacification du Liban-Sud et le second remanierait la carte politique du Liban au profit des Forces libanaises. Sharon est là pour prévenir les États-Unis : encore une provocation et l'OLP sera détruite. Le secrétaire d'État se serait énergiquement prononcé contre un tel projet. Puis il reçoit Sharon en privé et s'exprime de la façon la plus claire : à moins d'une provocation internationalement reconnue et d'une opération de représailles proportionnée à la provocation, une attaque israélienne contre le Liban aurait un effet dévastateur sur les États-Unis. Sharon lui répond que personne n'a le droit de dicter à Israël une décision prise pour la défense de son peuple.

La version de Sharon est assez proche de celle de Haig[1028]. Il a expliqué qu'il s'agissait d'expulser les terroristes du Liban. Le ton est

monté avec Habib, qui conteste l'interprétation israélienne du cessez-le-feu :

> Je n'étais pas venu chercher à Washington une autorisation américaine pour ce que nous avions décidé de faire, mais bien faire comprendre amicalement aux Américains, en tant qu'alliés, où nous en étions exactement. De son côté, Haig m'a clarifié sa position en termes très percutants. Et lorsque j'ai quitté Washington, il a tenu à donner encore plus de poids à ses propos en adressant une lettre à Begin, dans laquelle il nous engageait à nous « réfréner complètement ». La réponse de Begin pourrait fort bien résumer sa personnalité : « Monsieur le secrétaire d'État, écrivit-il, celui qui obtiendra mon consentement pour laisser massacrer des Juifs par un ennemi assoiffé de sang n'est pas encore né. » C'était là une réponse fière et intraitable.

La réunion générale a donné lieu à un procès-verbal qui va à peu près dans le sens de ces deux versions, Haig semblant plutôt alerter Sharon du risque de répercussions internationales qu'imposer un veto à l'opération israélienne.

La réunion à huis clos n'a pas donné lieu à un procès-verbal. Selon le témoignage de Veliotes1029, Haig ne savait que deux choses sur le Liban : Beyrouth était le quartier général de l'OLP et il existait des milices chrétiennes alliées d'Israël. Le secrétaire d'État avait un fort penchant pour Israël et pensait à la future élection présidentielle. Il n'envisage les affaires du Moyen-Orient que de façon simpliste, militariste, en termes de sécurité. Après la réunion, il s'est entretenu avec les deux experts de la région, Veliotes et Draper. Il a sorti une carte du Liban et expliqué avec enthousiasme : « Vous voyez, s'ils y vont, leur plan sera de joindre le groupe ici au sud avec les chrétiens qui sont là. » Draper, abandonnant sa réserve habituelle, explose : « Au nom du Ciel, Monsieur le secrétaire, il y a un million et demi de musulmans entre eux et au moins un million d'entre eux sont chiites ! » Haig a été éberlué, c'était comme s'il n'en avait jamais entendu parler.

Les chiites, jusque-là, constituaient pour lui une menace pour les États du Golfe en raison des succès militaires iraniens. C'est à ce moment-là seulement que Haig fait rédiger la lettre d'avertissement à Begin transmise par l'ambassadeur Sam Lewis. Mais c'est trop tard, Begin et

Sharon ont interprété le message comme feu orange clignotant *(amber)*1030, exactement comme Rabin en 1966 pour attaquer la Syrie et les Israéliens en juin 1967 : il y aura une abstention formelle des États-Unis, mais pas de véritable opposition.

Draper ne rapporte pas cette scène dans son témoignage1031, mais insiste sur le fait que l'administration Reagan n'avait pas la volonté politique d'affronter directement Israël après les affaires d'Osirak et du Golan (et les AWACS). Elle ne voulait pas se retrouver dans la situation de Carter. La déclaration de Haig sur une provocation reconnue internationalement et une riposte proportionnée ne voulait rien dire et personne ne pouvait la comprendre. Il n'y a pas eu de feu vert, mais une absence de réaction énergique qui aurait pu rendre crédible l'opposition américaine.

En tout cas, la lettre transmise par Samuel Lewis à Begin le 29 mai n'a aucun effet. Sharon a persuadé Begin que les Américains n'iront pas plus loin que quelques protestations verbales sans mesures effectives1032. Pour l'ambassadeur américain, il aurait fallu un ultimatum comme celui d'Eisenhower lors de la crise de Suez pour arrêter Begin et Sharon, et cela était impensable.

Le prétexte

Haig n'a pas informé Reagan des derniers développements. Il a envers le président une attitude condescendante, considérant qu'il n'a ni les capacités intellectuelles ni la force de commandement nécessaires pour la fonction présidentielle. Il va bientôt le payer cher.

Dans un discours à Chicago, le 26 mai, Haig définit les objectifs de la politique américaine au Moyen-Orient : mettre fin à la guerre Irak-Iran, faire progresser les discussions sur l'autonomie. En ce qui concerne le Liban, il marque qu'il est temps d'entreprendre une action concertée afin d'appuyer à la fois l'intégrité territoriale du pays et un gouvernement fort capable de promouvoir une société libre, ouverte, démocratique et traditionnellement pluraliste1033. Les termes sont ambigus, ce peut être la tâche de la mission Habib ou un encouragement à Bachir Gemayel. Les

Palestiniens s'inquiètent. Abou Jihad déclare qu'Israël prépare une opération destinée à détruire l'OLP et qu'elle atteindrait les faubourgs de Beyrouth. Les fedayins vont respecter scrupuleusement le cessez-le-feu afin de ne pas donner de prétexte à Israël.

Au début de juin, il est clair que les Britanniques sont en train de remporter la guerre des Malouines qui n'en a plus que pour quelques jours.

Le calendrier de l'opération israélienne est conditionné par deux exigences, une provocation internationalement reconnue et l'échéance présidentielle libanaise. Dans les premières discussions entre Forces libanaises et Israéliens, il avait été question de procéder à une élection anticipée du successeur d'Elias Sarkis. Ce n'est plus à l'ordre du jour puisque l'invasion a été retardée. Le délai constitutionnel pour pouvoir procéder à l'élection est de deux mois avant la fin du mandat du président en exercice, c'est-à-dire à partir du 23 juillet. La diplomatie américaine a tenté de persuader Sarkis d'accepter un prolongement de son mandat, mais le président en fonction a résolument rejeté cette option. Bachir Gemayel est maintenant ouvertement candidat et bloque ainsi la voie à tout candidat de compromis. S'il ne se passe rien, le Liban risque de se retrouver sans président.

Reste la provocation. La direction de l'OLP a multiplié les consignes interdisant toute action qui pourrait servir de prétexte aux Israéliens. C'est dans ce contexte que l'ambassadeur israélien à Londres, Shlomo Argov, est victime d'un attentat à la sortie d'une réception diplomatique, le 3 juin 1982[1034]. Les agresseurs sont aussitôt interceptés par la police britannique.

L'enquête montre immédiatement qu'il s'agit d'une cellule du groupe Abou Nidal et que l'opération a été très hâtivement montée. Contrairement aux procédures habituelles, aucun préparatif de repérage et d'évasion n'a été fait. C'est une cellule « dormante » qui a opéré et non une équipe venue de l'étranger, autre violation des règles jusque-là observées par le groupe. Au domicile de l'organisateur de l'attentat, la police découvre une liste d'objectifs avec repérage à faire, comprenant un jardin d'enfants juif, le représentant de l'OLP à Londres et surtout des diplomates de pays du Golfe.

Sur cette affaire, plusieurs thèses s'affrontent. La première est une action propre d'Abou Nidal voulant provoquer une guerre qui conduirait à la destruction de l'OLP et la mise en place d'éléments plus radicaux. Le Fatah-Conseil révolutionnaire pourrait ainsi s'implanter au Liban (ce qu'il fera effectivement les années suivantes). En proclamant à plusieurs reprises que l'attaque d'une représentation diplomatique israélienne constituerait un *casus belli*, les autorités israéliennes auraient ainsi souligné l'objectif. La critique de cette thèse repose sur le fait qu'il s'agit d'un pari bien audacieux et qu'en général Abou Nidal ne lance une opération importante qu'avec un commanditaire.

Les thèses 2 et 3 posent la question dudit commanditaire. La plus vraisemblable serait qu'il soit l'Irak de Saddam Hussein. Une invasion du Liban constituerait une diversion à la guerre Irak-Iran : au nom des intérêts du monde musulman, Saddam Hussein pourrait ainsi proposer une sortie honorable de la guerre avec la restauration des frontières précédentes, ce qui se passera effectivement les semaines suivantes. L'Iran refusera, mais apparaîtra ainsi comme l'agresseur et le responsable de la poursuite du conflit. L'objection principale est qu'Abou Nidal, à cette date, a pris ses distances avec le régime de Bagdad et s'est rapproché de la Syrie. Il paraît peu probable que le commanditaire soit la Syrie, qui, comme l'OLP, veillait scrupuleusement à éviter tout ce qui pourrait être une provocation.

La thèse généralement avancée par les milieux proches de l'OLP fait d'Israël le commanditaire. Elle a pour elle la question du calendrier, l'opération a été lancée après le 25 mai, mais il paraît impensable que l'on ait alors désigné un ambassadeur israélien. Une version atténuée veut que la manipulation allait dans le sens d'une provocation non désignée, une instruction d'ordre général. En même temps que l'opération de Londres, le groupe a aussi préparé une action en territoire israélien à partir du Liban, mais elle n'a pas eu le temps de la réaliser. Une variante note qu'à cette date Abou Nidal se trouve en Pologne et que l'instruction envoyée à Londres aurait été donnée par l'un de ses seconds régulièrement accusé d'être manipulé par les services israéliens.

Tel est l'état du dossier, et il est probable que l'on n'en saura jamais plus.

Ariel Sharon, en visite en Roumanie, rentre hâtivement en Israël. Le gouvernement israélien ne veut faire aucune distinction entre l’OLP et le groupe Abou Nidal. Le 4 juin, l’aviation israélienne lance une opération majeure contre Beyrouth-Ouest, en plusieurs vagues successives, faisant au moins 60 morts et 270 blessés dont de nombreux sauveteurs civils. L’artillerie palestinienne réplique en bombardant la Galilée, faisant un mort et 14 blessés. La « provocation internationalement reconnue » est constituée.

CONCLUSION

« Depuis quelques mois, un tragique parallèle me hante. La crise de 1929, par l'intermédiaire du national-socialisme et de la guerre, aboutit, en même temps qu'à l'holocauste, à des dizaines de millions de morts. Avec la crise de l'économie mondiale et du pétrole, l'antisionisme va fleurir. Que ceux qui rêvent d'une disparition de l'État d'Israël ne se fassent pas d'illusions : nul ne sait où s'arrêteraient les flammes avec lesquelles se consumerait l'État d'Israël. »
Raymond Aron, *Où s'arrêterait l'incendie ?*, 2-3 novembre 1974[1035].

Au lendemain de la guerre d'octobre 1973, réfléchissant sur la guerre à l'âge planétaire, Raymond Aron, avec la hauteur de vue qu'on lui connaît, fait une analyse rationnelle de la question de Palestine sans dissimuler où vont ses sympathies[1036]. Israël ne peut obtenir par la guerre ce qu'il se donne comme fin ultime, la reconnaissance par ses voisins arabes. La destruction d'une armée arabe n'est qu'un épisode. Dans les mois qui suivent, le pays est réarmé par les Soviétiques et dispose de forces plus puissantes :

> En 1973, les Israéliens découvrirent une vérité aussi vieille que le monde : la défaite est un bon maître d'école, la victoire un philtre enivrant.

La dissymétrie des situations fait qu'Israël ne peut perdre une guerre, car c'est sa survie qui est en jeu. L'élargissement de son espace pour assurer sa sécurité est une illusion. Les Israéliens éprouvent la contradiction entre leur fin politique et les exigences militaires de leur sécurité :

> Les États arabes ne leur reconnaîtront jamais un territoire plus vaste que celui de 1967. Si les Israéliens renforcent leur sécurité militaire, ils

réduisent les chances de la reconnaissance politique. Ou bien une nouvelle bataille, ou bien le retrait : insécurité permanente dans les deux cas.

Les Arabes continuent de disposer du nombre, du temps et de l'espace, les Israéliens d'une armée plus efficace. Leur efficacité militaire va dans le sens contraire de la finalité politique. Les réfugiés palestiniens veulent retourner dans leurs foyers perdus, ils ne peuvent les retrouver sans en chasser ceux qui les occupent aujourd'hui. Ils ont eu recours à la guérilla et les Israéliens ont répondu par la dissuasion par représailles. Cette tactique militairement efficace est politiquement « contre-productive », car elle installe le conflit dans la durée, ce qui est contraire aux intérêts fondamentaux d'Israël.

La guérilla palestinienne s'est élargie à l'ensemble du monde tout en obtenant des résultats militaires dérisoires. Le terrorisme des détournements d'avions n'a jamais coupé les relations aériennes entre Israël et le reste du monde :

> En fait, il ne garde de rationalité instrumentale que par rapport à une finalité psychologique ou morale : les Palestiniens « témoignent » de leur résolution, de leur sacrifice, ils se délivrent de leur ressentiment par la violence, ils empêchent le monde de les oublier, ils le prennent à « témoin » de leur malheur.

Le terrorisme palestinien et ses alliés et le contre-terrorisme des Israéliens conduisent à une mondialisation de la « petite guerre » ;

> Le champ de bataille s'étend à l'univers entier et n'importe qui lui sert de cible. La terreur gagne de proche en proche si le terrorisme refuse toute distinction entre l'ennemi et les neutres.

Les forces armées engagées des deux côtés sont hors de proportion avec les ressources des nations engagées dans le combat :

> Entre les pays qui s'affrontent et leurs forces armées respectives se manifeste une discordance : ou bien les sociétés ne sont pas contemporaines de la technique de leur armement, ou bien les sociétés portent la charge de forces armées qui exigeraient un produit national plusieurs fois supérieur. L'argent que dépensent les Occidentaux pour acheter du pétrole permet aux États arabes de financer à leur tour l'achat

d'armes soviétiques. Israël ne peut soutenir la course aux armements que dans la mesure où les États-Unis les aident.

Les États arabes appartiennent au tiers-monde, mais pas Israël : « Du même coup, le sens du combat d'Israël prête à deux interprétations : libération du peuple hébreu ou avant-poste de l'impérialisme ? »

Étrangement, la conclusion de cette grande œuvre consacrée à penser la guerre revient à cette question. Les dernières phrases font intervenir la subjectivité de l'auteur1037 :

> D'autres hommes vivront demain d'autres passions. Français, d'origine juive, comment pourrais-je oublier que la France doit sa libération à la force de ses alliés, Israël l'existence à ses armes, une chance de survie à sa résolution et à la résolution américaine de combattre si besoin est.
>
> Avant de me sentir coupable, j'attends qu'un tribunal décide qui, des Israéliens ou des Palestiniens, revendique à bon droit la terre sacrée pour les trois religions du Livre.

Dans ses articles du *Figaro* à la même époque, Raymond Aron reconnaissait la nécessité ou plutôt l'inévitabilité de la constitution d'un État palestinien tout en penchant plutôt pour une « option jordanienne ».

Trente-cinq ans après, contrairement aux attentes de Raymond Aron, nous vivons plus que jamais les mêmes passions. Alors que la génération des hommes adultes au moment du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale est en train de disparaître, plus que jamais, nous sommes contemporains de ces événements et nous les mettons en relation avec la question de Palestine.

Loin de s'apaiser, les passions se sont plutôt exacerbées, mais en même temps nous en comprenons mieux les enjeux. La libération du peuple « hébreu », selon l'expression de Raymond Aron, n'est pas incompatible avec la réalité de l'existence d'un avant-poste de l'impérialisme. Du fait même que l'acteur israélien dépend du soutien américain pour assurer sa survie, il lui est indispensable de se définir comme un « atout stratégique » dans la guerre froide et au-delà. Dans toute la période couverte par ce volume, il lui faut se poser comme indispensable pour abattre le nassérisme et contrer l'expansion soviétique. L'ironie de l'Histoire –

paradoxe que Raymond Aron aurait aimé ou pour le moins aurait pu souligner – est qu'un tel atout stratégique a pour inconvénient de susciter en permanence de nouveaux ennemis pour les États-Unis.

Israël n'a pas été créé par l'impérialisme pour combattre les Arabes et installer une domination occidentale sur le Moyen-Orient, mais cet acteur est bien un « fait colonial » dans la région, selon l'expression de Maxime Rodinson. Il l'est pour une double raison. Du fait qu'il est radicalement exogène, il lui faut en permanence pour exister disposer de soutiens extérieurs puissants. Parce qu'il est parti de pratiquement rien, il est prisonnier de la logique de la colonisation de peuplement qui implique un refoulement continu de la population palestinienne. La résistance de cette dernière entraîne une perpétuation du conflit.

L'aveu israélien est constitué par l'affirmation qu'un retour des réfugiés palestiniens de 1948 constituerait un suicide pour les Israéliens, c'est-à-dire qu'Israël n'est possible qu'à condition de l'expulsion des Palestiniens (personne ne peut croire de bonne foi qu'ils s'en sont allés volontairement). On est ainsi parti dans un débat stérile sur les droits historiques et sur leur date de péremption.

La littérature politique européenne depuis plusieurs siècles a été obsédée par « la lutte des races », le conflit entre conquérants et conquis qui s'étale à travers les siècles. Cela n'a d'ailleurs pas dissuadé les Européens de s'engager dans des entreprises de colonisation de peuplement.

Les conditions de la victoire israélienne de juin 1967 n'ont permis qu'un exode limité de la population palestinienne. Israël s'est alors trouvé dans la situation de vouloir la dot (les territoires) sans la fiancée (la population). Sans vouloir ni pouvoir raisonner sur la logique du sionisme, on a voulu continuer la colonisation des périodes précédentes alors même que la composition interne du fait israélien avait changé. Le mouvement travailliste est en voie d'épuisement en dépit de son hégémonie politique, et les nouveaux colons viendront en plus grand nombre de la droite nationaliste et religieuse. Ils ont beau jeu de souligner que nier leur légitimité, c'est remettre en cause celle du sionisme lui-même. L'impuissance des gouvernements socialistes est marquée par leur refus de choisir et de laisser faire sans le dire la colonisation. Le temps des choix

vient paradoxalement de la droite israélienne à son arrivée au pouvoir. Elle croit pouvoir céder le Sinaï contre la Cisjordanie et Gaza. Elle l'obtient du point de vue du rapport des forces avec le retrait de l'Égypte du conflit, mais au prix de la perpétuation du conflit et du renvoi à un futur hypothétique d'une vraie paix fondée sur un espoir de réconciliation. La poursuite de la colonisation interdit toute acceptation arabe de la légitimité d'Israël.

La mainmise sur la totalité de la Palestine mandataire, loin de faire disparaître les Palestiniens, les met au premier plan. Sur le plan international, ils passent de la catégorie de réfugiés que l'on ne nomme même pas dans la résolution 242 à celle de peuple qui a le droit de disposer d'une patrie. Si la guerre de juin 1967 a créé un rapport des forces militaires apparemment favorable définitivement aux Israéliens, c'est au prix d'une insécurité quotidienne de la population. Les pertes en tués et en blessés ont été multipliées au moins par dix, voire plus par rapport aux premières années 1960 où, en apparence, la survie de l'État était en jeu. Comme le souligne Aron, la supériorité militaire israélienne n'est assurée en permanence que par l'aide américaine. Les avantages territoriaux acquis ne sont pas vraiment des atouts, mais plutôt des embarras.

La question de Palestine est antérieure à la guerre froide et se continue bien au-delà. Mais la guerre froide permet d'alimenter en armements les belligérants et crée les conditions de possibilité de la guerre classique. Le paradoxe est que les fournisseurs d'armements ont une vision conservatrice de la situation et ne veulent pas en général de la guerre. Ils sont prisonniers de leurs alliés tout en définissant leur capacité d'influence par celle de leur aide militaire et économique, ce qui est une large illusion. Il faut l'ignorance abyssale de la situation réelle du Moyen-Orient pour qu'un Alexander Haig se laisse embarquer dans le projet mortel d'Ariel Sharon de liquidation militaire des Palestiniens au Liban et de remodelage politique de la région.

Rétrospectivement et contrairement aux fantasmes occidentaux, il n'y a pas eu de politique soviétique d'expansion dans la région. Moscou n'en avait ni les moyens ni la volonté. L'envoi de conseillers militaires en Égypte a pour but de consolider les avantages acquis et leur départ permet la guerre de 1973. La volonté soviétique n'est pas celle de la confrontation

directe mais d'une sorte de restauration du concert des puissances du XIXe siècle qui lui aurait permis d'affermir sa présence régionale. La diplomatie gaullienne l'a bien compris alors que la stratégie américaine d'élimination de l'influence soviétique est devenue l'un des grands facteurs de déstabilisation régionale. L'illusion kissingérienne d'une modération contrainte des Arabes est particulièrement dangereuse. Outre la frustration des peuples qui ouvre la voie à l'islamisme, cette politique débouche nécessairement sur l'impossibilité américaine de procurer ce qui est promis plus ou moins implicitement aux gouvernements arabes, le retour aux lignes du 4 juin 1967.

Le raisonnement en termes de guerre froide conduit à négliger les autres grandes évolutions contemporaines. L'administration Nixon n'a pas saisi l'interaction entre l'inflation mondiale, les désordres monétaires et l'évolution du cours du pétrole. Jusqu'en 1973, elle n'y voit que le renforcement du « gendarme iranien ». La rente pétrolière autonomise les acteurs arabes en leur permettant de financer l'effort de guerre dans un moindre rapport de dépendance envers l'Union soviétique, ce qui accroît leurs marges de manœuvre. En même temps, elle induit entre producteurs et consommateurs une interdépendance qui rend impossible une « guerre du pétrole ». La rente crée une paradoxale « mondialisation régionale » autour de la péninsule Arabique dont on ne commence à observer les effets qu'à partir du milieu des années 1970. Rétrospectivement, la combinaison des chocs pétroliers et des politiques monétaires est l'élément essentiel de la dernière période de la guerre froide, ce que les contemporains n'ont pas eu les moyens de savoir.

Les libéraux de l'école aronienne et de façon plus générale les sympathisants de la cause israélienne brocardent en permanence les diplomaties qui sont censées adopter des positions dites pro-arabes pour des raisons bassement mercantiles d'accès au pétrole et aux marchés arabes. Avoir une réelle sympathie pour les peuples arabes leur semble une idée étrange (c'est en général aussi valable pour l'ensemble des peuples du tiers-monde). Contradictoirement, ils posent que l'Occident n'a que des intérêts dans cette région du monde et accusent la politique occidentale de mener une politique d'intérêt.

Il n'y a jamais eu de politique « pro-arabe », au sens où elle conduirait implicitement ou explicitement à la suppression de l'État d'Israël ou à la négation de sa légitimité. Les diplomaties qui ont fondé leurs vues sur le retour aux lignes du 4 juin 1967 en profitant de l'existence du nouveau mot d'ordre arabe « Liquidation des séquelles de l'agression » l'ont toujours fait sur la base d'une reconnaissance mutuelle des acteurs et l'offre de garanties de sécurité. Les diplomates ont fait leur métier en travaillant inlassablement sur le rapprochement entre les formules de non-belligérance et celles d'une paix par traités. Plus les États arabes entrent dans cette voie, plus ils introduisent le facteur palestinien dans l'équation politique. L'évidence s'impose qu'il ne peut y avoir de paix sans les Palestiniens. Cette ligne d'action européenne mais aussi soviétique a été un facteur puissant de la pédagogie de la reconnaissance mutuelle, certainement plus que la modération imposée par le bâton israélien selon la stratégie d'Henry Kissinger. Un Georges Pompidou peut même dire que le but de la politique française est d'éviter un « suicide d'Israël » dû au maximalisme de ses positions.

Le véritable débat s'est situé sur la question essentielle du choix entre un règlement global et une série d'accords séparés et graduels. Le premier pose la difficulté de saisir la totalité des éléments du dossier, d'être fondé sur une coopération des grandes puissances, y compris l'Union soviétique, et d'être plus ou moins explicitement imposé de l'extérieur. Le second choix est en apparence plus facile et devrait conduire à un apaisement progressif des passions. Mais c'est une apparence. Tout accord séparé implique que les autres parties concernées se trouvent poliment sollicitées de laisser faire et d'oublier pour un certain nombre d'années leurs intérêts essentiels. Comme bien évidemment ils s'y refusent, ils deviennent les « méchants » de l'affaire et on part rapidement dans une escalade de la violence. Il en résulte la règle fondamentale du processus de paix, il engendre en permanence de la violence du fait même de l'option gradualiste et séparée.

Le règlement politique par la négociation seule comporte en lui-même toutes les contradictions de la situation. Il ne peut transformer en droit les éléments de la force dès que l'on quitte la référence au retour aux lignes du 4 juin 1967 en dépit de l'ampleur des faits accomplis. Comme la

guerre, la diplomatie ne peut se poursuivre que grâce à l'implication des grandes puissances, ou au moins des États-Unis. Camp David aurait pu devenir le texte de référence pour les autres pays arabes, mais à condition que les accords à venir comprennent la même référence au retour aux lignes du 4 juin 1967 alors que le gouvernement Begin y a vu le moyen de consolider la mainmise sur la Cisjordanie, Jérusalem, Gaza et le Golan.

Du côté israélien, la victoire de juin 1967, aussi écrasante soit-elle, rend impossible une définition territoriale de l'État d'Israël puisqu'elle est renvoyée à des négociations à venir et à un règlement de paix. Il a bien existé au lendemain de la guerre une possibilité de constituer une paix froide fondée sur le retour des territoires occupés, l'état de non-belligérance et des garanties internationales fortes. Dès la fin juin 1967, l'annexion de la Jérusalem arabe rend impossible cette solution. Dès lors, l'État d'Israël est condamné à vivre dans une situation d'insécurité permanente, soit à basse intensité pour sa population, soit à haute intensité pour l'État lui-même. La stratégie de dissuasion militaire est contre-productive par nature. Assurer la sécurité par l'insécurité des voisins ne peut que contraindre ces derniers à rechercher à assurer leur propre sécurité par une course aux armements. Le moindre échec militaire se transforme en perte de dissuasion et suscite la nécessité d'une escalade dans la violence pour pouvoir la rétablir. La dissuasion engendre la menace qu'elle est censée réduire.

Il ne peut y avoir d'occupation heureuse quelle que soit l'image de moralité et de démocratie que l'on a de soi-même. En voulant restaurer un pouvoir de type colonial, on s'installe dans l'anachronisme complet. La création de l'État d'Israël n'a été possible que parce qu'elle a précédé de peu d'années l'émancipation des peuples colonisés. Dix à quinze ans après, il n'y aurait pas eu de majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations unies pour accepter une telle création. L'occupation et la colonisation font d'Israël l'objet d'un rejet assez vite unanime de la part des peuples du tiers-monde. Autant la position morale d'Israël est forte en 1967, autant elle est inexorablement destinée à se dégrader les années suivantes.

La guerre de 1967 met les Palestiniens au premier plan. Elle déclenche ainsi un processus par lequel la question de Palestine revient à son

fondement. Le conflit israélo-arabe a encore de longues années devant lui, mais, dès septembre 1967, les États arabes ont abandonné le programme de libération de la Palestine pour celui de la liquidation des séquelles de l'agression. Les conditions de leur retrait progressif sont ainsi posées. La force de la résistance palestinienne est sa volonté de témoignage, de démonstration de son existence. Sa faiblesse réside dans son incapacité à dépasser le cadre milicien et dans son absence de réelle capacité militaire. Tout le drame libanais se trouve ainsi posé. La liberté d'action palestinienne, la capacité d'exister de façon autonome impliquent de pouvoir être un acteur propre dans les dynamiques interarabes et de disposer d'un sanctuaire politique. Seul le Liban peut le lui permettre, au prix de l'effondrement de son État. Mais cet effondrement fait du Liban une scène politique où tous les acteurs régionaux, arabes comme israélien, deviennent des protagonistes.

Il semble que Yasser Arafat ait assez rapidement compris que la lutte armée ne pourrait aller au-delà de la volonté d'exister. Sa fonction de président de l'OLP lui permet de devenir un acteur légitime dans le système politique arabe, puis dans le tiers-monde et auprès du bloc socialiste et finalement pour une partie des pays européens. Aucun compétiteur palestinien ne peut avoir une telle position. Le prix à payer est celui de la « responsabilisation », c'est-à-dire de l'acceptation des formules diplomatiques de compromis politiques. Dès lors, il doit atermoyer entre les radicaux qui l'accusent de trahir la lutte armée et des exigences d'abandons sans contrepartie tangible. Il devient un praticien de l'équivoque.

5 juin 1967-4 juin 1982 : c'est bien le temps d'une succession de guerres et de violences, montrant encore fois qu'aucune guerre ne peut mettre fin aux guerres. Mais ces quinze années sont aussi celles du passage progressif du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien, la rançon de la victoire israélienne de juin 1967.

Notes

CHAPITRE I
La guerre

1- MAE, secrétariat général, Entretiens et messages, 31.

2- Michael B. Oren, *Six Days of War, June 1967 and the Making of the Modern Middle East*, Penguin Books, 2002 (ouvrage de base), p. 169.

3- *Foreign Relations of United States* (*FRUS*), 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 158, 5 juin 1967.

4- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771.

5- Col. Eliezer « Cheetah » Cohen, *Israel's Best Defense, The First Full Story of the Israeli Air Force*, New York, Orion Books, 1993, p. 191 *sq*.

6- Donald Neff, *Warriors for Jerusalem, The Six-Day that Changed the Middle East*, New York, Linden Press, Simon and Schuster, 1984, p. 203. Oren (p. 176) donne un bilan différent, 286 sur 420 appareils.

7- Les différents communiqués égyptiens sont dans *International Documents on Palestine, 1967*, Institute of Palestine Studies, Beyrouth, 1969, p. 585-586 et dans *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967* (Documents palestiniens et arabes pour 1967), Institute of Palestine Studies, Beyrouth, 1970, p. 312 *sq*. Sur la guerre du côté égyptien, voir Abd al- 'Azim al-Ramadân, *Tahtîm al – 'alihat, qissat harb junia 1967* (La destruction des idoles, récit de la guerre de juin 1967), Le Caire, 1984, et l'excellent Muhammad al-Jawâdi, *al-tarîq ila al-naqsat* (La route vers le revers), analyse des Mémoires des chefs militaires égyptiens, Le Caire, 2000.

8- Sur les combats de Jérusalem, Mordechai Gur, *The Battle for Jerusalem*, New York, Ibooks, 2004 (1re édition 1978).

9- Odd Bull, *War and Peace in the Middle East*, Londres, Leo Copper, 1976 (1re édition 1973), p. 113.

10- Livres de base pour la Jordanie, Mutawi (Samir A.), *Jordan in the 1967 War*, Cambridge Middle East Library, 2002. Hussein de Jordanie, *Ma guerre avec Israël*, Paris, Albin Michel, 1968. Ahmad al-Shuqayri, *al-hazîmat al-kubra ma'a al-mulûk wa-l-ru'asa'min bayt 'abd al-Nâsir ila ghrufa al 'amaliyyât* (La grande défaite avec les rois et les présidents de la maison de Nasser au poste de commandement) t. I in *al-a'mâl al-kâmila*, t. II, Centre de l'Unité arabe, Beyrouth 2006.

11- Richard Helms, *A Look over My Shoulder, A Life in the Central Intelligence Agency*, New York, Ballantine Books, 2004, p. 304.

12- Sur la Syrie en guerre, voir les *Mémoires* de Mustafa Tlass, *Mirât hayâtî* (Miroir de ma vie), t. II, Damas, Tlass, 2002, p. 753 *sq*.

13- Voir les Mémoires de Mahmoud Riyâd, *al bahth 'an al-salâm wa-l-sirâ' fî al-sharq al-awsat* (La recherche de la paix et la lutte pour le Moyen-Orient), Beyrouth, 1991, p. 56.

14- Sur la politique soviétique voir l'ensemble du livre, Yaacov Ro'i et Boris Morozov (éd.), *The Soviet Union and the June 1967 Six Day War*, Woodrow Wilson Center Press, Standford University Press, 2008.

15- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 166, 5 juin 1967.

16- Les débats du Conseil de sécurité se trouvent sur le site des Nations unies sur la Palestine dit Unispal.

17- *International Documents on Palestine, 1967,* p. 79-83.

18- Voir les témoignages recueillis par Jeremy Bowen, *Six Days, How the 1967 War Shaped the Middle East*, Simon & Schuster, 2003, p. 201-202, p. 210-211, p. 238-239. Les combats de Khan Yunis sont bien décrits dans Eric Hammel, *Six Days in June, How Israel Won the 1967 Arab-Israeli War*, New York, Charles Scribner's Sons, 1992, p. 172-179.

19- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 189, 7 juin 1967. C'est l'exposé le plus systématique dans ce sens.

20- Shlomo Gazit, *The Carrot and the Stick, Israel's Policy in Judaea and Samaria, 1967-1968*, Washington D.C., B'nai B'rith Books, 1995, p. 41, cite le témoignage du major général Herzog : « After Motta Gur's paratroop brigade moved out, Jerusalem reservists took over control. There was no order or discipline. All the wifes and sweethearts were allowed to roam around the area. All of Jerusalem was coming in, destroying and looting. »

21- Description d'Anne-Marie Goichon, *Jérusalem, fin de la ville universelle ?* Paris, Maisonneuve et Larose, 1976, p. 10-11 : « Tous les hôtels neufs, d'abord occupés par l'armée, furent complètement vidés. Souvent hôtels et maisons privées ont été honteusement souillés. Cela se passait aux heures où le couvre-feu empêchait les habitants de sortir. »

22- Il semble aussi que le retrait ait été décidé en raison du manque d'eau potable. Les forces de l'ONU ont détruit en partant l'unité de désalinisation de l'eau de mer et les combats ont interrompu le ravitaillement par camion, voir Hammel, *Six Days*, p. 251-253.

23- Gaby Bron, *Yediot Aharonot*, 17 août 1995, traduction française dans la *Revue d'études palestiniennes*, nouvelle série, n° 6, 1996, p. 37 *sq*. Voir aussi http://www.umassd.edu/specialprograms/mideastaffairs/witness2.htm.

24- État du débat à http://www.fas.org/sgp/eprint/bamford.html.

25- Jeremy Bowen, *Six Days,* p. 276.

26- Il serait question de l'usage de gaz de combat par les Égyptiens durant la guerre du Yémen.

27- Sayigh (Yezid), *Armed Struggle and the Search of State, The Palestinian National Movement, 1949-1993*, Oxford, Clarendon Press, 1997, p. 169-170.

28- Ces exécutions ont servi aussi de thème au dernier roman de Batya Gour, en français *Meurtre en direct*, Paris, Gallimard, 2006.

29- Voir les témoignages collectés par Tom Segev, *1967, Six jours qui ont changé le monde*, Paris, Denoël, 2007, p. 414-417.

30- Hammel, *Six Days*, p. 279.

31- Muhammad al-Jawâdi, *al-tarîq ila al-naqsat*, p. 425.

32- Références essentielles, Oren, p. 262-271, et James Bamford, *Body of Secrets, Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency*, New York, Anchor Books, 2002, p. 185-239. Sur ce

sujet, l'Internet est très riche d'informations et de controverses.

33- Dean Rusk, *As I Saw it*, New York, W. W. Norton & Company, 1990, p. 388.

34- Richard Helms, *A Look over My Shoulder*, p. 301.

35- Voir le récit de Mahmoud Riad, *The Struggle for Peace in the Middle East*, Londres, Quartet Books, 1981, p. 29 *sq*.

36- *Cahiers de l'Orient contemporain*, LXVII, octobre 1967, p. 19.

37- Le 10 juin 1967, MAE, Nantes, Tel-Aviv, 5.

38- Texte arabe dans Huda Abd al-Nâsir, *al-majmû'at al-kâmilat l-khutab wa tashîhât al-ra'is jamâl abd al-nâsir* (réunion complète des discours et déclarations du président Nasser), janvier 1967-septembre 1970, Le Caire, 2005, t. I, p. 262 *sq*.

39- Le roi Hussein l'emploie dès le 10 juin, *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967…,* p. 326.

40- Oren, *Six Days*, p. 276.

41- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 243, 10 juin 1967 : « We purpose to warn Israel that, if this is not fulfilled, necessary actions will be taken, including military. »

42- MAE, Afrique-Levant, Israël, 1779, Damas, le 9 juin 1967.

43- MAE, Afrique-Levant, Israël, 1779, Damas, le 5 juillet 1967, *L'occupation israélienne du Sud de la Syrie et la question des réfugiés*.

44- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1878, Damas, le 20 juin 1967, *Situation intérieure*.

45- Exposé global dans Zeev Maoz, *Defending the Holy Land, a Critical Analysis of Israel's Security & Foreign Policy*, The University of Michigan Press, 2006, p. 481.

46- Voir en particulier Peter Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 2001, p. 206 *sq*.

47- Raymond Aron, *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Paris, Julliard, 1983, p. 512.

48- Une estimation du CICR en janvier 1968 porte ces indications à 25 000 à 30 000 morts ou disparus égyptiens, soit un tiers des troupes engagées dans le Sinaï : MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Le Caire, le 26 janvier 1968, *Échange de prisonniers de guerre entre Israël et la République arabe unie et sort des troupes égyptiennes dans le Sinaï.* Voir plus haut pour d'autres indications.

49- Tom Segev, *1967*, p. 460-461.

50- *Ibid*., p. 448 *sq*. *1967 : Why Did the Palestinians Leave ?* par Nur Masalha (disponible sur plusieurs sites Internet).

51- Tom Segev, *1967*, p. 207 *sq*.

52- *Ibid*., p. 400 *sq*.

53- Témoignage d'Anne-Marie Goichon qui a visité les lieux avant la guerre : « Les maisons étaient petites comme dans l'ensemble de la vieille ville, mais paraissaient convenablement entretenues, ainsi que les rues proches du Mur », *Jérusalem, fin de la ville universelle ?* p. 7.

54- Teddy Kollek, *For Jerusalem*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1978, p. 197 : « My overpowering feeling was : do it now ; it may be impossible to do it later, and it must be done. »

55- MAE, Afrique-Levant, Israël, 1787, Tel-Aviv, le 11 juillet 1967, *Lieux saints juifs*.

56- MAE NUOI 718, Beyrouth, le 17 juin 1967, *Le Liban et la guerre*. Un avion israélien « égaré » au-dessus du Liban a été abattu et son pilote fait prisonnier le 6 juin. Israël en a demandé la restitution ou au moins un droit de visite au nom de la convention d'armistice. Le Liban a répondu qu'il s'en référerait au droit de la guerre et aux décisions de l'ONU. Les autorités libanaises ont autorisé le stationnement de troupes syriennes au Liban mais sans en donner une dimension pratique.

57- *International Documents on Palestine, 1967*, p. 100 : « On no account can Israel agree to a return to armistice agreements, to the armistice regime, and to the armistice borders. »

58- Tom Segev, 1967, p. 560 *sq*.

59- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 277, 13 juin 1967.

60- Ibid., n° 301, 16 juin 1967.

61- *International Documents on Palestine, 1967*, p. 109-112.

62- *Ibid.*, p. 118-119.

63- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 302, 16 juin 1967.

64- *International Documents on Palestine, 1967*, p. 117 : « This principle can be effective in the Middle East only on the basis of peace between the parties. The nations of the region have had only fragile and violated truce lines for 20 years. What they now need are recognized boundaries and other arrangements that will give them security against terror, destruction and war. Further, there just must be adequate recognition of the special interest of three great religions in the holy places of Jerusalem. »

65- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 314, 22 juin 1967.

66- « The secretary interposed by wondering whether there were not precedents on the basis of letting the people concerned decide. Eban replied that GOI was trying to take soundings on the intelligence level. »

67- Le compte rendu se trouve dans *FRUS*, 1964-1968, vol. XIV, Soviet Union, n. 217 *sq*.

68- « He pointed out that on the one hand there were 100 million Arabs who were really people of the 19th century as far as their spiritual development was concerned, and on the other hand here were 3 million Jews who were 20th century people, had attacked the Arabs and seized large tracts of Arab territory. There could be no peaceful settlement in the Middle East unless these forces were withdrawn. »

69- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 328, 27 juin 1967.

70- *Ibid*., n° 331, 28 juin 1967.

71- « A peaceful solution is to be a lasting solution, it must be a just solution. »

72- « Our guarantee of territorial integrity applied essentially to final boundaries rather than to current armistice lines. »

73- MAE, NUOI, 734, New York, 3 juillet 1967.

74- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 344, télégramme circulaire du 5 juillet 1967.

75- *Ibid*., n° 346, 6 juillet 1967.

76- Sur l'ensemble des questions politiques, en particulier dans le monde arabe, le *Al-kitab al-sanawi lilqadiyya Al-filastiniyya li'âm 1967* (Annuaire de la question de Palestine pour l'année 1967), Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1969, constitue un instrument particulièrement précieux.

77- « At present, it was necessary to support Nasser because otherwise the situation would be worse. »

78- Déclaration jordanienne du 27 juin, *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967,* p. 428.

79- *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967,* p. 439. La référence au nazisme et au fascisme est reprise dans le communiqué final du congrès (p. 455).

80- Exemple : appel de la Ligue islamique mondiale (d'inspiration saoudienne) aux chefs et aux peuples de la nation *(umma)* musulmane, La Mecque, le 1er juillet 1967, *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967,* p. 444.

81- Muhammad Hassanayn Haykal, *Uktubûr 73* (octobre 1973), Le Caire, 1993, p. 75.

82- Voir Muhammad Hassanayn Haykal, *1967, al-infijâr* (1967, l'explosion), Le Caire, 1990, p. 768 *sq*.

83- Muhammad Fawzi, *Harb al-thalâth sanawât, Mudhakkirât* (La guerre de trois ans, Mémoires), Le Caire, 1984, p. 165.

84- Mahmoud Riyâd, *al bahth 'an al-salâm*, p. 97-98.

85- J'ai donné en 1987 une traduction partielle des entretiens d'après les Mémoires de Mahmoud Riyad, « L'URSS et l'Égypte de Nasser à Sadate » repris dans *Orientales III*, 1re édition, p. 267 *sq*. Le compte rendu en traduction anglaise de la version égyptienne se trouve dans le livre d'Abdel Magid Farid, *Nasser, the Final Years*, Reading, Ithaca Press, 1994, p. 3 *sq*.

86- Voir le compte rendu de la réunion des représentants des pays socialistes à Budapest les 10-11 juillet 1967 : http://www.wilsoncenter.org:80/index.cfm?topic_id=1409&fuseaction=va2.document&identifier=CB799E89-A5C6-4005-075763A6DC8393AD.

87- MAE, Nantes, Tel-Aviv, 7, texte de l'interview accordée le 23 juillet par le général Rabin.

88- Abdel Magid Farid, *Nasser, the Final Years*, p. 20 *sq*.

89- Sur l'impuissance de l'Union soviétique à influencer la politique nord-vietnamienne, voir Rudolf G. Pikhoia, *URSS Histoire du pouvoir, quarante d'après-guerre*, Québec, Les Éditions Kéruss, 2007, p. 500 *sq*.

90- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 347, 8 juillet 1967.

91- *Ibid*., n° 369, 15 juillet 1967.

92- *Ibid*., n° 380, 21 juillet 1967.

93- MAE, NUOI, 718, Note de la sous-direction du Levant du 28 juillet 1967.

94- Voir le récit de Gideon Rafael, *Destination Peace, Three Decades of Israeli Foreign Policy*, New York, Stein and Day, 1981, p. 180 *sq*. Eban, *Autobiographie*, Paris, Buchet-Chastel, 1979, p. 337.

95- Anatoly Dobrynin, *In Confidence, Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents*, New York, Random House, 1995, p. 161 : « After long and complex talks with Arab governments, Moscow accepted his compromise, and I so informed Goldberg. But then strange things began to happen. He suddenly insisted he had not suggested any formula ; it had all been an "infortunate misunderstanding". I still had a piece of notebok paper with the text of the proposed compromise written in Goldberg's own hand, and I took it to Rusk, who recognized his own ambassador's handwriting. But Goldberg said he could not remember when he might have written it, and Rusk tacitly backed him. »

96- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 393, Amman, 28 juillet 1967.

97- Gideon Rafael, *Destination Peace*, p. 182 *sq*.

98- *International Documents on Palestine, 1967*, p. 157 : « The June 5th map has been destroyed irrevocably. There is now the cease-fire map or there are the frontiers which would be the chief item to be negotiated by Israel and her neighbors. »

99- Huda Abd al-Nâsir, *al-majmû'at al-kâmilat*, p. 272 *sq*.

100- Mahmoud Riyâd, *al bahth 'an al-salâm*, p. 101-102.

101- *Ibid*., p. 117 *sq*. Voir aussi le t. III de ses Mémoires, *Amrîka wa-l – 'arab* (L'Amérique et les Arabes), Beyrouth, 1986, p. 48-49.

102- Communiqué dans *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967,* p. 540.

CHAPITRE II
La résolution 242

103- Raymond Aron, *Les Articles du Figaro*, t. III, *Les crises*, Paris, Éditions de Fallois, 1997, p. 424.

104- Livre de base : Shlomo Gazit, *The Carrot and the Stick,* l'auteur ayant été lui-même l'un des exécutants essentiels de la politique israélienne en Cisjordanie.

105- MAE, NUOI, 735, note du 11 septembre 1967 du gouvernement israélien au secrétaire général de l'ONU.

106- Gershom Goremberg, *The Accidental Empire, Israel and the Birth of the Settlements, 1966-1977*, New York, Times Books, 2006, p. 99 *sq*.

107- C'est le titre même du livre de Shlomo Gazit.

108- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768, Tel-Aviv le 4 octobre 1967, *interview du général Dayan*.

109- Sur le sommet de Khartoum, Abdel Magid Farid, *Nasser, the Final Years,* p. 51 *sq*., Mahmoud Riyâd, *al bahth 'an al-salâm*, p. 118 *sq*., Shuqayri, *al-hazîmat al-kubra...,* t. II, p. 111 *sq*. Yoram Meital, « The Khartoum Conference and Egyptian Policy after the 1967 War : a Reexamination », *The Middle East Journal*, vol. 54, n° 1, Winter 2000, p. 64-82.

110- Voir la discussion entre Nasser et Shuqayri rapporté par ce dernier, *al-hazîmat al-kubra...,* t. II, p. 59 *sq*.

111- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1669, Le Caire, 4 août 1967.

112- Documents dans *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967,* p. 596 *sq*.

113- Frank Brenchley, *Britain, the Six-Day War and its Aftermath*, Londres, I. B. Tauris, 2005, p. 50-52.

114- Sur tous ces événements, Glen Balfour-Paul, *The End of Empire in the Middle East, Britain's Relinquishment of Power in her last three Arab Dependencies*, Cambridge Middle East Library, Cambridge University Press, 1991.

115- MAE, NUOI, 734, 19 septembre 1967 (rappel d'une conversation précédente).

116- Texte arabe dans *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967,* p. 667.

117- *FRUS*, 1964-1968, vol. XXI, Near East Region, n° 301, 7 septembre 1967.

118- « But should solution be delayed, pressures will return intensified and permeate the entire Arab world. Then solution would become impracticable and your friends would be unable to control feeling of bitterness among Arab peoples toward position of Western camp concerning their cause. Other side would seize upon this as means of confusing thoughts and spreading anarchy. »

119- *Cahiers de l'Orient contemporain*, LXVIII, décembre 1967, p. 10.

120- Voir le manifeste du MNA : « Combat de la destinée entre le mouvement révolutionnaire arabe et le néo-impérialisme », *International Documents on Palestine, 1967*, p. 637 *sq*.

121- Voir la protestation des chefs religieux musulmans réunis à Jérusalem, le 24 juillet 1967, *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967*, p. 515-516.

122- Déclaration de personnalités nationales jordaniennes, le 6 août 1967, *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967*, p. 552 *sq*.

123- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Jérusalem, le 2 novembre 1967, *Développement en faveur d'une Palestine indépendante*. Alain Gresh, *OLP, Histoire et stratégies, vers l'État palestinien*, Paris, Spag Papyrus, 1983, p. 87 *sq*.

124- Tom Segev, *1967...*, p. 570-571.

125- Shlomo Gazit, *The Carrot and the Stick,* p. 246-247.

126- MAE, Nantes, Tel-Aviv, 7, *Situation dans les territoires occupés*.

127- MAE, NUOI, 735, *Situation intérieure, question des réfugiés*.

128- Alan Hart, *Arafat*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1994, p. 210 *sq*.

129- *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967*, p. 675-677. MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1669, Amman, 5 septembre 1967.

130- Voir par exemple *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967*, p. 832-833, communiqué du 19 octobre 1967 évoquant pour une seule opération 150 tués israéliens et plus encore de blessés.

131- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768.

132- Sayigh (Yezid), *Armed Struggle*, p. 163.

133- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768,

134- *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967*, déclaration du 2 octobre 1967, p. 781-782.

135- *Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm 1967*, p. 985-986. Sur la chute de Shuqayri, voir les Mémoires d'Abu Gharbieh à l'époque membre du CE OLP, *Min al-Nakbat ila*

al-intifada (1949-2000) (*Du revers à l'intifada*), Beyrouth, 2004, p. 333 *sq*.

136- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1967*, p. 111.

137- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1683, Tel-Aviv, 28 décembre 1967.

138- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1967*, p. 139 *sq*.

139- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1967*, p. 663, appel du Fatah à l'ONU.

140- La correspondance de l'ambassade de France à Tel-Aviv parle, dès le 6 octobre 1967, des « organisations palestiniennes de résistance » MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768.

141- Le congrès se tient du 10 au 14 mars 1968 à Jérusalem, la délégation est dirigée par Marie-Madeleine Fourcade, apparemment aucun contact n'a été pris avec des représentants arabes de la ville, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1782, *Congrès de l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation*. Comme peut le montrer une brève enquête sur l'Internet, les publications de cette organisation servent aujourd'hui à la lutte contre le « nazislamisme ».

142- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 508, 11 novembre 1967.

143- *Ibid*., n° 434, 11 septembre 1967.

144- *Ibid*., n° 430 et 431, 28 et 29 août 1967.

145- *Ibid*., n° 440, lettre du président Johnson au président Tito : « You note that the Arabs feel the US interprets the draft resolution to imply a change of frontiers to their detriment. We have no preconceptions on frontiers as such. What we believe to be important is that the frontiers be secure. For this the single most vital condition is that they be acceptable to both sides. »

146- Joseph Nevo, *King Hussein and the Evolution of Jordan's Perception of a Political Settlement with Israel, 1967-1988*, Sussex Academic Press, 2006, p. 32. Hussein de Jordanie, *Ma guerre avec Israël*, p. 148.

147- Par exemple, entretien entre Mahmoud Riyad et Couve de Murville à New York le 27 septembre 1967, MAE, NUOI, 734, New York, le 29 septembre 1967.

148- L'ambassadeur de France au Caire préfère parler d'« assagissement du président Nasser », MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, 1841, Le Caire, le 13 octobre 1967, *Synthèse de l'actualité politique, mois de septembre 1967*.

149- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 471, mémorandum de Rostow le 13 octobre 1967 : « To have a resolution which each party could, for the time being, interpret in his own way until they became gripped of a negotiating process via an intermediary. »

150- Les services américains indiquent que le bâtiment était à 10 milles du rivage. *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 483, 23 octobre 1967. Voir aussi MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, 1845, Le Caire, le 26 octobre 1967, *L'Affaire de l'Eilath et ses répercussions*.

151- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 475, mémorandum de Walter Rostow, le 17 octobre 1967.

152- *Ibid*., n° 476, le 17 octobre 1967. Voir son témoignage in *The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, http://www.adst.org/int.htm#d, en particulier sur la décision qui n'a pas été prise, celle de

conditionner le retrait israélien à un règlement politique. Elle s'est imposée dans les faits sans une véritable étude préalable : « For example, I cited a decision that was never made. The issue was that "Israeli troops would stay in the occupied territories until the Arab-Israeli conflict was settled once and for all". A decision on that matter was never made. I pointed out places in the books where there was some rhetoric about the issue, primarily stemming from officials in the Israeli Embassy. »

153- « The professional levels of our government frankly doubt that the President will be willing in an election year to exert the kind of pressure on Israel that would be necessary to restore armistice lines, even as permanent boundaries. »

154- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 500, 3 novembre 1967.

155- « Nasir said that some of the Arab states, notably Syria and Algeria, had been very vehement with him in stating : "You cannot agree to a resolution or a declaration which includes the right to live for Israel." Nasir said : "I merely pointed out to them that we are no longer talking about Israel's right to live. We are talking about our own right to live." He repeated this two or three times. »

156- *FRUS*, 1964-1968, vol. XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967, n° 501, 4 novembre 1967.

157- *Ibid*., n° 502, 4 novembre 1967.

158- *Ibid*., n° 506, 30 novembre 1967 reprenant le mémorandum du 6 novembre.

159- « The Arabs have consistently made the mistake of rejecting resolutions which they later wished they had accepted. By rejecting this resolution they may be making the same mistake again. »

160- Qui interdit la menace ou l'utilisation de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance d'un pays.

161- « Article 33

1. Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution avant tout par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2. Le Conseil de sécurité, s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend par de tels moyens. »

162- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1676.

163- Frank Brenchley, *Britain, the Six-Day War*, p. 87-88.

164- Gershom Goremberg, *The Accidental Empire,* p. 124. Eshkol utilise ces termes dans son discours du 30 octobre.

165- Le passage dans le discours n'est pas clair d'autant plus que la voix de Nasser est alors en partie couverte par des acclamations. Une « clarification » a été adressée dans le sens indiqué aux Américains. *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 7, 4 décembre 1967. Une clarification identique est fournie aux Français : « L'éventualité du passage des bâtiments israéliens à travers le canal de Suez est toujours liée au règlement de la question palestinienne et notamment à celle des réfugiés », 27 novembre 1967, MAE, NUOI, 735.

166- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 12 et 13, 9 et 10 décembre 1967.

167- Eban, *Autobiographie*, p. 333. Cette mention ne se trouve pas dans les comptes rendus américain et israélien de la rencontre.

168- *International Documents on Palestine, 1967*, p. 110.

169- *Ibid.*, p. 138.

170- *Ibid.*, p. 186 *sq*.

171- Charles de Gaulle, *Discours et Messages*, Paris, Plon, 1970, V, p. 232-235.

172- Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. III, *Le souverain*, Paris, Seuil, 1986, p. 503.

173- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771, Tel-Aviv, le 29 novembre 1967.

174- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771, le 29 novembre 1967.

175- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1846, Le Caire, le 10 décembre 1967.

176- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771, le 5 décembre 1967.

177- Dans sa jeunesse, Ben Gourion reconnaissait qu'au moins une partie des habitants arabes, ceux de Galilée, descendait des Juifs de l'Antiquité.

178- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771, Tel-Aviv, le 12 janvier 1968.

179- Je suis ici l'édition donnée dans le recueil des textes de Raymond Aron, *Essais sur la condition juive contemporaine*, Paris, Texto, 2007.

180- Sur ces débats voir l'ouvrage collectif récent, Didier et Éric Fassin, *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris, La Découverte, 2006.

181- Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 498 *sq*.

182- Raymond Aron, *Les Articles du Figaro*, t. III, *op. cit.*

183- 22e année, 1967, n° 253 *bis*.

184- Voir les commentaires qu'en donne Maxime Rodinson dans *Peuple juif ou problème juif ?*, nouv. éd. revue, Paris, La Découverte, 1997 (reprise avec annotation du texte de 1967).

185- On admirera au passage la critique du Sartre de la préface aux *Damnés de la terre* : « Je suis anticolonialiste et antiraciste, mais ne puis renoncer pour cela à expliquer le colonialisme et le racisme par des facteurs sociaux et psychologiques des plus répandus et des plus banaux, auxquels nul ne devrait jurer qu'il est inaccessible. Le fait d'appartenir à un groupe colonisateur n'est pas le crime indicible et irrémissible qu'on imagine dans les cafés des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel. Qui est innocent ? Seul le temps passé depuis l'usurpation varie. »

CHAPITRE III
Solution politique ou révolution palestinienne

186- MAE, Afrique-Levant, 1967-1970, Israël, 1768.

187- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1967*, p. 61. MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1669, note du 12 décembre 1967, *Réunion au Caire des ministres des Affaires étrangères des pays arabes*.

188- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1670, Djeddah, le 20 décembre 1967, *L'Arabie saoudite et le prochain sommet arabe*.

189- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1967*, p. 187 et p. 663.

190- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1800, Amman, le 29 novembre 1967, *Situation politique*.

191- MAE, NUOI, 720, Jérusalem, le 21 novembre 1967.

192- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 54, 19 janvier 1968.

193- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Le Caire, le 26 janvier 1968, *Échange de prisonniers de guerre entre Israël et la République arabe unie et sort des troupes égyptiennes dans le Sinaï*.

194- Compte rendu dans *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 39.

195- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1780, Le Caire, le 19 janvier 1968, *Des entretiens Eshkol-Johnston*.

196- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 58, 22 janvier 1968, réponse de Kossyguine au message de Johnson.

197- Yitzhak Rabin, *Mémoires*, Paris, Buchet-Chastel, 1980, p. 100-101.

198- Abba Eban, *Personal Witness, Israel through my Eyes*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1992, p. 478-479.

199- Dan Kurzman, *Soldier of Peace, The Life of Yitzhak Rabin*, New York, Harper Collins Publishers, 1992, p. 234 *sq*.

200- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 92, 24 février 1968.

201- MAE, NUOI, 721, 11 avril 1968.

202- Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs, Expanded Edition*, University of California Press, 1996, p. 125 *sq*.

203- MAE, NUOI, 736, New York, le 19 janvier 1968.

204- MAE, NUOI, 736, Le Caire, le 27 janvier 1968.

205- Haykal revendique la destruction du *Dakar* comme fait d'armes de la marine égyptienne, mais cela paraît peu crédible, *al-infijâr.*, p. 934.

206- MAE, Afrique-Levant, 1967-1970, Israël, 1773, Tel-Aviv, le 2 février 1968, *Des incidents du 30 janvier sur le canal de Suez et de la mission de M. Jarring*.

207- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 68, 5 février 1968 : « I can affirm that we are ready to seek agreement on the establishment of peace in a negotiation embracing all matters included in the S.C. res. 22 Nov which either side may wish to raise. »

208- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1780, Tel-Aviv, le 1er mars 1968, *Relations entre Israël et les pays d'Afrique noire*.

209- Sur ce sujet, Voir Gideon Raphael, *Destination Peace*, p. 196 *sq*. Lui-même ruse avec les mots.

210- MAE, NUOI, 736, Le Caire, le 17 février 1968.

211- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768, 6 février 1968, *Déclaration de M. Moshe Dayan*.

212- MAE, NUOI, 721, Jérusalem, le 15 février 1968, *Tension sur la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne*.

213- MAE, NUOI, 721, Amman, le 20 février 1968, *Représailles israéliennes et leurs suites*.

214- MAE, NUOI, 721, Jérusalem, le 29 février 1968, *De l'observation du cessez-le-feu*.

215- Huda Abd al-Nâsir, *al-majmû'at*, t. I, p. 387 *sq*.

216- Voir le témoignage de Bergus dans *The Foreign Affairs Oral History* ; il fait porter la responsabilité de l'échec sur la radicalisation de l'opinion publique égyptienne.

217- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 101, 4 mars 1968, mémorandum de Saunders à Rostow.

218- David A. Korn, *Stalemate, The War of Attrition and Great Power Diplomacy in the Middle East, 1967-1970*, Boulder, Westview Press, 1992, p. 52-53.

219- Sur les tractations entre diverses organisations palestiniennes, *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1968,* Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1971, est très utile. Il faut naturellement le compléter par *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968* (Documents palestiniens et arabes pour l'année 1968), Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1970).

220- Sur l'événement : Yezid Sayigh, *Armed Struggled...,* p. 174… Tony Walker, Andrew Gowers, *Arafat, The Biography*, Londres, Virgin Books, 2003, p. 49 *sq*.

221- Dossier en MAE NUOI 721.

222- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 186 *sq*.

223- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1776, Jérusalem, le 25 mars 1968, *État d'esprit en Cisjordanie après l'affaire de Karameh.*

224- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1776, Amman, le 10 avril 1968. MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 18 avril 1968, *Situation politique*.

225- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 252. Selon Abou Daoud, dont les Mémoires sont riches d'informations précieuses, l'initiative vient d'Abou Iyad qui apporte ainsi son soutien à Arafat dans les luttes internes du Fatah. Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem à Munich*, Paris, Anne Carrière, 1999, p. 195.

226- *Ibid*., p. 218-219.

227- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1776, Le Caire, 29 mars 1968, *Répercussions de l'affaire de Karameh*.

228- Documents essentiels dans Abdel Magid Farid, *Nasser, The Final Years*.

229- Rencontre avec Abdel Rahman Aref, le 10 février 1968, Abdel Magid Farid, *Nasser, The Final Years*, p. 116.

230- Au Conseil des ministres du 7 avril, il affirme qu'ils infligent aux Israéliens une quinzaine de morts par semaine, Abdel Magid Farid, *Nasser, The Final Years*, p. 96.

231- Rencontre avec le roi Hussein, le 6 avril 1968, Abdel Magid Farid, *Nasser, The Final Years*, p. 122.

232- Récit dans Abou Iyad, *Palestinien sans patrie, entretiens avec Eric Rouleau*, Paris, Fayolle, 1978, p. 103 *sq*.

233- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1842, Le Caire, le 26 avril 1968, *De la RAU et les organisations palestiniennes de résistance*.

234- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 151, 24 avril 1968, télégramme de Dean Rusk : « If assured that Israel would implement the resolution, Egyptians were prepared to discuss substance and modalities of implementation through Jarring, but not directly with Israelis. If communications were the problem, this was an argument for moving to New York, where it would be possible to check quickly on what the parties had said and meant. Arabs could be in one room and Israelis in another, even in the same suite, and Jarring could move back and forth to work out details of agreement. »

235- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Le Caire, le 28 juin 1968, *La RAU et la résolution du 22 novembre 1967*.

236- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1776, Le Caire, le 29 mars 1968, *Répercussions de l'affaire de Karameh*.

237- Muhammad Hassanayn Haykal, *Uktubûr 73*, p. 82 *sq*.

238- Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem à Munich*, p. 234.

239- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1883, Damas, le 11 juillet 1968, *Réactions syriennes durant la visite du président Nasser à Moscou*.

240- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1846, Le Caire, le 26 juillet 1968, *Réactions égyptiennes au coup d'État en Irak*.

241- Huda Abd al-Nâsir, *al-majmû'at*, t. I, p. 577 *sq*.

242- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 138.

243- Voir par exemple *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 141, 9 avril, mémorandum d'Harold Saunders à Walter Rostow.

244- Sur cette affaire, voir Gershon Goremberg, *The Accidental Empire...*, p. 138 *sq*.

245- Anne-Marie Goichon, *Jérusalem*…, p. 47.

246- MAE, NUOI, 740, Jérusalem le 28 juin 1968 : « La destruction des biens wakfs qui obstruaient encore une partie du Mur des lamentations est maintenant terminée. Elle n'a d'autre but que de répondre au désir des archéologues israéliens de pousser plus avant les fouilles entreprises depuis un an au pied du mur d'enceinte du temple d'Hérode. »

247- MAE, NUOI, 740, 22 mai 1968.

248- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1787, Jérusalem, le 11 juin 1968, *La Question de Jérusalem*.

249- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1775, Jérusalem, le 13 mai 1968, *Des rapports israélo-palestiniens*. Teddy Kollek, *For Jerusalem...*, p. 199 *sq*.

250- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Affaires palestiniennes Jérusalem, 1796, Jérusalem, le 27 mai 1968, *La Situation économique dans le secteur annexé de Jérusalem et dans les territoires occupés*.

251- MAE, NUOI, 740, Jérusalem, le 16 août 1968, *La Situation politique en Cisjordanie et en Israël*. Shlomo Gazit, *The Carrot and the Stick,* p. 144 *sq*.

252- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Jérusalem, le 10 mai 1968, *Déclarations de M. Hikmat al-Misri*.

253- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Jérusalem, le 13 septembre 1968, *Le Terrorisme arabe et ses répercussions en Cisjordanie*.

254- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Jérusalem, le 16 juillet 1968, *La Situation politique à Jérusalem et en Cisjordanie*.

255- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768, Tel-Aviv, le 24 mai 1968, Gideon Raphael, *Destination Peace...*, p. 198-199.

256- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1773, Tel-Aviv, le 4 juin 1967.

257- Gershon Goremberg, *The Accidental Empire...*, p. 152 *sq*.

258- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 186 et 187 ; Avi Shlaim, *The Iron Wall*, p. 262-264.

259- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1774, Tel-Aviv, le 13 juin 1968.

260- Bien des années après, il l'exprime encore dans son *Autobiographie*, p. 339-340 : « Il apparut alors clairement que le roi Hussein préférait que notre pays conserve la totalité de ses conquêtes et soit ainsi soumis à la réprobation internationale plutôt que de prendre la responsabilité de lui en abandonner près de 33 %. »

261- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801.

262- MAE, NUOI, 736, Le Caire, le 9 septembre 1968.

263- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768, Tel-Aviv le 5 décembre 1968, *Mémorandum du mouvement pour la terre d'Israël.*

264- Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, Paris Fayard, 1979, t. I, p. 375.

265- Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, 1998, p. 295 *sq*., Zaki Shalom, *Israel's Nuclear Option*, Sussex Academic Press, 2005, p. 147 *sq*.

266- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 163, 2 mai 1968.

267- *Ibid*., n° 184, 4 juin 1968.

268- *Ibid*., n° 155.

269- *Ibid*., n° 189, 6 juin 1968.

270- Sur George Ball, James A. Bill, *George Ball, Behind the Scenes in U.S. Foreign Policy*, Yale University Press, 1997 et George Ball, *The Past has Another Pattern, Memoirs*, New York, Norton & Company, 1982.

271- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 204, 29 juin 1968.

272- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Londres, le 1er août 1968, *Navires bloqués dans le canal de Suez*.

273- C'est de cette façon que Ball traduit la position française. Selon la version française, Alphand a mentionné « notre préjugé favorable à l'égard d'un "calendrier" d'application de la résolution du 22 novembre à élaborer dans les couloirs des Nations unies et devant être décidé par le Conseil de sécurité. En réponse à des questions de son interlocuteur, il a précisé que, dans notre esprit, une telle décision devrait faire l'objet d'une acceptation préalable de toutes les parties au conflit et couvrir tous les problèmes posés par la crise ». MAE, NUOI, 736 23 juillet 1968.

274- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 213, 17 juillet 1968.

275- *Ibid*., n° 215, 17 juillet 1968 : « The clear impression gained by Ball and Sisco was that this was a tactical move related to Phantoms and did not represent position GOI would hold over time. »

276- *Ibid*., n° 218, 18 juillet 1968 : « Israel, the King said, had three faces. There was the religious group, the hard-line expansionist and the moderate realistic element. As a result, there was no consistent Israeli policy to which the Arabs could address themselves. »

277- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1780, Washington, le 2 juillet 1968, *Question israélienne*.

278- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 231, 6 août 1968.

279- *Ibid*., n° 247, 9 septembre 1968 : « Mr. Allon did not believe the Arabs would go to war unless they thought they could win. After the Czechoslovakia affair where the West had been incapable of responding, agreement to supply Phantoms might be a helpful reply to the Soviets. Once the Arabs realize that they cannot win a war, Mr. Allon believes that they will reconcile themselves to the existence of Israel. »

280- *Ibid*., n° 245, 4 septembre 1968.

281- *Ibid*., n° 249, 10 septembre 1968 : « The idea had come to him through Dr. Nahum Goldman, an old Zionist. He, Dobrynin, and the Soviet Government had concluded that a Four-Power guarantee of the Middle Eastern frontiers was the most solid basis the Israelis could acquire for the continuity of their national existence – more solid than a peace treaty with the Arab states. He suggested that, perhaps, an agreement on this particular point might be a constructive item for a Summit meeting. »

282- Sur la nature de la politique soviétique, voir Vladislav M. Zubok, *The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, The University of North California Press, 2007. Sur l'évolution de la guerre froide, Odd Arne Westad, *The Global Cold War, Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge University Press, 2005.

283- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1780, Washington, le 11 septembre 1968, *Déclarations du président Johnson sur le Moyen-Orient*. *International documents on Palestine, 1968*, p. 122 *sq*.

284- « It should be equally clear that boundaries cannot and should not reflect the weight of conquest. Each change must have a reason which each side, in honest negotiation, can accept as a part of a just compromise. »

285- MAE, NUOI, 718, Beyrouth, le 8 mai 1968, *Campagne anti-libanaise à la radio israélienne*.

286- MAE, NUOI, 718, Beyrouth, le 9 mai 1968, *Audience du président de la République*.

287- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 174, 15 mai 1968.

288- Déclaration du 18 avril 1968, *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 262.

289- Déclaration du 28 juin 1968, in *ibid*., p. 469.

290- Déclaration du 1er juillet 1968, in *ibid*., p. 475.

291- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Beyrouth, le 15 mai 1968, *Frontière israélo-libanaise*.

292- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Paris, le 25 mai 1968.

293- MAE, NUOI, 718, Beyrouth, le 15 juin 1968, *Incident à la frontière libano-israélienne*.

294- MAE, NUOI, 718, Tel-Aviv, le 19 juin 1968.

295- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1776, Amman, le 1er avril 1968, *Incursion armée israélienne dans le Wadi Araba*.

296- La famille Kennedy a demandé que la peine capitale ne lui soit pas appliquée.

297- Texte arabe dans *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 992 *sq*.

298- Il utilise maintenant l'expression « peuple palestinien » *(sha'b filastîni)* et non plus « peuple de Palestine » comme il en avait l'habitude avant juin 1967. Huda Abd al-Nâsir, *al-majmû'at*, t. I, p. 599.

CHAPITRE IV

La reprise des combats

299- C.L. Sulzberger, *L'Ère de la médiocrité*, Paris, Albin Michel, 1974, p. 316.

300- Voir les déclarations du FPLP, in *International documents on Palestine, 1968*, p. 409 *sq*. et *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 544 *sq*.

301- MAE, NUOI 721, Amman, le 14 août 1968.

302- MAE, NUOI 721, Amman, le 5 août 1968.

303- MAE, NUOI 721, Tel-Aviv, le 5 août 1968.

304- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1768, Tel-Aviv, le 23 août 1968, La situation politique de la semaine.

305- MAE, NUOI, 721, Amman, le 26 août 1968.

306- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Affaires palestiniennes, Jérusalem, 1791, Tel-Aviv le 3 septembre 1968, *Retour en Israël du Boeing d'El Al et de ses passagers*.

307- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1800, Amman, le 5 septembre 1968, *Situation politique*.

308- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1800, *Visite de la vallée du Jourdain et du secteur d'Irbid, le 10 octobre 1968* ; cette situation dure depuis plusieurs mois.

309- Muhammad Fawzi, *Harb al-thalâthat sanawât*, p. 279-280.

310- Ultérieurement un déserteur égyptien informera que le prisonnier est décédé à la suite de ses blessures.

311- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Le Caire, le 18 septembre 1968, *De la situation sur la ligne de cessez-le-feu israélo-égyptienne*.

312- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771, Tel-Aviv, le 11 octobre 1968, *Répercussions de l'attentat d'Hébron*.

313- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771, Jérusalem, le 18 octobre 1968, *Affrontement judéo-islamique à Hébron*.

314- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Jérusalem, le 30 octobre 1968, *Situation politique en Cisjordanie*.

315- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 252, 14 septembre 1968 : « Some said peace treaty just piece of paper but for Israel recognition, peace, open borders were only hope. Absence of war between neighbors not enough. There must at least be start to crossing Rubicon of recognition and open borders, otherwise war would come again after few years. » Voir aussi Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs, Expanded Edition*, p. 138 *sq*.

316- *Ibid*., n° 255, 18 septembre 1968 : « The Arabs will not surrender that trump card-symbolizing recognition of Israel-until they believe the Israeli government has committed itself to withdrawal. »

317- *Ibid*. : « It was not enough to chant "Peace". Both in Hanoi and in Washington peace was the cry. Yet peace would not be attainable until we got down to the specifics of what must underlie it. »

318- *Ibid*., n° 256, 18 septembre 1968 : « We don't really disagree with the Israelis that the Soviet proposal is generally unacceptable. We do disagree with their definition of "peace".

They seem to be holding out for a complete Arab “change of heart” whereas we have thought more of the step-by-step evolution of peace through a series of practical arrangements. We’ve thought of a settlement as a framework within which peace could evolve. »

319- *Ibid*., n° 262, 25 septembre 1968 : « Rabin said that Israel would give Hussein a role in the Moslem Holy Places. He said that they had even considered building an overpass or a tunnel to give the Jordanians unhampered access to Jerusalem.

« Mr. Rostow said that wasn’t good enough. If there was going to be a peace settlement, they would have to show more imagination than that. »

320- Ces termes n’apparaissent pas dans son entretien avec Michel Debré, le 26 septembre à Paris, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1771.

321- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 268, 1er octobre 1968 : « Czech invasion should be on GA agenda. Israel found incongruous and demoralizing the idea that US would welcome Soviet signature on ME settlement. USSR should not be invited into ME. In Israel’s view, USG should not continue contacts with Soviets on ME. »

322- *Ibid*., n° 269, 2 octobre 1968.

323- Johnson était peu enthousiaste de la candidature de son vice-président Humphrey qui s’était démarqué de lui en ce qui concerne le Vietnam. Les élections au Congrès lui importaient plus. Dans les semaines qui précèdent les élections, il tente d’obtenir à Paris un règlement honorable sur le Vietnam.

324- MAE, Nantes, Tel-Aviv, 5, Djedda, 13 novembre 1968, *L’Arabie saoudite et Israël*.

325- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, New York, le 15 octobre 1968.

326- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1845, Le Caire, le 1er novembre 1968, *L’incident du 26 octobre*.

327- David A. Korn, *Stalemate,* p. 99 *sq*.

328- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1837, Le Caire, le 8 novembre 1968, *De la création d’organisations de défense populaire*.

329- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Beyrouth, le 28 octobre 1968, *Actions israéliennes contre le Liban*.

330- MAE, NUOI, 738, Beyrouth, le 31 octobre 1968, *Situation à la frontière israélo-libanaise*.

331- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 15 octobre 1968.

332- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 25 octobre 1968.

333- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1800, Amman, le 30 octobre 1968, *Situation politique*.

334- Dossiers des déclarations dans *al-wathâ’iq al-filastiniyyât al – ‘arabiyya li‘âm 1968*, p. 836 *sq*. Voir aussi Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem à Munich*, p. 222 *sq*.

335- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 7 novembre 1968.

336- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1800, Amman, le 13 novembre 1968, *Situation politique, la crise du 4 novembre 1968*.

337- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1815, Beyrouth, le 21 novembre 1968, *Vague d’agitation politique au Liban*.

338- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1815, Beyrouth, le 12 décembre 1968, *Le gouvernement face à l'agitation des étudiants*.

339- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1816, Beyrouth, le 16 décembre 1968, *Le Liban et les fiddayins*.

340- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1816, Beyrouth, le 30 décembre 1968, *Le Liban et les fiddayins*

341- David A. Korn, *Stalemate,* p. 70.

342- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 295, 29 octobre 1968.

343- *Ibid*., n° 306, 4 novembre 1967.

344- Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs,* p. 141 *sq*.

345- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 301, 3 novembre 1968.

346- « Riad said aspirin not enough for man with cancer and main question still whether there enough support for peace in area. This main question still to be answered by Israel. If clear answer given that there will be no expansion, then all problems can be solved. If they reject expansion and try to improve relations with Arabs there will be no problem. »

347- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 324 : « With regard to your expression of hope that my election may create an opportunity for progress on some of the world's problems, let me assure you that the United States Government under my administration will continue to give a high priority to the search for a just peace and amicable relationships in the Middle East as well as elsewhere. »

348- Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs,* p. 133 *sq*.

349- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 315.

350- *Ibid*., n° 333, 27 novembre 1968 : « It will not be the first power in the Middle East to introduce nuclear weapons and agrees not to use any aircraft supplied by the United States as a nuclear weapons carrier. »

351- *Ibid*., n° 360, 24 décembre 1968 : « Rabin told Warnke that as long as Israel had neither tested a device nor made its existence public, it would consider that it had not "introduced" nuclear weapons. Warnke in his letter says mere possession is "introduction," and that is where the issue rests. »

352- William Quandt, *Peace Process, American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, University of California Press, 1993, p. 61-62.

353- *FRUS*, 1964-1968, vol. XX, Arab-Israeli Dispute 1967-1968, n° 321, 14 novembre 1968.

354- « As a matter of principle, our position has been clear. What we are doing now is not to tell anybody where to draw his boundaries ; we are saying very simply that it is a fact that there will be no peace if Israel tries to hold onto large chunks of territory. »

355- « But frankly, we don't feel Israel has listened very attentively or taken our views seriously. »

356- « The further Israel went from the armistice lines, the further it would be from peace. »

357- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Jérusalem, le 25 novembre 1968.

358- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Jérusalem, le 28 novembre 1968, *L'attentat terroriste du 22 novembre et ses conséquences*.

359- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1780, Jérusalem, le 12 décembre 1968, *Visite de M. Scranton à Jérusalem*.

360- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 915 et réponse des intéressés p. 922-923.

361- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1884, Damas, le 13 décembre 1968, *Commentaires syriens sur la tournée de M. Scranton au Moyen-Orient*.

362- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 968 *sq*.

363- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Affaires palestiniennes Jérusalem, 1791, Beyrouth, le 28 décembre 1968, *Avion d'El Al*.

364- Tabitha Petran, *The Struggle over Lebanon*, New York, Monthly Review Press, 1987, p. 99 *sq*.

365- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1815, Beyrouth, le 6 janvier 1969, *Le Liban sera-t-il jordanisé ?*

366- MAE, NUOI, 718, Tel-Aviv, le 31 décembre 1968.

367- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Tel-Aviv le 30 décembre 1968.

368- Voir le dossier en MAE, NUOI, 738.

369- MAE, secrétariat général, entretiens et messages, 36 37 38, *Entretien du général de Gaulle et de M. Zorine*, le 2 janvier 1969.

370- MAE, NUOI, 736.

371- Note de la sous-direction du Levant, le 2 janvier 1969, MAE, NUOI, 718.

372- Voir l'excellente analyse de Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey, *Itinéraires de Paris à Jérusalem, La France et le conflit israélo-arabe*, tome II, *1958-1991*, Paris, Les Livres de la Revue d'études palestiniennes, 1993, p. 83 *sq*.

373- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1766, Tel-Aviv, le 21 janvier 1969, *De l'embargo*.

374- Voir Samir al-Khalil, *Irak, la machine infernale*, Paris, JC Lattès, 1991, p. 86 *sq*.

375- MAE, NUOI, 737, New York, le 11 janvier 1969.

376- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1766, Washington, 30 janvier 1969.

377- Alan Hart, *Arafat*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1994, p. 236 *sq*.

378- Abou Iyad, *Palestinien sans patrie,* p. 109 et p. 215 donne la date du 10 octobre 1968, *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1968*, p. 791 donne celle du 19 octobre. Voir aussi Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem*, p. 234 *sq*.

379- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1971, p. 19. Un avant-projet a été diffusé, le 1er janvier 1969, par le représentant du Fatah à Paris sous la forme d'un programme en sept points.

380- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, p. 23.

381- L'ambassade de France au Caire (MAE, NUOI, 741, le 31 janvier 1969) note que « les Français, en particulier M. Terrenoire et le professeur Jacques Berque, tout en montrant

beaucoup de compréhension pour le problème palestinien, ont exercé leur influence (comme M. Krishna Menon et Mme Bandaranaike) dans un sens modérateur, exhortant en particulier les rédacteurs du communiqué à ne pas renoncer à la résolution du 22 novembre, s'ils veulent se faire entendre de l'Occident ».

382- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1969*, Institut des études palestiniennes, Beyrouth, 1972, p. 66 *sq*.

383- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, p. 41

384- Abu Gharbieh, *Min al-Nakbat ila al-intifada...*, p. 360 *sq*.

385- Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II, The KGB and the World*, Londres, Allen Lane, 2005, p. 246 *sq*. Rudolf G. Pikhoia, *URSS Histoire du pouvoir,* p. 608 *sq*. Il y a des discordances de dates entre les deux sources, ce qui pourrait indiquer plusieurs étapes successives dans ce rapprochement.

386- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, p. 61 *sq*.

387- Yezid Sayigh, *Armed Struggled...*, p. 214.

388- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Amman, le 22 février 1969, *Le Fatah, du terrorisme à l'établissement*.

389- Sur tout ce passage voir MAE, NUOI, 737, Jérusalem, le 17 avril 1969, *De l'application des conventions de Genève en territoires occupés*.

390- Voir son mémorandum du 14 janvier 1969, lors de la période de transition, *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969, October 1970, n° 2 : « Nevertheless, there remain fundamental issues in controversy between ourselves and the USSR in the Mediterranean and adjacent regions, not least a continuing Soviet effort to project power and influence there to our detriment. »

391- *Ibid*., n° 21, 27 février 1969, National Intelligence Estimate **:** « The more recent Soviet moves for diplomatic collaboration with the Western Powers probably reflect concern that eventually the risks could become less controllable, especially because of the increasing role of Arab terrorist organizations which the Arab States themselves cannot control. »

392- Sur la tournée européenne, Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche, 1968-1973*, Paris, Fayard, 1979, I, p. 77 *sq*.

393- MAE, NUOI, 737, New York, le 18 février 1969.

394- MAE, secrétariat général, entretiens et messages, 36 37 38. Robert Dallek, *Nixon and Kissinger, Partners in Power*, New York, HarperCollins Publishers, 2007, p. 112-115.

395- Sur Sisco, voir *The Foreign Affairs Oral History Collection*.

CHAPITRE V
La guerre du canal

396- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1840, *Nasser et le bilan d'un été arabe*.

397- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1681. *Entrevue avec M. Jarring*.

398- Muhammad Hassanayn Haykal, *Uktubûr 73*, p. 107 *sq*. L'auteur prétend que Nasser l'avait choisi comme commandant en chef pour l'étape suivante de la traversée du canal.

399- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Le Caire, le 14 mars 1969.

400- Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, I, p. 370 *sq*.

401- Variante de traduction, le « poids de la conquête ».

402- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1773, New York, le 17 mars 1969.

403- Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, I, p. 362.

404- MAE, NUOI, 718, Service juridique, 21 mars 1969, *Analyse juridique des mérites comparés des codes de règlement du conflit palestinien*.

405- MAE, NUOI, 737, New York, le 24 mars 1969.

406- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1er avril 1969, *Note : évolution de la situation au Moyen-Orient*.

407- Au moins lors de son passage à Londres, le 20 avril 1969, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Londres, le 24 avril 1969, *Déclarations du roi Hussein*.

408- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969, October 1970, n° 30, 30 mars 1969.

409- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1845, Le Caire, le 12 mai 1969.

410- MAE, NUOI, 737, New York, le 3 avril 1969.

411- Dans une déclaration le 13 avril 1969, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, 1768, 15 avril 1969, *Note : évolution de la situation au Moyen-Orient*.

412- MAE, NUOI, 737, New York, le 14 avril 1969.

413- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 16 avril 1969.

414- *Ibid*., le 11 mai 1969.

415- Sur le personnage voir Aher Susser, *On Both Banks of the Jordan, A Political Biography of Wasfi al-Tall*, Londres, Frank Cass, 1994.

416- Voir le long et riche entretien accordé par Abou Iyad à Lutfi al-Khuli et publié par la presse égyptienne en juin 1969, *International Documents on Palestine 1969*, p. 699-733.

417- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Tel-Aviv, le 15 avril 1969.

418- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969, October 1970, n° 38, 18 avril 1969, n° 44, 8 mai 1969.

419- http://www.time.com/time/magazine/0,9263,7601690516,00.html.

420- « Call it Israel, or whatever they want to call it, and I will recognize it. »

421- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Affaires palestiniennes Jérusalem, 1793, Le Caire, le 18 juillet 1969, *Opinion soviétique sur les mouvements palestiniens de résistance*.

422- John D. Glassman, *Arms for the Arabs, The Soviet Union and War in the Middle East*, The Johns Hopkins University Press, 1975, p. 70-71.

423- Mohammed Heikal, *Le Sphinx et le Commissaire, heurs et malheurs des Soviétiques au Proche-Orient*, Paris, Éditions J. A, 1980, p. 229. Fred Wehling, *Irresolute Princes, Kremlin Decision Making in Middle East Crises, 1967-1973*, New York, St. Martin's Press, 1997, p. 82-83.

424- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1846, Le Caire, le 3 juillet 1969, *Conjoncture militaire*.

425- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969-october 1970, n° 58, 18 juin 1969.

426- *Ibid*., n° 67, Moscou, le 14 juillet 1969 ; MAE, NUOI, 738, Moscou, le 22 juillet 1969, *Entretien avec M. Gromyko : Moyen-Orient*.

427- *Ibid*., n° 77, 4 septembre 1969, Contingency Plan in the Event of Sino-Soviet Hostility.

428- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1774, Tel-Aviv, le 13 juin 1969.

429- MAE, NUOI, 738, Tel-Aviv, le 27 juin 1969.

430- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1774, Tel-Aviv, le 30 juin 1969, *Discours de M. Dayan*.

431- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Bonn, le 12 juin 1969, *Manifestations anti-israéliennes dans certaines universités allemandes*.

432- Bassam Abou-Sharif et Uzi Mahnami, *Ennemis en terre promise, Un Israélien, un Palestinien, De la guerre sans merci à la paix des braves. Journal à deux voix*. Paris, Robert Laffont, 1996, p. 82.

433- Stefan Aust, *The Baader Meinhof Complex*, Londres, The Bodley Head, 2008, p. 70 *sq*.

434- *Libération*, le 18 octobre 2007, « La RAF ne se considérait pas antisémite, mais antisioniste », Thomas Skelton-Robinson, spécialiste du terrorisme de gauche.

435- Sur la crise, voir Charles Helou, *Mémoires*, t. II, *Présence palestinienne et accord du Caire*, t. III, *Accord du Caire, documents,* Beyrouth, librairie Antoine, s.d.

436- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1882, Damas, le 7 février 1969, *Détérioration des relations syro-irakiennes*.

437- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1878, Damas, le 4 avril 1969, *Remaniement de la direction du Baath syrien, à l'issue du 4e congrès extraordinaire du parti*.

438- C'est ce qui ressort de son entretien avec l'ambassadeur de France, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, 1818, Liban, Beyrouth, le 21 mars 1969, *Entretien avec le général Chéhab* : « Enfin le général Chehab m'a laissé entendre qu'une espèce de *modus vivendi* avait été conclu entre l'état-major libanais et les organisations de résistance palestiniennes pour éviter l'apparition d'incidents graves sur les frontières méridionales du Liban. Il a ajouté qu'il avait eu il y a quelque temps une entrevue personnelle avec Arafat. Comme il a, m'a-t-il dit, une formation d'ingénieur il est beaucoup plus réaliste que la plupart des autres leaders. »

439- Selon l'ambassade de France, la consigne serait venue d'Arafat, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, 1816, Liban, Beyrouth, le 25 avril 1969, *Le glissement vers le désordre*.

440- Outre les Mémoires de Charles Helou, voir Niqûlâ Nâsîf, *Al-maktab al-thânî, hâkim fî al-dhill* (le deuxième bureau, gouvernant dans l'ombre), Beyrouth, 2005, p. 281 *sq*.

441- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1814, Beyrouth, le 30 juin 1969, *La crise ministérielle*.

442- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1815, Beyrouth, le 10 juillet 1969, *Après soixante-quinze jours de crise*.

443- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1882, Damas, le 6 septembre 1969, *« Un danger libanais » pour la Syrie*.

444- Yaacov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition*, p. 81 *sq*.

445- MAE, NUOI, 738, Tel-Aviv, le 25 juillet 1969, *Réaction israélienne au discours du président Nasser*.

446- Plus exactement, les Israéliens établissent une clôture définissant pour la première fois une limite physique sur le terrain. Asher Kaufman, « Who Owns the Shebaa Farms », *Middle East Journal*, autumn 2002, volume 56, number 4, p. 576-595.

447- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban 1815, Beyrouth, le 14 août 1969, *Répercussions du raid israélien sur la crise politique libanaise*.

448- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban 1816, Beyrouth, le 12 septembre 1970, *Nouvel affrontement du gouvernement avec la résistance palestinienne*.

449- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Tel-Aviv, le 16 août 1969, *Situation politique*.

450- Pierre Rondot, « Al-Aqsa et la signification de Jérusalem pour l'Islam », *Études*, octobre 1969, p. 355-365.

451- *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1969,* Beyrouth, 1972, p. 68 *sq*.

452- « Résolus à préserver les valeurs spirituelles, morales et socio-économiques de l'islam qui constituent un des facteurs déterminants des progrès réalisés par l'humanité,

« Proclamant leur foi inébranlable dans les préceptes de l'Islam qui constituent une réelle égalité de droits,

« Réaffirmant leur adhésion à la Charte des Nations unies dont les buts et les principes offrent une base solide pour une coopération fructueuse entre tous les peuples. »

453- Sources dans Yaacov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition*, p. 92 et p. 97.

454- Elle a publié son autobiographie avec une préface de Glubb Pacha, *Mon peuple vivra*, Paris, Gallimard, 1973.

455- *The Rabin Memoirs*, p. 148-149.

456- Mémorandum du 19 septembre 1969, *The Rabin Memoirs*, p. 151-152 : « A man would have to be blind, deaf, and dumb not to sense how much the administration favors our military operations, and there is a growing likelihood that the United States would be interested in escalation of our military activity with the aim of undermining Nasser's standing. Some circles were considering the possibiliy of Israel destroying the Egyptian army in a large-scale offensive action ; and certainly no one here is dismayed by such a prospect. Right now, such thoughts have not been expressed formally. But I have the impression that as circumstances evolve, it is a possibility that the U.S. will take into serious account. Thus the willingness supply us with additional arms depends more on stepping up our military activity against Egypt than on reducing it. »

457- Dernier état du dossier, Avner Cohen et William Burr, « Israel crosses the threshold », *Bulletin of the Atomic Scientist*, May/June 2006 (http://www.thebulletin.org/article.php?art_ofn=mj06cohen) et la sélection des documents sur le site du National Security Archive, http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB189/index.htm.

458- MAE, NUOI, 738, Amman, le 13 octobre 1969, *La résistance palestinienne et la formule de Rhodes*.

459- MAE, NUOI, 737, New York, le 9 octobre 1969.

460- Roland Dannreuther, *The Soviet Union and the PLO*, St Antony's College, Londres, MacMillan Press, 1998, p. 42-43.

461- Dima P. Adamsky, « The "Seventh Day" of the Six Day War : The Soviet Intervention in the War of Attrition (1969-1970) », in Yaacov Ro'i et Boris Morozov, *The Soviet Union and the June 1967 Six Day War*, p. 198-249.

462- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 6 octobre 1969.

463- L'ambassadeur de France le qualifie de « parti d'extrémistes religieux auprès desquels le fanatisme des Frères musulmans fait figure d'aimable voltairianisme », MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 6 octobre 1969.

464- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1781, Amman le 8 octobre 1969, *Du voyage de madame Meir et des relations américano-jordaniennes*.

465- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 22 octobre 1969, *De la résistance et du roi Hussein*.

466- *International Documents on Palestine 1969*, p. 138 ; Joseph G. Chami, *Le Mémorial du Liban*, t. V, *Le mandat de Charles Helou*, Beyrouth, 2004, p. 214.

467- Voir les Mémoires de Shafiq al-Hut, *Bayna al-watân wa-l-manfî* (entre la patrie et l'exil), Beyrouth, Riad al-Rayyes Books, 2007, p. 123-124.

468- MAE, NUOI, 718, Beyrouth, le 16 octobre 1969, *Attentat contre le siège de l'OLP*.

469- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1821, Le Caire, le 23 octobre, *Message du président Nasser à M. Charles Helou*. *International Documents on Palestine 1969*, p. 797 ; *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969* (Documents palestiniens et arabes pour l'année 1968), Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1971, p. 434.

470- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1818, Beyrouth, le 27 octobre 1969, *Entretien avec M. Sadaka*.

471- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1815, le 28 octobre 1969, sous-direction du Levant, *Crise libanaise*.

472- Source essentielle Niqûlâ Nâsîf, *Al-maktab al-thânî,* p. 288 *sq*. avec le détail des conversations du Caire. Il s'appuie sur des entretiens avec le général Boustany.

473- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Liban, 1821, Damas, le 5 novembre 1969, *La Syrie et la crise libano-palestinienne*.

474- Joseph G. Chami, *Le Mémorial du Liban*, t. V, p. 228.

475- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 3 novembre 1969, *Discours du roi Hussein au parlement*.

476- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1777, Tel-Aviv, le 5 novembre 1969, *Israël et la crise libanaise*.

477- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Tel-Aviv, le 25 novembre 1969, *La politique israélienne dans les Territoires occupés*.

478- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, n° 98, Washington, le 29 octobre 1969.

479- *Ibid*., n° 93, Washington, le 20 octobre 1969.

480- MAE, NUOI, 738, Moscou, le 18 novembre 1969, entretien avec M. Gromyko.

481- MAE, NUOI, 738, Le Caire, le 10 novembre 1969, *Plan américain de règlement*.

482- MAE, NUOI, 738, Paris, le 20 novembre 1969.

483- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1774, Paris, le 24 novembre 1969, *Conflit israélo-arabe*.

484- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Tel-Aviv, le 13 novembre 1969, *Situation militaire sur le canal*.

485- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Tel-Aviv, le 13 novembre 1969, *Le discours du président Nasser et la presse israélienne*.

486- Mahmoud Riyâd, *al bahth ʻan al-salâm*, p. 206.

487- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1770, Tel-Aviv, le 11 février 1970, Chronologie du 5 au 10 février 1970.

488- Robert Dallek, *Nixon and Kissinger*, p. 177 *sq*.

489- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, n° 104. *International Documents on Palestine 1969*, p. 167 *sq*.

490- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1767, Tel-Aviv, le 17 décembre 1969, *Du discours de madame Golda Meir*.

491- Site officiel du ministère israélien des Affaires étrangères : (http://www.mfa.gov.il/MFA/Foreign+Relations/Israels+Foreign+Relations+since+1947/1947-1974/10+Israel+Rejects+the+Rogers+Plan–+Cabinet+Stateme.htm) : « The proposals submitted by the US cannot but be construed by the aggressive Arab rulers as an attempt to appease them, at Israel's expense. »

492- *International Documents on Palestine 1969*, p. 175 *sq*. : « I think it is an unfortunate word. It suggests that the Arabs are enemies of the United States and somehow we are appeasing them. »

493- C'est aussi le cas de la déclaration de Golda Meir à la Knesset le 29 décembre 1969, *International Documents on Palestine 1969*, p. 179 *sq*.

494- *Time Magazine* du 26 décembre 1969, *Cabinet of Hawks*. http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,941789,00.html.

495- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1774, Tel-Aviv, le 11 décembre 1969, *Israël en position de force ?*

496- Mahmoud Riyâd, *al bahth ʻan al-salâm*, p. 206 *sq*.

497- *Ibid*., p. 199 et p. 215.

498- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1671, Damas, le 18 décembre 1969, *Participation de la Syrie au sommet arabe de Damas*.

499- Mahmoud Riyâd, *al bahth ʻan al-salâm*, p. 217 *sq*. MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1671, 30 décembre 1969. *Note : Cinquième sommet arabe tenu à Rabat en décembre 1969*.

500- Éric Roussel, *Pompidou*, Paris, JC Lattès, 1994, p. 345.

501- *Time Magazine* du 19 janvier 1970, *The Armorers of Araby*, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,878655,00.html.

502- Source essentielle, Éric Roussel, *Pompidou*, p. 349 *sq*.

CHAPITRE VI

503- Abdel Magid Farid, *Nasser, the Final Years*, Londres, Ithaca Press, 1994, p. 186-189.

504- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, p. 457 *sq*. *International Documents on Palestine 1969*, p. 805 *sq.*, entretien publié au début du mois de novembre. *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1969,* Beyrouth, 1972, p. 116.

505- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, p. 519. *International Documents on Palestine 1969*, p. 826 *sq*. Déclarations publiées le 20 décembre 1969. *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1969,* Beyrouth, 1972, p. 112 *sq*.

506- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1969*, p. 535 *sq*. *International Documents on Palestine 1969*, p. 833 *sq*. Déclaration du 27 décembre 1969. *al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm 1969,* Beyrouth, 1972, p. 87 *sq*.

507- Déclaration à la presse libyenne, début janvier 1970, *International Documents on Palestine 1970,* Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1973, p. 743 *sq*.

508- Entretien publié par un journal libanais, le 20 janvier 1970, *International Documents on Palestine 1970,* p. 749 *sq*.

509- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Amman, le 20 mars 1970, *La résistance et les projets de création d'un État palestinien à Gaza et en Cisjordanie*.

510- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Jérusalem, le 24 mars 1970, *Opposition israélienne à la tenue d'une conférence de notables palestiniens*.

511- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Tel-Aviv, le 2 avril 1970, *Établissement de familles juives à Hébron*.

512- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 12 mai 1970, *Réactions aux propos de M. Eban concernant l'instauration en Palestine d'un État juif et d'un État arabe*.

513- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1788, Jérusalem, le 30 avril 1970, *Situation politique en Cisjordanie*.

514- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1767, Tel-Aviv, le 2 avril 1970, *Cabinet israélien*.

515- Avi Shlaim, *The Iron Wall,* p. 287-288.

516- Elinor Burket, *Golda*, New York, Harper, 2008, p. 287 *sq*. Gershom Goremberg, *The Accidental Empire*, p. 203 *sq*.

517- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969, october 1970, n° 109, 24 décembre 1969.

518- *Ibid*., n° 110, 24 décembre 1969.

519- *Ibid*., n° 112, 29 décembre 1969 : « He said that one remark the President had made had struck home with particular force in Moscow, namely, that "after all Israel had won the war". If that meant that we wanted to have Egypt bear the whole burden, then prospects for negotiations were dim indeed. I said the President was not stating a condition but a fact of life and that he was not saying Egypt should bear the whole burden but should keep in mind that it must bear *some* burden. »

520- MAE, NUOI, 1190, Tel-Aviv, le 13 janvier 1970, *Israël et le Liban*.

521- *The Rabin Memoir*, p. 157 *sq*.

522- Déclaration datant de la mi-août 1968 citée par Yaacov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition*, p. 122 : « To strike terror into the heart of the Arabs of the cities. This means that if we want to, we can break the Arab will to fight. »

523- David A. Korn, *Stalemate, The War of Attrition*, p. 178 : « So vast and chaotic is the United States government that, with reasonable diligence, almost any foreign diplomat can be sure of finding someone with connections to high places who would say something susceptible to interpretation in ways he or his government desired. An ambassador more experienced and more cautious than Rabin would have understood this and would have realized that even those in high places may, at certain moments, say things intended more to please than to be taken seriously. Rabin, however, took what was told him literally, at least when it fit own theoretical frame of reference. Beyond that, he based his reading of American policy on a tissue of assumptions and on whispered hints, nods, silences and cocktail party conversation, all filtered though the lens of his own political logic. »

524- Voir le récit fait par Heykal dans *The Road to Ramadan*, p. 83 *sq*.

525- *International Documents on Palestine 1970,* p. 16 *sq*.

526- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, january 1969, october 1970, n° 121.

527- *Ibid*., n° 123, 1er février 1970.

528- Richard B. Parker, *The Politics of Miscaculation...*, p. 144 *sq*. Il donne son témoignage personnel.

529- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969, October 1970, n° 126.

530- Le contenu des entretiens Dobrynine-Kissinger ont été publiés en version intégrale comprenant les deux versions des discussions dans *Soviet-American Relations, The Détente Years,* 1969-1972, Washington, Department of State, 2007. Le compte rendu de Kissinger adressé à Nixon qu'il voit quotidiennement est en général plus elliptique que celui de Dobrynine envoyé à Moscou.

531- *International Documents on Palestine 1970,* p. 756 *sq*. Abu Gharbieh, *Min al-Nakbat ila al-intifada...*, p. 405 *sq*. Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem*, p. 282 *sq*.

532- Voir ses souvenirs : Georges Habache, *Les révolutionnaires ne meurent jamais, Conversations avec Georges Malbrunot*, Paris, Fayard, 2008, p. 86 *sq*. avec une erreur de datation d'un mois.

533- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 317 *sq*.

534- MAE NUOI 1190, Paris, le 10 février 1970, Messages de M. Kossyguine, Comparaison des textes et des réponses, Réactions des intéressées : « D'après M. Levin [de l'ambassade d'Israël], le gouvernement israélien se préoccupe moins en ce moment des menaces militaires soviétiques, qu'il croit dans une large mesure, factices ou inopérantes, que des manœuvres politiques que le gouvernement de Moscou pourrait avoir en tête et sur la consistance desquelles il ne s'est d'ailleurs pas expliqué. »

535- Yaacov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition*, p. 171.

536- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1767, Le Caire, le 20 mars 1970, *Révélations de M. Anouar al-Sadate*. Selon Sadate, la chute du régime nassérien est d'autant plus urgente pour les États-Unis qu'ils doivent évacuer pour le 30 juin 1970 leurs bases aériennes en Libye.

537- Voir le livre de Samuel M. Katz, *Israel versus Jibril, The Thirty Year War against a Master Terrorist*, New York, Paragon House, 1993, p. 27 *sq*. (utilise des sources israéliennes).

538- Le 24 février 1970, *International Documents on Palestine 1970,* p. 762 *sq*.

539- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Amman, le 24 février 1970, *Déclaration de M. Georges Habache concernant l'affaire de la Swissair*.

540- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, january 1969, october 1970, n° 140, 10 mars 1970.

541- *The Rabin Memoir*, p. 166 *sq*.

542- Voir l'interview de Bar-Lev dans *Time Magazine* du 6 avril 1970, http://www.time.com/time/magazine/0,9263,7601700406,00.html.

543- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1778, Le Caire, Le 17 avril 1970, *Bombardement de l'école de Bahr al-Bakar*. Néanmoins, des doutes demeurent. Voir David A. Korn, *Stalemat,* p. 196-197.

544- Lawrence L. Whetten, *The Canal War*, p. 95-96.

545- Sur cette affaire d'interprétation difficile, la meilleure synthèse est celle de Raphael Patai, *Nahum Goldman, His Missions to the Gentiles*, The University of Alabama Press, 1987.

546- Ahmad Hamrouch, le journaliste français d'origine égyptienne Éric Rouleau a aussi joué un rôle dans cette affaire.

547- Voir son livre d'entretiens en français, Nahum Goldman, *Le Paradoxe juif*, Paris, Stock, 1976, p. 252-253 : il mentionne une invitation d'Hassan II par l'intermédiaire de Jean Daniel en 1969 de rencontrer Yasser Arafat. Dayan, consulté, l'en aurait dissuadé. Jean Daniel évoque bien son rôle, mais le situe en juin 1970. Ils ont tous les deux été reçus par Hassan II et ils ont évoqué la question de la paix au Moyen-Orient. Jean Daniel, *La Blessure suivi du Temps qui vient*, Paris, Livre de poche, 1994, p. 356 *sq*.

548- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1781, Tel-Aviv, le 19 avril 1970, *Entretien avec M. Sisco*.

549- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 326-327.

550- Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, t. I, p. 592.

551- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Affaires palestiniennes Jérusalem, 1793, Beyrouth, le 18 juin 1970, *Les fedayins au Liban*.

552- *International Documents on Palestine 1970,* p. 820 *sq*.

553- Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem*, p. 294 *sq*.

554- *International Documents on Palestine 1970,* p. 836 *sq*.

555- Selon le bilan du Croissant-Rouge jordanien. Un attaché militaire américain, sa femme et son fils de 11 ans ont été tués dans leur maison.

556- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 320 *sq*.

557- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 21 juin 1970, *Considération sur la crise jordanienne*.

558- *International Documents on Palestine 1970,* p. 860 *sq*.

559- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 22 juillet 1970, *Relations entre le pouvoir hachémite et la résistance*.

560- Yaacov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition*, p. 171.

561- Chazli donne pour l'ensemble de la période 1967-1972 un total de pertes égyptiennes de 2 882 martyrs et 6 285 blessés, Sa'd al-Shâdhlî, *Harb 'uktûbir, Mudhakirrât* (la guerre d'octobre, Mémoires), nouvelle édition, San Francisco, 2003, p. 202.

562- David A. Korn, *Stalemate...*, p. 227.

563- *FRUS*, 1969-1976, vol. XII, Soviet Union, January 1969, October 1970, n° 166, 10 juin 1970.

564- *Soviet-American Relations, The Détente Years,* p. 90 *sq*.

565- William Bundy, *A Tangled Web*, p. 180.

566- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1681, Washington, le 20 juin 1970, *Moyen-Orient*.

567- Robert Dallek, *Nixon and Kissinger*, p. 221.

568- « To encourage the parties to move towards a just and lasting peace which takes fully in account the legitimate aspirations and concerns of all governments and peoples of the area. »

569- Le 23 juin 1970, *Soviet-American Relations, The Détente Years,* p. 166 *sq*. Le compte rendu de Dobrynine passe pratiquement sous silence cette demande. Il est vrai que les Soviétiques semblent essentiellement préoccupés par les discussions sur le désarmement qui couvre l'essentiel, à ce moment-là, des compte rendus de Dobrynine alors que ceux de Kissinger portent surtout sur le Moyen-Orient.

570- Mahmoud Riyâd, *al bahth 'an al-salâm*, p. 247 *sq*.

571- En fait, la Grande-Bretagne n'a pas été informée pour la punir d'avoir dit, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, que l'Égypte était contrôlée par l'Union soviétique.

572- Pour les réactions arabes, voir *International Documents on Palestine 1970,* p. 876 *sq*.

573- Abu Gharbieh, *Min al-Nakbat ila al-intifada...*, p. 416 *sq*. sur l'attitude des Palestiniens en Jordanie.

574- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1838, Le Caire, le 25 juillet 1970.

575- David A. Korn, *Stalemate...*, p. 255-256 : « Our position on withdrawal is that the final borders must be agreed upon by the parties by means of negotiations under the auspices of ambassador Jarring. Moreover, we will no press Israel to accept a solution to the refugee problem that will alter fundamentally the Jewish character of the state of Israel or jeopardize your security. We shall adhere strictly and firmly to the fundamental principle that there must be a peace agreement in which each of the parties undertakes reciprocal obligations to the other. »

576- « No Israeli soldiers should be withdrawn from the present lines until a binding contractual peace agreement satisfactory to you has been achieved. »

577- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 5 août 1970, Vues du roi Hussein concernant le règlement politique.

578- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1800, Amman, le 6 août 1970, *Évolution politique en Jordanie durant le mois de juillet 1970*.

579- Sur ces questions voir l'excellent livre de Trita Parsi, *Treacherous Alliance, the Secret Dealing of Israel, Iran and the US*, Yale University Press, 2007.

580- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1846, Le Caire, le 3 août 1970, *Relations égypto-irakiennes*. MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1840, Le Caire, le 7 août 1970, *Situation intérieure en Égypte*.

581- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1683, Damas, le 7 août 1970, *Incertitudes syriennes en présence de l'évolution du conflit israélo-arabe*.

582- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1681, New York, le 18 août 1970, *Entretien avec M. El-Zayyat*.

583- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Amman, le 24 août 1970, *Situation en Jordanie au lendemain des entretiens Hussein-Nasser*. MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1681, Le Caire, le 25 août 1970, *Entretien avec le directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères*.

584- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République Arabe Unie, 1842, Le Caire, le 28 août 1970, *Relations entre le gouvernement égyptien et la résistance palestinienne.* Abu Iyad, *Palestiniens sans patrie*, p. 129-130. Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem*, p. 338 *sq*.

585- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1681, New York, le 1er septembre 1970, *Entretiens avec M. Jarring*.

586- Gerhom Goremberg, *The Accidental Empire*, p. 213-214.

587- C'est l'avis de l'ambassadeur jordanien à Damas, MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Syrie, 1882, Damas, le 3 septembre 1970, *La Syrie et la crise jordanienne*.

588- Auparavant, Haddad a préparé un projet d'avion suicide, un petit bimoteur léger qui se jetterait sur une tour de Tel-Aviv. Le candidat s'est grièvement blessé lors d'un vol d'entraînement (Bassam Abou-Sharif, *Ennemis en Terre promise...*, p. 91-92). On peut se demander si ces deux opérations n'ont pas inspiré les organisateurs du 11 septembre 2001.

589- Ce serait le deuxième attentat israélien contre un responsable élevé de la résistance palestinienne. Pour des raisons juridiques, Israël ne l'a pas revendiqué, mais voir Ian Black & Benny Morris, *Israel's Secret Wars, A History of Israel's Intelligence Services*, New York, Grove Weidenfeld, 1991, p. 272 : « Palestinians, especially PFLP officials, had been targeted by the Israelis long before the post-Munich wave of assassinations ; in July 1970, rockets had been fired at the Beirut apartment of Wadi'a Haddad. »

590- Bassam Abou-Sharif et Uzi Mahnami, *Ennemis en terre promise,* p. 98 *sq*.

591- Yezid Sayigh, *Armed Struggle…*, p. 256-257.

592- Source essentielle sur l'histoire des détournements du point de vue des victimes, le livre de David Raab, *Terror in Black September*, New York, Palgrave, 2007. L'auteur, alors âgé de 17 ans, a été l'un des otages. Trois décennies après il a collecté toutes les informations disponibles en plus de ses souvenirs personnels. Les Mémoires d'Abou Daoud sont particulièrement riches d'informations du point de vue palestinien. On peut les compléter par celles de Bahjat Abou Garbieh, *Min al-Nakbat ila al-intifada*, p. 425 *sq*.

593- En fait, il y a bien un Français qui sera discrètement récupéré par l'ambassade à Amman.

594- Nigel J. Aston, « Pulling the Strings : King Hussein's Role during the Crisis of 1970 in Jordan », *The International History Review*, XXVIII, march 2006, p. 94-118.

595- William Bundy, *A Tangled Web*…, p. 185 : « Prepared to intervene directly… should Syria and Iraq enter the conflict and tip the military balance. »

596- Robert Dallek, *Nixon and Kissinger*, p. 225 : « He said the soviets made their worst mistake in building missiles in the Middle East. We are going to give the Israelis five times as much as he had planned. The king cannot fall. It is better for us to go in. »

597- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1799, Amman, le 19 septembre, *Conversation avec le roi Hussein*.

598- Patrick Seale, *Assad, The Struggle for the Middle East*, University of California Press, 1988, p. 158 *sq*. Pour son biographe, Assad avait déjà le contrôle absolu de l'armée syrienne. Ses hésitations durant la crise sont liées à son mépris pour l'ensemble de la direction palestinienne dont le comportement est irresponsable.

599- William B. Quandt, « The Middle East Conflict in US Strategy 1970-1971 », *Journal of Palestine Studies*, vol. 1, n° 1 (autumn 1971), p. 39-52.

600- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1801, Moscou, le 21 septembre 1970, entretien avec M. Vinogradov.

601- Voir son témoignage dans *The Foreign Affairs Oral History*. Il a reçu pour instruction d'informer directement la Maison-Blanche sans passer par le Département d'État : « The President said : "Keep me informed. Remember what I need. I don't want that State Department garbage. Keep me informed."

« So that's what I did. I mean, I ended up, at times, writing cables to go to the President, and making sure something also went to the State Department. »

602- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 334 *sq*.

603- Sur les conditions d'exfiltration d'Arafat, Basâm Abu Sharîf, *Yâsir ʻarafât*, p. 45 *sq*. Il s'est fait passer pour un Koweïtien de la mission de paix arabe.

CHAPITRE VII
Ni guerre ni paix

604- « Gravest threat to world peace since this Administration came into office. »

605- Sur ce sujet voir l'excellent livre de Peter Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 1999.

606- L'AIPAC est issu de l'Organisation sioniste américaine et s'en est séparé pour des raisons juridiques puisque c'est un « lobby » dûment enregistré comme tel. Les grandes organisations juives traditionnelles continuent de traiter directement avec la présidence.

607- « The Private Jewish War on Russia », *Time Magazine*, 25 janvier 1971, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,904637,00.html.

608- Michael Thomas, *American policy Toward Israel, The Power and Limits of Belief*, Londres et New York, Routledge, 2007, p. 35-36.

609- Kirk J. Beattie, *Egypt During the Sadate Years*, New York, Palgrave, 2000, p. 48.

610- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 339 *sq*.

611- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, République arabe unie, 1846, Le Caire, le 23 novembre 1970, *Entretien avec le président Anouar El-Sadate*.

612- Elliot Richardson, Donald Rumsfeld, Robert D. Murphy, John J. McCloy.

613- *Foreign Affairs Oral History*, témoignage de Bergus : « He said he wanted peace and wanted to continue our conversations and so that was sort of the beginning.

« Q : Did he seem friendlier with our delegation than Nasser, or less suspicious ?

« Bergus : We were amazed because, frankly, he was not too highly regarded before he became the President. He was a bit of a buffoon, a bit of a clown, and he used to do Nasser's dirty work for him during the time – 1969 – he used to go around making speeches accusing the US of being behind Israel. He wasn't taken very seriously. »

614- http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,943308,00.html. Il existe un décalage d'une semaine entre la publication réelle et la date officielle. Le journal a donc été disponible le 16 novembre.

615- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1776, Amman, le 16 novembre 1970, *Éventuels contacts entre le roi Hussein et les dirigeants israéliens*.

616- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Jordanie, 1802, Amman, le 29 novembre 1970, *De singulières indications données au roi Hussein par le chef d'état-major égyptien*.

617- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1772, Tel-Aviv, le 20 novembre 1970, *Entretien avec le général Yaariv* (qui fait l'exégèse de la pensée de Dayan).

618- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Proche-Orient, 1682, Washington, le 17 décembre 1970, *Entretiens avec M. Sisco*.

619- William B. Quandt, *Decade of Decisions, American Policy Toward the Arab-Israeli Conflict*, University of California Press, 1977, p. 132-133.

620- Lawrence L. Whetten, *The Canal War...*, p. 142-143.

621- R. Israeli (éd.), *The Public Diary of President Sadat, I, The Road to War, September 1970-October 1973*, Leyde, Brill, 1978, p. 14 *sq*.

622- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, République arabe unie, 1905.

623- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, République arabe unie, 1905, le 8 janvier 1971, *Note pour le ministre, entretien avec le directeur de cabinet de M. Riad*.

624- MAE, NUOI, 1191, Jérusalem, le 29 janvier 1971, *Maintien du cessez-le-feu sur le canal*.

625- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Jordanie, 1951, Amman le 25 février 1971, *Relations jordano-américaines*.

626- Voir la lettre de Sisco au journal *Near East Report* en mars 1971.

627- *The Foreign Affairs Oral History*, témoignage d'Atherton à l'époque assistant de Sisco : « We had a fascinating exposure to Sadat, the kind of person he was. He was very frank. He was very forthcoming in the meetings with him. Made no bones of the fact that he wanted to see an improved relationship with the United States. Talked rather freely, and some people thought perhaps he was a little indiscreet, about how he didn't want Egypt to continue to be seen as a Soviet client. Even talked very frankly to Rogers, in a private meeting, which Rogers later conveyed to us, about his internal problems with some of Nasser's lieutenants who were trying to pull a power play and seize power from Sadat. »

628- William B. Quandt, *Decade of Decisions*, p. 142 ; Kirk J. Beattie, *Egypt during the Sadat Years*, p. 90. Il y a discordance sur les dates des entretiens.

629- Abou Daoud, *Palestine, De Jérusalem à Munich…*, p. 522.

630- MAE, Afrique-Levant, 1966-1970, Israël, 1789, Jérusalem, le 24 décembre 1970, *Attentats dans le territoire de Gaza*.

631- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Affaires palestiniennes, 1942, Jérusalem, le 9 août 1971, *Initiatives politiques en Cisjordanie*.

632- Yezid Sayigh, *Armed Struggle*, p. 275.

633- Primakov, *Russia and the Arabs*, p. 266 *sq*.

634- Kirk J. Beattie, *Egypt During the Sadate Years*, p. 91.

635- Sur le séjour à Moscou, Muhammad Hâfiz Isma‘îl, *Amin misr al-qawmi fî ‘asr al-tahadiyyât* (la sécurité national de l'Égypte à l'époque des défis), Le Caire, 1987, p. 188 *sq*.

636- Plus exactement le Congo. Le pays devient le Zaïre le 27 octobre 1971.

637- Robert Dallek, *Nixon and Kissinger*, p. 328.

638- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, République arabe unie, 1903, Le Caire, le 22 novembre 1971, *Verbatim des entretiens entre le président Sadate et les quatre sages africains*.

639- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Liban, 1962, Beyrouth, le 7 octobre 1971, *Entretien avec l'Imam chiite*.

640- Abou Daoud, *De Jérusalem à Munich*, p. 548 *sq*.

641- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Jordanie, 1950, Amman, le 20 décembre 1971, Terrorisme antijordanien.

642- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Jordanie, 1948, Amman, le 23 décembre 1971, Positions du roi Hussein.

643- Kirk J. Beattie, *Egypt During the Sadate Years*, p. 123-124.

644- Muhammad Hâfiz Isma‘îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 193 *sq*.

645- Elinor Burket, *Golda*, p. 251.

646- Le gouvernement de Fidel Castro a refusé de toucher cette location. Comme ce n'est pas un territoire américain et que la souveraineté cubaine ne s'exerce pas, c'est une zone de non-droit.

647- Le traité de 1977 a rendu le canal et la zone du canal au Panama, ce qui a été effectif en 1999.

648- Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, t. II, p. 1345 *sq*.

649- Jabal Hammâd, *al-Ma‘arik al-harbiyaa ‘ala jibhat al-misriyya harb uktubir 1973* (les combats militaires sur le front égyptien dans la guerre d'octobre 1973), Le Caire, 2002, p. 39.

650- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Israël, 1936, Tel-Aviv, le 15 février 1972, *Déclarations du président Senghor*.

651- Shlomo Gazit, *Trapped Fools*, p. 63-64.

652- MAE NUOI 1190, Beyrouth, le 14 janvier 1972, *Entretien avec le président Frangié*.

653- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Liban, 1965, Beyrouth, le 20 janvier 1972, *Les menaces d'Israël et les relations libano-palestiniennes*.

654- Abou Daoud évoque une centaine de morts, *Palestine, De Jérusalem…*, p. 562.

655- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Israël, 1937, Tel-Aviv, le 3 mars 1972, *Israël et la Syrie*.

656- Musa S. Braizat, *The Jordanian Palestinian Relationship, The Bankrupcy of the Confederal Idea*, Londres, British Academy Press, 1998, p. 144-145.

657- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 353 *sq*.

658- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Affaires palestiniennes, 1942, Jérusalem, le 1er avril 1972, *Jérusalem*.

659- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Jordanie, 1949, Jérusalem, le 17 mars 1972, *Les Cisjordaniens et le plan Hussein*.

660- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Affaires palestiniennes, 1943, Jérusalem, le 27 mars 1972, *Élections municipales en Cisjordanie*.

661- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Israël, 1938, Washington, le 1er juin 1972, *Relations américano-israéliennes, un exposé du général Rabin*.

662- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Israël, 1935, Washington, le 10 juin 1972, *Entretien avec l'ambassadeur d'Israël*.

663- Outre les Mémoires de Kissinger, *FRUS*, 1969-1976, vol. XIV, p. 409 *sq*.

664- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 209 *sq*.

665- Mohamed Heikal, *The Road to Ramadan*, p. 168.

666- Raymond L. Garthoff, *Détente and Confrontation, American-Soviet Relations from Nixon to Reagan, Washington*, Brookings Institution, 1995, p. 316.

667- Sa'd al-Shâdhlî, *Harb 'uktûbir, Mudhakirrâ* (La guerre d'octobre, Mémoires), nouvelle édition, San Francisco, 2003, p. 159.

668- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 218 *sq*.

CHAPITRE VIII
Le temps du terrorisme

669- Yevgeny Primakov, *Russia and the Arabs*, New York, Basic Books, 2009, p. 16.

670- Voir Michael Bar-Zohar et Eitan Haber, *The Quest for the Red Prince, The Inside Story of Israel's Relentless Manhunt for One of the World's Deadliest and Most wanted Arab Terrorists*, New York, William Morrow and Company, 1983 (de l'assez mauvaise littérature).

671- Sur ce sujet, voir l'excellent livre de Michaël Prazan, *Les Fanatiques, Histoire de l'armée rouge japonaise*, Paris, Seuil, 2002.

672- *al-wathâ'iq al-filastiniyyât al – 'arabiyya li'âm 1972*, Beyrouth, 1975, p. 284 *sq*.

673- En 2000, il recevra l'asile politique au Liban en raison des mauvais traitements reçus lors de son emprisonnement alors que les derniers membres de l'Armée rouge japonaise, détenus depuis 1997, seront expulsés en Jordanie puis livrés aux autorités japonaises. Il ne semble pas avoir été torturé par les Israéliens, mais son état psychique s'est complètement délabré à la suite de l'attentat et de la détention. Il n'a jamais retrouvé complètement la raison.

674- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Israël, 1936, Tel-Aviv, le 14 juin 1972, *Israël et le Liban*.

675- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Israël, 1936, New York, le 23 juin 1972, *Entretien avec l'ambassadeur d'Israël.*

676- MAE, NUOI, 1190, Tel-Aviv, le 28 juin 1972, *Après les raids israéliens au Liban* : « On ne saurait oublier que des militaires de haut rang ont confié à certains journalistes israéliens que l'opération du 21 juin visait entre autres à dresser les communautés arabes et druzes du Sud-Liban contre un gouvernement libanais incapable d'assurer la sécurité de la région. Le général Gazit, en particulier avait reconnu que l'opération avait un objet plus politique que militaire. »

677- Sur l'assassinat, voir les Mémoires de son frère, Marwân Kanafâni, *Sanawât al-amal,* Le Caire, Dar al-Shuruq, 2007, p. 103 *sq*.

678- Voir ses Mémoires, Anîs Sayigh, *'an Anîs Sayigh*, Riad El-Rayyes Books, 2006, p. 203 *sq*.

679- Voir Bassam Abou-Sharif et Uzi Mahnaimi, *Ennemis en Terre promise*, p. 116 *sq*.

680- *Palestine, de Jérusalem à Munich*, p. 569 *sq*.

681- « Horror and Death at the Olympics » *Time Magazine*, le 18 septembre 1972.

682- L'étude semble-t-il la plus complète est celle de Simon Reeve, *One Day in September*, New York, Arcade Publishing, 2000. On suivra ici sa reconstitution des événements.

683- « Deploring the loss of innocent lives on both sides and the outbreak of renewed violence in the Middle East,

« Convinced that acts of terrorism, and any encouragement and support for such acts, are totally unacceptable in a civilized society. »

684- La résolution condamnait la Grande-Bretagne pour ne pas avoir utilisé la force contre le régime de Ian Smith.

685- Information essentielle, l'article du *Haaretz* du 17 février 2006, « Preventive measures » de Yossi Melman comprenant une interview essentielle de Zvi Zamir, alors chef du

Mossad, qui réagit à la sortie du film *Munich* de Spielberg : « The assassinations of Palestinian terrorists after the 1972 Munich Olympics were not an act of revenge. “There was no order given by Golda [Meir, the Prime minister at the time] to exact revenge”, he emphasizes. It was less a case of looking for those who had been involved in the attack, he explains, and more a desire to strike at the infrastructure of the terrorist organizations in Europe – “their offices, liaison people, means of transportation, their representatives”.

« The term “liquidation” is not in Zamir’s dictionary. Throughout the interview he keeps using “the prevention of future threats”. In other words, he claims that terrorists who were killed by Mossad agents were “not involved or connected with the planning or the execution of the murder of the Israeli athletes at the Olympic Games. We reached the conclusion that we had no choice but to start with preventive measures”. This decision was made, Zamir continues, because “Israeli civilians in their travels abroad, and Israeli installations, were not protected and even when the European authorities arrested the terrorists, they immediately surrendered to their entreaties and demands, and released them. As far as the terrorist organizations and groups were concerned, there was no risk for them in attacking Israeli targets.” »

Le conseiller de Golda Meir pour le contre-terrorisme a tenu des propos équivalents en 1993 à Peter Taylor de la BBC ; voir Peter Taylor, *States of Terror, Democracy and Political Violence*, Londres, BBC Books, 1993, p. 16 *sq*.

686- En particulier Michel Bar-Zohar, Eitan Haber, Uri Dan.

687- « After Munich, Israel Debates the Response », *Journal of Palestine Studies*, vol. 2, n° 2 (Winter 1973), p. 142-149.

688- *De Jérusalem à Munich*…, p. 650 *sq*.

689- MAE, Afrique-Levant, 1971-1972, Syrie, 1985, Paris, le 17 novembre 1972, *Entretien entre le secrétaire général et l’ambassadeur de Syrie*.

690- MAE, NUOI, Washington, 22 novembre 1972, *Les États-Unis et la Syrie*.

691- Cette relation avec le KGB n’est pas confirmée par les *The Mitrokhin Archive* et ne se trouve mentionnée que par les informations israéliennes officieuses.

692- Kameel B. Nasr, *Arab and Israeli Terrorism, The Causes and Effects of Political Violence, 1936-2003*, Jefferson, McFarland, 2003, p. 70.

693- Sur cette affaire, Stephen Green, *Living by the Sword, America and Israel in the Middle East*, Brattleboro, Amana Books, 1988, p. 63 *sq*.

694- Amnon Kapeliouk, *Israël, la fin des mythes*, Paris, Albin Michel, 1975, p. 41.

695- Sur cette affaire voire l’étude de David A. Korn, *Assassination in Khartoum*, Indiana University Press, 1993.

696- Mark Ensalaco, *Middle Eastern Terrorism, From Black September to September 11*, University of Pennsylvania Press, 2008, p. 51 *sq*.

697- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 302, Tel-Aviv, le 8 mai 1973, *Situation au Liban*.

698- Yazid Sayigh, *Armed Struggle*, p. 317.

699- Farid El Khazen *The Breakdown of the State in Lebanon*, p. 208 *sq*.

700- Muhammad Hâfiz Isma‘îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 223-224.

701- Sa‘d al-Shâdhlî, *Harb ’uktûbir,* p. 171.

702- Sur Sadate et les militaires en octobre 1972, Sa‘d al-Shâdhlî, *Harb ’uktûbir,* p. 126 *sq*.

703- Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, Paris, Fayard, 1982, I, p. 251.

704- Mustafa Tlâs, *mirât hayâtî*, t. III, 1968-1978, Damas, 2003, p. 521 *sq*.

705- Avraham Ben Adan, *On the Banks of the Suez,* Presidio Press, 1980, p. 74-75.

706- Muhammad Hâfiz Isma‘îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 247-251.

707- *Ibid*., p. 254-261.

708- Témoignage de Simcha Dinitz, le successeur de Rabin, à la fonction d’ambassadeur en Israël, « The Yom Kippur War : Diplomacy of War and Peace », *in* P. R. Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, Londres, Frank Cass, 1999, p. 104-126. Voir aussi Robert Dallek, *Nixon and Kissinger*, p. 460 *sq*. Richard B. Parker, *The October War, A Retrospective*, University of Florida Press, 2001, p. 64 *sq*.

709- Mohamed Abdel Ghani El-Gamasy, *The October War, Memoirs of Field Marshal el-Gamasy of Egypt*, The American University in Cairo Press, 1993, p. 174 *sq*.

710- Sa‘d al-Shâdhlî, *Harb ’uktûbir,* p. 214.

711- Howard Blum, « Who killed Ashraf Marwan », *Jerusalem Post*, 13 juillet 2007.

712- Christopher Andrew and Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive*, II, p. 158-159.

713- Abou Iyad, *Palestinien sans patrie*, p. 191.

714- Voir le dossier réuni par le National Security Archive, http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB98/octwar-01.pdf, Indications of Arab Intentions to initiate Hostilities, début mai 1973 : « Grechko last week asked the French chief os staff whether Paris could influence Egypt against starting a fight. The Soviets themselves no longer have a veto over Egypt’s actions. »

715- http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=3832&st=&st1= .

716- « A generation of frustration among displaced Palestinians has made the Middle East a particular focal point for such violence. »

717- « A step-by-step approach still seems most practical, but we fully recognize that one step by itself cannot bring peace. First, there is a relationship between any initial step toward peace and steps which are to follow toward a broader settlement. »

718- « All important aspects of the Arab-Israeli conflict must be addressed at some stage, including the legitimate interests of the Palestinians. »

719- « Assurance of the continuing flow of Middle East energy resources is increasingly important for the United States, Western Europe, and Japan. »

720- El-Gamasy, *The October War,* p. 183 : « May had passed without a political decision on a date for war. »

721- Compte rendu dans le National Security Archive.

722- Muhammad Hâfiz Isma‘îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 273-282.

723- Richard B. Parker, *The October War, A Retrospective*, University of Florida Press, 2001, p. 77.

724- Sur les relations entre les néoconservateurs et le sénateur Jackson, voir Jacob Heilbrun, *They knew they were right, The Rise of the Neocons*, New York, Doubleday, 2008, p. 114 *sq*.

725- Compte rendu dans le National Security Archive.

726- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 282-285.

727- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 289.

728- Peter Taylor, *States of Terror,* p. 42 *sq*.

729- Livre essentiel : Patrick Seale, *Abu Nidal, A Gun for Hire*, Londres, Hutchinson, 1992.

730- Simon Reeve, *One Day in September*…, p. 184 *sq*.

731- http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN02026sileneutnoe0, témoignage de Vidal-Naquet : « J'ai fait la connaissance de Mme Barge, institutrice à Paris, après l'arrestation de sa fille Évelyne en Israël. Cette jeune fille avait été arrêtée alors qu'elle se préparait à commettre un attentat, et, après cette arrestation, sa mère est venue me trouver à plusieurs reprises pour me demander des conseils.

« Après les vacances de Pâques 1973, Mme Barge est venue me trouver pour me dire qu'elle revenait d'Israël où elle avait pu voir sa fille Évelyne. Celle-ci lui avait dit qu'elle était constamment interrogée par les services israéliens sur Mohamed Boudia. Il lui semblait que les Israéliens désiraient connaître tout ce qui pouvait se rapporter à M. Mohamed Boudia. Mme Barge n'a pu me fournir aucun autre renseignement, mais j'ai été inquiété par l'insistance des services israéliens, car, précédemment, il y avait eu l'attentat commis contre M. Hamchari. Je connaissais M. Boudia, car j'avais eu l'occasion de le rencontrer à deux reprises alors qu'il participait au tournage du film *Français, si vous saviez*.

« Je ne connaissais pas les activités politiques de M. Boudia, mais, à l'occasion des discussions que nous avions eues, je m'étais rendu compte qu'il était intégralement pro-palestinien.

« J'ai donc décidé de l'avertir des menaces possibles qui pesaient sur lui. Je ne connaissais pas son adresse, mais, un ou deux jours après les confidences de Mme Barge, j'ai rencontré M. Boudia par hasard, au quartier Latin.

« Je lui ai rapporté les propos que m'avait tenus Mme Barge à laquelle j'avais d'ailleurs dit que je préviendrais M. Boudia.

« Celui-ci n'a pas paru autrement étonné ; il m'a dit qu'il allait faire attention et que nous devrions nous revoir, mais depuis cette date nous n'avons pas eu l'occasion de nous rencontrer de nouveau. »

732- Son nom était apparu dans un carnet d'adresses saisi sur un commando palestinien arrêté à la frontière franco-suisse le 15 mars 1973. Contrairement aux autres personnes indiquées, il n'a fait l'objet d'aucune mesure d'expulsion. http://www.algerie-dz.com/forums/archive/index.php/t-85705.html.

733- Voir la dépêche AP du 1er juillet 2007, http://intellibriefs.blogspot.com/2007/07/killing-col-yosef-alon-cia-had-lead.html.

734- Par la voix habituelle du service, Uri Dan, *Mossad, 50 ans de guerre secrète*, Paris, Presses de la Cité, 1995, p. 175. Uri Dan parle aussi d'une « étonnante ressemblance physique » entre la victime et Ali Hassan Salamé, ce qui n'est pas frappant quand on compare les photographies des deux personnes.

735- Il en fait le récit dans ses Mémoires : Jawâd Hâshim, *Mudhakkirât wazir 'irâqî ma'a Bakr wa Saddâm* (Souvenirs d'un ministre irakien avec Bakr et Saddam), Saqi, 2003,

p. 217 *sq*. Selon lui, le traître qui a donné l'information aux Israéliens sera identifié deux ans après et emprisonné pendant cinq ans avant de profiter d'un échange de prisonniers.

736- « Israel : Self-Appointed Supercop », *Time Magazine*, 20 août 1973, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,907722,00.html.

737- Kameel B. Nasr, *Arab and Israeli Terrorism…*, p. 86 *sq*.

738- « Renegade Terrorism », *Time Magazine*, 27 août 1973, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,907783,00.html.

739- Mémorandum du 29 juin 1973, National Security Archive : « There is no doubt that king Faysal is becoming increasingly restive, and the danger of pressure on our oil needs cannot be ruled out in the longer run. If hostilities were to beak out, the risk to US interests in the area would of course rise sharply. »

740- Rencontre entre Kissinger et le représentant du shah d'Iran le 13 août 1973, National Security Archive.

741- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 288.

742- National Security Archive, entretien le 13 septembre 1973 avec le nouvel ambassadeur d'Israël à Washington : « My strategy is to keep the Saudis out of the Arab-Israeli dispute, because any setlement achievable wouldn't be satisfactory to Arabs, and it would only weaken the regime to have to take responsibility for it. »

743- Amnon Kapeliouk, *Israël, la fin des mythes*, p. 296-299.

744- *Ibid*., p. 51.

745- Sa'd al-Shâdhlî, *Harb 'uktûbir,* p. 228 *sq*.

746- Mustafa Tlâs, *Mirât hayâtî*, t. III, 1968-1978, Damas, 2003, p. 689 *sq*.

747- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 366 *sq*.

748- Amir Oren, « CIA papers show Arafat ordered murder of U.S. diplomats in Sudan », Haaretz, 1er septembre 2008.

749- Howard Blum, *The Eve of Destruction*, New York, HarperCollins, 2003, p. 96.

750- MAE, NUOI 1193, Tel-Aviv, le 14 septembre 1973, *Combat aérien au large des côtes syriennes* : « Chez les attachés militaires occidentaux, l'impression prévaut que les Syriens sont tombés dans un traquenard soigneusement monté. D'ailleurs, des patrouilles aussi éloignées, même si elles sont qualifiées de "routine", ont un aspect incontestablement provocateur, ajoutent ces observateurs. »

751- Sa'd al-Shâdhlî, *Harb 'uktûbir,* p. 218 *sq*.

752- Abou Iyad, *Palestinien sans patrie,* p. 193.

753- Victor Israelyan, *Inside the Kremlin during the Yom Kippur War*, Pennsylvania University Press, 1995, p. 9 *sq*.

754- Dernière étude sur le sujet, Uri Bar-Joseph, *The Watchman Fell Asleep, The Surprise of Yom Kippur and its Sources*, State University of New York Press, 2005. Elle minimise la dimension de l'intoxication arabe et insiste sur les déficiences israéliennes.

CHAPITRE IX
La guerre d'octobre

755- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 303.

756- La bibliographie de la guerre d'octobre est particulièrement abondante. On trouve, en français, l'excellente synthèse de Pierre Razoux, *La Guerre israélo-arabe d'octobre 1973, Une nouvelle donne militaire au Proche-Orient*, Paris, Economica, 1999, qui me sert ici de guide pour les opérations militaires. Simon Dustan, *The Yom Kippur War, The Arab-Israeli War of 1973*, Oxford, Osprey Publishing, est riche d'informations techniques. Donald Neff, *Warriors against Israel*, Amana Books, 1988, reste toujours très utile. En arabe, le gros livre de Jamâl Hammâd, *al-Ma'ârik al-harbiyya 'ala al-jibhat al-misriyya, hark uktûbir 1973 (les combats militaires sur le front égyptien de la guerre d'octobre)*, Le Caire, Dâr al-shurûq, 2002, donne énormément de détails.

757- Sur le plan diplomatique, le livre de Richard Net Lebow et Janice Gross Stein, *We all lost the Cold War*, Princeton University Press, 1994, est particulièrement précieux ainsi que le colloque rétrospectif, tenu vingt-cinq ans après, réunissant acteurs et analystes, Richard B. Parker, *The October War, A Retrospective*, University Press of Florida, 2001.

758- MAE, NUOI, 1192, Amman, le 8 octobre 1973.

759- MAE, NUOI, 1192, Amman, le 10 octobre 1973, *Conflit israélo-arabe*.

760- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 302, Beyrouth, le 8 octobre 1973, *Attitude israélienne à l'égard du Liban*.

761- Yazid Sayigh, *Armed Struggle...*, p. 329 *sq*., Pierre Le Peillet, *Les Bérets bleus de l'ONU à travers 40 ans de conflit israélo-arabe*, Paris, France-Empire, 1988, p. 341 *sq*.

762- Robert Dallek, *Nixon and Kissinger*, p. 521 *sq*. et le recueil de documents publiés par Henry Kissinger, *Crisis, The Anatomy of two Major Foreign Policy Crises*, New York, Schuster & Schuster, 2003, plus les Mémoires de Kissinger.

763- National Security Archive, http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB98/octwar-17.pdf.

764- Livre essentiel sur la question, Victor Israelyan, *Inside the Kremlin during the Yom Kippur War*, The Pensylvania University Press, 1995.

765- National Security Archive, http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB98/octwar-20.pdf. Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 317 *sq*.

766- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 322.

767- Sur cet épisode, Nigel Ashton, *King Hussein, A Political Life*, Yale University Press, 2008, p. 171 *sq*.

768- Pierre Razoux décrit les termes du débat égyptien. Jamâl Hammâd, p. 237 *sq*., en donne tous les détails.

769- Sur les questions pétrolières, le livre essentiel est celui de Francisco Para, *Oil politics, a modern history of petroleum*, Londres, I. B. Tauris, 2010 (1re édition 2004). L'auteur est un ancien secrétaire général de l'OPEP.

770- Sur le pont aérien, Walter J. Boyle, *The Yom Kippur War and the Airlift that Saved Israel*, New York, Thomas Dunne Books, 2002.

771- Original en anglais : « Egypt will welcome Dr. Kissinger in appreciation for his efforts. The Egyptian side will be prepared to discuss any subject, proposal or project, within the framework of two prin ciples – which, it is believed, Dr. Kissinger does not reject, neither does any one – that Egypt cannot make any concessions of land and sovereignty. »

772- Joe Stok, « The Oil Weapon », *in* Naseer H. Aruri, *Middle East Crucible, Studies on the Arab-Israeli War of October 1973*, The medina University Press international, 1975, p. 348.

773- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 338.

774- *Ibid*., p. 346.

775- Israelyan, p. 137-138 : « Throught the entire process of negotiation the Uniteds States and the Soviet Union will in any case maintain the closest contact with each other and the negociating parties. »

776- Le débat est sur UNIPAL, http://domino.un.org/unispal.nsf/9a798adbf322aff38525617b006d88d7/aa7207d76ef6191285256e53006ad9c1!OpenDocument.

777- MAE, NUOI, 1192, New York, le 22 octobre 1973, *Conseil de sécurité, Proche-Orient*.

778- Texte français dans Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, t. I, p. 674. Texte anglais : « Let us together, the USSR and the United States, urgently dispatch to Egypt the Soviet and American military contingents, to insure the implementation of the decision of the Security Council of October 22 and 23 concerning the cessation of fire and of all military activities and also of our understanding with you on the guarantee of the implementation of the decisions of the Security Council.

« It is necessary to adhere without delay. I will say it straight that if you find it impossible to act jointly with us in this matter, we should be faced with the necessity urgently to consider the question of taking appropriate steps unilateraly. We cannot allow arbitrariness on the part of Israel. »

779- Richard Net Lebow et Janice Gross Stein, *We all lost the Cold War,* p. 243-244.

780- En héritage de la guerre du Vietnam, les forces américaines du Pacifique sont alors à DEFCON III.

781- Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy, Sadate, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Diplomacy*, New York, Routledge, 1999, p. 91.

782- Charles Enderlin, *Paix ou guerre, Les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1995*, Paris, Fayard, 2004, p. 356.

783- Abraham Rabinovich, *The Yom Kippur War, The Epic Encounter That Transformed the Middle East*, New York, Schoken Books, 2004, p. 90-491.

784- Ismail Fahmy, *Negotiating for Peace in the Middle East*, The Johns Hopkins University Press, 1983, p. 36.

785- Éric Roussel, *Georges Pompidou...*, p. 595-596.

786- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 300, Tel-Aviv, le 4 novembre 1973, *Avant le retour de Mme Meir Meir, la presse israélienne*.

787- Ibrahim Sus, « Western Europe ans October War », *Journal of Palestine Studies*, vol. 3, n° 2 (winter 1974), p. 65-83.

788- http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB98/octwar-78.pdf, Talking points for meeting with general Vernon Walters : « There are no objective reasons for antagonism between the United States and the Palestinians. In the context of a settlement, the U.S. would be more than eager to contribute to the well-being and progress of the Palestinian people in any manner in which we can be effective, e.g. through economic or technical assistance. »

789- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Syrie, 35, Damas, le 23 novembre 1973, *Le régime Assad est-il remis en cause par la paix ?*.

790- Moshe Shemesh, *The Palestinian Entity 1959-1974*, Londres, Frank Cass, p. 272 *sq*.

791- Sur l'ambiance générale d'Israël à cette époque, Amnon Kapeliouk, *Israël, la fin des mythes*, Paris, Albin Michel, 1975.

792- Amnon Kapeliouk, *Israël, la fin des mythes*, p. 170.

793- Éric Roussel, *Georges Pompidou...*, p. 603 *sq*.

CHAPITRE X
Le temps des petits pas

794- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 381 *sq*.

795- Voir l'histoire officielle de l'institution, http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/1990/1-ieahistory.pdf.

796- William B. Quandt, *Peace Process*, p. 206.

797- Henry Kissinger, *Les Années orageuses*, t. II, p. 1298-1299.

798- Gershom Goremberg, *The Accidental Empire*, p. 280 *sq*.

799- Moshe Ma'oz, *Palestinian Leadership on the West Bank*, Londres, Frank Cass, 1984.

800- Shafîq al-Hût, *Bayna al-watan w-al-al-manfî*, p. 177 *sq*.

801- Patrick Seale, *Abu Nidal...*, p. 98 *sq*.

802- Le livre de base est évidemment la suite des Mémoires de Kissinger, *Years of Renewal*, New York, Simon & Schuster, 1999.

803- Gershom Goremberg, *The Accidental Empire*, p. 289-290.

804- Exposé détaillé chez Hafiz Ismaïl, alors ambassadeur à Moscou, *Amin misr al-qawmi*, p. 385 *sq*.

805- Vladislav M. Zubok, *A Failed Empire, The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gobarchev*, The University of North Carolina Press, 2007, p. 240 *sq*.

806- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 387.

807- Sur Carlos, il existe une abondante littérature peu fiable, même si elle comprend des « confessions » écrites à différentes époques par l'intéressé. On suit ici, avec prudence, le livre de David Yallop, *Tracking the Jackal*, New York, Random House, 1993, et celui de John Follain, *Jackal, The Complete Story of the Legendary Terrorist, Carlos the Jackal*, Arcade Publishing, New York, 1998 (fondé en partie sur les sources judiciaires françaises). Selon les époques, les déclarations de Carlos le définissent comme un révolutionnaire marxiste puis comme un combattant islamiste, mais toujours anti-impérialiste.

808- Sur l'aspect Armée rouge japonaise, voir Michaël Prazan, *Les Fanatiques, Histoire de l'armée rouge japonaise*, p. 121 *sq*.

809- Trita Parsi, *Treacherous Alliance*, p. 40 et p. 58.

810- Madiha Rachid al Madfai, *Jordan, The United States and the Middle East Peace Process, 1974-1991*, Cambridge University Press, 1993, p. 21 *sq*.

811- Shafîq al-Hût, *Bayna al-watan w-al-al-manfî*, p. 179 *sq*.

812- Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté*, Paris, 1983, p. 338-356.

813- *ONU, Chronique mensuelle*, vol. XI, n° 11, décembre 1974, p. 78-80.

814- *Ibid*., p. 129-130.

815- Sasha Polakow-Suransky, *The Unspoken Alliance, Israel's Secret Relationship with Apartheid South Africa*, New York, Pantheon Books.

816- *International Documents on Palestine*, 1974, p. 362 *sq*.

817- Entretien à la télévision française, 11 février 1975.

818- Le livre fondamental reste celui de Samir Kassir, *La Guerre du Liban, De la dissension nationale au conflit régional*, Paris, Karthala-Cermoc, 1999.

819- Cité par William Quandt, *Decade of Decisions*, University of California Press, 1977, p. 266-267 et *Peace Process*, p. 234-235 : « The Arab leaders who banked on the United States will be discredited… Step-by-step has been throttled, first for Jordan, then for Egypt. We're losing control. We'll now see the Arabs working on united front. There will be more emphasis on the Palestinians, and there will be a linkage between moves in the Sinai and on Golan. The Soviets will be step back onto the stage. The United States is losing control over events… Our past strategy was worked out carefully and now we don't know what to do. There will be pressures to drive a wedge between Israel and the United States, not because we want that but because it will be in the dynamics of the situation. Let's not kid ourselves. We've failed.

« An agreement would have enabled the United States to remain in control of the diplomatic process. Compared to that, the location of the line eight kilometers one way or the other frankly does not seem very important. And you got all the military elements of nonbelligerency. You got the "the nonuse of force".

« This is a real tragedy… We've attempted to reconcile our support for you with our other interests in the Middle East, so that you wouldn't have to make your decisions all at once… Our strategy was to save you from dealing with all those pressures all at once… If we wanted the 1967 borders, we could do it with all of world opinion and considerable domestic opinion behind us. The strategy was designed to protect you from this. We've avoided drawing up an overall plan for a global settlement… I see pressure building up to force you back to the 1967 borders – compared to that, ten kilometers is trivial. I'm not angry at you, and I'm not asking you to change your position. It's tragic to see people dooming themselves to a course of unbelievable peril. »

Voir aussi pour un texte équivalent, Walter Isaacson, *Kissinger*, Faber and Faber, Londres, 1992, p. 632-633.

820- Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land, The War over Israeli's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, New York, Nations Books, 2007.

821- Henry Kissinger, *Years of Renewal*, p. 412 : « I referred to the hostile tone of the Israeli media, clearly fed by government briefings. »

822- Fakhî Qadûrî, *Hakadhâ ʻaraftu al-Bakr wa Saddâm, rihlat 35 ʻâmân fî hizb al-Baʻth* (comment j'ai connu Bakr et Saddam, 35 ans au parti Baath) Dâr al-Hikma-Londres 2006, p. 206 *sq*.

823- Primakov, *Russia and the Arabs*, p. 284 *sq*.

824- Aaron David Miller, *The much too Promised Land, America's Elusive Search for Arab-Israeli Peace*, New York, Bantam Books, 2008, p. 148-149.

825- Le terme est utilisé dans *L'Orient-Le Jour* du 19 avril 1975.

826- Non pas dans ses Mémoires où il présente la continuité de sa politique comme logique, mais dans ses entretiens avec Aaron David Miller (*The much too Promised Land*, p. 151). Néanmoins, Gerald Ford, *A Time to Heal, The Autobiography of Gerald R. Ford*, New York, Harper & Row, 1979, p. 247 *sq*., insiste qu'il ne s'agissait pas de pure rhétorique.

827- *The Foreign Affairs Oral History*, témoignage de Saunders : « I reported these finding to Kissinger who instructed Sisco to have Dinitz come back to the Department to review our findings. Henry insisted that Israelis redraw the map so that the passes would clearly be in Egyptian hands and he wanted that done by the time he got to Jerusalem. That was just another illustration of the analytical capacity that a bureaucracy can provide which is invaluable to peace negotiations. I should mention that it was this episode that Dinitz used later in a complaint to Kissinger that I was "anti-Semitic". »

828- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 394, *Entretien de l'Imam Sadr avec le directeur politique*, le 25 juillet 1975. Il a été reçu à la demande du R. P. Moubarak, présenté comme un disciple de Louis Massignon.

829- « The US has not developed a final position on the borders. Should it do so it will give great weight to Israel's position that any peace agreement with Syria must be predicated on Israel remaining on the Golan Heights. »

830- Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy*, p. 181.

831- Muhammad Hâfiz Isma'îl, *Amin misr al-qawmi*, p. 420.

832- Efraim Inbar, *Rabin and Israel's National Security*, The Johns Hopkins University Press, 1999, p. 45.

CHAPITRE XI
La catastrophe libanaise

833- Karim Pakradouni, *La Paix manquée*, p. 8.

834- Charles Enderlin, *Paix ou guerre*, p. 384.

835- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 393.

836- James Mann, *Rise of the Vulcans, The History of Bush's War Cabinet*, Viking, Pinguin Books, 2004, p. 56 *sq*.

837- Sur Moynihan, voir Godfrey Hodgson, *The Gentleman from New York, Daniel P. Moynihan, a Biography*, New York, Houghton Miflin Company, 2000.

838- Voulant marquer sa volonté de soutenir la lutte contre l'apartheid et considérant que les mentions du sionisme sont « hors de propos », la diplomatie française s'est finalement abstenue tout en rejetant formellement toutes les références au sionisme.

839- « The United States […] does not acknowledge, it will not abide by, it will never acquiesce in this infamous act. » Cette phrase a été rédigée par le chef de file des néoconservateurs, Norman Podhoretz.

840- « The legitimate interests of the Palestinian Arabs must be taken into account in the negotiation of an Arab-Israeli peace. In many ways, the Palestinian dimension of the Arab-Israeli conflict is the heart of that conflict. Final resolution of the problems arising from the partition of Palestine, the establishment of the State of Israel, and Arab opposition to those

events will not be possible until agreement is reached defining a just and permanent status for the Arab peoples who consider themselves Palestinians. »

841- « It is a fact that many of the three million or so people who call themselves Palestinians today increasingly regard themselves as having their own identity as a people and desire a voice in determining their political status. As with any people in this situation, there are differences among themselves, but the Palestinians collectively are a political factor which must be dealt with if there is to be a peace between Israel and its neighbors. »

842- Robert B. Oakley, ancien ambassadeur à Beyrouth, utilise ce terme dans son témoignage in *The Foreign Affair Oral History* : « Most of my work consisted of participating with others as a support group for Kissinger as his Middle East policy evolved. Bill Quandt was with Hal Saunders in the NSC, but was phasing out. They and Roy Atherton, the Deputy Assistant Secretary in NEA, Joe Sisco, then the Under Secretary for Political Affairs, and I acted as a think-tank on Middle East policy and fed ideas to Kissinger. »

843- Elle aurait inspiré le plan Marshall en 1948.

844- Voir son interview dans *Time Magazine* daté du 8 décembre 1975, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,947561,00.html.

845- « Israeli propaganda tries to make people believe Israel should not negotiate with the P.L.O. because the P.L.O. does not recognize Israel and intends to destroy it. How can we ask a displaced people to take the initiative in recognizing those who displace them ? »

846- Ces trois pays proposaient une formule où l'OLP ne serait là que pour fournir des informations et non en tant qu'acteur politique.

847- Shlomo Gazit, *Trapped Fools*, p. 69 *sq*.

848- Sur l'affaire de Sebastia, voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land,* p. 41 *sq*. et surtout Gershon Goremberg, *The Accidental Empire*, p. 308-341.

849- http://unispal.un.org/unispal.nsf/9a798adbf322aff38525617b006d88d7/54fef7dfc99b0b2c8525738d006fc205?OpenDocument « We made no distinction-as, indeed, no distinction could be made with respect to value or worth-between the loss of the life of a Lebanese child and the loss of the life of an Israeli, or Syrian, or Egyptian child. »

850- Sur l'entretien, voir Naomi Joy Weinberger, *Syrian Intervention in Lebanon*, Oxford University Press, 1986 et Farid El Khazen, *The Breakdown of the State in Lebanon*. C'est Karim Pakradouni qui était chargé de faire la liaison entre les Phalanges et la Syrie.

851- Voir le terrible témoignage de l'organisateur du massacre, Joseph Saadé, *Victime et Bourreau*, Paris, Calmann-Lévy, 1989.

852- Encore en 2006, de sa prison française, il impliquera directement la Libye dans l'affaire et passera sous silence le rôle de l'Irak, Réseau Voltaire, *Carlos : Comment et pourquoi j'ai pris en otages les ministres de l'OPEP*, http://www.voltairenet.org/article142025.html. On appréciera les commentateurs plutôt laudatifs du « Réseau Voltaire ».

853- Il sera arrêté en 1998 en France, jugé et condamné en 2001 à neuf ans de prison et libéré en 2003.

854- Yezid Sayigh, *Armed Struggle*, p. 380. C'est Ali Hassan Salamé qui accompagne le militaire à la télévision pour l'annonce du coup.

855- Matti Golan, *The Road to Peace, A Biography of Shimon Peres*, Warner Books, 1989, p. 137-138.

856- Yair Evron, *War and Intervention in Lebanon, The Israeli-Syrian Deterrence Dialogue*, The Johns Hopkins University Press, 1987, p. 40-41.

857- *Time Magazine*, 29 mars 1976, « Angry Riots on the West Bank » : « I don't care if we have to put the entire army in the West Bank. I want quiet and order, and I want it now. » http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,918161,00.html.

858- « The occupation of territories in the 1967 war has always been seen by the world community to be an abnormal state of affairs that would be brought to an end as part of a peace settlement. »

859- « Clearly, then, substantial resettlement of the Israeli civilian population in occupied territories, including East Jerusalem, is illegal under the Convention and cannot be considered to have prejudged the outcome of future negotiations between the parties on the location of the borders of States of the Middle East. »

860- « Indeed, the presence of these settlements is seen by my Government as an obstacle to the success of the negotiations for a just and final peace between Israel and its neighbours. »

861- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 381, le 30 mars 1976, *La situation au Liban*.

862- *Years of Renewal*, p. 1042 « Thus we encouraged Israel to serve as arms supplier of the Christians even while Syria was acting – at least temporarily – as their protector. »

863- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 385, Damas, le 30 avril 1976, *Crise libanaise, vue soviétique*.

864- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, Beyrouth, Dâr al-nahâr, 2009, p. 172 *sq*.

865- *The Foreign Affairs Oral History*, témoignage de Dean Brown. Il avait ensuite quitté le corps diplomatique pour prendre la direction du Middle East Institute à Washington. Dans sa mission au Liban, il a le statut d'envoyé spécial du président.

866- Avi Shlaim, *Lion of Jordan*, p. 393-394. Yair Evron, *War and Intervention in Lebanon*, p. 50-51.

867- Yair Evron, *War and Intervention in Lebanon*, p. 48.

868- C'est ce qui ressort de la confidence de Kissinger à Giscard d'Estaing aux responsables français le 21 juin (MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 394) : « L'action syrienne a plongé M. Kissinger dans la plus grande surprise [*baffled*]. Les États-Unis n'ont pas été prévenus de leur seconde intervention. Ils n'ont pas été chargés d'apaiser les Israéliens et ils ne l'ont pas fait *motu proprio*. » Plus loin : « Revenant à la modération dont font preuve les Israéliens, le secrétaire d'État se demande si les Jordaniens n'ont pas servi d'intermédiaire entre Israël et la Syrie. »

869- Yezid Sayigh, *Armed Struggle*, p. 395.

870- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 394.

871- Sur l'affaire d'Entebbe, Y. Ben-Porat, E. Haberr Z. Schiff, *Entebbe*, Paris, Hachette, 1976 ; Matti Golan, *The Road to Peace*, p. 140 *sq*. Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres, The Biography*, New York, Random House, 2007, p. 313 *sq*.

872- Texte complet en arabe dans *al – ``alaqa al-lubnaniyya al-suriyya* [les relations libano-syriennes] 1943-1985, Cedre, Antelias, 1986, p. 269 *sq*. Traduction anglaise à partir de la radiodiffusion dans Itamar Rabinovich, *The War for Lebanon, 1970-1985*, Cornell University Press, 1985, p. 201 *sq*.

873- Shimon Shiffer, *Opération boule de neige, Les secrets de l'intervention israélienne au Liban*, Paris, JC Lattès, 1984, p. 32.

874- Sur la politique de Sarkis, Karim Pakradouni*, La Paix manquée, Le Mandat d'Elias Sarkis*, Éditions FMA, Beyrouth, 1983.

875- Beate Hamizrachi, *The Emergence of the South Lebanon Security Belt, Major Saad Haddad and the Ties with Israel, 1975-1978*, New York, Praeger, 1988, p. 72 *sq*.

876- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 303, Tel-Aviv, le 7 novembre 1976, *M. Allon s'entretient avec les représentants des 9*.

877- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 185 *sq*.

878- Boutros Labaki et Khalil Abou Rjeily, *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993.

879- N° 1, vol. 55, p. 38-53, « Israel, The Case for Defensible Borders ».

880- Selon Oakley, Dean Brown, en tant que président du Middle East Institute, fait ainsi la jonction entre les Palestiniens et le Département d'État *(Foreign Affair Oral History)*. Walid Khalidi, professeur à l'Université américaine de Beyrouth, faisait aussi le messager entre l'ambassade américaine et l'OLP. Il y a aussi le canal de la CIA avec Ali Hassan Salamé.

881- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 385, Jérusalem, le 6 décembre 1976, Situation au Sud-Liban.

882- Yair Evron, *War and Intervention in Lebanon*, p. 55-56, Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 200.

CHAPITRE XII
Genève ou Jérusalem

883- *La paix manquée*, p. 126.

884- Kirk J. Beattie, *Egypt during the Sadat Years*, p. 149.

885- Livre essentiel : William B. Quandt, *Camp David, Peacemaking and Politics*, Washington, The Brookings Institution, 1986.

886- Sur Carter, ses propres ouvrages, *Keeping Faith : Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, Boston, Houghton Mifflin Company, 1984 et Gaddis Smith, *Morality, Reason and Power, American Diplomacy in the Carter Years*, New York, Hill & Wang, 1987, Peter G. Bourne, *Jimmy Carter, A Comprehensive Biography from Plains to Postpresidency*, New York, Scribner, 1997.

887- Cyrus Vance, *Hard Choices, Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster 1983.

888- Zbigniew Brzezinski, *Power and Principle, Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1983.

889- « Israel : Staunch Friends at Arms Length », *Time Magazine*, 31 janvier 1977, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,918623,00.html.

890- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 198 *sq*.

891- « There has to be a homeland provided for the Palestinian refugees who have suffered for many, many years. »

892- Yezid Sayigh, *Armed Struggle*, p. 410 *sq*.

893- Helena Cobban, *The Palestinian Liberation Organisation, People, Power and Politics*, Cambridge University Press, 1984, p. 85.

894- Karim Pakradouni, *La Paix manquée*, p. 65.

895- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 205 *sq*.

896- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 302, Jérusalem, le 3 juin 1977, *Situation au Sud-Liban*.

897- Gordon S. Barass, *The Great Cold War, a Journey through the Hall of Mirrors*, Stanford Security Studies, 2009, p. 205 *sq*.

898- Il a laissé ses Mémoires pour cette dernière période de sa vie : Moshe Dayan, *Breakthrought, A Personal Account of the Egypt-Israel Peace Negotiations*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1981.

899- « Politics : Carter, the World and the Jews », *Time Magazine*, 27 juin 1977, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,915073,00.html.

900- « Within the terms of resolution 242, in return for this kind of peace, Israel clearly should withdraw from occupied territories. We consider that this resolution means withdrawal from all three fronts in the Middle East dispute – that is, Sinai, Golan, West Bank and Gaza – the exact borders and security arrangements being agreed in the negotiations.

« Further, these negotiations must start without any preconditions from any side. This means, no territories, including the West Bank, are automatically excluded from the items to be negotiated. To automatically exclude any territories strikes us as contradictory to the principle of negotiations without preconditions.

« Nor does it conform to the spirit of Resolution 242, which forms the framework for these negotiations. »

901- Témoignage de Hermann Eilts, ambassadeur américain au Caire *(Foreign affairs Oral History)* : « Kissinger always argued when he subsequently tried to explain to Fahmy and to Sadat the significance of the memorandum that it did not tie our hands. He contended that, if we reached a decision that we wanted to talk to the PLO, that the PLO leadership was sufficiently constructive in its views that we wanted to talk to them, all we had to do under the memorandum was to tell Israel, speak to Israel, that we planned to do so. The decision to do so, he argued, was entirely ours. We would assume that they would object, but if we wanted to do it, we could go ahead. In other words, all that was required was a kind of consultative process, with Israel, but a consultative process in which we retained discretionary right to make the decision. That was his professed view. It was a little disingenuous, but theoretically under the Ford administration, with Nixon there, that could have been done. That was the way he, at least, explained it. The Egyptian leadership was not persuaded.

« When we got to the Carter administration, which was a very legalistic administration, with (Secretary of State) Cyrus Vance a lawyer, it read the Kissinger memoranda in much more strict constructionist terms. The Palestinians had to make a public statement consistent with the Kissinger memorandum. Vance believed that we had no choice if they didn't make a statement

of that sort ; that we had no discretionary authority to scrap the agreement. So in that sense, although Kissinger always claimed that the agreement gave us much more discretionary authority if we chose to exercise it, the Carter administration read the memorandum in more legalistic terms and binding. Kissinger was always paranoid on Palestinians and he would not have done anything about talking to the PLO, but he argued the memorandum gave us flexibility to do so if we wished. But subsequent administrations read it differently. »

902- Sur ce groupe, voir l'étude très complète de Gilles Kepel, *Le Prophète et Pharaon, Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984.

903- « Moreover, to be lasting, a peace agreement must be positively supported by all of the parties to the conflict, including the Palestinians ; This means that the Palestinians must be involved in the peacemaking process. Their representative will have to be at Geneva for the Palestinian question to be solved. »

904- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 385, Jérusalem, le 17 septembre 1977, *Sud Liban*.

905- Helena Cobban, *The Palestinian Liberation Organisation*, p. 89-90.

906- Yaacov Bar-Siman-Tov, *Israel and the Peace Process, 1977-1982, In Search of Legitimacy for Peace,* State University of New York Press, 1994, p. 26 *sq*.

907- Correctement *Time Magazine* indique qu'il s'est rendu au Maroc, 3 octobre 1977, « The World : The Minister and His Mystery Trip », http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,915527,00.html.

908- Ismail Fahmy, *Negotiating for Peace*, p. 195 *sq*.

909- Eliahu Ben Elissar, *Désespoirs de paix*, Paris, Ramsay, 2001, p. 65 *sq*. Primakov, *Russia and the Arabs*, p. 292 *sq*. donne une version plus apaisée de la rencontre.

910- « Withdrawal of Israeli Armed Forces from territories occupied in the 1967 conflict ; the resolution of the Palestinian question, including insuring the legitimate rights of the Palestinian people ; termination of the state of war and establishment of normal peaceful relations on the basis of mutual recognition of the principles of sovereignty, territorial integrity and political independence. »

911- *Time Magazine*, 17 octobre 1977, « The World : On the Hustings with Moshe Dayan » http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,915623,00.html.

912- C'est ce qu'indique Fahmy, *Negotiating for Peace*, p. 252. La presse de l'époque évoque plutôt Walid Khalidi. Un peu plus tard, on citera aussi Ibrahim Abu Lughod et Hisham Sharabi.

913- Témoignage de Eilts.

914- *Time Magazine*, 21 novembre 1977, *MIDDLE EAST : Border Violence, Hands of Peace* : « If the news reports are correct on civilian casualties, we regret it very deeply, but we do not apologize for the operation itself. If there is quiet on the other side, there will be absolute quiet on our side », http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,915723-1,00.html.

915- Voir le site officiel du ministère des Affaires étrangères israélien, http://www.mfa.gov.il/MFA/Foreign%20Relations/Israels%20Foreign%20Relations%20since%201947/1977-1979/66%20Reply%20in%20the%20Knesset%20by%20Defence%20Minister%20Weizma.

916- Yaacov Bar-Siman-Tov, *Israel and the Peace Process*, p. 44 *sq*.

917- Il a laissé ses Mémoires sur cette période : Boutros Boutros-Ghali, *Le Chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997 (traduction de l'édition originale anglaise).

918- Les traductions officielles israéliennes disent « Arabes palestiniens », voir http://www.mfa.gov.il/MFA/Foreign%20Relations/Israels%20Foreign%20Relations%20since%201947/1977-1979/74%20Statement%20to%20the%20Knesset%20by%20Prime%20Minister%20Begi. La traduction du Middle East Contemporary Survey de Colin Legum (Holmes & Meier Publication), t. II, 1979, p. 141 dit : « Arabs of Eretz Israel. » La position de Begin est que le mot « Palestine » n'existe pas en hébreu biblique où l'on ne trouve que « terre d'Israël », mais que cette expression peut se traduire par Palestine dans d'autres langues. Voir la conférence de presse du 21 novembre 1977 : « Palestine is the name of a country, and in this country there are two nationalities. There are Palestinian Jews and Palestinian Arabs. When you say Palestinians, you do not explain the problem at issue. We do recognize the Arab nationality in our country, and therefore I always say : "Please, the question of the Palestinian Arabs." And in Hebrew I say "Haba'ayah shel Araviyei Eretz-Yisrael", because in Hebrew, the name of this country is Eretz-Yisrael. Since the book of Samuel, and President Sadat knows the Bible perfectly well, no less than the Koran – so he knows the book of Samuel as well – where it is written for the first time : "And no locksmith shall be found throughout Eretz-Yisrael". The translation of Eretz-Yisrael is Palestine. I spoke about the Arabs of Eretz-Yisrael, or, in other words, about Palestinian Arabs » http://www.mfa.gov.il/MFA/Foreign%20Relations/Israels%20Foreign%20Relations%20since%201947/1977-1979/77%20Joint%20press%20conference%20Begin-Sadat%20and%20text%20of. Dans ses conférences de presse suivantes, il reprend cette explication sous des formes variées, faisant référence au fait que le mot « Palestine » était toujours traduit par « terre d'Israël » sous le mandat britannique. Celui qui utilise « Palestine » en hébreu fait du « jargon », du « soviétisme » mais pas de l'hébreu (http://www.mfa.gov.il/MFA/Foreign%20Relations/Israels%20Foreign%20Relations%20since%201947/1977-1979/83%20Statement%20in%20the%20Knesset%20by%20Prime%20Minister%20Begi).

919- Yaacov Bar-Siman-Tov, *Israel and the Peace Process*, p. 66.

920- Il a laissé ses Mémoires, Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât, al-salâm al-dâ'i' fî itifâquiyyât Kâmb dîvîd* (Mémoires, la paix incertaine des accords de Camp David), Le Caire, 2002.

921- Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât*, p. 40 *sq*. Voir aussi Ezer Weizman, *The Battle for Peace*, New York, Bataam Books, 1981, p. 122 *sq*. Il confirme le comportement de Begin, p. 193 : « Begin is absolutely convinced that he holds the truth in his back pocket. Consequently, in addressing others – including the heads of great nations –, he adopts the manner of a teacher talking to his pupils. »

922- Texte anglais dans Moshe Dayan, *Breakthrought*, p. 359-361. La différence avec le projet présenté à Washington vient aussi d'assurances orales fournies aux Américains et non reprises ensuite, comme par exemple le contrôle du domaine public par le conseil administratif.

923- « There must be a resolution of the Palestinien problem in all its aspects. The solution must recognize the legitimate rights of the Palestinian people and enable the Palestinians to participate in the dtermination of their own future. »

924- Ezer Weizman, *The Battle for Peace*, p. 142.

925- *Ibid*., p. 208 : « The principal danger in handing over the Rafah settlements was the obvious possibility that it would serve as a precedent for surrendering our stellements elsewhere. Gamasy must have read my mind. »

CHAPITRE XIII
Camp David

926- *Time Magazine*, le 2 octobre 1978, « Begin is the only Israeli leader who could have signed such an agreement, since he doesn't have a Begin in opposition to his cabinet. »

927- Il lui faut aussi intervenir auprès du seul sénateur d'origine arabe, Jim Abourezk, en utilisant des « amis saoudiens ». Jimmy Carter, *Keeping Faith*, p. 177 : « Jim Abourezk was of Lebanese descent, and keenly interested in the Rights of Palestinians, american Indians, and other people whom he considered to be oppressed in some way. I asked mutual friends in Saudi Arabia to help persuade him, and also called LaDonna Harris, wife of former Senator Fred Harris and a real champion of the rights of women and American Indians. Later I got private word directly from Prince Sultan of Saudi Arabia that Abourezk was going to vote for the treaties. »

928- « Resolution 242 is applicable to all fronts of the conflict. […] Israeli settlements in occupied territory are contrary to international law and an obstacle to peace, and that further settlement activity would be inconsistent with the effort to reach a peace settlement. »

929- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 268 *sq*.

930- Yezid Sayigh, *Armed Struggle*, p. 426.

931- Ezer Weizman, *The Battle for Peace*, p. 267 : « At first, I was not as concerned about harming the Lebanese population, in view of its cooperation with the terrorists. If civilians were hurt – even unintentionnaly –, I hoped that would goad the Lebanese into casting the PLO groups out from their midst. »

932- Voir par exemple *Time Magazine*, 27 mars 1978, « Middle East : Israel Sever Arms », http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,916010-1,00.html.

933- Weizman a donné, comme titre au chapitre correspondant, « Retribution for the blood of a small child » (« Châtiment pour le sang d'un petit enfant »). Il s'agit d'une citation du poète national israélien Chaim Nachman Bialik (p. 274) (« Le châtiment pour le sang d'un petit enfant n'a pas été trouvé par Satan ») trouvée par le général Eitan. Officiellement, cela veut dire qu'il n'existe aucun châtiment possible pour un tel crime, mais cela s'inscrit en sens contraire dans la réalité. La rhétorique militaire israélienne alternait l'usage des termes représailles et leçons à infliger depuis 1948.

934- Ghassan Tueni, *Une guerre pour les autres*, Paris, JC Lattès, 1985, p. 201-202.

935- Le rapport définit les conditions de création et d'utilisation de la FINUL, on peut le trouver dans http://unispal.un.org/unispal.nsf/9a798adbf322aff38525617b006d88d7/00eca24d7952ad83852568ba0070c4b9?OpenDocument.

936- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 282 *sq*.

937- *L'Orient-Le Jour* du 1er avril 1978.

938- Karim Pakradouni, *La Paix manquée*, p. 142.

939- Il semble que ce soit le grand juriste israélien, Aharon Barak, alors *attorney general*, qui est inventé cette interprétation de la résolution 242.

940- Moshe Dayan, *Breakthrought*, p. 127 : « Our own interest in the West Bank and Gaza was limited to our civilian settlements and our right to a military presence. We had no interest in the military or political control of the Arabs. »

941- Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât*, p. 188 *sq*.

942- *Ibid*., p. 228 *sq*.

943- « The Government of Israel agrees that five years after the application of the administrative autonomy in Judea, samaria and the Gaza district, which will come into force upon the establishment of peace, the nature of the future relations between the parties will be considered and agreed upon, at the suggestion of any of the parties.

« For the purpose of reaching an agreement, the parties will conduct negotiations between them with the participation of representatives of the residents of Judea, Samaria and the Gaza district as elected in accordance with the administrative autonomy. »

944- Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât*, p. 257 *sq*.

945- Matti Golan, *The Road to Peace*, p. 183 *sq*.

946- Charles Enderlin, *Paix ou guerres*, p. 436 *sq*.

947- Bar Siman-Tov, *Israel and the Peace process*, p. 106.

948- Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât*, p. 319.

949- « full partner », Vance, *Hard Choices*, p. 217.

950- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 309 *sq*.

951- *Ibid*., p. 323.

952- David Kimche, *The Last Option, After Nasser, Arafat and Saddam Hussein, The Quest for Peace in the Middle East*, Maxwell Macmillan International, 1991, p. 125 : « The French imposed on us a Greater Lebanon. When we became an independent state, they compelled us to annex territories which were populated by Muslim Communities. That was the source of our trouble. Do not add territories and Muslims to your land, or you will find yourself facing the same problems that we have. »

953- Sur les relations israélo-iraniennes voir Trita Parsi, *Treacherous Alliance* et Ronen Bergman, *The Secret War with Iran*, Oxford, Oneworld, 2008.

954- Parmi toutes les sources énumérées, les plus importantes sont Quandt pour le côté américain, Bar-Siman-Tov pour l'israélien et Ibrahim Kamil pour l'égyptien.

955- Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât*, p. 379 *sq*.

956- Quandt, *Camp David*, p. 246 : « The text said that "the result of the negotiations" should be based on all the principles of the UN Resolution 242, and the principles including withdrawal, were then enumerated. Begin argued that the wording should be changed to read that "the negotiations" should be based on 242 not "the results of the negotiations". By this he meant that any party could raise the points mentioned in 242 during the negotiations, but that the final agreement need not reflect those principles. Begin also asked to delete the listing of the principles of 242. The word "withdrawal" would therefore not be in the text dealing with the final status negotiations. Carter agreed to make these deletions, which watered down even further the vague wording of the agreement. »

957- Muhammad Ibrâhim Kâmil, *Mudhakkirât*, p. 487 *sq*.

958- Texte dans Quandt, *Camp David*, p. 388 *sq*.

959- « We see the transitional period as essential to build confidence, gain momentum and bring about the changes in attitude that can assure a final settlement which realizes the legitimate rights of the Palestinian People while assuring the security of Israel and of the other parties. »

960- Zbigniew Brzezinski, *Power and Principle*, p. 277-278 : « I would be willing to lose my election because I will alienate the Jewish community, but I think it is important to prevent the Arabs falling under Soviets way. If there is a breakdown, we will have to go with Sadate. »

961- Témoignage de Sam Lewis.

CHAPITRE XIV

Le tournant de 1979

962- « An arc of crisis stretches along the shores of the Indian Ocean, with fragile social and political structures in a region of vital importance to us threatened with fragmentation. The resulting political chaos could well be filled by elements hostile to our values and sympathetic to our adversaries. »

963- Time Magazine, 15 janvier 1979, *World : An Interview with Kissinger* : « Secondly, I believe that sophisticated kinds of strikes occurring simultaneously in widely separated parts of Iran and run so effectively that even when people go back to work they do not increase production could not have taken place without central organization. Whether they were organized in the Soviet Union or organized by people trained by the Soviet Union in other countries is really a secondary question. I think it is certainly the result of Soviet support of radical movements on a global basis, which has also now reached Iran. » http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,919998,00.html.

964- Ou l'inverse, les sources sont confuses sur ce point.

965- Benny Morris, *Israel's Secret Wars*, p. 419 : « During Eitan's tenure, in 1979, the Palestinian held responsible for planning the Munich Olympics massacre, Ali Hassan Salameh – the "Red Prince" – was finally tracked down by Mossad agents and killed in a car bomb explosion in Beirut. »

966- Encore aujourd'hui, une biographie hagiographique de Bachir Gemayel explique l'assassinat par la volonté de mettre fin aux contacts entre les Forces libanaises et le Fatah. Bachir Gemayel, soupçonnant quelque chose, aurait tenté au dernier moment de prévenir Ali Hassan Salamé par l'intermédiaire de Bassam Abou-Sharif, mais l'information serait arrivée trop tard. Jurj Hâyik, *Bashîr al-Jumayyil*, Beyrouth, 2009, p. 160. Pour une version romancée de toute l'affaire voir David Ignatius, *Un espion innocent Beyrouth 1969-1983*, éditions Gérard de Villiers, 1987 (titre anglais original : *Agents of Innocence*).

967- *Le Chemin de Jérusalem*, p. 313.

968- Kameel B. Nasr, *Arab and Israeli Terrorism, The Causes and Effects of Political Violence*, Jefferson, Mc Farland, 1997, p. 111-112.

969- Éliahu Ben Élissar, *Désespoirs de paix*, p. 232 *sq*.

970- *Time Magazine*, *MIDDLE EAST : A Troubled First Anniversary*, monday, oct. 01, 1979, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,947445,00.html.

971- « "Don't tell me how to do anything", he shouted, as Ambassador Evron tried to calm him down. "You are soft, you have demonstrated weakness all over the world. You lost Ethiopia, you lost Angola, you lost Iran". When Saunders said, "I'm very sorry that you don't understand American policy", Weizman retorted, "You don't have a policy at all." »

972- Shlomo Gazit, *Trapped Fools*, p. 186-187.

973- Sur ce sujet, voir l'excellent livre de Jean-Pierre Filiu, *L'Apocalypse dans l'islam*, Paris, Fayard, 2008.

974- Jamal Sankari, *Fadlallah, The Making of a Radicam Shi'te Leader*, Londres, Saqi, 2005, p. 174.

975- « The region which is now threatened by Soviet troops in Afghanistan is of great strategic importance : It contains more than two-thirds of the world's exportable oil. The Soviet

effort to dominate Afghanistan has brought Soviet military forces to within 300 miles of the Indian Ocean and close to the Straits of Hormuz, a waterway through which most of the world's oil must flow. The Soviet Union is now attempting to consolidate a strategic position, therefore, that poses a grave threat to the free movement of Middle East oil. [...]

« We must call on the best that is in us to preserve the security of this crucial region.

« Let our position be absolutely clear : An attempt by any outside force to gain control of the Persian Gulf region will be regarded as an assault on the vital interests of the United States of America, and such an assault will be repelled by any means necessary, including military force. »

976- Sa'd Murtada, *Muhimatî fi Isra'il, Mudhakkirât awwal safîr misrî fî Tall Abîb*, Le Caire, Dâr al-Shurûq, 2008.

977- Azzam Tamimi, *Hamas, a History from Within*, Olive Branch Press, Northampton, Massachusetts, 2007, p. 44-45.

978- Shlomo Gazit, *Trapped Fools*, p. 94-96.

979- Sur l'ensemble de la politique européenne, voir l'excellente thèse de Maria Giannou, *Les Interventions de la CEE et de l'UE dans le conflit israélo-arabe depuis la crise de 1973 jusqu'aux développements contemporains*, université de la Sorbonne nouvelle-Paris III, 2006.

980- Citation dans Charles Enderlin, *Le Grand Aveuglement*, Paris, Albin Michel, 2009, p. 92.

981- Texte du traité dans le *Journal of Palestine Studies*, 38, vol. X, n° 2, p. 148-151.

982- « The Israeli action succeeded in alienating the Palestinian terrorists from the local population and thereby thwarting their operations. »

983- Livre de base sur le sujet : Augustus Richard Norton, *Amal and the Shi'a, Struggle for the Soul of Lebanon*, University of Texas Press, 1987.

984- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 446 *sq*.

985- Il existe plusieurs variantes de cette formule.

986- Sur cette affaire voir Jean Chizola et Hervé Deguine, *L'Affaire Copernic, les secrets d'un attentat antisémite*, Paris, Mille et Une Nuits, 2009.

987- Comme souvent, la polémique se fonde aussi sur une déclaration tronquée. Raymond Barre avait aussi dit : « La communauté juive est une communauté française qui est respectée par tous les Français. » Le « lapsus » vient de l'expression consacrée « civils innocents » (il y aurait des « militaires coupables » ?). Par ailleurs, l'une des victimes tuées était de nationalité israélienne.

988- Sur l'ensemble de l'affaire des otages, David Harris, *The Crisis, The President, the Prophet, and the Shah. 1979 and the Coming of Militant Islam*, New York, Boston, Little, Brown and Company, 2004. Sur la question des contacts, Robert Parry, *Trick or Treason, The October Surprise Mystery*, New York, Sheridan Square Press, 1993.

989- Basâm Abu Sharîf, *Yâsir 'arafât*, Riad al-Rayyes Book, Beyrouth, 2005, p. 338 *sq*.

CHAPITRE XV
Chronique d'une guerre annoncée

990- « I never met anybody in Lebanon who was a particular admirer of Israel. The Israelis were seen as tough, brutal, real-politik people. The Lebanese were very scornful of Israeli

pretensions to be humanitarians. There is an idealistic side to Israel, but when you were in Lebanon it was very difficult to remember it. The Israelis were tough and arrogant. The Lebanese that were recruited by Israel were also tough and brutal. The idealistic side of Zionism or Jewish life was not on display in Lebanon. Even the Maronites, who became deeply involved with the Israelis, basically disliked and distrusted them very much. If there was anything idealistic about Israel, it would not have occurred to Bashir Gemayel, who was an ally. He did not see them in that light, although he did admire their toughness. He thought that the Israelis were right in thinking that the only good Arabs were dead ones. He came to think differently later, but when I first met him, that was very much his point of view. »

991- Le livre essentiel sur ce sujet est celui d'Alain Ménargues, *Les Secrets de la guerre du Liban. Du coup d'État de Bachir Gemayel aux massacres des camps palestiniens*, Paris, Albin Michel, 2004.

992- Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Israel's Lebanon War*, Londres, Unwin Paperback, 1986, p. 29.

993- « At a later stage, when some progress has been made. »

994- Sur la croyance de Reagan dans la proximité de la fin des temps, voir Lou Cannon, *President Reagan, The Role of a Lifetime*, New York, Public Affairs, 2000, p. 247 *sq*.

995- Alexander Haig, *Caveat*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1984, p. 176-177.

996- Ronald Reagan, *The Reagan Diaries*, HarperCollins Publishers, 2007, 23 avril 1981, p. 14.

997- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Liban, 394, Beyrouth, le 14 avril 1981, *Entretien avec M. Bechir Gemayel.*

998- Livre essentiel, John Boyklin, *Curse is the Peacemaker, The American Diplomat Versus the Israeli General, Beirut 1982*, Aplegate Press, 2002 à compléter par le témoignage de Habib dans l'Oral History.

999- MAE, Afrique du Nord Moyen-Orient 1973-1982, Israël, 282, Tel-Aviv, le 4 mai 1981, *Diatribes de M. Begin*. Voir aussi *Time Magazine*, 18 mai 1981, *Sounding Off with a Vengeance.*

1000- *Time Magazine*, 11 mai 1981 : « They bombarded civilians in the thousands with heavy cannon, tanks and missiles. They massacred them, like the Nazis did to the civilians in Europe. This is an exact comparison. »

1001- Sur la réalité du programme nucléaire irakien, voir les Mémoires du savant atomiste irakien, ʻimâd Khadûrî, *Sarâb al-silâl al-nawawi al – ʻirâkî Mudhakkirât w-awhâm* (le mirage de l'arme nucléaire irakienne, mémoire et illusion), Arab Scientific Edition, 2005.

1002- Benny Morris, *Israel's Secret Wars*, p. 332 *sq*.

1003- Trita Parsi, *Treacherous Alliance*…, p. 107.

1004- En janvier 2010, le gouvernement irakien aurait exprimé l'intention de demander des compensations dans le cadre de la résolution 487. Il faut rappeler que l'Irak a dû payer de très lourds dommages pour les tirs de missiles Scud sur Israël en 1991.

1005- *Time Magazine*, 27 juillet 1981, *Middle East : Escalating the Savagery*, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,949224,00.html.

1006- « I have reported to President Reagan that as of 13:30 hours local time, July 24, 1981, all hostile military action between Lebanese and Israeli territory, in either direction, will cease. »

1007- Voir par exemple, *Time Magazine*, 5 octobre 1980, *Starting Point for a Solution : General Ariel (Arik) Sharon*, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,921056,00.html.

1008- « It is not the business of other nations to make American foreign policy. »

1009- Lou Cannon, *President Reagan*, p. 342.

1010- *The Reagan Diaries*, 15 septembre 1981, p. 38 : « We've had disturbing news that P.M. Begin was planning to, invade Lebanon. Of course, I've been upset by Sen's tales that he lobbied hard against AWAC's when he told me he wouldn't.

« Al H. flew to N.Y. and saw him before he left home. He promised no invasion unless some act forced his hand. Denied he broke his word & Al is convinced he really wants to get along with us. »

1011- Nicolas Laham, *Selling Awacs to Saudi Arabia*, *The Reagan Administration and the Balancing of America's Competing interests in the Middle East*, Londres, Praeger, 2002.

1012- Nigel Ashton, *King Hussein*, p. 230 *sq*.

1013- Voir le témoignage de Nicolas Veliotes, alors assistant secretary for Near Eastern affairs : « When Sadat was assassinated, all of a sudden the secretary of state called me in one day and said… As I told you, he was so anxious (this was eight months later) to get the Palestinian issue off the table, in his view, that he engaged, on a couple of trips to Egypt and Israel, to try to move forward these stalled talks on Palestinian autonomy, and failed. Then he told me that he was about to recommend to the Israelis that unless the Egyptians agreed to a sweetheart agreement (we go back to that again), that they not withdraw from the Sinai.

« When I realized he was serious, I said, "Well, you know I disagree with you, and I think this would be a terrible thing. There are a lot of reasons why it would be bad, but the worst I can think of now is domestic. Ronald Reagan will go down in history as the American president that lost the Egyptian-Israeli Treaty. You may not care, but I think Ronald Reagan doesn't want to have that stigma, to lose what Carter had achieved". So I left him that. » http://memory.loc.gov/cgi-bin/query/r?ammem/mfdip:@field(DOCID+mfdip2004vel01).

1014- Moshe Ma'oz, *Palestinian Leadership on the West Bank*, p. 198.

1015- Ariel Sharon, *Mémoires*, Paris, Stock, 1990, p. 496-497.

1016- Anita Miller, Jordan Miller et Sigalit Zetouni, *Sharon, Israel's Warrior-Politician*, Academy Chicago Publishers & Olive Publishing, 2004, p. 160.

1017- John Boyklin, *Cursed is the peacemaker*, p. 50-51 : « General Sharon, this is the twentieth century and times have changed. You can't go around invading countries just like that, spreading destruction and killing civilians. In the end, your invasion will grow into a war with Syria, and the entire region will be engulfed in flames. »

1018- « You have no moral right to preach to us about civilian casualties. We have read the history of World War II and we know what happened to civilians when you took action against an enemy. We have also read the history of the Vietnam War and your phrase 'bodycount'… Are we a vassal state ? A banana republic ? Are we 14-year-old boys, that if they don't behave they have their knuckles smacked ?… The people of Israel has lived for 3 700 years without a

memorandum of understanding with America and it will continue to live without it for another 3,700 years. »

1019- *Reagan Diaries*, 20 décembre 1981 : « First thing this A.M. a message from Israel – an angry denunciation of us with charges of betrayal & antisemitism. Obviously it is intended for the public to arouse out own Jewish community against us. »

1020- Shimon Sheffer, *Opération boule de Neige*, p. 116-117.

1021- Texte dans *Journal of Palestinian Studies*, vol. XI, n° 3, printemps 1982, p. 167-172.

1022- Alain Ménargues, *Les Secrets de la guerre du Liban*, p. 221 *sq*.

1023- Fu'âd Butrus, *Al-Mudhakkirât*, p. 508.

1024- *Time Magazine*, 24 mai 1982, *Radical, Resentful, but Ambiguous*, http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,953509-4,00.html.

1025- Déclaration de l'ambassadeur américain Kirkpatrick : « As much as we condemn the act of violence that occasioned this debate of the Council, we must oppose this draft resolution, which, in our view would make new acts of violence more, not less, likely to take place in the future. »

1026- *Reagan Diaries*, p. 84-85 : « A radical Wing of the P.L.O. wanting to take over from Arafat is out to provoke Israel into action. This will rid them of Arafat who is more moderate & will rally Arab & Soviet to the radicals. We're trying to make Israel see this. »

1027- *Caveat*, p. 335 : « In a strenuous argument with Sharon in the presence of my staff, I challenged these plans, and after the meeting, so that there could be no question that I was playing to an audience, I invited Sharon into my office and told him privately, in the plainest possible language, what I had repeated to him and Begin and their colleagues many times before : unless there was an internationally recognized provocation, and unless Israeli retaliation was proportionate to any such provocation, an attack by Israel into Lebanon would have a devastating effect in the United States. "No one, Sharon replied, in his truculent way, has the right to tell Israel what decision it should take in defense of its people." »

1028- *Mémoires*, p. 540.

1029- *Oral History* : « I was sitting to Al Haig's right, Morris was standing in front of his desk, and off to the left was his easel with a big map of Lebanon on it. Al Haig was telling us, briefly, very briefly, about his meeting with the Israeli, and he was rather enthusiastic as he pointed to the map and said, "You see, if they have to go in, their plan would be to link up the group here in the south with the Christians up here".

« And Maury Draper (who was a very circumspect person ; if anything, Maury was too reticent in the face of that kind of senior authority) blurted out, "For Christ's sake, Mr. Secretary, there's a million and a half Muslims between them, and at least a million of them are Shi'ah !"

« And Haig was really startled ; it was as if he'd never known this. »

1030- C'est l'interprétation de Samuel Lewis ; voir son interview dans *Oral History*.

1031- *Oral History* : « Our trouble was, and it was the same trouble that we always had, that the administration could not develop the political will to confront Israel and to tell it that it could not invade Lebanon. Haig wrote in his memoirs that he warned the Israeli that they couldn't take any actions unless it was in response to an internationally recognized provocation ; what ever the Israelis did would have to be proportionate to the provocation.

That statement didn't mean a thing and no one understood it. The historians will have to decide whether the United States gave in effect a green light to Israel ; many Israelis think so. The most common view is that when Sharon told Haig what he was going to do, he got the equivalent of a wink of approval. Haig did not : "You can't invade Lebanon" and he didn't wink ; he just didn't comment in some cases. He listened to what the Israelis had to say ; once the Israeli Chief of Intelligence told Haig that Israel would have to invade if they couldn't get a better control of the situation. At that stage, we should have said : "No, you can not do that." We might have had to get Reagan to get in touch with Begin or take other measures to impress the Israelis that important US interests were at stake and that they just couldn't proceed. But we didn't. »

1032- Samuel Lewis dans *Oral History* : « Subsequently, from a number of sources, we found out that when Sharon got back he went to see Begin and reported that the Americans would not bother Israel and that Israel should proceed to do what it had to do. The U.S. would make some noise, but wouldn't take any adverse actions. We would swallow Israel's attack. When Begin read Haig's letter, he had Sharon's oral report and therefore leaned to Sharon's interpretation. »

1033- « The time has come to take concerted action in support of both Lebanon's territorial integrity within its internationally recognized borders and a strong central government capable of promoting a free, open, democratic and traditionally pluralistic society. »

1034- Sur cette affaire, Patrick Seale, *Abu Nidal*, p. 222 *sq*., Kameel B. Nasr, *Arab and Israeli Terrorism*, p. 128 *sq*.

Conclusion

1035- *Les articles du Figaro*, t. III, p. 1424.

1036- Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz 2. L'âge planétaire*, Paris, Gallimard, « Tel », 2009, p. 193 *sq*. (1re édition, 1976).

1037- *Ibid*., p. 286.

bibliographie

Archives

MAE, Ministère des Affaires étrangères, archives consultées pour une grande partie grâce à des dérogations

Bibliographie des ouvrages cités

Séries documentaires et revues :

*Al-watha'iq al-filastiniyya al- 'arabiyya li 'âm (*Documents palestiniens pour l'année*),* Beyrouth

*al-kitab al-sanawi lilqadiyya al-filastiniyya li'âm (*Annuaire de la question de Palestine pour l'année*)*, Beyrouth

International Documents on Palestine, Beyrouth

Foreign Relations of United States (FRUS) (disponible pour les années concernées sur le site internet du Département d'Etat)

Unispal

The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training, http://www.adst.org/int.htm#d

National Security Archive

Soviet-American Relations, The Détente Years, 1969-1972, Washington, Department of State, 2007

Cahiers de l'Orient contemporain

Journal of Palestine Studies

Maghreb-Machrek

Near East Report

ONU, Chronique mensuelle

Time Magazine

al – ``alaqa al-lubnaniyya al-suriyya [les relations libano-syriennes] 1943-1985, Cedre, Antelias, 1986

Abou Iyad, *Palestinien sans patrie, entretiens avec Éric Rouleau*, Paris, Fayolle, 1978

Abou-Sharif (Bassam) et Mahnami (Uzi), *Ennemis en terre promise, Un Israélien, un Palestinien, De la guerre sans merci à la paix des braves. Journal à deux voix*. Paris, Robert Laffont, 1996

Abu Sharîf (Basâm), *Yâsir ʻarafât, Riad al-Rayyes Book,* Beyrouth, 2005

Abu Gharbieh (Bahjat), *Min al-Nakbat ila al-intifada (1949-2000)* (*Du revers à l'intifada*), Beyrouth, 2004

Adamsky (Dima P.), « The "Seventh Day" of the Six Day War : The Soviet Intervention in the War of Attrition (1969-1970) » *in* Yaacov Ro'i et Boris Morozov, *The Soviet Union and the June 1967 Six Day War*

Adan (Avraham Ben), *On the Banks of the Suez,* Presidio Press, 1980

Andrew (Christopher) et Mitrokhin (Vasili), *The Mitrokhin Archive II, The KGB and the World*, Londres, Allen Lane, 2005

Aron (Raymond), *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Paris, Julliard, 1983

–, *Les Articles du Figaro*, t. III, *Les crises*, Paris, Éditions de Fallois, 1997

–, *Essais sur la condition juive contemporaine*, Paris, Texto, 2007

–, *Penser la guerre, Clausewitz 2. L'âge planétaire*, Paris, Gallimard, Tel, 2009

Ahston (Nigel J.), « Pulling the Strings : King Hussein's Role during the Crisis of 1970 in Jordan », *The International History Review*, XXVIII,

March 2006, p. 94-118

King Hussein, A Political Life, Yale University Press, 2008

Aust (Stefan), *The Baader Meinhof Complex*, Londres, The Bodley Head, 2008

Ball (George), *The Past has Another Pattern, Memoirs*, Norton & Company, New York, 1982

Balfour-Paul (Glen), *The End of Empire in the Middle East, Britain's Relinquishment of Power in her last three Arab Dependencies*, Cambridge Middle East Library, Cambridge University Press, 1991

Bamford (James), *Body of Secrets, Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency*, Anchor Books, New York, 2002

Barass (Gordon S.), *The Great Cold War, a Journey through the Hall of Mirrors*, Stanford Security Studies, 2009

Bar-Joseph (Uri), *The Watchman Fell Asleep, The Surprise of Yom Kippur and its Sources*, State University of New York Press, 2005

Bar-Siman-Tov (Yaacov), *The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-1970*, Columbia University Press, 1980

Israel and the Peace Process, 1977-1982, In Search of Legitimacy for Peace, State University of New York Press, 1994

Bar-Zohar (Michael) et Haber (Eitan), *The Quest for the Red Prince, The Inside Story of Israel's Relentless Manhunt for One of the World's Deadliest and Most wanted Arab Terrorists*, New York, William Morrow and Company, 1983

Bar-Zohar (Michael), *Shimon Peres, The Biography*, Random House, 2007

Beattie (Kirk J.), *Egypt During the Sadate Years*, New York, Palgrave, 2000

Ben Elissar (Eliahu), *Désespoirs de paix*, Paris, Ramsay, 2001

Ben-Porat (Y.), Haber (E.), Schiff (Z.), *Entebbe*, Paris, Hachette, 1976

Bergman (Ronen), *The Secret War with Iran*, Oxford, Oneworld, 2008

Bill (James A.), *George Ball, Behind the Scenes in U.S. Foreign Policy*, Yale University Press, 1997

Bourne (Peter G.), *Jimmy Carter, A Comprehensive Biography from Plains to Postpresidency*, New York, Scribner, 1997

Bowen (Jeremy), *Six Days, How the 1967 War Shaped the Middle East*, Simon & Schuster, 2003

Boyklin (John), *Curse is the Peacemaker, The American Diplomat Versus the Israeli General, Beirut 1982*, Aplegate Press, 2002

Boyle (Walter J.), *The Yom Kippur War and the Airlift that Saved Israel*, New York, Thomas Dunne Books, 2002

Blum (Howard), *The Eve of Destruction*, New York, HarperCollins, 2003

Boutros-Ghali (Boutros), *Le Chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997

Braizat (Musa S.), *The Jordanian Palestinian Relationship, The Bankruptcy of the Confederal Idea*, Londres, British Academy Press, 1998

Brenchley (Frank), *Britain, the Six-Day War and its Aftermath*, Londres, I. B. Tauris, 2005

Brzezinski (Zbigniew), *Power and Principle, Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New York, Farrar Straus Giroux, 1983

Bull (Odd), *War and Peace in the Middle East*, Londres, Leo Copper, 1976 (1re édition 1973)

Bundy (William), *A Tangled Web : Making of Foreign Policy in the Nixon Presidency*, I. B Tauris & Co., 1998.

Burket (Elinor), *Golda*, New York, Harper, 2008

Butrus (Fu'âd), *Al-Mudhakkirât*, Beyrouth, Dâr al-nahâr, 2009

Cannon (Lou), *President Reagan, The Role of a Lifetime*, New York, Public Affairs, 2000

Carter (Jimmy), *Keeping Faith : Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982

The Blood of Abraham : Insights into the Middle East, Boston, Houghton Mifflin Company, 1984

(Chazli), Sa'd al-Shâdhlî, *Harb 'uktûbir, Mudhakirrât*, (la guerre d'octobre, Mémoires), nouvelle édition, San Francisco, 2003

Chizola (Jean) et Deguine (Hervé), *L'affaire Copernic, les secrets d'un attentat antisémite*, Paris, Mille et Une Nuits, 2009

Cobban (Helena), *The Palestinian Liberation Organisation, People, Power and Politics*, Cambridge University Press, 1984

Cohen (Avner), *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, 1998

Cohen (Col. Eliezer « Cheetah »), *Israel's Best Defense, The First Full Story of the Israeli Air Force*, New York, Orion Books, 1993

Corm (Georges), *Le Proche-Orient éclaté*, Paris, 1983

Dallek (Robert), *Nixon and Kissinger, Partners in Power*, New York, HarperCollins Publishers, 2007

Dan (Uri), *Mossad, 50 ans de guerre secrète*, Paris, Presses de la Cité, 1995

Daniel (Jean), *La Blessure suivi du Temps qui vient*, Paris, Livre de poche, 1994

Dannreuther (Roland), *The Soviet Union and the PLO*, St Antony's College, MacMillan Press, Londres, 1998

Daoud (Abou), *Palestine, De Jérusalem à Munich*, Paris, Anne Carrière, 1999

Dayan (Moshe), *Breakthrought, A Personal Account of the Egypt-Israel Peace Negotiations*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1981

Dobrynin (Anatoly), *In Confidence, Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents*, New York, Random House, 1995

Dustan (Simon), *The Yom Kippur War, The Arab-Israeli War of 1973*, Oxford, Osprey Publishing, 2007

Eban (Abba), *Autobiographie*, Paris, Buchet-Chastel, 1979

Personal Witness, Israel through my Eyes, New York, G. P. Putnam's Sons, 1992

Enderlin (Charles), *Paix ou guerre, Les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1995*, Paris, Fayard, 2004

–, *Le Grand Aveuglement*, Paris, Albin Michel, 2009

Ensalaco (Mark), *Middle Eastern Terrorism, From Black September to September 11*, University of Pennsylvania Press, 2008

Evron (Yair), *War and Intervention in Lebanon, The Israeli-Syrian Deterrence Dialogue*, The Johns Hopkins University Press, 1987

Fahmy (Ismail), *Negotiating for Peace in the Middle East*, The Johns Hopkins University Press, 1983

Farid (Abdel Magid), *Nasser, the Final Years*, Ithaca Press, Reading, 1994

Fassin (Didier et Éric), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006

Fawzi (Muhammad), *Harb al-thalâth sanawât, Mudhakkirât* (La guerre de trois ans, Mémoires), Le Caire, 1984

Filiu (Jean-Pierre), *L'Apocalypse dans l'Islam*, Paris, Fayard, 2008

Follain (John), *Jackal, The Complete Story of the Legendary Terrorist, Carlos the Jackal*, Arcade Publishing, New York, 1998

Ford (Gerald), *A Time to Heal, The Autobiography of Gerald R. Ford*, New York, Harper & Row, 1979

Gamasy (Mohamed Abdel Ghani El-), *The October War, Memoirs of Field Marsha el-Gamasy of Egypt*, The American University in Cairo Press, 1993

Garthoff (Raymond L.), *Détente and Confrontation, American-Soviet Relations from Nixon to Reagan, Washington*, Brookings Institution, 1995

Gaulle (Charles de), *Discours et Messages*, Paris, Plon, 1970, t. V

Gazit (Shlomo), *The Carrot and the Stick, Israel's Policy in Judaea and Samaria, 1967-1968*, B'nai B'rith Books, Washington D.C., 1995

Glassman (Jon D.), *Arms for the Arabs, The Soviet Union and War in the Middle East*, The Johns Hopkins University Press, 1975

Goldman (Nahum), *Le Paradoxe juif*, Paris, Stock, 1976

Goichon (Anne-Marie), *Jérusalem, fin de la ville universelle ?* Paris, Maisonneuve et Larose, 1976

Golan (Matti), *The Road to Peace, A Biography of Shimon Peres*, Warner Books, 1989

Goremberg (Gershom), *The Accidental Empire, Israel and the Birth of the Settlements, 1966-1977*, New York, Times Books, 2006

Gour (Batya), *Meurtre en direct*, Paris, Gallimard, 2006

Green (Stephen), *Living by the Sword, America and Israel in the Middle East*, Brattleboro, Amana Books, 1988

Gresh (Alain), *OLP, Histoire et stratégies, vers l'État palestinien*, Paris, Spag Papyrus, 1983

Gur (Mordechai), *The Battle for Jerusalem*, New York, Ibooks, 2004 (1re édition 1978)

Habache (Georges), *Les révolutionnaires ne meurent jamais, Conversations avec Georges Malbrunot*, Paris, Fayard, 2008

Haig (Alexander), *Caveat*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1984

Hamizrachi (Beate), *The Emergence of the South Lebanon Security Belt, Major Saad Haddad and the Ties with Israel, 1975-1978*, New York, Praeger, 1988

Hammâd (Jabal), *al-Ma'arik al-harbiyaa 'ala jibhat al-misriyya harb uktubir 1973* (les combats militaires sur le front égyptien dans la guerre d'octobre 1973), Le Caire, 2002

Hammel (Eric), *Six days in June, How Israel Won the 1967 Arab-Israeli War*, New York, Charles Scribner's Sons, 1992

Hart (Alan), *Arafat*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1994

Hâyik (Jurj), *Bashîr al-Jumayyil*, Beyrouth, 2009

Haykal [Heykal, Heikal] (Muhammad Hassanayn), *1967, al-infijâr* (1967, l'explosion), Le Caire, 1990

–, *Uktubûr 73* (octobre 1973), Le Caire, 1993

–, *The Road to Ramadan,* Ballantine Books, 1976

–, *Le Sphinx et le Commissaire, heurs et malheurs des Soviétiques au Proche-Orient*, Paris, Éditions J. A, 1980

Heilbrun (Jacob), *They knew they were right, The Rise of the Neocons*, New York, Doubleday, 2008

Helms (Richard), *A Look over My Shoulder, A Life in the Central Intelligence Agency*, New York, Ballantine Books, 2004

Helou (Charles), *Mémoires*, t. II, *Présence palestinienne et accord du Caire*, t. III, *Accord du Caire, documents,* Beyrouth, librairie Antoine, s.d.

Hodgson (Godfrey), *The Gentleman from New York, Daniel P. Moynihan, a Biography*, New York, Houghton Miflin Company, 2000

Hussein de Jordanie, *Ma guerre avec Israël*, Paris, Albin Michel, 1968

Hut (Shafiq al-), *Bayna al-watân wa-l-manfî* (entre la patrie et l'exil), Beyrouth, Riad al-Rayyes Books, 2007

Giannou (Maria), *Les Interventions de la CEE et de l'UE dans le conflit israélo-arabe depuis la crise de 1973 jusqu'aux développements contemporains*, université de la Sorbonne nouvelle-Paris III, 2006

Ignatius (David), *Un espion innocent Beyrouth 1969-1983*, Éditions Gérard de Villiers 1987 (titre anglais original *Agents of Innocence*)

Inbar (Efraim), *Rabin and Israel's National Security*, The Johns Hopkins University Press, 1999

Isaacson (Walter), *Kissinger*, Londres, Faber and Faber, 1992

Isma'îl (Muhammad Hâfiz), *Amin misr al-qawmi fî 'asr al-tahadiyyât* (la sécurité national de l'Égypte à l'époque des défis), Le Caire, 1987

Israeli (R.) (éd.), *The Public Diary of President Sadat, I, The Road to War, September 1970-October 1973*, Leyde, Brill, 1978

Israelyan (Victor), *Inside the Kremlin during the Yom Kippur War*, Pennsylvania University Press, 1995

Jawâdi (Muhammad al-), *al-tarîq ila al-naqsat* (la route vers le revers), Le Caire, 2000

Kâmil (Muhammad Ibrâhim), *Mudhakkirât, al-salâm al-dâ'i' fî itifâquiyyât Kâmb dîvîd* (Mémoires, la paix incertaine des accords de Camp David), Le Caire, 2002

Kanafâni (Marwân), *Sanawât al-amal,* Le Caire, Dar al-Shuruq, 2007

Kapeliouk (Amnon), *Israël, la fin des mythes*, Paris, Albin Michel, 1975

Kassir (Samir) et Mardam-Bey (Farouk), *Itinéraires de Paris à Jérusalem, La France et le conflit israélo-arabe*, t. II, 1958-1991, Paris, Les Livres de la Revue d'études palestiniennes, 1993

Kassir (Samir), *La Guerre du Liban, De la dissension nationale au conflit régional*, Paris, Karthala Cermoc, 1999

Katz (Samuel M.), *Israel versus Jibril, The Thirty Year War against a Master Terrorist*, New York, Paragon House, 1993

Kaufman (Asher), « Who Owns the Shebaa Farms », *Middle East Journal*, autumn 2002, volume 56, number 4, p. 576-595

Kepel (Gilles), *Le Prophète et Pharaon, Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984

Khadûrî ('imâd), *Sarâb al-silâl al-nawawi al – 'irâkî Mudhakkirât w-awhâm* (le mirage de l'arme nucléaire irakienne, mémoire et illusion), Arab Scientific Edition, 2005

Khalil (Samir al-), *Irak, la machine infernale*, Paris, JC Lattès, 1991

Khazen (Farid El) *The Breakdown of the State in Lebanon*, Harvard University Press, 2000

Kimche (David), *The Last Option, After Nasser, Arafat and Saddam Hussein, The Quest for Peace in the Middle East*, Maxwell Macmillan International, 1991

Kissinger (Henry), *À la Maison-Blanche*, Paris Fayard, 1979

–, *Les années orageuses*, Paris, Fayard, 1982

–, *Years of Renewal*, New York, Simon & Schuster, 1999

–, *Crisis, The Anatomy of two Major Foreign Policy Crises*, New York, Schuster & Schuster, 2003

Kollek (Teddy), *For Jerusalem*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1978

Korn (David A.), *Stalemate, The War of Attrition and Great Power Diplomacy in the Middle East, 1967-1970*, Boulder, Westview Press, 1992

–, *Assassination in Khartoum*, Indiana University Press, 1993

Kumaraswamy (P. R.), *Revisiting the Yom Kippur War*, Londres, Frank Cass, 1999

Kurzman (Dan), *Soldier of Peace, The Life of Yitzhak Rabin*, New York, HarperCollinsPublishers, 1992

Labaki (Boutros) et Abou Rjeily (Khalil), *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993

Lacouture (Jean), *De Gaulle*, t. III, *Le souverain*, Paris, Seuil, 1986

Laham (Nicolas), *Selling Awacs to Saudi Arabia, The Reagan Administration and the Balancing of America's Competing interests in the Middle East*, Londres, Praeger, 2002

Le Peillet (Pierre), *Les Bérets bleus de l'ONU à travers 40 ans de conflit israélo-arabe*, Paris, Éditions France-Empire, 1988

Lebow (Richard Net) et Stein (Janice Gross), *We all lost the Cold War*, Princeton University Press, 1994

Madfai (Madiha Rachid al), *Jordan, The United States and the Middle East Peace Process, 1974-1991*, Cambridge University Press, 1993

Mann (James), *Rise of the Vulcans, The History of Bush's War Cabinet*, Viking, Pinguin Books, 2004

Ma'oz (Moshe), *Palestinian Leadership on the West Bank*, Londres, Frank Cass, 1984

Maoz (Zeev), *Defending the Holy Land, a Critical Analysis of Israel's Security & Foreign Policy*, The University of Michigan Press, 2006

Meital (Yoram), « The Khartoum Conference and Egyptian Policy after the 1967 War : a Reexamination », *The Middle East Journal*, volume 54, n° 1, Winter 2000, p. 64-82

Ménargues (Alain), *Les Secrets de la guerre du Liban, Du coup d'État de Bachir Gemayel aux massacres des camps palestiniens*, Paris, Albin Michel, 2004

Miller (Aaron David), *The much too Promised Land, America's Elusive Search for Arab-Israeli Peace*, New York, Bantam Books, 2008

Miller (Anita), Miller (Jordan) et Zetouni (Sigalit), *Sharon, Israel's Warrior-Politician*, Academy Chicago Publishers & Olive Publishing, 2004

Morris (Benny), *Israel's Secret Wars, A History of Israel's intelligence Services*, New York, Grove Weidenfeld, 1991

Murtada (Sa'd), *Muhimatî fî Isra'il, Mudhakkirât awwal safîr misrî fî Tall Abîb (Ma mission en Israël, Mémoires du premier ambassadeur égyptien à Tel-Aviv)*, Le Caire dâr al-Shurûq, 2008

Mutawi (Samir A.), *Jordan in the 1967 War*, Cambridge Middle East Library, 2002

Nâsîf (Niqûlâ), *Al-maktab al-thânî, hâkim fî al-dhill* (le deuxième bureau, gouvernant dans l'ombre), Beyrouth, 2005

Nâsir (Huda Abd al-), *al-majmû'at al-kâmilat l-khutab wa tashîhât al-ra'is jamâl abd al-nâsir* (réunion complète des discours et déclarations du président Nasser), janvier 1967-septembre 1970, Le Caire, 2005

Nasr (Kameel B.), *Arab and Israeli Terrorism, The Causes and effects of Political Violence, 1936-2003*, Jefferson, McFarland, 2003

Neff (Donald), *Warriors for Jerusalem, The Six-Day that Changed the Middle East*, New York, Linden Press, Simon and Schuster, 1984

–, *Warriors against Israel*, Amana Books 1988

Nevo (Joseph), *King Hussein and the Evolution of Jordan's Perception of a Political Settlement with Israel, 1967-1988*, Sussex Academic Press, 2006

Novick (Peter), *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 2001

Norton (Augustus Richard), *Amal and the Shi'a, Struggle for the Soul of Lebanon*, University of Texas Press, 1987

Oren (Michael B.), *Six Days of War, June 1967 and the Making of the Modern Middle East*, Penguin Books, 2002

Pakradouni (Karim), *La Paix manquée, Le Mandat d'Elias Sarkis*, Beyrouth, Éditions FMA, 1983

Para (Francisco), *Oil Politics, a Modern History of Petroleum*, Londres, I. B. Tauris, 2010

Parker (Richard B.), *The Politics of Miscaculation in the Middle East*, Indiana University Press, 1993

–, *The Six-Day War : A Retrospective*, University of Florida Press, 1996

–, *The October War, A Retrospective,* University of Florida Press*, 2001*

Parsi (Trita), *Treacherous Alliance, the Secret Dealing of Israel, Iran and the US*, Yale University Press, 2007

Parry (Robert), *Trick or Treason, The October Surprise Mystery*, New York, Sheridan Square Press, 1993

Patai (Raphael), *Nahum Goldman, His Missions to the Gentiles*, The University of Alabama Press, 1987

Petran (Tabitha), *The Struggle over Lebanon*, New York, Monthly Review Press, 1987

Pikhoia (Rudolf G.), *URSS Histoire du pouvoir, quarante d'après-guerre*, Québec, Les Éditions Kéruss, 2007

Polakow-Suransky (Sasha), *The Unspoken Alliance, Israel's Secret Relationship with Apartheid South Africa*, New York, Pantheon Books

Prazan (Michaël), *Les Fanatiques, Histoire de l'armée rouge japonaise*, Paris, Seuil, 2002

Primakov (Yevgeny), *Russia and the Arabs*, New York, Basic Books, 2009

Qadûrî (Fakhî), *Hakadhâ 'araftu al-Bakr wa Saddâm, rihlat 35 'âmân fî hizb al-Ba'th*, (comment j'ai connu Bakr et Saddam, 35 ans au parti Baath), Dâr al-Hikma, Londres 2006

Quandt (William B.), « The Middle East Conflict in US Strategy 1970-1971 », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 1, n° 1 (Autumn 1971), p. 39-52

–, *Decade of Decisions, American Policy Toward the Arab-Israeli Conflict*, University of California Press, 1977

–*, Peace Process*, University of California Press, 1993

–*, Camp David, Peacemaking and Politics*, Washington, The Brookings Institution, 1986

Raab (David), *Terror in Black September*, New York, Palgrave, 2007

Rabin (Yitzhak), *Mémoires*, Paris, Buchet-Chastel, 1980

–, *The Rabin Memoirs, Expanded Edition*, University of California Press, 1996

Rabinovich (Abraham), *The Yom Kippur War, The Epic Encounter That Transformed the Middle East*, New York, Schoken Books, 2004

Rabinovich (Itamar), *The War for Lebanon, 1970-1985*, Cornell University Press, 1985

Rafael (Gideon), *Destination Peace, Three Decades of Israeli Foreign Policy*, New York, Stein and Day, 1981

Ramadân (Abd al- ‘Azim al-), *Tahtîm al – ’alihat, qissat harb junia 1967* (la destruction des idoles, récit de la guerre de juin 1967), Le Caire, 1984

Razoux (Pierre), *La Guerre israélo-arabe d’octobre 1973, Une nouvelle donne militaire au Proche-Orient*, Paris, Economica, 1999

Reagan (Ronald), *The Reagan Diaries*, HarperCollins, 2007

Reeve (Simon), *One Day in September*, New York, Arcade Publishing, 2000

Riyâd (Mahmud), *al bahth ‘an al-salâm wa-l-sirâ‘ fî al-sharq al-awsat* (la recherche de la paix et la lutte pour le Moyen-Orient), Beyrouth, 1991

–, *The Struggle for Peace in the Middle East*, Londres, Quartet Books, 1981

Amrîka wa-l – ‘arab (*L’Amérique et les Arabes*), Beyrouth, 1986

Rodinson (Maxime), *Peuple juif ou problème juif ?* nouvelle édition revue, Paris, La Découverte, 1997

Ro’i (Yaacov) et Morozov (Boris) (éd.), *The Soviet Union and the June 1967 Six Day War*, Woodrow Wilson Center Press, Standford University Press, 2008

Rondot (Pierre), « Al-Aqsa et la signification de Jérusalem pour l’Islam », *Études*, octobre 1969

Roussel (Éric), *Pompidou*, Paris, JC Lattès, 1994

Rusk (Dean), *As I Saw it*, New York, W. W. Norton & Company, 1990

Sankari (Jamal), *Fadlallah, The Making of a Radical Shi‘te Leader*, Londres, Saqi, 2005

Sayigh (Anîs), *‘an Anîs Sayigh*, Riad El-Rayyes Books, 2006

Sayigh (Yezid), *Armed Struggle and the Search of State, The Palestinian National Movement, 1949-1993*, Oxford, Clarendon Press, 1997

Schiff (Ze’ev) and Ya’ari (Ehud), *Israel’s Lebanon War*, Londres, Unwin Paperback, 1986

Seale (Patrick), *Assad*, *The Struggle for the Middle East*, University of California Press, 1988

–, *Abu Nidal, A Gun for Hire*, Londres, Hutchinson, 1992

Shalom (Zaki), *Israel’s Nuclear Option*, Sussex Academic Press, 2005

Sharon (Ariel), *Mémoires*, Paris, Stock, 1990

Shemesh (Moshe), *The Palestinian Entity 1959-1974*, Londres, Frank Cass, 1988

Shlaim (Avi), *The Iron Wall,* Penguin Books, 2001

–, *Lion of Jordan, The Life of King Hussein in War and Peace*, Penguin Books, 2008.

Segev (Tom), *1967, Six jours qui ont changé le monde*, Paris, Denoël, 2007

Shiffer (Shimon), *Opération boule de neige, Les secrets de l’intervention israélienne au Liban*, Paris, JC Lattès, 1984

Shuqayri (Ahmad al-), *al-hazîmat al-kubra ma‘a al-mulûk wa-l-ru’asa’ min bayt ‘abd al-Nâsir ila ghrufa al ‘amaliyyât* (la grande défaite avec les rois et les présidents de la maison de Nasser à poste de commandement), t. I in al-a‘mâl al-kâmila, t. II, Centre de l’Unité arabe, Beyrouth, 2006

Smith (Gaddis), *Morality, Reason and Power, American Diplomacy in the Carter Years*, New York, Hill & Wang, 1987

Stein (Kenneth W.), *Heroic Diplomacy, Sadate, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Diplomacy*, New York, Routledge, 1999

Stok (Joe), « The Oil Weapon », *in* Naseer H. Aruri, *Middle East Crucible, Studies on the Arab-Israeli War of October 1973*, The Medina University Press International, 1975

Sulzberger (C.L.), *L’Ère de la médiocrité*, Paris, Albin Michel, 1974

Sus (Ibrahim), « Western Europe ans October War », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 3, n° 2 (Winter 1974)

Susser (Aher), *On Both Banks of the Jordan, A Political Biography of Wasfi al-Tall*, Londres, Frank Cass, 1994

Tamimi (Azzam), *Hamas, a History from Within*, Northampton, Massachusetts, Olive Branch Press, 2007

Vance (Cyrus), *Hard Choices, Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster 1983

Taylor (Peter), *States of Terror*, Penguin Books, 1994

Thomas (Michael), *American policy Toward Israel, The Power and Limits of Belief*, Londres et New York, Routledge, 2007

Tlass (Mustafa), *Mirât hayâtî* (miroir de ma vie), t. II, Damas, Tlass, 2002

Tueni (Ghassan), *Une guerre pour les autres*, Paris, JC Lattès, 1985

Walker (Tony), Gowers (Andrew), *Arafat, The Biography*, Londres, Virgin Books, 2003

Wehling (Fred), *Irresolute Princes, Kremlin Decision Making in Middle East Crises, 1967-1973*, New York, St. Martin's Press, 1997

Weinberger (Naomi Joy), *Syrian Intervention in Lebanon*, Oxford University Press, 1986

Weizman (Ezer), *The Battle for Peace*, New York, Bataam Books, 1981

Westad (Odd Arne), *The Global Cold War, Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge University Press, 2005

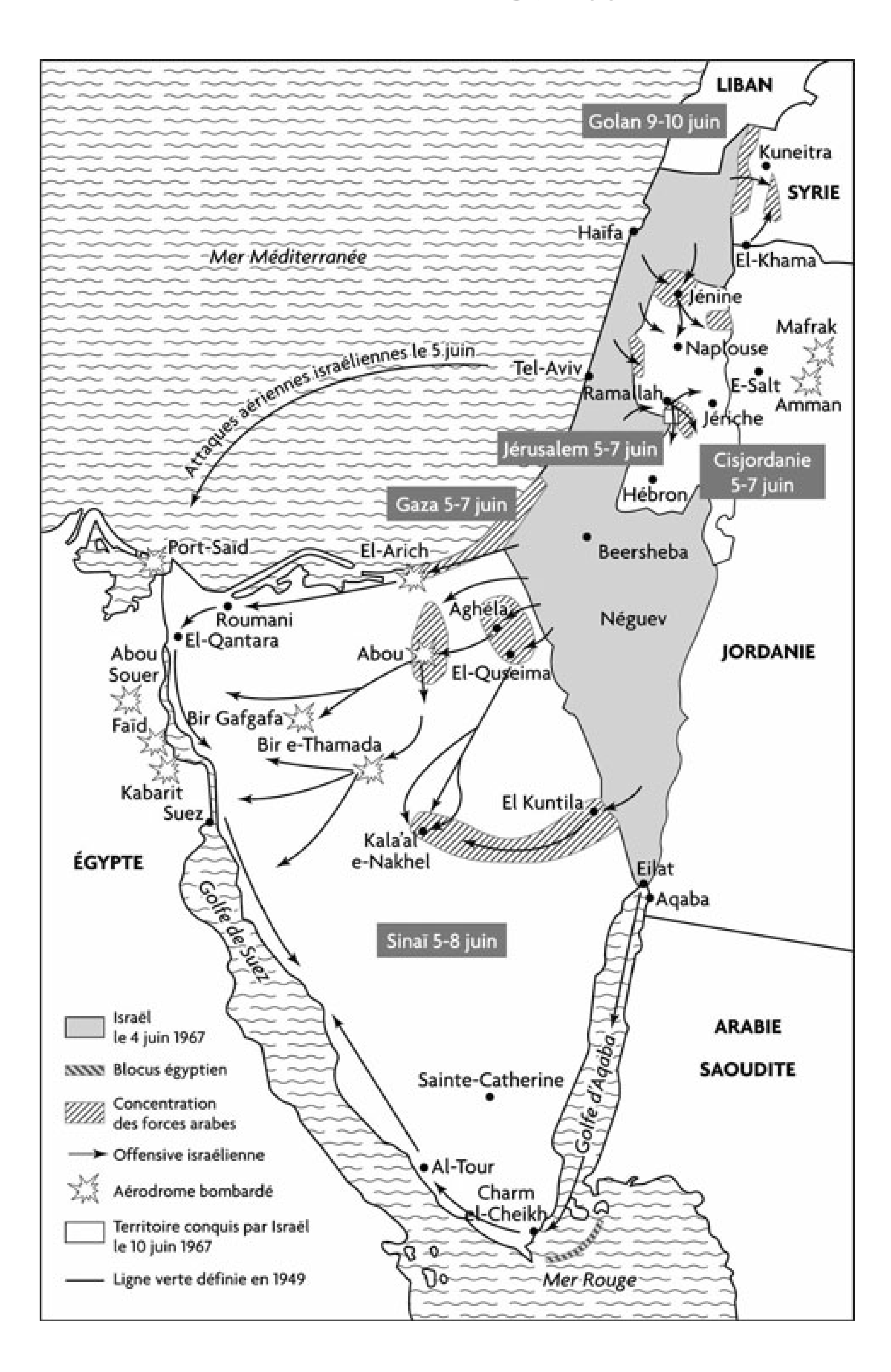
Whetten (Lawrence L.), *The Canal War : Four Power Conflict in the Middle East*, MIT Press, 1975.

Yallop (David), *Tracking the Jackal*, New York, Random House, 1993

Zertal (Idith) et Eldar (Akiva), *Lords of the Land, The War over Israeli's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, New York, Nations Books, 2007

Zubok (Vladislav M.), *A Failed Empire, The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gobarchev*, The University of North Carolina Press, 2007

Cartes

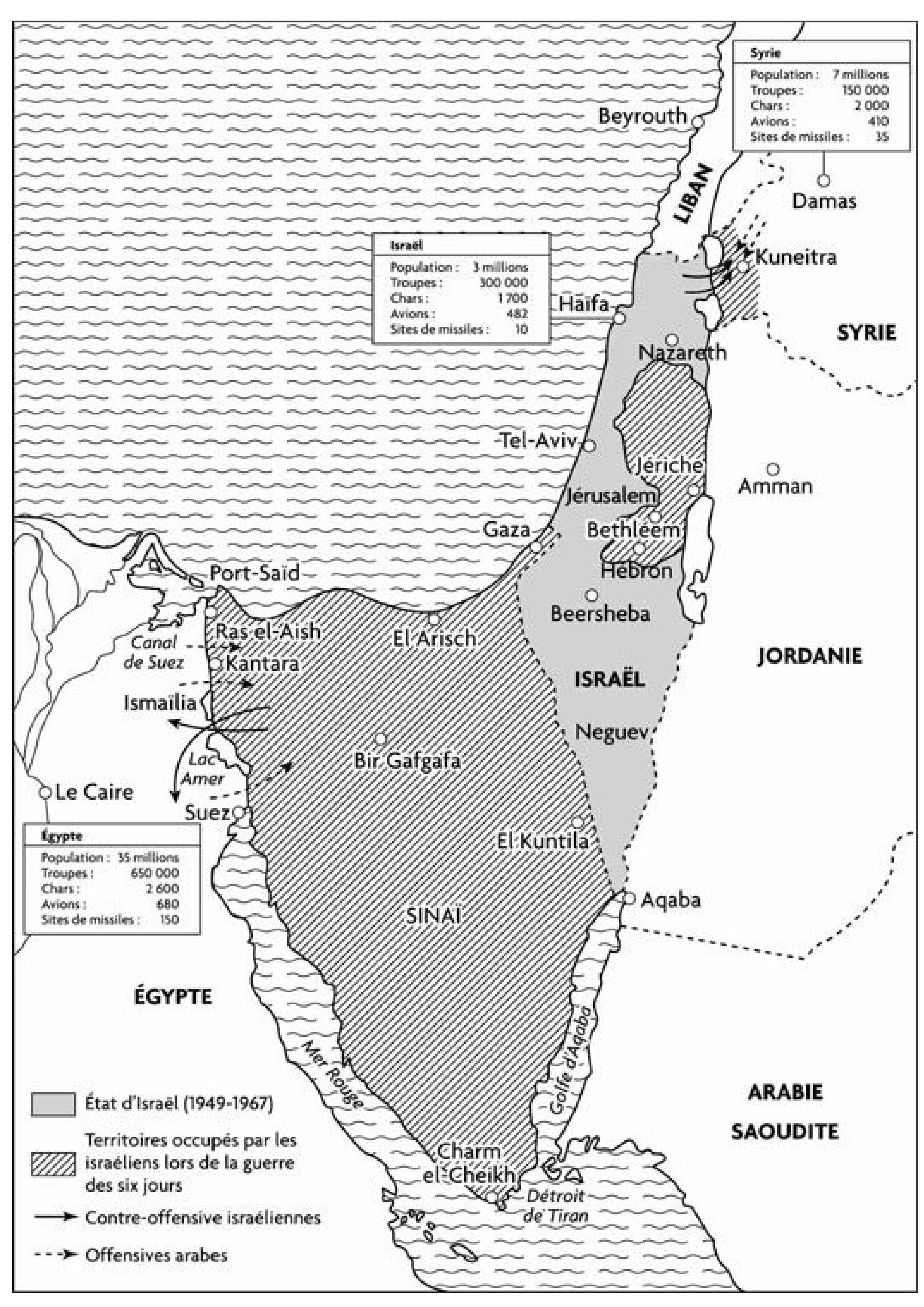


LIBAN
Golan 9-10 juin
Kuneitra
SYRIE
Haïfa
El-Khama
Mer Méditerranée
Jénine
Mafrak
Naplouse
Attaques aériennes israéliennes le 5 juin
Tel-Aviv
E-Salt
Ramallah
Amman
Jériche
Jérusalem 5-7 juin
Cisjordanie 5-7 juin
Hébron
Gaza 5-7 juin
Port-Saïd
El-Arich
Beersheba
Roumani
Aghéla
Néguev
El-Qantara
Abou Souer
Abou
El-Quseima
JORDANIE
Faïd
Bir Gafgafa
Bir e-Thamada
Kabarit
Suez
El Kuntila
Kala'al e-Nakhel
ÉGYPTE
Eilat
Aqaba
Golfe de Suez
Sinaï 5-8 juin
ARABIE
SAOUDITE
Sainte-Catherine
Golfe d'Aqaba
Al-Tour
Charm el-Cheikh
Mer Rouge
Israël le 4 juin 1967
Blocus égyptien
Concentration des forces arabes
Offensive israélienne
Aérodrome bombardé
Territoire conquis par Israël le 10 juin 1967
Ligne verte définie en 1949

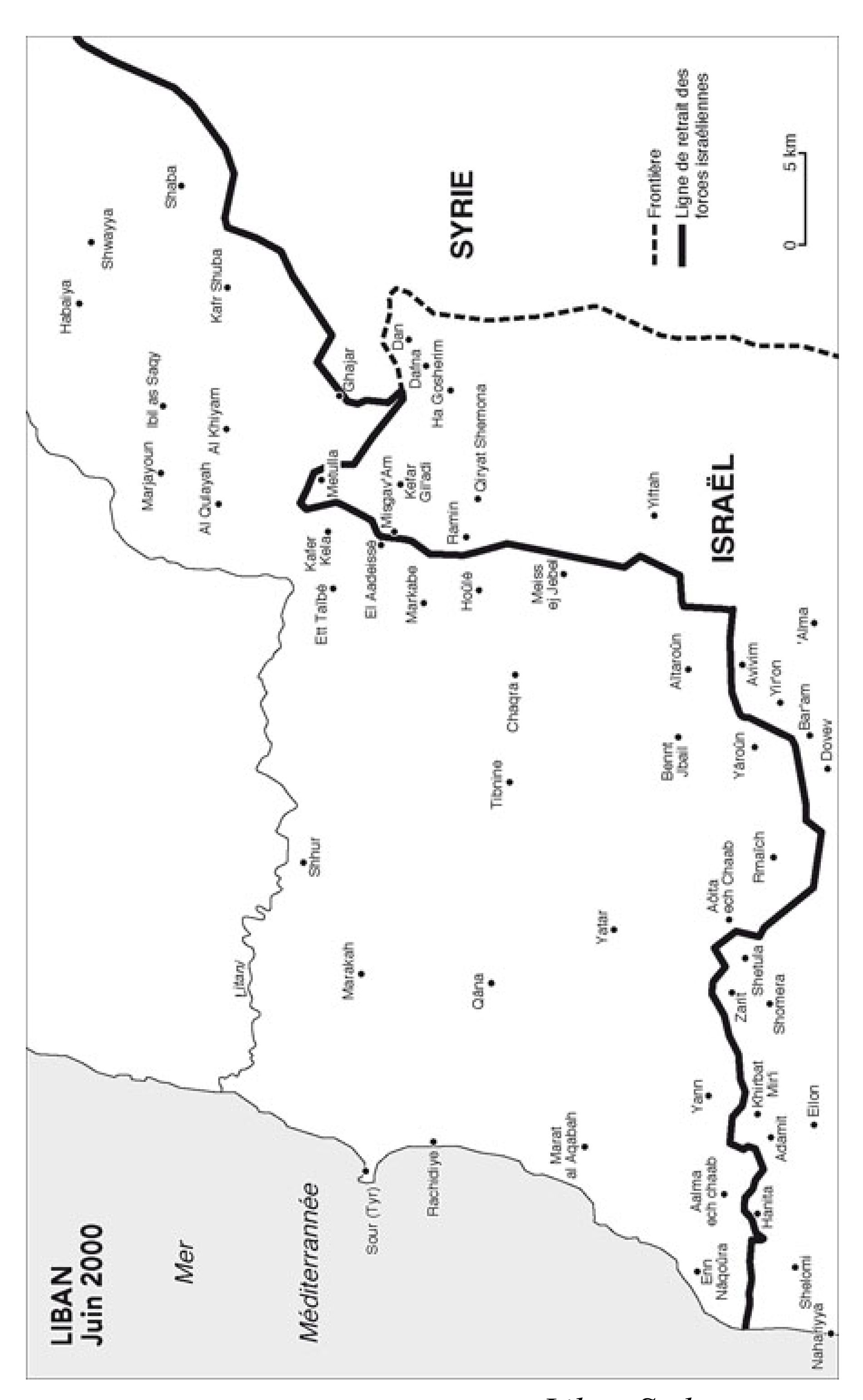
La guerre de juin 1967



Le plan Allon



La guerre d'octobre 1973


LIBAN
Juin 2000
Mer
Méditerranée
SYRIE
ISRAËL
Frontière
Ligne de retrait des forces israéliennes
0
5 km
Litani
Sour (Tyr)
Rachidiye
Marat al Aqabah
Marakah
Qâna
Yatar
Shhur
Tibnine
Chaqra
Ett Taïbe
Kafer Kela
El Aadeissé
Markabe
Hoûle
Meiss ej Jebel
Al Qulayah
Marjayoun
Al Khiyam
Ibil as Saqy
Habaiya
Shwayya
Shaba
Kafr Shuba
Ghajar
Dan
Dafna
Ha Gosherim
Qiryat Shemona
Metulla
Misgav'Am
Kefar Gil'adi
Ramin
Yiftah
Aïtaroûn
Bennt Jbail
Yâroûn
Avivim
Yir'on
Bar'am
'Alma
Dovev
Rmaïch
Aïta ech Chaab
Shetula
Zarit
Shomera
Yann
Khirbat Mir'i
Adamit
Eilon
Aalma ech chaab
Hanita
Enn Nâqoûra
Shelomi
Nahariyya

Liban Sud

Index